



HAL
open science

Complexe migratoire et distribution spatiale de population dans le Sud bolivien Enquêtes en milieux rural et urbain dans le département du Tarija

Ceydric Martin

► **To cite this version:**

Ceydric Martin. Complexe migratoire et distribution spatiale de population dans le Sud bolivien Enquêtes en milieux rural et urbain dans le département du Tarija. Géographie. Université René Descartes - Paris V, 2005. Français. NNT: . tel-00492517v2

HAL Id: tel-00492517

<https://theses.hal.science/tel-00492517v2>

Submitted on 1 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE PARIS 5
FACULTE DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES – SORBONNE

N° attribué par
la bibliothèque



THESE

pour obtenir le grade de Docteur de l'Université Paris 5

DISCIPLINE : DEMOGRAPHIE

soutenue publiquement par

Ceydric MARTIN

le 29 novembre 2005

mention très honorable, félicitations du jury à l'unanimité

**Complexe migratoire et
distribution spatiale de population
dans le Sud bolivien**

Enquêtes en milieux rural et urbain dans le département du Tarija

Directeur de thèse : M. Hervé DOMENACH

Jury

M. Luc CAMBREZY, Géographe, Directeur de recherche, IRD

M. Yves CHARBIT, Professeur de démographie, Université Paris V

Mme Maria-Eugenia, COSIO-ZAVALA, Professeur de démographie, Université Paris X

M. Hervé DOMENACH, Démographe, Directeur de recherche, IRD

M. Emmanuel MA MUNG, Géographe, Directeur de recherche, CNRS

Complexe migratoire et distribution spatiale de population dans le Sud bolivien

Enquêtes en milieu rural et urbain dans le département du Tarija

Résumé

En Bolivie, la deuxième moitié du XX^e siècle a été marquée par des bouleversements multiples (transition démographique, révolution agraire, fermeture des mines) qui ont eu de nombreux impacts sur la croissance et la distribution de la population. Dans l'*Occidente* – zones froides et arides des Andes – les campagnes se vident et les villes historiques se renforcent. Dans l'*Oriente* – vallées chaudes et humides et plaines – colonisation agricole et émergence de nouvelles agglomérations offrent une dynamique contrastée.

Le département du Tarija – dans le sud-est du pays – est non seulement un observatoire privilégié de ces changements, mais recèle aussi des mouvements migratoires originaux de par sa proximité avec l'Argentine et la découverte de gisements gaziers d'envergure. A travers la restitution d'enquêtes de migration réalisées en 2001-2002, cette recherche s'intéresse aux causes et conséquences de l'évolution récente du peuplement. Pour cela, elle s'appuie sur des monographies urbaines et rurales, de localités situées aussi bien dans les vallées andines du centre que sur le piémont, à la lisière avec la plaine du Chaco.

Mots-clés : migration, peuplement, démographie, démogéographie, distribution spatiale, urbain, rural, colonisation agricole, hydrocarbures, région frontalière, Bolivie, Tarija, Argentine, Andes, Chaco, Amérique du Sud

Migratory complex and spatial distribution of the population in the South of Bolivia

Surveys in rural and urban environment in the department of Tarija

Abstract

In Bolivia, the second part of the twentieth century has been punctuated by multiple upheavals (demographic transition, agrarian revolution, closing-down of mines) with numerous impacts on the population growth and distribution. In the *Occidente* (West) – cold and arid areas of the Andes – the countryside has been emptied and the historical cities reinforced. In the *Oriente* (East) – hot and humid valleys and plains – agricultural colonisation, together with the appearance of new settlements, present contrasting dynamics.

The department of Tarija – in the Southeast of the country – is not only a privileged observatory of these changes, but also presents its own migratory movements due to its proximity with Argentina and the discovery of significant gas deposits. Using new migration surveys carried out during the 2001-2002 period, this research aims to study the causes and consequences of the recent evolution of settlement patterns. It is correspondingly supported by urban and rural studies related to areas situated both in the central Andes valleys and in the foothills, bordering with the Chaco plain.

Key-words : migration, settlement, demography, demogeography, spacial distribution, urban, rural, agricultural colonisation, hydrocarbons, frontier region, Bolivia, Tarija, Argentina, Andes, Chaco, South America

Complejo migratorio y distribución espacial de la población en el sur boliviano

Encuestas en medios rural y urbano en el departamento de Tarija

Resumen

En Bolivia, la segunda mitad del siglo XX ha estado marcada por cambios fuertes (transición demográfica, revolución agraria, clausura de minas) que han ejercido una serie de impactos sobre el crecimiento y la distribución de la población. En el *Occidente* – en las zonas frías y áridas de los Andes – el campo se vacía y las ciudades históricas se refuerzan. En el *Oriente* – zonas de valles cálidos, húmedos y planicies – la colonización agrícola, sumada a la emergencia de nuevas aglomeraciones, ofrecen una dinámica contrastante.

El departamento de Tarija – en el sureste del país – no es tan sólo un observatorio privilegiado de dichos cambios, sino que también cuenta con sus propios movimientos migratorios debido a su proximidad con Argentina, y al descubrimiento de yacimientos de gas de envergadura. A partir de encuestas de migración realizadas durante el período 2001-2002, esta investigación se dedica al análisis de las causas y consecuencias de la evolución reciente del poblamiento. Para ello, cuenta con monografías urbanas y rurales, así como de localidades situadas tanto en los valles andinos centrales como del piemonte, limitando con la planicie del Chaco.

Palabras clave : migración, poblamiento, demografía, demogeografía, distribución espacial, urbano, rural, colonización agrícola, hidrocarburos, región fronteriza, Bolivia, Tarija, Argentina, Andes, Chaco, América del Sur

REMERCIEMENTS

Ce travail a été rendu possible grâce à l'appui de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et l'Institut Français d'Etudes Andines (IFEA).

Ma gratitude va tout d'abord aux Uruguayens et Argentins qui, tout en éveillant mon intérêt pour les enquêtes de migration dans le Mercosur, m'ont accueilli dans leurs familles et ainsi grandement facilité cette première approche de l'Amérique du Sud. Merci donc à Dora Celton de l'université nationale de Cordoba, à Alejandro Giusti de l'institut national de statistique argentin à Buenos Aires et à Juan José Calvo de l'université de la Republica à Montevideo.

Dans la continuité de ces premiers pas, ma rencontre avec le professeur Hugo Arze a été déterminante. Elle a permis le fondement d'une solide collaboration avec la principale université du Tarija qui allait déboucher sur de riches expériences de terrain. Merci à lui et à ses étudiants pour tous les bons moments d'enquête et pour avoir généreusement partagé leur connaissance du département.

Ces quelques lignes ne peuvent suffire à remercier tous les autres Tarijéniens qui m'ont aidé à mieux percevoir leur environnement ; je me limiterai donc à signaler l'importance des collaborations ponctuelles engagées avec Freddy Orellana, directeur de l'organisation non gouvernementale Vida Verde, et grand connaisseur des coutumes rurales propres à mon espace d'étude.

Mon travail en Bolivie a largement été facilité par la confiance que m'a témoignée Jean Vacher. Tout en me laissant une grande autonomie pour gérer mon service en coopération, je lui suis reconnaissant d'avoir mis à ma disposition les moyens de l'IFEA qui ont largement contribué à l'aboutissement de cette recherche.

Autre soutien inconditionnel et particulièrement fécond, celui témoigné par Philippe Hamelin dont la présence du début à la fin de la thèse a été décisive. Merci à lui de m'avoir fait bénéficier de sa maîtrise des techniques d'enquêtes et de son intuition inestimable pour une bonne appréhension du terrain, mais aussi d'avoir appuyé moralement et logistiquement les différentes étapes de mon parcours.

Trois rencontres ont également contribué à faire de cette recherche une aventure enrichissante : Nicolas d'Andréa, avec qui j'ai partagé l'insouciance et les angoisses des premiers terrains du doctorant et dont l'aide a été précieuse tout au long de mon cheminement ; Ramiro Flores Cruz, étudiant argentin qui s'est profondément et bénévolement investi dans certaines phases de mon travail ; et Sylvain Souchaud, pour des missions communes effectuées dans le Tarija, au cours desquelles son enthousiasme de jeune chercheur a été communicatif.

Mais, sans Hervé Domenach, cette thèse n'aurait pas vu le jour. Je le remercie tout particulièrement de m'avoir astreint à une bonne pratique de l'espagnol, indispensable à mon insertion dans l'une de ses équipes de recherche en Amérique du Sud qui m'a fait découvrir les plaisirs du travail collectif. En outre, il n'a cessé de me consacrer beaucoup de son temps et ce sont ses conseils et exigences scientifiques qui m'ont permis d'élaborer cette thèse.

C'est enfin vers ma famille que se porte ma gratitude, pour m'avoir supporté (dans tous les sens du terme) durant l'ensemble de mon parcours universitaire. Merci à Gisèle pour son affection maternelle et sa compréhension toute particulière du fait qu'elle ait elle aussi récemment connu les affres du thésard. A mon père, Michel, pour son soutien et pour m'avoir permis, en m'associant à son activité professionnelle, d'entrecouper ces longues années de labeurs par d'agréables intermèdes qui furent l'occasion de partager de bons moments.

Et muchissimas gracias aussi à Graciela et Ramón Rivarola, qui m'ont non seulement offert un bureau durant de longs mois d'écriture à Montevideo, mais également soutenu moralement en me transmettant leur joie de vivre. C'est avec cette même joie que leur fille Cecilia égaye mon quotidien, merci d'avoir éclairé mon parcours de ce rayon de soleil.

Organisation de la thèse et conventions

- Deux volumes composent la thèse : l'un contient l'essentiel des analyses, l'autre est réservé aux annexes.
- Ici et là, en fonction des besoins, des encarts précisent des points de méthodologie.
- Les chiffres en italiques correspondent aux données que nous avons produites.

Documents et renvois

- Les tableaux sont intitulés **Tab.** ; les cartes et les documents cartographiques **Carte** ; les graphiques, schémas, croquis et figures diverses **Fig.** ; les planches photographiques **Photos** et la reproduction des questionnaires **Quest.** Par ailleurs, certains développements ont été consignés en annexes, ils sont référencés sous le code **Texte**.
- La numérotation de ces pièces est réinitialisée pour chaque chapitre ou annexe, précédé par le numéro du chapitre ou la lettre correspondant à l'annexe ; par exemple : Fig. II-12 signifie figure n°12 du deuxième chapitre, Tab. A-21 correspond au tableau n°21 de l'annexe A. Dans le cas des planches photographiques, Photos H-16-b se réfère au cliché b de la planche photographique 16 de l'annexe H.
- Les renvois sont systématiquement signalés entre crochets, par exemple : [chap. B] si on se réfère à une partie de l'analyse, [Fig. II-16] s'il s'agit d'une figure dans le texte, [Tab. D-15] si c'est un tableau en annexe.
- Sur certains documents (figures et cartes), l'abréviation CM 2005 signifie qu'ils ont été réalisés par l'auteur au cours de l'année 2005.
- Dans les tableaux, le pourcentage des totaux correspond au pourcentage des effectifs totaux, soit systématiquement 100,0 %, et non au total de la colonne des pourcentages, qui sont arrondis à 1 décimale près.
- Les valeurs absolues de l'effectif total représenté dans les figures (graphiques et schémas) sont généralement précisées, ce qui permet d'éviter de les introduire continuellement dans les commentaires et analyses.
- Les contours, contrastes et couleurs des graphiques et cartes ont été généralement choisis afin de permettre la reproduction de la thèse en monochromie.

Choix typographiques et abréviations

Etablis selon les règles en usage à l'Imprimerie nationale (PERROUSSEAU 2002).

- Présentation des dates : les années sont en chiffres arabes (ex. 1979) ; les décennies sont abrégées (ex. années 70) et les siècles en chiffres romains (ex. XX^e siècle).
- En général, les sigles seront composés en majuscules, sans points abrégatifs ni espace entre les lettres (ex. ENDS : Encuesta Nacional Demografía y Salud). Cependant, lorsqu'un sigle peut se prononcer aisément (acronyme), nous le composerons comme un nom propre (ex. Onu).

Cette règle ne sera pas appliquée dans le cas de l'Instituto Nacional de Estadística, le sigle INE semble en effet plus adapté que l'acronyme Ine. Lors de leur premier emploi, la signification des sigles ou acronyme sera spécifiée, un index des sigles et acronymes les récapitule en début de thèse.

- Abréviations diverses : habitant(e)(s) : hab. ; kilomètre(s) : km ; département(s) : dép. ; chapitre : chap. ; hectares : ha ; nombre : nbr ; exemple : ex.

Terminologie

- En dehors des noms de lieux ou des significations de sigles, les termes non francisés sont transcrits en italique (ex. *cuenca*). Leur signification est donnée lors du premier emploi, et se retrouve dans un glossaire en début de thèse.
- Les noms de localités sud-américaines non francisés sont transcrits en orthographe originale (ex : San Andrés ; Aguaragüe). Lorsqu'ils sont couramment employés dans la langue française (ex. Potosi), l'orthographe francisée est alors retenue.
- Par ailleurs, les noms et les adjectifs qualifiant les habitants des principales localités ou départements cités s'emploieront de la manière suivante : Chuquisaca (département) : Chuquisaquénien ; La Paz (département ou ville) : Pacénien(ne) ; Tarija (département ou ville) : Tarijénien(ne) ; Santa Cruz (département ou ville) : Crucénien(ne) ; Yacuiba (ville) : Yacuibénien(ne) ; Caigua (communauté) : Caiguanais.
- Enfin, quand il s'agira d'évoquer les départements, on écrira selon le cas : « le Tarija » ou « du Tarija » pour se référer à ce département ; il en va de même pour « le Chuquisaca » ou « du Chuquisaca » ; « le Santa Cruz » ou « du Santa Cruz » ; « le Potosi » ou « du Potosi » et « l'Oruro » ou « de l'Oruro ».

Définition des principaux indicateurs calculés ou cités.

- **Variation nette** – abrégée **vn** – différence entre la population au moment (t) et au moment (t+1) :

$$V = V_{t+1} - V_t$$

- **Taux moyen de variation annuel** – abrégé **tmva** (dit aussi taux de variation annuel moyen ou taux d'accroissement annuel moyen) – rapport entre la variation nette et la population de départ, ramené à l'unité de temps annuelle, en tenant compte du caractère géométrique de la progression ; selon la formule des intérêts composés, le taux d'accroissement :

$$R = ((P_t / P_0)^{1/n} - 1) \cdot 100$$

N.B. : les taux de variation annuel moyens sont calculés pour les périodes intercensitaires à l'année près.

- **Densité** – rapport entre la population totale P et la superficie S, que l'on a exprimée en km² :

$$D = P/S$$

- **Taux de masculinité** – rapport de l'effectif de sexe masculin à celui de la population totale, exprimé pour 100 :

$$M = P_m / P \cdot 100$$

- **Taux brut de natalité** (ou taux de natalité générale, ou taux de natalité) – rapport du nombre de naissances vivantes d'une année donnée à l'effectif de la population au milieu de la même année, exprimé pour 1 000.

- **Taux brut de fécondité** (ou taux de fécondité ou taux de fécondité générale) – rapport des naissances vivantes d'une année à l'effectif des femmes de 15-49 ans, exprimé pour 1 000.

- **Indice Synthétique de Fécondité** – abrégé **ISF** (dit aussi indice conjoncturel de fécondité ou indice de fécondité du moment) – exprime un nombre moyen d'enfants par femme ; il s'agit de la somme des taux de fécondité par âge observés pour une année, divisée par le nombre de tranches d'âge.

- **Migration nette** – différence entre les immigrations et les émigrations d'une zone donnée, durant une période donnée.

- **Taux annuel moyen de migration nette** – rapport de la migration nette sur la population moyenne ; les valeurs que nous citons sont des projections de l'INE, du CODEPO ou du CELADE.

- **Taux d'accroissement naturel** – égal à la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité.

Glossaire et lexique

Adobe – Briques faites d’argile et de paille, non cuites mais durcissant lors du séchage. Ce matériau de construction est traditionnellement employé pour édifier les maisons dans l’Occidente bolivien.

Aguayo – Tissu permettant le transport à dos d’hommes, traditionnellement employé en Bolivie.

Altiplano – Contraction d’altitude et de planité qui désigne les hauts plateaux des Andes, deuxième ensemble de hautes terres de la planète par l’élévation et les dimensions.

Angostura (espagnol) – Gorge, partie de la vallée étroite et encaissée.

Ayllu – Voir *comunario*.

Bagayero (espagnol) – Passeur de marchandise illégale aux postes frontières boliviens.

Camba – Nom donné aux habitants des terres basses en Bolivie (s’oppose à Colla, habitants des terres hautes).

Centros poblados (espagnol) – Ce terme (dont la traduction littérale est centre peuplé) est employé par Zonisig pour désigner des localités, retenues pour leur répartition spatiale et non sur critères démographiques.

Chapacos – Paysannerie créole hispanophone née du métissage des autochtones de la région de Tarija avec les colonisateurs espagnols. Ce terme est aujourd’hui appliqué à toute personne originaire de la partie occidentale du Tarija, y compris aux habitants de la capitale départementale.

Chacarero : Paysan d’une hacienda.

Chaqueño – Habitant du Chaco.

Chicha – Boisson alcoolisée résultant de la fermentation de grains de maïs, largement consommée dans les régions andines.

Colla – Terme qui désigne les populations des parties hautes de la Bolivie, vient du Collasuyu, entité politico-administrative de l’empire inca.

Comunario – Membre d’une *Ayllu*, communauté territoriale andine (aymara ou quechua) fondée sur des liens de parenté et constituant le cadre des rapports sociaux et des activités économiques.

Comunidad (espagnol) – Dans le Tarija, village rural organisé selon un système communautaire de répartition des tâches et des richesses.

Cône Sud – Se réfère généralement à la partie méridionale de l’Amérique du Sud soit à l’Argentine, au Chili, au Paraguay et à l’Uruguay.

Corralito (espagnol) – De *corral*, basse-cour, écurie, cirque (de montagne) en espagnol. Le terme se réfère à un événement enfermant, à un siège dans le cas d’une guerre, ou à un blocus. L’exemple actuel le plus connu est celui du *corralito* argentin de novembre 2001, visant à empêcher la sortie de fonds du pays.

Corregidor (espagnol) – En Bolivie, représentant du préfet dans les communautés.

Cuenca (espagnol) – Dans le Tarija, ce terme signifie vallée ou bassin versant.

El Niño – L’expression « El Niño » (se référant au petit enfant Jésus en espagnol) était utilisée à l’origine par les pêcheurs le long des côtes de l’Equateur et du Pérou et s’appliquait à un courant océanique chaud qui apparaît habituellement au moment de Noël pour ne disparaître que quelques mois plus tard. Les poissons sont moins abondants pendant ces intervalles chauds, et les pêcheurs en profitent souvent pour réparer leur équipement de pêche et rester avec leurs familles. Certaines années, cependant, l’eau est particulièrement chaude, et l’arrêt de la saison de pêche s’éternise jusqu’à mai ou quelquefois juin. Avec le temps, l’utilisation de l’expression « El Niño » a été réservée à ces périodes exceptionnellement chaudes, qui non seulement perturbent les vies de ces pêcheurs sud-américains, mais apportent également des pluies intenses dans des zones éloignées des côtes, notamment sur l’ensemble de la cordillère des Andes.

Embalador (espagnol) – En Argentine, profession qualifiée qui consiste à sélectionner et accommoder les produits agricoles avant leur commercialisation.

Encomendia (espagnol) – Grâce royale de la Couronne espagnole à l'époque coloniale. Elle consistait à récompenser un sujet (qui deviendra *encomendero*) en lui attribuant l'administration de territoires et de leurs habitants indigènes.

Hacendero – Voir *hacienda*.

Hacienda – Grande exploitation agricole dirigée par un *hacendero* et employant des *chacareros* (paysans).

Juntas vecinales (espagnol) – Organisations civiques de quartier.

Latifundio – Grande propriété exploitée de manière extensive.

Licenciatura (espagnol) – Examen marquant la fin d'un cycle universitaire, après quatre à cinq années d'études dans le cas de la Bolivie.

Maestria – Diplôme universitaire équivalant au Master français.

Manzana (espagnol) – Pâté de maisons, base du semis urbain en Amérique du Sud.

Megacampos – En Bolivie, appellation désignant des gisements d'hydrocarbures dont les réserves excèdent 1 TCF (soit plus de 28 milliards de mètres cubes).

Mercado campesino (espagnol) – En Bolivie, marchés urbains où les paysans vont directement vendre leur production.

Minifundio (espagnol) – En opposition aux *latifundios* (grande propriété exploitée de manière extensive) les *minifundios* sont des exploitations trop petites et trop peuplées (BRUNET, FERRAS *et al.* 1993, p. 296).

Municipio (espagnol) – En Bolivie, unité administrative créée par la Ley de Participación Popular du 20 avril 1993. Le territoire national est réordonné en 311 circonscriptions dotées d'un budget proportionnel à leur population.

Péons (espagnol) – Travailleurs agricoles.

Radiatoria (espagnol) – Permis délivré aux étrangers pour travailler légalement en Argentine

Regalias (espagnol) – Redevances, ici employé dans le cadre de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures.

Relocalización (espagnol) – Terme employé pour se référer aux transferts des mineurs lors de la crise du secteur dans les années 80.

Remesas (espagnol) – En Bolivie, le terme se réfère aux envois d'argent des émigrés vers leur lieu d'origine.

Singani – Eau-de-vie de raisin, la « grappa bolivienne ».

Surazo – A Tarija, masse d'air provenant du sud du continent, provoquant des vagues de froid durant la saison hivernale.

Trufis – Minibus effectuant des liaisons régulières entre les localités des vallées andines du Tarija.

Valle Central (espagnol) – Ensemble des vallées andines du centre, qui entourent la ville de Tarija.

Vinchuca – En Amérique du Sud, nom donné à l'insecte qui transmet la maladie de Chagas.

Zafra (espagnol) – Se réfère à la récolte de la canne à sucre par les *zafreiros* en Bolivie et en Argentine.

Index des sigles, acronymes et abréviations

AFP : Asociación de Fondo de Pensiones	IRD : Institut de Recherche pour le Développement, créé en 1944 sous le nom d'Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer (ORSTOM), renommé Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération en 1984, rebaptisé IRD en 1998
ASR : Autres Sources de Revenus	ISF : Indice Synthétique de Fécondité
CEDLA : Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario	LNG : Liquefied Natural Gas
Celade : Centro latinomericano de demografía	LPED : Laboratoire Population Environnement Développement
CNPV : Censo Nacional Población y Vivienda	MAS : Movimiento Al Socialismo
CSN : Coopérant du Service National	Mercosur : Mercado Común del Sur
Codepo : Consejo de población para el desarrollo sostenible	Midden : Migrations, dynamique démographique et environnement
Codetar : Corporación regional de desarrollo de Tarija	MST : Movimiento Sin Tierra
Comibol : Corporación minera de Bolivia	NPE : Nueva Política Económica
EBCO'96 : Encuesta Comunidad Boliviana año 1996	ONG : Organisation non gouvernementale
EIA : Energy Information Administration	Opep : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
ENAMHI : Servicio Nacional de Meteorología e Hidrología	Orstom : voir IRD
ENDS : Encuesta Nacional Demografía y Salud	PDM : Plan de desarrollo Municipal
Ecmi : Encuesta complementaria de migraciones internacionales	PIL : Planta Industrializadora de Leche
CEA : Centro de Estudios Avanzados	PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
Entar : Encuesta Tarija	RP : Recensement de Population
Entol : Encuesta Tolomosa	Sirese : Sistema de regulación sectorial
Envil : Encuesta Villamontes	SPSS : Statistical Package for the Social Sciences
Enyac : Encuesta Yacuiba	TCF : Trillion Cubic Feet
EPC : Encuesta de Percepciones frente al Cambio	TMVA : Taux Moyen de Variation Annuel
Facsa : Fábrica de aceite comestible sociedad anónima	UAJMS : Universidad Autónoma Juan Misael Saracho
FMI : Fonds monétaire international	UBA : Universidad Buenos Aires
GPL : Gaz de Pétrole Liquéfié	UFA : Unités Familiales Agropastorales
GTL : Gaz To Liquid	USD : United States Dollar
IAB : Industrias Agrícolas de Bermejo Sociedad Anónima	UTB : Unidad Territorial de Base
IDH : Impuesto Directo a los Hidrocarburos	Uteplan : Unidad técnica de planificación del municipio
IFEA : Institut Français d'Etudes Andines	VN : Variation Nette
IGM : Instituto Geográfico Militar	YPFB : Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos
INDEC : Instituto Nacional de Estadística y Censos (Argentine)	Zonisig : proyecto Zonificación agroecológica y establecimiento de una base de datos y red de sistema de información geográfica en Bolivia
INE : Instituto Nacional de Estadística (Bolivie)	

SOMMAIRE DU VOLUME PRINCIPAL

Prologue	1
Introduction générale.....	9
Première Partie – La dynamique démo-spatiale du Tarija : les éléments d’analyse	23
Chapitre I – Le Tarija, miroir de la complexité géographique bolivienne	27
Chapitre II – Un milieu hétérogène : mise au point d’une méthodologie	67
Deuxième Partie – Une agriculture en crise et des stratégies migratoires différenciées	125
Chapitre III – Le milieu paysan traditionnel et l’émigration agricole vers l’Argentine : la Vallée de Tolomosa	131
Chapitre IV – La colonisation agricole récente et l’émigration vers les villes boliviennes : la communauté de Caigua.....	187
Troisième partie – De complexes noyaux urbains redistributeurs de population.....	249
Chapitre V – L’inertie du centre régional historique de l’Occidente : la ville de Tarija	255
Chapitre VI – L’émergence de l’urbain dans l’Orient à travers ses logiques migratoires : la ville de Villamontes	315
Conclusion générale	389
Bibliographie citée	399
Bibliographie par thème	407
Sites internet.....	431
Tables des documents insérés dans le volume principal.....	433
Table des matières.....	439

PROLOGUE

Mon terrain et la thèse qui en résulte sont étroitement liés à un programme de recherche IRD, c'est pourquoi une restitution chronologique des multiples expériences qui ont abouti à la production de ce travail me semble nécessaire.

La motivation première de mon parcours universitaire plonge sans doute ses racines dans une enfance passée entre l'Afrique du Nord et l'Asie et dans l'intérêt précoce pour la diversité des milieux et des hommes induit par de telles expériences. C'est dans le but de les étudier que mon choix s'est porté sur la géographie lors de mes premières années d'enseignement supérieur et c'est tout naturellement que mon cursus s'est axé sur l'international : stage dans une agence d'urbanisme à Casablanca (Maroc) dans le cadre de ma licence ; maîtrise marquée par un semestre d'étude à Columbia (Caroline du Sud, Etats-Unis d'Amérique) et par quatre mois de terrain à Dhaka (Bangladesh) pour y réaliser mon mémoire sur les migrations internationales ; enfin Diplôme d'Etude Approfondie (DEA) portant sur les politiques et les acteurs de l'aide au développement.

Durant ces cinq premières années de mon parcours universitaire, la question des déplacements de populations m'a toujours semblée essentielle, qu'il s'agisse du relogement des habitants occasionné par les travaux sur l'avenue Royale de Casablanca, de la pluralité des étrangers vivant dans la ville de Dhaka ou encore du problème des réfugiés, crucial dans le cadre de l'aide internationale. Mon inscription en thèse sous la direction d'Hervé Domenach a non seulement permis de satisfaire cet intérêt, mais aussi d'aborder une nouvelle méthodologie (celle des enquêtes quantitatives), de me rapprocher du monde de la recherche française et plus particulièrement de celle effectuée en collaboration avec les pays du Sud (programme MIPE¹ de l'IRD), et enfin d'opérer un nouveau changement de continent (Amérique du Sud). Cette évolution pluridisciplinaire et de région d'étude a nécessité une période d'adaptation et c'est dans cet esprit que je me suis rendu à Montevideo en janvier 2000, afin d'y apprendre l'espagnol et de me familiariser avec le travail réalisé par les membres du réseau démographique d'Hervé Domenach en Uruguay et en Argentine. J'y ai tout d'abord rencontré

¹ Le programme MIPE (Espaces migratoires et problématique environnementale dans le Mercosur) est rattaché à l'équipe MIDDEN (Migrations, dynamique démographique et environnement) du LPED (Laboratoire Population Environnement Développement).

Adela Pellegrino et Juan José Calvo², deux des participants aux enquêtes de 1989 et 1991 sur les migrations et mobilités à Bella Union et Colonia, villes frontalières uruguayennes³. Je me suis ensuite rendu à Cordoba pour y travailler avec Dora Celton et Eduardo Bologna⁴ sur l'Encuesta Comunidad Boliviana (EBCO'96) réalisée dans la périphérie de la ville⁵. Enfin, à Buenos Aires, j'ai été intégré à l'équipe d'Alejandro Giusti de l'INDEC⁶ pour étudier une autre collecte des données sur la migration des Boliviens en Argentine, celle de Neuquén, et participer aux préparatifs de la version pilote de l'Encuesta Complementaria de Migraciones Internacionales (Ecmi).

Au mois de juin 2001, je rejoins Nicolas d'Andréa (doctorant de l'université d'Aix-Marseille III dirigé par Hervé Domenach) pour six mois de terrain exploratoire dans le cadre du programme MIPE afin d'élaborer des scénarios d'enquêtes de migration sur la frontière boliviano-argentine⁷. Dans un premier temps, notre objectif a été de détecter les effets de frontières sur la limite même entre les deux pays, mais aussi dans une perspective macro-régionale, pour capter l'ensemble des dynamiques (RAFFESTIN 1983), la restriction du champ d'analyse pouvant venir *a posteriori*. Notre périmètre de réflexion initial était donc un vaste territoire composé des provinces argentines de Salta et Jujuy et des départements boliviens du Potosi (partie sud) et du Tarija, et structuré par trois axes de circulation transfrontalière, chacun traversant l'une des grandes unités physiques de la région : l'altiplano à l'ouest, les vallées au centre et la plaine du Chaco à l'est [cf. Carte de localisation I ci-contre]. Après deux mois passés à parcourir cette zone, à mêler observation directe, compilation de données diverses et entretiens avec institutionnels, universitaires et habitants, nous élisons résidence dans la ville de Tarija⁸ pour y rédiger un rapport de synthèse (D'ANDREA & MARTIN 2000). Notre réflexion nous permet d'identifier certains éléments déterminant aux choix pris dans la suite du programme, en présentant les

² Respectivement directrice du Centro de Estudios de Poblacion à Montevideo et enseignant à l'Universidad de la Republica dans la même ville.

³ Bella Union se situe à la frontière avec le Brésil et l'Argentine ; Colonia est localisé juste en face de Buenos Aires, de l'autre côté de la rivière de La Plata, à 40 minutes en bateau.

⁴ Respectivement directrice du Centro de Estudios Avanzados (CEA) de l'Universidad Nacional de Córdoba et enseignant de la Maestría de Demografía du CEA et doctorant allocataire de l'IRD sous la direction d'Hervé Domenach.

⁵ Cette enquête a donné lieu à une publication : Domenach, Hervé ; Celton, Dora, coord. (1998) *La comunidad boliviana en Córdoba. Caracterización y proceso migratorio*, Cordoba, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom) – Universidad Nacional de Cordoba, 291 p.

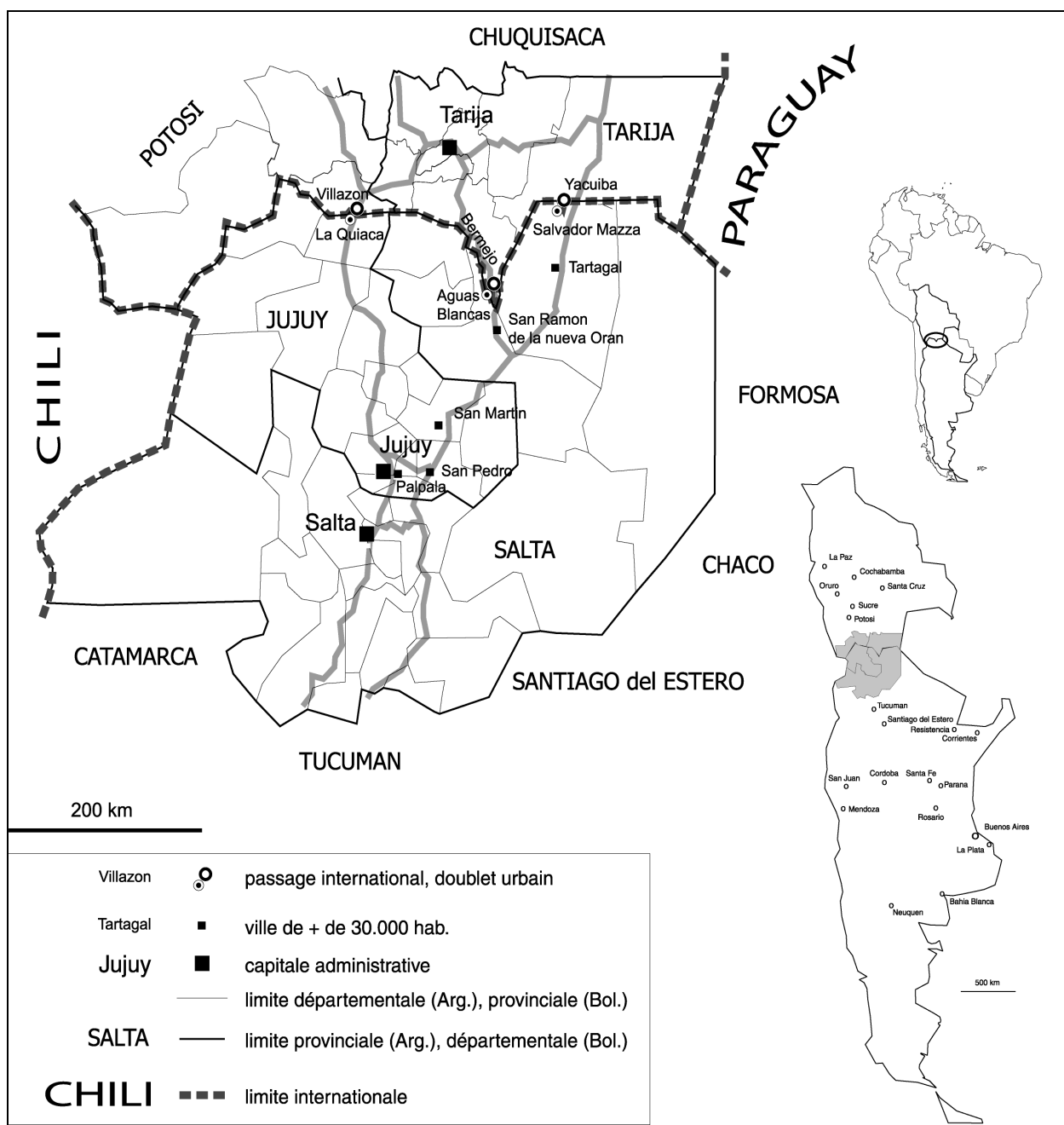
⁶ Alejandro Giusti est directeur du département « statistiques sociales et population » de l'Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INDEC). En outre, il est inscrit en thèse sous la direction d'Hervé Domenach.

⁷ Cette démarche s'inscrit dans les objectifs du MIPE dont le but est d'analyser " les interactions entre les dynamiques migratoires et environnementales dans le Marché commun de l'Amérique du Sud (Mercosur) à partir de l'observation de la mobilité à l'intérieur des nouveaux espaces économiques intégrés. Les changements de structure agraire et les nouveaux circuits socio-économiques en formation ont des conséquences sur la dynamique des populations, le contrôle de l'espace et des ressources. Ils sont porteurs de mutations lourdes dont les facteurs de régulation sont étudiés en termes de développement durable et à différentes échelles, avec une attention particulière pour les espaces frontaliers et actuellement l'espace boliviano-argentin. " (<http://www.lped.org>)

⁸ Outre sa localisation privilégiée au centre de notre périmètre de réflexion, le choix de la ville de Tarija a été motivé par deux éléments : d'une part le climat y est moins rigoureux qu'à Salta ou à San Salvador de Jujuy, argument essentiel en pleine période hivernale, et d'autre part le coût de la vie y est nettement plus abordable.

facteurs physiques et économiques qui caractérisent la grande hétérogénéité géographique du périmètre d'étude, et en distinguant les principaux courants migratoires des Boliviens. En Argentine, le rapport suggère l'existence de différents types de mobilités transfrontalières, certains révolus (travail temporaire pour la récolte de la canne à sucre) et d'autres émergents (insertion dans les campagnes maraîchères des vallées chaudes de Jujuy). En Bolivie, il signale l'essor démographique du département du Tarija, alimenté par des volumes de migration interne inédits.

Carte de localisation I : La frontière boliviano-argentine



Source : Nicolas d'Andréa (2004)

Deux perspectives méthodologiques sont alors envisagées pour étudier la dynamique du peuplement dans cette région frontalière : une enquête spécifique sur les flux de déplacements captés à un ou plusieurs points de passage transfrontalier, envisageable du fait de la restriction de ces zones de franchissement ; ou une enquête de stock de localités pour identifier les migrants dans leurs lieux de vie, saisir les pratiques de mobilité et en déduire la nature des flux et indirectement leur intensité. Cette seconde perspective offrait à son tour une alternative : s'attacher à la description des filières migratoires, en lien avec les zones de colonisation maraîchère ou les bassins agro-industriels ; ou bien réaliser une étude régionale en articulant plusieurs unités d'observation. Trois facteurs conduisent à réorienter le programme dans le sens de cette dernière option, en privilégiant de plus un ancrage côté bolivien (plus particulièrement dans le Tarija) et une approche axée sur les migrations internationales mais aussi internes, et en repoussant provisoirement l'objectif initial d'enquêter aussi l'espace frontalier argentin. Premièrement, l'intérêt de travailler sur un terrain peu étudié mais où les mouvements de population sont importants et semblent évoluer rapidement. Deuxièmement, les contacts pris lors de notre mission avec l'Universidad Autónoma Juan Misael Saracho (UAJMS) laissaient entrevoir la perspective d'une collaboration de bonne qualité et la signature d'une convention de recherche. Troisièmement, le souhait de combler un manque des enquêtes précédemment menées en Argentine, qui ne prennent que faiblement en compte les régions de départ en Bolivie, alors que ce point paraît essentiel si l'on considère la complexité du pays et la nécessité de définir les causes originelles des mouvements migratoires.

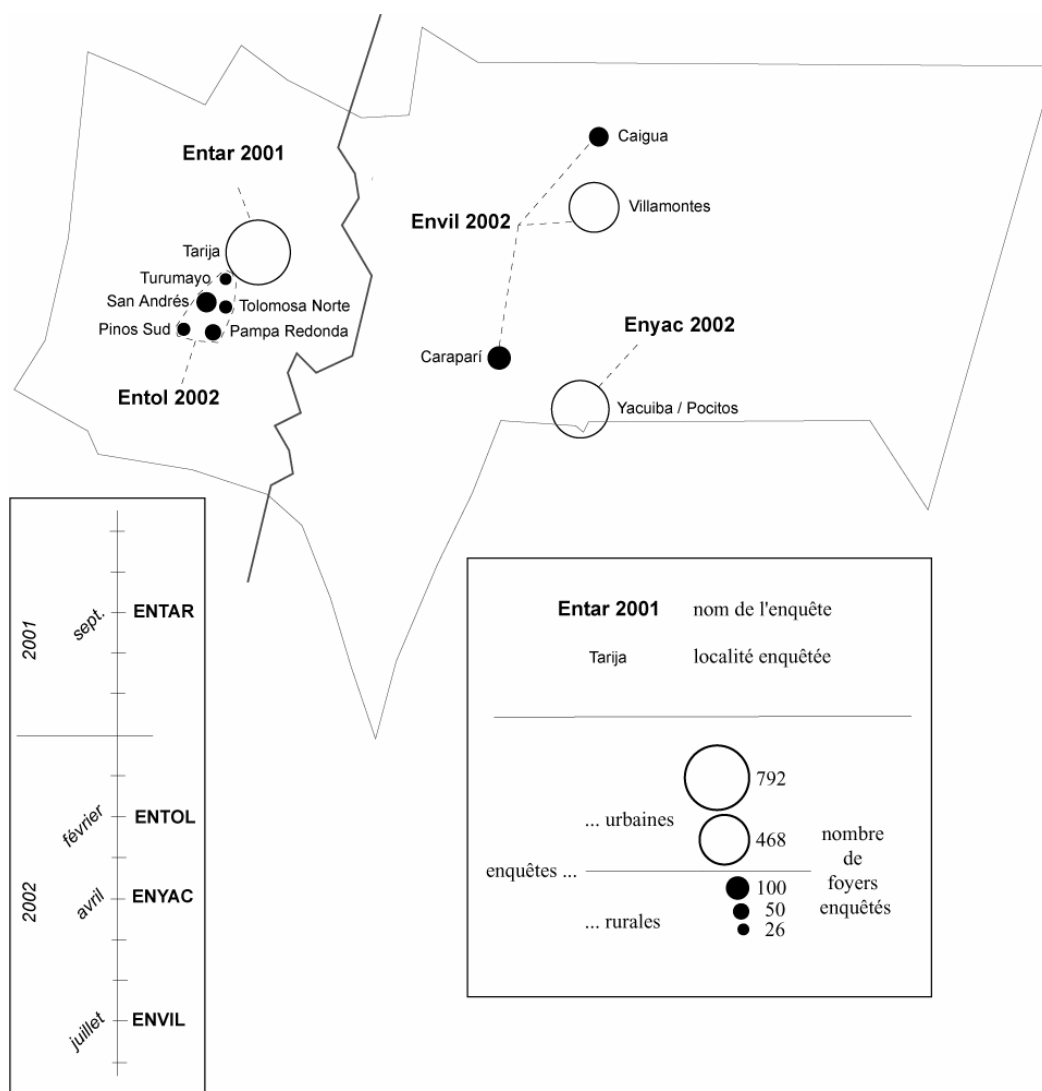
Sur la base de ce projet d'enquêtes (nommé Frontarbol), je profite d'un passage en France au début de l'année 2001 pour répondre à un appel d'offre de l'IFEA concernant le recrutement d'un Coopérant du Service National (CSN). L'obtention de ce poste me permet d'envisager une longue étude de terrain à Tarija et m'offre aussi la satisfaction motivante d'être pour la première fois financé pour mon travail de recherche. De retour en Bolivie en compagnie de Nicolas d'Andréa, je consacre le reste de l'année à mettre en pratique les enseignements reçus en Argentine en participant⁹ activement à la préparation de la première enquête du programme, Entar 2001 (792 ménages enquêtés par 59 étudiants)¹⁰ réalisée dans la ville de Tarija au mois de septembre, et en dirigeant la codification des questionnaires, la saisie et les contrôles de cohérence des données. Dans la continuité de ce travail, nous rencontrons à La Paz deux épidémiologistes IRD¹¹ qui s'appêtent à organiser une série d'enquêtes rurales entre Tarija et Bermejo ; par un échange bilatéral de services, nous insérons alors dans leur questionnaire quelques modules migrations basés sur notre propre expérience.

⁹ Nicolas d'Andréa est présent durant l'ensemble du processus ; Hervé Domenach et Philippe Hamelin viennent encadrer la finalisation du questionnaire, définir la méthode d'échantillonnage et participer à la logistique d'enquête.

¹⁰ cf. Texte F-1 pour la méthodologie de l'enquête même, chap. II pour les détails concernant le questionnaire et Quest. F-1 à F-11 pour les formulaires.

¹¹ Laurent Brutus et Dominique Schneider, rattachés à l'unité de recherche « Santé de la Mère et de l'Enfant en milieu Tropical ».

Carte de localisation II : dép. Tarija – Présentation du dispositif d'enquête Frontarbol



Sources : Entar 2001, Entol 2002, Enyac 2002, Envil 2002

CM 2005

Fin 2001, Nicolas d'Andréa rentre en France, notamment pour la rédaction de sa thèse, et je me retrouve seul à Tarija pour proposer d'éventuelles enquêtes complémentaires à Entar 2001. Depuis mon premier séjour, appréhender l'évolution du peuplement du département dans son hétérogénéité – d'un point de vue écologique ou par rapport à la dichotomie urbain/rural – me semblait être une approche pertinente et qui correspond à ma formation géographique récemment hybridée avec la démographie¹². Ainsi, je m'interrogeais sur la sélection des unités d'observation à même de refléter une telle diversité, et la connaissance du Tarija acquise une année plus tôt m'a encouragé à compléter

¹² " Il ne fait aucun doute que la *géographie de la population* est avant tout formée par la rencontre ou l'hybridation de la géographie et de la démographie. Le terme de *démogéographie*, souvent employé désormais, est un synonyme désignant le même contenu. Il s'agit d'un champ scientifique fortement enraciné dans la géographie et ayant une définition généralement large. La *géographie démographique* désigne une approche géographique aux limites plus restreintes, traitant de thèmes démographiques. La *démographie spatiale*, qui commence à se développer, a un champ étroit et des préoccupations proches de celles de la démographie statistique. " (NOIN & THUMERELLE 1993, p. 5)

l'enquête de la capitale par celle d'une des vallées traditionnelles qui l'entourent, réputées pour leur forte émigration, et par celle de villes et campagnes situées dans des zones de colonisation récente, notamment sur le piémont, à l'interface entre les derniers reliefs andins et la plaine.

Il s'agit là d'un programme ambitieux et logistiquement lourd, et les moyens financiers et temporels limités dont je dispose n'assurent pas sa réussite, ce qui me contraint de fonctionner par étape. Dans un premier temps, Hervé Domenach et Jean Vacher m'assurent de leur soutien pour sélectionner une unité d'analyse rurale proche de Tarija et ainsi garantir au minimum l'étude d'une dyade ville-campagne. Après avoir parcouru la région grâce au véhicule tout terrain de l'IFEA, mon choix se porte sur le bassin versant de Tolomosa, et le programme est relancé dans une certaine précipitation, car les informations dont nous disposons sur l'émigration depuis la vallée révèlent d'importants départs après les fêtes du Carnaval. Ainsi, appuyé par Ramiro Flores Cruz¹³ (qui avait déjà participé à Entar 2001) et toujours en collaboration avec l'UAJMS, je dirige les différentes étapes de l'enquête Entol 2002 (201 ménages recensés dans 5 localités par 14 étudiants)¹⁴ dès le mois de février.

En parallèle à cette collecte, plusieurs membres du programme MIPE expriment leur souhait d'enquêter la ville de Yacuiba, qui a connu une croissance démographique extraordinaire au cours des années 90. Or, la récente dévaluation du peso argentin (décembre 2001) remet en cause l'avenir du commerce transfrontalier (activité principale de la ville) et donc de cet accroissement, ce qui m'astreint ici aussi à préparer l'enquête dans les plus brefs délais. Ce sera chose faite grâce aux données cartographiques détaillées collectées à La Paz en novembre 2001, à une mission exploratoire en compagnie d'Hugo Arze (représentant du partenariat local avec l'université) au mois de mars, à l'amélioration du questionnaire d'Entar 2001 et aux formations et sélections de nouveaux enquêteurs. Philippe Hamelin me rejoint alors en Bolivie pour diriger l'enquête même qui se déroule au début du mois d'avril et prend le nom d'Enyac 2002 (627 ménages enquêtés par 21 étudiants).

En nous rendant à Yacuiba, notre objectif est aussi de nous interroger sur une manière plus large d'appréhender la spécificité du peuplement de l'est du département. C'est pour cela que nous rejoignons Tarija en passant par la ville de Villamontes dont la localisation est privilégiée – au croisement de quatre routes reliant la capitale départementale, Santa Cruz, l'Argentine et le Paraguay – et dont la structure de l'habitat et l'apparent dynamisme rappellent à Philippe Hamelin les implantations pionnières de l'Amazonie brésilienne. Ces éléments, ainsi que l'importance des découvertes en gaz dans la région, confortent alors mon intention de compléter notre programme par une enquête de cette localité, mais aussi de régions rurales voisines, théâtre de colonisation agricole. J'effectue au mois de mai une mission exploratoire dont les intérêts sont multiples : analyser le nouveau développement des hydrocarbures (depuis les zones productrices du Tarija et le siège des entreprises à Santa Cruz), sélectionner les

¹³ Sociologue de l'université de Buenos Aires.

¹⁴ cf. Texte D-1 pour plus de détail concernant les préparatifs d'Entol 2002 et Quest. D-1 à D-11 pour les formulaires.

localités à enquêter, prendre contact avec les autorités locales et se procurer les données nécessaires aux préparatifs. Après 15 jours intensifs de terrain me permettant de remplir ces objectifs, je lance la saisie des données d'Entol 2002 et d'Enyac 2002 et m'attèle à la préparation de l'enquête Envil 2002 qui se déroulera sous ma direction et en collaboration avec Hugo Arze et 14 étudiants au début du mois de juillet, dans la ville de Villamontes (468 ménage enquêtés) mais aussi dans les localités rurales de Caigua (72 ménages) et Carapari (100 ménages)¹⁵.

Outre un passage par Cordoba pour participer à la préparation d'une enquête de migration sur les Boliviens de San Salvador de Jujuy, la fin de mon séjour en Bolivie est marquée par une multitude d'activités : terminer les différents codages et saisies, effectuer certains contrôles de cohérence, mener les premières analyses pour définir les principaux profils migratoires et ainsi proposer des pistes d'entretien aux étudiants intéressés.

C'est en possession de bases de données diverses et correspondant à mes objectifs initiaux que je rentre en France en septembre 2002 pour me consacrer jusqu'à la fin de l'année 2003 à des travaux sur le programme de recherche, qui répondent à la fois à mes attentes personnelles pour la thèse et à celles des Boliviens. Il me faut tout d'abord procéder à des manipulations statistiques indispensables à une bonne diffusion des données : nettoyer en profondeur toutes les bases, simplifier certaines variables, faire émerger des indicateurs (notamment d'éducation et d'équipement) et déterminer une typologie des principales sous-populations d'événements migratoires. Après une phase d'homogénéisation des variables principales, je propose une version agrégée des différentes bases, ce qui représente un précieux outil pour mener à bien des comparaisons. En outre, j'attache une importance particulière à rendre le produit final facilement utilisable sous SPSS¹⁶ par un public hispanophone, en présentant des versions comportant toutes les précisions nécessaires (sous-populations, filtres, nom de variables et des modalités, etc.). Toutes ces approches s'accompagnent de réunions de travail avec Hervé Domenach et Philippe Hamelin pour déterminer les prérequis nécessaires à une future publication.

En parallèle, je m'interroge sur la meilleure façon de restituer l'hétérogénéité du Tarija à travers nos enquêtes, car nous avons certes recensé les différents lieux de migration de façon très précise (par localité) mais leur regroupement est fait sur la base de maillages administratifs empiétant sur des territoires composites. S'engage ainsi une nouvelle collaboration avec Nicolas d'Andréa, pour réaliser l'ébauche d'un atlas statistique du Tarija, début d'une réflexion qui me sera utile pour présenter mon propre maillage dans le cadre de cette thèse. Enfin, à la faveur d'une mission IRD, je me rends en Bolivie en novembre 2003 afin d'y présenter notre terrain d'étude à Sylvain Souchaud (géographe, nouvelle recrue du programme MIPPE) et profite de ce séjour pour poursuivre la collaboration engagée

¹⁵ cf. Texte G-1 et E-1 pour les explications concernant les enquêtes de Villamontes et Caigua et Quest. E-1 à E-12 pour les formulaires.

¹⁶ Statistical Package for the Social Sciences, programme d'analyse statistique couramment employé en Bolivie.

avec l'UAJMS – en remettant aux étudiants intéressés nos bases de données et en leur proposant des pistes de recherche – et pour me rendre au siège de l'INE (à La Paz) dans le but d'y récolter des données du recensement 2001 désagrégées au niveau des localités enquêtées.

Débuté alors en janvier 2004 une dernière phase, où – en dehors d'une mission en Bolivie pour participer aux préparatifs de l'enquête Enber 2005¹⁷ – je consacre 18 mois à la restitution personnelle des données produites dans le cadre de ce programme de recherche. Après une sélection des unités pertinentes, l'absence de publication des premiers résultats de nos enquêtes impose une première analyse exhaustive des données. Je me heurte alors au manque d'étude de contextualisation pour argumenter les tendances détectées, ce qui rend notamment nécessaire une approche spécifique du récent développement des hydrocarbures dans le Tarija et la mise en place d'une partition permettant de présenter l'hétérogénéité du département et son évolution. L'ébauche de thèse qui en découle sera suivie d'un travail de finition : effectuer une deuxième analyse statistique pour harmoniser les résultats et améliorer leur illustration (réalisation de figures) et présenter la méthodologie employée (explication des sondages, des sous-populations) et les régions étudiées (cartes, sélection de documents photographiques).

Ainsi se terminent six années d'expériences multiples et chronophages dont les points forts furent de proposer une première géographie du Tarija, engager et poursuivre un partenariat qui s'est voulu partagé avec l'UAJMS¹⁸ et mener à bien une approche quantitative des migrations dans le département. En ce qui concerne ce dernier point, il a fallu produire et manipuler des données, et restituer les enseignements qui en ont été tirés, démarche qui me renvoie dans sa globalité à l'image d'un sablier. Au sommet, les phases préparatives d'une enquête sont nombreuses et la masse de documents manipulés considérable : il faut comprendre le terrain pour sélectionner les unités à analyser, préparer le questionnaire, prendre contact avec les autorités locales, se former soi-même puis former les enquêteurs, mener l'enquête, avoir une gestion financière rigoureuse et résoudre moult problèmes logistiques. Au milieu, la saisie offre une période de répit, un peu comme l'œil du cyclone, où le résultat de tout le travail en amont se limite à un fichier informatique, facilement transférable par courriel. Mais cette accalmie est de courte durée : les premières analyses sont lourdes et les possibilités offertes par une telle quantité de données abondantes ; on se dirige alors progressivement vers la base du sablier qui sera composée des nombreux compte-rendus et applications diverses résultant de ces enquêtes, et dont cette recherche n'est qu'un élément parmi d'autres.

¹⁷ Sylvain Souchaud, en poste à Tarija d'août 2004 à juin 2005, représente alors le programme de recherche. Au mois de mai de cette année, il a dirigé l'enquête Enber 2005 à Bermejo, travail qui s'inscrit dans la continuité de nos expériences précédentes, ce qui permettra à terme d'enrichir la base de donnée commune au programme Frontarbol.

¹⁸ Selon la définition proposée par Luc Cambrézy (1996), le partenariat partagé découle de la confrontation des systèmes de représentations qui permettent à chaque société de rendre intelligible et compréhensible le monde qui l'entoure.

INTRODUCTION GENERALE

Les régionalismes sont au centre des crises politiques qui ont touché la Bolivie ces dernières années et la conséquence la plus récente¹ en a été la démission du président Carlos Mesa en juin 2005. En effet, cette instabilité provient de blocages qui paralysent régulièrement le pays et résultent bien souvent de mouvements populaires davantage imputables à des luttes régionales qu'à la lutte des classes (ROCA 1999). Ces régionalismes, motivés par des questions de partage des richesses boliviennes, sont anciens² et ont longtemps été contenus par la nette prééminence de la bourgeoisie créole qui dirige un pays centralisé autour des capitales politiques de Sucre et de La Paz³, schéma renforcé par les nationalisations de la révolution de 1952 – laquelle favorise les élites en leur permettant de “ garder le pouvoir pour la prospérité de leurs affaires et l'enrichissement de leurs clientèles ” (FRANQUEVILLE 2000, p. 64). Cependant, en redistribuant les terres et en nationalisant les mines, les bouleversements du milieu du XX^e siècle ont aussi ouvert la voie à une prise de conscience politique des paysans et des mineurs, l'Etat étant dorénavant la cible des mobilisations plutôt que l'*hacendero*⁴ ou les familles propriétaires des ressources minières. Plus récemment (1993), les politiques de décentralisation et l'attribution du pouvoir à l'échelle locale⁵ contribuent aussi à affaiblir le modèle centralisateur bolivien.

Dès lors, et pour la première fois depuis l'arrivée des Espagnols, le poids politique de la société autochtone (majoritaire en Bolivie⁶) devient essentiel et s'exprime selon les divisions ethniques qui la composent. Ainsi les Aymaras et les Quechuas – les plus nombreux, regroupés dans l'ouest du pays – revendiquent à partir des années 70 la prise en compte de la particularité

¹ Au moment où nous terminons ce travail, en septembre 2005.

² Jean-Claude Roux les signale à la fin du XIX^e siècle, lorsque les acteurs de l'extraction du caoutchouc ont des velléités séparatistes (ROUX 2000).

³ La Bolivie possède plusieurs capitales : officiellement, Sucre est la capitale constitutionnelle, y siègent le parlement en session extraordinaire et la Cour suprême de justice ; La Paz est la capitale administrative et politique, et regroupe en temps normal les pouvoirs exécutif et législatif ; enfin, Santa Cruz est de plus en plus reconnue comme capitale économique.

⁴ Dirigeant d'une *hacienda* (grande exploitation agricole qui date de la Colonie).

⁵ La Ley de Participación Popular du 20 avril 1993 réordonne le territoire bolivien en 311 unités administratives (les *municipios*) dotées d'un budget proportionnel à leur population.

⁶ En Bolivie, la société allochtone (majoritairement ibérique) représenterait 10 % de la population, 70 % serait autochtone et 20 % métis (FRANQUEVILLE 2000).

des populations andines, et les ethnies orientales – une multitude de groupes dont le principal est le peuple guarani – exigent le respect de la distribution traditionnelle des terres dans l’Est bolivien. Cette division, tout d’abord marquée par des facteurs culturels, s’est rapidement transformée en opposition entre intérêts stratégiques divergents, stimulés d’un côté par la crise du secteur minier et de l’agriculture traditionnelle dans les Andes et de l’autre par l’essor des activités hydrocarbures et le développement agro-industriel dans les plaines, qui ont tous deux contribué au déplacement des richesses du pays et remettent en cause l’assise traditionnelle du pouvoir dans les hautes terres boliviennes (ROCA 1999).

Deux événements récents enveniment cette situation. D’une part, à compter des années 90, l’éradication des cultures et des laboratoires de transformation en cocaïne de la feuille de coca sonne le glas de cette activité de substitution fort lucrative pour les paysans et mineurs andins (CORTES 2000). Les enjeux financiers de ce secteur illicite sont importants et la résistance (parfois armée) s’organise, notamment sous la houlette d’Evo Morales, meneur aujourd’hui reconverti à la politique et favori à l’élection présidentielle de décembre 2005. D’autre part, à partir de 1996, la découverte de gisements majeurs en gaz naturel par des entreprises étrangères ravive la question du pillage des ressources naturelles boliviennes. De manière plus occultée, elle pose aussi la question de la redistribution des redevances et divise ainsi une nouvelle fois le pays : le système en place est favorable aux départements producteurs – tous situés dans la partie orientale – qui souhaitent une exportation massive ; alors que les manifestations ont lieu dans les régions altiplaniques – surtout à La Paz – et exigent la nationalisation des hydrocarbures et leur gestion par des entreprises gouvernementales implantées dans les hautes terres de la Bolivie.

C’est cette question du gaz qui concourt actuellement à amplifier la virulence des velléités indépendantistes des régions de l’orient bolivien – mouvement placé sous l’égide des élites du Santa Cruz⁷ – et qui provoque des réactions chaque fois plus vives des habitants de la partie occidentale du pays. L’enjeu pour les Crucéniens est surtout de s’affranchir des décisions du gouvernement central si le pays venait à être dirigé par des représentants indigènes des Andes, ce qui pourrait se produire dès les élections du 4 décembre prochain. Afin de temporiser cette situation, ils ont exigé, et pour la première fois obtenu, l’élection des préfets départementaux au suffrage universel direct à cette même date. A travers ce prochain scrutin, les Boliviens vont donc pour la première fois être amenés à se prononcer sur la cruciale question des autonomies.

⁷ On pourra citer : l’organisation séparatiste à tendance xénophobe Nación Camba (www.nacioncamba.org) ; la proposition de création d’une république du Chaco par un député du MNR (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire) en 2004 (quotidien La Prensa du 12 février) ; ou l’alliance entre les comités civiques (association dont le but est de défendre les intérêts locaux) des départements du Pando, Beni, Santa Cruz et Tarija à partir de 2003, connue sous le nom de Media Luna.

Les bouleversements récents d'une occupation contrastée du territoire

Ces divisions régionales – historiquement culturelles et actuellement exacerbées par des questions politiques et économiques – sont avant tout la conséquence d'un pays éclaté en terroirs contrastés (LAVAUD 1980). En effet, c'est à tort que l'image de la Bolivie se limite souvent à celle des hautes régions andines (terre des Incas, de l'exploitation minière, des villes coloniales, du Salar d'Uyuni, du lac Titicaca) alors que son hétérogénéité est bien plus vaste puisqu'elle se situe au centre des grands ensembles physiques sud-américains : la Cordillère des Andes mais aussi les massifs anciens de l'Est (massif des Guyanes et plateau du Brésil) et les grandes plaines intérieures (Amazonie, Chaco). Ainsi et en schématisant, l'ouest du pays est composé de hautes montagnes andines, l'est de plaines, et la ligne de contact entre les deux laisse place à une grande diversité de reliefs, climats et végétations, qualifiée de “ mosaïque de facettes écologiques ” par Olivier Dollfus et Danièle Lavallée⁸. Cette hétérogénéité, et plus particulièrement les plissements andins qui séparent hautes montagnes et plaines, rend difficiles les relations transversales en Bolivie ce qui encourage Jean-Claude Roux à parler d'une “ situation de désarticulation territoriale [...] porteuse de toutes les vicissitudes qui marquent l'histoire bolivienne jusqu'à une date récente ” (ROUX 2000, p. 69).

Avant l'arrivée des Espagnols, les milieux inégalement propices à l'occupation humaine déterminaient la concentration du peuplement dans les Andes, car tant que l'homme disposait de technologies rudimentaires (par exemple l'araire à traction animale), “ il était sûrement plus logique et plus rentable de vivre en altitude, et de produire en tirant profit des étages agro-écologiques, plutôt que dans les basses-plaines inondées et malsaines de l'Orient ” (FRANQUEVILLE 2000, p. 171). Durant la Colonie et au début de l'indépendance, cette situation est entérinée par l'exploitation intensive des mines des hauts plateaux (autour de Potosi, Oruro, La Paz) et par la fondation de villes dans des vallées voisines, fertiles et propices à l'agriculture (Cochabamba, Sucre, Tarija). Plus à l'est, l'évolution des vallées subandines (nettement plus chaudes, à la végétation luxuriante) et des plaines diffère nettement : isolées, elles échappent généralement aux contrôles et à l'organisation du territoire successivement imposée par les Incas, les Espagnols et finalement par l'Etat bolivien. Ainsi, elles restent faiblement peuplées, et ce par des nomades belliqueux pratiquant l'élevage et la cueillette.

C'est au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle que cette distribution de la population bolivienne évolue de manière significative, et cela pour trois raisons principales : l'entrée du pays dans le processus de transition démographique (et le croît naturel soutenu qui en découle),

⁸ Dans les Andes tropicales, la mosaïque de facettes écologiques s'explique par le volume de la montagne (un étage partant de plus de 6 000 mètres), le régime thermique de la base (plus la température est chaude en bas, plus la gamme est étendue), la diversité des formes, le stock floristique, les effets de façade et d'abri, ainsi que la transformation du milieu par l'homme (DOLLFUS & LAVALLEE 1973, pp. 73-79).

la maîtrise complète du territoire et le déblocage du système productif national. En ce qui concerne ce dernier point, il faut souligner que la nationalisation des mines et la redistribution des terres lors de la révolution nationale de 1952 a généré une nouvelle répartition de l'offre et de la demande en main-d'œuvre, amplifiée plus tard par les ajustements structurels des années 80 (D'ANDREA 2004). Tout ceci est propice à une accélération des déplacements de population qui se traduit par une importante émigration internationale⁹, notamment vers l'Argentine, et par une redistribution interne selon les aléas de la nouvelle répartition des activités économiques. L'opposition entre, d'une part, les crises traversées par les mines et l'agriculture traditionnelle des hautes terres et, d'autre part, l'intérêt croissant pour la colonisation agricole – spontanée ou encouragée par l'Etat et alors couplée à des projets agro-industriels – et pour les ressources en hydrocarbures des régions orientales, devient alors déterminante. Ainsi, “ historiquement ancré dans la partie froide et tempérée des Andes [...], le peuplement se redistribue dans une configuration inédite, où les vallées chaudes et les plaines pourraient devenir majoritaires ” (D'ANDREA 2005, p. 11). L'illustration la plus éloquente de ce rééquilibrage démographique reste l'évocation de l'évolution des populations du Potosi et du Santa Cruz, qui concentrent respectivement 20 % et 9 % de l'effectif national en 1950, 8,5 % et 25 % en 2001¹⁰.

Cette évolution différenciée entre l'ouest et l'est de la Bolivie s'exprime notamment dans la forte urbanisation du pays au cours des cinquante dernières années. Malgré un retard par rapport à l'ensemble latino-américain¹¹, la concentration des habitants dans les villes boliviennes est en constante augmentation et passe ainsi de 23 à 57 % de la population nationale entre 1950 et 2001¹². A l'ouest, le semis urbain hérité des Espagnols est renforcé, et La Paz, unique grande agglomération bolivienne en 1950 (320 000 habitants), maintient sa première place en 2001 (1,44 million). Cependant, la ville est aujourd'hui talonnée par Santa Cruz (1,12 million en 2001) qui s'impose peu à peu comme centre économique de la Bolivie et symbolise bien le dynamisme de l'ensemble oriental, dont l'évolution se singularise par l'apparition de nouvelles villes secondaires, conséquence du développement de multiples activités dans cette région.

⁹ Selon Mario Boleda (1995), l'émigration internationale des Boliviens est particulièrement soutenue au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, et le taux moyen annuel de migration nette du pays durant cette période serait de - 3 pour mille.

¹⁰ Données provenant des recensements de l'INE, Instituto Nacional de Estadística (INE 2002 d).

¹¹ Les données du CELADE (obtenues en ligne : <http://www.eclac.cl/celade>) permettent de mesurer l'urbanisation en Amérique latine, elles se basent cependant sur des seuils urbains qui diffèrent selon les pays et retiennent généralement des critères quantitatifs (entre 1 000 et 2 500 habitants et plus) ou administratifs. Ainsi, 57 % de la population latino-américaine vivait en ville en 1970, 75 % en 2000. Pour la Bolivie, ces données (selon seuil INE de 2 000 habitants) laissent apparaître une tendance similaire, bien que décalée : 36 % de la population habitait une localité urbaine en 1970, 65 % en 2000.

¹² Selon le seuil de 5 000 habitants que nous utiliserons dans le cadre de cette étude.

Qu'il s'agisse de géographie physique, d'origine ethnique, des formes d'occupation historique du territoire et de leurs évolutions actuelles, ou encore de répartition des richesses, tout renvoie à une bipartition de la Bolivie entre deux ensembles que nous nommerons Occidente et Oriente¹³ et qui seront précisément définis au cours de notre recherche. Bien que ces concepts soient schématiques et contestables¹⁴, ils sont révélateurs non seulement d'oppositions régionales cruciales pour l'avenir du pays mais aussi du rééquilibrage démographique qui contribuerait éventuellement à les gommer. Pour cela, la question de la redistribution de la population est plus que jamais d'actualité en Bolivie, car, lors de la prochaine élection des préfets au suffrage universel direct, les immigrés récemment installés dans les régions réclamant l'autonomie pourraient décider de ne pas soutenir les candidats défendant un tel programme.

Le Tarija, un terrain d'observation privilégié des évolutions actuelles

Le Tarija, petit département localisé dans le sud-est de la Bolivie, est justement à la charnière de l'Occidente et de l'Oriente, sur cette rupture entre reliefs et plaines qui rend si complexe la géographie des pays andins. Tout comme à l'échelle nationale, cette hétérogénéité semble se traduire par d'importantes différences dans l'occupation du territoire. D'un côté, les hautes terres et les vallées andines constituent le modèle traditionnel, elles ont été occupées par les Incas puis par les Espagnols, ces derniers y ayant implanté la ville de Tarija, aujourd'hui capitale départementale qui concentre la totalité de l'urbanisation de l'Occidente. De l'autre, les vallées subandines et les plaines sont des espaces de repeuplement, aux fronts pionniers agricoles variés et au semis urbain récent et diffus, à l'image du reste de l'Oriente. Ces éléments soulignent bien la pertinence du Tarija comme terrain d'observation des mutations actuelles de la Bolivie. En outre, sa localisation limitrophe avec l'Argentine et le Paraguay suppose des effets propres aux dynamismes des périphéries frontalières et offre aussi une vision éclairante de l'impact éventuel des migrations internationales.

Cependant, l'intérêt du Tarija ne se limite pas à une localisation particulièrement adéquate pour l'étude des principaux mouvements démo-spatiaux boliviens, puisque la

¹³ Plusieurs possibilités s'offraient pour nommer ces deux ensembles : les noms communs en français *occident / orient* ou leurs équivalents espagnols *occidente / oriente* et les noms propres dans les deux langues, respectivement *Occident / Orient* et *Occidente / Oriente*. C'est cette dernière option que nous avons retenue, pour limiter les confusions possibles avec l'image couramment répandue des blocs *Occident* et *Orient*, qui renvoient à l'Europe et à l'Amérique du Nord d'une part, et au monde asiatique d'autre part.

¹⁴ Ceci est particulièrement vrai pour l'Oriente, qui s'étale certes à l'est de la Bolivie, mais aussi au nord-ouest du pays, et dont la variété est grande puisque l'Amazonie et le Chaco n'ont en commun que leur planité. De plus, "à la différence des peuples andins, [ceux de l'Oriente] n'appartiennent nullement à une même aire de civilisation et leurs origines, leurs langues et leurs cultures sont fort diverses. Plus de trente langues sont pratiquées, qui relèvent d'au moins dix familles linguistiques aussi éloignées les unes des autres que le français l'est du chinois" (FRANQUEVILLE 2000, p. 78).

découverte à la fin du XX^e siècle de l'essentiel des réserves de gaz naturel du pays dans le sous-sol tarijénien confère au département une position stratégique inédite qui se traduit par un nouvel engouement pour cette région longtemps marginalisée¹⁵. Ces événements inscrivent pleinement le Tarija dans le débat actuel sur la répartition des richesses en Bolivie et dans les oppositions régionales qui en résultent : les Chapacos – terme couramment employé pour désigner les habitants du département – souhaitent une exportation massive du gaz pour bénéficier des redevances qui en découlent, alors que les Pacéniens s'opposent à un tel projet et veulent favoriser la consommation interne. Ainsi, les Tarijéniens abandonnent peu à peu leur neutralité traditionnelle en se heurtant aux populations andines et en se rapprochant des velléités autonomistes du bloc oriental¹⁶. Mais cette lutte au niveau national est aussi complétée par des conflits intra-départementaux entre le pouvoir politique concentré dans l'Occidente, plus particulièrement dans la ville de Tarija, et les habitants de l'Oriente, notamment ceux du Chaco, qui se revendiquent propriétaires des hydrocarbures.

Ainsi, non seulement le Tarija s'inscrit dans la redistribution majeure et hétérogène du peuplement en Bolivie, mais il est aussi pleinement concerné par la question des régionalismes, et constitue même l'un des principaux terrains des futurs affrontements qui détermineront l'avenir politique et économique du pays. Néanmoins, cet intérêt s'est révélé récemment et de manière soudaine, et succède à une longue période d'indifférence pour un département petit et isolé, ce qui explique partiellement l'indigence de la littérature scientifique qui lui est consacrée. En ce qui concerne les mouvements migratoires actuels, leur interprétation la plus courante est donc celle du discours populaire : elle réduit l'immigration à l'arrivée de mineurs et autres Collas (habitants des hautes terres) et la rend responsable des maux des « vrais » Tarijéniens, les Chapacos ; et seules les émigrations de paysans vers l'Argentine ou d'élites allant faire valoir les intérêts du département dans les autres grandes villes boliviennes sont reconnues, car il n'est pas question d'assimiler le Tarija, convoité par tous, à une terre d'exode. Or, on ne peut se

¹⁵ Exemple de ce nouvel engouement, un rapport récent du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) évoque le déplacement de l'hégémonie régionale bolivienne vers l'axe Santa Cruz – Tarija, en le comparant à ceux révolus de La Paz – Oruro pour l'argent et Chuquisaca – Potosi pour l'étain (CALDERON 2004, p. 73). En outre, il qualifie les départements du Santa Cruz et du Tarija de “ leaders économiques ” ou encore de régions de “ plus grande expansion économique ” en Bolivie (p. 149 et 154), et ceci pour leur fonction de centres d'appuis logistiques, administratifs et techniques dans l'activité des hydrocarbures et de l'agro-industrie. Même si la comparaison entre Santa Cruz et Tarija semble exagérée, elle montre bien l'intérêt actuel pour le petit département du Sud-Est bolivien.

¹⁶ Le singularisme tarijénien est notamment explicable par des facteurs historiques puisque le département a été rattaché à l'Argentine durant les premières années de l'indépendance des pays sud-américains. Il se manifeste par l'impression des Chapacos de n'être que peu concernés par les problèmes boliviens et par un vote original lors des élections nationales [cf. Carte B-2 en p. 460]. Pour ce qui est de l'opposition récente aux populations andines, elle est devenue particulièrement vivace à partir d'octobre 2003, lorsque les Tarijéniens désapprouvent le mouvement populaire qualifié de première guerre du gaz et mené par les populations altiplaniques pour s'opposer au choix d'exporter les ressources du département *via* le Chili. Enfin, le rapprochement avec le bloc oriental se traduit par l'intégration du Tarija aux principaux projets d'autonomie de l'Oriente (l'Etat imaginaire de la Nación Camba [cf. Carte B-3], la Media Luna du Comité Civico de Santa Cruz ou encore la République du Chaco).

contenter de ces propos simplificateurs et parfois même xénophobes pour appréhender les causes de la répartition de la population et ses conséquences sur la recomposition des territoires.

Mais plus que le manque d'études scientifiques, c'est la carence en statistiques fiables et pertinentes qui est à l'origine d'une méconnaissance, ou d'une connaissance incomplète, voire erronée, des dynamiques actuelles. Certes, à l'image des autres nations sud-américaines, la Bolivie dispose d'un institut statistique, l'INE, qui effectue des recensements assez rigoureux¹⁷. Cependant, son objectif est bien plus de contrôler une population que de comprendre ses évolutions (LE PAPE & QUESNEL 1995) : les mesures de stock ne s'effectuent pas à l'échelle des ménages, seules deux variables – l'une portant sur le lieu de naissance, l'autre sur le lieu de résidence cinq années en arrière – se réfèrent aux migrations, et la fréquence des collectes n'est pas assez soutenue¹⁸ pour mesurer des changements aussi rapides que ceux des déplacements de population. Ainsi, les résultats de l'INE permettent d'identifier les principaux bouleversements de peuplement, mais pas d'en éclairer les mécanismes ou d'obtenir une vision en perspective. En dehors de cet institut largement financé et contrôlé par la Banque Mondiale, le manque de fonds et la forte corruption bolivienne expliquent l'absence d'organisation indépendante à but non lucratif pouvant offrir des sources statistiques plus complètes pour l'étude des migrations. De la sorte, qu'il s'agisse d'étudiants, d'acteurs du développement (ONG ou organisations internationales) ou de dirigeants politiques et syndicaux, chacun est amené à utiliser des données et estimations aux origines variées, parfois autoproduites, pour évoquer les mouvements de population. Bien souvent, les échantillons et méthodes retenus manquent de rigueur¹⁹ et les résultats sont adaptés en faveur des objectifs.

C'est dans le but de combler ces lacunes et de proposer une base de données publique et fiable que nous avons mené notre coopération scientifique avec l'UAJMS et enquêté plus de 10 000 personnes réparties sur 6 sites dans le département, dans l'Occidente et dans l'Oriente, en ville et en campagne. Notre objectif était d'offrir une approche complémentaire à celle de l'INE pour faciliter l'entendement de l'extrême mobilité actuelle du peuplement du Tarija : qualifier dans toute leur diversité les déplacements humains, comprendre les causes et

¹⁷ Deux motifs nous poussent à la prudence en ce qui concerne les données de l'INE. D'une part, les résultats des recensements ont un impact sur la redistribution des ressources financières du pays, ils peuvent donc être intentionnellement biaisés (par exemple, dans certaines campagnes en dépeuplement, les retours pour assurer une présence le jour du recensement sont fréquents). D'autre part, le clientélisme politique qui régit l'attribution des postes de cette administration se traduit souvent par un manque de suivi et de professionnalisme, ce que nous avons largement observé dans le cas de la représentation départementale du Tarija.

¹⁸ Les derniers recensements ont eu lieu en 1950, 1976, 1992 et 2001.

¹⁹ Le meilleur exemple de ces distorsions peut être celui des recensements scolaires en zone rurale, souvent employés pour mesurer l'évolution de la population et donc les migrations. Or, ces recensements sont effectués par les maîtres d'école, qui ont intérêt à gonfler leurs effectifs pour maintenir ou augmenter les moyens financiers et humains qui leurs sont alloués. Ainsi, les enfants d'émigrants peuvent justement être considérés comme scolarisés dans leur localité d'origine. A noter qu'on retrouve ce même type de dérive en ville, en ce qui concerne les statistiques de santé.

conséquences des flux et établir ainsi les nouveaux rapports entre population et espace. Ces éléments sont des préalables essentiels à une bonne planification – surtout si l'on considère l'indexation des redistributions financières selon les effectifs de populations (loi de décentralisation de 1993) – et à une meilleure gestion des futurs investissements dans le département, qui seront particulièrement importants au vu des redevances générées par l'exploitation du gaz naturel. C'est toujours avec les mêmes objectifs qu'a été réalisée la présente étude, afin de proposer une première restitution de ce vaste programme de recherche et ainsi de mieux comprendre la dynamique du peuplement du Tarija.

Le questionnement et la méthode

Les termes constituant l'expression « dynamique du peuplement » se doivent tout d'abord d'être définis. La notion de dynamique renvoie à la fois aux phénomènes de croissance et de déclin, qui sont deux aspects interdépendants de la redistribution de la population (LEVY & LUSSAULT 2003). La notion de peuplement, selon Pierre George, se rattache à une double dimension : “ l'action d'occupation d'un territoire plus ou moins libre pour de nouvelles implantations ” et “ la manière dont un territoire est occupé ” (GEORGES 1984, p. 345). Il nous semble intéressant de compléter cette définition de géographe, par celle de Benoît Antheaume et Jean-Yves Marchal qui précisent que le terme “ recouvre l'ensemble des processus démographiques : naturels (natalité, fécondité, mortalité) et migrations (émigration, immigration) qui font qu'un espace donné est occupé selon des formes susceptibles d'être modifiées ” (ANTHEAUME & MARCHAL 1991, p. 590). C'est en ce sens que nous pourrions être amenés à parler d'instabilité du peuplement, et c'est par l'observation des migrations humaines – entendues comme changements de résidence durables, sans pour autant être définitifs – que nous nous proposons de l'étudier.

Pour cela, deux angles complémentaires seront privilégiés. D'une part, il s'agit de comprendre les stratégies migratoires qui sont une composante des systèmes de peuplement (PUMAIN 1998). D'autre part, il est nécessaire de concevoir les migrations comme des courants conduisant de pôles de répulsion vers des pôles d'attraction, et dont il convient d'observer l'évolution et de mesurer l'intensité. Cela revient à examiner les champs migratoires sous l'aspect pluridisciplinaire du “ concept [...] proposé initialement par des démographes qui s'efforçaient de mesurer des flux (Courgeau, 1970) ainsi que par les géographes dont une des préoccupations concerne la traduction spatiale des relations migratoires. Il permet de saisir à la fois les aires de départ et d'arrivée et des comportements (flux, organisations, services...) ” (DORAI, HILY et al 1998, p. 3). Ces approches permettent de comprendre les nouvelles formes de migrations, notamment lorsque “ les déplacements ne sont plus cycliques ou définitifs

comme par le passé, [mais] au contraire multipolaires, de durée et de parcours variables, et réversibles ” (QUESNEL 1991, p. 592). Tout ceci conduit à mieux saisir les mutations en cours dans l’organisation du territoire, fortement marquée par des systèmes de peuplement – eux-mêmes articulés autour de systèmes géo-politiques et économiques – que l’on peut comparer à des “ constellations, qui passent d’un système régional à l’intérieur d’une nation, à un système national, puis à un système international ” (SIMMONS 1985, p. 287).

Concrètement, sur quels mécanismes repose l’engouement pour le petit département du Tarija, historiquement marginalisé dans l’espace bolivien ? N’y a-t-il pas là une forme méconnue du processus de différenciation démo-spatiale opposant l’Occident à l’Orient ? Et les récentes découvertes de gaz sont-elles un facteur d’accélération de l’intégration du Tarija ? A partir de l’observation des migrations, nous nous proposons d’analyser l’émergence d’une région²⁰ complexe, transformée par des dynamiques territoriales variées.

Celles-ci résultent d’une intensification des mobilités qui renvoient notamment à la crise rurale et aux ressources mobilisées par les populations. Ainsi, à travers cette étude, il s’agit de comprendre l’évolution des stratégies d’adaptation, par l’identification de nouvelles formes migratoires dans les campagnes. En d’autres termes, existe-t-il une évolution des pratiques de l’espace, suivant laquelle l’émigration rurale ne se limiterait plus à l’exode vers les villes les plus proches ?

De plus, à l’image de ce qui se passe dans le reste de la Bolivie, le processus de concentration urbaine s’accomplit avec rapidité. Cette dynamique est-elle essentiellement imputable à l’exode rural ou aussi à l’arrivée de migrants venant de villes de taille inférieure – comme cela est fréquemment décrit²¹ ? Ou bien les mouvements non hiérarchisés sont-ils aussi significatifs, ce qui pourrait signifier que les migrations s’expriment dans une armature multipolaire à identifier ? Le Tarija en particulier et la Bolivie en général offrent toutes les caractéristiques d’un terrain marqué par des mutations économiques toujours plus rapides et anarchiques²², propice à la complexification des mobilités spatiales.

²⁰ Au cours de cette recherche, le terme de région n’est pas employé pour se référer à une unité administrative – un tel découpage n’existant pas en Bolivie ni en Argentine – mais comme sous-ensemble de l’espace national (CAMBREZY, COUTY *et al.* 1984, p. 126).

²¹ Par exemple, le dernier rapport de l’INE au sujet de l’urbanisation en Bolivie laisse supposer de tels mécanismes (INE 2002 e).

²² Alain Dubresson aborde ce genre de mobilités à partir de l’exemple ivoirien : “ l’insertion [du migrant] ne saurait être intelligible que par la prise en compte de l’espace multipolaire qu’est l’armature urbaine, de sorte qu’il faut cesser de penser le processus en terme de linéarité conduisant inéluctablement vers la métropole abidjanaise et s’interroger plutôt sur les mobilités spatiales en tant qu’outils des pratiques de crise ” (DUBRESSON 2000, p. 237). En Amérique du Sud, cette tendance pourrait également se vérifier, car dans un contexte de mutations économiques rapides, les mécanismes de « globalisation » et de « flexibilisation » de l’industrie et des services reposent “ sur une grande souplesse dans les facteurs de localisation des activités économiques ”, ce qui favorise aussi un espace multipolaire (GRAL/CREDAL 1994, p. 132).

Par ailleurs, la proximité de l'Argentine – où les salaires sont nettement plus élevés – nous interroge sur le niveau d'internationalisation de la redistribution du peuplement. Quelles sont les manifestations de l'interrelation entre les régions frontalières, de part et d'autre de la limite internationale ? Comment se répercutent en Bolivie les cycles d'expansion et de crise du voisin argentin ?

Enfin, cette étude de cas offre un excellent terrain d'observation des mutations de la relation entre population et environnement (DOMENACH & PICOUEY 2000). Quelle est l'incidence de la précarité écologique sur les déplacements de population ? Mais aussi, quels effets ont les mouvements sur l'environnement, notamment quand il s'agit de la croissance soudaine d'agglomérations ou de colonisations d'espaces vierges ?

C'est la caractérisation des migrations dans toute leur complexité qui doit donc nous éclairer sur ces nombreuses interrogations. Bien qu'agrémentée d'observation de terrain et des quelques sources bibliographiques disponibles sur la région, cette démarche descriptive sera avant tout statistique (les différentes définitions des migrations seront appréhendées en fonction des données disponibles et expliquées en cours d'étude). Notre approche sera multiple, visant à comprendre les mouvements de population centripète et centrifuge dans le Tarija, à partir d'unités d'analyse situées en villes et en campagnes, dans l'Occident et dans l'Orient. Il nous faudra expliquer la formation et l'évolution de l'attractivité des régions étudiées, et analyser l'immigration, non seulement à travers les lieux de naissance, mais aussi selon les lieux de provenance, pour déterminer avec plus de précision les parcours migratoires avant l'installation. En complément, et même si les références au sujet de la redistribution des Tarijiens sont rares²³, nous nous attacherons aussi à détecter l'émigration afin de souligner l'intensité de l'instabilité du peuplement ; ce qui sera fait d'une part en abordant les déplacements ayant entraîné un retour, d'autre part en étudiant l'émigration des enfants des chefs de ménage.

L'objectif de cette approche fine est d'obtenir une vision globale des mouvements (DOMENACH & PICOUEY 1995) : de la campagne à la ville, mais aussi de la campagne à la campagne, de la ville à la ville et pourquoi pas de la ville à la campagne. En localisant les pôles concernés par ces diverses formes de déplacement, nous pourrions définir l'interaction d'espaces porteurs de dynamiques d'attraction ou de répulsion. Outre la mesure de

²³ En dehors de l'émigration des paysans vers l'Argentine, Jean-Claude Roux signale un courant migratoire supplémentaire depuis le Tarija à la fin du XIX^e siècle, pour aller travailler dans l'industrie extractive du caoutchouc (ROUX 2000, p. 214) et Laetitia Perrier Bruslé en donne un exemple plus récent, en racontant le parcours d'une famille partie au début des années 1990 pour s'installer dans la forêt amazonienne du Pando (PERRIER BRUSLE 2005, p. 183).

l'importance et de l'évolution des flux, il s'agira de qualifier leur nature, ce qui se fera *via* l'observation de leur sélectivité, en retenant plus particulièrement les migrations actives (de formation ou professionnelles, alors ventilées selon le niveau de qualification), et en produisant une contextualisation générale des pôles pour définir les institutions sociales, économiques et politiques qui déterminent l'accès à la terre et à l'emploi, et conditionnent ainsi les formes de migration (SIMMONS 1985). De manière plus générale, ce dernier point permettra de comprendre les évolutions et perspectives de développement des régions étudiées : en campagne, il faudra définir la viabilité des systèmes productifs, tant d'une manière générale qu'au niveau des ménages ; en ville, ce seront les processus d'insertion, notamment à travers l'accès à l'emploi²⁴, qui nous préoccuperont.

Cette thèse se présente en deux volumes ; il convient tout d'abord d'attirer l'attention du lecteur sur l'importance du second, regroupant des annexes destinées à faciliter la compréhension de nos arguments. Premièrement, nous avons fait le choix d'y placer la quasi-totalité des tableaux contenant les données analysées, les résultats étant généralement représentés sous forme de figures dans le volume principal [annexes A, B, D, E, F, G]. Deuxièmement, on y trouvera les méthodologies d'enquêtes (plan à l'appui) et les questionnaires constituant la première restitution des procédés employés dans le cadre de ce programme de recherche, ce qui nous paraît nécessaire pour asseoir la fiabilité des données [annexes D, E, F, G]. Troisièmement, une section entière a été consacrée aux hydrocarbures dans le Tarija (évolution des réserves, cartographies des infrastructures, impact sur le marché de l'emploi et sur les ressources financières du département) ce qui n'est certes pas la thématique centrale de notre recherche, mais l'essor local récent de ce secteur ainsi que l'absence de bibliographie à ce sujet²⁵ rendait incontournable leur prise en compte dans l'étude générale des populations [annexe C]. Enfin, quatrièmement, les différentes planches photographiques présentes tout au long de la thèse (lors de la présentation du Tarija, des enquêtes, des hydrocarbures) seront complétées par une section entière dédiée à ce témoignage visuel de notre expérience de terrain [annexe H].

²⁴ Cette approche du processus d'insertion en ville est inspirée de celle de Philippe Antoine, qui l'entend " comme un processus dynamique d'installation en ville, en particulier d'accès au travail et au logement " (ANTOINE 1995, p. 5). De plus, on citera Hervé Domenach et Michel Picouet pour qui le vocable insertion " tend à être utilisé moins à l'endroit d'une situation globale du migrant que pour des situations spécifiques et ponctuelles " (DOMENACH & PICOUET 1995, p. 84), comme l'insertion professionnelle dans le cadre de notre recherche.

²⁵ En dehors de l'approche géologique proposée par Daniel Centano Sánchez (2001).

Quant au premier volume, il se découpe en trois parties : la première propose une approche générale du Tarija et les deux suivantes sont respectivement consacrées à nos études rurales puis urbaines. Chacune des deuxième et troisième parties est elle-même composée de deux chapitres portant tout d'abord sur un modèle de peuplement ancien de l'Occidente, ensuite sur un exemple de dynamique plus récente dans l'Oriente. Avant même d'entrer plus en détail dans cette présentation, précisons les éléments qui ont déterminé ces choix. D'une part, il fallait différencier l'analyse des villes de celle des campagnes en raison des fortes disparités entre les milieux d'habitat en Bolivie : d'un côté la gestion urbaine héritée des Espagnols y est très développée avec toujours cette surprenante importance des planifications accompagnant la croissance des agglomérations, d'un autre côté l'aménagement rural est nettement plus imprégné par les traditions autochtones et de ce fait marqué par les données de la nature. Ainsi, assigner une partie à chaque milieu d'habitat nous a semblé plus judicieux que de dissocier notre analyse selon la bipartition ; nous reviendrons sur cette dernière dans les conclusions des deuxième et troisième parties où nous comparerons les formes de peuplement de l'Occidente et de l'Oriente, en campagne puis en ville. D'autre part, le choix d'attribuer un chapitre à chacune des unités d'analyse (et non un traitement de front selon une approche thématique, par exemple) s'explique par l'hétérogénéité des localités étudiées justifiant une contextualisation propre à chaque cas. En outre, les données employées provenant de plusieurs enquêtes et questionnaires aux méthodes de collecte adaptées, un traitement séparé était souhaitable.

La présentation du Tarija dans la **première partie** a pour double objectif de situer notre terrain d'étude dans les espaces départemental et national et d'introduire aux principales méthodes employées. Cette approche passe tout d'abord par une définition physique du territoire et par une présentation historique de son occupation conduisant à une proposition de partition en autant d'ensembles que le nécessite sa complexité. Ensuite, nous nous demanderons dans quelle mesure le Tarija et la Bolivie s'inscrivent dans les grands changements démo-spatiaux actuels – transition démographique, exode rural et urbanisation – et nous tenterons de recenser les recherches et outils à même de nous éclairer sur ces dynamiques. Nous pourrions alors nous consacrer plus précisément au Tarija, pour proposer une géographie de la population et discerner les facteurs économiques qui déterminent la distribution du peuplement. Face au manque d'études analysant les bouleversements récents de la population, nous présenterons enfin notre propre méthode pour les observer et justifierons le choix des unités d'analyses retenues.

La **deuxième partie** porte sur le peuplement rural et s'interroge sur la viabilité des différentes formes de petite agriculture dans le Tarija : l'étude de cinq communautés²⁶ du bassin versant de Tolomosa permet d'appréhender la crise traditionnelle des vallées andines de l'Occidente ; et l'analyse de la communauté de Caigua ouvre à la compréhension des dynamiques de croissance récente (et leurs éventuelles limites) dans les zones de colonisation agricole de l'Oriente. Au delà des éléments de contextualisation du système productif, c'est l'identification des mouvements migratoires selon cette diversité qui importe : s'il est courant d'évoquer l'émigration des Tolomosains vers l'Argentine, on ne sait que peu de choses sur ce sujet ; et aucune information n'est disponible sur la mobilité des Caiguanais, que ce soit vers ou depuis la communauté. Notre propos est d'aborder le lien entre ces migrations et l'activité primaire, mais aussi de cerner les stratégies migratoires et leur impact sur l'évolution des campagnes du Tarija.

Enfin, la **troisième partie** s'attache tout d'abord à déterminer les différents facteurs endogènes et exogènes qui ont conduit à la récente croissance de la population urbaine du Tarija. L'observation de la capitale départementale – dont la fondation est ancienne et le pouvoir de concentration important – permet d'identifier ces mécanismes dans l'unique agglomération de l'Occidente ; alors que Villamontes – ville située sur les marges de la plaine du Chaco – renseigne plutôt sur la diffusion récente du semis urbain de l'Oriente. Les agglomérations de taille modeste de ce type sont généralement peu étudiées en Amérique du Sud ; leur impact sur la répartition de la population ainsi que la pérennité de telles évolutions restent donc à définir (GRAL/CREDAL 1994). Notre objectif ira dans ce sens, en caractérisant leurs fonctions, et surtout la place qu'elles occupent dans les échanges migratoires, notamment afin de déterminer si elles se positionnent seulement comme relais entre les campagnes proches et des villes plus importantes, ou si elles sont aussi marquées par d'autres formes d'interactions migratoires – en étant par exemple attractives pour les habitants de centres urbains plus importants.

²⁶ Nous entendons par communauté la traduction de l'espagnol *comunidad*, terme fréquemment employé en Bolivie pour désigner des villages ruraux organisés selon un système communautaire de répartition des tâches et des richesses (par exemple, pour la répartition ou le nettoyage des canaux d'irrigation, ou encore l'utilisation de terres communales).

PREMIERE PARTIE

LA DYNAMIQUE DEMO-SPATIALE

DU TARIJA :

LES ELEMENTS D'ANALYSE

L'absence d'étude démo-spatiale portant sur le Tarija justifie cette première partie dont l'objectif est de situer notre terrain d'analyse par rapport aux grands bouleversements démographiques du XX^e siècle et de montrer sa concordance avec la diversité au sein du territoire bolivien. Nous présenterons aussi les unités d'observation retenues dans le cadre de cette recherche, ainsi que méthodologie et outils employés.

L'impact déterminant de la diversité physique bolivienne sur le processus d'occupation de l'espace sera au centre de notre analyse démo-spatiale. Il s'agira notamment de saisir pourquoi les hautes terres ont longtemps concentré l'essentiel des habitants "alors que le pays est fort majoritairement constitué de plaines tropicales, [et qu'] au milieu du XX^e siècle, celles-ci n'abritent encore qu'environ 15 % de la population" (D'ANDREA 2004, p. 14). Puisque, situé sur le versant oriental de la cordillère et s'étendant sur la plaine du Chaco, le Tarija présente lui aussi une grande hétérogénéité physique, on se demandera donc à quel degré il a de même été concerné par une distribution déséquilibrée de sa population. Pour cela, nous procéderons à une division du département représentative de sa variété. Elle s'appuiera sur une brève lecture de la géographie physique et de l'histoire du peuplement du Tarija, et entraînera une critique des découpages administratifs existants, préalable indispensable au choix d'une partition adéquate pour une meilleure utilisation des données statistiques des recensements. Plus largement, notre objectif sera d'inscrire cette division dans l'espace national ; nous nous interrogerons donc sur les manières dont le territoire bolivien a été appréhendé avant de retenir celle qui semble la plus pertinente dans le cadre de ce travail.

Par ailleurs, notre étude s'attachera à détecter les grandes évolutions de la répartition spatiale des populations boliviennes et tarijéniennes entre 1950 et 2001, période marquée par une forte augmentation des effectifs, principalement en ville et beaucoup moins dans les campagnes. Pour cela, faire référence aux éléments déterminants que constituent les processus de transition démographique et de concentration urbaine est indispensable. Notre intention est notamment de comprendre dans quelle mesure l'évolution de la population est expliquée par la croissance naturelle et la redistribution du peuplement. Il faudra aussi s'interroger sur l'intensité de tels phénomènes selon notre division, et se demander si les inégalités historiques de la répartition des habitants sont en voie de rééquilibrage. Ainsi, et selon les données disponibles, nous signalerons les principales migrations qui conditionnent le peuplement du Tarija dans son ensemble, qu'il s'agisse d'arrivées ou de départs, à l'échelle nationale ou internationale. Ces éléments nous permettront de conclure quant à une hypothétique fonction redistributrice du département.

Au-delà des données de contextualisation et de caractérisation démo-géographiques introductives, nous définirons la dynamique du territoire tarijénien, à savoir celle qui "étudie les

changements des organisations territoriales et les forces qui les provoquent et qu'ils contraignent. [Elle] se lit et s'analyse dans les changements dans les localisations d'activités, d'équipements, de population globale, de catégories de personnes... ” (BRUNET & FERRAS *et al.* 1993, p. 171). A ce sujet, Nicolas d'Andréa (2004, p. 66) évoque quatre facteurs de déblocage de l'inertie du territoire national depuis 1950 : le développement des transports, l'ouverture du système agraire, l'augmentation des exportations et la remise en cause de l'hégémonie politique de La Paz. On se demandera ce qu'il en est dans le Tarija, si ces facteurs ont eu un impact sur l'évolution des migrations. De manière générale, il s'agit d'obtenir une vision d'ensemble des dynamiques du département, de localiser les principaux pôles d'attraction ou de répulsion, urbains et ruraux, qui déterminent la redistribution de la population.

Le chapitre I sera tout d'abord consacré à la division du territoire tarijénien et à son inscription dans l'espace bolivien. En outre, il proposera un aperçu large des différents éléments démo-spatiaux en focalisant sur les similitudes observables aux échelles départementales et nationales. Le chapitre II s'attachera à détailler les mutations du Tarija depuis une cinquantaine d'années, en faisant appel à la partition la plus fine de notre découpage pour procéder à une analyse du département. Enfin, nous terminerons par la présentation de notre démarche méthodologique. Car l'importance de la transition démo-spatiale tarijénienne (augmentation du croît naturel, bouleversements dans la répartition de la population), en l'absence d'études ou de données pour l'analyser, justifie la mise en place d'un vaste programme d'enquêtes de migration à l'échelle départementale. En outre, la description des espaces concernés par cette dynamique démo-spatiale permettra de déterminer le choix d'unités d'analyse pertinentes quant aux récentes évolutions du Tarija.

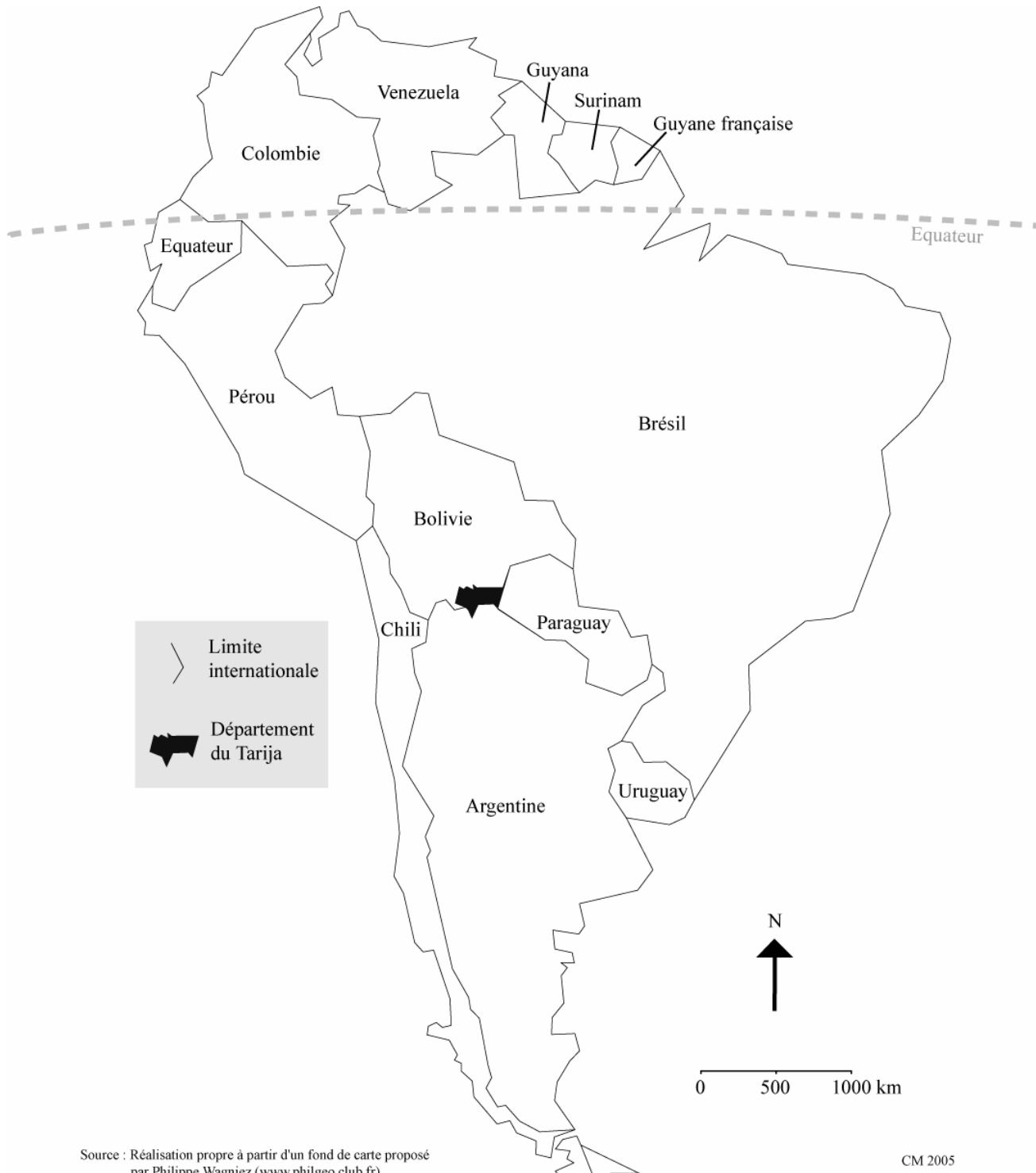
Chapitre I

Le Tarija, miroir de la complexité géographique bolivienne

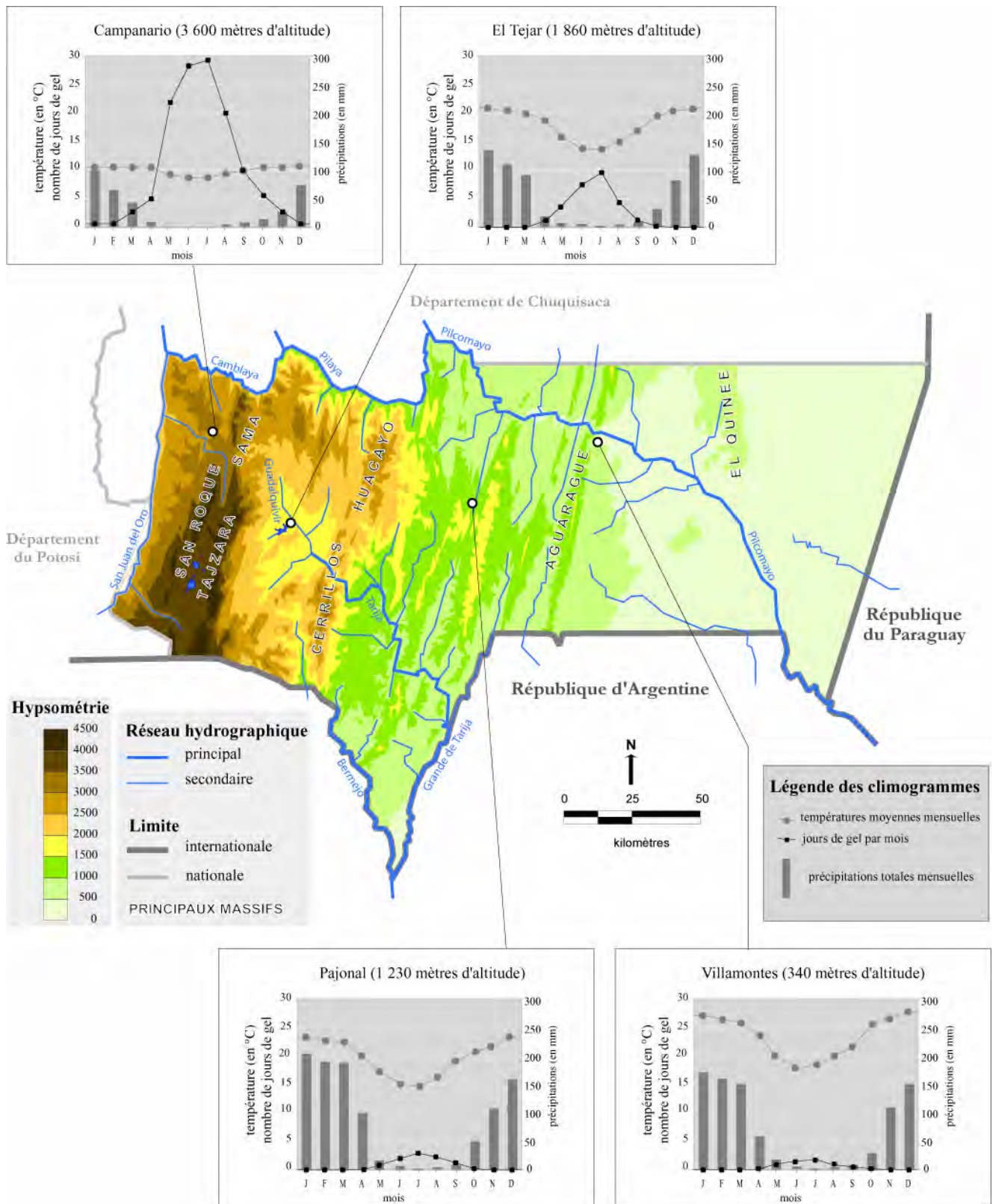
Dans le cadre d'une étude scientifique, il peut paraître hasardeux d'établir un parallèle entre l'évolution démo-spatiale de la Bolivie et celle du Tarija, petit département situé en marge de ce vaste pays. Pourtant, à l'image de ce que l'on observe à l'échelle nationale, la diversité de notre région d'étude est grande, et répond à des formes d'occupation de l'espace qui sont tout aussi variées et complexes. Outre la présentation générale du département, ce premier chapitre tentera donc de répondre à la question suivante : le Tarija constitue-t-il un observatoire privilégié de la croissance et de la redistribution de la population bolivienne ?

Dans un premier temps (I), c'est l'approche physique qui constituera notre axe d'analyse. Elle nous permettra de délimiter les grandes régions naturelles qui composent le département et de supposer leur prolongement dans l'espace national. De plus, on s'interrogera sur la superposition de ces régions aux principales phases de peuplement historique de l'espace retenu. De cette présentation, nous déduirons un découpage statistique du Tarija et de la Bolivie, qui puisse être représentatif de l'hétérogénéité du milieu et de l'occupation ancienne du territoire. C'est cette division que nous emploierons tout au long de notre recherche. Dans un deuxième temps (II), nous privilégierons une approche démographique longitudinale de l'évolution des populations bolivienne et tarijénienne principalement à travers leur redistribution dans l'espace, au niveau international et national, selon le milieu d'habitat et selon les grandes régions précédemment évoquées.

Carte I-1 : la Bolivie en Amérique du Sud, le Tarija en Bolivie



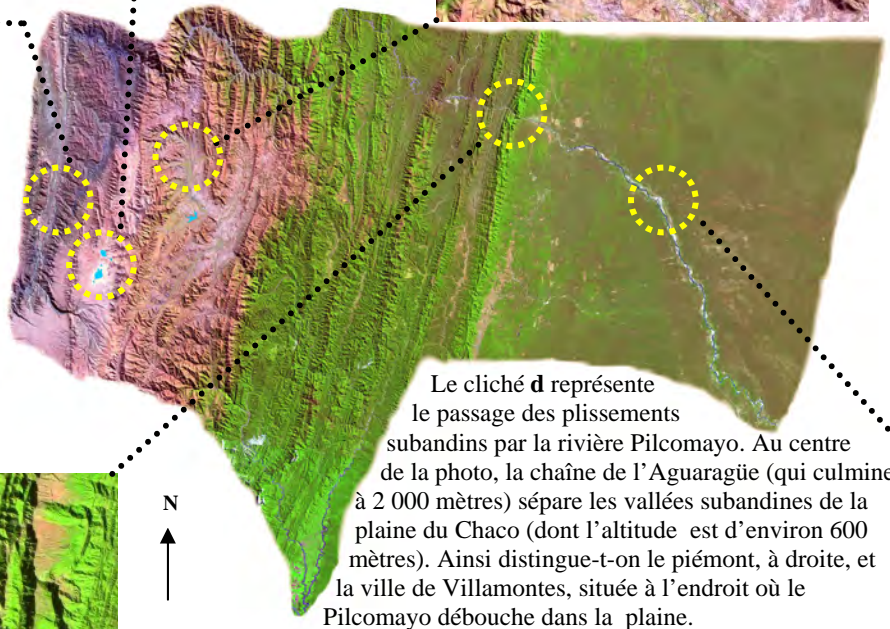
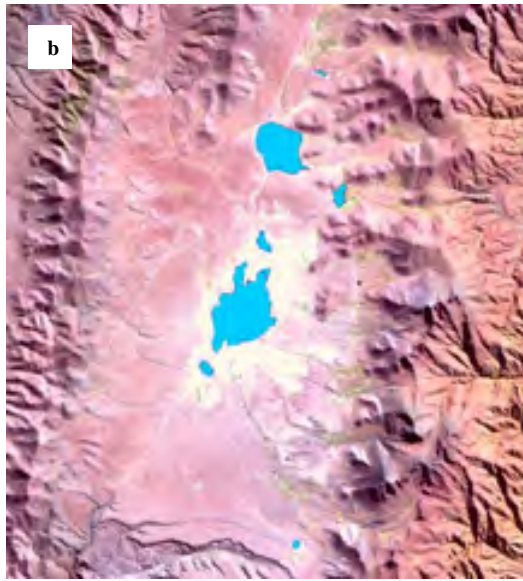
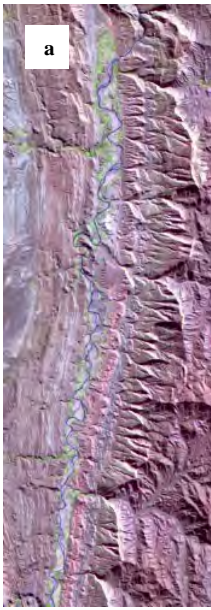
Carte I-2: dép. Tarija – hypsométrie et climogrammes



Sources des données climatiques et de l'hypsométrie : ZONISIG 2001

Ceydric Martin, 2005

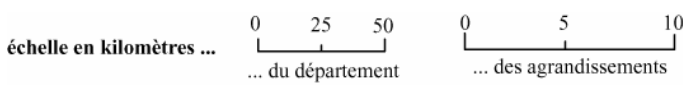
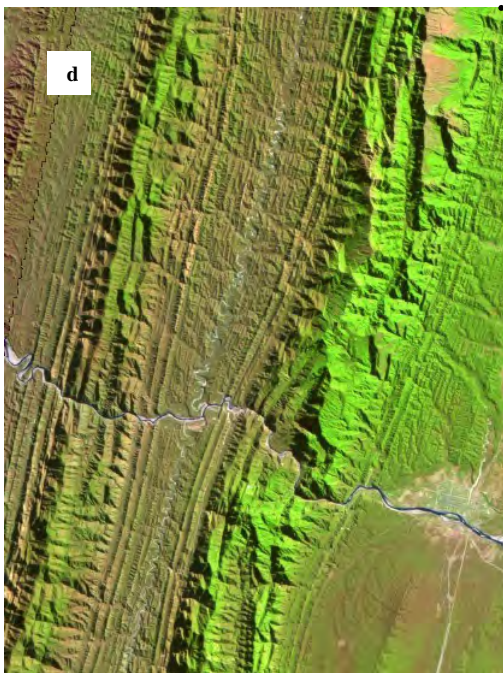
Photos I-1: dép. Tarija – La quadripartition depuis les images satellites



Le cliché **a** représente le lit encaissé de la rivière San Juan del Oro, situé à environ 2 000 mètres d'altitude, entouré de sommets atteignant les 3 000 mètres. Sur le cliché **b**, c'est le bassin versant de Tajzara qu'on aperçoit. Localisé à 3 500 mètres, l'altitude des reliefs l'entourant peut dépasser les 4 000 mètres. C'est une vision aérienne de la vallée de Guadalquivir que propose le cliché **c**. Longue de 25 kilomètres et large de 6 par endroit, le fond de la vallée est situé à plus de 1 800 mètres d'altitude, et les versants peuvent atteindre les 3 000 mètres.

Le cliché **d** représente le passage des plissements subandins par la rivière Pilcomayo. Au centre de la photo, la chaîne de l'Aguaragüe (qui culmine à 2 000 mètres) sépare les vallées subandines de la plaine du Chaco (dont l'altitude est d'environ 600 mètres). Ainsi distingue-t-on le piémont, à droite, et la ville de Villamontes, située à l'endroit où le Pilcomayo débouche dans la plaine.

C'est le lit plus large du Pilcomayo que l'on distingue sur le cliché **e**, alors qu'il traverse la plaine du Chaco, au niveau de la localité d'Ibibobo. On remarquera les pistes rectilignes qui traversent cette vaste étendue plane.



Source photos satellite : Landsat 5 juillet 1996 / avril 1997 / juin 1997
 Ceydrick Martin, 2005

I - Le choix d'une division statistique de l'espace

De par sa taille, le Tarija est le plus petit département bolivien (37 633 km², 3,4 % du territoire national). Cependant, il est situé à la charnière des grands ensembles morphologiques du pays, traversé par les plissements andins dans sa partie occidentale et composé par une vaste étendue plane dans sa partie orientale. C'est cette diversité physique, et ses répercussions historiques, que nous étudierons tout d'abord (A) avant de proposer une division spatiale du territoire départemental en l'intégrant dans l'espace national (B).

A - La formation de l'espace régional

Le Tarija, situé au cœur de l'Amérique du Sud, à l'extrémité méridionale de la Bolivie, est bordé au nord par le département du Chuquisaca, à l'est par celui du Potosi, au sud par l'Argentine et à l'est par le Paraguay [cf. Carte I-1 en p. 28]. C'est sa position géographique, sur cette zone de transition constituée par la fin du monde andin et le début de la zone de plaine, que nous aborderons ici, en privilégiant deux approches : l'une physique et l'autre historique.

1 - Un milieu naturel extrêmement varié

Le département se caractérise donc tout d'abord par une grande hétérogénéité dans sa structure morphologique qui a des implications sur le climat et la végétation [cf. Carte I-2 en p. 29 et Photos I-1 ci-contre]. L'ouest est composé de deux ensembles principaux : d'une part de hauts plateaux situés entre 3 200 et 3 600 mètres d'altitude, entourés par des montagnes culminant à 4 600 mètres ; d'autre part d'une série de hautes vallées, localisées entre 2 100 et 3 800 mètres au-dessus du niveau de la mer, aux limites départementales du Tarija avec le Potosi et le Chuquisaca, les frontières coïncidant avec deux cours d'eaux (San Juan del Oro et Camblaya). Ces deux unités constituent la haute montagne de notre département et sont bordés à l'est par la cordillère¹ de Sama. En contrebas débutent les vallées andines et subandines, qui composent l'essentiel du centre du département.

¹ On entend par cordillère un ensemble de montagne particulièrement allongé (BRUNET, 1999, p. 129).

L'altitude des larges fonds des vallées andines, situées au centre-ouest du Tarija, s'échelonne entre 1 500 et 2 500 mètres, et les versants les entourant peuvent atteindre les 3 500 mètres. Il convient cependant de distinguer plusieurs sous-systèmes de vallées, puisque celles situées au nord et au sud sont nettement plus étroites que celles du centre. Enfin, l'ensemble est emprunté par les cours d'eau permanents du Pilaya (au nord) et du Guadalquivir (au centre). Plus à l'est, les vallées subandines, localisées dans le centre-est du département, se distinguent des vallées andines par des altitudes moins importantes : jusqu'à moins de 500 mètres pour les fonds de vallées, et plus de 1 500 pour les sommets les entourant. On retiendra l'existence de trois types de vallées subandines : au centre, les reliefs sont composés d'une série de cordons délimitant des vallées étroites ; à l'est, les fonds de vallées sont beaucoup plus larges ; et au sud, les basses vallées, encaissées. La partie tarijénienne des vallées subandines est bordée au nord par le cours d'eau du Pilcomayo et à l'est par la chaîne de l'Aguaragüe, dernier relief andin avant le piémont et la plaine du Chaco. L'ensemble chaqueñien correspond aux terres basses du Tarija, dont l'altitude diminue progressivement selon un gradient ouest-est, de 600 à 300 mètres au-dessus du niveau de la mer, et traversé d'est en ouest par la principale rivière de notre département, le Pilcomayo.

L'étagement des reliefs du Tarija explique partiellement la variété des climats de la zone² [cf. Carte II-4 en p. 71 pour une représentation des isoyètes à l'échelle départementale]. En effet, les températures sont liées aux altitudes, et les précipitations à la remontée de masses d'air humide du sud-est du continent sud-américain, qui, au contact du massif andin (tout d'abord de la chaîne de l'Aguaragüe, [cf. Photos I-1-d], puis des plissements subandins et enfin de la cordillère de Sama), s'élèvent, se refroidissent et provoquent des pluies. Au niveau départemental, on distingue de manière générale une saison froide et sèche durant la période hivernale (avril-septembre) d'une période relativement plus chaude et humide durant la saison estivale (octobre-mars), il convient cependant de distinguer d'importantes nuances. Ainsi le climat est aride et froid dans la haute montagne : les précipitations annuelles, selon les années, varient de 200 à 400 mm, et la température annuelle moyenne est inférieure à 14 °C³, avec des gelées fréquentes durant la moitié de l'année, et quasi quotidiennes entre juin et août. Plus à l'est, dans les vallées andines, les précipitations sont plus importantes, entre 400 et 1 200 mm par an selon la zone (les précipitations les plus importantes étant localisées au pied de la cordillère de Sama) ; les températures moyennes sur l'ensemble de l'année s'échelonnent entre 13 et 18 °C, et les gelées intermittentes entre les mois de mai et d'août. Dans le prolongement oriental, les précipitations enregistrées dans les vallées subandines sont généralement plus importantes (elles atteignent les 2 100 mm dans la pointe sud du département), les températures

² Les données concernant la partie climatique proviennent essentiellement des résultats de Zonisig (proyecto Zonificación agroecológica y establecimiento de una base de datos y red de Sistema de Información Geográfica en Bolivia), soit à une compilation critique de données fournies par 118 stations météorologiques, dont 23 sont situées en dehors du département.

³ On pourra différencier la zone des hauts plateaux (températures moyennes de 6,2 °C) de celle des hautes vallées (18-19 °C).

annuelles plus chaudes (moyennes annuelles de 16 à 27 °C dans les fonds de vallées), et les gelées hivernales peu significatives. Enfin, la partie chaqueñienne⁴ du département peut être divisée en deux zones : au pied de l'Aguaragüe, les précipitations du piémont sont importantes (entre 1 000 et 1 200 mm par an) alors que celles de la plaine sont faibles (de 400 à 600 mm de pluies annuelles). Dans les deux cas, les températures moyennes annuelles y sont chaudes (entre 17 et 27 °C) et les jours de gels quasi inexistant.

Finalement, on signalera la diversité de la couverture végétale de la zone, en relation avec la diversité des altitudes et des climats précédemment signalée. Ainsi dans la haute montagne, le sol est-il recouvert d'une végétation éparse, composée de rares petits arbustes et d'herbes de pampa [cf. Photos II-1, chapitre II]. On retrouve ces caractéristiques dans les vallées andines, avec une densité légèrement plus importante [cf. Photos II-2]. Dans les deux cas, l'érosion hydrographique et éolienne est très importante. Le processus de ravinement qui lamine les sols, même faiblement pentus, donne l'impression d'un champ de termitière sur lequel s'accroche une flore de plus en plus rare [cf. Photos H-5]. Au contraire, les vallées subandines se singularisent par une végétation nettement plus riche et luxuriante [cf. Photos II-3], et une érosion peu importante. Enfin, le Chaco, de par ses faibles précipitations, est composé de steppe d'épineux et de savane arbustive [cf. Photos II-4].

Dans le département du Tarija, on distingue donc principalement quatre grands ensembles, qui se déclinent selon un axe ouest-est : la haute montagne (entre 2 100 et 4 600 mètres d'altitude), froide et aride, composée de hautes vallées et de hauts plateaux ; les vallées andines (entre 1 500 et 3 500 mètres), plus tempérées et semi-arides ; les vallées subandines (entre 500 et 1 500 mètres), chaudes et humides et le Chaco (entre 300 et 600 mètres), aux températures douces, structuré par un piémont humide et une plaine aride. Ces unités s'inscrivent dans la continuité des grands ensembles physiographiques boliviens. Selon Montes de Oca (1995), la Bolivie se divise entre la région andine, montagneuse, et les plaines. Dans le cas du Tarija, la haute montagne et les vallées andines et subandines composent la partie sud de la zone montagneuse, et le Chaco s'intègre dans les plaines boliviennes. A l'intérieur de ces deux divisions majeures et selon la classification en 7 catégories de Montes de Oca⁵, les hauts plateaux du Tarija peuvent être assimilés à une avancée méridionale de l'altiplano⁶ ; les hautes vallées et les vallées andines à une continuation de la cordillère orientale ; les vallées subandines à une poursuite du subandin et la plaine du Chaco, associé à la plaine bényenne⁷, forme les terres basses de la Bolivie [cf. Carte I-3 au dos]. Si Montes de Oca ne délimite pas un

⁴ Du Chaco.

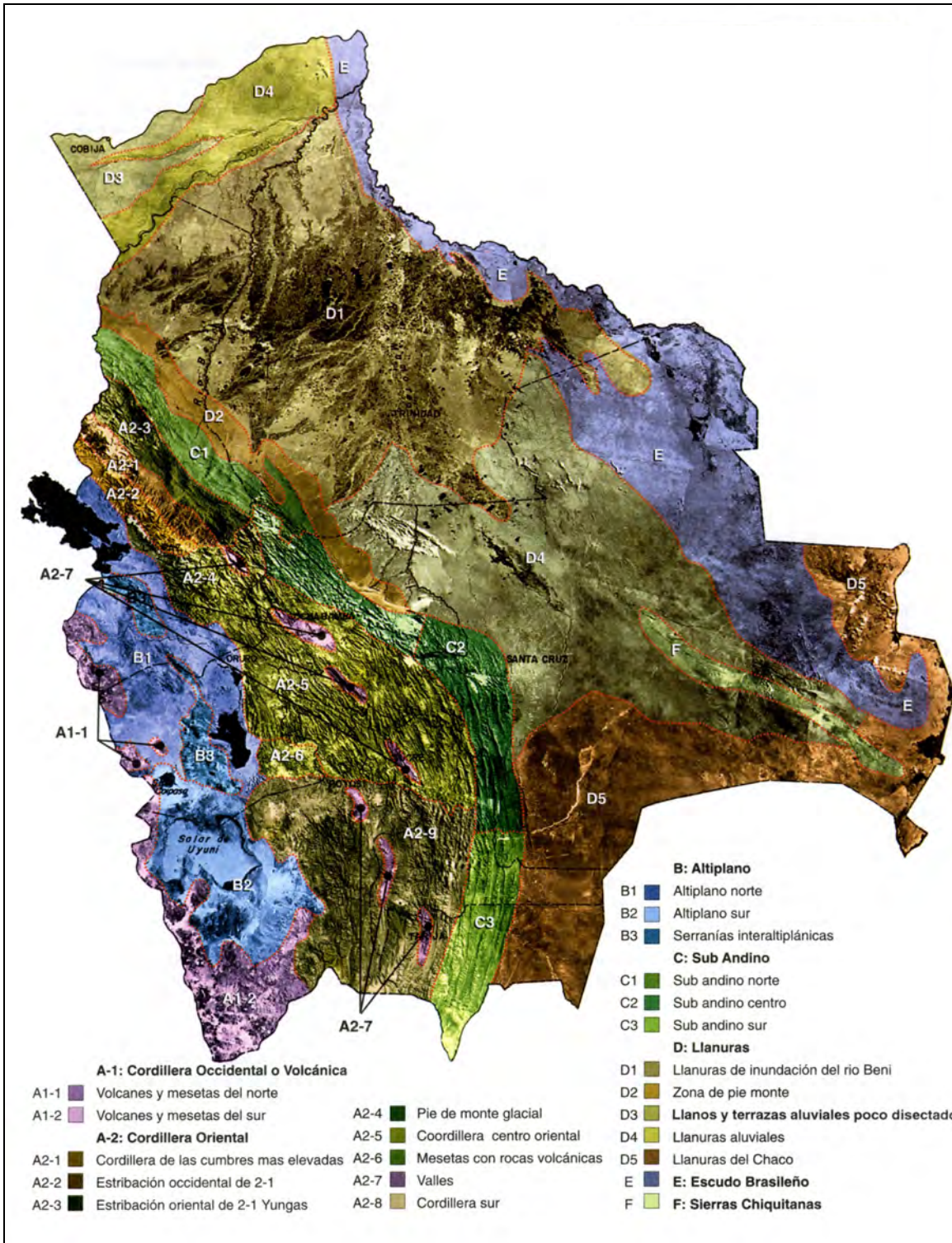
⁵ A l'intérieur de l'ensemble andin, Montes de Oca (1995) distingue la cordillère occidentale, l'altiplano, la cordillère orientale et le subandin. Parmi les plaines, il différencie l'Amazonie et le Chaco du bouclier brésilien et des montagnes de Chiquitánias.

⁶ Le terme d'altiplano correspond à une contraction espagnole d'altitude et planité et désigne le deuxième ensemble de hautes terres de la planète par l'élévation et les dimensions (DELER 1991, p. 309).

⁷ Soit la partie amazonienne au nord de Santa Cruz de la Sierra.

piémont dans le sud du pays (sans doute pour sa modeste taille), il en signale un dans la partie septentrionale, entre le *Sub Andino Norte* et les *llanuras del Beni*, confirmant ainsi le prolongement de notre sous-région dans l'espace national.

Carte I-3 : Bolivie – Principales unités géomorphologiques selon Montes de Oca



Source : Montes de Oca (1997, p. 147)

Nous pouvons donc conclure que la grande diversité de l'espace tarijénien se caractérise essentiellement par trois éléments. Par les lignes de contacts tout d'abord : celle entre plaine et montagne, constituée par l'Aguaragüe, mais aussi celle de la cordillère de Sama, véritable rupture entre la haute montagne (à plus de 4 000 mètres d'altitude) et les vallées andines (environ 2 000 mètres). Par la diversité climatique ensuite : la haute montagne et les vallées andines, plutôt froides et arides, s'opposent aux vallées subandines et au piémont, zones chaudes et humides, et à la plaine du Chaco, chaude et aride. Enfin, par les couverts végétaux : aridité prononcée dans la haute montagne et les vallées andines, végétation luxuriante dans les vallées subandines, pourtant voisines, et pour terminer densité du couvert arbustif du Chaco.

2 - De l'arrivée des Espagnols (1539) à la guerre du Chaco (1936) : deux grands modèles d'occupation de l'espace

Il convient maintenant de se demander dans quelle mesure la mosaïque spatiale qui découle de la grande variété des milieux du Tarija a donné lieu à des formes de peuplement différenciées.

De la Colonie...

Il existe très peu d'informations sur les populations habitant la région de l'actuel département du Tarija avant l'arrivée des Espagnols (milieu du XVI^e siècle). Les chroniqueurs ayant écrit sur le sujet font état de la présence de tribus de langue quechua (principalement les Tomatas et les Churumatas) dans les vallées andines et la haute montagne du département (DELER 1991). Sédentaires et pacifiques, leur mode de vie était basé sur la maîtrise de l'agriculture. Toutes semblent avoir été déplacées par les fonctionnaires de l'empire Inca, sous le règne de l'Inca Tupac Yupanqui (entre 1471 et 1493) dans le but de maîtriser l'avancée de tribus belliqueuses de langue guarani (principalement les Chiriguanos), présentes dans le Chaco et certaines vallées subandines⁸ de l'actuel Tarija (AVILA ECHAZU 1997). A la différence des tribus andines, les Chiriguanos sont quant à eux des nomades privilégiant la pêche et la chasse, réputés pour leur « sauvagerie ». C'est dans ce contexte conflictuel qu'arrivent les premiers Espagnols en 1539.

⁸ Les terres occupées par les Chiriguanos ne se limitent cependant pas à celles du Tarija. Jean-Claude Roux (2000) évoque l'existence d'une Chiriguania, qui correspondrait à un territoire de 100 000 km², peuplé par plus de 100 000 individus à la fin du XVI^e siècle, qui englobe essentiellement la plaine du Chaco, mais aussi certaines parties du piémont chaquéen (où la densité est plus importante) et des vallées subandines, sur un ensemble correspondant actuellement au sud de la Bolivie et au nord-est du Paraguay.

Dans le but de pacifier la zone, l'Audience de Chacras⁹ décida d'octroyer une *encomienda*¹⁰ à l'explorateur espagnol Don Luis de Fuentes y Vargas afin qu'il y crée un poste avancé, ce qui a conduit à la fondation de San Bernardo de la Frontera de Tarixa (future ville de Tarija) le 4 juillet 1574, au cœur des vallées andines, couramment appelées vallées centrales, site favorable à la production agricole¹¹. La présence de ce poste permettra l'ouverture d'une voie de communication entre les gisements d'argent de Potosi, découverts en 1545, et le Rio de La Plata (principalement Buenos Aires). L'actuelle ville de Tarija se retrouve alors située au centre de vallées approvisionnant les régions minières et sur un des axes d'exportation des minerais vers l'Espagne, à partir de la fin du XVII^e siècle. Le brassage avec la population locale est réel, et ce durant toute l'occupation espagnole, puisque San Bernardo de la Frontera de Tarixa et ses alentours connurent un processus de métissage dont résulte une paysannerie créole parlant l'espagnol : les Chapacos [cf. Photos H-4-c et d].

Cependant, la partie orientale de l'actuel département du Tarija ne se plie pas à l'occupation espagnole. Les colonisateurs se heurtent à une vive résistance de la part des Chiriguanos et ont dès lors pour objectif de les éliminer – prétextant leur “ usurpation de la terre, la trahison au Roi et à Dieu, leur cannibalisme, l'inceste et leur ébriété ” (ARCE 2003) – et mènent sur l'ensemble du Chaco une centaine d'expéditions. Ils ne peuvent néanmoins pas s'imposer durablement et décident de privilégier la conquête spirituelle des missionnaires. On peut supposer que les moyens mis en œuvre pour conquérir la zone ont été limités, l'intérêt économique de l'orient du Tarija se réduisant alors à ses pâturages extensifs, sans que les moyens de communication présents ouvrent de réels débouchés commerciaux (ROUX 2000).

...à l'indépendance

Les guerres d'indépendance sont suivies d'une période instable¹² qui prend fin en 1826, lors du rattachement de la région de Tarija à la Bolivie, en tant que département marginalisé dans le

⁹ Créée en 1553 dans le but de gérer la fulgurante croissance démographique et économique des zones minières autour de Potosi, l'Audience de Chacras est un organe administratif subordonné en théorie au Vice-Royaume du Pérou. Sa juridiction s'étend progressivement et finit par comprendre à la fin du XVIII^e siècle les territoires de l'actuelle Bolivie, du Paraguay, de l'Uruguay et de l'Argentine (hors Patagonie).

¹⁰ Une *encomienda* permettait de soumettre au travail les habitants d'une zone en échange de leur évangélisation.

¹¹ Le site de l'implantation de l'actuelle ville de Tarija est choisi pour ses dispositions naturelles, comme l'atteste un compte-rendu du conseil municipal de 1574 : “ Nous nous sommes installés le 4 juillet sur un beau site plat près de la rivière principale [...] La terre, par rapport à ce que l'on a pu voir, est fertile et croyez bien qu'on pourra y faire pousser la vigne et l'olivier, et n'importe quelles autres plantes. La vallée est très large, elle a en tout point plus de 6 lieues [...] Il y a beaucoup de rivières et de ruisseaux très précieux qui irriguent la plus grande partie de la vallée. C'est beaucoup de terre à peupler pour une si petite ville ” (BIBLIOTECA DEL SESQUICENTENARIO DE LA REPUBLICA 1975, p. 367).

¹² Lors des guerres d'indépendance, la localisation frontalière de la région de Tarija entraîne une forte confusion quant à son appartenance aux Provinces Unies du Rio de la Plata, rapidement libérées, ou au Haut Pérou, dont la lutte a duré plus longtemps. Le 6 août 1825, la déclaration d'indépendance bolivienne, appuyée par Buenos Aires, clarifie la situation. La Bolivie réclame alors les quatre intendances de Chacras, dont Tarija, englobé dans la province du Potosi. Les députés de Tarija se prononcent en faveur d'une intégration à la république bolivienne en 1826, ce qui lui

cadre du nouvel Etat bolivien. L'apparition d'une frontière avec l'Argentine complique les échanges avec les régions de Jujuy et de Salta, elles-mêmes isolées par la politique centraliste de Buenos Aires. De plus, l'économie bolivienne est de nouveau centrée sur les mines de la cordillère¹³ et les exportations se font dorénavant *via* le Pacifique. Cette situation n'est cependant que provisoire, car durant la guerre du Pacifique (1879-1884)¹⁴, la Bolivie perd son accès maritime et réhabilite en partie le commerce atlantique, qui transite par les vallées centrales du Tarija. Diaz Sosa note alors une "floraison architecturale de style Renaissance dans la ville de Tarija et les capitales de provinces, surtout celles converties en passage obligé sur la route de Buenos Aires, conséquemment à la guerre du Pacifique". Toujours selon Diaz, ceci est "un témoin de temps meilleurs. Les immenses fortunes accumulées avec le trafic commercial fondent l'unique moment de l'histoire républicaine où la bourgeoisie commerciale tarijénienne a pu se trouver à la hauteur de ses homologues des autres régions du pays" (DIAZ SOSA 1987).

Au cours du XIX^e siècle, le nouvel Etat bolivien tente de favoriser la colonisation du Chaco afin de tirer profit de ses terres fertiles et peu peuplées, ainsi que des débouchés maritimes découlant de la présence des fleuves Paraguay et Pilcomayo, qui se jettent tous deux dans le Rio de la Plata et donc dans l'océan Atlantique (ROUX 2000). Dans cet esprit, les stratégies de colonisation sont diverses, et l'octroi de terres aux volontaires ou aux sociétés étrangères et complétée par la bienveillance à l'égard d'appropriations illégales. Quant à la résistance des Chiriguanos, elle s'affaiblit progressivement, suite à l'apparition de divisions intertribales et à la propagation de nouvelles maladies¹⁵, et limitée par le travail des missionnaires, présents dans la zone depuis la période de la Colonie. L'armée bolivienne réussit même à enrôler des guerriers des ethnies du Chaco (AVILA ECHAZU 2002) afin de mener de nouvelles expéditions dans la région. Fait nouveau, les colons eux-mêmes conduisent des opérations armées contre les tribus autochtones, poussant les Indiens à se retrancher dans les missions. Les terres conquises permettent de développer l'élevage extensif qui trouve alors un débouché dans l'approvisionnement du front pionnier du caoutchouc, plus au nord (ROUX 2000)¹⁶. La recolonisation du Chaco commence donc à prendre forme, et se développent des grandes structures d'élevage, contraignant les autochtones

vaut d'être autonomisée comme département. Il faut cependant attendre 1889 et 1898 pour que les frontières avec l'Argentine soient fixées, la Bolivie perd une partie du Chaco en échange d'une reconnaissance de sa souveraineté sur la région de Tarija.

¹³ Si, lors de l'indépendance, les mines boliviennes ne sont plus compétitives, les concentrations du milieu du XIX^e siècle (trois dynasties familiales – Pacheco, Arce et Aramayo – dominant alors l'ensemble du secteur) vont relancer un nouveau cycle de l'argent grâce à d'importants investissements.

¹⁴ Conflit qui oppose le Chili au Pérou et à la Bolivie entre 1879 et 1884 et qui prive la Bolivie de son débouché maritime.

¹⁵ Jean Claude Roux (2000) estime à 100 000 habitants la population Chiriguanos à la fin du XVI^e siècle, alors qu'elle ne serait que de 50 000 habitants en 1880.

¹⁶ Au cours du XIX^e siècle, l'exploitation du caoutchouc dans l'Amazonie bolivienne se développera considérablement, engendrant ainsi de nouvelles concentrations de populations.

dépossédés de leurs terres à y travailler comme *péons* (travailleurs agricoles), dans le Sud bolivien ou en Argentine.

La guerre du Chaco, vers l'intégration des plaines

Cependant, ces premiers succès dans la colonisation de l'orient tarijénien sont relatifs. Les missions perdent de leur importance, notamment suite à la migration des Indiens vers les plantations de canne à sucre du Chaco argentin, et les débouchés commerciaux diminuent rapidement avec la crise du marché argentin et l'essoufflement du front pionnier du caoutchouc (ROUX 2000). De plus, la présence des colons se limite aux vallées subandines et aux terres fertiles du piémont, l'immensité de la plaine du Chaco n'ayant pu être colonisée du fait de la pénurie en eau, en ressources humaines et en voies de communication. Cette situation est donc particulièrement favorable aux revendications argentines et paraguayennes sur un espace dont les frontières sont mal définies. Après l'échec des tentatives diplomatiques de résolution du conflit¹⁷, la Bolivie et le Paraguay se lancent dans une course aux fortifications frontalières. La découverte des premiers indices de présence de pétrole dans la zone¹⁸ et la nécessité pour les deux pays de mettre fin aux revers internationaux et aux annexions de territoires qui en découlent¹⁹ attisent les tensions. Ces politiques sont accompagnées d'incidents isolés entre les deux pays et, soutenues par des intérêts pétroliers internationaux concurrents, la Bolivie et le Paraguay entrent en guerre en 1933.

Si le Paraguay est relativement bien préparé au conflit (développement du réseau ferroviaire vers le Chaco, implantation de colonies, notamment mennonites²⁰), il n'en va pas de même pour la Bolivie. Les voies de communication reliant le Chaco au reste du pays sont quasi inexistantes – à tel point que les fortins boliviens sont approvisionnés *via* l'Argentine – et la colonisation sporadique n'a pas totalement achevé la pacification des tribus (ROUX 2000). Le conflit se termine par un armistice en 1936 et par la Paix de Buenos Aires en 1938, avec des pertes très lourdes, en hommes (100 000 individus des deux camps), et en territoire pour les boliviens²¹.

¹⁷ Entre autres l'abandon du traité Quijarro-Decoud de 1879 et d'autres projets de traités, et après l'échec de la tentative de conciliation internationale de 1928.

¹⁸ Pour plus d'information à ce sujet, on pourra se reporter à l'annexe C consacrée aux hydrocarbures dans le Tarija.

¹⁹ La Bolivie a perdu environ 400 000 km² de son territoire au profit du Brésil, sans conflit majeur. Elle perd par ailleurs son département Littoral durant la guerre du Pacifique. Le Paraguay, de son côté, a gravement souffert durant la guerre de la Triple Alliance.

²⁰ Mouvement religieux dont les origines remontent au XX^e siècle, en Suisse. Persécutés, les Mennonites (dont le nom vient de Menno Simon, prêtre catholique ayant rejoint ce groupe dissident) ont migré en Allemagne, aux Pays-Bas, en Russie et plus récemment au Canada, au Mexique et en Amérique du Sud. Il existe aujourd'hui de nombreuses communautés mennonites dans les Chacos paraguayens et boliviens. Une volonté farouche de préserver leurs cultures et croyances les a aidés à s'adapter au milieu hostile qu'est le Chaco et à y développer des activités économiques de premier plan.

²¹ Il est difficile d'estimer l'importance des pertes en territoire, du fait d'une délimitation floue des frontières avant le conflit.

Malgré ce bilan désastreux, la guerre du Chaco a au moins rendu possible un meilleur contrôle de l'espace oriental tarijénien. En effet, elle a entraîné la construction dans l'urgence de routes reliant les hautes terres boliviennes à la plaine du Chaco et ainsi l'ouverture de l'axe Tarija-Villamontes marque le décroisement entre la zone andine et les contrées orientales du département. A l'intérieur même du Chaco, l'armée bolivienne a tracé de nombreuses pistes rectilignes. La guerre contribue aussi au développement des localités chaqueñiennes de Villamontes et de Yacuiba, en leur donnant pour la première fois une importance stratégique.

Les frontières naturelles de l'actuel département du Tarija ont donc joué un rôle important dans l'histoire de son peuplement. Dès l'époque incaïque, on constate l'existence d'un clivage occident/orient correspondant à la diversité culturelle des populations installées – sédentaires/nomades, pacifiques/belliqueuses, agriculteurs/chasseur-pêcheurs – qui a engendré des formes de peuplement différenciées. Par la suite, la Colonie a amplifié cette dichotomie occident/orient : elle a mis en valeur les vallées andines en les connectant au bassin de Potosi, alors que son impact sur les vallées subandines et le Chaco s'est limité à la remise en cause progressive du mode de peuplement traditionnel (affaiblissement des Chiriguano). Ce n'est qu'après l'indépendance (1826) que la colonisation de la partie orientale du Tarija se traduit par de timides succès, et ce n'est qu'au moment de la guerre du Chaco que le contrôle de la région est complet, sans pour autant que ceci n'engendre la mise en place de nouvelles activités dans l'immense plaine chaqueñienne. Il convient de noter que cette situation n'est pas propre au Tarija, car en annexant l'empire Inca, les Espagnols ont aussi hérité de la frontière orientale des Andes centre-méridionales, située pour la Bolivie au niveau des derniers plissements andins, et séparant ainsi la partie montagneuse des plaines amazonienne et chaqueñienne²². La particularité de l'espace oriental du Tarija réside sans doute dans la lenteur de sa colonisation, que nous pouvons lier au faible intérêt porté à cet espace périphérique avant la découverte de gisements d'hydrocarbures [cf. annexe C].

Il est important de prendre en compte les hétérogénéités spatiales et divisions historiques dans l'étude de la croissance et de la répartition de la population dans le Tarija. Nous tâcherons donc d'établir un découpage correspondant à cette diversité.

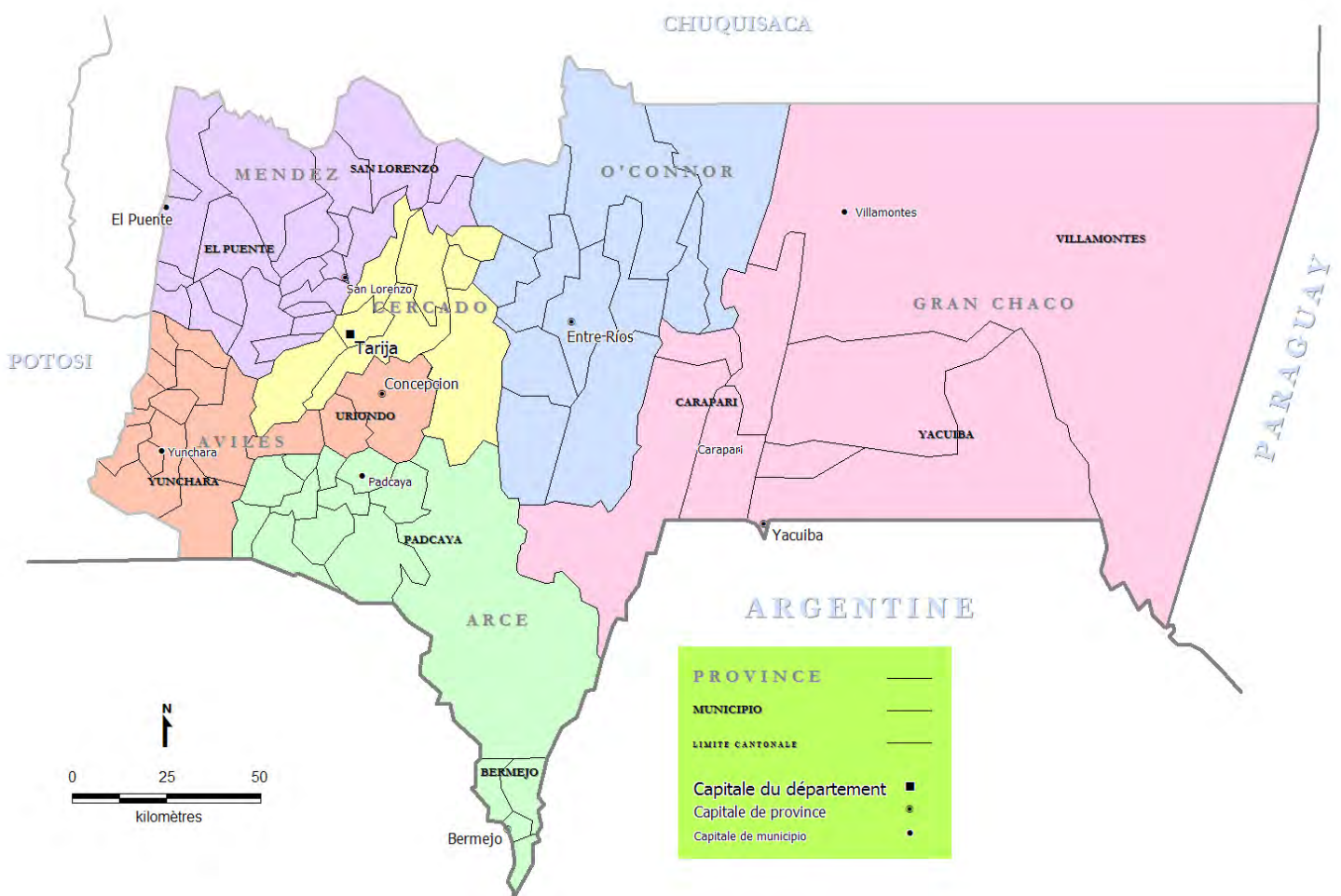
²² A ce sujet, on pourra se référer à l'article de Thierry Saignes (1981).

B - Une révision nécessaire du découpage statistique bolivien

Nous nous proposons d'effectuer le maillage le plus fin possible de l'espace tarijénien tout en maintenant la possibilité de l'intégrer dans un découpage national plus large. Après une critique sommaire de la division statistique existante du Tarija, nous expliquerons les regroupements nécessaires à l'établissement d'un fractionnement précis de l'espace départemental mais pouvant s'insérer dans une division plus grossière, transposable au niveau national.

1 - Pour une régionalisation fine du Tarija

Carte I-4 : dép. Tarija – Le découpage politico-administratif en 2001



Sources : maillage cantonal d'après cartographie censitaire du recensement INE 2001 (INE 1999)

Nicolas d'Andréa, Ceydric Martin, 2005

Dès l'indépendance de la Bolivie, le découpage politico-administratif du nouvel Etat se base sur quatre niveaux : départemental (dirigé par un préfet), provincial (sous-préfet), cantonal et vice-cantonal (dont le responsable est le *corregidor*). Dans le cas du Tarija, la mise en place du niveau provincial s'étale sur l'ensemble du XIX^e siècle et débouche sur le découpage de 6 unités, dont les limites évoluent légèrement au cours du XX^e siècle. Ces provinces sont aujourd'hui nommées : Cercado, Méndez, Avilés, O'Connor, Arce et Gran Chaco. Le découpage cantonal, influencé par le poids démographique de chaque unité, a fortement évolué depuis deux siècles. Il faudra attendre le milieu des années 90, et la décentralisation opérée par le gouvernement de Sánchez de Lozada, pour que soit créé, au plan national, un niveau politico-administratif supplémentaire : le *municipio*²³, situé entre les échelles provinciale et cantonale²⁴. Dans le cas du Tarija, deux provinces (Cercado et O'Connor) ne sont pas divisées, celle de Méndez est compartimentée entre les *municipios* d'El Puente et de San Lorenzo, celle d'Avilés entre ceux de Yunchará et d'Uriondo, celle d'Arce entre ceux de Padcaya et de Bermejo, et celle du Gran Chaco entre les *municipios* de Villamontes, Caraparí et Yacuiba [cf. Carte I-4 ci-contre pour les divisions administratives actuelles du département²⁵].

Ces découpages respectent-ils l'hétérogénéité spatiale relevée plus haut dans ce chapitre ? Ce n'est pas le cas au niveau provincial, les provinces de Méndez et Avilés empiétant sur les hautes montagnes du Tarija et les vallées andines ; la province Arce est, quant à elle, divisée entre les vallées andines et subandines ; et, enfin, une partie non négligeable du Gran Chaco est englobée dans les vallées subandines. Pour ce qui est du maillage des *municipios*, il permet des regroupements restituant de manière plus fine la diversité du Tarija : El Puente et Yunchará constituent la haute montagne du Tarija, San Lorenzo, Cercado et l'ouest de Padcaya les vallées andines, l'est du Padcaya ainsi que les *municipio* de Bermejo, O'Connor et Caraparí les vallées subandines, et ceux de Villamontes et Yacuiba la partie chaquénienne. Cependant, ce découpage en *municipio* comporte des imperfections (tel le cas du Padcaya, localisé entre les vallées andines et subandines) et ne permet pas d'effectuer une division précise des quatre grandes régions naturelles du département. C'est donc l'échelle cantonale que nous privilégierons pour effectuer notre redécoupage du Tarija, cette unité politico-administrative respectant généralement l'hétérogénéité relevée précédemment. Ainsi les limites des hauts plateaux, des hautes vallées, des vallées andines du centre, du Nord et du Sud, et des vallées subandines, du Sud, du centre et

²³ Les *municipios* sont créés par la Ley de Participación Popular du 20 avril 1993 qui réordonne le territoire bolivien en 311 unités administratives dotées d'un budget proportionnel à leur population.

²⁴ Lors de cette réforme, les « cantons » sont rebaptisés « districts ». Cependant, il semblerait que l'INE (Instituto Nacional de Estadística) n'ait pas encore intégré ce changement. Nous nous contenterons nous aussi de nous limiter à l'ancienne appellation.

²⁵ Afin d'employer les données INE, ce sont les découpages de l'institut que nous utiliserons au cours de ce travail. Notre objet n'est cependant pas de valider ces limites, certaines d'entre elles faisant l'objet de polémiques. Le conflit le plus important au moment de l'impression de la thèse concerne les provinces Gran Chaco et O'Connor, qui se disputent le canton dans lequel est situé le gisement gazier de Puerto Margarita, localisé dans l'O'Connor selon l'INE, dans le Gran Chaco selon l'IGM (Instituto Geografico Militar).

de l'Est correspondent à des regroupements de cantons²⁶. En revanche, l'utilisation du maillage cantonal ne permet pas la différenciation du piémont de la plaine du Chaco, deux ensembles empiétant sur l'immense canton de Villamontes (plus de 10 000 km²)²⁷ et sur ceux de Caiza, Aguayrenda et Yacuiba. C'est donc manuellement que nous avons effectué le découpage du piémont, en délimitant une bande de 15 kilomètres de large, entre la ligne de crête de l'Aguaragüe et la plaine, cette dernière étant constituée par le reste du Chaco. Un repérage du positionnement des localités de l'INE²⁸ nous a permis d'effectuer les regroupements nécessaires à la prise en compte de ce nouveau découpage²⁹.

Finalement, notre propre découpage représente la décapartition du Tarija et son regroupement en quadripartition [cf. Carte I-5 ci-contre]. Ainsi la haute montagne est-elle composée des hautes vallées et des hauts plateaux ; les vallées andines de trois sous-ensembles : Nord, centre et Sud ; les vallées subandines de sous-unités : centre, Sud et Est ; et enfin le Chaco, du piémont et de la plaine. Cette division, qui se calque sur la mosaïque du milieu du Tarija, tient compte de la diversité des formes de peuplement associées. Nous l'emploierons lors de la présentation démo-spatiale du département [cf. chap. II]. Notons dès à présent que, si la décapartition du Tarija représente un maillage dont l'échelle nous semble pertinente, nous ne pourrions l'utiliser que pour discrétiser des données provenant du recensement de population de l'INE de 2001 et de nos enquêtes. La quadripartition, quant à elle, nous permet, après certains ajustements³⁰, d'utiliser les recensements antérieurs : 1950, 1976 et 1992.

La carte I-5 fait aussi apparaître une autre division du Tarija : la bipartition. En effet, d'un point de vue physiographique comme historique, on a pu constater des différences importantes entre la haute montagne et les vallées andines d'une part, et les vallées subandines et le piémont et la plaine du Chaco d'autre part. Ce nouveau découpage pourrait s'apparenter à une différenciation entre l'Occident du Tarija, froid, aride et au peuplement ancien, et l'Orient, plus chaud et humide, et au repeuplement récent. Après une critique sommaire de la tripartition bolivienne, c'est cette distinction, et son prolongement au niveau national, que nous définirons.

²⁶ cf. Tab. B-1, B-2 et B-3 pour la liste de ces regroupements cantonaux et Carte B-1 en p. 461 pour une représentation cartographique des limites de cette unité administrative.

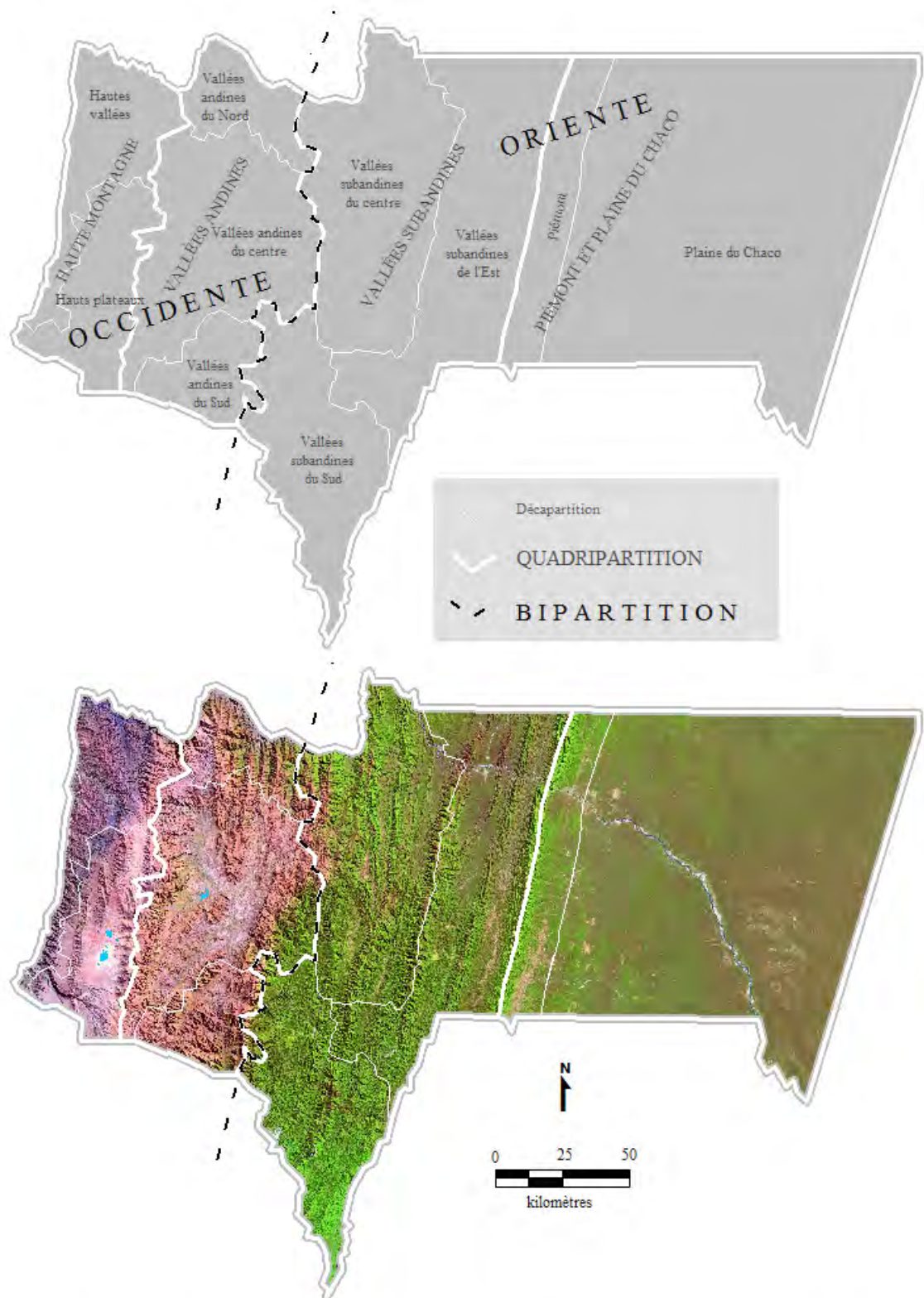
²⁷ A noter que le canton de Villamontes déborde, en son nord-ouest, légèrement sur les vallées subandines de l'Est. Cependant, en terme de population, cela se limite à la présence de la localité de Tucuainti, 166 habitants en 2001, rattachée au canton de Villamontes, et que nous intégrerons dans les vallées subandines orientales.

²⁸ L'INE est en charge des productions et analyses statistiques en Bolivie. En 2001, l'institut a publié un CD-ROM comprenant les principaux résultats par localités (INE 2002 b). Nous avons ensuite réussi à obtenir la cartographie associée afin de pouvoir les situer.

²⁹ cf. Tab. B-4 et B-5 pour la liste des localités selon leur répartition dans le piémont et la plaine du Chaco.

³⁰ Les limites cantonales sont en constante évolution et seule l'observation détaillée de la cartographie de l'INE nous a permis d'effectuer les regroupements nécessaires. Elle n'est cependant pas exempte d'erreurs, mais sa simplicité et le fait que la quadripartition concorde avec certaines limites provinciales nous permettent de supposer une bonne restitution des tendances de l'évolution spatiale de la population dans le Tarija. A notre connaissance, seule la localité de Tucuainti, normalement rattachée aux vallées subandines, ne pourra être détachée du Chaco, pour cause de non désagrégation des données antérieures à 2001 au niveau des petites localités. Son faible effectif (166 habitants en 2001) rend peu significative la marge d'erreur entraînée.

Carte I-5 : dép. Tarija – Représentation des limites de la décapartition, quadripartition et bipartition



Sources : partition propre ; photos satellite Landsat 5 (juillet 1996 / avril 1997 / juin 1997)

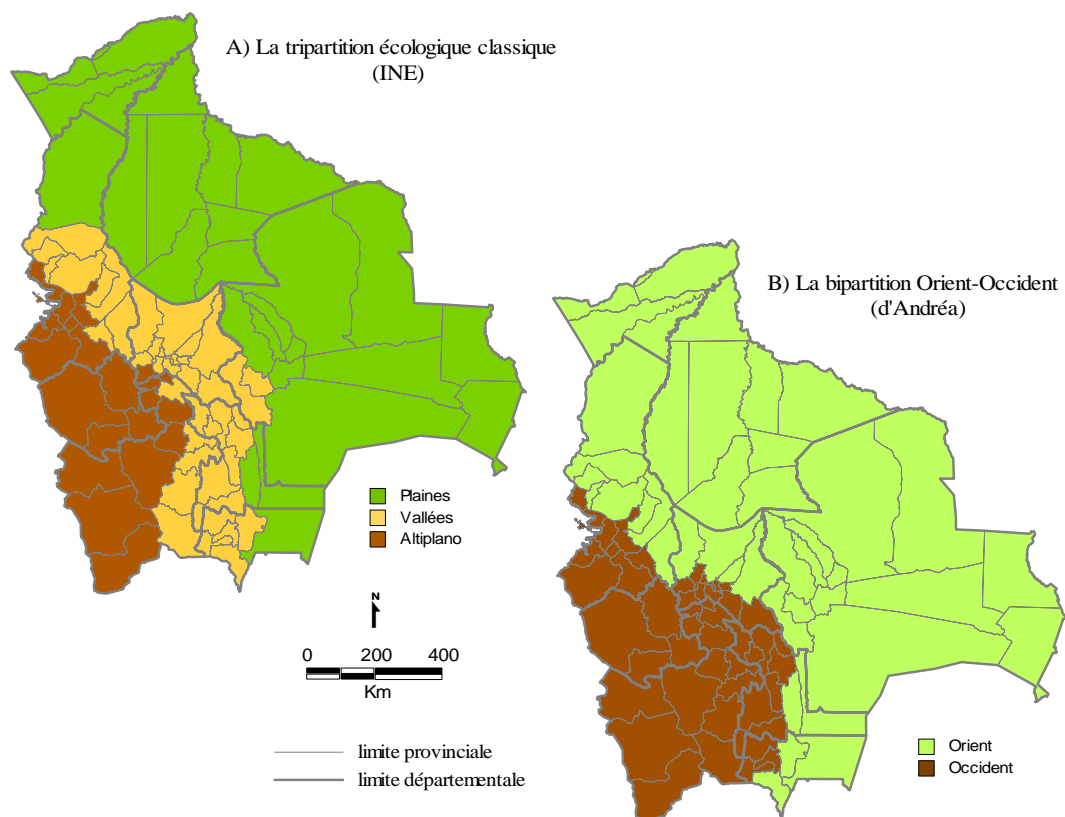
Ceydric Martin, 2005

2 - La bipartition Oriente-Occidente, un clivage à intégrer à l'échelle nationale

Qu'il s'agisse de la décapartition ou de la quadripartition du Tarija, les frontières de ces éléments physiographiques ne se limitent pas à celles du département. Comme nous l'avons précédemment noté, les hauts plateaux, les hautes vallées, les vallées andines, les vallées subandines, le piémont et la plaine ne correspondent qu'à un prolongement de grands ensembles observables à l'échelle bolivienne. Si Montes de Oca (1995 ; 1997) signale une division comparable de l'espace bolivien, celle-ci n'a pas été rattachée à des unités statistiques. C'est donc vers les autres divisions que nous orienterons notre analyse.

La division des vallées

Carte I-6 : Bolivie – Tripartition et la bipartition du pays



Sources : regroupements tripartition INE (MINVIELLE 1996), regroupements bipartition (D'ANDREA 2004)
 Réalisation : Nicolas d'Andréa, Ceydric Martin, 2005

L'INE divise la Bolivie en trois grands ensembles : un ensemble occidental, au-dessus de 3 000 mètres d'altitude, nommé **Altiplano** ; une région centrale désignée comme celle des **Vallées**, qui regroupe des reliefs situés entre 500 et 3 000 mètres ; et un ensemble oriental, les **Plaines**, terres basses situées en deçà des 500 mètres d'altitude. Deux unités administratives sont généralement retenues pour appliquer cette division : les départements, qui empiètent largement sur plusieurs zones écologiques³¹, et les provinces, beaucoup plus pertinentes [cf. Carte I-6 ci-contre]. Si la tripartition restitue l'opposition existant entre les hautes terres et la plaine, elle n'est pas représentative de la diversité des vallées précédemment notée. En effet, la frontière historique et physique dans le Tarija, entre vallées andines et subandines, trouve sa prolongation dans l'espace national. Nicolas d'Andréa (2004) la qualifie de frontière agro-écologique et la définit de la manière suivante : “ d'un côté, sur l'altiplano et dans les vallées situées à plus de 1 500 mètres environ, s'étend une zone andine « froide », avec des bassins de peuplement anciens assez denses, où se pratique une agriculture traditionnelle sur des surfaces limitées. De l'autre côté, à partir des vallées du massif subandin, commence une zone « chaude » historiquement de faible densité démographique et qui s'étend jusqu'aux confins de l'Amazonie et du Chaco ; cet espace est très dynamique, une nouvelle paysannerie s'y développe en cultivant des produits tropicaux, quand elle n'est pas « prolétarisée » par l'agrobusiness ”. Il critique alors la tripartition en soulignant qu'il “ est remarquablement inapproprié d'amalgamer dans l'ensemble des vallées, les campagnes traditionnelles stigmatisées par la crise andine, et certaines campagnes issues des fronts pionniers modernes, qui constituent des territoires radicalement différents : au niveau des indicateurs démographiques, les tendances s'annulent et l'analyse spatiale est stérile ” (D'ANDREA 2004, p. 73). C'est ainsi qu'apparaît la bipartition du territoire bolivien, selon deux ensembles, l'Occidente et l'Oriente³², qui, à la différence de la tripartition, ne se base pas seulement sur la différenciation physique du territoire, mais intègre aussi des éléments historiques et de peuplement. C'est cette division, selon les regroupements provinciaux de Nicolas d'Andréa (2004) que nous emploierons à l'échelle nationale [cf. Carte I-6 ci-contre].

Une simplification nécessaire

L'emploi de la bipartition entraîne cependant une simplification de l'analyse nationale, ce qui suppose les deux critiques suivantes.

³¹ On pourra se référer à l'article de Minvielle (1996) à ce sujet. Il cite la mesure des trois zones écologiques définie par l'analyse de photos satellites. Ainsi, le département de La Paz s'étend pour 40 % en Altiplano (A), 31,5 % en Vallées (V) et 28,5 % en Plainnes (P), Chuquisaca (A = 20 % ; V = 71 % ; P = 9 %), Cochabamba (A = 23 % ; V = 55 % ; P = 22 %), Potosi (A = 94 % ; V = 6 %), Tarija (A = 7 % ; V = 59 % ; P = 34 %), Santa Cruz (V = 8 % ; P = 92 %).

³² Respectivement nommés Occident et Orient par Nicolas d'Andréa.

Premièrement, le maillage provincial retenu pour effectuer ce découpage à l'échelle nationale est beaucoup moins fin que celui effectué dans le Tarija. En effet, comme dans le cas de notre département de référence, il n'est pas rare que les provinces empiètent sur les deux régions écologiques que sont l'Occidente et l'Oriente, d'où une partition plus pertinente basée sur le *municipio*. Cependant, un tel travail nécessiterait une très bonne connaissance de l'espace bolivien assorti de recherches approfondies, soit une étude à part entière. Ceci dit, l'utilisation du maillage provincial à plusieurs avantages :

- tout d'abord, dans le cadre de l'utilisation des données de l'INE, il permet une observation longitudinale de l'évolution de la population, les données disponibles pour les recensements antérieurs à 1992 étant désagrégées au niveau des provinces et non des *municipios*, trop récents.
- ensuite, dans le cadre de nos enquêtes, retenir le maillage provincial pour restituer des données concernant la Bolivie nous a semblé être la solution la plus adéquate. En effet, nous avons généralement recensé les lieux à plusieurs niveaux : le pays, le département et la province (dans le cas de la Bolivie) et la localité [cf. Quest. D-5 pour un exemple]. Le découpage municipal, trop récent pour être appliqué lors de la collecte des données, aurait pu faire l'objet d'un regroupement à *posteriori*, mais cela aurait entraîné de nombreuses pertes d'informations, les problèmes d'homonymies dans la toponymie bolivienne étant fréquents, et les localités déclarées ne correspondant pas toujours au nom officiel donné par l'INE. Par contre, nous avons constaté que le maillage provincial, depuis longtemps inscrit dans les esprits, s'est avéré être fiable quand il s'agissait de recenser des lieux en dehors du Tarija. A l'intérieur du département, ces problèmes ont pu être résolus grâce à une bonne connaissance de la zone (par nous, mais aussi par les enquêteurs et les enquêtés).

C'est donc la bipartition selon le découpage provincial de d'Andréa que nous utiliserons au niveau national, alors que nous emploierons notre découpage propre au niveau départemental.

Deuxième critique, cette bipartition ne sera pas complétée d'une quadripartition ou d'une décapartition de l'espace bolivien. Cette réserve est liée aux difficultés relevées ci-dessus, concernant l'ampleur de la tâche afin d'arriver à une partition plus fine et fiable de l'échelle nationale³³. Ce manque ne devrait cependant pas pénaliser notre analyse, puisqu'elle s'inscrit dans le cadre de grands changements démo-spatiaux en Bolivie, survenus durant les cinquante dernières années [cf. *infra*]. Qualifiés par Franqueville (2000) de lente poussée vers l'est, ou par Roux (2000) de bascule démographique, ils sous-entendent un déplacement des populations boliviennes de

³³ Un tel travail serait d'une grande utilité pour appréhender la complexité géographique des départements du Chuquisaca, du Cochabamba et de La Paz. Comme pour notre division du Tarija, il pourrait correspondre à une division écologique principale, redivisée en sous-régions. Cela permettrait aux futures recherches d'effectuer les meilleurs regroupements en fonction de leurs objectifs.

l'Occidente vers l'Oriente. Dans ce processus, notre étude se focalise plus particulièrement sur la place du Tarija, petit département en marge de l'espace national, à cheval sur l'Occidente et l'Oriente. Nous nous contenterons donc de traiter de manière générale l'échelle nationale³⁴, et avec plus de finesse l'échelle départementale.

Notre terrain d'étude mérite donc bien d'être compartimenté en quatre secteurs, ceux des hautes montagnes et des vallées andines à l'Occidente, et ceux des vallées subandines et du Chaco à l'Oriente. Dans le prolongement méridional, ce découpage se poursuit sur quelques centaines de kilomètres en Argentine³⁵. Au niveau argentin, nous nous limiterons à un découpage provincial³⁶ de l'espace, en soulignant l'intérêt que pourrait représenter un travail plus poussé sur le sujet, englobant pour la première fois un espace transnational. Pour la Bolivie, c'est la bipartition qui sera retenue. Enfin, au niveau départemental, nous compléterons la bipartition par les quadripartition et décapartition définies ci-dessus.

Ainsi cette première approche du Tarija, le plus petit des départements boliviens, nous a-t-elle permis de constater d'une certaine manière sa représentativité quant aux caractéristiques générales nationales, d'un point de vue physique (à la charnière du monde andin et des plaines orientales) et historique (opposition d'un peuplement incaïque installé dans l'Occidente, consolidé lors de la Colonie puis de l'indépendance du pays, et d'un peuplement de l'Oriente moins organisé, bouleversé par une difficile politique de colonisation). Ce sont ces observations qui nous ont autorisé à établir un découpage s'inscrivant dans la diversité du territoire étudié.

³⁴ Nous pourrions cependant être amenés à qualifier avec plus de précision les zones étudiées, en descendant en dessous de la bipartition, mais cela ne se fera que de manière exceptionnelle, et sans être appuyé par l'outil statistique ou cartographique, les limites n'étant pas préalablement définies.

³⁵ Les ruptures écologiques sont, par exemple, prises en compte par la délégation provinciale de l'Institut National de Statistique Argentin (INDEC) de la province frontalière de Jujuy qui agrège certaines données selon une quadripartition agro-écologique distinguant la *puna* (qui pourrait être assimilée à l'altiplano), les *quebrada* (hautes vallées), les *valles* (qui correspondrait aux vallées andines) et le *ramal* (aussi désigné comme correspondant à des vallées tropicales, il correspond à nos vallées subandines). Plus à l'est, la province de Salta distingue clairement l'*umbral al Chaco* (qui correspondrait au piémont) de la plaine du Chaco.

³⁶ Le découpage administratif argentin est composé de l'échelle provinciale, qui englobe l'échelle départementale.

II - Les évolutions démo-spatiales

La place occupée par le Tarija dans la diversité physique et historique de la Bolivie nous conduit maintenant à nous préoccuper de son incidence sur les comportements démographiques des populations habitant ce département. En effet, il convient de se demander dans quelle mesure ce dernier (391 226 habitants en 2001³⁷, 4,7 % de la population nationale) s'inscrit dans les grandes tendances démographiques de la Bolivie, et d'aborder ainsi les principales dynamiques de peuplement observées à l'échelle nationale et départementale. Pour cela, nous qualifierons les croissances démographiques boliviennes et tarijéniennes et les principales dynamiques de redistribution de la population (A) ; nous étudierons ensuite cette redistribution selon la bipartition expliquée précédemment (B) ; puis nous terminerons par une étude plus précise de la place occupée par le département du Tarija comme récepteur et redistributeur de population à l'échelle nationale (C).

A - La croissance intense du peuplement depuis 1950

La croissance de la population est le fait de deux facteurs : l'accroissement naturel et les migrations. Après avoir brièvement abordé la question de la transition démographique, c'est sur la redistribution du peuplement que nous concentrerons notre analyse.

1 - L'impact de la transition démographique

Les données utilisées pour l'analyse du peuplement proviennent essentiellement de l'INE, en charge des productions et analyses statistiques en Bolivie.

L'origine de ce type de travaux dans le pays remonte au XIX^e siècle. L'Etat mène alors des études ponctuelles, donnant lieu à des estimations permettant de comprendre les grandes tendances du peuplement de la Bolivie, ce qui a engendré les comptages de la population de 1831, 1835, 1847, 1854, 1882 et 1900, dont les résultats sont difficiles à obtenir et pas toujours. Nous nous en servons pour quantifier les grandes tendances de la croissance des populations boliviennes et tarijéniennes entre 1847 et 1950.

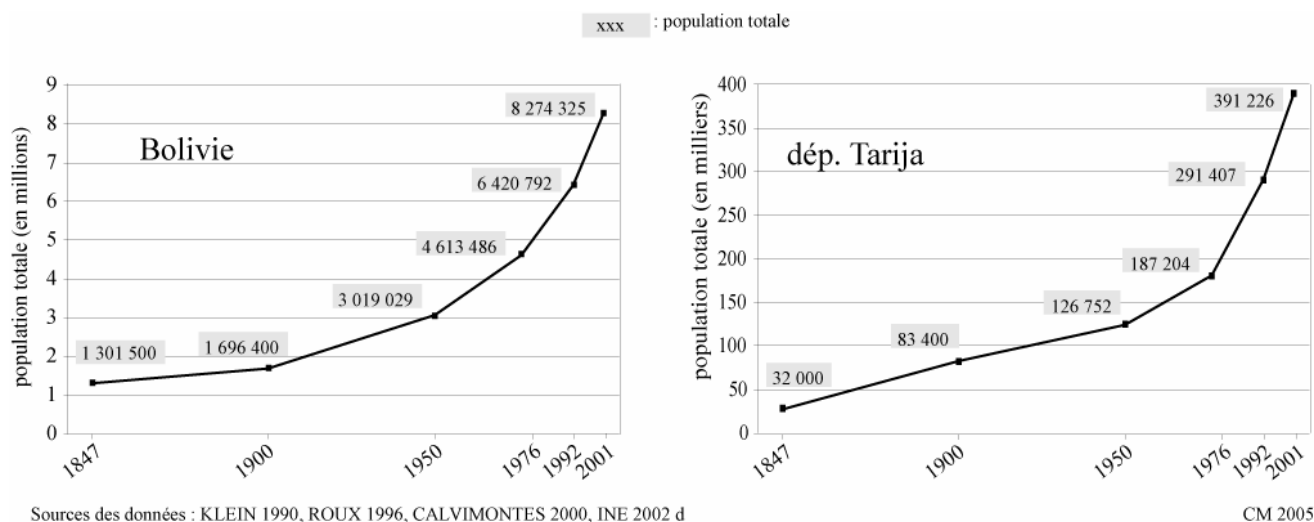
En 1936 un organe étatique, spécialisé dans la production de données, voit le jour, afin de préparer le premier recensement de la population nationale, qui se déroule en 1950. En 1970, l'INE est créé et chargé de la diffusion des résultats de ce premier recensement, ainsi que de la préparation des suivants qui se déroulent en 1976, 1992 et 2001. Notre analyse du peuplement

³⁷ Donnée provenant du recensement de population réalisé par l'INE en 2001.

portant essentiellement sur la période actuelle, nous nous limiterons essentiellement à l'emploi de ces quatre recensements, qui ont la réputation d'être fiables. Nous serons amenés à utiliser le sigle CNPV (Censo Nacional de Población y Vivienda) pour les nommer.

L'accélération de la croissance démographique

Fig. I-1: Bolivie et dép. Tarija – Evolution de l'effectif de la population totale (1847-2001)



En 1847³⁸, la population bolivienne est estimée à 1 301 500 habitants. Un demi-siècle plus tard, lors du dénombrement de 1900, elle atteint 1 696 400 habitants, ce qui porte le taux moyen de variation annuel³⁹ pour la période 1847-1900 à 0,5 % [cf. Fig. I-1, Tab. A-5 et A-6]. Ce croît annuel, relativement faible, peut être attribué aux crises de la deuxième moitié du XIX^e siècle (guerre du Pacifique et Guerre Fédérale), ainsi qu'aux pestes et famines de 1879. La première moitié du XX^e siècle est ensuite marquée par une augmentation du rythme de croissance de la population bolivienne qui atteint les 3 019 029 millions d'habitants en 1950, ce qui correspond à un croît annuel de 1,2 % pour la période 1900-1950. Ce n'est cependant que durant la deuxième moitié de ce siècle que la population de la Bolivie augmentera fortement, atteignant 4 613 486 habitants en 1976 (soit un taux moyen de variation annuel de 1,6 % pour la période 1950-1976), puis 6 420 792 en 1992 (croît annuel de 2,1 % pour la période intercensitaire de 1976-1992) et enfin 8 274 325 en 2001 (variation annuelle moyenne de 2,9 % pour l'intervalle 1992-2001).

³⁸ Les sources faisant allusion à ce comptage (KLEIN 1990, ROUX 1996 a, CALVIMONTES 2000) ne concordent pas sur sa date précise : l'année 1847 est deux fois citée, celle de 1850 une fois. La marge d'erreur ne dépasse pas 3 ans, ce qui ne devrait que faiblement modifier les calculs des croûts annuels.

³⁹ L'expression « taux moyen de variation annuelle » sera parfois remplacée par celle de « croît annuel moyen » ou par « variation annuelle moyenne ».

Avec certaines nuances, la minorité de Boliviens vivant dans le Tarija⁴⁰ croît selon la même tendance [cf. Fig. I-1, Tab. A-5 et A-6]. Entre 1847 et 1900, la population tarijénienne connaît une croissance supérieure à celle de l'espace national : elle passe de 32 000 à 83 400 habitants, soit un croît annuel moyen de 1,8 %. Cette différence peut être attribuée à la réhabilitation de la route vers Buenos Aires et aux politiques de colonisation du Chaco⁴¹. De plus, le département du Tarija, relativement isolé, n'a pas souffert avec la même intensité des problèmes vécus en d'autres régions du pays (guerre du Pacifique, Guerre Fédérale, épidémies et famines). La première moitié du XX^e siècle est marquée par un net ralentissement de la croissance de la population départementale qui atteint 126 752 habitants lors du recensement de 1950 (soit un taux moyen de variation annuel pour la période 1900-1950 relativement faible de 0,8 %), ralentissement qui peut sans doute partiellement trouver son explication dans les pertes humaines de la guerre du Chaco. Entre 1950 et 1976, l'augmentation de la population départementale est légèrement inférieure à celle de l'échelle nationale, et compte 187 204 habitants en 1976 (soit un croît annuel de 1,5 %). Par contre, à partir de 1976, la croissance démographique du Tarija est légèrement supérieure à la moyenne nationale, la population du département atteignant 291 407 individus en 1992 (taux moyen de variation annuel de 2,8 % pour l'intervalle 1976-1992) et 391 226 en 2001 (variation annuelle moyenne de 3,3 % entre 1992 et 2001). Intéressons-nous maintenant aux facteurs qui peuvent expliquer cette progression.

L'importance de la transition démographique

La population bolivienne a été multipliée par 4,9 au cours du XX^e siècle, par 2,7 au cours des 50 dernières années. Dans le cas du Tarija, ces chiffres sont respectivement de 4,7 et de 3,1. Cette croissance démographique exceptionnelle est sans aucun doute liée à la transition démographique de la Bolivie. On estime que la baisse de la mortalité a commencé au début des années 30 dans le pays, tandis que celle de la fécondité est plus sûrement identifiée entre 1975 et 1980 (INE 1997). Ainsi la Bolivie a-t-elle, entre les années 40 et 80, un croît naturel important (environ 25 ‰, CELADE 2004) résultat de la baisse de la mortalité couplée à une stabilité de la natalité ; ce qui correspond à la phase « II A » de la transition démographique selon Yves Charbit (2000). Par la suite, les effets de la baisse de la natalité ont été accompagnés d'une accélération de la diminution de la mortalité n'affectant que légèrement le croît naturel (qui se maintient tout de même à plus de 20 ‰, cf. Fig. I-2 ci-contre). Cette baisse de la natalité et ce léger ralentissement de la croissance nous indiquent cependant que le pays se trouve aujourd'hui dans la phase « II B » de la transition démographique (CHARBIT 2000). Le manque de désagrégation

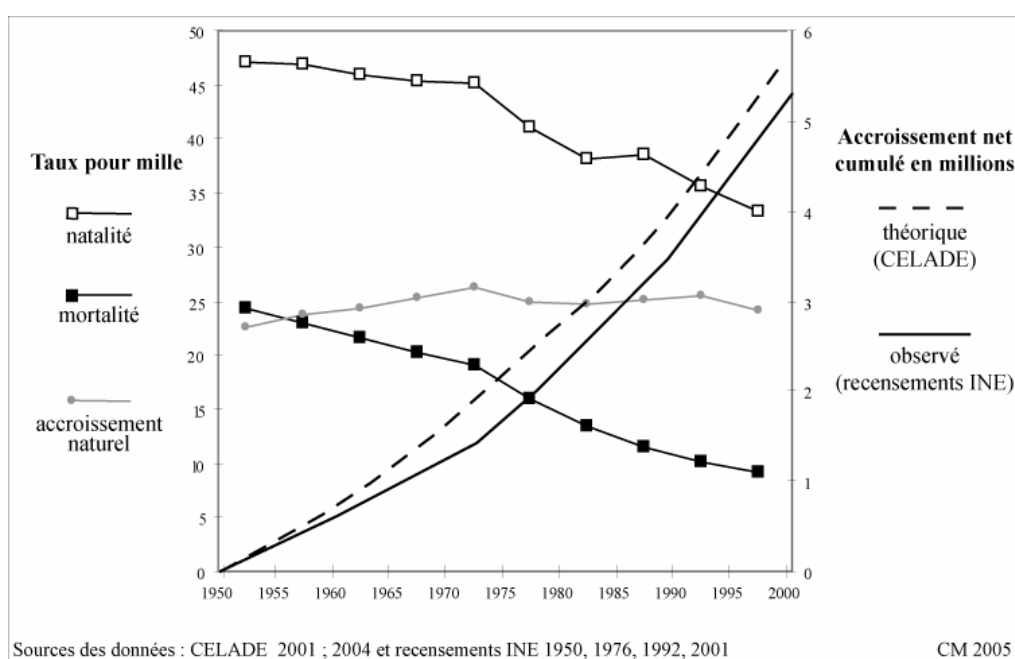
⁴⁰ Cette part est de 2,5 % en 1847, 4,9 % en 1900, 4,2 % en 1950, 4,1 % en 1976, 4,5 % en 1992 et 4,7 % en 2001.

⁴¹ Ces politiques, abordées dans la partie précédente [cf. *supra*], sont certes peu nombreuses et mal organisées mais contribuent à gonfler le faible effectif initial du département.

de ces indicateurs ne nous permet pas d'effectuer la même analyse à l'échelle du Tarija ; nous devons donc nous contenter de supposer des similitudes avec l'échelle nationale, avec toutefois une croissance

légèrement supérieure du département jusqu'à la fin des années 90⁴². Plus contraignante est l'impossibilité d'étudier l'évolution de la croissance naturelle selon le milieu d'habitat, urbain ou rural, alors qu'on observe généralement en la matière de nettes différences (COSIO-ZAVALA 1999).

Fig. I-2 : Bolivie – L'évolution de la natalité, de la mortalité et de l'accroissement naturel (1950-2001)



Les populations boliviennes et tarijiennes ont donc fortement augmenté au cours du XX^e siècle, conséquences d'un croît naturel soutenu, avec une croissance plus importante dans le cas du Tarija. Nous nous proposons à présent de vérifier dans quelle mesure cette différence est liée à de l'immigration, en détectant les principaux courants migratoires qui ont pu marquer la redistribution du peuplement en Bolivie.

⁴² Selon l'INE (1997) le taux de mortalité du Tarija est inférieur à celui de la Bolivie, et la fécondité soutenue. Cette tendance est confirmée par les taux de mortalité et de natalité pour les années 1995-2000 – désagrégée par département sur le site de l'INE (www.ine.gov.bo) – qui nous permettent d'estimer le taux d'accroissement naturel du département à 26,5 pour mille en début de période, à 25,0 pour mille en fin de période. Ainsi le Tarija se situe parmi les départements à l'accroissement naturel le plus important, juste derrière le Beni et le Santa Cruz. Cependant, les dernières analyses selon le recensement de 2001 (INE 2003 b) indiquent que la fécondité a baissé plus vite dans le Tarija qu'au niveau national, et que le département présente l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) le plus bas du pays.

2 - Le rôle de la migration internationale et de l'exode rural

Quel est l'impact des migrations internationales sur la croissance de la population bolivienne ? Et l'augmentation de la population laisse-t-elle apparaître des différenciations selon les milieux d'habitat, ce qui pourrait signifier des déplacements de population entre campagnes et villes ?

Quelques indicateurs d'une émigration internationale soutenue

Le décalage entre l'accroissement net estimé par le Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía (CELADE 2001) selon les taux de natalité et de mortalité de la Bolivie, et l'accroissement réel observé selon les divers recensements de l'INE, nous amènent à nous interroger sur une première forme de la redistribution du peuplement : l'importance de l'émigration internationale à partir de la Bolivie [cf. Fig. I-2⁴³ en page précédente].

La migration des populations boliviennes vers l'étranger demeure un thème peu abordé en Bolivie. De nombreuses études traitent du sujet de manière annexe, alors qu'on observe une carence de travaux explicites sur cette question. Seules les migrations vers l'Argentine font l'objet d'études précises, les déplacements étant alors étudiés depuis l'espace de destination des populations migrantes (BENENCIA 1999 ; DE MARCO 1994 ; GRIMSON 1999 ; KARASIK 1999 ; REBORATTI 1986 ; WHITEFORD 1981) plus rarement du point de vue de l'espace d'origine du migrant (DANDLER 1991 ; HINOJOSA, PEREZ *et al.* 2000). A notre connaissance, seule Geneviève Cortes (2000) aborde le sujet de l'émigration vers d'autres pays, à partir de deux localités du département du Cochabamba. Elle détecte un mouvement traditionnel vers l'Argentine, et d'autres plus novateurs vers les Etats-Unis et Israël.

Concernant l'importance des flux migratoires vers l'étranger, Cortes (1995 a) nous fournit les données des recensements de l'INE qui estiment à 250 000 le nombre de Boliviens à l'étranger en 1976, et à 383 415 en 1992. Elle attire notre attention sur la probable sous-estimation de ces données, obtenues grâce aux déclarations des membres de la famille encore présents en Bolivie, et ignorant ainsi les familles dont tous les membres ont émigré. Autre source pouvant nous renseigner sur l'importance de l'émigration bolivienne à l'étranger : la compilation des recensements effectués par le Celade (2000) indiquant le nombre de personnes nées en Bolivie et résidant dans les pays d'Amérique et des Caraïbes [cf. Tab. A-1]. Ce comptage, que nous utiliserons à titre indicatif⁴⁴, nous permet de

⁴³ La représentation des données se limite à la période 1950-2001, les informations pour les années antérieures étant inexistantes.

⁴⁴ La compilation se limite à comptabiliser le nombre de personnes natives de Bolivie lors des recensements effectués dans les pays concernés. Ainsi les dates diffèrent d'un pays à l'autre et par souci d'harmonisation, nous les avons regroupées par décennies. A noter cependant que pour certains pays, la rareté des recensements ne nous permet pas de les représenter à chaque décennie, et si cette différenciation rend incomplets les totaux, elle ne concerne que des Etats où la présence des Boliviens est peu significative.

recenser 96 879 Boliviens vivant dans la zone concernée en 1960⁴⁵, 133 113 dans les années 70, 157 501 dans les années 80 et 207 344 dans les années 90. La croissance de ces flux est principalement due à une augmentation du volume de Boliviens vivant en Argentine⁴⁶ et aux Etats-Unis⁴⁷. Comme pour les données publiées par l'INE, on peut supposer une sous-estimation de la compilation des recensements produits par le Celade, les clandestins constituant un facteur évident d'approximation dans les comptages. Toujours selon la même source, le nombre de personnes natives de ce groupe de pays (les Amériques et les Caraïbes) et résidant en Bolivie, était de 47 797 en 1976 et de 50 538 en 1992 [cf. Tab. A-2]. On peut donc conclure à un fort déficit du solde migratoire international de la Bolivie.

Si ces sources ne quantifient pas précisément l'émigration internationale des Boliviens (en omettant notamment les départs vers l'Europe), on retiendra son importance, une augmentation de son volume autour des années 80 et un solde migratoire largement négatif qui explique la différence entre la croissance théorique de la population et la croissance observée. Cette tendance est d'ailleurs confirmée par l'observation du taux de migration, toujours selon le Celade (2001), entre 1950 et 2000 [cf. Tab. A-3]. Il évolue autour de -2,0 ‰ entre 1950 et 1980, atteint les -5,5 ‰ dans les années 80, et se réduit dans les années 90 (-0,9 ‰ pour la période 1995-2000).

En ce qui concerne l'émigration internationale depuis le département du Tarija, nous ne disposons pas d'évaluation quantitative du phénomène. On peut cependant citer les résultats fournis par le Codepo⁴⁸ (2004) sur la proportion des non natifs de Bolivie selon leur département de résidence habituel, qui place le Tarija en seconde position (derrière le Pando), avec 2,1 % de sa population née à l'étranger [cf. Tab. A-4]. Pour ce qui est de l'étude qualitative de l'émigration internationale, on citera les travaux récents d'Alfonso Hinojosa⁴⁹ (2000) et de Samantha Punch (2001) qui abordent l'ampleur des migrations vers l'Argentine voisine depuis les zones rurales des vallées andines, ou Jamie Fairbairn (1999), depuis la haute montagne. Il est intéressant de noter que les seules études sur l'émigration internationale bolivienne évoquent le phénomène depuis l'Occidente du Tarija et de la Bolivie, alors que les informations sont rares⁵⁰ quant à son importance dans l'Orient du département et du pays.

⁴⁵ Cette année-là, seuls les recensements de l'Argentine et du Brésil sont disponibles.

⁴⁶ Ils sont 101 000 au recensement de 1970, 115 616 en 1980 et 143 735 en 1991.

⁴⁷ Ils ne sont que 6 872 à y vivre lors du recensement de 1970, mais 14 468 en 1980 et 29 043 en 1990.

⁴⁸ Le Consejo de Población para el Desarrollo Sostenible (CODEPO) est rattaché au Ministère du Développement Durable (www.codepo.gov.bo). Ses actions s'orientent vers des recherches sur les politiques démographiques en Bolivie. A travers les données du recensement INE de 2001, il a proposé une analyse quantitative des migrations internes dans le pays (nous y reviendrons en fin de chapitre II).

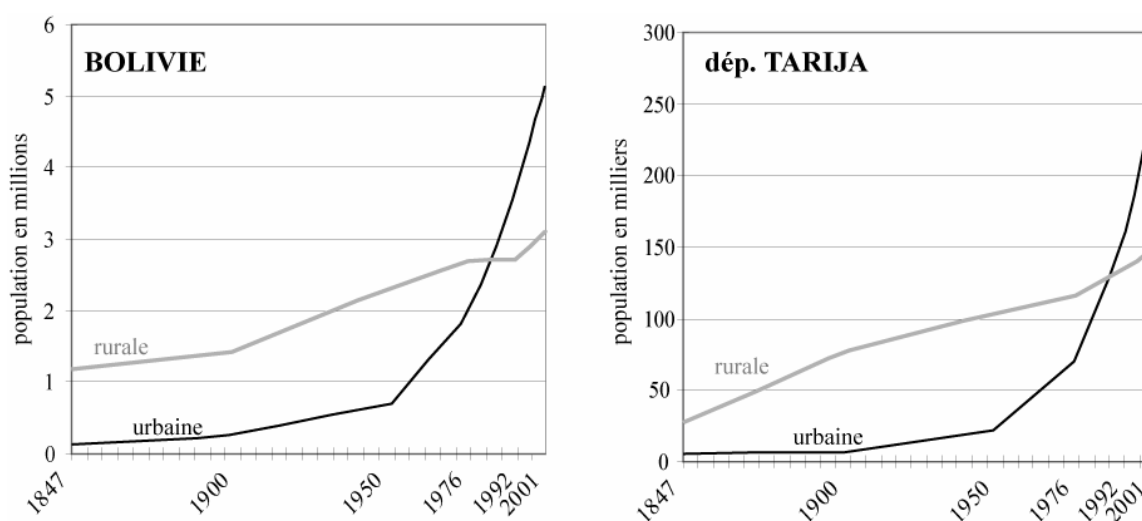
⁴⁹ En collaboration avec Guido Cortes et Liz Pérez.

⁵⁰ Par exemple, Jean-Claude Roux (2000) évoque la migration historique des Chaquéniens vers les plantations de canne à sucre argentines.

La redistribution interne : exode rural et urbanisation

A l'image de ce qui est observable à l'échelle du continent sud-américain, l'un des grands facteurs de la redistribution du peuplement en Bolivie est l'évolution du poids de la population rurale par rapport à la population urbaine [cf. Fig. I-3 ci-dessous et Tab. A-5 et A-6]. En 1847, seul 9,9 %⁵¹ de la population bolivienne est urbaine⁵². Cette situation va vite évoluer, la croissance de la population s'effectuant essentiellement dans les villes. En effet, dès l'intervalle 1847-1900, le taux moyen de variation annuel de la population urbaine bolivienne (1,3 %) est largement supérieur à celui de la population rurale (0,4 %). Cette tendance se confirme entre 1900 et 1950 (croît annuel de 2,0 % pour les villes, contre 1,0 % pour le rural) et la différence s'amplifie à partir de 1950 : entre 1950 et 1976, on enregistre 4,0 % de variation annuelle moyenne pour la population urbaine, contre 0,6 % en zone rurale, entre 1976 et 1992, ce croît est respectivement de 4,2 % et de 0,1 % et entre 1992 et 2001, de 3,8 % et de 1,5 %⁵³. Ainsi, en 2001, 62,4 %⁵⁴ de la population bolivienne vit dans une localité dont la population est supérieure ou égale à 5 000 habitants.

Fig. I-3: Bolivie et dép. Tarija – la population entre 1847 et 2001 selon le milieu d'habitat



Source des données : recensements INE 1950, 1976, 1992, 2001 (KLEIN 1990 ; CALVIMONTES 2000)

CM 2005

Dans le cas du Tarija, en 1847, la capitale est la seule ville du département. On observe cependant une évolution similaire à l'échelle nationale, menant à une rapide urbanisation, avec néanmoins un léger décalage au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, et une croissance urbaine plus soutenue durant la deuxième moitié du XX^e siècle [cf. Fig. I-3 et Tab. A-5 et A-6]. En

⁵¹ 129 100 habitants sur un total de 1 301 500.

⁵² Nous retiendrons le seuil urbain de 5 000 habitants.

⁵³ Notons que le croît annuel moyen urbain est amplifié par le passage de localités rurales dans la catégorie urbaine.

⁵⁴ Soit 5 165 882 habitants sur un total de 8 274 325.

effet, entre 1847 et 1900, le croît annuel urbain n'est que de 0,6 %, alors qu'il est de 2,0 % pour le monde rural. On pourra en partie attribuer cette faible croissance à l'isolement de la ville de Tarija par rapport au développement du système ferroviaire en Bolivie et à l'impact qu'il a eu sur l'urbanisation du reste du pays (D'ANDREA 2004)⁵⁵. Cependant, dès 1900, la variation annuelle moyenne de la population urbaine du Tarija est nettement plus importante que celle de la population rurale départementale et supérieure à la moyenne nationale. Entre 1900 et 1950, ce croît est de 2,3 %, contre 0,6 % pour les localités rurales, pour l'intervalle 1950-1976, on enregistre des taux de 4,6 %⁵⁶ et 0,4 %, et pour la période 1976-1992 des croûts annuels moyens 5,1 %⁵⁷ et 0,9 % et pour 1992-2001 des variations annuelles moyennes de 4,9 % et 1,1 %.

La croissance exceptionnelle de la population bolivienne (et tarijénienne) se traduit donc essentiellement par une augmentation de la population urbaine au détriment de la population rurale, ce qui laisse supposer des transferts de population des campagnes vers les villes. D'ailleurs, le fait que les croûts annuels moyens de la population rurale bolivienne soient largement inférieurs au croît naturel de la population du pays⁵⁸ confirme l'existence de mouvements migratoires vers les zones urbaines. L'ampleur du phénomène durant la deuxième moitié du XX^e siècle nous permet de supposer qu'il s'agit là d'exode rural⁵⁹.

Cependant, on aurait tort de restreindre l'explication de la croissance urbaine à l'immigration en provenance des campagnes, car la double transition (révolution démographique et urbanisation) analysée par Maria-Eugenia Cosío-Zavala conduit au même phénomène dans la plupart des pays latino-américain : “ Alors que la composante migratoire était prépondérante avant 1975, c'est la jeunesse des structures par âge des villes, et par conséquent la croissance naturelle élevée, qui aura désormais l'impact le plus important, malgré la diminution rapide de la fécondité urbaine ” (COSIO-ZAVALA 1994, p. 48).

Ainsi, au niveau national comme départemental, la forte croissance de la population bolivienne s'accompagne d'une émigration internationale peu étudiée, et de migrations internes majeures des campagnes vers les villes. Le Tarija évolue donc à l'image de la dynamique bolivienne dans son ensemble.

⁵⁵ On pourra aussi s'interroger sur la croissance exceptionnelle du monde rural tarijénien entre ces deux dates, signe peut-être d'une limite de la fiabilité du comptage de la population de 1847.

⁵⁶ En 1950, la localité de Yacuiba, située dans le piémont, dépasse le seuil des 5 000 habitants, et rentre ainsi dans la catégorie urbaine.

⁵⁷ En 1976, c'est au tour de Villamontes, autre ville du piémont, située au nord de Yacuiba, et de Bermejo, ville localisée dans les vallées subandines du Sud de dépasser le seuil des 5 000 habitants, complétant ainsi la panoplie des quatre centres urbains tarijéniens.

⁵⁸ Si l'on retient une croissance naturelle s'établissant entre 2 et 3 %.

⁵⁹ Selon Hervé Domenach et Michel Picouet, on qualifie d'exode rural des migrations campagnes-villes “ dès lors que le mouvement acquiert une forte intensité et une certaine permanence dans le temps ” (DOMENACH & PICOUE 1995, p. 33)

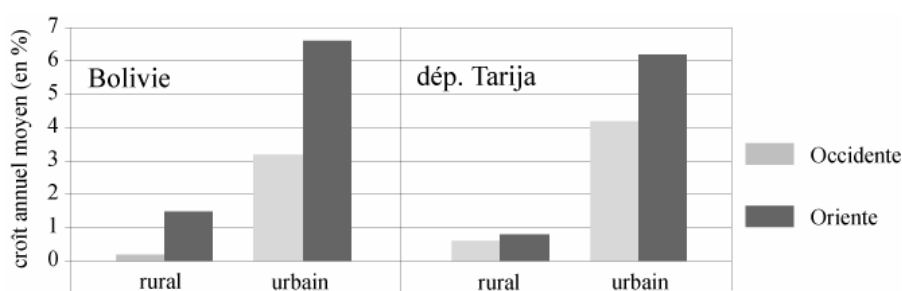
B - Occidente/Oriente : une forte différenciation démographique

Notre approche démographique de l'évolution du peuplement du Tarija et de la Bolivie nous a jusqu'à présent amenés à étudier les grandes tendances sans distinction spatiale autre que la dichotomie urbain/rural. Nous tenterons maintenant de comprendre les différences liées à l'hétérogénéité spatiale évoquée plus haut, en privilégiant la division Oriente/Occidente qui permet une comparaison des échelles nationale et départementale. Notre analyse se fera autour de trois axes : l'évolution de la croissance de la population selon le milieu d'habitat entre 1950 et 2001, la structure par âge des habitants de l'Oriente et de l'Occidente selon le milieu d'habitat en 2001 et l'importance des non natifs selon la bipartition, toujours en 2001.

1 - La croissance démographique amplifiée à l'est

Si durant les 50 dernières années on a pu remarquer une forte croissance démographique urbaine et une très faible croissance rurale, on peut s'interroger sur l'importance du phénomène selon l'hétérogénéité spatiale de la Bolivie. Nous tâcherons ici de mesurer les différences relevant de la dichotomie Occidente/Oriente à partir de 1950 (date à compter de laquelle nous disposons de données désagrégées nécessaires aux regroupements selon notre bipartition) au moment où l'augmentation de la population bolivienne s'accroît.

Fig. I-4 : Bolivie et dép. Tarija – Croît annuel moyen de la population selon le milieu d'habitat et la bipartition (1950-2001)



Sources : bipartition nationale de Nicolas d'Andréa (2004) ; bipartition départementale propre ; données des recensements INE de 1950 et 2001

Seuil urbain de 5 000 habitants
CM 2005

Selon les résultats obtenus à partir de la bipartition d'Andréa (2004) pour la Bolivie, la population urbaine de l'Oriente connaît un croît annuel moyen très soutenu durant la deuxième moitié du XX^e siècle : 6,6 % entre 1950 et 2001 [cf. Fig. I-4 ci-dessus, Tab. A-7 et A-8]. Il en résulte que, si

seulement 10,0 % de la population urbaine bolivienne vit dans l'Oriente en 1950, cette proportion passe à 37,4 % en 2001. Pour ce qui est de la population rurale orientale, malgré sa faible croissance entre 1950 et 2001 (variation annuelle moyenne de 1,5 %) sa part dans l'effectif rural national passe de 31,9 % en 1950 à 47,1 % en 2001. Cette augmentation s'explique principalement par une très faible croissance démographique dans l'espace rural de l'Occidente (0,2 % de croît annuel moyen entre 1950 et 2001), qui est aussi à l'origine de la diminution de l'effectif occidental dans la population nationale (73,5 % en 1950, 58,6 % en 2001). En parallèle, la population des villes de l'Occidente connaît une croissance soutenue, en produisant un taux moyen de variation annuel de 3,2 % entre 1950 et 2001. Cependant, cette croissance est largement inférieure à celle enregistrée dans les villes de l'Oriente, et ainsi la part de la population urbaine occidentale par rapport à la population urbaine nationale enregistre un important recul en passant de 90,0 % en 1950 à 62,6 % en 2001.

Dans le Tarija comme à l'échelle nationale, la croissance urbaine de l'Oriente est très forte (6,2 % de croît annuel moyen pour la période 1950-2001) et entraîne une augmentation importante de la part de la population urbaine du département vivant dans des villes orientales : de 23,0 % en 1950 à 44,0 % en 2001 [cf. Fig. I-4, Tab. A-9 et A-10]. Durant cette même période, la croissance de la population rurale de l'Oriente est faible (0,8 % de croît annuel moyen entre 1950 et 2001) ce qui se traduit tout de même par une légère augmentation de sa part dans l'effectif total des campagnes du département (42,6 % en 1950 et 45,9 % en 2001). Quant à l'Occidente tarijénien, l'évolution de la croissance démographique y est sensiblement similaire à celle observée à l'échelle bolivienne : la croissance urbaine y est soutenue (4,2 % de croît annuel moyen entre 1950 et 2001), mais inférieure à celle de l'Oriente, ce qui se traduit par une diminution de la part des urbains vivant dans l'espace occidental (77,0 % en 1950, 56,0 % en 2001). Autre aspect de l'analyse, la croissance de la population rurale de l'Occidente du département est très faible (0,6 % de croît annuel moyen entre 1950 et 2001) ce qui a pour conséquence une légère baisse de son importance dans l'effectif rural du Tarija (57,4 % en 1950 ; 54,1 % en 2001).

Qu'il s'agisse du Tarija ou de la Bolivie dans son ensemble, on aura noté la croissance exceptionnelle de la population urbaine de l'Oriente, largement supérieure à celles des villes de l'Occidente, qui est pourtant soutenue. La même tendance est observable en ce qui concerne la population rurale, même si elle est moins marquée dans le cas de notre département de référence.

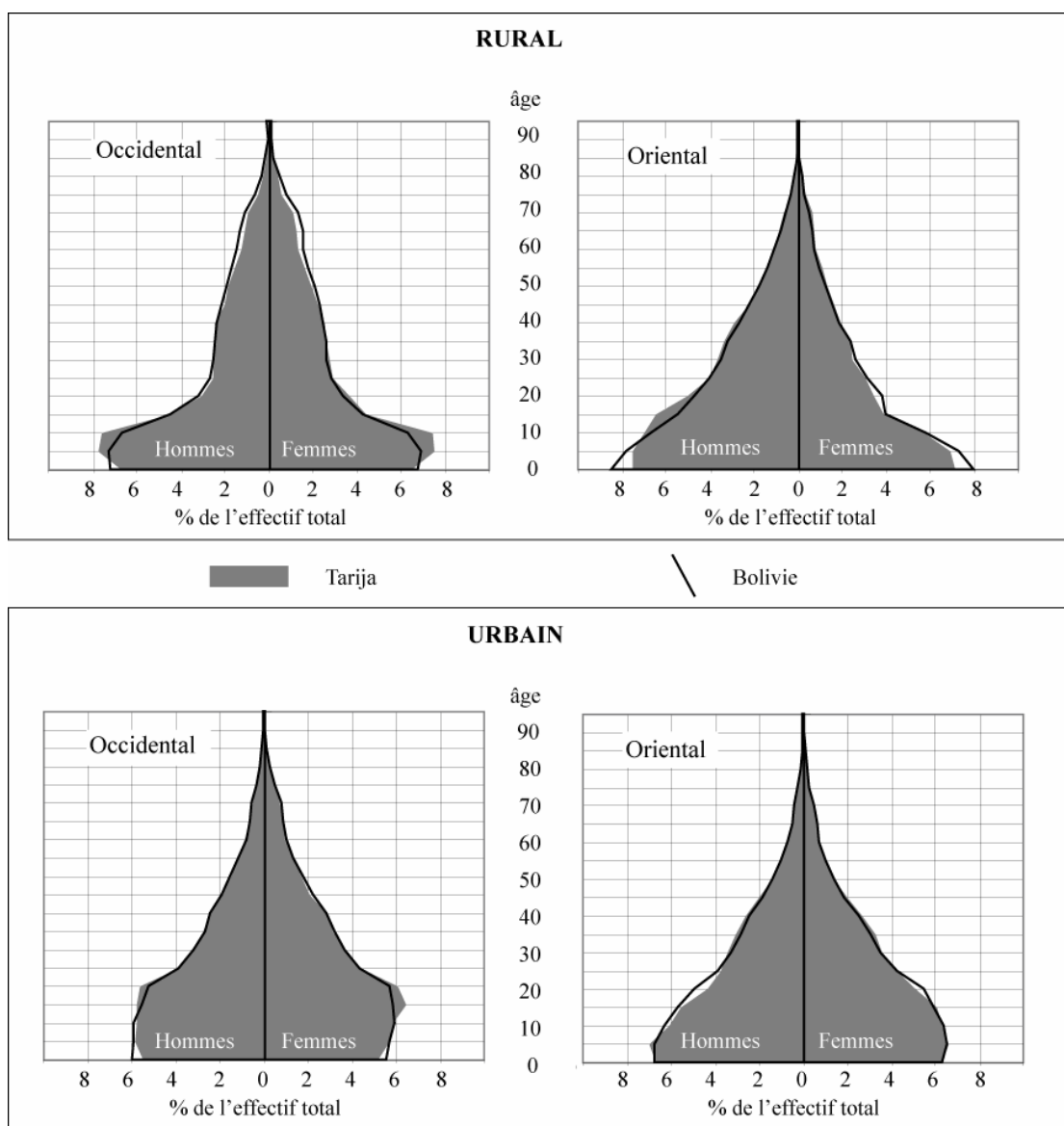
2 - L'Occidente marqué par l'exode rural

Si l'on constate, depuis 1950, une évolution de la répartition de la population en faveur des villes (particulièrement dans l'Oriente) au détriment des campagnes (particulièrement dans

l'Occidente), il convient de se demander dans quelle mesure cela s'accompagne d'une évolution de la structure par âge de la population selon la bipartition et le milieu d'habitat.

Les pyramides des âges permettent une observation des structures démographiques en 2001 de la population rurale et urbaine, dans l'Occidente et l'Oriente [cf. Fig. I-5 ci-dessous]. Nous nous limiterons ici à des commentaires généraux concernant l'évolution de la population selon la bipartition retenue pour les raisons évoquées ci-dessus. Nous n'effectuerons pas de commentaires séparés pour les pyramides du Tarija et de la Bolivie, les légères différences observées entre elles n'étant pas assez importantes dans le cadre d'une présentation générale de la structure par âge des zones étudiées.

Fig. I-5 : Bolivie et dép. Tarija – Structure par âge de la population selon le milieu d'habitat et la bipartition (2001)



Sources : bipartition nationale de Nicolas d'Andréa (2004) ; bipartition départementale propre ; données des recensements INE de 1950 et 2001

Seuil urbain de 5 000 habitants
CM 2005

En milieu rural, les profils démographiques sont caractéristiques. Dans l'Oriente, on retrouve la forme évasée typique des pays à forte fécondité, la tranche d'âge la plus importante étant celle des 0-4 ans, et la diminution se faisant de manière régulière. On retiendra cependant une surmasculinité, révélant peut-être des prélèvements migratoires féminins ou de l'immigration masculine. Cependant, ceci est sans commune mesure avec ce qui s'observe dans la structure de la population rurale de l'Occidente, qui semble fortement marquée par l'émigration à deux niveaux. D'une part, les prélèvements sont bien apparents dès la tranche des 15-19 ans – ce qui érode la pyramide en forme d'ogive – et on constate d'autre part l'infériorité numérique des 0-4 ans par rapport aux 5-9 ans – conséquence probable de la réduction du nombre de femmes en âge de procréer. Ainsi la population rurale occidentale vieillit et son potentiel de reproduction est nettement diminué, évolution non encore perceptible dans l'Oriente.

Les pyramides urbaines sont moins contrastées si l'on considère la dichotomie Occidente/Oriente : la base se resserre malgré la surreprésentation de femmes jeunes, ce qui sous-entend une baisse de la fécondité en milieu urbain. A noter cependant l'homogénéité des 0-24 ans dans les villes de l'Occidente, suivie d'une rupture à partir de la tranche des 25-29 ans, évolution qu'on ne constate pas dans celles de l'Oriente. Cette différence pourrait s'expliquer par une attraction et/ou rétention des jeunes dans les villes occidentales, suivie d'une émigration des jeunes adultes⁶⁰.

Ainsi, l'observation de la structure par âge selon la bipartition et le milieu d'habitat fait apparaître en 2001 des prélèvements migratoires très importants dans l'Occidente rural, des ruptures bien moins marquées dans les campagnes de l'Oriente et une surreprésentation des jeunes dans les villes occidentales, autant d'indicateurs supplémentaires de la complexité des mécanismes de la répartition de la population dans le Tarija et en Bolivie, et de la pertinence du discernement des espaces occidentaux et orientaux.

3 - Plus de mouvements migratoires dans l'Oriente

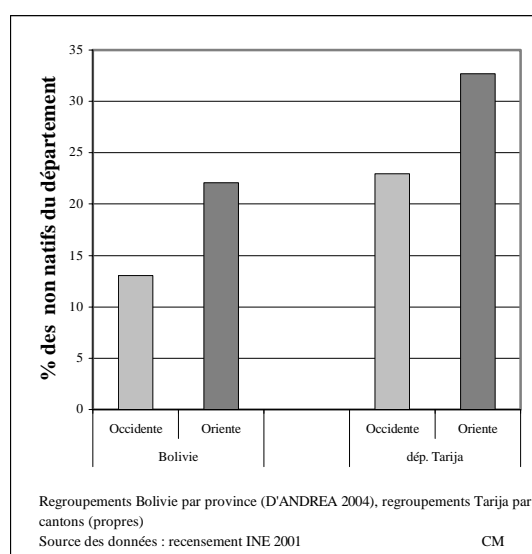
L'étude du lieu de naissance suivant la bipartition, au niveau du Tarija comme de la Bolivie tout entière, peut nous donner une indication complémentaire sur l'attractivité différenciée des ensembles occidental et oriental et de leur exposition aux flux de l'immigration.

La figure I-6 [cf. page suivante] montre l'importance de la présence de non natifs dans les Occidente et Oriente tant tarijéniens que nationaux au moment du recensement de population de 2001. A noter que les données diffusées par l'INE ne désagrègent pas les lieux de naissance en dessous du

⁶⁰ Comme nous le verrons par la suite, les villes occidentales accueillent l'enseignement supérieur en Bolivie, ce qui pourrait expliquer la rétention de jeunes étudiants, suivie de leur départ en fin de cursus.

niveau départemental, ce qui limite notre analyse aux migrations interdépartementales. Néanmoins, les résultats sont concluants : 13,1 % des individus recensés dans la Bolivie occidentale (631 268 sur 4 846 164) ne sont pas natifs de leur département de résidence actuelle, proportion qui est de 22,1 % pour la partie orientale (757 599 sur 3 428 161). Dans le Tarija, la tendance est la même, mais amplifiée : 23,0 % des habitants de l'Occidente tarijénien sont nés en dehors du Tarija (49 698 sur 166 554), proportion qui atteint les 32,7 % pour ce qui est des habitants de l'Oriente (57 214 sur 174 974).

Fig. I-6 : Bolivie et dép. Tarija – Proportion de non natifs du département au recensement de 2001, selon la bipartition (en %)



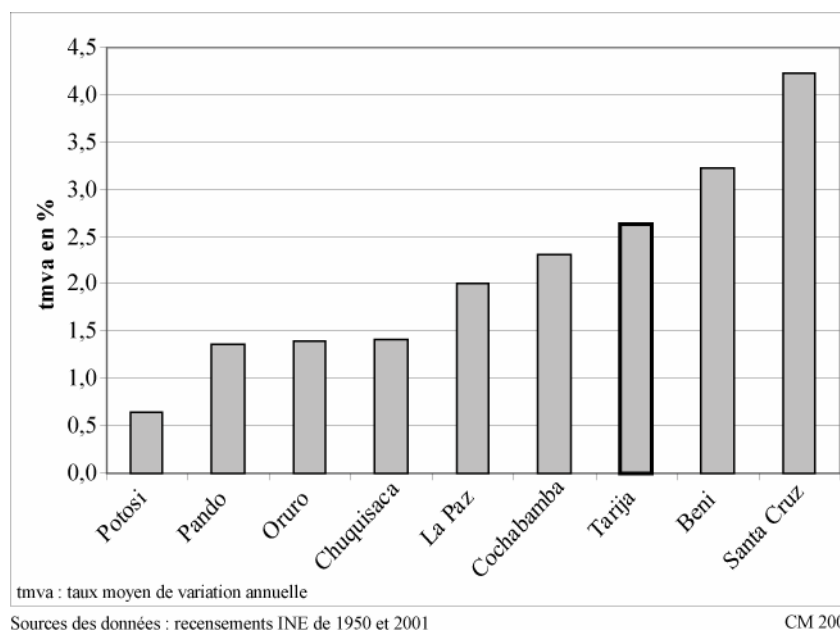
Ainsi notre analyse démographique selon la bipartition Occidente/Oriente fait-elle ressortir plusieurs tendances : l'étude de la croissance de la population a souligné le développement exceptionnel des villes orientales, l'observation de la structure par âge une importante émigration des jeunes depuis l'Occidente rural et l'examen de la part des non natifs l'attractivité particulière exercée par l'Oriente. Ces constatations indiquent donc une évolution différenciée du peuplement de la Bolivie et du Tarija selon la bipartition physique et historique révélée en début de chapitre, signalant de manière générale des mouvements migratoires en faveur de l'Oriente, et dans une moindre mesure vers les villes occidentales, au détriment des campagnes de l'Occidente. Autre élément de notre analyse, le parallèle effectué entre la Bolivie et le Tarija nous indique une fois de plus que le département s'inscrit dans la dynamique nationale. Cependant, la présence dans le Tarija d'une proportion de non natifs supérieure à la moyenne nationale nous encourage plus spécifiquement à nous interroger sur la place occupée par notre département de référence dans les migrations interdépartementales boliviennes, mais également à l'échelle internationale.

C - Les transferts de population entre départements

C'est par un aperçu de l'importance des migrations interdépartementales en Bolivie que nous terminerons cette présentation des processus démo-spatiaux du Tarija. Retenir ce maillage pour notre analyse est critiquable (les départements englobent différentes zones écologiques, différents milieux d'habitat, et comptent des effectifs variant considérablement d'une unité à l'autre⁶¹), mais il permet l'emploi de données migrations des recensements INE 1976, 1992 et 2001⁶², non disponibles à l'échelle infradépartementale. Notre approche sera double : appréhender l'importance de l'immigration vers le Tarija, et aborder la question de la redistribution de la population entre le département et le reste du pays.

1 - Un solde migratoire positif et en constante augmentation

Fig. I-7 : Bolivie – Croît annuel moyen de la population selon les départements (1950-2001)



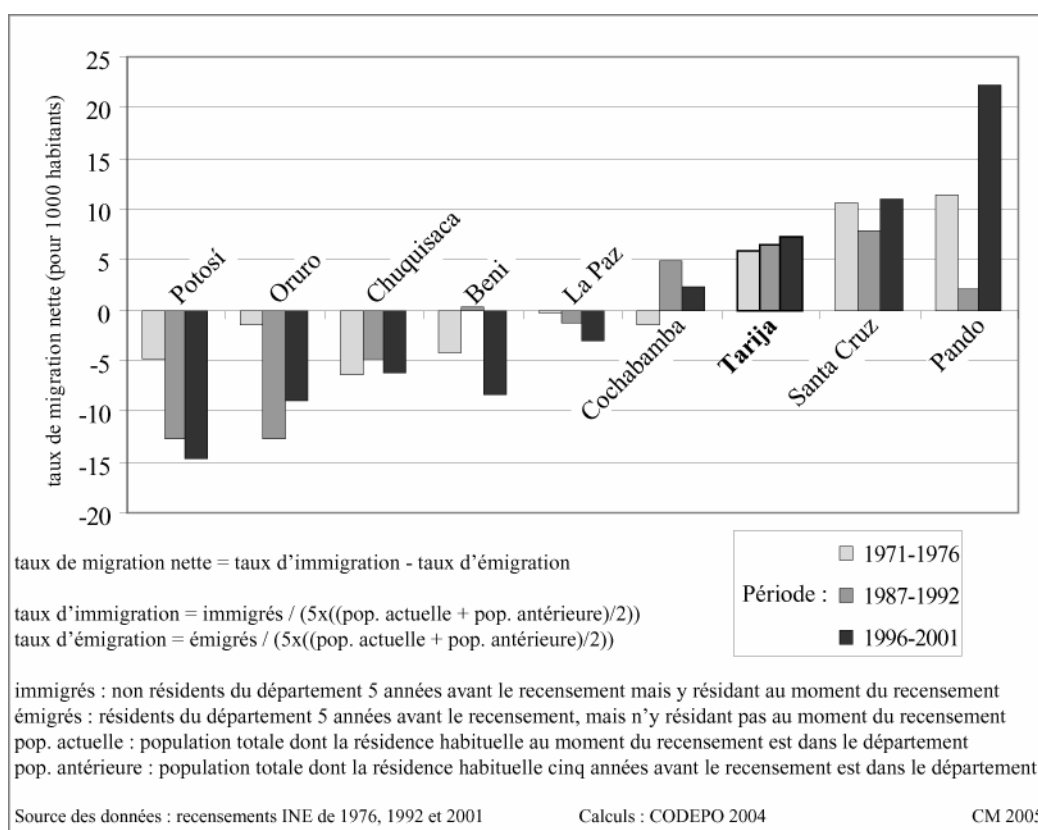
Entre 1950 et 2001, la croissance démographique du Tarija est l'une des plus fortes de la Bolivie [cf. Fig. I-7 ci-dessus]. En effet, avec un croît annuel moyen de 2,6 %, le département se situe derrière le Santa Cruz (4,2 %) et le Beni (3,2 %), mais loin devant le Potosi (0,7 %), le Pando

⁶¹ Pour citer un exemple de cette disparité, nous nous référerons aux populations en 2001 des départements de La Paz (2 350 500 habitants) et du Pando (52 500), les effectifs du premier étant près de 45 fois supérieurs à ceux du second.

⁶² Il s'agit plus précisément des données fournies par le Codepo (2004), au sujet du lieu de vie 5 années avant les recensements de 1976, 1992 et 2001 [cf. *infra*].

(1,4 %) ⁶³, l'Oruro (1,4 %) et le Chuquisaca (1,4 %), proche du département de La Paz (2,0 %) et du Cochabamba (2,3 %). Cette position peut-elle être attribuée à une croissance naturelle plus importante ? On suppose certes au Tarija un croît naturel supérieur à celui de la moyenne nationale, mais pas au point de générer de telles disparités [cf. *supra*]. Dès lors, l'influence distributrice des migrations est primordiale. C'est donc sur l'importance des mouvements migratoires boliviens vers le Tarija que nous axerons notre analyse.

Fig. I-8 : Bolivie – Taux de migration nette selon les départements (1971-1976, 1987-1992, 1996-2001)



Les données produites par le Codepo (2004) nous renseignent sur les grandes tendances des mouvements de population interdépartementaux en Bolivie. Pour cela, elles s'appuient sur le calcul

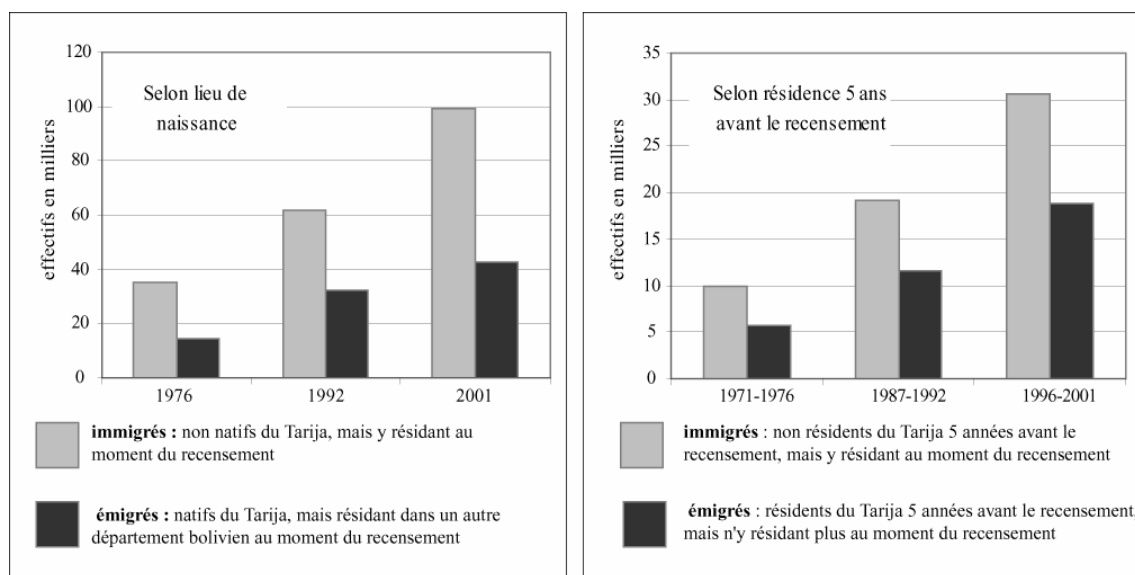
⁶³ Si les variations de la croissance selon les périodes intercensitaires ne sont généralement pas importantes, il convient tout de même de signaler le cas du Pando, dont le croît annuel moyen de la population est très faible pour les périodes 1950-1976 (1,0 %) et 1976-1992 (0,6 %) mais l'un des plus forts des départements boliviens entre 1992 et 2001 (3,6 %).

du taux net de migration interne, dont les modalités et l'appellation sont critiquables⁶⁴, mais qui permet, à l'échelle des départements, une comparaison de l'évolution du solde migratoire interne sur les cinq années précédant les recensements de 1976, 1992 et 2001. Ainsi observe-t-on que le Tarija se situe parmi les trois départements ayant un taux de migration interne net positif durant les trois périodes étudiées, et parmi eux, il est le seul dont le taux soit en constante augmentation [cf. Fig. I-8 ci-contre]. Il s'agit là d'un élément partiel expliquant la dynamique particulière de notre département.

2 - Des signes d'instabilité résidentielle

C'est sur la composition de ce solde migratoire que nous nous interrogerons maintenant. En effet, si la croissance du Tarija et son taux de migration nous laissent supposer qu'il s'agit d'un des départements fortement structurés par l'immigration interne bolivienne, il convient de s'interroger sur sa fonction redistributrice à l'échelle nationale. Les données disponibles à ce sujet excluent toute étude détaillée du phénomène, mais les résultats des recensements de l'INE fournis par le Codepo (2004) autorisent une distinction des grandes tendances. Ils se basent sur deux questions : le lieu de naissance et le lieu de résidence cinq années avant le recensement, et sont disponibles pour les années 1976, 1992 et 2001.

Fig. I-9 : dép. Tarija – Les immigrés et les émigrés en 1976, 1992 et 2001 selon le lieu de naissance et le lieu de résidence cinq années avant le recensement



Source des données : recensements INE 1976, 1992 et 2001 (CODEPO 2004)

CM 2005

⁶⁴ En effet, le calcul du « taux de migration » annuel pour les cinq années précédant le recensement est basé sur des données incomplètes : les immigrations puis émigrations ayant eu lieu au cours de ce laps de temps ne sont pas prises en compte, et la population totale 5 années avant le recensement est déterminée sans englober le facteur perturbateur de la mortalité.

L'observation de la figure I-9 ci-contre souligne clairement une tendance : que l'on mesure les migrations par rapport au lieu de naissance ou au lieu de résidence cinq années avant le recensement, le Tarija a certes connu une immigration interne importante, mais qui s'accompagne d'une émigration interne significative. L'étude par lieux de naissance montre une augmentation constante du volume des non natifs du Tarija vivant dans ce département, qui s'accélère entre 1992 et 2001 (environ 40 000 non natifs en plus entre ces deux dates), laissant supposer une forte vague d'immigration dans les années 90. Pour ce qui est des natifs du Tarija partant vivre dans un autre département bolivien, l'augmentation est constante et régulière. Cerner l'immigration selon le lieu de résidence cinq années avant le recensement laisse également entrevoir une importante croissance des installations mais aussi une augmentation des émigrants du Tarija dont la proportion est spécialement significative durant la dernière période. Ainsi, si les années 90 ont été marquées par un accroissement des non natifs dans la part de la population départementale, l'émigration depuis le Tarija est particulièrement importante : pour chaque groupe de 10 immigrants installés entre 1996 et 2001 dans le département (et y étant resté), on enregistre plus de 6 départs.

Le Tarija est l'un des départements qui enregistre la plus forte croissance de population entre 1950 et 2001, ce que l'on peut partiellement attribuer à l'importance de l'immigration interne⁶⁵. Son rôle ne se limite cependant pas à celui de bassin récepteur, puisqu'on note aussi une émigration significative vers le reste de la Bolivie, ce qui lui confère une fonction redistributrice de l'ensemble de la population nationale.

⁶⁵ L'absence d'indicateurs sur les migrations internationales de ce département frontalier limite la validité de la corrélation entre migration et croissance de la population.

Conclusion Chapitre I

Composé de hautes montagnes, de vallées andines et subandines, d'un piémont et d'une plaine, le petit département du Tarija s'inscrit dans l'hétérogénéité physique de la Bolivie, laquelle laisse apparaître une division entre un espace occidental froid et aride et une zone orientale plus chaude et humide. Cette bipartition correspond au découpage historique entre un Occidente au peuplement originel incaïque développé par les Espagnols puis par le nouvel Etat bolivien, et un Oriente habité par des nomades belliqueux – en conflit avec les habitants de la zone occidentale – et dont le modèle d'organisation spatiale n'a finalement pas résisté aux visions colonisatrices des Espagnols puis de l'Etat-nation bolivien. Il en a résulté, au début du XX^e siècle, une dichotomie de l'occupation de l'espace entre un Occidente peuplé autour de la petite ville de Tarija, et un Oriente au peuplement en cours de restructuration, et au semis urbain inexistant.

A l'échelle nationale comme départementale, plusieurs tendances de fond conditionnent la redistribution de la population depuis plus d'un demi-siècle : accroissement naturel soutenu, concentration dans les villes au détriment des campagnes et émigration internationale significative. Si l'on se réfère à la bipartition, cette évolution est nuancée : un rééquilibrage s'opère entre Occidente et Oriente, particulièrement stimulé par la croissance des villes orientales. Ces changements divers soulignent donc la place de plus en plus centrale de la migration dans la croissance et la redistribution des populations boliviennes et tarijéniennes. Mais, en plus d'être représentatifs des tendances nationales, les mouvements de populations concernant le Tarija semblent particulièrement exacerbés : les données des recensements de 1976 à 2001 indiquent d'importants mouvements migratoires vers et depuis le département, et la proportion relativement forte de natifs à l'étranger souligne le rôle singulier des migrations internationales.

Ces considérations confirment la pertinence du choix du Tarija comme terrain d'observation des principaux mouvements migratoires boliviens. Cependant, la littérature scientifique portant sur le département est rare, qu'elle soit ou non spécifiquement orientée sur les questions de population, et aucune étude n'aborde la dynamique départementale dans son ensemble. Nous proposerons donc maintenant une approche des bouleversements démo-spatiaux du Tarija depuis une cinquantaine d'années en retenant les différentes échelles du découpage présenté en début de chapitre (bipartition, quadripartition et décapartition).

Chapitre II

Un milieu hétérogène : mise au point d'une méthodologie

En 1950, la population du Tarija se définit par une forte dominante rurale (plus de 80 %) et par une répartition favorisant l'Occidente (60 % de la population totale), pôle historique qui concentre plus de la moitié de l'effectif des campagnes du département et l'essentiel de sa population urbaine (75 %) dans la ville de Tarija (environ 16 000 hab.). Un demi-siècle plus tard, en 2001, le Tarija est majoritairement urbain (plus de 60 % des habitants vivent en ville), renversement en partie attribuable à l'apparition ou au développement de petites villes orientales. Cette évolution participe au rééquilibrage de la répartition des effectifs selon notre bipartition : la part de la population départementale urbaine vivant dans l'Oriente est en forte hausse (moins de 25 % en 1950, 45 % en 2001) et celle des ruraux vivant dans l'Occidente en baisse (respectivement 60 % et 50 %). Ces grandes tendances, que l'on retrouve à l'échelle nationale, révèlent l'inscription de l'évolution du peuplement tarijénien dans la dynamique bolivienne. Il convient maintenant de définir avec plus de précision l'importante redistribution de la population à l'échelle locale, ce que nous ferons à travers une analyse démo-spatiale du Tarija. Le but sera de comprendre l'évolution du peuplement au sens entendu par Pierre George comme ce "... qui est pour une part, une notion historique, et pour le reste une notion géographique qualitative et distributive : l'observation de la répartition vraie de la population dans un espace occupé, sur lequel se projette directement l'activité des groupes humains considérés" (GEORGE 1972). Notre analyse nous conduira à mettre en relation peuplement et migration avec l'organisation de l'espace tarijénien, notamment à travers les retombées occasionnées par le développement d'activités et de voies de communication sur la répartition

de la population. Nous pourrons ainsi appréhender de manière plus précise les grands mouvements relevés dans le chapitre précédent : la stagnation et l'exode rural des campagnes occidentales, la croissance des villes, forte dans l'Occidente, très forte dans l'Oriente, et l'évolution singulière des campagnes orientales.

La distinction entre l'Occidente et l'Oriente du Tarija s'est avérée judicieuse tant d'un point de vue physique qu'historique, mais également quant à la dynamique du peuplement. C'est donc cette division, complétée par la quadripartition et la décapartition, qui sera retenue dans le cadre d'une approche plus fine des évolutions démo-spatiales du Tarija. Ainsi reviendrons-nous sur la crise des campagnes occidentales et sur la croissance de la ville de Tarija (I) avant d'aborder les dynamiques rurales et urbaines orientales (II). Lors de cette présentation du département, nous serons à nouveau amenés à signaler les limites des études et données disponibles pour comprendre les mouvements de population. Ainsi, afin de combler ces lacunes, nous proposerons une méthode d'analyse des migrations dans le Tarija et préciserons les unités d'observation retenues (III).

Au cours de ce chapitre, le lecteur pourra régulièrement se référer aux cartes II-1 à II-6 ci-dessous pour visualiser l'organisation de l'espace et la répartition de la population du Tarija. De plus, rappelons qu'une carte administrative détaillée du département est accessible en annexe B [cf. Carte B-1 en p. 459].

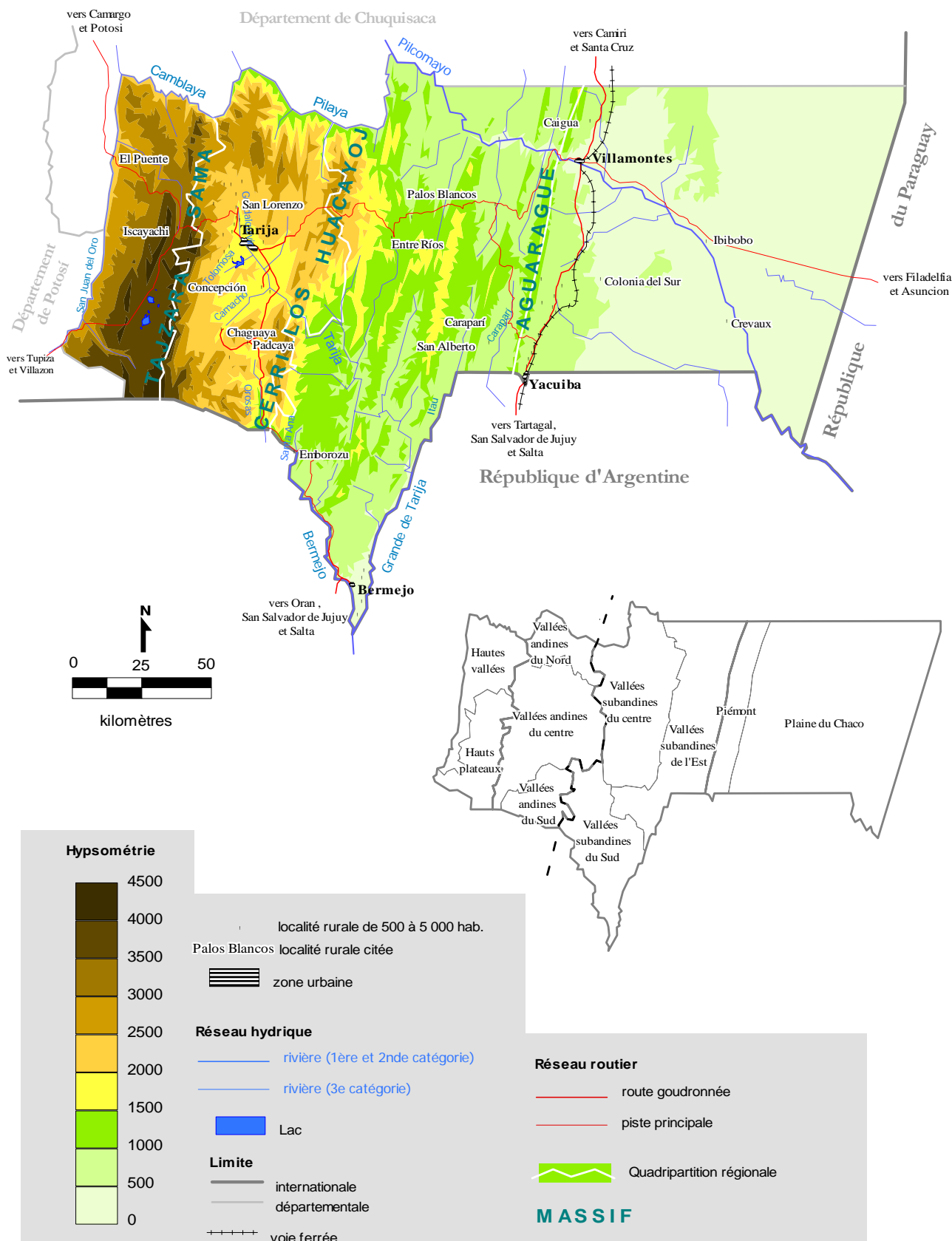
Afin de ne pas alourdir le texte, nous préciserons ici les tableaux sources qui seront employés :

- Les données se référant à l'évolution de la population du Tarija se situent en annexe A : Tab. A-9 à A-13 pour les variations entre 1950 et 2001 selon la quadripartition et le milieu d'habitat ; Tab. A-14 à A-17 selon la quadripartition et les provinces ; Tab. A-18 selon les villes.

- Celles au sujet de la population en 2001 en annexe B : Tab. B-1 à B-5 pour les régions (bipartition, quadripartition, décapartition, division des vallées centrales, division du piémont) et les principales localités du Tarija ; Tab. B-6 et B-7 pour la densité et la répartition de la population selon ces mêmes régions ; Tab. B-8 à B-12 pour certaines variables migration du recensement INE 2001.

Enfin, les représentations graphiques de la structure par âge des différentes zones étudiées sont d'une part parfois proposées séparément dans ce chapitre [cf. Fig. II-1 à II-3], et d'autre part regroupées et juxtaposées selon les régions ou le milieu d'habitat en annexe B [cf. Fig. B-1 à B-3].

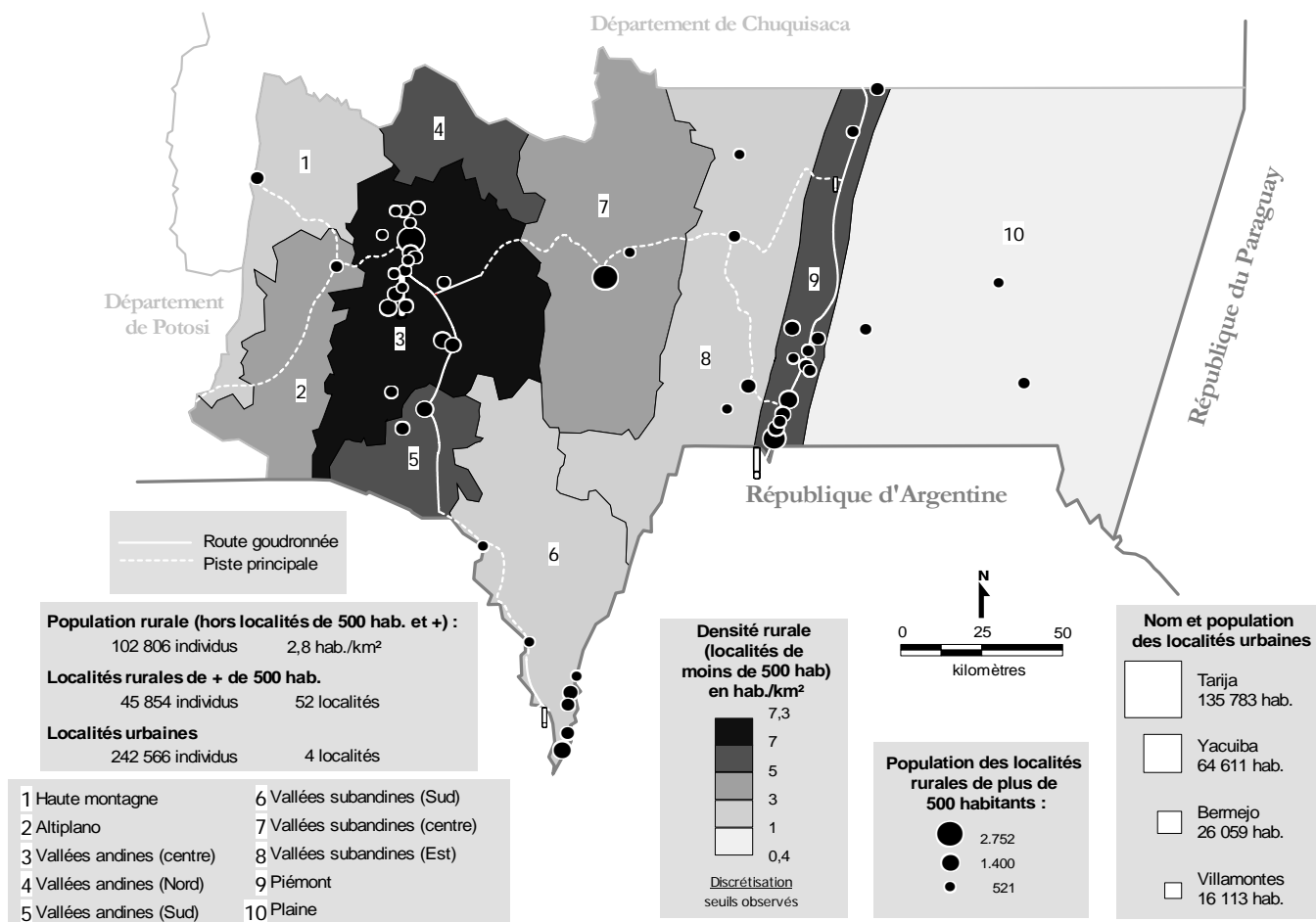
Carte II-1 : dép. Tarija – Hypsométrie, réseau hydrographique, voies de communication et localités principales en 2001



Sources des données : ZONISIG 1999 et INE 2002 b

Ceydric Martin, 2005

Carte II-2 : dép. Tarija – Densité rurale selon la décapartition, localités rurales de plus de 500 habitants¹ et villes en 2001

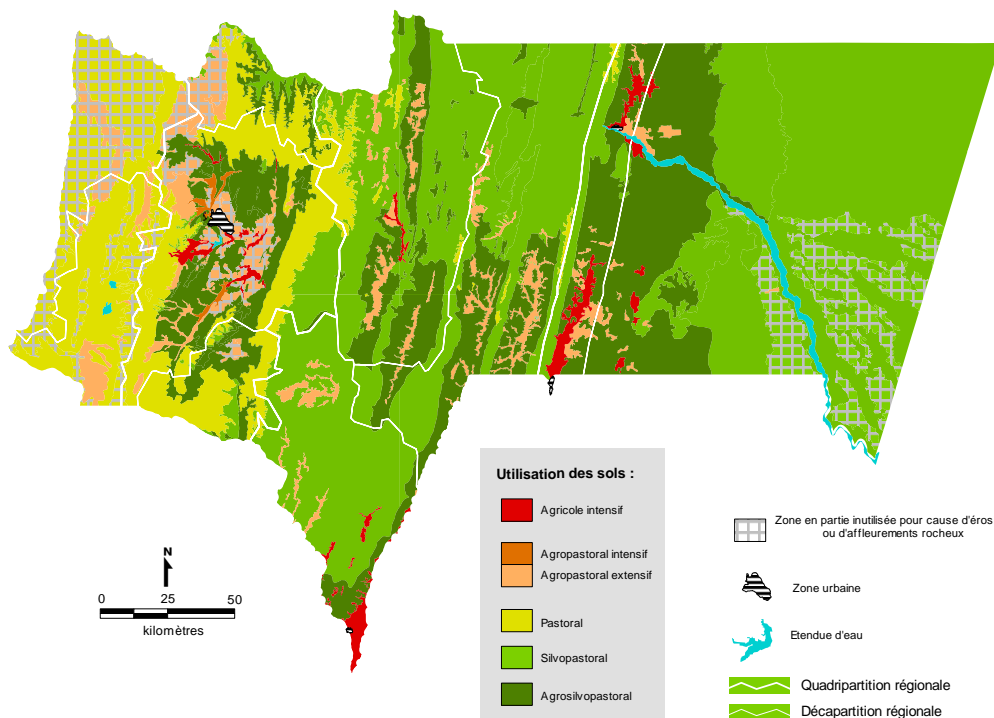


Source des données : recensement INE 2001 (INE 2002 b)

Ceydric Martin, 2005

¹ Cf. Texte B-1 pour la méthodologie concernant la sélection des localités rurales.

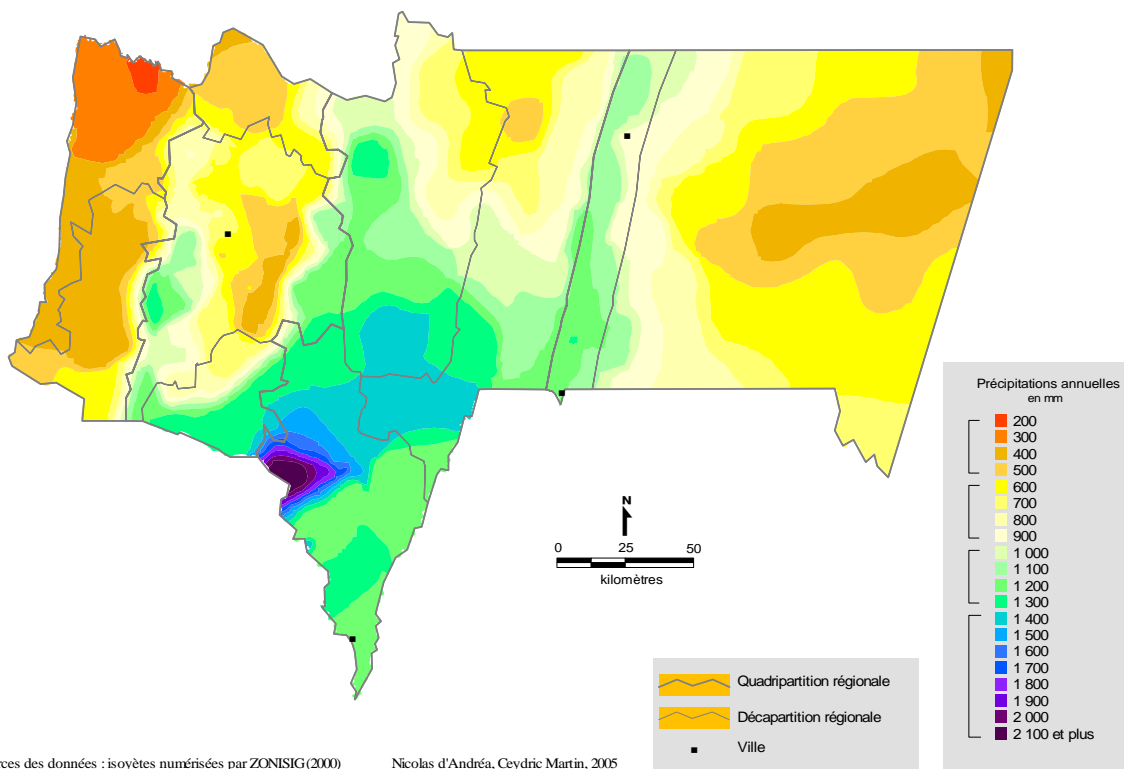
Carte II-3 : dép. Tarija – Utilisation des sols en 2000



Source des données : d'après une discrétisation en 19 catégories (ZONISIG2001)

Nicolas d'Andréa, Ceydric Martin, 2005

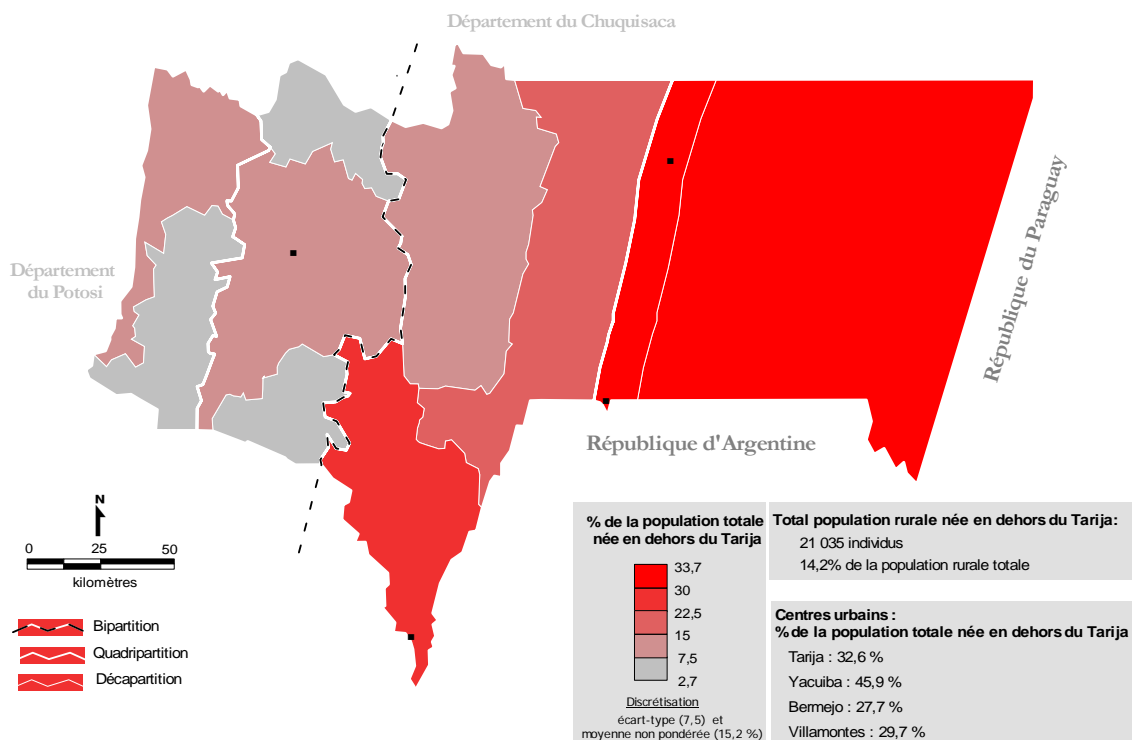
Carte II-4 : dép. Tarija – Les isoyètes



Sources des données : isoyètes numérisées par ZONISIG(2000)

Nicolas d'Andréa, Ceydric Martin, 2005

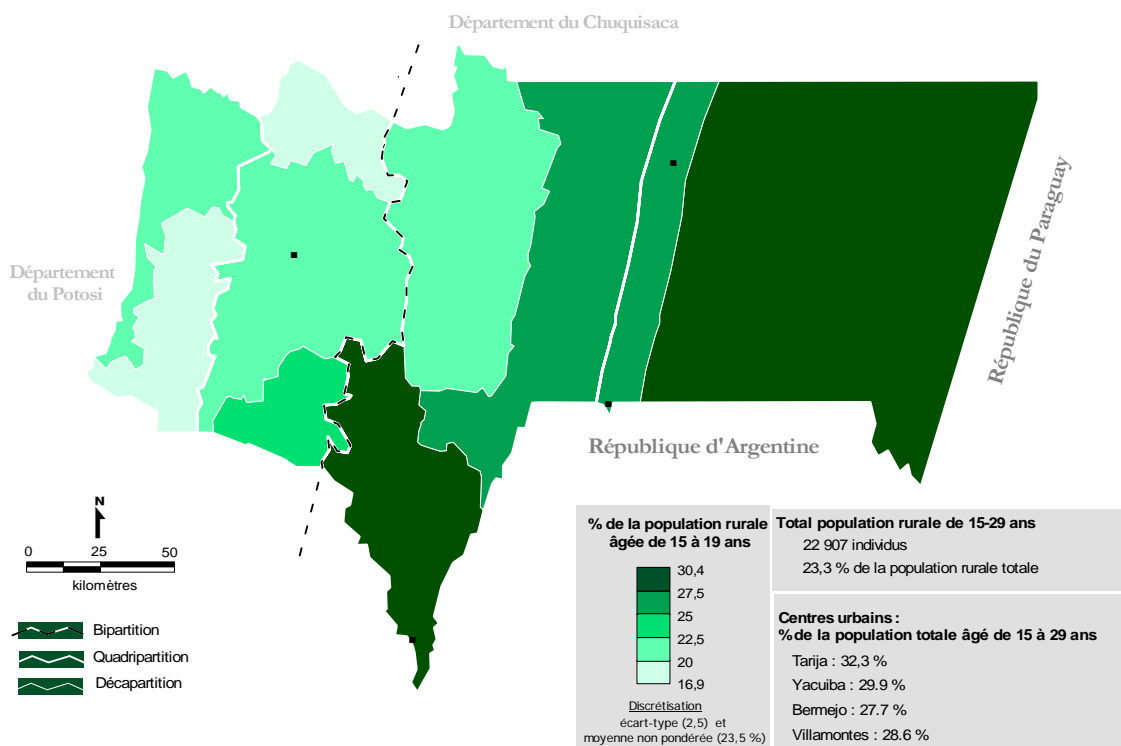
Carte II-5 : dép. Tarija – Proportion de non natifs du Tarija en 2001 selon la décapartition (en %)



Source des données : recensement INE 2001 (INE 2002 b)

Ceydric Martin, 2005

Carte II-6 : dép. Tarija – Proportion de la population rurale âgée de 15 à 29 ans en 2001 selon la décapartition (en %)



Source des données : recensement INE 2001 (INE 2002 b)

Ceydric Martin, 2005

I - L'Occidente : la concentration du peuplement dans les vallées centrales

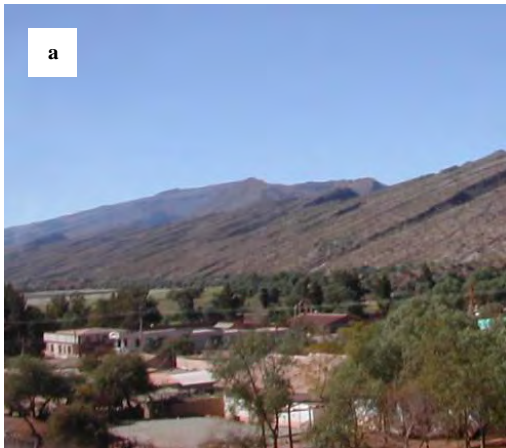
Entre 1950 et 2001, le faible croît de la population rurale occidentale du Tarija (taux moyen de variation annuel de 0,6 %) contraste avec la forte croissance urbaine de la zone (variation annuelle moyenne de 4,2 %). Ce phénomène s'accompagne d'un autre déséquilibre significatif quant à la répartition de la population dans l'Occidente tarijénien : la haute montagne et les vallées andines du Nord et du Sud ne représentent en 2001 que 14,2 % de la population totale occidentale² (38,1 % si on se limite au rural, 0,0 % pour l'urbain), alors que celle des vallées andines du centre concentre les 85,8 % restants (61,9 % du rural, 100,0 % de l'urbain). C'est cette division, entre zones rurales marginalisées (A) et prépondérance des vallées andines du centre (B), que nous retiendrons pour notre présentation du peuplement occidental du Tarija. De manière générale, comment expliquer ces déséquilibres ? Dans les campagnes, l'ensemble de l'Occidente tarijénien est-il concerné par l'exode rural relevé dans le chapitre I ? A quoi peut-on attribuer cette émigration ? Que sait-on de ces mouvements migratoires ? Autre aspect de l'analyse, qu'en est-il des informations disponibles au sujet de la croissance de la ville de Tarija ? La capitale départementale est-elle aussi un centre de départ ?

A - Des espaces ruraux marginalisés

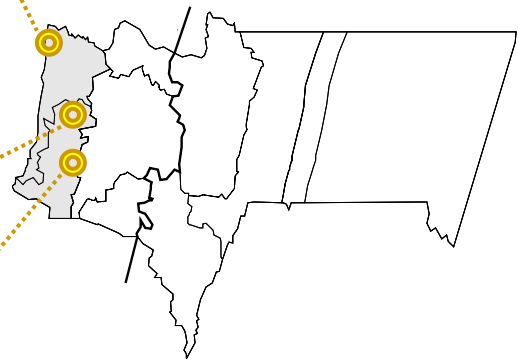
Qu'il s'agisse de la haute montagne, située dans l'extrémité occidentale du département, des vallées andines du Nord, enclavées dans la partie septentrionale de l'Occidente tarijénien, ou des vallées andines du Sud, à la lisière de l'axe de communication reliant Tarija à Bermejo, ces ensembles s'apparentent sur deux points : une position périphérique par rapport aux vallées centrales et une population exclusivement rurale.

² 15 836 habitants sur 216 252.

Photos II-1 : dép. Tarija / Occidente – La haute montagne



Les clichés **a** et **b** représentent la localité d'El Puente, dans les hautes montagnes du Tarija. On remarquera la verdure du fond de vallée, qui contraste avec l'aridité des montagnes entourant la communauté. En arrière-plan du cliché **b**, on distingue la cimenterie, principale activité de la capitale des hautes vallées du Tarija, située à la frontière avec le Chuquisaca.



Cliché **c**, la largeur de la rue centrale d'Iscaiyachi s'explique par la position carrefour de la localité, à la croisée des pistes reliant Tarija à Potosi et Villazon. A son extrémité, la présence de végétation dans un paysage par ailleurs très aride résulte du passage du lit de la rivière Sola. On remarquera les reliefs (culminant à près de 3 500 mètres d'altitude) qui entourent la communauté, située dans la partie nord des hauts plateaux tarijéniens.

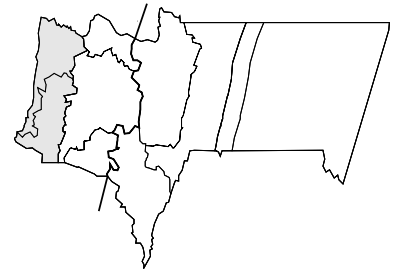


Enfin, cliché **d**, des vaches s'abreuvent dans le bassin versant fermé de Tajzara, au sud des hauts plateaux tarijéniens. En arrière-plan, on notera la présence de reliefs caractérisant ce petit bout de l'altiplano bolivien : des espaces plats situés à environ 3 000 mètres d'altitude, cernés de montagnes dépassant les 3 500 mètres. Sur l'ensemble des clichés, on notera le bleu profond du ciel dans ces régions de haute altitude.

Clichés **a** et **b** : Ceydric Martin, novembre 2001

Clichés **c** et **d**, Ceydric Martin, décembre 2001

1 - La stagnation en haute montagne



En 1950, la population de la haute montagne du Tarija n'est guère significative (14 680 hab., 14,0 % de la population rurale départementale), situation qui ne connaît pas d'évolution majeure au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle (15 836 hab. en 2001, 10,7 % du total rural départemental), le croît annuel moyen entre les recensements de 1950 et 2001 étant de 0,1 % et la variation nette de 1 156 habitants [cf. Tab. A-11 et A-17]. De manière générale, la tendance est donc à la stagnation, mais on observe des différences entre les deux sous-ensembles de la haute montagne : les hauts plateaux et les hautes vallées.

La population des hauts plateaux du Tarija (9 914 habitants en 2001, cf. Tab. B-1) est dispersée entre une large vallée³ et le bassin fermé de Tajzara⁴, l'ensemble étant cerné par les massifs les plus élevés du département (San Roque, Tajzara, Sama, cf. Photos I-1-a et II-1-d, Carte II-1 en p. 69). Ce secteur englobe une localité rurale de plus de 500 habitants, Iscayachi (621 hab. en 2001), à la bifurcation des pistes raccordant Tarija à Potosi et à Villazon (ville frontalière avec l'Argentine, dans le département du Potosi) [cf. Photos II-1-b]. Cette situation permet à Iscayachi de tisser des liens commerciaux réguliers avec la capitale départementale – à 3-4 heures de camion par des pistes sinueuses – et favorise la mobilité de ses habitants – par le passage régulier des transports en commun reliant Tarija à Villazon, Potosi, mais aussi Sucre, Cochabamba et La Paz. L'élevage constitue l'activité principale des habitants des hauts plateaux : les bovins pour la viande et la traction, les ovins et les camélidés (lama), bien acclimatés, pour la laine et les ânes pour le transport [cf. Photos II-1-d]. La pratique de l'élevage peut entraîner des transferts de population durant la saison sèche, à la recherche de l'humidité fournie par la barrière de Sama, à l'est. En complément, la culture de la fève et de la patate, bien adaptées aux sols arides et aux fréquentes gelées, fait partie des stratégies familiales. Une part de la récolte est ainsi destinée à la vente (ou aux échanges) afin d'acquérir fruits, maïs et légumes en provenance des vallées (FAIRBAIRN 1999). A noter que la commercialisation de ces produits s'effectue de manière directe, sans passer par des intermédiaires (ZONISIG 2001)

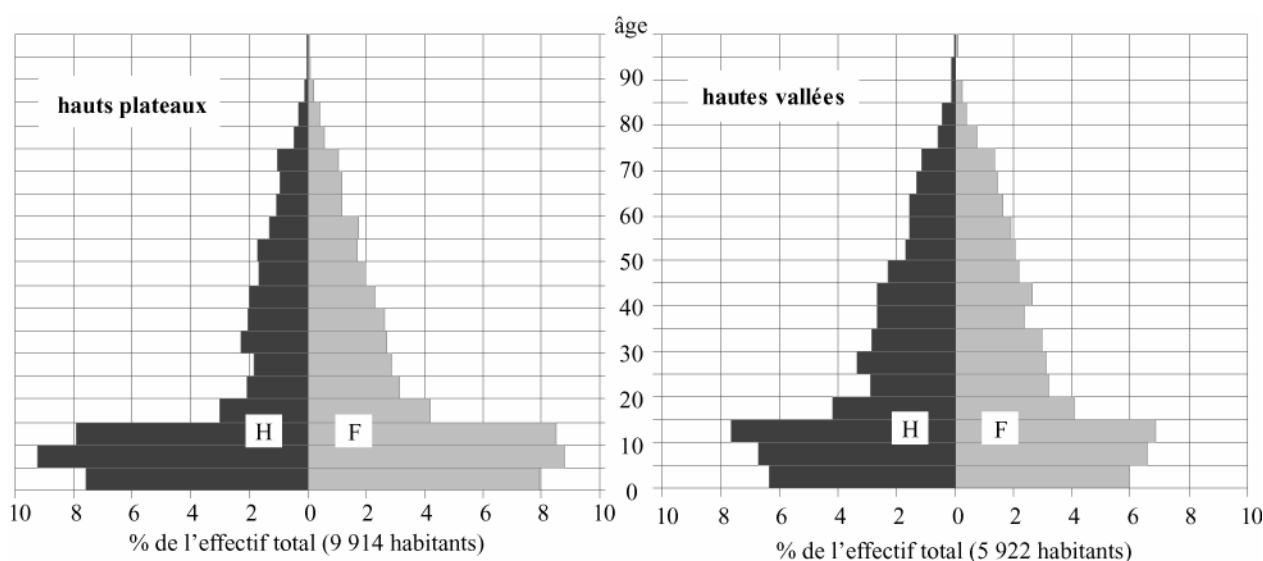
Les hautes vallées concentrent 5 922 habitants en 2001, dont 902 à El Puente, petite localité à la frontière du département du Chuquisaca, sur la route reliant Tarija et le nord-ouest de la Bolivie [cf. Photos II-1-a et b]. Outre sa position frontalière sur l'un des axes principaux du département,

³ 15 kilomètres de long, 2 de large.

⁴ 30 kilomètres sur 15 comprenant en leur centre des lacs.

l'importance de ce village est liée à la présence d'une cimenterie fournissant le Tarija, dont la création résulte de la politique d'aménagement du territoire de la Corporación Regional de Desarrollo de Tarija (Codetar)⁵. Le reste de la population est dispersé dans des fonds de vallées fertiles. D'une part le long de la rivière San Juan de Oro, à la frontière départementale, se sont développées des micro-parcelles d'agriculture intensive (horticulture : oignon, tomate, courge, carotte), principalement destinées à l'autoconsommation, complétées par de l'élevage (caprins et ovins fournissant viandes et engrais, BECK 2001) [cf. Photos I-1-a et Carte II-1]. D'autre part, les cours d'eau de Tomayapo et de Paicho, au nord, se déversent dans la rivière de Camayo. Ils dessinent des vallées réputées pour leur fruticulture, principalement la pêche, commercialisée fraîche ou séchée. Si les hautes vallées sont bien connectées à la ville de Tarija, par les transports empruntant la piste entre Potosi et la capitale départementale, leur situation frontalière permet de supposer une articulation naturelle avec la province de Sur Cinti et la localité de Camargo, dans le sud du Chuquisaca.

Fig. II-1 : dép. Tarija, haute montagne – Pyramide des âges de la population en 2001 selon la décapartition



Source des données : CNPV INE 2001 (2002 b)

Regroupements propres

CM 2005

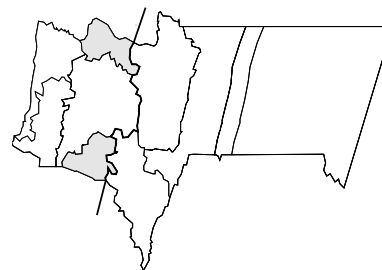
Selon Jaimie Fairbairn (1999), l'isolement, les conditions climatiques et la stérilité des sols constituent l'essentiel des limites au développement de la haute montagne du Tarija et conduisent à la recherche de revenus complémentaires, notamment lors des crises climatiques. C'est ainsi que se sont développées les migrations vers l'Argentine, qui passent par le poste frontalier de La Quiaca – Villazon⁶, à quelques heures de la haute montagne tarijénienne. Ces migrations peuvent prendre la

⁵ La Codetar fut créée à l'issue de la révolution nationale de 1952, dans le but d'orienter l'économie tarijénienne, en établissant des pôles de développement industriels selon le potentiel des régions (PLAZA DORADA 2003).

⁶ Scott Whiteford (1981) signale des mouvements importants à ce poste frontalier dès les années 30.

forme de déplacements définitifs ou de déplacements saisonniers, notamment dans le cas de Paicho où la force de travail est requise durant la période estivale, au moment de la récolte des arbres fruitiers. Fairbairn (1999) se contente de signaler ces déplacements, et d'en expliquer certaines stratégies (recrudescence des migrations, plutôt masculines, au moment d'El Niño⁷, évolution du type d'élevage visant à réduire les besoins en main-d'œuvre dans les zones de départs), sans en préciser l'importance⁸. L'étude de la structure démographique des populations recensées en 2001 révèle un prélèvement des populations jeunes (rupture nette à partir de l'âge de 15 ans) et plutôt masculines (surtout dans le cas de l'altiplano où le taux de masculinité est de 0,46 %), se traduisant par une diminution des jeunes enfants laissant supposer un non-renouvellement des générations [cf. Fig. II-1 ci-contre]. Cependant, ces constatations ne nous renseignent pas sur le caractère définitif ou non des émigrations et nous ne disposons pas non plus d'information sur les lieux de destination. Fairbairn évoque l'importance de l'Argentine, mais qu'en est-il de la ville de Tarija, capitale administrative de la zone ? D'autre part, quelle est l'importance des migrations vers la haute montagne ? Si elle semble insignifiante dans le cas des hauts plateaux (3,2 % de la population née en dehors du Tarija, et seulement 2,1 % de la population du *municipio* de Yunchara en 2001 déclarent un autre lieu de résidence en 1996) elle est relativement importante dans les hautes vallées (11,5 % de non natifs du Tarija en 2001, 5,9 % d'immigrés par rapport à 1996). Sans information supplémentaire, on peut seulement supposer un lien entre la position frontalière des hautes vallées et cette immigration⁹.

2 - Les vallées andines du Nord et du Sud : des périphéries



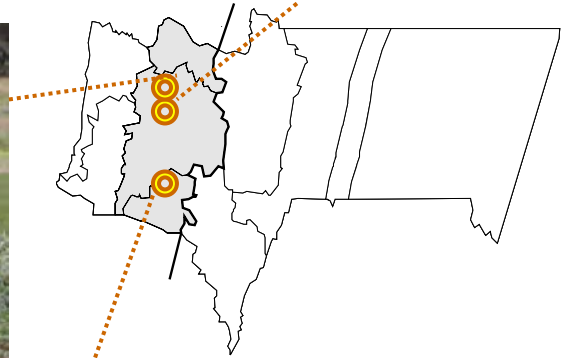
En 1950, les vallées andines du Tarija dans leur ensemble concentrent 45 534 habitants, soit 42,6 % de la population rurale départementale, la part la plus importante de notre quadripartition [cf. Tab. A-16]. Cette prépondérance des populations rurales andines se maintient au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, grâce à un croît annuel moyen de 0,7 % entre 1950 et 2001, qui se traduit par une variation nette de 19 099 individus [cf. Tab. A-17]. Ainsi, les vallées andines comptent

⁷ Courant océanique chaud de la côte Pacifique, plus ou moins important selon les années, qui provoque des pluies intenses dans des zones éloignées des côtes, notamment sur l'ensemble de la cordillère des Andes [cf. glossaire une définition détaillée].

⁸ Seul élément quantitatif de l'étude de Fairbairn, l'utilisation des recensements scolaires de la communauté de Carretas, implantée dans le lit de la rivière San Juan del Oro, qui fait apparaître une diminution de la population de 40 % entre 1978 et 1981, lors d'une des manifestations d'El Niño.

⁹ L'analyse de cette immigration, ainsi que de l'émigration citée précédemment, nécessiterait une étude spécialisée afin de comprendre les mécanismes des champs migratoires dans les zones rurales de la haute montagne du Tarija.

Photos II-2 : dép. Tarija / Occidente – Erosion et agriculture dans les vallées andines



Le cliché **a** a été pris depuis un des reliefs surplombant la ville de Tarija. Il représente le cœur des larges vallées centrales. Au premier plan, on remarquera les collines érodées, parsemées d'une végétation arbustive et le lit d'une rivière à sec. Au centre, on distingue les toits des habitations de la capitale départementale. En arrière-plan sur la gauche, la réserve d'eau de Tolomosa et sur la droite, la montagne de Sama.

Le cliché **b** représente des paysans cultivant manuellement leurs parcelles (cultures maraîchères au premier plan, champ de maïs en arrière-plan) situées en amont de la ville de Tarija, dans le fond de la vallée du Guadalquivir.

Enfin, le cliché **c** a été pris dans les vastes étendues érodées des vallées andines du Sud, traversées par la route reliant la capitale départementale à Bermejo.

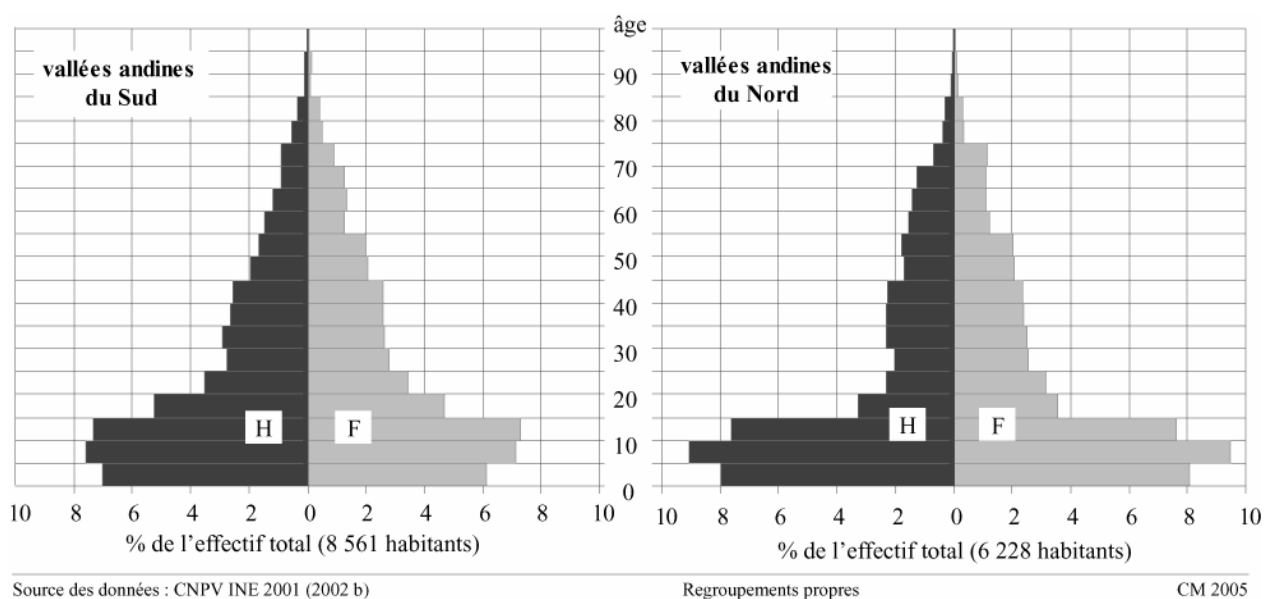
Cliché **a** : Ceydric Martin, mars 2002

Cliché **b** : Ceydric Martin, janvier 2002

Cliché **c** : Ceydric Martin, février 2002

64 633 habitants en 2001, 42,9 % de la population rurale départementale, et se distinguent par la densité la plus élevée de la quadripartition : 9,8 hab./km². La combinaison de l'origine géologique de ces vallées (fluvio-lacustres et alluvionnaires, favorables à l'agriculture) et de l'impact historique des Incas puis des Espagnols est à l'origine de cette forte densité. Cependant, comme nous l'avons noté précédemment, l'essentiel de la population rurale de ces vallées (77,1 % de l'effectif rural des vallées andines en 2001) est concentré dans la partie centrale, autour de laquelle se détachent deux systèmes de vallées périphériques : celles du Nord et celles du Sud.

Fig. II-2 : dép. Tarija / vallées andines Sud et Nord – Pyramide des âges de la population en 2001



Les vallées andines du Nord sont dessinées par des affluents de la rivière Pilaya (à la frontière avec le Chuquisaca), ce qui les rattache au bassin versant du Pilcomayo [cf. Carte II-1 en p. 69]. Cette distinction physique se matérialise par une ligne de crête difficilement franchissable qui les sépare des vallées centrales, de même que par une communication difficile avec la région de Tarija, par des pistes peu nombreuses, étroites et régulièrement impraticables. En outre, elles ne sont pas mieux reliées au Chuquisaca, du fait de l'inexistence de connexions routières avec le département voisin. Enfin, le relief est en général très accidenté, ce qui limite la pratique de l'agriculture dans le secteur et oriente les activités autour de l'élevage (ovins et caprins principalement, ZONISIG 2001). Ces contraintes sont à lier au faible peuplement de cette sous-région : parmi les trois unités formant les vallées andines, celles du Nord sont les moins peuplées en 2001 (population de 6 228 habitants, densité de 5,3 hab./km², cf. Carte II-2 en p. 70 et Tab. B-1), et les seules à ne pas posséder de localité de 500 habitants ou plus. A notre connaissance, aucune étude ne traite des mouvements de population dans ces vallées, on se contentera donc de l'observation de la structure par âge de cette zone [cf.

Fig. II-2] qui laisse apparaître un profil similaire à celui des hautes vallées ou même des hauts plateaux du Tarija : rupture très nette à partir de la tranche d'âge 10-14 ans (accentuée chez les hommes) et rétrécissement de la base lié au départ des enfants avec leurs parents et à l'émigration des femmes en âge de procréer. Il y aurait donc de forts mouvements migratoires depuis les vallées andines du Nord, mais nous n'en connaissons pas les modalités (notamment la destination et la durée). Autre aspect de l'analyse, le nombre de personnes nées en dehors du Tarija (2,7 % en 2001, cf. Carte II-5 en p. 72) nous permet de conclure à une immigration interdépartementale extrêmement faible vers la région, surprenante si l'on considère sa position frontalière avec le Chuquisaca.

Quant aux vallées andines du Sud, rattachées au bassin versant de la rivière Bermejo, leur activité comporte de nombreux points communs avec celles du Nord : l'élevage (caprin et ovin) et l'agriculture en fond de vallées constituent l'essentiel des sources de revenus des habitants du secteur, adaptation inéluctable à l'étroitesse des fonds de vallées et à la faible fertilité des sols. Cependant, nette différence, on retiendra que cette région est mieux reliée au reste du pays. Si l'extrémité occidentale, au pied des hauts plateaux, est toutefois isolée (il faut plus de 4 heures pour rejoindre la ville de Tarija, quand la route est praticable), les parties centrale et orientales sont positionnées sur l'axe goudronné reliant Tarija à Bermejo, et bénéficie de la bifurcation, goudronnée elle aussi, reliant cet axe au centre de pèlerinage de Chaguaya¹⁰ [cf. Carte II-1 en p. 69 et Photos II-2-c]. C'est sans doute cette meilleure intégration dans l'espace régional qui explique que le peuplement des vallées andines méridionales soit plus important que celui observé dans la zone septentrionale. En effet, on y dénombre 8 561 habitants en 2001 (densité de 7,3 hab./km², cf. Carte II-2 en p. 70 et Tab. B-1) et deux localités de plus de 500 individus : Padcaya (1 133 hab. en 2001) et Rosillas (825 hab. en 2001), la première sur l'axe goudronné allant de la capitale départementale à l'Argentine, et la deuxième en bordure de la route menant à Chaguaya. Pour ce qui est de l'étude de la structure démographique des vallées andines du Sud, elle montre une rupture moins marquée à partir de la tranche d'âge des 15-19 ans, et ainsi une rétention supérieure de la population adulte, même si la forme générale de la pyramide des âges laisse supposer une émigration des adultes [cf. Fig. II-2 en page précédente]. A l'instar de nos observations précédentes, nous ne disposons pas d'étude sur les mouvements de population dans ces vallées, ce qui limite leur qualification. Tout au plus peut-on présumer un lien fort avec l'Argentine voisine, dont la porte d'entrée la plus proche (Bermejo) ne se trouve qu'à quelques heures, régulièrement desservie par les transports publics effectuant la navette entre Tarija et la zone subandine méridionale. De même, il est impossible d'identifier les mouvements migratoires vers la capitale ou vers d'autres villes du département (notamment Bermejo). Enfin, l'indicateur lieu de naissance dont nous disposons signale une faible immigration vers les vallées andines du Sud (5,2 % de non natifs du Tarija y résidaient en 2001, cf. Carte II-5 en p. 72).

¹⁰ C'est sans doute ce pèlerinage religieux, qui se déroule tous les ans entre le 15 août et le 14 septembre, qui est à l'origine de l'asphaltage d'une route menant à un secteur peu stratégique des vallées andines du Sud.

Ainsi, les points communs aux vallées andines du Nord et du Sud, mais aussi aux hauts plateaux et aux hautes vallées, sont-ils nombreux. Ces sous-ensembles ruraux occidentaux, à la périphérie des vallées centrales, sont peu peuplés (densités inférieures à la moyenne rurale de l'Occidente et présence de peu de localités de plus de 500 habitants) ; l'activité principale, constituée par l'élevage et une agriculture pauvre, est soumise à des contraintes physiques, et l'isolement limite les débouchés commerciaux. Il en résulte une émigration importante de la population jeune, dirigée notamment vers l'Argentine, difficile à évaluer faute d'étude sur ce sujet. Entre ces deux sous-ensembles, les vallées andines du centre se distinguent par plus d'hétérogénéité.

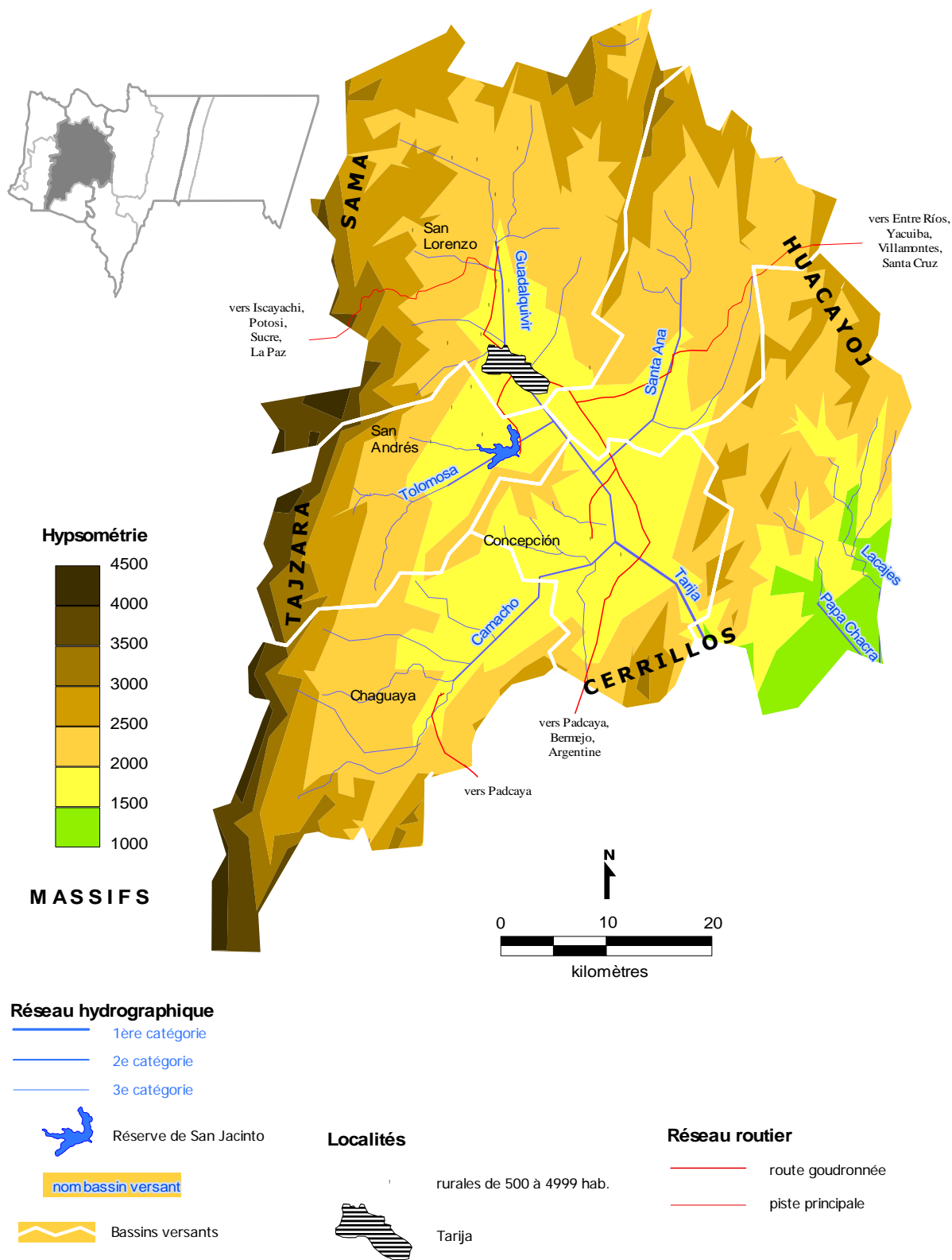
B - Le cœur de l'organisation spatiale traditionnelle : la ville de Tarija et les vallées centrales

Le foyer historique du peuplement du département, les larges vallées andines du centre – localement appelées *valle central*¹¹ et que nous dénommerons vallées centrales – concentrent 49 844 habitants en zone rurale en 2001, soit près de deux tiers (61,9 %) de la population rurale de l'Occidente du Tarija et plus d'un tiers (33,5 %) de celle de l'ensemble du département [cf. Tab. B-6]. Autre élément, la densité rurale du secteur est importante : 11,8 hab./km², largement supérieure à celle des autres zones rurales de la partie occidentale [cf. Tab. B-7 et Carte II-2 en p. 70]. Enfin, soulignons que 19 des 23 localités rurales de 500 habitants et plus de l'Occidente tarijénien se situent dans les vallées centrales¹², essentiellement autour de la ville de Tarija (135 783 habitants en 2001), au cœur des vallées andines du centre. La présence de la capitale départementale permet aux vallées centrales de concentrer plus de la moitié (56,0 %) de la population urbaine du Tarija et offre des débouchés commerciaux à une économie rurale caractérisée par l'agriculture intensive [cf. Carte II-3 en p. 71] : à savoir une polyculture de faible niveau technologique, en partie irriguée, essentiellement basée sur le maraîchage (haricots, épinards, tomates, courgettes) mais sur les cultures de maïs et de pomme de terre (ZONISIG 2001). L'élevage de caprins, d'ovins ou de bovins, est généralement perçu comme une activité complémentaire, et se pratique sur les reliefs entourant les fonds de vallées. En outre, la proximité de la ville de Tarija est à l'origine du développement d'une petite agro-industrie, typique de

¹¹ L'emploi du singulier par les Tarijéniens pour se référer à plusieurs vallées souligne bien l'unité territoriale de cet ensemble.

¹² Si les données permettant l'analyse de l'évolution de la croissance de ces localités sont difficiles d'accès, on pourra se reporter au tableau B-13 pour constater la corrélation suivante : entre 1992 et 2001, la population rurale des cantons des vallées andines n'englobant pas de localité de 500 habitants ou plus est en stagnation (croît annuel moyen de 0,2 %) alors que celle des cantons composés d'au moins une localité rurale de plus de 500 habitants connaît une croissance modérée (taux moyen de variation annuelle de 1,3 %). Ceci laisse supposer une concentration, à l'intérieur de l'espace rural des vallées andines, dans ou autour des localités principales.

Carte II-7 : Vallées centrales du Tarija – Bassins versants, réseau hydrographique, hypsométrie, réseau routier et principales localités en 2001



Sources : hypsométrie ZONISIG (2001 b) selon données de l'IGM (Instituto de Geografía Militar), limites cantonales INE (1999), regroupements propres

Ceydric Martin, 2005

l'économie d'enclave des départements boliviens (D'ANDREA 2004). Ainsi, la production bovine alimente la coopérative laitière de Tarija (projet de la Codetar) ; l'industrie avicole produit en masse de la volaille [cf. Photos H-4-b]; et, développement récent, les vigneronns fabriquent du vin et du *singani* (eau-de-vie) dépassant la consommation départementale. Les vallées centrales du Tarija sont occupées par un réseau hydrographique comprenant essentiellement les bassins versants du Guadalquivir au nord, du Santa Ana à l'est, du Camacho au sud-ouest et du Tolomosa à l'ouest, l'ensemble se déversant dans le bassin du Tarija au sud-est. Dans un premier temps, nous retiendrons cette division, qui correspond à des regroupements cantonaux [cf. Tab. B-2 pour le détail de ces regroupements], pour une analyse plus détaillée des fonctionnalités des différents bassins versants qui composent les vallées centrales. Dans un second temps, c'est sur la croissance de la capitale départementale que nous nous pencherons.

1 - Une forte émigration rurale

Au nord-ouest des vallées andines du centre, sur 25 kilomètres de long et, par endroits, 6 de large, le fond de vallée de la rivière Guadalquivir, au pied de la cordillère de Sama, englobe dans sa partie méridionale la ville de Tarija [cf. Photos I-1-c et II-2-a]. Très peuplé par rapport au reste des campagnes de l'Occidente (population rurale de 18 991 hab. en 2001, densité rurale de 16 hab./km², cf. Tab. B-6 et Carte II-2 en p. 70), ce bassin versant est traversé par une route goudronnée reliant la capitale départementale au village colonial de San Lorenzo (2 752 hab. en 2001) situé à 15 kilomètres au nord de Tarija [cf. Carte II-7 ci-contre]. C'est cet axe de communication qui permet de rejoindre la piste connectant les vallées andines et Potosi. Le long de cette route goudronnée, se sont développées des localités rurales de plus de 500 habitants – Tomatitas (725 hab. en 2001), Rancho Sud (532), San Mateo (842) et Rancho Norte (1 016) – qui pourraient être assimilées à un prolongement de la capitale départementale dont la proximité explique sans doute leur peuplement¹³. Ce chapelet de localités rurales est complété par la communauté¹⁴ de Coimata (517 hab. en 2001), sur le versant est de la vallée, et par celles de Calama (596 hab.), Lajas Merced (565), Carachimayo (816) et Tomatas Grande (797), en amont du bassin versant ; mais le fonctionnement de ces localités tourne quant à lui bien plus autour de l'économie agricole traditionnelle [cf. Photos II-2-b].

Plus au sud, Concepción¹⁵ (village lui aussi colonial de 1 236 habitants en 2001) est accessible par une route goudronnée à partir de l'axe Tarija – Bermejo. Il est implanté en amont de la vallée creusée par la rivière Tarija, à la confluence des cours d'eau de Camacho et Guadalquivir, où se forme un large fond de vallée (20 kilomètres de long sur 20 de large) qui correspond au canton fortement

¹³ La localité de Tomatitas, par exemple, n'est séparée de la ville de Tarija que par un pont. La présence de nombreux restaurants et bars permet aux citadins d'y mener des escapades festives durant les fins de semaine.

¹⁴ Pour rappel, nous entendons par communauté la traduction de l'espagnol *comunidad*, terme fréquemment employé en Bolivie pour désigner des villages ruraux.

¹⁵ Aussi appelé El Valle ou Uriondo.

peuplé d'Uriondo (8 926 habitants en 2001, densité rurale de 19 hab./km², cf. Tab. B-2). C'est dans cette zone que s'est développée depuis une vingtaine d'années la viticulture. C'est aussi autour de ce secteur que s'articule l'activité du sud de la vallée de Santa Ana, située au nord-est de Concepción. Le tronçon goudronné de la route Tarija – Entre Ríos (capitale des vallées subandines centrales) longe cette vallée fortement érodée dans sa partie septentrionale, ce qui contribue à expliquer qu'elle soit relativement peu peuplée (population rurale de 4 193 habitants, densité de 7 hab./km²).

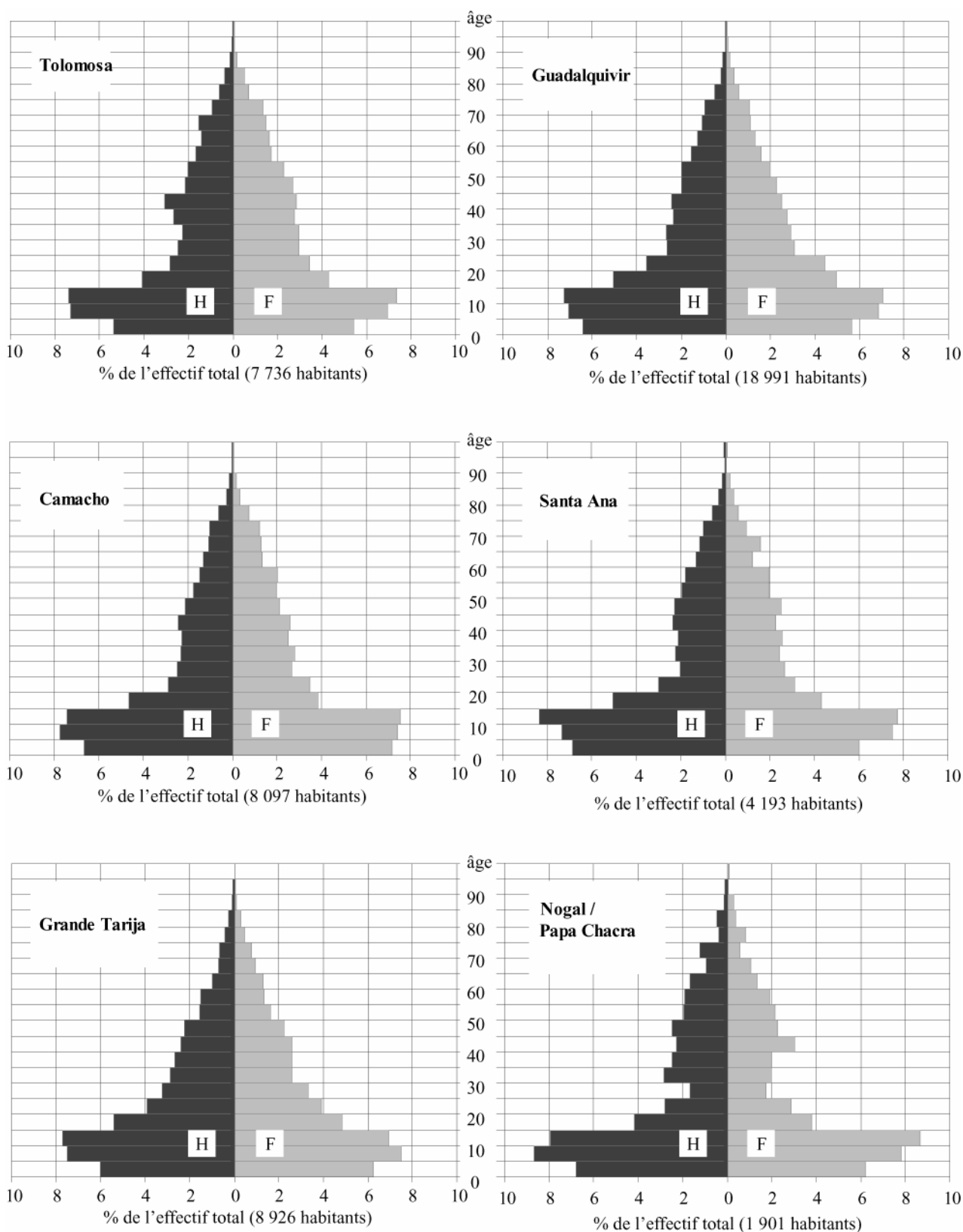
A l'ouest de Concepción, les vallées de Camacho et de Tolomosa sont tournées vers une activité agricole plus traditionnelle, polyculture intensive le long des cours d'eau, parfois irriguée, et élevage sur les versants ou en zone érodée. Le bassin versant du Camacho (8 097 habitants en 2001, densité de 10,4 hab./km²) est connecté à Tarija au nord *via* Concepción et au centre par la route goudronnée menant de Padcaya à Chaguaya (653 hab. en 2001) seule localité rurale de plus de 500 habitants de la vallée. Le bassin versant de Tolomosa, aux portes de Tarija, est plus peuplé (7 736 hab. en 2001, densité de 16,7 hab./km²) ; une route asphaltée reliant la capitale départementale à la retenue d'eau de San Jacinto¹⁶ longe la partie nord de cette vallée ; le reste du secteur est accessible par des pistes plus ou moins praticables¹⁷. Quatre localités rurales de plus de 500 habitants s'y succèdent, dont la plus importante est San Andrés (1 204 hab. en 2001, cf. Tab. B-2).

L'essentiel des habitants des vallées centrales est concentré dans ces cinq bassins versants, que nous avons regroupés en trois ensembles : la vallée de Guadalquivir (100 % de la population urbaine des vallées centrales, 38,1 % de la population rurale), dont le développement est en forte relation avec l'urbanisation de la capitale départementale ; l'espace viticole (26,3 % du total rural des vallées centrales), en pleine mutation de par le développement de cette nouvelle activité ; enfin les vallées traditionnelles de Camacho et Tolomosa (31,8 % de la population rurale des vallées andines du centre). Afin de compléter la description des vallées centrales, il convient d'ajouter le canton de San Agustín, situé dans leur partie orientale, peu habité (1 901 habitants, 3,8 % de la population rurale des vallées andines, 2,7 hab./km²), réparti sur les deux bassins versants de Nogal et Papa Chacra. Cette faible densité résulte certainement de la configuration géographique du secteur : la taille des fonds de vallées est réduite, les conditions climatiques y sont rudes (conséquences de la présence de reliefs élevés marquant la séparation entre les vallées andines et subandines) et l'éloignement des principales routes du département se traduit par une position isolée.

¹⁶ A 7 kilomètres au sud de Tarija, le lac artificiel et le barrage de San Jacinto, inauguré en 1989, résultent d'un projet de la Codetar visant à favoriser l'irrigation en aval et à produire de l'électricité.

¹⁷ Cette description correspond à la situation en 2001, au moment de notre étude. Au cours de l'année 2003, l'état bolivien a procédé à l'asphaltage du tronçon reliant Tarija à San Andrés.

Fig. II-3 : dép. Tarija / vallées andines du centre – Pyramide des âges de la population rurale en 2001 selon les bassins versants



Source des données : CNPV INE 2001 (2002 b)

Regroupements propres

CM 2005

L'observation de la structure démographique des populations de ces régions laisse apparaître (tout comme dans le reste de l'Occidente) une rupture autour de la tranche d'âge des 15-19 ans, ce qui suppose une émigration des jeunes [cf. Fig. II-3 en page précédente]. Cependant, on observe des nuances d'une vallée à l'autre : dans le cas de Nogal / Papa Chacra, cette rupture est extrêmement prononcée, la tranche d'âge des 25-29 ans étant moins importante que celle des 30-34 ans¹⁸ ; au contraire, dans les vallées du Guadalquivir et du Tarija, elle est moins marquée ; enfin, les vallées de Camacho, Santa Ana et Tolomosa relèvent de situations intermédiaires. Comme nous l'avions noté précédemment [cf. chap. I], plusieurs études ont été menées dans les vallées de Camacho (PRESTON 1999 ; PUNCH 2001) et Tolomosa (HINOJOSA, PEREZ, *et al.* 2000), soulignant l'existence d'une migration internationale traditionnelle depuis les vallées centrales vers l'Argentine. Ces déplacements seraient provoqués par la faible productivité des terres loin des berges des cours d'eau pérenne, amplifiée par l'érosion éolienne et hydrique qui ravine les sols, et par les aléas climatiques (notamment la grêle, mais aussi El Niño). Un autre indicateur de migration internationale est la proportion de personnes nées en dehors de la Bolivie et résidant dans les différentes vallées centrales (selon le recensement de l'INE de 2001). Cette proportion varie fortement d'une vallée à l'autre : elle est très faible dans le cas de Nogal / Papa Chacra (0,3 %), de la rivière Tarija (0,6 %), et de Santa Ana (0,7 %), dans la moyenne de l'Occidente rural tarijénien (1,6 %) pour la vallée du Guadalquivir (1,8 %) et particulièrement forte dans les vallées de Camacho (3,0 %) et de Tolomosa (3,2 %). On peut donc supposer que c'est dans ces deux bassins versants que les migrations internationales sont les plus importantes. Par contre, il reste difficile de mesurer les migrations vers la capitale départementale, toute proche, qui connaît une très forte croissance depuis cinquante ans.

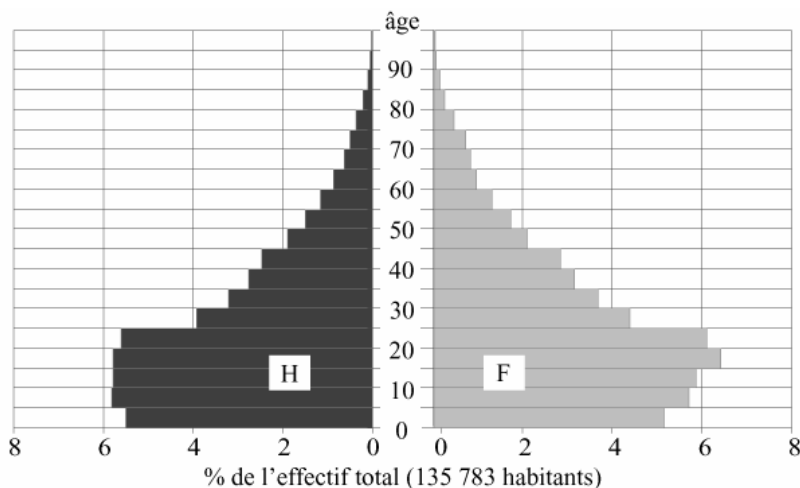
2 - La forte croissance de la capitale départementale : des causes incertaines

Entre 1950 et 2001, la population de la ville de Tarija passe de 16 869 à 135 478 habitants, résultat d'une croissance soutenue entre 1950 et 1976 (3,3 % de croît annuel moyen durant cette période intercensitaire), très forte entre 1976 et 1992 (5,4 % de variation annuelle moyenne) et forte entre 1992 et 2001 (taux moyen de variation annuel de 4,6 %) [cf. Tab. A-18]. A quoi peut-on attribuer cette augmentation ? Il convient tout d'abord de signaler l'inexistence d'études scientifiques sur ce sujet. Ce n'est donc qu'à partir des données de l'INE (recensement 2001) que nous pourrions effectuer un lien entre la croissance de la ville de Tarija et l'immigration. En effet, en 2001, seuls 67,4 % des habitants de la capitale départementale étaient natifs du département du Tarija [cf. Tab. B-8]. Si on prend en compte l'ensemble des habitants du *municipio* de Tarija en 2001 (composé à

¹⁸ Il convient de souligner la faiblesse des effectifs représentés dans ces deux vallées.

88,4 % par la population de la ville¹⁹), seuls 60,9 % y sont nés, et 13,4 % déclarent un lieu de résidence différent cinq années avant le recensement [cf. Tab. B-10 et B-11].

Fig. II-4 : ville de Tarija – pyramide des âges de la population en 2001



Source des données : CNPV INE 2001 (2002 b)

Regroupements propres

CM 2005

La récente croissance de la capitale départementale est donc liée à l'immigration, mais est-ce explicable par sa position attractive ? A notre connaissance, la ville de Tarija n'a pas connu de modifications majeures dans ses activités depuis 1950. Elle a maintenu sa fonction commerciale, en continuant à effectuer le lien entre les vallées agricoles l'environnant et le marché minier, et ce dernier a peu à peu été remplacé par des débouchés plus locaux, notamment grâce à la croissance urbaine du département. Quant à l'industrie, les implantations structurantes décidées par la Codetar se limitent à l'ouverture d'une unité de conditionnement des laitages dans les années 70²⁰, d'autres petites industries se maintiennent (comme la brasserie Astra) et l'on assiste au développement de modestes fabriques de meubles en bois ou métal, de bougies, de savon, de chaussures (BIBLIOTECA DEL SESQUICENTENARIO DE LA REPUBLICA 1975). Enfin, Tarija conserve sa fonction historique de ville-garnison, sans que celle-ci ne prenne plus d'importance. C'est peut-être du côté de l'université que l'on note le plus d'évolution : après sa réouverture en 1946,

¹⁹ Ces données sur les migrations intermunicipales ne sont pas disponibles au niveau des localités. Dans le cas du *municipio* de Tarija, les 11,6 % n'appartenant pas à la capitale départementale sont localisés dans des zones rurales non réceptrices de population (vallées andines du centre, notamment la vallée de Tolomosa), on peut donc supposer que l'immigration détectée à partir du *municipio* en question concerne quasi exclusivement la capitale départementale.

²⁰ Soit à l'ouverture de la Planta Industrializadora de Leche (PIL), dont la capacité de traitement est de 40 000 litres par jour.

l'université publique diversifie ses filières et augmente sa capacité d'accueil²¹. De plus, l'université catholique San Pablo a ouvert une antenne dans la ville de Tarija imitée par d'autres universités privées. Cette éventuelle attraction de l'enseignement supérieur pourrait d'ailleurs être à l'origine de la forte proportion des 20-25 ans dans cette ville [cf. Fig. II-4 en page précédente]. Cependant, ni la fonction universitaire, ni le développement industriel, ni la douceur du climat et la tranquillité (comme on a coutume de dire) de Tarija ne suffisent à expliquer l'arrivée importante de migrants dans la ville. On peut donc privilégier les facteurs externes aux facteurs internes pour expliquer la croissance de la capitale départementale. Dans ce sens, la presse régionale (essentiellement les quotidiens El País et Nuevo Sur) établit généralement un lien entre la fermeture des mines de l'altiplano bolivien (dans les années 80, nous y reviendrons dans le chapitre V) et l'immigration vers la ville de Tarija. Il s'agit sans doute d'un des facteurs externes de la très forte croissance de la ville entre 1976 et 1992 [cf. *supra*], sûrement complété par d'autres mouvements, notamment l'exode rural bolivien (déjà abordé dans le chapitre I).

Si la presse locale traite régulièrement de la question de l'immigration vers Tarija, l'émigration depuis la capitale départementale n'est que très rarement mentionnée. Pourtant, selon les données de l'INE fournies par le Codepo (2004), sur les 125 831 habitants âgés de 5 ans et plus que comptait le *municipio* de Tarija en 1996, 9,4 % (11 794) avaient émigré lors du recensement de 2001, 3,0 % ailleurs dans le Tarija et 6,4 % dans un autre département bolivien [cf. Tab. B-12]. Se dessine ici l'existence d'un rôle redistributeur fort méconnu de la capitale départementale.

Ainsi notre étude révèle un lien important entre l'histoire récente de la ville de Tarija et l'immigration (et dans une moindre mesure l'émigration) sans que l'on puisse se référer à des recherches sur le sujet. Pour ce qui est des campagnes de l'Occidente, elles sont marquées dans leur ensemble par une population à croissance peu dynamique, résultat de probables émigrations des jeunes (notamment vers l'Argentine comme le soulignent diverses études). Nous compléterons maintenant notre présentation du Tarija par l'étude de l'Oriente, pour ensuite proposer notre propre modèle d'analyse de la dynamique migratoire à l'échelle départementale.

²¹ Ils étaient 296 à intégrer l'Universidad Autónoma Juan Misael Saracho en 1973 pour débiter leur cursus dans l'enseignement supérieur, et 795 en 2001. Par ailleurs, en 2002, l'effectif total de l'université dépasse les 12 000 étudiants et génère 844 emplois directs (www.uajms.edu.bo).

II - L'Oriente : des dynamiques territoriales contrastées

Si la croissance de la population dans l'Occidente du Tarija se limite à celle de la capitale départementale, en opposition avec la stagnation générale du monde rural, la situation dans l'Oriente est plus complexe ; elle laisse apparaître un semis urbain diffus et une situation contrastée dans les campagnes. Notre analyse nous amènera à traiter tout d'abord deux unités périphériques de l'espace oriental (A) : les vallées subandines, où la croissance était soutenue entre 1950 et 1976 (3,1 % de variation annuelle moyenne), mais s'est ralentie par la suite (croît annuel moyen de 1,7 % entre 1976 et 1992, de 1,6 % entre 1992 et 2001, cf. Tab. A-13) d'une part, et la plaine du Chaco d'autre part, vaste ensemble très peu peuplé (0,4 hab./km² en 2001, cf. Tab. B-7 et Carte II-2 en p. 70) malgré une volonté de colonisation [cf. Chap. I]. Nous nous focaliserons ensuite sur le piémont, au centre de l'Oriente tarijénien (B), théâtre d'une croissance urbaine très soutenue (croît annuel de 5,6 % entre 1950 et 2001, cf. Tab. A-13²²). En 2001 ce piémont concentre 16 des 29 localités rurales (500 habitants ou plus) de l'espace oriental, malgré sa petite taille (1 689 km², 6,2 % de l'Oriente tarijénien).

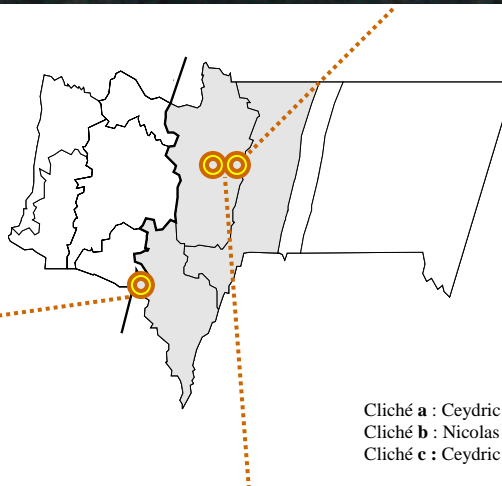
Tachons d'expliquer la croissance orientale du département – tout d'abord celle des vallées subandines, puis celle du piémont – et de comprendre si l'évolution démographique des campagnes – en apparence moins marquées par l'émigration que celles de l'Occidente – est homogène. Il faut aussi saisir les facteurs qui ont favorisé le développement des villes, et s'interroger sur l'existence possible de modèles différenciés au sein de l'Oriente.

A - Les cycles de peuplement des espaces marginaux

Cherchons tout d'abord à cerner deux dynamiques contrastées de l'Oriente tarijénien : la croissance de la population des vallées subandines (20 125 habitants en 1950, 67 691 en 2001) et le peuplement diffus de la plaine (5 228 habitants en 2001, répartis sur près de la moitié de l'espace oriental tarijénien).

²² A noter que les données du Tab. A-13 sont désagrégées au niveau de la quadripartition mais que la totalité de la population urbaine se trouve dans le piémont.

Photos II-3 : dép. Tarija / Oriente – Reliefs escarpés et végétation luxuriante des vallées subandines



Cliché a : Ceydric Martin, mars 2002
Cliché b : Nicolas d'Andrea, novembre 2003
Cliché c : Ceydric Martin, avril 2002

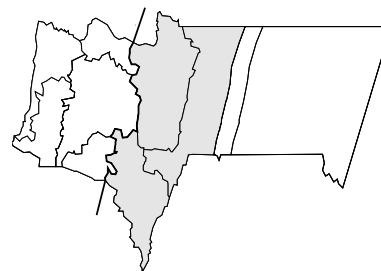


Le cliché **a**, pris sur la route entre Palos Blancos et Entre Ríos, représente les nombreux plissements du relief subandin recouverts, d'une végétation luxuriante.

Quand le réseau hydrographique le permet, les voies de communication passent par de profondes gorges, comme c'est le cas sur le cliché **b**, où l'on distingue à mi-pente la route qui relie Tarija à Bermejo.

La vision panoramique du cliché **c** correspond à l'une des rares larges vallées de la zone subandine, où est implantée la localité d'Entre Ríos. On distingue les parcelles de cultures dans les terres fertiles du fond de vallée, le village implanté au centre et la couverture végétale dense des reliefs subandins qui encerclent le tout.

1 - Croissance et stagnation dans les vallées subandines



En 1950, les vallées subandines, entièrement occupées par des localités rurales, concentrent 45,0 % de la population rurale orientale. En 2001, cette proportion est de 61,0 %, et elles englobent aussi 24,4 % de l'effectif des campagnes de l'Oriente tarijénien [cf. Tab. A-11]. Cette augmentation est liée à la croissance de la population rurale (qui double entre 1950 et 2001, passant de 20 125 individus à 41 632) et au développement d'une ville à Bermejo (dont la population atteint 26 059 habitants en 2001). Cependant, traiter les vallées subandines dans leur ensemble n'est pas pertinent, car les plissements parallèles subandins [cf. Photos I-1-d et II-3-a] rendent difficile la communication entre les vallées subandines méridionales d'une part, et celles du centre et de l'Est d'autre part²³, ce qui a pour conséquence l'inexistence d'axes routiers entre ces deux ensembles qui fonctionnent selon des dynamiques propres.

Le croisement entre le découpage provincial et celui de la quadripartition²⁴ précise la localisation de la croissance démographique des vallées subandines en la situant essentiellement dans la partie de la province Arce rattachée à l'ensemble subandin (5,0 % de croît annuel entre 1950 et 2001²⁵, contre 0,8 % et 1,1 % pour les fractions des provinces Gran Chaco et O'Connor des vallées subandines). C'est en effet dans la partie méridionale de la province Arce, qui correspond aux vallées subandines du Sud, que se situe l'espace le plus dynamique de l'ensemble subandin, localisé autour de la ville de Bermejo. L'histoire de la région de Bermejo remonte aux années 30, lorsque la découverte de pétrole²⁶ a entraîné la fixation d'une petite localité à la frontière argentine. Cette première étape du développement des vallées subandines du Sud est suivie, à partir des années 40, par la colonisation agricole du triangle de Bermejo, amplifiée par la réforme agraire des

²³ Relier ces deux ensembles de vallées impose de passer par les vallées andines ou par l'Argentine. A noter qu'il existait une piste longeant la rivière Itau et dans son prolongement celle de Tarija, empruntant le côté oriental du triangle sud du Tarija. Cependant, cet axe de communication, mal entretenu, n'est généralement pas praticable, et n'est emprunté par aucun transport régulier. Si les projets de réhabilitation de cette piste sont nombreux, aucun n'a abouti à ce jour, par manque d'intérêt et de ressources financières. La perspective des dividendes de l'exploitation des gisements de gaz, dont la répartition est tributaire à la présentation de projets, pourrait permettre leur réalisation dans les années à venir [cf. Texte C-9].

²⁴ Observable en annexe A [cf. Tab. A-14, A-15, A-16 et A-17], le croisement de la quadripartition et des provinces tarijéniennes a été réalisé à partir d'ajustements des statistiques cantonales.

²⁵ Soit une variation nette de 35 996 habitants [cf. Tab. A-15].

²⁶ On pourra se référer à l'annexe C pour plus d'information sur le secteur des hydrocarbures dans les départements de Tarija.

années 50. En 1968 et 1974, l'ouverture des deux raffineries de sucre publiques, fruit de la politique d'aménagement du territoire initiée par la Codetar, oriente durablement le système agraire vers l'industrie sucrière, qui connaît, durant les années 70, un succès considérable sur le marché bolivien. Ce succès est alors perceptible dans l'observation de l'évolution démographique rurale de la part de la province Arce rattachée aux vallées subandines (croît annuel moyen de 4,9 % entre 1950 et 1976, variation nette de 8 211 habitants entre ces deux dates, cf. Tab. A-17). Cependant, la subdivision des parcelles et le manque d'investissement technologique ont un effet sur la productivité de l'industrie locale, en concurrence avec les industries sucrières argentine et crucénienne²⁷. En 1984, l'Etat crée la IAB (Industrias Agrícolas de Bermejo) et tente de redynamiser l'activité sucrière dans la région, mais cela se solde par un échec conduisant à la privatisation de la IAB en 1998 et au licenciement de la moitié de ses salariés. Il en résulte une crise démographique rurale dans la partie des vallées subandines rattachées à la province Arce – croît annuel moyen nul entre 1976 et 1992 (0,0 %) – suivie cependant d'une légère reprise entre 1992 et 2001 (taux de variation annuel de 1,6 % entre ces deux dates)²⁸. Ce déclin des campagnes contribue sans doute à expliquer la croissance de la ville de Bermejo (dont la population passe de 11 462 à 21 394 habitants entre 1976 et 1992, soit un croît annuel moyen de 4,0 %, cf. Tab. A-18), dont l'importance remonte à la fin des années 50, lors de l'ouverture de la piste reliant Tarija à l'Argentine (JEREZ 1998 ; 2001). Autre facteur majeur de concentration urbaine, le développement du commerce frontalier avec l'Argentine à partir des années 60, qui s'amplifie à la fin des années 80, et se traduit par l'ouverture de centres commerciaux côté bolivien. Cependant, la crise de ce secteur, à la fin des années 90²⁹, pourrait expliquer le ralentissement de la croissance urbaine de Bermejo (la population de la ville était de 26 059 habitants en 2001, soit une variation annuelle moyenne de 2,2 % pour la période 1992-2001).

Il résulte de ces évolutions une prédominance des vallées subandines du Sud, qui composent en 2001 la totalité de la population urbaine des vallées subandines, 31,7 % de la population rurale et 57,9 % du total [cf. Tab. B-6]. La densité rurale de cet ensemble méridional est globalement faible (4,1 hab./km², cf. Tab. B-7), bien qu'il convienne d'y distinguer deux zones : le canton de Tariquíá, réserve naturelle difficile d'accès et peu peuplée (densité de 2,14 hab./km²), et la pointe de Bermejo³⁰ (densité rurale de 20,6 hab./km²), qui concentre à elle seule 6 localités rurales de 500 habitants et plus. Outre la canne à sucre, l'activité rurale concerne surtout les cultures vivrières (riz,

²⁷ Du Santa Cruz.

²⁸ Cependant, il est nécessaire de lire ces résultats avec précaution. En effet, l'effectif rural des vallées subandines du Sud est influencé par la présence d'une population flottante, les *zafreiros*, travailleurs temporaires récoltant la canne. Ce facteur a pu avoir un impact sur l'effectif total durant les recensements de 1976, 1992 et 2001, mais aussi sur la comparabilité des données, les recensements de 1976 et 2001 s'étant déroulé en septembre, alors que celui de 1992 a eu lieu en juin.

²⁹ A partir de 1998, les contrôles douaniers se multiplient du côté argentin rendant très difficile le passage de marchandise sans s'acquitter des droits de douanes [cf. Photos H-8].

³⁰ Composée des cantons d'Arrozales, Candaditos, Porcelana et Bermejo [cf. Carte B-1 en p. 461].

manioc, maïs, pomme de terre) associées à celle des agrumes dans le Nord (le long de l'axe Tarija-Bermejo), à l'élevage extensif (notamment l'accueil des transhumances bovines en provenance des vallées andines) et à la sylviculture.

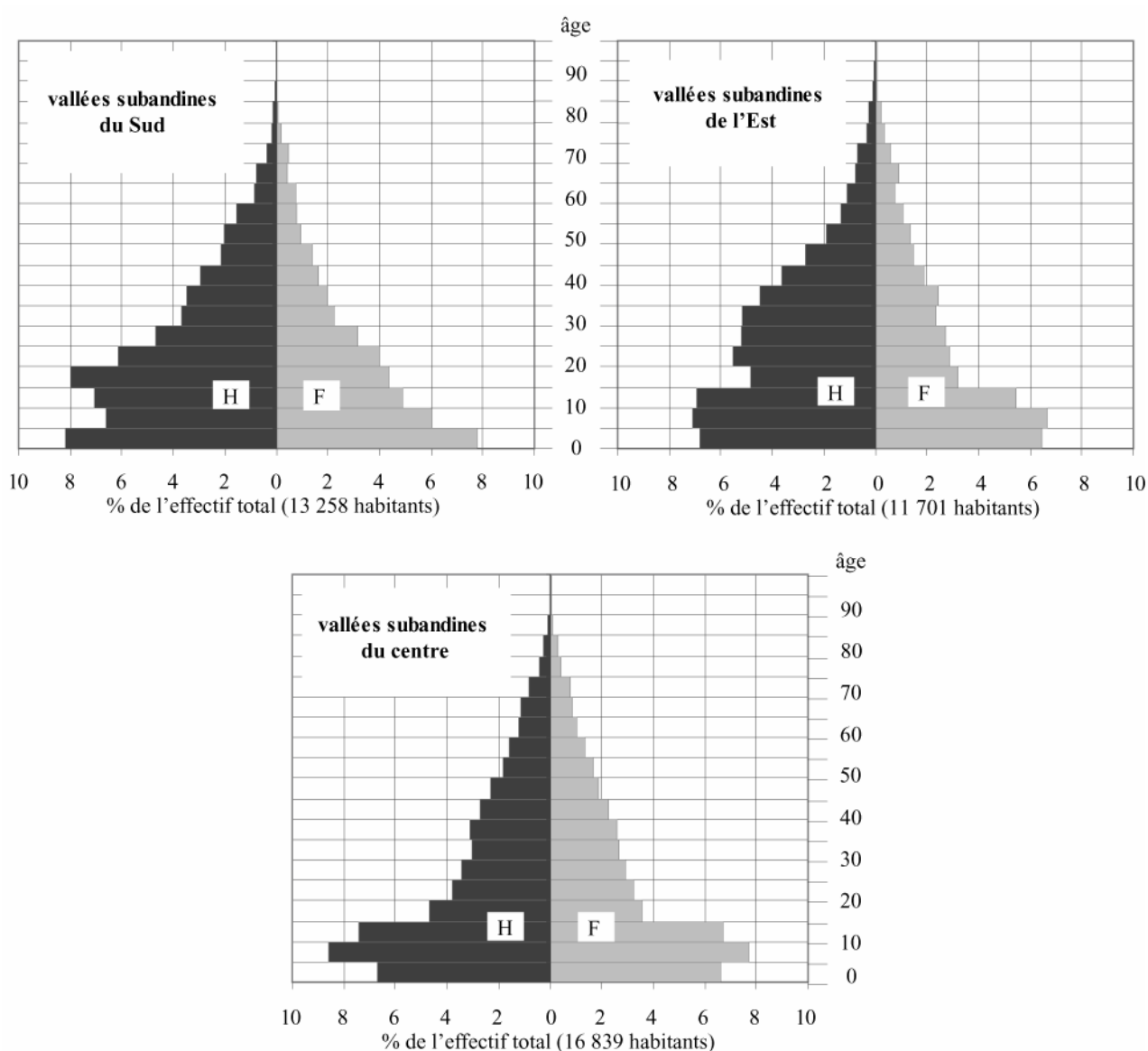
Si les vallées subandines méridionales connaissent une croissance importante durant les 50 dernières années, il n'en est pas de même pour celles du centre et de l'Est, où l'on constate une stagnation. Le peuplement des vallées subandines centrales (16 839 individus en 2001, soit 40,3 % des ruraux des vallées subandines (cf. Tab. B-6) est organisé autour de la localité d'Entre Ríos (2 418 habitants en 2001), centre régional (marché et place centrale animés, capitale de la province O'Connor), au carrefour de trois vallées, et formant ainsi un espace de petite agriculture paysanne intensive [cf. Photos II-3-c]. Dans les vallées convergeant vers la localité prédomine des exploitations agricoles familiales rarement mécanisées mais obtenant de bons rendements (maïs, pomme de terre, agrumes, arachide), et pratiquant de manière complémentaire l'élevage extensif sur les flancs de montagne (bovin et ovin). En dehors de ce modèle, signalons la présence d'une population de Guaranis, au nord d'Entre Ríos, proche du Pilcomayo, qui vit principalement de la chasse et de la pêche. Dans l'ensemble, l'isolement constitue le principal problème de la région qui souffre de l'absence de voies de communication fiables en dehors de la piste Tarija – plaine du Chaco qui la traverse³¹. Plus à l'est, l'ensemble subandin oriental se distingue par des vallées plus larges, et de meilleures connexions, l'axe Tarija – Chaco se scindant au niveau de la localité de Palos Blancos (685 hab. en 2001) pour rejoindre le Pilcomayo et Villamontes au nord, et Caraparí (1074 hab. en 2001) puis Yacuiba au sud [cf. Carte II-1 en p. 69]. L'aridité de la région a limité le développement de l'agriculture, alors que l'élevage (bovins, ovins, porcins) y est plus important que dans le reste des vallées subandines. On note la présence de deux autres localités rurales de plus de 500 habitants : Puerto Margarita (594 hab. en 2001) et San Alberto (509) liée à l'activité gazière [cf. Texte C-5, Photos C-1-c et C-2]. Les vallées subandines orientales totalisent 28,0 % de la population rurale des vallées subandines.

La croissance des vallées subandines s'est donc concentrée dans le triangle de Bermejo (croissance et crise des campagnes, urbanisation forte avant la fin de siècle), la population dans le reste de la région, entièrement rurale, ne semble pas connaître d'évolution majeure. L'observation de la structure par âge des trois sous-ensembles ruraux de la zone laisse apparaître certaines diversités [cf. Fig. II-5 en page suivante]. D'une part, pour les vallées subandines méridionales et orientales, une surreprésentation nette de la population jeune masculine qu'on peut imputer à des

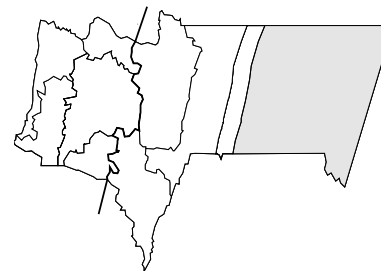
³¹ A noter cependant que cette situation pourrait évoluer dans les prochaines années. En effet, la province d'Entre Ríos, qui correspond à l'essentiel des vallées subandines centrales, pourrait prochainement se voir attribuer l'une des quatre principales zones gazières du Tarija, celle de Puerto Margarita [cf. Texte C-2 et C-9], disputée actuellement avec la province Gran Chaco. Si c'était le cas, cette province rurale de 20 000 habitants aurait des redevances importantes à gérer, qui engendreraient notamment la construction de routes.

déséquilibres ponctuels (période de collecte de la canne à sucre et présence des chantiers gaziers). D'autre part, dans le cas des vallées subandines centrales (et pour la population féminine des vallées subandines orientales), on retrouve la rupture observée dans l'Occidente, à partir de la tranche d'âge des 15-19 ans, et le déficit d'enfants en bas âge qui en découle. On peut donc supposer une dynamique migratoire riche dans les vallées subandines, conditionnée par une immigration non pérenne dans les parties méridionales et orientales, et par une émigration générale de la population jeune.

Fig. II-5 : dép. Tarija / vallées subandines – Pyramides des âges de la population rurale en 2001 selon la décapartition



2 - Le vide non comblé de la plaine du Chaco



Après avoir franchi les innombrables cols de la région subandine, le voyageur se rendant de Tarija à Yacuiba voit, lors du passage de la ligne de crête de l'Aguaragüe, s'étendre à perte de vue la plaine du Chaco [cf. Photos II-4-e en page suivante], vaste ensemble traversé en diagonale nord-ouest / sud-est par la principale rivière du Tarija, le Pilcomayo [cf. Photos I-1-e]. Le faible débit de ce cours d'eau³² limite son impact à celui d'une frontière dont l'unique point de passage permanent se situe dans le piémont. L'observation de l'évolution de la population de l'ensemble du Chaco laisse apparaître une croissance urbaine forte et constante entre 1950 et 2001 (croît annuel moyen de 5,6 % pour cette période) alors que la situation de la population rurale est bien plus contrastée : dépeuplement de 1950 à 1976 (taux moyen de variation annuel de -1,6 %³³ pour la période intercensitaire), et croissance plus soutenue à partir de 1976 (variation annuelle moyenne de 1,7 % entre 1976 et 1992, de 2,5 % entre 1992 et 2001) [cf. Tab. A-13]. Il en résulte qu'entre 1950 et 2001, la population du Chaco est celle qui connaît le croît annuel le plus important de notre quadripartition régionale³⁴.

Cependant, comme nous l'avons noté précédemment, il est essentiel de discerner à l'intérieur de ce vaste ensemble qu'est le Chaco la part prédominante occupée par la plaine (12 722 km², 88,3 % de la superficie du Chaco, 33,8 % du département) qui est pourtant très faiblement peuplée (5 228 en habitants 2001, 4,3 % de la population de notre ensemble chaquézien). Cette faible occupation de l'espace peut s'expliquer par la difficile colonisation de la zone avant la guerre du Chaco [cf. Chap. I], par des lacunes du réseau de communication (il se limite à quelques pistes³⁵, dont seul le tronçon Villamontes-Ibibobo est praticable toute l'année) et par des conditions climatiques non favorables à l'implantation humaines (cours d'eau non pérenne, sécheresses, températures extrêmes, de -5 °C³⁶ l'hiver à +45 °C l'été). L'activité principale des habitants de la région est l'élevage extensif (qui

³² Le débit maximal, enregistré en février (650 m³/s), rend possible la navigation, mais il se réduit à quelques mètres cubes par seconde en hiver, quand ses eaux superficielles ne disparaissent pas totalement.

³³ Ce taux est accentué par le fait que les habitants de la localité de Villamontes sont considérés comme des ruraux en 1950 et des urbains en 1976. Il n'en reste pas moins que la population rurale, hors Villamontes (3 105 habitants en 1950), enregistre un croît négatif de 1,0 % entre ces deux dates.

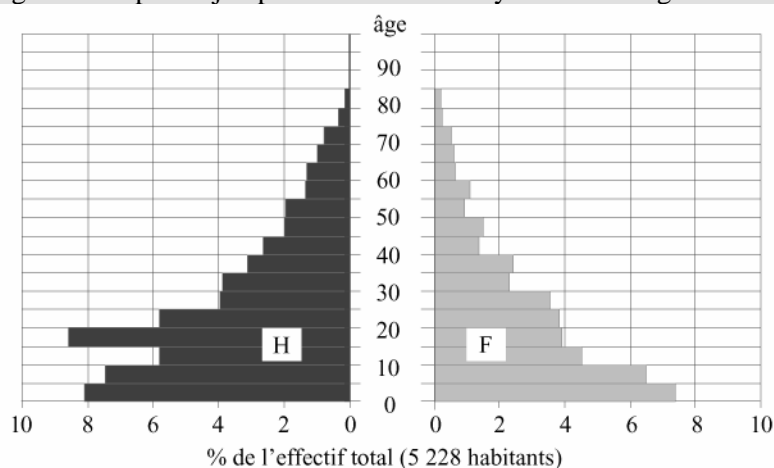
³⁴ Pour cette période, populations rurale et urbaine confondues, la variation annuelle de la population est de 2,6 % pour le Chaco, de 2,4 % pour les vallées subandines, de 2,3 % pour les vallées andines et de 0,1 % pour la haute montagne.

³⁵ Les voies de communication parcourant la plaine se limitent à quelques pistes, tracées au moment de la guerre du Chaco, par les grands domaines d'élevage extensif, par les compagnies pétrolières lors de la prospection sismique ou l'exploitation des hydrocarbures [cf. annexe C].

³⁶ Ces températures, extrêmement basses par rapport au reste de l'Orient, s'expliquent par l'exposition de la plaine aux masses d'air froid provenant du Sud : le *surazo*.

implique une présence humaine réduite, limitée à celles de gardiens), complétée par la base militaire d'Ibibobo, quelques colonies mennonites³⁷ (Florida, 228 habitants en 2001 et Colonia del Sur, 718 habitants, cf. Photos II-4-d), la pêche dans le Pilcomayo (occupation traditionnelle des autochtones, notamment des Weenhayek, cf. Photos II-4-a) et les personnels d'ONG ou d'exploration et exploitation des hydrocarbures³⁸.

Fig. II-6 : dép. Tarija / plaine du Chaco – Pyramide des âges en 2001



Source des données : CNPV INE 2001 (2002 b)

Regroupements propres

CM 2005

Le rapport de Zonisig (ZONISIG-APDS 2000) révèle l'existence d'une émigration féminine à partir de la plaine du Chaco, en quête d'une formation scolaire complète et d'opportunités professionnelles. Cette tendance est confirmée par l'observation de la structure par âge de la population chaquéniennne [cf. Fig. II-6 ci-dessus], qui souligne une rupture nette de la structure démographique de la population féminine dès l'âge de 10 ans, et une forte surmasculinité. Ce déséquilibre peut être lié à une émigration masculine moins importante, mais de toute évidence il est en relation avec la présence de militaires, de gardiens des exploitations bovines, et d'employés du secteur gazier. Ce sont ces activités professionnelles, associées à celles des ONG et éventuellement à la présence de mennonites récemment arrivés, qui permettent d'expliquer la forte proportion de non natifs du Tarija dans la plaine du Chaco : 18,1 % de la population totale est née dans un autre département bolivien, 15,6 % dans un autre pays³⁹ [cf. Tab. B-8]. Enfin, on remarquera la surreprésentation exceptionnelle de la tranche d'âge des 15-19 ans, résultat sans doute de la présence du campement militaire d'Ibibobo.

³⁷ Les communautés mennonites se différencient des autres par la pratique de l'agriculture mécanisée (maïs, soja) et la production et la transformation de produits laitiers (notamment en fromages).

³⁸ On retrouve ces grandes catégories d'activité dans l'annexe B, Tab. B-15 : 43,8 % de la population active travaille dans l'agriculture ou l'élevage, 17,0 % dans une ONG, 7,5 % dans l'administration publique ou la défense et 7,4 % dans la pêche.

³⁹ Cette proportion d'étranger étant exceptionnellement forte à l'échelle départementale, on l'attribuera plus particulièrement à la présence des employés des hydrocarbures et des ONG. Malheureusement, les données par localités de l'INE, qui ont permis les regroupements selon la décapartition, ne désagrègent pas les pays de naissance.

Photos II-4 : dép. Tarija / Oriente – le Chaco



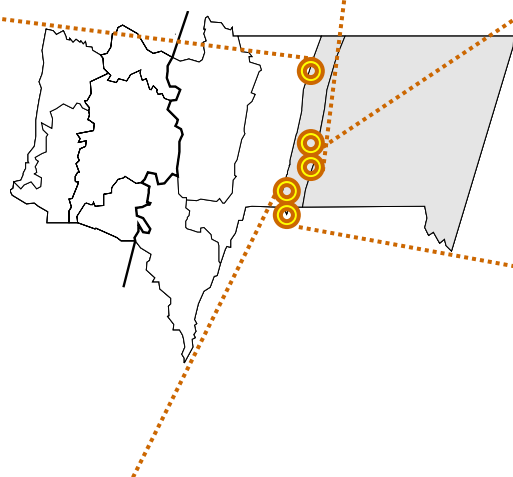
Cliché **a**, une barque de pêcheur traverse la rivière du Pilcomayo dont le lit s'élargit considérablement après le passage de l'Aguaragüe, que l'on aperçoit en arrière-plan.

Sur le cliché **b**, c'est l'agriculture partiellement mécanisée du piémont qui est représentée, l'exemple provenant d'une parcelle proche de l'embranchement de Campo Pajoso, à 10 kilomètres au nord de Yacuiba.

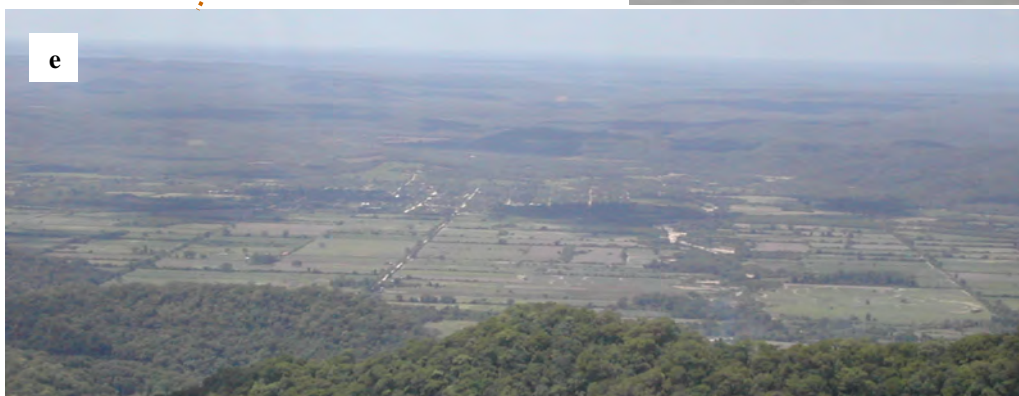
Les clichés **c** et **d** illustrent la diversité des habitants du Chaco ; la photo **c** ceux de Villa El Carmen (au nord de Campo Pajoso), leur tenue vestimentaire (la jupe plissée) et l'usage de l'*aguayo* (tissu permettant le transport à dos d'homme) indiquent des origines andines ; et la photo **d** un mennonite (reconnaisable à son chapeau et sa salopette) vivant dans la plaine du Chaco, et s'étant rendu dans la ville de Yacuiba pour y effectuer des achats divers.



Clichés **d** et **e**, Ceydric Martin, mars 2002



Clichés **a, b** et **c**, Ceydric Martin, novembre 2003

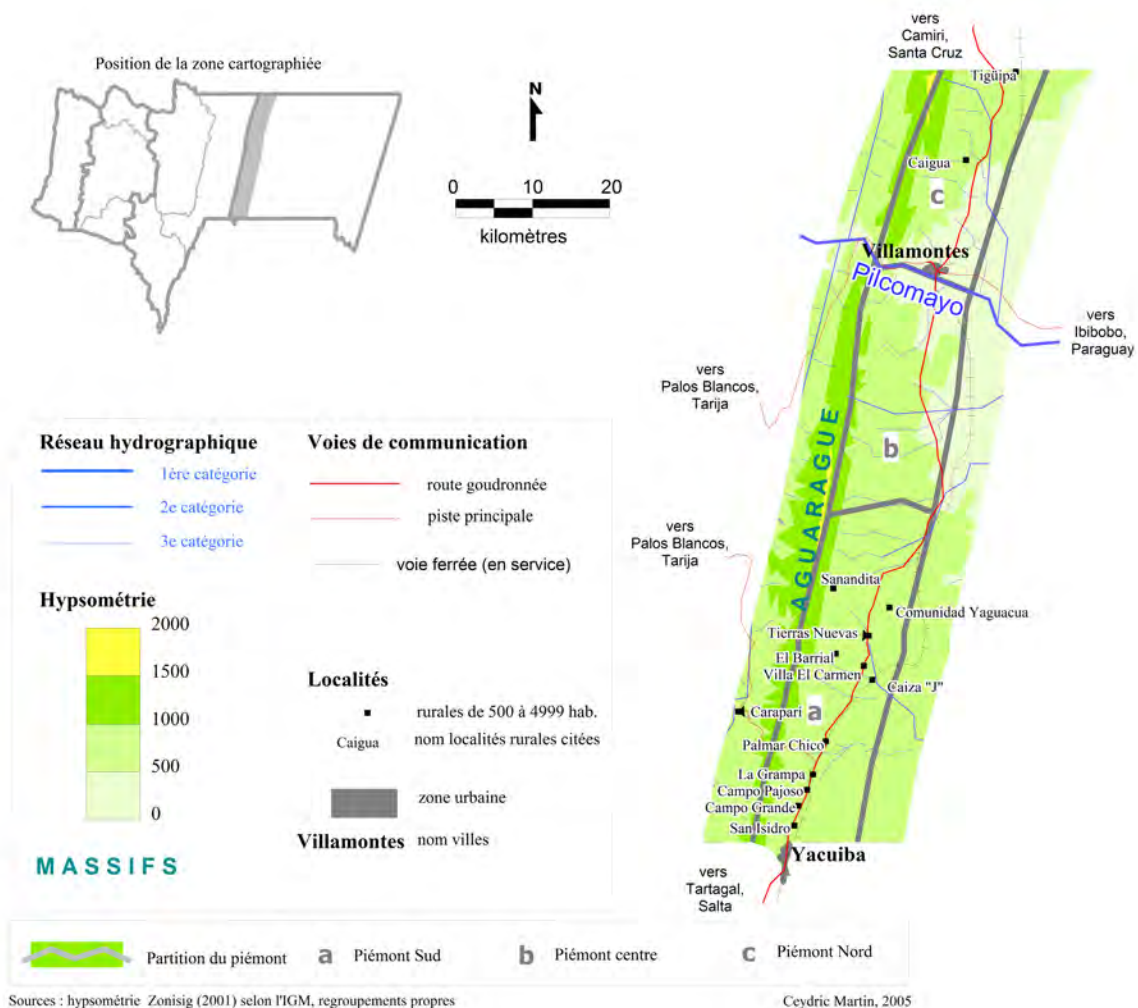


Enfin, le cliché **e** a été pris depuis la route reliant Campo Pajoso à Caraparí, du haut de l'Aguaragüe. Il dévoile l'immensité de la plaine du Chaco, après le passage du dernier relief andin. Au centre de la photo, on distingue les parcelles cultivées de la communauté de Palmar Chico.

Les contrastes entre les deux ensembles de l’Orient tarijénien que sont les vallées subandines et la plaine du Chaco ne se limitent donc pas à des facteurs physiques, mais concernent également la dynamique du peuplement. D’un côté, les vallées subandines ont connu une forte croissance autour du pôle de colonisation de Bermejo (activité commerciale et sucrière), et, après une période de crise, semblent se stabiliser avec une émigration de jeunes et de l’immigration temporaire (récolte de la canne à sucre et industrie gazière). De l’autre côté, le vide de la plaine du Chaco n’a été que très partiellement comblé par des populations d’origines diverses (de l’extérieur du département et de l’étranger) pour des activités multiples (gazière, militaire, ONG, colonisation mennonites). Entre ces deux ensembles, le piémont dégage une dynamique propre.

B - Le piémont chaquézien, axe catalyseur du développement actuel

Carte II-8 : dép. Tarija / piémont – Tripartition, réseau hydrographique, hypsométrie, réseau routier, et principales localités en 2001



Entre la plaine désertique et les vallées subandines, au pied de l'Aguaragüe, le piémont possède des avantages naturels non négligeables : humidité (précipitations annuelles moyennes entre 1 000 et 1 200 mm), chaleur (températures mensuelles moyennes entre 17 et 27 °C) et sols fertiles (dépôts alluvionnaires du tertiaire et quaternaire). Cette situation privilégiée explique-t-elle que le piémont soit la région rurale la plus densément peuplée du département (21 165 hab. en 2001, 12,5 hab./km², cf. Carte II-2 en p. 70) ? De plus, l'importance démographique de cet ensemble ne se limite pas à ses campagnes, le piémont concentrant deux des quatre villes du Tarija : Yacuiba (64 611 habitants en 2001)⁴⁰ et Villamontes (16 113 hab.). Cette concentration de population est-elle ancienne ou correspond-t-elle à une évolution récente et quels sont les facteurs qui peuvent l'expliquer ? C'est à travers la division entre les piémonts Sud (Yacuiba et sa périphérie), centre (très peu peuplé) et Nord (de Villamontes à la limite avec le Chuquisaca) que nous présenterons ce dernier ensemble de notre décapartition [cf. Carte II-8 en p. 98].

1 - Au sud : la dynamique irrégulière de Yacuiba et de son espace rural

L'importance démographique du piémont Sud est tout d'abord liée à celle de la ville de Yacuiba⁴¹, dont la population a fortement augmenté depuis 1950 en passant de 5 027 habitants cette année-là à 64 611 en 2001. Ce passage d'un statut de petit bourg à la frontière entre la Bolivie et l'Argentine à celui de centre régional d'envergure est fortement lié au développement en plusieurs étapes du commerce frontalier entre les deux pays. Nicolas d'Andréa (2004) estime que dès la fin des années 60, la ville limitrophe de Villazon (département du Potosi), centre historique des flux transfrontaliers entre l'Argentine et les régions andines boliviennes, est concurrencée par celle de Yacuiba, positionnée sur l'axe reliant le pays voisin au dynamique pôle crucénien⁴². L'un des facteurs permettant un tel développement est l'ouverture de la voie ferrée Santa Cruz – Buenos Aires, qui passe par Yacuiba (1957)⁴³ et permet ainsi à la ville chaquéniennne de combiner les fonctions de centre de transit et centre commercial, Boliviens et Argentins se rendant en zone frontalière pour profiter des taux de change et des politiques fiscales des deux pays voisins. Cette fonction de centre de négoce connaît ensuite un essor particulier lorsque qu'en 1992 la politique monétaire argentine fixe la parité

⁴⁰ Yacuiba est alors la dixième ville du pays, douzième si l'on sépare Cochabamba de ses deux satellites, Sacaba et Quillacollo.

⁴¹ Nous englobons dans la ville de Yacuiba la localité de Pocitos, située à la frontière même.

⁴² En effet, la population urbaine du Santa Cruz est en forte augmentation tout au long de la deuxième moitié du XX^e siècle. Si on retient les données de l'INE (2002 d), qui considère comme ville toute localité de 2000 habitants et plus, elle est de 64 710 habitants en 1950, 374 605 en 1976, 982 396 en 1992 et 1 545 648 en 2001.

⁴³ La construction de la voie ferrée orientale débute en 1942. Si elle fonctionne à partir de 1957, c'est seulement en 1965 qu'elle atteint son potentiel maximum, grâce à la mise en service de l'ensemble des ponts (FIFER 1967).

peso – USD⁴⁴ alors que le boliviano⁴⁵ continue de se déprécier. Outre l'activité commerciale induite par l'arrivée en masse d'Argentins souhaitant profiter des prix alléchants du côté bolivien, un trafic incessant de marchandises illégales s'instaure alors entre Yacuiba et Salvador Maza, sa jumelle argentine. Le passage des cargaisons clandestines s'effectue à dos d'hommes, par les *bagayeros* et le commerce des « fourmis »⁴⁶ et s'impose comme l'une des activités principale de la ville frontalière. Enfin, toujours selon d'Andréa (2004), la reconversion de l'argent de la drogue a contribué à l'expansion économique de Yacuiba, durant les années 80 et jusqu'au milieu des années 90.

La combinaison de ces facteurs a pour conséquence une croissance soutenue de la ville entre 1950 et 1976 (4,1 % de croît annuel) qui va en augmentant entre 1976 et 1992 (variation annuelle moyenne de 5,6 %) pour être exceptionnellement élevée entre 1992 et 2001 (taux moyen de variation annuel de 7,2 %, cf. Tab. A-18). Cependant, la croissance de cette dernière période occulte la crise traversée par le commerce yacuibénien à compter de 1999, qui, tout comme à Bermejo, pâtit du renforcement des contrôles douaniers argentins [cf. Photos H-8] puis par la suite de l'abolition de la parité peso/USD en janvier 2002. En terme de peuplement, l'influence exercée conjointement par la baisse d'intérêt des Argentins pour le commerce avec Yacuiba et par la fin de l'influx de l'argent de la drogue est difficile à mesurer. Lors de notre premier passage dans à Yacuiba, en juillet 2000, la ville montrait déjà des signes de crise – commerces désaffectés, hôtels et restaurant vides ou fermés, taxi en surnombre, etc. – et les autorités municipales, qui avançaient le chiffre de 90 000 habitants pour la population du centre urbain en 1996, faisaient déjà état de mouvements d'émigration. S'il est difficile de vérifier ces estimations, sans doute exagérées⁴⁷, on peut citer les données de l'INE fournies par le Codepo (2004) quant aux migrations dans le *municipio* de Yacuiba (composé à 77,3 % par la population de la ville du même nom) entre 1996 et 2001 [cf. Tab. B-11 et B-12 pour les résultats complets]. Ainsi le Yacuiba a-t-il la plus forte proportion d'immigrés du Tarija (18,7 %⁴⁸), ce qui souligne une immigration soutenue entre ces deux dates, mais le *municipio* se singularise également par la part la plus importantes d'émigrés sur la même période (13,4 %⁴⁹), ce qui confirme l'émigration signalée précédemment et de ce fait la fonction redistributrice de la ville⁵⁰. Autre indicateur de la crise de la ville (et des départs qui en découlent), la comparaison entre la population de Yacuiba selon le

⁴⁴ Dollar des Etats-Unis d'Amérique.

⁴⁵ Devise bolivienne, le taux de change étant de 10 bolivianos pour un euro en août 2005.

⁴⁶ L'allusion aux fourmis est liée aux allers-retours incessants des *bagayeros*, par le pont international ou *via* des voies parallèles. Payés par passage (1 à 2 bolivianos), ils peuvent effectuer le trajet jusqu'à cent fois par jour, et ainsi gagner entre 10 et 20 USD quotidiennement, salaire très élevé pour la Bolivie, où la main-d'œuvre non qualifiée se rémunère actuellement à 2-3 USD par jour.

⁴⁷ En effet, le caractère politique de cette estimation des autorités du *municipio* semble évident, le budget alloué à l'unité administrative dépendant de son poids démographique.

⁴⁸ Autrement dit, sur les 67 054 individus âgés de 5 ans et plus résidant habituellement dans le *municipio* en 2001, 12 554 déclarent un autre lieu de vie en 1996.

⁴⁹ En d'autres termes, sur les 62 949 habitants que comptait le Yacuiba en 1996, 8 449 vivaient ailleurs en Bolivie en 2001.

⁵⁰ Signalons tout de même que ces données ne tiennent pas compte des individus arrivés et repartis entre 1996 et 2001, alors qu'on peut supposer que cette période a de toute évidence été riche en événements migratoires.

recensement INE de septembre 2001 (64 611 habitants) et l'extrapolation des résultats d'Enyac 2002⁵¹, enquête réalisée au mois d'avril, qui estime alors le nombre d'habitants de la ville à 57 000. Même si cette comparaison est critiquable (l'INE a recensé l'ensemble de la population, l'enquête Enyac s'est limitée aux ménages particuliers), elle confirme bien l'existence d'une forte émigration depuis la capitale municipale⁵².

L'importance du piémont Sud ne se limite cependant pas à la ville de Yacuiba. En effet, la population rurale de cet ensemble (16 022 habitants en 2001) lui confère une des densités les plus fortes du département (21,9 hab./km²) [cf. Tab. B-6 et Carte II-2 en p. 70]. Ce peuplement des campagnes découle principalement de la présence de 10 localités rurales de plus de 500 habitants (dont la population totale est de 9 360 individus) le long de la route reliant l'Argentine à Santa Cruz. Le peuplement de ces localités est diversement explicable. L'effet de site suffit à comprendre l'existence d'une partie d'entre elles : tel San Isidro (1 927 hab. en 2001) à la sortie de Yacuiba ; Campo Pajoso (704 hab. en 2001) au croisement de la route Yacuiba–Santa Cruz et de la piste desservant Tarija ; Sanandita (942 hab. en 2002) sur le site du gisement pétrolier désaffecté du même nom et qui accueille aujourd'hui une école militaire d'élite [cf. Carte II-8 en p. 98]. Autres localités notables, celles de Caiza (645 habitants en 2001) – jadis capitale provinciale – et de Palmar Chico (population de 1 450 individus en 2001), toutes deux de peuplement ancien et situées le long de la voie ferrée par laquelle elles exportaient leur production d'oléagineux vers la raffinerie de Villamontes dans les années 70 [cf. *infra*]. Elles ont depuis diversifié leurs pratiques en privilégiant la culture intensive partiellement mécanisée du maïs et de l'arachide ou le maraîchage (piments) [cf. Photos II-4-b et Carte II-3 en p. 71]. Enfin, on notera la présence de localités beaucoup plus récentes, telles Tierras Nuevas (711 habitants en 2001), El Carmen (909 individus en 2001), composées en majorité de populations immigrées⁵³, ce qui laisse supposer une colonisation contemporaine de certaines zones du piémont [cf. Photos II-4-c]. Selon Mendoza Cortes (2003) l'origine de ces immigrés est double : refoulement de la ville de Yacuiba et arrivée de Sans Terres⁵⁴. On ne compte à ce jour aucune étude sur la formation de ces nouvelles communautés et sur leur rôle éventuel dans la redistribution du peuplement. A ce sujet, l'observation de la structure par âge de la population rurale

⁵¹ Encuesta Yacuiba 2002, enquête de migration réalisée dans la ville de Yacuiba [cf. *infra*].

⁵² A noter que cette émigration ne semble pas avoir d'impact particulier sur la structure par sexe et par âge de la population, puisque la pyramide des âges du recensement de 2001 représente un cône parfait [cf. Fig. B-3 en p. 480].

⁵³ Selon le recensement de population de l'INE de 2001, dans le cas de Tierras Nuevas, 65,0 % des habitants (462 sur 711) sont nés en dehors du département du Tarija. Pour Villa El Carmen, cette proportion est de 53,6 % (487 sur 909)

⁵⁴ On se réfère ici au Movimiento Sin Tierra (MST) bolivien, dont la fondation est récente (2000), généralement constitué par des individus ne possédant pas de terres pour pratiquer l'agriculture ou l'élevage. Le mouvement est particulièrement actif dans le Chaco tarijénien.

du piémont Sud dessine une pyramide conique⁵⁵ que l'on peut interpréter comme une absence d'émigration ou, du moins, d'incidence de l'émigration [cf. Fig. B-2 en p. 479].

En remontant vers Santa Cruz, à 50 kilomètres de Yacuiba, le piémont central, rectangle de 30 kilomètres sur 15, peut être assimilé à une avancée de la plaine jusqu'au pied de l'Aguaragüe. Les précipitations et altitudes y sont moins importantes que dans les piémonts Sud et Nord, et l'occupation humaine extrêmement faible : population totale de 784 habitants répartis sur 498 km², soit une densité de 1,6 hab/km². Cette sous-région s'étend jusqu'au Pilcomayo, qui marque la frontière avec le piémont Nord.

2 - Au nord : croissance urbaine constante et colonisation agricole

Du Pilcomayo à la frontière du Tarija avec le Chuquisaca, le piémont Nord s'étale lui aussi sur un rectangle de 30 kilomètres sur 15. Il englobe la ville de Villamontes (16 113 habitants en 2001) et une population rurale de 4 359 individus répartis sur 447 km² (soit une densité rurale de 9,8 hab./km²).

La localisation de la ville de Villamontes [cf. Photos I-1-d] – à la limite entre le massif andin et la plaine, sur la rive du Pilcomayo – a sans doute un lien étroit avec l'implantation de missions religieuses au début du XX^e siècle. Plus tard, lors de la guerre du Chaco, la petite localité se transforme en bastion stratégique, fermement défendu par l'armée bolivienne. Cependant, en 1950, son importance démographique se limite à un petit bourg (3 105 habitants selon le recensement de l'INE), ne profitant que marginalement de l'ouverture de la voie ferrée et de la route Argentine-Santa Cruz dans les années 50, qui valorise pourtant sa position de carrefour, l'unique pont traversant le Pilcomayo se situant à l'entrée de la ville. Villamontes atteint cependant le statut urbain en 1976 (5 985 habitants selon l'INE, croît annuel de 2,6 % entre 1950 et 1976, cf. Tab. A-18). Durant les années 70, un projet d'envergure de la Codetar va accélérer son développement. En effet, Villamontes est choisie pour devenir un pôle agro-industriel national dans le domaine des oléagineux. Ainsi, en 1974, s'achève l'usine d'huile comestible, la *Fábrica de Aceite Comestible Sociedad Anónima* (Facsa). L'implantation de ce projet majeur⁵⁶ – même s'il s'est avéré mal pensé (surdimensionné) et s'est conclu par un échec (la raffinerie ferme en 1992) – a sans doute contribué à l'accélération de la croissance de la ville, dont la population atteint 11 086 habitants en 1992 (soit, selon les données de l'INE, un croît annuel de 3,9 % entre 1976 et 1992). Cet essor va s'accélérer durant les années 90

⁵⁵ Sauf peut-être une surreprésentation des 15-19 ans, sans doute imputable à la présence de l'école militaire.

⁵⁶ La raffinerie était destinée à produire jusqu'à 15 000 tonnes par an.

(variation annuelle de 4,2 % entre 1992 et 2001), à la faveur de la mise en service de la route goudronnée Santa Cruz-Yacuiba et plus récemment de l'activité gazière de la région [cf. Tab. C-1, Photos C-3 et Texte C-2].

Durant cette période, l'espace rural proche de Villamontes connaît lui aussi une croissance démographique importante, nous l'aborderons à partir de nos observations de terrain et du diagnostic du *municipio*⁵⁷ de Villamontes (ZONISIG-APDS 2000), seule source bibliographique traitant du piémont Nord. Au début du XX^e siècle, la région est peu peuplée, principalement par des éleveurs, et dirigée par une mission religieuse qui s'attache particulièrement à la colonisation agricole des versants de l'Aguaragüe. C'est dans ce contexte qu'intervient la guerre du Chaco (1933-1936), dont l'une des conséquences est l'arrivée supplémentaire de colons : d'une part d'autochtones (Guaranis et Weenhayek, généralement originaires de la plaine) se sédentarisant pour fuir les troubles occasionnés par le conflit (c'est le cas pour la communauté de Chimeo, 247 habitants en 2001 selon l'INE, située à 10 kilomètres au nord de Villamontes), et d'autre part de combattants profitant des conditions locales favorables pour s'installer à la fin du conflit (c'est le cas des premiers habitants de la communauté de Caigua, 708 habitants en 2001, à 15 kilomètres au nord de Villamontes, cf. Carte II-8 en p. 98). La révolution agraire de 1952 bouleverse ce schéma : la communauté indigène de Tarairi (localité de 496 habitants en 2001, à 20 kilomètres au nord de Villamontes) est créée pour mettre en valeur 49 000 hectares divisés en 8 Unidad Territorial de Base (UTB), qui correspondent à autant de localités. Ce montage permettait aux instances dirigeantes des communautés d'attribuer des terres à des colons, moyennant le versement d'un petit pécule : “ Au milieu des années 60, arrivent et s'installent dans la zone (du piémont) des agriculteurs en provenance des vallées tarijéniennes et chuquisaquéniennes⁵⁸, ils introduisent l'agriculture irriguée, permettant ainsi d'élargir l'utilisation des ressources naturelles, de diversifier la production et de repousser la frontière agraire ” (ZONISIG-APDS 2000, p. 45). Dans la continuité, ces vagues d'immigrants attirés par des terres disponibles sont complétées par des arrivées consécutives à l'ouverture de la raffinerie de Villamontes (1974) et aux projets d'accompagnement qui s'ensuivent⁵⁹.

⁵⁷ Dans le cadre de la Ley de Participación Popular (1993) chaque *municipio* doit effectuer une monographie de son espace administratif. Si ces documents sont généralement peu fiables, réalisés par des personnes non compétentes ou avec des arrière-pensées financières ou politiques, celui de Villamontes a l'avantage d'avoir été coécrit par des responsables locaux et par des techniciens du projet Zonisig, expérimentés et indépendants. Ceci nous encourage à juger fiable le résultat.

⁵⁸ Du Chuquisaca, département voisin.

⁵⁹ “ Au milieu des années 80, comme effet de l'installation de la fabrique d'huile à Villamontes, est encouragé le développement de terres agricoles dans le piémont afin de répondre à la demande en matière première. Ce processus favorise la croissance de la frontière agricole, grâce à l'accompagnement de crédit, l'assistance technique et les facilités de commercialisation de la production ” (ZONISIG-APDS 2000, p. 45).

Cependant, la fin des années 80 marque une crise du piémont Nord : les localités ne disposent plus de terres à redistribuer et la raffinerie est en faillite⁶⁰. Cela se traduit par une baisse de l'immigration et par une réorientation de l'agriculture au profit des denrées destinées à l'auto-consommation (maïs) et à la vente (maraîchage, pastèque, agrumes) à Villamontes. Durant les années 90, le piémont connaît une nouvelle période de croissance, suite à l'asphaltage de la route Yacuiba-Camiri qui se substitue à une piste en très mauvais état, non praticable en saison des pluies. Cela donne une véritable impulsion à l'agriculture de la région, en ajoutant aux débouchés de Villamontes (11 086 habitants selon le recensement INE de 1992) ceux de Yacuiba (à une heure de camion, 30 912 habitants en 1992, et à la frontière avec l'Argentine) et de Camiri (27 971 habitants en 1992, à trois heures de route). Parallèlement, plus proches de la plaine, quelques grandes exploitations maintiennent la culture de soja destiné aux batteries d'élevage de poulet autour de Santa Cruz et de Tarija. Néanmoins, l'ouverture de la route a aussi des effets pervers pour la région : les productions locales sont dorénavant mises en concurrence avec celles des vallées subandines du Tarija, mais aussi du Chuquisaca ; et de plus, l'application de la Nouvelle Politique Economique (NPE)⁶¹, combinée à de meilleures conditions de transport, favorise l'introduction sur le marché bolivien des cultures industrielles argentines. A ce problème s'ajoute une limite plus récente, le diagnostic de Zonisig signalant que "l'expansion de la frontière agricole est sur le point de rencontrer sa limite maximale" (ZONISIG-APDS 2000, p. 45). Bien entendu, il convient de s'interroger sur la signification de cette "limite maximale", car elle n'est pas précisée alors que l'expression est fortement relative au milieu et aux hommes qui le peuplent, mais on peut supposer qu'il s'agit d'une limitation des terres à redistribuer.

L'immigration a donc fortement contribué au développement du piémont Nord ; près d'un tiers (29,7 %) des habitants de la ville de Villamontes en 2001 déclarent être nés en dehors du Tarija, chiffre à peu près identique (28,4 %) pour les populations rurales du piémont Nord [cf. Tab. B-8 et B-9]. En outre, si l'on observe les données du *municipio* de Villamontes (composé à 67,8 % par les habitants de la ville du même nom, et à 18,3 % par la population rurale du piémont Nord⁶²), près de la moitié (45,3 %) des individus y résidant habituellement au moment du recensement de 2001 ne sont pas natifs de l'unité administrative concernée [cf. Tab. B-10]. Cette proportion, largement supérieure à celle observée lors de l'étude du lieu de naissance à l'échelle départementale, souligne une part non négligeable d'immigration en provenance du Tarija. Enfin, toujours à l'échelle du *municipio*, on

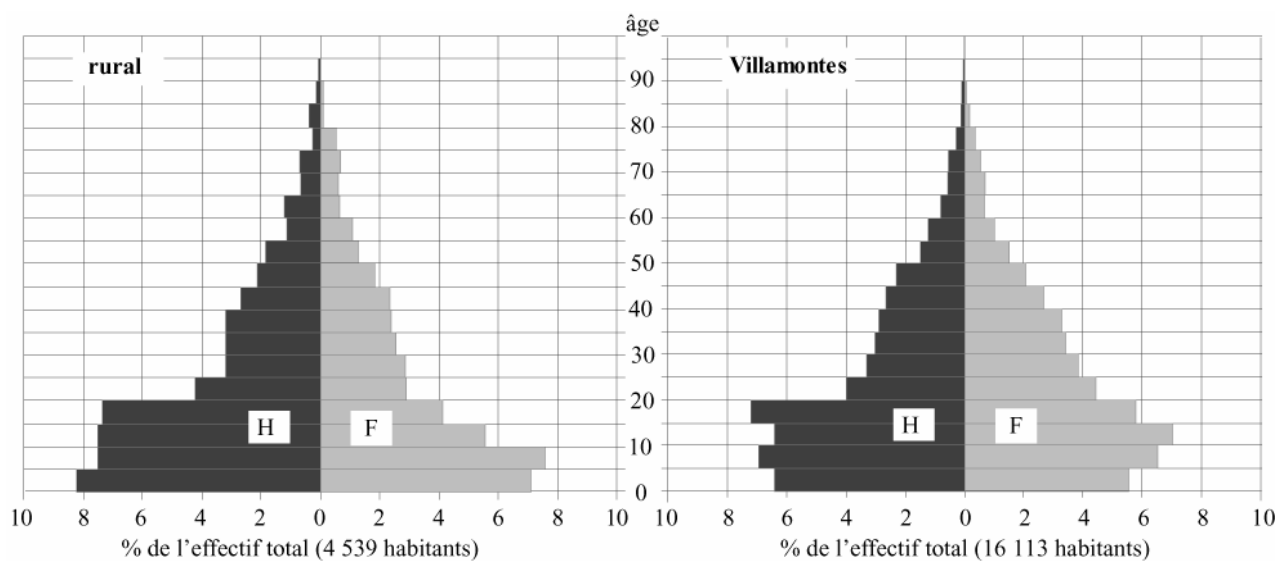
⁶⁰ Son ouverture et les projets qui l'ont accompagnée ont eu un impact sur le développement du piémont, mais on peut douter de l'essor qu'ont eu les cultures d'oléagineux dans la zone, car la raffinerie n'a jamais dépassé les 15 % de sa capacité de production (CEDLA 1988).

⁶¹ Mise en place par le gouvernement de Paz Estenssoro au milieu des années 80, la NPE préconise la non-intervention du gouvernement pour favoriser le secteur privé. De plus, les importations sont libres et sujettes à une taxe unique de 10 % (DE MESA, GISBERT *et al.* 2001, pp. 746-747).

⁶² Les 3,9 % restants sont dispersés dans la plaine du Chaco dont une bonne partie est englobée dans le *municipio* de Villamontes.

remarque que Villamontes possède, après Yacuiba, la plus forte proportion départementale d'immigrants entre 1996 et 2001 (15,5 %⁶³) et que ceci est complété par une émigration récente d'envergure (12,9 %⁶⁴), situation proche de celle relevée dans le piémont Sud [cf. Tab. B-11 et B-12]. C'est l'observation de la pyramide des âges qui peut nous renseigner sur la structure de cette émigration [cf. Fig. II-7 ci-dessous]. En zone rurale, on note une nette rupture à partir de la tranche d'âge des 20-24 ans, rupture plus graduelle et précoce dans le cas des femmes (elle s'étale sur les tranches d'âge 10-14 ans, 15-19 ans et 20-24 ans) mais qui n'entraîne cependant pas de rétrécissement significatif de la base. En zone urbaine (à Villamontes), c'est la surreprésentation de la population jeune (les moins de 20 ans) qui est remarquable, et qui pourrait trouver son origine dans les déplacements visant la poursuite d'études secondaires – les collèges étant peu nombreux en zone rurale, notamment dans la plaine. Comme dans les campagnes, on observe ensuite un net rétrécissement à partir de la tranche d'âge des 20-24 ans, qui laisse supposer une émigration de jeunes adultes, surtout parmi la population masculine. Ainsi le piémont Nord, zone d'émigration, a-t-il sans doute un rôle redistributeur.

Fig. II-7 : dép Tarija / piémont Nord – Pyramide des âges des populations urbaine et rurale



Source des données : CNPV INE 2001 (2002 b)

Regroupement piémont Nord rural propre

CM 2005

C'est donc le piémont qui constitue l'élément le plus dynamique d'un peuplement de l'Oriente très contrasté, structuré autour de plusieurs ensembles. Premièrement, par la croissance historique et le déclin depuis une dizaine d'années de Bermejo et de ses alentours. Deuxièmement,

⁶³ Ce qui signifie que sur les 19 586 habitants âgés de 5 ans et plus qui résident habituellement dans le *municipio* en 2001, 3 030 vivaient ailleurs 5 années auparavant.

⁶⁴ En d'autre terme, sur les 19 001 individus âgés de 5 ans et plus qui habitaient habituellement dans le *municipio* en 1996, 2 445 l'ont quitté 5 années plus tard.

du fait d'une zone subandine rurale (ensembles centre et Est), importante démographiquement sans pour autant être un moteur du peuplement départemental, situation qui pourrait évoluer avec la découverte et l'exploitation des gisements gaziers. Troisièmement, grâce à l'accroissement exceptionnelle de Yacuiba (néanmoins fortement perturbée par la crise argentine) et par le développement rural qui s'effectue dans la partie nord de la ville. Quatrièmement, par la croissance régulière de Villamontes, et par celle de son arrière-pays (des zones de colonisation agricole qui semblent rencontrer des limites dans leur développement). Enfin, cinquièmement, par la plaine du Chaco, vaste espace au peuplement diffus et varié, dont l'impact sur l'organisation départementale n'est actuellement que peu perceptible.

Cette présentation du peuplement récent du Tarija nous a permis de mieux comprendre l'évolution de la répartition de la population tarijénienne durant ces 50 dernières années et les différences observées quant à notre dichotomie Occidente/Oriente. En 1950, la population du département est à majorité rurale, organisée autour de la primauté du pôle historique Tarija / vallées andines. Cependant, durant la deuxième moitié du XX^e siècle, la croissance de l'Occidente se limite à celle de la ville de Tarija, puisque les populations de l'espace rural des vallées andines et des hautes montagnes stagnent ou sont en voie de régression. Durant la même période, l'Oriente vit une phase d'expansion démographique à la faveur d'une réforme agraire encourageant la colonisation du piémont ; du développement agro-industriel (essor de la canne à sucre dans le triangle de Bermejo et des oléagineux dans le piémont) ; de la découverte puis l'exploitation du pétrole (Bermejo) et du gaz (vallées subandines orientales et Chaco) et de l'intensification du commerce transfrontalier (Bermejo et Yacuiba). Ainsi la dichotomie Occidente/Oriente peut-elle être assimilée à une opposition entre des campagnes traditionnelles, stigmatisées par la crise andine, et des fronts pionniers modernes.

En 2001, les abords de la ville de Tarija continuent de concentrer l'essentiel du peuplement départemental, mais on a remarqué l'importance du piémont tarijénien, deuxième ensemble démographique du département. Dorénavant, nous nous concentrerons plus précisément sur ces deux espaces afin de comprendre la dynamique des migrations dans le Tarija. Car, qu'il s'agisse de l'Occidente ou de l'Oriente du département, l'émigration (dans les campagnes des vallées andines et subandines) ou l'immigration combinée à l'émigration (notamment dans les villes et dans les campagnes du piémont Nord) ont laissé transparaître une forte instabilité du peuplement du Tarija. Or, si les études et données consultées permettent de pressentir ce phénomène, des carences majeures quant aux éléments permettant leur explication sont à regretter.

III - Les enquêtes de migration et le choix des unités d'analyse

Au cours du chapitre I, nous avons pu souligner à quel point le Tarija, petit département s'inscrivant dans la diversité physique du pays, était un terrain d'étude privilégié des changements démographiques boliviens, notamment en ce qui concerne les mouvements migratoires. C'est dans cet esprit que nous avons détaillé, au cours des deux premières sections du chapitre II, la présentation de notre département de référence, en revenant systématiquement sur le rôle des migrations dans la répartition de la population tarijénienne. Cette présentation a non seulement confirmé l'importance de l'immigration et de l'émigration au niveau départemental, mais elle a aussi rappelé les carences en études et en données nécessaires à leur entendement. Nous reviendrons dans un premier temps sur ces lacunes, et expliquerons brièvement le dispositif d'enquête mis en place pour les combler (A). Dans un second temps, nous justifierons les unités d'analyse retenues dans le cadre de cette étude et proposerons un modèle adapté à nos objectifs (B).

A - Appréhender la complexité des migrations, un enjeu fondamental dans le Tarija

La compréhension du peuplement et de la redistribution de la population passe notamment par une étude des mouvements migratoires, dont l'importance va en augmentant depuis une cinquantaine d'années en Bolivie. Or la complexité de ces mêmes mouvements n'est généralement appréhendée qu'à travers des analyses qualitatives ponctuelles ou par les données incomplètes des recensements. C'est sur cette constatation que nous reviendrons tout d'abord pour ensuite introduire nos enquêtes de migrations réalisées dans le Tarija.

1 - Des lacunes dans l'étude des déplacements de population

En abordant l'émigration internationale des Boliviens, nous avons déjà évoqué le manque d'études et de données éclairant les mouvements de population détectés, et nous constatons la même carence à présent pour les migrations nationales. D'une part, le travail de Geneviève Cortes (2000) constitue l'essentiel des études portant sur les migrations internes, elle révèle l'existence de migrations entre les divers étages écologiques du Cochabamba, qui permettent aux communautés

rurales andines de participer au développement de la culture de la coca dans le Chaparé (dont les caractéristiques physiques sont proches de celle des vallées subandines du Tarija). D'autre part, les données disponibles au sujet des migrations internes en Bolivie se limitent au dépouillement de trois variables des recensements de population réalisés par l'INE (et que nous avons utilisées dans les chapitres I et II) : la première récolte le lieu de naissance (applicable à tous), la deuxième le lieu de résidence 5 années auparavant (réservée aux individus âgés de 4 ans et plus) et la troisième le lieu de résidence habituel, ce qui permet d'affiner les sous-populations étudiées. C'est à partir de ces données que Melvy Vargas Bonilla a dressé le premier bilan des migrations internes en Bolivie (essentiellement sur la période 1996-2001, CODEPO 2004) en mesurant les mouvements de population entre les régions écologiques (selon la tripartition de l'INE), entre départements et entre *municipios*. L'apport de ce travail à la compréhension de la redistribution du peuplement en Bolivie est indéniable, car il illustre bien les grands mouvements révélés dans le chapitre I : croissance des plaines et urbanisation générale. De plus, en croisant des variables de genre ou d'éducation avec celles des migrations, il permet d'aborder avec plus de précision les causes et conséquences des migrations. Cependant, il ne s'agit là que d'une approche générale d'un problème plus compliqué, que les données du recensement ne peuvent que partiellement aborder.

On peut tout d'abord signaler qu'elles ne permettent qu'une vision partielle des événements migratoires, car les intervalles temporaires sont trop espacés : travailler sur le lieu de résidence cinq années avant la collecte des données (pour la Bolivie) exclut la détection des mouvements de courtes durées (notamment les migrations saisonnières) ; de plus, le laps de temps entre deux recensements peut laisser une vaste période non renseignée⁶⁵. En outre, la prise en compte du lieu de naissance, du lieu de vie cinq années avant le recensement, et du lieu de vie actuel ne restitue pas la diversité des mouvements migratoires, bien souvent plus complexes⁶⁶. Enfin, étudier les mouvements de population par rapport aux données produites par les instituts de statistiques limite considérablement les possibilités de croisement des variables. Dès lors, comment comprendre la motivation des migrants en se limitant aux recensements de l'INE ? Comment aborder la relation cruciale entre migrations et activité ? Et, en milieu rural, comment lier la situation agraire et les déplacements de population ? Ainsi, en Bolivie, les recensements ne sont qu'un outil partiel d'analyse des mécanismes et déterminants socio-économiques à l'œuvre dans les migrations.

⁶⁵ Dans le cas de la Bolivie, on ne dispose d'aucune information quant aux mouvements de population effectués entre 1976 et 1987, cinq années avant le recensement de 1992.

⁶⁶ Par exemple, et selon l'étude de Luc Cambrézy à Veracruz (Mexique), le manque de données au sujet de la mobilité dans les campagnes peut nuire à leur compréhension : " le risque est de se laisser conduire à privilégier la migration dans ce qu'elle a de plus massif, mais aussi de plus caricatural : l'exode rural. Le danger est alors de verser dans une perception réductrice des phénomènes migratoire qui, justement, ne se limitent pas seulement, loin s'en faut, à cette forme de mobilité " (CAMBREZY 1990, p. 680).

2 - Les enquêtes Frontarbol

De telles lacunes justifient la réalisation d'enquêtes appropriées, dotées de variables précises et adaptées à chaque unité d'analyse. Or, en Amérique du Sud, "... la tradition coloniale du dénombrement et plus récemment la mise en place d'enquêtes nationales de ménages dans tous les pays de ce continent, a paradoxalement limité l'extension des enquêtes de migration" (DOMENACH & PICOUET 1995, p. 20). C'est dans cet esprit que s'est inscrite notre démarche scientifique : la production de données quantitatives sur les migrations dans le département du Tarija.

Notre travail a été réalisé dans le cadre d'une coopération scientifique entre l'UAJMS de Tarija, l'IRD et l'IFEA, et a eu pour finalité la production et l'analyse de données sur les migrations dans le Tarija [cf. Prologue et Carte de localisation II en p. 5]. Ainsi, divers sondages ont été effectués à l'échelle départementale : dans la ville de **Tarija**, en septembre 2001 (nom de l'enquête : Entar 2001) ; dans la vallée de **Tolomosa**, au sud de la capitale, en février 2002 (Entol 2002) ; dans la ville frontalière de **Yacuiba** en avril 2002 (Enyac 2002) ; et dans la ville de **Villamontes**, la localité rurale de **Caigua**, située sur le piémont, et celle de **Caraparí**, dans les vallées subandines orientales, en juillet 2002 (Envil 2002). Les résultats de cette vaste entreprise (2 272 foyers enquêtés, plus de 10 000 personnes au total) ont permis aux étudiants de l'université partenaire⁶⁷ d'acquérir une expérience de terrain dans le cadre d'un cours de méthodologie d'enquête, et de bénéficier en priorité des données produites. Ainsi, deux d'entre eux ont d'ores et déjà réalisé leur mémoire de *licenciatura*⁶⁸ en se servant des données produites⁶⁹, et plusieurs autres sont en cours. Enfin, la thèse de doctorat de Nicolas d'Andréa, l'un des précurseurs du projet, a été soutenue en décembre 2004. Elle emploie les enquêtes réalisées dans l'est du département pour illustrer la dynamique de l'Oriente bolivien.

A la différence des recensements de l'INE, ces enquêtes étaient destinées exclusivement à des ménages ordinaires (les établissements collectifs – hôpitaux, prisons, hôtels, etc. – ne sont pas concernés) et comptabilisaient une population de droit (vivant habituellement dans le foyer) et non de fait (présente lors de la collecte des données). La démarche de base a consisté à effectuer une enquête rétrospective des événements migratoires (depuis la naissance) et des mobilités (sur les 12 derniers mois) en utilisant des définitions *a priori* : les lieux de migrations étant ceux où l'enquêté a vécu au moins 6 mois continus (en dehors du lieu de naissance) et les mobilités se rapportant à tout déplacement ayant engendré le passage d'au moins une nuitée en dehors de la localité et d'une durée totale inférieure à 6 mois. Dans le cadre de cette mesure d'événements, les motivations de chacun des déplacements étaient demandées, ce qui

⁶⁷ Pour chaque enquête utilisée lors de ce travail de recherche, nous préciserons en annexe la liste des étudiants y ayant participé.

⁶⁸ En Bolivie, la *licenciatura* marque la fin du premier cycle universitaire, après cinq années d'études. Elle peut être assimilée à notre maîtrise.

⁶⁹ GUERRERO 2004 ; TOCOCARY 2004

permet notamment de distinguer les déplacements passifs et actifs, et à l'intérieur de cette dernière catégorie, les déplacements professionnels et de formations. De manière complémentaire, la situation dans le temps de l'événement a été spécifiée par l'année d'arrivée et de départ du lieu de migration, ou par le mois de début de la mobilité la plus longue (en cas de mobilités multiples vers la même destination). Enfin, une attention toute particulière a été portée au recensement des lieux de migration ou de mobilité, les niveaux de collectes englobant la localité, la province, le département et le pays [cf. Quest. D-9 et D-10 pour un exemple des modules migrations et mobilités]. Il en va de même pour le lieu de naissance des individus enquêtés, essentiel à l'étude des mouvements de population [cf. Quest. F-8 ou E-3], et pour celui des parents du chef de ménage⁷⁰, qui permet de reculer d'une génération l'étude du lieu d'origine [cf. Quest. D-6]. En plus de ces questions spécifiques aux déplacements, d'autres plus générales ont été appliquées au niveau individuel (âge, sexe, relation de parenté, fécondité) et familial (équipement du foyer, condition de logement) [cf. Quest. D-2, D-3 et D-8 comme exemples de ces modules].

Il convient de noter plusieurs spécificités de nos questionnaires par rapport aux enquêtes de migrations habituelles. Premièrement, en ce qui concerne l'approche de l'activité : son étude au niveau individuel (selon les secteurs et catégories d'emploi en cas d'occupation professionnelle) a été complétée par un recensement des pratiques agricoles et d'élevage des ménages, en milieu rural mais aussi en zone urbaine, ceci afin de capter d'éventuels liens entre la ville et la campagne et de mesurer l'importance de ces pratiques dans les banlieues [cf. Quest. D-3]. En outre, un module visant à préciser une éventuelle pluriactivité des ménages (ou diversification des sources de revenu du foyer) a été introduit lors d'Envil 2002 [cf. Quest. E-7]. Enfin un module installation, réservé aux non natifs, apporte de précieuses informations sur l'activité des individus dans leur lieu d'origine ainsi que sur les motifs d'installation et l'activité à l'arrivée dans la localité enquêtée⁷¹ [cf. Quest. E-10]. Deuxièmement, un module particulièrement novateur permet d'étudier le lieu de vie (pour toutes les enquêtes) et l'activité (sauf dans le cas d'Entar) de la descendance du chef de ménage et de son conjoint, informations révélatrices de la redistribution de la population à partir des localités enquêtées [cf. Quest. D-5]⁷². Troisièmement, des modules spécifiques à la situation des localités ont sporadiquement été introduits. Nous citerons ici deux exemples qui seront employés dans le cadre de notre analyse : le questionnaire d'Entol 2002 comporte un module sur la fréquence et les motivations de la mobilité quotidienne des habitants de la vallée vers la ville voisine de Tarija [cf. Quest. D-11] ; et l'importance locale des hydrocarbures nous a encouragé à introduire dans Envil 2002 un module sur la perception du futur et les projets de migration [cf. Quest. E-8]⁷³.

⁷⁰ Le module recensant les lieux d'origine des parents du chef de ménage a été introduit à partir d'Entol 2002.

⁷¹ Ce module n'est présent qu'à partir de l'enquête Enyac 2002.

⁷² A noter la présence d'un autre module novateur qui aborde la question des visites (toute personne, non membre du ménage, ayant séjourné au moins une nuit dans le foyer enquêté), et permet ainsi d'étudier les mobilités vers la localité recensée. Par souci de simplification du questionnaire d'Envil 2002 [cf. texte E-1], il n'est pas présent dans notre dernière enquête.

⁷³ Ces exemples ne sont pas exhaustifs : lors d'Enyac 2002, c'est la mobilité quotidienne entre la ville frontalière de Yacuiba et l'Argentine qui fait l'objet d'un module ; Entol 2002 et Enyac 2002 prévoient un module sur les conditions de travail en Argentine, réservé aux personnes déclarant au moins une migration et/ou une mobilité professionnelle dans le pays voisin ; dans le cas d'Entar 2001, ce sont les stratégies résidentielles dans la ville qui font l'objet d'une attention toute particulière. Enfin, signalons que tous les questionnaires comportent un module spécifique aux mobilités pour cause de santé, recensant les déplacements liés à un traitement médical sur les cinq dernières années.

Il résulte de nos enquêtes dans le Tarija une base de données conséquente et d'une richesse considérable⁷⁴, dont nous n'emploierons qu'une petite partie dans le cadre de cette étude. En effet, notre travail de terrain s'inscrit dans une démarche de coopération scientifique dont les objectifs dépassent largement la présente thèse. Il convient maintenant de limiter les champs d'analyse aux besoins de notre recherche.

B - Le champ d'analyse

Notre restriction du champ d'analyse se fera à deux niveaux. Spatial tout d'abord, afin de sélectionner les unités qui seront étudiées selon la diversité physique du Tarija et les dynamiques du peuplement précédemment détectées. Méthodologique ensuite, afin de présenter l'angle d'approche retenu pour l'analyse des localités sélectionnées, en précisant les données et la terminologie utilisées au cours de notre étude.

1 - Le choix d'une double dichotomie : urbain/rural et Occidente/Oriente

L'appartenance au monde urbain ou au monde rural semble constituer la différenciation la plus importante concernant l'évolution de la répartition de la population dans le Tarija et en Bolivie, c'est donc cette dichotomie qui conditionne le plan de notre recherche. Cependant, nos précédentes analyses nous encouragent à considérer comme pertinente une différenciation supplémentaire, entre l'Occidente et l'Oriente. Aussi choisirons-nous de retenir des unités d'analyses collant avec ces dichotomies, c'est-à-dire une localité urbaine et une zone rurale, dans chacun des deux ensembles constitués par la bipartition.

La ville de Tarija et la vallée de Tolomosa : croissance urbaine et crise rurale de l'Occidente

Par son statut d'unique ville de l'Occidente tarijénien, la capitale départementale constitue logiquement notre unité d'analyse urbaine de la partie occidentale du Tarija. Son étude dans le cadre de la présente recherche s'impose pour aborder la question des flux migratoires, au centre de la croissance récente de la ville. Autre aspect, nous essaierons de qualifier les fonctions spécifiques de Tarija, notamment l'éventuelle attractivité de son université. Enfin, nous avons remarqué une

⁷⁴ Cette base de données, publique, peut être obtenue sous format SPSS en prenant contact avec le LPED (www.lped.org), équipe Midden.

émigration significative depuis ce centre urbain, il conviendra donc de définir sa fonction redistributrice.

Notre étude de l'Occidente tarijénien rural a souligné la concentration de la population dans les vallées centrales mais aussi le rôle prépondérant joué par l'émigration, notamment vers l'Argentine. C'est à partir du bassin versant de Tolomosa, situé dans les vallées andines du centre, que nous avons choisi d'étudier ces mouvements migratoires. Puisque localisée dans le bassin historique du peuplement, cette unité d'analyse est particulièrement propice à l'étude de l'émigration traditionnelle des campagnes occidentales du département, et certains indicateurs du recensement de 2001 de l'INE laissent supposer une forte émigration actuelle depuis la vallée. D'une part, l'étude de la structure par âge du bassin versant de Tolomosa montre les grandes tendances d'un système émigratoire encore plus exacerbé que dans l'ensemble du rural occidental [cf. Fig. B-1 en p. 478] : le départ des jeunes est sous-entendu par une nette rupture à partir de la tranche d'âge des 15-19 ans, notamment dans la population masculine ; le vieillissement de la population y est plus important ; et le déficit des enfants en bas âge est considérable (notamment pour les 0-4 ans). D'autre part, on aura remarqué la proportion particulièrement importante de non natifs de la Bolivie recensés dans la vallée. Élément supplémentaire justifiant notre choix, la structure des implantations humaines du bassin de Tolomosa semble correspondre à celle observée à l'échelle des vallées centrales, soit à un mélange de petites communautés isolées (dans le sud de la vallée) et de localités rurales plus importantes (de plus de 500 hab. en 2001) bien connectées au réseau routier entourant la capitale départementale. Enfin, la localisation de la vallée le long de la cordillère de Sama implique une variété des climats du bassin versant : les localités situées au pied de la montagne bénéficient d'un réseau hydrographique pérenne et de précipitations importantes (plus de 1200 mm par an), alors que celles qui sont éloignées de la ligne de crête sont hors de portée des rivières permanentes, dans des zones plus arides (moins de 900 mm par an de précipitations annuelles).

La combinaison de ces facteurs a présidé au choix de la vallée de Tolomosa pour notre enquête de migration. Dans le cadre de la présente étude, nous nous servirons des données récoltées afin d'effectuer une analyse du système agraire des localités enquêtées et d'ainsi qualifier plus précisément la crise rurale andine précédemment signalée. A partir des résultats de cette analyse, nous tâcherons de comprendre la diversité des stratégies migratoires des habitants de la vallée. Nous porterons une attention toute particulière à la périodicité de l'émigration (en distinguant notamment l'émigration saisonnière de celle de plus longue durée), ses motivations et ses destinations. Ce dernier point nous révélera dans quelle mesure l'Argentine constitue l'unique lieu d'émigration ou bien si le pays voisin est concurrencé par des pôles d'attraction plus proches (Tarija par exemple), voire au contraire plus lointain (Espagne, Etats-Unis).

La ville de Villamontes et la communauté de Caigua : croissance récente et stable de l'Oriente

Si le choix des unités d'analyse de l'Occidente est élémentaire (un seul centre urbain) ou relativement aisé (peu de variation dans les situations rurales), la sélection des localités pour étudier les dynamiques urbaine et rurale de l'Oriente du département est plus délicate.

Trois possibilités s'offrent pour y observer le peuplement urbain : les villes de Bermejo, Yacuiba et Villamontes. Deux raisons principales nous encouragent à ne pas retenir Bermejo. Tout d'abord, son analyse aurait nécessité une approche historique, dans le sens où la ville traverse une période de crise depuis une vingtaine d'années (susitant actuellement une émigration plus soutenue que l'immigration), ce qui la rend peu propice à l'étude de la croissance orientale que nous nous proposons d'illustrer. Ensuite, de par sa situation géographique, Bermejo est isolée, uniquement rattachée au reste de la Bolivie par la piste desservant Tarija⁷⁵ ; il s'agit donc d'une région fonctionnant de manière relativement autonome, peu concernée par la mise en réseau des espaces que nous souhaitons examiner. C'est pour ces raisons que nous avons préféré nous centrer sur la dynamique plus actuelle du piémont, fortement liée au développement national⁷⁶. A l'intérieur du piémont, la croissance démographique de Yacuiba a été l'une des plus forte de la Bolivie entre 1992 et 2001, ce qui nous a encouragé à y réaliser une enquête de migration en avril 2002. Le développement de la ville s'inscrit dans la dynamique de l'Oriente bolivien (Yacuiba est située sur le couloir Argentine-Santa Cruz), mais est aussi fortement tributaire d'une activité commerciale conjoncturelle, fluctuant selon l'évolution des politiques douanières et des taux de change de la Bolivie et de l'Argentine. Ainsi la conjoncture internationale de la fin des années 90 est au centre de la crise qui touche actuellement la capitale du Gran Chaco, soulignant de ce fait le manque de diversité dans les fonctionnalités de la ville. Yacuiba ne nous semble donc pas être un point d'observation pertinent de la dynamique urbaine du peuplement oriental, mais plutôt d'une dynamique de « ville-champignon » qui pourrait constituer une étude à part entière, à mettre éventuellement en comparaison avec d'autres villes frontalières⁷⁷.

⁷⁵ L'état de cette piste, remontant les pentes abruptes des massifs montagneux subandins, a fréquemment accentué cet isolement [cf. Photos II-3-b]. Par exemple, lors des pluies diluviennes d'El Niño entre 1998 et 1999, toute une partie a été emportée par un glissement de terrain. La ville de Bermejo a ainsi été totalement coupée de la Bolivie pendant plusieurs mois, et les personnes qui voulaient se rendre dans le reste du pays devaient passer par l'Argentine et réintégrer le Tarija par la ville frontalière de Yacuiba. Si l'asphaltage de cette piste a été terminé en 2004, elle continue d'être régulièrement fermée pour cause d'éboulements. La construction d'un nouveau tunnel courant 2005 devrait enfin assurer la liaison permanente de Bermejo à la Bolivie.

⁷⁶ A noter cependant que la richesse de la dynamique migratoire de la région de Bermejo justifiait pleinement une enquête autonome, qui a été dirigée par Sylvain Souchaud au mois de mai 2005.

⁷⁷ Nous avons d'ailleurs envisagé cette comparaison lors de notre première mission dans la zone frontalière boliviano-argentine, en 2000, en compagnie de Nicolas d'Andréa. Nous préconisons alors la mise en place d'un dispositif d'enquêtes de migration dans les villes doublons de Villazon-La Quiaca (département Potosi), Bermejo – Aguas Blancas et Yacuiba – Pocitos (D'ANDREA & MARTIN 2000).

Notre choix s'est donc porté sur l'analyse des données collectées à Villamontes. Bien que la ville soit de taille modeste, on aura remarqué sa croissance soutenue et régulière au cours des 50 dernières années. C'est cette régularité et la multifonctionnalité de ce petit centre urbain du piémont qui ont retenu notre attention. De plus, sa croissance ne montre pas de signes d'essoufflement, et son positionnement récent comme l'un des centres de l'activité gazière départementale ne fait que consolider son attractivité. Enfin, comme nous l'avons vu plus haut dans ce chapitre, la ville de Villamontes constitue aussi l'un des principaux pôles redistributeurs du département. Dès lors, la sélection de ce centre urbain pour évoquer la redistribution du peuplement à travers une ville de l'Oriente tarijénien est pleinement justifiée, d'autant plus qu'on aura noté l'inexistence d'études à ce sujet. Il nous appartiendra donc d'expliquer le peuplement de Villamontes, sa fonction actuelle, mais aussi son rôle redistributeur afin de comprendre la place occupée par cette ville qui est située à équidistance (distance-temps) entre la capitale départementale du Tarija et l'agglomération de Santa Cruz.

C'est aussi la recherche de cette combinaison des fonctions réceptrice et redistributrice, sans qu'elles soient liées à des phénomènes désuets ou conjoncturels, que nous avons privilégiée dans la sélection de notre unité d'analyse de la dynamique du peuplement rurale de l'Oriente tarijénien. Nous avons écarté l'étude des localités rurales du triangle de Bermejo, dans les vallées subandines méridionales, pour les mêmes raisons qui nous ont poussés à ne pas approfondir notre analyse de la ville (investigation de type historique et isolement)⁷⁸. Plus au nord, l'étude des vallées subandines du centre se serait bornée à analyser l'émigration et la stagnation d'une population rurale. En continuant vers l'est, on a pu détecter des dynamiques démographiques majeures dans les vallées subandines orientales, mais elles correspondent à des situations hautement conjoncturelles, liées à des chantiers sporadiques de l'activité gazière [cf. Texte C-5]. Toujours dans la même zone, l'enquête réalisée dans la localité de Caraparí aurait pu constituer une base d'analyse, mais d'une dynamique peu récente, la capitale du *municipio* du même nom correspondant à une localité ancienne⁷⁹. Enfin, si les caractéristiques du peuplement de la plaine du Chaco sont nombreuses et passionnantes (implantations militaires, mennonites, d'autochtones récemment sédentarisés) le poids démographique de cette région de l'Oriente tarijénien les rend peu significatives.

⁷⁸ Ce choix n'enlève rien à l'intérêt d'une zone porteuse d'une forte dynamique historique du peuplement rural, et théâtre d'importantes migrations saisonnières.

⁷⁹ Cependant, l'étude de Caraparí pourrait s'intégrer dans de futurs travaux de recherche. D'une part en mettant en relation la croissance de cette localité et celle de la ville voisine de Yacuiba (à 30 kilomètres, de l'autre côté de l'Aguaragüe). D'autre part, une étude spécifique au sujet de l'influence des hydrocarbures sur le peuplement du Tarija devra prendre en compte le développement de cette petite localité des vallées subandines orientales. En effet, sa proximité avec le puits de San Alberto a influencé son développement dès le début des années 60. L'évolution récente du secteur dans la région (extension du complexe de San Alberto, perforation des puits d'Itau) et les retombées financières que cela implique ne feront qu'amplifier cette relation [cf. Carte C-1, Tab. C-1, Texte C-3, C-4 et C-9 pour des informations détaillées à ce sujet]. Dans ce contexte, la réalisation dans les années à venir d'une enquête supplémentaire dans la localité de Caraparí pourrait déboucher sur une étude longitudinale fort intéressante.

Ce poids démographique est justement l'un des critères justifiant notre sélection du piémont – dont la densité rurale est la plus forte de la décapartition [cf. Carte II-2 en p. 70] – comme observatoire de la dynamique du peuplement des campagnes orientales du Tarija. De plus, le peuplement du piémont est lié à la croissance récente de localités rurales situées sur l'un des axes de communication les plus importants du département, dans une zone au potentiel agricole encore sous-exploité au milieu du siècle dernier, ayant fait l'objet d'une colonisation malgré la crise de la raffinerie de Villamontes [cf. *supra*]. Et si les rares recherches sur le sujet tendent à montrer une limite actuelle dans l'extension de ces nouvelles communautés, cela ne rend que plus riche leur analyse, en considérant conjointement une immigration récente et la redistribution du peuplement qui pourrait découler de la crise éventuelle. C'est la localité de Caigua, située dans le piémont Nord, qui a été sélectionnée pour observer cette dynamique⁸⁰. Comme nous l'avons signalé, l'installation des premiers habitants de la communauté remonte au milieu du XX^e siècle, et les 50 dernières années ont été marquées par l'arrivée de colons, encouragés par la redistribution des terres de la réforme agraire de 1953, qui y ont développé des activités agricoles.

2 - L'instabilité du peuplement au centre de la méthode d'analyse

Un critère a déterminé l'ensemble de la sélection des unités d'observation : l'instabilité de leur peuplement. En effet, nous souhaitons comprendre les principaux mécanismes qui régissent la répartition de la population actuelle du Tarija, ce qui nous amènera à étudier les grands courants migratoires, passés et actuels, et les pôles d'attraction qui les structurent. Dans ce but, chacune des unités géographiques sélectionnées verra son analyse divisée en trois sections, que nous présentons brièvement ci-dessous, en apportant des précisions terminologiques nécessaires.

Dans un premier temps, c'est la compréhension du peuplement passé des zones sélectionnées qui retiendra notre attention, ceci afin de cerner l'origine et le développement des localités enquêtées. Pour cela, nous mettrons tout d'abord en relation des informations d'ordres historique et démographique (ces dernières provenant de l'INE et de nos enquêtes). Nous procéderons aussi à une revue détaillée de l'immigration récente vers la zone, à travers l'étude des **lieux de provenance**, composés des lieux de naissance (d'origine) pour les non natifs venus directement s'installer dans les localités enquêtées ou bien des lieux de dernière migration⁸¹ pour ceux déclarant un autre lieu de vie précédant l'installation.

⁸⁰ Nous tenons à signaler ici le vif regret de ne pas avoir pu effectuer d'enquêtes dans une ou plusieurs localités du piémont Sud, ce qui aurait permis une comparaison judicieuse et une appréhension plus globale du peuplement de la zone. Des difficultés financières et de logistiques rencontrées au moment de la réalisation d'Envil 2002 nous en ont empêché.

⁸¹ Comme signalé plus haut, on entend par migration un changement de résidence pour une durée supérieure ou égale à 6 mois.

Ainsi pourrions-nous évaluer la relation entre les périodes d'arrivée et les zones géographiques de provenance, et mieux caractériser l'immigration grâce aux variables motivation et activité.

Dans un deuxième temps, c'est l'activité actuelle dans les localités enquêtées qui retiendra notre attention. En milieu rural, il s'agira essentiellement de caractériser le système agraire (parts respectives de l'élevage et de l'agriculture ; types de cultures et d'élevage ; taille des parcelles ; présence d'irrigation). Pour cela, les informations récoltées dans le module agricole seront essentielles, complétées par des observations de terrain. L'analyse de la multiactivité urbaine est plus complexe. Nous tenterons cependant de déterminer les fonctions principales des villes retenues dans le cadre de cette étude, et d'aborder la thématique de l'insertion professionnelle de ses habitants (en différenciant les immigrés des natifs), à travers l'analyse de leur activité.

Enfin, troisième temps, l'approche de la redistribution de la population des localités enquêtées est essentielle et complémentaire. Elle sera principalement abordée à partir des **migrations antérieures** (c'est-à-dire les migrations qui ont entraîné un départ puis un retour dans la localité enquêtée)⁸², et à partir des **migrations actuelles** (celles de la descendance ayant quitté la localité). Pour chacun de ces types de migrations, la motivation des déplacements sera mise en relation avec le lieu de destination, ceci afin de préciser la spécificité des pôles d'attraction, et la comparaison des migrations antérieures et actuelles nous offrira une vision diachronique de ces attractivités. D'une manière générale, nous privilégierons donc l'étude des migrations significatives quant à la répartition de la population dans l'espace plutôt que celle des mobilités⁸³, dont nous pourrions cependant être amenés à préciser certaines grandes lignes. En outre, ce sont les migrations actives (de formation, professionnelles) qui constitueront notre axe d'analyse principal. Enfin, notre travail ne porte pas spécifiquement sur les effets de migrations, mais nous en aborderons certains, tels l'impact sur la structure par âge ou les transferts d'argent.

Organisé de telle manière, notre travail proposera une analyse rigoureuse et systématique de l'immigration et de l'émigration vers et depuis les unités retenues, ce qui permettra certains points de comparaisons, en cours d'étude ou dans les conclusions. Enfin, à noter que ce modèle connaît une variante dans le cas de la vallée de Tolomosa, l'ancienneté de son peuplement nous ayant poussé à ne pas consacrer une section à la formation de son espace rural, alors qu'au contraire la richesse des déplacements depuis la zone a justifié deux sections sur la redistribution des habitants de la vallée.

⁸² Nous préférons ce terme à celui de migration retour, "concept [qui] a surtout été utilisé, au plan international, pour étudier les effets du retour d'anciens émigrés dans leur pays d'origine" et qui "se base sur une durée de présence assez longue dans les pays d'accueil", (DOMENACH & PICOUEY 1995) ce qui ne correspond pas précisément au sens que nous souhaitons lui donner.

⁸³ Pour rappel, il s'agit des déplacements ayant engendré au moins une nuitée en dehors de la localité et d'une durée totale inférieure à 6 mois.

Conclusion Chapitre II

Cette présentation démo-spatiale du Tarija a distingué plusieurs dynamiques départementales et ainsi confirmé la pertinence de la bipartition. Dans l'Occidente, la croissance démographique des campagnes est considérablement affaiblie par l'émigration des jeunes, essentiellement orientée vers l'Argentine (selon plusieurs sources). Ces départs sont le résultat d'une agriculture difficilement viable : les contraintes naturelles sont nombreuses (gel, érosions diverses, pluviosité faible), l'isolement fréquent ; seuls de rares fonds de vallées fertiles permettent des cultures intensives. Les zones les plus arides en sont donc réduites à pratiquer l'élevage, en dépit de sa faible rentabilité. La répartition de la population occidentale laisse apparaître de nets déséquilibres : l'essentiel des effectifs ruraux est concentré dans les vallées centrales, bassin historique du peuplement qui entoure l'unique ville, celle de Tarija. Cette dernière a connu une croissance soutenue au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, phénomène difficilement imputable à sa seule attractivité et qui pourrait trouver son explication dans l'arrivée d'immigrés en provenance de zones en crise, qu'il s'agisse de campagnes proches ou de régions minières plus éloignées. En outre, à cette immigration semblent s'ajouter d'importants départs depuis la ville.

L'Oriente offre le tableau d'une dynamique de peuplement plus récente et dispersée, déterminée par trois éléments : l'agro-industrie, le commerce transfrontalier et les hydrocarbures. Les croissances de la ville de Bermejo et de son arrière-pays (vallées subandines du Sud) sont le fruit de l'impact de tous ces facteurs : après l'extraction pétrolière au milieu du XX^e siècle, la culture de la canne à sucre (et sa transformation) prend le relais au cours des années 70, et les activités commerciales avec l'Argentine dominant l'économie à partir de 1990. Quant à la ville de Yacuiba, elle s'affirme au cours des années 60 comme le principal centre d'échanges de la frontière bolivano-argentine et connaît alors un accroissement démographique spectaculaire. En outre, la colonisation agricole du piémont rural a été stimulée par la réforme agraire et l'ouverture d'une raffinerie d'huile à Villamontes, ville qui se trouve aujourd'hui au centre du récent engouement pour l'exploration et l'exploitation du gaz tarijénien. Cependant, ces éléments de croissance restent fragiles : l'agro-industrie sucrière est en crise depuis une dizaine d'années, la raffinerie a été fermée en 1992, le commerce transfrontalier a pleinement subi la dévaluation du peso argentin au début de 2002, et les activités liées aux hydrocarbures sont éphémères. Ainsi, malgré l'augmentation générale d'une population structurée autour de ces facteurs de cristallisation, le peuplement de l'Oriente reste instable, en ville comme à la campagne.

Plusieurs interrogations ont été soulevées lors de cette présentation car les mouvements migratoires sont nombreux, déterminants pour l'organisation spatiale du territoire tarijénien, mais

rarement étudiés, et c'est dans l'objectif de pallier ces lacunes qu'ont été menées les enquêtes Frontarbol. A l'aide des bases de données produites, nous proposerons donc une analyse des diverses dynamiques recensées. D'une part, l'immobilisme des campagnes traditionnelles de l'Occident sera abordé avec la vallée de Tolomosa et la colonisation agricole de l'Orient depuis Caigua. D'autre part, Tarija nous permettra de traiter de la concentration urbaine occidentale, tandis que Villamontes constituera un exemple de la diversification des villes orientales. De manière générale, l'objectif sera de comprendre le peuplement des zones étudiées, leur fonctionnalité actuelle (et dans le cas des localités rurales, leur viabilité) et leur participation aux processus de redistribution de la population. Ainsi, nous vérifierons l'hypothèse d'un impact majeur de l'instabilité du peuplement sur la dynamique des territoires et nous déterminerons les grands pôles d'attraction – à l'échelle du Tarija, de la Bolivie, mais aussi au niveau international – qui structurent l'espace départemental et redéfinissent ainsi le modèle d'organisation de l'espace tarijénien depuis une cinquantaine d'années.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

LES MUTATIONS DE L'ORGANISATION SPATIALE TRADITIONNELLE

En présentant un large panorama physique, historique et démo-spatial du Tarija et en le situant dans le contexte national, cette première partie nous a donné les outils pour détailler notre terrain d'étude et expliciter les méthodes qui seront employées dans le cadre de la présente recherche.

La partition d'un espace complexe

La situation géographique singulière du Tarija – petit département à cheval sur les grands ensembles écologiques de la Bolivie – a eu un impact sur l'occupation de l'espace par l'homme, et deux schémas régionaux de redistribution démographique ont déterminé son peuplement depuis la période inca. A l'ouest du département, les hautes montagnes et plus particulièrement les vallées andines – ensemble aride, aux températures froides ou tempérées – constituent le foyer historique du Tarija. Le peuplement de la région durant le règne inca répondait à une double logique : exploiter les fonds de vallées fertiles et constituer un rempart contre les tribus nomades et belliqueuses sévissant à l'est. Dès le début de la Colonie, l'occupation espagnole a les mêmes objectifs, mais elle s'articule autour de la fondation de la ville de Tarija, au cœur des vallées andines, pour centraliser la production agricole des haciendas qui alimentent le bassin minier de Potosi et pour servir de base aux expéditions menées dans la partie orientale du département. Enfin, l'indépendance ne bouleverse nullement cette situation qui perdure jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Car la colonisation de l'autre ensemble, celui des vallées subandines et de la plaine du Chaco – nettement plus chaud et moins aride, et dont les habitants offrent une vive résistance – est laborieuse. C'est sans doute la difficulté de la conquête ainsi que le faible intérêt de la zone qui expliquent que l'est du Tarija accrédite pleinement la vision de

Jean-Claude Roux : “ Cantonnés jusqu’en 1880 au rôle passif de simple excroissance exotique et inerte d’un ensemble géographique à pure dominante andine, les Orients boliviens sont sortis d’une profonde léthargie qui durait depuis l’époque coloniale et d’une vacuité territoriale préjudiciable ” (ROUX 2000, p. 287).

Cette complexité du territoire et son impact sur l’occupation de l’espace ont justifié une partition du Tarija inscrite dans la diversité nationale, préalable indispensable à une bonne lecture des évolutions démo-spatiales du département et à la présentation de la distribution actuelle de sa population. Le choix d’une division statistique pertinente correspondant à cette organisation de l’espace n’est pas aisé. Au niveau départemental, le modèle que nous avons proposé est étayé par notre pratique renouvelée du terrain et a l’avantage d’offrir une vision à deux échelles – la décapartition s’emboîtant dans la quadripartition – qui sera utile lors de nos futures analyses. Autre atout, la prise en compte de la spécificité du piémont tarijénien est particulièrement originale et novatrice. Quant au niveau national, nous rejoignons Nicolas d’Andréa dans sa critique des modèles de découpage proposés jusqu’ici, dont le manque de pertinence est lié aux évolutions récentes de la Bolivie ou aux choix de maillages statistiques trop grossiers. Tout en regrettant de ne pas disposer d’une division plus précise de l’espace, nous avons opté pour sa bipartition Occidente/Oriente d’inspiration vidalienne¹ qui a le “ mérite de poser le problème des relations entre la Bolivie traditionnelle et son « Far East » ” (D’ANDREA 2004, p. 81). Cette opposition correspond parfaitement au Tarija et nous avons donc structuré la bipartition départementale à partir de la quadripartition précédemment mentionnée.

Les recompositions démo-spatiales, résultat du déblocage de l’inertie territoriale

Sur la base d’une telle division, nous avons recensé et expliqué les grands bouleversements démo-spatiaux qui ont marqué le Tarija depuis 1950 et qui s’inscrivent dans des tendances générales (transition démographique, exode rural, urbanisation). Dans les campagnes de l’Occidente, les taux d’accroissement et la structure par âge de la population laissent supposer d’importants prélèvements migratoires, consécutifs à l’augmentation soudaine du croît naturel et aux difficultés rencontrées par une agriculture traditionnelle mal adaptée au marché actuel et pratiquée dans des zones isolées. Au contraire, on observe une forte concentration dans la seule ville occidentale du département, Tarija, sans doute explicable par l’arrivée d’immigrés depuis les campagnes voisines et à l’installation de familles en provenance des zones minières sinistrées. La situation de l’Orient diffère nettement. L’expansion du front pionnier agricole (vallées subandines du Sud et piémont) révèle une certaine forme de dynamisme rural depuis une cinquantaine d’années, même si l’on observe des signes

¹ “ Finalement, le grand avantage des divisions régionales d’inspiration vidalienne est la relative stabilité des structures dans le temps. Les facteurs physiques, malgré le changement climatique et l’altération de l’environnement, surtout dans un pays comme la Bolivie où les grands aménagements sont rarissimes, constituent un repère fonctionnel. ” (D’ANDREA 2004, p. 81)

d'essoufflement en partie imputables à l'échec des projets agro-industriels qui l'ont accompagné. En outre, la diffusion du semis urbain souligne l'existence de dynamiques orientales différenciées, stimulées par ces mêmes projets agro-industriels, le commerce transfrontalier et la prospection des hydrocarbures.

Qu'il s'agisse de l'émigration massive depuis les campagnes andines et de la colonisation agraire à l'est, ou encore de la concentration urbaine dans l'Occidente et de la multiplication des villes dans l'Oriente, nous assistons à une recomposition de l'organisation spatiale du Tarija. Comme à l'échelle nationale, cette évolution favorise un rééquilibrage de la répartition de la population entre les parties occidentales et orientales du pays. Outre la transition démographique qui permet de comprendre la rapidité du changement et favorise les migrations, on peut s'interroger sur les éléments qui contribuent à expliquer ce bouleversement. Justement, dans son analyse du basculement du peuplement en Bolivie, Nicolas d'Andréa dénombre quatre facteurs de déblocage d'inerties territoriales (D'ANDREA 2004, pp. 66-67) et leur application au Tarija montre une fois encore que les tendances du département sont conformes à celles du pays. Premier point : un aménagement des infrastructures de transport largement en faveur de l'Oriente du Tarija, le piémont se trouvant sur les nouveaux axes routier et ferroviaire reliant Santa Cruz à l'Argentine, ce qui a notamment fait de Yacuiba la principale ville frontalière entre les deux pays. Deuxième élément, le déblocage des structures agraires, conséquence de la réforme de 1953, qui recouvre deux aspects : d'une part la redistribution des terres des haciendas de l'Occidente du département (libérant la force de travail²), d'autre part la colonisation agricole de l'Oriente, accompagnée de projets agro-industriels (raffinerie de sucre à Bermejo, d'huile à Villamontes). Troisième phénomène, la diversification des exportations : elle engendre la prospection puis l'exploitation des hydrocarbures de l'Oriente du département. Enfin, quatrième facteur, les prémices d'une remise en cause de l'hégémonie de La Paz et de sa région sur le système politique et l'administration territoriale : à la fin des années 50, Santa Cruz négocie l'attribution de redevances sur les hydrocarbures pour les départements producteurs (dont Tarija) ; en 1993, les *municipios* sont créés et dotés de ressources financières propres, ce qui favorise l'émergence et le développement de petits centres régionaux comme Villamontes.

Un nécessaire approfondissement des champs d'analyse

On a pu identifier et, dans une certaine mesure, expliquer les principaux traits de la recomposition de l'organisation spatiale traditionnelle du Tarija, fortement marquée par de complexes courants migratoires, mais on a aussi constaté la carence d'études ou de données à leur sujet. Nous avons ainsi détecté les pôles d'attraction et de répulsion du Tarija, souligné l'existence

² “ Ce n'est [...] qu'à partir de la réforme agraire (1953) que le monde rural peut retrouver réellement sa liberté de mouvement. ” (FRANQUEVILLE 2000, p. 85)

d'immigrations et d'émigrations, mais nous ne possédons que peu d'informations sur l'ampleur du champ migratoire qui détermine la dynamique démographique départementale, ou sur les mécanismes qui définissent ces mouvements de population. De nombreuses interrogations restent donc en suspens, ce qui nous encourage à préciser les questions formulées dans l'introduction générale.

Les facteurs de croissance démographique de certaines campagnes de l'Orient sont connus, mais il n'en va pas de même concernant la nature et l'ampleur des champs migratoires qui en sont à l'origine. S'agit-il de mouvements provenant des régions rurales voisines, qui sont nettement plus isolées et ne bénéficient pas de la même dynamique de colonisation, ou observe-t-on aussi une redistribution des populations montagnardes dans les régions chaudes ? En outre, la pérennité de ces dynamiques agricoles semble remise en question ; on peut dès lors s'interroger sur les raisons d'une telle évolution et sur le comportement des habitants, à savoir s'ils optent pour des changements d'activité ou pour une nouvelle émigration. Si tel est le cas, est-ce pour gagner les villes boliviennes, ou bien l'Argentine comme le soulignent certaines études menées dans les contrées rurales de l'Occident ? Justement, pour ce qui est des hautes montagnes ou des vallées andines, notons que les difficultés rencontrées par leurs systèmes productifs semblent plus anciennes, et les stratégies mises en place paraissent nombreuses. Si l'importance des déplacements vers le pays voisin est réelle, la question de leur fréquence et de leur durée reste à étudier, de même que celle de leur impact financier sur les communautés d'origine. Enfin, on peut se demander dans quelle mesure ces émigrés n'optent pas pour un changement intersectoriel d'activité, notamment en se rendant dans les villes boliviennes.

A ce propos, les motifs de la croissance urbaine du Tarija nous interpellent, puisqu'elle s'est produite malgré un appareil productif et industriel faible, ce qui limite les facteurs d'attractivité endogènes, surtout dans le cas de la capitale départementale. Dès lors, l'arrivée de migrants ne concerne-t-elle que des individus provenant des campagnes environnantes ? L'identification d'hypothétiques courants migratoires complémentaires, notamment en provenance des régions minières, de l'altiplano, ou même d'autres villes, est nécessaire. On peut aussi s'interroger sur la viabilité de telles croissances, au vu des éléments de crise connus par certaines villes (notamment quand elles sont frontalières) et de l'émigration significative généralement détectée. Car, malgré son dynamisme, le Tarija est une terre de départs, les données du recensement ont révélé une forte redistribution de la population à l'intérieur du département, mais aussi vers le reste de la Bolivie, et l'on dispose de peu d'information pour la qualifier.

Nombreux sont les territoires qui combinent attractivité et répulsion, simultanément ou successivement. Ainsi, au-delà de cet échantillon de questions, c'est l'interaction entre les espaces qu'il s'agit de mieux définir, ce qui nécessite une bonne appréhension des courants migratoires, qu'ils soient professionnels ou de formation. On pourra alors mieux déterminer dans quelle mesure les déplacements de population sont en cours de mutation – le modèle traditionnel, hiérarchisé (entre

campagnes et villes de plus en plus importantes) pouvant être complété par d'autres schémas plus originaux qui répondent à de multiples et fragiles facteurs de croissance conjoncturels. L'essor de l'Oriente s'inscrit sans doute dans ce contexte, il nous faudra donc interroger sa pérennité.

Une analyse fine des données issues de nos enquêtes permettra de répondre à certaines de ces questions, et de détailler les phénomènes démo-migratoires qui semblent si nombreux et complexes dans le Tarija. Pour cela, nous avons sélectionné plusieurs unités d'observation conformes à l'hétérogénéité de l'espace multiforme tarijénien en retenant comme critères la bipartition (Occident et Orient) et le milieu d'habitat (rural et urbain). Rappelons que ces unités ne sont pas représentatives de la diversité bolivienne, ni même de celle du Tarija, mais qu'elles ont pour but d'éclairer certains bouleversements identifiés à l'échelle départementale ou nationale. C'est le milieu d'habitat qui a déterminé la structuration de nos analyses [cf. introduction générale], car la dichotomie entre villes et campagnes est très forte en Bolivie, et les évolutions démo-spatiales de ces deux milieux laissent supposer de riches comparaisons. En outre, c'est par l'étude de nos localités rurales que nous débuterons, dans la partie suivante, puisqu'il s'agit de la forme la plus traditionnelle d'occupation de l'espace et que la compréhension des comportements de leur population nous permettra de mieux saisir les dynamiques urbaines, dans la troisième partie.

DEUXIEME PARTIE

UNE AGRICULTURE EN CRISE

ET DES

STRATEGIES MIGRATOIRES

DIFFERENCIEES

En Bolivie, l'organisation productive du monde rural occidental diffère traditionnellement de celle de l'Orient. Dans l'Occident, les campagnes (et leurs traditions agricoles) ont " toujours été marquées par une grande mobilité spatiale des populations liée au mode d'organisation des espaces incaïque et pré-incaïque " (CORTES 2000, p. 102). Cependant, sous la domination espagnole et à l'image de ce qui se passe dans le reste de l'Amérique du Sud, " les migrations ont été limitées ou étroitement canalisées. Les paysans étaient fixés sur les haciendas des propriétaires par les dettes du péonage et par d'autres institutions " (SIMMONS 1985, p. 285). Ces stratégies, motivées par un système productif nécessitant une main-d'œuvre abondante¹, ont perduré après l'indépendance, afin d'approvisionner en denrées alimentaires les bassins miniers d'or (jusqu'en 1880) puis d'étain (de 1880 à 1930). D'autre part, les autochtones de l'Orient se caractérisent traditionnellement par leur nomadisme et la pratique de la pêche, de la chasse ou encore de la cueillette. L'introduction de l'agriculture par les missionnaires, au milieu du XIX^e siècle, s'accompagne de sédentarisation. Elle n'est cependant qu'exceptionnelle et n'engendre donc pas de bouleversement dans le mode de fonctionnement des peuples orientaux.

Il faut attendre le milieu du XX^e siècle pour que deux facteurs remettent en cause cette situation. L'un, institutionnel, s'inscrit dans les grands changements initiés par la révolution nationale (1952) : la réforme agraire sonne le glas du système des haciendas dans l'Occident bolivien ; la volonté de diffuser les pratiques agricoles dans l'Orient du pays s'illustre par le développement d'une agro-industrie² et la distribution de terres. L'autre élément est la transition démographique, dont l'impact sur les volumes de peuplement est brutal, ce qui accroît la pression humaine sur l'utilisation de la terre dans des régions déjà densément habitées (notamment les vallées fertiles de l'Occident). Ces deux facteurs, ajoutés aux bouleversements majeurs de l'économie bolivienne (fermeture des mines, libéralisation du marché), eurent des conséquences sur la répartition de la population rurale du pays.

Certes, d'une manière générale, " la dynamique de peuplement des espaces ruraux reste marquée par la croissance continue de la population " (QUESNEL 2004, p. 57), mais de façon assez lente et avec de très fortes inégalités spatiales, ce que le chapitre II a bien illustré. D'un côté, malgré un croît naturel important, l'augmentation des populations rurales de l'Occident tarijénien est faible, du fait sans doute d'une émigration soutenue. De l'autre, et même s'ils sont de taille modeste et

¹ Toujours selon Alan Simmons (1985), lorsque " les Espagnols sont arrivés en Amérique centrale et en Amérique du Sud au début du XVI^e siècle, ils sont venus avec un armement supérieur [mais leur] technologie de production était simple et fondée largement sur la capacité de main-d'œuvre " (p. 294). Ainsi, " l'augmentation de la production dépendait [...] de la constitution d'une capacité de main-d'œuvre plus importante plutôt que de l'accroissement des investissements de capital dans les machines " (p. 293).

² " Les revenus des mines nationalisées devaient financer la mise en place d'une agro-industrie dont la réforme agraire et la colonisation agricole de l'Orient amazonien constitueraient les bases productives " (FRANQUEVILLE 2000, p. 18).

donnent des signes d'épuisements, nous avons clairement décelé deux fronts d'expansion agricole dans l'Oriente, autour des villes de Bermejo et de Villamontes. Cependant, nous ne disposons que de peu d'informations sur ces dynamiques des campagnes du département, et de nombreuses questions restent en suspens.

On peut tout d'abord s'interroger sur l'historique de la colonisation agricole dans la partie orientale du Tarija, en identifiant les acteurs de ce nouveau dynamisme rural et les stratégies – individuelles ou collectives, organisées ou spontanées – qui accompagnent ce repeuplement³, et en s'intéressant à la relation entre immigration et mise en valeur des régions de colonisation⁴.

Ensuite, il convient de réévaluer la place de l'agriculture tarijénienne à l'aune des évolutions actuelles (développement des cultures industrielles, ouverture des frontières) : mesurer son importance dans les communautés⁵ rurales ; questionner une éventuelle sélectivité des cultures et son objectif (autoconsommation, vente ou adaptation aux contraintes du milieu). En parallèle, nous ne pouvons négliger l'étude d'une activité traditionnelle à l'Oriente, l'élevage, afin de constater s'il est pratiqué dans les zones de colonisation. De manière générale, il faut s'interroger sur les limites rencontrées par les systèmes productifs étudiés : y a-t-il un déséquilibre population-ressources⁶ et, dans ce cas, quels éléments sont en cause (augmentation de la population, division des terres, progression de l'érosion, insuffisance des ressources hydriques) ? Ou est-ce tout simplement la conjoncture économique et l'accès difficile aux marchés qui est en cause ? Au fond, il s'agit de comprendre dans quelle mesure l'agriculture traditionnelle du Tarija est viable et, selon les limites rencontrées, de s'interroger sur les stratégies d'adaptation mises en place. Assiste-t-on à une diversification des activités et surtout quel est le rôle de l'émigration dans ce processus ?

Car les stratégies migratoires semblent nombreuses et diverses dans les campagnes boliviennes. On a déjà souligné qu'elles avaient été étudiées dans l'Occidente : André Franqueville (2000) cite une enquête réalisée dans le Potosi, où plus de la moitié des ménages d'une communauté déclare de la force de travail saisonnière ; quant à Geneviève Cortes (2000), elle signale qu'entre 54 % et 73 % des familles étudiées dans les villages des hautes vallées de Cochabamba comptent au moins un émigré dans le Chaparé. Interrogeons-nous sur la situation dans la partie occidentale du Tarija, en déterminant tout d'abord les spécificités de l'émigration : sa périodicité – saisonnière, définitive, réversible – et ses destinations – les villes, ou les campagnes d'autres régions écologiques

³ Le terme de « repeuplement » est ici plus adapté que celui de « peuplement », dans la mesure où les zones de colonisation agricole étaient déjà temporairement habitées par des nomades.

⁴ Au sens où l'entendent Jean-Yves Marchal et André Quesnel (1997, p. 597) : « Les remarques précédentes amènent à diriger l'analyse tant sur le degré atteint par la mise en valeur de l'espace que sur le taux de peuplement et le rythme des installations, le premier pouvant être sans commune mesure avec les seconds. Car mise en valeur et peuplement sont deux faits parfois liés, parfois distincts. Il se peut que l'un soit prépondérant quand l'autre reste discret. Tout dépend des modes de faire-valoir et d'installation, soit encadrés, soit spontanés ».

⁵ Comme nous l'avons signalé dans le chapitre II, nous entendons par communauté la traduction de l'espagnol *comunidad*, terme fréquemment employé en Bolivie pour désigner des villages ruraux.

⁶ cf. DOMENACH & PICOUET 1995, p. 113.

(ce qui pourrait signifier qu'elle contribue au peuplement des zones de colonisation de l'Oriente), ou encore une surreprésentation systématique de l'Argentine. Car l'émigration bolivienne vers le pays voisin a " augmenté de façon significative [au XX^e siècle] à cause de l'expansion des cultures de canne à sucre et de tabac dans les provinces septentrionales de Salta et Jujuy " (CELTON 1995, p. 161), lesquelles se trouvent justement à la frontière avec le Tarija. Toujours en ce qui concerne les départs vers l'étranger, il faut aussi se demander si les habitants des campagnes de l'Occidente sont concernés par les destinations émergentes évoquées par Cortes (Etats-Unis, Israël, Espagne) (CORTES 2000). Enfin, l'analyse de la motivation de ces déplacements est essentielle, notamment pour saisir si quitter son milieu rural s'accompagne ou non d'un changement sectoriel d'activité. L'émigration depuis les zones de colonisation agricole de l'Oriente du Tarija n'a quant à elle pas été étudiée, mais les données du dernier recensement nous laissent supposer son existence [cf. chap. II]. Dès lors, les interrogations précédentes se posent dans les mêmes termes et la comparaison des stratégies migratoires selon les régions de départ serait des plus intéressantes.

Finalement, c'est un regard général sur le peuplement des espaces ruraux du département qui est nécessaire, à travers l'étude des causes et conséquences de l'émigration. Cela passe par l'observation de la relation entre systèmes agraires et stratégies migratoires. Les formes d'émigration dépendent-elles des ménages ? Répondent-elles à des logiques communautaires ? On peut se demander si – comme l'évoque Cortes (1995 a) – se déplacer permet d'élargir son espace économique plutôt que d'en changer. Ce genre de questionnement s'inscrit dans celui de Christophe Guilmoto et Frédéric Sandron (2003) qui invitent à reconsidérer le rôle de la migration : l'extension des lieux de vie serait une stratégie de diversification des revenus des ménages, et permettrait alors la reproduction du groupe familial et communautaire. Pour suivre cette logique, et toujours selon les mêmes auteurs, il faut aussi tenir compte des effets de migrations (notamment les transferts d'argent), pour déterminer dans quelle mesure l'émigration est un facteur de développement.

Afin d'éclairer ces mutations du monde rural, nous procéderons au dépouillement des enquêtes de Tolomosa (la vallée) et Caigua (la communauté⁷), deux exemples s'inscrivant dans la diversité des campagnes tarijéniennes [cf. chap. II]. Après les avoir traités séparément, nous concluons par une approche comparative. C'est par le modèle traditionnel de l'Occidente, celui de Tolomosa, que nous commencerons notre étude (chap. III). En plein pays chapaco⁸, au cœur des vallées centrales (tempérées et aux fonds fertiles, principal espace productif du département), les communautés englobées dans ce bassin versant répondent aux problématiques occidentales rurales du Tarija. Deux

⁷ Cette différence d'échelle, regrettable, est à mettre au compte des contraintes logistiques [cf. Texte E-1].

⁸ Pour rappel, se réfère aux habitants des vallées andines du Tarija, descendants d'un métissage entre autochtones et colonisateurs espagnols.

d'entre elles, récemment étudiées par le sociologue Alfonso Hinojosa⁹, semblent fortement structurées par une émigration rurale modelée par des stratégies diversifiées. Données à l'appui, nous compléterons ce travail et proposerons un panorama plus large de la vallée. En complément, l'analyse des nouvelles dynamiques rurales de l'Oriente passe par celle des concentrations de population décelées sur le piémont du Chaco. Nous poursuivrons donc notre étude en abordant le modèle émergent de Caigua (chap. IV), communauté concernée par l'apparition récente (à partir des années 60) de nouveaux bassins d'agriculture intensive, qui devaient contribuer au renouvellement démographique de la zone. Comprendre la formation de la localité et son évolution actuelle permettra un regard novateur sur la colonisation agricole dans le Tarija.

⁹ Dans le cadre d'une étude qualitative (HINOJOSA, PEREZ *et al.* 2000).

Chapitre III

Le milieu paysan traditionnel et l'émigration agricole vers l'Argentine : la Vallée de Tolomosa

Au pied de la montagne de Sama, au sud-ouest de la ville de Tarija, se trouve la *cuenca*¹ de Tolomosa, vallée dont le fond est large de 6 kilomètres par endroits et qui s'étend sur une vingtaine de kilomètres de long. Les premières traces connues de son peuplement remontent à l'époque incaïque ; elle était alors empruntée pour effectuer le lien entre les hauts plateaux et les vallées andines, au moyen d'un des *camino del Inca*², chemins construits par les Incas pour relier différentes régions écologiques. A notre connaissance, le principal bouleversement du peuplement de la vallée remonte aux débuts de la Colonie, quand s'opère un brassage entre autochtones et Espagnols en charge des haciendas, grandes exploitations agricoles constituant alors l'essentiel du système productif de la vallée [cf. Texte D-2 pour plus de détail à ce sujet]. La fin de ce mode de production, peu après la réforme agraire de 1953, n'a pas eu d'effet majeur sur l'immigration vers la *cuenca*, puisque la redistribution des terres s'est traduite par l'attribution de parcelles de petites tailles limitant toute nouvelle installation (HINOJOSA, PEREZ *et al.* 2000). Les premières données se référant à la population de la vallée sont celles de l'INE, qui lui attribue une croissance annuelle de 0,4 % entre les

¹ Terme espagnol pouvant se définir à la fois comme bassin et vallée. Nous l'emploierons ici pour désigner le bassin versant de la vallée de la rivière Tolomosa.

² Dans la *cuenca*, le *camino del Inca* débouche dans la communauté de Pinos Sud, située au sud-ouest de la vallée [cf. Carte III-1].

recensements de 1992 et 2001 [cf. Texte D-3 pour le détail du calcul], chiffre largement inférieur à la croissance naturelle (qui s'établirait autour de 2,5 % annuels, cf. chap. I). C'est ainsi qu'à la fin du XX^e siècle, la *cuenca* de Tolomosa s'inscrit pleinement dans le processus de dépeuplement des vallées andines.

Un survol des données de l'enquête Entol 2002 confirme que la vallée n'est pas une zone de réception, puisque plus de 90 % des chefs de ménage recensés y sont nés, proportion similaire pour leurs parents [cf. Tab. D-4 et Fig. D-1 en p. 537]. C'est à la fois cette faible croissance de la population et l'immigration peu significative (selon le lieu de naissance) qui nous ont dissuadés de consacrer une section de ce chapitre au peuplement récent de la vallée, selon les lieux d'origine ou de provenance. Nous débiterons donc notre analyse par l'étude de la situation agraire de la *cuenca* (I). Nous soulignerons l'hétérogénéité des modèles observés, en situant les communautés³ sélectionnées dans le cadre de l'enquête Entol 2002. Ainsi pourrons-nous comprendre les principaux cycles du calendrier agricole de la vallée et les limites rencontrées par le travail de la terre, éléments que nous mettrons en relation avec les déplacements depuis la *cuenca*, en revenant régulièrement à l'échelle des localités pour souligner le lien entre le système productif de la vallée et les migrations (II). Il s'agit alors de restituer avec plus de précision l'ampleur et les logiques des stratégies migratoires des habitants des localités rurales des vallées centrales, sujet largement abordé à Tarija, mais jusqu'à présent très peu étudié⁴. Nous proposerons une synthèse des problèmes de peuplement actuel de la vallée, en discernant notamment les pôles d'attraction qu'impliquent les déplacements recensés et en suggérant une mise en perspective du modèle étudié (III).

Tab. III-1: Entol 2002⁵ – Effectif des ménages et individus enquêtés selon les localités

	ménages	individus
Pampa Redonda	46	209
Pinos Sud	27	135
Tolomosa Norte	27	141
San Andrés	75	390
Turumayo	26	132
total	201	1 007

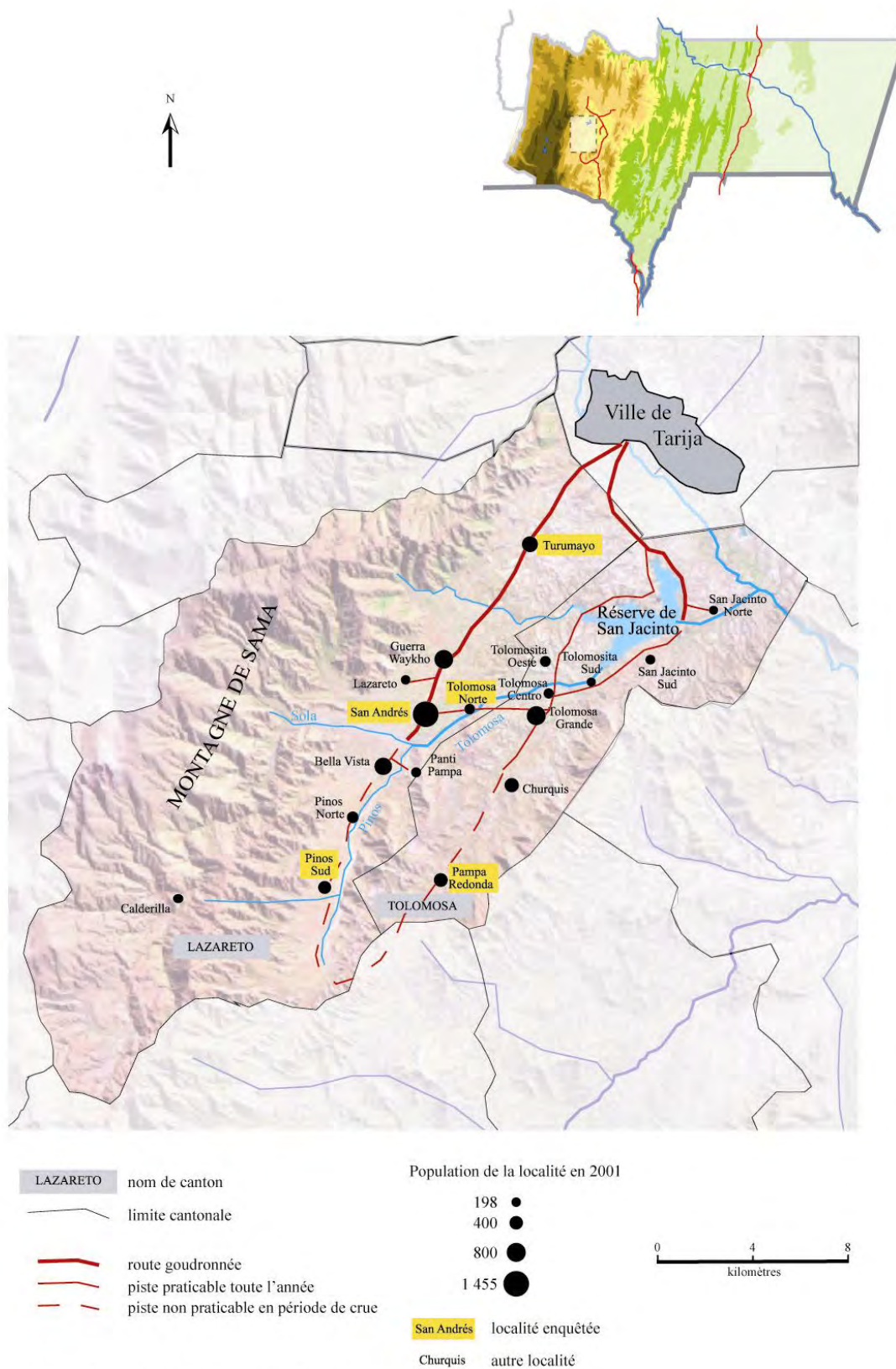
Source : Entol 2002

³ Nous serons amenés à nous référer aux « localités » ou « communautés » de la vallée, les deux termes se reportant à la même division infracantonale de la *cuenca*, soit à un découpage englobant des terres réparties autour de petits regroupements d'habitats.

⁴ Comme nous serons amenés à le signaler, les travaux de Hinojosa (2000) et de Punch (2001) ont permis pour la première fois d'étudier l'émigration depuis les vallées andines du centre. Leur démarche, qualitative, rend complémentaire l'utilisation de l'enquête Entol 2002.

⁵ Qu'il s'agisse de tableaux, cartes, figures ou photos, les documents se référant à la *cuenca* de Tolomosa seront introduits par « vallée de Tolomosa » quant il s'agira de l'ensemble, ou par « Entol 2002 » si cela concerne uniquement les localités enquêtées.

Carte III-1 : Vallée de Tolomosa – Localités et voies de communication



Note : le tronçon Tarija - San Andrés n'était pas goudronné au moment de l'enquête
 la construction d'un pont, courant 2005, entre San Andrés et Pinos Sud, devrait rendre ce tronçon praticable en toute saison
 Sources : données et découpage cantonal du recensement INE 2001 (INE 1999 ; 2002 b), photo satellite Landsat (juillet 1996)

Ceydric Martin, 2005

Dans de ce chapitre, nous utiliserons essentiellement les données provenant de l'enquête Entol 2002, qui englobe les communautés de Pampa Redonda, San Andrés, Pinos Sud, Tolomosa Norte et Turumayo [cf. Carte III-1 en page précédente] :

- On pourra se référer à l'annexe D pour des détails concernant le processus de collecte des données : Tab. D-1 pour la liste des personnes ayant participé à l'ensemble des phases de l'enquête ; Carte D-1 [p. 523] pour une cartographie de la dispersion de l'habitat des localités recensées ; Tab. D-2 et D-3 pour les données concernant le sondage par choix raisonné selon la structure de chaque communauté et les données de l'INE ; et Texte D-1 pour une explication générale de la méthodologie employée.

- Les arguments ayant permis la sélection des localités à enquêter lors d'Entol 2002 (selon un choix raisonné devant illustrer la diversité de la vallée de Tolomosa) seront quant à eux énoncés au cours de la première section de ce chapitre.

L'effectif enquêté lors d'Entol 2002 est de 213 foyers et 1 055 individus. Clarifions deux points quant à l'utilisation de ces données :

- Le choix raisonné pour sélectionner les localités et effectuer nos plans de sondage intra-communautaires permet de supposer la fiabilité et la représentativité de nos résultats. Cependant, certaines contraintes techniques (absence de cadastres, limites de la crédibilité des données disponibles) nous empêchent de les extrapoler, ni au niveau de la vallée, ni à l'échelle des communautés. C'est donc par rapport aux effectifs bruts et généralement par localité que nous mènerons notre analyse. Nous serons cependant parfois amenés à traiter les résultats dans leur ensemble (sans distinguer selon les communautés), notamment si les effectifs sont numériquement trop faibles ou les différences entre localités peu significatives.

- Dans le but de cerner la temporalité de résidence des individus enquêtés, nous avons rajouté une question allant dans ce sens dans le module 3 du questionnaire d'Entol 2002⁶ [cf. Quest. D-4]. Ainsi pouvons-nous discerner les personnes pour qui la localité recensée ne correspond qu'à un lieu de vie temporaire, saisonnier. Pour 12 ménages, l'ensemble des individus membres du foyer (48 au total) déclare ne résider que de manière provisoire dans la localité enquêtée. Il s'agit de familles entières venant passer les fêtes de fin d'année et prolongeant leur séjour jusqu'au carnaval (début février) avant de réintégrer leur lieu d'émigration. Notre enquête s'étant déroulée à la fin de la période estivale, elle n'a capté qu'une minorité de ces ménages, ceux qui s'étaient attardés. Cette supposition a d'ailleurs été confirmée par le nombre important de logements fermés durant la collecte des données (notamment à Pampa Redonda) et par des entretiens avec les habitants des diverses localités enquêtées. Afin de ne pas travailler sur des données incomplètes, nous ne traiterons pas la sous-population des résidents non permanents si cela concerne l'ensemble des membres de la famille, et nous nous concentrerons donc sur les 201 foyers restants, composés de 1 007 individus. C'est à cette sous-population que nous nous référerons pour parler du total des ménages ou personnes enquêtées. Le détail de cet effectif selon les localités enquêtées est observable dans le tableau III-I.

⁶ La question introduite peut se traduire de la manière suivante : “ Vous vivez dans ce logement... de manière permanente ? ... une partie de la semaine ? ... durant les fins de semaine ? ... de manière temporaire, par saison ? ”.

I - Crise et limites d'une activité agricole hétérogène

La collecte de données disponibles à l'échelle des localités de la *cuenca* de Tolomosa a été déterminante pour élaborer un échantillonnage de communautés à enquêter dans le souci d'être représentatif de la diversité de la vallée. Certaines de ces données seront ici citées pour une double raison : afin de situer les localités enquêtées lors d'Entol 2002 dans la pluralité des communautés de la *cuenca*, mais aussi, lorsque les résultats sont comparables et pour rendre compte de l'évolution de la vallée entre 1995 et 2002. Outre les données de l'INE, nous nous appuyons sur le recensement agricole effectué par la Codetar⁷ au mois d'août 1995, et nous citerons les résultats obtenus durant les enquêtes préliminaires au projet Zonisig⁸, réalisées en 1999 [cf. Tab. D-5 à D-10 pour les principaux résultats des travaux de la Codetar et de Zonisig].

A l'image des vallées andines, la *cuenca* de Tolomosa a participé durant la Colonie espagnole à l'alimentation des bassins miniers altiplaniques. Ce système, mis en place par les Espagnols, a été maintenu à l'indépendance et ce n'est qu'après la révolution agraire que l'organisation productive de la vallée fut bouleversée, lorsque les paysans ont disposé de terres propres qu'ils pouvaient gérer à leur convenance. A notre connaissance, il n'existe aucune étude sur cette restructuration du système agraire de la *cuenca* et si diverses données ont été récemment produites, elles n'ont pas fait l'objet d'une analyse approfondie. C'est donc par une observation des grandes tendances contemporaines de l'activité agricole à Tolomosa que nous débutons notre analyse : nous aurons dans un premier temps une approche descriptive du système productif de la *cuenca* (A) avant de porter un regard plus analytique sur les évolutions récentes et les limites actuelles de ce modèle d'organisation (B), préalable indispensable à l'étude des mouvements de population.

⁷ Pour rappel, la Codetar (Corporación Regional de Desarrollo de Tarija) est un organisme étatique qui gère la planification et l'application des projets de développement à Tarija. Son étude de la *cuenca* de Tolomosa avait pour objectif d'effectuer un diagnostic de la zone avant la mise en place du projet de contrôle de la sédimentation de la réserve de San Jacinto.

⁸ Le but du projet Zonisig était d'établir une cartographie de l'utilisation de la terre dans le Tarija. Les enquêtes préliminaires menées dans le cadre de ce projet n'ont pas toujours fait preuve de rigueur scientifique dans la collecte des données. Les résultats ne seront pris qu'à titre indicatif.

A - L'adaptation au milieu naturel

L'étude du système productif de la vallée nous amènera à clarifier deux points : l'importance respective de l'agriculture et de l'élevage dans l'activité de la *cuenca* et les différences existant entre les localités de la vallée. Ainsi souhaitons-nous détecter les principaux modèles économiques de la vallée et les considérer à l'aune de l'hétérogénéité du milieu naturel.

1 - Une dominante agricole

Lors du recensement INE de 2001, sur les 2 894 actifs de la *cuenca* (personnes de 7 ans et plus ayant une activité professionnelle, cf. Texte B-2 pour la méthodologie), 2 252, soit 77,8 % étaient rattachés à l'agriculture et à l'élevage. Les études de Zonisig sur 11 communautés de la vallée confirment la prédominance de ces deux secteurs, en signalant tout de même que, pour deux localités (Pinos Sud et Pampa Redonda), l'élevage domine l'agriculture, alors que la relation est inversée pour les 9 autres (dont San Andrés et Turumayo). L'importance relative de l'agriculture est vérifiée par le recensement agricole de 1995 effectué par la Codetar, selon lequel 53,6 %⁹ des terres possédées par les Unités Familiales Agropastorales¹⁰ (UFA) dans les localités enquêtées étaient cultivées (2 946 ha sur 5 498), proportion qui varie fortement d'une communauté à l'autre. Ainsi elle est inférieure à 50 % pour 8 des 14 communautés (dont Pampa Redonda, 26,1 % ; Pinos Sud, 39,1 % et Turumayo, 46,9 %), comprise entre 50 % et 70 % pour quatre d'entre elles (dont Tolomosa Norte, 55,0 %) et supérieure à 70 % pour les deux restantes (dont San Andrés, 94,3 %). On peut supposer que le reste des terres est en partie utilisé pour développer l'élevage¹¹, ce que confirme l'ampleur de cette activité dans la localité de Pampa Redonda, et au contraire sa faible importance dans le cas de San Andrés.

Selon les résultats d'Entol 2002, 76,6 % des 201 foyers recensés (toutes communautés confondues) pratiquent l'agriculture et l'élevage, 12,9 % seulement l'agriculture et 6,0 % seulement l'élevage [cf. Fig. III-1 ci-contre]. En outre, 84,4 % des 392 individus de 15 ans et plus ayant travaillé au cours des 7 jours précédant l'enquête l'ont fait dans le secteur agricole et seulement 1,5 % dans celui de l'élevage. Qu'il s'agisse de l'activité des ménages ou des individus, on ne remarque pas d'écart

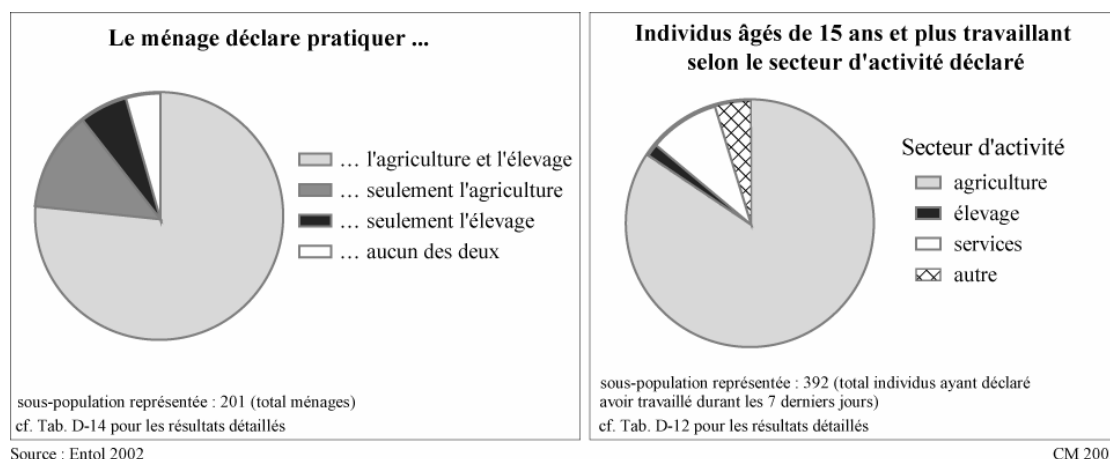
⁹ Ces informations n'ayant pu être vérifiées, elles sont données à titre indicatif. Elles semblent cependant correspondre à la réalité et ainsi nous ont permis d'affiner notre échantillonnage et de corroborer la représentativité des communautés sélectionnées.

¹⁰ La Codetar désigne ainsi les foyers ayant une activité dans l'agriculture ou l'élevage.

¹¹ Le recensement agricole de la Codetar discerne les terres à usage pastoral, ce qui serait utile pour calculer, de la même manière que pour l'agriculture, la part de terre réservée à l'élevage. Cependant, le travail de la Codetar effectuée d'autres distinctions, notamment entre les terres forestières et érodées, également fréquentées par le bétail. Cela limiterait donc la validité de nos données. De plus, il est difficile de quantifier l'espace réservé à l'élevage sans tenir compte des terres communales et des processus de transhumance, encore largement pratiqués dans la *cuenca*.

significatif par rapport à la moyenne selon les communautés¹² [cf. Tab. D-12 et D-14 pour les résultats désagrégés par localité]. Notre enquête confirme donc un système productif de la vallée principalement basé sur l'agriculture, même si l'élevage y occupe une place significative.

Fig. III-1 : Entol 2002 – Pratique de l'agriculture et de l'élevage par les ménages et les individus âgés de 15 ans et plus

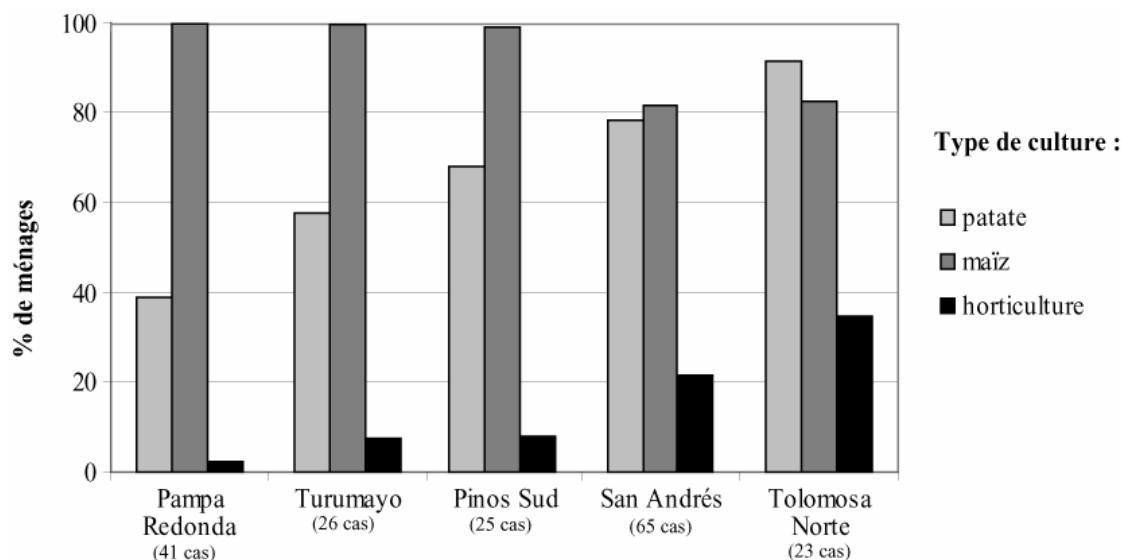


2 - La prépondérance des cultures traditionnelles

Selon le recensement agricole de la Codetar, la patate et le maïs constituent l'essentiel des cultures de la vallée (respectivement 42,6 % et 43,2 % de la surface cultivée totale ; cf. Tab. D-7 pour le détail). Ces résultats varient fortement selon les communautés, puisque la culture de la patate ne correspond qu'à moins de 20 % des surfaces cultivées pour 3 d'entre elles (dont Pampa Redonda, 6,8 %) ; pour 8 autres, cette proportion s'échelonne entre 20 et 50 % (dont Turumayo, 20,6 % et Pinos Sud, 33,6 %) ; et elle est supérieure à 50 % pour les 3 restantes (dont Tolomosa Norte, 51 % et San Andrés, 60,8 %). Les disparités sont tout aussi importantes en ce qui concerne la proportion de cultures de maïs rapportées au total des terres cultivées : pour 4 des 14 localités, elle est inférieure à 30 % (dont Tolomosa Norte, 27,6 % et San Andrés, 26,6 %) ; pour 5 autres, elle est comprise entre 30 et 60 % (dont Pinos Sud, 56,4 %) ; et pour les 5 restantes, elle est supérieure à 60 % (dont Turumayo, 68,9 % et Pampa Redonda 91,9 %). Enfin, toujours selon la Codetar, la proportion de terres destinées à d'autres cultures n'est que de 14,2 % sur l'ensemble des 14 communautés étudiées dans la vallée ; proportion qui est inférieure à 10 % pour 4 localités (dont Pampa Redonda, 1,4 % et Turumayo, 9,6 %) ; comprise entre 10 et 20 % pour 7 autres (dont Pinos Sud, 10,0 % et San Andrés, 12,6 %) ; et supérieure à 20 % pour les 3 restantes (dont Tolomosa Norte, 21,4 %).

¹² La différence la plus significative concerne l'importance des services (près de 15 %) pour la plus peuplée des communautés de la vallée, San Andrés.

Fig. III-2 : Entol 2002 – Ménages agricoles selon les cultures pratiquées et les communautés



Note : % calculé sur la base des totaux des ménages déclarant pratiquer l'agriculture.
cf. Tab. D-15 pour les données complètes

Source : Entol 2002

CM 2005

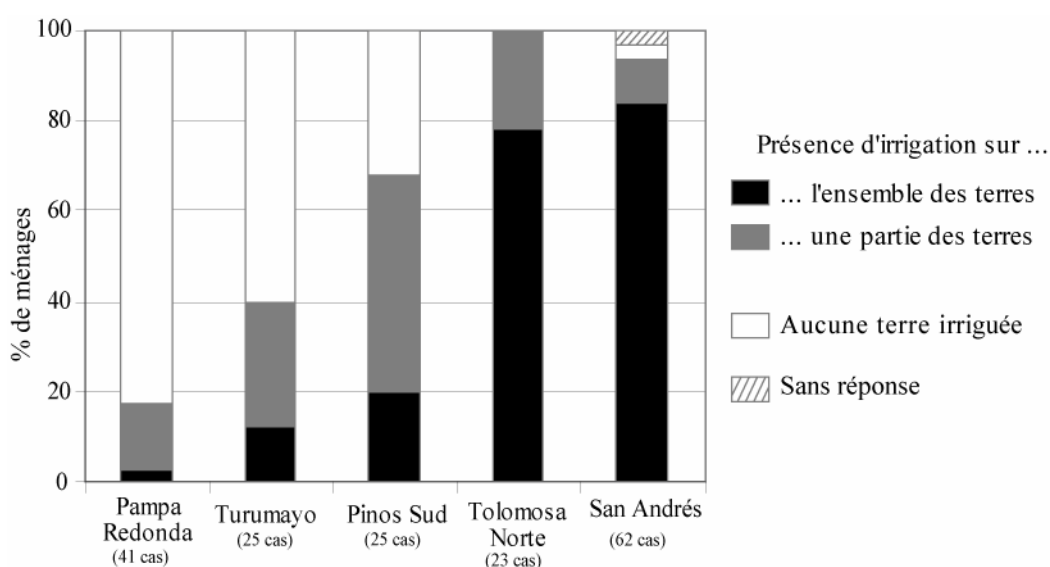
Notre enquête confirme les disparités quant au type de culture pratiqué par chaque communauté [cf. Fig. III-2 ci-dessus]. En effet, 66,7 % des 180 foyers déclarant une activité agricole cultivent la patate, proportion qui est de 91,3 % si on se limite à Tolomosa Norte ; 78,5 % pour San Andrés ; 68,0 % pour Pinos Sud ; 57,7 % pour Turumayo ; et seulement 39,0 % pour Pampa Redonda. Autre culture, celle du maïs concerne 91,1 % de l'ensemble des foyers agricoles enquêtés lors d'Entol 2002 : 100 % à Pampa Redonda, Turumayo et Pinos Sud, 82,6 % à Tolomosa Norte et 81,5 % à San Andrés. Enfin, la présence d'horticulture (petits pois, haricots, fèves, oignons, carottes) ne concerne que 15,0 % des foyers agricoles, proportion plus importante à San Andrés (21,5 %) et Tolomosa Norte (34,8 %), ces deux communautés concentrant plus de 80 % des foyers déclarant s'adonner à une activité horticole.

Les données de la Codetar et d'Entol 2002 confirment la prédominance de la culture de la patate et du maïs dans les communautés de la vallée. On remarque deux tendances : des localités dont les ménages cultivent en proportion à peu près égale la patate et le maïs, ainsi qu'un peu d'horticulture (San Andrés et Tolomosa Norte en ce qui concerne nos exemples), et d'autres dont les ménages pratiquent systématiquement la culture du maïs, plus ou moins accessoirement quelques parcelles de patates et quasiment pas d'horticulture (Pampa Redonda, Turumayo et Pinos Sud).

3 - L'accès aux ressources hydriques, au centre des déséquilibres de la vallée

Peut-on imputer ces différences à des variations dans l'accès aux ressources hydriques des localités de la vallée ? La *cuenca* de Tolomosa se situe au pied de la montagne de Sama. Au fur et à mesure que l'on s'éloigne de sa ligne de crête, les précipitations annuelles diminuent. Ainsi sont-elles relativement importantes à Pinos Sud, San Andrés et Tolomosa Norte (respectivement 1 157, 1 030 et 1 000 mm de pluies annuelles) et plus faibles à Pampa Redonda (888 mm) et à Turumayo (602 mm). La saison des pluies est essentiellement concentrée de novembre à mars et contraste avec la sécheresse de la période hivernale, de mai à septembre, où les précipitations sont quasi inexistantes [cf. Carte I-2, p. 29, pour une représentation graphique des précipitations dans le nord de la vallée]. Dans ce contexte, l'irrigation des terres cultivées joue un rôle majeur. Selon le recensement agricole de 1995 [cf. Tab. D-8 pour les résultats complets], sur les 2 949 ha cultivés dans les 14 communautés enquêtées, près de 82 % disposent d'un réseau d'irrigation. Mais la ventilation par localité laisse apparaître une grande diversité. Ainsi pour 3 communautés, moins de 50 % des terres cultivées sont irriguées, notamment à Pampa Redonda (28,4 %) et à Turumayo (35,9 %). A l'inverse, 5 localités ont plus de 90 % de leurs terres cultivées irriguées, dont Pinos Sud (91 %), Tolomosa Norte (95,7 %) et San Andrés (100 %). Cependant, ces résultats doivent être nuancés par la pérennité de l'irrigation. Ainsi, sur les onze communautés étudiées par Zonisig, seules cinq (dont San Andrés) possèdent une irrigation annuelle ; trois entre 7 et 11 mois de l'année ; deux la moitié de l'année (Pinos Sud et Turumayo) ; et une seulement 4 mois dans l'année (Pampa Redonda).

Fig. III-3 : Entol 2002 – Ménages pratiquant l'agriculture et déclarant des terres agricoles selon la présence d'irrigation et les communautés



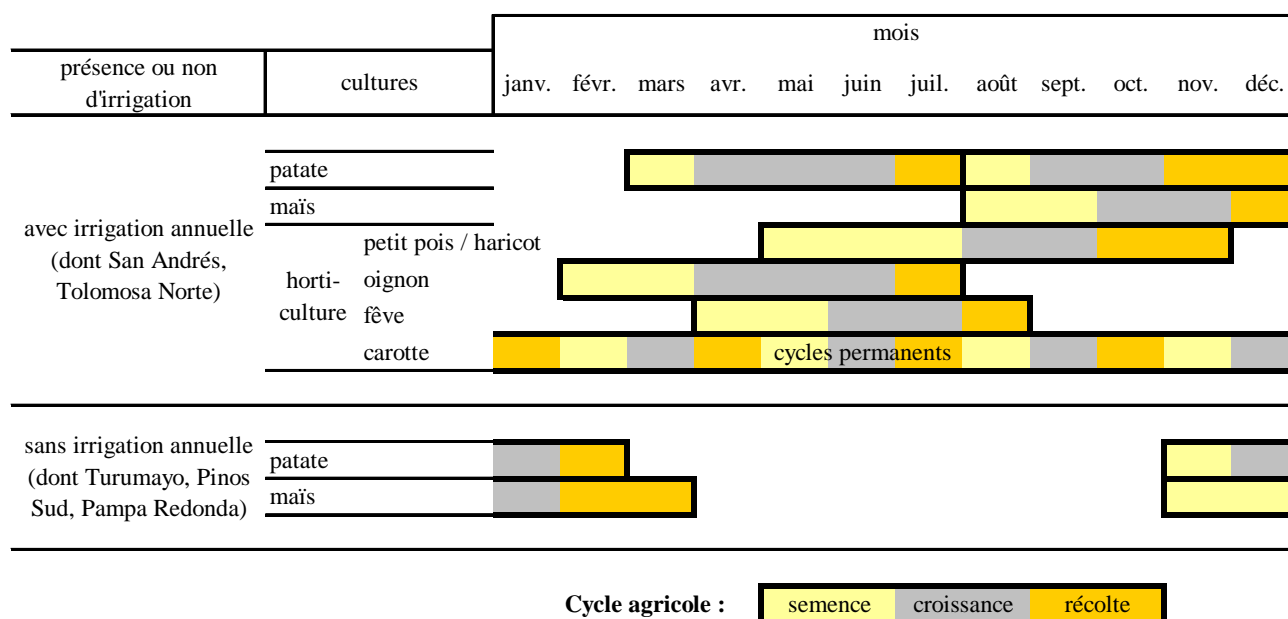
Note : % calculés sur la base des totaux de ménages déclarant des cultures et des terres cultivées, cf. Tab. D-16 pour les données complètes

Source : Entol 2002

CM 2005

Selon Entol 2002, sur les 176 foyers déclarant des cultures et des terres cultivées¹³, 44,9 % disposent d'irrigation sur l'ensemble de leur terrain, 20,5 % sur une partie et 33,5 % pas du tout. Comme nous pouvons l'observer sur la figure III-3 [page précédente], ce résultat connaît de fortes variations selon les localités : à Pampa Redonda, seuls 2,4 % des foyers disposent d'un système d'irrigation sur l'ensemble de leurs terres, et 14,6 % sur une partie des terrains consacrés à l'agriculture. Ces proportions sont supérieures à Turumayo et Pinos Sud, respectivement de 12,0 % et 19,2 % pour l'irrigation totale ; et 28,0 % et 46,2 % pour l'irrigation partielle. Cependant, comme nous l'avons vu auparavant, l'irrigation n'est possible que 6 mois par an, ce qui limite son impact. Enfin, deux communautés sont largement irriguées : Tolomosa Norte, 78,3 % d'irrigation totale et 21,7 % d'irrigation partielle et San Andrés respectivement 83,9 % et 9,7 %, et cela tout au long de l'année.

Fig. III-4 : Vallée de Tolomosa – Calendriers agricoles des communautés selon la présence ou non d'irrigation annuelle



Source : compilation d'information de la Codetar (1995)

CM 2005

En toute logique, il existe un lien entre la diversification de la production agricole notée précédemment et ce déséquilibre quant à l'accès aux ressources hydriques. En effet, comme nous pouvons l'observer sur la figure III-4 ci-dessus, les communautés disposant d'une irrigation

¹³ Cette sous-population varie de la précédente (180), 4 foyers déclarant des cultures sans pour autant déclarer de terres cultivées (on peut supposer qu'ils cultivent une partie d'un lopin de terre qui leur est prêté ou que cela se limite à un potager proche de leur maison, et qu'ils n'ont pas jugé nécessaire de le déclarer).

permanente (San Andrés¹⁴ et Tolomosa Norte) coïncident avec celles déclarant de l'horticulture, alors que celles dont l'irrigation n'est pas annuelle ne connaissent qu'un cycle agricole, en période de pluie, exclusivement basé sur des cultures de patate et de maïs.

4 - L'élevage, activité secondaire ou de substitution

Les communautés dont l'activité agraire est moins importante ont-elles au contraire développé l'élevage ? A l'échelle de la vallée, le recensement agricole de 1995 évalue le nombre de têtes bovines par unité familiale agropastorale (UFA) à 10 [cf. Tab. D-9]. Cependant, ce chiffre est supérieur pour 4 des 14 communautés (dont Pampa Redonda, 14 têtes par UFA ; Tolomosa Norte, 12) et inférieur pour 6 d'entre elles (dont Turumayo, 9). Les autres sont dans la moyenne (notamment Pinos Sud et San Andrés). Pour ce qui est du reste de l'activité pastorale, la Codetar dénombre, sur l'ensemble de la *cuenca* et par UFA, 10 têtes ovines, 14 têtes de volaille et des quantités négligeables de caprins et porcins. L'importance particulière de l'élevage bovin à Pampa Redonda est confirmée par l'enquête Entol 2002 : le nombre moyen de têtes bovines par foyer déclarant une activité agricole ou des animaux d'élevage¹⁵ (192 au total) est de 9 pour l'ensemble des communautés enquêtées, de 15 si on se limite à Pampa Redonda et de 9 ou moins pour les 4 autres localités [cf. Tab. D-17 pour les résultats complets]. De même, on remarque à l'échelle de la *cuenca* la place occupée par l'élevage ovin (en moyenne 5 têtes par foyer) et avicole (en moyenne près de 10 têtes par foyer¹⁶), et l'insignifiance de l'élevage caprin et porcin (respectivement 1 tête et 2 têtes par foyer en moyenne).

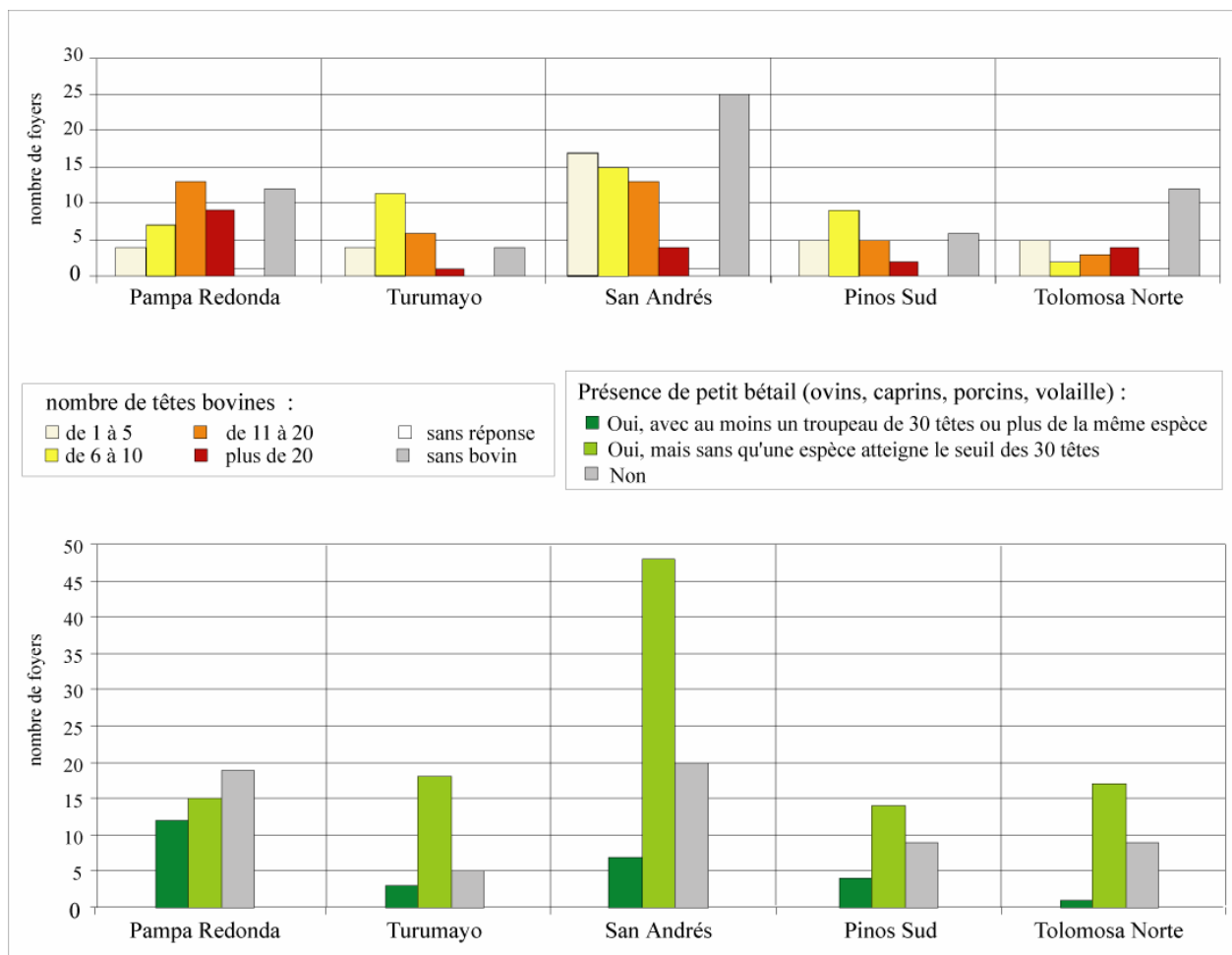
Afin de simplifier l'analyse de l'importance de l'élevage dans la vallée de Tolomosa, nous traiterons à part la présence de bovins, et regrouperons les autres animaux dans une catégorie « petit bétail ». Cette dernière permettra de discerner les familles possédant des ovins et/ou des caprins et/ou des porcins et/ou des volailles. En outre, afin de distinguer les ménages détenant du petit bétail pour des raisons commerciales, nous les regrouperons en deux catégories : ceux déclarant un troupeau de 30 têtes ou plus d'ovins et/ou de caprins et/ou de porcins et/ou de volaille et les autres.

¹⁴ Cf. Photos H-3-a et b pour des images représentant l'irrigation à San Andrés.

¹⁵ C'est par rapport à cette sous-population de 192 ménages que nous avons calculé notre moyenne. Ce choix permet de comparer nos données à celles de la Codetar.

¹⁶ Précisons cependant que nous n'avons pas enquêté, lors d'Entol 2002, les propriétaires de l'élevage industriel avicole de Turumayo.

Fig. III-5 : Entol 2002 – Ménages selon le nombre de têtes bovines ou de petit bétail déclarés et les communautés



effectif représenté, pour chaque graphique : 201 (total ménages enquêtés et dont au moins l'un des membres réside de manière permanente dans la vallée de Tolomosa)
cf. Tab. D-18 et D-19 pour les données détaillées

Source : Entol 2002

CM 2005

La figure III-5 ci-dessus illustre l'ampleur des différences entre communautés. En ce qui concerne l'élevage bovin, seul Pampa Redonda est composé d'une part significative de ménages possédant des troupeaux d'importance : de 11 à 20 têtes pour 28,3 % de l'ensemble des foyers enquêtés et plus de 20 têtes pour 19,6 % [cf. Tab. D-18]. Au contraire, on notera une part importante de ménages ne pratiquant pas d'élevage bovin à San Andrés (33,3 %) et Tolomosa Norte (44,4 %). Pour le petit bétail, même prépondérance de Pampa Redonda, la seule communauté à avoir une part non négligeable de foyers (26,1 %) détenant au moins un troupeau de 30 têtes ou plus d'ovins et/ou de caprins et/ou de porcins et/ou de volaille [cf. Tab. D-19]. Pour les autres communautés, on remarquera la forte présence de troupeaux de taille inférieure : 69,2 % des foyers interrogés à Turumayo, 64,0 % à San Andrés, 51,9 % à Pinos Sud et 63,0 % à Tolomosa Norte.

La place de l'élevage dans la *cuenca* de Tolomosa semble correspondre à une activité complémentaire à l'agriculture (pour Tolomosa Norte, San Andrés, Turumayo et Pinos Sud) et ceci

pour divers motifs (thésaurisation, production d'engrais, utilisation prédominante des animaux de trait dans le mode d'exploitation agricole de la vallée, cf. Photos H-3-c). A Pampa Redonda seulement une part significative de foyers pratique l'élevage dans des proportions permettant le développement d'une petite activité commerciale, comme la production et la vente de fromage.

L'étude du système productif de la vallée nous amène donc à constater l'existence de différents modèles, illustrés par les communautés sélectionnées dans le cadre d'Entol 2002. San Andrés et Tolomosa Norte disposent de l'activité agricole la plus développée ; elles se distinguent notamment par la présence d'un système d'irrigation annuel et par la pratique de l'horticulture. A l'inverse, Pampa Redonda souffre d'importantes carences en ressources hydriques, compensées par une activité pastorale plus soutenue. Enfin, Turumayo et Pinos Sud semblent représenter une situation intermédiaire : elles sont limitées dans leur développement agricole sans pour autant que l'on décèle une présence significative des animaux d'élevage.

B - Causes et effets de la crise

La présente analyse a donc laissé apparaître d'importantes disparités dans les systèmes productifs des localités de la vallée. Ces différences résultent notamment des déséquilibres entre les communautés, particulièrement quant aux carences en ressources hydriques et aux conséquences que cela peut avoir sur la diversité et l'intensité de l'activité agricole des zones étudiées. Nous nous attacherons dorénavant à analyser ces limites du système productif, en abordant la question des débouchés commerciaux de la production de la vallée ainsi que celle de l'évolution foncière des terres agricoles et de leur éventuelle extension. Nous terminerons en abordant le problème de la sous-occupation des habitants de la vallée, essentiel pour l'étude des mouvements de population qui suivra.

1 - Des débouchés commerciaux limités

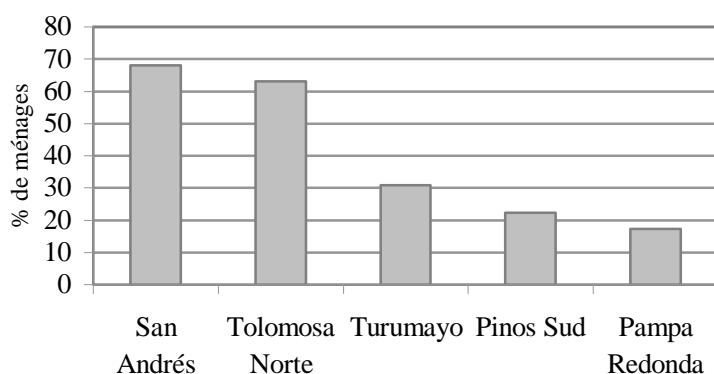
Le principal marché des produits agricoles de la *cuenca* de Tolomosa est la ville de Tarija (ZONISIG 2001), plus précisément le *mercado campesino*¹⁷ pour les cultures horticoles, de patate ou de maïs, et l'abattoir municipal pour l'élevage bovin et porcin¹⁸. Suivant la localité enquêtée, l'étude d'Entol 2002 révèle des inégalités quant au comportement commercial des foyers. En effet, comme

¹⁷ Principal marché de la ville de Tarija, où les paysans vendent leur production, bien souvent sans intermédiaire.

¹⁸ Par ailleurs, les paysans peuvent être amenés à se rendre dans la capitale départementale pour vendre leurs produits dans la rue [cf. Photos H-4-a].

nous pouvons l'observer sur la figure III-6 ci-dessous, dans 68,0 % des foyers interrogés à San Andrés, au moins un membre déclare se rendre régulièrement à Tarija pour vendre des produits agricoles¹⁹ et cette proportion est de 63,0 % pour Tolomosa Norte. En revanche, elle n'est que de 30,8 % pour Turumayo, 22,2 % pour Pinos Sud et 17,4 % pour Pampa Redonda [cf. Tab. D-20 pour les effectifs]. On peut sans doute partiellement attribuer ces variations au fait que San Andrés et Tolomosa soient particulièrement bien connectés à la capitale départementale [cf. Texte D-4], mais aussi au développement de la structure du système agraire de ces communautés.

Fig. III-6 : Entol 2002 – Proportion de ménages dont au moins l'un des membres déclare se rendre régulièrement dans la ville de Tarija pour y vendre des produits agricoles, selon les communautés



Note : % calculés par rapport à l'ensemble des ménages enquêtés (75 à San Andrés, 27 à Tolomosa Norte, 26 à Turumayo, 27 à Pinos Sud, 46 à Pampa Redonda, cf. Tab. D-20)

Source : Entol 2002

CM 2005

Les productions de tubercules et de maïs sont généralement destinées à la vente²⁰. En ce qui concerne le maïs, seules les communautés disposant d'irrigation annuelle, tel San Andrés et Tolomosa Norte, le cultivent en partie à des fins commerciales, les deux récoltes annuelles permettant de dépasser les besoins propres des ménages. Pour les autres (Turumayo, Pinos Sud et Pampa Redonda), le maïs (comme culture principale) est essentiellement destiné à l'autoconsommation (production de farine et élevage) (HINOJOSA, PEREZ *et al.* 2000). A cette différence on peut ajouter le fait que San Andrés et Tolomosa Norte sont les seules localités où l'on s'adonne à une horticulture significative ; cela contribue à expliquer le déséquilibre commercial relevé ci-dessus. Est-il possible de développer la commercialisation des produits agricoles ? Peut-être en construisant des infrastructures de stockage

¹⁹ Ces résultats sont tirés du module E « mobilité quotidienne à Tarija » et plus particulièrement de la question 3 demandant si les allers-retours à Tarija avaient pour but la vente de marchandise, et si oui le type de marchandise [cf. Quest. D-11].

²⁰ Selon le diagnostic du Canton de Lazareto, réalisé en 1998 par l'Unité technique de planification de la Province Cercado (Uteplan), 80 % de la production de patate de 1992 était commercialisée, 88 % pour les petits pois et 97 % pour les oignons.

(notamment des silos), leur rareté dans la vallée obligeant un écoulement immédiat de la production sur les marchés de Tarija. Autre amélioration envisageable, celle des voies de communication de la vallée en vue d'une meilleure liaison entre les communautés isolées et la capitale départementale²¹. Par contre, il sera difficile de lutter contre le manque de compétitivité du système familial de la vallée par rapport aux cultures industrielles argentines. Selon Hinojosa, en janvier 1999, les prix de la patate et de l'oignon produits à San Andrés et vendus au *mercado campesino* étaient de 25 % supérieurs à ceux en provenance du pays voisin. On peut supposer que cet écart a encore augmenté après la dévaluation du peso argentin en décembre 2000.

Le potentiel commercial de l'élevage dans la vallée est, lui aussi, limité : l'implantation d'élevage industriel de volaille à Turumayo [cf. Photos H-4-b] et Guerra Huayco réduit les possibilités de vente des poulets des paysans de la *cuenca* ; la trichine²² diminue le potentiel de vente des porcins ; la consommation de viande ovine n'est que faiblement présente dans les coutumes alimentaires des Boliviens ; la laine est concurrencée par les nouvelles fibres synthétiques moins coûteuses ; l'utilisation des caprins se limite à la production laitière, aux débouchés limités ; et la viande bovine souffre du succès de races plus appréciées en provenance d'Argentine, de Santa Cruz et du Chaco tarijenien. Ces faits, ajoutés à l'aridité de la *cuenca* qui impose une transhumance annuelle vers les vallées subandines, contribuent à expliquer le faible développement de l'élevage dans la vallée.

2 - Une tendance à la fragmentation du *minifundio*

Qu'en est-il de la structure foncière des terres agricoles de la vallée de Tolomosa, si déterminante dans le monde rural ? Selon le recensement Codetar de 1995, on dénombre 2 946 hectares cultivés par 1 343 UFA²³ dans la *cuenca*, soit en moyenne de 2,19 ha/ménage déclarant une activité agropastorale. Ce chiffre varie d'une communauté à l'autre : il est supérieur à 3 ha pour San Andrés (3,50) et Tolomosa Norte (3,07) ; compris entre 2 et 3 ha pour 7 localités et inférieur à 2 ha pour les 5 restantes, dont Pinos Sud (1,67), Turumayo (1,39) et Pampa Redonda (1,18) [cf. Tab. D-6]. La moyenne des surfaces cultivées des 168 foyers d'Entol 2002 (ceux ayant déclaré des cultures en précisant leurs superficies) est de 1,4 hectare ; plus précisément 1,7 pour Tolomosa Norte, 1,5 pour

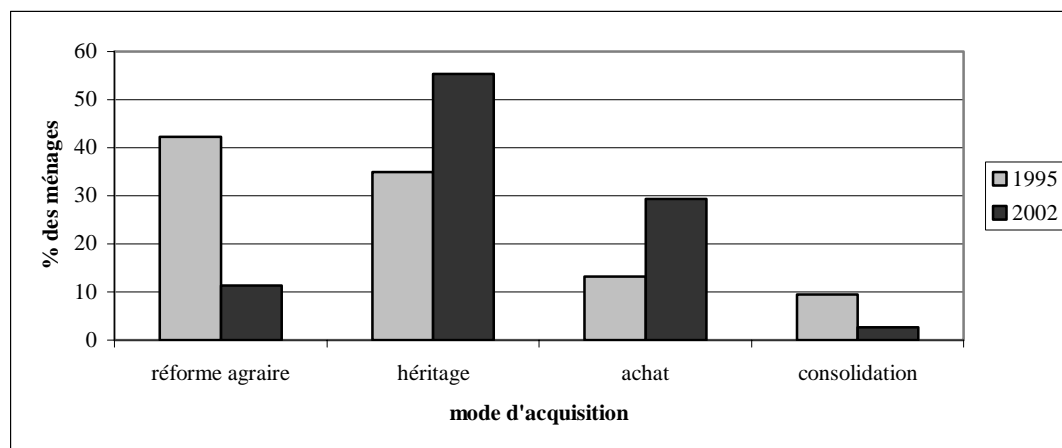
²¹ Actuellement, la vallée souffre de la qualité médiocre de ses voies de communication [cf. Photos H-1]. Cependant, deux projets sont en cours de réalisation pour les améliorer : d'une part la consolidation de la piste à San Andrés ; d'autre part la construction d'un pont pour franchir la rivière Sola et accéder de manière permanente aux communautés situées en amont, dont Pinos Sud.

²² Ver parasite qui vit dans les muscles à l'état larvaire et dans les intestins à l'état adulte chez certains animaux et chez l'homme.

²³ Pour rappel, il s'agit des Unités Familiales Agropastorales, soit les foyers ayant une activité dans l'agriculture ou l'élevage selon la Codetar.

San Andrés, 1,3 pour Pinos Sud et Turumayo et 1,1 pour Pampa Redonda [cf. Tab. D-21 pour le mode de calcul]. Si cet ordre décroissant est semblable lors des deux enquêtes (la taille des propriétés est plus importante à San Andrés et Tolomosa Norte, moyenne à Pinos Sud et Turumayo et plus petite à Pampa Redonda), on notera cependant une nette diminution des écarts et une tendance à la baisse de la taille des propriétés²⁴.

Fig. III-7 : Entol 2002 – Mode d’acquisition des terres agricoles par les ménages dans l’ensemble des localités enquêtées, en 1995 et 2002



Note : % calculé par rapport à l'ensemble des familles propriétaires de terres agricoles et déclarant des cultures

Source des données : recensement Codetar 1995 [cf. Tab. D-10] et Entol 2002 [cf. Tab. D-23]

CM 2005

L'une des explications à la diminution de la surface cultivée peut résider dans le mode d'acquisition des terres. Comme nous l'avons signalé en introduction, le statut foncier des terres de la *cuena* de Tolomosa a été bouleversé par la réforme agraire lancée en 1953 [cf. Texte D-2 pour plus d'information]. En 1995 (recensement agricole de la Codetar), sur un ensemble de 12 communautés de la vallée de Tolomosa²⁵, 42,3 % des terres possédées par des unités familiales agropastorales avaient été acquises dans le cadre de la réforme agraire²⁶ ; 34,9 % proviennent d'un héritage ; 13,2 % d'un achat ; 9,5 % du processus de consolidation²⁷. La ventilation de ces résultats par communauté

²⁴ Il faut cependant signaler une possible sous-estimation de la taille des surfaces cultivées selon Entol 2002. Une des variables du questionnaire se référait aux « autres cultures » (autres que la patate, le maïs, l'horticulture et la fruiticulture). Seuls 31 foyers y ont répondu positivement (17 à San Andrés et 6 à Tolomosa Norte), sans que nous recensons combien d'hectares ces cultures occupaient. Il est possible que cette erreur dans la collecte des données limite l'importance des terres cultivées par foyer, notamment dans les communautés où les propriétés agricoles étaient plus importantes en 1995 (San Andrés et Tolomosa Norte).

²⁵ Des aberrations statistiques ont été décelées dans les données fournies par la Codetar sur l'acquisition des terres à Pinos Sud et Guerra Huayco. Nous ne tiendrons donc pas compte de ces deux communautés dans notre analyse qui portera sur 12 localités.

²⁶ Lors de la réforme agraire, les terres rattachées aux haciendas ont été redistribuées aux paysans vivant dans la vallée.

²⁷ Il s'agit d'un processus permettant de légaliser la propriété des terres qui n'étaient pas rattachées aux haciendas de la vallée.

fait apparaître le cas particulier de Pampa Redonda [cf. Tab. D-10 pour les résultats détaillés]. Dans cette localité, la part de terres obtenues à l'occasion de la réforme agraire n'est que de 4,0 % alors qu'on y note une très forte proportion d'acquisition par consolidation : 49,8 %. Cette constatation confirme le statut spécifique de la localité de Pampa Redonda qui ne faisait pas partie d'une hacienda, ce qui explique que le processus de consolidation corresponde à la forme principale d'acquisition des terres²⁸. L'étude du statut foncier au moment de notre enquête, soit 7 ans plus tard, indique que la quasi-totalité (89,3 %) des ménages déclarant des cultures sont propriétaires de leur terres [cf. Tab. D-22]. En outre, le principal mode d'acquisition est l'héritage (55,3 %), suivi par l'achat (29,3 %), l'obtention par réforme agraire ne concernant qu'une minorité (11,3 %) de la sous-population étudiée [cf. Tab. D-23]. Ainsi – comme nous pouvons l'observer sur la figure III-7 – il semblerait qu'il y ait eu une redistribution (par héritage et vente) des terres reçues dans les années 60 (suite à la réforme agraire ou la consolidation), phénomène sans doute impliqué dans le morcellement des parcelles cultivées par famille et qui pénalise ainsi les jeunes générations intégrant le monde agricole. D'après Entol 2002, l'étude de la superficie moyenne des terres cultivées selon l'âge du chef de famille va dans ce sens, car elle est de 1,23 hectares pour les chefs de ménage de 20 à 44 ans déclarant des pratiques agricoles et des terres associées dont ils sont propriétaires ; de 1,41 hectares pour ceux ayant entre 45 et 59 ans ; de 1,63 hectares pour ceux âgés de 60 ans et plus. Il semblerait donc que le droit d'aînesse dans la redistribution des terres par héritage ne soit pas respecté, ce qui contribue à un morcellement du *minifundio*²⁹.

3 - L'extension du terroir et l'intensification des rendements : d'improbables évolutions

Peut-on envisager une inversion de cette tendance menant aux microparcelles, notamment à travers l'extension des surfaces cultivées ? Les terres communales, qui pourraient permettre aux plus démunis d'augmenter leur capacité de production agricole, sont souvent isolées des communautés, situées sur les versants des reliefs environnant la *cuenca*, et sont généralement réservées à l'élevage. De plus, l'espace disponible en fond de vallée et non cultivé aujourd'hui fait l'objet d'une érosion intense accentuée par le pâturage sauvage et les crises climatiques³⁰ [cf. Photos H-5].

Si l'extension des terres cultivables n'est guère possible, il faut sans doute chercher plutôt à améliorer les modes de production. Mais le *minifundio* a déjà engendré une surexploitation des terres, laissant peu de place à la pratique de la jachère et encourageant une utilisation excessive des engrais

²⁸ A Pampa Redonda, cela a généralement consisté à régulariser le statut foncier de terres appartenant de fait aux familles les cultivant.

²⁹ En opposition aux *latifundios* (grande propriété exploitée de forme extensive) les *minifundios* sont des exploitations trop petites et trop peuplées (BRUNET 1993, p. 296).

³⁰ Notamment par les pluies diluviennes des périodes d'El Niño, durant les étés 1982-1983 et 1997-1998.

chimiques. Quant à la mécanisation, elle serait pourrait être propice à l'augmentation de la productivité des terres, mais son développement buttera sur deux obstacles : la présence de galets dans le fond de la vallée [cf. Photos H-5-c] et la carence en capacité de financement³¹. Est-il possible d'étendre les infrastructures d'irrigation à l'ensemble des communautés ? L'absence d'eaux pérennes en amont des localités non irriguées limite les tentatives de ce genre qui, de toute manière, demanderaient des investissements très importants, non justifiés pour de si petites communautés. De plus, les ressources hydriques de la vallée alimentent la réserve de San Jacinto, située à l'extrémité septentrionale de la *cuencana*, qui elle-même produit une partie de l'électricité de la ville de Tarija et irrigue les terres en aval (dans le bas des vallées Camacho et Guadalquivir). De fait, tout projet d'envergure visant à une meilleure distribution de l'eau dans la vallée de Tolomosa sera étroitement contrôlé et limité³².

4 - Le sous-emploi agricole dans la *cuencana*

Les perspectives de développement de l'agriculture ou de l'élevage ne sont donc pas favorables ; mais que peut-on dire actuellement des travailleurs de ce secteur d'activité ? Nous l'avons vu, selon Entol 2002, une large majorité (337 sur 392) des personnes de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 derniers jours déclare une activité liée à l'agriculture ou à l'élevage. L'étude des catégories d'emploi de cette sous-population permet de constater la prédominance des travailleurs indépendants (46,0 %), et des travailleurs familiaux non rémunérés (45,1 %). La part extrêmement faible occupée par les patrons, employés, journaliers et métayers (qui totalisent 8,9 %) caractérise la structure familiale de cette économie paysanne : on cultive principalement les terres du foyer [cf. Tab. D-25]. Le rapport entre le nombre de personnes par foyer déclarant une activité liée à l'agriculture ou à l'élevage et la superficie totale cultivée par le ménage permet de calculer un indice de superficie cultivée par travailleur agricole. Sur l'ensemble des cinq communautés, ce rapport est de moins de 0,5 hectare par travailleur pour 25,5 % des 149 foyers déclarant des terres cultivées et des actifs dans les secteurs précédemment mentionnés. Il est compris entre 0,5 et 0,99 hectare par travailleur pour 36,2 % d'entre elles ; entre 1 et 1,99 hectare pour 32,2 % et de plus de 2 hectares pour les 6,0 % restants. On peut donc conclure à une sous-occupation de la population active, notamment si les cultures pratiquées sont le maïs et la patate, qui ne nécessitent pas un travail important³³. Si la ventilation de ce résultat par communauté ne fait pas apparaître de différences majeures [cf. Tab. D-25], il faut tout de même le rapporter à la présence ou non d'irrigation afin de mesurer son impact sur l'occupation des travailleurs

³¹ L'étude de Zonisig (2001) signale que seuls 55 % des exploitants de la *cuencana* possèdent des titres de propriété pour leurs terres, ce qui limite l'usage de l'hypothèque.

³² Cette position stratégique de la *cuencana* explique les nombreux projets qui visent à enrayer l'érosion à l'origine du lessivage des sols et du colmatage de la réserve de San Jacinto par apport sédimentaire.

³³ En effet, à Tolomosa, les besoins en main-d'œuvre des cultures de la patate et du maïs se limitent généralement aux périodes de semence et de récolte, soit deux mois par an (sauf dans le cas des deux récoltes annuelles de la patate à San Andrés et Tolomosa Norte).

agricoles selon les communautés. En effet, cette sous-occupation est amplifiée pour les localités ne possédant pas d'irrigation annuelle et de ce fait n'ayant pas d'activité agricole d'avril à novembre³⁴ (Pinos Sud, Turumayo et Pampa Redonda). *A contrario*, les localités disposant d'un système d'irrigation tout au long de l'année (San Andrés et Tolomosa Norte) ont un calendrier agricole étalé sur l'ensemble des quatre saisons, ce qui tempore la sous-occupation [cf. Fig. III-4 en p. 140].

Enfin, on peut se demander si la pratique de l'élevage, notamment à Pampa Redonda, constitue une possible activité de substitution durant la saison hivernale. Il semblerait que non, la saison sèche (des mois de mai à décembre) correspondant aux mois de transhumance, principalement du fait de la rareté en pâturage. Les troupeaux sont alors déplacés jusque dans les vallées subandines du Tarija (notamment autour de la réserve naturelle de Tariquíá) et confiés à des autochtones rémunérés en conséquence (HINOJOSA, PEREZ *et al.* 2000 ; ZONISIG 2001).

L'activité agricole, principale source d'emplois de la *cuenca* de Tolomosa, se heurte à des problèmes divers (*minifundio*, érosion, débouchés commerciaux limités) avec des intensités variables selon les localités. Situées au centre de la vallée, San Andrés et Tolomosa Norte peuvent, grâce à l'irrigation annuelle, diversifier leurs productions (notamment en développant une activité maraîchère qui s'ajoute ainsi aux cultures plus classiques de la patate et du maïs) et parvenir à deux récoltes annuelles (occupant ainsi la main-d'œuvre agricole toute l'année). Les autres communautés enquêtées (Turumayo, Pampa Redonda et Pinos Sud) ne bénéficient pas de ce système d'irrigation annuel et se contentent donc d'une seule récolte, en période estivale, partiellement destinée à des fins commerciales. Notons ici quelques spécificités propres à chacune de ces localités. Turumayo tout d'abord, située aux portes de Tarija, souffre tout particulièrement de l'érosion et d'un accès limité aux ressources hydriques. Rencontrant les mêmes problèmes, Pampa Redonda est de plus isolée, retranchée dans l'extrême sud-est de la vallée. Les habitants y ont développé une activité tournant autour de l'élevage mais occupant peu de main-d'œuvre durant la période hivernale. Enfin, à Pinos Sud, les précipitations sont plus importantes et la présence d'un cours d'eau a permis le développement d'un système d'irrigation fonctionnant durant la période estivale. Mais, revers de la médaille, la communauté est la plus isolée de la vallée, à l'extrémité de l'axe occidental et difficilement accessible en période de pluie.

Cette crise du secteur agricole de la *cuenca*, et la sous-occupation qu'elle engendre, peuvent-elles être mises en relation avec l'importance des courants migratoires depuis les vallées andines décelée dans le chapitre II ? Les migrations peuvent-elles être considérées comme constituant une

³⁴ Le cycle agricole de ces communautés commence par le labourage des terres, effectué après les premières pluies.

activité de substitution aux difficultés rencontrées dans l'économie traditionnelle ? Ce sont ces déplacements de population que nous étudierons à présent.

II - Importance et diversité des déplacements depuis la vallée

Rappelons que plusieurs études tendent à souligner l'existence de mouvements migratoires entre les vallées centrales et l'Argentine, tendance confirmée par le nombre relativement élevé de personnes nées à l'étranger et résidant dans les vallées andines du centre lors du recensement de l'INE en 2001 [cf. chap. II]. En outre, l'observation de la structure par âge de la population rurale de cette région avait révélé une nette rupture à partir de la tranche des 15-19 ans, ce qui sous-entend une émigration des jeunes [cf. Fig. III-8-a ci-contre]. Ce sont ces mouvements de population que nous nous proposons de mettre en évidence à partir de l'exemple de la vallée de Tolomosa, en utilisant essentiellement les résultats de l'enquête Entol 2002, seule source d'information fiable sur les migrations dans la *cuenca*.

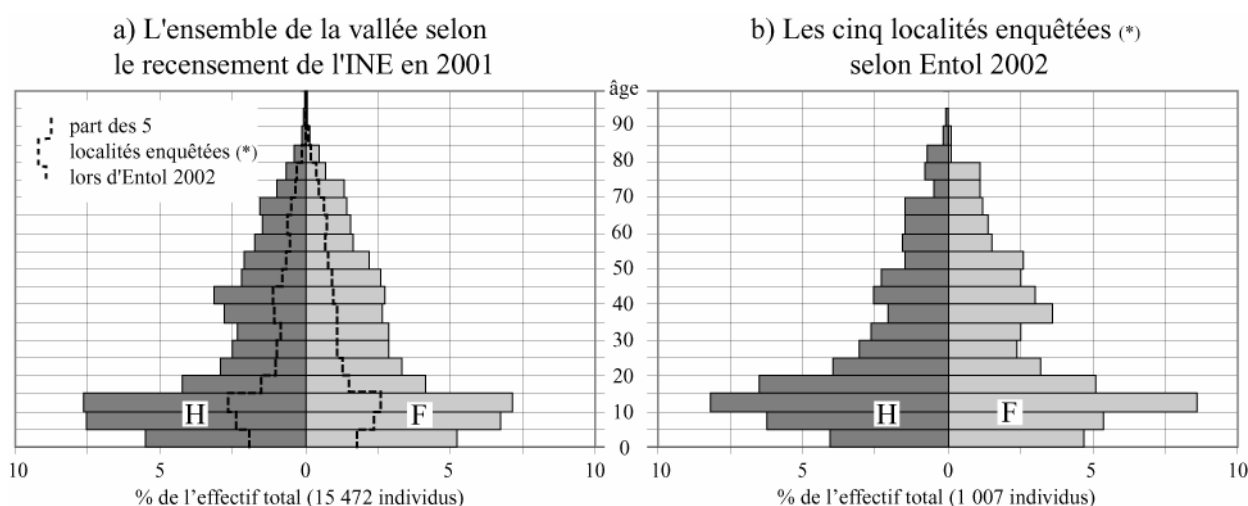
Différents types de mouvements de population seront pris en compte : ceux effectués de manière saisonnière (A) ; ceux de durée plus longue, ayant impliqué un retour dans la vallée (B) ; et enfin ceux en cours (C), appréhendés à partir de l'analyse de la descendance des foyers enquêtés qui résident actuellement en dehors de la vallée.

Cette section, plutôt descriptive, s'attachera à souligner les motivations de ces déplacements. Ainsi, la thématique des lieux de destination ne sera que brièvement abordée et fera l'objet d'une étude plus spécifique plus loin dans le chapitre. Enfin, notre analyse a pour objet la compréhension des migrations depuis l'ensemble de la vallée ; nous l'effectuerons donc globalement à partir des cinq localités enquêtées, tout en signalant quand cela sera nécessaire les variantes existant entre ces unités.

A - Des mouvements saisonniers pour limiter le sous-emploi hivernal

Durant les mois de janvier et février de l'année 1998, en pleine saison estivale, les postes de santé des localités de San Andrés et Tolomosa Grande ont recensé la population de 16 communautés de la *cuenca* qui totalisaient alors 11 289 habitants³⁵. Au cours du mois de septembre de la même année, l'unité technique de planification du *municipio* de Tarija effectuait un comptage des habitants de ces mêmes communautés et dénombrait 9 245 individus³⁶. Même si la fiabilité de ces données n'est pas vérifiée³⁷, elles tendent à montrer l'existence d'une différence entre les populations estivale et hivernale de la vallée. En outre, la comparaison entre les pyramides des âges du recensement de l'INE et de nos enquêtes [cf. Fig. III-8-a³⁸ et III-8-b ci-dessous] fait apparaître des caractéristiques similaires, notamment en ce qui concerne le déficit de jeunes à partir de l'âge de 15 ans, avec cependant une nuance : la tendance est moins marquée dans le cas d'Entol 2002. Cette différence peut être attribuée d'une part à la méthode de collecte des données : le recensement de fait ne tient compte que des personnes présentes ce jour-là alors que notre enquête s'appuie sur la notion d'appartenance ou non au foyer, sans que la présence des personnes concernées soit obligatoire ; et d'autre part à la période de la collecte des données : fin septembre pour l'INE et fin février pour Entol.

Fig. III-8 : Vallée de Tolomosa et Entol 2002 – Structure par âge de la *cuenca*



(*) : Tolomosa Norte, Pampa Redonda, Pinos Sud, Turumayo et San Andrés
Source des données : recensement 2001 (INE 2002 b) et Entol 2002

CM 2005

³⁵ Ce résultat, obtenu auprès du service départemental situé dans les annexes de l'hôpital San Juan de Dios à Tarija, correspond à l'agrégation des données des 16 communautés de l'INE.

³⁶ Données obtenues auprès de l'Uteplan dont le siège est situé dans une annexe de la mairie du *municipio* de Tarija.

³⁷ L'observation de certaines aberrations statistiques nous encourage même à les mettre en doute.

³⁸ A noter que l'observation de la forme de cette pyramide (une base globalement large, mais qui se rétrécit pour les enfants en bas âges, une rupture majeure sur les flancs à partir de la tranche d'âge 15-19 ans et un sommet fin) est identique selon que l'on considère l'ensemble des communautés de la vallée ou seulement celles enquêtées.

Dès lors, peut-on lier les écarts de population (selon volume et structure) observés précédemment à des migrations temporaires de jeunes, explicables par une sous-occupation en période hivernale ? Les communautés sans irrigation annuelle sont-elles plus affectées par ce phénomène ? Et de manière générale, la précarité du secteur agricole observée plus haut peut-elle être mise en lien avec l'existence de ces migrations temporaires ?

Lors de l'enquête Entol 2002, nous avons recensé 511 événements migratoires (qui correspondent à une installation pour une période d'au moins 6 mois dans un lieu autre que la localité enquêtée ou celle de naissance). Pour près de la moitié de ces 511 migrations (exactement 254, soit 49,7%), l'année d'arrivée et l'année de départ du lieu de migration recensé coïncident : la durée de ces migrations est donc comprise entre 6 mois et un an et implique une absence durant la période sèche (d'avril à novembre). Cette particularité d'Entol nous encourage à traiter ces 254 événements migratoires à part : nous les nommerons « migrations saisonnières ». Dans un premier temps, nous restreindrons notre analyse aux migrations saisonnières effectuées par les natifs de la vallée de Tolomosa³⁹, entre 1945 et 2000, soit 158 événements migratoires déclarés par 123 individus. Nous reviendrons plus tard sur les 59 migrations saisonnières recensées en 2001.

Il convient dès à présent de signaler certaines limites dans la collecte des données concernant les migrations :

- 83 individus ont déclaré trois événements migratoires⁴⁰, théoriquement les trois plus récents. Ceci a deux conséquences : d'une part, nous ne disposons pour ces cas d'aucune information quant à d'éventuelles migrations supplémentaires, d'autre part, l'importance des migrations durant les quelques années précédant l'enquête sont largement surreprésentées.
- Comme nous le verrons, les migrations des Tolomosains ont souvent pour but l'exercice d'une activité professionnelle, parfois illégale, en Argentine. On peut ainsi supposer de la rétention d'information de la part des enquêtés les plus méfiants, et ainsi une sous-estimation du nombre de migrations saisonnières.

1 - Des migrations saisonnières de longue date vers l'Argentine

Mesurer l'évolution des migrations saisonnières depuis la vallée de Tolomosa sur la base des données récoltées lors d'Entol 2002 n'est pas aisée. En effet, on se heurte à deux phénomènes : d'une part à la sous-représentativité des événements migratoires anciens (nous venons de le signaler, notre enquête ne recense que les 3 dernières migrations) et d'autre part aux limites de l'observation rétrospective (les migrations saisonnières détectées sont celles déclarées par les personnes encore en

³⁹ Ne disposant pas de l'année d'installation des non natifs dans la communauté (dans la vallée de Tolomosa, la faiblesse de cette sous-population nous a encouragé à ne pas appliquer le module « installation » présent dans les autres enquêtes) nous devrons nous limiter aux personnes natives de la *cuenca*, ceci afin de comprendre les déplacements effectués depuis la vallée.

⁴⁰ 65 d'entre eux ont déclaré au moins une migration saisonnière, 41 au moins une migration d'une durée supérieure.

vie ou n'ayant pas quitté la vallée). Cependant, comme le montre la figure III-9-a⁴¹ [cf. page suivante], nos données permettent tout de même de dégager deux tendances. En premier lieu, les migrations saisonnières à partir de la *cuenca* de Tolomosa ne sont pas récentes : la première enregistrée remonte à 1945 et, à partir des années 60, le nombre de départs observés est relativement stable (on relèvera cependant une baisse au début des années 80 et une reprise dix ans plus tard, au moment de la mise en place de la parité peso/USD en Argentine). En second lieu, on remarque une très forte augmentation des événements migratoires à partir de 1999, qui peut être en partie imputable au recensement limité aux trois dernières migrations, mais aussi à la crise climatique d'El Niño, qui a bouleversé le système agricole de la communauté durant l'été 1997-1998.

La figure III-9-b nous renseigne sur la structure par âge et sexe de ces migrations. Premièrement, elles sont principalement masculines (sur les 158 événements recensés, 72,8 % ont été le fait d'hommes), même si l'on note, depuis le début des années 90, une augmentation des migrations saisonnières féminines (sur les déplacements ayant eu lieu avant 1991, seuls 18,7 % ont été effectués par des femmes, alors que cette proportion est de 34,9 % pour les migrations réalisées entre 1991 et 2000) [cf. Tab. D-26]. Deuxièmement, elles concernent une population de jeunes adultes (pour 15,8 % des migrations saisonnières, les migrants ont entre 15 et 19 ans au cours de l'année de la migration, cette proportion étant de 24,7 % pour les 20-24 ans, de 19,0 % pour les 25-29 ans et de 13,3 % pour les 30-34 ans⁴²) [cf. Tab. D-27].

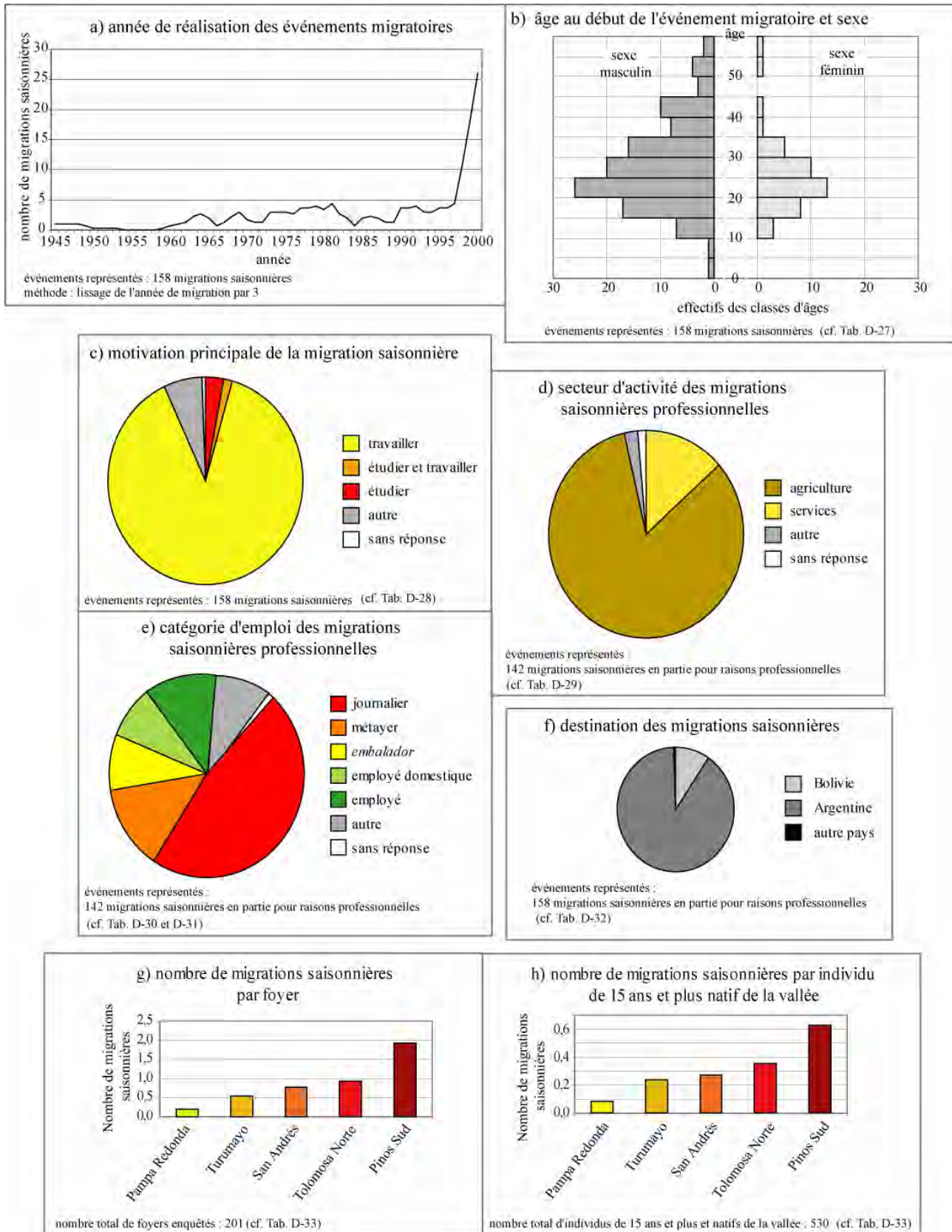
La quête d'une activité professionnelle est à l'origine de 89,9 % des événements migratoires (140 sur 158 ont pour motif principal d'aller travailler, 2 étudier et travailler, cf. Fig. III-9-c) ; cette proportion est de 97,4 % pour les hommes mais seulement de 69,8 % pour les femmes, une partie d'entre elles accompagnant leurs proches pour tenir le ménage⁴³ [cf. Tab. D-28]. Une écrasante majorité des migrations professionnelles masculines (92,0 %) est liée à un emploi dans l'agriculture, proportion moins importante dans le cas des déplacements de travail féminins (50,0 %) les secteurs d'activité étant alors plus diversifiés (notamment grâce à 43,3 % des migrations saisonnières professionnelles féminines liées aux services, principalement – 33,3 % – comme employées de maison) [cf. Tab. D-29 et D-30 pour les résultats détaillés et les Fig. III-9-d et III-9-e pour une représentation générale des migrations professionnelles]. Les travaux agricoles sont pour plus de la moitié effectués en tant que journaliers (55,1 % des migrations saisonnières liées à l'exercice d'une

⁴¹ Lors de nos représentations graphiques d'événements selon les années et afin de limiter l'importance des dates terminant par cinq ou zéro, nous serons régulièrement amenés à lisser nos données. Dans le cas présent, les données ont été lissées par une moyenne mobile d'ordre « 3 », c'est-à-dire : $\text{eff}(a') = (\text{eff}(a-1) + \text{eff}(a) + \text{eff}(a+1))/3$, où $\text{eff}(a)$ = nombre de personnes installées durant l'année (a).

⁴² Ici aussi, le fait de ne prendre en compte que les trois dernières migrations peut biaiser les résultats recueillis en omettant les premières migrations réalisées par les individus enquêtés, et en sous-estimant ainsi les événements migratoires réalisés par des jeunes.

⁴³ Il convient de signaler une autre explication à cette sous-représentativité des migrations professionnelles chez les femmes, qui se déplacent aussi pour raison de formation (9,3 % des migrations saisonnières féminines).

Fig. III-9 : Entol 2002 – Les migrations saisonnières entre 1945 et 2000



Source : Entol 2002

CM 2005

activité professionnelle dans l'agriculture, tous sexes confondus), les autres catégories d'emploi significatives étant celles de métayers⁴⁴ (16,1 %), et *embalador*⁴⁵ (10,2 %). On remarquera la faible part de patrons⁴⁶ (3,4 %), de travailleurs indépendants (1,7 %) ou de travailleurs familiaux non rémunérés (3,4 %) [cf. Tab. D-29 pour les résultats détaillés].

Comme nous pouvons le noter sur la figure III-9-f, l'immense majorité (89,9 %) de ces migrations saisonnières est orientée vers l'Argentine, principalement vers les provinces de Jujuy (30,4 % du total), de Buenos Aires (19,0 %) et de Salta (17,7 %)⁴⁷. Il est intéressant de ventiler le résidu des migrations vers le pays voisin selon l'année du déplacement [cf. Tab. D-32 pour les résultats complets]. Ainsi, pour les migrations enregistrées jusqu'en 1990 (75 au total), une part non négligeable des migrants s'est rendue dans les provinces de Santa Fe (14,7 %) et Corrientes (6,7 %) et la ville de Tarija ne représente qu'une part non significative des migrations saisonnières (1 cas sur 75). Pour les déplacements répertoriés entre 1991 et 2000, on note une baisse des migrations vers les provinces argentines précédemment citées (la province de Santa Fe ne totalise que 4,8 %, des 83 migrations saisonnières de cette période, et celle de Corrientes 1,2 %) et une hausse des déplacements vers Tarija (8 cas sur 83, soit 9,6 %). Cette évolution laisse supposer un rapprochement des lieux de migration, sans doute lié au renforcement des contrôles frontaliers décidé par le gouvernement argentin en 1998⁴⁸. Enfin, on notera dès à présent la faible importance des migrations saisonnières en Bolivie (6 cas si on ne tient pas compte de la ville de Tarija, 3,8 % du total de nos 158 observations).

Si l'étude de la structure des migrations saisonnières selon les localités enquêtées ne laisse pas apparaître de différences significatives, il convient cependant de noter certaines divergences quant à leur importance. D'une part, le nombre de migrations saisonnières⁴⁹ par foyer est de 0,8 pour l'ensemble des communautés (158 événements migratoires pour 201 ménages), de 1,9 pour Pinos Sud, 0,9 pour Turumayo et Tolomosa Norte, 0,8 pour San Andrés, et 0,2 pour Pampa Redonda. D'autre part, le nombre de migrations saisonnières déclarées par individu âgé de 15 ans et plus natif de la vallée est de 0,3 pour l'ensemble des communautés enquêtées (158 événements pour une sous-population de 530 individus), 0,6 à Pinos Sud, 0,4 à Tolomosa Norte, 0,3 à San Andrés, 0,2 à Turumayo et 0,1 à

⁴⁴ Selon Hinojosa (2000) les métayers ne gardent que 20 à 30 % de la récolte, et sont donc fortement dépendants de sa qualité pour rembourser l'argent investi.

⁴⁵ Travail qualifié qui consiste à sélectionner et accommoder les produits agricoles avant leur commercialisation.

⁴⁶ Dans le cas d'Entol 2002, on entend par patron un individu employant au moins 3 personnes. Avec moins de 3 employés, on est qualifié de travailleur indépendant.

⁴⁷ Pour ces lieux d'accueil argentins, nous ne différencierons pas les localités urbaines des localités rurales. En effet, la collecte des données rendrait difficile cette approche, les renseignements fournis étant peu propices à ce genre de détail. Cette perte d'information peut être attribuée à une méconnaissance du pays voisin par les enquêteurs et les enquêtés (si ces derniers s'y sont rendus, leurs déplacements se limitent souvent au trajet pour rejoindre leur lieu de travail), qui mélangent ainsi les noms de province, de capitale de province et de petites localités. De plus, la nature des travaux effectués lors des migrations, en relation avec l'agriculture, rendrait complexe une distinction entre le monde urbain et le monde rural, qui devrait être agrémentée de la prise en compte des zones périurbaines, les fameuses ceintures vertes argentines.

⁴⁸ Ce renforcement s'est traduit par la multiplication des contrôles à la frontière même, mais aussi sur l'ensemble des routes reliant la frontière boliviano-argentine au centre du pays voisin.

⁴⁹ Effectuées par les natifs de la vallée, aujourd'hui de 15 ans et plus, entre 1945 et 2000.

Pampa Redonda [cf. Fig. III-9-g et h]. Les migrations saisonnières réalisées jusqu'en 2000 sont donc nettement plus importantes à Pinos Sud. Une analyse plus précise des déplacements provisoires en 2001 nous amènera à intégrer à cette réflexion l'étude des mobilités de courtes durées.

2 - Les déplacements saisonniers : une vision d'ensemble en 2001

L'une des originalités du questionnaire Entol 2002, par rapport à l'ensemble de nos enquêtes réalisées dans le Tarija, a été d'introduire dans le module 3 « membre du foyer » une variable concernant la durée de résidence dans la communauté, dont l'une des modalités était : « de manière saisonnière, temporaire » [cf. Quest. D-4]. Cette modalité a permis de différencier les membres du foyer effectuant des migrations saisonnières, selon la perception de l'informateur (en général le chef de ménage ou son conjoint). Les résultats de cette variable sont révélateurs : sur l'ensemble des 558 personnes âgées de 15 à 64 ans (les plus susceptibles de se déplacer), 13,6 % (73 cas) sont des résidents temporaires. Cette proportion est nettement plus importante dans le cas de Pinos Sud (28,0 %, 21 cas sur 75), légèrement supérieure à la moyenne pour Pampa Redonda (15,7 %, 19 cas sur 121) et inférieure à la moyenne pour les trois autres communautés (Tolomosa Norte 11,0 %, 8 cas sur 64 ; Turumayo, 10,3 %, 7 cas sur 68 ; San Andrés, 9,5 %, 21 cas sur 221).

Tab. III-2: Entol 2002 – Sous-population des migrations, mobilités et déplacements saisonniers en 2001 selon les communautés enquêtées

type de déplacement saisonnier	selon les communautés					total
	Pampa Redonda	Turumayo	San Andrés	Pinos Sud	Tolomosa Norte	
mobilités saisonnières	16	2	17	11	6	52
migrations saisonnières	9	7	22	14	7	59
total (déplacements saisonniers)	25	9	39	25	13	111

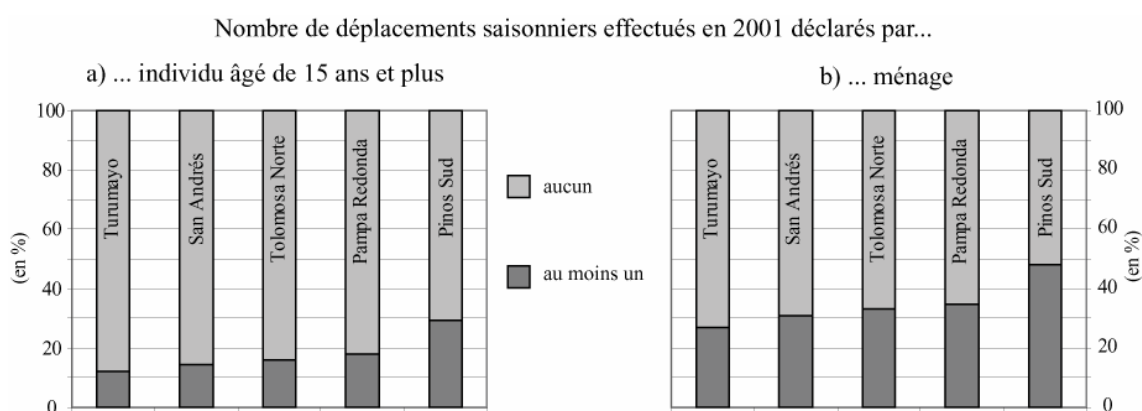
Source : Entol 2002

Comment cela se traduit-il dans l'étude des déplacements de l'année précédant l'enquête ? Pour le montrer, nous reviendrons sur les 59 migrations saisonnières recensées au cours de l'année 2001, sans tenir compte du lieu de naissance de l'enquêté⁵⁰. Cependant, une analyse complète des déplacements temporaires ou saisonniers ne peut être réduite aux migrations d'une durée au moins égale à 6 mois, critère de distinction des 59 événements en question. C'est pourquoi nous utiliserons certaines données du module « mobilité » d'Entol 2002 qui relève les déplacements, sur les douze mois précédant l'enquête (réalisée en février 2002),

⁵⁰ Les déplacements comptabilisés ayant eu lieu juste avant l'enquête, on peut supposer qu'ils avaient pour point de départ la *cuenca* de Tolomosa.

d'une durée comprise entre une nuit et 6 mois. Une des variables de ce module se réfère à la durée du séjour déclaré⁵¹: un jour, moins d'une semaine, moins d'un mois et plus d'un mois [cf. Quest. D-10 pour une observation du module correspondant]. Sur les 272 mobilités enregistrées lors de l'enquête Entol 2002, 52 ont duré plus d'un mois. Nous considérerons qu'elles contribuent aux déplacements temporaires notés ci-dessus (avec de fortes probabilités d'avoir été réalisées en 2001) et les nommerons « mobilités saisonnières ». La somme des migrations et mobilités saisonnières totalise 111 « déplacements saisonniers » effectués en 2001, par 107 individus (4 personnes déclarent une migration saisonnière en 2001 et une mobilité de plus d'un mois). Ce sont ces 111 événements qui nous permettront de mesurer les déplacements saisonniers durant l'année précédant l'enquête [cf. Tab. III-2 pour le détail].

Fig. III-10 : Entol 2002 – Importance des déplacements saisonniers en 2001 selon les communautés, les foyers enquêtés et les individus âgés de 15 ans et plus



cf. Tab. D-34 et D-35 pour les données détaillées
Source : Entol 2002

CM 2005

La prise en compte des migrations et mobilités saisonnières offre un panorama assez précis des déplacements temporaires au cours d'une année, en l'occurrence 2001, depuis les communautés recensées. Sur les 633 personnes de 15 ans et plus enquêtées lors d'Entol 2002, 16,9 % (soit 107 cas) déclarent un déplacement saisonnier en 2001, ce qui, rapporté à chaque communauté, présente quelques nuances. Ainsi dans le cas de Pinos Sud, c'est près d'un tiers de la population qui est concernée (29,4 %, 25 sur 85), alors que cette proportion est largement inférieure pour les autres communautés : Pampa Redonda 18,1 % (25 sur 138) ; San Andrés 14,5 % (36 sur 248) ; Tolomosa Norte 13,8 % (12 sur 75) et Turumayo 12,0 % (9 sur 75) [cf. Fig. III-10-a ci-dessus et Tab. D-34]. A l'échelle des foyers enquêtés, le phénomène prend de d'ampleur : plus d'un tiers des ménages recensés lors d'Entol 2002 (33,8 %, 68 sur 201) déclare au moins une personne ayant effectué un déplacement saisonnier en 2001 ; à Pinos Sud, ils sont près de la moitié (48,1 %, 13 sur 27) [cf. Fig. III-10-b et Tab. D-35].

⁵¹ En cas de déplacements multiples dans un même lieu, cette variable s'applique au séjour le plus long.

Une part non négligeable des foyers enquêtés est donc composée d'individus qui se sont absentés pour une période supérieure à un mois au cours de l'année 2001, proportion plus importante dans deux des trois communautés ne disposant pas d'irrigation annuelle (Pampa Redonda et Pinos Sud). Ces déplacements induisent l'existence d'une population flottante résidant durant la période estivale dans la vallée ; ils peuvent contribuer à expliquer les différences remarquées entre la structure de la population de l'INE et celle de nos enquêtes. En effet, il est fort possible qu'une partie des individus déclarant un déplacement saisonnier en 2001 n'ait pas été présente lors du recensement du mois de septembre de la même année⁵².

Il est intéressant de comparer nos données avec celles de l'équipe d'Hinojosa (HINOJOSA, PEREZ *et al.* 2000) selon laquelle 61 des 80 familles de Pinos Sud interrogées en janvier 1999 (soit 76,2 %) comptaient au moins un membre ayant " migré " l'année précédente vers l'Argentine. Autre donnée de cette équipe, 44,2 % de la " population totale de la communauté " avait " migré " l'année antérieure. Ces proportions, supérieures à celles de notre enquête, permettent-elles de conclure à une baisse des mouvements migratoires entre 1998 et 2001⁵³ ? Cela peut se concevoir, notamment suite au renforcement des contrôles douaniers évoqué précédemment ; mais il est bien difficile de valider scientifiquement la comparaison de ces données. Peut-être n'avons-nous pas recensé l'intégralité des déplacements saisonniers effectués en 2001. Peut-être Hinojosa n'emploie-t-il pas les mêmes critères de collecte de données que nous. On peut se demander ce qu'il entend par " migration " et, notamment, si il se base sur un temps minimum de déplacement. Par exemple, les personnes se rendant en Argentine et devant rebrousser chemin pour cause de refoulement à la frontière sont-elles prises en compte ? Et puis, la population totale est-elle celle du recensement scolaire (Hinojosa signale qu'il a collaboré avec l'école de Pinos Sud pour son enquête) ? L'absence de précision méthodologique sur la collecte des données de cette étude qualitative des phénomènes migratoires à Pinos Sud limite la pertinence d'une éventuelle analyse comparative. Nous nous contenterons de signaler que le travail de cette équipe confirme l'ampleur du phénomène relevé lors de l'enquête Entol 2002.

A l'image des migrations saisonnières de la période 1945-2000⁵⁴, la motivation principale des déplacements saisonniers est l'exercice d'une activité professionnelle (71,2 % des événements recensés). De même, l'agriculture constitue la principale activité (75,9 % des déplacements saisonniers professionnels), complétée par les services [cf. Tab. D-36, D-37 et D-38 pour les données précises]. Peut-on voir un lien entre la sous-occupation des habitants de la vallée, précédemment soulignée dans ce chapitre, et ces déplacements professionnels en 2001 ? L'observation de la relation entre le nombre d'hectares cultivés par travailleur agricole et les déplacements saisonniers pour raison

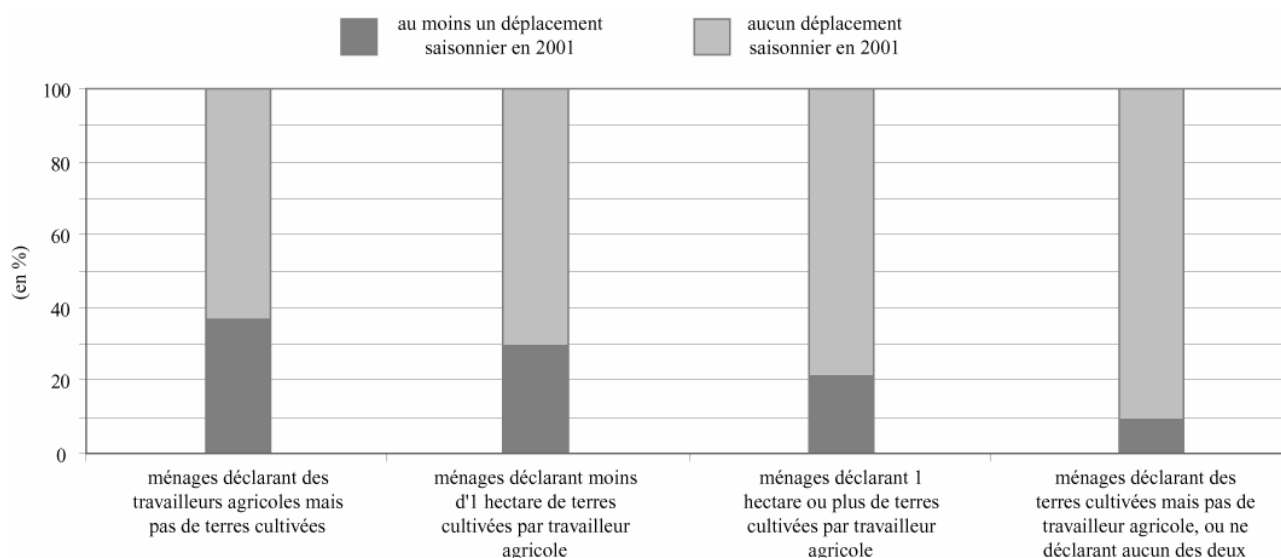
⁵² Notamment quant à la rupture à partir de la tranche d'âge des 15-19 ans et du tronc uniforme entre les 20-24 et les 50-54 ans.

⁵³ A plus forte raison si l'on considère que l'analyse des données d'Entol 2002 ne se limite pas aux seuls déplacements vers l'Argentine.

⁵⁴ Il convient cependant de remarquer certaines nuances, essentiellement dues à la présence de déplacements saisonniers de courte durée. Ainsi ces derniers sont-ils réalisés dans une proportion moins importante pour raison professionnelle, et la part des femmes et des personnes âgées y est plus significative [cf. Texte D-5 pour une explication plus détaillée].

de travail apporte un éclairage sur la question. La corrélation visible sur la figure III-11 ci-dessous est concluante : 29,3 % des foyers dont la superficie cultivée par travailleur agricole est inférieure à 1 hectare déclarent au moins un déplacement saisonnier professionnel au cours de l'année 2001 ; cette proportion baisse à 21,1 % si la superficie est supérieure ou égale à 1 hectare. De même, ils sont 36,8 % si l'on se limite aux foyers déclarant des travailleurs agricoles mais pas de terres cultivées et, seulement de 9,1 % si on se limite aux cas ne souffrant pas de sous-emploi agricole (les foyers déclarant des terres cultivées mais pas de travailleurs agricoles, ou ceux ne déclarant ni l'un ni l'autre) [cf. Tab. D-39].

Fig. III-11 : Entol 2002 – Proportion de ménages déclarant au moins un déplacement saisonnier professionnel en 2001, selon la relation entre la superficie de terres possédées et cultivées et le nombre de travailleurs agricoles du foyer



Source : Entol 2002

cf. Tab. D-39 pour les résultats complets

CM 2005

Ainsi les migrations et déplacements saisonniers sont-ils importants dans la vallée de Tolomosa⁵⁵. Il s'agit de mouvements de population anciens, particulièrement fréquents dans les communautés isolées ne disposant pas d'irrigation annuelle. Leur motif principal, l'exercice d'une profession, nous amène à les qualifier d'activités complémentaires à l'économie de la *cuenca*, notamment pour les ménages ne disposant que de peu de terres pour un potentiel en main-d'œuvre familiale élevé. Le second motif de ces mouvements de population temporaires, d'ordre familial (13,5 % des déplacements saisonniers en 2001), laisse supposer une dispersion spatiale des Tolomosains, surtout dans le cas de Pampa Redonda (dont 44,0 % des déplacements saisonniers ont

⁵⁵ Avec un peu de recul, il nous semble que l'importance des déplacements saisonniers dans la *cuenca* de Tolomosa aurait peut-être justifié un module à part, introduit par exemple par une question filtre du type : « Au cours de l'année 2001, vous êtes-vous déplacé hors de la communauté pour une durée supérieure à un mois ? ».

pour motif premier une visite familiale ; cf. Tab. D-36). C'est sur l'existence d'implantations plus durables de Tolomosains en dehors de la *cuenca* que nous porterons maintenant notre analyse.

B - Des migrations antérieures difficiles à caractériser

Les mobilités et migrations saisonnières sont le fait d'individus résidant une partie de l'année dans la *cuenca*, et qui participent ainsi activement aux travaux agricoles d'été. Il convient maintenant de s'interroger sur l'existence et l'importance d'autres types de migrations, à l'origine de départs de plus longue durée. Pour cela, nous analyserons les mouvements de population engendrant des changements de résidence prolongés mais suivis d'une réinstallation dans la vallée. Nous tenterons de comprendre la structure de ces émigrations et de percevoir d'éventuelles logiques de retour dans la vallée.

Tab. III-3: Entol 2002 – Sous-populations d'événements migratoires

type de migration		nombre d'événements
migrations saisonnières		254
autres selon le lieu de naissance des individus les déclarant	natifs de la vallée	en dehors de la <i>cuenca</i> (migrations antérieures)
	selon leur lieu de destination	
	non natifs de la vallée	
dates incomplètes		47
total des migrations		511

Source : Entar 2001

Sur les 511 événements migratoires recensés lors de l'enquête Entol 2002, 254 ont été traités ci-dessus comme migrations saisonnières. Parmi les 257 événements restants, 47 sont renseignés par des dates incomplètes. De ce fait nous ne pouvons pas affirmer qu'il ne s'agit pas de migrations saisonnières (ce qui justifie que nous ne les traitions pas). C'est donc sur le résidu de 210 événements migratoires, effectués à cheval sur deux années distinctes (ce qui sous-entend qu'elles englobent au moins une période estivale et ne remplissent donc pas les conditions nécessaires aux migrations saisonnières), que nous concentrerons notre analyse. Toujours dans le but d'analyser les déplacements effectués depuis la vallée, nous ne retiendrons que les 146 migrations effectuées par des personnes natives de la *cuenca*, en dehors de la vallée de Tolomosa. Notre nombre final d'observations est donc de 146 migrations [cf. Tab. III-3 ci-contre pour un récapitulatif des sous-populations d'événements migratoires] effectuées par 105 individus, répartis dans 77 foyers. Nous nommerons ces déplacements « migrations antérieures ».

1 - Les similitudes avec les migrations saisonnières

L'importance des migrations antérieures est significative à Tolomosa. En effet, dans plus d'un tiers des foyers enquêtés (77 sur 201, soit 38,3 %), au moins l'un des membres natifs de la vallée et âgé de 15 ans ou plus, en déclare au minimum une, effectuée en dehors de la *cuenca*⁵⁶ [cf. Tab. D-40]. Ces migrations sont entreprises en majorité par des hommes (67,8 % des 146 observations, cf. Tab. D-42), par une population jeune au moment du départ (pour 14,4 % de ces événements, l'âge de départ est inférieur à 15 ans ; pour 83 56,8 %, il est compris entre 15 et 30 ans, cf. Tab. D-43), et pour des raisons professionnelles (87,0 % des 146 déplacements, cf. Tab. D-44). Les emplois exercés lors de ces migrations sont essentiellement agricoles (78,9 % des 127 migrations antérieures professionnelles, cf. Tab. D-45), en tant que journaliers (40,0 % des 100 migrations liées à un emploi agricole), métayers (29,0 %) et travailleurs familiaux non rémunérés (10,0 %) [cf. Tab. D-46 pour les résultats complets]. A noter l'existence d'une minorité de migrations liées à l'exercice d'un emploi dans le secteur des services (17,3 % des 127 migrations professionnelles), proportion plus importante si on se limite aux femmes (44,4 % des migrations antérieures professionnelles féminines, cf. Tab. D-45) travaillant comme employées de maison (30,6 % de la même sous-population, cf. Tab. D-47). Cette fois encore, les migrations antérieures ont pour destination principale l'Argentine (80,8 % des 146 événements), principalement les provinces de Jujuy (23,2 %), Salta (19,9 %), Buenos Aires (12,3 %) et Santa Fe (14,4 %). Nous remarquerons une fois de plus la faible part du Tarija (5,5 %) et du reste de la Bolivie (13,0 %) [cf. Tab. D-48].

Les points communs entre migrations antérieures et migrations saisonnières sont donc nombreux. Qu'en est-il de leur durée, indicateur principal de différenciation ? Plus de 80 % des migrations antérieures sont d'une durée inférieure ou égale à 5 ans (moins de 2 ans pour 41,1 % des 146 observations, et comprise entre 2 et 5 ans pour 41,8 % d'entre elles, cf. Tab. D-49). La somme des années passées ailleurs par individu déclarant au moins une migration antérieure est un autre indicateur révélateur puisque dans près d'un tiers des cas, elle est inférieure à 2 ans (33 cas sur 105, soit 31,4 %), et pour une petite moitié elle est comprise entre 2 et 5 ans (44 cas, soit 41,9 %).

⁵⁶ Deux raisons nous poussent à ne pas détailler les résultats par communauté enquêtée pour l'analyse des migrations antérieures. D'une part, si les données récoltées révèlent des disparités selon les localités étudiées [cf. Tab. D-40 et D-41] la fiabilité des résultats est fortement compromise par le fait que n'ont été recensés que trois événements migratoires, ce qui pourrait par exemple laisser supposer que les migrations antérieures sont plus importantes à San Andrés qu'à Pinos Sud alors que, dans cette dernière communauté, l'importance des migrations saisonnières a limité le recensement d'autres types d'événements migratoires. D'autre part, comme nous le verrons par la suite, l'importance des migrations antérieures, en terme de redistribution de la population dans la vallée, nous a paru bien moins structurante que celle des migrations saisonnières (analysées en *supra*) ou des migrations actuelles (comme nous le verrons en *infra*).

2 - D'improbables migrations de retour

Y a-t-il un mouvement de retour de Tolomosains vers leur vallée après avoir passé plusieurs années à exercer un emploi professionnel ailleurs ? Selon nos données⁵⁷, les migrations antérieures sont en générales courtes et concernent des catégories d'emploi pour lesquelles l'insertion des migrants est difficile (on aura notamment remarqué la part très faible de patrons ou de travailleurs indépendants). Dès lors, nous pourrions assimiler les migrations de moins de 2 ans à des migrations saisonnières prolongées malgré elles (notamment suite à un échec ne permettant pas de financer le retour la première année) ; et celles comprises entre 2 et 5 ans à des expériences migratoires courtes, peut-être pour cause de mauvaise insertion professionnelle sur place⁵⁸. Qu'en est-il des supposés retours de Tolomosains chez eux lors de la retraite ? L'étude de l'âge des individus au moment de leur dernière migration antérieure répond à la question [cf. Tab. D-50 pour les résultats complets]. Il est de 30 ans ou moins pour 65,7 % des 105 personnes déclarant au moins un événement migratoire antérieur, de 40 ans ou moins pour 81,0 % d'entre eux, et de 50 ans ou moins pour 89,5 %. En février 2002 on ne constatait donc pas de mouvements majeurs de retours de migrants en âge d'être retraités.

L'importance et les motivations font des migrations antérieures un indicateur supplémentaire des stratégies de diversification de l'activité des Tolomosains. Cependant, selon nos données, ces déplacements sont de courte durée, et n'entraînent pas d'insertion professionnelle pérenne dans les lieux de destination, ce qui nous autorise à supposer qu'il s'agit de mouvements migratoires n'affectant pas de manière durable le peuplement de la vallée de Tolomosa. Dès lors, comment analyser l'« exode » des ruraux des vallées centrales, thème fréquemment abordé à Tarija ? Ce pencher à présent sur les migrations n'ayant pas entraîné de retour dans le lieu d'origine nous renseignera sur ce point.

C - La dispersion des enfants, véritable témoin des migrations actuelles de longue durée

L'étude des lieux de vie de la descendance des ménages enquêtés, notamment de ceux des enfants vivant en dehors de la vallée, nous permettra de comprendre les migrations actuelles des personnes originaires de la *cuenca*. L'intérêt d'une telle analyse est double : elle permet d'une part d'établir l'âge et la proportion des enfants quittant le foyer familial, et de saisir dans quelle mesure ils restent dans la *cuenca* ou décident d'émigrer ; et d'autre part, pour ceux qui quittent la vallée, d'évaluer

⁵⁷ Qui sont, rappelons-le, limitées par la prise en compte de seulement trois expériences migratoires.

⁵⁸ Il est important de resituer la période de collecte des données dans le contexte de l'actualité : en février 2002, il est encore tôt pour mesurer les effets de la crise argentine de décembre 2001 et les retours qu'elle pourrait susciter.

l'insertion dans leur lieu de destination, et les éventuelles conséquences financières sur les ménages d'origine.

L'étude de la descendance a donné lieu à une fusion entre les données concernant les enfants du chef de famille du module « membre du foyer »⁵⁹ et celles de l'ensemble des individus recensés dans le module « autres enfants du foyer »⁶⁰. Ceci nous permet d'avoir une vision d'ensemble de la descendance du chef de ménage (biologique ou acceptée, le lien de parenté étant dans les deux cas lié à la perception de l'enquêté, les enfants d'une première union de la compagne du chef de ménage pouvant donc entrer dans la prise en compte de sa descendance, comme tout autre enfant adoptif).

La descendance recensée lors d'Entol 2002 est composée de :

- 518 enfants faisant partie du foyer (module « membre du foyer »). On différenciera ceux qui y vivent de manière permanente (431) des non permanents⁶¹ (87).
- 452 enfants sortis du foyer (module « autres enfants du foyer »). On décomposera cette sous-population en deux parties : les enfants vivant dans la localité enquêtée ou ailleurs dans la vallée de Tolomosa (81) et ceux vivant en dehors de la vallée (371). Cependant, afin d'étudier la dispersion de la population depuis la *cuenca*, notre analyse ne tiendra pas compte des enfants ne vivant pas actuellement dans la vallée et n'y étant pas nés, ceci dans le cas où le chef de famille et/ou son conjoint du foyer ne sont pas nés eux-mêmes dans la vallée ou s'ils ont effectué plus de 10 années de migration en dehors de la *cuenca* (soit 21 enfants sur les 371 vivant en dehors de la vallée de Tolomosa)⁶².

Notre étude portera donc sur une descendance de 949 individus (518 vivant dans leur foyer d'origine, 81 en dehors du foyer mais dans la vallée de Tolomosa et 350 en dehors de la *cuenca*). Les 350 enfants vivant en dehors de la vallée correspondent à ce que nous serons amenés à appeler « migrations actuelles ».

1 - Une émigration massive

L'étude du comportement de la descendance des chefs de ménage et de leurs conjoints est riche d'enseignement quant à la question de l'émigration depuis la vallée de Tolomosa. Dans un premier temps, nous analyserons le comportement résidentiel de l'ensemble des enfants du foyer en différenciant les individus qui résident encore dans le ménage de manière permanente ou temporaire, et ceux qui l'ont quitté mais restent dans la vallée, ou encore qui ont émigré et vivent ainsi en dehors de la *cuenca*. C'est sur cette dernière catégorie que nous porterons ensuite notre attention, en mesurant notamment l'importance de ces départs selon les localités enquêtées.

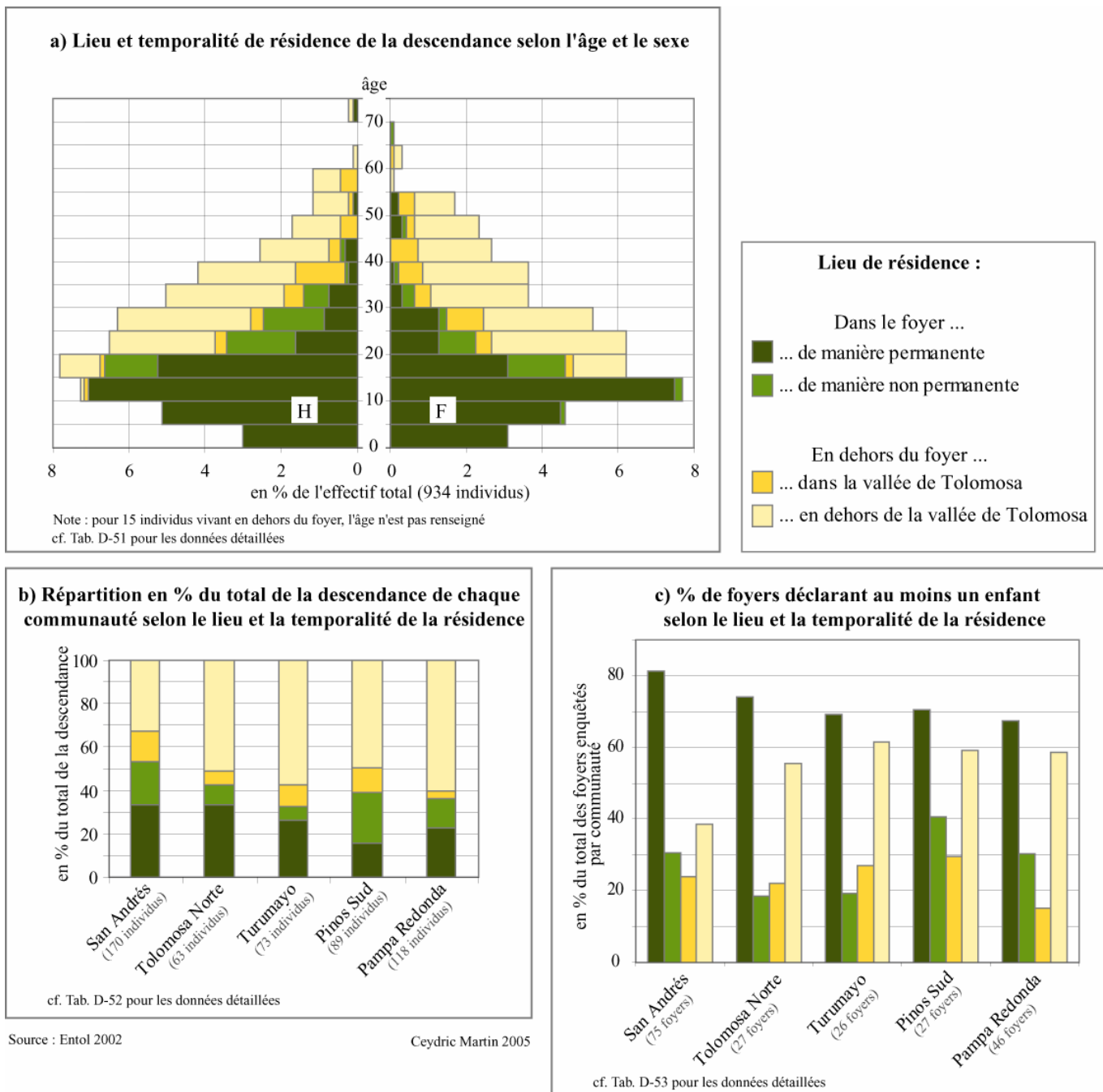
⁵⁹ Plus précisément, il s'agit des enfants du chef de ménage, recensés dans le module 3 de la fiche ménage d'Entol 2002 [cf. Quest. D-4].

⁶⁰ Ce module est introduit par une question filtre, posée au chef de ménage : « Avez-vous d'autres enfants qui ont déjà quitté ce foyer ? » [cf. Quest. D-5].

⁶¹ Pour rappel, une variable du questionnaire d'Entol 2002 se réfère au temps de résidence, dans le logement enquêté, des personnes recensées. Il permet de discerner ceux qui y habitent de manière permanente, de ceux qui y résident seulement une partie de la semaine, durant les fins de semaine et par saison, de manière temporaire [cf. Quest. D-4].

⁶² Ne disposant pas de l'année d'installation des non natifs dans la communauté, l'élimination de ces 21 individus nous permet de limiter le nombre d'enfants ne vivant pas dans la vallée et n'y ayant jamais résidé.

Fig. III-12 : Entol 2002 – Répartition de la descendance suivant les lieux et temporalités de résidence



La quasi-totalité des descendants vit dans le foyer familial jusqu'à l'âge de 14 ans [cf. Fig. III-12-a ci-dessus] ; ils ne sont plus que 80,2 % (105 sur 131) pour les 15-19 ans et moins de la moitié à partir de 20 ans (44,5 %, 53 cas sur 119 pour les 20-24 ans ; 33,9 %, 37 cas sur 109 pour les 25-29 ans ; 23,5 %, 19 cas sur 81 pour les 30-34 ans ; et 8,7 %, 18 cas sur 206 pour les 35 ans et plus). On notera que, s'ils habitent encore dans le foyer familial, un quart des 15-19 ans (27 des 105, soit

25,7 %) et une moitié des 20-34 ans (52 sur 109, soit 47,7 %) ne le font que de manière temporaire, conformément à l'importance des déplacements saisonniers analysée en *supra*. Peut-on attribuer ces départs à la nuptialité, ce qui supposerait qu'une fois mariés les enfants sont amenés à créer un nouveau foyer ? Peut-être, mais seulement de manière partielle, puisque plus de la moitié d'entre eux (précisément 52,9 %, 228 enfants sur les 431 ne vivant plus dans leur famille d'origine) était célibataire au moment de leur départ. Quels sont les lieux de résidence de ceux qui ont quitté le domicile familial ? Ils résident en grande majorité en dehors de la vallée de Tolomosa (350 des 431 descendants ayant quitté le domicile familial, soit 81,2 %).

On peut, dès à présent, remarquer d'importantes différences entre les communautés enquêtées. Ainsi, la figure III-12-b montre à San Andrés et Tolomosa Norte que les 15-39 ans sont relativement plus nombreux à rester dans le foyer familial (respectivement 52,9 %, 90 cas sur 170 et 42,9 %, 27 cas sur 63) et sont le plus souvent désignés comme résidents permanents (63,3 % des 15-39 ans vivant dans le foyer, 57 des 90 cas pour San Andrés ; 77,8 %, 21 des 27 cas pour Tolomosa Norte). A Pinos Sud, les 15-39 ans sont moins nombreux à rester dans le foyer familial (39,3 %, 35 cas sur 89) et moins souvent considérés comme résidents permanents (40,0 %, 14 cas sur 35), ce qui peut être en partie expliqué par l'importance des déplacements saisonniers dans cette communauté [cf. *supra*]. Enfin, c'est à Pampa Redonda et Turumayo que la part des jeunes adultes de 15-39 ans vivant dans le foyer familial est la moins importante (respectivement 36,4 %, 43 cas sur 118, et 32,9 %, 24 cas sur 73).

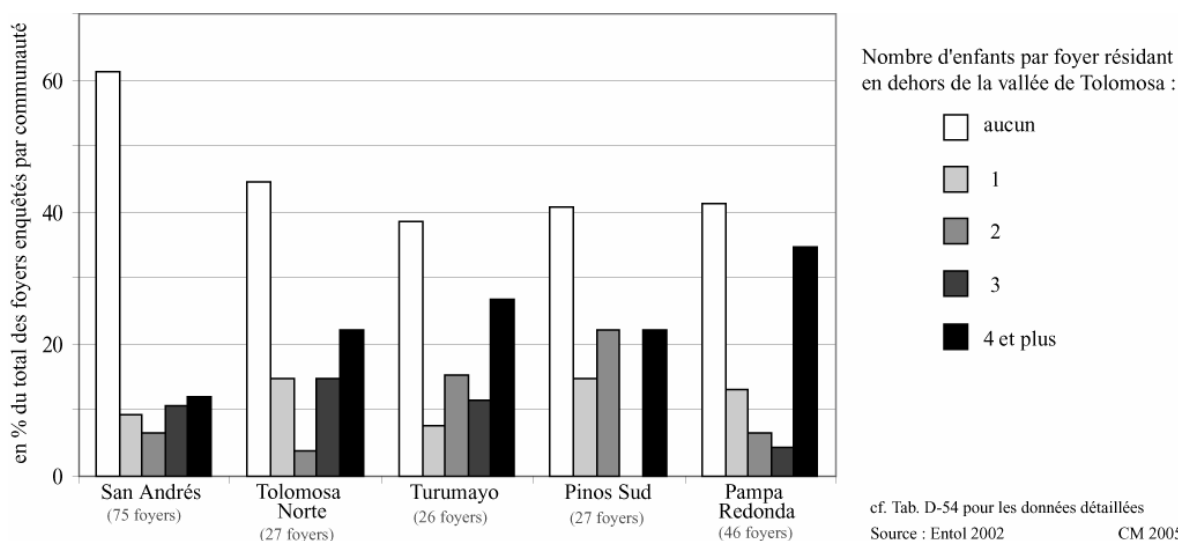
Autre comparaison intéressante : on remarque plusieurs réalités quant aux lieux de résidence des enfants sortis de leur foyer. Dans le cas de Pampa Redonda, 92,4 % d'entre eux (109 sur 118) résident en dehors de la vallée de Tolomosa, alors que cette proportion n'est que de 70,0 % dans le cas de San Andrés (84 sur 120). Dans les trois autres communautés, la situation est intermédiaire (à Turumayo, sur 67 enfants ayant quitté leur foyer, 53 ne vivent pas dans la vallée de Tolomosa, soit 79,1 % ; à Pinos Sud, cette proportion est de 80,0 %, 52 cas sur 65 ; et à Tolomosa Norte, 85,2 %, 52 cas sur 61).

Quelle est l'importance de ces départs sur les foyers ? Plus de la moitié des ménages recensés (51,2 %) déclare au moins un enfant vivant en dehors de la vallée de Tolomosa. Cette proportion est de 61,5 % pour Turumayo, 59,3 % pour Pinos Sud, 58,7 % pour Pampa Redonda, 55,6 % pour Tolomosa Norte et seulement de 38,7 % pour San Andrés [cf. Fig. III-12-c et Tab. D-53].

Ainsi l'analyse du départ des enfants des foyers enquêtés fait apparaître certaines nuances. On retiendra que dans les communautés de Pampa Redonda, Turumayo et Pinos Sud ils quittent plus jeunes le foyer familial, et sont plus nombreux à s'installer en dehors de la vallée. Comme on peut le noter sur la figure III-13 [cf. page suivante], à Pampa Redonda l'ampleur du phénomène est

particulièrement saisissante : près de 60 % des ménages (précisément 58,7 %) déclarent au moins un enfant résidant en dehors de la vallée, et plus d'un tiers (34,8 %) en déclare 4 ou plus [cf. Tab. D-54]. Si dans les deux autres communautés enquêtées (San Andrés et Tolomosa Norte) l'importance de ces départs est moins marquée, ils correspondent tout de même à un phénomène d'une ampleur significative qu'il convient maintenant d'étudier.

Fig. III-13 : Entol 2002 – Les foyers enquêtés selon le nombre d'enfants sortis du ménage et résidant en dehors de la vallée



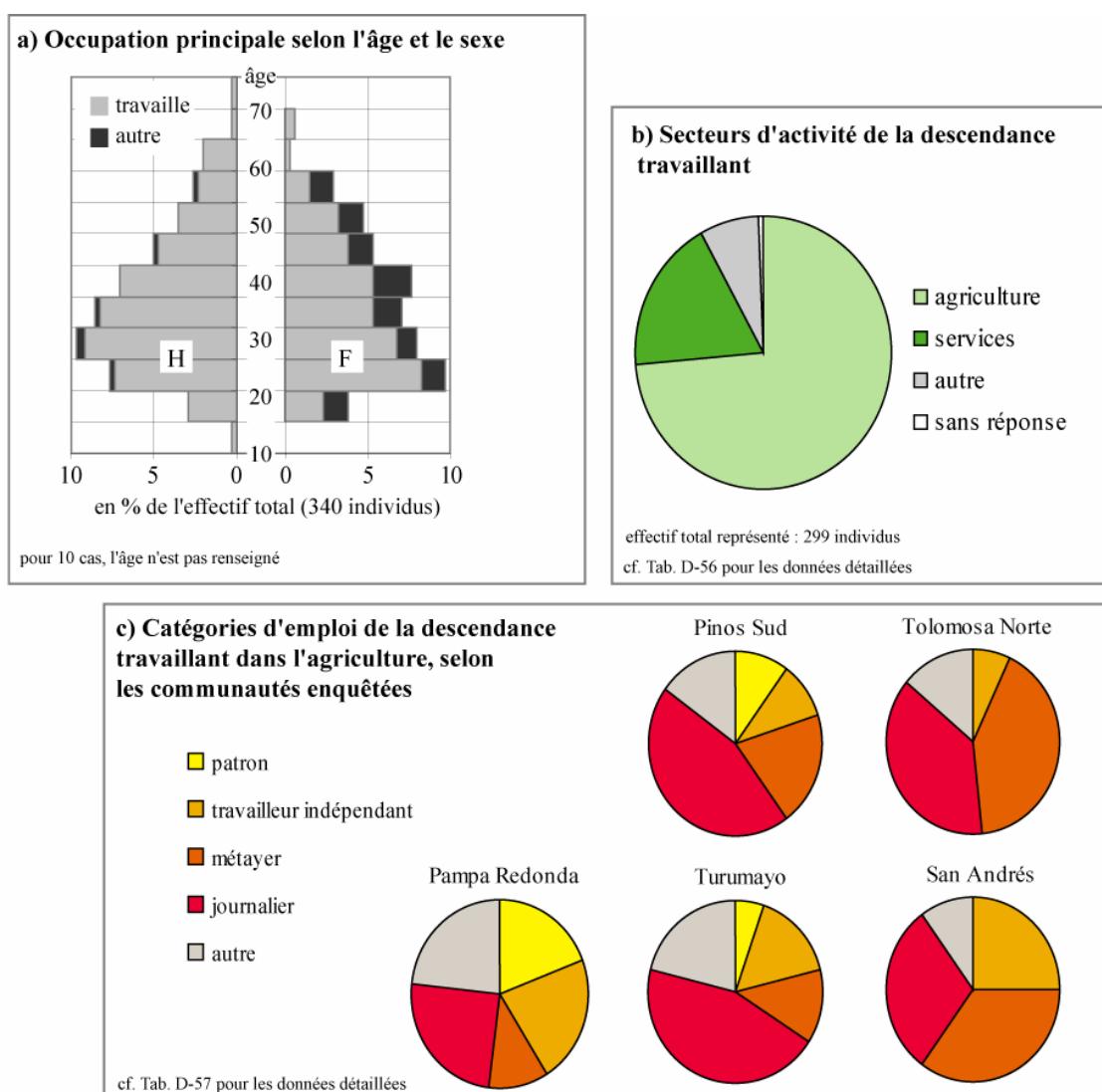
2 - L'insertion professionnelle favorable et ses répercussions financières

Une part importante de la descendance des chefs de ménage enquêtés dans la vallée de Tolomosa quitte la *cuenca* au moment de l'entrée dans l'âge adulte, et cela ne peut que partiellement résulter de la nuptialité. Afin de comprendre les motivations de ces départs et l'insertion des enfants dans leurs lieux de destination, nous étudierons maintenant leurs activités (notamment professionnelles) dans le nouveau lieu de vie et les retombées financières sur les foyers d'origine.

La descendance ayant quitté la vallée de Tolomosa est composée surtout de jeunes adultes (70,0 % ; 245 des 350 individus formant cette sous-population ont entre 15 et 30 ans) également répartis entre hommes et femmes (49,7 % d'hommes, soit 174 individus) [cf. Fig. III-14-a ci-contre]. On notera tout d'abord le fort taux d'activité de cette sous-population (299 sur 350 travaillent, soit 85,4 %), supérieur à celui des enfants sortis du foyer mais vivant dans la vallée (59 sur 81, soit 72,8 %, travaillent). Cette différence peut-elle être attribuée au fait que la descendance en dehors de la

cuenca est plus jeune et composée en proportion plus importante de célibataire⁶³ et cela expliquerait-il un taux d'occupation féminin plus important chez les filles ayant quitté la *cuenca* (74,5 % ; 130 sur 176 femmes composant cette sous-population travaillent ; contre 52,4 %, 22 sur 42, pour celles vivant dans la vallée) ? Il semblerait que non : si on se limite aux femmes de 20 et 39 ans vivant en couple (profil courant de la femme au foyer), 76,5 % (62 sur 81) de celles vivant en dehors de la *cuenca* travaillent, alors que cette proportion tombe à 30,0 % (6 sur 20) pour celles résidant dans la vallée. On conclura donc pour la descendance résidant à l'extérieur de la vallée que le taux d'activité supérieur découle sans doute d'une insertion professionnelle plus facile.

Fig. III-14 : Entol 2002 – Descendance vivant en dehors de la *cuenca* selon ses activités professionnelles



Source : Entol 2002

CM 2005

⁶³ Parmi les enfants installés dans la vallée, seuls 60,5 % (49 sur 81) ont entre 15 et 39 ans. Par ailleurs, les enfants sortis de la vallée sont à 25,4 % (89 sur 350) célibataires alors que cette proportion n'est que de 4,9 % (4 sur 81) pour ceux résidant dans la vallée.

En ce qui concerne cette insertion dans le monde du travail, près des trois quarts de la descendance vivant et travaillant en dehors de la vallée sont dans l'agriculture (73,6 %, cf. Tab. D-56 et cf. Fig. III-14-b), principalement comme journalier (34,5 %) et métayer (21,4 %) mais aussi comme travailleur indépendant (17,3 %), patron (9,1 %), *embalador* (8,6 %), et travailleur familial non rémunéré (6,4 %) [cf. Tab. D-57 pour les résultats complets]. La diversité de ces catégories d'emploi est le signe d'une meilleure insertion professionnelle dans l'économie agricole de la zone d'accueil que lors des migrations saisonnières ou antérieures⁶⁴. La ventilation de ce résultat selon la communauté de résidence actuelle du foyer enquêté fait apparaître de fortes disparités [cf. Fig. III-14-c]. Tout d'abord, dans le cas de Pampa Redonda, on note une proportion importante de travailleurs indépendants (21,9 % des enfants de foyers enquêtés dans cette communauté vivant en dehors de la vallée et travaillant dans l'agriculture) et de patron (19,2 %) alors que les journaliers sont relativement moins nombreux (24,7 %). Ensuite, à Pinos Sud et à Turumayo, ce sont au contraire les journaliers qui sont proportionnellement plus nombreux (respectivement 45,0 %⁶⁵ et 44,7 %), à l'inverse des patrons et travailleurs indépendants (les deux catégories totalisent 21,1 % pour Turumayo et 20,0 % pour Pinos Sud). Enfin, les communautés de San Andrés et Tolomosa Norte se distinguent par l'absence de patrons et par une proportion supérieure de métayers (35,0 % à San Andrés, 41,4 % à Tolomosa Norte) [cf. Tab. D-57]. Nous terminerons en signalant un autre élément intéressant de l'insertion professionnelle lors de l'émigration : une part significative d'enfant ayant émigré et travaillant le fait dans le commerce (20 sur 299, soit 6,7 %) en indépendant (19 des 20 cas) et dans les autres services (35 sur 299, soit 11,7 %), notamment comme employés de maison (15 cas). Ce résidu n'exerçant pas dans l'agriculture est majoritairement composé de femmes (40 sur 55 cas, soit 72,7 %).

L'insertion professionnelle paraît relativement bonne lorsque qu'on quitte la vallée, on peut donc s'interroger sur les conséquences financières que qu'ont de tels mouvements migratoires sur les communautés de la *cuenca*⁶⁶. A l'échelle de l'ensemble des localités enquêtées lors d'Entol 2002, près de 30 % (29,4 %) des foyers reçoivent de l'argent d'au moins un enfant vivant en dehors de la vallée [cf. Tab. D-58 pour les données]. On peut observer sur la figure III-15-a des variations selon les communautés étudiées [cf. ci-contre] : cette proportion est plus importante à Pampa Redonda (30,4 %) et surtout à Pinos Sud (40,7 %) et Turumayo (42,3 %), alors qu'elle est

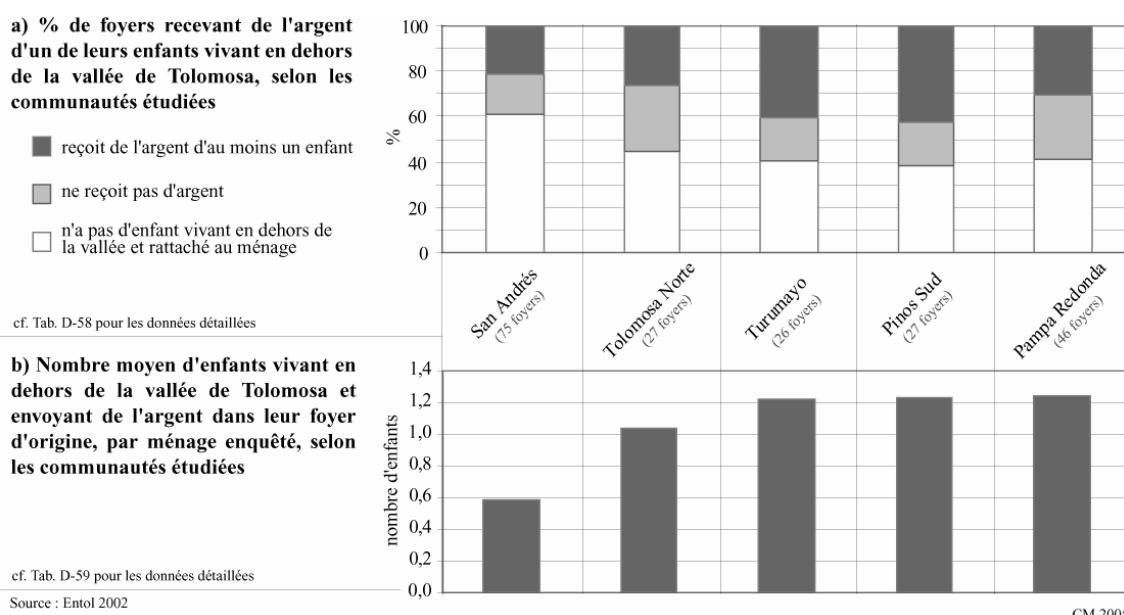
⁶⁴ Pour rappel, la part des employés dans les migrations saisonnières liées à l'exercice d'un emploi agricole était de 55,1 % et celles des patrons et métayers extrêmement faibles (respectivement 3,4 % et 1,7 %) [cf. Tab. D-31]. Dans le cas des migrations antérieures, la part des journaliers parmi celles qui sont liées à l'exercice d'un emploi agricole est aussi importante (40,0 %), et celles des patrons (1,0 %) et des travailleurs indépendants (6,0 %) peu significative [cf. Tab. D-46].

⁶⁵ La sous-population de référence est toujours celle des enfants vivant en dehors de la vallée de Tolomosa et travaillant dans l'agriculture.

⁶⁶ L'une des variables du module 4, « autres enfants du foyer », se nomme « *remesas* ». Elle relève, par enfant ne vivant plus dans le ménage, l'envoi d'argent de manière régulière, de temps en temps, ou pas du tout [cf. Quest. D-5]. Dans le cadre de cette étude, nous nous limiterons à une simplification de ces modalités, selon qu'il y a ou non des transferts financiers.

inférieure à Tolomosa Norte (25,9 %) et largement en dessous de la moyenne à San Andrés (21,3 %). Le calcul d'un indicateur correspondant au nombre total d'enfants vivant en dehors de la vallée et envoyant de l'argent dans sa famille d'origine, par rapport à l'ensemble des ménages enquêtés, est tout aussi révélateur de l'ampleur des transferts d'épargne vers la *cuenca* ainsi que des disparités existant selon les communautés. Au niveau de l'ensemble des localités recensées, les ménages reçoivent en moyenne de l'argent d'1,0 enfant, chiffre qui est de 1,2 pour Pampa Redonda, Turumayo et Pinos Sud, de 1,0 pour Tolomosa Norte et seulement de 0,6 pour San Andrés [cf. Fig. III-15-b pour une représentation visuelle de ces données, et Tab. D-59 pour les résultats détaillés].

Fig. III-15 : Entol 2002 – Envoi d'argent de la descendance vivant en dehors de la vallée de Tolomosa



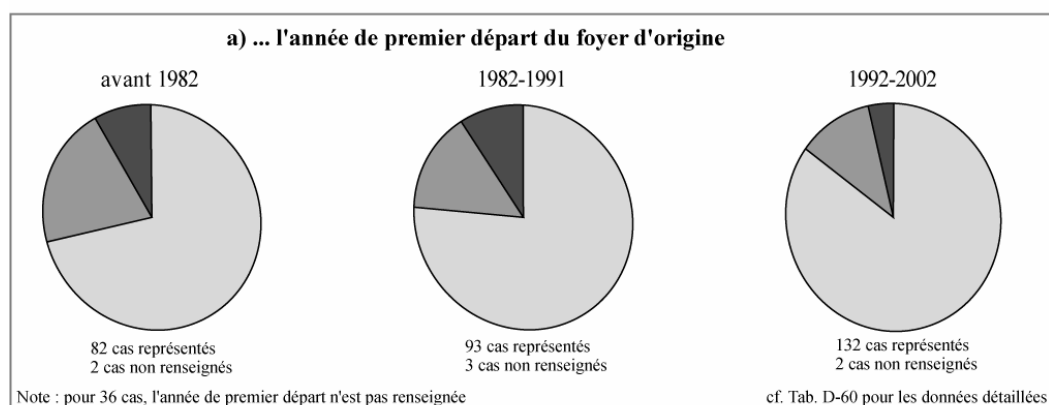
De cette analyse de l'activité et des transferts d'argent des enfants vivant en dehors de la vallée, on retiendra deux tendances principales. D'une part, l'insertion professionnelle est bonne, surtout pour la descendance originaire de Pampa redonda, et cela tous sexes confondus. D'autre part cette situation se traduit par d'importants envois d'argent vers les foyers d'origine, plus particulièrement dans les trois communautés souffrant d'un système agraire présentant des limites conséquentes (Pinos Sud, Turumayo et Pampa Redonda), dans une moindre mesure à Tolomosa Norte, et relativement peu à San Andrés.

3 - La prédominance de l'Argentine

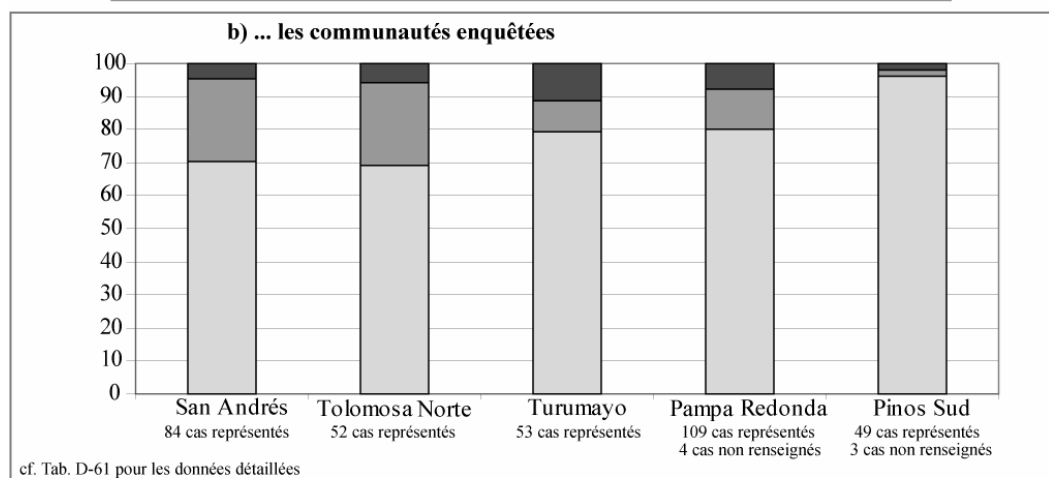
Avant de clore l'étude de la descendance, nous nous pencherons d'une manière plus précise sur les lieux de résidence des enfants ayant quitté la vallée de Tolomosa, essentiellement afin de mesurer l'importance respective de l'Argentine et de la ville de Tarija comme lieux de destination.

Fig. III-16 : Entol 2002 – La descendance vivant en dehors de la vallée de Tolomosa selon son lieu de vie actuel, l'année de premier départ du foyer d'origine et les communautés enquêtées

Lieu de vie actuel de la descendance résidant en dehors de la *cuenca* de Tolomosa selon ...



lieu de vie actuel : en Argentine dans la ville de Tarija ailleurs en Bolivie



Source : Entol 2002

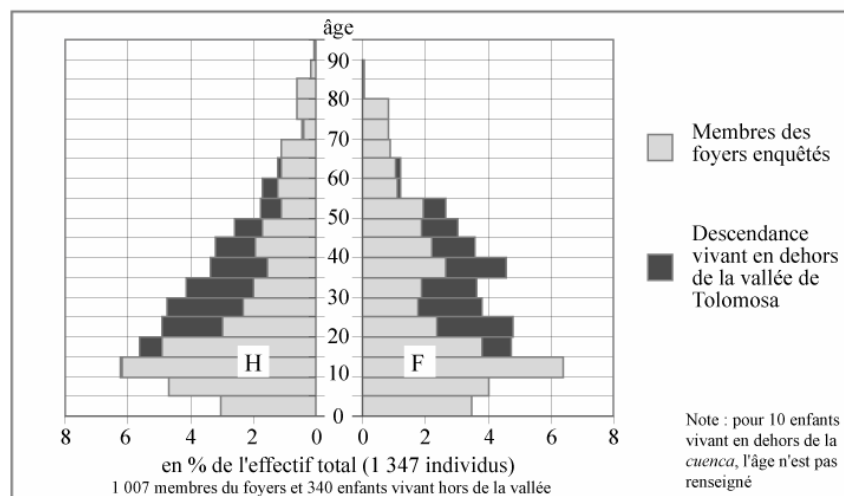
CM 2005

L'étude des lieux de vie de la descendance résidant en dehors de la vallée de Tolomosa nous indique, une fois de plus, la prépondérance de l'Argentine (76,6 % des lieux de vie recensés) et la faible importance de la Bolivie (6,3 %) en dehors de la ville de Tarija (14,1 %) [cf. Tab. D-60 pour les résultats complets]. Une observation longitudinale laisse apparaître une augmentation constante des migrations vers le pays voisin [cf. Fig. III-16-a ci-dessus]. Ainsi, pour les enfants ayant quitté le foyer pour la première fois avant 1982, l'Argentine ne représente encore que 69,0 % des lieux de résidence actuelle, alors que cette proportion monte à 72,9 % pour la période de départ 1982-1991, puis à 83,6 % pour 1992-2002, au moment de la parité de la monnaie argentine avec le dollar étasunien. Cette augmentation se

fait au détriment de la ville de Tarija qui ne représente que 20,2 % des lieux de vie pour la première période, 14,6 % pour la seconde et seulement 11,2 % pour la troisième⁶⁷. A noter cependant que la destination de Tarija varie sensiblement d'une communauté à l'autre. En effet, la capitale départementale concentre un quart des enfants dont le foyer d'origine est situé à San Andrés ou Tolomosa Norte, alors que cette proportion n'est que de 11,9 % pour ceux rattachés à Pampa Redonda, 9,4 % pour Turumayo et 1,9 % dans le cas de Pinos Sud [cf. Fig. III-16-b et Tab. D-61].

L'Argentine concentre donc une fois de plus les lieux de destination des enfants quittant la vallée, principalement les provinces de Jujuy (77 cas sur 350, soit 22,0 %), de Buenos Aires (55 cas, 16,3 %) de Corrientes (11,1%, 39 cas), de Salta (38 cas, 10,9 %) et de Santa Fe (30 cas, 8,6 %). On aura noté certaines nuances : l'importance du pays voisin va en augmentant avec le temps et la ville de Tarija est relativement plus attractive pour les localités de Tolomosa Norte et San Andrés ; ceci corrobore à nouveau l'hypothèse d'une réactivité des communautés différenciées selon la situation agricole.

Fig. III-17 : Entol 2002 – Pyramide des âges de la vallée de Tolomosa rectifiée par ajout de la descendance ayant émigré



Source : Entol 2002

CM 2005

L'émigration des jeunes depuis la vallée de Tolomosa apparaît d'une ampleur considérable. Saisonnière, elle n'affecte que temporairement la structure démographique de la *cuenca*, alors que les migrations actuelles sont responsables de déséquilibres importants. En effet, comme le donne à voir la figure III-17 ci-dessus, la superposition sur la pyramide des âges des personnes enquêtées de la

⁶⁷ Cette corrélation entre l'année de premier départ du foyer et le lieu de résidence actuel est à utiliser avec précaution. En effet, impossible de savoir si le lieu de destination au moment du départ correspond au lieu de vie actuel.

descendance vivant en dehors de la vallée comble les flancs des tranches d'âge des 15-19 ans à 50-54 ans et contribue ainsi à expliquer les ruptures importantes notées précédemment. De même, on peut imaginer que la prise en compte des enfants de cette descendance ne vivant plus dans la *cuenca* compléterait la base très étroite.

Ces migrations, qu'elles soient temporaires ou non, conditionnent donc la redistribution du peuplement depuis la vallée. Bien qu'elles touchent l'ensemble des localités étudiées, leur motivation principale (la recherche d'opportunités professionnelles dans le pays voisin) est à mettre en relation avec le fait qu'elles concernent plus particulièrement les communautés souffrant de carences en irrigation annuelle et des effets de la crise du système agraire de la vallée. Ainsi existe-t-il des stratégies migratoires, essentiellement vers l'Argentine, qui se traduisent par des transferts d'épargne.

III - L'évolution d'un modèle fondé sur les déplacements professionnels vers l'Argentine

Migrations saisonnières, déplacements saisonniers, dispersion de la descendance (qui correspond aux migrations actuelles), l'étude de la redistribution des Tolomosains en dehors de leur vallée d'origine confirme l'idée d'une population très mobile. Après avoir ci-dessus décrit les déplacements, nous tenterons maintenant de souligner les grandes logiques de l'instabilité du peuplement en fonction des diverses situations connues dans la *cuenca* (A), puis les conséquences et développements possibles des comportements migratoires des Tolomosains (B).

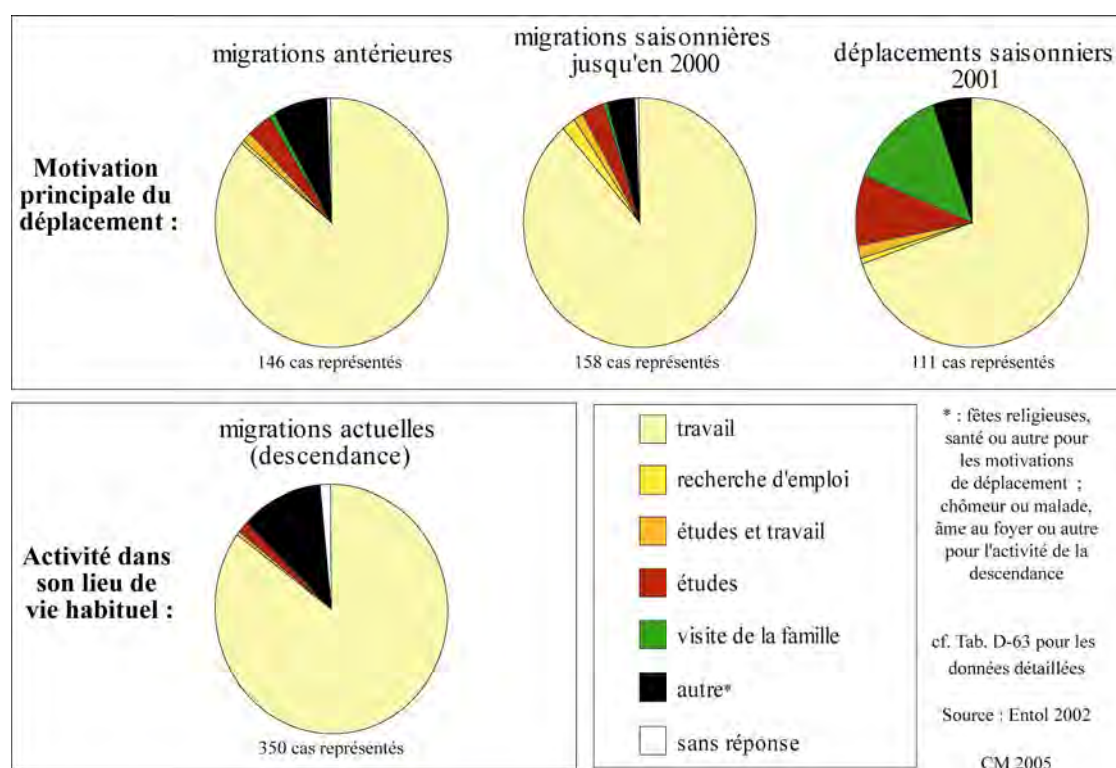
A - Des logiques de déplacements massifs

La description des mouvements migratoires depuis la vallée de Tolomosa a laissé apparaître une certaine homogénéité dans l'importance du phénomène et son déroulement, mais on peut cependant discerner des nuances selon les localités enquêtées et les lieux de destination. C'est à travers l'observation de ces différences que nous analyserons dans leur ensemble les grandes lignes des stratégies migratoires des habitants de la *cuenca*.

1 - Des stratégies relatives aux besoins spécifiques des communautés

Nous serons amenés ci-dessous à revenir sur les déplacements suivants, tous effectués à partir de la vallée (selon les critères que nous avons précédemment expliqués) et vers des localités situées en dehors de la *cuenca* : 146 migrations antérieures, 158 migrations saisonnières réalisées avant 2001, 111 déplacements saisonniers effectués en 2001 et 350 migrations actuelles liées la descendance ; soit un total de 765 déplacements répertoriés [cf. Tab. D-62 pour les sous-populations détaillées par communauté].

Fig. III-18 : Entol 2002 –Activité et événements migratoires recensés



L'essentiel des événements migratoires recensés depuis la vallée de Tolomosa pour but l'exercice d'un emploi⁶⁸ [cf. Fig. III-18 ci-dessus]. En effet, sur un total de 765 déplacements, 84,5 % sont d'ordre professionnel et l'ampleur du phénomène touche l'ensemble des foyers de la *cuenca* puisque 83,1 % des ménages enquêtés déclarent au moins un individu qui s'est déplacé en dehors de la vallée et a travaillé (ou travaille) dans son lieu de migration⁶⁹ [cf. Tab. D-63 et D-65].

⁶⁸ Seuls les déplacements saisonniers en 2001 comportent une part significative d'autres motivations, essentiellement la visite de la famille comme nous l'avons remarqué précédemment.

⁶⁹ On inclut donc ici les migrations antérieures, les migrations saisonnières jusqu'en 2000, les déplacements saisonniers en 2001 et les migrations actuelles.

Nous l'avons vu, ces migrations professionnelles concernent une population plutôt composée d'hommes jeunes lorsqu'il s'agit d'événements ayant entraîné un retour (migrations saisonnières et antérieures) et une majorité de la descendance, sans distinction de genre. En outre, nous avons généralement remarqué un lien entre l'importance de ces déplacements et la crise du secteur agraire de la *cuenca*, puisqu'ils concernent certes la majorité des foyers enquêtés, mais l'ampleur du phénomène est plus prononcée pour ceux disposant de peu de terres cultivables. Dans ces conditions, aller travailler en dehors de la vallée peut être assimilé à une stratégie, dont on observe plusieurs variantes selon les localités étudiées :

- Dans le cas de Pinos Sud, ce sont les migrations et déplacements saisonniers qui sont particulièrement importants. Ils permettent à une population jeune de réintégrer la communauté pendant la saison estivale, quand les précipitations et l'irrigation semi-annuelle rendent possible une activité agricole.
- Pour Turumayo et Pampa Redonda, c'est la dispersion de la descendance qui est saisissante, phénomène sans doute à mettre au compte d'une carence particulièrement aiguë en terres cultivables et d'un système d'irrigation quasiment inexistant. Dans ces conditions, la présence des jeunes actifs dans la communauté, même temporaire, n'est pas nécessaire. On aura remarqué la bonne insertion des originaires de Pampa Redonda sur les lieux d'émigration⁷⁰. Il serait intéressant de savoir si elle est liée au statut particulier de cette communauté dont les habitants n'ont pas été sous le joug d'un *hacendero*⁷¹.
- Enfin, les communautés de San Andrés et Tolomosa Norte se distinguent par une importance moindre des migrations et déplacements professionnels sans doute liée à une situation agraire plus favorable, grâce à la présence d'une irrigation annuelle⁷².

⁷⁰ Cette réussite d'une partie des migrants originaires de Pampa Redonda est particulièrement visible durant la période estivale, lorsqu'ils reviennent au pays pour les fêtes de fin d'année et pour le carnaval, au volant de leur véhicule 4 x 4 [cf. Photos H-7].

⁷¹ On pourra se reporter au Texte D-2 pour des explications quant au système d'haciendas qui était en vigueur dans la vallée de Tolomosa jusqu'à la révolution agraire des années 50 en Bolivie. Selon Hinojosa (2000), la communauté de Pampa Redonda n'a jamais été rattachée à une hacienda, la forte aridité de ses sols, et ainsi sa faible attractivité, peuvent sans doute expliquer ce statut exceptionnel.

⁷² Il convient de signaler que ces deux communautés développent des stratégies particulières, notamment à travers des mobilités professionnelles courtes qui assurent une présence pour couvrir les divers cycles agricoles possibles grâce à l'irrigation annuelle [cf. Texte D-6 pour le détail de ces mobilités de courte durée].

2 - L'adaptation aux évolutions du marché du travail agricole argentin

Comme nous le signalions en début de chapitre, nous n'avons pas ventilé les lieux de destination selon leur appartenance au monde rural ou urbain. C'est l'importance de l'Argentine dans notre analyse qui est à l'origine de ce choix. En effet, répertorier les lieux de déplacement dans le pays voisin n'est pas aisé, les informateurs sont rarement ceux qui ont effectué la migration ou le déplacement saisonnier et, de ce fait, nous avons des doutes quant aux noms des localités indiquées. De plus, les dénominations du découpage administratif argentin peuvent prêter à confusion par rapport à la Bolivie : l'échelon supérieur argentin est la province, qui correspondrait au département bolivien, inversion que l'on retrouve à l'échelon suivant : les départements argentins s'assimilent aux provinces boliviennes. Enfin et principalement, le secteur d'activité le plus souvent cité, l'agriculture, nous permet de douter du caractère urbain de la migration de l'enquêté, même s'il s'est rendu dans une localité de plus de 5 000 habitants. Nous prendrons comme exemple le cas de Fraile Pintado (localité de 11 894 habitants en 2001 selon le recensement de l'INDEC⁷³), lieu de destination de 94 des déplacements professionnels recensés lors d'Entol 2002, dont 88 dans l'agriculture et 43 comme journaliers (qui sont généralement logés sur l'exploitation). Comment déterminer la part de ces déplacements ayant entraîné un passage du monde rural de la vallée de Tolomosa à une localité urbaine ? Nous nous abstenons d'effectuer ce genre d'analyse, qui pourrait faire l'objet d'une étude à part entière, visant notamment à déterminer dans quelle mesure les Tolomosains se dirigent vers les ceintures vertes des grandes villes du pays voisin.

L'observation de la figure III-19 [cf. p. 177] fait clairement apparaître l'importance de l'Argentine dans les lieux de destination des déplacements professionnels retenus dans notre analyse. En effet, le pays voisin concentre 83,6 % des 652 événements migratoires liés à l'exercice ou à la recherche d'un emploi.

En Argentine, ces déplacements professionnels s'effectuent principalement vers les provinces frontalières de Jujuy (25,9 % de l'ensemble des événements migratoires liés au travail) et de Salta (17,0 %) [cf. Tab. D-66 pour les données et Carte III-2 en p. 178 pour la localisation des provinces]. Il s'agit là du bassin traditionnel des migrations boliviennes vers le pays voisin. Elles remontent à la fin du XIX^e siècle, au moment où se développe la culture de la canne à sucre⁷⁴, dont l'exploitation nécessitait une main-d'œuvre abondante (WHITEFORD 1981). Cependant, ce secteur a connu une forte mécanisation au cours des années 70 et c'est la culture moins mécanisée du tabac⁷⁵, tout au long du XIX^e siècle, qui le remplace progressivement. Plus récemment, les cultures horticoles, notamment autour des localités fréquemment citées de Fraile Pintado⁷⁶ et

⁷³ Instituto Nacional de Estadística y Censos de l'Argentine.

⁷⁴ Notamment dans les départements sucriers d'Oran (Salta) et de San Pedro de Ledesma (Jujuy).

⁷⁵ Elle concerne les départements de Cerritos, Chicoana, la Viña, Rosario de Lerma et General Güemes pour la partie saltenienne, et El Carmen en ce qui concerne Jujuy.

⁷⁶ Province de Jujuy, à 100 kilomètres de la ville de Tarija.

Colonia Santa Rosa⁷⁷, attirent la main-d'œuvre bolivienne (respectivement 86 et 33 des 652 déplacements professionnels). Outre ces facteurs historiques, l'importance des provinces frontalières pour les déplacements professionnels peut aussi se justifier tout simplement par la proximité de la zone qui réduit les coûts de transport et les risques de contrôles policiers. Ceci peut contribuer à expliquer que 80,6 % (50 sur 62) des déplacements saisonniers professionnels effectués en Argentine en 2001, par une population ne disposant que partiellement du droit de travailler dans le pays voisin⁷⁸, aient eu pour destination les provinces de Jujuy ou Salta.

Pour autant, les déplacements professionnels vers l'Argentine ne se limitent pas aux provinces frontalières. Sur les 652 cas recensés, 38,9 % ont pour but des provinces autres que Salta ou Jujuy : 16,0 % vers la province de Buenos Aires, 9,0 % vers celle de Santa Fe, 7,2 % vers Corrientes et 6,7 % vers d'autres provinces⁷⁹ [cf. Tab. D-62 et Carte III-2 en p. 178 pour la localisation de ces provinces]. Cette proportion de déplacements professionnels en Argentine vers des provinces non frontalières à la Bolivie est plus importante si on ne considère que les migrations actuelles (elle est alors de 56,5 %, 169 des 299 descendants ayant quitté la vallée et travaillant) et antérieures (40,6 %, 52 des 128 migrations antérieures professionnelles), soit aux déplacements de longues durées. Enfin, signalons que ces migrations vers des destinations plus lointaines sont sans doute partiellement motivés par des salaires supérieurs proposés dans le centre de l'Argentine⁸⁰ ou par de meilleures opportunités de travail, loin des provinces où la masse de main-d'œuvre bolivienne est trop représentée (Jujuy et Salta) et à proximité des marchés urbains argentins (notamment Buenos Aires).

Quelle que soit la province de destination, le secteur d'activité principal reste l'agriculture (86,7 %, 469 des 541 déplacements liés au travail en Argentine), ce qui suppose une faible insertion des migrants dans une économie urbaine surtout tertiaire et privilégie l'hypothèse de mouvements ruraux – ruraux ou à destination des périphéries des grandes villes⁸¹, là où s'est développé un système de production agricole intensive, proche des principaux marchés.

On aura remarqué la faible importance de la ville de Tarija comme centre d'attraction des déplacements professionnels de plus d'un mois : seuls 8,4 % sont à destination de la capitale départementale [cf. Tab. D-66] ; enfin, des mouvements professionnels insignifiants sont à

⁷⁷ Province de Salta, à 170 kilomètres de la ville de Tarija.

⁷⁸ Sur les 62 déplacements saisonniers effectués pour des raisons professionnelles dans le pays voisin en 2001, 27 soit 43,5 %, sont le fait de personnes ne disposant pas de la *radicatoria* argentine, document permettant aux migrants de travailler légalement. On peut donc supposer qu'ils ont passé la frontière comme touristes ou en évitant les contrôles.

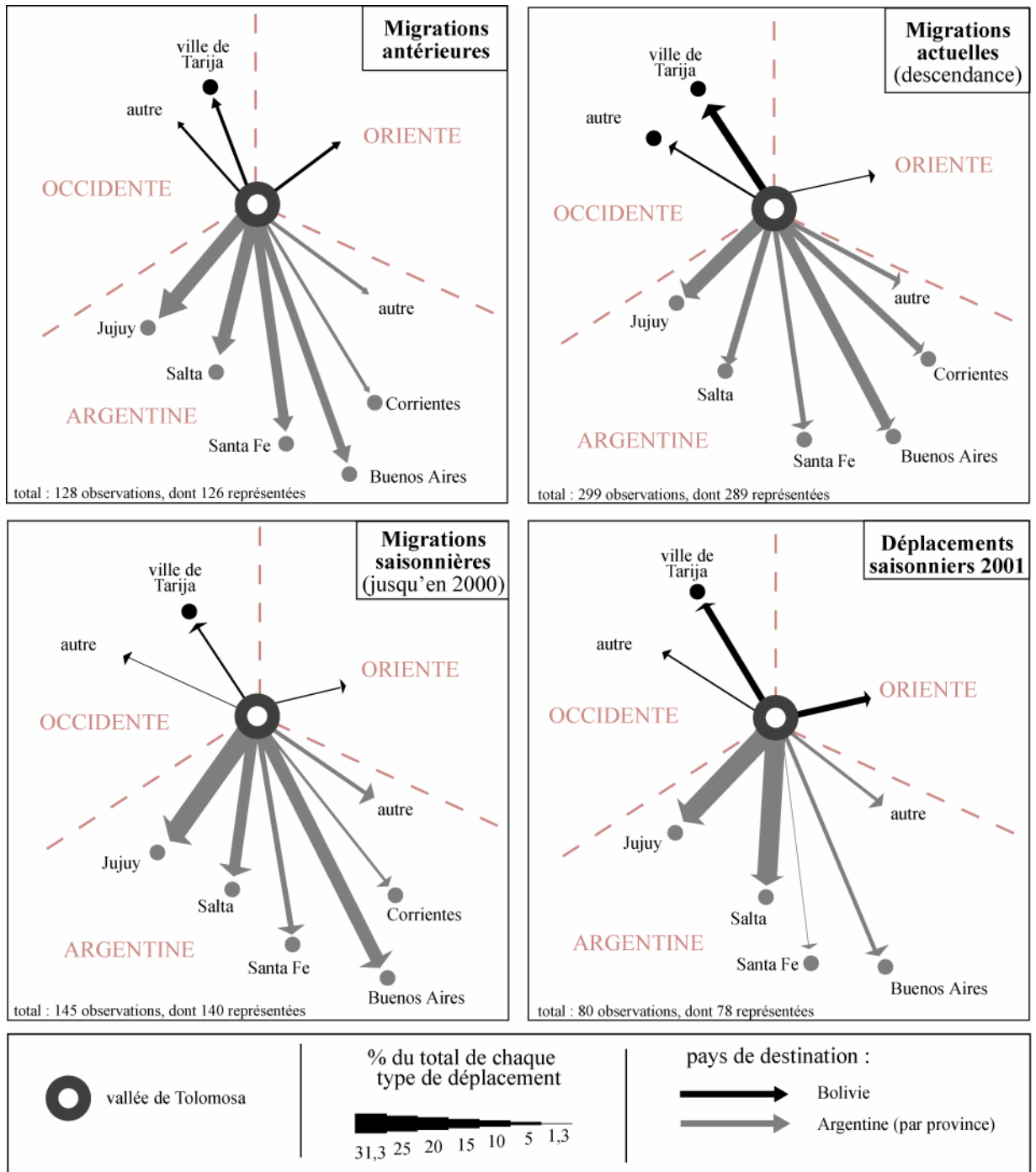
⁷⁹ 11 cas sont localisés en Argentine sans que la province ne soit précisée.

⁸⁰ Selon Hinojosa (2000), au début de l'année 1999, les salaires journaliers étaient de 8 à 10 pesos argentins dans les provinces frontalières, et de 15 à 25 pesos plus au sud, dans celles de Santa Fe ou de Corrientes.

⁸¹ Certaines villes majeures de l'Argentine sont citées dans l'étude des déplacements professionnels : Santa Fe (39 cas), Corrientes (35 cas), La Plata (30 cas), Mar de Plata (27 cas), Salta Capital (15 cas), San Salvador de Jujuy (11 cas), Cordoba (10 cas), Tucuman (9 cas) et Buenos Aires (7 cas). Cependant, comme nous l'avons vu dans la partie méthodologique, nous avons des doutes sur la fiabilité des localités déclarées, notamment pour les provinces autres que frontalières.

destination du reste de l'Occidente bolivien (2,9 %) ou de l'ensemble de l'Oriente (3,8 %) qui constitue pourtant un centre d'attraction historique (cane à Sucre à Bermejo et villes frontalières dans le Tarija) et contemporain (notamment dans le Santa Cruz).

Fig. III-19 : Entol 2002 – Déplacements professionnels (antérieurs, actuels, saisonniers) depuis la vallée de Tolomosa selon les lieux de destination

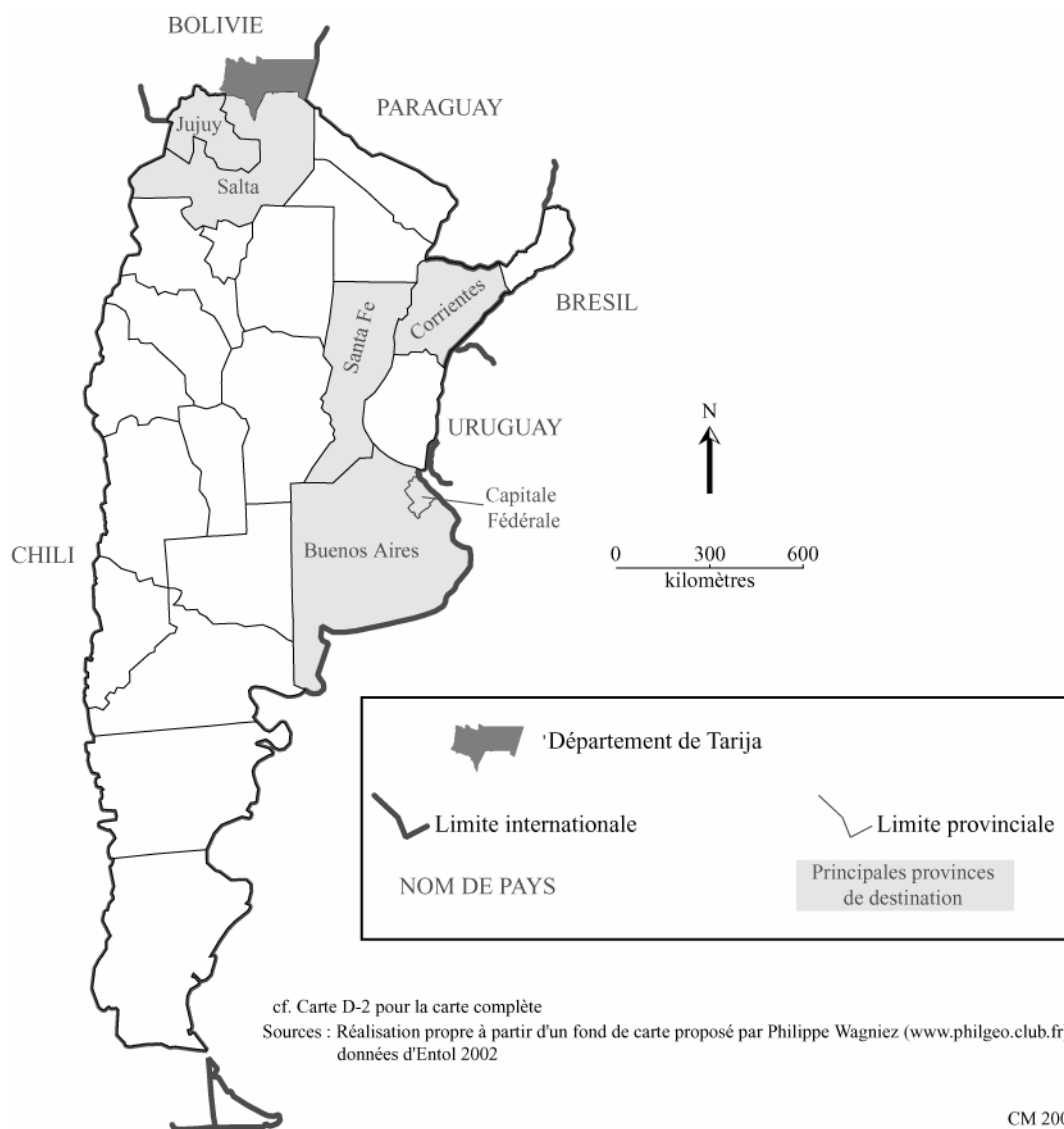


Source : Entol 2002

cf. Tab. D-66 pour les données complètes

CM 2005

Carte III-2 : Argentine – Principales provinces de destination des migrations et déplacements professionnels selon Entol 2002



B - Les répercussions du modèle migratoire et l'avenir de la vallée

On a pu clairement discerner l'existence d'importantes stratégies migratoires vers l'Argentine chez les habitants de la vallée de Tolomosa. Il convient maintenant de se demander quelles répercussions ces mouvements de population peuvent avoir sur la *cuenca*, et de manière générale quelles sont les évolutions possibles d'un modèle d'organisation de l'espace qui repose essentiellement sur un système agricole en crise et la mobilité de la population.

1 - La régulation de la pression humaine, principal effet de migration

Quel est l'impact des migrations sur la vallée de Tolomosa ? Qu'elles soient saisonnières ou plus longues, elles insufflent de l'argent dans l'économie de la vallée, et contribuent ainsi à pallier la difficile monétarisation des récoltes de la *cuenca*. Comment se traduit cet apport financier et quels autres effets peut-on signaler ? Selon notre pratique du terrain, les changements découlant de ces déplacements sont mineurs, mais on pourra tout de même noter plusieurs évolutions qui pourraient partiellement découler de stratégies migratoires.

Tout d'abord en ce qui concerne l'édification d'infrastructures diverses. On a décelé une concentration de l'habitat, traditionnellement dispersé, autour des noyaux centraux des communautés et aux abords des principales voies de communication. Ce processus engendre la construction de nouveaux logements, et l'adobe⁸² est alors remplacé par la brique, ce qui nécessite un investissement financier souvent possible grâce aux apports de l'activité migratoire [cf. Photos H-6-b]. En outre, signalons la construction d'équipements de loisir – souvent des terrains et clubs de sport⁸³ – également financés par les émigrés. Mais les changements majeurs, tel l'électrification des communautés, leur connexion au réseau d'eau potable, l'assainissement des maisons traditionnelles (passage de chaux sur l'adobe, afin d'empêcher à la *vinchuca* – insecte porteur d'une maladie – d'y loger, cf. Photos H-6-c) relèvent plutôt de projets subventionnés par des ONG, et ce sont des fonds publics qui permettent l'amélioration des voies de communication. Enfin, la construction d'hôpitaux ou d'établissements scolaires découle bien souvent de financements internationaux. Ainsi l'impact des migrations sur les infrastructures vitales de la vallée reste mineur.

Par ailleurs, quelle est l'influence des stratégies migratoires sur le développement agricole de la *cuenca* ? Les allers et retours entre la vallée et l'Argentine (migrations et déplacements saisonniers mais aussi les migrations longues qui s'accompagnent de séjours régulier dans la communauté d'origine⁸⁴) sont depuis longtemps accompagnés de transferts de connaissance et ainsi d'amélioration du système agraire (notamment en ce qui concerne les fertilisants ou les semences). On remarque aussi une évolution plus récente, qu'autorisent les économies accumulées dans le pays voisin : l'achat de tracteurs⁸⁵ et leur location. Mais la mécanisation de l'agriculture est peu adaptée aux sols pierreux

⁸² Briques composées d'un mélange de boue et d'herbes, qui durcissent en séchant.

⁸³ Lors de notre dernier passage dans la vallée, en novembre 2004, nous avons eu l'occasion de constater la construction du siège du club de football de la communauté. Des jeunes vivant habituellement à Fraile Pintado (province de Jujuy) revenus dans la vallée pour y passer les fêtes de fin d'année nous ont fièrement affirmé avoir financé l'édification de la bâtisse et avoir assuré la rénovation du terrain de football qui la borde. L'objet de cet investissement est double : assurer le prestige de la communauté et de ses émigrés, et créer une infrastructure de loisir.

⁸⁴ Selon Entol 2002, sur les 350 enfants ayant quitté la vallée de Tolomosa, 66,0 % (231 cas) sont revenus au moins une fois dans leur communauté d'origine durant les 12 derniers mois, 16,9 % (59) pour un séjour d'au moins une semaine et moins d'un mois, 25,1 % (88 cas) d'un à trois mois et 6,0 % (21 cas) pour plus de trois mois.

⁸⁵ Selon Hinojosa (2000), ils étaient en 1999 au nombre de 16 dans l'ensemble de la vallée.

de la vallée et ces changements ne peuvent solutionner les principaux motifs de la crise du système agraire de la *cuenca* (*minifundio*, érosion, manque d'irrigation et absence de débouchés commerciaux), ce qui nous incite à conclure à une influence mineure des migrations sur d'éventuelles améliorations de l'économie agricole de Tolomosa.

Finalement, c'est sur la régulation de la pression humaine dans la *cuenca* que l'effet des migrations est le plus important. On peut tout d'abord supposer que les migrations saisonnières tendent à pallier le sous-emploi structurel du cycle agricole tomosain en période hivernale, et ainsi contribuer au maintien de la résidence principale d'une partie de la population dans la communauté d'origine. Ensuite, il semblerait que le départ massif d'habitants de la vallée (soit les migrations longues recensées et les départs de familles entières⁸⁶) atténue la pression exercée par la densité de la population sur le milieu et les ressources de la *cuenca*. Enfin, selon Hinojosa (HINOJOSA, PEREZ *et al.* 2000), les migrations auraient aussi pour conséquence une baisse de la fécondité (notamment liée à l'évolution du comportement des migrantes saisonnières⁸⁷). Dans ces conditions, en quittant la vallée, les Tolomosains font perdurer un système traditionnel d'organisation de l'espace qui serait sinon remis en cause, mais n'offrent pas de nouvelles perspectives.

2 - Les perspectives : poursuite des migrations et débordement urbain de Tarija

Quelles sont les perspectives d'un modèle de ce genre, basé sur de nombreuses stratégies migratoires qui, bien qu'elles insufflent de l'argent dans la vallée, ne contribuent qu'à pérenniser une population vieillissante vivant d'une petite agriculture dépassée. Deux éléments doivent être pris en compte pour s'interroger sur l'avenir de la vallée de Tolomosa : un retour éventuel des immigrés ou une diminution de l'émigration, notamment suite à la récente crise argentine ; et les évolutions inhérentes à la proximité de la ville de Tarija.

⁸⁶ Notre enquête s'étant déroulée après les fêtes de Carnaval, nous n'en avons recensé qu'un échantillon trop faible pour être traité. De plus, ces familles représentent des cas particuliers qui auraient nécessité un traitement à part, avec au moins un module spécifique. Cela pourrait faire l'objet d'une enquête complémentaire, à réaliser dans la vallée centrale de Tolomosa durant les périodes de retour (fin décembre, début janvier), ou sur les lieux d'émigration en Argentine. Il serait alors intéressant de voir dans quelle mesure les lieux de vie et les comportements de ces émigrés diffèrent de ceux de la descendance, dont une partie de la famille (les parents) est restée dans la communauté. Il convient cependant de signaler l'importance du phénomène, perceptible notamment grâce aux données du dernier recensement. En effet, selon l'INE, en septembre 2001, seules 75,8 % des habitations dénombrées dans la vallée (1 817 sur 2 396) ont été recensées. Cette proportion est plus faible pour Pampa Redonda (66,8 %, 129 sur 193) Tolomosa Norte (71,2 %, 52 sur 73) et Pinos Sud (71,7 %, 99 sur 138) et plus importante pour Turumayo (84,3 %, 113 sur 134) et San Andrés (83,5 %, 274 sur 328).

⁸⁷ Cette évolution résulte principalement de l'assimilation d'habitudes contraceptives par une population féminine désireuse de travailler, et de manière générale de la propagation des mentalités relativement modernes du monde argentin.

Sans étude approfondie, il n'est pas aisé de mesurer l'incidence de la dévaluation argentine de décembre 2001 sur les mouvements de populations depuis la *cuenca*. Nous proposerons cependant plusieurs hypothèses. Tout d'abord, les migrations vers l'Argentine ne sont pas nouvelles ; elles existaient avant la mise en place de la parité peso/USD qui les a rendues si lucratives. En ce sens, Samantha Punch (2001) note d'ailleurs qu'elles n'avaient pas diminué en 1988-1989, alors que le change de l'époque plaçait les salaires argentins à un niveau inférieur aux boliviens. Selon la conjoncture actuelle et un supposant le maintien des salaires journalier de 15 pesos boliviens à San Andrés en 1999 et de 8 à 10 pesos argentins (soit 60 pesos boliviens à l'époque) de l'autre côté de la frontière (HINOJOSA, PEREZ *et al.* 2000), il est toujours plus lucratif de travailler à Jujuy qu'à Tolomosa, malgré une dévaluation ayant divisé par 2,5 la valeur de la monnaie argentine. Enfin, dernier supposant la faiblesse des retours, pour les émigrants ayant investi en Argentine (les patrons, les travailleurs indépendants) le contexte actuel du pays d'accueil n'est pas propice à la revente.

Et puis, on peut une fois de plus se demander pourquoi réintégrer la vallée de Tolomosa ou arrêter les migrations saisonnières. Comme nous l'avons vu, le secteur agricole de la *cuenca* est en crise du fait de la rareté des terres agricoles et des débouchés commerciaux, ce dernier point s'expliquant notamment par la concurrence de produits argentins, qui sont encore plus compétitifs après la dévaluation⁸⁸. Dans ce contexte, il semble logique de continuer à traverser la frontière pour tenter sa chance dans un marché de l'emploi relativement plus favorable, ou de s'installer en Argentine et même d'y investir. Selon Hinojosa (HINOJOSA, PEREZ *et al.* 2000), c'est d'ailleurs ce que font les émigrés lorsque leurs démarches professionnelles se traduisent par un succès. Ils investissent alors dans l'acquisition de terres, de serres, dans la mise en place de systèmes d'irrigation développés, tel le goutte-à-goutte, et dans la diversification des semences⁸⁹.

Enfin, si les migrations en Argentine ont comme motivation principale l'exercice d'une activité professionnelle, notamment pour pallier la pénurie locale, Punch (2001) note qu'elles relèvent également de la recherche de services publics de meilleure qualité (notamment dans l'éducation et la santé), d'un désir de satisfaire une curiosité, notamment en cédant à l'appel d'une certaine modernité, et de partager une expérience forte entre amis. Ces motivations ne seront que faiblement affectées par la crise actuelle.

⁸⁸ Il est intéressant de noter ici que les Tolomosains migrent en Argentine pour participer à la production de denrées alimentaires que l'on retrouve ensuite sur les marchés de Tarija, ce qui renforce la crise agricole locale laquelle amplifie les mouvements migratoires vers l'Argentine.

⁸⁹ On pourrait supposer que cette confiance dans le marché argentin pourrait être remise en cause par la forte crise économique qui a touché le pays en 2001. Cependant, après avoir réalisé plusieurs entretiens dans la vallée de Tolomosa en novembre 2003 et en novembre 2004, il nous a semblé que ce n'était pas le cas. Les émigrés, de retour dans la vallée pour les fêtes estivales, nous ont affirmé continuer à investir dans la production agricole en Argentine, en essayant notamment de contrôler l'ensemble de la chaîne commerciale de cultures horticoles.

Cependant, il ne faut pas se limiter à la situation du pays voisin pour se prononcer sur l'évolution des rapports migratoires des habitants de la *cuenca*. En effet, une diversification des fonctions dans la vallée permettrait une meilleure insertion (ou réinsertion) des Tolomosains sur d'autres plans que l'agriculture, ce qui réduirait ainsi fréquence des déplacements saisonniers, et pourrait même aller jusqu'à engendrer des retours.

Or, la *cuenca*, aux portes de Tarija, est fortement influencée par l'évolution de la ville. La capitale départementale, dont la croissance démographique est soutenue, s'est étalée vers le nord, mais voit son expansion bloquée par une zone érodée, aux terrains instables. Il en va de même pour son développement le long de l'axe est-ouest qui relie San Lorenzo à Concepción en passant par la ville. Dès lors, les perspectives de croissance urbaine vers la vallée de Tolomosa, située au sud, sont fort probables. On en décèle déjà les premiers signes avec l'implantation dans la partie basse de la *cuenca*, autour de la réserve de San Jacinto, de résidences secondaires luxueuses dont les propriétaires vivent à Tarija [cf. Photos H-6-a]. L'accessibilité aisée de la zone (à 10 kilomètres par routes goudronnées du centre-ville) annonce très vraisemblablement leur transformation en résidences principales. Toujours autour du lac artificiel, les communautés de Tolomosa Grande, Tolomosa Oeste et Tolomosa Centro sont les seules à connaître une variation démographique positive significative entre 1992 et 2001⁹⁰ qui découle sans doute de l'installation sur place d'habitants de la capitale. Mais le développement résidentiel de ce secteur de la vallée sera de fait amoindri par la forte érosion, le relief accidenté et l'emprise de la retenue d'eau sur les terres planes. Le second pôle de développement de Tarija dans la vallée se situera donc le long de l'axe, récemment goudronné, reliant la capitale départementale à San Andrés, communauté qui dispose d'un potentiel de terrains constructibles non disponible en ville, avec en plus un collège, un petit hôpital et une vaste place centrale qui, une fois aménagée, n'aurait rien à envier à celles d'autres petites villes boliviennes [cf. cliché 3, Photos H-2]. San Andrés et la communauté voisine de Tolomosa Norte formeraient donc une petite agglomération urbaine à 20 minutes du centre-ville de Tarija, et les localités de Turumayo et Guerra Huayco – proches de la capitale départementale – les banlieues résidentielles de la ville voisine⁹¹.

Quel sera le devenir des Tolomosains dans ce contexte ? Pour certains d'entre eux, il s'agira de

⁹⁰ Selon l'INE, taux moyen de variation annuel respectivement de 4,9 %, 2,3 % et 3,5 %, cf. Tab. D-67

⁹¹ Ce phénomène sera favorisé par la bonne réputation de San Andrés parmi les Tarijeniens qui connaissent bien la communauté grâce à la fête de la patate qui, au mois de janvier, draine un tourisme urbain considérable. Il est courant durant le reste de l'année d'entendre les citadins vanter la zone pour son calme et ses espaces verts, fruits de l'irrigation annuelle et contrastant avec la sécheresse des terres environnant la ville de Tarija.

profiter d'une diversification des activités, en investissant notamment dans le commerce de détail⁹² ou le transport, ce qui engendrera un retour des migrants et une sédentarisation des saisonniers. Pour d'autres, cela pourrait signifier un renforcement de l'émigration suite à la vente de parcelles agricoles (pour bâtir) s'ils ne parviennent pas à une reconversion professionnelle. Dans tous les cas, le besoin de modernité interviendrait moins dans les motifs d'émigration. A noter cependant que ces spéculations sur l'évolution de la vallée ne concernent pas dans l'immédiat les communautés où l'ampleur de l'émigration est la plus forte (Pinos Sud et Pampa Redonda dans le cas de notre échantillon), pour qui le modèle actuel devrait perdurer.

⁹² Lors de notre passage à San Andrés en novembre 2003, nous avons pu constater que certaines maisons du centre de la communauté, dont la construction était en attente au moment de notre enquête (février 2002), étaient sur le point de s'achever. Les commerçants de la localité nous ont informé qu'il s'agissait d'émigrants en Argentine, rentrés suite à la dévaluation du peso, qui préféraient consacrer leur temps à terminer leur logement à San Andrés. L'une de ces familles pensait par ailleurs profiter de l'emplacement central de son logement pour y ouvrir un commerce de détail. Un autre individu avait acheté une camionnette et se proposait de la louer aux personnes intéressées. Enfin, un dernier avait acquis un *trufis* (petit bus permettant le transport en commun) et effectuait les allers-retours avec la ville de Tarija. Ce dynamisme du migrant ayant réussi à thésauriser durant son expérience migratoire, pourrait avoir un impact sur le développement de la communauté en cas de diversification de ses fonctionnalités.

Conclusion Chapitre III

Ainsi, à travers l'étude de la *cuenca* de Tolomosa, est-on mieux à même de comprendre la crise des localités rurales dans les vallées centrales du Tarija, et de manière générale dans les campagnes de l'Occidente tarijénien. Confrontée aux diverses limites de son système agraire (érosion, carences en ressources hydriques, concurrence de la production argentine) – lequel constitue l'activité principale de la *cuenca* – la vallée voit son peuplement actuel fortement tributaire de stratégies migratoires. En effet, alors que l'immigration y est peu significative, la diversité et l'importance des formes d'émigration sont considérables. Ce sont essentiellement des migrations saisonnières – notamment dans les localités souffrant d'une sous-occupation de la main-d'œuvre agricole en période hivernale – et d'émigrations plus longues, dont une partie sans doute définitives – modèle que l'on retrouve dans les communautés localisées en zones particulièrement arides où le développement de l'agriculture est limité. L'ensemble de ces migrations est clairement influencé par la demande en main-d'œuvre agricole du marché argentin, plus spécifiquement dans les provinces frontalières lorsqu'il s'agit de déplacements courts, ou dans un espace plus vaste allant jusqu'à Buenos Aires pour les migrations longues. A travers les transferts d'argent qu'elles impliquent, on peut donc considérer ces stratégies migratoires comme une des activités principales de la *cuenca* contribuant au maintien d'une partie de la population rurale dans son lieu d'origine, sans pour autant en favoriser le développement.

Les emplois exercés lors de ces déplacements – quelle que soit leur durée – sont essentiellement agricoles, ce qui montre bien qu'il ne s'agit pas d'exode rural, mais d'émigration à la recherche de salaires plus avantageux. En les trouvant en Argentine, les stratégies des Tolomosains s'inscrivent dans les logiques de hiérarchie des espaces économiques, entre des régions proches ne bénéficiant ni des mêmes conditions naturelles, ni des mêmes conditions de développement (DOMENACH & PICOUE 1995). Cette relation est d'ailleurs tellement forte qu'elle rend peu signifiante les déplacements vers la ville de Tarija, qui est pourtant aux portes de la vallée, ou vers d'autres pays, contrairement à Geneviève Cortes (2000) qui souligne l'existence de courants récents entre des communautés rurales du Cochabamba et l'Espagne, Israël ou les Etats-Unis. En outre, l'insertion professionnelle en Argentine semble bonne, au point que les récents bouleversements du pays voisin n'auront sans doute pas d'effet majeur sur le modèle migratoire de la *cuenca*. Par contre, il convient de rester attentifs aux impacts possible la croissance de la capitale départementale, dont

l'étalement pourrait progressivement remettre en cause les fonctionnalités uniquement rurales de Tolomosa.

A travers cette étude, nous avons pu observer l'activité et les mouvements de population d'un modèle ancien d'organisation de l'espace, celui des campagnes traditionnelles de l'Occident. Qu'en est-il dans les systèmes émergents de l'Orient ? L'exemple de Caigua nous permettra d'illustrer un autre aspect, celui des dynamiques récentes de colonisation agricole déjà évoquées dans le chapitre II.

Chapitre IV

La colonisation agricole récente et l'émigration vers les villes boliviennes : la communauté de Caigua

A l'échelle du Tarija, la concentration de population rurale dans le piémont du département est exceptionnelle : sur une bande de terre large de 15 kilomètres et longue de 115, située entre la chaîne de l'Aguaragüe et la plaine du Chaco, la densité rurale est la plus forte du département (12,5 hab./km²) et inclut 18 des 31 localités de 500 habitants ou plus de l'Oriente tarijénien [cf. Carte II-2 et II-8]. Cette importance démographique est récente puisque jusqu'au début du XX^e siècle le piémont était essentiellement peuplé de nomades guaranis principalement adonnés à l'élevage extensif. A travers l'étude de la communauté de Caigua, localisée dans la partie septentrionale du piémont, nous nous proposons d'apporter des éléments pour expliquer cette dynamique du peuplement oriental rural du Tarija. Comme dans le cas de Tolomosa, nous prêterons une attention toute particulière aux activités de la communauté. Qu'en est-il de la colonisation agricole signalée au chapitre II ? Comment s'est formé le système agraire ? Quels types de cultures sont pratiqués ? L'élevage, traditionnel dans la région, est-il maintenu ? A travers ces questions, nous évaluerons si – comme à Tolomosa – le système productif de Caigua est en crise et, dans ce cas, si les mêmes facteurs sont en cause et les mêmes stratégies mises en place. Outre la diversification des sources de revenus, c'est une fois de plus la compréhension de l'émigration qui est primordiale. La proximité de l'Argentine (une heure de route de Caigua) pourrait favoriser les migrations agricoles, alors que celle de Villamontes (à 10 minutes de la communauté) peut au contraire se traduire par une émigration vers les villes, avec changement intersectoriel d'activité.

Dans un premier temps, nous étudierons la croissance démographique récente de Caigua, en analysant l'apport migratoire qui a contribué à peupler la localité et en signalant les principaux

facteurs qui ont régulé ces déplacements de population (I). Ensuite, nous nous interrogerons sur la situation actuelle de la colonisation agricole, principal moteur de la croissance caiguanaise, en tentant de mesurer la viabilité de ce système (II). Nous nous demanderons ainsi dans quelle mesure on assiste à une diversification des activités dans la communauté et mettrons alors en lien les éventuelles limites ou évolutions détectées avec l'étude de l'émigration depuis Caigua (III). Ainsi, nous serons conduits à questionner une hypothétique instabilité du peuplement de la communauté : pourquoi et dans quelle mesure la fonction réceptrice d'une immigration récente est-elle complétée par un rôle redistributeur ?

Au cours de ce chapitre, nous serons régulièrement amenés à nous référer aux données provenant de l'enquête Envil 2002, plus précisément à celles concernant la localité de Caigua¹. On pourra se reporter au Texte E-1 pour la méthodologie de ce travail de collecte. Notre enquête, réalisée le vendredi 5 juillet 2002, a recensé 344 personnes réparties dans 72 foyers (soit 4,77 personnes par foyer). Comme on peut le remarquer sur le tableau IV-1, l'effectif des sous-populations employées sera parfois faible, ce qui limitera le croisement de nos données et nous encouragera parfois à une certaine prudence dans nos analyses.

Nous serons exploiterons également les données de l'INE, notamment celles du recensement de septembre 2001 (réalisé à une époque comparable à celle de notre enquête, en période de cultures hivernales). La population de Caigua était alors de 708 personnes distribuées dans 155 foyers (soit une moyenne proche de notre enquête de 4,56 personnes par foyer). Lors du recensement de 2001, seule une personne déclare vivre dans un autre lieu² ; les données de l'INE concernent donc dans leur quasi-totalité des Caiguanais.

Tab. IV-1: Envil 2002 / Caigua – Principales sous-population selon sexe et lieu de naissance

	selon lieu de naissance						total		
	natifs			non natifs			hommes	femmes	total
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total			
chefs de famille	12	1	13	56	3	59	68	4	72
total des individus âgés de moins de 15 ans	47	48	95	24	24	48	71	72	143
total des individus âgés de 15 ans et plus	28	32	60	79	62	141	107	94	201
total de la population enquêtée	75	80	155	103	86	189	178	166	344

Source : Envil 2002

¹ En effet, le projet Envil 2002 englobait plusieurs localités : Villamontes, Caraparí et Caigua.

² Rappelons qu'il s'agit d'un recensement de fait, les personnes présentes ce jour-là sont recensées, qu'elles soient originaires de la localité ou non.

Carte IV-1 : dép. Tarija / piémont Nord – Localités, réseau hydrographique et voies de communication



Sources : données (recensement 2001, INE 2002 b), fond de carte (photo satellite Landsat, juin 1997)

CM 2005

I - L'immigration et l'agriculture, moteurs de développement

Sans qu'il soit possible de dater précisément la création de la communauté de Caigua, il semblerait que les premiers habitants se soient installés après la guerre du Chaco (1936, cf. chap. I)³. En outre, ne disposant pas d'informations sur la population de la localité lors du recensement INE de 1950, c'est à partir de celui de 1976 que nous pouvons quantifier la croissance de Caigua⁴. Cette année-là, la communauté compte 307 habitants, effectif qui passe à 583 individus en 1992 et atteint les 708 habitants en 2001. On relève donc une très forte croissance démographique entre 1976 et 1992 (croît annuel moyen de 4,1 %⁵) qui ralentit entre 1992 et 2001 (taux moyen de variation annuel de 2,2 %). Sur l'ensemble de la période (1976-2001), l'accroissement de Caigua est donc soutenue (3,4 % de croît annuel moyen), le double de la croissance annuelle de la population rurale de la province Gran Chaco (taux moyen de variation annuel de 1,7 % sur la même période) et 3,4 fois celle de la population rurale du département du Tarija (1,0 %) [cf. Tab. E-3]. Pour interpréter cette progression, nous emploierons nos enquêtes, notre connaissance du terrain et les informations disponibles sur la région. Dans un premier temps, nous nous attacherons à qualifier l'importance de l'immigration vers Caigua en déterminant les grandes phases de peuplement de la communauté et en tâchant de mesurer son aire d'attraction (A). Afin d'expliquer ces mouvements de population, nous détaillerons ensuite les motivations de cette immigration et tenterons de les lier à l'histoire récente de Caigua et de son espace régional (B).

³ En effet, l'installation du père de l'actuel *corregidor* (représentant du sous-préfet) de la communauté, Pastor Garay, remonte à cette époque. Après avoir participé à la guerre du Chaco, il avait repéré le potentiel agricole sous-exploité du piémont Nord et plus particulièrement de Caigua. Toujours selon le *corregidor*, la communauté ne comptait alors que quelques familles.

⁴ Ces données, produites par l'INE, ont nécessité le recours à diverses sources d'information. Pour celles de 1976 c'est le diagnostic du *municipio* de Villamontes, document réalisé sous la houlette de Zonisig (ZONISIG-APDS 2000), qui nous a renseigné quant aux effectifs. Pour 1992, l'INE a diffusé une liste de cantons très détaillée, l'un d'entre eux correspondant à Caigua. Enfin, pour 2001, ce sont les données du Tarija par localité (INE 2002 b) que nous avons employées.

⁵ Il faut cependant souligner la faiblesse de la variation nette de cette croissance (276 individus).

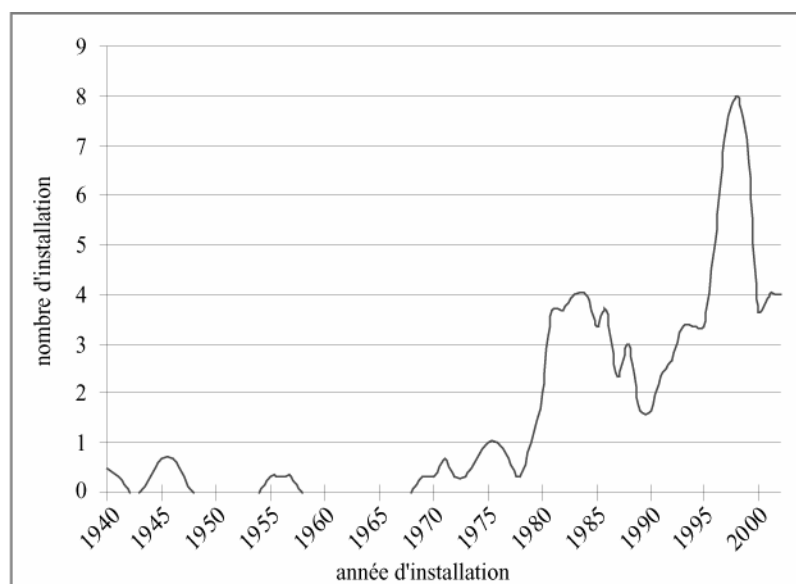
A - Une attractivité croissante

Caigua est un village indéniablement peuplé par des migrations récentes : 81,9 % des chefs de ménage sont nés en dehors de la localité, 47,8 % si on se limite aux autres membres du foyer [cf. Tab. E-4]. Nous nous attacherons ci-dessous à aborder d'une manière descriptive l'étalement de ces arrivées dans le temps et à préciser les principaux lieux de provenance.

1 - Trois cycles d'immigration

A la différence d'Entol 2002, le questionnaire d'Envil 2002 prévoyait un précieux module pour l'analyse de l'immigration des individus âgés de 15 ans et plus au moment de l'enquête (141 cas) [cf. Quest. E-10]. Afin d'éviter les distorsions entraînées par la non collecte d'information au sujet des personnes âgées de moins de 15 ans au moment de la collecte⁶, nous ne prendrons en compte que celles arrivées à l'âge de 15 ans et plus dans la communauté (soit 98 cas⁷).

Fig. IV-1 : Envil / Caigua – Individus installés à l'âge de 15 ans et plus selon l'année d'arrivée



98 installations représentées
Source : Envil 2002

lissage des données par 3

CM 2005

⁶ C'est-à-dire que les individus installés à l'âge de moins de 15 ans avant 1987 seraient pris en compte (car âgés de 15 ans et plus en 2002) alors que ceux installés entre 1987 et 2002 ne le seraient pas.

⁷ Sur les 141 non natifs âgés de 15 ans et plus au moment de l'enquête, 38 se sont installés à l'âge de 14 ans ou moins, et dans 5 cas, cette information n'est pas renseignée.

De l'observation de la figure IV-1 se dégagent trois grandes périodes d'installation [cf. page précédente]. Jusqu'en 1980, les arrivées sont peu nombreuses, tout au plus peut-on noter un léger accroissement à partir de 1970. Durant les années 80, elles connaissent une très forte augmentation qui culmine entre 1981 et 1986, mais la fin de la décennie est marquée par leur franche diminution. La reprise s'effectue lentement au début des années 90 : accroissement des installations en début de période qui se traduit par un pic exceptionnel en 1997-1998 pour être suivi d'une nette baisse à partir de l'année 2000⁸.

Le cycle des arrivées selon Envil 2002 suit donc de manière générale celui de la croissance de la population selon l'INE. Il faut cependant noter qu'il n'y a pas beaucoup plus d'installation en 1976-1992 qu'en 1992-2001⁹, différence pourtant relevée lors de l'analyse de la croissance démographique de la communauté selon l'INE. Cette nuance pourrait laisser supposer qu'une partie des individus installés à Caigua entre 1976 et 1992 aurait depuis quitté la communauté, phénomène que nous ne pouvons étudier dans le cadre de notre enquête rétrospective (qui ne tient compte que des individus vivant dans la localité au moment de la collecte des données).

Cette brève présentation diachronique des courants migratoires nous pousse à discerner trois phases d'installation : avant 1980 (10 installations), durant les années 80 (32) et entre 1990 et 2002 (56). La faiblesse des effectifs de la première période nous encourage cependant à ne retenir que deux groupes pour cette analyse : les individus installés jusqu'en 1989 (42 cas) et ceux qui sont arrivés à partir de 1990 (56 cas). Nous nous pencherons maintenant sur les lieux de provenance des immigrants, et vérifierons l'existence d'une corrélation éventuelle selon les époques.

2 - L'élargissement de l'aire d'attraction

Ce sont les lieux de provenance qui nous permettront de circonscrire l'aire d'attractivité de Caigua. En effet, ils correspondent au dernier lieu de vie avant l'arrivée dans la communauté sont ainsi utiles pour étudier la corrélation entre l'espace (dernier lieu de vie avant d'immigrer) et la date d'installation dans la localité. Pour les 98 individus arrivés à l'âge de 15 ans et plus dans la communauté, les lieux de provenance sont composés de la manière suivante :

- des lieux de naissance, pour ceux qui ne déclarent pas de migration avant l'installation dans la communauté (62 cas) ou qui en déclarent une, mais dont la durée entre la fin de l'événement migratoire et l'arrivée à Caigua est soit supérieure ou égale à 5 années soit inconnue¹⁰ (8 cas).

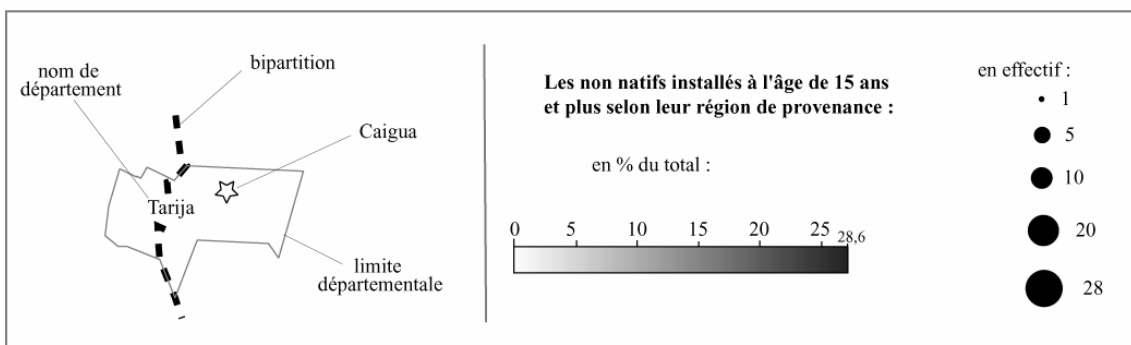
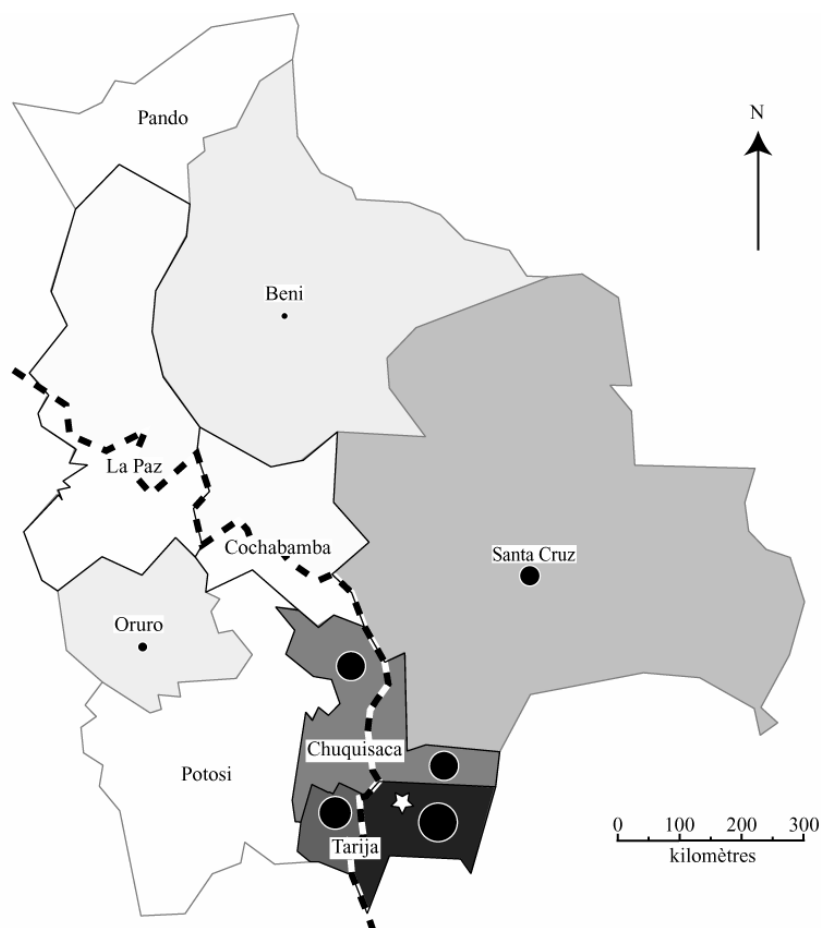
⁸ Attention cependant au biais concernant 2002. Vu que notre enquête s'est déroulée au mois de juillet, nous pouvons supposer que nous ne disposons que d'une partie des installations à Caigua cette année-là.

⁹ Notre question ayant omis le mois d'installation, difficile de pouvoir comparer avec exactitude les dates d'arrivées selon Envil 2002 avec celles des recensements, qui se sont généralement déroulés en milieu d'année.

¹⁰ Pour rappel, en dehors de la communauté de Caigua et des lieux de migrations déclarés, on suppose que la personne est retournée vivre dans son lieu de naissance.

• des lieux de dernière migration précédant l'installation pour ceux qui en déclarent une lorsqu'elle s'est achevée peu de temps avant l'arrivée à Caigua¹¹ (28 cas).
 Par ailleurs, la faiblesse des effectifs traités nous contraint à ne pas analyser les données relatives aux lieux d'origine et de migrations indirectes.

Carte IV-2 : Bolivie – Non natifs de Caigua installés à l'âge de 15 ans et plus selon leurs lieux de provenance

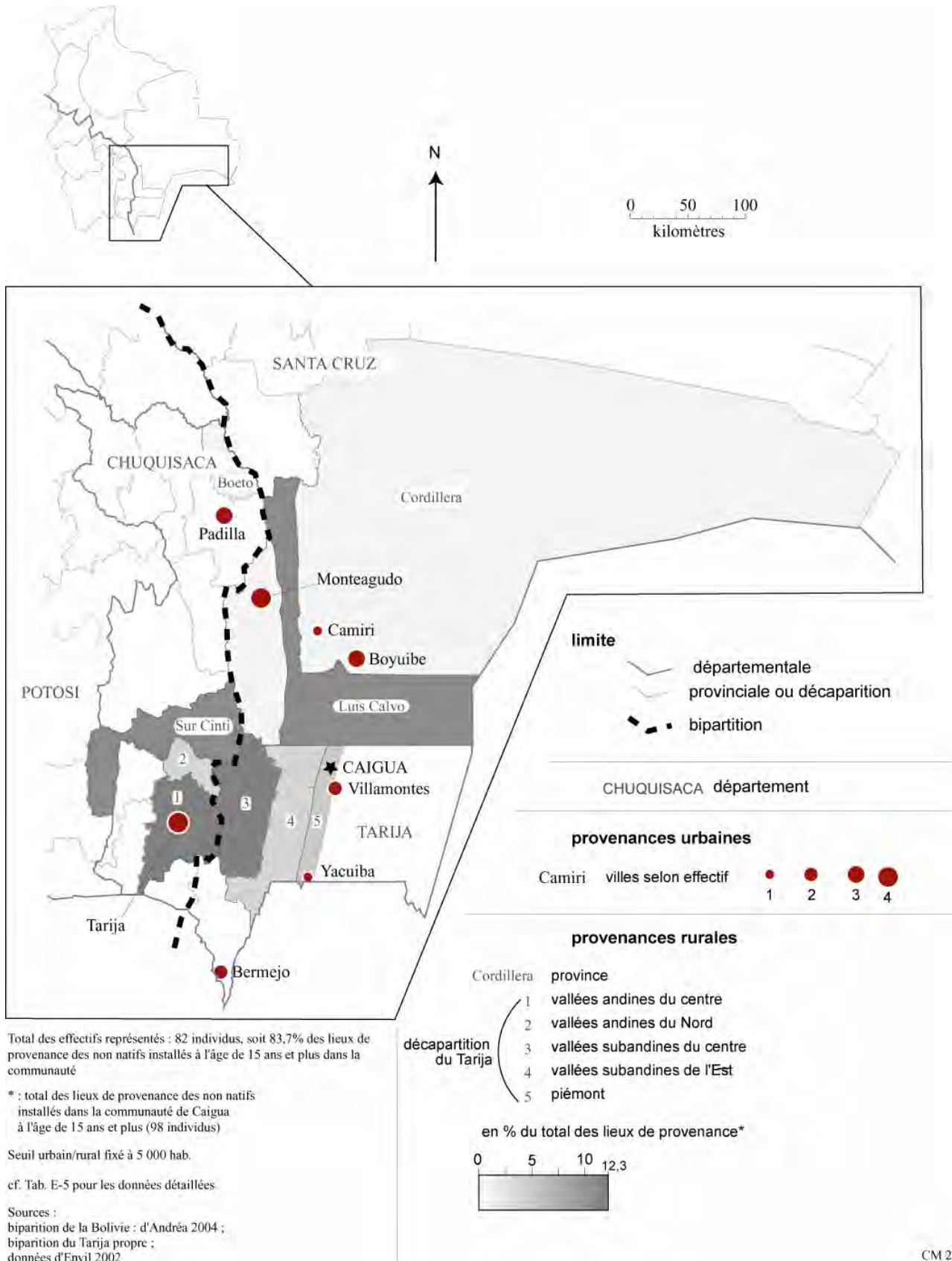


Sources : bipartition de la Bolivie : d'Andréa 2004 ; bipartition du Tarija propre ; données d'Envil 2002

cf. Tab. E-5 pour les données détaillées
 CM 2005

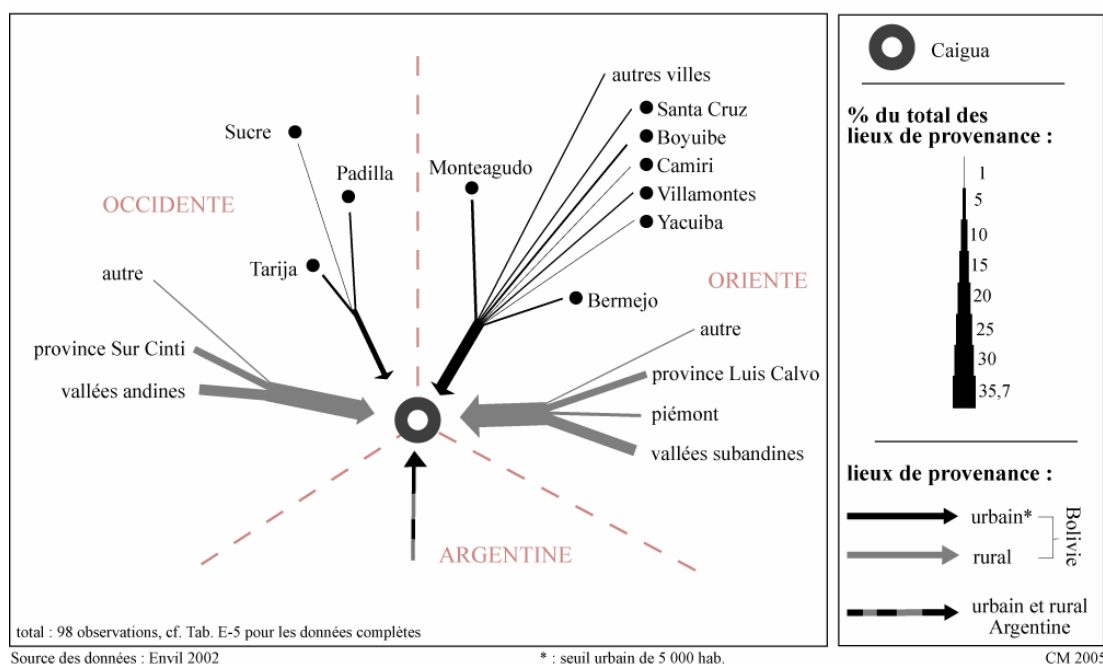
¹¹ Moins de 5 ans en l'occurrence. On notera qu'en grande majorité, elle est de moins d'un an (17 cas) ou de moins de 2 ans (21 cas).

Carte IV-3 : Sud-Est bolivien – Non natifs de Caigua installés à l'âge de 15 ans et plus selon leurs lieux de provenance



CM 2005

Fig. IV-2 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon leurs lieux de provenance



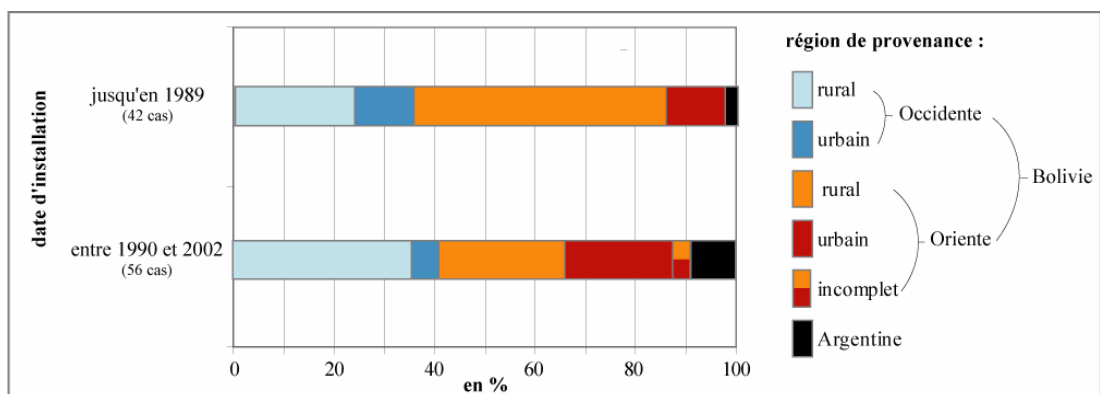
Les lieux de provenance des immigrants de Caigua sont variés [cf. Fig. IV-2 ci-dessus]. En effet, si ceux qui viennent de l'Orient bolivien sont majoritaires (55,1 % de l'ensemble des observations, cf. Tab. E-5), l'Occidente du pays concentre tout de même plus d'un tiers des provenances (38,8 %) et l'Argentine la minorité restante (6,1 %). Autre constatation, les non natifs proviennent en grande majorité de l'espace rural bolivien (66,3 % de l'ensemble des lieux de provenance, cf. Tab. E-6) mais aussi de localités urbaines (25,5 %, essentiellement de petites villes orientales : 17,3 %). Mais, plus que la diversité des provenances selon la bipartition et le milieu d'habitat, c'est l'importance des migrations de proximité qu'il faut retenir [cf. Carte IV-2]. En effet, sur l'ensemble des 98 immigrants étudiés, 86,7 % proviennent du Tarija, du Chuquisaca ou du sud de la province Cordillera¹² (située dans la partie méridionale du Santa Cruz, à moins de 100 kilomètres de la localité étudiée), soit d'un espace proche de Caigua [cf. Tab. E-5].

Comment qualifier plus précisément ces migrations de proximité ? La Carte IV-3 nous permet de visualiser deux courants majeurs [cf. ci-contre]. D'une part, les lieux de provenance orientaux ruraux sont essentiellement concentrés dans les vallées subandines du centre (dép. Tarija) et dans la province voisine de Luis Calvo (dép. Chuquisaca). Dans une moindre mesure, les vallées subandines orientales et le piémont contribuent aussi au peuplement de la communauté. Enfin, des individus viennent également de Monteagudo, Camiri, Boyuibe, Villamontes, Yacuiba et Bermejo, des petites villes de l'Orient bolivien. D'autre part, les provenances occidentales sont importantes à partir des vallées andines du

¹² Plus précisément 5,1 % dont 1,0 % de la ville de Camiri, 3,1 % de celle de Boyuibe et 1,0 % d'une localité rurale de Cordillera.

Tarija (surtout celles du centre) et de la province de Sur Cinti. Les migrants provenant des villes de Padilla et Tarija (Occidente bolivien) constituent un mouvement mineur du peuplement de Caigua.

Fig. IV-3 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs arrivés à l’âge de 15 ans et plus selon l’année d’installation et la région de provenance



Source : Envil 2002

cf. Tab. E-6 pour les données détaillées

CM 2005

Les lieux de provenance ont-ils évolué selon les principales phases d’installation précédemment signalées ? Exactement la moitié (50,0 %) des individus installés avant 1990 provenait des campagnes de l’Orient bolivien, alors que cette proportion n’est que de 25,0 % pour ceux arrivés à partir de 1990 [cf. Fig. IV-3 ci-dessus et Tab. E-6]. Au contraire, l’immigration depuis des localités rurales de l’Occidente ne représentent que 23,8 % du total des installations avant 1990 pour s’élever à 35,7 % durant la période suivante. Cette augmentation concerne également les arrivées en provenance de villes orientales (11,9 % dans la première période, 21,4 % dans la seconde) et de l’Argentine (2,4 % et 8,9 %).

Nous avons donc décrit avec précision les principaux courants migratoires qui ont contribué au peuplement de Caigua. D’une part, on aura noté une évolution récente et irrégulière de l’immigration : les premières installations signalées remontent au milieu du XX^e siècle, mais ce n’est qu’à partir de années 80 qu’on recense une augmentation sensible du nombre d’arrivées suivie d’une accalmie au début de la décennie suivante et d’une forte reprise au cours des années 90, puis d’une nouvelle diminution à partir de l’an 2000. D’autre part, l’évolution des lieux de provenance est révélatrice d’un élargissement de l’aire d’attraction de Caigua. Traditionnellement (avant 1990), la communauté a plutôt attiré des individus provenant de zones rurales orientales proches, même si des arrivées depuis les campagnes occidentales avaient déjà cours. Par la suite, durant les années 90, ces provenances se sont diversifiées, laissant une place significative aux individus venant des localités rurales des vallées andines du Tarija ou du sud du Chuquisaca, mais aussi de petites villes de l’Orient bolivien et d’Argentine. Nous nous attacherons maintenant à apporter des éléments d’explication à ces principaux mouvements migratoires qui ont contribué au peuplement de Caigua.

B - Les facteurs d'une dynamique de valorisation inédite

L'immigration est donc au centre de la croissance démographique de la communauté de Caigua, ce qui est le signe d'un dynamisme rural récent du piémont tarijénien et qui contraste avec le peuplement ancien des vallées andines [cf. chap. III]. Pourquoi la communauté de Caigua constitue-t-elle un petit centre d'attraction régional ? Nous allons tenter d'y apporter des éléments de réponse puis nous reviendrons sur les différentes vagues d'arrivées, en évoquant certains facteurs qui peuvent aider à comprendre l'évolution de ces cycles migratoires.

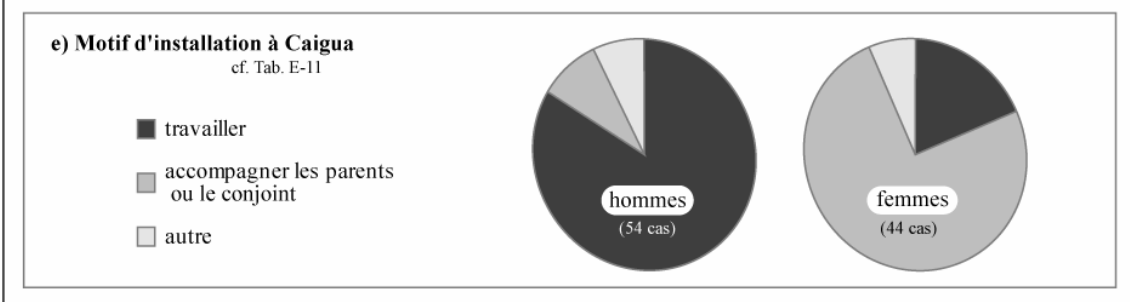
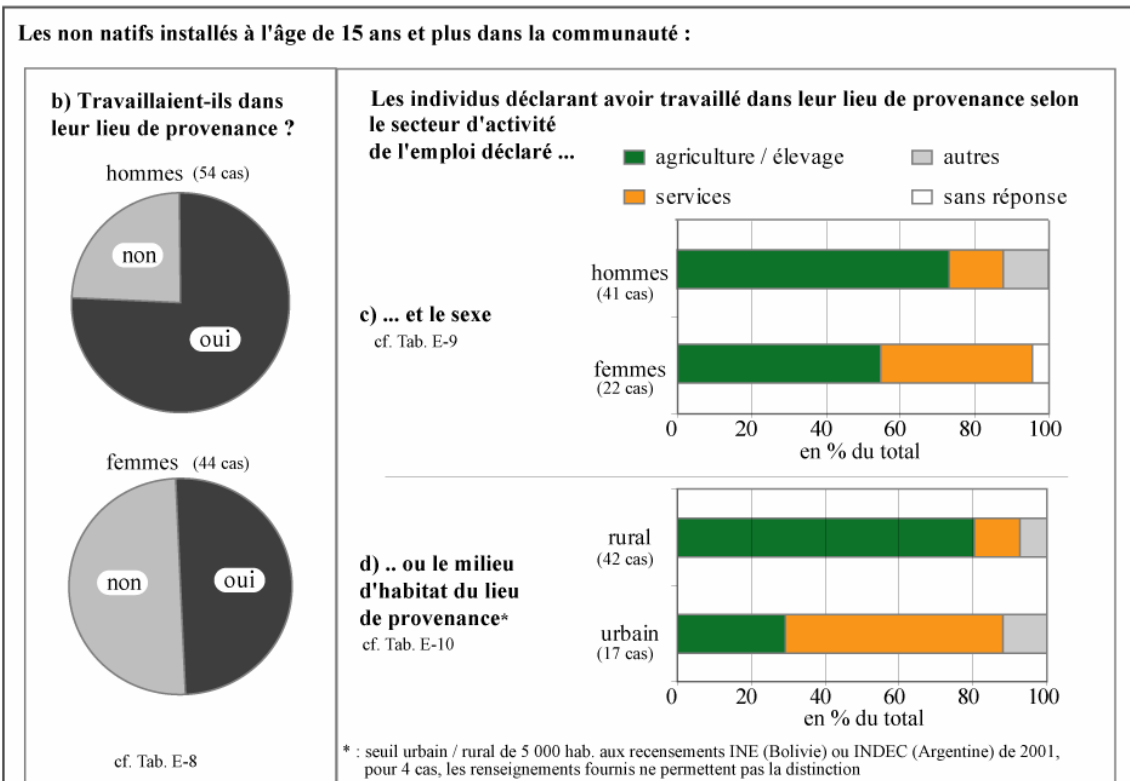
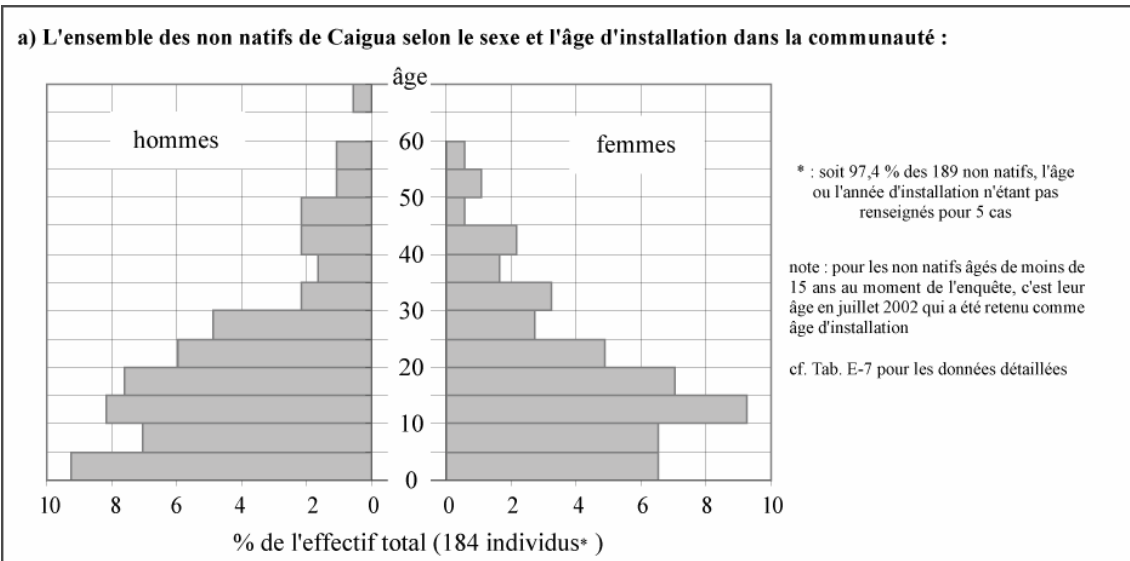
1 - L'immigration d'une population jeune et active

Afin de qualifier la population immigrée, nous emploierons le module « installation » de la fiche individuelle [cf. Quest. E-10] qui recense l'occupation professionnelle de l'enquêté dans son lieu d'origine, son statut civil lors de l'arrivée à Caigua et la motivation de son installation. Si cette dernière est liée au travail, on a alors enregistré le secteur d'activité et la catégorie d'emploi occupé.

L'immigration a insufflé une population jeune dans la communauté [cf. Fig. IV-4-a en page suivante]. En effet, 45,5 % des non natifs sont âgés de moins de 15 ans lors de leur installation dans la localité¹³, 32,3 % de 15 à 29 ans et 12,7 % de 30 à 44 ans [cf. Tab. E-7]. Ces données supposent une immigration composée de familles dont les parents sont jeunes et accompagnés d'enfants en bas âge. Cependant, la situation est plus complexe puisque les non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus à Caigua (98 cas) sont en large majorité (55,1 %, 54 cas) des hommes, tendance amplifiée si on se limite à ceux qui sont arrivés avant 1990 (57,1 %, 24 des 42 non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus avant cette année étaient des hommes). Cela signifie-t-il que l'immigration familiale est complétée par l'arrivée de célibataires masculins ? Oui, dans la mesure où sur les 54 hommes non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus à Caigua, 55,6 % (30 cas) ne vivaient pas en couple lors de leur arrivée, proportion qui n'est que de 36,4 % pour les femmes.

¹³ On aura noté sur la figure IV-4-a un déficit de filles âgées de moins de 10 ans. Nous ne le commenterons pas, car la faiblesse des effectifs (cette sous-population concerne 24 cas, cf. Tab. E-7) et l'absence de l'âge d'installation (pour celles qui étaient âgées de moins de 15 ans lors de l'enquête) rendent difficile une analyse de cette finesse.

Fig. IV-4 : Envil 2002 / Caigua – Sexe et âge d’installation de l’ensemble des non natifs ; occupation professionnelle et motif d’installation des migrants arrivés à l’âge de 15 ans et plus



L'immigration vers Caigua est donc le fait d'une population de jeunes hommes célibataires (tendance importante avant 1990) ou de familles s'installant avec leurs enfants. Pour la suite de notre analyse, on ne retiendra que les non natifs âgés de 15 ans et plus lors de leur installation (98 cas), à savoir les plus susceptibles d'effectuer une migration professionnelle vers la communauté. Il s'agit d'une population ayant un fort taux d'activité dans son lieu de provenance¹⁴ puisque 64,3 % déclarent y avoir travaillé, proportion qui est de 75,9 % pour les hommes, 50,0 % pour les femmes [cf. Tab. E-8 et Fig. IV-4-b]. Les emplois occupés dans leurs derniers lieux de résidence sont en grande majorité agricoles (66,7 %) même si la part des personnes ayant travaillé dans les services est significative (19,0 %) [cf. Tab. E-9]. Ce sont les femmes et les individus de provenance citadine qui constituent cette minorité de personnes travaillant dans le secteur tertiaire, puisque 40,9 % de la population féminine installée à l'âge de 15 ans et ayant travaillé dans son lieu de provenance déclare avoir occupé un emploi lié aux services, proportion qui est de 47,1 % si on se limite à ceux (tous sexes confondus) provenant de villes [cf. Tab. E-9 et E-10, Fig. IV-4-c et IV-4-d]. Enfin, retenons que ces immigrés âgés de 15 ans et plus lors de leur installation sont en majorité venus pour travailler (54,1 %), proportion qui s'élève à 83,3 % pour les hommes (18,2 % pour les femmes dont 75,0 % déclarent être venues pour accompagner leurs parents ou leurs maris) [cf. Tab. E-11, Fig. IV-4-e].

L'immigration vers Caigua est donc principalement structurée autour de l'arrivée de jeunes adultes, déjà très actifs dans leurs lieux de provenance et qui se rendent à Caigua pour raisons professionnelles (les hommes) ou pour accompagner leurs familles (les femmes). Mais en quoi la communauté est-elle un centre d'attraction pour ces immigrés ?

2 - Peuplement et contexte du développement agricole

Sur les 53 individus venus à l'âge de 15 ans et plus à Caigua pour y travailler, 79,2 % l'ont fait dans l'agriculture [cf. Tab. E-12]. Il convient donc d'expliquer une telle attractivité du secteur primaire dans la communauté. Pour cela, nous ne traiterons pas de la situation actuelle de l'agriculture – elle sera abordée dans la deuxième section de ce chapitre – mais nous proposerons une approche historique du développement de Caigua (essentiellement à travers l'évolution de sa fonction agricole) en essayant d'établir le lien avec les grandes phases de peuplement précédemment décelées.

Jusqu'au milieu du siècle dernier, l'activité agricole du piémont Nord était restreinte à la présence de cultures éparées non irriguées (ZONISIG-APDS 2000). Cette situation s'explique par les traditions des autochtones de la région – des nomades pratiquant essentiellement l'élevage [cf.

¹⁴ Quand le lieu de provenance correspond au lieu de naissance, ce sont les questions 1 et 2 du module A de la fiche individuelle : « Travaillez-vous dans votre lieu d'origine ? » et « Quel travail faisiez-vous ? » qui sont employées [cf. Quest. E-10]. Quand le lieu de provenance correspond à la dernière migration, c'est le motif de cet événement qui est retenu [cf. Quest. E-11].

chap. I] – mais aussi par l'éloignement de tout marché conséquent et par le mauvais état des voies de communication, freins évidents à l'essor d'une agriculture de type commercial. Il est difficile de savoir quand ce paysage rural a changé dans la communauté, mais on peut supposer un impact déterminant de la réforme agraire de 1953 [cf. chap. II] qui a favorisée l'implantation de colons en distribuant des droits à cultiver. Selon le diagnostic de Zonisig (ZONISIG-APDS 2000), c'est à partir de la mise en place de ce système que l'immigration vers le piémont Nord s'est développée, en provenance des vallées andines et subandines du Tarija et du Chuquisaca. Ce sont ces mêmes mouvements migratoires vers Caigua que nous avons décelés à partir des années 70 [cf. *supra*], lorsque s'établissent des immigrés depuis des localités rurales de la Bolivie orientale (vallées subandines du centre du Tarija et province Luis Calvo du Chuquisaca, située dans le prolongement septentrional de l'Oriente tarijénien, cf. Carte IV-3 ci-avant). Ces régions, traditionnellement tournées vers une agriculture diversifiée (maïs, arachide, citriques) extensive ou intensive irriguée (INE 1999), souffrent d'un manque d'accessibilité aux marchés (ZONISIG-APDS 2000), ce qui aurait limité leur développement agricole et constitué le cœur des motifs d'émigration. En se rendant à Caigua, les individus originaires de ces contrées ont procédé à des transferts de technologies, notamment en ce qui concerne la maîtrise des techniques d'irrigation [cf. Photos H-12-b], et ont ainsi favorisé le développement agricole du piémont et contribué à renforcer son attractivité.

Mais c'est véritablement au cours des années 80 que l'immigration s'est accélérée. Le paysage agraire de Caigua est alors marqué par l'ouverture de la raffinerie de Villamontes¹⁵ et les projets publics d'aide au développement agricole qui l'accompagnent (mise en place d'un système d'irrigation, aménagements des terres pour l'agriculture et autres aides financières et techniques) (ZONISIG-APDS 2000). Pourtant, comme on l'a vu, l'exploitation de la raffinerie s'est rapidement avérée être un échec, elle n'a jamais dépassé les 15 % de sa capacité de production (CEDLA 1988) et les projets d'aides ont été interrompus. Ainsi, on peut supposer que la crise de la raffinerie est en partie responsable de la baisse des arrivées observée à partir de 1987, l'attractivité de la région en ayant pâti. Cette diminution pourrait aussi être expliquée par l'épuisement des terres à distribuer vers la fin des années 80, comme nous l'ont signalé les autorités de la communauté (nous reviendrons sur ce point dans la section suivante).

Cependant, le nombre d'installations à Caigua augmente de nouveau fortement à partir de 1990. Le développement agricole de la communauté a pu alors bénéficier de l'asphaltage de la route Yacuiba – Camiri, le long du piémont, achevée en milieu de décennie. Ainsi l'ouverture de cette voie goudronnée remplace avantageusement une piste en très mauvais état, peu praticable en période de pluie, et ouvre donc l'accès à de nouveaux marchés : la communauté se retrouve alors à

¹⁵ Implantée en 1974, nous pouvons supposer son implication dans les premières installations de migrants dès 1975.

20 minutes de Villamontes (11 086 hab. selon le recensement INE de 1992), à 90 minutes de Yacuiba (30 912 hab. en 1992, porte d'entrée vers l'Argentine) et à 3 heures de Camiri (27 971 hab. en 1992). Cependant, si l'ouverture de la route a favorisé dans un premier temps l'agriculture commerciale à Caigua, elle a pu aussi dans un second temps mettre en concurrence la communauté avec d'autres zones productrices. En outre, la demande du marché de Yacuiba, en forte augmentation jusqu'en 1998 suite à la croissance démographique de la ville, a ensuite considérablement diminué [cf. chap. II]. Enfin, le diagnostic du *municipio* de Villamontes (ZONISIG-APDS 2000) signale également certains effets néfastes de la Nueva politica economica (NPE)¹⁶ mise en place dans les années 80 et dont les répercussions négatives (concurrence des cultures industrielles argentines notamment) se sont fait sentir dans les années 90. Ces trois facteurs ont pu contribuer à la nouvelle diminution de l'attractivité du secteur agricole de Caigua et ainsi à la baisse des installations notée à partir de l'année 2000.

L'installation de familles pionnières à Caigua remonte à la première moitié du XX^e siècle, mais ce n'est que récemment (à partir des années 70) que la croissance de la communauté a connu une évolution significative. Exerçant tout d'abord son attractivité sur des espaces ruraux voisins en butte à des difficultés de développement agricole, la localité a ensuite accueilli des individus de provenances plus diversifiées, notamment les vallées andines du Tarija et le sud du Chuquisaca, elles-mêmes confrontées à une crise agraire [cf. chap. II et III]. Il semblerait ainsi que le peuplement de la communauté découle directement de la phase critique traversée par le secteur rural bolivien, les migrants cherchant à tirer profit de ressources agricoles d'une région jusque là sous-exploitée et mieux desservie. Cependant, le pouvoir d'attraction de Caigua ne se limite pas à ces zones rurales proches, puisqu'elle concerne aussi de petites localités urbaines, voire même l'Argentine, soulignant ainsi l'importance de l'attractivité exercée par la communauté sur une population jeune et active. Les pratiques agricoles de la localité ont alors été bouleversées par les transferts technologiques des nouveaux arrivants (en grande majorité des agriculteurs attirés par le potentiel de ce secteur à Caigua¹⁷) à l'origine notamment d'un développement de l'irrigation. La croissance du secteur primaire a également profité de la concrétisation d'un projet agro-industriel dans la ville voisine de Villamontes et de l'amélioration récente des voies de communication.

¹⁶ La NPE, mise en place par le gouvernement de Paz Estensoro en 1985, limite considérablement les aides gouvernementales et le protectionnisme. Ainsi, les importations sont libres et sujettes à une taxe unique de 10 %.

¹⁷ On peut en effet supposer que c'est l'agriculture qui domine largement les motivations d'installation dans la communauté. L'hypothèse du diagnostic de Zonisig (ZONISIG-APDS 2000) évoquant le rôle de Caigua comme zone de refuge de populations autochtones en provenance de la plaine du Chaco n'a pas été vérifiée lors de notre analyse. Par ailleurs, le développement des activités en rapport avec les hydrocarbures dans la communauté ne peut directement avoir une corrélation avec sa croissance démographique [cf. Texte E-2 pour plus de détail].

Cependant, on a souligné l'existence de limites à ces progrès, notamment en ce qui concerne la récente carence en terres à distribuer, la fermeture de la raffinerie d'oléagineux ou la concurrence des cultures industrielles argentines. Ces limites expliquent le ralentissement des nouvelles installations dans la communauté – phénomène notamment marquant à partir de l'an 2000 – et signale une possible crise du secteur agricole à Caigua que nous nous proposons à présent d'aborder.

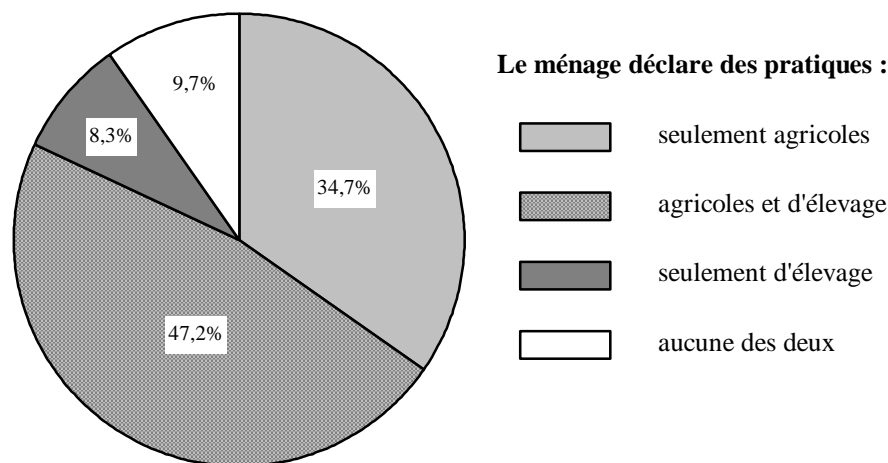
II - Les limites actuelles de la colonisation agricole

Les conditions naturelles du piémont Nord du Tarija (climat relativement humide : précipitations annuelles de 1 000 à 1 200 mm, cf. Carte II-4 ; sols fertiles ; irrigation par eau de surface possible toute l'année) ont suscité une diversification progressive des activités, l'élevage traditionnel ayant été complété par l'agriculture (ZONISIG-APDS 2000). Comment cette mutation s'est-elle produite dans le cas de la communauté de Caigua ? Afin de répondre à cette question, nous nous attacherons tout d'abord (A) à qualifier l'importance et la diversité du secteur primaire aujourd'hui, en focalisant sur l'insertion des immigrants au système productif caiguanais. Nous nous concentrerons ensuite (B-1) plus particulièrement sur la question foncière dans la communauté afin de mettre en évidence les principales évolutions locales dans la redistribution des terres, élément très instructif quant au peuplement. Nous terminerons alors notre étude en mesurant la dépendance des Caiguanais vis-à-vis du secteur primaire, et nous aborderons la question de la diversification des activités (B-2). D'une manière générale, nous nous interrogerons régulièrement sur les différences et similitudes avec le modèle productif de Tolomosa [cf. chap. III]

Au cours de cette analyse, nous utiliserons essentiellement des données provenant du module 5 de la fiche ménage « foncier et utilisation de la terre » de l'enquête Envil 2002 [cf. Quest. E-6]. Ce module est basé sur celui d'Entol 2002 qui s'était avéré performant lors de notre enquête de la vallée de Tolomosa [cf. chap. III]. Cependant, notre mission exploratoire à Caigua [cf. Texte E-1] nous a laissé supposer une importance toute particulière de l'élevage pour les ménages de la communauté, et ceci dans des proportions plus importantes qu'à Tolomosa. Ainsi, nous souhaitons pouvoir bien différencier les terres agricoles de celles mises en pâturage. Les questions relatives au foncier (superficie, statut, mode d'acquisition) ont donc été posées à deux reprises : tout d'abord pour l'élevage et ensuite pour les cultures.

A - Une communauté structurée par l'agriculture

Fig. IV-5 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon qu'ils déclarent des pratiques agricoles et/ou d'élevage



Source : Envil 2002

Effectif total de 72 ménages, cf. Tab. E-16 pour les données détaillées

CM 2005

A Caigua, l'essentiel des ménages enquêtés déclare des cultures agricoles (81,9 % : 34,7 % seulement des cultures, 47,2 % des cultures et de l'élevage) alors que seule la moitié possède des animaux d'élevage (55,5 % : 8,7 % seulement de l'élevage, 47,2 % animaux et cultures) [cf. Fig. IV-5 ci-dessus et Tab. E-16]. Autre constatation, sur les 104 individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête, 69,2 % ont occupé un emploi en rapport avec l'agriculture¹⁸, et seulement 1,9 % en rapport avec l'élevage [cf. Tab. E-14]. Cependant, la répartition de la surface agropastorale entre terres destinées à l'agriculture ou à l'élevage laisse apparaître un déséquilibre en faveur de la deuxième catégorie. En effet, le total des terres agricoles est de 233 hectares alors que celui de l'élevage est de 325,5 hectares [cf. Tab. E-17]¹⁹. Nous analyserons tout d'abord brièvement la situation paradoxale de l'élevage dans la communauté, car il demande de vastes superficies de pâturage mais peu de personnel et semble ainsi pratiqué de manière extensive. Dans un deuxième temps, nous décrirons brièvement la pratique de l'agriculture à Caigua, qui est assurément l'activité principale de la communauté. Nous proposerons ensuite comme troisième point une vision diachronique de l'évolution du système agraire dans la communauté en tentant de comprendre l'impact des immigrés sur son développement.

¹⁸ Au sens culture de champs, maraîchage, potagers.

¹⁹ Pour les terres agricoles, il s'agit du total des terres destinées à cet usage par des foyers déclarant des cultures. Pour les terres d'élevage, il s'agit du total des terres destinées à cet usage par les foyers déclarant des animaux d'élevage [cf. Quest. E-6].

1 - L'élevage, activité marginale et extensive

Les familles possédant des animaux d'élevage déclarent essentiellement des bovins (65,0 %, cf. Tab. E-18) et du petit bétail²⁰ (82,5 %, cf. Tab. E-19). En outre, un peu moins de la moitié a au moins un cheval ou un âne (47,5 %, 19 des 40 foyers possédant du bétail) sans que la taille du cheptel ne dépasse jamais les 10 têtes, ce qui nous laisse supposer qu'il s'agit là d'animaux de trait ou de transport. Pour déterminer l'importance de l'élevage à Caigua, nous nous concentrerons donc plutôt sur les deux catégories principales.

Sur l'ensemble des ménages pratiquant l'élevage, 34,5 % (15 cas sur 40) ne déclarent pas de terres associées à cette activité. Tous possèdent du petit bétail (essentiellement dans de petites quantités : 80,0 % ne déclarent pas de troupeaux supérieurs à 30 têtes, cf. Tab. E-19) et ne sont qu'un tiers (33,3 %) à avoir des bovins, en générale en petite quantité (seuls 13,3 % déclarent un troupeau de plus de 10 têtes, cf. Tab. E-18). On peut supposer que les lieux de pâturage correspondent aux espaces interstitiels (bordures de voies ou de parcelles, cf. Photos H-12-b) et aux flancs de l'Aguaragüe, réserve naturelle²¹ laissant de nombreux espaces inexploités²². Vu sa faible importance, l'élevage doit constituer une activité complémentaire pour ces familles, où l'essentiel du bétail est destiné à la consommation domestique mais correspond aussi à une épargne, mobilisée à l'occasion de dépenses ponctuelles (de santé par exemple).

A l'inverse, 50,0 % (20 sur 40) des ménages pratiquant l'élevage associent des terres à cette activité. Cependant il s'agit généralement de petites surfaces, puisque seuls 30,0 % (de ces 20 cas) déclarent plus de 10 hectares de pâturages (le maximum étant 100 ha), 20,0 % entre 6 et 10 hectares, et 50,0 % 5 hectares ou moins [cf. Tab. E-20]. Le fait de déclarer des terres pastorales n'influence pas l'importance du petit bétail : à peine 25,0 % possèdent un troupeau de 30 têtes et seuls 50,0 % déclarent des troupeaux de taille inférieure [cf. Tab. E-19]. Par contre, la possession d'élevage bovin pour ces familles est significative : seuls 10,0 % d'entre elles n'en ont pas et 60,0 % détiennent des troupeaux de plus de 10 têtes [cf. Tab. E-18]. Si on entre dans le détail, surface pastorale et cheptel bovin augmentent de pair : ceux déclarant entre 0,5 et 5 hectares possèdent en moyenne 7,8 têtes par famille, moyenne qui est de 16,8 lorsqu'ils déclarent entre 6 et 10 hectares et de 30,0 pour plus de 10 hectares [cf. Tab. E-20]. Il semblerait que plus un ménage consacre de terres à l'activité pastorale, plus il se concentre sur l'élevage bovin, sans doute à des fins commerciales. De manière générale (et conformément à nos suppositions ci-avant), l'élevage

²⁰ Comme dans le cas de Tolomosa et toujours par souci de simplification, nous avons créé une catégorie « petit bétail » comprenant les ovins, caprins, porcins et volailles.

²¹ Le Parque Nacional y Area Natural de Manejo Integrado de la Serrania del Aguaragüe est officiellement un espace protégé. Dans la pratique, peu de contrôles sont effectués, ce qui permet aux habitants de la communauté de profiter librement de cet espace, tant qu'ils n'y implantent d'infrastructures pérennes.

²² Ce large espace explique sans doute la présence de deux foyers possédant 12 et 35 têtes de bovins, mais pas de terres pastorales.

bovin est pratiqué de manière extensive : on enregistre un total de 342 têtes bovines réparties sur 325,5 hectares, soit un rapport très faible de 1 tête/hectare [cf. Tab. E-20].

Nous pouvons conclure que si les terres pastorales sont importantes à Caigua, c'est essentiellement dû à la présence de grands propriétaires exploitant de manière extensive leur domaine. L'impact de l'activité sur la communauté est donc mineur puisque seuls quelques ménages semblent l'exercer à une échelle commerciale alors que de manière générale sa fonction n'est sans doute que complémentaire, notamment à une activité agricole, puisque 85,0 % (34 sur 40) des familles possédant du bétail pratiquent aussi l'agriculture. En ce sens, le modèle caiguanais se rapproche de celui observé à Tolomosa [cf. chap. III]

2 - Une agriculture diversifiée de petites exploitations familiales

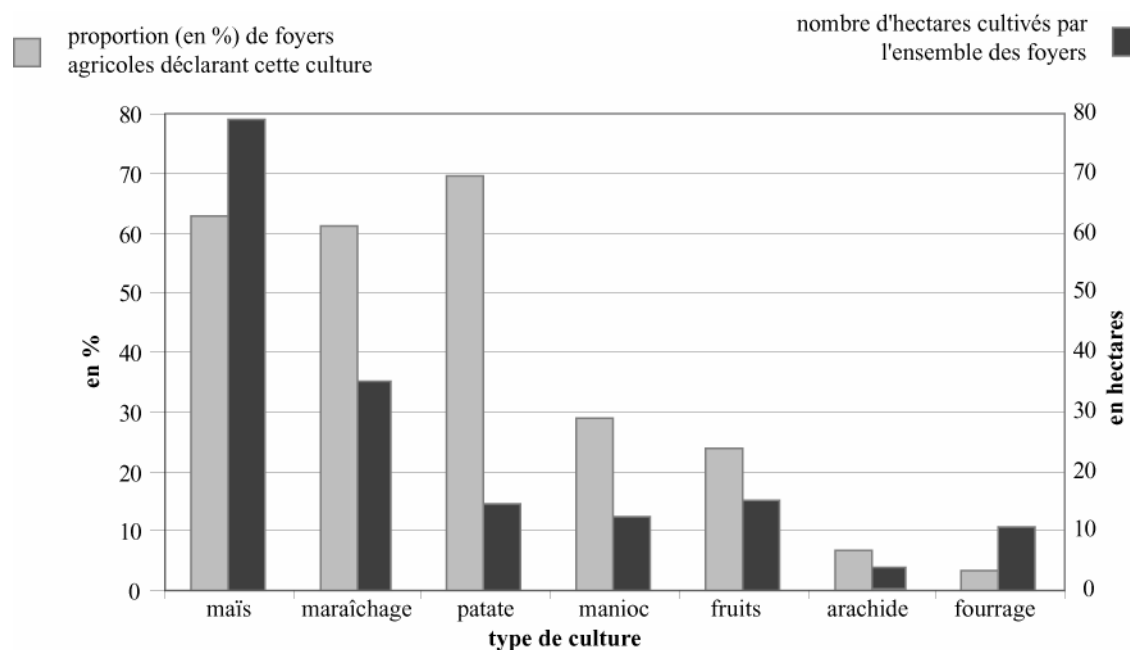
L'essentiel des foyers interrogés à Caigua (81,9 %) déclare des pratiques agricoles et 174 des 233 hectares réservés à cette activité étaient cultivés au moment de l'enquête²³. La place du maïs dans l'agriculture de la communauté est importante [cf. Fig. IV-6 en page suivante] : 62,7 % des ménages ayant une activité agricole en déclarent [cf. Tab. E-21 et Photos H-13-b] et il occupe près de la moitié du total de la surface cultivée (45,8 %, cf. Tab. E-22). Viennent ensuite les cultures horticoles (surtout des tomates, cf. Photos H-13-c ; mais aussi du piment) : 61,0 % des familles agricoles en ont ; 34,5 % des surfaces cultivées y sont consacrées. Deux cultures vivrières se partagent chacune 15 hectares environ, le manioc et la patate (15,5 ha pour le premier, 13,8 pour le second), mais il convient de signaler que la culture de la patate est généralisée (69,5 % des foyers agricoles en possèdent) alors que celle du manioc n'est que minoritaire (28,8 %). On remarquera ensuite la place de la fruiticulture (surtout des agrumes : oranges, mandarines, pamplemousses, citrons, cf. Photos H-13-a²⁴) qui concerne une quinzaine d'hectares (15,8) et environ un quart des foyers ayant une activité agricole (23,7 %). Enfin, on terminera en signalant la présence de 11 hectares de cultures fourragères et de 3,8 hectares d'arachide, déclarés par des minorités (3,4 % des foyers agricoles pour les premières, 6,8 % pour les secondes). A noter l'absence de cultures de soja, de coton, de blé et de riz²⁵.

²³ En effet, nous avons recensé deux types de surfaces agricoles. Celles déclarées par le ménage de manière globale, obtenues par la question 9 du module 5 [cf. Quest. E-6] et celles correspondant au total des surfaces cultivées au moment de l'enquête, soit la somme des surfaces consacrées à chacune des cultures déclarées lors de la question 6 du même module.

²⁴ Notre questionnaire ne différencie pas les cultures fruitières entre elles, ce sont donc nos observations de terrain et certaines sources bibliographiques (essentiellement le diagnostic de Zonisig – ZONISIG-APDS 2000) qui nous permettent d'affirmer qu'il s'agit en majorité de cultures citriques.

²⁵ Chacune de ces cultures faisant l'objet d'une question à part dans notre questionnaire, cette information est fiable.

Fig. IV-6 : Envil 2002 / Caigua – Importance et diversité des types de culture déclarés



Source : Envil 2002

cf. Tab. E-21 et E-22 pour les données détaillées

CM 2005

On est donc en présence d'une grande diversité de pratiques agricoles, mais parmi lesquelles il est difficile de discerner celles destinées à l'autoconsommation de celles qui seront commercialisées. D'une part, nous relevons plusieurs cas ambigus. Selon le diagnostic municipal (ZONISIG-APDS 2000), la production de maïs a essentiellement pour but l'autoconsommation et l'alimentation du petit bétail (porcins et volaille notamment) même s'il suggère l'existence d'une filière destinée à l'industrie avicole de la région de Tarija. Cependant, si les rendements de maïs dans le piémont Nord sont supérieurs à ceux du département (2,6 t/ha contre 1,6, cf. Tab. E-23²⁶), la rentabilité de cette culture est faible (67 USD/ha), donc sa commercialisation peu intéressante. En outre, les cultures de patate et de manioc correspondent aux habitudes alimentaires des diverses populations composant la communauté (la patate pour les originaires de l'Occidente bolivien, le manioc pour ceux qui viennent de l'Orient) qui consomment ainsi une partie des récoltes, l'excédant étant vendu. Ici aussi, il convient de relativiser l'intérêt commercial de ces cultures : le rendement de la patate dans le piémont Nord est identique à celui du département (11,5 t/ha contre 11,2) et la rentabilité du manioc est très faible (29 USD/ha). D'autre part, on distingue des cultures strictement commerciales sachant que 80 à 90 % de la production horticole ou fruitière seraient destinés aux marchés (ZONISIG-APDS 2000) :

²⁶ Les données du Tab. E-23 ont été obtenues à partir de divers documents ramenés du piémont Nord. Leur exactitude n'ayant pu être vérifiée, il convient de les manipuler avec précaution et de les employer à titre strictement indicatif.

la rentabilité des agrumes se mesure à long terme puisqu'elle n'est élevée (626 USD/ha) qu'à partir de la cinquième année ; pour ce qui est des cultures horticoles, la tomate est très fortement rentable (705 USD/ha) et son rendement exceptionnel (12,9 t/ha dans le piémont Nord, contre 6,3 pour le département), ce qui s'explique par les pluies hivernales et l'irrigation en provenance des versants de l'Aguaragüe, le tout permettant plusieurs récoltes annuelles.

En conclusion, on distinguera deux grandes catégories : les cultures traditionnelles, généralement vivrières, occasionnellement commerciales (maïs, patate, manioc, arachide, fourrage) ; et les cultures purement commerciales (fruitières et horticoles), de toute évidence innovantes si l'on considère leur développement récent dans le piémont. Sur les 59 ménages déclarant une activité agricole, 25,4 % possèdent seulement des cultures traditionnelles, 54,2 % des cultures traditionnelles et commerciales et 20,3 % uniquement des cultures commerciales [cf. Tab. E-24].

Cette polyculture semble concerner des exploitations petites mais fortement irriguées, gérées dans le cadre d'une économie familiale. Nous qualifions ces exploitations de petites car 59,3 % des ménages agricoles déclarent moins de 3 hectares cultivés, 23,7 % entre 3 et 4,99 hectares et seulement 16,9 % 5 hectares ou plus [cf. Tab. E-25]. A noter que les ménages pratiquant exclusivement des cultures commerciales sont ceux qui cultivent le moins de terres (91,7 % déclarent moins de 3 ha, cf. Tab. E-25) ce qui limite l'incidence locale de cette activité. De manière générale, et selon nos observations de terrains, les petites superficies destinées à l'agriculture ainsi que la présence d'animaux de trait sont le signe d'une faible mécanisation de l'agriculture. La petite taille des exploitations est compensée par une bonne irrigation [cf. Photos H-12-b] : 55,9 % des ménages déclarent l'ensemble de leurs terres irrigué et 18,6 % seulement une partie [cf. Tab. E-26]. A noter que cette bonification des terres ne concerne que minoritairement les ménages qui pratiquent uniquement des cultures traditionnelles, puisque 62,5 % d'entre eux ne bénéficient d'aucune forme d'irrigation [cf. Tab. E-26]. Ceci explique sans doute que ces mêmes familles déclarent des cultures bien plus rustiques, ne nécessitant pas d'apport hydrique constant. Enfin, nous avons qualifié les exploitations de familiales puisque 72 individus ont travaillé dans l'agriculture au cours des 7 jours précédant l'enquête [cf. Tab. E-14] : 58,3 % (42 cas) en tant que travailleurs indépendants, 16,7 % (12 cas) en tant que travailleurs familiaux non rémunérés et 5,6 % (4 cas) en tant que patrons, soit 80,6 % dans le cadre de l'exploitation qui est – on peut le supposer – celle du ménage.

Exercée dans le cadre de petites exploitations familiales, l'agriculture caiguanaise constitue l'activité principale de la communauté. On a souligné l'existence d'une grande diversité dans les types de culture pratiqués, faisant apparaître deux grands ensembles composés d'une part de cultures traditionnelles et d'autre part de cultures plus innovantes, destinées à l'usage commercial. Alors, doit-on

voir exprimée là la complexité d'un terroir en mutation ? Et si oui, peut-on lier cette mutation à l'arrivée des immigrés ou à d'autres facteurs impliquant l'ensemble du piémont ?

3 - La formation d'un paysage agricole composite

Une telle juxtaposition, sans réelle spécialisation, des activités agricoles soulève des interrogations quant à ses origines. Serait-elle liée à la diversité culturelle des immigrés peuplant la communauté ou à l'apparition de cultures de substitution sans pour autant que les pratiques antérieures ne disparaissent ? Une approche diachronique s'impose, afin d'évaluer les évolutions récentes du terroir et de les mettre en lien avec l'importance de l'immigration vers Caigua, essentielle dans la compréhension de son développement de l'agriculture, puisque 83,1 % (49 sur 59) des chefs de ménage déclarant des pratiques agricoles ne sont pas natifs de la localité.

Le manque d'étude longitudinale sur le paysage agricole du piémont du Tarija handicape notre recherche qui devra se baser essentiellement sur les données d'Envil 2002. C'est donc à travers l'étude du type de culture pratiqué par les familles suivant la date d'installation du chef de ménage dans la communauté ou suivant son lieu d'origine²⁷, que nous analyserons les grandes tendances du développement agricole à Caigua. Nous tenons ici à rappeler que nos données portent sur l'agriculture au moment de l'enquête ; il s'agit donc d'une analyse rétrospective ne décelant pas les cultures pratiquées par les personnes décédées ou reparties, ou les cultures abandonnées.

On pourra se référer aux tableaux E-27 et E-28 ou à la figure IV-7 ci-contre pour les résultats complets, en notant dès à présent que nous n'avons pas tenu compte des cultures d'arachides et de fourrages, trop peu présentes pour que leur prise en compte fasse sens.

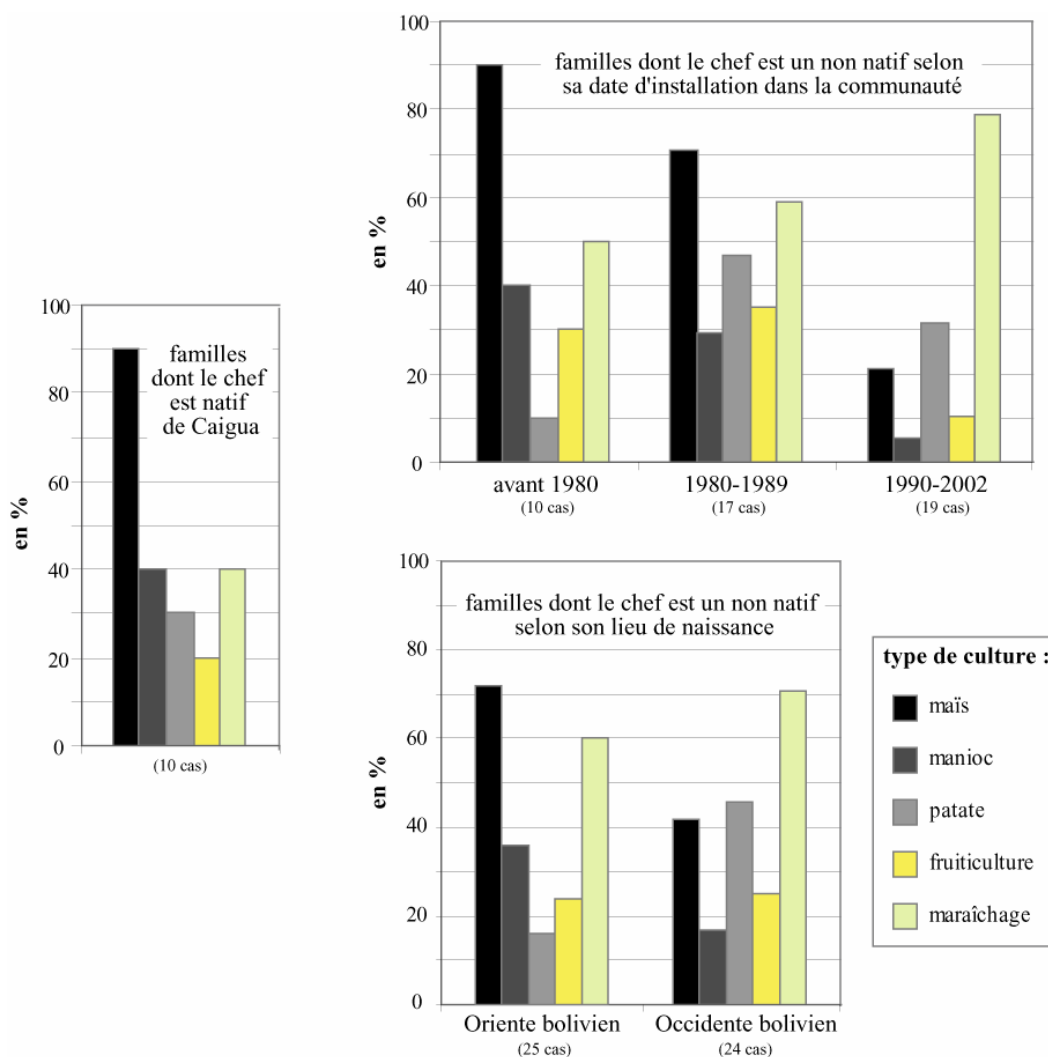
Quand on se référera aux familles, ménages ou foyers agricoles au cours de l'analyse qui suit, il s'agira implicitement de ceux s'adonnant à des cultures [cf. question 6, Quest. E-6], soit 59 cas au total.

Nous savons que, jusqu'au milieu du XX^e siècle, l'activité principale dans le piémont Nord (et donc à Caigua) était l'élevage extensif. On peut alors s'interroger sur le type de culture qui a tout d'abord été implanté. L'observation rétrospective ne décèle pas la présence d'oléagineux, mais plutôt celles de cultures traditionnelles. En effet [cf. Fig. IV-7], le maïs et le manioc sont largement plantés par les foyers agricoles dont le chef est né sur place (90,0 % déclarent du maïs, 40,0 % du manioc), ou n'est pas natif mais installé à Caigua avant 1980 (respectivement 90,0 % et 40,0 %) ou entre 1980 et 1989 (70,6 % et 29,4 %) ; alors que ces deux plantes sont minoritaires chez les ménages agricoles dont le chef est arrivé entre 1990 et 2002 (21,1 % et 5,3 %). Au contraire, la culture de la patate semble plus récente à Caigua puisque qu'elle concerne seulement 10,0 % des familles agricoles dont le chef non natif s'est

²⁷ Au lieu de provenance, nous avons préféré le lieu d'origine (de naissance) qui nous paraît plus pertinent pour aborder les pratiques agricoles ; en effet, l'influence culturelle du lieu de naissance prime pour nous sur celle d'éventuelles expériences migratoires.

installé avant 1980, proportion de 47,5 % pour ceux installés entre 1980 et 1989, et de 31,6 % pour ceux arrivés entre 1990 et 2002. Nous distinguons donc une implantation différée des cultures traditionnelles qui ne nécessitent pas d'apport technologique majeur, et correspondent aux coutumes alimentaires des immigrants. D'une part, le maïs et le manioc (originaires du bassin amazonien, dans l'Oriente bolivien) sont très présents dans les ménages de chefs natifs de Caigua ou installés avant 1990, à une époque où l'immigration vers la communauté s'effectuait plutôt depuis la Bolivie orientale. D'ailleurs, nous remarquerons que 72,0 % des familles agricoles dont le chef est né dans l'Oriente bolivien pratiquent la culture du maïs, et 36,0 % celle du manioc. D'autre part, la patate est importée par les ménages immigrants arrivés à partir de 1980, d'avantage par ceux dont le chef est natif de l'Occidente bolivien, région d'origine de cette culture (45,8 % d'entre eux cultivent la patate).

Fig. IV-7 : Envil 2002 / Caigua – Familles déclarant une activité agricole selon le type de culture pratiqué et le lieu de naissance ou la date d'installation du chef de ménage (pour les non natifs)



Source : Envil 2002

cf. Tab. E-27 et E-28 pour les données détaillées

CM 2005

Par ailleurs, il apparaît que la pratique des cultures commerciales innovantes se soit développée dans un second temps et ait évolué [cf. Fig. IV-7 en page précédente]. La fruticulture est présente dans 20,0 % des ménages agricoles dont le chef est natif de la communauté ; dans 30,0 % des cas de chefs non natifs installés avant 1980 ; 35,3 % de ceux installés entre 1980 et 1989 ; et seulement 10,5 % pour les derniers arrivés, entre 1990 et 2002. Quant à elle, l'analyse diachronique du développement des cultures horticoles laisse apparaître une croissance constante. En effet, elles concernent 40,0 % des familles agricoles dont le chef est natif de Caigua, proportion qui passe à 50,0 % pour ceux installés avant 1980, à 58,8 % pour ceux arrivés entre 1980 et 1989 et atteint enfin 78,9 % pour ceux installés entre 1990 et 2002. La nature et l'importance des cultures commerciales ont donc évolué : la fruticulture, qui n'a jamais occupé une place prépondérante, diminuant sensiblement alors qu'on assiste à un essor (toutes proportions gardées) considérable des cultures horticoles. Cette augmentation peut sans doute être partiellement expliquée par un écoulement rapide des denrées fragiles autorisé grâce à l'ouverture de la route Yaciba-Camiri, goudronnée au milieu des années 90. En outre, le diagnostic de Villamontes (ZONISIG-APDS 2000) lie à la fermeture de la raffinerie de Villamontes au début des années 90 le développement des pratiques agricoles commerciales qui viendraient alors en substitution à celle des oléagineux. Enfin, on suppose souvent que les migrants sont plus entreprenants ce qui pourrait être confirmé par l'importance des pratiques horticoles en fonction du lieu de naissance du chef de ménage : seuls 40,0 % des ménages agricoles dont le chef est originaire de Caigua consacrent une partie de leurs terres à l'horticulture, contre 60,0 % des natifs d'autres localités de l'Orient bolivien, et 70,8 % des natifs de l'Occident du pays.

A travers ce qui précède, se dessine plus clairement l'activité des Caiguanais, essentiellement organisée autour de petites exploitations agricoles familiales pratiquant de manière complémentaire l'élevage. Le développement récent de la polyculture (notamment les cultures commerciales) pourrait indiquer une relative émancipation de la petite agriculture. Mais à l'inverse, d'autres signes accèdent que le secteur rencontre certains obstacles, comme la prépondérance des microparcelles et la présence quasi systématique de cultures vivrières – implantées par les immigrants pour la consommation du ménage (manioc, patate) – et qui indique habituellement une fragilité économique et alimentaire. C'est sur la précarité du système productif de Caigua que nous nous pencherons maintenant, en tentant de restituer les limites de la colonisation agricole évoquées par le diagnostic municipal (ZONISIG-APDS 2000) et aussi d'apporter des éléments d'explication à la baisse des installations remarquée à partir de l'an 2000.

B - La crise du foncier agricole à Caigua et l'attrait pour la pluriactivité

Nous commencerons par l'étude du foncier agricole de la communauté de Caigua, puisque le mode d'attribution des terres a étroitement influé la question du peuplement de la communauté. Nous nous interrogerons ensuite sur l'existence de stratégies complémentaires destinées à limiter la dépendance vis-à-vis d'un secteur agricole omniprésent, mais fragile.

1 - L'accès à la terre, un frein à la croissance caiguannaise

Comme nous l'avons précédemment signalé, la gestion de la majorité des terres du piémont tarijénien au cours du XIX^e siècle revenait aux missions religieuses présentes dans la région depuis les années 1850 (MENDOZA 2003). Dans le cas du piémont septentrional, c'est à la mission franciscaine de Tarairi, fondée en 1854 à dix kilomètres au nord de Caigua [cf. Carte IV-1], qu'incomba cette fonction. Les religieux favorisaient alors l'implantation de colons en leur distribuant des terres, et recevaient en retour une partie de leurs récoltes. Ce système est bouleversé par la réforme agraire de 1953 qui fonde la Comunidad Grande de Tarairí (selon les limites territoriales de la mission), Caigua correspondant à l'une des subdivisions de cette entité. Selon les informations récoltées sur le terrain²⁸, l'ensemble des terres devient alors communautaire, destiné à être redistribué à des familles d'immigrés désirant s'établir dans la région. Celles-ci se voyaient alors attribuer de manière provisoire 10 hectares qu'elles devaient cultiver durant 5 années, laps de temps permettant aux colons d'être reconnus comme membres à part entière de la communauté²⁹. Selon le diagnostic (ZONISIG-APDS 2000), la nette diminution des terres à redistribuer a engendré le développement de leur commercialisation : car, bien que les membres ne soient aucunement propriétaires des terres, et de ce fait ne peuvent les vendre, ils ont le pouvoir de céder ou léguer leurs droits de membres de la communauté ainsi que d'éventuelles bonifications apportées à leur exploitation (plantations de citriques, développement d'un système d'irrigation). C'est en ce sens que nous entendrons achat et héritage dans de la suite de nos propos.

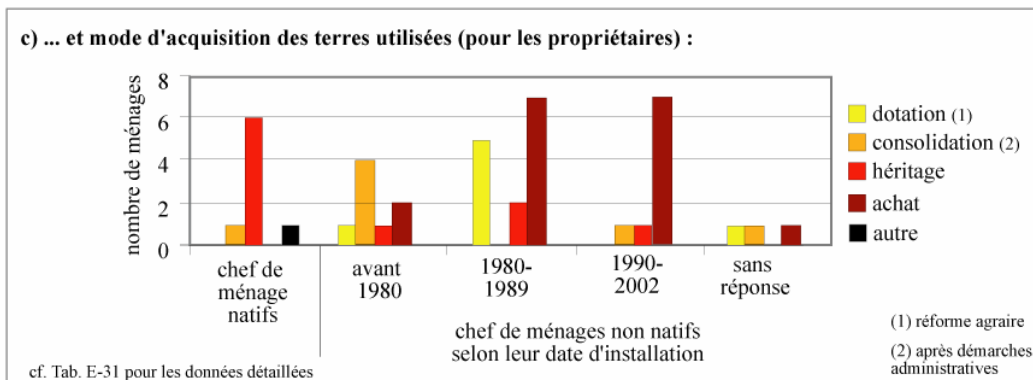
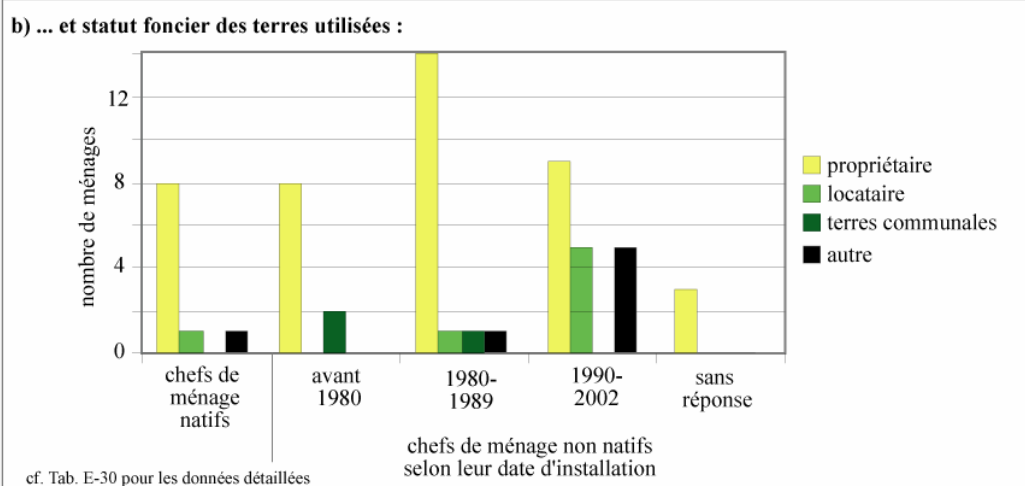
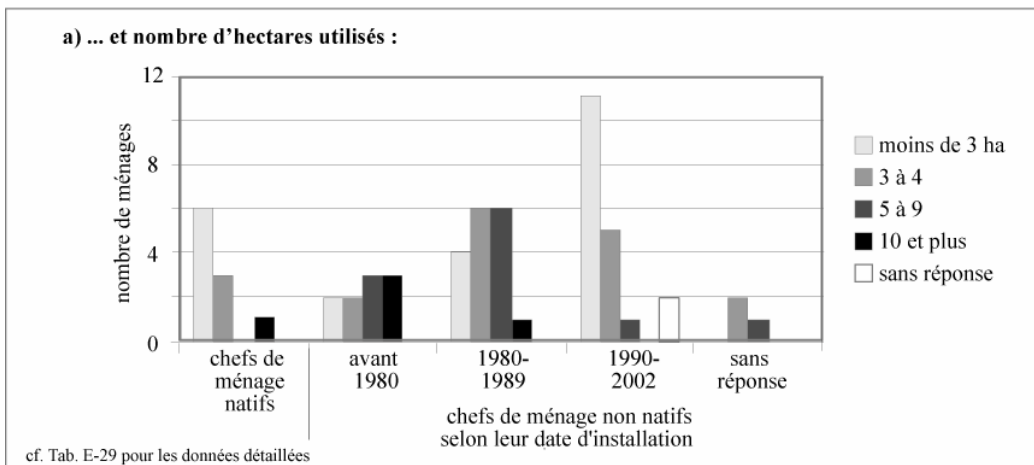
²⁸ Notamment auprès de Pastor Garay, *corregidor* (représentant du sous-préfet) de la communauté en 2002, dont le père s'est installé avant la réforme agraire.

²⁹ Ceci est valable pour les terres agricoles. Pour celles destinées à l'élevage, les exploitations sont bien plus importantes, le principe (démérité) de 5 hectares par tête bovine ayant été retenu pour calculer la superficie à redistribuer (MENDOZA 2003). Nous pouvons ainsi expliquer la présence d'un ménage déclarant 100 hectares de terres destinés à l'élevage dans notre enquête.

Les questions relatives au statut foncier agricole ne se limitent pas aux terres cultivées au moment de l'enquête mais se réfèrent au total des superficies déclarées par les ménages (233 ha) [cf. variable 9 du Quest. E-6], c'est donc ce total que nous emploierons dans l'étude qui suit. De plus et comme précédemment, nous entendons par ménages agricoles ceux ayant déclaré des cultures, soit 59 cas au total [cf. question 6 du Quest. E-6]. Enfin, pour une meilleure compréhension de l'analyse ci-dessous, on pourra régulièrement se référer à la figure IV-8 ci-dessous et aux tableaux E-29, E-30 et E-31 en annexe E.

Fig. IV-8 : Envil 2002 / Caigua – Foncier agricole des ménages cultivateurs

Les familles agricoles selon lieu de naissance et date d'installation des chefs de ménage ...



Lors de notre analyse des surfaces cultivées au moment de l'enquête, nous avons déjà signalé la petite taille des exploitations caiguanaïses, elle est confirmée par l'étude de la surface utilisée par les agriculteurs puisque 39,0 % des familles agricoles déclarent moins de 3 hectares, 30,5 % entre 3 et 4 et seulement 18,6 % entre 5 et 9. Le régime de propriété domine (71,2 % des ménages agricoles sont propriétaires de leurs terres) et l'achat reste le mode d'acquisition principal (pour 40,5 % des propriétaires) suivi par l'héritage (23,8 %). Une ventilation de ces informations suivant le lieu de naissance et la date d'arrivée du chef de ménage (pour les non natifs) nous permet de relever plusieurs points :

- Les ménages agricoles dont le chef s'est installé entre 1990 et 2002 ne sont que minoritairement propriétaires (47,4 % d'entre eux) alors que la proportion passe à 80,0 % ou plus pour ceux dont le chef est arrivé auparavant ou est natif de la communauté. Deux hypothèses peuvent contribuer à expliquer cette différence : d'une part, une phase de thésaurisation est nécessaire avant de devenir propriétaire ; d'autre part l'accès à la propriété a été plus difficile à partir de 1990. Ce dernier point pourrait-il être dû à la raréfaction des terres à redistribuer dans la communauté ou de manière générale à une saturation du foncier agricole ?

- Les modes d'acquisition des terres varient selon les époques. La moitié (50,0 %) des terres en propriété des chefs arrivés avant 1980 ont été acquises par consolidation³⁰. Pour ceux installés au cours des années 80, 50,0 % des terres ont été achetées et 35,7 % obtenues *via* la distribution mise en place par la réforme agraire. Enfin, s'ils sont arrivés à partir de 1990, on notera une écrasante majorité de terres achetées (77,8 %). Nous retiendrons donc une évolution diachronique commençant par une période de régularisation suivie d'une autre de distribution, ces deux modes d'acquisition s'effaçant progressivement pour laisser place à l'achat, qui devient la seule manière d'accéder à la propriété de terres agricoles pour les immigrants arrivés au cours des années 90.

- Pour les 8 ménages agricoles propriétaires dont le chef est natif de la communauté, l'héritage représente 75,0 % des modes d'acquisition. La moyenne d'âge de ces 8 chefs de ménage étant de 35 ans [cf. Tab. E-32], et leurs parents généralement non natifs de Caigua (sur les 8 cas, seuls 2 ont père et mère nés dans la communauté) on peut supposer qu'il s'agit de foyers installés à leur compte dans les années 90, et ayant hérité de leurs familles immigrées à Caigua avant 1980 (ce qui est plausible vu la moyenne d'âge de ces chefs de famille : 63,5 ans, cf. Tab. E-32).

- Le lien entre la taille de l'exploitation agricole et la période d'installation des chefs de ménage est également significatif. Une large majorité (60,0 %) des familles agricoles arrivées avant 1980 gère des exploitations de 5 hectares et plus. Cette proportion diminue fortement avec les ménages dont le chef est arrivé entre 1980 et 1989 (41,2 %) et chute radicalement pour ceux installés à partir de 1990

³⁰ La « consolidation » se réfère ici à la régularisation d'un droit à cultiver des terres occupées avant la mise en place de la réforme agraire. A la différence de Tolomosa [cf. chap. III], il ne s'agit donc pas d'un droit de propriété, inexistant dans le cadre de la Comunidad Grande de Tarairi.

(5,3 %). En parallèle, on assiste à une augmentation de la part des petites exploitations (4 ha et moins) qui concernent 40,0 % des ménages agricoles dont le chef s'est installé avant 1980, 58,8 % pour ceux arrivés entre 1980 et 1989 et 84,2 % à partir de 1990. Pour les foyers agricoles dont le chef est natif et qui se sont sûrement installés à leur compte dans les années 90 [cf. *supra*], la taille des exploitations est similaire à celle détenue par les immigrants arrivés à Caigua à la même période puisque 90,0 % ont des exploitations de 4 ha et moins. Ainsi, sachant que les parcelles allouées par la réforme agraire étaient de 10 hectares par famille, on peut conclure qu'elles ont été depuis morcelées par la revente et l'héritage.

Cette évolution souligne l'existence d'une limite interne au développement de la communauté : la distribution ou la légalisation des droits à cultiver des parcelles agricoles, qui correspondaient sans doute au principal moteur de la croissance de Caigua, a laissé la place aux modes d'acquisition plus classiques que sont l'achat et l'héritage. Dans ces conditions, les derniers arrivants ont des difficultés à accéder au statut de propriétaire et sont affectés par le morcellement des terres, tout comme les jeunes natifs qui disposent d'exploitations de taille inférieure à celles de leurs parents. De manière générale, le potentiel de croissance de Caigua à travers la redistribution de terres agricoles est donc compromis et on assiste à un processus de formation de *minifundios*. La combinaison de ces deux facteurs pourrait être à l'origine d'une des conclusions du diagnostic du *municipio* de Villamontes (que nous avons signalé dans le chapitre II) : "l'expansion de la frontière agricole [cf. dans le piémont Nord] est sur le point de rencontrer sa limite maximale" (ZONISIG-APDS 2000, p. 45) contribuant ainsi à expliquer la baisse des installations enregistrée à partir de l'an 2000.

2 - Vers une diversification des activités

L'agriculture caiguanaise est aujourd'hui encore la principale activité de la communauté, mais nous avons relevé l'existence de limites dans son développement actuel. Dans ces conditions, il convient de s'interroger sur les stratégies mises en place par les habitants de la communauté.

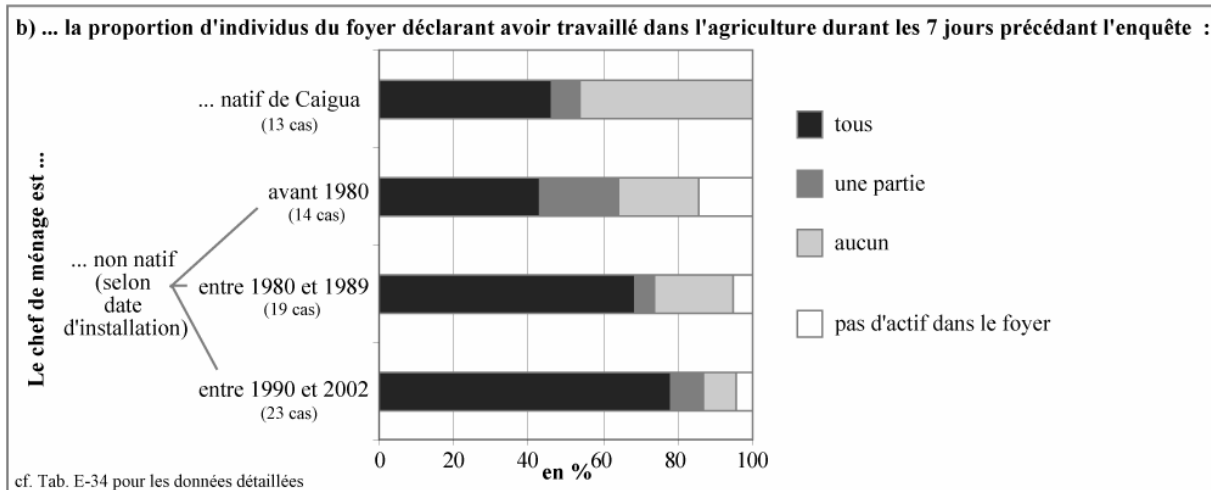
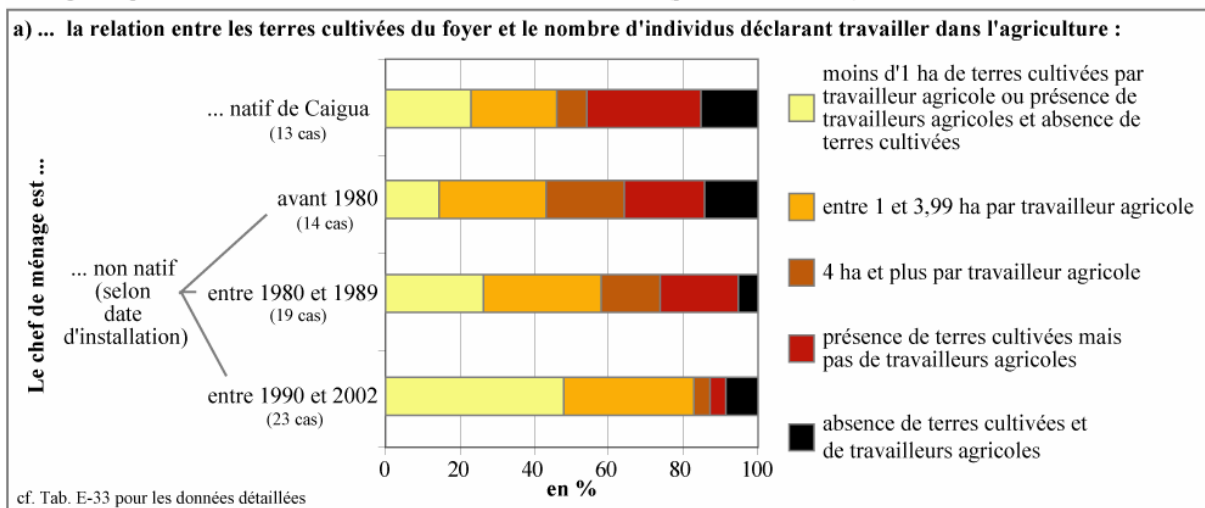
La dépendance des ménages vis-à-vis de l'activité agricole à Caigua n'est pas uniforme [cf. Fig. IV-9-a ci-contre]. Ainsi près de la moitié (47,8 %, cf. Tab. E-33) des foyers dont le chef s'est installé entre 1990 et 2002 déclare moins d'un hectare de terres cultivées par travailleur agricole³¹, ou des travailleurs agricoles mais pas de terre cultivée, alors que cette proportion est largement inférieure pour le reste de la population (26,3 % si le chef s'est installé entre 1980 et 1989 ; 14,3 % s'il est arrivé avant 1980 et 23,1 % s'il est natif). A l'inverse, seuls 4,3 % des ménages dont le chef s'est installé entre 1990 et 2002 déclarent des cultures mais pas de travailleurs agricoles ; 21,1 % pour ceux dont le chef est

³¹ Comme dans le cas de Tolomosa [cf. chap. III], nous avons calculé le rapport entre le nombre de personnes du foyer ayant déclaré une activité liée à l'agriculture (on ne tient donc pas compte de la minorité d'éleveurs) et la superficie totale cultivée par le ménage (celle découlant de la variable 6 du module 5 de la fiche familiale, cf. Quest. E-6).

arrivé entre 1980 et 1989 ; de 21,4 % avant 1980 et 30,8 % s'il est natif. La dépendance vis-à-vis du secteur agricole paraît donc bien plus importante pour les ménages dont le chef est arrivé récemment à Caigua ; au contraire, les autres ont vraisemblablement su diversifier leurs stratégies économiques. Cette supposition est d'ailleurs confirmée par l'étude de la proportion d'actifs agricoles des ménages [cf. Fig. IV-9-b] : pour près de 80 % (78,3 %, cf. Tab. E-34) des familles dont le chef s'est installé entre 1990 et 2002, tous les individus déclarent une activité agricole au cours des 7 jours précédant l'enquête, alors que cette proportion est moins importante pour les foyers dont le chef s'est installé entre 1980 et 1989 (68,4 %) et encore largement inférieure pour ceux arrivés avant 1980 (42,9 %) ou qui sont natifs de la communauté (46,2 %). La diversité des occupations professionnelles dans ce dernier cas est de plus largement illustrée par le fait que 46,2 % de ces mêmes ménages déclarent des actifs sans qu'aucun ne soit rattaché au secteur agricole [cf. Tab. E-34] .

Fig. IV-9 : Envil 2002 / Caigua – Dépendance des foyers enquêtés vis-à-vis de l'agriculture selon le lieu de naissance et la date d'installation (pour les non natifs) du chef de ménage

Ménages enquêtés selon le lieu de naissance et la date d'installation (pour les non natifs) des chefs de famille et ...



Source : Envil 2002

CM 2005

L'activité des membres de la communauté reste donc en grande partie tournée vers l'agriculture, mais on remarque un rapport grandissant entre l'ancienneté de l'implantation à Caigua et la pluriactivité des ménages. Encore une fois, les ménages installés entre 1990 et 2002, qui souffrent d'un accès difficile au foncier agricole, sont paradoxalement ceux qui en dépendent le plus.

Comment se traduit cette pluriactivité des ménages ? Au moins une personne travaille dans un secteur autre que l'agriculture dans près d'un tiers des familles enquêtées (31,9 %, cf. Tab. E-34). La faiblesse numérique de cette sous-population (23 cas) nous empêche de ventiler ce résultat selon les lieux de naissance ou les dates d'installation des chefs de ménage ; nous qualifierons donc les activités secondaires en privilégiant l'approche individuelle [cf. Tab. E-15]. Sur l'ensemble des personnes âgées de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 derniers jours, 69,2 % l'ont fait dans l'agriculture et 1,9 % dans l'élevage, 6,7 % dans le bâtiment (maçons³²), 4,8 % dans le commerce (de proximité), 2,9 % dans les transports (taxis) et 12,5 % dans d'autres branches des services (enseignement, garde d'enfant, femme de ménage). Le secteur tertiaire concentre donc l'essentiel des activités non agricoles déclarées par les Caiguanais.

L'une des originalités du questionnaire d'Envil 2002 est un module se référant aux autres activités du foyer [cf. module 6 de la fiche ménage, Quest. E-7]. Le but était de capter d'éventuels revenus complémentaires reçus par les ménages enquêtés par le biais de négoce divers, d'un loyer, d'un travail secondaire, d'une retraite ou autres. Dans le cadre de cette analyse, nous ne retiendrons que les trois premières de ces éventualités, les retraites étant fortement liées à l'âge des membres du foyer et ne correspondant pas à une activité en soit et les autres revenus se limitant aux transferts d'argent effectués par des personnes ne vivant plus dans la communauté, point que nous étudierons plus loin dans ce chapitre. La faiblesse de la sous-population déclarant une de ces trois activités secondaires (17 familles sur 72) nous incite à traiter ces variables dans leur ensemble à travers un indice ASR (Autres Sources de Revenus) binaire (présence ou absence) qui correspond aux questions 1, 4 et 7 du module 6.

La répartition des foyers déclarant une ASR permet de vérifier qu'il y a bien diversification des activités. En effet, 38,5 % des ménages dont le chef est natif de Caigua en compte au moins une ; 31,6 % lorsqu'il est arrivé entre 1980 et 1989 et seulement de 13,0 % si c'est entre 1990 et 2002 [cf. Tab. E-35]³³.

³² Nous précisons ici les principaux emplois recensés dans le détail des activités, une variable spécifique permettant d'obtenir le travail en toutes lettres lors de l'enquête Envil 2002 [cf. Quest. E-3].

³³ A noter qu'aucun foyer dont le chef est non natif de Caigua et s'est installé avant 1980 ne déclare d'ASR, ce qui est sans doute imputable à l'âge avancé de ces chefs de famille (63,5 ans en moyenne, minimum de 42 et maximum de 86) et ainsi à une activité moindre.

Il est intéressant d'observer l'évolution de Caigua. L'élevage, activité traditionnellement exercée dans la région, n'occupe plus aujourd'hui qu'un rôle secondaire, puisque la communauté s'est essentiellement tournée vers des pratiques agricoles. Cette mutation, étroitement liée au peuplement de la localité, a généré un modèle basé sur la polyculture caractérisé par l'introduction de cultures vivrières (maïs, manioc, patate – selon l'origine des immigrants) et la superposition de cultures commerciales (fruiticulture et horticulture – possibles grâce au développement de l'irrigation et à l'amélioration des voies de communication). On peut supposer que ces cultures commerciales se sont substituées à celles qui ont alimenté la raffinerie de Villamontes, dont l'activité a cessé au début des années 90.

Nous avons déjà noté en début de chapitre certaines limites rencontrées par le secteur agricole de Caigua, notamment en ce qui concerne la concurrence de cultures industrielles argentines, dont les importations sont favorisées par la politique libérale de la Bolivie. L'analyse du foncier agricole de la communauté a révélé l'existence d'une évolution négative supplémentaire. En effet, l'attractivité de Caigua découlait directement de la présence de terres vierges à l'origine de l'attribution de 10 hectares cultivables à chaque famille désireuse de s'installer dans la région ; mais la taille des surfaces utilisées a depuis nettement diminué, les exploitations actuelles pouvant être qualifiées de *minifundio*, et l'apparition de mode d'acquisition plus classique (achat, héritage) remplace aujourd'hui l'ancienne distribution des terres. Ces deux principaux freins (faible compétitivité, subdivision des terres) rappellent notre diagnostic de l'agriculture de Tolomosa [cf. chap. III]. Quel impact ont-elles eu sur la communauté ? On retiendra tout d'abord la diversification des activités, surtout pour les ménages anciennement implantés, les moins dépendants vis-à-vis de l'agriculture locale. Ensuite, la crise pourrait aussi justifier la baisse des installations observée à partir de l'an 2000. Enfin, on peut se demander dans quelle mesure ces évolutions ont un impact sur l'émigration des habitants de la communauté, question que nous nous proposons à présent d'aborder.

III - L'émergence d'une émigration vers les villes

Lors de notre étude de l'immigration vers Caigua [cf. section I de ce même chapitre], nous avons déjà évoqué (sans pouvoir l'étudier) l'existence probable d'une émigration à partir de la communauté ; nous tenterons maintenant de déterminer la forme actuelle que prend ce redéploiement de population. En effet (comme notifié en section II), les Caiguanais sont largement composés

d'immigrés venus travailler dans l'agriculture et certaines d'entre eux sont aujourd'hui confrontés aux limites du système agraire de la communauté. Les derniers arrivés ont du mal à s'intégrer et la descendance ne peut compter sur les conditions favorables rencontrées naguère par leurs parents. Face à ce nouveau contexte, quelles stratégies les habitants de la localité ont-ils développée ? Une partie des ménages a diversifié ses activités en se consacrant notamment aux services de proximité. Cependant, cette évolution est limitée par la nature même de Caigua, qui reste une petite communauté rurale. Ainsi, on peut s'interroger sur l'existence d'autres stratégies, l'émigration par exemple. Notre analyse de la vallée de Tolomosa [cf. chap. III] a souligné l'importance de ce type de comportement, les individus originaires de la vallée se rendant en Argentine pour des activités professionnelles en rapport avec l'agriculture. Observe-t-on la même tendance à Caigua ?

Nous étudierons tout d'abord séparément les migrations antérieures (avec départ puis retour vers la communauté) et les migrations actuelles (en cours) en mesurant leur importance et en qualifiant la nature de ces déplacements (A). Dans un second temps, nous nous concentrerons sur les lieux concernés par ces émigrations, notamment afin d'identifier les pôles d'attraction qui régissent l'éventuel redéploiement des Caiguanais (B).

Avant d'analyser dans le détail les mouvements de population depuis Caigua, nous observerons les intentions d'émigrer des habitants de la communauté. Ceci est rendu possible grâce à un module novateur de la fiche ménage d'Envil 2002 [cf. Quest. E-8] plus particulièrement aux variables 3 « Pensez-vous partir d'ici ? » et 5 « Pensez-vous que pour vos enfants il soit préférable de rester ou partir ? ». Ces questions s'adressent aux chefs de ménage.

Une sédentarisation dans les intentions

Malgré les difficultés propres au secteur primaire de Caigua, les chefs de ménage interrogés n'expriment pas l'intention de quitter la communauté. La quasi-totalité ne pense pas émigrer (88,9 %, cf. Tab. E-36), même si cette proportion est légèrement inférieure pour ceux installés entre 1990 et 2002 (73,9 %). En outre, 83,3 % de ces mêmes chefs de ménage n'envisagent pas non plus un départ de leur descendance, proportion qui est moins importante chez les natifs ou installés après 1990 (respectivement 76,9 % et 78,3 %) fortement touchés par le morcellement des terres [cf. Tab. E-36]. Pour mieux comprendre ces réticences à se déplacer, on pourra signaler certains éléments contextuels de juillet 2002, au moment où s'est déroulée l'enquête. Au nord de Caigua, le marasme domine dans la région de Camiri depuis une dizaine d'années [cf. Texte C-1 de l'annexe C]. Au sud, après avoir connu une période de forte croissance, la ville de Yacuiba a durement subi les effets de la crise argentine et les localités rurales de la partie méridionale du piémont sont le théâtre de violents conflits

entre propriétaires et sans terres³⁴. De plus, les difficultés rencontrées par le pays voisin, notamment à partir de décembre 2001, ont considérablement diminué son pouvoir d'attraction. Enfin à la veille d'une échéance électorale majeure (élection présidentielle d'août 2002), les Boliviens sont désabusés de voir toujours les mêmes candidatures. Dans ces conditions, l'optimisme nécessaire à l'émigration n'est pas présent, et les perspectives d'intégration dans la région sont réduites. Il convient maintenant de se demander comment ces intentions de ne pas émigrer se concrétisent dans les faits.

A - Des départs suscités par la crise ?

Dans quelle mesure Caigua, communauté d'immigration récente, redistribue-t-elle sa population ? Nous aborderons la question de l'émigration en étudiant tout d'abord les déplacements suivis d'un retour dans la localité pour ensuite nous concentrer sur celles en cours, à partir de l'analyse de la descendance, ce qui nous renseignera sur la capacité de la communauté à retenir les jeunes générations.

1 - Les migrations antérieures : des déplacements professionnels de courte durée

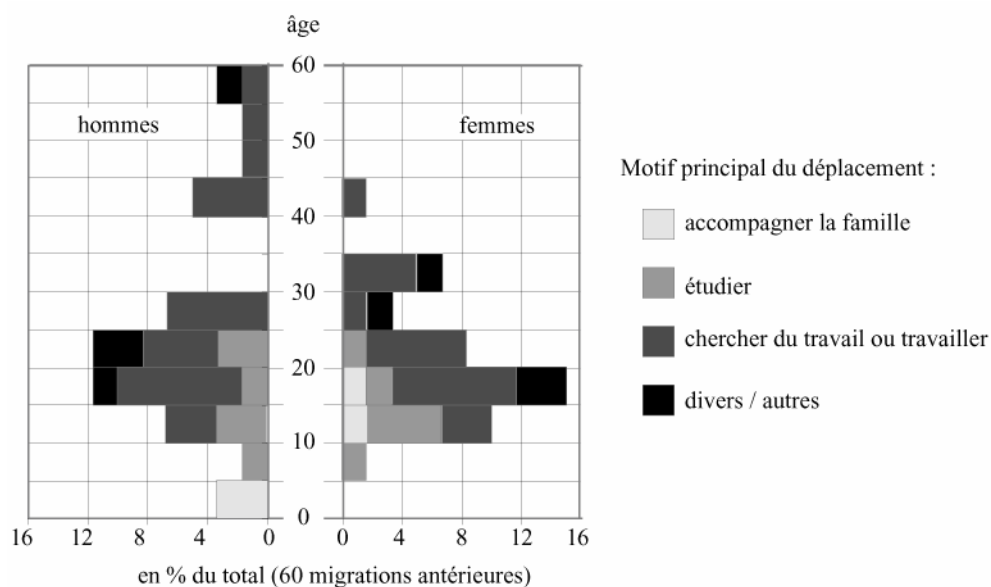
Le module « migration » de l'enquête Envil 2002 [cf. Quest. E-11] a recensé 109 événements effectués par des habitants de Caigua : 49 réalisés par des non natifs avant leur installation dans la communauté (une partie d'entre eux sont inclus dans les lieux de provenance, traités dans la première section de ce même chapitre), 32 par des non natifs après leur première installation et 28 par des natifs de la localité. Ces deux dernières catégories – qui totalisent 60 événements migratoires et concernent 55 individus – seront étudiées à présent comme illustration des déplacements depuis Caigua qui ont entraîné un retour vers la communauté. Comme signalé dans le chapitre II, ces événements seront nommés « migrations antérieures ».

Tout d'abord, interrogeons-nous sur l'existence de stratégies migratoires saisonnières, lesquelles étaient si importantes à Tolomosa [cf. chap. III]. Selon les informations obtenues sur le terrain, on n'observe pas de tels mouvements à Caigua, et les données d'Envil 2002 semblent confirmer cette tendance. En effet, seuls 9 individus déclarent des migrations antérieures

³⁴ Nous retiendrons ici le très médiatisé « massacre de Pananti » en novembre 2001. Situé tout près de Caiza "J" dans le piémont Sud [cf. Carte II-8 du chapitre II], cette communauté a été le théâtre d'un violent conflit entre propriétaires terriens et sans terres, avec pour bilan 7 morts et 22 blessés du côté de ces derniers.

professionnelles (depuis la communauté ; pour travailler ou chercher du travail) dont les années de départ et de retour coïncident³⁵, et aucun d'entre eux n'a effectué plus d'un déplacement de ce type. La faiblesse de la sous-population concernée par ce qui pourrait être des migrations saisonnières professionnelles et la non répétitivité des événements migratoires nous encourage donc à conclure à l'inexistence de ce genre de stratégies. On attribuera partiellement cette différence avec Tolomosa aux conditions climatiques du piémont : malgré de faibles précipitations hivernales, la combinaison de l'humidité en cette saison et de l'irrigation annuelle provenant de l'Aguaragüe permet d'occuper la main-d'œuvre agricole tout au long de l'année. Autre facteur à prendre en compte : les migrations saisonnières à Tolomosa s'expliquaient essentiellement par des déplacements pour travailler dans l'agriculture en Argentine, mouvements favorisés par l'ancienneté et l'importance des liens entre les habitants de la vallée et le pays voisin. Dans le cas de Caigua, remarque-t-on de telles relations ? Et quitte-t-on la communauté pour travailler dans le secteur primaire ? Notre analyse du redéploiement des Caiguannais devrait nous permettre de clarifier ces points.

Fig. IV-10 : Caigua / Envil 2002 – Migrations antérieures selon l'âge de l'individu la déclarant au début de l'événement, son sexe et le motif principal du déplacement



Source : Envil 2002

CM 2005

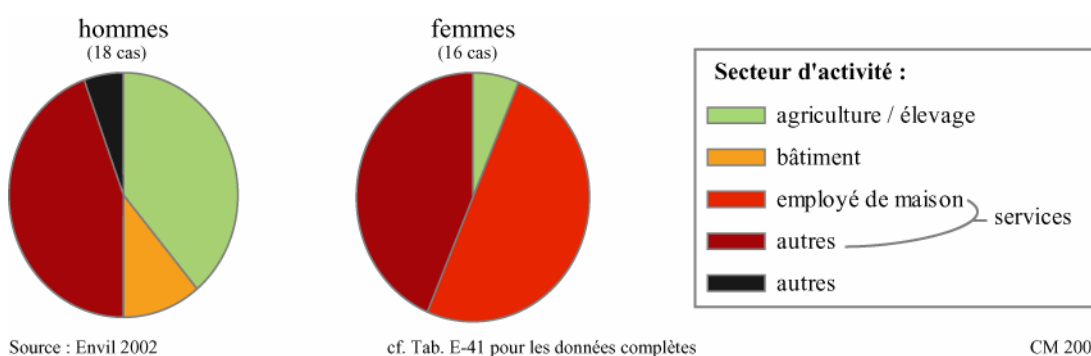
L'importance des migrations antérieures est significative à Caigua puisque plus d'un quart des individus âgés de 15 ans et plus en déclare au minimum une (27,4 %, cf. Tab. E-37) et que dans près d'un foyer sur deux (48,6 %) au moins une personne en a effectué une ou plus [cf. Tab. E-38].

³⁵ Pour rappel, il s'agissait là d'un des critères des migrations antérieures : si l'année de départ et de retour étaient identiques, cela signifiait que le déplacement avait forcément eu lieu durant la période hivernale.

Revenant maintenant sur ces mouvements migratoires, en précisant dès à présent que la faiblesse numérique des effectifs étudiés exclue toute analyse poussée.

Comme l'illustre la figure IV-10 [cf. ci-contre], les migrations antérieures sont le fait d'une population jeune (au début du déplacement, les individus sont âgés de moins de 15 ans dans 23,3 % des cas, entre 15 et 24 ans pour 48,3 %, cf. Tab. E-39), équitablement composée d'hommes et de femmes (respectivement 32 et 28 des 60 migrations antérieures). Il s'agit généralement de déplacements courts puisque sur les 60 événements migratoires, 25,0 % (15 cas) ont duré moins d'un an ; 21,7 % (13 cas) entre 1 et 2 ans ; la même proportion entre 2 et 3 ans ; 23,3 % (14 cas) entre 3 et 5 ans et seulement 8,3 % (5 cas) plus de 6 ans. Pour une large majorité (61,7 %) d'entre eux, un motif professionnel est à l'origine de la migration : 55,0 % des événements ont pour but l'exercice d'un travail, 1,7 % une combinaison d'étude et travail et 5,0 % la recherche d'emploi [cf. Tab. E-40]. Deuxième motif invoqué, la poursuite d'un cursus éducatif (21,7 % dont 20,0 % pour aller étudier, 1,7 % étudier et travailler). Enfin, seuls 6,7 % des migrations antérieures sont liées à l'accompagnement de la famille, et 11,7 % sont expliquées par d'autres motifs. Les migrations antérieures sont donc très largement des déplacements actifs, sans distinction de sexe (les motivations des femmes sont sensiblement identiques à celles des hommes, cf. Tab. E-40), par une population jeune, se déplaçant individuellement³⁶ pour travailler et étudier. Nous analyserons brièvement ces migrations antérieures quand elles sont réalisées pour raisons professionnelles ou estudiantines.

Fig. IV-11 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'un emploi selon le sexe et le secteur d'activité déclaré

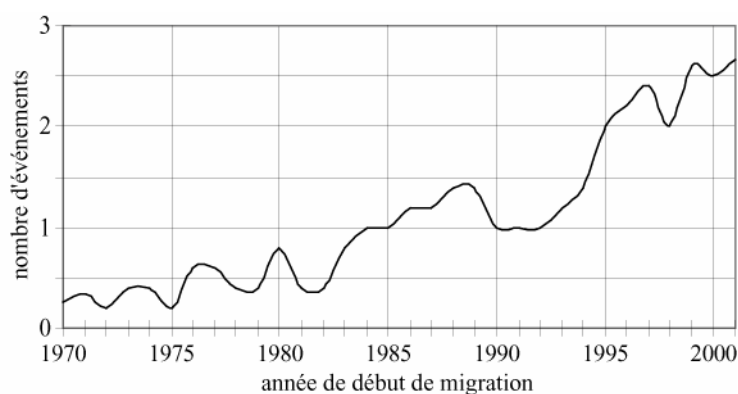


Les migrations antérieures professionnelles (pour exercer un emploi ou en rechercher un) sont essentiellement réalisées vers des localités urbaines (81,1 % de l'ensemble des 37 cas, cf. Tab. E-43). La nature des emplois exercés dépend fortement du sexe de l'émigré [cf. Fig. IV-11 ci-dessus et Tab. E-41]. D'un côté, sur les 18 migrations professionnelles masculines, 38,9 % concernent

³⁶ Nous ne disposons pas de l'état civil du migrant au moment du début de sa migration, mais son âge et sa motivation nous permettent de supposer qu'il s'agit de déplacements de célibataires.

l'agriculture ou l'élevage, 11,1 % le bâtiment, 11,1 % le commerce et 33,3 % les autres services. De l'autre, sur les 16 migrations antérieures professionnelles réalisées par des femmes, seul 1 cas est rattaché au secteur primaire le reste étant englobé dans le tertiaire : 50,0 % en tant qu'employées de maison, 12,5 % dans un emploi commercial et 31,3 % dans d'autres services. La diversité des catégories d'emploi déclarées par l'ensemble de ces migrants est grande : même si le statut d'employé mensualisé domine (41,2 % de ces déplacements) on relève 23,5 % d'employés domestiques et 11,8 % de journaliers [cf. Tab. E-42] – deux catégories laissant supposer une certaine précarité – ce qui peut partiellement expliquer l'échec de ces déplacements et la réinstallation à Caigua. Peut-on assimiler ces migrations antérieures professionnelles à des intentions de diversification d'activité suite à la crise décrite précédemment ? Comme on peut l'observer sur la figure IV-12³⁷ [cf. ci-dessous], l'importance de ces migrations va en augmentant dans le temps, ce qui accrédirait cette hypothèse³⁸ : 13,5 % (5 cas) des 37 migrations antérieures professionnelles ont commencé avant 1980, 21,6 % (8 cas) entre 1980 et 1989 et la grande majorité, 64,9 % (24 cas) entre 1990 et 2001, au plus fort de la crise du secteur foncier.

Fig. IV-12 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures professionnelles (pour travailler, étudier et travailler ou rechercher un travail) commencées après 1970³⁹ selon la date du début de l'événement migratoire



Source : Envil 2002

Lissage des données par 5

CM 2005

Le second groupe de migrations antérieures (poursuite d'un cursus éducatif) se fait aussi essentiellement vers des destinations urbaines (84,6 % de l'ensemble des 13 événements étudiés, cf. Tab. E-44). A quels niveaux d'étude les migrations correspondent-elles ? Sur 13 déplacements, 8 concernent le niveau secondaire et les 5 autres un niveau d'enseignement supérieur. Vu que Caigua

³⁷ Par souci de lisibilité, nous n'avons représenté que les départs à partir de 1970 en omettant volontairement un événement migratoire qui a débuté en 1956.

³⁸ Il convient cependant de supposer que cette augmentation est aussi à mettre au compte de la croissance démographique de la communauté.

³⁹ Cependant, essentiellement dans l'agriculture, l'élevage ne représentant que 1 cas sur 7.

ne propose pas de formation au-delà du primaire, ce mouvement migratoire s'explique tout simplement par le souhait d'une minorité de poursuivre ses études.

Les migrations antérieures à partir de Caigua sont tout d'abord des déplacements de jeunes à la recherche d'opportunités professionnelles plutôt rares dans la communauté. Leur importance est croissante, ce qui encourage à les interpréter comme la quête d'activités de substitution face à la récente crise foncière agricole locale. En outre, on vient de souligner l'existence d'un petit mouvement d'individus désirant poursuivre leurs études. L'ensemble de ces déplacements se fait généralement vers les villes.

2 - La descendance : rétention ou installation en dehors de la communauté

Comme dans le cas du dépouillement de l'enquête Entol 2002 [cf. chap. III], l'étude de la descendance passe par la fusion des données concernant les enfants du chef de ménage, qu'ils vivent encore dans le foyer (module « membre du foyer », cf. Quest. E-3) ou qu'ils l'aient quitté (module « autres enfants du foyer », cf. Quest. E-4). Ceci permet d'avoir une vision d'ensemble de la descendance qu'elle soit réelle ou assimilée (c'est l'enquête qui détermine le lien de parenté, les enfants d'une première union de la compagne du chef de ménage pouvant donc être pris en compte dans cette étude). La sous-population qui découle de cette fusion est de 278 individus.

Toujours dans la continuité de nos analyses précédentes, nous souhaitons nous centrer sur le comportement des enfants qui vivent ou ont vécu à Caigua. Pour y parvenir, nous excluons donc de notre analyse les individus susceptibles de n'avoir jamais habité la communauté. Nous nous limiterons aux sous-populations suivantes :

- ceux qui vivent actuellement à Caigua, soit 214 cas.
- ceux qui n'y résident pas actuellement, mais sont natifs de la communauté, ou dont le père l'est, ou dont l'âge estimé d'installation dans la localité⁴⁰ est inférieur à 15 ans, soit 52 cas au total⁴¹.

La sous-population de la descendance vivant dans la communauté ou y ayant résidé à un moment ou un autre est donc de 266 individus.

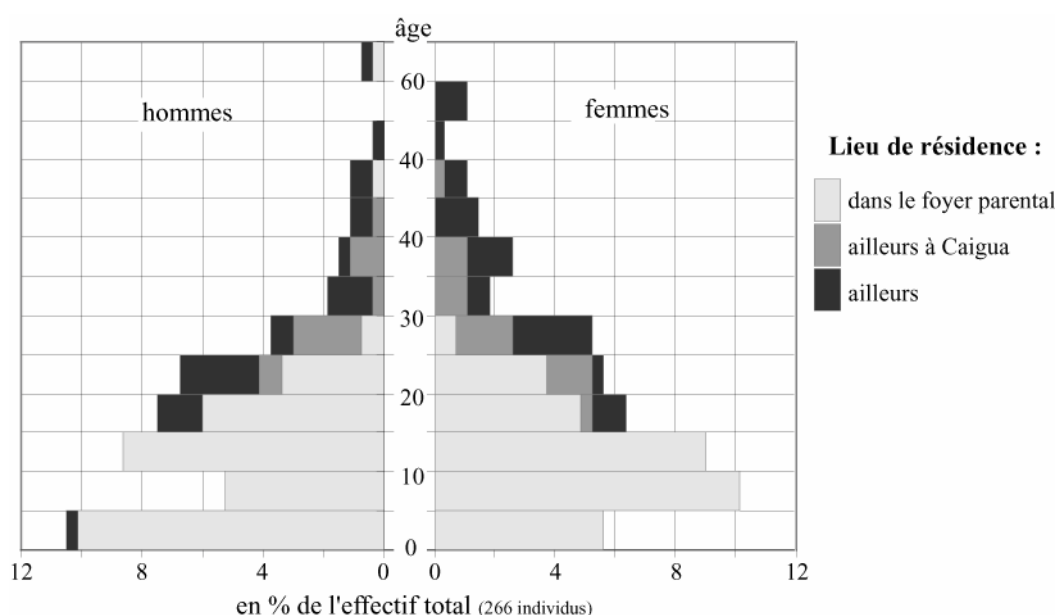
Sur les 266 enfants composant la descendance de Caigua, 69,2 % vivent encore dans le foyer familial, 11,3 % vivent en dehors du foyer mais dans la communauté et 19,5 % dans une autre localité [cf. Tab. E-45]. Une étude résidentielle selon l'âge des individus permet d'établir que la quasi-totalité

⁴⁰ L'âge d'installation est déduit de l'âge actuel de l'enfant et de l'année de première installation du chef de famille de rattachement.

⁴¹ A noter qu'une fois de plus la faiblesse de la sous-population nous restreint dans l'application de filtres supplémentaires (sur la prise en compte du conjoint par exemple, ou des expériences migratoires des parents, cf. chap. V et VI).

des enfants de moins de 15 ans vit dans le foyer parental⁴², alors qu'ils ne sont plus que 78,4 % pour les 15-19 ans, 57,6 % pour les 20-24 ans, proportion qui chute ensuite normalement pour n'être que de 16,7 % pour les 25-29 ans et devenir insignifiante à partir de 30 ans [cf. Fig. IV-13 ci-dessous et Tab. E-45]. Autre élément d'analyse, la part des enfants quittant le foyer familial et restant dans la communauté s'approche des 50 % pour les 25-29 ans (45,8 %) et les 30-39 ans (47,6 %), mais elle n'est jamais majoritaire, alors que la proportion de ceux quittant la communauté est en constante augmentation et représente plus de la moitié des 30-39 ans (52,4 %) et l'essentiel des 40 ans et plus (80,0 %).

Fig. IV-13 : Envil 2002 / Caigua – Pyramide des âges de la descendance selon le lieu de résidence



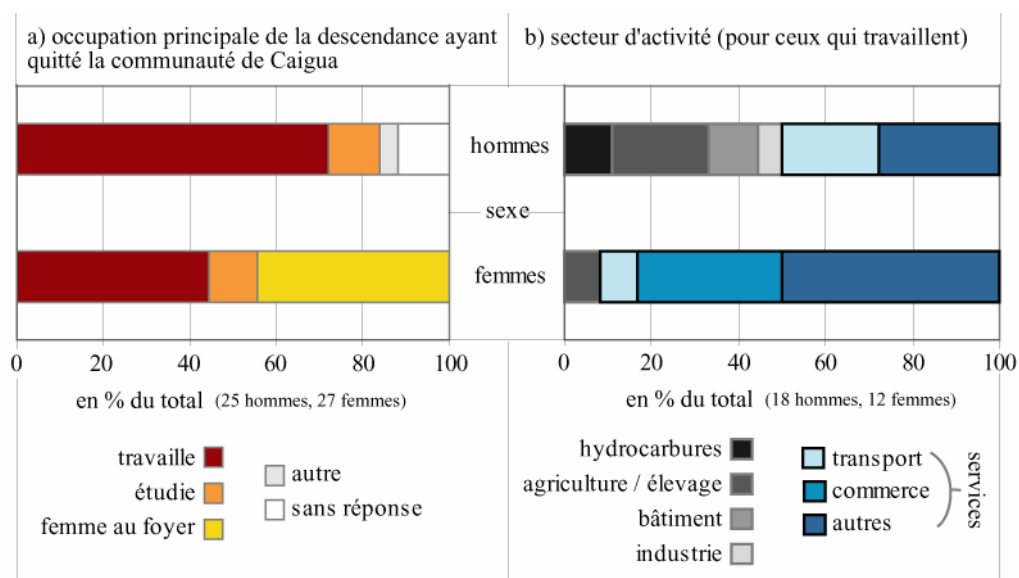
Source : Envil 2002

CM 2005

Si les enfants vivant dans le foyer familial jusqu'à l'âge de 24 ans sont majoritaires, c'est presque toujours pour le quitter ensuite, et seule une petite moitié de ces jeunes adultes reste alors à Caigua alors que la majorité opte pour l'émigration. Il s'agit là d'un mouvement migratoire important depuis la communauté puisque près d'un tiers (29,2 %, soit 21 sur 72) des foyers enquêtés déclare au moins un enfant ayant migré. C'est cette sous-population, composée de 52 descendants ayant quitté Caigua, qui nous permettra d'analyser les migrations actuelles depuis la localité.

⁴² On ne commentera pas ici la sous-représentation des filles âgées de 0 à 4 ans et celle des garçons de 5 à 9 ans, anomalie statistique vraisemblablement due à la faiblesse des effectifs.

Fig. IV-14 : Envil 2002 / Caigua – Descendance ayant quitté la communauté selon le sexe, l'occupation principale et le secteur d'activité



Quelle est l'occupation de la descendance ayant quitté la communauté [cf. Fig. IV-14-a ci-dessus] ? L'essentiel des hommes est au travail (72,0%), une minorité étudie (12,0%) ; seule une petite moitié des femmes déclare un emploi (44,4%), une même proportion concerne les femmes au foyer et les autres (11,1%) poursuivent des études [cf. Tab. E-46]. Dans une autre perspective, il est instructif de comparer la proportion de la descendance féminine active émigrée avec celle des filles restées à Caigua mais ne vivant plus au domicile parental : sur les 17 cas composant cette sous-population, seuls 11,8% (2 cas) déclarent un emploi au lieu des 44,4% précédents. Ainsi l'insertion professionnelle des femmes s'avère meilleure quand elles quittent la communauté⁴³, même si une part non négligeable d'entre elles se déclare âme au foyer (44,4%), ce qui peut être interprété comme une sédentarisation de cette population émigrée. Cette sédentarisation pourrait d'ailleurs être confirmée par le fait qu'une large majorité d'enfants partis de Caigua vit couple : 59,6% (31 des 52 cas).

Les enfants ayant quitté la communauté et titulaires d'un emploi vivent essentiellement dans des localités urbaines (80,0% des 30 observations, cf. Tab. E-49). Une moitié (50,0%) de cette descendance masculine est dans les services [cf. Fig. IV-14-b], notamment dans les transports (22,2%), un petit quart (22,2%) dans l'agriculture et l'élevage, le reste dans les hydrocarbures (11,1%), le bâtiment (11,1%) et l'industrie (5,6%) [cf. Tab. E-47]. Chez les femmes, le secteur

⁴³ Il faut cependant relativiser cette conclusion. En effet, l'essentiel de la descendance féminine restée à Caigua se déclare âme au foyer (15 cas sur 17, soit 88,2%), mais on peut supposer qu'elles participent quand cela est nécessaire aux travaux agricoles du ménage.

tertiaire occupe l'essentiel (91,6 %) des professions déclarées : un tiers (33,3 %) pour le commerce, un petit dixième (8,3 %) pour les transports et la moitié restante (50,0 %) pour d'autres services (secrétaires, infirmières et couturières). Tous ces emplois laissent supposer une bonne insertion dans leur lieu de vie puisque 50,0 % sont des travailleurs indépendants et 43,3 % salariés [cf. Tab. E-48].

Par ailleurs, les deux tiers (66,7 %)⁴⁴ des migrations estudiantines ont logiquement abouti en ville, l'autre tiers (33,3 %) visant une localité rurale [cf. Tab. E-49]. L'âge de ces individus (ils ont tous entre 16 et 20 ans) nous incite à apparenter le mouvement aux migrations antérieures motivées par le désir de poursuivre un cursus éducatif non disponible à Caigua.

Ces comportements propres à descendance pourraient être révélateurs d'un glissement d'une partie des habitants de la communauté du monde rural vers le monde urbain. En effet, lorsqu'ils ne vivent plus chez leurs parents, la majorité des enfants quitte Caigua, essentiellement pour se rendre en ville. Ils sont alors nombreux à y travailler, notamment dans le secteur tertiaire, et une minorité y poursuit des études. Peut-on imputer ces départs à la crise du secteur agricole locale ? Sans doute s'agit-il d'une manière de limiter la pression humaine sur le foncier de la communauté, mais la faible proportion d'enfants envoyant de l'argent à leur famille d'origine (seuls 13,5 % – 7 cas sur 52 – le font régulièrement ; la même proportion de temps en temps) réduit certainement l'impact financier sur Caigua.

3 - Des retours conditionnés par la situation économique des ménages ?

Nous avons repéré deux types de migrations à partir de Caigua : les antérieures, représentatives d'allées et venues de jeunes entre la communauté et la ville, et celles en cours, ou définitives, confirmant l'existence d'un mouvement du monde rural du piémont du Tarija vers des localités urbaines. Il est difficile de valider un lien entre la crise du secteur agricole de la communauté et ces stratégies migratoires⁴⁵, nous nous contenterons donc de rappeler l'augmentation des migrations antérieures lorsque les limites des disponibilités foncières de Caigua ont été atteintes (années 90) et l'existence d'une proportion majoritaire d'enfants quittant la communauté au sortir du foyer familial. Ces deux points nous permettent de supposer que l'émigration contribue à diminuer la pression

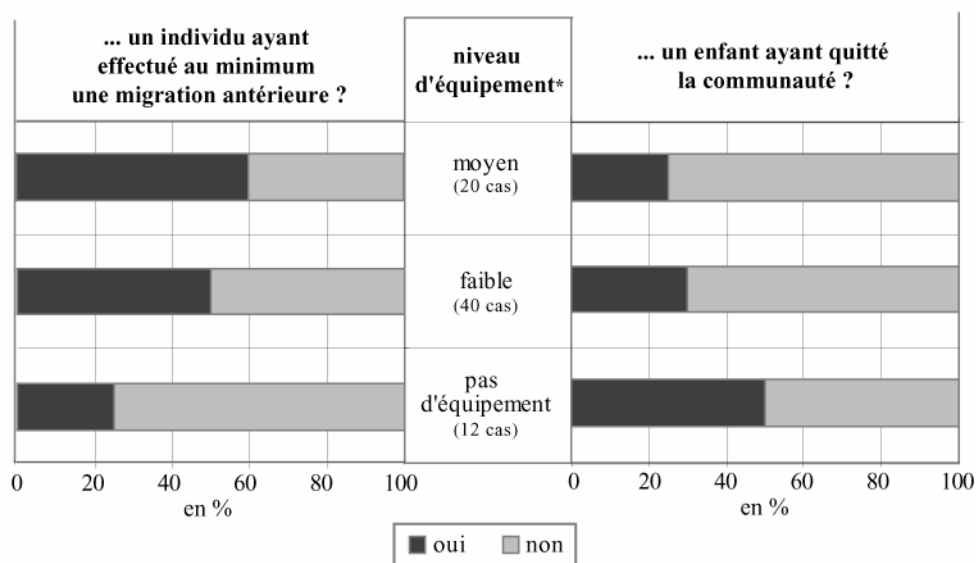
⁴⁴ Soit l'ensemble des 6 cas concernés. Il convient donc de manier avec précaution la faiblesse de cette sous-population.

⁴⁵ La comparaison entre déplacements depuis Caigua et situation des ménages par rapport à la crise de la communauté serait biaisée. En effet, les plus affectés sont les familles dont le chef est jeune [cf. partie II de ce même chapitre] ou s'est récemment installé. Dès lors, l'approche comparative aurait nécessité l'application de filtres (par exemple, les foyers dont le chef est âgé de 30 ans ou moins, ou les déplacements effectués à partir de 1995), ce qui est rendu impossible par la faiblesse numérique de nos effectifs.

humaine sur une localité où les nouvelles générations et les immigrants récents ont peine à s'intégrer. Cependant, la corrélation entre le type d'émigration décelé et le niveau d'équipement⁴⁶ du ménage semble révélatrice [cf. Fig. IV-15 ci-dessous] : les familles les plus équipées sont aussi les plus nombreuses à déclarer au minimum une migration antérieure (60,0 %, cf. Tab. E-50), alors que plus l'équipement est faible, moins nombreux sont ces départs (50,0 % et 25,0 %). A l'inverse, c'est chez les moins nantis que l'on compte le plus de ménages déclarant au moins un enfant ayant quitté la communauté (50,0 %, cf. Tab. E-51), et les proportions s'inversent avec l'augmentation de l'aisance des ménages (30,0 % et 25,0 %). On pourrait interpréter ces chiffres en supposant que les ménages les plus riches sont les plus concernés par des migrations ponctuelles et ont la capacité de réintégrer leurs membres. Au contraire, les enfants des familles les plus pauvres optent pour des migrations peut-être définitives, stratégie qui peut être liée à la difficulté d'insertion locale.

Fig. IV-15 : Envil 2002 / Caigua – Ensemble des foyers enquêtés selon le niveau d'équipement et la présence ou non d'au moins une migration antérieure ou actuelle (enfant ayant quitté la communauté)

Le ménage déclare-t-il au moins ...



* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour le calcul de l'indice d'équipement

Source : Envil 2002

cf. Tab. E-50 et E-51 pour les données détaillées

CM 2005

Qu'il s'agisse de migrations antérieures et provisoires ou de migrations actuelles en partie définitives, elles sont généralement effectuées vers des villes. Il convient maintenant d'étudier dans le détail les lieux de destination de ces émigrés.

⁴⁶ Cf. Texte B-3 de l'annexe B pour le détail du calcul de l'indice d'équipement.

B - Un redéploiement vers les villes du Sud-Est bolivien

Quels sont les pôles d'attraction qui régulent le redéploiement des Caiguanais ? Nous avons déjà souligné l'importance des migrations professionnelles concernant le secteur tertiaire, différence notable avec les vallées andines [cf. chap. III], mais nous n'avons pas étudié l'attractivité qu'exerce l'Argentine sur Caigua. De nombreuses questions se posent : cette attractivité du pays voisin est-elle aussi forte qu'à Tolomosa ? La proximité de la ville de Tarija, en forte croissance depuis 1950 [cf. chap. II], a-t-elle un impact sur la communauté, ou bien les villes de l'Orient (et dans ce cas lesquelles ?) concentrent-elles l'essentiel des destinations ? Les possibilités sont nombreuses : Villamontes est très proche, le développement de Yacuiba a été phénoménal durant les années 90 et la domination de Santa Cruz est aujourd'hui considérable. Dans un premier temps, nous porterons un regard diachronique sur l'évolution de ces pôles d'attraction, pour ensuite nous concentrer sur leurs spécificités, à travers l'étude des lieux de destination des migrations professionnelles et de formation.

1 - La description des lieux de destination

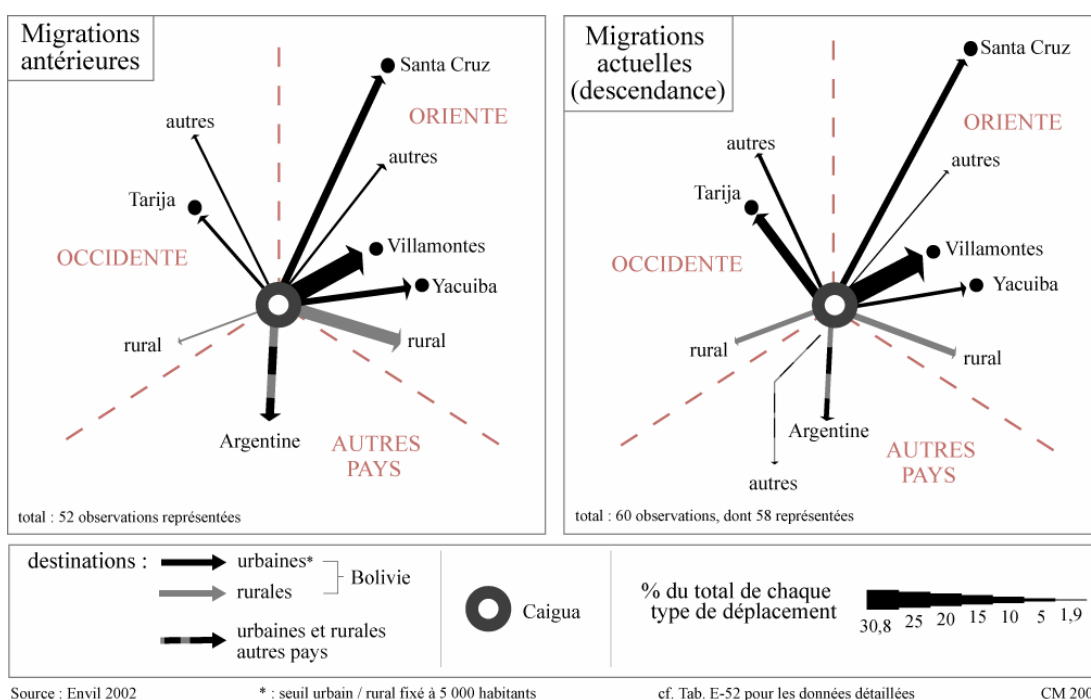
Nous serons amenés à travailler ci-dessous simultanément sur les 60 migrations antérieures et les 52 migrations actuelles (descendance vivant en dehors de Caigua), soit sur un total de 112 événements migratoires effectués au départ de la communauté.

L'importance des migrations de proximité depuis Caigua est déterminante puisque plus de la moitié des événements migratoires (antérieurs ou actuels) s'orientent vers des localités proches de la communauté [cf. Tab. E-52] : à Villamontes (30,4 % des 112 événements recensés) et à Yacuiba (8,0 %), deux villes respectivement situées à 20 et 115 kilomètres sur la route menant à l'Argentine, ou dans des localités rurales du Tarija, du Chuquisaca ou de la partie méridionale du Santa Cruz (15,2 %). Autre observation, on notera une certaine diversité dans les lieux de migration : l'Orient bolivien en concentre les deux tiers (67,0 %) mais l'Occidente représente une part significative (19,6 %) et les autres pays un complément non négligeable (11,6 %).

L'approche diachronique de l'évolution des lieux de migration fait apparaître de légères nuances [cf. Fig. IV-16 ci-contre]. Si les destinations orientales sont visées par l'essentiel des migrations antérieures (75,0 %, cf. Tab. E-52), cette proportion est en nette diminution lorsqu'il s'agit de migrations actuelles (57,7 %). Cette évolution ne peut être imputée à une baisse de l'attractivité de Villamontes, qui se maintient de loin comme premier lieu de destination (30,0 % des migrations antérieures, 30,8 % des actuelles) ni à une récession celle de Santa Cruz, moins importante mais stable (respectivement 11,7 % et 9,6 %) mais à une forte baisse des déplacements vers Yacuiba (10,0 % et 5,8 %) et les campagnes de

l'Oriente (20,0 % et 9,6 %). Autre baisse d'attractivité, celle de l'Argentine, qui occupe une place significative des migrations antérieures (13,3 %) en diminution pour les migrations actuelles (7,7 %). Ces mutations se font au profit de l'Occidente bolivien, puisqu'il ne concentre qu'une minorité des événements migratoires antérieurs (11,7 %) mais plus d'un quart de ceux en cours (28,8 %), évolution principalement due à une augmentation de l'attractivité de la ville de Tarija (respectivement 5,0 % et 15,4 %), dans une moindre mesure de celle de Sucre (1,7 % et 5,8 %) et des campagnes occidentales (3,7 % et 7,7 %).

Fig. IV-16 : Envil 2002 / Caigua – Comparaison entre les lieux de destination des migrations antérieures et actuelles

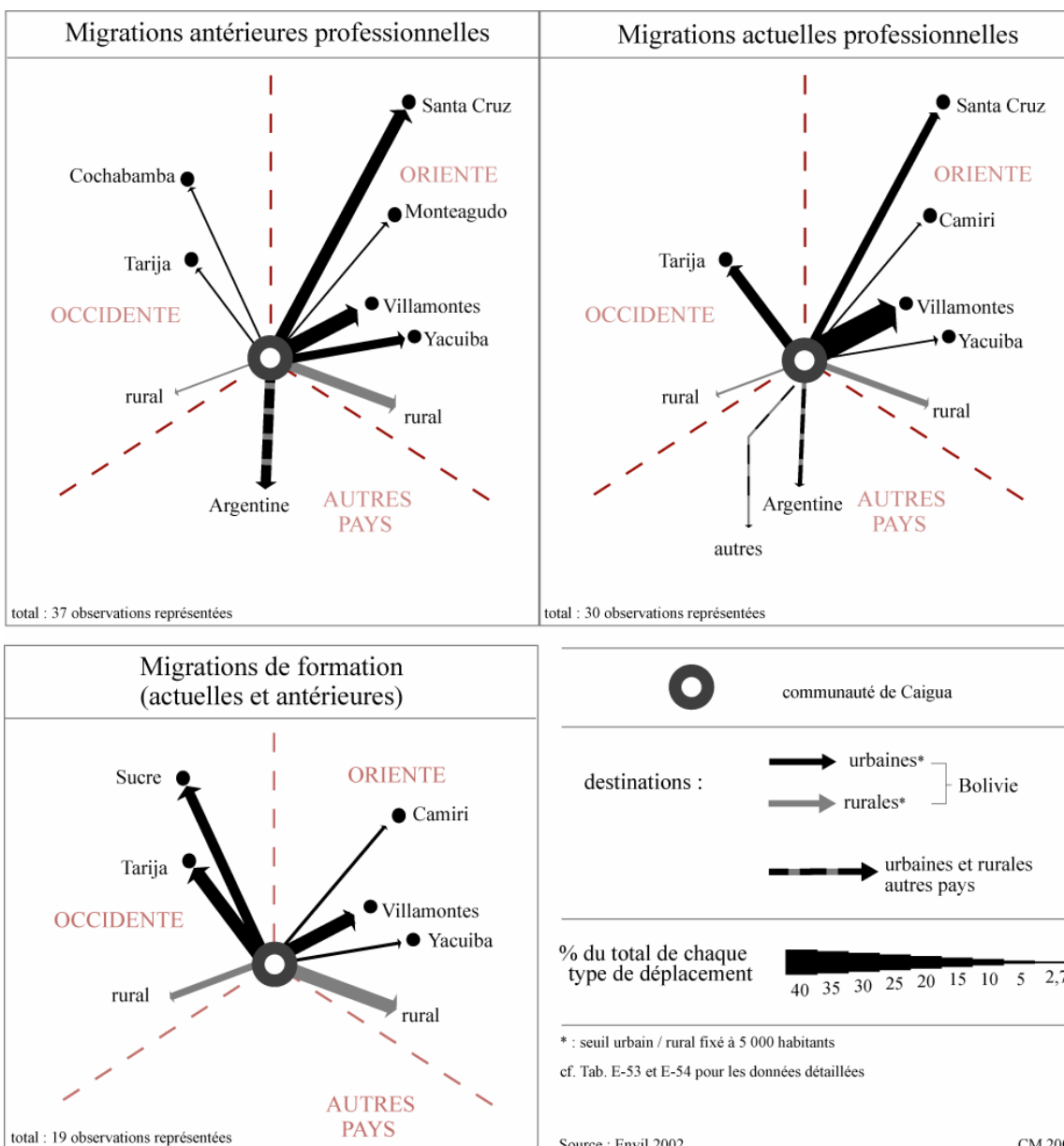


Tâchons à présent de détailler ces évolutions grâce à l'étude des fonctionnalités des différents pôles attractifs pour les Caiguanais. Comme nous l'avons vu précédemment, ce sont les motivations professionnelles qui déterminent essentiellement les départs. Avec 31,3 % des migrations liées au travail⁴⁷ qui s'effectuent vers Villamontes [cf. Tab. E-53], cette ville voisine est incontestablement le premier lieu de destination ; elle est suivie par Santa Cruz (16,4 %), Yacuiba et Tarija (9,0 % chacun). En complément, on notera la présence d'un mouvement minoritaire vers des localités rurales de la Bolivie (13,4 % dans l'Oriente, 3,0 % dans l'Occidente) et un autre vers d'autres pays (11,9 % en Argentine, 1,5 % ailleurs). L'observation diachronique permet de noter certaines tendances [cf. Fig. IV-

⁴⁷ C'est-à-dire des migrations antérieures dont le motif est « travailler », « étudier et travailler » ou « chercher du travail » ou des migrations actuelles (descendance ayant quitté Caigua) effectuées par des individus travaillant au moment de l'enquête.

17 ci-dessous] : la comparaison entre le schéma de gauche (migrations antérieures) et celui de droite (l'émigration actuelle) montre que Villamontes gagne en influence : 24,3 % des déplacements antérieurs professionnels s'y sont rendus et 40,0 % actuellement ; même constatation à Tarija avec les chiffres de 2,7% et de 16,7%. Au contraire, les autres lieux ont perdu de leur importance : Santa Cruz passe de 18,9 % à 13,3 % ; Yacuiba chute brutalement de 13,5 % à 3,3 % ; les déplacements vers les localités rurales boliviennes diminuent aussi : de 18,9 % à 13,3 % ; et il en est de même pour ceux à destination d'autres pays : de 16,2 % à 10,0 %.

Fig. IV-17 : Envil 2002 / Caigua – Lieux de destination des migrations professionnelles et de formation depuis la communauté



L'observation des lieux de destination des migrations de formation laisse quant à elle entrevoir une distribution différente⁴⁸ [cf. Fig. IV-17 ci-contre]. Les villes de Villamontes et de Tarija se partagent la première place avec chacune 21,1 % de l'ensemble des migrations de formation⁴⁹ [cf. Tab. E-54], suivies de Sucre (15,8 %), puis par d'autres villes orientales (10,5 % en tout) et enfin par des localités rurales de l'Occidente du Tarija, de l'Oriente du Chuquisaca ou du Santa Cruz (10,5 % chacun). On remarquera l'absence de la capitale crucénienne dans ces destinations.

C'est à partir de cette analyse descriptive de l'évolution et des fonctionnalités des lieux de destination des Caiguannais que nous proposerons à présent une vision générale des pôles d'attraction structurant la redistribution des habitants de la communauté.

2 - L'attractivité des villes de l'Oriente et les mouvements émergents vers l'Occidente

Quand ils émigrent de leur communauté, les Caiguannais ont donc tendance à se rendre dans des villes de l'Oriente bolivien. En tout premier lieu, Villamontes constitue indéniablement la destination principale. Situées sur l'axe Yacuiba-Santa Cruz régulièrement parcouru par des transports en commun, les localités de Caigua et de Villamontes ne sont séparées que de 20 minutes. C'est sans doute cette proximité qui explique le rôle majeur joué par cette dernière, petit centre urbain de 16 113 habitants (recensement INE 2001), dans les lieux de destination des habitants de la communauté. Pour ce qui est des migrations professionnelles, nous avons remarqué l'importance croissante de celles effectuées vers Villamontes, augmentation que l'on peut éventuellement mettre en relation avec les récentes activités gazières et les emplois directs et indirects induits dans cette ville [cf. annexe C, plus particulièrement Texte C-3 et Photos C-3, ainsi que chap. VI]. Enfin, bien que l'attractivité de Villamontes pour les migrations de formation soit moindre, elle reste toutefois significative, ce qui confirme l'importance de cette ville voisine pour les habitants de la communauté.

Deuxième pôle d'attraction et autre ville orientale, Santa Cruz capte un mouvement migratoire provenant de Caigua. Rappelons que la capitale de l'Oriente bolivien est l'une des plus grandes villes du pays (1,12 million d'habitants selon le recensement de 2001), au centre d'une dynamique régionale exceptionnelle (D'ANDREA 2004). C'est sans doute cette vitalité économique qui pousse les Caiguannais à partir vers un centre urbain pourtant très éloigné de la communauté (environ 420 kilomètres, une journée de bus⁵⁰). On aura cependant noté deux points qui relativisent l'ampleur de ce mouvement : d'une part, l'attractivité de Santa Cruz s'exerce uniquement sur les migrations

⁴⁸ Le faible effectif des migrations de formation ne permet pas une analyse diachronique pertinente du phénomène.

⁴⁹ A savoir, soit les migrations antérieures motivées par « études » ou « études et travail », et celles en cours (descendance ayant quitté Caigua) dont l'occupation principale est étudier.

⁵⁰ L'asphaltage du tronçon Camiri-Abapo en 2004 a cependant réduit ce temps de trajet, et l'a rendu praticable toute l'année.

professionnelles, et non sur celles de formation ; d'autre part, l'importance de la ville comme lieu de destination laisse apparaître un léger fléchissement entre les migrations antérieures et actuelles⁵¹.

Toujours parmi les villes de l'Orient, on peut considérer que Yacuiba constitue un pôle d'attraction désuet pour les Caiguanais. La communauté, à seulement 115 kilomètres de la capitale provinciale, est bien desservie par une route goudronnée fréquemment empruntée par des transports en commun. C'est donc tout naturellement que certains des habitants de Caigua s'y sont déplacés lors de l'exceptionnel développement de la fonction commerciale de la ville qui a généré la création d'une multitude d'emplois peu qualifiés (bâtiments, commerce et divers services tels que hôtellerie, restauration, transport) assurant l'insertion professionnelle des Caiguanais. La faible importance de Yacuiba dans les migrations actuelles pour travailler est elle aussi logiquement explicable par la crise qu'a connue la ville au cours de ces dernières années [cf. chap. II].

Par ailleurs, on évoquera brièvement l'existence d'un courant migratoire minoritaire vers des localités rurales de l'Orient bolivien. La baisse d'intensité de ce mouvement est cependant le signe qu'il s'agit ici aussi d'une tendance passée, qui a essentiellement concerné des agriculteurs et des éleveurs (sur les 8 événements recensés, 6 sont liés à un emploi dans le secteur primaire).

On ne peut cependant limiter l'étude des lieux de destination de l'émigration caiguanaise à l'Orient bolivien. Comme il a été noté, les déplacements vers l'Occident du pays sont en augmentation. Cette tendance est principalement due à l'attractivité de la ville de Tarija. La capitale départementale n'est située qu'à 275 kilomètres de la communauté, mais la piste la reliant au piémont Nord est sinueuse, en mauvais état en période de pluies [cf. Photos H-17-b] et peu fréquentée par les transports en commun. Pourtant, on note tout de même l'apparition d'un courant migratoire vers ce centre urbain, pour des raisons professionnelles mais aussi de formation.

Enfin, il convient de revenir brièvement sur l'existence d'une émigration vers l'étranger. Même si c'est dans des proportions largement inférieures qu'à Tolomosa, il existe un courant migratoire pour raisons professionnelles entre Caigua et l'Argentine, dont la frontière n'est qu'à 1 heure 30 de bus de la communauté. A la différence de notre unité d'analyse des vallées andines (la *cuenca* de Tolomosa), ces déplacements ne s'effectuent que minoritairement vers les provinces frontalières, mais concernent majoritairement la région de Buenos Aires et les villes du centre du pays⁵². Il semblerait qu'il s'agisse d'un mouvement structuré autour des emplois agricoles (4 des 8 migrations) ou de divers services. Cependant, comme nous l'avons évoqué plus haut, l'attractivité du pays voisin concerne les migrations antérieures et s'avère actuellement faible, ce que l'on peut sans

⁵¹ Vue la faiblesse des effectifs, il convient de manier avec précaution des tendances si faibles.

⁵² Sur l'ensemble des 8 migrations professionnelles depuis Caigua vers l'Argentine, 3 sont à destination de la province de Salta, 2 vers Mar de Plata, 2 vers Buenos Aires, 1 vers Cordoba et 1 autre vers Rosario.

doute attribuer à la crise que connaît l'Argentine à la fin des années 90 et à la dévaluation du peso en décembre 2001 [cf. chap. III]. Cette diminution souligne bien la fragilité de ce courant migratoire.

Ainsi a-t-on souligné l'existence d'une importante émigration professionnelle depuis Caigua, visant des emplois dans le secteur tertiaire, ce qui confirme l'idée d'une diversification stratégique des activités. Bien que ces départs amoindrissent la pression humaine sur le foncier agricole de la communauté, la faiblesse des transferts financiers effectués par la descendance vivant en dehors de Caigua vers les ménages d'origine ne permet pas de les considérer comme une activité à part entière des Caiguanais, contrairement à ce que nous avons décelé à Tolomosa [cf. chap. III]. De plus, les destinations, essentiellement des villes, impliquent l'existence d'un courant migratoire classique de jeunes ruraux désirant changer de milieu d'habitat et vivre une expérience urbaine. Pour ce qui est des lieux de destination, l'attractivité de Villamontes explique l'importance des villes de l'Orient qui est complétée par les pôles secondaires de Santa Cruz et Yacuiba, ce dernier représentant un courant passé. On aura cependant noté une diversification des lieux d'émigration, puisque les déplacements vers la ville de Tarija pourraient bien représenter une tendance émergente et ceux vers certaines zones rurales boliviennes ou l'Argentine sont significatifs bien que minoritaires (surtout pour les migrations actuelles). Il s'agit donc là d'une différence supplémentaire avec Tolomosa, le redéploiement des habitants ne s'effectuant que minoritairement vers le pays voisin. Dans ces conditions, on comprend mieux l'inexistence de migrations saisonnières contrairement à ce que nous avons relevé dans la vallée andine.

Conclusion Chapitre IV

La croissance récente de la population rurale du piémont tarijénien en fait l'une des régions les plus peuplées du département. Cet état de fait est à notamment à mettre au compte du développement récent d'une agriculture intensive qui a relégué l'activité pastorale extensive à la plaine du Chaco. Dans le cas de la communauté de Caigua, cette évolution a tout d'abord engendré une immigration d'individus en provenance des campagnes orientales (et dans une moindre mesure de petites villes) proches de la communauté, attractivité qui a ensuite gagné les régions rurales occidentales, vallées andines du Tarija et sud-ouest du Chuquisaca, toutes deux fortement touchées par l'émigration de leurs habitants [cf. chap. II, III et V]. Même s'il n'explique que partiellement le peuplement de Caigua, on observe donc l'existence d'un mouvement rural/rural dans les transferts de population Occidente/Oriente remarqués à l'échelle de la Bolivie [cf. chap. I].

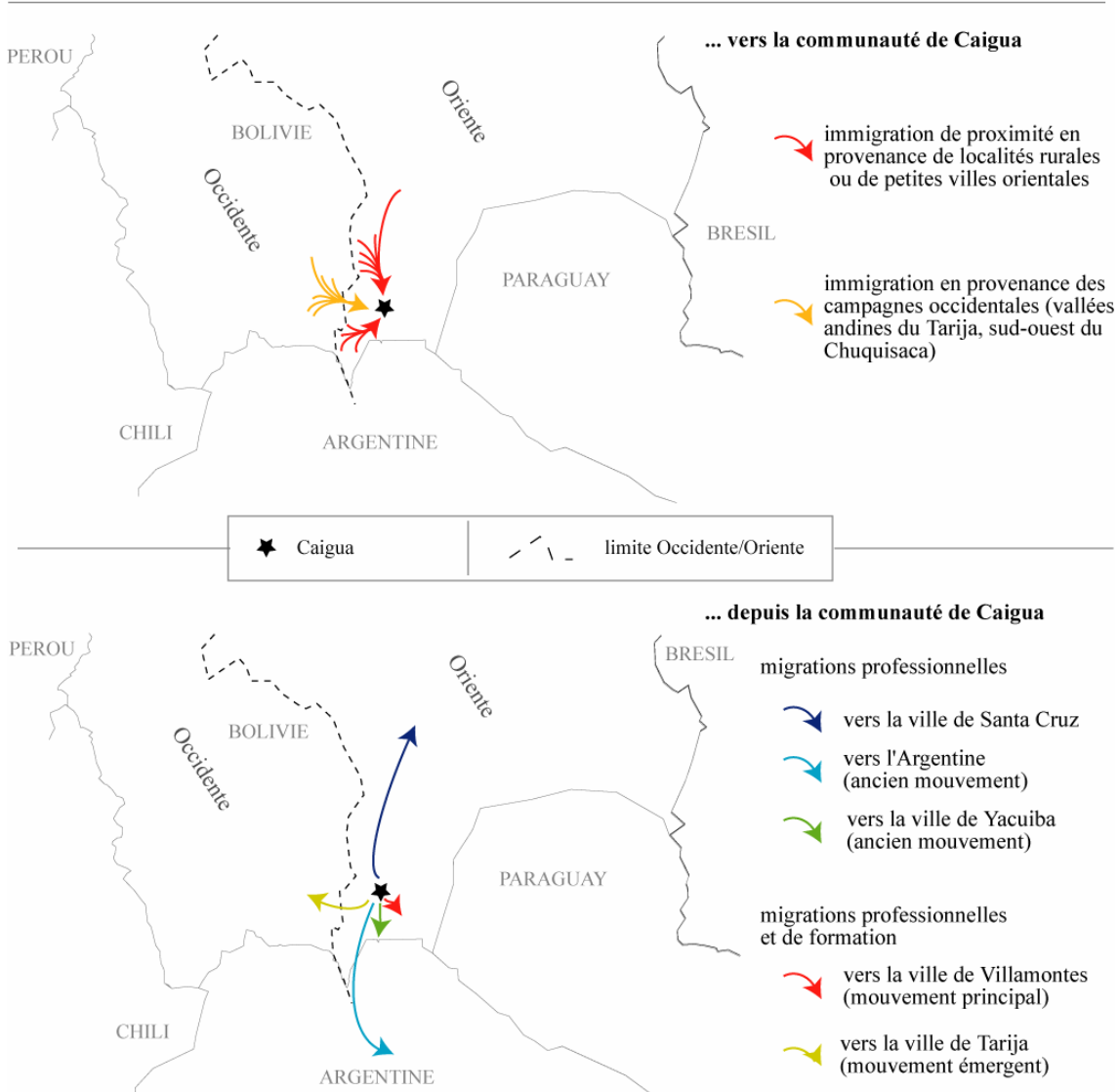
Cependant, on peut s'interroger sur les perspectives de cette croissance rurale du piémont puisque la distribution de terres agricoles fertiles, ayant constitué le principal attrait de Caigua (l'une des unités de la communauté indigène de Tarairi¹), semble avoir rencontré ses limites au cours des années 90 : il n'y a plus de parcelles à répartir et la subdivision des ressources foncières a entraîné une nette diminution de la taille des exploitations agricoles. Dans ce contexte, les immigrés les plus récents et les jeunes ménages rencontrent des difficultés à maintenir une activité agricole pouvant rivaliser avec les cultures industrielles argentines. En conséquence, on a noté une diversification des activités et l'apparition d'une émigration depuis Caigua, traduite par des déplacements ponctuels (pour les ménages les plus aisés) ou sans doute définitive (pour les familles qui ne peuvent réintégrer leurs émigrés). Il s'agit essentiellement de migrations vers des centres urbains, pour y exercer des emplois dans les services, entraînant ainsi non seulement un changement dans le milieu d'habitat de résidence mais aussi dans le secteur d'activité pratiqué. A ce titre, elles peuvent clairement être assimilées à de l'exode rural. Ce sont les villes de l'Oriente qui constituent le lieu de destination principal, conséquence d'importantes migrations de proximité vers Villamontes, localité qui concentre environ un tiers des lieux de destination. Néanmoins, il convient de nuancer cette attractivité pour la ville voisine [cf. Carte IV-4 au dos] : l'Argentine et

¹ Il est intéressant de noter à ce sujet l'absence de Guaranis à Caigua, groupe ethnique constituant l'essentiel des indigènes locaux. Ainsi la redistribution des terres de notre unité d'analyse ne s'est pas faite au bénéfice des autochtones.

Yacuiba constituent des destinations anciennes et conjoncturelles, la capitale du Tarija une destination émergente et celle du Santa Cruz reste assez stable.

Carte IV-4 : Principaux mouvements de population vers et depuis la communauté de Caigua

Les principaux mouvements migratoires...



Sources : Fond de carte : www.philgeo.club.fr ; données : Envil 2002 ; bipartition du Tarija propre et bipartition nationale : D'ANDREA 2004

CM 2005

Cette redistribution des Caiguanais souligne bien l'importance de l'instabilité du peuplement de la communauté, et constitue une alternative à la pression humaine excessive exercée sur le foncier agricole. Mais l'agriculture pourrait bénéficier dans les années à venir d'importants changements, ce qui ouvre d'autres perspectives de développement. Un des projets présentés par la province Gran Chaco pour bénéficier des redevances gazières est de construire un barrage sur la

rivière Caigua, en amont de la communauté². Un tel programme aurait un impact majeur sur la localité en valorisant les terres agricoles grâce à une irrigation générale et permanente. Selon le contexte macro-économique, une pratique accrue de polycultures commerciales favoriserait la viabilité des exploitations agricoles et pourrait engendrer une augmentation de la demande en main-d'œuvre et des investissements financiers (notamment la mécanisation³). En outre, la réouverture de la raffinerie d'huile de Villamontes est prévue pour juillet 2005 et s'accompagnera d'une demande en soja⁴. Or, Caigua dispose de terres vierges de l'autre côté de la route qui mène à Santa Cruz et traverse la communauté, l'augmentation du potentiel d'irrigation et la colonisation de terres jusque là incultivables pourraient donc permettre le développement de cultures industrielles. Enfin, la poursuite de la croissance de Villamontes et l'amélioration du réseau de transport entre la ville et son arrière-pays offrirait elles aussi de nouvelles perspectives. Les Caiguanais travaillent de plus en plus dans le secteur tertiaire, ils auraient alors la possibilité de le faire à Villamontes tout en vivant dans la communauté, et ainsi continuer à participer aux travaux agricoles si nécessaire. À l'inverse, les Villamontais pourraient s'établir dans la communauté qui jouit d'un cadre de vie agréable⁵. Ces évolutions, et la relance potentielle du développement de Caigua qui en découlent, dépendent de l'essor de la ville voisine, question que nous aborderons dans la partie suivante.

² Le projet, de 10 millions de bolivianos (environ 1,23 million de USD), est intégré au budget 2005 alloué par le Ministère des Finances à la préfecture du département du Tarija (<http://vmmpc.hacienda.gov.bo>). Il s'agirait d'un projet d'envergure : la digue de retenue serait de 30 mètres de haut et le lac artificiel s'étalerait sur 2 kilomètres de long.

³ Cependant, la taille des parcelles et leur localisation sur le relief accidenté des pentes de l'Aguaragüe handicaperait une agriculture mécanisée.

⁴ Selon le quotidien *El Diario* du 8 juillet 2005, l'usine nécessiterait 50 000 tonnes de soja par an. Cependant, la production annuelle disponible dans la « région » ne serait actuellement que de 15 000 tonnes, des importations en provenance d'Argentine seront donc nécessaires dans un premier temps (<http://www.eldiario.net>).

⁵ Les conditions matérielles de vie sont en constante amélioration à Caigua : en 2003, l'habitat en adobe a été assaini [cf. Photos H-14], en 2004 une école maternelle a été inaugurée et la construction du réseau d'eau potable et d'égout est en cours.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

DES DYNAMIQUES RURALES DIFFERENCIEES

André Franqueville résume ainsi l'échec de la répartition des terres agricoles en Bolivie : “ La réforme agraire fut [...] rapidement abandonnée par les gouvernants, tout effort allant, dès les années soixante-dix, à la mise en place dans les plaines de Santa Cruz de grands domaines agro-industriels [...] censés fournir des devises au pays, ce qui consacrait l'abandon de fait de la petite paysannerie bolivienne ”. Puis, “ on s'explique [...] qu'aujourd'hui encore 93 % des exploitations agricoles n'occupent que 11 % de la superficie utilisée et ne comptent en moyenne que 2,2 hectares ” (FRANQUEVILLE 2000, p. 18). Cependant, même si elle s'est traduite par l'apparition de *minifundios*, la réforme agraire a eu des effets sur la répartition spatiale de la population rurale.

Deux modèles aux bases différentes nous ont permis d'aborder cette question. Tolomosa tout d'abord, vallée aux traditions agricoles et peuplement anciens, dans l'Occidente du département. Caigua ensuite, communauté récemment repeuplée, exemple de colonisation orientale des interstices du piémont, aboutissement (après plusieurs siècles) d'une volonté politique de sédentariser des populations dans la région du Chaco. L'observation comparative des résultats de nos analyses offre un regard novateur sur les évolutions récentes des dynamiques rurales dans le Tarija.

Réseaux et cultures migratoires : des pratiques différenciées de l'espace

Il est surprenant de constater que des modèles aux assises si différentes rencontrent des difficultés pourtant comparables. Leurs deux systèmes productifs, essentiellement fondés sur

l'agriculture et l'accèsion aux terres individuelles initiée par la réforme agraire, sont en crise, conséquence à la fois de la concurrence des cultures industrielles argentines, du morcellement parcellaire (notamment lié à un croît naturel soutenu) et de l'accès limité aux ressources hydriques. Nos exemples s'inscrivent donc dans une problématique plus générale qui concerne l'ensemble des petits paysans boliviens dont " les productions [...] stagnent ou périclitent au gré des aléas climatiques ", des politiques de libéralisation économique et des cours internationaux des produits agricoles (FRANQUEVILLE 2000, p. 19). Ces difficultés d'ordre économique, ainsi que le faible attrait du monde rural bolivien pour les jeunes, sont à l'origine d'une émigration majeure. Pour preuve le comportement de la descendance : qu'il s'agisse de Tolomosa ou Caigua, près de trois quarts des foyers¹ le départ d'ay moins un enfant [cf. Récapitulatif I ci-contre]. Dans son ensemble, cette dynamique migratoire commune aux deux sites montre que la population s'adapte à la capacité productive des systèmes agraires, constatation qui souligne un mécanisme d'ajustement démographique favorisé par l'attractivité de la modernité. Dans le détail, les stratégies mises en place répondent néanmoins à des temporalités, des lieux et des activités différentes.

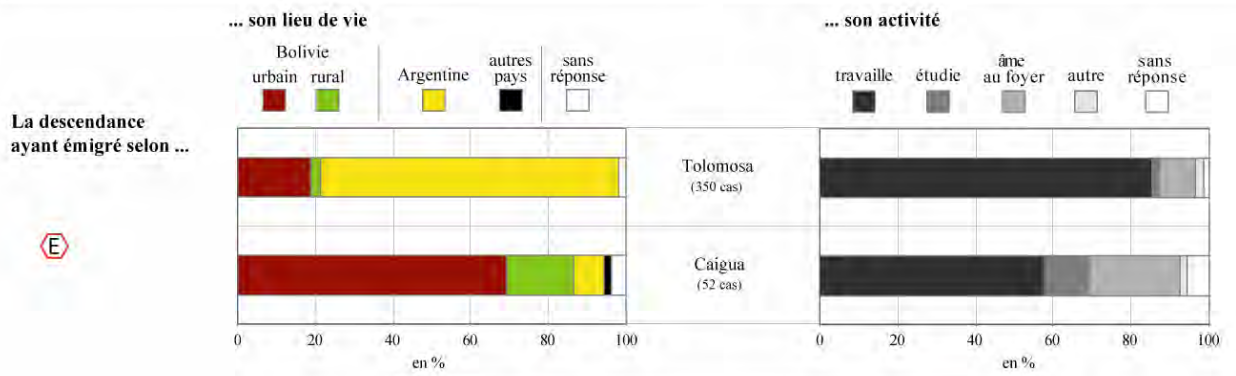
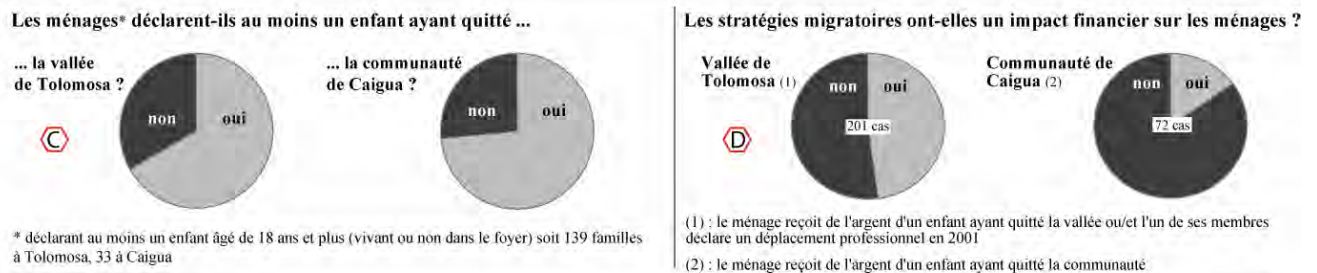
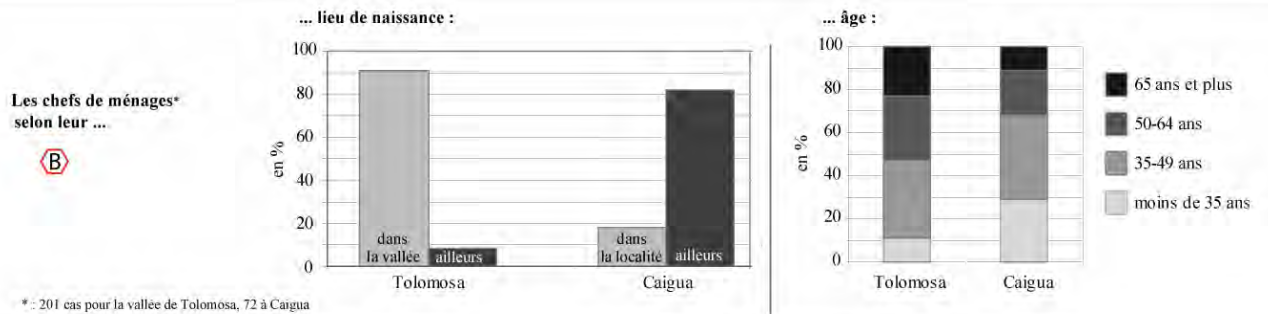
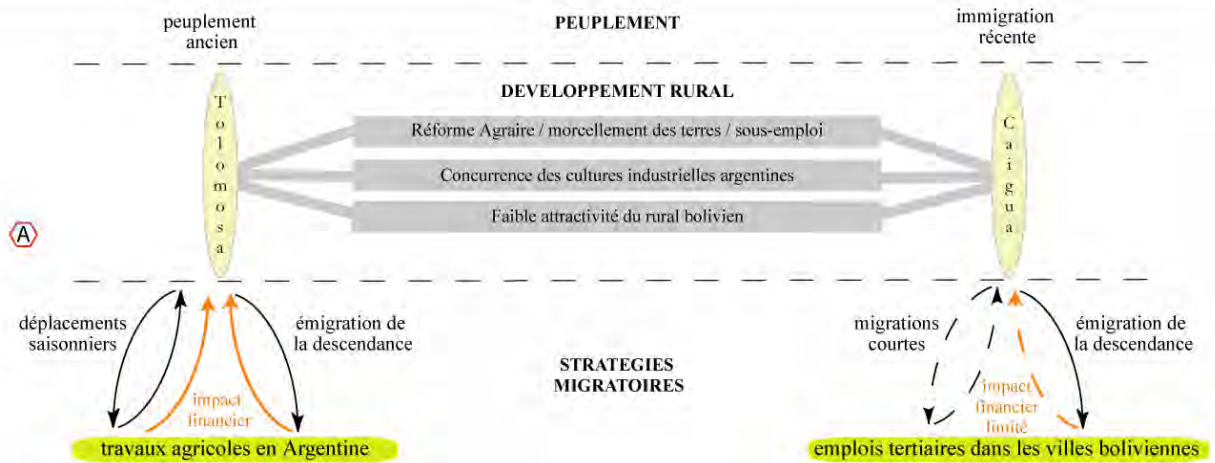
A Tolomosa, deux types de déplacements semblent complémentaires : saisonniers pour les ménages qui ont besoin de main-d'œuvre en période hivernale, de longue durée pour ceux ne disposant pas d'activités agricoles viables. Dans les deux cas, la migration internationale est dominante et exclusivement orientée vers l'Argentine, plus particulièrement vers les emplois agricoles relativement mieux rémunérés que proposent les bassins agro-industriels du nord du pays ou les ceintures maraîchères péri-urbaines. Ainsi, contrairement à l'exemple de Geneviève Cortes (2000), la population des campagnes traditionnelles du Tarija dispose d'une alternative de proximité à la colonisation interne. Par contre, Caigua se démarque de ce modèle, les stratégies migratoires de ses habitants pouvant y être qualifiées d'exode rural classique : les départs sont systématiquement longs (écourtés en cas d'échec de la migration et possibilité de réintégration), s'effectuent vers les villes boliviennes (la plus proche étant la plus attirante) et entraînent des changements intersectoriels d'activité (on passe de l'agriculture aux services).

Une meilleure compréhension du modèle traditionnel de Tolomosa, à travers son inscription dans une perspective historique, enrichit la comparaison avec le modèle récent de Caigua. Les pratiques migratoires actuelles des populations rurales de l'Occidente vers l'Argentine ne seraient-elles pas une forme moderne des " traditions de mobilité des populations andines, celles des *comunarios*², qui se pratiquait à longue distance et de façon organisée entre étages écologiques " (FRANQUEVILLE 2000, p. 85) ? Selon l'expression du même auteur, on pourrait alors inscrire la

¹ Déclarant au moins un enfant âgé de 18 ans ou plus.

² Selon Franqueville (2000), le *comunario* est le membre d'une *ayllu*, communauté territoriale andine (aymara ou quechua) fondée sur des liens de parenté et constituant le cadre des rapports sociaux et des activités économiques.

Récapitulatif I : Le peuplement de la vallée de Tolomosa et de la communauté de Caigua



Source des données : Entol 2002, Envil 2002

Ceydrie Martin, 2005

démarche des Tolomosains dans la “ pratique originale de l’espace ” des paysans andins (2000, p. 87), qui se caractérise notamment par un lien étroit entre émigration et communauté d’origine. Car, qu’il s’agisse des migrations saisonnières ou de l’émigration de la descendance, nous avons clairement souligné l’importance des retours (financiers et physiques) qui accompagnent ces différents mouvements de population, et le maintien de l’activité de départ, les travaux agricoles. Ainsi l’émigration pourrait être perçue comme une stratégie communautaire marquée par les coûts et bénéfices des déplacements. L’observation des mécanismes migratoires nous le laisse effectivement penser : le type dominant d’émigration (saisonnière ou longue) dépend des besoins des communautés ; le fort taux d’activité professionnelle de ceux qui quittent Tolomosa est révélateur d’une orientation clairement économique des déplacements ; les salaires relativement élevés en Argentine compensent des conditions de travail difficiles (surtout pour les clandestins) et les lieux de destination dans le pays voisin (provinces limitrophes pour migrations courtes, parfois plus éloignées si elles sont longues) induisent la prise en compte du facteur distance-coût.

Ces différents éléments nous incitent à replacer les stratégies tomosaines dans une problématique plus générale, celle d’un “ processus migratoire organisé et géré par la société, qui trouve là un moyen de résistance à la dégradation de ses conditions de vie ” (DOMENACH & PICOUE 1995, p. 115). A l’échelle bolivienne, c’est encore Geneviève Cortes, à travers son étude des migrations infradépartementales des communautés andines du Cochabamba, qui a décelé l’actualité d’un tel phénomène : l’élargissement “ de l’espace paysan correspond à une volonté, et souvent une nécessité, de trouver des alternatives économiques face à la détérioration des conditions de production agropastorale sur l’espace communautaire d’origine ” (CORTES 1995 c, p. 952). Dès lors, comment expliquer qu’on ne retrouve pas les mêmes stratégies à Caigua, localité pourtant confrontée à des limites similaires à Tolomosa et située plus près de l’Argentine (une heure de route) ?

Il s’agit là d’une question cruciale et nouvelle qu’il conviendrait d’approfondir, car nos données ne peuvent que partiellement l’expliquer³. Deux hypothèses contextuelles peuvent cependant être proposées. D’abord, si l’on considère le lien primordial entre migration internationale et réseaux (DOMENACH 2001), il est normal que les habitants de Tolomosa, vallée au peuplement ancien et aux pratiques migratoires traditionnelles vers l’Argentine, soient d’avantage portés à s’expatrier que ceux de Caigua, communauté au tissu social récemment formé et à l’émigration nouvelle. Ensuite, un point d’ordre culturel : les Tolomosains sont de tradition andine, à rattacher au groupe quechua, alors que les Caiguannais sont dans leur large majorité composés de peuples de l’Orient. Ainsi,

³ En effet, les outils employés dans le cadre de notre travail sont essentiellement quantitatifs, particulièrement performants pour détecter les principales stratégies migratoires, mais nos questionnaires n’ont pas été orientés pour expliquer une telle différence, notamment en ce qui concerne les lieux de destination. Avec du recul, on aurait pu rajouter au formulaire d’Envil 2002 une variable supplémentaire, ouverte, recensant spécifiquement les raisons de ne pas émigrer en Argentine.

l'opposition de fond entre les archétypes du *Colla* et du *Camba* en Bolivie se reproduisent à l'échelle du Tarija entre habitants des vallées andines (les *Chapacos*) et de ceux de l'Oriente (souvent appelés *Chaqueños*). Le *Colla* est présenté comme travailleur, volontaire, épargnant et au sens du commerce développé, alors que le *Camba* serait plutôt bon vivant, un peu paresseux, prompt à dépenser l'argent gagné (PERRIER BRUSLE 2005, p. 399). Ces clichés, performatifs et unanimement partagés⁴, trouvent leur origine dans l'adaptation des populations andines à un milieu aride difficile, qui a déterminé le développement agricole dans des conditions naturelles peu favorables, alors que de l'autre côté, la cueillette, la chasse, la pêche suffisaient pour subvenir aux besoins élémentaires. Dans ces conditions, la pénibilité des travaux agricoles, la mentalité d'entrepreneurs nécessaire à leur développement en Argentine et la difficulté de vivre en pays étranger, sont des épreuves plus facilement acceptées par les Tolomosains. Au contraire, les Caiguanais choisissent des villes proches et intègrent des travaux urbains nécessitant généralement moins d'efforts physiques.

Deux perspectives : inertie d'une agriculture subventionnée et recolonisation agricole

Après avoir constaté la crise du secteur agricole et les stratégies migratoires mises en place dans les campagnes du Tarija, on peut s'interroger sur l'avenir d'une population rurale qui concentre tout de même 40 % de l'effectif du département⁵. Car, même si l'émigration des jeunes a et aura des effets sur la dynamique démographique⁶, seules quelques régions reculées sont pour l'instant concernées par des signes de dépeuplement⁷. De même, rares sont les exemples de déprise agricole. Ainsi, les campagnes tarijéniennes, même occidentales, sont nettement moins touchées par la crise que celles des régions altiplaniques des départements du Potosi, de l'Oruro ou de La Paz. On peut se demander si cette situation résulte des stratégies migratoires et si elle peut perdurer. De manière générale, y a-t-il une place pour l'agriculture artisanale en Bolivie ? Les systèmes productifs peuvent-ils encore évoluer ? Voyons quels éléments de réponse peuvent apporter nos analyses.

L'émigration à Tolomosa, qu'elle soit saisonnière ou plus longue, doit être considérée comme une activité à part entière de la vallée. De fait, elle a un impact financier direct sur près de 50 % des

⁴ André Franqueville définit lui aussi ce clivage qui oppose peuples occidentaux et orientaux. " D'un côté, un esprit de compétitivité et d'initiatives productiviste emprunté à la société dominante [...], de l'autre une connaissance profonde de l'écologie tropicale et de ses richesses, une tradition d'accueil mais aussi de repli face à l'irruption de l'autre qui n'exclut certes pas les réactions violentes, mais ne semble laisser à ces peuples d'autre avenir que celui d'éternels perdants " (FRANQUEVILLE 2000, p. 80).

⁵ Selon le recensement INE 2001 [cf. Tab. A-8].

⁶ Comme le soulignent Hervé Domenach et Michel Picouet, les " déplacements n'entraînent pas seulement des transferts d'effectifs variables mais sont également la cause de transferts de potentialités de (dé)croissance quelquefois très importants, et de restructuration de l'espace et des demandes sociales : soit par des modifications directes des structures des populations concernées (d'origine et d'accueil) en raison de l'effet sélectif de la migration sur l'âge et le sexe ; soit par des transferts et modifications des comportements reproductifs et sociaux de la population émigrée au contact de la population d'accueil " (DOMENACH & PICOUET 1995, p. 43).

⁷ Au sens diminution absolue de la population (BRUNET & FERRAS *et al*, p. 149).

ménages enquêtés [cf. Récapitulatif I]. En ce sens, notre exemple rejoint celui de Geneviève Cortes (2000) selon qui la moitié des revenus des familles de Pampa Churigua sont perçus hors de l'exploitation agricole du foyer d'origine et essentiellement à travers les stratégies migratoires. Elle distingue cependant deux types d'impacts : lors d'émigrations pour embauche temporaire (le cas de nos déplacements saisonniers), il est nettement moins important que lorsqu'il s'agit de migrations de familles (l'émigration de la descendance dans le cas de notre étude), qui permettent généralement une accumulation monétaire. Dans ce dernier cas, les économies réalisées peuvent être investies dans la communauté d'origine (achat de nouvelles terres, d'un tracteur, introduction de cultures commerciales, recours aux engrais, aux pesticides ...). Sur ce point, l'exemple de Cortes diffère du nôtre : à Tolomosa, l'impact financier des migrations semble se réduire à entériner un modèle traditionnel. Pourquoi une telle différence ? Les terres agricoles de Tolomosa auraient-elles atteint leur mise en valeur optimale ? Difficile à dire, car " cet optimum n'existe pas, dans la mesure où les techniques et systèmes de production évoluent " (MESCLIER 1993, p. 770). Néanmoins, les perspectives de développement de la vallée sont limitées (sols pierreux, reliefs, érosion, ressources hydriques déjà largement utilisées), surtout dans le cadre de petites exploitations familiales. Seule une réorganisation profonde du système productif (comme l'introduction de la vigne, qui remporte un certain succès dans le bassin versant voisin) assurerait un avenir à l'agriculture tomosaine. Est-ce réellement dans l'intention des paysans de procéder à une telle mutation ? Comme le souligne Danilo Paz Ballivián, ils pourraient se contenter de " subventionner " leur agriculture et couvrir leurs besoins monétaires avec les retours financiers de l'émigration, et ainsi conserver un équilibre traditionnel dans les zones de départ. " Ce comportement, irrationnel pour la mentalité d'entrepreneur, est compréhensible dans le monde du petit producteur, qui est plus motivé par la satisfaction des besoins de la famille que par les gains " (PAZ BALLIVIAN 1995, p. 95).

Mais ce sont sans doute les investissements dans les lieux d'émigration qui expliquent le mieux le faible intérêt porté à l'amélioration du système productif de Tolomosa. Car, même si elle ne s'exprime pas dans leur vallée d'origine, nombreux sont les émigrés à avoir une mentalité d'entrepreneur dans le secteur agricole argentin. Après s'être fait embaucher comme journaliers, ils se spécialisent (notamment en tant qu'*embalador*), capitalisent argent et connaissances, achètent des outils, ce qui les fait accéder au statut de métayer, puis leur donne les moyens d'acquérir des terres et même de finir parfois patrons d'exploitations intensives de haute technologie (culture sous serre, hydroponiques). Afin de s'adapter aux marchés, les émigrés n'hésitent pas à revoir leur pratique de l'espace traditionnel, certains délaissent les provinces septentrionales de Salta ou Jujuy pour investir les banlieues agricoles des principales villes argentines et se rapprochent ainsi des marchés. Il en résulte une véritable ascension sociale, appelée " *escalera boliviana* " (échelle bolivienne) par Roberto Benencia (1997). Enfin, même si c'est dans une moindre mesure, notons que cette évolution n'est pas réservée au secteur agricole mais se vérifie aussi dans les services et la petite industrie. En ce

sens, l'un des parcours classique est le passage de vendeur à la sauvette ou d'employée de maison (pour les femmes) à la fabrication ou la commercialisation de vêtements de contrefaçon, phénomène particulièrement marqué dans les villes du nord de l'Argentine.

Ces investissements contribuent à consolider le réseau de l'émigration, et favorisent de la sorte l'emploi de main-d'œuvre temporaire ou l'insertion de nouveaux arrivants provenant des mêmes communautés. Ainsi, au lieu de subir la concurrence argentine, les Tolomosains participent au développement agricole du pays voisin et maintiennent le fragile équilibre d'une vallée à la population vieillissante. D'une certaine façon il s'agit de "partir pour rester" (CORTES 2000), et l'absence de signes de retour, de diminution des migrations saisonnières ou d'évolution technologique de l'agriculture de la *cuenca* laissent présager que cette situation va perdurer.

A la différence de Tolomosa, les migrations n'ont qu'un faible impact financier sur Caigua : l'émigration saisonnière y est inexistante et l'envoi d'argent de la descendance à la communauté ne concerne qu'une minorité des ménages [cf. Récapitulatif I]. Donc, si les stratégies migratoires contribuent bien à diminuer la pression humaine sur le *minifundio* et de ce fait à limiter l'impact de la crise, elles ne constituent qu'un remède partiel. Par contre, à travers une meilleure valorisation des terres (fruiticulture) et la diversification des activités (apparition des services), les Caiguannais se distinguent par une économie plus dynamique qui subvient sans doute à leurs besoins monétaires. Et, malgré la crise, ce système semble mieux fonctionner, pour preuve la répartition de l'indice d'équipement, plus favorable à Caigua qu'à Tolomosa [cf. Fig. B-4 en p. 482]. Cependant, cet équilibre peut-il se maintenir ? On peut s'interroger sur l'avenir de la population caiguannaise, dont la jeunesse induit une certaine vitalité, mais dont le peuplement actuel est remis en cause par l'émigration.

Paradoxalement, c'est à Caigua, où les émigrés optent pour des changements intersectoriels d'activité, que le développement agricole est encore possible, et ceci grâce à trois éléments : la création d'un barrage en amont de la communauté, la réouverture de la raffinerie d'huile de Villamontes (et la demande en soja qui l'accompagnera) et la disponibilité de vastes étendues de terres jusque là inexploitées (car peu fertiles sans irrigation). La combinaison de ces trois projets contribuerait à améliorer les exploitations et relancer la colonisation agricole. Dès lors, il sera intéressant de constater si les départs décroissent et si l'on assiste à de nouvelles vagues d'immigration depuis les vallées andines ou subandines. On peut douter de l'intensité de tels changements, dans la mesure où les nouvelles exploitations privilégieront certainement une agriculture mécanisée, comme c'est le cas aux alentours de Santa Cruz. Cependant, ce renouvellement agricole associé à la situation privilégiée de Caigua sur l'axe bitumé Santa Cruz – Argentine, stimulera le secteur des services, et donc la diversification des activités. Cette évolution

pourrait influencer sur le devenir de la communauté. Car la “ diffusion d’activités de commerce et de transport [...] modifie les critères selon lesquels les habitants des campagnes décident de rester en un lieu ou d’en partir : sont importantes non seulement la disponibilité de terres, mais également les facilités de réalisation d’activités non agricoles, ce qui n’implique pas nécessairement une densification des campagnes près de villes mais sans doute près des axes de communication ” (MESCLIER 1993, p. 788).

Les facteurs de crise de nos deux modèles se rejoignent, mais les stratégies migratoires et les perspectives diffèrent nettement. Dans l’Occidente, Tolomosa semble perpétuer l’immobilisme d’une agriculture traditionnelle peu rentable et d’une population vieillissante à cause d’une émigration juvénile vers l’Argentine. Dans l’Orient, le développement agricole de Caigua est en panne, peu attractif pour les enfants qui décident donc d’émigrer en ville, mais les jeunes ménages restant sur place font preuve d’initiative et pourraient bénéficier d’aménagements d’envergure. En considérant les éléments présentés dans le chapitre II, qui opposaient déjà à l’inertie stagnante des campagnes occidentales (sauf exception) un dynamisme oriental (certes non général et inconstant), on peut considérer que l’avenir rural du Tarija, économique et démographique, se jouera donc dans l’Orient.

Le nécessaire élargissement du champ d’analyse

Cependant, étant donné la grande diversité du département, de nouvelles enquêtes détecteraient probablement d’autres pratiques de l’espace venant préciser nos conclusions. Dans l’Occidente, l’étude d’une vallée andine isolée serait nécessaire pour mieux évaluer l’impact de l’éloignement de la capitale départementale et des voies de communication. De manière complémentaire, une unité d’analyse en haute montagne permettrait de prendre en compte les spécificités de cette région, bien plus marquée par les rigueurs climatiques et l’érosion, et de s’interroger sur les risques réels de dépeuplement. Dans l’Orient, plusieurs dynamiques méritent d’être étudiées. Tout d’abord celle du piémont Sud, qui nécessiterait l’enquête d’au moins deux localités : l’une au peuplement ancien (par exemple Caiza), l’autre essentiellement composée d’immigrés (Tierras Nuevas notamment). Ensuite, l’étude de la recomposition des vallées subandines du Sud, autour de Bermejo, éclairerait utilement leurs stratégies d’adaptation à la crise sucrière. Enfin, les vallées subandines du centre constitueraient un bon terrain d’observation de l’isolement oriental – provisoire dans une communauté proche d’Entre Ríos ou bien plus ancré, aux limites de la réserve de Tariquíá par exemple. Ces enquêtes rurales pourraient aisément se calquer sur notre modèle, mais on recommandera l’intégration d’un module supplémentaire portant spécifiquement sur les déplacements saisonniers vers et depuis les

localités, ainsi que de variables illustrant l'influence des réseaux lors des migrations⁸, question primordiale, surtout pour les paysans de l'Occidente lors de leurs déplacements en Argentine. A ce sujet, et en complément de notre étude, une recherche sur les principaux lieux de destination⁹ apporterait d'intéressants éléments sur les pratiques transnationales de l'espace. Elle déterminerait notamment dans quelle mesure les réseaux constituent des "ressources migratoires" au sens où l'entend Emmanuel Ma Mung, qui "facilitent la mobilité des personnes en traçant des canaux de circulation, en désignant des destinations et des points possibles de fixation, en fournissant une logistique de circulation et des moyens d'installation" (MA MUNG 2002, p. 129).

Enfin, dans le contexte actuel, la restitution des dynamiques rurales du Tarija passe aussi par l'étude de ses centres urbains. En effet, les interactions villes-campagnes sont nombreuses. La croissance récente et soutenue des agglomérations s'explique (en partie du moins) par l'attraction qu'elles exercent sur les populations rurales, tendance largement vérifiée dans le cas de Caigua, beaucoup moins à Tolomosa. Pourquoi une telle différence ? Est-il moins intéressant de se rendre en Argentine que dans les villes boliviennes ? Autre aspect à considérer, le développement urbain peut influencer le système productif des campagnes avoisinantes en constituant des marchés potentiels. Il en est ainsi de Caigua, qui a sans doute profité de l'épopée de Camiri ou Yacuiba avant de subir leur crise, et qui dépend aujourd'hui de la croissance de Villamontes. Dans le cas de Tolomosa, la proximité de Tarija facilite l'écoulement des rares productions commerciales. C'est aussi dans les villes que se développent les industries agro-alimentaires du département, qui se ravitaillent dans les environs : le piémont a fourni et va fournir en soja la raffinerie d'huile de Villamontes, et la présence de vaches laitières dans le nord de la vallée de Tolomosa est liée à l'usine PIL de Tarija. Et puis les agglomérations pourraient déborder sur les localités rurales, ce que l'on observe déjà dans la *cuenca* de Tolomosa, et les paysans auront alors la possibilité de vivre en ville, car le desserrement des territoires urbains, essentiellement permis par l'amélioration des voies de communication et des moyens de transport, permet de travailler de plus en plus loin de son domicile (LEVY & LUSSAULT 2003, p. 711).

Ces considérations justifient la poursuite de notre analyse du peuplement du Tarija en abordant celui de deux villes situées à proximité de nos exemples ruraux, Tarija près de Tolomosa, Villamontes près de Caigua.

⁸ Il pourrait s'agir des questions suivantes : « Lors de la migration, avez-vous travaillé pour un membre de votre famille ? de votre communauté ? Si non, était-il originaire de votre vallée ? du Tarija ? d'ailleurs en Bolivie ? ».

⁹ Notamment les localités de Fraile Pintado et Santa Rosa, situées à proximité de la frontière.

TROISIEME PARTIE

DE COMPLEXES

NOYAUX URBAINS

REDISTRIBUTEURS DE POPULATION

Les Espagnols ont largement favorisé l'habitat regroupé en Amérique du Sud, élément essentiel à leur conquête. En effet, "fonder une ville signifiait prendre possession d'une région, y établir un point d'ancrage administratif, militaire et religieux servant de base arrière pour d'autres explorations" (FRANQUEVILLE 2000, p. 57). Il en a résulté un "projet d'urbanisme conscient et cohérent" (DELER 1994, p. 15) qui, soixante-dix ans après l'arrivée des premiers colons, avait déjà conduit à la création de sept des neuf capitales départementales de la Bolivie actuelle, notamment celle du Tarija. Vu sous cet angle, on comprend mieux la concentration des principales agglomérations boliviennes dans l'Occidente du pays, d'une part autour des mines (Potosi, Oruro, La Paz), d'autre part dans les vallées andines (Cochabamba, Sucre, Tarija), au centre des bassins d'approvisionnement, à la frontière avec l'Orient, où au contraire une seule ville a été fondée, Santa Cruz.

A partir du milieu du XX^e siècle, cette concentration urbaine s'est accélérée [cf. chap. I], notamment sous l'impulsion de la réforme agraire de 1953¹ puis par un croît naturel soutenu². Ce bouleversement de la répartition du peuplement s'est traduit de deux manières : par le maintien de la hiérarchie des villes, et donc le renforcement de l'importance des agglomérations historiques (les capitales départementales) ; et par la diffusion du semis urbain, essentiellement à l'est. Ainsi, dans l'Occidente, la population se concentre dans les principales villes, alors que l'urbanisation de l'Orient est "à la fois dispersée et dominée par la croissance primatale de Santa Cruz" (D'ANDREA 2004, p. 128).

Au cours de la première partie, nous avons pu vérifier l'incidence de cette double dynamique dans le Tarija : la croissance de la capitale du département constitue l'unique développement urbain de l'Occidente, alors que trois villes de création récente et de taille inférieure sont réparties dans l'Orient (Bermejo, Yacuiba, Villamontes). Cela s'inscrit dans les évolutions de la région depuis 1950 : l'inertie andine d'un côté, la valorisation des terres orientales de l'autre, éléments que nous avons notamment retrouvés dans nos études rurales de la deuxième partie. Notre objectif sera maintenant de préciser ces dynamiques à travers l'observation des courants migratoires qui structurent la croissance urbaine du Tarija.

On peut tout d'abord s'interroger sur les facteurs qui ont déterminé l'immigration vers les villes du Tarija depuis 50 ans. Différentes crises ont favorisé ces transferts de population : nous en avons étudié une, celle de l'agriculture traditionnelle, et souligné l'existence probable d'une autre,

¹ Elle "marque le début de l'arrivée des ruraux en ville, une ville devenue, en quelque sorte, un ersatz d'étage écologique, un lieu dont les ressources viennent compléter celles de la résidence communautaire" (FRANQUEVILLE 2000, p. 85).

² Phénomène analysé à l'échelle latino-américaine par Maria-Eugénia Cosío-Zavala : dès les années 60, "les populations des villes enregistraient des taux d'accroissement naturel supérieurs à ceux de la population totale, sous l'effet conjugué d'un taux de fécondité important et d'un taux de mortalité très faible" (1994, p. 55).

celle des régions minières de l'altiplano [cf. chap. II], il nous reviendra de vérifier ce point et d'en détecter éventuellement d'autres. Mais on ne peut se satisfaire de la seule revue des facteurs de peuplement exogènes aux villes, il faut aussi comprendre pourquoi le migrant a opté pour les localités urbaines du Tarija, choix que l'on ne peut réduire à la seule proximité. Pour preuve l'exemple de Tolomosa, d'où les départs s'effectuent massivement vers l'Argentine alors que la vallée se trouve aux portes de la plus grande ville du département [cf. chap. III]. Dès lors, quelles sont les raisons endogènes au peuplement des villes ? Selon Hervé Domenach et Michel Picouet, le " migrant tend à privilégier les centres dynamiques où ses chances de trouver un emploi [...] lui semblent optimales " (1995, p. 55). Une fois décrite la formation des localités, on se demandera donc dans quelle mesure elles ont constitué, et constituent encore, des centres attractifs. Car on ne dispose que de peu d'information sur ce sujet. A l'image du reste de la Bolivie, leur structure productive reste limitée suite à l'industrialisation avortée de la révolution de 1952³. Par contre, on peut supposer un impact dynamisant des services : le commerce pour les villes frontalières, l'université pour Tarija. De même, l'essor récent des hydrocarbures à Villamontes constitue sans doute un élément attrayant, comme cela a été observé lors de tels développements dans Amazonie bolivienne⁴. Enfin, le lien entre les localités urbaines et leurs arrière-pays représente aussi un facteur de peuplement, notamment à travers le confort qu'offre la vie en ville à des propriétaires terriens absentéistes.

Mais cette attractivité suffit-elle à susciter une immigration en provenance d'autres agglomérations ? En se basant sur des études menées à La Paz, Cochabamba et Santa Cruz, André Franqueville souligne qu'en Bolivie " la croissance démographique urbaine ne s'explique pas uniquement, ni même prioritairement, par l'effet d'une émigration rurale. Une bonne partie des nouveaux venus sont en réalité des citadins provenant d'autres villes, et la majorité des courants migratoires sont interurbains " (FRANQUEVILLE 2000, p. 83). On peut s'interroger sur l'existence de tels mouvements vers les villes du Tarija alors que toutes sont de taille largement inférieure aux trois exemples précédemment cités. Y a-t-il une immigration interurbaine ? Et si oui, se fait-elle selon la hiérarchie urbaine ?

Il convient ensuite de s'interroger sur le potentiel d'insertion des immigrants dans les localités urbaines. Les villes du Tarija constituent-elles " d'extraordinaires lieux d'intégration et de promotion

³ Lors de la révolution nationale, près de 40 % des subventions octroyées au développement du secteur industriel furent utilisées pour spéculer sur le marché libre ou placées à l'étranger. Par ailleurs, les importations de matières premières et de matériel industriel sont souvent revendues dans les pays voisins (LAVAUD 1998, p. 304). Ainsi, " la faible industrialisation des villes, voire leur désindustrialisation sous l'effet récessif de l'ajustement structurel, le faible nombre d'emplois qu'elles offrent, la contraction des activités et des revenus urbains font que le pouvoir d'attraction des villes est en réalité bien réduit " (FRANQUEVILLE 2000, p. 83).

⁴ " La présence et l'exploitation de gisement de pétrole et de gaz dans les basses terres d'Amazonie, même si elle n'induisent pas par elles-mêmes une importante création d'emplois, déterminent un effet second d'enrichissement et de croissance de l'activité régionale urbaine propre à attirer les migrants " (FRANQUEVILLE 2000, p. 82).

sociale” comme Olivier Dollfus le souligne en se référant à celles d’Amérique latine en général (1994, p. 9) ? Signalons dès à présent que nos enquêtes de migration ne sont pas les mieux adaptées pour répondre à cette question qui nécessiterait une approche complémentaire plus qualitative⁵, et qu’aucune étude scientifique ne traite de ce problème dans les villes du Tarija. Pourtant, n’est-ce pas essentiel pour saisir non seulement l’attractivité et la capacité de rétention des localités urbaines mais aussi les stratégies des migrants ? A l’aide de nos données (et de celles du recensement 2001 de l’INE), nous dégagerons les principales caractéristiques de l’activité des villes étudiées, avant de nous intéresser plus particulièrement aux comportements respectifs des natifs et non natifs.

L’accès au travail constituera notre préoccupation principale car l’emploi joue un rôle clef dans les processus migratoires, comme facteur à la fois attractif et répulsif (ANTOINE, BOCQUIER *et al.* 1993). Il s’agira de comprendre les motivations des immigrés lors de leur installation, la part qu’ils occupent dans la population active des villes, mais aussi de détecter d’éventuelles insertions⁶ professionnelles différenciées. En effet, on peut s’interroger sur les difficultés des non natifs à trouver du travail, considérés dans leur ensemble mais aussi selon leurs lieux de provenance. Par exemple, il est intéressant de distinguer les immigrés qui viennent directement des campagnes, dont le niveau de qualification pour des emplois urbains est faible, de ceux venant des villes, qui sont logiquement mieux préparés. En outre, nous intégrerons la population native à ces comparaisons, la question cruciale étant de savoir si, à niveau de formation égal, les migrants et non migrants ont les mêmes opportunités d’accès aux emplois. Enfin, on apportera une attention toute particulière à une occupation non professionnelle, la poursuite d’un cursus dans l’enseignement supérieur, il faudra alors mesurer l’importance de l’offre de formation et de la population estudiantine.

Ces approches dresseront un portrait des villes étudiées visant à obtenir une perspective de leurs fonctionnalités actuelles et à déterminer les limites de l’insertion professionnelle, obstacles qui pourraient être la cause d’un redéploiement de leurs habitants. En effet, l’instabilité du peuplement des villes du Tarija est indéniable [cf. chap. II], mais cette question essentielle est pourtant fort méconnue⁷. Ainsi, il nous appartiendra de déterminer dans quelle mesure les localités urbaines du département, qui sont des pôles d’attraction, sont aussi des pôles de redistribution ; qui émigre depuis les villes du Tarija (selon les niveaux économiques ou de formation, selon l’âge), et pourquoi (travailler, étudier, réintégrer son milieu d’origine). En liant ces questions aux lieux de destination, nous pourrions dessiner les schémas qui caractérisent l’émigration des populations urbaines du département. D’une manière générale, il s’agit de définir les pôles d’attraction qui structurent ces

⁵ Peut-être à travers plusieurs investigations conjointes (enquête ménage complétée d’une enquête biographique et d’études sociologiques et anthropologiques), comme cela a été fait à Dakar (ANTOINE, BOCQUIER *et al.* 1993).

⁶ “ L’intégration de personnes, d’immigrants, dans un corps social, se marque par leur insertion dans le système productif ainsi que dans les lois et coutumes du lieu ” (BRUNET, FERRAS *et al.* 1993, p. 281).

⁷ A notre connaissance, seul Nicolas d’Andréa (2004) a abordé la question à travers l’étude de la ville de Yacuiba.

départs : leurs spécificités (pôles de formation ou professionnels, selon le niveau de qualification) et leurs évolutions (pôles anciens ou émergents).

Avec l'étude de cette redistribution, nous aurons une vision complète du peuplement des villes du Tarija, et pourrons alors nous interroger sur les principales caractéristiques du réseau urbain départemental et son intégration éventuelle dans le réseau national, voire international. D'une part, il s'agira de déterminer si la croissance urbaine se fait de manière classique (immigration des campagnes vers les villes proches, puis migrations en cascade⁸ vers des villes de plus en plus importantes), ou si l'interdépendance des villes répond à des logiques différentes. D'autre part, nous souhaitons caractériser les principales fonctionnalités des villes boliviennes afin de saisir au mieux la nature des interactions qui les relient et les spécificités des croissances urbaines de l'Occident et de l'Orient.

Le choix des deux villes qui feront l'objet de notre étude a été justifié dans le chapitre II. Nous débuterons par Tarija, qui s'inscrit dans les grandes tendances des agglomérations majeures de l'Occident bolivien : fondées dès l'époque coloniale, elles concentrent l'essentiel de la population urbaine de leurs régions. Nous poursuivrons ensuite par Villamontes, localité plutôt représentative de la diffusion du semis urbain dans l'Orient, qui se fait à partir de villes récentes de tailles modestes. Ces deux études nous permettront d'aborder plusieurs facettes de la question du peuplement pour aboutir à une comparaison en conclusion de partie.

⁸ Enchaînements de migrations dont la finalité est l'agglomération principale d'un pays ou d'une région, s'appuyant sur des villes intermédiaires servant de relais (HERRY 1991 b, p. 241).

Chapitre V

L'inertie du centre régional historique de l'Occidente : la ville de Tarija

A travers l'analyse de la vallée de Tolomosa [cf. chap. III], nous avons abordé la question de la crise du peuplement des campagnes occidentales tarijéniennes, essentiellement marquées par une forte émigration. Aux portes de la *cuenca* la situation de la ville de Tarija est bien plus complexe puisque la capitale départementale concentre à elle seule la formidable croissance démographique de l'Occidente urbain du Tarija tout en constituant un important centre de redistribution de la population [cf. première partie]. Nous avons souligné l'inexistence d'études au sujet de ces multiples mouvements migratoires vers et depuis la ville, ce qui a justifié une enquête de migration au mois de septembre 2001. C'est à travers l'analyse des données collectées que nous nous proposons d'aborder la question du peuplement récent de Tarija et de situer la ville dans le système migratoire du Sud bolivien. En quoi et pour quoi la capitale départementale constitue-t-elle un pôle d'attraction ? Quelles sont les villes ou régions qui exercent une attractivité sur sa population ? Selon quels schémas ? Répondre à ces interrogations nous renseignera plus finement sur la place de Tarija dans les transferts de population de l'Orient vers l'Occidente bolivien, et une fois encore sur l'importance de l'émigration internationale, vers l'Argentine notamment.

Dans un premier temps, nous essaierons de comprendre comment la ville est passée du statut de petit bourg à celui de centre urbain majeur (à l'échelle de la Bolivie) (I). Nous reviendrons pour cela sur le développement passé de la capitale départementale, avant de nous concentrer sur

l'importance de l'immigration récente et d'essayer d'en établir les grandes caractéristiques. Dans un deuxième temps, c'est sur l'activité et l'éventuelle insertion des immigrés que nous nous interrogerons, en accordant une place toute particulière à la fonction universitaire de la ville (II). Enfin, troisièmement, nous nous pencherons sur la redistribution de la population depuis la capitale du Tarija, en tentant de définir les principaux courants qui la constituent (III).

Tab. V-1: Entar 2001 – Sous-populations arrondies après repondération selon le sexe et le lieu de naissance

	natifs			non natifs			total		
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
chefs de famille	193	76	269	406	117	523	599	193	792
total des individus âgés de moins de 15 ans	441	454	895	130	101	231	571	555	1 126
total des individus âgés de 15 ans et plus	478	602	1 080	638	702	1 340	1 116	1 304	2 420
total de la population enquêtée	919	1 056	1 975	768	803	1 571	1 687	1 859	3 546

Source : Entar 2001

Comme expliqué dans le Texte F-1¹, le sondage de l'enquête Entar 2001 a été réalisé à partir d'une stratification de la ville de Tarija, qui a surreprésentée la périphérie en consolidation, au détriment de celle consolidée et plus particulièrement du centre. Une repondération est donc nécessaire pour être représentatif de la capitale départementale dans son ensemble. Ainsi les données relatives au centre-ville et à la périphérie consolidée, les deux zones sous-représentées, seront multipliées respectivement par 1,63518588 et 1,17872386 alors que celles de la périphérie en consolidation, surreprésentée, sont multipliées par 0,57727526. Cette correction de la stratification de l'échantillon nous permet de maintenir notre nombre total de ménages enquêtés, 792. Par contre, la population recensée ne totalise plus que 3 546 individus (plus précisément 3 546,125 au lieu de 3 662 avant repondération). Durant ce chapitre, on pourra régulièrement se référer au tableau V-1 ci-dessous pour un récapitulatif des principales sous-populations enquêtées. De manière générale, les effectifs cités seront arrondis, sans que cela ne perturbe l'emploi des pourcentages qui seront calculés par rapport à la valeur brute.

Nous n'extrapolerons qu'exceptionnellement nos résultats, afin de donner un ordre d'idée de l'ampleur de certains phénomènes, notamment quand ils concerneront des minorités. Pour cela, les données non repondérées du centre seront multipliées par 61,218, celles de la périphérie consolidée par 44,129 et celles de la périphérie en consolidation par 21,612.

Enfin, nous tenons à signaler au préalable une spécificité d'Entar 2001. L'enquête a été réalisée avec toute la rigueur nécessaire : pré-enquête, formation des enquêteurs, plan de sondage, mise en place d'une hiérarchie parmi les étudiants pour effectuer des contrôles, etc. [cf. Texte F-1]. A la différence des enquêtes qui ont suivi, nous avons travaillé avec une classe

¹ Ce texte est illustré de divers documents permettant de comprendre l'ensemble du processus de l'enquête Entar 2001.

entière, la participation des élèves à Entar 2001 comptant pour l'évaluation finale d'un cours sur les techniques de la recherche. Ceci nous a permis d'exiger un travail sérieux de la part des étudiants. Cependant, nous n'avons pas pu effectuer une sélection selon la motivation et la capacité des futurs enquêteurs, ce qui s'est vérifié lors du nettoyage de la base de données. Les incohérences relevées parmi les premiers résultats obtenus ont en effet été nombreuses (date de migration avant l'année de naissance, installation et statut de marié pour des individus âgés de moins de 10 ans, le travail comme motif de migration pour des événements ayant eu lieu dans les 10 premières années de la vie de l'enquêté, etc.), ce qui a compliqué l'analyse des données et peut parfois expliquer l'importance de la catégorie « non renseignée ».

I - Un pôle récepteur récent

La position frontalière de la ville de Tarija ne date pas de la création des États bolivien et argentin. En effet, l'actuelle capitale départementale est localisée au cœur des larges vallées andines, au pied de la haute montagne et à la limite des vallées subandines. Nous reviendrons brièvement sur cette position stratégique qui a étroitement influé sur le fondement de la ville et sur son développement en petit centre régional (A-1). Nous essaierons ensuite de comprendre dans quelle mesure la croissance récente de la population est imputable aux mouvements migratoires (A-2). C'est à travers l'étude de l'immigration détectée, notamment grâce à l'établissement d'une corrélation entre lieux de provenance et date d'installation, que nous nous proposons alors de définir certaines des stratégies migratoires vers la capitale départementale depuis une cinquantaine d'années (B).

A - Du bourg provincial au centre régional

La ville de Tarija est l'implantation urbaine la plus ancienne du département, la seule dont la fondation remonte à l'arrivée des colonisateurs espagnols. Dans un premier temps, revenons sur la multifonctionnalité historique de ce centre régional, brièvement abordée dans le chapitre II, pour ensuite nous intéresser plus particulièrement à la croissance récente de sa population.

1 - Une ville frontalière depuis l'arrivée des Espagnols

Dès sa fondation en 1574, la localité de Tarija constitue un rempart contre l'avancée des Chiriguanos. C'est ainsi que se développe sa fonction de ville-garnison, base de départ des expéditions militaires visant à repousser les autochtones belliqueux et à ouvrir ainsi une voie vers Asunción de Paraguay [cf. chap. I pour un plus ample développement]. Dès la fin du XVI^e siècle, des ordres religieux s'installent dans l'actuelle capitale départementale², ce qui contribue à consolider l'importance du petit bourg qui compte à la fin du XVII^e siècle 800 habitants et un équipement significatif pour l'époque : six églises, quatre couvents, un centre de soins et plusieurs écoles. Sa localisation, à la convergence de vallées fertiles, est propice au développement d'une activité de commerce et de transformation de produits de base³. La fonction commerciale est alors amplifiée par le transit des marchands effectuant la liaison entre les mines de l'Altiplano et le bassin de la Plata ainsi que par la participation des vallées de Tarija à l'approvisionnement des régions minières⁴. Le XVIII^e siècle est marqué par l'arrivée d'immigrés d'origine espagnole en provenance des contrées altiplaniques, attirés par le climat et la réputation de bassin agricole productif de la région. Selon les estimations d'Avila Echazu (1997) la localité atteint alors les 2 000 habitants, et se positionne comme centre d'un réseau de villages distants de 15 à 70 kilomètres (San Lorenzo, Concepción, Padcaya, Chaguaya), créés afin d'établir le lien avec les haciendas et contrôler ainsi l'ensemble des vallées centrales [cf. Carte II-7 en p. 82 pour une représentation générale des vallées andines du centre et de la place qu'y occupe la ville de Tarija].

Le début du XIX^e siècle est marqué par la guerre d'indépendance et par le rattachement de la région de Tarija et de ses vallées à la juridiction de la province de Salta. Cependant, dès 1826, la ville décide d'intégrer le nouvel Etat bolivien et en 1831 devient capitale du tout nouveau département du Tarija, complétant ainsi sa multifonctionnalité par un rôle administratif. Sa fonction commerciale se maintient et se développe même durant la Guerre du Pacifique (1879-1881), grâce à sa position sur l'une des routes reliant les régions minières aux seuls ports accessibles, ceux de l'Atlantique. Ces évolutions contribuent à la croissance de la population urbaine : 5 129 habitants en 1831, 8 380 en 1880 et 10 113 en 1891, progression en partie imputable à un apport migratoire d'Argentins fuyant leur nouvelle patrie et d'Européens⁵ dont l'esprit d'entreprise se solde par l'apparition des premières industries dans la ville (fabriques de pâtes, de glace, de bière, boulangerie semi-industrielle) (PLAZA & VARGAS *et al.* 2003). La capitale départementale élargit une fois de plus l'éventail de ses

² Les dominicains s'installent en 1575, les augustins en 1588, les franciscains en 1606.

³ Notamment grâce à un moulin (qui donnera le nom au quartier El Molino, situé en plein centre de Tarija) permettant de transformer le blé implanté par les Espagnols.

⁴ Tarija, alors surnommé le « garde-manger de Potosi », exporte des fruits, du maïs, du blé des haricots, de la viande sèche ainsi que du tabac (PLAZA & VARGAS *et al.* 2003).

⁵ Italiens, Allemands, Espagnols et Suédois.

fonctions en se dotant d'une université publique en 1886⁶ qui vient compléter un système d'enseignement déjà diversifié (écoles publiques et privées, pour les deux sexes). Enfin, c'est au cours du XIX^e siècle que Tarija accède au rang de ville-carrefour, après l'ouverture de routes la reliant à Villazon et Villamontes qui viennent compléter l'axe historique Tarija-Potosi. Le début du XX^e siècle est marqué par la guerre du Chaco, qui redynamise la fonction militaire de la ville et entraîne des installations d'anciens combattants, séduits par le climat agréable et la tranquillité du petit centre urbain (PEÑA & HOYOS *et al.* 2003). Ces arrivées s'ajoutent à de timides vagues de migrations d'origines syriennes et allemandes⁷, qui s'insèrent dans l'activité commerciale de la capitale départementale. En 1950, Tarija est une petite ville de 16 869 habitants (recensement INE), qui se situe au septième rang national⁸, cumulant les fonctions de ville-commerciale au centre d'une région agricole fertile, de ville-administrative, de ville-garnison, de ville-carrefour et de ville-universitaire⁹. On note l'absence de la fonction industrielle.

Dès lors, la croissance de Tarija est exponentielle : selon l'INE, la population de la ville est de 38 916 habitants en 1976, 90 113 en 1992 et 135 783 en 2001, soit une variation annuelle moyenne de 3,3 % pour 1950-1976, 5,4 % pour 1976-1992 et 4,6 % en 1992-2001 [cf. Tab. A-18 de l'annexe A pour les résultats complets]. Ainsi, au début du XXI^e, Tarija se positionne (par sa population) au sixième rang national¹⁰. Nous utiliserons l'enquête Entar 2001 afin d'apporter des éléments d'explication à la croissance exceptionnelle de la capitale départementale durant les cinquante dernières années.

2 - Depuis 1950 : une forte immigration difficilement explicable par des facteurs endogènes

Tab. V-2: Entar 2001 – Lieu de naissance de la population totale enquêtée et de celle des chefs de ménage (eff. et %)

lieu de naissance	population totale		chefs de ménage	
	eff.	%	eff.	%
à Tarija-ville	1 976	55,7	269	34,0
ailleurs	1 570	44,3	523	66,0
total	3 546	100,0	792	100,0

Source : Entar 2001

⁶ Plus précisément d'une Faculté de droit.

⁷ Principalement des juifs fuyant le III^e Reich.

⁸ Après La Paz, Cochabamba, Oruro, Potosi, Santa Cruz et Sucre.

⁹ L'université publique de Tarija a été supprimée en 1930 mais réapparaît en 1946 sous son nom actuel : Universidad Autónoma Juan Misael Saracho.

¹⁰ Derrière La Paz/El Alto, Santa Cruz, Cochabamba/Quillacollo, Oruro et Sucre.

Selon Entar 2001, 44,3 % des personnes recensées sont nées ailleurs que dans la ville de Tarija, proportion qui est de 65,9 % chez les chefs de famille [cf. Tab. V-2]. C'est sur cette population non native que nous allons concentrer notre analyse, afin de déterminer les périodes d'immigration dans la ville, ainsi que les lieux de naissance et de provenance des immigrants.

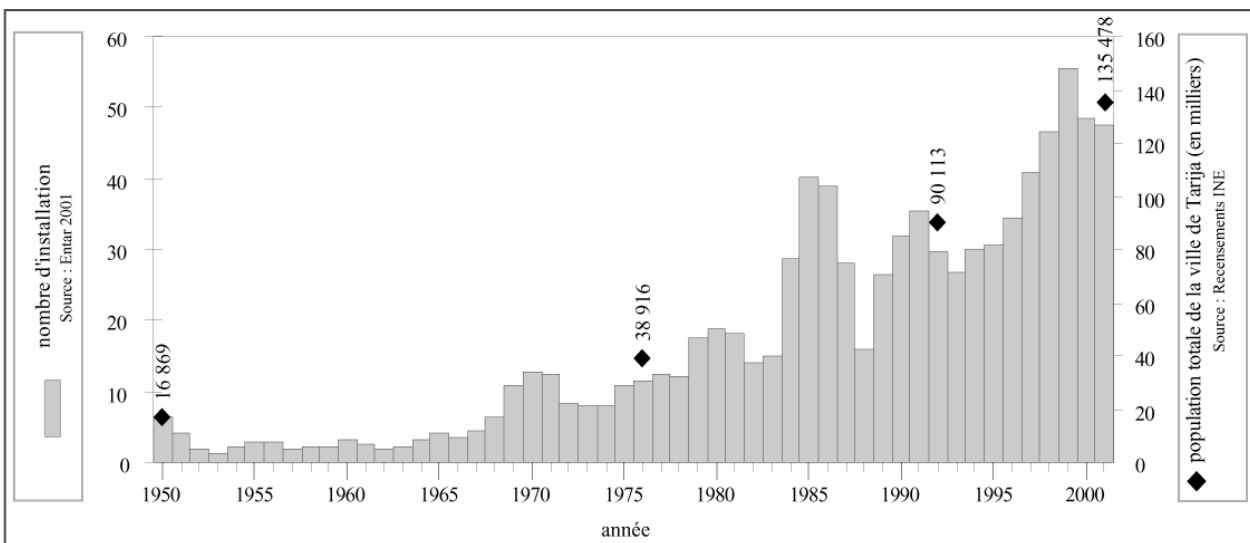
Le questionnaire d'Entar 2001 est composé de deux modules permettant l'analyse de l'immigration, tous deux réservés aux individus âgés de 15 ans et plus :

- Le module « lieu de naissance » détaille finement le lieu d'origine des immigrants [cf. Quest. F-8].
- Le module « installation dans la ville de Tarija » s'applique uniquement aux non natifs [cf. Quest. F-9]. Il est composé de deux variables recensant l'année de première installation (avec un temps de résidence minimum de 6 mois) dans la capitale départementale, d'une variable au sujet de l'état civil de l'enquêté lors de sa venue, et d'une troisième dont l'intérêt principal est de déterminer si l'individu est arrivé seul ou avec ses parents. Nous pouvons dès à présent signaler une lacune de ce module, qui ne relève pas l'activité, ni dans le lieu d'origine, ni lors de la première installation. Ce manque, qui appauvrit notre analyse, sera corrigé pour les questionnaires d'Enyac et d'Envil 2002 [cf. chap. IV et VI].

Sur les 2 420 individus de 15 ans et plus recensés lors d'Entar 2001, 1 340 sont nés en dehors de la ville de Tarija. 389 d'entre eux étaient âgés de moins de 15 ans lors de leur première installation dans la localité enquêtée et cette information est incomplète dans 58 cas (c'est-à-dire que nous ne disposons ni de l'année ni de l'âge d'installation). Dans la continuité de la logique développée lors de l'analyse de Caigua [cf. chap. IV], nous concentrerons nos observations sur les 893 restants qui se sont installés dans la ville de Tarija à l'âge de 15 ans et plus. Le fait de se limiter à cette sous-population évite les distorsions entraînées par la non collecte de l'année d'installation des individus âgés de moins de 15 ans au moment de l'enquête.

Par souci de lisibilité, la figure V-1 ci-dessous représente les années d'installation des personnes arrivées à l'âge de 15 ans ou plus à partir de 1950, soit 882 des 893 cas.

Fig. V-1 : Entar 2001 et INE – Non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus selon leur année d'installation, et croissance de la population selon les recensements de l'INE



Effectif représenté : 882 cas

Lissage des résultats par 3

CM 2005

La figure V-1 permet de noter une corrélation entre l'importance du nombre d'installations depuis 1950 et la croissance de la population de la ville de Tarija déjà signalée. On retiendra une augmentation régulière du nombre d'arrivées à partir du début des années 1970, l'existence de pics secondaires (1969-1971, 1979-1981, 1989-1992, 1998-2000¹¹) et surtout la présence d'un pic principal entre 1984 et 1987. Il est difficile d'associer la croissance de la population de la ville de Tarija (et donc l'arrivée des immigrants) à des facteurs internes à la capitale départementale. En effet, le développement du centre régional n'a pas connu d'évolutions majeures depuis 1950 : sa fonction commerciale s'est maintenue sans connaître d'essor particulier, on ne note pas d'implantations industrielles significatives, et les effectifs militaires ne connaissent pas d'augmentation particulière. Nous n'avons alors retenu comme facteur d'attraction de la capitale départementale que sa fonction universitaire, son climat et sa relative tranquillité. Il nous appartient maintenant de déterminer dans quelle mesure l'arrivée massive d'immigrés est influencée par des raisons externes à la ville de Tarija. Pour cela, nous étudierons le lien entre les dates d'installation des non natifs et leurs lieux de provenance.

B - Les principaux facteurs exogènes du peuplement récent de Tarija

Afin d'effectuer le parallèle entre le moment de la première installation dans la ville de Tarija et la région de provenance, nous travaillerons sur les lieux suivants :

- les lieux de naissance pour les non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus et ne déclarant pas de migration avant de s'installer dans la capitale départementale (665 cas), ou en déclarant une, mais dont la durée entre la date de fin de l'événement migratoire et la date d'arrivée à Tarija est supérieure ou égale à 5 années ou n'est pas connue¹² (62 cas).
- le lieu de la dernière migration pour ceux qui déclarent une migration précédant l'installation, dont la fin est temporellement proche de l'arrivée à Tarija¹³ (166 cas).

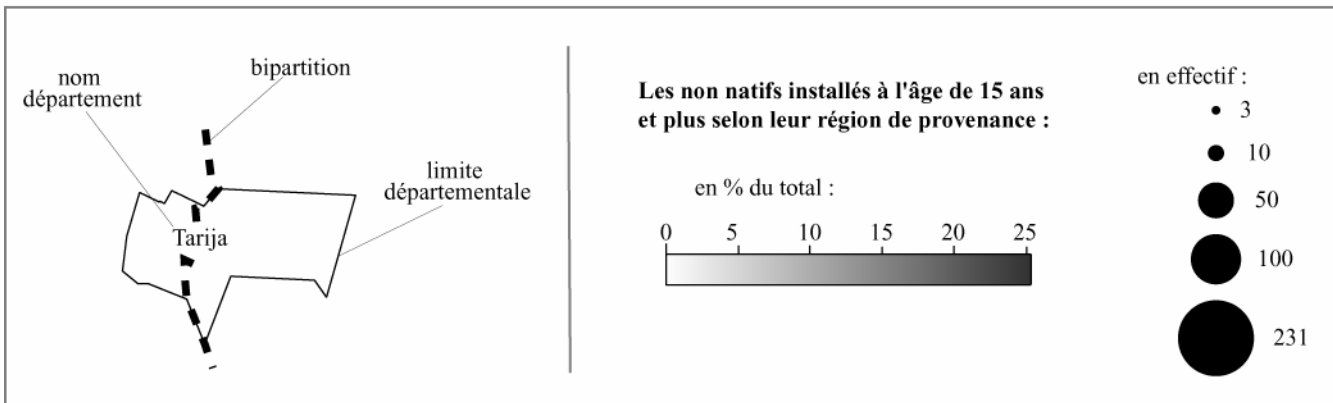
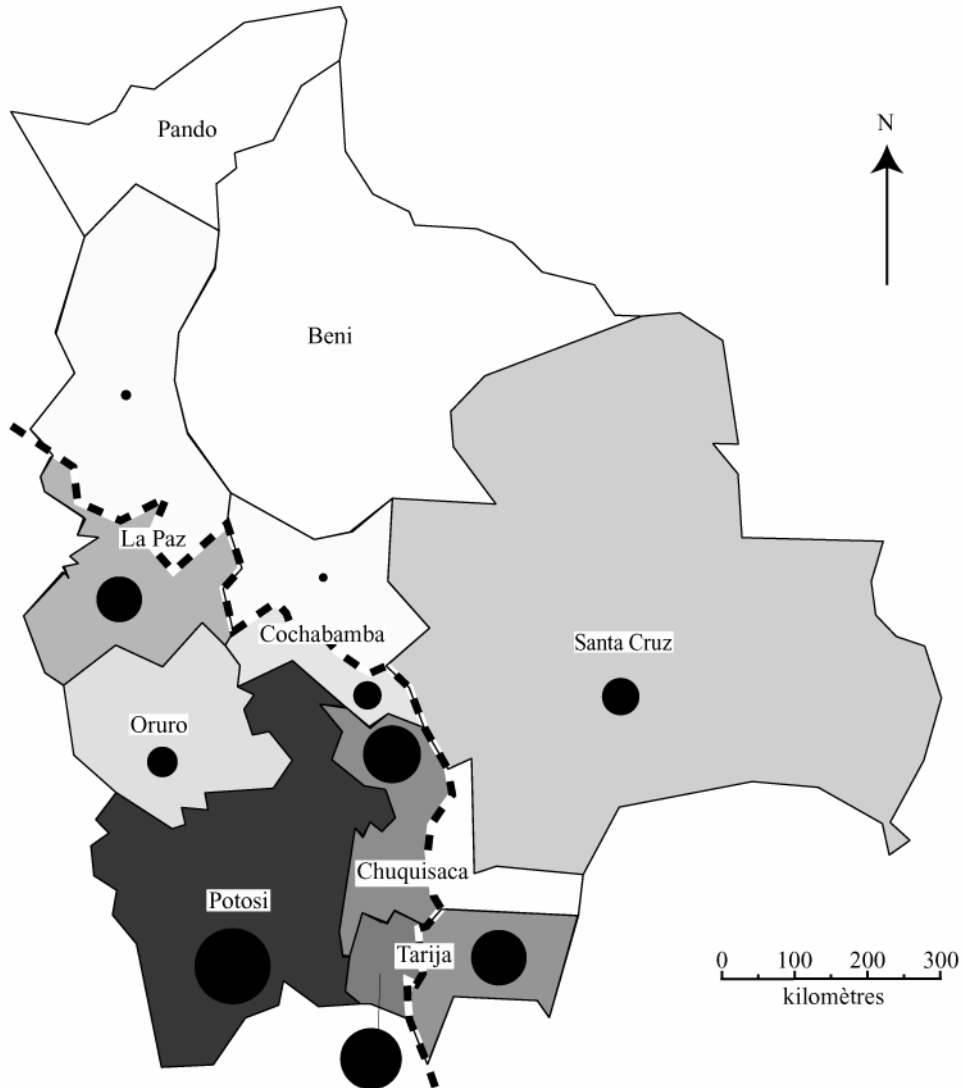
La sous-population concernée par ces lieux de provenance est toujours de 893 individus. Cependant, par souci de lisibilité, la figure V-2 ci-après ne représente que les installations à partir de 1950 (soit 882 cas).

¹¹ La présence de ces pics en début et fin de décennie résulte pour partie d'une simplification des dates de la part de l'enquête.

¹² En dehors de la ville de Tarija et des lieux de migrations déclarés, on suppose que la personne est retournée vivre dans son lieu de naissance.

¹³ Moins de 5 ans en l'occurrence. On notera qu'en grande majorité, elle est de moins d'un an (94 cas) ou de moins de 2 ans (124 cas).

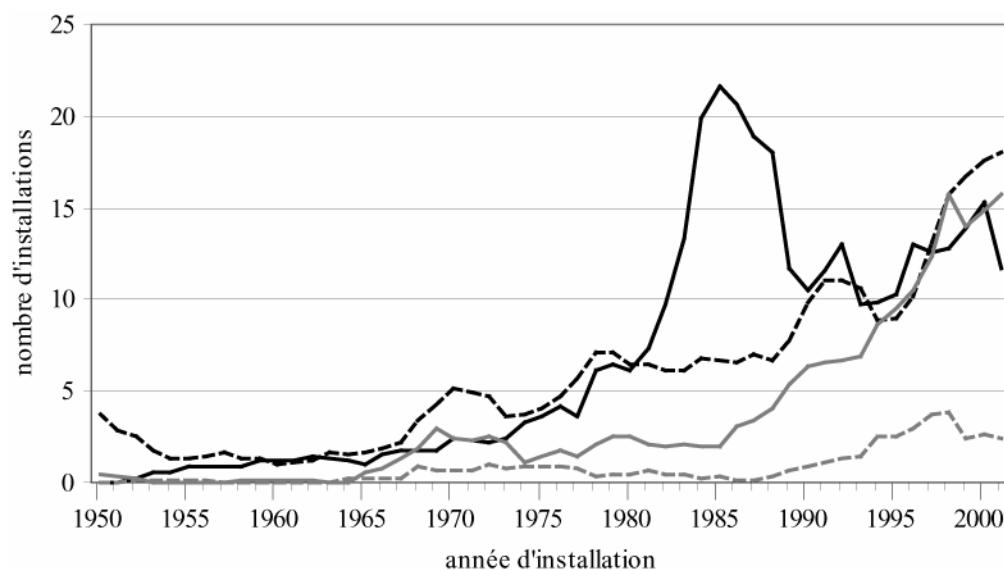
Carte V-1 : Entar 2001 – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus depuis la Bolivie par lieu de provenance



Sources : bipartition de la Bolivie : D'ANDREA 2004 ; bipartition du Tarija propre ; fond de carte de Philippe Wagniez (www.philgeo.club.fr) ; données d'Entar 2001

cf. Tab. F-11 pour les données détaillées
CM 2005

Fig. V-2 : Entar 2001 – Non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus à partir de 1950 selon région de provenance et année d'installation



Région de provenance :	Bolivie			autres pays
	Occidentale		Oriente	
	dép. Tarija, Chuquisaca, Cochabamba	dép. Potosi, La Paz, Oruro		
	---	—	-.-	...

Lissage de l'année d'installation par 5

Sources : bipartition de la Bolivie, D'ANDREA 2004 ; bipartition du Tarija propre ; données d'Entar 2001

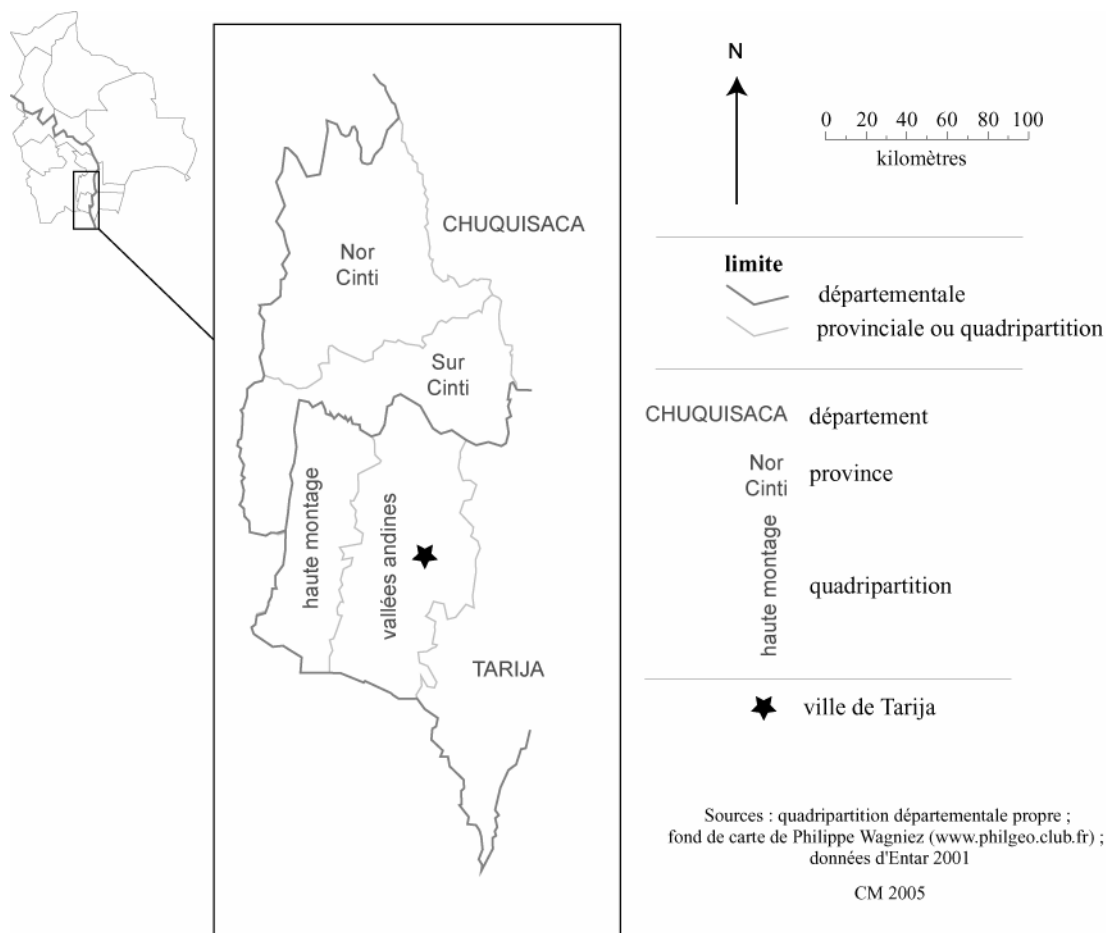
CM 2005

La répartition des lieux de provenance¹⁴ [cf. Carte V-1 ci-contre] témoigne de la prédominance de l'Occidentale bolivien (74,4 % des 893 non natifs installés dans la ville de Tarija à l'âge de 15 ans et plus, soit 664 cas) alors que l'Oriente ne représente qu'une minorité (185 cas, 20,7 %) et les autres pays une fraction peu significative (41 cas, 4,6 %). De plus, la figure V-2 ventile ces effectifs selon l'année d'installation dans la ville, en désagrégeant les provenances occidentales en deux parties : d'une part les départements où l'activité minière est faible ou inexistante – Tarija, Chuquisaca et Cochabamba – et d'autre part ceux où elle est importante – Potosi, Oruro et La Paz. En dehors d'une augmentation générale des installations durant les 5 années précédant l'enquête, une observation rapide de cette figure permet de se rendre compte de disparités majeures. C'est sur cette base que nous nous proposons d'expliquer les grandes tendances du peuplement récent de la ville de Tarija.

¹⁴ Ces lieux de provenance sont donc composés des lieux d'origine (soit lieux de naissance) et d'installation indirecte (c'est-à-dire lieux de migration avant la première installation). On pourra se référer aux Texte F-2 et F-3 pour une brève analyse de leurs structurations respectives.

1 - L'immigration traditionnelle : exode rural des vallées andines proches

Carte V-2 : dép. Tarija et Chuquisaca (Occidente) – Localisation des principaux lieux de provenance des non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus dans la ville de Tarija



Le premier groupe de migrant étudié est celui provenant de localités boliviennes de la partie occidentale du Tarija, du Chuquisaca et du Cochabamba. Cela correspond à plus d'un tiers (35,1 %, 313 sur 893) des lieux de provenance étudiés, dont plus de trois quarts sont localisés dans des zones rurales proches de la capitale départementale : les vallées andines (33,9 % des installations en provenance de l'Occidente de ces trois départements) et la haute montagne (14,1 %) du Tarija, ainsi que les provinces de Nor Cinti (16,6 %) et Sur Cinti (13,4 %) du Chuquisaca [cf. Carte V-2 ci-dessus et Tab. F-11]. Ce mouvement migratoire provient donc principalement des campagnes

avoisinentes de la ville de Tarija¹⁵, en crise pour les raisons signalées dans le chapitre II et détaillées dans l'analyse portant sur Tolomosa [cf. chap. III]. Nous qualifierons ce mouvement d'exode rural d'individus se rendant directement¹⁶ des campagnes vers la ville la plus proche. Outre ces zones rurales voisines, le résidu des lieux de provenance de cette sous-population est essentiellement constitué des villes de Cochabamba (7,3 % des 313 observations) et de Sucre (6,1 %).

Par ailleurs, la figure V-2 nous apporte le constat l'ancienneté des installations en provenance de l'Occidente des départements du Tarija, du Chuquisaca et accessoirement du Cochabamba, ainsi que leur augmentation régulière jusqu'à la période actuelle¹⁷. Il s'agit donc d'un mouvement traditionnel qui représente plus de 50 % des lieux de provenance avant 1980 (plus précisément 51,1 %, cf. Tab. F-13), proportion qui n'est que de 30 % durant les décennies suivantes¹⁸ qui voient l'apparition d'autres mouvements migratoires.

2 - Les années 80 : la crise du secteur minier génère l'immigration altiplanique

Sur les 893 non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus dans la ville de Tarija, 39,3 %, soit 351 cas, provenaient des départements du Potosi, de l'Oruro ou de l'Occidente de celui de La Paz. En l'absence d'information sur l'activité avant l'installation, il est difficile de qualifier ces mouvements de population. Nous pourrions en attribuer une partie à la dynamique d'expulsion des régions arides et isolées de l'altiplano, surtout en ce qui concerne les provinces limitrophes au Tarija qui totalisent près d'un tiers de ces lieux de provenance (29,9 %, 105 cas sur 351, proviennent des provinces de Sud Chichas et de Modesto Omiste au sud-est du département du Potosi, cf. Carte V-3 en p. 267). Une autre partie pourrait être liée à la crise de la ville frontalière de Villazon¹⁹ (qui correspond à elle seule à 22 des 351 lieux de provenance des trois départements). Enfin, ces migrations depuis les régions altiplaniques peuvent être partiellement expliquées par des mouvements de population depuis les grandes villes de l'Occidente (63 individus proviennent de la ville de La Paz, 23 d'Oruro, 21 de Potosi) [cf. Carte V-3 pour leur localisation].

En dehors de ces suppositions, l'existence d'une autre corrélation nous semble pertinente : en effet sur les 351 lieux de provenance recensés, 83,1 % (291 cas) se trouvent dans une province

¹⁵ Les vallées andines entourent la capitale départementale, la haute montagne et les provinces de Sur et Nor Cinti se situent sur la route menant à Potosi.

¹⁶ Pour 96,3 % des 246 individus provenant de ces quatre ensembles (régions écologiques ou provinces), soit 237 cas, les lieux d'origine et de provenance coïncident.

¹⁷ On aura certes noté quelques pics, mais qui correspondent aux débuts de décennies, ce qui nous pousse à ne pas en tenir compte.

¹⁸ Sur les 704 personnes installées à l'âge de 15 ans et plus dans la ville de Tarija, à partir de 1980, 216 individus, soit 30,7 %, proviennent des zones occidentales du Tarija, du Chuquisaca ou du Cochabamba.

¹⁹ Comme nous l'avons signalé dans le chapitre I, la croissance du commerce transfrontalier de Bermejo puis de Yacuiba s'est faite au détriment de celle de Villazon, interface historique entre la Bolivie et l'Argentine.

qui a ou a eu une activité minière²⁰ [cf. Carte V-3 ci-contre pour leur situation], principalement dans certaines provinces du Potosi – Sud Chichas (83 observations, 28,4 % des 291 cas), Tomas Frias (42 cas, 15,4 %), Modesto Omiste (22 observations, 7,7 %) et Antonio Quijarro (15 cas, 5,2 %) – et dans celles des départements de l'Oruro – Cercado (24 cas, 8,4 %) – et de La Paz – Murillo (73 cas, 25,1 %). Cette corrélation ne peut cependant justifier à elle seule le lien entre activités minières et immigration vers Tarija : des mines sont situées dans la majorité des provinces des trois départements altiplaniques (27 sur 45) ; de plus, les découpages provinciaux sont larges²¹, ce qui suppose qu'une partie seulement des migrants est concernée par cette activité. C'est donc dans le but de préciser cette corrélation que nous concentrerons notre analyse sur les périodes d'installation, en rappelant tout d'abord les grandes lignes de l'histoire récente de l'exploitation minière en Bolivie.

Après la nationalisation des trois grandes entreprises minières²² en 1952, l'Etat bolivien devient – à travers la Comibol (Corporación Minera de Bolivia) – le principal gestionnaire du secteur. Dans un premier temps les bénéfices réalisés par l'activité ont largement participé au financement de la révolution nationale, mais la mauvaise gestion et l'augmentation disproportionnée de la charge salariale de la Comibol ont tôt fait de générer des pertes qui, accumulées, dépassent les 750 millions de USD entre 1976 et 1985 (DE MESA 2001, p. 748) et la situation s'aggrave à partir de 1981, avec les prémices de la chute des cours de l'étain. En conséquence, le subventionnement de l'entité étatique contribue à la forte inflation des années 80 en Bolivie. Le gouvernement de Paz Estenssoro lance alors une politique de *relocalización* des mineurs : sur les 30 172 employés que compte l'entreprise étatique, 23 068 seront renvoyés entre 1986 et 1987 (CET 1988). Durant la même période, dans le secteur minier privé, on dénombre environ 5 000 licenciements. Ce sont donc plus de 28 000 personnes qui perdent un emploi directement lié à l'exploitation des mines, ce qui engendre une crise majeure pour les régions concernées (le marasme contaminant les commerçants, paysans et prestataires de services divers) et des départs massifs de régions altiplaniques qui n'offre aucune possibilité de reconversion. S'il n'existe pas à notre connaissance d'estimation chiffrée quant à l'émigration engendrée par la crise du secteur minier et ses effets indirects, on pourra néanmoins citer une extrapolation à la sphère familiale du nombre de personnes directement touchées par les licenciements qui se situe autour de 115 000²³. En outre, signalons une lacune supplémentaire à la compréhension de cette dynamique : l'absence d'étude sur les destinations de cette émigration. Nous nous contenterons donc ici de signaler le caractère non dirigé de ces départs, en l'absence de politiques migratoires pour les canaliser (D'ANDREA 2004).

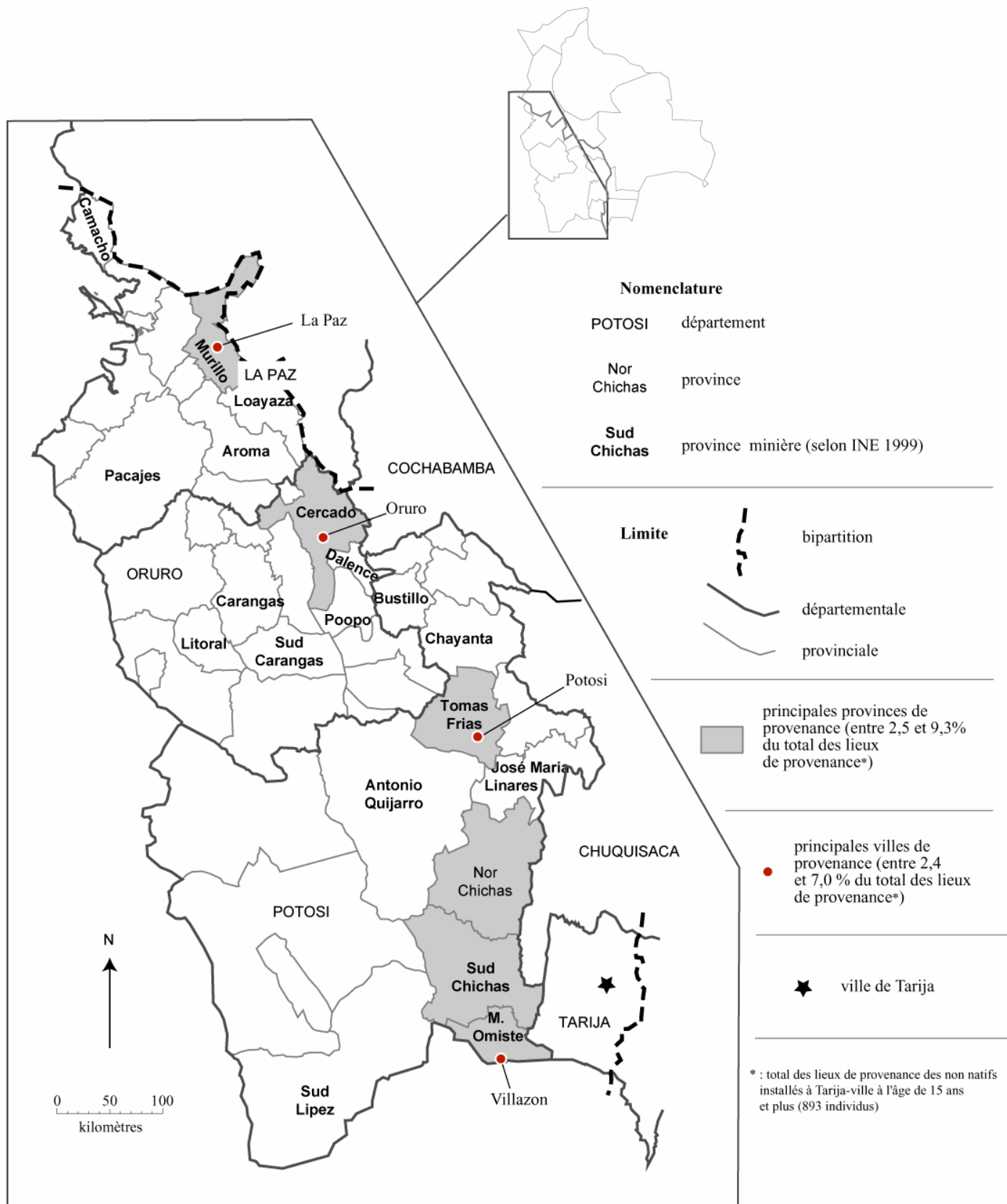
²⁰ Il s'agit des provinces de Tomas Frías, Rafael Bustillo, Chayanta, Sud Chichas, Sud Lipez, Jose María Linares, Antonio Quijarro et Modesto Omiste (dép. Potosi) ; de celles de Cercado, Carangas, Litoral, Poopo, Pantaleón Dalence et Sud Carangas (dép. Oruro) ; et de celles de Murillo, Pacajes, Camacho, Loayza et Aroma (dép. La Paz). La sélection a été réalisée au moyen de l'*Atlas estadístico de Municipios* (INE 1999).

²¹ On regrette de ne pouvoir analyser ces données par *municipio*. Ce travail aurait nécessité une spatialisation précise des localités de provenance ce qui aurait entraîné d'importantes pertes d'information.

²² Patiño, Aramayo et Hotchshild.

²³ Evaluation de l'INE citée par le Centro de Estudios del Trabajo (CET 1988), se basant sur une taille moyenne de 6,05 individus par famille de mineur.

Carte V-3 : dép. Potosi, Oruro et La Paz (Occidente) – Localisation des principaux lieux de provenance des non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus à Tarija-ville



Sources : bipartition de la Bolivie : D'ANDREA 2004 ; bipartition du Tarija propre ; fond de carte de Philippe Wagniez (www.philgeo.club.fr) ; données d'Entar 2001

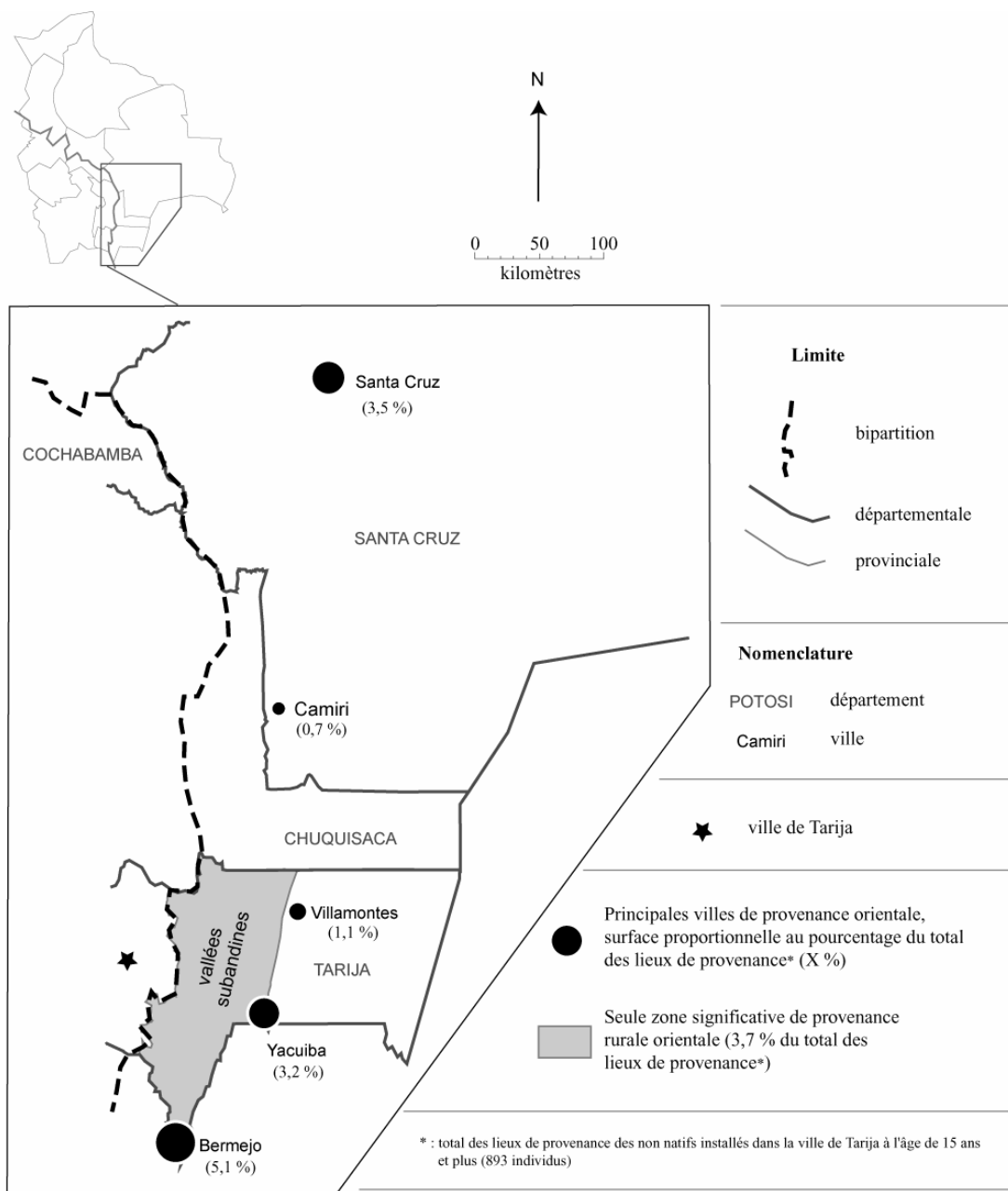
La figure V-2 [cf. p. 263] témoigne d'une situation exceptionnelle et sporadique au cours des années 80 des installations en provenance des régions occidentales du Potosi, de l'Oruro et du département de La Paz, ce qui correspond à la période de la crise minière signalée ci-dessus conforte ainsi nos observations précédentes. Nous pouvons donc établir un parallèle entre la restructuration massive des mines et la croissance de la ville de Tarija à cette époque : sur les 241 personnes installées à l'âge de 15 ans et plus entre 1980 et 1989, 59,8 % (soit 144 cas) étaient originaires de l'Occidente de ces trois départements. Il faut cependant signaler que les installations en provenance de ces régions ne se limitent pas à cette période, puisqu'elles correspondent à environ 30 % des individus installés dans la capitale avant 1980 (53 cas sur 188, soit 28,2 %) ou à partir de 1990 (154 sur 464, soit 33,2 %). Nous ne limiterons donc pas l'explication des installations en provenance de ces départements altiplaniques à la seule crise minière, qui semble cependant constituer la raison principale de ces courants migratoires durant les années 80. Les autres facteurs d'expulsion pourraient être, comme nous le signalions ci-dessus, l'exode de zones rurales proches et les mouvements entre grands centres urbains. Enfin, notons que ces migrations s'effectuent en général directement depuis le lieu d'origine puisque seules 14,2 % des 351 personnes en provenance du Potosi, de l'Oruro ou de l'Occidente du département de La Paz, ont des lieux de provenance qui diffèrent des lieux de naissance [cf. Tab. F-12].

3 - Les années 90 : apparition d'une immigration provenant de l'Oriente

Comme on a pu l'observer sur la figure V-2 [cf. p. 263], les installations en provenance de l'Oriente sont peu significatives avant 1990 (sur les 428 personnes installées à l'âge de 15 ans et plus dans la ville de Tarija avant cette année-là, seuls 12,9 %, 55 cas, proviennent de la Bolivie orientale). Cependant, ces installations sont en constante augmentation dès le début des années 90 : elles correspondent à 20,6 % de l'ensemble des lieux de provenance recensés pour la période 1990-1994, à 29,8 % pour la période 1995-1999 et à 36,5 % pour celle comprise entre 2000 et 2001 [cf. Tab. F-13]. Durant cette dernière période, l'Oriente est le premier lieu de provenance des émigrés s'installant dans la ville de Tarija. Comment se répartissent géographiquement les 185 individus en provenance de l'espace oriental ? Seule une minorité vient des campagnes orientales de la Bolivie (47 cas, 25,7 %), essentiellement du Tarija (34 cas, 70,9 % des 47 cas notés précédemment, dont 33 dans les vallées subandines, cf. Carte V-4 ci-contre), alors que la grande majorité provient de localités urbaines (134 cas, 72,8 % des 185 observations). On remarquera tout d'abord l'importance de Bermejo (46 des 134 lieux de provenance orientaux et urbains, soit 34,3 %) et Yacuiba (33 cas, soit 24,6 %), deux villes frontalières de l'Oriente tarijenien affectées par la récente crise commerciale. Les autres villes

orientales concernées par ces installations à Tarija sont : Villamontes (10 cas, 7,5 %), Camiri (6 cas, 4,5 %) et surtout Santa Cruz (32 cas, 23,9 %), le résidu étant composé d'autres petites villes du département crucécien (7 cas, 5,2 %)²⁴.

Carte V-4 : dép. Tarija, Chuquisaca, Santa Cruz (Oriente) – Localisation des principaux lieux de provenance des non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus à Tarija-ville



Sources : bipartition de la Bolivie : D'ANDREA 2004 ; bipartition du Tarija propre ; fond de carte de Philippe Wagniez (www.philgeo.club.fr) ; données d'Entar 2001

CM 2005

²⁴ Il manque 4 cas pour atteindre le total de 185 observations : 3 ne sont pas renseignés, et une personne provient de Cobija, la capitale du Pando.

L'Oriente, et plus particulièrement ses villes, constitue donc une part importante des lieux de provenance pour les installations récentes dans la ville de Tarija. Elle est essentiellement attribuable aux liens tissés entre la capitale départementale et les centres urbains frontaliers, liens amplifiés par la crise commerciale à la fin des années 90 [cf. chap. II] et le reflux qu'elle a engendré ; il s'agirait donc d'un courant migratoire de repli vers la capitale départementale. Autre tendance, l'accroissement des installations en provenance de Santa Cruz souligne une intensification des relations avec la plus grande ville de l'espace oriental bolivien. Enfin, nous noterons que l'ensemble de ces installations s'inscrit dans des stratégies migratoires multiples, puisque que pour plus d'un tiers des migrants provenant de l'Oriente (34,2 %, cf. Tab. F-12), les lieux de provenance et d'origine diffèrent.

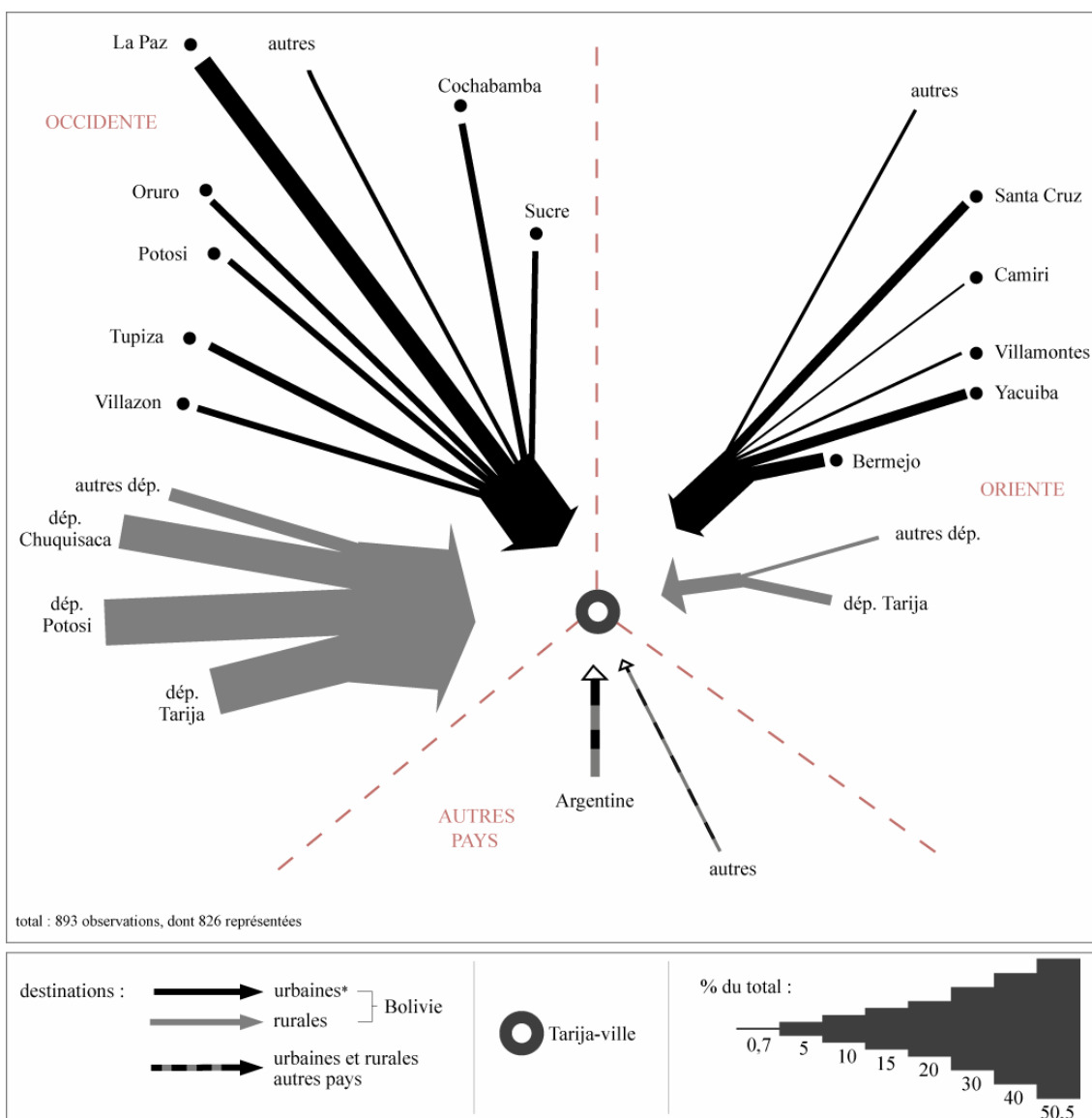
4 - Les arrivées de l'étranger : un mouvement toujours minoritaire

C'est aussi cette forte mobilité qui est au centre des stratégies des individus provenant de l'étranger. En effet, sur les 893 non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus dans la ville de Tarija, 4,6 % (41 cas, cf. Tab. F-11) proviennent d'un pays autre que la Bolivie (essentiellement d'Argentine, 30 cas, 73,2 % des provenances étrangères) alors que seulement 2,4 % de cette même sous-population sont nés à l'étranger [cf. Tab. F-9]. En dehors d'une accalmie durant les années 80 (où les provenances étrangères ne représentent que 1,7 %, 4 des 240 installations totales enregistrées), on n'observe pas de variation particulière dans l'importance de la part des individus s'installant à Tarija en provenance d'un autre pays²⁵. Ainsi existe-t-il un courant de faible importance de Boliviens venant de l'étranger pour s'installer dans la capitale départementale. Cependant, une extrapolation de nos effectifs permet de mesurer l'ampleur du phénomène : selon Entar 2001, à Tarija, 1 536 personnes non natives de la ville se sont installées en provenance d'un autre pays que la Bolivie : 448 de la province de Buenos Aires, 434 de celle de Salta, 237 de Jujuy et 418 d'un autre pays que l'Argentine (Brésil et Pérou, 132 chacun, ou encore Russie, 44 cas). Sur ces 1 536 personnes, 991 (64,5 %) ne sont pas nées dans le lieu de leur provenance, mais sont originaires de Bolivie, ce qui laisse entrevoir un mouvement migratoire Bolivie-Argentine, avec retour sur Tarija [cf. Tab. F-12]²⁶.

²⁵ Mis à part la survalorisation des années 90, qui peut s'expliquer par une surreprésentation logique des migrations juste avant l'enquête.

²⁶ Cette constatation serait un point de départ intéressant pour une future recherche. Cependant, notre propos étant d'étudier globalement le peuplement de la ville de Tarija, nous ne nous attarderons pas sur cette minorité.

Fig. V-3 : Entar 2001 – Lieux de provenance des individus installés à l'âge de 15 ans et plus à Tarija-ville



Source : Entar 2001

* : seuil urbain / rural fixé à 5 000 habitants

cf. Tab. F-11 pour les données détaillées

CM 2005

Dès le début de la Colonie, la situation de la ville de Tarija confère au centre régional une importance stratégique. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, la croissance de la capitale départementale est faible mais régulière et s'accompagne du développement de ses multiples fonctions : ville-commerciale, ville-garnison, ville-universitaire, ville-carrefour. C'est à partir de 1950 que sa population augmente considérablement, conséquence de l'installation de d'immigrés de provenances multiples [cf. Fig. V-3 ci-dessus]. Ce peuplement récent de la ville ne peut être que partiellement attribué à des facteurs endogène, mais découle de plusieurs raisons exogènes à la capitale départementale. Dans un premier temps, c'est l'exode rural qui a déterminé l'essentiel des vagues

d'installation, principalement depuis les campagnes en crise de l'Occidente du Tarija et du Chuquisaca. Ce courant migratoire a ensuite été complété par un flux d'immigrés provenant de zones minières sinistrées de l'altiplano – particulièrement du Potosi – suite aux restructurations de l'activité dans les années 80. Enfin, c'est toujours le marasme économique qui explique l'augmentation des installations en provenance des villes frontalières de l'Oriente tarijénien durant les années 90. Ainsi Tarija se positionne-t-elle comme ville de réception d'individus provenant de régions à tonalité répulsive, même s'il convient de remarquer l'existence d'autres mouvements de population, notamment depuis de grandes villes boliviennes, qui accèdent à l'idée d'une certaine attractivité de la capitale départementale²⁷. L'étude des fonctions actuelles de la ville et de l'activité de ses habitants nous permettra d'aborder ce point et de nous interroger de manière générale sur l'insertion des immigrés.

II - Une économie tertiaire marquée par la fonction universitaire

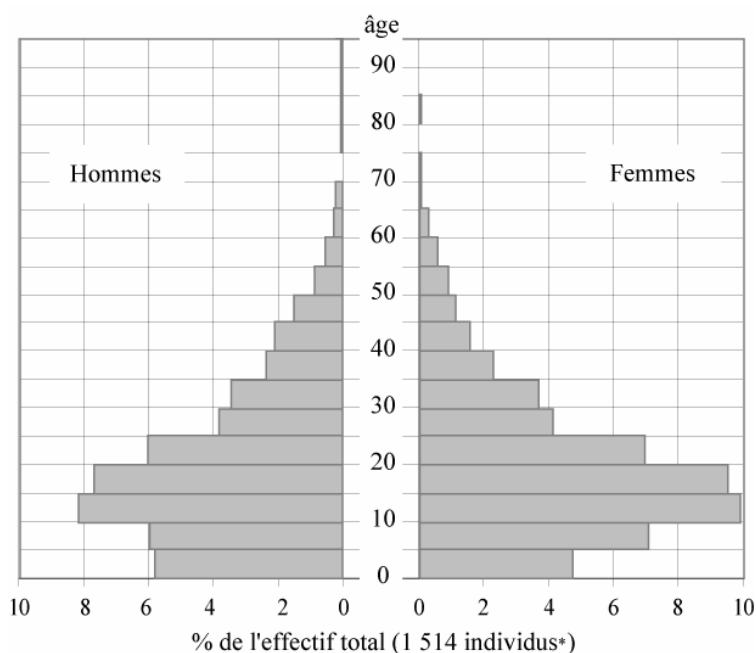
Ainsi d'importants courants migratoires ont participé à la croissance démographique exceptionnelle de la ville de Tarija au cours de 50 dernières années. Cela s'est traduit par l'arrivée d'une population jeune [cf. Fig. V-4 ci-contre] : 39,4 % des non natifs étaient âgés de moins de 15 ans lors de leur première installation dans la ville de Tarija²⁸, proportion qui est de 55,7 % si on se limite aux moins de 20 ans, de 68,0 % pour les moins de 25 ans et de 75,5 % pour les moins de 30 ans [cf. Tab. F-14]. Il convient maintenant de s'interroger sur l'insertion de cette sous-population dans la ville de Tarija, notamment en ce qui concerne leurs occupations professionnelles et éducatives. Et c'est à travers une observation d'ensemble de l'activité économique et de l'importance de l'enseignement supérieur dans la ville de Tarija que nous nous proposons de l'étudier, ceci afin de dresser un portrait plus large de la multifonctionnalité actuelle de la capitale départementale. Dans un premier temps (A), ce sont donc les occupations professionnelles qui retiendront notre attention. Par le biais des résultats du recensement de l'INE et d'Entar 2001, nous nous proposons de revenir sur la diversité des activités de la capitale départementale et sur l'insertion de la population immigrée dans la population active.

²⁷ Notamment sur les personnes qualifiées puisque 36 des 200 personnes (soit 18,0 %) qui proviennent de capitales (départementales pour la Bolivie, provinciales pour l'Argentine) déclarent avoir poursuivi un cursus dans l'enseignement supérieur en dehors de la ville de Tarija.

²⁸ Ne disposant pas de l'âge d'installation des individus âgés de moins de 15 ans au moment de l'enquête (qui ne sont pas concernés par le module D de la fiche individuelle, « installation à Tarija-ville », cf. Quest. F-9), c'est leur âge en septembre 2001 que nous avons retenu. Si cette estimation peut légèrement fausser la figure V-4, elle n'affecte pas la proportion de non natifs âgés de 14 ans ou moins au moment de leur première installation dans la ville de Tarija.

Nous nous pencherons ensuite (B) sur une spécificité de la ville de Tarija : sa fonction universitaire, en tentant de mesurer son importance et son impact sur l'attractivité de la capitale départementale. Nous en profiterons alors pour aborder la question des déplacements de population qualifiée (d'un point de vue éducatif²⁹) vers et depuis Tarija. D'une manière générale, outre l'observation de l'activité dans la ville, c'est la capacité de la localité à insérer et retenir sa population que nous tenterons de déterminer³⁰.

Fig. V-4 : Entar 2001 – Pyramide des âges des non natifs à leur première installation



* : soit 96,4 % des 1 570 non natifs, l'âge ou l'année d'installation n'étant pas renseignés pour 56 cas
 note : pour les non natifs âgés de moins de 15 ans au moment de l'enquête, c'est leur âge en septembre 2001 qui a été retenu comme âge d'installation

Source : Entar 2001

cf. Tab. F-14 pour les données détaillées

CM 2005

A - L'insertion des immigrants dans une activité urbaine de services

Nous étudierons tout d'abord l'importance de la population active de la capitale départementale, pour ensuite dresser un panorama des principaux secteurs professionnels recensés, en

²⁹ Les limites du questionnaire Entar 2001 concernant le recensement des activités professionnelles ne nous permettent pas d'étudier la qualification selon les métiers.

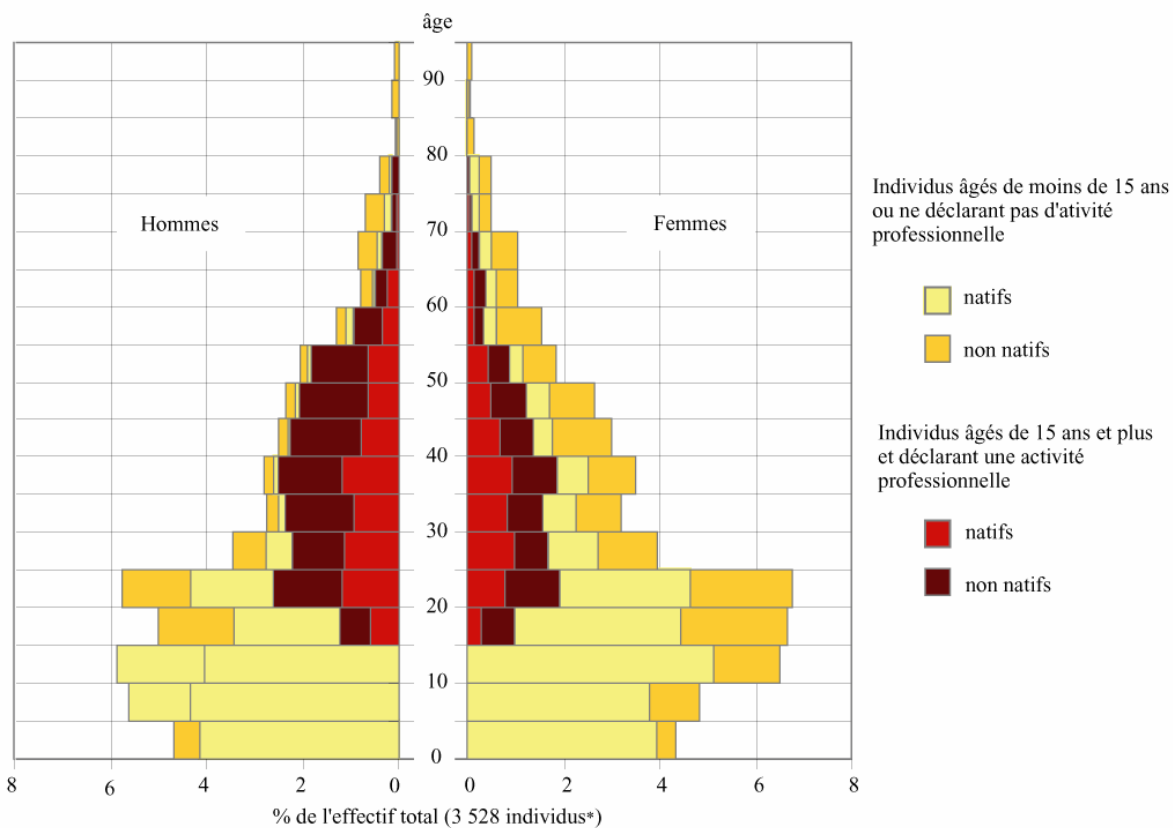
³⁰ Signalons dès à présent que notre analyse sera limitée pour cause de manque d'information, les études portant sur ce sujet faisant cruellement défaut et nos données s'étant révélées lacunaires. Ce sont donc encore une fois les grandes tendances de la situation actuelle de la capitale départementale que nous nous proposons de déceler, préalable indispensable à l'étude de la redistribution du peuplement depuis la ville de Tarija [cf. partie III du même chapitre].

y soulignant l'insertion de la population immigrée. C'est sur ce point que nous terminerons notre analyse, en croisant notre indice d'équipement avec les lieux de naissance et de provenance de la population enquêtée, afin de déterminer dans quelle mesure l'insertion dans des secteurs d'activité de la ville s'accompagne d'une intégration économique.

1 - Les immigrés, au cœur de la population active de Tarija-ville

L'analyse de l'occupation selon Entar 2001 se fera au moyen du module B de la fiche individuelle [cf. Quest. F-7] réservée aux 2 420 personnes âgées de 15 ans et plus. Afin d'étudier dans son ensemble la population active de la ville de Tarija, il aurait été souhaitable de prendre en compte l'éventuelle occupation professionnelle des individus âgés de moins de 15 ans qui peut être significative dans le contexte bolivien. C'est pourquoi l'INE applique son module « activité » également aux individus âgés de 7 à 14 ans ce qui, pour Tarija, concerne 15 798 personnes dont 14,3 % (2 265) déclarent une occupation professionnelle (INE 2002 b).

Fig. V-5 : Entar 2001 – Pyramide des âges selon lieu de naissance et activité durant les 7 jours précédant l'enquête



* : la différence entre l'effectif total enquêté (3 546 individus) et l'effectif représenté (3 528 individus) s'explique par la présence de 18 personnes de 15 ans et plus n'ayant pas répondu à la question relative à l'activité

Selon l'enquête Entar 2001, 46,6 % de la population âgée de 15 ans et plus déclare avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête, proportion largement supérieure chez les hommes (61,0 % des hommes âgés de 15 ans et plus travaillaient au moment de l'enquête) que chez les femmes (34,4 %) qui sont aussi nombreuses à se déclarer âme au foyer (32,8 %) [cf. Tab. F-15]. Comme on peut l'observer sur la figure V-5 [cf. ci-contre], cette population active concerne les deux tiers des individus âgés de 30 à 59 ans (64,8 % de la population concernée déclarent avoir travaillé, 86,2 % si on se limite aux hommes, 45,9 % pour les femmes), la moitié des 25-29 ans (52,1 % pour les deux sexes, 64,8 % pour les hommes et 41,1 % pour les femmes) et le tiers des 20-24 ans (respectivement 36,0 %, 44,7 % et 28,5 %) [cf. Tab. F-17]. Outre que les 30-59 ans sont en proportion plus actifs, on voit sur la figure V-5 l'importante participation des non natifs dans la population active recensée. En effet, sur les 1 339 individus âgés de 15 ans et plus qui ne sont pas nés dans la ville de Tarija, 48,0 % déclarent avoir travaillé durant les 7 derniers jours (63,4 % pour les hommes et 34,0 % pour les femmes) proportion qui n'est que de 44,8 % pour les 1 081 natifs (57,6 % pour les hommes et 34,6 % pour les femmes) [cf. Tab. F-16]. Autre comparaison possible sur l'importance des non natifs dans la population totale active de la ville : sur les 1 127 individus de 15 ans et plus enquêtés lors d'Entar 2001 et déclarant une activité professionnelle, une large majorité (57,1 %, 643 cas) ne sont pas natifs de la ville de Tarija. Ainsi, que ce soit en volume ou en proportion, la place occupée par les immigrés dans la population active de la ville de Tarija est prépondérante.

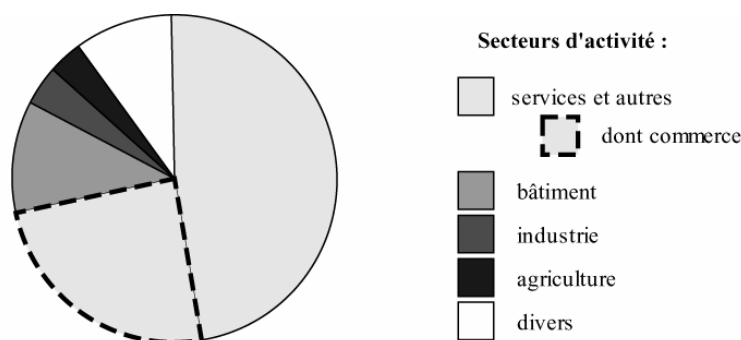
2 - Une insertion apparemment homogène ...

Nous tenons dès à présent à signaler une limite d'Entar 2001 quant à la qualité de collecte des données relatives à l'activité. En omettant le secteur d'activité spécifique des « services » (en dehors des échanges commerciaux), les emplois rattachés au tertiaire (hors commerce) ont été recensés dans la catégorie « autres » que nous renommerons « reste services et autres » dans le cadre de cette analyse, en supposant que les services constituent l'essentiel de cette rubrique. Pour ce qui est des catégories d'emploi, on regrettera l'absence de la modalité « patrons » (ceux-ci étant comptés avec les « travailleurs indépendants ») ou de celles de « journaliers » ou « employés domestiques » qui auraient affiné notre analyse [cf. Quest. F-7 pour le détail de ces variables]. Nous ne désagrégerons donc qu'exceptionnellement les activités selon les catégories d'emploi.

L'étude des secteurs d'activité de la population professionnelle (Entar 2001) révèle une claire prédominance des services qui concernent 71,9 % des 1 134 individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête. Comme on peut l'observer sur la figure V-6 [au dos], les emplois dans le commerce occupent une part significative (24,5 % de la population active

totale, cf. Tab. F-18) du secteur des services, confirmant ainsi l'importance de la fonction commerciale de la ville de Tarija, dotée de 10 marchés permanents et de plusieurs marchés hebdomadaires, [cf. étude de Tolomosa, chapitre III]. Si l'enquête Entar 2001 ne nous permet pas de disséquer plus en détail la part prépondérante du secteur tertiaire (notamment le secteur « services et autres » – hors commerce – qui occupe 47,5 % de la population active), les données du recensement INE de 2001, qui sont proches de celles de notre enquête³¹, offrent un aperçu de l'éventail des services offerts dans la capitale départementale. Ainsi les sous-secteurs dominants sont ceux d'employés de maison (7,7 % de la population active de l'INE), des transports (7,7 %), de l'éducation (6,1 %), de l'hôtellerie et la restauration (5,4 %), des ONG (4,9 %), de l'administration publique et de la défense (4,1 %) et du secteur immobilier (4,1 %). A cet important secteur tertiaire, il convient d'ajouter les autres activités (selon Entar 2001) telles que le bâtiment (11,1 % de la population active), l'industrie (3,9 % seulement, vue la faible industrialisation de Tarija) et l'agriculture (3,4 %)³² [cf. Tab. F-18]³³.

Fig. V-6 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus travaillant durant les 7 jours précédant l'enquête selon le secteur d'activité



Source : Entar 2001

Effectif représenté : 1 129 individus (cf. Tab. F-18 pour les données détaillées)

CM 2005

Comment s'insèrent les immigrants dans ce panorama d'activités urbaines ? Même si l'enquête Entar 2001 ne nous renseigne pas sur le comportement professionnel des non natifs avant leur installation ou lors de leur arrivée (excluant ainsi toute comparaison avec le contexte présent) nous pouvons tout de même analyser les grandes tendances actuelles de l'activité au sein des sous-

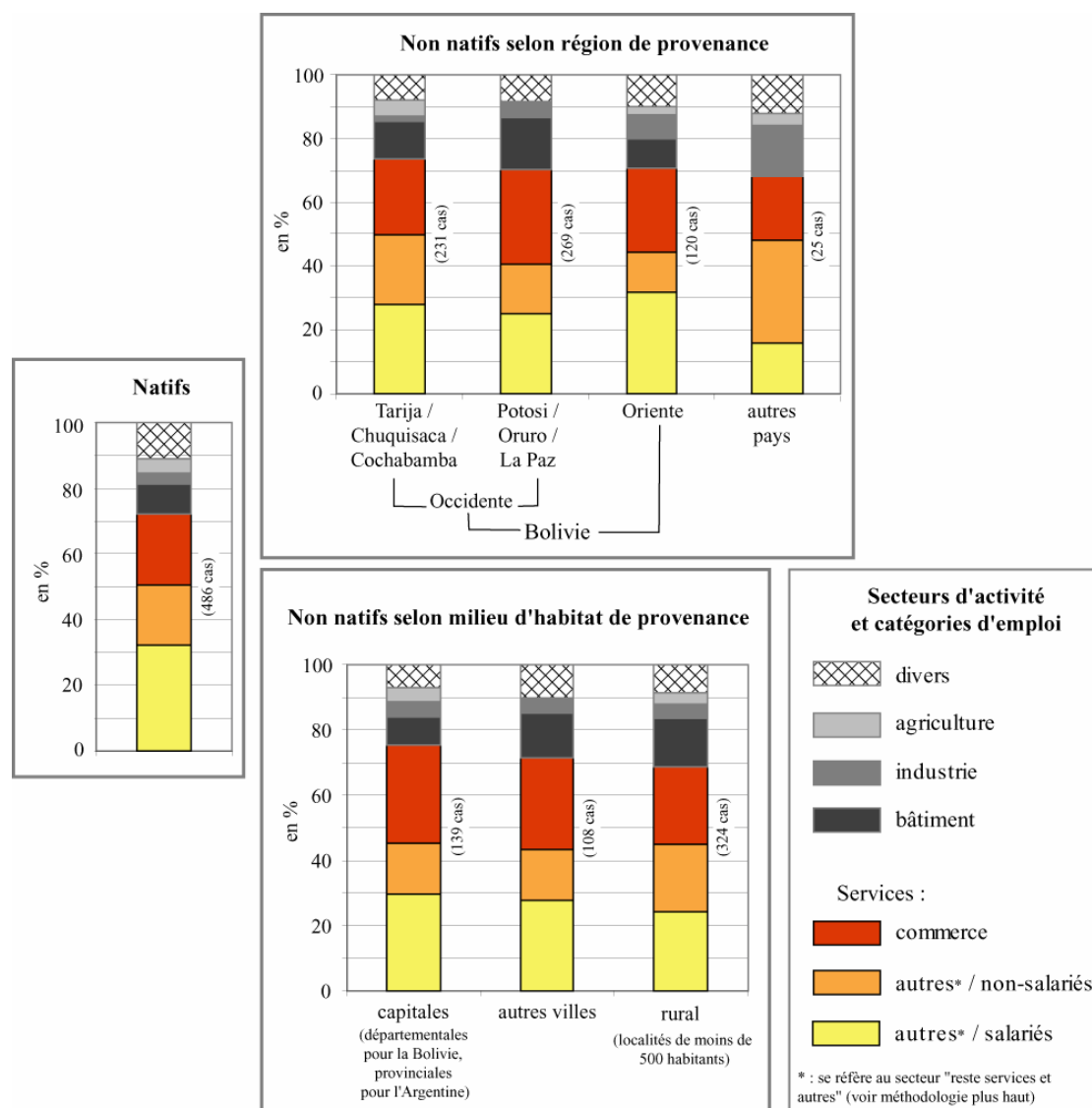
³¹ En effet, selon le recensement de l'INE de 2001, près des trois quarts (73,0 %) de la population active de la ville (c'est-à-dire des individus de 7 ans et plus déclarant une activité professionnelle) appartiennent au secteur des services [cf. Tab. B-16]. Cette proportion est proche de celle révélée lors d'Entar 2001 (71,9 %). De plus, dans le cas de l'INE ou d'Entar, les échanges occupent environ un quart de la population active (24,2 % pour le recensement et 24,4 % pour notre enquête).

³² Si l'agriculture et l'élevage ne représentent qu'une part minoritaire de la population active d'Entar 2001, il convient de signaler l'importance du secteur en tant qu'activité secondaire. En effet, près de 20 % des foyers enquêtés déclarent des cultures ou des animaux d'élevage. Bien que notre enquête ne nous permette pas de mesurer l'ampleur de cette activité, on peut penser que, pour une partie, elle a des objectifs commerciaux [cf. Texte F-4 pour plus d'information à ce sujet].

³³ Par ailleurs, une part non négligeable de personnes enquêtées déclare plusieurs activités (108 individus, soit 9,6 % de la population active employée).

populations de natifs et non natifs, ces derniers étant désagrégés selon leur lieu de provenance. En ce sens, la figure V-7 [ci-dessous] témoigne de l'insertion apparemment harmonieuse des immigrés dans le marché professionnel de la ville de Tarija. En effet, on ne remarque pas de différences significatives³⁴ entre l'activité des individus originaires de la capitale départementale et celle des immigrés, que ces derniers soient étudiés selon leur région ou milieu de provenance.

Fig. V-7 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus travaillant durant les 7 jours précédant l'enquête, selon le secteur d'activité et le lieu de naissance ou de provenance



Source : Entar 2001

cf. Tab. F-19 et F-20 pour les données détaillées

CM 2005

³⁴ Tout au plus peut-on signaler une part légèrement supérieure de natifs travaillant comme salariés dans le secteur « reste services et autres / salariés » (32,3 % contre 29,3 % pour la moyenne générale, cf. Tab. F-19). Autre différence mineure, pour les non natifs originaires de la partie occidentale des départements de Potosi, Oruro ou La Paz, l'importance du commerce (29,7 % contre 24,4 % pour la moyenne de l'ensemble de la population active) ou du bâtiment (16,4 % contre 11,1 %) et l'absence de personnes travaillant dans l'agriculture. Enfin, si on se réfère au milieu d'habitat, on remarquera que les individus en provenance des capitales départementales boliviennes sont plus nombreux à travailler dans le commerce (30,2 % contre 24,6 % pour la moyenne de la ville, cf. Tab. F-20), alors que ceux qui viennent de l'espace rural sont moins représentés dans le secteur « reste service et autres / salariés » (24,4 % contre 29,5 % pour la moyenne de la capitale départementale).

3 - ... à relativiser par le niveau d'équipement des ménages

L'insertion des immigrés dans la structure générale de l'emploi de la ville de Tarija semble équilibrée ; cependant, les variables d'Entar 2001 relatives à l'activité ne détaillent que grossièrement le principal secteur : celui des services. En effet, nous n'avons pu le diviser qu'en trois groupes (commerce, autres/salariés et autres/non salariés) qui recouvrent des professions très différentes : le commerce concerne aussi bien le vendeur de jus d'orange que le propriétaire de l'Urkupiña, le plus grand supermarché de la ville de Tarija ; les autres services non salariés regroupent le cireur de chaussure et le propriétaire de la Narvaez, l'une des principales compagnies de transport de la ville ; et les autres services salariés englobent le balayeur de la municipalité, mais aussi le juge. Ainsi, on ne peut conclure à une bonne insertion des immigrés en se limitant seulement aux informations dont nous disposons. Dès lors, il convient de s'interroger sur les possibilités d'affiner l'étude d'un secteur d'activité prédominant. En zone rurale, le secteur de l'agriculture concerne l'essentiel de la population active et a pu être analysé grâce aux variables concernant les catégories d'emploi, mais aussi moyennant d'autres questions au sujet de l'exploitation agricole familiale (notamment sur la taille des terres possédées par le foyer, le statut foncier ou la présence d'irrigation) [cf. chap. III et IV pour les exemples de Tolomosa et de Caigua]. En ville, la question du détail du secteur d'activité des services est plus délicate. Elle peut être en partie résolue par l'application de variables précises quant aux catégories d'emploi (ce qui n'a pas été fait pour Entar 2001, comme nous l'avons précédemment signalé) ; mais la solution la plus adéquate semble être de relever en toutes lettres le travail de l'enquêté, ce qui permet des regroupements postérieurs et ainsi une meilleure prise en compte des nuances. Ces améliorations nous ont fait défaut dans la présente analyse, nous les avons mises en œuvre lors d'Envil 2002 d'où l'obtention d'un panorama plus précis de l'activité à Villamontes [nous reviendrons sur ce point dans le chapitre VI].

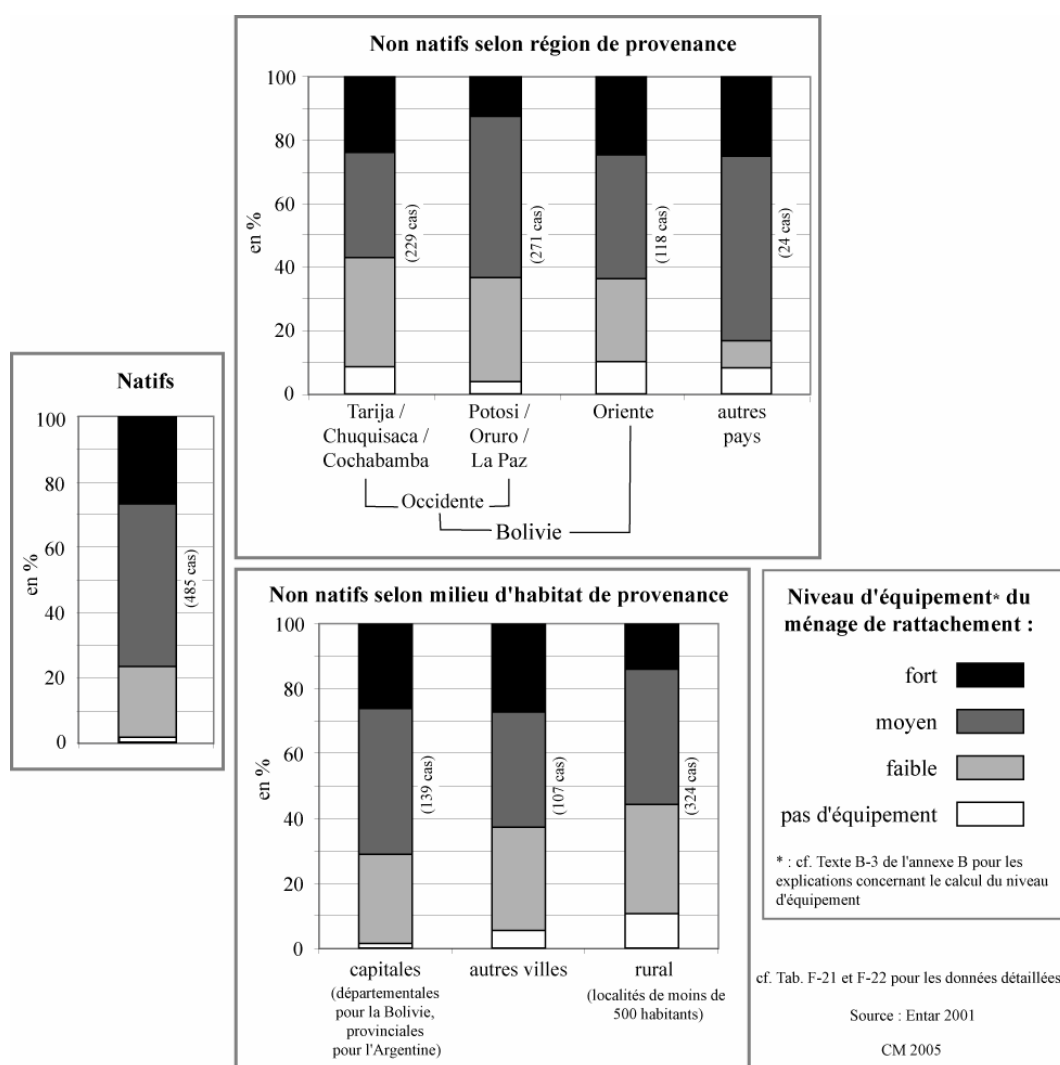
Dans le but de compenser ces lacunes, nous nous proposons d'utiliser ici l'indicateur d'équipement [cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant son calcul] afin de relativiser l'insertion des migrants évoquée ci-dessus.

La répartition de la population active âgée de 15 ans et plus en fonction du niveau d'équipement des ménages de rattachement révèle d'importantes disparités selon les lieux de naissance ou de provenance des individus [cf. Fig. V-8 ci-contre]. Ainsi les actifs natifs de Tarija ne sont-ils que minoritairement rattachés à des ménages ne disposant pas d'équipement (1,2 %) ou faiblement équipés (23,1 %), parts qui sont légèrement plus importantes (respectivement 1,4 % et 27,3 %) si l'on ne considère que les individus en provenance de centres urbains majeurs³⁵. Ces proportions vont en augmentant pour les personnes provenant d'autres villes (respectivement 5,6 % et 31,8 %) jusqu'à atteindre des niveaux significatifs pour ceux venant des campagnes (respectivement 10,8 % et 33,6 %). Au contraire, les parts de ceux (âgés de 15 ans et plus et ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête) rattachés à des ménages moyennement ou fortement équipés sont très fortes dans le cas des natifs de la capitale départementale (49,3 % et 26,4 %) ainsi que des individus en provenance d'autres

³⁵ C'est-à-dire des capitales départementales pour la Bolivie, ou provinciales pour l'Argentine.

grandes villes (45,3 % et 25,9 %), alors qu’elles sont plus faibles pour ceux qui viennent de localités urbaines mineures (35,5 % et 27,1 %), voire encore moins fortes pour ceux en provenance de localités rurales (41,7 % et 13,9 %) [cf. Tab. F-22 pour les résultats complets]. Cette brève description souligne une insertion différenciée des actifs selon les lieux de naissance et de provenance, notamment pour ceux issus de zones rurales. Les problèmes d’insertion de cette dernière catégorie, largement constituée d’individus originaires de l’Occidente du Tarija et du Chuquisaca [cf. première section de ce même chapitre] ainsi que du Potosi, souligne bien l’existence de difficulté dans l’assimilation des migrants venus directement depuis leurs campagnes d’origine³⁶. Au contraire, notre étude note l’existence d’une bonne insertion des immigrés en provenance de villes importantes.

Fig. V-8 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant l’enquête selon le statut socio-économique du ménage de rattachement et le lieu de naissance ou de provenance

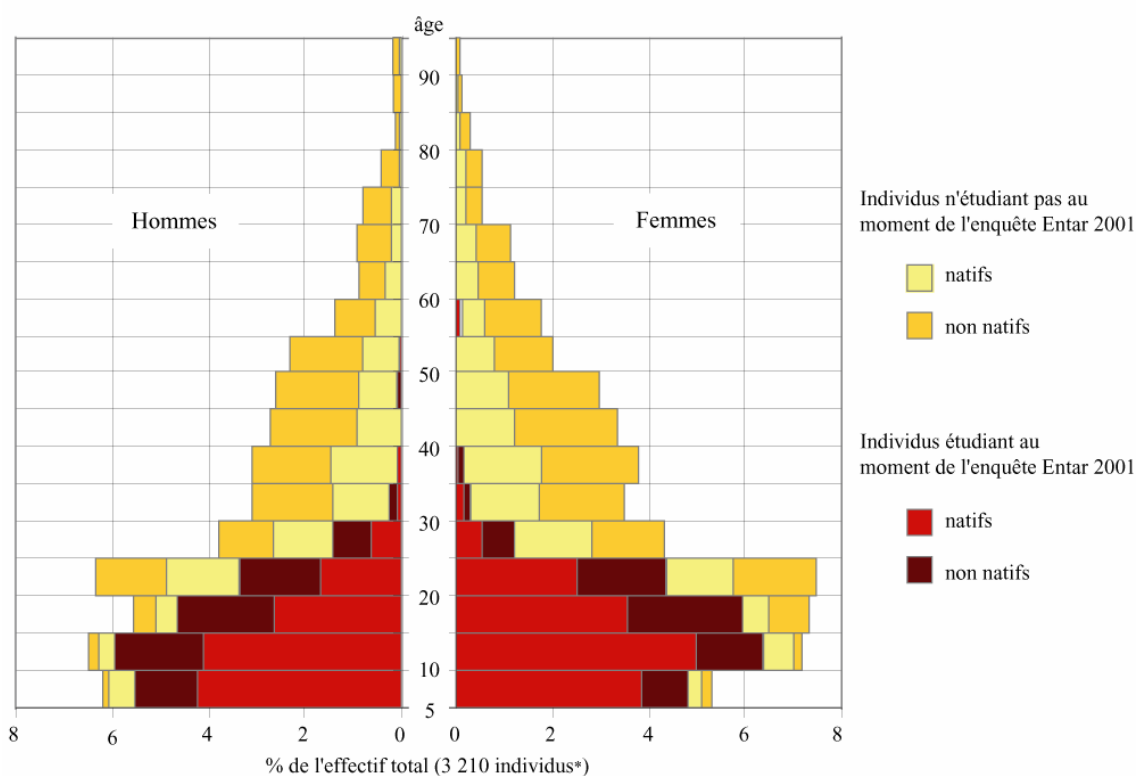


³⁶ Cependant, cette question nécessiterait une analyse approfondie, qui prendrait par exemple en compte l’envoi d’argent des immigrés vers leurs lieux d’origine, phénomène commun dans le cadre de l’exode rural. Ainsi tout au plus peut-on supposer un rythme de thésaurisation plus lent des individus en provenance des zones rurales.

Ainsi l'activité de la ville de Tarija résulte-t-elle essentiellement d'une économie tertiaire qui recouvre une grande variété d'emplois. Comme nous l'avons signalé précédemment, l'une des particularités de la capitale départementale est l'importance de sa fonction universitaire. C'est sur cette activité et les conséquences qu'elle peut avoir sur le peuplement de la ville que nous focaliserons maintenant notre attention.

B - Un pôle de formation

Fig. V-9: Entar 2001 – Pyramide des âges des individus de 5 ans et plus selon leur lieu de naissance et la poursuite d'études



* : soit 99,5 % du total des individus âgés de 4 ans et plus (3 228), l'occupation durant les 7 jours précédant l'enquête n'étant pas renseignée pour 18 personnes âgées de 15 ans et plus

Source : Entar 2001

CM 2005

Lors de l'analyse de la structure par âge de la population active de la ville de Tarija, nous avons remarqué une part importante (64,8 %) d'adultes âgés de 30 à 39 ans déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête, proportion beaucoup moins importante pour les 25-29 ans (52,1 %) et les 20-24 ans (36,0 %) [cf. Fig. V-5 en p. 274 et Tab. F-17]. Si cette différence découle peut-être d'une insertion difficile des individus ayant récemment intégré le monde du travail, on peut

aussi s'interroger sur l'importance de l'enseignement supérieur dans l'occupation des jeunes adultes de la ville de Tarija. L'observation de la figure V-9 ci-contre apporte un premier élément pour établir cette corrélation : plus de la moitié des personnes enquêtées âgées de 20 à 24 ans (55,4 %, 52,4 % pour les hommes, 57,9 % pour les femmes) déclarent suivre des cours au moment d'Entar 2001, proportion qui est d'environ un tiers pour les 25-29 ans (31,8 %, 37,4 % pour les hommes, 27,0 % pour les femmes) [cf. Tab. F-23]. C'est sur cette importante proportion de jeunes adultes poursuivant un cursus éducatif que nous débuterons notre étude de la fonction de Tarija comme centre d'enseignement supérieur. Ensuite, interrogeons-nous sur l'impact que celle-ci peut avoir sur l'attractivité et le peuplement de la ville. Enfin, nous nous focaliserons sur la proportion de personnes vivant à Tarija et possédant un haut niveau de formation, afin de déterminer la capacité de la ville non seulement à concentrer de la matière grise mais également à la retenir.

1 - Une population étudiante importante

Lors de l'enquête Entar 2001, la récolte des données relatives à l'éducation a fait l'objet d'un processus complexe. Pour les personnes âgées de 15 ans et plus, une question filtre déterminait si oui ou non l'enquêté poursuivait un cursus éducatif au moment de la collecte des données. Si c'était le cas, on recensait le niveau atteint pour l'année en cours ; si non, on demandait le niveau le plus élevé atteint³⁷, s'il avait ou non été terminé, où et en quelle année l'enquêté avait suivi la dernière année de son cursus [cf. Quest. F-6]. Dans le cadre de la présente analyse, nous ne tiendrons compte que des personnes âgées de 18 ans et plus (c'est-à-dire 2 187 individus) qui, potentiellement, ont achevé leurs études secondaires et ainsi ont, ou ont eu, accès à l'enseignement supérieur.

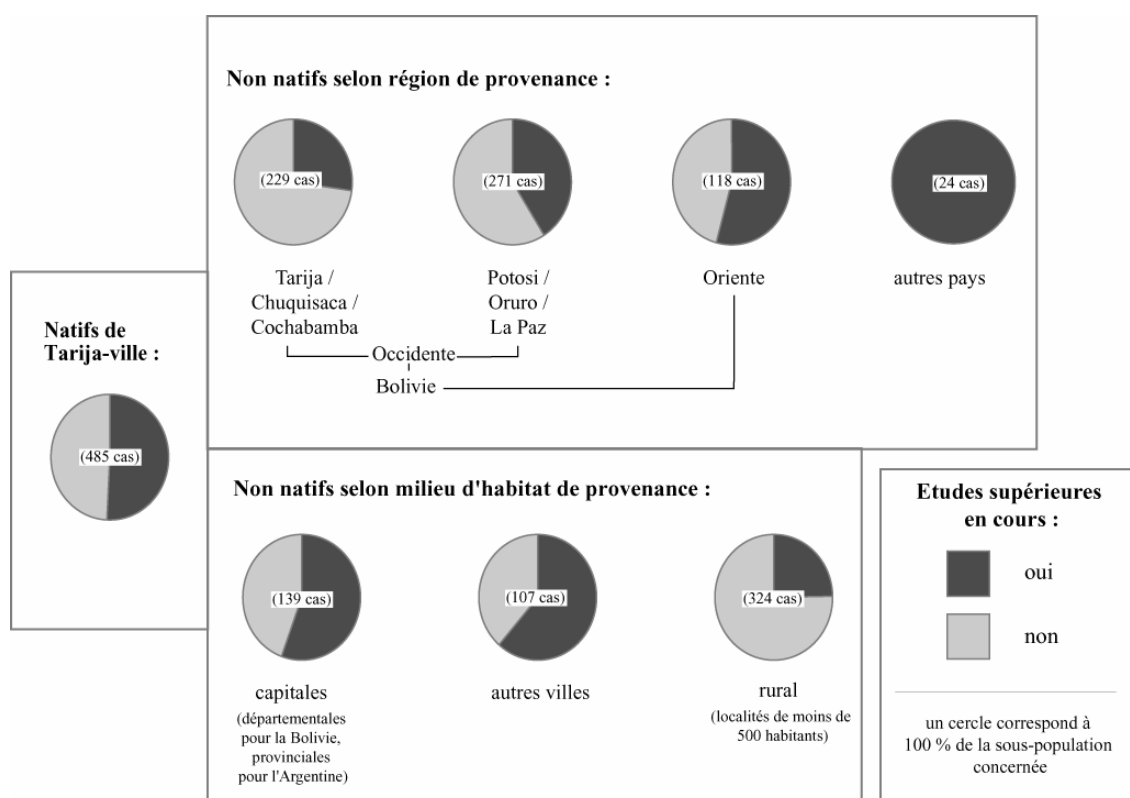
Sur ces 2 187 personnes, 814 individus, soit 37,2 %, déclarent poursuivre un cursus éducatif d'un niveau supérieur (411 cas) ou en avoir poursuivi un (403 cas).

Sur les 690 personnes âgées de 18 à 25 ans (potentiellement amenées à prolonger leurs études), 46,2 % poursuivent actuellement un cursus dans l'enseignement supérieur (319 cas), proportion qui est de 50,7 % pour les natifs de la ville de Tarija (176 sur 347 cas), et de 41,7 % pour les non natifs (143 sur 343 cas). Cette part varie considérablement selon les lieux de provenance des non natifs [cf. Fig. V-10 au dos]. Ainsi, ceux (les non natifs âgés de 18 à 25 ans) provenant de localités urbaines de l'Orient bolivien ou de l'étranger sont très nombreux à poursuivre leurs études au-delà du secondaire (55,6 % pour ceux provenant de capitales, 61,4 % si c'est d'autres villes ; 54,2 % s'ils viennent de

³⁷ Le système éducatif bolivien a connu plusieurs réformes. Pour les personnes ayant suivi leur cursus dans le système antérieur, on demandait s'ils avaient atteint le niveau « básico » (5 années d'enseignement), « intermedio » (3 ans) ou « medio » (4 ans) alors que dans le système actuel, il n'y a que deux niveaux : primaire (6 années) et secondaire (6 années). Pour recenser les individus ayant étudié dans l'enseignement supérieur, c'est une modalité commune (que nous avons nommée « licence – ingénieur ») qui a été employée pour l'ensemble de la population enquêtée.

l'Oriente bolivien et 100,0 % si c'est d'autres pays³⁸ ; cf. Tab. F-24 et F-25). Au contraire, la même sous-population, mais en provenance de localités rurales ou de l'Occidente du Tarija, du Chuquisaca et du Cochabamba, ne poursuit qu'occasionnellement des études (respectivement 24,7 % et 27,2 %). Pour terminer, la situation des non natifs âgés de 18 à 25 ans provenant du Potosi, de l'Oruro ou des régions occidentales du département de La Paz est intermédiaire, puisqu'on enregistre 41,0 % d'étudiants dans l'enseignement supérieur au moment de l'enquête Entar 2001³⁹.

Fig. V-10 : Entar 2001 – Individus âgés de 18 à 25 ans selon qu'ils poursuivent ou non un cursus dans l'enseignement supérieur et les lieux de naissance ou de provenance



Source : Entar 2001

cf. Tab.F-24 et F-25 pour les données détaillées

CM 2005

Ainsi ce premier aperçu nous permet de constater l'importance de la fonction universitaire de la ville de Tarija pour les jeunes adultes, plus particulièrement pour les natifs et les individus en provenance de localités urbaines, les immigrés en provenance des campagnes avoisinantes étant proportionnellement moins concernés par l'enseignement supérieur à Tarija. Bien que l'importance de la population étudiante chez certains immigrés ait été décelée, nous ne pouvons cependant pas pour autant affirmer que leur venue dépendent directement de la fonction universitaire de Tarija. C'est sur

³⁸ A noter cependant le faible effectif de cette sous-population, composée de 5 individus.

³⁹ Cette situation intermédiaire peut être imputée au mélange de localités rurales et urbaines dans les lieux de provenance de cette sous-population [cf. partie I de ce même chapitre].

ce point, et de manière générale sur l'impact du pôle d'enseignement supérieur de la capitale départementale, que nous nous interrogerons maintenant.

2 - La fonction universitaire : moteur de croissance ?

Tarija se positionne donc comme l'un des centres universitaires du Sud bolivien. Dès 1973, l'université Juan Misael Saracho dispose à elle seule de 4 Facultés, qui proposent des formations en mathématiques, physique, chimie, géosciences, biologie, linguistique, droit, économie, comptabilité, administration d'entreprise, ingénierie forestière et agronome, infirmerie. Par la suite, elle développera des enseignements en ingénierie commerciale, civile, alimentaire, informatique, commerce international et d'autres encore telles l'architecture et la psychologie. Une telle diversité la place en alternative aux villes historiquement universitaires, Sucre et Potosi, ou à l'attraction exercée par la métropole de Santa Cruz.

Seule une étude spécialisée pourrait mesurer les conséquences économiques générées par la fonction universitaire de Tarija sur le développement de la capitale départementale ; nous nous contenterons donc de supposer l'impact important que représentent 15 000⁴⁰ étudiants dans une ville comptant environ 135 000 habitants. On peut dès lors présumer qu'une partie non négligeable des personnes travaillant dans les services est en relation directe ou indirecte, complète ou partielle, avec le monde étudiant (dans l'enseignement, mais aussi l'administration, le commerce, les transports, etc.). Si notre enquête ne nous informe pas sur ce point, nous pouvons, grâce à l'analyse de nos données, tenter de vérifier le lien éventuel existant entre l'arrivée des immigrés et l'importance de l'enseignement supérieur dans la capitale départementale.

Sur les 411 individus âgés de 18 ans et plus poursuivant actuellement un cursus dans l'enseignement supérieur à Tarija, 217 en sont natifs, 194 d'un autre lieu. Peut-on établir un lien entre la venue de ces 194 individus et la fonction universitaire de la ville ? Encore une fois, nous ne disposons pas du motif de migration vers Tarija, ni de l'activité lors de l'installation. Nous nous limiterons donc à l'étude d'une sous-population composée de 159 individus installés à l'âge de 18 ans et plus, à partir de 1998 (3 ans avant l'enquête), en supposant une correspondance entre leur occupation actuelle et leur installation.

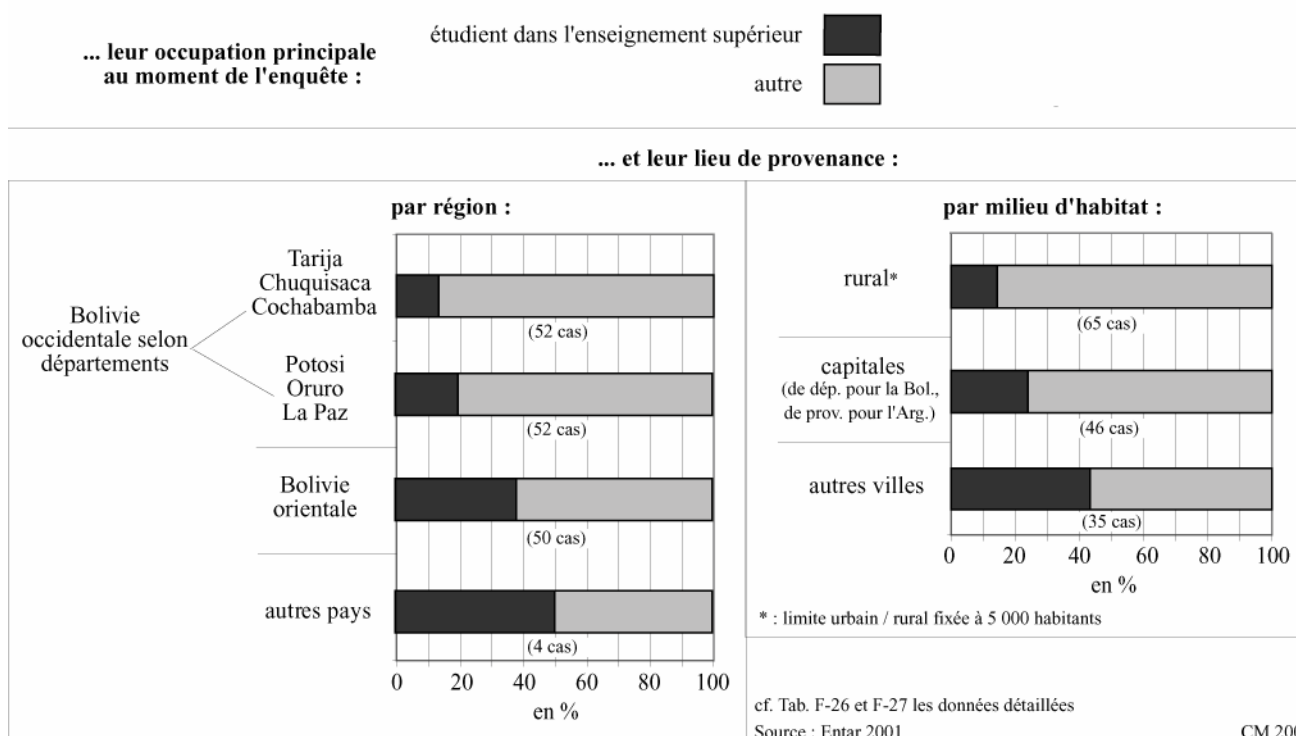
Sur les 159 individus installés à l'âge de 18 ans et plus à partir de 1998, près d'un quart (38 cas, 23,9 %) poursuivait un cursus universitaire au moment de l'enquête Entar 2001. Cette proportion fluctue fortement selon les lieux de provenance puisqu'elle est de 13,5 % s'ils proviennent de l'Occidente du Tarija, du Chuquisaca ou du Cochabamba, de 19,2 % si c'est des régions altiplaniques

⁴⁰ Arrondis de l'extrapolation de nos 411 cas, qui est exactement de 15 387.

du Potosi, de l'Oruro ou du département de La Paz, de 38,0 % si c'est de l'Oriente et de 50,0 % si c'est d'autres pays⁴¹ [cf. Fig. V-11 ci-dessous et Tab. F-26]. Autre croisement possible, celui avec les milieux d'habitat de provenance : ainsi seuls 13,8 % des immigrants installés à l'âge de 18 ans et plus à partir de 1998 depuis des localités rurales poursuivent au moment de notre enquête un cursus dans l'enseignement supérieur, proportion qui est de 22,9 % si on se limite à ceux qui proviennent de capitales (départementales pour la Bolivie, provinciales pour l'Argentine) et de 43,5 % pour ceux provenant de petites villes [cf. Tab. F-27].

Fig. V-11 : Entar 2001 – Non natifs installés à l'âge de 18 ans et plus entre 1998 et 2001 selon l'occupation au moment de l'enquête (poursuite d'un cursus éducatif dans l'enseignement supérieur ou non) et le lieu de provenance

Individus installés à l'âge de 18 ans et plus à partir de 1998 dans la ville de Tarija selon...



CM 2005

On peut donc supposer un lien entre les migrations et la fonction universitaire de Tarija, la capitale départementale constituant un pôle d'attraction de l'enseignement supérieur pour l'Oriente de la Bolivie (principalement le Tarija). On retiendra l'importance relative de Bermejo (9 individus âgés de 18 ans et plus lors de leur installation à partir de 1998 et poursuivant actuellement leurs études à Tarija, soit 347 cas si on extrapole), Yacuiba (4 cas, 144 extrapolés) et Villamontes (3 cas, 122

⁴¹ Il convient à nouveau de prendre avec précaution les données concernant les individus provenant d'un autre pays, cette sous-population n'étant composée que de 4 personnes.

extrapolés), toutes de petites villes de l'Oriente tarijénien. On retiendra aussi l'importance du phénomène pour les personnes en provenance d'Argentine (l'ensemble des 2 cas provenant de l'étranger et poursuivant actuellement un cursus dans l'enseignement supérieur à Tarija, 88 personnes si on extrapole) ou de petites villes du sud du département du Potosi (dont Villazon : 2 cas, 88 si on extrapole). Enfin, on remarquera l'effectif relativement faible d'étudiants en provenance des vallées avoisinantes de la capitale départementale (les vallées andines du Tarija et le sud du Chuquisaca) régions qui, comme nous l'avons vu dans le cadre de notre analyse de la vallée de Tolomosa [cf. chap. III], connaissent une forte émigration, mais pour des motivations professionnelles et non de formation.

La fonction universitaire de Tarija constitue donc un facteur d'attraction de la ville et explique une partie des migrations. Si cela concerne plutôt des personnes en provenance de régions proches de la capitale départementale, c'est peut-être parce que l'enseignement supérieur de la ville ne jouit pas d'une réputation particulière au niveau national. Seule exception à cette règle, la faculté d'odontologie – l'une des meilleures de la Bolivie pour ce qui est des établissements publics – attire des étudiants depuis les capitales boliviennes et même l'Argentine⁴² ou le Brésil, ce qui tend à expliciter les migrations estudiantines provenant d'autres pays.

3 - Une concentration incertaine des personnes qualifiées

La ville de Tarija s'avère incontestablement être un centre de formation dans l'éducation supérieure ; mais qu'en est-il de sa capacité à retenir (et éventuellement attirer) les personnes qualifiées ? Nous dresserons tout d'abord, à l'aide des données de l'INE, un portrait comparatif entre Tarija et d'autres villes boliviennes concernant la proportion d'habitants ayant suivi un cursus dans l'enseignement supérieur. Nous reviendrons ensuite sur les données d'Entar 2001, et sur celles du Codepo, pour tenter de mesurer les effets d'attractivité et de répulsion de la ville sur les personnes qualifiées.

Selon le recensement INE 2001, sur les 28 583 individus âgés de 19 ans et plus ayant atteint un niveau d'enseignement supérieur⁴³ et résidant dans le département du Tarija, 72,9 % vivent dans la capitale départementale. Rapportés à la population de 19 ans et plus de la ville de Tarija, 27,2 %

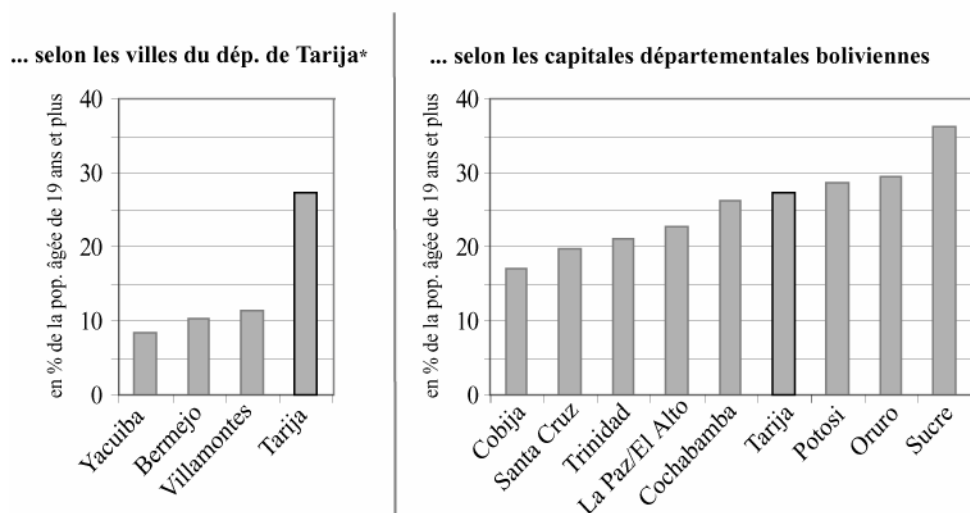
⁴² Il est fréquent à Tarija de rencontrer des étudiants étrangers venus poursuivre leur formation d'odontologue à Tarija. En plus de la bonne réputation de la Faculté, ces migrations étaient aussi influencées par l'avantage économique d'étudier en Bolivie, surtout à l'époque de la parité peso argentin/USD.

⁴³ C'est-à-dire ayant validé au moins une année à l'université, l'école normale, ou dans une formation de haut niveau dans l'armée ou la police.

avaient atteint un tel niveau éducatif au moment du recensement⁴⁴, proportion largement plus importante que celle des autres villes du département, puisqu'elle n'est que de 8,4 % à Yacuiba, 10,1 % à Bermejo et 11,3 % à Villamontes [cf. Fig. V-12 ci-dessous et Tab. F-28]. Une approche comparative à l'échelle nationale de cette même proportion d'individus de 19 ans et plus effectuant ou ayant effectué des études supérieures mène à constater le bon positionnement de la capitale du Tarija : ses 27,2 % la mettent au même niveau que les villes traditionnellement universitaires de Cochabamba⁴⁵ (26,1 %), d'Oruro (29,4 %), de Potosi (28,7 %), derrière la capitale universitaire qu'est Sucre (où la proportion est de 36,2 %) mais loin devant La Paz – El Alto (22,7 %), Trinidad (21,1 %), Santa Cruz (19,9 %) et Cobija (16,9 %) [cf. Fig. V-12 et Tab. F-29].

Fig. V-12 : INE 2001 – Proportion d'individus âgés de 19 ans et plus ayant atteint un niveau d'éducation supérieur dans les villes du Tarija et dans les autres chefs-lieux de département boliviens

Proportion d'individus âgés de 19 ans et plus ayant atteint un niveau d'éducation supérieur...



* seuil urbain fixé à 5 000 habitants

Source : recensement INE 2001 (INE 2002 b et INE 2002 c)

CM 2005

La ville de Tarija concentre donc l'essentiel des personnes qualifiées (intellectuellement parlant) du département et se situe parmi les mieux placées en Bolivie. Le recensement de l'INE ne détermine cependant pas dans quelle mesure ces individus qualifiés vivant à Tarija ont poursuivi leur cursus universitaire dans la capitale départementale, ou si au contraire ils ont étudié ailleurs

⁴⁴ Cette proportion diffère de celle d'Entar 2001 (qui était de 37,2 %) car notre filtre concernait les individus âgés de 18 ans et plus, sans qu'ils aient nécessairement validé une année dans l'enseignement supérieur. L'application des filtres de l'INE à Entar 2001 nous permet de nous rapprocher des données de l'institut national bolivien : selon Entar 2001 sur les 2 081 personnes âgées de 19 ans et plus, 31,9 % (664 individus) ont validé au moins une année dans l'enseignement supérieur.

⁴⁵ Plus précisément de l'agglomération Cochabamba/Quillacollo/Sacaba.

pour ensuite venir dans la localité étudiée. Les données de l'enquête Entar 2001 nous éclaireront peut-être sur cette question.

Sur les 2 081 personnes âgées de 19 ans et plus, 403 (19,4 %) déclarent avoir validé au moins une année dans l'enseignement supérieur⁴⁶. Sur ces 403 individus, environ un tiers (32,7 %) a effectué la dernière année de son cursus en dehors de la ville de Tarija, proportion qui est de 24,9 % pour les natifs et de 42,6 % pour les non natifs [cf. Tab. F-30]. On détecte donc un nombre non négligeable⁴⁷ de personnes ayant suivi un enseignement supérieur en dehors de la capitale départementale, ce qui dénote une attractivité certaine de la ville de Tarija aux yeux des individus qualifiés.

Mais qu'en est-il du comportement de la population formée à Tarija ? Si les données dont nous disposons ne peuvent y répondre⁴⁸, nous pouvons toutefois noter un déséquilibre important entre le nombre de personnes en cours de formation (toujours dans le supérieur) dans la capitale départementale (411 selon Entar 2001, soit 15 387 si on extrapole) et celui des personnes précédemment formées à Tarija (265, ou 9 917 individus en extrapolant). Cet état de fait n'est que partiellement engendré par une croissance soudaine du nombre d'étudiants, car la notoriété de l'université de Tarija n'étant pas récente. Dès lors, on peut supposer l'existence d'un mouvement d'étudiants formés à Tarija et quittant la capitale départementale en fin de cursus.

Finalement, nous nous servons des données du Codepo⁴⁹ (2004, p. 157) pour conclure sur l'aptitude de la ville de Tarija à attirer et retenir la population hautement qualifiée. Ces données (tirées du recensement INE 2001) concernent la population âgée de 20 à 39 ans totalisant au moment de la collecte entre 13 et 17 années d'enseignement (hors éducation préscolaire), ayant donc validé au minimum une année dans le supérieur. Malheureusement, ces chiffres ne sont pas désagrégés en dessous du niveau départemental, ce qui limite leur pertinence, bien que les trois quarts de la population qualifiée (intellectuellement parlant) du Tarija résident dans la capitale [cf. *supra*]. Ainsi se rend-t-on compte que sur les 18 738 personnes composant notre sous-population et résidant habituellement dans le Tarija en septembre 2001, 14,1 % (2 655 cas) avaient immigré récemment⁵⁰. Au contraire, sur les 18 910 individus de la même sous-population et résidant

⁴⁶ Afin d'étudier le lieu de formation, nous nous limiterons ici à l'analyse des individus actuellement hors scolarité. C'est donc la variable 3 du module A de la fiche individuelle [cf. Quest. F-6] qui nous fournit la localité dans laquelle les personnes ont poursuivi la dernière année de leur cursus éducatif.

⁴⁷ En effet, après extrapolation, il s'agirait de 5 167 personnes ayant suivi un cursus universitaire en dehors du Tarija et résidant actuellement dans la capitale départementale.

⁴⁸ Même une désagrégation poussée des données de l'INE n'apporterait pas les précisions nécessaires à la restitution du comportement des individus ayant poursuivi leur cursus dans l'enseignement supérieur à Tarija. En effet, les variables « éducations » du dernier recensement de l'institut national de statistique ne précisent pas le lieu de formation.

⁴⁹ Pour rappel, le Codepo a publié en 2004 une étude sur les migrations internes en Bolivie.

⁵⁰ C'est-à-dire qu'ils résidaient ailleurs en 1996.

habituellement dans le Tarija en 1996⁵¹, 14,9 % (2 827 cas) avaient émigré en 2001⁵². Cette brève analyse souligne bien l'existence d'une immigration, mais aussi d'une émigration (avec un solde légèrement négatif) de personnes qualifiées vers et à partir du Tarija, et donc vers et à partir de la capitale départementale qui concentre l'essentiel de la sous-population formée.

Plusieurs points sont à retenir dans cette analyse de l'activité à Tarija. Tout d'abord, il convient de relativiser l'insertion des immigrés dans une économie structurée par les services. Les ménages de provenance urbaine comme ceux originaires de Tarija semblent plus aisés que ceux qui proviennent des campagnes avoisinantes. Ensuite, la fonction universitaire de Tarija est indéniablement un moteur essentiel de son secteur tertiaire et constitue un facteur d'attraction pour les immigrés en provenance de petites villes du Sud bolivien, ce qui complète ainsi notre explication du peuplement récent de la capitale départementale [cf. début de chapitre]. Enfin, la forte concentration de personnes qualifiées (intellectuellement parlant) à Tarija trouve ses origines dans la fonction universitaire de la ville mais également dans l'attractivité qu'elle exerce sur des personnes formées dans d'autres capitales départementales boliviennes. Cependant, on a noté qu'elle s'accompagne aussi de départs d'individus issus de l'enseignement supérieur.

Ainsi peut-on se demander quel est le potentiel de la ville de Tarija concernant une réelle insertion de ses immigrés et le maintien de ses habitants ? Les difficultés rencontrées par les non natifs venant des campagnes laissent entrevoir une limite dans l'insertion des immigrés d'origine modeste. En outre, au-delà d'une immigration supposée de personnes qualifiées vers Tarija, de nombreux départs révèlent la pénurie d'emplois nécessitant une main-d'œuvre formée. Il convient de mettre en parallèle ces limites avec nos observations de début de chapitre soulignant l'inexistence de projets d'envergure pour développer en ville de nouvelles activités (industrielles notamment). De plus, Tarija souffre d'un isolement certain (elle n'est desservie par un réseau de routes goudronnées que depuis quelques mois), ce qui a sans doute freiné son développement et peut pousser ses habitants à quitter un monde fermé et stagnant. Pour toutes ces raisons, il est envisageable qu'une partie des Tarijéniens, natifs ou non, hautement qualifiés ou non, quittent la capitale départementale pourtant pôle d'attraction. C'est ce rôle redistributeur de la ville de Tarija que nous étudierons maintenant.

⁵¹ Ces données sont obtenues grâce à la variable : « Où résidiez-vous cinq années auparavant ? » du recensement.

⁵² C'est-à-dire qu'ils résidaient habituellement dans un autre département bolivien au moment du recensement de septembre 2001.

III - Des lieux d'émigration éclatés

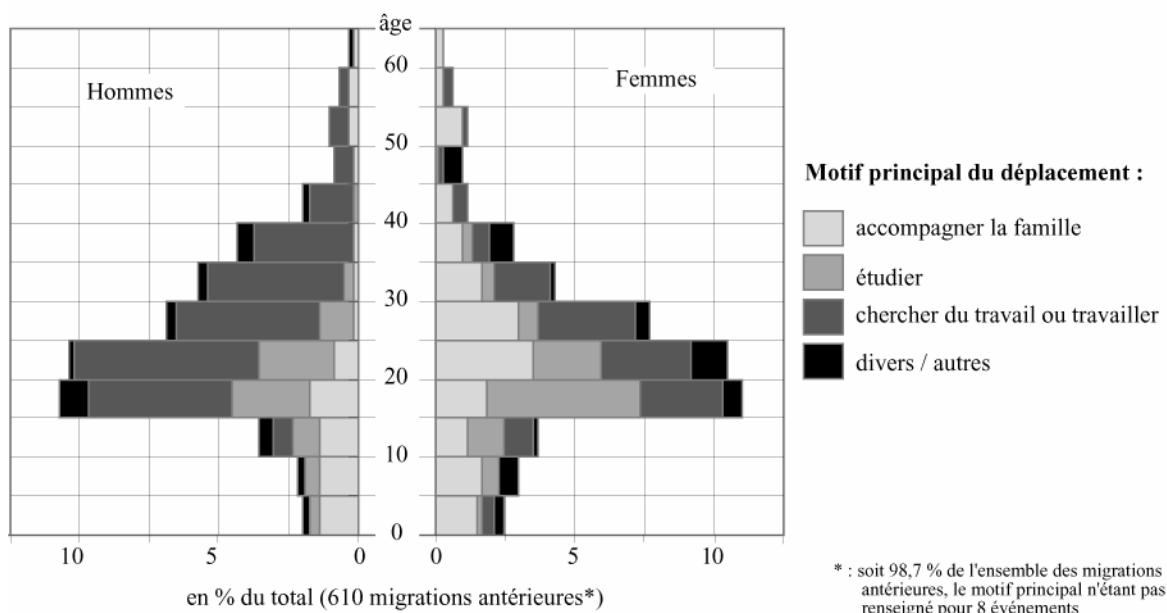
L'immigration est incontestablement au centre du peuplement récent de la ville de Tarija : la capitale départementale a reçu des individus venant des zones rurales proches, des régions minières et des villes frontalières en crise. Il convient maintenant de déterminer comment s'effectue la redistribution de la population depuis la ville, mouvement décelé dans le chapitre II et partiellement qualifié en fin de section précédente. Car la participation ou non de Tarija dans les transferts de population entre l'Occidente et l'Oriente bolivien soulève l'intérêt de même que la place occupée par l'Argentine dans cette redistribution. C'est au moyen d'une étude combinée des motivations et lieux de destination que nous nous proposons de qualifier les grands pôles d'attraction de la population tarijénienne. Pour cela, et conformément à la logique développée à Caigua [cf. chap. IV], notre approche sera diachronique : nous observerons tout d'abord les migrations antérieures à notre enquête (A), pour ensuite nous concentrer sur le comportement des enfants des chefs de ménage, dont une partie a quitté Tarija et de ce fait compose les migrations actuelles (B). A travers les données étudiées, nous dresserons alors un bilan de l'émigration à partir de la capitale départementale (C).

A - Les particularités des migrations antérieures

Le module « migration » de l'enquête Entar 2001 a recensé 967 événements : 300 réalisés par des non natifs avant leur installation (ils ont partiellement été traités dans la section I de ce même chapitre, lors de l'étude des lieux de provenance), 49 par des non natifs sans que nous puissions les situer dans le temps (nous ne pourrions donc pas les prendre en compte), 239 par des non natifs après leur première installation dans la localité de Tarija et 379 par des natifs de la capitale départementale. Ce sont sur ces deux dernières catégories, qui totalisent 618 événements migratoires, que nous concentrerons notre analyse afin de comprendre les déplacements ayant entraîné un départ puis un retour vers Tarija.

Les migrations antérieures depuis la ville de Tarija sont nombreuses : plus de 20 % (20,6 %) des individus âgés de 15 ans et plus au moment de l'enquête en déclarent au moins une (28,3 % pour les natifs et 14,4 % pour les non natifs, cf. Tab. F-31). Rapporté aux foyers, au moins l'un des membres de 41,2 % des ménages enquêtés déclare au minimum une migration antérieure, proportion qui passe à 57,6 % si le chef de famille est natif de la ville de Tarija, et à 32,7 % s'il est né ailleurs [cf. Tab. F-32].

Fig. V-13 : Entar 2001 – Migrations antérieures selon le sexe et l'âge de l'individu au début de l'événement, et le motif principal du déplacement



Source : Entar 2001

CM 2005

On peut déduire de la figure V-13 ci-dessus que ces migrations sont surtout le fait d'une population jeune, âgée de moins de trente ans au début du déplacement (72,0 % des 618 migrations antérieures : moins de 15 ans pour 16,5 % et 15-29 ans pour 55,5 %, cf. Tab. F-33), aussi bien masculine que féminine (311 événements migratoires sont réalisés par des hommes, 307 par des femmes). La motivation principale de ces migrations est professionnelle (43,8 % liées au travail⁵³, proportion qui atteint 57,1 % si on se limite aux migrations masculines) [cf. Tab. F-34]. Deuxième motif invoqué, l'accompagnement de la famille (25,5 %), proportion plus importante chez les femmes (35,6 %) qui, c'est à supposer, accompagnent leurs conjoints⁵⁴. Enfin, troisième motivation, les migrations antérieures liées aux études (20,4 % des 618 événements étudiés), proportion plus importante (23,5 %) pour les déplacements féminins⁵⁵. Voyons maintenant plus en détail ces migrations professionnelles et de formation.

⁵³ Plus précisément, 38,1 % déclarent avoir quitté la ville de Tarija pour travailler, 5,7 % pour rechercher du travail.

⁵⁴ L'importance des migrations antérieures pour accompagner la famille s'explique aussi par les 102 événements migratoires réalisés par des individus âgés de moins de 15 ans au début du déplacement. Pour près de la moitié d'entre eux (49 sur 102, soit 48,2 %), le motif de la migration est alors d'accompagner leurs parents.

⁵⁵ A noter un résidu partiellement composé de la catégorie « divers » qui concerne 24 migrations antérieures, soit 3,9 % du total. On peut supposer qu'une partie de ces migrations est due à la fois au fait d'étudier et de travailler, cas de figure que nous n'avons pas intégré au questionnaire d'Entar 2001, mais que nous avons rajouté pour les autres enquêtes puisqu'il concerne une partie non négligeable des motivations de migration à partir de Villamontes par exemple [cf. chap. VI].

1 - L'Argentine et l'Oriente pour la pluriactivité ; l'Occidente pour les personnes formées

Près d'un dixième (9,2 %, 222 sur 2 420) de la population enquêtée âgée de 15 ans et plus déclare au minimum une migration antérieure pour raisons professionnelles⁵⁶. A l'échelle de la famille, dans 22,5 % (178 sur 792) des ménages enquêtés, au moins une personne déclare une migration antérieure professionnelle, proportion qui est : plus importante pour les foyers dont le chef est natif de la ville de Tarija (28,6 %, 77 sur 269) ; dans la moyenne pour ceux en provenance des vallées de l'Occidente (21,9 %, 43 sur 196) ; et inférieure pour ceux en provenance des régions altiplaniques (18,5 %, 38 sur 205), de l'Oriente bolivien (16,5 %, 16 sur 97) ou d'autres pays (16,7 %, 4 sur 24).

Les migrations antérieures pour raisons professionnelles se font clairement vers des localités urbaines (228 des 268 événements, soit 85,0 %), notamment vers celles d'un rang supérieur à Tarija⁵⁷ (145 cas, soit 54,3 % de la même sous-population). On retiendra l'existence de plusieurs grands ensembles [cf. Tab. F-35]. Premièrement : les villes de l'Oriente bolivien (39,6 % de l'ensemble des migrations antérieures professionnelles), principalement Santa Cruz (12,7 %), Bermejo (10,4 %), Yacuiba (9,7 %) et Villamontes (3,0 %). Deuxièmement : l'Argentine (26,9 %), principalement vers les villes de Buenos Aires (7,8 %), Salta Capital (7,1 %) et San Salvador de Jujuy (2,2 %). Troisièmement : les villes de l'Occidente (19,8 %), principalement La Paz (9,0 %) et Cochabamba (4,1 %). Enfin, on remarquera la présence de courants mineurs : d'une part vers des localités rurales boliviennes (8,2 %), majoritairement dans l'Occidente (5,6 %), et d'autre part vers l'étranger hors Argentine (3,7 %), notamment le Brésil et le Chili (respectivement 1,1 % et 0,7 % chacun⁵⁸).

Seules 12,0 % (32 cas) des 268 migrations antérieures professionnelles concernent des recherches d'emploi n'ayant pas abouti. Sur les 236 restantes, 51,7 % sont liées à l'exercice d'un travail dans le secteur des services (dont 18,8 % dans le commerce⁵⁹), 13,1 % dans l'agriculture, 11,9 % dans le bâtiment, 7,6 % dans l'industrie et 14,1 % dans divers secteurs⁶⁰ [cf. Tab. F-36]. Les principales catégories d'emploi relevées sont celles de salariés (62,7 %) et travailleurs indépendants

⁵⁶ On ne note que de faibles variations de l'ampleur du phénomène selon l'origine et la provenance des personnes enquêtées : 10,7 % (116 sur 1 080) pour les natifs de Tarija, 9,5 % (43 sur 455) pour ceux en provenance des vallées occidentales, 7,4 % pour ceux en provenance des régions altiplaniques (43 sur 579) et 7,5 % pour ceux en provenance de l'Oriente bolivien (19 sur 252). Seules les personnes en provenance de l'étranger sont largement sous-représentées puisqu'elles sont seulement 2,0 % (1 sur 50) à déclarer une migration antérieure pour raison professionnelle.

⁵⁷ Le rang est mesuré par rapport à la population des localités en 2001.

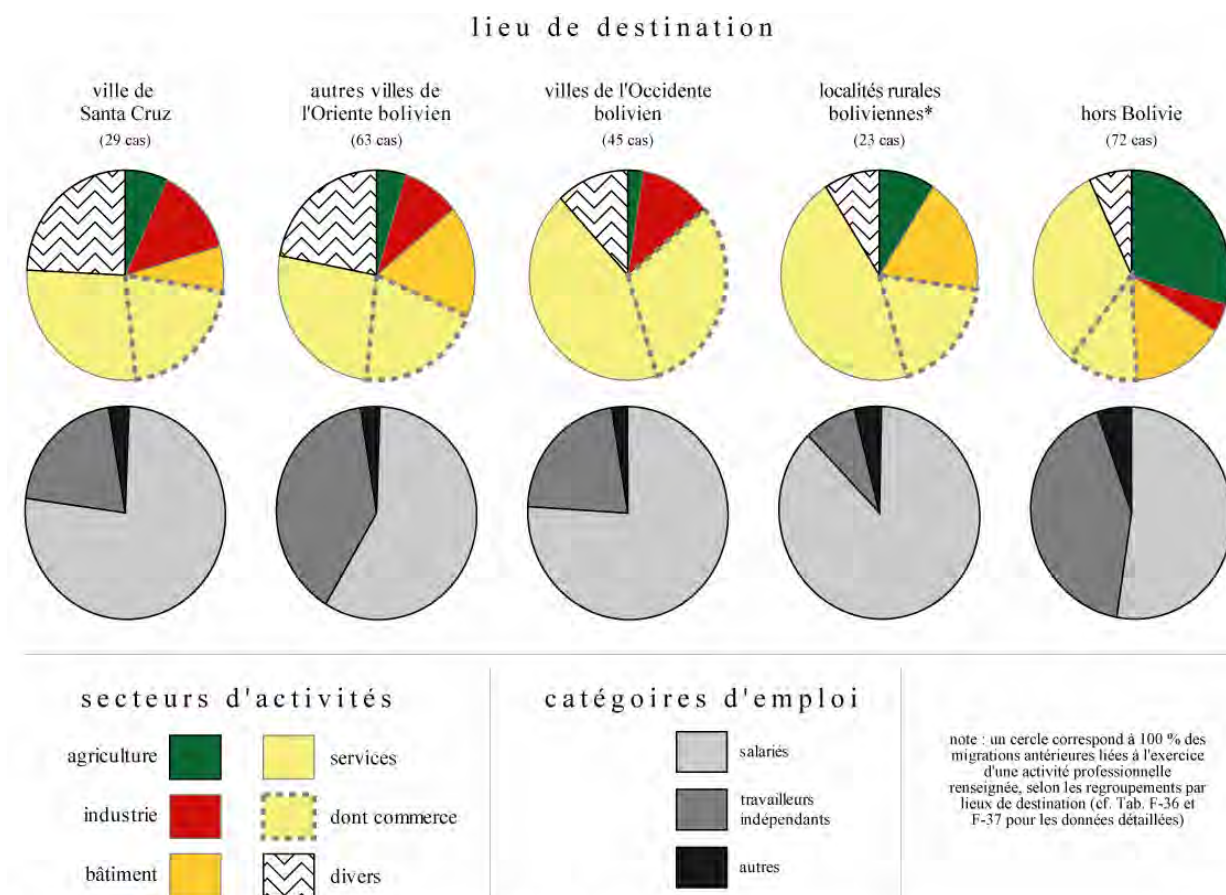
⁵⁸ Ces chiffres peuvent paraître peu significatifs, mais rappelons qu'extrapolés, ils représentent 105 personnes qui ont vécu au Brésil pour des raisons professionnelles, et 88 au Chili.

⁵⁹ Le reste étant constitué du secteur « services et autres », selon les explications de la partie précédente.

⁶⁰ La modalité « divers » de la variable « secteur d'activité » [cf. Quest. F-10] entraîne une perte d'information. C'est pour cette raison qu'elle a été supprimée dans les enquêtes suivantes.

(30,5 %) [cf. Tab. F-37]. Le croisement de ces secteurs d'activité et catégories d'emploi selon les lieux de migration laisse apparaître de fortes disparités [cf. Fig. V-14 ci-dessous ; Tab. F-36 et F-37].

Fig. V-14 : Entar 2001 – Secteurs d'activité et catégories d'emploi des travaux déclarés lors des migrations antérieures professionnelles, selon les lieux de destination



Source : Entar 2001

* : limite urban / rural fixée à 5 000 habitants

CM 2005

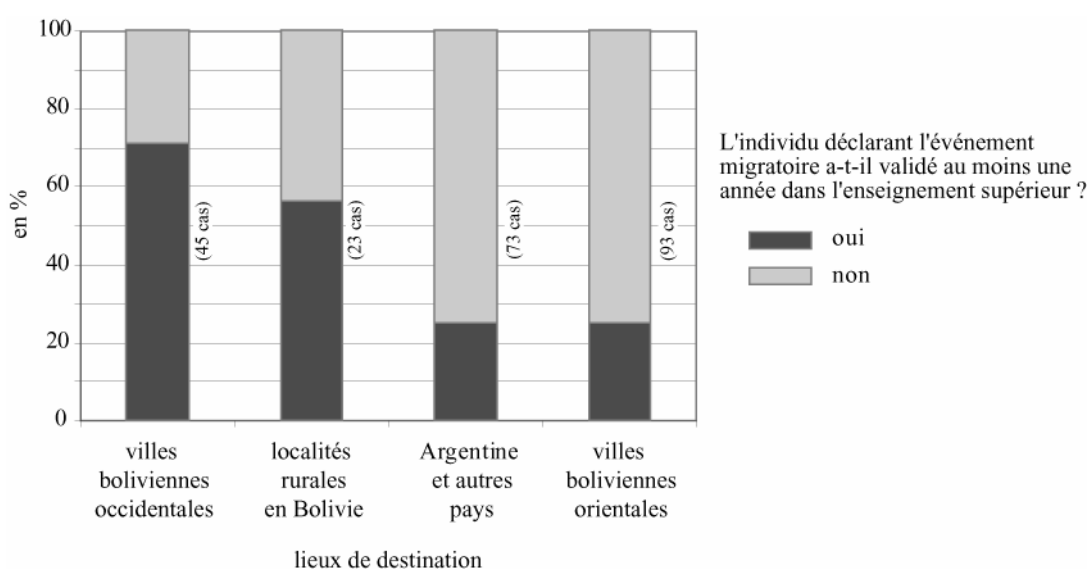
- Pour les 92 migrations vers les villes de l'Oriente bolivien, on remarquera la diversité des emplois déclarés : 20,7 % ont travaillé dans le commerce, 27,2 % dans les autres services, 13,0 % dans le bâtiment, 9,8 % dans l'industrie et 22,8 % dans divers secteurs. Les salariés sont fortement majoritaires si on se limite aux événements migratoires effectués vers Santa Cruz (22 cas sur les 29 migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'un emploi dans cette localité, soit 73,3 %), proportion plus faible dans le cas des petites villes orientales (37 sur 64, soit 56,9 %) où la part des travailleurs indépendants est alors significative (25 sur 64, soit 38,5 %).

- Pour les 45 événements migratoires professionnels vers des localités urbaines de l'Occidente, le commerce (28,9 %) et les autres services (40,0 %) constituent l'essentiel des secteurs d'activité déclarés. Autre élément d'analyse, la catégorie d'emploi dominante est clairement celle des salariés (73,3 %).

• Curieusement, sur les 23 migrations professionnelles vers l'espace rural bolivien, seules 9,1 % sont tournées vers l'agriculture. Les autres secteurs d'activité sont plutôt similaires à ceux relevés pour les villes de l'Occidente : prééminence du commerce (18,2 %) et des autres services (45,5 %), et prépondérance des salariés (87,0 %), encore plus forte que dans les autres cas.

• Seules les 72 migrations professionnelles vers l'étranger réservent une place significative à l'agriculture (29,2 % des emplois déclarés). Cependant, ce sont les services qui occupent la première place (11,1 % dans le commerce, 31,9 % pour les autres) et on notera l'importance du bâtiment (15,3 %). Pour ce qui est des catégories d'emploi, la part des salariés est à peine majoritaire (51,4 %), suivie de près par celle des travailleurs indépendants (41,7 %).

Fig. V-15 : Entar 2001 – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon le lieu de destination et le niveau d'éducation des individus



Source : Entar 2001

cf. Tab. F-39 les données détaillées

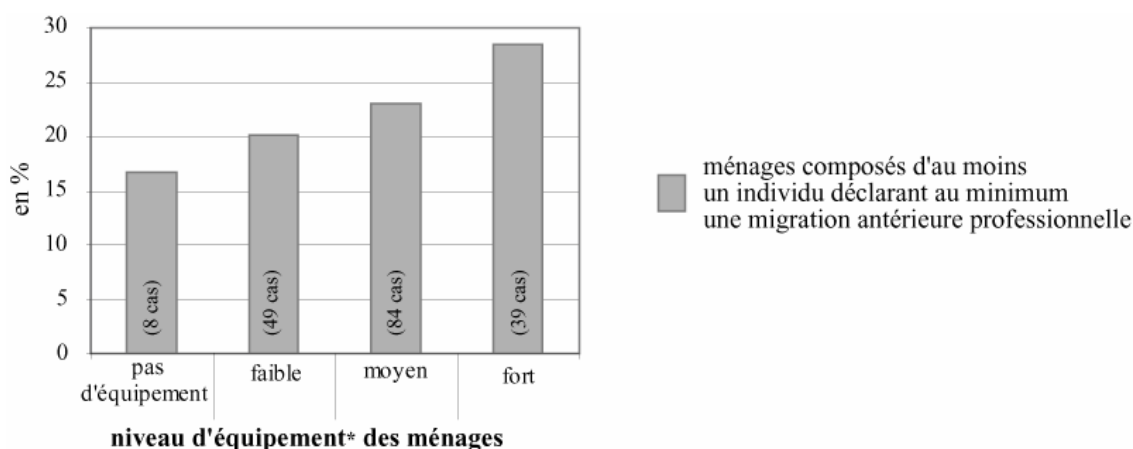
CM 2005

Les migrations antérieures professionnelles, essentiellement vers de grandes villes boliviennes ou argentines s'effectuent dans deux directions. D'une part, vers l'Orient bolivien et l'étranger, mouvement associé à l'exercice de multiples activités, dont une partie non négligeable comme travailleurs indépendants. Ce mouvement peut être lié au développement d'activités agricoles dans les ceintures vertes des villes argentines et à l'avantage financier de travailler dans le pays voisin (deux facteurs expliquant l'émigration historique des Tarijéniens vers l'Argentine⁶¹) mais aussi à la forte croissance des villes frontalières du Tarija [cf. chap. II] et à l'attraction de la capitale du Santa Cruz.

⁶¹ En effet, si les migrations vers l'étranger (essentiellement constituées par celles à destination de l'Argentine) représentent 31,0 % de l'ensemble des migrations antérieures recensées lors de l'enquête Entar 2001, cette proportion passe à 46,0 % si on se limite à celles qui ont débuté avant 1980, soulignant ainsi l'importance historique du mouvement [cf. Tab. F-38].

D'autre part, on distingue un autre mouvement vers l'espace rural ou les grandes villes de l'Occidente bolivien, composé d'événements migratoires effectués par des personnes travaillant essentiellement comme salariés, dans les services et le commerce. On peut s'étonner de la spécialisation et du statut stable des emplois occupés lors de ces migrations, ce qui est partiellement explicables par la présence d'une forte proportion d'individus ayant suivi un cursus dans l'enseignement supérieur⁶². En effet, 71,1 % des migrations antérieures vers des villes occidentales boliviennes liées à l'exercice d'une activité professionnelle concernaient une population ayant validé au moins une année dans l'enseignement supérieur⁶³, proportion qui est de 56,5 % pour la même sous-population d'événements migratoires à destination du monde rural bolivien⁶⁴ [cf. Fig. V-15 en page précédente]. Il pourrait donc s'agir d'un mouvement de main-d'œuvre qualifiée vers les marchés de l'emploi des capitales de l'Occidente bolivien (notamment La Paz et Cochabamba) et vers l'espace rural (sans doute des enseignants ou des étudiants mutés en campagne le temps de leur service civil⁶⁵). Au contraire, le fait que peu de personnes qualifiées aient migré par le passé dans l'Orient bolivien ou à l'étranger afin d'y travailler (respectivement 24,7 % et 25,0 %, cf. Tab. F-39) éclaire le constat d'une précarité des emplois qui y sont exercés.

Fig. V-16 : Entar 2001 – Proportion de familles dont au moins un membre déclare une migration antérieure professionnelle selon le niveau d'équipement du ménage



* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement
 Source : Entar 2001 cf. Tab. F-40 pour les données détaillées

CM 2005

⁶² C'est-à-dire ayant validé au moins une année dans l'enseignement supérieur.

⁶³ Au moment de l'enquête Entar 2001 ; nous ne pouvons donc pas assurer que la personne était qualifiée lors de sa migration.

⁶⁴ A noter que cette proportion est largement inférieure dans le cas des migrations antérieures professionnelles vers les villes orientales (23 sur 93, 24,7 % ont suivi un cursus dans l'enseignement supérieur) ou étrangères (18 sur 72, 25,0 %).

⁶⁵ Les étudiants sortant de la faculté d'odontologie par exemple doivent passer une année dans une communauté rurale afin de « rembourser » leur dette envers l'Etat qui les a formés.

Ainsi l'étude des migrations antérieures professionnelles laisse apparaître deux tendances : des déplacements de main-d'œuvre qualifiée occupant des emplois stables vers les villes de l'Occidente bolivien et accessoirement vers les localités rurales du pays, et au contraire une émigration d'individus peu formés (intellectuellement parlant) allant exercer des emplois plus précaires dans les villes orientales et l'Argentine. Ces migrations antérieures professionnelles auraient alors une double fonction : pallier les carences tantôt en emplois peu qualifiés, tantôt en emplois nécessitant des qualifications ; de ce fait, elles concerneraient un large panel des foyers enquêtés. Ceci est confirmé par l'observation de la corrélation entre ces déplacements professionnels et le niveau d'équipement des ménages⁶⁶ [cf. Fig. V-16 ci-contre et Tab. F-40]. En effet, dans 16,7 % des familles ne possédant pas d'équipement, au moins une personne déclare une migration antérieure pour travailler ou chercher du travail, proportion qui passe à 20,1 % pour celles possédant un faible niveau d'équipement. Ces données soulignent l'existence d'une recherche d'opportunités professionnelles par les ménages économiquement moins intégrés de la ville. Cependant, cette même proportion (de ménages déclarant au moins un membre ayant effectué au minimum une migration antérieure pour travailler ou rechercher du travail) est supérieure pour les foyers moyennement équipés (23,1 %) et encore plus importante pour ceux qui sont fortement équipés (28,5 %), signe du rôle primordial de ces stratégies pour les familles bien intégrées.

2 - Pour la formation : villes de l'Occidente et étranger

Seuls 4,4 % (107 sur 2 420) des individus âgés de 15 ans et plus déclarent une migration estudiantine au départ de Tarija. Cette faible proportion peut sans doute être partiellement expliquée par la spécificité de la fonction éducative de la capitale départementale. A noter que sur ces 107 individus, 88 (82,2 %) sont natifs de la ville, ce qui nous permet dès à présent de conclure à un mouvement ne concernant que marginalement la population immigrée. Autre constatation, les femmes sont légèrement plus nombreuses à déclarer des migrations de formation puisqu'elles totalisent 56,3 % (60 cas) des 107 migrations antérieures estudiantines. En nous limitant aux événements migratoires visant la poursuite d'un cursus dans l'enseignement supérieur, nous étudierons brièvement les principaux lieux de destination, ceci afin de déterminer les pôles d'attraction estudiantins depuis Tarija.

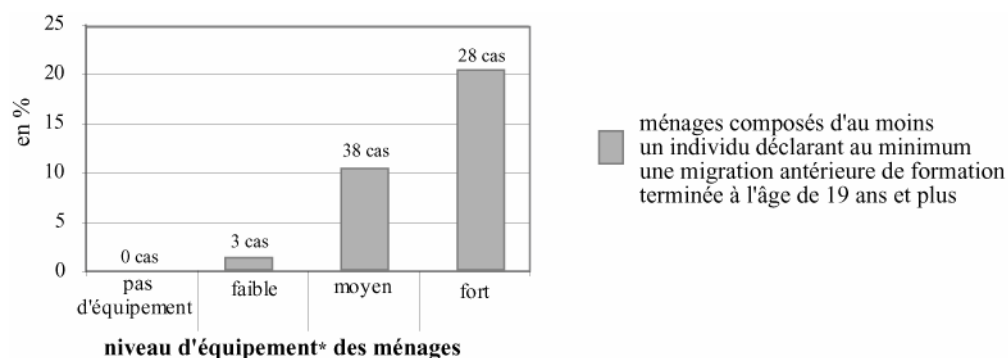
L'enquête Entar 2001 a recensé 126 migrations antérieures dont le motif principal est d'étudier. Afin de limiter notre analyse aux déplacements liés à la poursuite d'un cursus

⁶⁶ Cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement.

éducatif dans l'enseignement supérieur, nous ne tiendrons compte que des cas dont l'âge de fin de migration est supérieur ou égal à 19 ans (94 événements migratoires)⁶⁷.

Plus de la moitié (58,9 %) des 94 migrations estudiantines qui peuvent être attribuées au suivi d'un cursus dans l'enseignement supérieur s'effectue vers des localités urbaines de l'Occidente bolivien [cf. Tab. F-41]. On retiendra l'importance des villes de La Paz (26,3 % de l'ensemble de ces événements migratoires) et de Sucre (17,9 %), et dans une moindre mesure de celles de Cochabamba (6,3 %) et Potosi (4,2 %). Deuxième destination en Bolivie, les villes de l'Oriente (14,7 % des 94 migrations estudiantines étudiées), plus particulièrement Santa Cruz (7,4 %) et accessoirement Villamontes et Bermejo (2,1 % chacun). Enfin, l'étranger représente une destination relativement importante (20,0 % de l'ensemble) : l'Argentine (9,5 %, principalement à Cordoba – 5,3 % – et Buenos Aires – 2,1 %) et d'autres pays (10,5 %, notamment la Belgique, 2,1 %⁶⁸).

Fig. V-17 : Entar 2001 – Proportion de familles dont au moins un membre déclare une migration antérieure de formation dans l'enseignement supérieur selon le niveau d'équipement du ménage



* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement
Source : Entar 2001 cf. Tab. F-42 pour les données détaillées

CM 2005

La prédominance des villes de l'Occidente dans les migrations estudiantines est incontestable, notamment grâce au rôle joué par La Paz. A l'inverse, la place occupée par Santa Cruz est beaucoup moins significative. Enfin, on retiendra la part importante de l'étranger, de l'Argentine certes, mais aussi d'autres pays. On peut supposer que les migrations estudiantines au départ de la ville de Tarija sont motivés par un désir de se spécialiser dans des formations non disponibles sur place, ou d'étudier dans des villes disposant d'une meilleure réputation universitaire (ce qui est le cas de La Paz, de Sucre, ou de Cochabamba). De toute évidence, il s'agit d'un mouvement réservé à une population

⁶⁷ En effet, si l'individu a quitté son lieu de migration à l'âge de 19 ans ou plus, on peut supposer qu'il y a étudié au moins une année dans l'enseignement supérieur.

⁶⁸ La ville de Tarija est jumelée à Tournai en Belgique, ce qui explique la relation entre la capitale départementale et ce petit pays européen.

aisée à même de financer un cursus universitaire ailleurs malgré une structure éducative locale largement développée. Cette supposition est d'ailleurs confirmée par la corrélation entre le niveau d'équipement des familles⁶⁹ et la présence ou non d'au moins un membre déclarant une migration antérieure de formation (et dont l'âge à la fin du déplacement est de 19 ans ou plus). Ainsi, aucun individu rattaché aux ménages possédant un niveau d'équipement nul ne déclare de migrations antérieures de formation dans l'enseignement supérieur ; pour ceux qui sont faiblement équipés, seuls 1,2 % sont concernés, alors que cette proportion s'élève à 10,4 % pour ceux déclarant un niveau d'équipement moyen, et même à 20,6 % s'il est fort [cf. Fig. V-17 ci-contre et Tab. F-42].

L'étude des migrations antérieures nous a permis de déceler d'importants mouvements de population de ce type depuis la capitale départementale. Ceux pour motivations professionnelles concernent l'ensemble des foyers, mais plus particulièrement les ménages moyennement ou fortement équipés, ce qui révèle la complexité de stratégies migratoires qui ne se limitent pas aux déplacements forcés d'une classe économiquement défavorisée. Cependant, on peut mettre en relation l'importance de cette émigration avec la relative pénurie d'emploi dans la ville de Tarija, que ce soit des personnes recherchant un travail qui requièrent des qualifications (et qui se rendent alors dans les grandes villes de l'Occident bolivien) ou de celles qui sont au contraire en demande d'emplois peu qualifiés (qui se rendent dans les villes de l'Orient et en Argentine). Autre mouvement, moins important, celui d'étudiants rattachés à des ménages économiquement favorisés, partis poursuivre une formation dans l'enseignement supérieur dans les grandes villes occidentales boliviennes ou à l'étranger.

Ces migrations antérieures ont impliqué un retour vers la ville de Tarija ; l'analyse de la descendance nous donnera la mesure de l'ampleur des migrations actuelles depuis la capitale départementale.

B - La migration tardive de la descendance

Comme en ce qui concernait l'émigration depuis la vallée de Tolomosa ou de Caigua [cf. chap. III et IV], l'étude de la descendance des ménages enquêtés lors d'Entar 2001 aura pour objectif de mesurer l'âge de départ de celle-ci au départ du foyer familial et son lieu de résidence. Les enfants comptabilisés dans le module « membre du foyer » [cf. Quest. F-2] sont au nombre de 1 774, auxquels nous ajouterons ceux recensés dans le module « autres enfants du foyer » [cf. Quest. F-3] : 343 vivant dans la localité enquêtée et 354 dans un autre lieu.

⁶⁹ Cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement.

Toujours afin d'observer les migrations depuis notre unité d'analyse, nous excluons de notre étude 121 enfants qui vivent en dehors de Tarija sans que l'on puisse affirmer qu'ils aient entrepris la démarche de quitter la ville, à savoir :

- ceux dont l'âge d'installation⁷⁰ dans la ville est de 15 ans ou plus et qui sont rattachés à des ménages dont le chef n'est pas né à Tarija (ils ont alors pu ne jamais y avoir vécu et être restés dans un autre lieu de vie du chef de famille).
- ceux dont le chef de ménage et/ou le conjoint déclare au moins une migration d'une durée supérieure ou égale à 10 ans (ils sont alors peut-être restés dans le lieu de migration).

La sous-population étudiée est composée de 2 350 enfants qui se répartissent de la manière suivante : 1 774 vivent encore dans le foyer, 343 en dehors du foyer mais à Tarija et 233 dans une autre localité.

Signalons dès à présent que, par rapport aux autres enquêtes, le module « autres enfants du foyer », en cours d'expérimentation lors d'Entar 2001, inclut un nombre limité de variables. Ainsi nous ne disposons pas d'information sur le lieu de naissance, l'âge de sortie du foyer, sur l'envoi ou non d'argent et surtout sur l'activité actuelle des enfants concernés. Nous ne pourrions donc pas établir avec précision un lien entre le changement de lieu de vie et l'activité principale de l'émigrant.

Lors de l'étude du comportement résidentiel de la descendance à Tarija notre objectif sera double : déterminer dans quelle mesure les enfants restent dans le foyer familial, vivent ailleurs dans la ville de Tarija ou quittent la capitale départementale ; analyser avec précision les lieux de destination des enfants entrant dans cette dernière catégorie, qui constitue ce que nous appelons les migrations actuelles.

1 - Une certaine rétention de la capitale départementale

Logiquement, sur les 2 350 enfants des ménages d'Entar 2001, la grande majorité vit encore dans le foyer familial (75,5 %, 1 774 sur 2 377) ; les autres vivent en dehors du foyer mais à Tarija (343 cas, 14,6 %) ou encore ont quitté la capitale départementale pour vivre dans une autre localité (9,9 %, 233 cas). La ventilation de ce résultat selon l'âge de l'enfant nous permet de dégager deux tendances :

- Une part non négligeable d'adultes vit encore chez ses parents [cf. Fig. V-18 ci-contre]. En effet, si la quasi-totalité de la descendance âgée de moins de 15 ans (932 sur 940, soit 99,1 %) réside comme il faut s'y attendre dans le foyer enquêté, cette proportion reste très importante pour les individus âgés de 15 à 19 ans (89,1 %), forte pour ceux qui ont entre 20 et 24 ans (76,8 %), et significative pour les 25-29 ans (49,8 %), 30-34 ans (31,8 %), 35-39 ans (29,5 %), 40-44 ans (21,3 %) et 45-49 ans (22,7 %) [cf. Tab. F-43 pour les résultats complets]. A quoi peut-on attribuer cette tendance ? Pour les plus jeunes (âgés de 15 à 24 ans) résidant chez leurs parents, on peut supposer un lien avec la

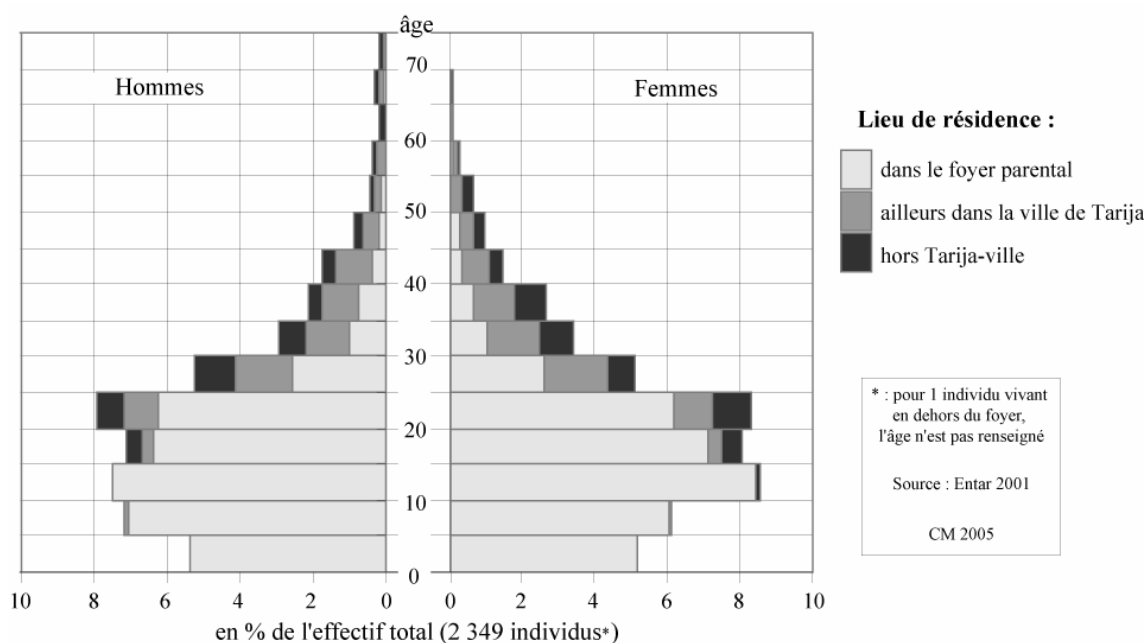
⁷⁰ Estimé par rapport à l'âge actuel de la descendance et l'année de première installation à Tarija du chef de famille.

poursuite d'un cursus dans l'enseignement secondaire ou supérieur, puisque près des trois quarts (73,2 %, cf. Tab. F-44) de cette sous-population déclarent avoir étudié durant les 7 jours précédant l'enquête. Dès lors, il s'agirait d'étudiants dont les revenus ne suffisent pas à financer la location d'un logement indépendant. Les autres (ceux âgés de 25 ans et plus) sont largement majoritaires à déclarer travailler (61,4 %⁷¹), dont près de 60 % en tant que salarié⁷², ce qui dénote une certaine stabilité professionnelle. C'est donc du côté du statut civil que nous chercherons une explication. En effet, il est courant dans la culture bolivienne d'habiter chez ses parents lorsqu'on ne vit pas en couple. Or, sur les 233 descendants âgés de 25 ans et plus résidant dans les ménages enquêtés, 65,6 % (153 cas) se déclarent célibataires, 5,6 % (13 cas) séparés, 4,8 % (11 cas) divorcés et 1,7 % (4 cas) veufs ; ainsi 77,7 % ne vivent pas en couple.

- Une fois sortis du domicile familial, nombreux sont ceux qui restent dans la ville de Tarija : sur les 576 enfants ayant quitté les ménages enquêtés, près de 60 % (343, soit 59,5 %) vivent encore dans la capitale départementale, proportion qui est seulement inversée pour les moins de 20 ans (sur les 47 enfants de moins de 20 ans ayant quitté le domicile familial, seuls 21, soit 44,7 %, sont restés à Tarija).

Ces deux constatations laissent supposer que les enfants ont fortement tendance à rester dans la capitale départementale, soit au foyer parental, soit dans un autre logement.

Fig. V-18 : Entar 2001– Pyramide des âges de la descendance selon son lieu de résidence



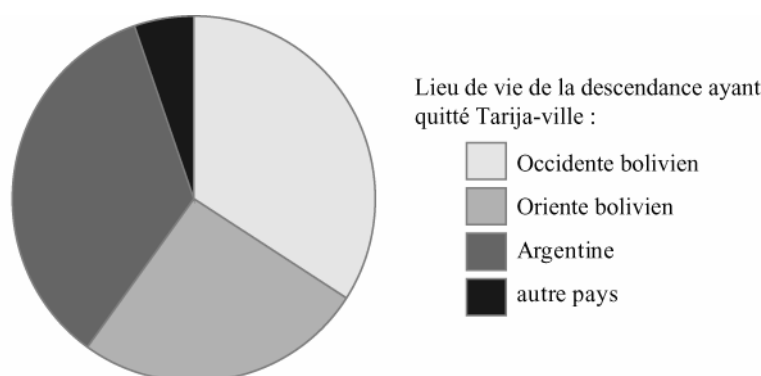
⁷¹ 58,4 % des individus âgés de 25 ans et plus résidant encore dans le foyer familial déclarent avoir travaillé durant les 7 derniers jours, 3,0 % avoir étudié et travaillé [cf. Tab. F-44].

⁷² Sur les 142 enfants des chefs de ménage ou de leurs conjoints âgés de 25 ans et plus, résidant encore dans le foyer familial et déclarant une activité professionnelle, 59,7 % (85 cas) sont salariés et 36,3 % (52 cas) travailleurs indépendants.

2 - Vers un schéma de distribution similaire aux migrations antérieures ?

Où se rendent les enfants au départ de la capitale départementale ? Sur les 233 individus concernés, plus de la moitié vit dans des villes boliviennes (128 cas sur 233, soit 54,9 %), principalement à La Paz (15,4 % de l'ensemble de la descendance vivant en dehors de la ville de Tarija), Santa Cruz (15,0 %), Sucre (6,6 %), Cochabamba (5,4 %) et Bermejo (4,2 %) [cf. Tab. F-45]. Quant aux enfants vivant dans des localités rurales boliviennes, ils ne représentent que 3,2 % du total. Autre lieu de destination majeur, l'Argentine (81 cas sur 233, soit 34,4 %) : vers les villes de Buenos Aires (8,2 % du total de la descendance ayant quitté la capitale départementale), Salta (6,5 %), Mar de Plata (2,6 %) et San Salvador de Jujuy (1,7 %). Enfin, on notera l'importance d'une minorité d'enfants vivant dans d'autres pays (12 cas, 5,2 % de lieux de résidence des enfants vivant hors de Tarija), notamment aux Etats-Unis d'Amérique (6 cas).

Fig. V-19 : Entar 2001 – La descendance ayant quitté Tarija-ville selon sa région de résidence



Source : Entar 2001

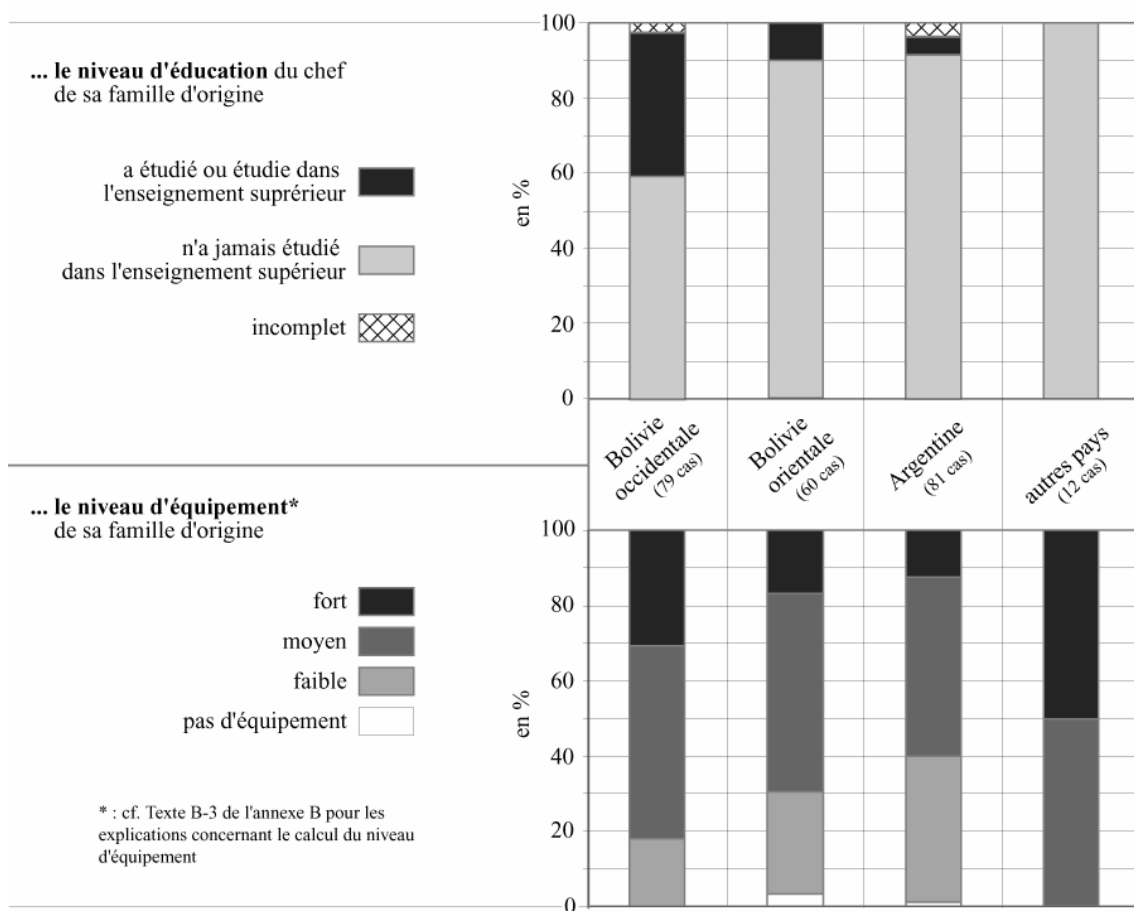
233 cas représentés, cf. Tab. F-46 pour les données détaillées

CM 2005

La dispersion des enfants depuis la ville de Tarija est donc complexe. Nous retiendrons qu'elle s'effectue essentiellement vers des localités urbaines : 69,5 % des enfants vivant en dehors de la localité enquêtée résident dans des capitales départementales (pour la Bolivie) et provinciales (pour l'Argentine) et 15,5 % dans d'autres villes [cf. Tab. F-46]. Quatre ensembles se détachent [cf. Fig. V-19 ci-dessus] : l'Occidente bolivien (33,9 % des lieux de vie de la descendance), l'Oriente (25,8 %), l'Argentine (34,8 %) et les autres pays (5,2 %). Comme nous l'avons précédemment signalé, le manque de variables relatives à l'occupation de l'enfant dans son nouveau lieu de vie rend difficile la qualification de ces mouvements migratoires. Cependant, nous tenterons tout de même de vérifier l'existence de certaines corrélations entre les migrations actuelles (la descendance ayant quitté Tarija) et antérieures, notamment en croisant des indicateurs sur l'éducation du chef de la famille d'origine des enfants ou sur le niveau d'éducation du ménage de rattachement.

Fig. V-20 : Entar 2001 – Descendance ayant émigré selon son lieu de résidence, niveau d'éducation du chef de sa famille d'origine, et niveau d'équipement du ménage de rattachement

Distribution de la descendance ayant quitté Tarija selon son **lieu de résidence actuel** et ...



Source : Entar 2001

cf. Tab. F-47 et F-48 pour les données détaillées

CM 2005

D'après la figure V-20, on observe une corrélation entre le niveau d'éducation du chef de ménage et la région de résidence de la descendance hors Tarija. C'est notamment sur cette constatation que nous nous baserons pour tenter de qualifier les migrations actuelles selon leur lieu de destination.

Tout d'abord, demandons-nous comment définir l'existence du courant migratoire actuel vers l'Occident bolivien, surtout dans le contexte de basculement de la population bolivienne vers l'Orient (D'ANDREA 2004). Ainsi, peut-on lier ces mouvements au rôle joué par les centres urbains de l'Occident dans les migrations antérieures estudiantines relevées précédemment ? Il s'agit sans doute là d'une des explications à donner au poids de la Bolivie occidentale qui correspond à près de la moitié (48,7 %, 19 observations sur 39) des lieux de vie des descendants âgés de 20-24 ans (les plus aptes à étudier dans l'enseignement supérieur) et ayant quitté Tarija. Autre corrélation possible, sur les 69 enfants vivant dans des capitales départementales de l'Occident bolivien, 40,6 % (28 cas) sont originaires de foyers dont le chef a poursuivi un cursus dans l'enseignement supérieur. En cas de

reproduction sociale⁷³, on peut donc supposer qu'une partie de ces individus poursuivent leurs études dans la zone occidentale, ou y exercent des emplois qui requièrent de la main-d'œuvre qualifiée.

Ensuite, à quoi attribuer l'importance de l'émigration vers l'étranger ? La recherche d'opportunités professionnelles en Argentine est-elle en cause, comme cela était le cas pour les migrations antérieures ? Il est intéressant de noter que les enfants dont le chef de la famille d'origine provient de l'Occidente du Tarija, du Chuquisaca ou du Cochabamba sont les plus nombreux à se rendre dans le pays voisin (36 enfants, sur les 77 qui ont quitté la capitale départementale et dont le chef de famille d'origine provient de ces régions, vivent en Argentine, soit 46,8 %, alors que cette proportion n'est que de 28,8 %, 45 cas sur 156, pour les enfants dont le chef de famille provient d'autres lieux). Ainsi détecte-t-on un mouvement de populations en provenance de zones rurales andines (comme la vallée de Tolomosa) à destination de Tarija, et dont la génération suivante poursuit son parcours migratoire vers l'Argentine. Comme nous l'avons précédemment noté lors de l'étude des migrations antérieures, ces déplacements vers le pays voisin étaient essentiellement motivés par la recherche d'opportunités professionnelles. Pour ce qui est des migrations actuelles, peut-on en attribuer une partie à la poursuite d'un cursus universitaire ? Cela est peu probable si on constate que pour seulement 4,9 % des enfants ayant quitté Tarija pour vivre en Argentine, le chef de leur famille de rattachement a atteint un niveau d'enseignement supérieur [cf. Tab. F-47]. Par contre, cette proportion est de 100 % pour les 12 enfants vivant dans un autre pays. S'y sont-ils rendus pour poursuivre leurs études ? C'est envisageable, mais l'observation de leur âge (2 ont entre 25 et 29 ans, 6 entre 30 et 34 ans, 4 entre 35 et 39 ans) laisse supposer qu'ils y sont alors restés, sans doute pour occuper des postes nécessitant une main-d'œuvre qualifiée.

Enfin, comment qualifier les migrations à destination de l'Orient bolivien ? Sont-elles motivées par la poursuite d'un cursus dans l'enseignement supérieur ? De façon minoritaire seulement, si on se base sur l'âge des intéressés : sur les 60 cas, seuls 3 (5,0 %) ont entre 20 et 24 ans et 8 (13,3 %) entre 25 et 29 ans. De plus, les données sur la formation scolaire du chef de ménage d'origine de ces enfants tend plutôt à infirmer un quelconque lien. En effet, sur ces 60 observations (enfants vivant dans la Bolivie orientale), seuls 10,0 % ont des chefs de famille qui ont atteint le niveau supérieur [cf. Tab. F-47]. On supposera donc qu'il s'agit en majorité de migrations professionnelles.

Ainsi, par rapport à la vallée de Tolomosa, la capitale départementale se distingue par une moindre émigration de la descendance et par une diversité plus grande dans les lieux de destination

⁷³ Une brève analyse nous incite à supposer une certaine reproduction sociale. On se limitera ici aux 346 foyers enquêtés, composés d'au moins un descendant âgé de 18 ans ou plus. Dans 76 de ces 346 foyers, le chef de ménage a étudié ou étudie dans l'enseignement supérieur. Sur ces 76 ménages, 84,2 % déclarent au moins un enfant poursuivant ou ayant poursuivi un cursus dans l'enseignement supérieur. Pour les 268 familles dont le chef n'a pas étudié au-delà du niveau secondaire, cette proportion n'est que de 53,4 %.

des enfants qui l'ont quitté. Si nous n'avons pu définir avec précision ce courant migratoire⁷⁴, il semblerait que les grandes tendances observées lors de l'étude des migrations antérieures soient vérifiées. D'une part, l'Occidente bolivien et d'autres pays (hors Argentine) concentrent les déplacements estudiantins ou de main-d'œuvre qualifiée, principalement la ville de La Paz mais aussi d'autres capitales départementales boliviennes telles Sucre et Cochabamba et dans une moindre mesure des pays lointains (notamment Etats-Unis). D'autre part, les déplacements vers l'Argentine et l'Oriente bolivien sont plutôt professionnels et concernent sans doute des individus moins qualifiés. On voit donc apparaître une fois de plus une différenciation des lieux de destination selon le statut du ménage, ce qui se confirme d'ailleurs si l'on observe la corrélation entre les régions de résidence de la descendance hors Tarija et le niveau d'équipement des ménages d'origine [cf. Fig. V-20 en p. 301]. Ainsi les enfants vivant dans l'Occidente bolivien ou dans d'autres pays (hors Argentine) sont-ils largement rattachés à des familles fortement équipées (31,6 % dans le cas de ceux vivant en Bolivie occidentale, 50,0 % pour les autres pays, cf. Tab. F-48), alors que cette proportion est beaucoup plus faible dans le cas de la descendance vivant dans l'Oriente ou en Argentine (respectivement 16,7 % et 12,3 %). A l'inverse, les enfants résidant dans l'Occidente ne proviennent qu'en minorité de familles faiblement équipées (17,7 %), proportion qui est nulle pour ceux vivant dans un autre pays, alors que la descendance résidant en Bolivie orientale ou en Argentine est largement rattachée à des ménages possédant un niveau d'équipement faible, ou ne possédant pas d'équipement (respectivement 31,6 % et 40,7 %, cf. Tab. F-48). Nous reviendrons sur cette relation entre lieux de destination et statut du ménage dans le bilan des déplacements depuis Tarija que nous proposons ci-dessous.

C - Une redistribution multiple

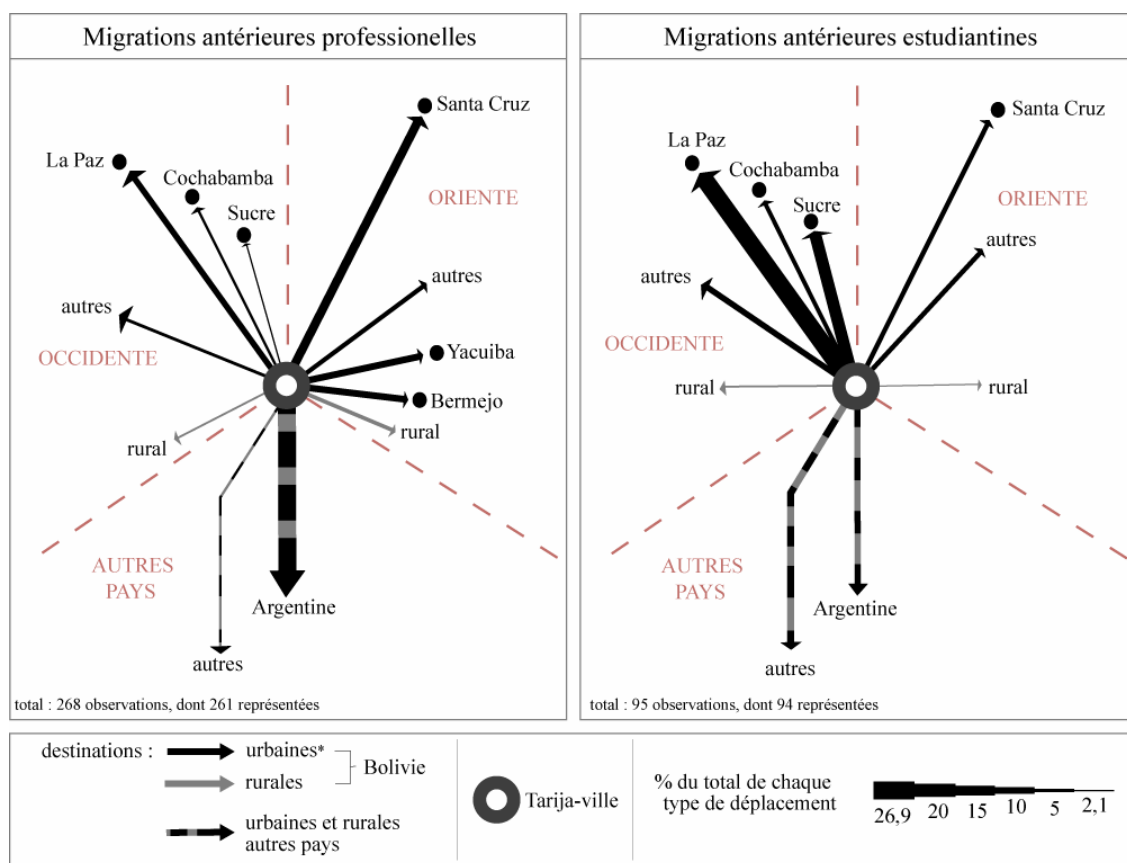
De l'étude des migrations antérieures et actuelles depuis la ville de Tarija, il convient à présent de dresser un bilan de ces mouvements migratoires qui restitue le flux régulant la redistribution des Tarijéniens. Pour cela, nous procéderons tout d'abord à une analyse comparative entre les lieux de destination des migrations antérieures professionnelles et de formation, ceci afin de déterminer les pôles d'attraction de la capitale départementale. Nous nous intéresserons ensuite à l'évolution de cette attractivité, en procédant à la comparaison diachronique des lieux de migrations antérieures et actuelles (la descendance). Enfin, nous terminerons en observant les parallèles éventuels existant entre le statut ou le lieu de provenance des ménages enquêtés et la destination des migrants depuis la ville de Tarija.

⁷⁴ Nous déplorons une fois de plus le manque de variables concernant le module « autres enfants du foyer » de l'enquête Entar 2001, et pensons qu'il y a là matière à effectuer une recherche complémentaire spécifique.

1 - Des pôles d'attraction bien identifiés

En l'absence d'informations quant à l'activité des migrants actuels (c'est-à-dire de la descendance ayant quitté la ville de Tarija), c'est uniquement à partir de l'observation des migrations antérieures que nous évoquerons les différents pôles d'attraction des Tarijéniens, selon qu'on se déplace pour des motifs professionnels ou de formation. Nous procéderons ensuite à une comparaison des migrations antérieures et actuelles afin d'appréhender l'évolution des lieux de destination des déplacements depuis la capitale départementale.

Fig. V-21 : Entar 2001– Migrations antérieures professionnelles et de formation selon les lieux de destination



Source : Entar 2001

* : seuil urbain / rural fixé à 5 000 habitants

cf. Tab. F-49 pour les données détaillées

CM 2005

L'étude des migrations antérieures professionnelles a mis en évidence la grande diversité des destinations urbaines ciblées par les Tarijéniens à la recherche d'un nouveau travail. En effet, elles ont essentiellement pour but les grandes villes boliviennes de l'Occidente (La Paz en tête, suivi de Cochabamba) ou de l'Orient (Santa Cruz) mais aussi les petites villes frontalières du Tarija (Bermejo et Yacuiba) ainsi que vers certaines capitales provinciales argentines (Buenos Aires et Salta

principalement). L'observation des déplacements estudiantins offre un panorama bien plus contrasté : les Tarijéniens se rendent essentiellement dans les grandes villes de l'Occidente bolivien (La Paz, mais aussi Sucre, Cochabamba, Potosi) pour poursuivre leurs études et les mouvements estudiantins vers Santa Cruz, l'Argentine ou d'autres pays sont minoritaires.

Ainsi pouvons-nous d'ores et déjà conclure que même si les individus se rendant à Santa Cruz sont proportionnellement plus nombreux à Tarija qu'à Tolomosa, ce pôle d'attraction de l'Oriente bolivien ne constitue pas le lieu de destination principal des Tarijéniens, et joue même un rôle peu significatif lorsqu'il s'agit de déplacements liés aux études supérieures. Au contraire, l'importance des grandes villes de l'Occidente est notable, notamment celle de La Paz (ou de Sucre pour les migrations de formation). Enfin, on aura retenu la fréquence des migrations antérieures professionnelles vers l'Argentine. Cette diversité des lieux de destination visés par des déplacements ayant entraîné un retour dans la capitale départementale correspond-elle à la tendance actuelle ? La comparaison entre les migrations antérieures et actuelles devrait nous permettre de répondre à cette question, si on les examine dans leur ensemble et en supposant – comme nous l'avons souligné précédemment – des points communs entre la spécificité des pôles d'attraction antérieurs et actuels.

Nous utiliserons donc le total des migrations antérieures effectuées depuis Tarija (618 cas) et celui des lieux de vie de la descendance ayant quitté la capitale départementale (233 cas) afin de calculer les pourcentages respectifs des lieux de destination [cf. Tab. F-50 pour les données détaillées].

La comparaison des migrations antérieures et actuelles met en évidence plusieurs tendances [cf. Fig. V-22 en page suivante] :

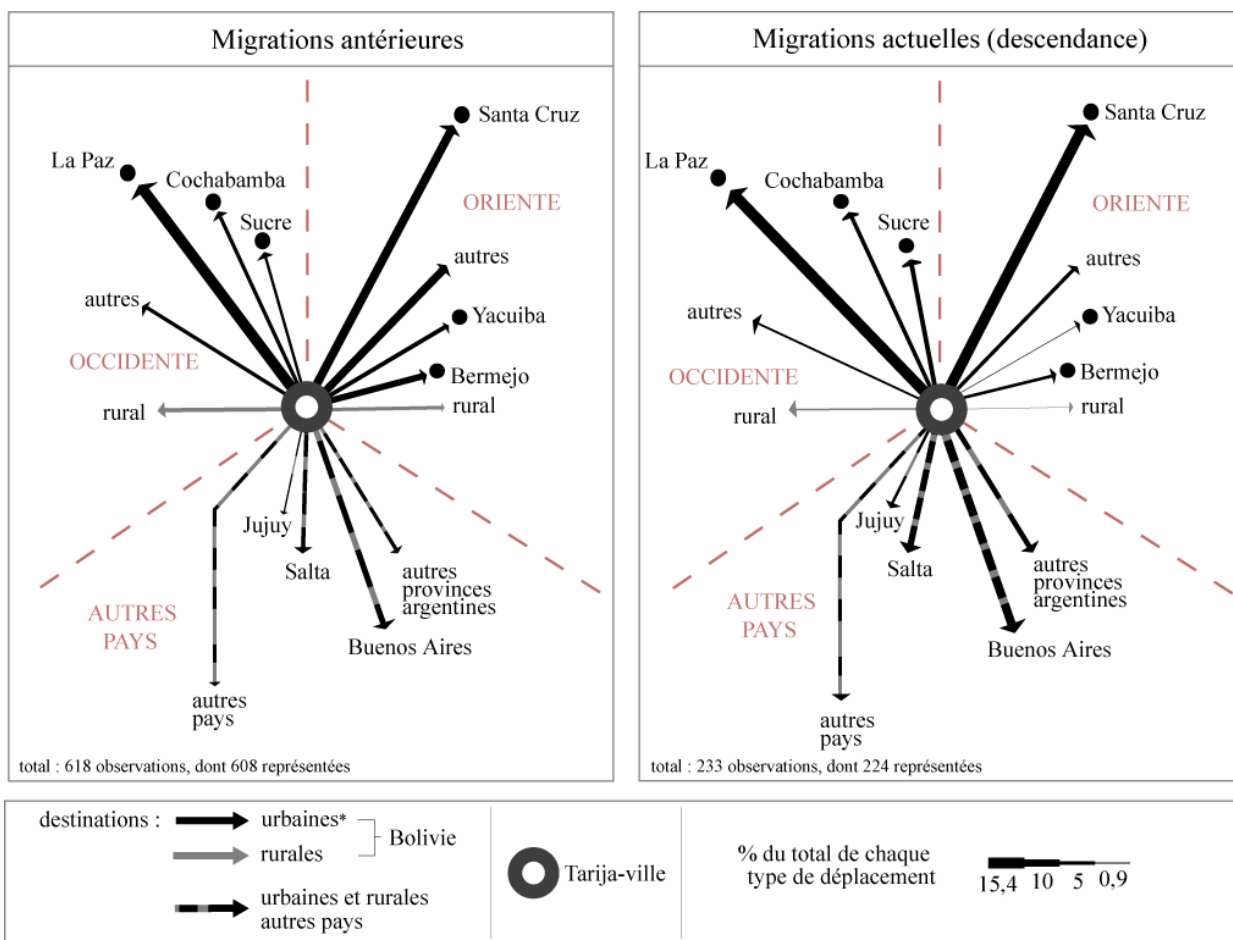
- La place occupée par l'Occidente bolivien est importante et stable puisqu'il concerne 36,2 % des migrations antérieures et 33,5 % des migrations actuelles. La légère différence entre ces deux chiffres peut être attribuée à la diminution des migrations vers l'espace rural occidental (5,5 % de l'ensemble des migrations antérieures, 2,6 % pour les migrations actuelles). Par contre, on notera la stabilité des migrations vers les grandes villes de l'Occidente du pays : La Paz (15,0 % des événements antérieurs, 15,0 % des déplacements actuels), Cochabamba (respectivement 5,0 %, 5,6 %) et même une légère augmentation de celles vers Sucre (4,4 % et 6,4 %).
- Les migrations au départ de Tarija vers l'Oriente bolivien sont en forte baisse : 36,7 % des migrations antérieures, 26,2 % des migrations actuelles. Cette diminution ne peut être imputable aux déplacements en direction de Santa Cruz qui sont au contraire en légère augmentation (12,0 % des migrations antérieures et 15,0 %, des migrations actuelles), mais plutôt aux migrations en direction des villes frontalières du Tarija. En effet, Bermejo comptait 8,7 % des migrations antérieures et seulement 4,3 % des migrations actuelles, baisse encore plus importante dans le cas de Yacuiba

(respectivement de 5,8 % et 0,9 %). Autre diminution significative des destinations orientales, les migrations vers l'espace rural représentaient 4,7 % de l'ensemble des migrations antérieures alors qu'elles ne totalisent que 0,9 % des migrations actuelles.

- Il semblerait que la baisse des migrations vers l'Orient bolivien soit compensée par une hausse des départs vers l'Argentine (22,2 % avant et 34,8 % maintenant). Cette augmentation est uniforme et de ce fait l'ordre des principales destinations reste identique : la province de Buenos Aires totalise 8,4 % des migrations antérieures et 12,9 % des migrations actuelles, suivie des provinces de Salta (6,3 % et 9,0 %) et de Jujuy (1,6 % et 3,4 %).

- Enfin, on notera une certaine stabilité des migrations vers d'autres pays qui représentent 4,5 % des migrations antérieures et 5,2 % des migrations actuelles. Il convient de signaler une évolution dans les pays de destination : la moitié des 28 migrations antérieures ont été réalisées en Amérique centrale ou du Sud alors que la totalité des migrations actuelles se font vers les Etats-Unis d'Amérique ou l'Europe.

Fig. V-22 : Entar 2001– Migrations antérieures et actuelles selon les lieux de destination



Source : Entar 2001

* : seuil urbain / rural fixé à 5 000 habitants

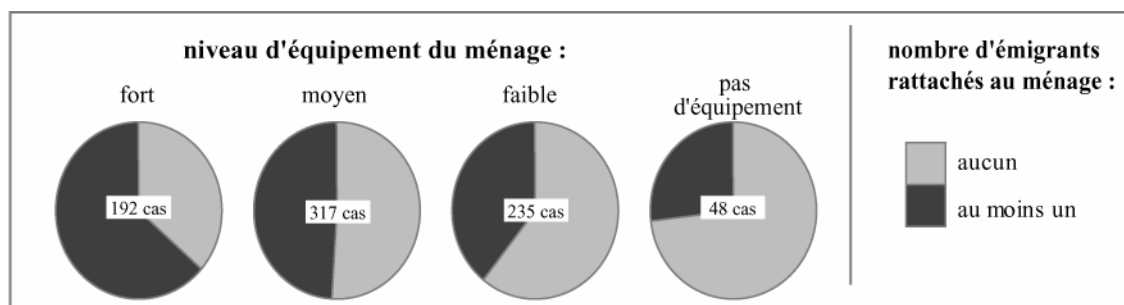
cf. Tab. F-50 pour les données détaillées

CM 2005

L'importance des villes de l'Occidente dans les lieux de destination des Tarijéniens est donc confirmée par l'analyse des migrations actuelles (au moment de l'enquête Entar 2001). Il en va de même pour les migrations vers Santa Cruz qui, même si elles restent minoritaires, sont en légère augmentation. Par contre, les migrations vers les villes frontalières et vers l'espace rural bolivien deviennent peu significatives, alors que celles vers l'Argentine sont en augmentation. Enfin, les migrations vers d'autres pays se maintiennent à un niveau stable. Nous regrettons, une fois de plus, de ne pouvoir intégrer à l'analyse de ces évolutions les activités occupant les migrants dans ces pôles d'attraction. Nous pouvons cependant supposer que les tendances générales perdurent : les migrations vers l'Occidente bolivien et vers d'autres pays (en dehors de l'Argentine) sont estudiantines ou plutôt constituées de main-d'œuvre qualifiée alors que celles vers l'Orient bolivien et vers l'Argentine correspondent à des migrations professionnelles d'individus dont le niveau de qualification est moindre, ce qui semble induire l'existence d'une relation entre les lieux de destination des Tarijéniens et le statut des ménages. C'est sur la vérification de cette corrélation que nous terminerons notre analyse du redéploiement des habitants de la capitale départementale.

2 - La destination et le statut du ménage, des variables corrélées

Fig. V-23 : Entar 2001 – Ménages selon leur niveau d'équipement et la présence ou non d'au moins un émigrant (antérieur ou actuel) rattaché à la famille



cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement
cf. Tab. F-51 pour les données détaillées

Source : Entar 2001

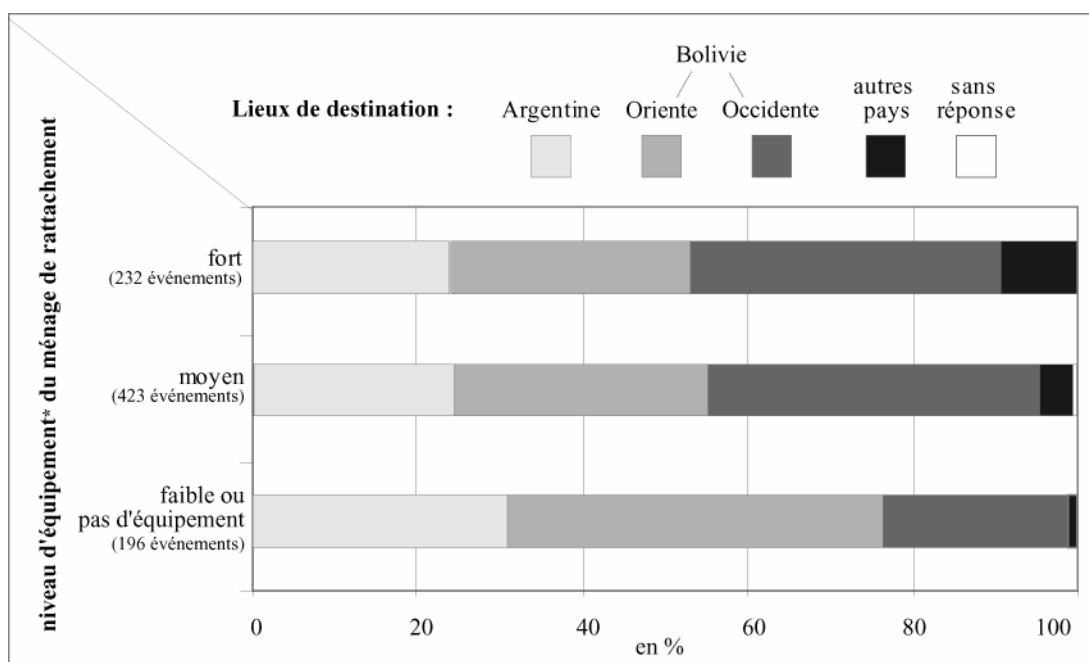
CM 2005

Qu'il s'agisse de migrations antérieures ou actuelles (c'est-à-dire descendance qui a quitté Tarija), les départs de la capitale départementale sont nombreux. Sur les 792 ménages enquêtés, 48,4 % déclarent au moins un émigrant (antérieur ou actuel). Cependant, comme on peut le noter sur la figure V-23 ci-dessus, on observe de fortes disparités selon le niveau d'équipement des ménages. En effet, la proportion de familles déclarant au minimum un émigrant est très importante pour les ménages fortement équipés, puisqu'elle atteint alors 63,5 %, alors qu'elle décroît à 49,2 % s'ils sont

moyennement équipés, à 39,6 % pour ceux qui sont faiblement équipés et à 27,1 % seulement pour ceux ne disposant pas d'équipement [cf. Tab. F-51]. Ces différences peuvent être partiellement expliquées par le poids des migrations de formation depuis Tarija qui concernent généralement plutôt les ménages riches [cf. l'analyse des migrations antérieures estudiantines en *supra*]. Mais il convient de rappeler que la grande majorité des migrations actives sont à but professionnel, sans doute pour rechercher des opportunités de travail absentes de la capitale départementale. Dans ce contexte, il est une fois de plus intéressant de noter qu'elles concernent l'ensemble des ménages enquêtés (notamment ceux jouissant d'une bonne condition économique), et non uniquement les plus défavorisés. Lors de notre analyse des migrations antérieures, nous avons déjà isolé des pôles d'attraction différenciés suivant la qualification des migrants. Cette corrélation peut-elle être vérifiée en croisant l'ensemble des événements émigratoires (migrations antérieures et actuelles) avec le niveau d'équipement des ménages ?

Pour le vérifier, traitons ensemble les migrations antérieures et actuelles, soit 851 cas. Sur ce total, seuls 22 déplacements ont été effectués par des individus rattachés à des foyers ne possédant pas d'équipement. La faiblesse numérique de cette sous-population (22 cas) nous conduit à la regrouper avec les événements migratoires rattachés à des foyers déclarant un équipement faible (174 cas) ; pour des raisons pratiques cette nouvelle catégorie sera dans le texte simplement qualifiée de « ménages faiblement équipés ».

Fig. V-24 : Entar 2001 – Événements émigratoires (antérieurs et actuels) selon les régions de destination et le niveau d'équipement du ménage de rattachement



* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement

Source : Entar 2001

cf. Tab. F-52 pour les données détaillées

CM 2005

Pour 23,0 % (196 cas) des 851 événements migratoires étudiés, le niveau d'équipement du ménage de rattachement est faible⁷⁵ ; pour 49,7 % (423 cas) il est moyen, et pour 27,3 % (232 cas) il est fort. Sur la figure V-24 ci-contre, se discernent des nuances quant aux lieux d'émigration selon le niveau d'équipement du foyer d'origine. Plusieurs constatations s'imposent : les émigrés sont plus nombreux à se rendre en Argentine et dans la partie orientale de la Bolivie quand leur ménage de rattachement est faiblement équipé (31,1 % se sont rendus dans le pays voisin, 45,4 % dans l'Oriente bolivien) alors que ces proportions sont moins importantes pour les migrants rattachés à un foyer moyennement ou fortement équipé (respectivement 31,0 % et 24,1 % pour la première catégorie, 28,9 % et 24,1 % pour la deuxième) [cf. Tab. F-52]. Au contraire, la proportion d'individus partis dans l'Occidente est nettement supérieure dans les ménages moyennement ou fortement équipés (respectivement 40,4 % et 37,9 %) que pour les migrants dont la famille d'origine est défavorisée (22,4 %). Enfin, si la part des émigrés se rendant dans un autre pays (hors Argentine) est significative dans les foyers fortement équipés (9,1 %), elle est beaucoup plus faible si le ménage d'origine est moyennement équipé (4,0 %), voire quasiment inexistante quand le niveau d'équipement est faible (1,0 %) [cf. Tab. F-52].

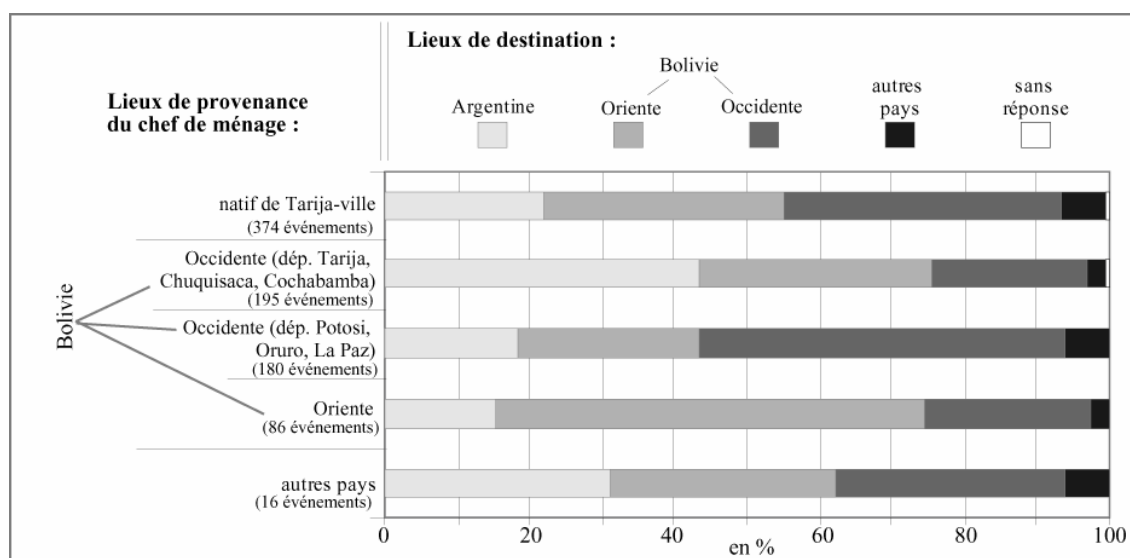
Une tendance se dessine donc à propos des lieux de destination des émigrants de Tarija : les départs d'individus rattachés à des ménages économiquement favorisés se font pour une part non négligeable vers l'Occidente bolivien et les autres pays (hors Argentine) même si l'Oriente et l'Argentine gardent une place significative. Pour ceux rattachés à des ménages économiquement dans la moyenne, la répartition est identique, mais favorise la partie occidentale de la Bolivie au détriment des déplacements vers d'autres pays. Enfin, les personnes rattachées à des ménages peu favorisés ont tendance à se rendre plutôt dans la partie orientale ou en Argentine.

Nous terminerons ce bilan en tentant de mesurer l'éventuelle corrélation existant entre les lieux de naissance ou de provenance (pour les immigrés, cf. section I de ce même chapitre) et les lieux de destination. Comme on peut l'observer sur la figure V-25 [au dos], ce parallèle semble riche en enseignement. En effet, si les migrations depuis la ville de Tarija s'effectuent de manière à peu près équilibrée vers nos trois principaux ensembles que sont les Occidente et Oriente boliviens et l'Argentine, on remarque d'importantes distorsions en ce qui concerne les émigrés dont le chef de famille provient des autres régions. Tout d'abord, et comme nous l'avions remarqué lors de l'analyse de la descendance, les individus qui ont émigré depuis Tarija et dont le chef de famille de rattachement provient des zones occidentales des départements du Tarija, du Chuquisaca et accessoirement du Cochabamba, ont une tendance toute particulière à se rendre en Argentine (sur ces 195 événements migratoires, 43,3 % sont à destination du pays voisin). Ensuite, pour ceux dont le

⁷⁵ Pour rappel, une minorité de cette catégorie ne possède pas d'équipement.

chef provient de l'Occidente des départements d'Oruro, de La Paz et de Potosi, on notera une propension à retourner dans la région de provenance de la famille, puisque 50,6 % des événements migratoires déclarés par cette sous-population se sont effectués vers l'Occidente bolivien. Cette même tendance est décelable pour les migrations réalisées depuis la capitale départementale par des personnes dont le chef de famille de rattachement provient de l'Oriente bolivien : elles vont à hauteur de 59,3 % vers la Bolivie orientale.

Fig. V-25 : Entar 2001 – Événements émigratoires (antérieurs et actuels) selon les régions de destination et le lieu de naissance ou de provenance du chef de la famille de rattachement



Source : Entar 2001

cf. Tab. F-53 pour les données détaillées

CM 2005

La redistribution de la population à partir de la ville de Tarija est donc étendue, puisqu'on a signalé des mouvements migratoires en direction aussi bien de l'Occidente et de l'Oriente de la Bolivie, qu'en Argentine et même vers d'autres pays. Se sont dessinées différentes tendances expliquant ces pôles d'attraction, les personnes provenant d'un milieu aisé et qualifié privilégiant les déplacements professionnel ou de formation vers l'Occidente bolivien ou l'étranger (hors Argentine) alors que ceux d'un milieu moins favorisé vont plutôt travailler dans l'Oriente ou en Argentine. Nous concluons en proposant une vision d'ensemble des principales spécificités de l'instabilité du peuplement de la capitale départementale.

Conclusion Chapitre V

L'étude de la ville de Tarija a mis en évidence l'importance et la diversité des courants migratoires vers et à partir de la capitale départementale. Son attractivité au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle s'est principalement exercée sur l'Occident bolivien, plus spécialement sur le Sud du pays, révélant ainsi une relation de proximité. On retiendra deux courants majeurs ayant contribué à la croissance de la ville. L'un en provenance des campagnes avoisinantes, qui peut être assimilé à un exode rural touchant des régions agricoles en difficultés – surtout depuis les vallées andines mais aussi depuis l'altiplano – et l'autre en provenance de régions minières qui ont largement souffert de la crise du secteur à partir des années 80. En outre, on a souligné le jeu d'interdépendance entretenu avec les localités urbaines du Sud du pays, principalement avec les villes frontalières de l'Orient du Tarija. Dans ce cas, la fonction de la capitale départementale est double : pôle d'attraction pour les individus souhaitant poursuivre leur formation dans l'enseignement supérieur, mais aussi alternative professionnelle après la forte crise du secteur commercial frontalier des années 90. A ces mouvements majeurs, s'ajoutent des courants moins importants de migrations vers la capitale départementale, depuis les grandes villes boliviennes (La Paz et Santa Cruz en tête), mais aussi depuis l'Argentine et d'autres pays.

Cependant, si Tarija est un pôle de réception actif, elle semble avoir des difficultés à retenir sa population, qu'elle soit native ou non, ce qu'on peut sans doute expliquer par une pénurie d'emplois (qualifiés ou non) et par l'existence de pôles d'attraction concurrents. Car les départs sont eux aussi importants. A l'apogée de l'épopée commerciale des villes frontalières, celles-ci ont généré un courant migratoire aujourd'hui révolu. Un autre mouvement, vers l'Argentine celui-là, résulte certainement d'une forte demande en main-d'œuvre agricole (ou autres ne nécessitant pas de qualification) et des emplois relativement bien rémunérés [cf. chap. III]. Autre aspect de l'analyse, les grandes villes boliviennes constituent sans aucun doute une destination majeure : migrations de formation ou d'individus qualifiés vers les capitales départementales de l'Occident, alors que Santa Cruz se positionne comme pôle d'attraction d'une main-d'œuvre au contraire peu qualifiée. Enfin, une élite minoritaire se rend à l'étranger notamment pour y poursuivre un cursus dans l'enseignement supérieur.

Cette grande complexité du peuplement de Tarija est révélatrice de l'importance de la capitale départementale, véritable plate-forme d'accueil et de redistribution de la population. La ville est un centre régional dans la mesure où elle constitue un pôle d'attraction pour les régions en crise du Sud

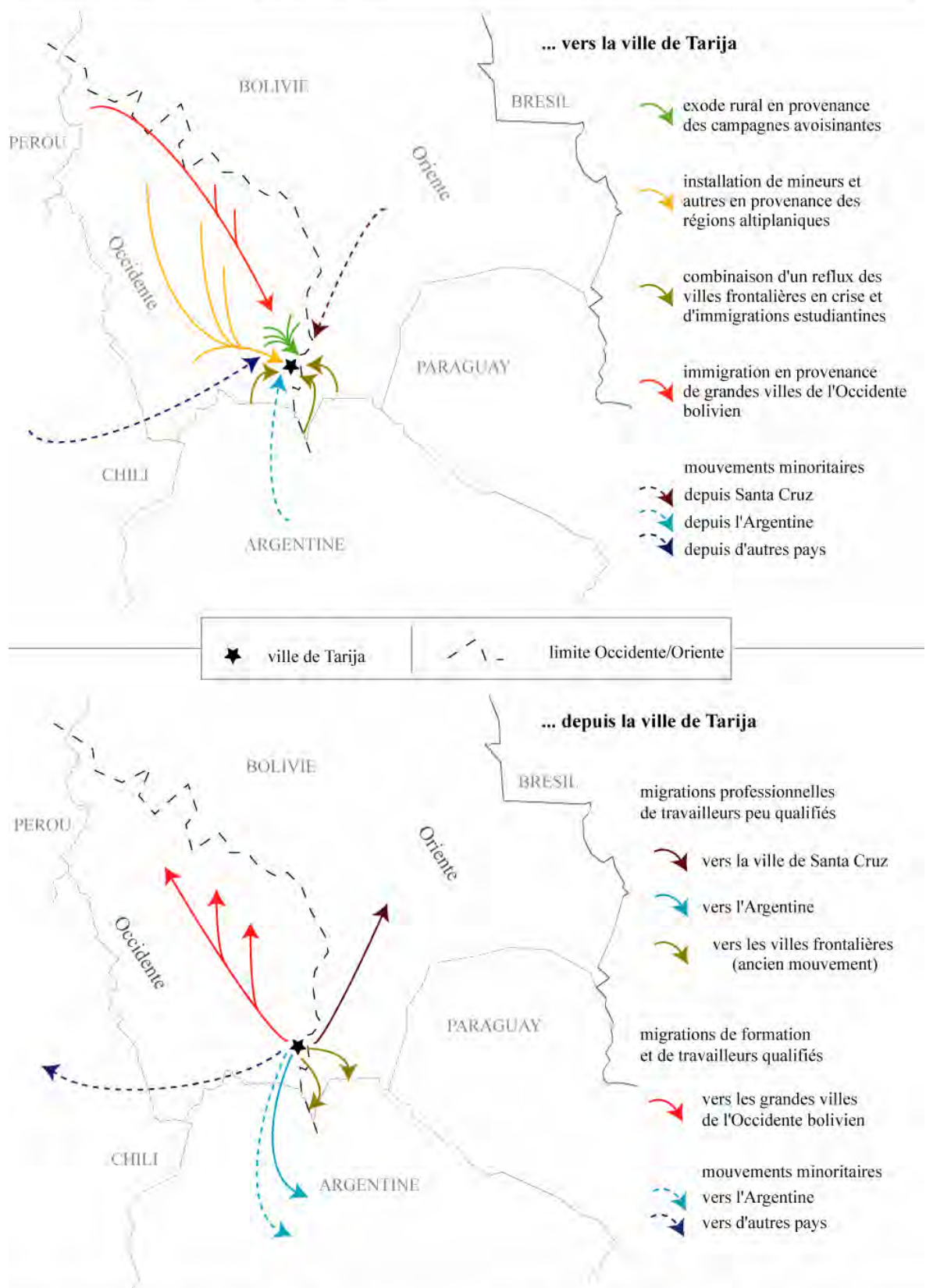
bolivien (rurales, minières ou villes frontalières) et pour les petites localités urbaines voisines (notamment grâce à sa fonction universitaire). En outre, elle s'impose aussi à l'échelle nationale, en participant à des mouvements de population entre capitales départementales, lesquels concernent aussi bien des individus formés que peu qualifiés (intellectuellement parlant). Enfin, si les migrations internationales semblent se limiter à des départs, l'ampleur et la diversité de ce courant vers l'Argentine (et accessoirement vers d'autres pays) soulignent bien la dimension en partie extra-bolivienne de l'émigration depuis la ville de Tarija. Tous ces éléments relativisent l'idée d'un basculement de la population en Bolivie, puisqu'il ne correspond qu'à une tendance parmi d'autres et ne semble pas inéluctable. Certes, au niveau extra-départemental, il nous est apparu clairement que Santa Cruz constitue plus un lieu de destination que de provenance, mais l'ampleur de ce mouvement est modérée, d'égale importance à celui vers La Paz. En outre, les autres pôles urbains d'attraction de l'Orient sont aujourd'hui rares, alors que ceux de l'Occident sont nombreux : Sucre, Cochabamba, Potosi. Enfin, pour ce qui est des petites villes orientales du Tarija (surtout Bermejo et Yacuiba), on a pu remarquer leur faible attrait actuel pour les habitants de la capitale départementale, alors qu'en sens inverse elles participent à sa croissance démographique. Ainsi, à l'image des autres capitales départementales de l'Occident bolivien, la pérennité de Tarija semble provisoirement assurée.

Néanmoins, il n'est pas aisé d'envisager les évolutions possibles de la ville, notamment en ce qui concerne sa capacité à s'imposer comme un solide pôle d'attraction du Sud bolivien. D'une part, on peut supposer une certaine continuité dans son peuplement : l'arrivée de ruraux va sans doute se poursuivre (et une partie d'entre eux continuera à aller en Argentine ou à Santa Cruz), celle de fonctionnaires aussi, et l'immigration des étudiants n'est pas non plus en passe de cesser, même si elle se limite aux habitants de petites localités du sud-est de la Bolivie qui choisissent Tarija par commodité (proximité, présence d'un membre de la famille) et non pour sa réputation. D'autre part, trois potentiels dynamisants sont à prendre en compte : du fait de sa relative tranquillité et de son climat agréable, Tarija pourrait accueillir des retraités ou organiser séminaires et congrès ; en outre, un bon emploi des redevances gazières favoriserait la croissance de son système productif (ouverture de zones franches, essor d'une industrie agroalimentaire) et la rétention de la main-d'oeuvre qualifiée ; enfin, la ville sera prochainement désenclavée grâce à l'amélioration des voies de communication (la consolidation de la route vers Potosi est en cours, et celle vers Villamontes à l'étude).

Mais, vu l'importance des migrations vers et depuis Tarija, son devenir dépendra aussi de celui d'autres pôles d'attraction : de la vitalité de l'Argentine et des villes boliviennes, ces dernières étant essentielles si l'on considère l'étendue des relations interurbaines. Dans le cas de notre département, les villes orientales ont eu et pourraient encore avoir un impact sur la croissance de Tarija. C'est dans le but de compléter l'observation des interrelations urbaines, mais aussi d'appréhender le modèle de croissance des villes de l'Orient, que nous nous proposons d'étudier à présent Villamontes, dont l'essor récent suscite des interrogations.

Carte V-5 : Principaux mouvements de population vers et depuis Tarija-ville

Les principaux mouvements migratoires...



Sources : Fond de carte : www.philgeo.club.fr ; données : Entar 2001 ; bipartition du Tarija propre et bipartition nationale : D'ANDREA 2004

CM 2005

Chapitre VI

L'émergence de l'urbain dans l'Oriente à travers ses logiques migratoires :

la ville de Villamontes

Avec ses 16 113 habitants (recensement INE de 2001), Villamontes est une ville au poids démographique modeste. Au débouché sur la plaine du Chaco, elle se positionne à la frontière extrême-orientale du Sud bolivien, coupée de son arrière-pays par un obstacle naturel important : la chaîne de l'Aguaragüe [cf. Carte IV-1 en p. 189]. De nombreuses questions peuvent se poser quant au développement de cette ville. Il faudra déterminer les facteurs qui ont contribué à sa formation alors que Yacuiba, localité plus ancienne, ne se situe qu'à 100 kilomètres [cf. chap. II]. Analyser son peuplement est aussi essentiel, dans la mesure où l'attractivité traditionnelle de Villamontes sur son arrière-pays [cf. chap. IV] est peut-être complétée par d'autres mouvements migratoires depuis des campagnes plus éloignées, voire depuis d'autres villes. En ce sens, la localité pourrait contribuer au transfert de population entre l'Occident et l'Oriente. En outre, l'effet de la proximité des deux pôles d'attraction révolus que sont Yacuiba et Camiri doit aussi être questionné. De même, l'impact du voisinage du Paraguay et de l'Argentine pourrait s'avérer significatif. Enfin, se demander dans quelle mesure le développement récent du secteur gazier a modifié l'attrait de la Villamontes est particulièrement d'actualité.

Nous aborderons tout d'abord la multifonctionnalité historique de la ville (I). Cela nous fournira les composantes de son peuplement en nous attachant aux articulations entre régions de provenance et espace d'accueil. Nous nous interrogerons ensuite sur les activités économiques actuelles de Villamontes, en tentant de déceler les réalités de l'insertion des immigrés (II). Enfin, nous examinerons l'hypothétique redéploiement des habitants de la ville, afin de mieux mesurer l'éventuelle instabilité de son peuplement et d'établir les principales caractéristiques de sa redistribution (III).

Au cours de ce chapitre, nous serons essentiellement amenés à utiliser les données de l'enquête Envil 2002, section Villamontes. On pourra se reporter à la carte G-1 en p. 651 pour une représentation cartographique de la ville et au Texte G-1 pour les explications méthodologiques (plan de sondage, logistique, choix de ne pas répondre les données dans le cas de cette analyse). Les principales sous-populations employées dans le cadre de notre analyse sont observables sur le tableau VI-1 ci-dessous.

Enfin, on recommandera au lecteur de se référer aux cartes IV-1 en p. 189 (piémont Nord) et II-7 en p. 82 (ensemble du piémont) pour une localisation de la ville dans son espace régional.

Tab. VI-1: Envil 2002 / Villamontes – Principales sous-populations selon le sexe et le lieu de naissance

	selon lieu de naissance						total		
	natifs			non natifs			hommes	femmes	total
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
chefs de famille	132	30	162	249	57	306	381	87	468
total des individus âgés de moins de 15 ans	382	350	732	121	104	225	503	454	957
total des individus âgés de 15 ans et plus	273	328	601	352	376	728	625	704	1 329
total de la population enquêtée	655	678	1 333	473	480	953	1 128	1 158	2 286

Source : Envil 2002

I - La naissance et le développement d'un petit centre régional

Les premières installations pérennes¹ sur le site actuel de Villamontes remontent à la création de deux missions franciscaines (de chaque côté des rives du Pilcomayo) au milieu du XIX^e siècle², qui conduisent à la fondation de la localité en 1905. On n'observe alors pas de développement

¹ Pour rappel, la région était dans le passé peuplée d'autochtones nomades [cf. chap. I].

² Il s'agit plus précisément des missions de San Francisco Solano et San Antonio de Padua, respectivement fondées en 1860 et 1866.

démographique exceptionnel, puisque selon l'INE³ le bourg n'est peuplé que de 3 105 habitants en 1950 et de 5 985 en 1976 (soit une variation annuelle moyenne de 2,6 % entre ces deux dates, cf. Tab. A-18). Cependant, cette croissance va aller en s'accéléralant, la population de la ville atteignant les 11 086 habitants lors du recensement de 1992 et 16 113 en 2001 (soit des taux moyens de variation annuelle de 3,9 % pour la période 1976-1992 et 4,2 % pour 1992-2001). Au dernier recensement, le centre urbain se positionne au 4^e rang départemental⁴, au 27^e rang national. Bien que soutenue, l'accroissement de Villamontes au cours du dernier quart du XX^e siècle est inférieure à celle de l'ensemble des villes orientales de sa catégorie⁵ (6,2 % de variation annuelle moyenne pour la période intercensitaire 1976-1992 et 5,0 % pour 1992-2001, D'ANDREA 2004). En effet, notre unité d'analyse ne s'inscrit pas dans l'essor extraordinaire connu par certaines localités urbaines de l'Orient (Yacuiba ou Camiri pour ne citer que celles proches de la zone d'étude), essor bien souvent généré par des fonctions particulières aux effets ponctuels (ville frontalière commerciale pour Yacuiba, ville pétrolière pour Camiri). L'évolution de Villamontes semble répondre à une autre logique : un développement stable structuré par une multitude de facteurs. Dans un premier temps, une approche historique nous incitera à nous interroger sur l'influence du développement de la multifonctionnalité de la ville sur l'installation des immigrants (A). Ces mouvements migratoires seront ensuite analysés afin de délimiter l'espace sur lequel s'exerce le pouvoir d'attraction de Villamontes et ainsi de détecter l'existence d'éventuelles raisons exogènes à la ville ayant contribué à son peuplement (B).

A - Attractivité et croissance démographique

Nous nous interrogerons donc tout d'abord sur les facteurs internes qui ont pu intervenir dans la formation et le développement de Villamontes. En effet, même si la taille de la ville est modeste, il convient de déterminer ce qui a pu favoriser cette concentration de population, alors que d'autres centres urbains dans la région (Yacuiba et Camiri, respectivement situés à environ 100 kilomètres au nord et au sud) ont constitué des pôles d'attraction concurrents. Ainsi, afin de saisir dans quelle mesure le développement des fonctions de la ville est lié à sa récente croissance démographique, nous mettrons en relation les périodes d'installation d'immigrés à Villamontes et les principaux événements ayant marqué son histoire au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle.

³ Nous nous référons ici aux données des recensements de l'INE de 1950, 1976, 1992 et 2001, les comptages antérieurs n'étant pas disponibles.

⁴ Derrière Tarija, Yacuiba et Bermejo.

⁵ Selon d'Andréa (2004), il s'agit de localités n'ayant pas franchi la barre de 5 000 habitants lors du recensement INE de 1950.

1 - Effet de site et multifonctionnalité

Comme nous l'avons déjà évoqué dans le chapitre II, les avantages du site aujourd'hui occupé par Villamontes (au pied de l'Aguaragüe, à l'endroit où le Pilcomayo se dégage des derniers reliefs andins, cf. Carte IV-1 en p. 189) justifient l'implantation des missions religieuses au début du XX^e siècle. En effet, les missionnaires pouvaient bénéficier des atouts du fleuve (présence d'eau douce et pratique de la pêche, traditionnelle chez certains autochtones⁶) tout en faisant du prosélytisme sur les deux rives, à l'entrée de la plaine du Chaco. C'est encore ce site qui explique l'importance des voies de communication traversant Villamontes. Le passage creusé par le Pilcomayo facilite le franchissement du massif de l'Aguaragüe, c'est donc le long du fleuve qu'a été aménagée dans les années 30 la piste assurant la liaison Villamontes – Tarija (et Santa Cruz – Tarija) [cf. Photos H-17-a]. Autre axe de communication ayant contribué au développement de la ville : la voie ferrée Yacuiba – Santa Cruz (mise en place entre 1942 et 1965), qui longe le piémont et a nécessité l'édification d'un pont pour traverser le Pilcomayo, bâti aux portes de la Villamontes, là où le lit du fleuve est relativement plus étroit et stable que dans le reste du Chaco [cf. Photos H-16-c et d]. Ce pont, le plus oriental des points de franchissement du Pilcomayo en Bolivie, est aussi emprunté par les transports routiers effectuant la liaison Yacuiba – Santa Cruz. La piste circulant entre ces deux villes et transitant par Villamontes a été partiellement goudronnée (sur le tronçon Yacuiba – Camiri) au milieu des années 90 [cf. Photos H-16-a et b]. Enfin, une autre piste part de la ville pour desservir la localité d'Ibibobo dans la plaine du Chaco et dans son prolongement le Paraguay et sa capitale Asunción [cf. Photos H-17-c].

Confortée par ces voies de communication, la position de Villamontes a fait d'elle une interface privilégiée entre le monde andin et la plaine du Chaco. Dès le début du XX^e siècle, l'essor de sa fonction commerciale est indéniable, notamment pour écouler le bétail des sociétés allemandes Staudt et Providencia, chargées par le gouvernement bolivien d'exploiter l'élevage dans la plaine. Selon Jean Claude Roux (2000, p. 146), “ la ville est en plein essor et compte 104 lots urbains et 400 autres sont prévus ”, expansion qui s'accompagne de la mise en place d'infrastructures et de services urbains⁷. Mais cette croissance atteint ses limites : l'Argentine suspend l'achat de bétail en provenance de Bolivie en 1921 et une épidémie ravage les troupeaux chaqueños en 1923 provoquant d'importantes émigrations vers les plantations de canne à sucre argentines (ROUX 2000). Opportunément à cette époque apparaissent les prémices de l'exploitation des ressources en hydrocarbures, la ville devenant le centre d'une activité pétrolière naissante (notamment avec la prospection du gisement de Caigua par la Standart Oil, cf. Texte C-4), ce qui permit à Villamontes de

⁶ Les Whenayek constituent le principal groupe ethnique pratiquant traditionnellement des activités piscicoles.

⁷ Selon le diagnostic de Zonisig (ZONISIG-APDS 2000), la ville compte deux écoles de chaque côté du fleuve (une pour garçon, l'autre pour fille) dès le début du XX^e siècle.

surmonter la crise. Mais les intérêts stratégiques engendrés par cette nouvelle activité sont en partie responsables d'une nouvelle période turbulente lors conflit qui éclate avec le Paraguay.

La fonction de ville-bastion de Villamontes est due à sa position frontalière (dernière localité urbaine avant l'immensité de la plaine et le Paraguay) et donc au rôle particulier qu'elle a joué durant la guerre du Chaco (DE MESA 2001). A la fin de l'année 1932, le général allemand Kundt est appelé à diriger les opérations militaires et la localité lui sert de base. En novembre 1934, les officiers de l'armée bolivienne provoquent le *corralito*⁸ de Villamontes en y assiégeant le président Franz Tamayo, récemment élu, afin de le contraindre à la démission. Ce renoncement ne fait qu'accélérer la déroute militaire des Boliviens et les Paraguayens arrivent au pied de l'Aguaragüe en février 1935, aux portes de Villamontes. La ville – dernier rempart avant Tarija et Santa Cruz, au centre d'intérêts pétroliers – est ardemment défendue par une armée bolivienne une énième fois renforcée, et ces combats marquent le début du retrait des Paraguayens. Après cette période belliqueuse, la sédentarisation partielle de soldats venus combattre a certainement participé au peuplement de la localité.

Au lendemain de la guerre (août 1937), la ville de Villamontes s'est vu confier un rôle administratif, en tant que capitale du canton du même nom (ce rôle administratif est confirmé dans les années 90 lorsque Villamontes devient capitale du *municipio* correspondant aux limites cantonales, cf. chap. I). Le commerce du bétail reprend peu à peu, notamment sous l'influence de nouveaux propriétaires terriens profitant de la fuite des indigènes du Chaco pour occuper leurs terres laissées vacantes et y développer l'élevage bovin. Une partie des autochtones est alors contrainte de se replier dans la capitale cantonale (ce qui fait alors de Villamontes une ville-refuge) et s'adonne à des activités traditionnelles telles que la pêche et l'artisanat (ZONISIG-APDS 2000). En parallèle, la prospection pétrolière continue. Après la création de YPF et la nationalisation des biens de la Standart Oil, les explorations de gisements proches de Villamontes reprennent au début des années 50⁹. L'activité est intense entre 1960 et 1980 : on dénombre au moins 28 puits forés dans les environs de notre localité. De plus, la ville se situe au centre de la construction d'un dispositif composé d'un oléoduc (1955) et d'un gazoduc (1972) nécessitant l'aménagement de conduits secondaires¹⁰, de stations de pompage et de compression¹¹ et de l'usine de séparation du gaz de La Vertiente¹² (1978). Ces développements affirment la place stratégique de Villamontes au centre du dispositif pétrolier et gazier du Tarija. Leur

⁸ Le terme *corralito* descend de *corral*, basse-cour, écurie, cirque (de montagne) en espagnol. Il se réfère à un événement enfermant, à un siège dans le cas d'un conflit armé comme la guerre du Chaco. L'exemple récent le plus connu est celui du *corralito* argentin de novembre 2001, visant à empêcher la sortie de fonds du pays.

⁹ Ceux de Caigua, Escondido, Ibibobo, La Vertiente, Los Suris, Ñupuco, San Roque, Taiguati, Villamontes et Margarita [cf. Carte C-1 de l'annexe C].

¹⁰ Les oléoducs Villamontes-Tiguipa en 1979, La Vertiente-Villamontes en 1980, San Roque-Tiguipa en 1986, Campo Villamontes – km 156 en 1987 [cf. Carte C-1 et Tab. C-2].

¹¹ Les stations de pompage de Tiguipa (à 30 kilomètres au nord de Villamontes) en 1955 et 1979 et la station de compression de Caigua en 1972 [cf. Carte C-1 et Tab. C-2].

¹² Localité située à une vingtaine de kilomètres à l'est de Villamontes, cf. Carte C-1.

croissance spectaculaire à partir de 1996 se traduit par l'apparition d'une multitude de nouveaux chantiers dans la région, nous en citerons ici quelques exemples [cf. Carte C-1 en p. 488 et Texte C-2] : l'agrandissement de l'usine de séparation de gaz de La Vertiente en 1999 et la mise en place d'un gazoduc faisant la jonction avec le centre urbain en 2001 ; une intense activité exploratoire ; la construction d'une usine de séparation, d'un gazoduc, d'un oléoduc et d'un tunnel traversant l'Aguaragüe entre 2002 et 2003 inhérente à l'importance du gisement gazier de Sabalo, à 25 km à l'ouest de la ville ; et enfin la mise en place récente du gazoduc Gasyrg [cf. Photos C-3] et de sa station de compression [cf. Texte C-3 pour comprendre l'impact de ce genre d'activité].

Enfin, Villamontes se dote d'une infrastructure agro-industrielle avec l'ouverture de la raffinerie d'huile en 1974 [cf. chap. II et Photos H-18]. Ce projet de la Codetar visait le développement de cultures oléagineuses sur les terres sous-exploitées et potentiellement irrigables (par le Pilcomayo¹³ et les cours d'eau descendant de l'Aguaragüe) du piémont (ZONISIG-APDS 2000), dont les productions devaient être acheminées par voie ferrée à Villamontes. Même si la raffinerie a été fermée au début des années 90, elle a tout de même contribué à révéler la prétention industrielle de Villamontes, qui se limite aujourd'hui à une seule usine (boissons gazeuses).

Ainsi Villamontes est-elle une ville-frontière : entre le monde andin et l'immense plaine du Chaco et entre les deux rives du Pilcomayo. Cette situation exceptionnelle en fait un carrefour incontournable du Sud-Est bolivien, un lieu de passage et d'échanges dès le début du XX^e siècle.

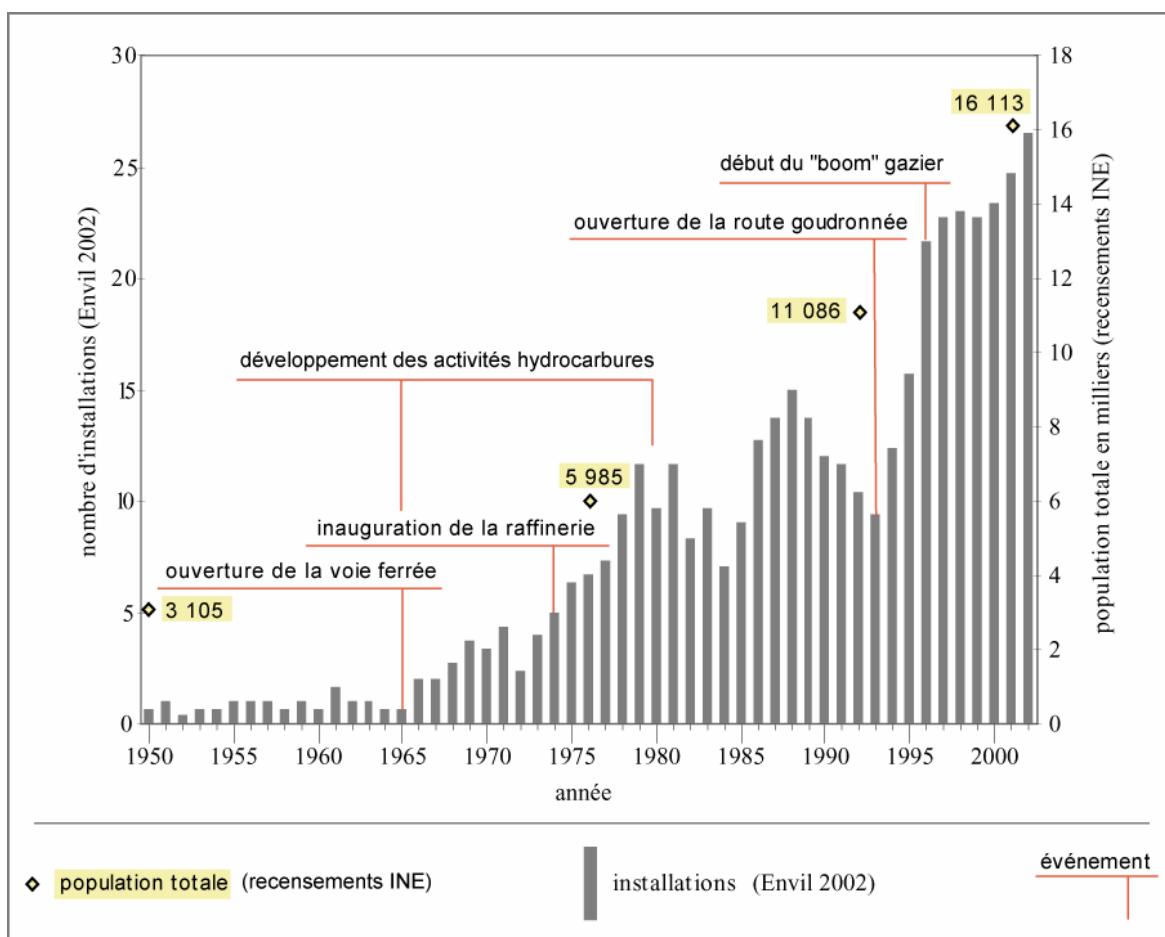
2 - Une immigration structurée par les cycles conjoncturels

Développée au cours du XX^e siècle, la multifonctionnalité de Villamontes (comme on l'a vu, ville à la fois -frontière, -carrefour, -bastion, -refuge mais aussi commerciale, minière et industrielle) explique-t-elle sa croissance démographique stable puis soutenue, notamment à travers l'arrivée d'immigrés ? En dehors des courants migratoires passés que nous venons d'évoquer (installation de missionnaires, d'autochtones, d'anciens combattants), nous ne disposons pas d'information sur les migrations anciennes qui ont pu participer au peuplement de la ville. Par contre, l'enquête Envil 2002 nous renseigne sur l'origine des habitants vivant dans la localité en juillet 2002. Selon notre collecte des données, seuls 34,6 % des chefs de ménage enquêtés sont natifs de la capitale municipale [cf. Tab. G-4]. Nous pouvons donc imputer la croissance de sa population à l'immigration, et analyserons brièvement les périodes d'arrivée des immigrés en tentant d'établir une éventuelle corrélation avec des facteurs internes et externes au développement de Villamontes.

¹³ D'où la présence d'un canal d'irrigation, aujourd'hui désaffecté, au nord de la ville [cf. Carte G-1].

C'est à travers l'étude de la date d'installation des non natifs dans la communauté, obtenue grâce au module A de la fiche individuelle [cf. Quest. E-10], que nous nous proposons d'étudier l'évolution de l'immigration vers la ville de Villamontes. Conformément à nos logiques antérieures, et toujours afin de ne pas biaiser nos résultats¹⁴, nous limiterons notre population d'analyse aux individus arrivés à l'âge de 15 ans ou plus dans la localité : soit 438 personnes¹⁵, 60,2% des non natifs âgés de 15 ans ou plus au moment de l'enquête [cf. Tab. G-5]. Enfin, nous tenons ici à signaler une fois de plus une limite de nos données : les installations sur lesquelles nous allons travailler correspondent à une observation rétrospective, ne recensant que les personnes vivantes et n'ayant pas quitté la ville de Villamontes au moment de l'enquête.

Fig. VI-1 : Envil 2002 / Villamontes – Individus installés à l'âge de 15 ans et plus entre 1950 et 2002 ; population de la ville selon les recensements de 1950,1976,1992 et 2001 ; et principaux événements ayant marqué la période



Sources : Envil 2002 et recensements INE 1950, 1976, 1992, 2001

nombre d'installations lissé par 3

CM 2005

¹⁴ Pour rappel, le module « installation » est réservé aux personnes de 15 ans et plus. Ne pas introduire de filtre concernant l'âge d'installation à Villamontes signifierait prendre en compte les personnes âgées de moins de 15 ans lors de leur arrivée si elle sont nées avant 1987, en ignorant la même sous-population née après.

¹⁵ Par souci de simplification, nous ne représenterons sur la figure VI-1 que les individus installés à l'âge de 15 ans et plus à partir de 1950, soit 431 cas.

Malgré de légères baisses d'intensité [cf. Fig. VI-1 en page précédente], l'augmentation des installations à Villamontes est généralement constante, et ne connaît pas de ralentissement en fin de période¹⁶. Il semblerait que l'on puisse discerner de grandes phases d'immigration. La première – qui débute en 1968 et se termine en 1982 – serait due au développement des activités pétrolières et gazières dans la région (1965-1980) mais aussi à l'ouverture définitive de la voie ferrée (1965) et l'inauguration de la raffinerie (1974), deux événements qui semblent inaugurer deux intervalles de progression des arrivées. La deuxième – au cours des années 80 – est constituée d'une immigration importante et constante (hors une légère baisse entre 1982 et 1985) dont on peut faire remonter l'origine à l'ouverture et au développement de la raffinerie, projet ayant été couvert médiatiquement et qui de ce fait constitue un facteur d'attraction. En ce sens, la baisse des arrivées entre 1990 et 1993 serait donc partiellement imputable à la fermeture de cette raffinerie ; mais elle est suivie par une nouvelle hausse à partir de 1994, un an après l'ouverture de la route goudronnée reliant Yacuiba et Camiri, et cette tendance s'amplifie considérablement à compter de 1996, quand débute le « boom » gazier dans le département.

Le parallèle entre ces événements passés et les grandes phases d'installation a révélé l'existence d'une corrélation entre la croissance de la ville et certains facteurs endogènes. Qu'en est-il des facteurs exogènes, notamment de l'évolution de l'attractivité de localités proches de Villamontes (Camiri et Yacuiba) ou de l'Argentine ? Nous pouvons d'ores et déjà supposer une relation entre la forte attraction de Yacuiba au début des années 90 [cf. chap. II] et la baisse des installations à Villamontes à la même époque. En analysant le peuplement de Yacuiba selon l'enquête Enyac 2002, et en utilisant accessoirement les données d'Envil 2002, Nicolas d'Andréa souligne d'ailleurs que « certaines séquences se prêtent à l'idée d'un « détournement » vers Yacuiba des flux migratoires aboutissant « normalement » à Villamontes et la progression récente des indices d'installation à Villamontes tend à crédibiliser l'hypothèse d'une réorientation de l'exode rural régional » (D'ANDREA 2004, p. 254). Pour ce qui concerne Camiri, la forte fluctuation de sa population – qui connaît une croissance exceptionnelle (1950-1976) avant de ralentir (1976-1992) puis de décliner (1992-2001) [cf. Texte C-1] – pourrait avoir influencé l'attractivité de Villamontes, en retardant tout d'abord son développement, avant de le favoriser. Enfin, en ce qui concerne l'Argentine, on peut se demander si les difficultés du pays voisin à partir de la fin des années 90 n'ont pas contribué à la croissance de la localité étudiée. On ne peut donc que supposer une relation entre la croissance démographique de Villamontes et des facteurs externes de dynamique régionale. L'étude des lieux de provenance devrait nous permettre de préciser ces liens.

¹⁶ En effet, il est surprenant de constater que l'on recense un nombre d'installations sur les 6 premiers mois de 2002 (l'enquête a été réalisée en juillet) supérieur à celui de 2001. Il s'agit là d'un effet du lissage par 3 du nombre d'installations par année. Cependant, l'observation des données brutes confirme la tendance, puisqu'on recense 27 personnes arrivées à l'âge de 15 ans et plus à Villamontes en 2001, et 26 au cours de la première moitié de l'année 2002.

B - Les provenances : la hiérarchie urbaine récemment inversée

Le dynamisme de la petite localité de Villamontes constitue sans doute le principal facteur interne en cause dans la croissance démographique de la ville. Reste à s'interroger maintenant sur les régions concernées par cette attractivité, ce qui nous permettra aussi de détecter l'influence d'éventuels facteurs externes sur le développement de la capitale municipale. Nous profiterons de l'étude des lieux de provenance pour évaluer si Villamontes contribue aux transferts de population Occidente-Oriente.

1 - Pour une typologie des lieux de provenance

Comme dans nos analyses précédentes [cf. chap. IV et V] et afin d'effectuer le lien entre la date d'immigration à Villamontes et la région de provenance, nous travaillerons sur les lieux suivants :

- les lieux de naissance pour les non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus et ne déclarant pas de migration avant de s'installer dans la capitale municipale (276 cas), ou en déclarant une, mais dont la durée entre la date de fin de l'événement migratoire et la date d'arrivée à Villamontes est supérieure ou égale à 5 années ou n'est pas connue¹⁷ (28 cas).
- le lieu de la dernière migration pour ceux qui déclarent une migration précédant l'installation, dont la fin est temporellement proche de l'arrivée à Tarija¹⁸ (134 cas).

La sous-population concernée par ces lieux de provenance est toujours de 438 individus. Cependant, par souci de lisibilité, la figure VI-2 au dos ne représente que les installations à partir de 1950 (soit 431 cas).

Une première analyse des lieux de provenance nous permet de constater que la quasi-totalité des immigrés venant s'installer à Villamontes vient de Bolivie (95,2 %, 417 cas sur 438, cf. Tab. G-6). Cette nette prépondérance nous encourage à nous limiter à l'étude des migrations nationales, la sous-population provenant d'Argentine (16 cas, 3,7%)¹⁹ étant trop peu importante pour l'intégrer à notre analyse. Afin de ne pas fausser nos résultats, nous continuerons cependant à appliquer les pourcentages au total des lieux de provenance recensés, soit 438 cas.

Comment se répartit l'immigration nationale vers Villamontes ? Un petit tiers des individus installés à l'âge de 15 ans dans la localité provient de l'Occidente du pays (29,5 %, cf. Tab. G-6),

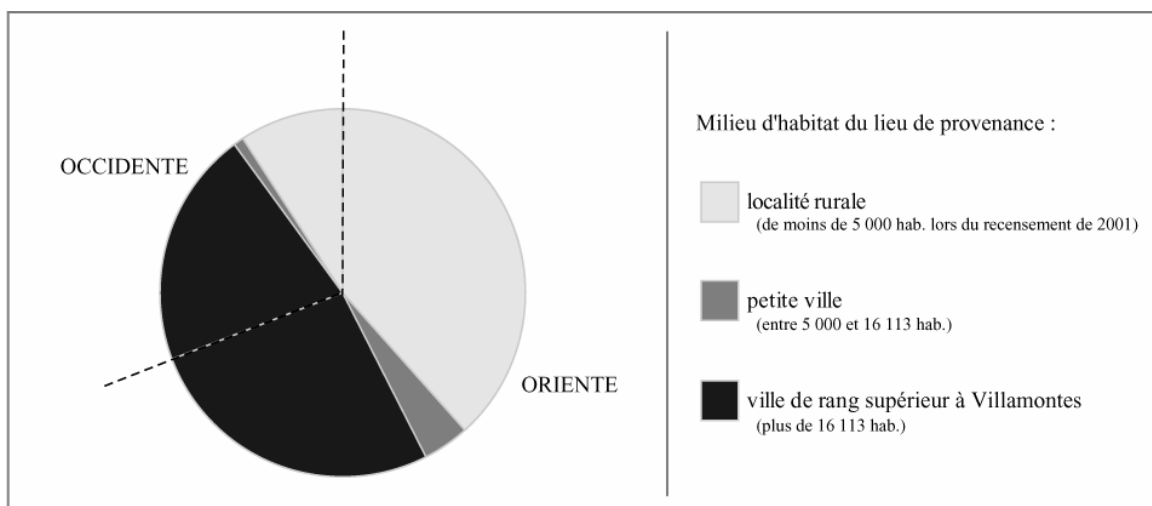
¹⁷ En effet, selon les filtres de notre questionnaire, les non natifs déclarant une migration terminée plusieurs années avant de s'installer à Villamontes sont arrivés dans la capitale municipale en provenance de leur lieu de naissance.

¹⁸ Moins de 5 ans en l'occurrence. On notera que pour une grande majorité des 134 cas, elle est de moins d'un an (85 cas) ou de moins de 2 ans (110 cas). Cette durée est indicative, les années de migration et d'installation étant récoltées dans deux modules différents (en l'occurrence dans les modules A et C de la fiche individuelle, cf. Quest. E-10 et E-11) et pas toujours renseignées par l'intéressé lui-même. Il s'agit ici de souligner que l'essentiel des migrations précédant l'installation ont été réalisées juste avant d'arriver à Villamontes.

¹⁹ Il s'agit de l'unique courant migratoire vers Villamontes en provenance d'autres pays.

les deux tiers restants venant de l’Orient (65,8 %). L’observation de la carte VI-1 ci-contre nous permet de préciser ces mouvements migratoires : c’est le Sud-Est de la Bolivie qui concentre l’essentiel des lieux de provenance : 30,8 % des immigrés viennent de l’Orient tarijénien, 8,4 % du Chuquisaca, 22,8 % du Santa Cruz et 15,1 % de l’Occidente du Tarija [cf. Tab. G-6]. La figure VI-2 offre une autre perspective puisqu’elle souligne que, si près de la moitié des non natifs de Villamontes installés à l’âge de 15 ans et plus provient de localités rurales boliviennes (45,2 %, cf. Tab. G-7), l’autre moitié (50,0 %) vivait en ville avant de s’installer dans la capitale municipale, essentiellement dans des centres urbains plus importants (selon la population du recensement INE de 2001) que Villamontes (45,2 % de l’ensemble des 438 observations). Cette différenciation selon la taille de la localité de provenance est révélatrice d’une immigration complexe qui varie selon les périodes d’installation [cf. Fig. VI-3 ci-contre]. Jusqu’en 1989, l’immigration en provenance de localités boliviennes rurales ou de rang inférieur à Villamontes²⁰ est largement majoritaire (57,4 % de l’ensemble des individus installés à l’âge de 15 ans et plus, cf. Tab. G-8) alors qu’elle ne correspond qu’à la moitié si on se limite à la période 1990-1995 (51,4 %), qu’elle est minoritaire entre 1996 et 1999 (45,5 %) pour ne représenter qu’un tiers (33,8 %) des événements pour les personnes installées entre 2000 et 2002.

Fig. VI-2 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l’âge de 15 ans et plus depuis la Bolivie selon leur lieu de provenance (bipartition et milieu d’habitat)



Sources : recensement INE 2001 et Envil 2002

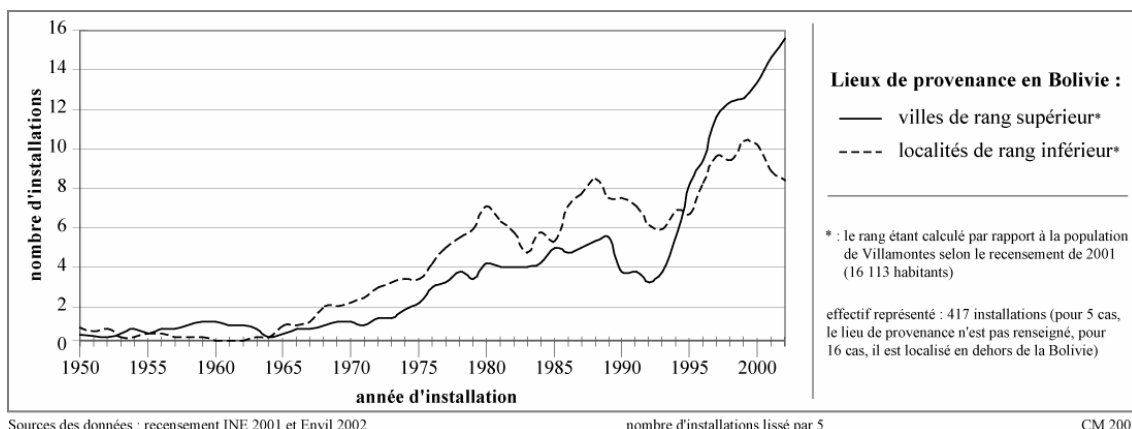
effectif représenté : 417 cas

cf. Tab. G-7 pour les données détaillées

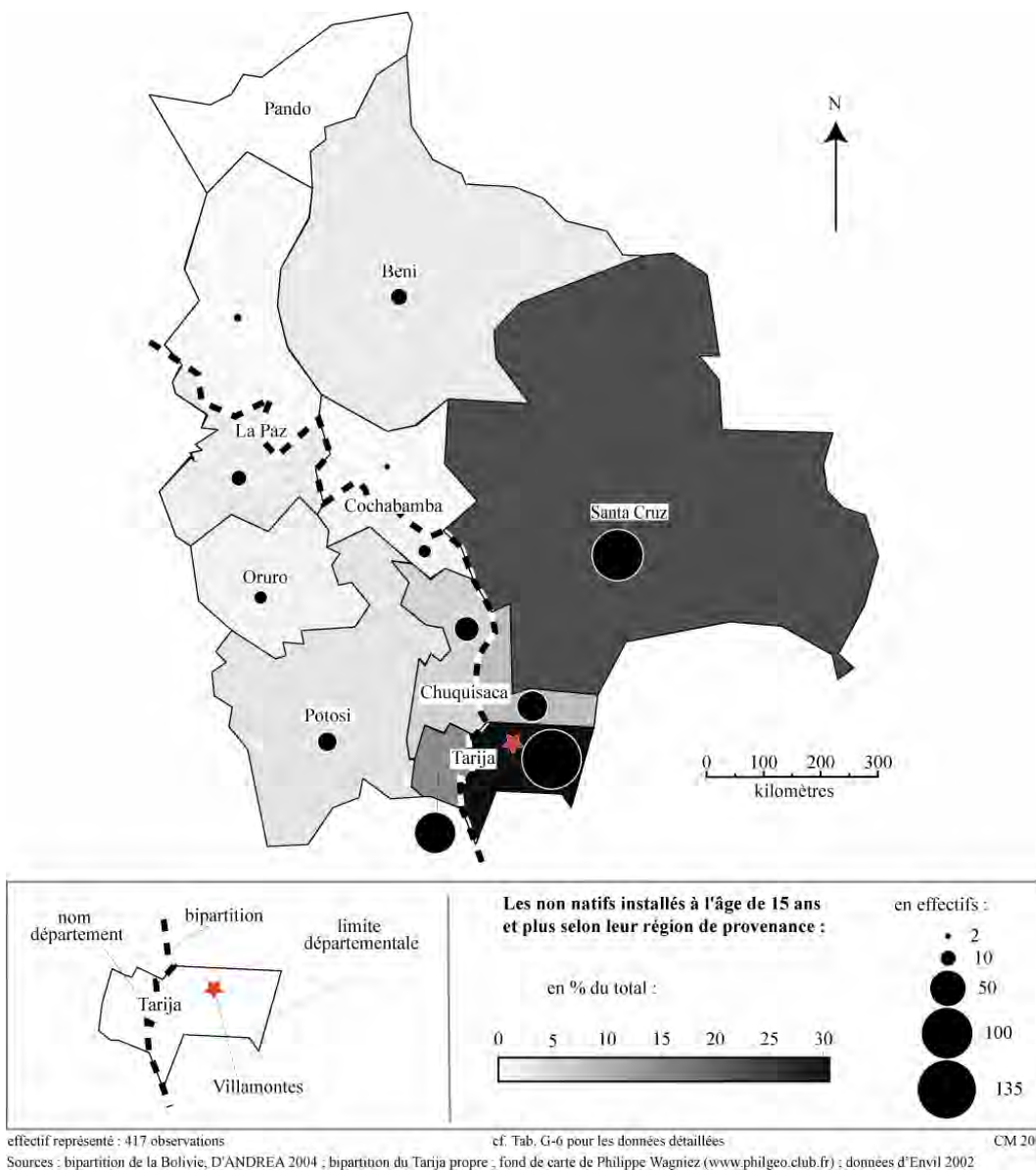
CM 2005

²⁰ Afin de simplifier notre analyse, nous avons opté pour un regroupement des localités de provenance rurales ou de rang inférieur à Villamontes, l’effectif de cette dernière catégorie étant trop faible pour justifier une étude à part entière. En effet, seul 0,9 % du total des individus installés à l’âge de 15 ans et plus à Villamontes proviennent de localités urbaines occidentales de rang inférieur à Villamontes (c’est-à-dire dont la population au moment du recensement de 2001 est comprise entre 5 000 et 16 113 habitants), proportion qui est de 3,9 % pour ceux provenant de petites villes orientales [cf. Tab. G-7].

Fig. VI-3 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus depuis la Bolivie selon leur année d'arrivée (entre 1950 et 2002) et le rang de leur localité de provenance

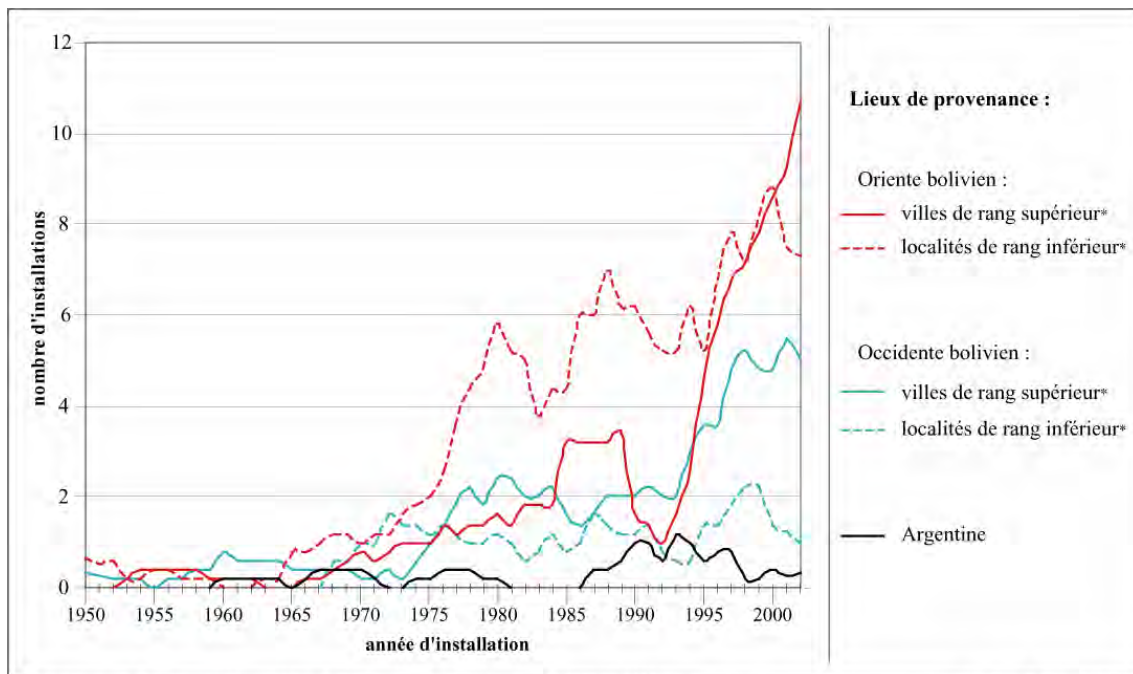


Carte VI-1 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus depuis la Bolivie selon les lieux de provenance (bipartition et départements)



Il semblerait donc que deux courants migratoires majeurs aient contribué au peuplement de Villamontes : le premier, en provenance de localités de rang inférieur à la ville, qualifiable de tendance ancienne ; le second, depuis des villes de tailles supérieures à la capitale municipale, a augmenté de manière significative au cours des dernières années. C'est à travers cette distinction, qui semble le mieux caractériser l'évolution de l'attractivité de Villamontes, que nous nous proposons de détailler notre analyse des lieux de provenance des immigrés, tout en continuant à régulièrement nous référer à la dichotomie Occidente/Oriente. Au cours de notre exposé, nous serons amenés à nous référer à la figure VI-4 ci-dessous afin d'avoir à l'esprit l'évolution des principaux courants migratoires étudiés.

Fig. VI-4 : Envil 2001 / Villamontes – Non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus selon leur année d'installation et le lieu de provenance (bipartition et milieu d'habitat)

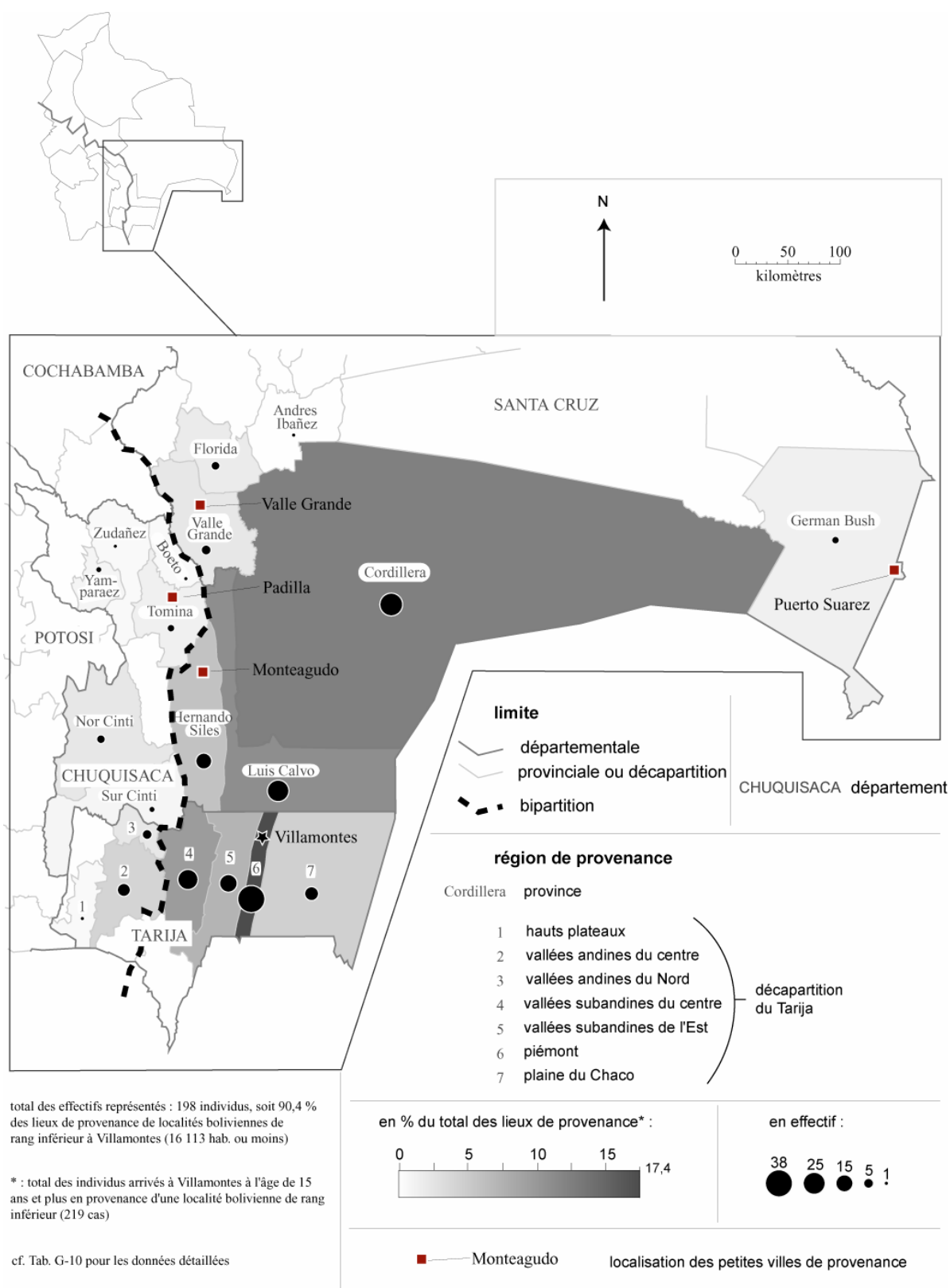


* : le rang étant calculé par rapport à la population de Villamontes selon le recensement de 2001 (16 113 habitants) nombre d'installations lissé par 5
 Sources des données : recensement INE 2001 et Envil 2002 effectif représenté : 433 installations (pour 5 cas, le lieu de provenance n'est pas renseigné) CM 2005

2 - Un mouvement traditionnel depuis les campagnes de l'Oriente

En concentrant la moitié (50,0 %, 219 cas sur 438) des lieux de provenance, les localités boliviennes de rang inférieur à Villamontes (qui sont essentiellement rurales : 198 sur les 219) correspondent au principal courant migratoire ayant contribué au peuplement de la ville. Il s'est développé entre 1975 et 1995 [cf. Fig. VI-3 au dos], ceci grâce à l'importante augmentation des immigrés provenant de l'Oriente bolivien [cf. Fig. VI-4 ci-dessus].

Carte VI-2 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus depuis des localités orientales boliviennes de rang inférieur à Villamontes selon leurs lieux de provenance



Sources : bipartition de la Bolivie, D'ANDREA 2004 ; bipartition et décapartition du Tarija propre ; fond de carte de Philippe Wagniez (www.philgeo.club.fr) ; données d'Envil 2002

CM 2005

Parmi ce mouvement migratoire depuis des localités de faible importance, les campagnes et petites villes orientales occupent donc une place prédominante (80,8 % des 219 cas, cf. Tab. G-10) expliquée par la part de non natifs provenant du Tarija (42,0 % de la même sous-population), du Chuquisaca (16,9 %) et du sud du Santa Cruz (18,7 %) ²¹ [cf. Carte VI-2 en page précédente]. Cette attractivité de Villamontes sur des petites localités du Sud-Est bolivien semble proche du modèle observé à Caigua [cf. chap. IV], les régions de provenance des immigrants étant alors sensiblement les mêmes. En outre, le piémont tarijénien et ses localités rurales constituant la première région de provenance (17,4 % des 219 cas, cf. Tab. G-10 et Carte VI-2), il est à supposer qu'une partie du courant migratoire étudié relève d'un exode rural tel que nous l'avons observé avec notre analyse des campagnes orientales. Toujours selon les logiques observées à Caigua, cette immigration depuis des petites localités de l'Orient bolivien est certes essentiellement le fait d'individus venus directement s'installer à Villamontes depuis leur lieu d'origine (80,2 % des 177 cas, cf. Tab. G-9), mais il convient de noter la présence d'une minorité non négligeable (19,8 %, 35 cas) dont le lieu de provenance diffère de celui de naissance, ce qui implique qu'il s'agit d'une migration intermédiaire précédant la venue dans la capitale municipale.

A la différence des individus venant de localités de l'Orient de rang inférieur, ceux qui migrent depuis les campagnes et petites villes de l'Occident bolivien se rendent directement à Villamontes depuis leur lieu de naissance (97,6 % des 42 cas, cf. Tab. G-9). Ce second mouvement issu de localités de rang inférieur est minoritaire (il concerne 19,2 % des 219 cas étudiés, cf. Tab. G-10) et stable [cf. Fig. VI-4 au dos], concentré dans le Tarija (6,8 %), le Chuquisaca (5,9 %) et le Potosi (4,6 %) [cf. Carte VI-2]. On peut supposer qu'il s'agit là de la contribution marginale de l'exode rural occidental (notamment depuis les vallées andines ²²) à la croissance de Villamontes.

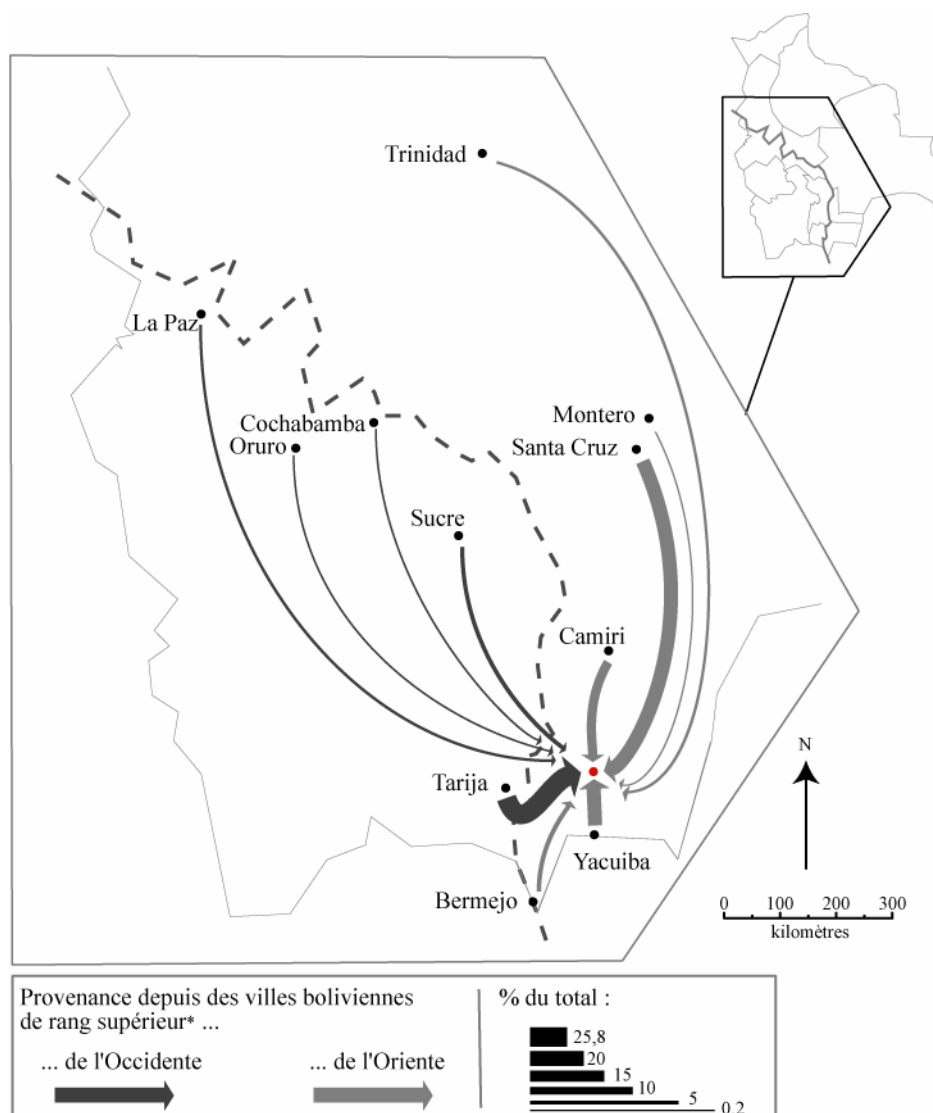
Le principal courant migratoire à l'origine du peuplement de Villamontes peut donc être qualifié d'exode rural, essentiellement depuis des petites localités du Sud-Est bolivien. Cette contribution (qui avait déjà été abordée lors de notre étude du redéploiement des Caiguanais, cf. chap. IV) a été essentielle jusqu'à la fin des années 80, lorsque l'attractivité de Villamontes s'accompagnait d'une croissance lente et stable, influencée par le dynamisme des hydrocarbures dans la région, l'ouverture de la voie ferrée et le développement d'une activité agro-industrielle. Si l'importance de ce courant reste croissant durant les années 90, il devient secondaire à partir de 1995, au moment de l'essor de l'immigration en provenance de localités de rang supérieur à Villamontes [cf. Fig. VI-3 et VI-4 en p. 325 et 326].

²¹ Seule une minorité provient d'autres régions orientales : 0,5 % du Cochabamba, 1,4 % du Beni, la même proportion du département de La Paz.

²² En effet, les vallées andines tarijéniennes concentrent 14 de ces 42 lieux de provenance occidentaux, et les provinces du Chuquisaca situées dans leur prolongement 13 [cf. Tab. G-10 et Carte VI-2].

3 - Une attractivité émergente sur les villes boliviennes

Carte VI-3 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus depuis des localités de rang supérieur à Villamontes selon leur ville de provenance



total : 198 observations dont 191 représentées (les villes totalisant moins de 4 cas ne le sont pas),

* : villes dont la population est supérieure à 16 113 hab. au recensement INE de 2001

cf. Tab. G-12 pour les données détaillées

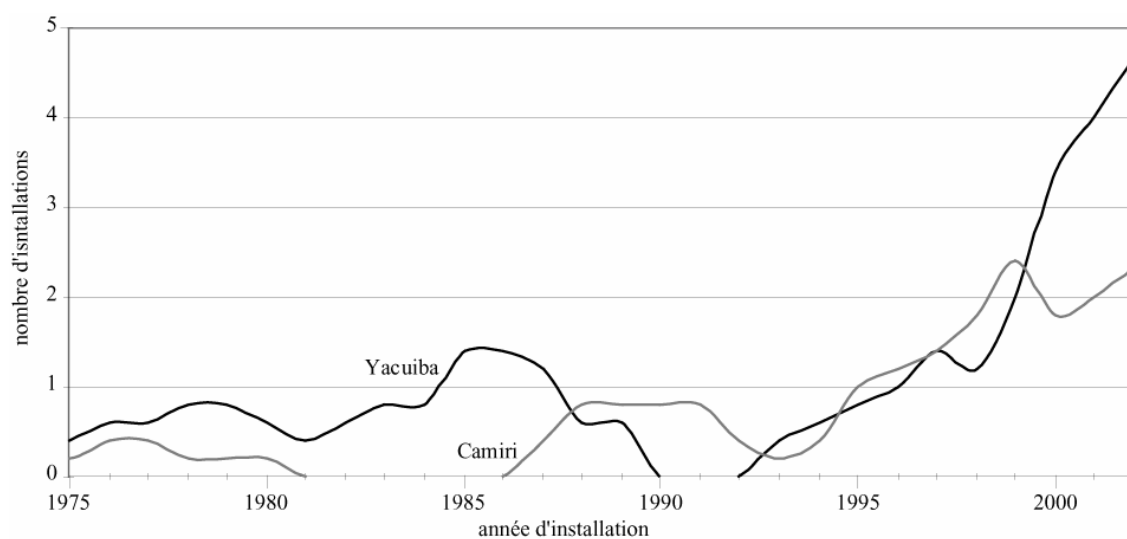
Sources : bipartition de la Bolivie, D'ANDREA 2004 ; bipartition du Tarija propre ;
fond de carte de Philippe Wagniez (www.philgeo.club.fr) ; données d'Envil 2002

CM 2005

Comme nous l'avons précédemment signalé, le peuplement de la capitale municipale par des personnes provenant de localités de rang supérieur est important puisqu'il concerne 45,2 % (198 sur 438) de l'ensemble des immigrés venus s'installer à l'âge de 15 ans et plus dans la ville. L'observation de sa répartition par rapport à la bipartition de la Bolivie laisse apparaître un relatif équilibre puisque, sur ces 198 cas, 56,1 % proviennent de l'Oriente et 43,9 % de l'Occidente [cf. Tab. G-12]. Cette importance de la partie occidentale du pays est due à celle de la ville de Tarija, qui

constitue le principal pôle de provenance en concentrant 25,8 % des 198 observations [cf. Carte VI-3 en page précédente]. Viennent ensuite trois pôles orientaux moins importants : Yacuiba²³ (18,7 %), Santa Cruz (15,7 %) et Camiri (12,1 %), suivis de diverses villes de l'Occidente (principalement Sucre : 5,6 %, La Paz : 4,0 %, Cochabamba et Oruro : 2,5 % chacun) et enfin à nouveau de l'Orient (essentiellement Trinidad : 4,0 %, Bermejo : 3,0 % et Montero : 2,0 %).

Fig. VI-5 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs arrivés à partir de 1975 en provenance de Yacuiba et de Camiri selon leur année d'installation



Source : Envil 2002

effectif représenté : 63 cas, soit 92,6 % des installations en provenance de Yacuiba et de Camiri

CM 2005

Ces mouvements de population sont pour le moins atypiques puisqu'ils impliquent des migrations depuis des localités urbaines de taille significative vers un petit centre régional : la population de 37,4 % des localités de provenance de rang supérieur à Villamontes est comprise entre 132 966 et 595 007 habitants, pour 19,6 % elle est supérieure à 1 million [cf. Tab. G-13]. Il convient de s'interroger sur les raisons qui ont pu provoquer de tels déplacements. Dans un premier temps, signalons que la population venue s'installer dans la localité enquêtée à partir de villes plus importantes est particulièrement mobile : dans 43,4 % des 198 cas, les lieux de provenance et d'origine ne correspondent pas, ce qui signifie qu'ils ont effectué une migration intermédiaire avant de gagner Villamontes. Cette forte mobilité nous encourage à supposer qu'il s'agit là d'une population flottante, dont le parcours migratoire est influencé par des facteurs conjoncturels. Par exemple, l'aspect circonstanciel de ces migrations depuis les localités de Camiri et Yacuiba est particulièrement saisissant [cf. Fig. VI-5 ci-dessus] : les non natifs provenant de la capitale pétrolière s'installent à Villamontes à partir de 1986 lorsque les gisements exploités s'épuisent [cf. Texte C-1] ; et aucun ne vient de Yacuiba au début des années 90 quand se développe le commerce frontalier, alors qu'à la fin de la décennie, au

²³ Comme le fait l'INE, nous associons à Yacuiba l'habitat situé autour du poste frontalier de Pocitos.

moment de la crise du secteur [cf. chap. II], ils sont en augmentation spectaculaire. Ainsi le rôle de Villamontes comme ville réceptrice de population des centres régionaux en crise semble établi. Cependant, Camiri et Yacuiba ne participant que minoritairement à l'immigration vers la localité étudiée depuis les villes importantes, on ne peut se satisfaire à cette seule explication. Comme précédemment évoqué, Tarija constitue la principale ville de provenance, et Santa Cruz occupe une place secondaire conséquente. Dès lors, on peut supposer que le dynamisme du petit centre de Villamontes a pu constituer une alternative attractive pour une population migrante venant de centres urbains, expliquant ainsi la croissance générale du nombre d'installations depuis les villes observable sur la figure VI-4²⁴ [cf. p. 326], et leur augmentation spectaculaire à partir de 1996. Il est fort probable que cette dernière phase soit étroitement liée à la médiatisation du développement de l'activité gazière dans la région à partir du milieu des années 90 [cf. Texte C-2].

La localisation exceptionnelle de Villamontes et par conséquent la multiplication de ses fonctionnalités expliquent l'attractivité de la capitale municipale sur le Sud-Est bolivien. Cette attraction s'est tout d'abord exercée sur une population rurale, principalement orientale, confrontée à la crise d'un système agricole en mutation et aspirant à la modernité urbaine [cf. l'exemple de Caigua, chapitre IV]. Cependant, l'attrait de Villamontes a aussi joué auprès des habitants de villes importantes de la région, notamment quand la localité enquêtée s'est retrouvée au centre du dynamisme engendré par le développement du secteur gazier à partir de 1996. C'est essentiellement à travers ces mouvements de population depuis des villes importantes que Villamontes participe au transfert démographique bolivien Occidente-Oriente, en recevant notamment des habitants de la capitale du Tarija. Pour ce qui est des localités urbaines orientales, on aura noté la relation particulière existant entre la capitale municipale et les deux villes voisines de Yacuiba et Camiri, deux centres ayant tout d'abord limité son attractivité, avant de contribuer activement à son peuplement. On assisterait donc actuellement à un rééquilibrage démographique des localités urbaines de la région, qui irait dans le sens de la diffusion du semis urbain évoquée par Nicolas d'Andréa (2004). Cette supposition serait d'ailleurs confirmée par l'arrivée d'immigrés en provenance de Santa Cruz ou d'autres villes orientales moins importantes (Montero, Trinidad, Bermejo) vérifiant le dynamisme des transferts de population endogènes à l'Oriente du pays. Enfin, remarquons la part infime de l'immigration en provenance d'autres pays (bien que l'Argentine ne soit située qu'à une heure de route et le que Paraguay soit proche) soulignant ainsi la faiblesse des migrations internationales vers la partie orientale de la Bolivie.

²⁴ A ce sujet, on remarquera la baisse exceptionnelle des installations en provenance de villes orientales de rang supérieur au début des années 90, tendance qui tendrait à corroborer le « détournement » vers Yacuiba des flux migratoires aboutissant « normalement » à Villamontes signalé par Nicolas d'Andréa (2004).

Si l'intérêt portée par une population migrante pour Villamontes est évident, certains des facteurs d'attraction sont devenus désuets (raffinerie d'huile) ou liés à une surmédiation (développement gazier) ; on peut donc s'interroger sur la capacité de la ville à intégrer ses immigrants. Pour cela, nous étudierons maintenant l'activité actuelle de la capitale municipale en focalisant sur l'insertion de la population non native.

II - Multifonctionnalité urbaine et processus d'insertion des immigrants

La multifonctionnalité de Villamontes résulte donc d'un processus cumulatif dont la dernière étape, d'une ampleur particulière, correspond au développement récent de l'activité gazière. L'interdépendance supposée entre cette évolution (ainsi que le dynamisme économique qui l'accompagne) et l'arrivée d'immigrants dans la ville (donc son peuplement) semble confirmée par l'analyse des motifs d'installation annoncés par les non natifs²⁵. En effet, sur les 438 individus arrivés à l'âge de 15 ans et plus, près de la moitié sont venus travailler (46,8 %, cf. Tab. G-28), les autres ayant accompagné leurs parents ou conjoint (39,3 % ; 172 observations, 145 correspondant à des femmes)²⁶. C'est l'insertion de ces immigrants dans la ville et son activité actuelle que nous nous proposons maintenant d'évaluer. Pour ce faire, nous dresserons tout d'abord un portrait général de l'économie de la capitale municipale, en tentant de mesurer l'importance et l'impact des productions primaires (pêche, élevage, agriculture, hydrocarbures) et des services (A). Nous nous concentrerons ensuite sur les principaux aspects de l'insertion professionnelle des non natifs (B).

C'est toujours le critère de rang de la localité de provenance (par rapport à sa population et celle de Villamontes au recensement de 2001) que nous utiliserons pour l'analyse de l'insertion professionnelle des immigrants à Villamontes. A la différence de la section précédente, nous ne nous limiterons cependant pas aux individus provenant de la Bolivie (qui constituent l'essentiel des immigrants), mais intégrerons aussi à notre classification la minorité ayant vécu en Argentine avant de s'installer dans la capitale municipale²⁷. Comme le montre le tableau VI-2, les nouvelles sous-populations selon les rangs de provenance sont très proches des précédentes : 47,3 % (207 cas) des non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus proviennent de

²⁵ Données obtenues à partir du module A de la fiche individuelle [cf. Quest. E-10].

²⁶ Toujours selon le tableau G-28, seuls 2,8 % sont venus pour étudier et 10,7 % pour d'autres motifs.

²⁷ Pour rappel, il s'agit de 16 individus : 9 proviennent de localités de rang supérieur (des capitales provinciales argentines de San Salvador de Jujuy – 2 cas –, Mendoza – 1 cas – et Salta – 2 cas – mais aussi de villes moins importantes comme Tartagal – 1 cas – ou Oran – 3 cas – dont les populations respectives au recensement INDEC de 2001 sont de 55 508 et 66 579 hab.) ; 4 de localités de rang inférieur ; les renseignements sont incomplets pour les 3 dernières occurrences.

localités de rang supérieur, 50,9 % (223 cas) de localités de rang inférieur et pour 1,8 % (8 cas), les résultats récoltés ne nous permettent pas d'effectuer la distinction.

Par ailleurs, nous serons aussi amenés à travailler sur la population âgée de 15 ans et plus au moment de l'enquête (1 329 individus, cf. Tab. VI-1), toujours en distinguant les non natifs selon le rang de leur localité de provenance. Dans ce cas, nos sous-populations seront les suivantes : 601 natifs de Villamontes, 323 provenant de villes de rang supérieur, 370 de localités de rang inférieur et pour 35 non natifs, les résultats sont incomplets [cf. Tab. VI-3].

Enfin, certaines de nos analyses pourront nous amener à travailler à l'échelle du foyer. Dans ce cas, c'est le lieu de naissance du chef de ménage (468 cas au total, cf. Tab. VI-1) qui sera considéré : 162 sont natifs de Villamontes, 132 proviennent d'une ville de rang supérieur, 154 d'une ville de rang inférieur et pour 20 non natifs, le résultat est incomplet [cf. Tab. VI-3].

Tab. VI-2: Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon le pays et le rang de la localité de provenance

pays de provenance	rang de la localité						total	
	supérieur (1)		inférieur (2)		incomplet			
Bolivie	198	47,5	219	52,5	0	0,0	417	100,0
Argentine	9	56,3	4	25,0	3	18,8	16	100,0
sans réponse	0	0,0	0	0,0	5	100,0	5	100,0
total	207	47,3	223	50,9	8	1,8	438	100,0

(1) : villes dont la population en 2001 est supérieure à celle de Villamontes (16 113 hab.)

(2) : localités dont la population en 2001 est inférieure ou égale à 16 113 habitants

Sources : recensement INE 2001 (Bolivie), recensement INDEC 2001 (Argentine) et Envil 2002

Tab. VI-3: Envil 2002 / Villamontes – Sous-populations selon lieux de naissance ou de provenance

	population âgée de 15 ans et plus		chefs de ménage	
	eff.	%	eff.	%
natifs	601	45,2	162	34,6
non natifs selon rang de la localité de provenance				
supérieur (1)	323	24,3	132	28,2
inférieur (2)	370	27,8	154	32,9
incomplet	35	2,6	20	4,3
total	1 329	100,0	468	100,0

(1) : villes dont la population en 2001 est supérieure à celle de Villamontes (16 113 hab.)

(2) : localités dont la population en 2001 est inférieure ou égale à 16 113 habitants

Sources : recensement INE 2001 (Bolivie), recensement INDEC 2001 (Argentine) et Envil 2002

Dernier point méthodologique, nous emploierons tout d'abord les données du recensement INE de 2001 [cf. Texte B-2 de l'annexe B] avant d'avoir recours aux variables portant sur l'activité d'Envil 2002 (module « membres du foyer » de la fiche ménage, cf. Quest. E-3). A Villamontes selon le recensement INE, 43,2 % des personnes âgées de 7 ans et plus (sous-population de référence) ont une activité professionnelle (5 738 personnes sur

13 292) ; selon notre enquête, cette proportion est de 35,7 % (660 personnes sur les 1 849 enquêtés de 7 ans et plus²⁸). Ce décalage s'explique par le fait que l'INE ne se limite pas (contrairement à Envil 2002) aux individus ayant travaillé durant les 7 derniers jours, mais a intégré des questions supplémentaires visant à cerner plus généralement les personnes ayant habituellement un contact avec le monde du travail [cf. Texte B-2].

Ainsi, les données du recensement autorisent une approche comparative avec les autres centres urbains du département alors que celles de nos enquêtes, qui sont plus précises²⁹, offrent la possibilité de croiser les données obtenues avec d'autres variables, notamment celles des migrations.

A - La place des actifs dans les productions primaires et l'économie tertiaire

Selon le recensement INE de 2001, la proportion d'individus âgés de 7 ans et plus déclarant une activité professionnelle dans les services est légèrement inférieure à la moyenne urbaine du Tarija (69,9 % pour la localité enquêtée, 74,0 % pour les quatre villes du département). Il en va de même pour la part des personnes travaillant dans l'industrie (8,5 % contre 10,7 %) et le bâtiment (9,0 % contre 10,0 %). Au contraire, les actifs appartenant au secteur primaire y sont plus nombreux : 10,4 % de la population active exerce dans l'agriculture, l'élevage ou la pêche, proportion qui n'est que de 4,9 % pour la moyenne urbaine du département ; de même 2,2 % occupent des emplois relatifs à l'exploitation des ressources naturelles, contre 0,4 % pour l'ensemble des quatre villes du Tarija. C'est par l'étude de ces activités rattachées au secteur primaire que nous débuterons notre analyse de la multifonctionnalité actuelle de Villamontes : les habitants de la ville continuent-ils à profiter des ressources piscicoles du Pilcomayo ? La localité est-elle un centre résidentiel pour les éleveurs chaquéniens ? S'est-il développé une activité agricole en zone périurbaine ? Comment mieux mesurer l'impact des hydrocarbures ? Nous détaillerons ensuite l'important secteur des services en proposant notre propre méthodologie d'analyse. L'objectif de la sous-section suivante étant de mesurer l'insertion des non natifs dans la multifonctionnalité villamontaise, la relation entre l'activité et l'immigration ne sera pas systématiquement étudiée ci-dessous.

²⁸ Lors d'Envil 2002, nous disposions d'informations sur l'activité des individus sans limite d'âge. Par souci d'harmonisation avec l'INE, nous avons ici décidé de ne retenir que les personnes âgées de 7 ans et plus.

²⁹ Pour rappel, les variables relatives à l'activité professionnelle du questionnaire Envil 2002 ont recensé non seulement le secteur d'activité et la catégorie d'emploi, mais aussi le travail exact.

1 - Agriculture, élevage et pêche : des activités principales ou complémentaires pour les natifs

Ainsi pêche, agriculture et élevage occupent une place particulière à Villamontes. Passons ici en revue ces activités en marge de l'économie à dominante urbaine de la localité.

La plus importante est la pêche, pratiquée par 5,7 % de la population âgée de 15 ans et plus³⁰ ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête³¹ [cf. Tab. G-15]. Cette activité concerne fortement les ménages dont le chef est né sur place puisque près d'un dixième d'entre eux déclare au moins un actif lié à ce secteur (9,3 %, 15 sur 162), alors que cette proportion est largement inférieure pour les non natifs (3,6 %, 11 foyers sur 306). On peut donc supposer que la pêche correspond essentiellement à une activité traditionnelle pratiquée de manière artisanale par la population native de la région [cf. Photos II-4-a]. Cette supposition est d'ailleurs confirmée par la part importante de pêcheurs parlant une langue indigène locale : sur les 37 personnes exerçant cette activité, 48,7 % déclarent un idiome régional (15 le weenhayek, 3 le guarani, deux dialectes pratiqués dans le Chaco avant l'arrivée des Espagnol), alors que cette proportion n'est que de 9,2 % (57 cas sur 617) si on se limite aux autres individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête.

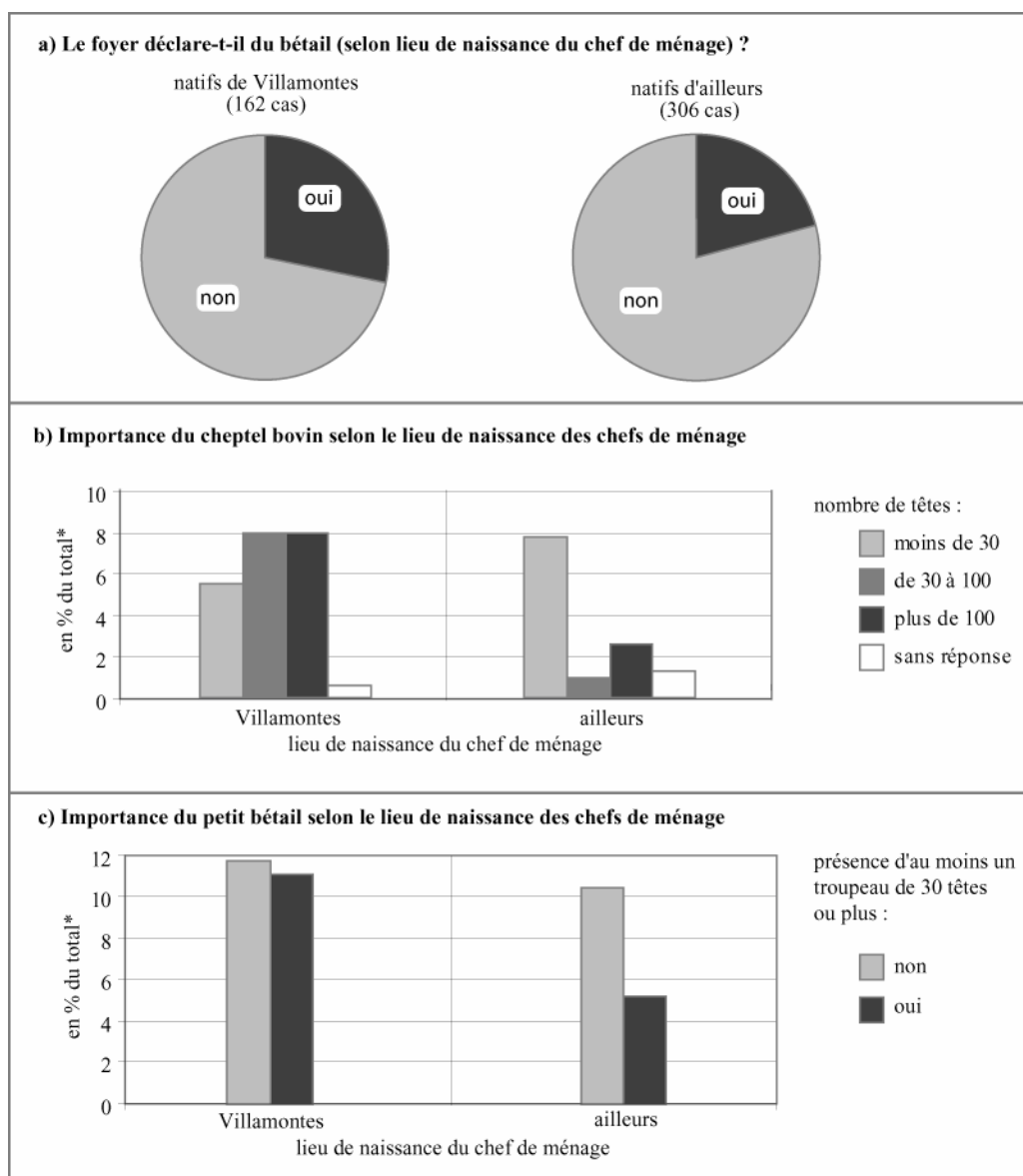
Comparativement à ce qui concerne la pêche, l'importance de la population dont l'activité professionnelle est tournée vers l'élevage et l'agriculture peut sembler faible : respectivement 1,7 % et 3,1 % des individus âgés de 15 ans et plus déclarant un emploi durant la semaine précédant l'enquête. Cependant, plus d'un quart des foyers enquêtés (25,4 %, cf. Tab. G-16) déclare des pratiques agricoles ou pastorales : 15,4 % possèdent du bétail, 1,9 % des cultures et 8,1 % les deux. L'élevage est donc l'activité dominante, parfois associée à de l'agriculture. Sur la base de ces résultats, intéressons-nous maintenant à l'importance de ces secteurs à Villamontes.

Cette question relative à la possession de bétail ou de cultures est intégrée au module 5 de la fiche ménage [cf. Quest. E-6]. C'est à partir de ce même module que nous proposons maintenant d'observer l'importance des cheptels possédés par les familles enquêtées. Pour cela (et dans la continuité de nos logiques antérieures, cf. chap III et IV) nous distinguerons l'élevage bovin du petit bétail, ce dernier étant étudié à travers un indice discernant deux niveaux – selon que les familles détiennent ou non au moins un troupeau de 30 têtes ou plus d'une des espèces répertoriées (caprins, porcins, volaille, ovins).

³⁰ Pour l'analyse des données d'Envil 2002, nous nous limiterons aux individus âgés de 15 ans et plus, ceci par souci d'harmonisation avec nos autres sous-populations (notamment celle des non natifs, le travail avant et après leur migration étant recensé dans la fiche individuelle, réservée aux personnes âgées de 15 ans et plus) et enquêtes (particulièrement Entar 2002, cf. chap. V). A noter le faible impact d'une telle limitation : sur les 660 individus déclarant une activité professionnelle au cours de 7 jours précédant l'enquête, seuls 6 sont âgés de moins de 15 ans.

³¹ Sous-population composée de 654 individus âgés de 15 ans et plus au moment de l'enquête : 638 ont déclaré avoir travaillé au cours des 7 derniers jours précédant la collecte des données, 16 cas ont étudié et travaillé [cf. Tab. G-14].

Fig. VI-6 : Envil 2002 / Villamontes – L'élevage selon le lieu de naissance des chefs de ménage



* : total des ménages dont le chef est natif de Villamontes (162 cas) ou d'ailleurs (306 cas)

Source : Envil 2002

cf. Tab. G-16, G-17 et G-18 pour les données détaillées

CM 2005

Sur l'ensemble des foyers enquêtés, 23,5 % déclarent des pratiques pastorales, proportion qui est plus importante (28,3 %) pour les 162 ménages dont le chef est natif de Villamontes [cf. Fig. VI-6 ci-dessus et Tab. G-16]. Près d'un quart de ces derniers (22,2 %) déclare un cheptel bovin : 5,6 % de moins de 30 têtes, 8,0 % entre 30 et 100 têtes et 8,0 % plus de 100 têtes [cf. Tab. G-17]. L'élevage bovin de grande ampleur occupe donc une place significative pour les Villamontais de souche. Autre aspect de l'analyse, 11,7 % de la même sous-population déclarent du petit bétail en troupeaux de moins de 30 têtes et 11,1 % en troupeaux plus importants [cf. Tab. G-18]. On peut donc considérer que le petit bétail constitue une activité complémentaire pour les ménages dont le chef est originaire de la ville. Dans le cas inverse (pour les 306 familles dont le

chef n'est pas natif), la situation est sensiblement différente : les ménages sont moins nombreux à déclarer des pratiques pastorales (20,9 %, cf. Tab. G-16), et seuls 12,7 % possèdent un cheptel bovin (7,8 % moins de 30 têtes, 1,0 % entre 30 et 100 têtes et 2,6 % plus de 100 têtes, cf. Tab. G-17). De plus, 15,7 % déclarent du petit bétail, mais seuls 5,2 % ont un troupeau de plus de 30 têtes [cf. Tab. G-18]. L'élevage pour les non natifs semble donc correspondre à une activité marginale, sans doute de subsistance.

Il convient de s'interroger sur la localisation de ces animaux³² : l'essentiel des familles ne possédant que du petit bétail (80,0 %, 28 cas sur 35) déclare qu'ils sont parqués à Villamontes même, sans doute au sein d'une basse-cour à proximité de la maison. A l'inverse, 81,3 % des ménages propriétaires de bovins (61 sur 75) indiquent une localisation principale de leur cheptel extérieure à Villamontes. De manière générale, le pacage restent alors néanmoins aux abords de la ville : dans le piémont tarijénien (25 cas des 68 familles ayant des animaux en dehors de Villamontes), dans la plaine du Chaco et les vallées subandines (8 cas chacun) ou dans la province voisine de Luis Calvo (5 cas).

Par ailleurs et comme évoqué en *supra*, une minorité de ménages déclare des pratiques agricoles (10,0 % de l'ensemble des 468 foyers enquêtés, cf. Tab. G-16) généralement associées à de l'élevage (seuls 1,9 % d'entre eux se consacrent exclusivement à l'agriculture). Le maïs correspond à la culture principale (sur les 47 ayant des pratiques agricoles, 40 en cultivent) à laquelle il faut ajouter la fruiticulture (11 ménages), la patate ou la yuca (10 ménages) et l'arachide (7 ménages). Les superficies cultivées sont modestes (seuls 10 ménages déclarent plus de 5 hectares de maïs, 1 plus de 5 hectares d'arbres fruitiers et les surfaces réservées à la yuca ou à la patate ne dépassent pas 2 hectares). On conclura donc qu'il s'agit d'une agriculture vivrière (ou destinée à l'alimentation du bétail) au potentiel commercial faible (en dehors de la fruiticulture). Une fois encore les natifs sont les plus concernés par cette activité : sur les 162 ménages dont le chef est originaire de Villamontes, 14,2 % (23) déclarent des cultures, proportion beaucoup plus faible chez les non natifs (seulement 7,9 %, cf. Tab. G-16). Enfin, notons que nous ne sommes pas face à une agriculture périurbaine à la ville puisque 80,9 % (38 sur 47) des foyers déclarant des cultures pratiquent cette activité en dehors de Villamontes, dans les mêmes régions que celles relevées pour le bétail³³.

La pêche, l'élevage, et marginalement l'agriculture, jouent donc un rôle important dans l'activité d'une minorité de Villamontais. C'est la population native qui est surtout concernée : la

³² Information obtenue grâce à la variable 2 du module 5 [cf. Quest. E-6].

³³ Sur les 38 cas déclarant des cultures en dehors de Villamontes, 16 les localisent dans le piémont tarijénien, 5 dans les vallées subandines, 2 dans la plaine du Chaco et 5 dans la province voisine de Luis Calvo.

pêche constituent l'une des occupations principales des autochtones et l'élevage une activité complémentaire³⁴ (parfois associée à l'agriculture) pour des propriétaires absents, vivant en ville et non sur leurs domaines situés à proximité³⁵. Nous avons évoqué l'importance de l'élevage à Villamontes comme l'une des raisons de la croissance de la ville, elle semble toujours significative, justifiant sans doute la tenue d'une foire au bétail annuelle et la localisation dans la capitale municipale de la faculté d'études vétérinaires du Tarija (ZONISIG-APDS 2000).

Si l'ampleur des cultures et cheptels déclarés par la population immigrée est moindre, relevons cependant que 13,4 % de celle-ci cultivent ou pratiquent l'élevage à l'extérieur de Villamontes, ce qui souligne deux tendances [cf. Tab. G-19]. D'une part le maintien d'un lien avec leur région de provenance pour les non natifs venant de localités proches de rang inférieur à la capitale municipale (14,9 % d'entre eux déclarent des pratiques agricoles ou pastorales ailleurs, plus de la moitié – 7,8 % – dans le lieu de provenance du chef de ménage). D'autre part le tissage d'une relation avec l'espace rural proche pour les ménages dont le chef provient d'une localité de rang supérieur (11,4 % d'entre eux déclarent cultures ou animaux en dehors de la ville, l'essentiel – 7,6 % – dans des localités rurales de l'Oriente tarijénien).

2 - Le secteur des hydrocarbures : un impact difficilement mesurable

Toujours en rapport avec le secteur primaire, l'essor connu par les hydrocarbures correspond à une autre spécificité de l'activité de Villamontes. Comme nous l'avons signalé en début de chapitre, ce secteur n'est pas récent dans la région, puisqu'il remonte aux années 20 et a connu une période faste entre 1960 et 1980. Cependant, sa croissance spectaculaire depuis 1996 [cf. Texte C-2 de l'annexe C] a eu des conséquences certainement importantes sur la région, surtout dans la phase d'exploration et de mise en place des infrastructures nécessaires à l'exploitation [cf. Texte C-3 de l'annexe C]. Nous avons d'ailleurs posé l'hypothèse d'une corrélation entre la forte augmentation des installations de la fin des années 90 et ce nouveau développement.

Du point de vue des activités, quelles conséquences cette évolution a-t-elle sur la ville ? Au moment de nos observations de terrain³⁶, la prospection des hydrocarbures génèrait un impact visuel fort sur Villamontes. A partir de 2002, les entreprises impliquées dans la construction du

³⁴ Qu'il s'agisse d'élevage ou d'agriculture, il est important de confirmer le caractère secondaire de l'activité pour les ménages enquêtés. Sur les 119 foyers possédant bétails ou cultures, seuls 18,5 % (22 cas) comptent au moins un membre actif dans ces secteurs.

³⁵ cf. Texte G-2 de l'annexe G décrivant trois exemples à ce sujet.

³⁶ Nous nous sommes rendus à Villamontes à plusieurs reprises : de passage en décembre 2001, en mars 2002 (après avoir enquêté la ville de Yacuiba, en compagnie de Philippe Hamelin), et pour des séjours plus longs lors de notre mission exploratoire de mai 2002 et enfin lors de l'enquête Envil 2002 au mois de juillet de la même année.

gazoduc Gasyrg s'installent à la périphérie de la ville, et on assiste alors à des attroupements à leurs portes, dans l'attente de l'embauche ponctuelle de main-d'œuvre [cf. Photos C-3 de l'annexe C]. Autre conséquence visible, des véhicules 4 x 4 arborant les couleurs de sociétés appartenant au secteur des hydrocarbures circulent sans cesse dans le centre ; des lieux de restauration apparaissent et accueillent des groupes de travailleurs débarquant casque à la main ; d'autres se sont spécialisés dans la vente de repas à emporter et à consommer sur les chantiers environnant la ville. Sur les bords du Pilcomayo, les points de vente de poisson et d'artisanat se multiplient afin d'amener les employés étrangers à la région à consommer les spécialités locales. Pour ce qui est du logement, un hôtel tout confort a ouvert ses portes aux cadres et des hébergements de gamme inférieure sont pris d'assaut par des groupes de travailleurs de toutes origines³⁷. Enfin, on remarque le développement de services divers comme les points de connexion internet, les agences de voyage ou les stations de réparation de pneumatiques.

Comment mesurer les activités induites par ce foisonnement incessant ? Comme nous l'avons précédemment signalé, le recensement INE de 2001 attribue 2,2 % de la population active³⁸ à l'exploitation des ressources naturelles [cf. Tab. B-16 de l'annexe B]. Sans désagrégation de ces données, impossible d'étudier cette sous-population alors qu'une analyse de l'impact de l'activité hydrocarbure par structure familiale aurait été intéressante. Les données récoltées lors d'Envil 2002 combleront utilement ces lacunes.

Lors d'Envil 2002, les variables recensant les secteurs d'activité ont été enrichies d'une modalité « pétrole/gaz » relevant les emplois directement liés aux hydrocarbures, par exemple l'employé mensualisé d'une entreprise gazière. Dans le souci d'établir de manière plus générale les relations entre ce secteur et l'activité des habitants de la ville, nous avons introduit une question précise visant à mesurer un éventuel lien entre travail de l'enquêté et monde du pétrole et du gaz (un boulanger par exemple, travaillant à son compte mais qui a pour client principal une entreprise pétrolière).

Nous tenons ici à souligner le caractère éventuellement lacunaire de nos données : la pertinence de cette question n'a été perçue qu'après impression du questionnaire, elle ne figure donc pas dans les formulaires. Ainsi, c'était à l'enquêteur de la poser et de spécifier, en marge de la case réservée à l'intitulé de la profession, s'il y avait ou non un lien avec les entreprises pétrolières ou gazières. Le sérieux, la motivation et les capacités des étudiants présents lors de la collecte des données d'Envil 2002 sont indéniables³⁹, mais nous pouvons cependant supposer certains oublis dans la recherche systématique de ce lien. Nous considérerons donc notre résultat comme non exhaustif.

³⁷ A ce sujet, il est intéressant de signaler la difficulté que nous avons eu à nous loger lors de la réalisation de l'enquête Envil 2002 (nous avons finalement réussi à dénicher quelques chambres d'hôtel, mais certains étudiants ont dû partager leurs couchages) alors que 3 mois auparavant, à Yacuiba (enquête Enyac 2002), nous avions l'embarras du choix.

³⁸ Individus âgés de 7 ans et plus déclarant travailler [cf. Texte B-2 pour plus de précisions].

³⁹ Rappelons que, volontaires, ils avaient tous participé au moins à l'une des autres enquêtes et fait l'objet d'une sélection en rapport avec leurs travaux antérieurs.

Selon Envil 2002, 7,9 %⁴⁰ des ménages enquêtés à Villamontes sont composés d'au moins une personne déclarant un emploi en rapport avec le secteur des hydrocarbures⁴¹ [cf. Tab. G-20]. Moins de la moitié des emplois déclarés (42,5 % des 40 personnes dont le travail est lié au développement du secteur des hydrocarbures, cf. Tab. G-21) est directement en relation avec le secteur des hydrocarbures⁴², mais on relèvera aussi la présence de métiers indirectement rattachables à la prospection, à l'extraction ou à la commercialisation d'hydrocarbures. Il s'agit notamment d'emplois dans le secteur commercial (7,5 % des 40 cas, notamment boulangers ou épiciers travaillant principalement pour une entreprise pétrolière), dans celui des transports (17,5 % des 40 cas, chauffeurs de taxis ou d'engins) ou d'autres services (30,0 %, notamment dentistes, enseignants). C'est souligner l'ampleur de l'influence de ce secteur d'activité sur le marché de l'emploi. Le statut des personnes concernées est presque exclusivement celui d'employé ou d'ouvrier mensualisé (35 cas sur 40, soit 85,0 %), ce qui permet de supposer la pérennité de leur activité. Malgré les lacunes de la récolte de données, l'interdépendance emploi / secteur gazier à Villamontes semble donc avéré.

Qu'en est-il de l'incidence démo-économique de l'activité ? Favorise-t-elle la reproduction familiale et a-t-elle ainsi une incidence sur l'attraction et/ou la rétention de population dans la zone ? La quasi-totalité des personnes déclarant une activité liée au secteur des hydrocarbures sont des hommes (97,5 %, 39 des 40 cas) pour trois quarts chefs de ménage (75,0 %, 30 des 40 cas). La grande majorité d'entre eux vivent en famille (94,6 % – 35 des 37 ménages déclarant au moins un individu travaillant en rapport avec les hydrocarbures – sont composés d'un chef de famille et de son conjoint ; 97,3 % – 36 cas sur 37 – ont au moins un enfant), souvent nombreuse (73,0 % – 32 cas sur 37 – sont composées de 5 personnes et plus). Les ménages concernés ne sont donc pas isolés, ce qui laisse présager un impact durable et non marginal du secteur sur le développement de Villamontes. En outre, les familles dont au moins une personne travaille en rapport avec les activités pétrolières et gazières ont un niveau de vie faible ou moyen au vu des indices d'équipement⁴³ (40,5 % – 15 cas sur 37 – ont un équipement faible, 43,2 % – 16 cas sur 37 – un équipement moyen) ; l'influence du secteur n'est donc pas limitée aux catégories les plus favorisées.

Autre analyse intéressante, celle des mobilités⁴⁴ : 17,7 % (34 sur 192) d'entre elles pour raison professionnelle ont un lien avec le secteur des hydrocarbures et concernent surtout des déplacements

⁴⁰ L'importance des hydrocarbures dans l'activité de Villamontes a été étudiée en collaboration avec Nicolas d'Andréa qui a abordé la relation entre peuplement et secteur gazier dans l'Orient bolivien (D'ANDREA 2004).

⁴¹ A noter que cette proportion est légèrement supérieure dans le cas de ménages dont le chef est natif de la localité (9,9 %) et au contraire inférieure pour les non natifs (6,9 %) [cf. Tab. G-20]. Cependant, la faiblesse de cet écart sur des effectifs peu nombreux nous encourage à ne pas désagréger les résultats lors de notre analyse.

⁴² C'est-à-dire que la modalité « pétrole/gaz » a été sélectionnée dans la variable « secteur d'activité ».

⁴³ Cf. Texte B-3 de l'annexe B les informations méthodologiques concernant le calcul de l'indice d'équipement.

⁴⁴ Les données portant sur les mobilités proviennent du module D de la fiche individuelle [cf. Quest. E-12] appliqué aux personnes âgées de 15 ans et plus. Il enregistre les déplacements ayant entraîné des séjours d'au minimum 1 nuit et de moins de 6 mois hors Villamontes. Plusieurs variables de ce module concernent la motivation du déplacement et, en cas d'exercice d'une activité professionnelle, sa nature.

vers l'Oriente du Tarija (67,6 % – 25 cas sur 37), autour des chantiers d'explorations récents. Cela souligne une interaction entre Villamontes et le bassin pétro-gazier du Tarija [cf. Carte C-1 en p. 488 pour sa localisation et Texte C-5 au sujet des concentrations de main-d'œuvre en rapport avec les hydrocarbures dans l'Oriente tarijénien].

Enfin, dernière question, le développement des activités hydrocarbures (dans la région en général et à Villamontes en particulier) constitue-t-il un facteur d'attraction pour les populations immigrées ? Selon notre enquête, sur les 231 individus venus travailler lors de leur première installation dans la ville de Tarija, seuls 7 (2,9 %) ont occupé un emploi en rapport avec le secteur des hydrocarbures. Cependant, on peut supposer qu'une partie d'entre eux est venue attirée par la médiatisation des découvertes, surtout depuis quelques années. Ce point est difficile à mesurer, mais il est fort probable que l'image dynamique de la région favorise l'installation d'immigrés, même s'ils ne viennent pas uniquement pour travailler dans le secteur des hydrocarbures [cf. Texte C-6 de l'annexe C].

S'il est difficile de juger de l'ampleur de l'influence des hydrocarbures sur l'attractivité de Villamontes et sur sa structure professionnelle actuelle, on peut cependant supposer une influence significative sur le développement récent de la ville. L'un des impacts concerne les emplois indirects induits par cette activité, notamment dans les services – secteur dominant que nous nous proposons d'étudier à présent.

3 - Une panoplie diversifiée de services

Malgré l'importance relative des secteurs primaire [cf. ci-dessus] et secondaire (bâtiment : 9,0 % de la population active selon l'INE⁴⁵ ; industrie manufacturière, 8,5 %), les services constituent indéniablement l'activité principale à Villamontes. Comme évoqué en début de section, l'étendue du secteur y est cependant inférieure à la moyenne des villes du département (69,9 % contre 74,0 % pour les quatre centres urbains), différence générée par une activité commerciale moins développée (20,8 % de la population active de Villamontes travaillent dans les échanges contre en moyenne 27,7 % pour les villes du Tarija). Par contre, notre unité d'analyse se distingue par une proportion plus grande d'individus exerçant dans d'autres secteurs (administration publique et défense, ONG⁴⁶ et

⁴⁵ Pour rappel, il s'agit des données du recensement de septembre 2001 [cf. Tab. B-16 de l'annexe B pour les résultats détaillés]. On entend alors par population active les individus âgés de 7 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant la collecte.

⁴⁶ Cette présence d'ONG a pour objectif de protéger les minorités ethniques *tapietes* et *weenhayek* établies autour de Villamontes.

éducation⁴⁷), ce qui confirme notamment l'importance de la fonction de ville-garnison déjà évoquée et de manière générale une multifonctionnalité plus large. Enfin, la ventilation du reste des services est relativement similaire à celle des localités urbaines du Tarija : 8,4 % de la population active de Villamontes travaille dans les transports et communication ; 5,5 % dans l'hôtellerie et la restauration ; la même proportion dans les services domestiques ; 4,4 % dans les services communautaires ; et 2,3 % dans l'immobilier. A travers l'analyse des données d'Envil 2002, nous proposerons ici une autre approche de cette diversité.

Afin d'exploiter le plus finement possible les données récoltées lors d'Envil 2002, nous avons procédé à un regroupement des emplois déclarés en toutes lettres lors de l'enquête. Ce travail devait distinguer des sous-catégories à l'intérieur du secteur des services. Dans un premier temps, nous avons ajouté aux distinctions existantes dans le questionnaire (les modalités « transport » et « commerce ») une autre permettant de diviser la catégorie restante entre « services publics » et « autres services »⁴⁸. Dans un second temps, nous avons réparti l'ensemble des services recensés (hors commerce) selon leur niveau de qualification (faible, moyen, haut). On pourra se référer au tableau G-22 pour une liste des principaux emplois catégorisés.

Ce processus a été effectué au cas par cas, en tenant compte non seulement de l'intitulé du travail, mais aussi des variables relatives au secteur d'activité et à la catégorie d'emploi d'Envil 2002⁴⁹ ceci afin de diminuer les marges d'erreur. De plus nous avons tenu compte des coutumes locales⁵⁰ et fait appel à des informateurs originaires de l'Orient du Tarija pour nous aider à interpréter les données récoltées⁵¹. Cette rigueur a considérablement réduit les risques de confusion, et nous pensons ainsi pouvoir qualifier nos nouvelles catégories comme fiables.

Selon Envil 2002, 4,7 % des individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête ont occupé un emploi dans le secteur de l'industrie, 14,1 % dans le bâtiment et 67,6 % dans les services [cf. Tab. G-15]. Une première désagrégation de cette dernière catégorie montre que 11,9 % ont travaillé dans les échanges (essentiellement du petit commerce,

⁴⁷ Le secteur « administration publique et défense » occupe 6,9 % de la population active à Villamontes, 3,8 % pour la moyenne urbaine du département ; proportions qui sont respectivement de 6,8 % et 5,6 % pour les « ONG », de 6,0 % et 5,0 % pour l' « éducation » [cf. Tab. B-16 de l'annexe B].

⁴⁸ Par exemple, la variable recensant le secteur d'activité du module membre du foyer de la fiche ménage d'Envil 2002 [cf. Quest. E-3] comporte trois modalités relatives aux services : « commerce », « transport » et « service ». C'est à l'intérieur de cette dernière modalité que nous avons effectué la distinction entre « services publics » et « autres services ».

⁴⁹ cf. Quest. E-3 (pour l'activité professionnelle actuelle), E-10 (pour celle avant et après installation), E-11 (pour celle lors de la migration).

⁵⁰ Un exemple : il est coutumier en Bolivie de mettre en avant les compétences requises par l'emploi occupé. Ainsi, quand l'individu a répondu « employé municipal », on peut supposer qu'il s'agit d'un travail nécessitant une faible qualification.

⁵¹ Cette aide a parfois été précieuse : par exemple, elle nous a aidé à différencier les couturières (*costureras* en espagnol, qui se réfère dans la région de Villamontes à la personne effectuant des retouches) des tailleurs (*sastreros* pouvant fabriquer des vêtements sur mesure). Sur la base de cette distinction, nous avons placé le premier dans la catégorie « autres services (qualification faible) » alors que le second est rattaché à celle d'« autres services (qualification moyenne) ».

souvent informel), 10,1 % dans les transports (chauffeurs de taxis ou autres), 11,5 % dans les services publics (enseignement pour 41 des 75 cas concernés, armée ou police pour 21 cas) et 34,1 % dans d'autres emplois (les principaux étant : secrétaire, mécanicien, serveur, employé de maison, infirmière ou médecin, gardien, couturier, dentiste).

Notre regroupement selon les qualifications a permis de procéder à une deuxième désagrégation du secteur des services (hors commerce). Le regroupement le plus important est incontestablement celui des emplois peu qualifiés puisqu'il concerne 33,5 % des individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé au cours des 7 jours précédant l'enquête. Il s'agit d'employés de sécurité, de blanchisseuses, de serveurs, d'aide-mécaniciens, de gardes d'enfants, de veilleurs de nuit, d'employés de maison, etc. En outre, 12,5 % de cette même sous-population a travaillé dans des services nécessitant une qualification moyenne : mécanicien, carrossier, électricien, journaliste, informaticien, comptable, secrétaire ; et 12,1 % dans des services nécessitant une haute qualification : agronome, enseignant, ingénieur civil, avocat, vétérinaire, médecin, architecte, pharmacien, dentiste.

Tout ceci tend donc à valider la multifonctionnalité de Villamontes, relativement plus diversifiée que les autres centres urbains du département. Cette étude laisse aussi supposer que la ville est en transition, les productions primaires occupant encore une place significative, influençant même parfois (dans le cas des hydrocarbures) le développement d'un secteur tertiaire dominant. Interrogeons maintenant la place occupée par la population immigrée dans cette économie.

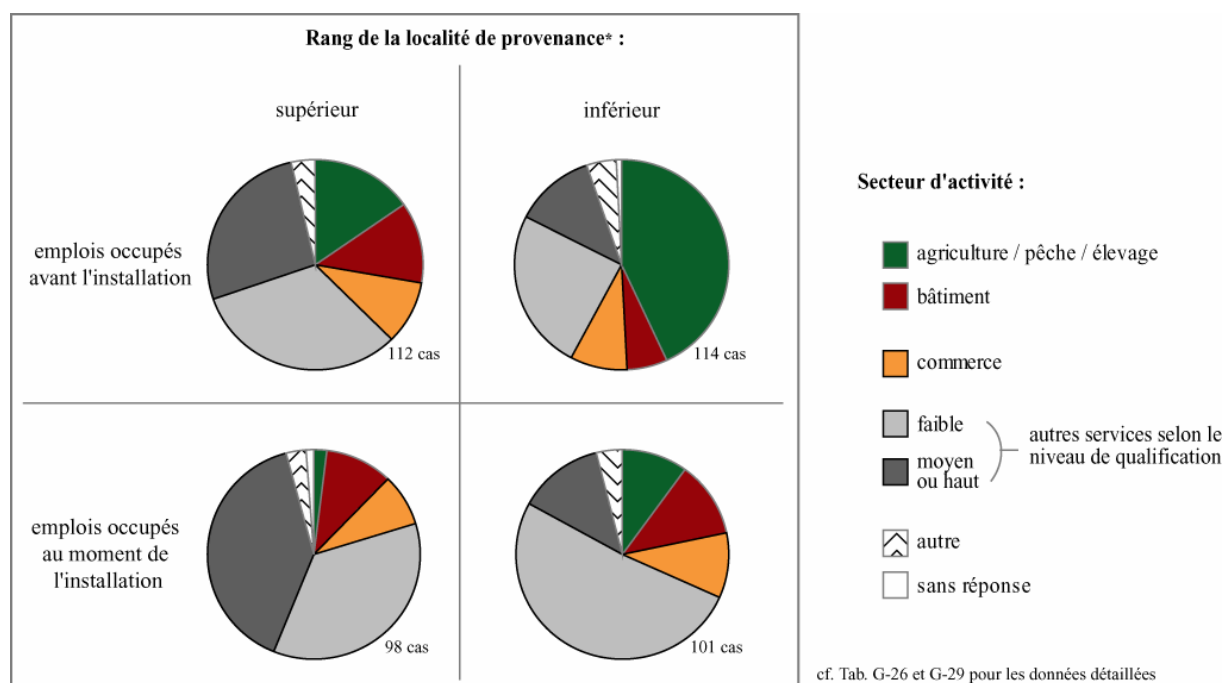
B - Le niveau de qualification : une variable discriminante de l'emploi tertiaire

Comment se traduit l'insertion des immigrés dans la population active de Villamontes ? Sur les 654 individus âgés de 15 ans et plus ayant déclaré une occupation professionnelle, 56,6 % (370) ne sont pas natifs de la capitale municipale. De manière complémentaire, 47,3 % des natifs de Villamontes âgés de 15 ans et plus (284 cas sur 601) déclarent avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête, proportion qui est de 50,8 % (370 cas sur 728) pour la même sous-population originaire d'une autre localité. Ces données dévoilent donc l'importance de la contribution des immigrés à l'activité de la ville étudiée, mais sous quelle forme s'effectue-t-elle ? C'est ce point que nous étudierons ci-dessous en trois temps : sur le plan de l'insertion professionnelle des non natifs à leur installation, puis sur celui de leur contribution aux emplois peu qualifiés et, pour finir, au niveau de leur présence dans des activités professionnelles de haute qualification.

1 - Vers une homogénéisation des comportements professionnels

Les considérations antérieures nous ont appris que les non natifs installés à Villamontes proviennent de deux grands ensembles : une moitié des villes de rang supérieur à la capitale municipale⁵² (principalement Tarija, Camiri, Yacuiba et Santa Cruz), une autre de localités de rang inférieur (essentiellement rurales, situées dans les vallées subandines, le piémont et la plaine du Chaco). Comment se traduit cette diversité lors de l'insertion professionnelle des non natifs dans la ville ?

Fig. VI-7 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus, ayant travaillé dans leur lieu de provenance ou lors de leur arrivée, selon le rang de la localité de provenance et le secteur d'activité



Source : Envil 2002

* : poids démographique supérieur ou inférieur à Villamontes lors du recensement INE de septembre 2001 (INE 2002 c)

CM 2005

C'est par l'étude des occupations professionnelles des non natifs avant leur installation que nous débuterons notre analyse. Sur notre sous-population de 438 individus arrivés à l'âge de 15 ans et plus dans la ville, 52,5 % déclarent avoir travaillé avant la migration⁵³ [cf. Tab. G-25]. La nature des emplois exercés dépend fortement du lieu de provenance [cf. Fig. VI-7 ci-dessus]. Ainsi plus des deux

⁵² Pour rappel, le rang est mesuré par rapport à la population des localités lors du recensement INE 2001 (et accessoirement INDEC 2001 pour les provenances argentines).

⁵³ Cette proportion est sensiblement identique qu'il s'agisse d'individus en provenance de localités de rang supérieur (54,1 % travaillaient dans leur lieu de provenance) ou de rang inférieur (51,1 %) [cf. Tab. G-25].

tiers (68,7 %, cf. Tab. G-26) des individus venant de villes de rang supérieur à Villamontes (et y ayant travaillé) ont occupé des emplois en rapport avec le secteur tertiaire, et seulement 12,5 % dans le bâtiment et 15,2 % dans l'agriculture. La désagrégation des services (autres que commerce) selon le niveau de qualification laisse apparaître que 32,1 % de la même sous-population a travaillé dans un emploi ne nécessitant qu'une faible qualification contre 26,8 % en qualification moyenne ou haute. En outre, la ventilation par catégories d'emploi donne [cf. Tab. G-27] : 55,4 % d'employés mensualisés, 22,3 % de travailleurs indépendants et 8,0 % d'employés domestiques. Voyons maintenant ce qu'il en est des provenances de localités de rang inférieur à Villamontes : les secteurs d'activité et catégories d'emploi ruraux sont beaucoup plus importants puisque 43,0 % (des individus arrivés à l'âge de 15 ans et plus ayant exercé une activité professionnelle dans le lieu de provenance) ont travaillé la terre, pratiqué la pêche ou l'élevage, 37,7 % ont exercé leur profession comme travailleurs indépendants, et 11,4 % comme travailleurs familiaux non rémunéré. On peut donc considérer qu'un peu moins de la moitié d'entre eux ont eu une activité professionnelle rattachable au monde rural. Il faut cependant signaler qu'ils sont 45,7 % à avoir travaillé dans le secteur tertiaire, ou encore 36,0 % comme employés mensualisés [cf. Tab. G-26 et G-27]. Ceci souligne une certaine émancipation par rapport aux activités habituellement dominantes en zone rurale, ce qui peut sans doute résulter en partie de la présence de petites villes dans les localités de provenance de rang inférieur. Cependant, il convient de relativiser cette importance du secteur tertiaire, puisque la proportion de personnes provenant de petites localités et ayant exercé un travail nécessitant une qualification moyenne ou haute dans les services (hors commerce) est nettement inférieure à celle des immigrés en provenance de villes de rang supérieur à Villamontes (12,3 % contre 26,8 %, Tab. G-26).

Comment se traduit l'insertion professionnelle de ces mêmes sous-populations lors de leur première installation ? Comme précédemment signalé, 46,8 % des non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus à Villamontes déclarent être venus y travailler ou étudier et travailler⁵⁴ [cf. Tab. G-28]. Toujours selon la figure VI-7, on observe une nette homogénéisation des comportements professionnels. En effet, le secteur d'activité dominant à l'installation est incontestablement celui des services et échanges : 83,7 % des individus en provenance des villes de rang supérieur à Villamontes ont occupé un emploi dans le secteur tertiaire, 74,3 % pour ceux s'installant depuis des petites localités [cf. Tab. G-29]. Ensuite, le deuxième secteur d'embauche est celui du bâtiment (respectivement 10,2 % et 11,9 % des immigrés selon le rang de leur localité de provenance). Pour ce qui est des catégories d'emploi, les nouveaux venus sont majoritairement mensualisés : 69,4 % des

⁵⁴ Ici non plus, on ne remarque pas de différence significative selon le lieu de provenance [cf. Tab. G-28]. Cependant, la proportion d'individus venus travailler et travailler/étudier (46,8 % des non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus) est inférieure à ceux ayant occupé une activité professionnelle dans leur dernier lieu de vie (52,5 % de la même sous-population, Tab. G-25), diminution qui peut être attribuée à la baisse du taux d'occupation féminin (38,7 % dans le lieu de provenance, 25,8 % à l'installation, Tab. G-25 et G-28), puisque plus des deux tiers (64,4 %) des femmes sont venues accompagner leurs parents ou conjoint [cf. Tab. G-28].

individus en provenance des centres urbains et 51,5 % de ceux originaires des petites localités ; une part non négligeable de ces derniers (11,9 %) ayant travaillé comme employés domestiques [cf. Tab. G-30].

Avant leur installation, les immigrés ont des comportements professionnels qui diffèrent selon leur provenance, mais ces disparités tendent à s'estomper lors de leur arrivée à Villamontes, lorsqu'ils adoptent un comportement bien plus homogène en s'adaptant aux offres d'emplois de la ville. Cette homogénéisation connaît néanmoins certaines nuances. La part des immigrés en provenance de villes plus grandes que Villamontes et travaillant dans les services (hors commerce) qui exigent une qualification moyenne ou haute est en forte augmentation : ils sont 26,3 % à occuper un emploi de ce type avant leur installation, 39,8 % après leur arrivée ; alors que ces proportions ne sont que de 12,3 % et 12,9 % pour les individus en provenance de petites localités. Si ces écarts permettent de mieux comprendre les motivations d'installation des non natifs provenant de villes importantes, la promotion spatiale s'accompagnant d'une promotion sociale, ils signalent aussi une insertion différenciée, ce que nous nous proposons d'étudier dès à présent. Pour cela, nous ajouterons à la sous-population d'analyse les natifs de la ville de Villamontes, et nous n'effectuerons plus de différenciation entre les non natifs selon leur âge d'arrivée. Ceci nous permettra d'obtenir un panorama général de l'insertion professionnelle des habitants de la localité.

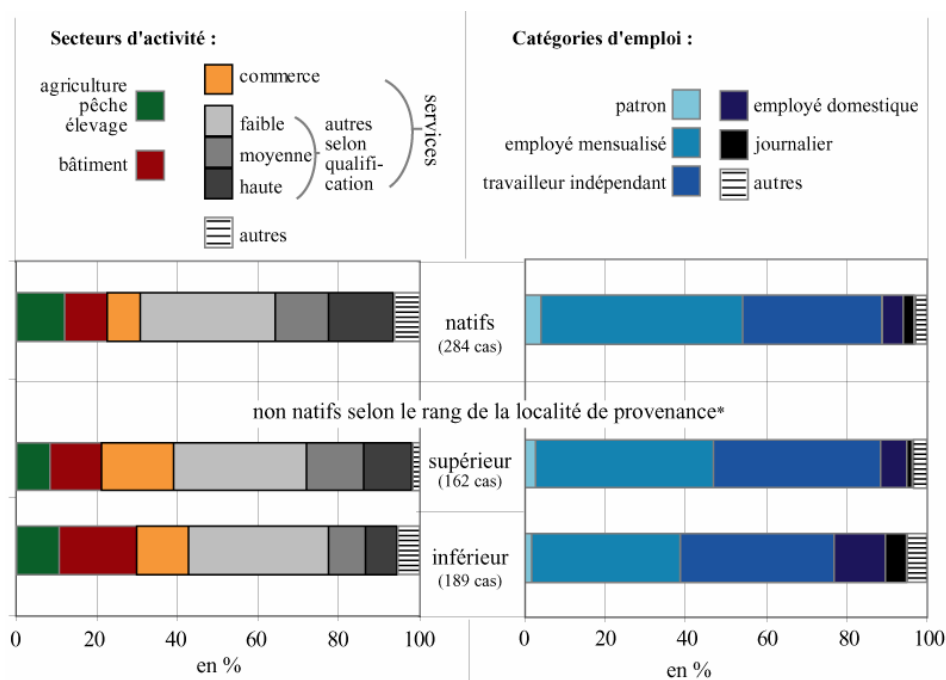
2 - Une insertion inégale défavorable aux immigrés ruraux

On peut se demander ce qu'il en est réellement de l'insertion professionnelle des immigrés dans l'économie de Villamontes après leur installation, et plus particulièrement s'ils peuvent prétendre aux mêmes conditions d'emplois que les natifs et si la différenciation entre non natifs selon leur provenance est amenée à perdurer. C'est le détail du comportement professionnel de l'ensemble des individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête qui nous fournira des réponses.

Natifs et non natifs ont des comportements quelque peu différenciés selon leurs secteurs d'activité et catégories d'emploi [cf. Fig. VI-8 ci-contre, Tab. G-23 et G-24]. Ainsi les personnes originaires de Villamontes paraissent-elles les mieux loties : relativement aux non natifs, elles sont plus nombreuses à travailler dans les services (hors commerce) de qualification moyenne (13,4 % de la sous-population) ou haute (15,8 %). De même, l'étude par catégories d'emploi laisse apparaître la plus forte proportion d'employés mensualisés (50,4 %) et de patrons (3,9 %). Proches de ce modèle, les non natifs en provenance de villes de rang supérieur à Villamontes semblent cependant légèrement

moins favorisés : la part des emplois nécessitant une qualification moyenne ou haute est importante (respectivement 14,2 % et 11,7 %) mais on voit se dégager deux secteurs aux conditions bien plus incertaines : le bâtiment (13,0 %) et le commerce (17,9 %)⁵⁵. D'ailleurs, l'importance des travailleurs indépendants (41,4 % contre 34,9 % pour les natifs) confirme une instabilité probable. Enfin, les immigrés en provenance de localités de rang inférieur à Villamontes appartiennent indéniablement à des catégories sociales plus modestes : ils sont peu nombreux à occuper un emploi dans les services moyennement ou hautement qualifiés (respectivement 9,0 % et 7,9 %) et se distinguent par une proportion plus forte d'individus travaillant dans le bâtiment (19,0 %). De même, les catégories d'emploi corroborent ces observations : seulement 37,0 % d'entre eux sont employés mensualisés et deux minorités précaires (journaliers, 12,7 % et employés domestiques, 5,3 %) sont nettement plus représentés.

Fig. VI-8 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 15 ans et plus, ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête, selon secteurs d'activité, catégories d'emploi et lieu de naissance ou de provenance



* : selon le poids démographique supérieur ou inférieur à Villamontes lors du recensement INE de septembre 2001 (INE 2002 c)
 Source : Envil 2002 cf. Tab. G-23 et G-24 pour les données détaillées CM 2005

Les services (hors échanges) nécessitant une faible qualification constituent le plus important de nos sous-secteurs d'activité et concernent l'ensemble de la population enquêtée. Cependant, les écarts observés dans d'autres domaines (notamment le bâtiment et les services qualifiés) ont précisé

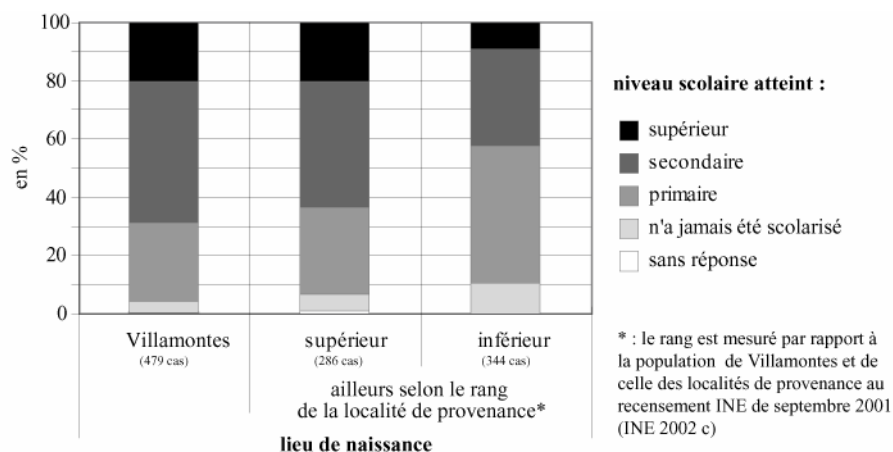
⁵⁵ En l'absence d'étude sur l'importance du commerce informel à Villamontes, nos observations de terrains ainsi que les métiers déclarés lors de notre enquête nous incitent à penser qu'il s'agit souvent de petits vendeurs [cf. Photos H-19-a].

l'insertion différenciée des habitants de la ville de Villamontes, laquelle désavantage les immigrés, surtout quand ils proviennent de localités de rang inférieur. Il convient de s'interroger sur les motifs de cette différenciation, ce que nous ferons en étudiant le niveau de formation des individus enquêtés.

3 - La difficile insertion des diplômés

La figure VI-9 ci-dessous laisse apparaître deux modèles distincts. D'une part, un bon nombre de natifs de Villamontes et de non natifs en provenance de villes de rang supérieur possèdent des niveaux scolaires élevés : un cinquième des individus âgés de 19 ans et plus a atteint l'enseignement supérieur (20,0 % pour les natifs, 20,3 % pour les autres), environ une moitié a étudié dans l'enseignement secondaire (48,9 % et 43,4 %), peu se sont limités au primaire (26,7 % et 29,7 %) et seuls quelques-uns n'ont jamais été scolarisés (3,8 % et 5,6 %) [cf. Tab. G-31]. D'autre part, pour les non natifs en provenance de localités de rang inférieur ces proportions sont tout à fait différentes : seuls 9,3 % ont atteint le supérieur, 33,1 % le secondaire, alors que 47,1 % se sont arrêtés à l'enseignement primaire et 10,5 % n'ont jamais été scolarisés.

Fig. VI-9 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 19 ans et plus selon le niveau scolaire atteint et le lieu de naissance ou de provenance (pour les non natifs)



Source : Envil 2002

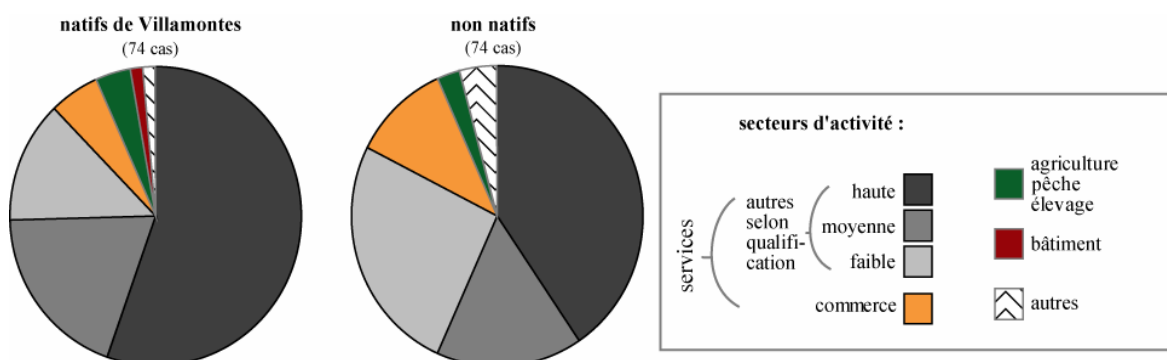
cf. Tab. G-31 pour les données détaillées

CM 2005

Ces résultats nous renseignent quant à l'insertion professionnelle différenciée des immigrés provenant du monde rural ou de petites localités. Par contre, même si le niveau de formation des non natifs venant de villes de rang supérieur à Villamontes est légèrement plus faible que celui des individus originaires de la ville, il reste élevé, notamment pour ce qui est de la proportion des personnes ayant atteint l'enseignement supérieur. Cette constatation souligne bien l'existence d'un

mouvement de main-d'œuvre qualifiée vers la localité étudiée⁵⁶ ; cependant, les décalages observés plus haut quant à la précarité professionnelle des immigrés nous poussent à nous interroger sur la capacité de Villamontes à intégrer cette main-d'œuvre.

Fig. VI-10 : Envil 2002 / Villamontes – Individus ayant atteint l'enseignement supérieur et travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le secteur d'activité et le lieu de naissance ou de provenance



Source : Envil 2002

cf. Tab. G-33 pour les données détaillées

CM 2005

Cette interrogation peut partiellement trouver une réponse dans la figure VI-10 ci-dessus. En effet, près des trois quarts (74,3 %) des natifs ayant atteint l'enseignement supérieur et travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête occupent un emploi dans le secteur tertiaire nécessitant une qualification haute (55,4 %) ou moyenne (18,9 %) ; seule une minorité travaille dans les services nécessitant une faible qualification (13,5 %) ou dans le commerce (5,4 %) [cf. Tab. G-33]. Ces proportions diffèrent sensiblement chez les non natifs, montrant une part nettement plus faible d'emplois hautement (40,5 %) ou moyennement (16,2 %) qualifiés et des chiffres bien supérieurs pour les activités faiblement qualifiées (25,7 %) et le commerce (10,8 %).

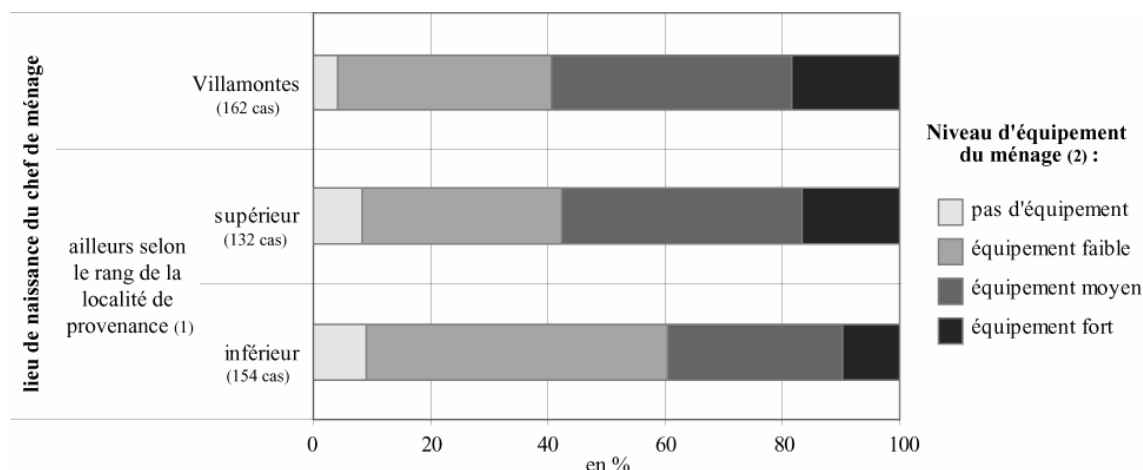
Ainsi les immigrés disposant d'une formation scolaire de haut niveau rencontrent, semble-t-il, des difficultés à intégrer des activités professionnelles correspondant à leur qualification, une partie d'entre eux devant se contenter d'emplois exigeant un niveau de compétence moins élevé⁵⁷. Cette nouvelle limite dans l'insertion des non natifs est sans doute imputable à la combinaison de deux facteurs : une carence locale en offres d'emplois qualifiés et une discrimination positive à l'égard des (qui disposent d'un circuit relationnel déjà établi et bénéficient d'un préjugé de confiance⁵⁸).

⁵⁶ En effet, seuls 12,1 % des non natifs provenant de villes de rang supérieur et ayant atteint l'enseignement supérieur ont effectué leur dernière année d'études à Villamontes, proportion qui passe à 15,6 % pour ceux en provenance de localités de rang inférieur et à 33,3 % pour les natifs de la ville [cf. Tab. G-32].

⁵⁷ Par exemple, on recense des non natifs ayant atteint le niveau d'enseignement supérieur et déclarant avoir occupé les emplois suivants au cours des 7 jours précédant l'enquête : pêcheur, épicier, vente de produits de nettoyage, vente d'habits, chauffeur, caissière, gardien, etc.

⁵⁸ Le régionalisme est très vivace en Bolivie : on attribuera systématiquement sa confiance aux natifs de sa région d'origine et on se méfiera au contraire des non natifs.

Fig. VI-11 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon le lieu de naissance ou de provenance du chef de famille et l'indice d'équipement



(1) : le rang est mesuré par rapport à la population de Villamontes et des localités de provenance lors du recensement INE de septembre 2001 (INE 2002 c)

(2) : se reporter au Texte B-3 de l'annexe B pour la méthodologie de l'indice d'équipement

Source : Envil 2002

cf. Tab. G-34 pour les données détaillées

CM 2005

L'insertion professionnelle des non natifs à Villamontes est donc contrastée. Tout d'abord, elle semble positive : les taux d'activité des immigrés avant, pendant et après leur installation sont dans leur ensemble stables, et les types d'emploi déclarés font apparaître une certaine forme de progression sociale (la proportion d'individus travaillant dans les services moyennement ou hautement qualifiés est en augmentation, celle des employés mensualisés aussi). Cependant, la comparaison avec la structure professionnelle des originaires de Villamontes a souligné certaines limites telle la précarité de l'emploi pour les non natifs peu formés provenant de localités rurales, ou encore l'insertion difficile d'une main-d'œuvre scolairement qualifiée en provenance de villes de rang supérieur. Ces difficultés transparaissent également à travers l'observation de l'équipement⁵⁹ des ménages [cf. Fig. VI-11 ci-dessus et Tab. G-24] : ceux dont le chef est natif de Villamontes sont encore une fois les mieux lotis (seuls 4,3 % ne possèdent pas d'équipement, 36,4 % ont un niveau faible, 40,7 % moyen et 18,5 % fort), suivis de près par les foyers dont le chef provient des localités supérieures (proportions respectivement de 8,3 %, 34,1 %, 40,9 % et 16,7 %), alors que les familles dont la localité de provenance du chef est de rang inférieur à Villamontes sont nettement moins équipées (9,7 %, 51,3 %, 29,9 %, 9,7 %). Même s'il convient de manipuler avec précautions ces résultats⁶⁰ ils semblent confirmer l'insertion différenciée précédemment relevée.

⁵⁹ Cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les informations méthodologiques concernant le calcul de l'indice d'équipement.

⁶⁰ Comme lors de notre analyse de la ville de Tarija [cf. chap. V], nous tenons ici à signaler les précautions à prendre pour interpréter l'indice d'équipement des ménages. En effet il souligne un fait et n'est que partiellement révélateur du niveau économique des foyers enquêtés. Seule une étude approfondie, qui prendrait notamment en compte l'envoi d'argent des immigrés vers leurs lieux d'origine (ce qui est courant pour ceux venant du monde rural) pourrait nous éclairer de manière pertinente sur cette question.

L'analyse de l'activité à Villamontes n'est pas aisée. En effet, il semblerait que la ville se situe dans une phase de transition : les occupations traditionnelles gardent vraisemblablement leur importance (la pêche pour une minorité, l'élevage extensif pour une autre) mais sont souvent complétées par des activités d'échanges et de service, secteur dominant dont le développement est actuellement favorisé par la prospection et la mise en place des infrastructures pour l'exploitation du gaz. C'est d'ailleurs cette évolution récente qui a rendu une aussi modeste ville si attractive, notamment pour des immigrés en provenance de localités importantes du Sud-Est bolivien qui se sont ajoutés à l'exode rural traditionnel. Cette distinction entre les lieux de dernière résidence des immigrés influe sur la qualité de leur insertion dans la ville : ceux venant de localités urbaines, plus qualifiés, semblent s'insérer à des niveaux d'emplois proches des natifs de la localité ; alors que les autres, moins bien formés, ont tendance à se diriger vers les petits métiers. Il convient de s'interroger sur la pérennité de cette situation : comme nous l'avons déjà signalé, l'insertion des immigrés dans les métiers qualifiés est difficile, et, de manière générale, la présence d'emplois précaires laisse supposer une fragilité de l'économie de Villamontes. De plus, son développement actuel est tributaire de la croissance récente d'une activité dont on peut supposer qu'elle sera éphémère, celle du secteur gazier. Dans ces conditions, la stabilité du peuplement à Villamontes est-elle assurée ? Assiste-t-on déjà à des mouvements de population quittant la capitale départementale ? C'est ce que nous nous proposons maintenant d'aborder.

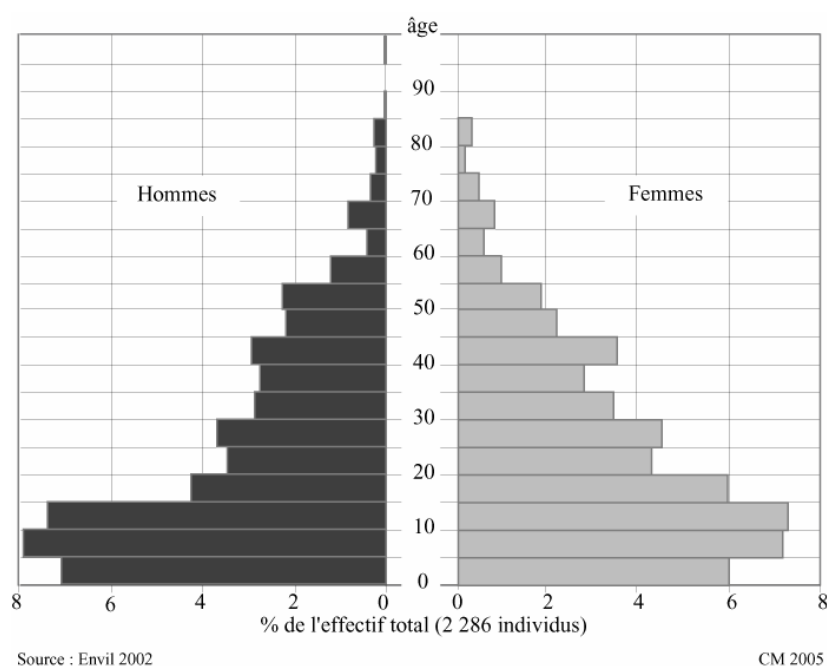
III - Le redéploiement vers les grandes villes boliviennes

Comme nous l'avons signalé lors de notre présentation du Tarija [cf. chap. II], l'instabilité du peuplement du *municipio* de Villamontes (composé pour plus des deux tiers par les habitants de la ville du même nom) est particulièrement importante : les proportions d'immigrants et d'émigrants au cours des 5 années précédant le recensement de septembre 2001 y sont parmi les plus fortes du département⁶¹. Notre observation de la pyramide des âges de l'INE nous avait amené à supposer le départ d'une population jeune (à partir de l'âge de 20 ans), ce qui semble confirmé par la structure par

⁶¹ Pour rappel, ces données proviennent de l'étude du Codepo (2004) : 15,5 % des habitants résidant habituellement dans le *municipio* de Villamontes en septembre 2001 vivaient ailleurs 5 années auparavant et 12,9 % des habitants y résidant en septembre 1996 l'avaient quitté 5 années plus tard.

âge de la population enquêtée lors d'Envil 2002 [cf. Fig. B-3 en p. 480 et Fig. VI-12 ci-dessous]. Attachons-nous ici à qualifier ces mouvements de population. S'il y a effectivement une émigration de jeunes, quelles en sont les motivations ? S'agit-il de déplacements professionnels ? De formation ? Et quels sont les principaux pôles d'attraction qui les structurent ? Conformément à nos choix méthodologiques, nous nous concentrerons tout d'abord sur les migrations antérieures, celles ayant entraîné un retour à Villamontes (A). Nous étudierons ensuite le comportement de la descendance, afin de déterminer dans quelle mesure les enfants quittent la ville et, s'ils le font, leurs occupations et lieux de vie actuels (B). Ces études nous permettront de déterminer les grandes tendances de l'instabilité du peuplement de la localité (C).

Fig. VI-12 : Envil 2002 / Villamontes – Pyramide des âges de la population enquêtée



En préalable à cette étude du redéploiement, il est intéressant de noter (comme à Caigua, cf. chap. IV) l'optimisme des habitants de Villamontes quant à leur avenir dans cette ville⁶² : plus de la moitié des chefs de famille enquêtés (52,8 %) pensent que le futur y sera meilleur que le présent et seule une minorité (15,2 %) suppose le contraire [cf. Tab. G-35]. C'est donc logiquement qu'une grande majorité (78,4 %) n'envisage pas de partir et une proportion à peu près similaire (75,6 %) ne pense pas qu'il soit souhaitable pour leurs enfants d'émigrer [cf. Tab. G-36 et G-37]. D'une manière générale, ces résultats sont homogènes selon les lieux de naissance ou de provenance des chefs de ménage, mais il est à remarquer que ceux venant de localités de rang supérieur à Villamontes sont légèrement moins nombreux à désirer rester dans la ville (68,2 %) ou à penser que leurs enfants doivent le faire (72,0 %).

⁶² Ces données proviennent du module « perspectives » de la fiche ménage [cf. Quest. E-8].

Enfin, quand ils envisagent d'émigrer ou d'encourager leur descendance à le faire, c'est pour se rendre à Santa Cruz (34,8 % des lieux recensés), Tarija (25,6 %) ou ailleurs en Bolivie (30,9 %) [cf. Tab. G-38]. On notera le très faible attrait de la ville voisine de Yacuiba (3,9 %) ou du Brésil (4,8 %).

A - Une équitpartition entre les migrations antérieures professionnelles et de formation

Le module « migration » de la fiche individuelle de l'enquête Envil 2002 [cf. Quest. E-11] a dénombré 642 événements migratoires réalisés par les habitants de Villamontes âgés de 15 ans et plus au moment de l'enquête. Sur ce total, 241 sont dus à des non natifs avant leur première installation dans la ville, ils ont donc été partiellement intégrés à l'analyse des lieux de provenance dans la première section de ce chapitre. Autre cas, 35 de ces événements sont déclarés par des immigrés sans que les dates de migrations⁶³ et/ou l'année d'installation à Villamontes ne soient précisées, ce qui ne permet pas de les prendre en compte. Enfin, 116 événements sont le fait de non natifs ayant émigré depuis Villamontes (après leur première installation) et 250 sont déclarés par des individus originaires de la ville. Ce sont sur ces deux dernières sous-populations, qui totalisent 366 événements migratoires, que nous concentrerons notre analyse des migrations antérieures effectuées au départ de Villamontes et ayant entraîné un retour dans la ville.

Les migrations antérieures concernent une partie non négligeable de la population enquêtée : sur les 1 329 individus âgés de 15 ans et plus, près d'un quart (22,7 %, 302 cas) en déclare au moins une ; sur les 468 foyers, une petite moitié (43,2 %, 202 cas) est composée d'au minimum une personne ayant quitté (pour au moins 6 mois consécutifs) puis réintégré Villamontes⁶⁴. Comme cela transparait sur la figure VI-13 au dos, c'est généralement une population jeune qui a entreprise genre de déplacement (86,6 % ont commencé pour des migrants âgés de moins de 35 ans ; dans 50,0 % des cas, ils avaient entre 15 et 24 ans, cf. Tab. G-39) ; autre aspect de l'analyse, la parité entre sexes est presque atteinte (52,7 % d'hommes pour 47,3 % de femmes, cf. Tab. G-40). Enfin, les principaux motifs invoqués pour ces migrations antérieures sont : professionnels (40,5 %⁶⁵), de formation (26,8 %⁶⁶) et accompagnement de la famille⁶⁷. C'est dans le détail que nous étudierons à présent les déplacements actifs (professionnels et de formation).

⁶³ C'est-à-dire de départ et de retour.

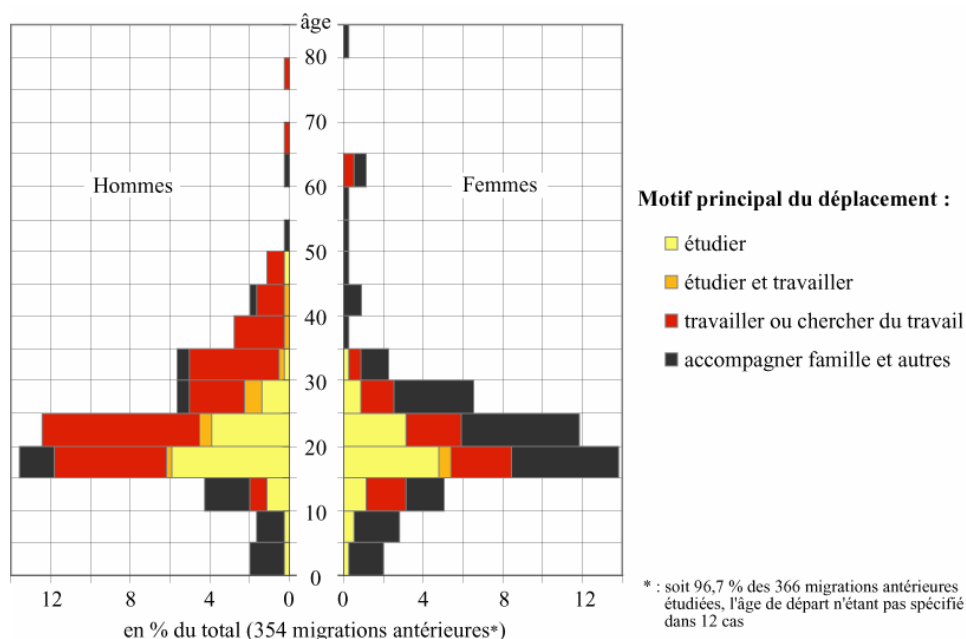
⁶⁴ Nous ne distinguerons pas ici les individus ou foyers selon les lieux de naissance ou de provenance, les migrations antérieures étant logiquement plus importantes pour les originaires de Villamontes.

⁶⁵ 3,3 % des migrations antérieures sont motivées par la recherche d'emploi, 34,2 % par l'exercice d'une activité professionnelle et 3,0 % par une combinaison d'études et de travail [cf. Tab. G-41].

⁶⁶ 23,8 % se sont déplacés pour étudier, 3,0 % pour étudier et travailler [cf. Tab. G-41].

⁶⁷ 13,9 % des migrations antérieures sont liées à l'accompagnement des parents, 19,9 % à d'autres motifs (hors santé, travail et études). Cette dernière catégorie est sans doute composée de personnes ayant accompagné leur conjoint, puisqu'elle concerne 31,8 % des déplacements féminins [cf. Tab. G-41].

Fig. VI-13 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures selon le sexe et l'âge de l'individu au début de l'événement, et le motif principal du déplacement



Source : Envil 2002

CM 2005

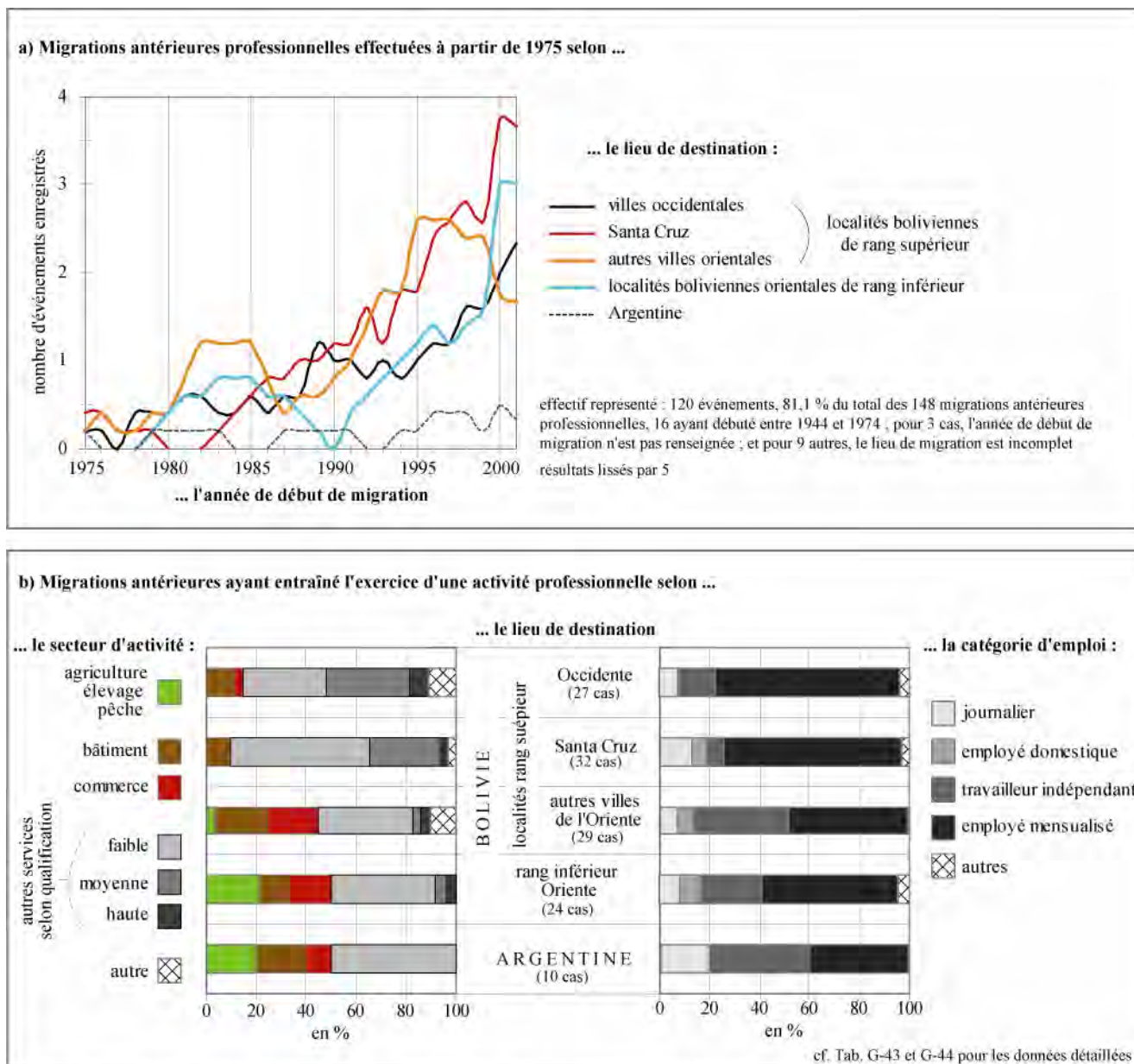
1 - Pour travailler : des stratégies multiples

Près d'un dixième des individus âgés de 15 ans et plus (9,3 %, 124 cas sur 1 329) déclare au moins une migration antérieure professionnelle (pour travailler, étudier et travailler ou chercher du travail), situation qui touche pas loin d'un quart des ménages enquêtés (22,2 %, 104 sur 468)⁶⁸. Ce type de déplacement se fait essentiellement vers l'Orient bolivien (70,3 % des 148 cas, cf. Tab. G-42), notamment vers les villes de Santa Cruz (24,3 %), Yacuiba (15,5 %) et Camiri (5,4 %) ou vers des localités de rang inférieur du sud-est du pays (14,4 %⁶⁹). De manière complémentaire, on remarquera des courants minoritaires à destination des grandes villes de l'Occidente (18,9 % au total, dont Tarija, 8,1 % ; La Paz, 4,1 % et Cochabamba 3,4 %) et de l'étranger (10,1 %, dont l'Argentine, 6,8 %).

⁶⁸ Ces proportions sont légèrement supérieures pour les natifs : 11,7 %, 70 des 601 individus originaires de Villamontes et âgés de 15 ans et plus déclarent au minimum une migration professionnelle ; 27,8 %, 45 des 162 ménages dont le chef est natif de la ville sont concernés).

⁶⁹ Plus précisément vers les vallées subandines et le Chaco (piémont et plaine) du Tarija (4,7 % chacun) ou vers le Chuquisaca ou le Santa Cruz (respectivement 3,4 % et 4,7 %).

Fig. VI-14 : Envil 2002 / Villamontes – Présentation des migrations antérieures professionnelles



note : rang par rapport à la population des localités de destination selon le recensement INE de 2001 dont celle de Villamontes (16 113 hab.)

Source : Envil 2002

CM 2005

Les graphiques de la figure VI-14 ci-dessus décrivent ces migrations professionnelles selon les destinations⁷⁰ [cf. Tab. G-43 et G-44 pour les données détaillées] :

- Vers les grandes villes de l'Occidente, elles sont anciennes et en croissance régulière depuis 1995. Sur ces 27 migrations professionnelles, on notera une proportion plus importante d'individus ayant travaillé

⁷⁰ A noter que nous n'avons pas tenu compte des événements à destination d'autres pays (hors Bolivie et Argentine), la faiblesse numérique de l'effectif (5 cas) rendant difficile leur désagrégation.

dans les services de qualification haute (7,4 %, pour moins de 5 % généralement). Il en va de même pour les services à moyenne qualification (33,3 % pour 14,7 % généralement). Enfin, on remarquera la prédominance des employés mensualisés (74,1 %).

- Les migrations professionnelles vers Santa Cruz sont plus récentes puisqu'on en compte peu avant 1985. Par contre, leur développement à partir de cette date est spectaculaire, la capitale de l'Orient bolivien s'imposant progressivement comme principale destination. Concernant les activités exercées lors de ces mouvements, les concentrations sont similaires avec cependant certaines nuances : les emplois peu qualifiés dans les services prédominent (56,3 % des 32 cas) et ceux nécessitant des qualifications moyennes ou hautes sont proportionnellement moindres (respectivement 28,1 % et 3,1 %) ; enfin, légère infériorité des employés mensualisés (71,9 %) et émergence des employés de maison (6,3 %).

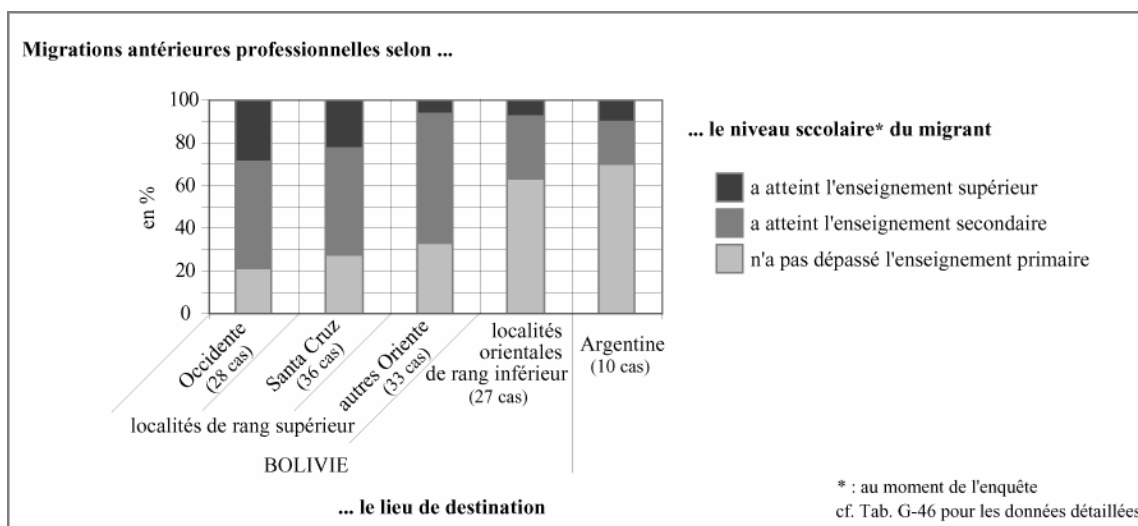
- Vers les autres localités de rang supérieur de l'Orient bolivien, les migrations s'articulent autour de deux pics : l'un durant les années 80, l'autre au cours des années 90. Ces deux périodes correspondent aux phases de croissance des deux principales localités de destination : Camiri, capitale pétrolière, puis Yacuiba et son commerce frontalier [cf. chap. II et Texte C-1]. Les emplois occupés par ceux qui y ont migré sont fortement diversifiés : un cinquième pour le bâtiment (20,7 % des 29 cas), un autre pour le commerce (20,7 %) et un bon tiers pour les autres services à qualification faible (37,9 %). Les autres secteurs (notamment services moyennement ou hautement qualifiés) ne sont que très faiblement représentés (3,4 % chacun) et les employés mensualisés n'occupent qu'une petite moitié (48,3 %) des catégories d'emploi déclarées alors que l'importance des travailleurs indépendants est significative (37,9 %).

- Quant aux migrations antérieures professionnelles vers des localités boliviennes de l'Orient de rang inférieur, elles sont caractérisées par une évolution complexe. Significatives au cours des années 80, elles ont chuté en 1990 avant de croître à nouveau en début de décennie et de connaître une augmentation spectaculaire depuis 1997. On peut les supposer traditionnellement liées à l'agriculture et l'élevage (qui concerne 20,8 % des 24 emplois déclarés), mais 16,7 % des emplois relèvent du commerce, 41,7 % d'autres services faiblement qualifiés. Cela laisse donc entrevoir une certaine diversité qui, comme l'augmentation signalée dans les années 90, est sans doute partiellement imputable au développement gazier du Tarija et à l'activité engendrée dans de petites localités de l'Orient du département [cf. annexe C]. Les 16,7 % d'emplois déclarés en rapport avec le secteur des hydrocarbures vont d'ailleurs dans ce sens [cf. Tab. G-45].

- Enfin, les migrations antérieures professionnelles vers l'Argentine représentent un courant minoritaire ne connaissant pas d'évolution significative. La multiplicité des emplois concernés est ici aussi

grande⁷¹ : 20,0 % ont travaillé dans l'agriculture ou l'élevage, 20,0 % dans le bâtiment, 10,0 % dans le commerce et 50,0 % dans les autres services moyennement qualifiés. Autre élément, la proportion de salariés est aussi importante que celle de travailleurs indépendants (40,0 % chacun) et l'on retiendra la présence de 20,0 % de journaliers.

Fig. VI-15 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures professionnelles selon le niveau scolaire



note : rang par rapport à la population des localités de destination selon le recensement INE de 2001 dont celle de Villamontes (16 113 hab.)

Source : Envil 2002

CM 2005

Ainsi le modèle observé à Tarija semble se répéter à Villamontes : les migrations professionnelles s'effectuent plutôt vers l'Orient de la Bolivie, bien qu'une minorité se rende dans des villes de l'Occidente ou en Argentine. De plus, les emplois exercés en Bolivie occidentale paraissent mieux qualifiés et plus stables que ceux occupés dans des villes orientales de taille modeste ou en Argentine, et Santa Cruz offre une situation intermédiaire. Cette relation entre qualification et destination des migrations est-elle corroborée par le niveau de formation des migrants ? La figure VI-15 ci-dessus semble le confirmer : la proportion de déplacements vers les villes de l'Occidente et vers Santa Cruz réalisés par des individus ayant atteint l'enseignement supérieur est significative (respectivement 28,6 % et 22,2 %, cf. Tab. G-46), alors qu'au contraire elle est peu significative si l'on considère les autres destinations⁷². Autre comparaison : 63,0 % des migrations vers des localités boliviennes orientales de rang inférieur à Villamontes ont été réalisées par des personnes n'ayant pas dépassé l'éducation primaire, proportion qui est de 70,0 % pour les événements vers l'Argentine.

⁷¹ Seules 10 migrations en Argentine ont donné lieu à une activité professionnelle ; la faiblesse de cet effectif nous incite donc à manipuler avec précaution ces données.

⁷² Les migrations effectuées par des individus ayant atteint l'enseignement supérieur ne correspondent qu'à 6,1 % des événements enregistrés vers les villes orientales de rang supérieur à Villamontes (hors Santa Cruz), à 7,4 % de ceux vers d'autres localités boliviennes orientales et à 10,0 % de ceux vers l'Argentine [cf. Tab. G-46].

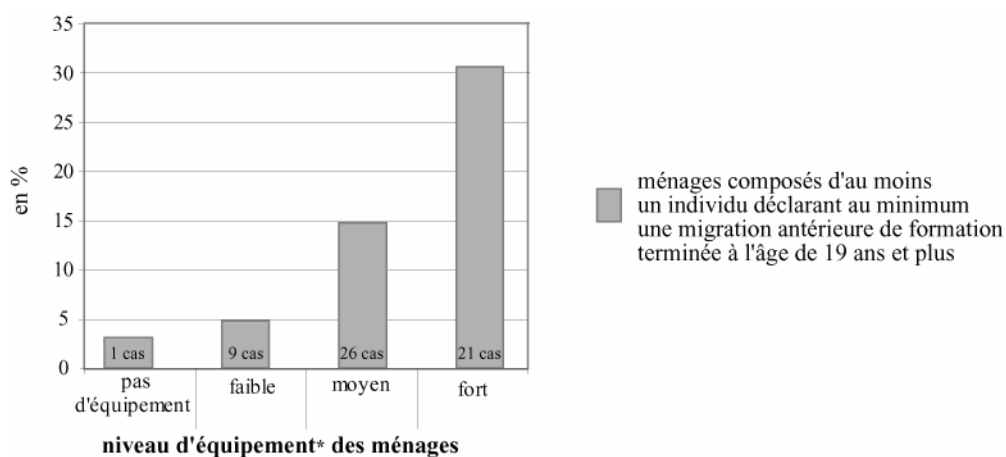
Nous poursuivrons notre étude de l'attractivité des pôles d'émigration selon les qualifications intellectuelles à travers l'analyse des migrations antérieures de formation.

2 - Pour se former : un mouvement élitiste vers l'Occidente

Les déplacements de formation (pour étudier ou étudier et travailler) occupent la deuxième place dans les motivations des migrations antérieures. Ils concernent une petite minorité des personnes âgées de 15 ans et plus (6,5 %, 86 individus sur 1 329 déclarent au minimum une migration antérieure de formation) et seuls un peu plus d'un dixième des ménages (12,2 %, 57 des 468 ménages enquêtés sont composés d'au moins un individu concerné). A noter cependant que cette dernière proportion est largement supérieure pour les familles dont le chef est natif de Villamontes, puisqu'ils sont alors près d'un quart (24,1 %, 39 sur 162) à déclarer au moins un individu ayant quitté Villamontes pour aller étudier.

Comme pour notre analyse des migrations de formation à Tarija [cf. chap. V], nous nous limiterons ici aux cas des individus âgés de 19 ans ou plus à la fin de l'événement migratoire⁷³, soit 76 des 98 migrations antérieures pour étudier ou pour étudier et travailler.

Fig. VI-16 : Envil 2002 / Villamontes – Proportion de familles dont au moins un membre déclare au minimum une migration antérieure dans l'enseignement supérieur, selon le niveau d'équipement du ménage



* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement

Source : Envil 2001

cf. Tab. G-48 pour les données détaillées

CM 2005

⁷³ En effet, si la personne a quitté son lieu de migration à l'âge de 19 ans ou plus après y avoir étudié, on peut supposer qu'elle a au moins passé une année dans l'enseignement supérieur.

A la différence des migrations antérieures professionnelles, celles de formation sont en grande majorité tournées vers l'Occidente bolivien (61,8 % des 76 cas, cf. Tab. G-47) principalement vers Tarija (30,3 %) mais aussi Sucre (15,8 %), Cochabamba (9,2 %) et accessoirement La Paz (5,3 %). Néanmoins, la place occupée par Santa Cruz est non négligeable (19,7 %). Enfin, on remarquera qu'une minorité s'est rendue dans des pays lointains (2,6 % au Japon, 1,3 % en Roumanie) ; si ces chiffres peuvent paraître anecdotiques, ils sont cependant supérieurs à celui des migrations antérieures de formation effectuées vers l'Argentine (2,6 %). Comme dans le cas de Tarija [cf. chap. V], ces migrations sont-elles réservées à une élite économique, la seule pouvant se permettre de poursuivre des études en dehors de Villamontes ? L'observation de la figure VI-16 ci-contre nous encourage à le penser, dans la mesure où les ménages mal équipés sont très peu nombreux à compter des individus déclarant une telle migration (3,1 % de ceux n'ayant pas d'équipement, 4,8 % s'il est faiblement équipé, cf. Tab. G-48).

L'étude des migrations antérieures depuis Villamontes a laissé apparaître de nombreux mouvements : la main-d'œuvre qualifiée se rend plutôt vers les grandes villes de l'Occidente et dans une moindre mesure à Santa Cruz ; les non qualifiés privilégient des destinations urbaines plus proches (Camiri ou Yacuiba), l'Argentine ou de petites localités environnant la capitale municipale, ce dernier mouvement, récemment dynamisé, résultant de la croissance du secteur des hydrocarbures. Autre courant remarqué, les migrations de formation sont significatives pour un certain nombre de Villamontais, issus de ménages riches, qui se rendent dans les grandes villes, surtout dans l'Occidente, pour y poursuivre un cursus dans l'enseignement supérieur. L'analyse du comportement de la descendance nous donnera un aperçu de l'évolution de ces stratégies et un panorama plus précis de l'émigration actuelle depuis Villamontes.

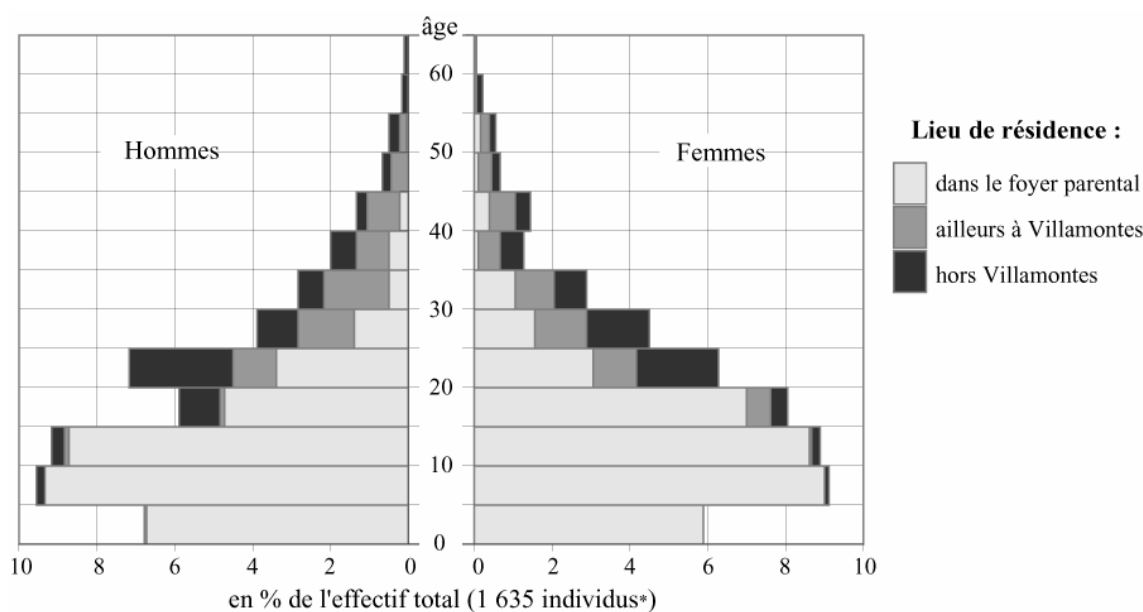
B - L'émigration de la descendance : une affaire de jeunes

Comme lors des autres analyses [cf. chap. III, IV et V], notre étude de la descendance se fera à partir de la fusion des enfants recensés dans le module « membres du foyer » [cf. Quest. E-3] et de ceux du module « autres enfants du foyer » [cf. Quest. E-4]. Il en résulte une sous-population de 1 720 individus, 1 185 vivant encore dans le foyer familial, 210 à Villamontes mais hors du foyer familial et 325 ailleurs. Dans cette dernière catégorie et toujours dans le but de nous concentrer sur ceux qui ont émigré depuis Villamontes, nous effectuerons une sélection pour ne retenir que 244 individus :

- ceux qui sont natifs de la ville ou dont le conjoint⁷⁴ et/ou le chef de ménage de rattachement et/ou son conjoint sont natifs de Villamontes.
- ceux pour qui ce n'est pas le cas, si leur âge d'installation estimé⁷⁵ est inférieur à 15 ans et si le chef de famille de rattachement et son conjoint ne déclarent pas de migration d'une durée de 10 ans ou plus.

Les 81 enfants vivant hors de Villamontes et non concernés par ces situations ne seront donc pas étudiés, les probabilités qu'ils n'aient pas quitté la ville, mais soient restés dans le lieu d'origine ou de migration des parents étant importantes. L'effectif retenu pour analyser la descendance est donc de 1 639 individus vivant ou ayant probablement vécu à Villamontes [cf. Tab. G-49].

Fig. VI-17 : Envil 2002 / Villamontes – Pyramide des âges de la descendance selon le lieu de résidence



* : pour 4 individus vivant en dehors du foyer, l'âge n'est pas renseigné
Source : Envil 2002

CM 2005

Sur les 1 639 enfants recensés à Villamontes, 72,3 % vivent dans le foyer parental [cf. Tab. G-49], 12,8 % en dehors du foyer mais à Villamontes et 14,9 % dans une autre localité. Si on se réfère à la structure par âge, 97,9 % des moins de 15 ans vivent dans leur foyer de rattachement ; c'est encore le cas de 83,8 % des 15-19 ans mais les proportions chutent ensuite logiquement dès l'âge de 20 ans, pour ne représenter que 47,7 % des 20-24 ans, 34,8 % des 25-29 ans, 23,8 % des 30-39 ans et 16,8 % des 40 ans et plus [cf. Fig. VI-17 ci-dessus et Tab. G-49]. Où se rendent-ils quand ils sortent du foyer familial ? Jeunes, ils quittent en grande majorité Villamontes (11,0 % de la descendance âgée de 15-

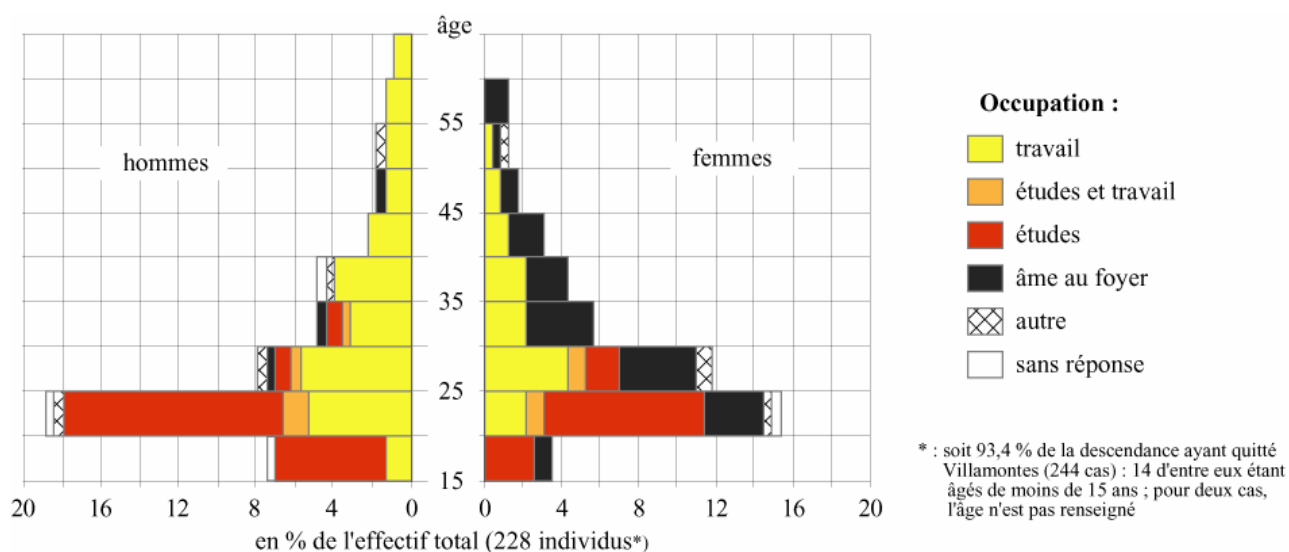
⁷⁴ Lors d'Envil 2002, nous avons intégré une variable relative à l'origine du conjoint des enfants du ménage ayant quitté le foyer familial [cf. Quest. E-4].

⁷⁵ Pour rappel, l'âge d'installation est estimé par rapport à l'âge actuel de la descendance et l'année de première installation à Villamontes du chef de famille (si cette information est incomplète, c'est l'année d'installation de son conjoint qui est prise en compte).

familial ? Jeunes, ils quittent en grande majorité Villamontes (11,0 % de la descendance âgée de 15-19 ans a quitté la ville, 5,3 % vit dans la ville en dehors du foyer, chiffres qui passent à 35,5 % et 16,8 % pour les 20-24 ans) ; puis la tendance s'équilibre pour les 25-29 ans (32,6 % quittent la ville, autant y restent) et s'inverse pour les 30 ans et plus (30,6 % des 30-39 ans sont partis de Villamontes, 45,6 % y résident encore mais dans un nouveau foyer ; pour les 40 ans et plus ces proportions sont de 36,8 % et 46,3 %).

Se dessine ici un modèle distinct de celui de Tarija : les jeunes quittent massivement la ville dès qu'ils sont âgés de 20 à 30 ans, alors qu'ils sont plus nombreux à y rester dans les tranches d'âge supérieures. Par la suite, il nous faudra déterminer les principaux aspects de cette redistribution. Mais notons dès à présent que les départs de la descendance concernent la majorité des foyers déclarant au moins un enfant âgé de 18 ans et plus⁷⁶ (52,0 %, 118 sur 227) et cela quel que soit le lieu de provenance du chef de ménage⁷⁷. A l'instar de nos analyses antérieures, l'étude de l'occupation dans le lieu de vie (au moment de l'enquête) nous informera sur les principales caractéristiques des migrations actuelles (qui correspondent aux enfants ayant quitté la ville). Pour cela, nous serons régulièrement amenés à nous référer à la figure VI-18 ci-dessous.

Fig. VI-18 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance âgée de 15 ans et plus ayant quitté la ville selon le sexe et l'occupation



Source : Envil 2002

CM 2005

⁷⁶ Nous en tenir à cette sous-population permet de nous focaliser sur les ménages ayant des enfants en mesure de faire le choix ou non de l'émigration.

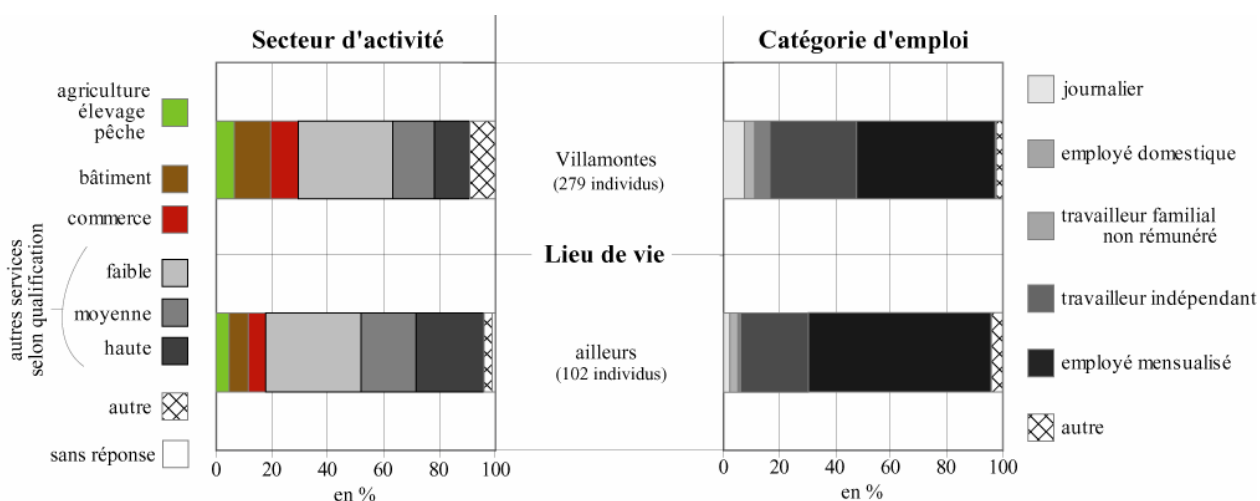
⁷⁷ 58,4 % (45 sur 77) des ménages déclarant au moins un enfant âgé de 18 ans et dont le chef est natif de Villamontes sont concernés ; 45,0 % (27 sur 60) s'il provient d'une localité de rang supérieur ; 50,6 % (42 sur 83) si elle est de rang inférieur.

1 - Emigrer pour mieux réussir

Après avoir émigré de Villamontes, près de la moitié de la descendance travaille (41,8 % des 244 cas)⁷⁸. Rapporté aux ménages enquêtés, plus d'un quart de ceux déclarant au moins un enfant âgé de 18 ans et plus sont concernés par l'émigration professionnelle de leur descendance⁷⁹ (28,2 % des 227 cas). Comme on peut l'observer sur la figure VI-18 [page précédente], ce sont les enfants âgés de 25 et plus qui sont nombreux à travailler (57,8 % des 25-29 ans ; 54,2 % des 30-34 ans ; 64,3 % des 35 ans et plus, cf. Tab. G-50) et d'avantage les hommes que les femmes (52,0 % contre 30,5 %, cf. Tab. G-51).

Les 102 descendants vivant et travaillant en dehors de la ville nous renseigneront sur les migrations professionnelles actuelles selon leurs destinations. Même si c'est majoritairement vers l'Oriente de la Bolivie (62,7 %, cf. Tab. G-52), surtout vers des villes de rang supérieur à Villamontes (52,9 % : 41,2 % vers Santa Cruz ; 5,9 % vers Yacuiba ; 2,0 % vers Camiri), il convient de noter également l'importance relative des capitales départementales de l'Occidente du pays (26,5 % du total : 12,7 % vers Tarija ; 6,9 % vers La Paz ; 3,9 % vers Cochabamba) et de l'Argentine (9,8 %).

Fig. VI-19 : Envil 2002 / Villamontes – Migrants actuels travaillant selon le lieu de vie, le secteur d'activité et la catégorie d'emploi



Source : Envil 2002

cf. Tab. G-53 et G-54 pour les données détaillées

CM 2005

Il est difficile d'affirmer que cette émigration est motivée par la recherche d'emplois non disponibles à Villamontes : le croisement entre les secteurs d'activité et lieux de vie de la descendance révèle cependant des indices significatifs [cf. Fig. VI-19 ci-dessus]. En effet, près de la moitié des enfants travaillant hors de la ville occupent des emplois dans les services nécessitant une forte ou

⁷⁸ C'est-à-dire que le chef de famille enquêté a déclaré qu'ils travaillent ou étudient et travaillent.

⁷⁹ C'est-à-dire qu'ils ont au moins un enfant vivant et travaillant en dehors de Villamontes.

moyenne qualification (respectivement 24,5 % et 19,6 % sur 102 cas, cf. Tab. G-53) alors que ces proportions sont largement inférieures pour ceux résidant encore sur place (12,9 % et 14,7 % sur 279 cas) qui eux sont plus nombreux à travailler dans le bâtiment (13,3 % contre 6,9 % pour la descendance ayant émigré). Cette opposition se retrouve dans les catégories d'emploi : près des deux tiers des émigrés sont employés mensualisés (65,7 %, cf. Tab. G-54) alors que cette proportion ne concerne que la moitié de ceux qui sont restés à Villamontes (50,2 %), une partie d'entre eux travaillant dans des catégories plus précaires (7,5 % de journaliers ; 3,6 % d'employés domestiques ; 5,4 % de travailleurs familiaux non rémunérés). Ces contrastes peuvent en partie être attribués au niveau de formation supposé⁸⁰ des sous-populations : sur les 144 ménages déclarant au moins un enfant vivant et travaillant à Villamontes (au foyer ou ailleurs), seuls 8,3 % (12) des chefs de famille ont atteint l'enseignement supérieur, alors que cette proportion est de 14,5 % (12 sur 64) pour ceux dont au moins un enfant a émigré et travaille. Mais le fait que les émigrés occupent des emplois apparemment moins précaires et nécessitant une meilleure formation contribuent à expliquer le départ de la descendance en quête de promotion socio-professionnelle peu envisageable sur place.

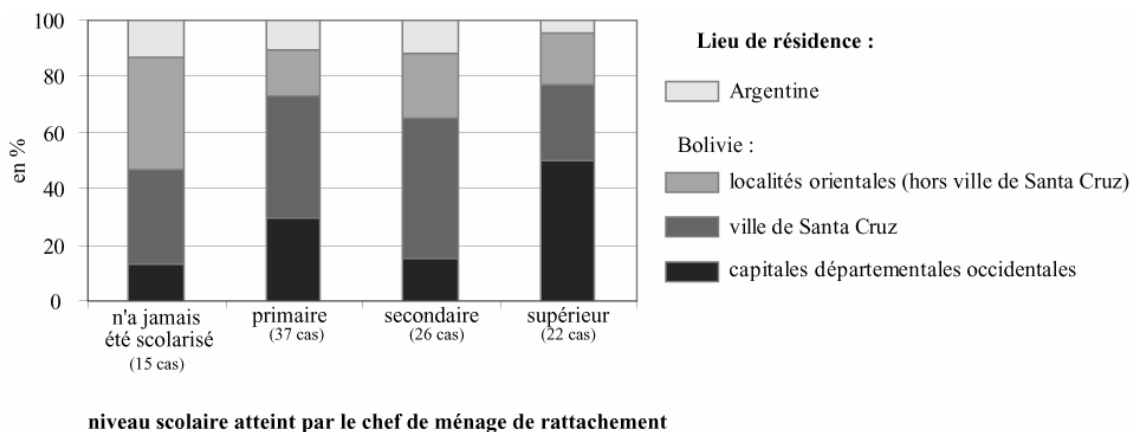
Observe-t-on des différences dans les emplois occupés selon les lieux de destination et sont-elles révélatrices, comme pour les migrations antérieures, de spécificités propres aux pôles d'attraction ? D'une part, les individus se rendant dans les grandes villes de l'Occidente (28 cas) ou à Santa Cruz (42 cas) sont particulièrement nombreux dans les services à qualification moyenne (respectivement 32,1 % et 19,0 %, cf. Tab. G-55) ou forte (17,9 % et 33,3 %). Examinée selon les catégories d'emploi, la part des actifs travaillant comme employés mensualisés est écrasante à Santa Cruz (83,3 %, cf. Tab. G-56), alors qu'elle est moins dominante dans les capitales départementales occidentales (57,1 %). Voici une différence avec les migrations antérieures puisque l'insertion professionnelle semble meilleure à Santa Cruz que dans les capitales départementales de l'Occidente (où elle reste cependant très correcte). D'autre part, en ce qui concerne le reste des migrations professionnelles actuelles, elles laissent certes apparaître des conditions d'emplois moins favorables, mais dans une mesure moindre à ce que nous avons observé avec les déplacements antérieurs. Ainsi la descendance vivant ailleurs dans l'Orient bolivien (22 cas) occupe des emplois peu qualifiés : 18,2 % travaillent dans l'agriculture, l'élevage ou la pêche, 13,6 % dans le commerce, 9,1 % dans le bâtiment, ce qui n'exclut pas des proportions significatives dans les services hautement ou moyennement qualifiés (respectivement 18,2 % et 9,1 %). Il en va de même pour celle vivant en Argentine⁸¹ : agriculture et élevage, bâtiment, commerce occupent

⁸⁰ Il est supposé car établi par rapport au niveau de formation du chef de ménage de rattachement, celui des enfants ayant quitté le foyer n'étant pas disponible. Nous supposons donc ici une certaine reproduction sociale, qui pourrait d'ailleurs être confirmée par l'omniprésence d'enfants ayant étudié ou étudiant dans l'enseignement supérieur pour les familles composées d'au moins un descendant âgé de 18 ans et plus (qu'il vive ou non à Villamontes) et dont le chef a lui-même atteint le niveau d'enseignement supérieur (sur les 32 cas, tous déclarent au moins un étudiant) alors que seulement 53,4 % (103 sur 193) de la même sous-population mais dont le chef de ménage n'a pas atteint l'enseignement supérieur sont concernés.

⁸¹ Une fois de plus, il convient de manipuler avec précaution cette sous-population, dont l'effectif total est très faible (10 événements migratoires).

chacun 10,0 % des actifs ; services moyennement ou hautement qualifiés 30,0 %. Reste qu'on peut cependant supposer une certaine forme de précarité des emplois occupés par ces migrants actuels vers l'Orient (hors Santa Cruz), éventuellement confirmée par l'importance numérique des travailleurs indépendants (45,5 %) et la relative faiblesse des salariés (40,9 %) ; par contre, ceux qui résident en Argentine sont très souvent salariés (70,0 %).

Fig. VI-20 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant émigré et travaillant selon le lieu de résidence et le niveau scolaire atteint par le chef de ménage de rattachement



Source : Envil 2002

cf. Tab. G-57 pour les données détaillées

CM 2005

En comparaison avec les migrations antérieures, l'insertion professionnelle des migrants actuels est apparemment meilleure. Ceci dit, observe-t-on une attractivité différenciée des lieux de destination selon le niveau de formation des émigrés [cf. Fig. VI-20 ci-dessus] ? L'Occidente semble toujours être la destination privilégiée par plus qualifiés (intellectuellement parlant) puisque 50,0 % de la descendance travaillant, issue d'un ménage dont le chef a atteint l'enseignement supérieur (22 cas), vivent dans les capitales départementales de l'Occidente bolivien pour seulement 27,3 % à Santa Cruz et 4,5 % en Argentine [cf. Tab. G-57]. Au contraire, ceux qui ne sont pas dans ce cas ont moins tendance à se rendre dans la partie occidentale de la Bolivie (13,3 % si le chef n'a jamais été scolarisé – 15 cas – 29,7 % s'il a atteint le niveau primaire – 37 cas – 15,4 % le niveau secondaire – 26 cas) alors qu'ils vont massivement à Santa Cruz (respectivement 33,3 %, 46,2 % et 50,0 %) et assez souvent en Argentine (13,3 %, 10,8 % et 11,5 %).

Les nuances observées selon les pôles d'attraction semblent donc similaires à celles de nos analyses précédentes (lors de l'étude de Tarija et des migrations antérieures depuis Villamontes), même si l'attractivité de Santa Cruz ne concerne plus ici seulement des emplois peu qualifiés. De manière générale, l'émigration professionnelle actuelle correspond surtout aux départs d'adultes âgés de 25 ans et plus et minoritairement ceux de jeunes de 15 à 24 ans, néanmoins nombreux [cf. Fig. VI-12 et VI-17 en p. 352 et 360], mais plutôt motivés par des choix étudiants [cf. Fig. VI-18 en p. 361].

2 - Les départs pour formation expliquent le déficit de jeunes

Les migrations actuelles de formation⁸² expliquent le départ massif des jeunes de Villamontes. En effet, 76,0 % des descendants âgés de 15 à 19 ans ayant quitté la ville étudiaient au moment de l'enquête, proportion qui reste à 64,1 % pour les 20 à 24 ans puis tombe à 20,0 % pour les 25-29 ans, 12,5 % pour les 30-34 ans [cf. Tab. G-50].

Parmi les 95 descendants vivant et étudiant en dehors de Villamontes, 22 sont âgés de moins de 18 ans ; afin de nous focaliser essentiellement sur les migrations de formation dans l'enseignement supérieur, nous nous en tiendrons à l'analyse des 73 restants.

Plus d'un cinquième des foyers dont au moins un enfant est âgé de 18 ans et plus déclare au minimum un descendant en migration actuelle d'études dans l'enseignement supérieur (21,6 %, 49 sur 227) ; cette proportion est nettement plus importante dans les familles dont le chef est originaire de Villamontes (35,1 %, 27 cas sur 77) que lorsqu'il ne l'est pas (14,1 %, 22 sur 156). L'émigration de jeunes pour raisons estudiantines est justifiée par les faibles opportunités de poursuite d'un cursus éducatif supérieur à Villamontes, les équipements disponibles à cet effet se limitant à une faculté vétérinaire (dépendant de l'université Juan Misael Saracho de Tarija). Comme lors de nos analyses précédentes, ce sont les villes de l'Occidente qui reçoivent la majorité des migrations actuelles de formation (57,5 %, cf. Tab. G-58) principalement Tarija (28,8 %) mais aussi Sucre (8,2 %), Cochabamba (6,8 %), La Paz (5,5 %) et Oruro (4,1 %) ; mais la place importante occupée par Santa Cruz (30,1 %) mérite d'être signalée.

Il convient de s'interroger sur l'éventuel retour en fin de cursus de l'importante proportion de descendants quittant Villamontes pour étudier dans l'enseignement supérieur. Il est probable qu'une partie reviendra : en effet, à partir de l'âge de 30 ans, la descendance ayant jadis quitté son foyer familial vit majoritairement dans la capitale municipale, mais deux arguments laissent penser que certains d'entre eux ne reviennent pas. D'une part, l'importante proportion d'enfants ayant quitté la ville et travaillant dans des emplois qualifiés [cf. ci-dessus] est sans doute le signe qu'une partie de la descendance formée (intellectuellement parlant) prolonge sa migration après la fin des études supérieures. D'autre part, selon la pondération et l'extrapolation de nos données⁸³, 521 personnes⁸⁴ auraient quitté la ville pour étudier dans l'enseignement supérieur et seraient revenues, alors qu'un

⁸² Il s'agit ici de la descendance ayant quitté Villamontes et « travaillant » ou « étudiant et travaillant » [cf. Tab. G-50].

⁸³ Exceptionnellement, nous procéderons donc à une pondération et extrapolation des données par rapport au nombre de ménages selon les zones censitaires du recensement INE 2001 [cf. Tab. G-59 pour le calcul du coefficient multiplicateur].

⁸⁴ Extrapolation des 68 individus déclarant au moins une migration antérieure de formation dans l'enseignement supérieur.

nombre plus important de descendants (544 individus⁸⁵) seraient en train de suivre un cursus éducatif ailleurs. Le fait que les enfants aujourd'hui partis de Villamontes pour étudier soient plus nombreux que l'ensemble de la population ayant effectué ce type de déplacement par le passé peut certes signifier une augmentation récente du nombre de migrations estudiantines, mais peut aussi vouloir dire qu'une fois formés, ils ne réintègrent pas toujours la localité.

Qu'il s'agisse des migrations antérieures ou actuelles, on aura remarqué l'importance des départs depuis Villamontes, ce qui confirme une fois de plus l'instabilité du peuplement déjà relevée ailleurs dans le département étudié. On retiendra plusieurs enseignements de ce qui précède. Tout d'abord, le comportement de la descendance nous incite à penser que l'attractivité de Villamontes reste importante : on y reste majoritairement dans les tranches d'âge de 25 ans et plus et on ne la quitte que pour occuper des emplois plus stables et mieux qualifiés. Par contre, les jeunes sont nombreux à aller étudier ailleurs, surtout quand leur chef de ménage est natif de l'endroit et que les conditions économiques de la famille le permettent, ce qui contribue à expliquer la rupture de la pyramide des âges observable à partir de 15 ans [cf. Fig. VI-12 en p. 352]. Enfin, dans l'ensemble, les déplacements s'articulent autour de pôles d'attraction proche de ceux des migrations antérieures. C'est sur leurs fonctionnalité et évolution que nous nous proposons de revenir à présent.

C - Un engouement croissant pour les grandes cités boliviennes

Nous reprendrons ici les principaux événements migratoires analysés au cours de cette section :

- 250 migrations professionnelles, 148 antérieures et 102 actuelles
- 149 migrations de formation (dans l'enseignement supérieur), 76 antérieures et 73 actuelles

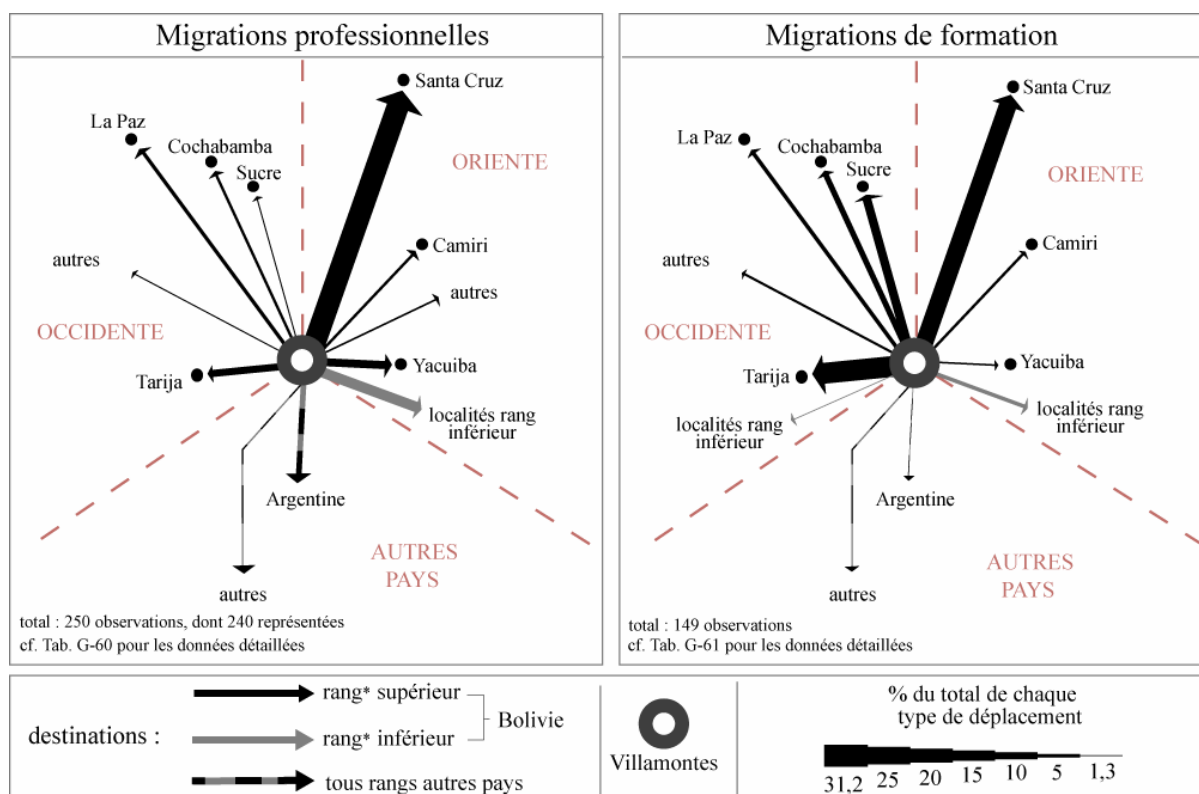
Jusqu'à présent, nous avons vu que deux tendances régissent la manière dont les Villamontais sont poussés à partir : s'il s'agit de motifs professionnels, ils gagnent majoritairement l'Oriente bolivien ; visant une formation, ils choisissent plutôt l'Occident du pays. La figure VI-21 ci-contre représente l'ensemble des migrations (antérieures ou actuelles⁸⁶) selon leurs motivations (travail ou études) et nous aide à préciser ces orientations. Pour les migrations professionnelles, la primauté orientale (67,2 % de l'ensemble de ces événements, cf. Tab. G-60) résulte de l'attrait de Santa Cruz

⁸⁵ Extrapolation des 73 descendants (migrants actuels) étudiant actuellement dans l'enseignement supérieur.

⁸⁶ Pour rappel, les migrations actuelles correspondent à la descendance ayant quitté Villamontes.

pour près d'un tiers des migrants (31,2 %) ; les autres pôles de l'Oriente étant Yacuiba (11,6 %), Camiri (4,0 %) ou des localités de rang inférieur (14,8 %). Quant à l'Occidente, il draine une minorité significative de migrants professionnels (22,0 %), notamment vers Tarija (10,0 %), La Paz (5,2 %) et Cochabamba (3,6 %). Enfin, on remarquera qu'un dixième (10,0 %) des migrations professionnelles s'effectuent vers d'autres pays. Comme nous l'avons remarqué plus haut, les déplacements de formation (dans l'enseignement supérieur) offrent un panorama différent puisqu'ils s'effectuent majoritairement vers l'Occidente bolivien (59,7 %, cf. Tab. G-61), surtout vers Tarija (29,5 %), même s'il y a d'autres destinations telles que Sucre (12,1 %), Cochabamba (8,1 %) et La Paz (5,4 %). L'Oriente occupe certes une place secondaire dans ces déplacements étudiants (36,9 %), mais on aura remarqué la place prééminente de Santa Cruz qui attire à elle seule presque autant que Tarija (24,8 %). Enfin, une minorité peu significative se rend à l'étranger pour y poursuivre ses études (3,4 %).

Fig. VI-21 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations (antérieures et actuelles) professionnelles et de formation (dans l'enseignement supérieur) selon les lieux de destination



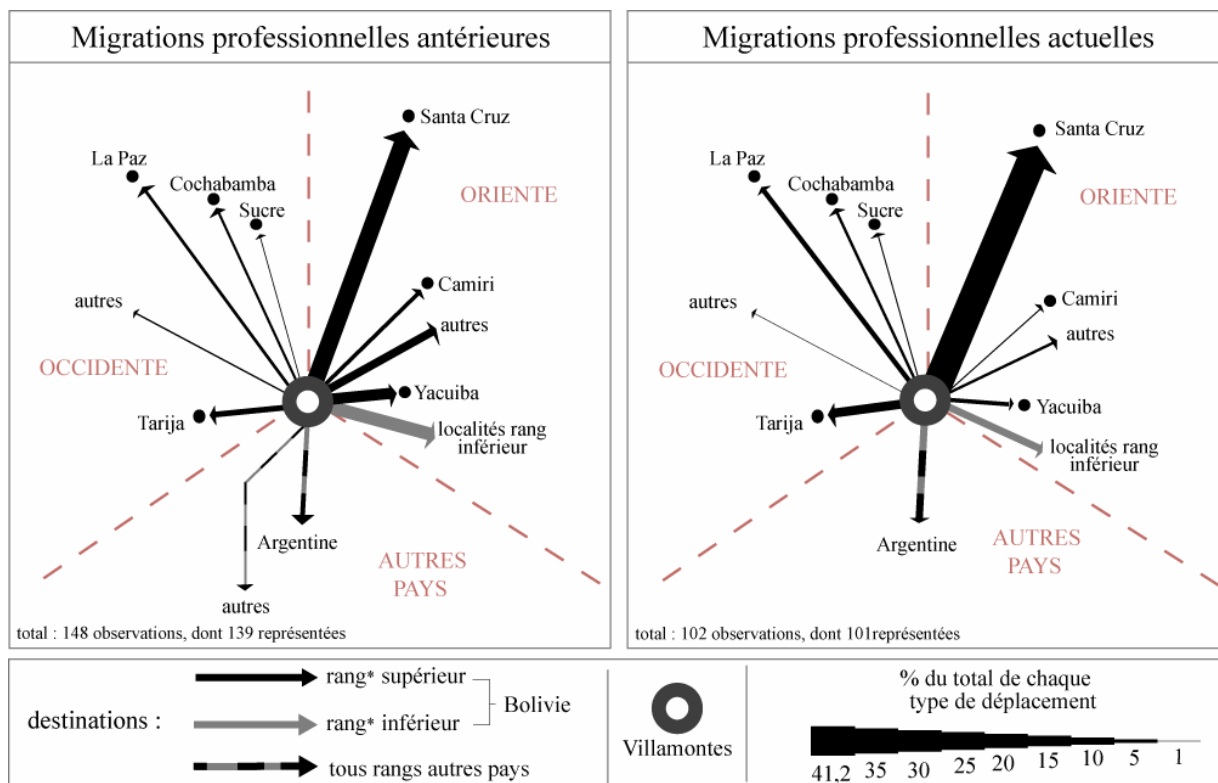
Source : Envil 2002 * : rang déduit de la population de la localité de destination au recensement INE de 2001 par rapport à celle de Villamontes (16 113 hab.) CM 2005

Ces attractivités connaissent-elles des évolutions particulières ? Une observation diachronique, à travers la comparaison des migrations antérieures et actuelles mettra au jour les changements éventuels.

1 - Les migrations professionnelles : la prédominance de l'Oriente à relativiser

Dans le contexte actuel de basculement de la population bolivienne vers l'Oriente du pays (D'ANDREA 2004), il est surprenant de constater que l'évolution des destinations des migrations professionnelles laisse apparaître une légère augmentation des déplacements vers l'Occidente. En effet, sur les 148 migrations antérieures liées à l'exercice ou à la recherche d'un travail, 18,9 % ont été réalisées vers la partie occidentale de la Bolivie, proportion qui passe à 26,5 % des 102 migrations actuelles⁸⁷ [cf. Tab. G-60]. Au contraire, la part de ces mêmes déplacements vers l'Oriente baisse, passant de 70,3 % des migrations antérieures à 62,7 % des actuelles. Enfin, signalons la stabilité des migrations professionnelles vers d'autres pays (respectivement 10,1 % et 9,8 %). Comment expliquer ces tendances ? C'est à travers une étude plus précise de l'évolution des pôles d'attraction que nous tenterons de répondre à cette question.

Fig. VI-22 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations professionnelles antérieures et actuelles selon les lieux de destination



* : rang déduit de la population de la localité de destination au recensement INE de 2001 par rapport à celle de Villamontes (16 113 hab.)
 Source : Envil 2002 cf. Tab. G-60 pour les données détaillées

⁸⁷ Il s'agit alors des descendants ayant quitté Villamontes et travaillant ou étudiant et travaillant dans leur lieu de vie habituel.

La baisse des migrations professionnelles vers l'Orient n'est pas imputable à Santa Cruz, la capitale orientale s'imposant au contraire comme principal pôle d'attraction [cf. Fig. VI-22 ci-contre] : elle concentre 24,3 % des déplacements antérieurs, 41,2 % des migrations actuelles [cf. Tab. G-60]. C'est du côté de l'évolution de l'attractivité du reste de l'Orient qu'il faut chercher les raisons de cette baisse : la ville de Yacuiba canalise 15,5 % des migrations antérieures professionnelles, 5,9 % des migrations actuelles, proportions qui sont respectivement de 5,4 % et 2,0 % pour Camiri, et de 18,2 % et 9,8 % pour les localités de rang inférieur à Villamontes. L'émigration professionnelle vers l'Orient bolivien semble donc se focaliser sur Santa Cruz, la crise de certaines villes (Yacuiba et Camiri) et la nette diminution des déplacements plus traditionnels (vers les petites localités orientales) contribuant sans doute à l'affirmation de cette hégémonie.

Cependant, la baisse de l'attractivité d'une partie de l'Orient a aussi participé à la croissance de celle des villes de l'Occident [cf. Tab. G-60] : 8,1 % des migrations antérieures professionnelles ont été réalisées vers Tarija, 12,7 % des migrations actuelles ; tendance que l'on retrouve pour La Paz (respectivement 4,1 % et 6,9 %) et dans une moindre mesure pour Cochabamba (3,4 % et 3,9 %) et Sucre (1,4 % et 2,0 %).

L'évolution des pôles d'attraction professionnels se fait donc en faveur des grandes villes boliviennes, Santa Cruz constituant indéniablement la destination principale, complétée par les capitales départementales de l'Occident (Tarija en tête). Qu'en est-il de la perspective diachronique des migrations de formation ? Laisse-t-elle aussi apparaître un renforcement de la place de la capitale de l'Orient ?

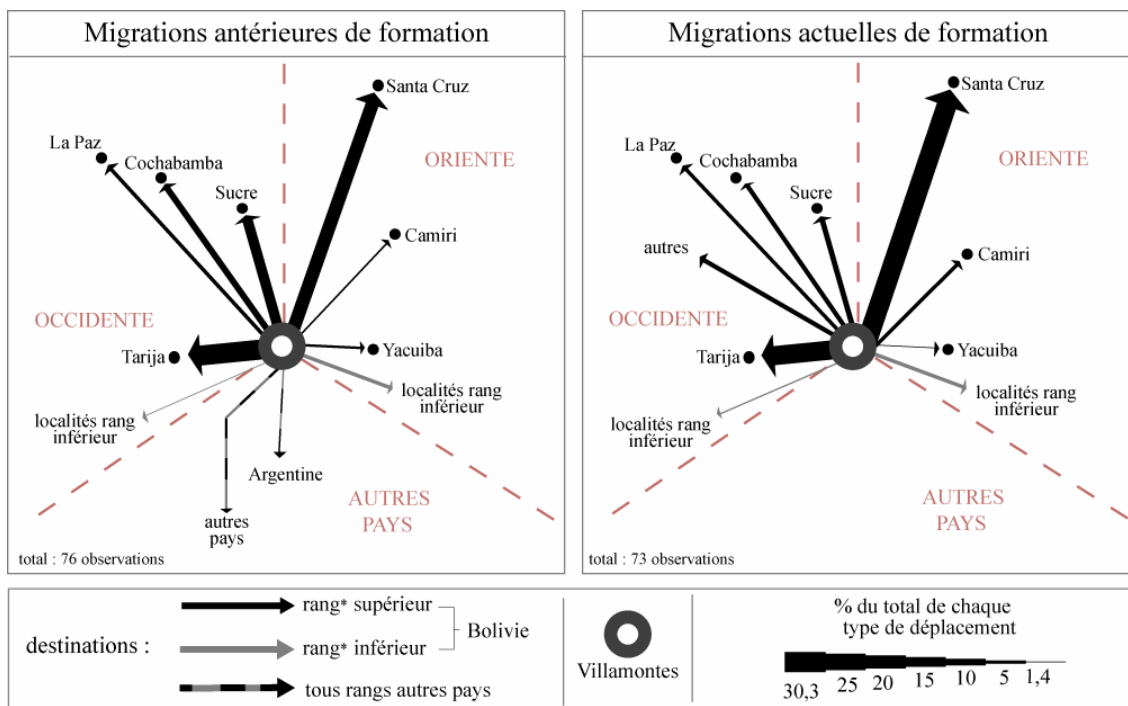
2 - Les migrations de formation : l'émergence de Santa Cruz

L'évolution des migrations de formation suit un modèle inversé : la prédominance historique de l'Occident bolivien (61,8 % des 76 migrations antérieures estudiantines, cf. Tab. G-61) baisse légèrement (57,5 % des 73 déplacements actuels pour le même motif) alors qu'au contraire celle de l'Orient augmente sensiblement (respectivement 31,6 % et 42,5 % des migrations de formation antérieures et actuelles). Enfin, on signalera la disparition des déplacements vers l'étranger (6,6 % et 0,0 %).

La figure VI-23 [au dos] nous éclaire sur cette évolution. D'une côté, il apparaît clairement que la croissance de l'Orient est tributaire de celle de la ville de Santa Cruz, qui concentre 19,7 % des migrations antérieures de formation (dans l'enseignement supérieur) proportion qui passe à 30,1 % dans le cas des déplacements actuels pour le

même motif, faisant ainsi de la capitale orientale le principal pôle d'attraction étudiantin [cf. Tab. G-61]. De l'autre, l'évolution des déplacements de formation vers l'Occidente bolivien est plus complexe : l'attractivité de la ville de Tarija semble historique (30,3 % des migrations antérieures de formation) et la légère baisse des déplacements vers la capitale départementale (28,8 %) n'entame que partiellement cette importance. Par contre, un autre mouvement traditionnel majeur, celui vers Sucre (15,8 % des migrations antérieures de formation) est en forte diminution (8,2 % des migrations actuelles), tendance identique (mais d'une ampleur inférieure) pour Cochabamba (respectivement 9,2 % et 6,8 %). Enfin, l'importance de La Paz est minoritaire mais stable (respectivement 5,3 % et 5,5 %) et l'on notera l'apparition d'autres villes de l'Occidente (Potosi et Oruro : 6,8 % des migrations actuelles de formation).

Fig. VI-23 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures et actuelles de formation (dans l'enseignement supérieur) selon les lieux de destination



* : rang déduit de la population de la localité de destination au recensement INE de 2001 par rapport à celle de Villamontes (16 113 hab.)
 Source : Envil 2002 cf. Tab. G-61 pour les données détaillées

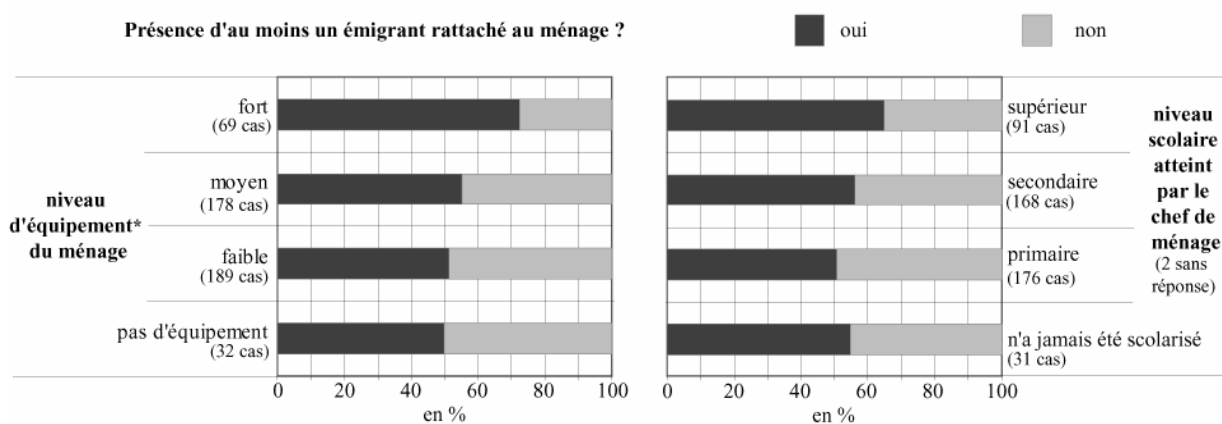
Même si l'importance des villes de la Bolivie occidentale pour les migrations de formation se maintient, celle croissante de Santa Cruz constitue indéniablement l'évolution la plus significative de notre étude. De manière générale, on retiendra que l'émigration vers l'Orient s'expliquait traditionnellement par des raisons diverses, mais qu'il semblerait qu'elle vise principalement aujourd'hui la capitale crucénienne, le premier pôle d'attraction pour raisons professionnelles ou de

formation. Nous avons abordé de manière sporadique la question des liens entre les lieux de destination et les niveaux de formation ou d'équipement. Nous nous proposons maintenant de traiter la question dans son ensemble, ceci afin de mieux cerner les sous-populations concernées par les pôles d'attraction détectés.

3 - Destination et statut des ménages : une liaison avérée

Nous terminerons l'étude de la redistribution des Villamontais en tentant de tirer des conclusions du croisement entre niveaux économique et de formation des ménages et destination des migrations. Pour cela, nous serons amenés à travailler sur les 610 émigrations recensées, quel que soit le motif de déplacement. Il s'agit plus précisément de 366 migrations antérieures et de 244 descendants ayant quitté la ville de Villamontes. En complément, c'est l'indice d'équipement [cf. Texte B-3 de l'annexe B] qui évaluera l'aisance des ménages, le niveau scolaire atteint par leur chef déterminant le niveau de formation des familles.

Fig. VI-24 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon la présence d'au moins un émigrant (antérieur et actuel) et les niveaux d'équipement et de formation des familles



* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour la méthode de fabrication de l'indice d'équipement

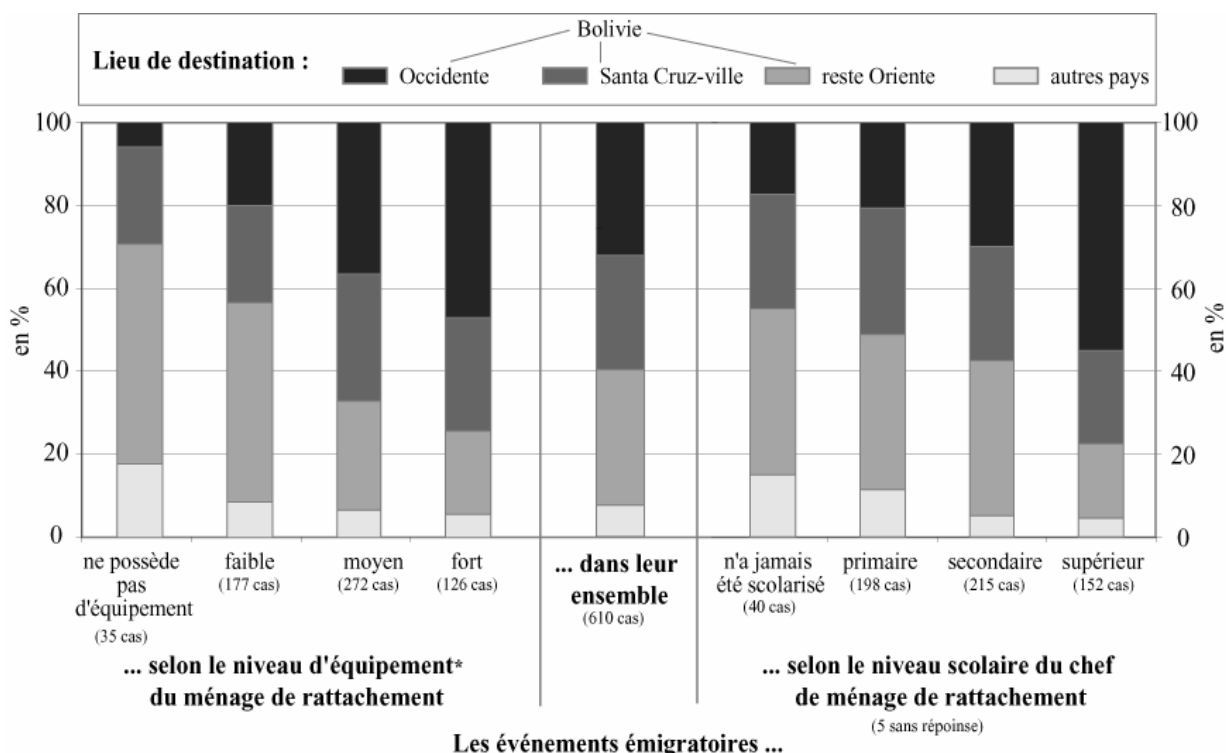
Source : Envil 2002

cf. Tab. G-62 et G-63 pour les données détaillées

CM 2005

Soulignons tout d'abord que la majorité des foyers enquêtés déclare au moins un émigré, et cela quel que soit le niveau de vie ou de formation. En effet, au moins la moitié de chacune de nos catégories de ménage est composée d'au moins un individu ayant effectué au minimum une migration antérieure et/ou d'un enfant ayant quitté la ville [cf. Fig. VI-24 ci-dessus]. Seuls les ménages les plus favorisés se distinguent par une émigration plus forte : parmi ceux qui possèdent un niveau d'équipement fort, 72,5 % déclarent au moins un émigrant [cf. Tab. G-62] ; proportion qui est de 64,8 % pour ceux dont le chef a atteint l'enseignement supérieur [cf. Tab. G-63].

Fig. VI-25 : Envil 2002 / Villamontes – Emigrations (antérieures et actuelles) selon le lieu de destination et les niveaux d'équipement et de formation des ménages



* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour la méthode de fabrication de l'indice d'équipement
 Source : Envil 2002 cf. Tab. G-64 et G-65 pour les données détaillées CM 2005

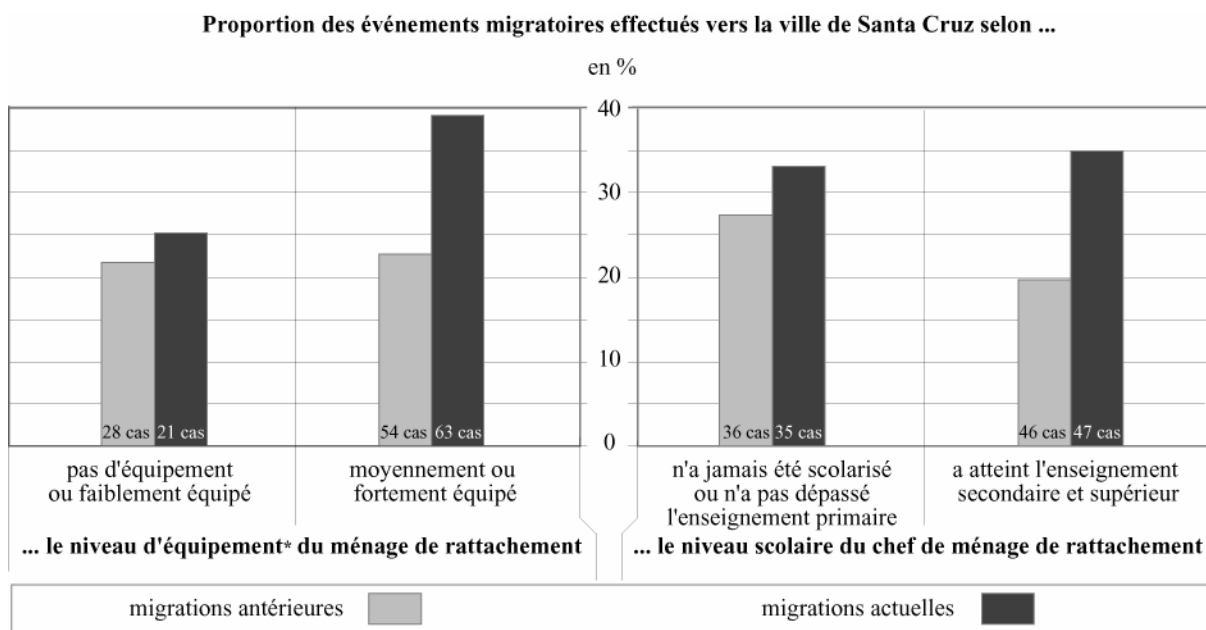
Nous avons déjà observé plus haut l'importance de l'Occidente pour les migrations de formation et pour celles visant un emploi qualifié. Dès lors, il n'est pas surprenant de constater que les migrants rattachés à des ménages favorisés aient tendance à se rendre dans la partie occidentale du pays : 46,8 % de ceux issus de foyers fortement équipés et 54,6 % dont le chef de famille a atteint l'enseignement supérieur [cf. Tab. G-64 et G-65]. Au contraire, ces proportions deviennent largement inférieures pour les émigrés rattachés à des ménages moins nantis et formés, diminution proportionnelle à celle des niveaux d'équipements et de formation [cf. Fig. VI-25 ci-dessus]⁸⁸.

A l'inverse, nous avons aussi constaté que les déplacements vers l'Oriente (hors Santa Cruz) et l'Argentine ne concernent que très faiblement les migrations de formation et engendrent des activités professionnelles peu qualifiées. Logiquement, les individus se rendant dans ces régions sont rattachés à des ménages peu nantis et peu qualifiés : 51,4 % de ceux dont la famille d'origine n'a pas d'équipement se sont rendus dans l'Oriente bolivien (hors Santa Cruz), 17,1 % sont allés en Argentine, proportions de 40,0 % et 15,0 % si le chef de famille n'a pas été scolarisé [cf. Tab. G-64 et

⁸⁸ 36,4 % des émigrants dont le ménage de rattachement est moyennement équipé se sont rendus dans l'Occidente de la Bolivie, 19,8 % s'il est faiblement équipé, 5,7 % s'il ne possède pas d'équipement [cf. Tab. G-64]. Par ailleurs, seuls 29,8 % des individus ayant quitté Villamontes et dont le chef de famille de rattachement a atteint le secondaire ont émigré vers l'Occidente bolivien, 20,2 % s'il a atteint le primaire, 17,5 % s'il n'a jamais été scolarisé [cf. Tab. G-65].

G-65]. Bien que légèrement moindre, ces deux destinations restent majeures pour les émigrés dont le ménage est faiblement équipé ou dont le chef n'a atteint que l'enseignement primaire ou secondaire [cf. Fig. VI-25]⁸⁹.

Fig. VI-26 : Envil 2002 / Villamontes – Emigrations (antérieures et actuelles) vers la ville de Santa Cruz selon les niveaux d'équipement et de formation des ménages



* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour la méthode de fabrication de l'indice d'équipement

Source : Envil 2002

cf. Tab. G-66 et G-67 pour les données détaillées

CM 2005

Enfin, Santa Cruz, cas quelque peu particulier, est le seul lieu de migration qui attire l'ensemble des individus, quel que soit le statut du ménage de rattachement [cf. Fig. VI-25 ci-contre]⁹⁰. L'attrait qu'exerce la capitale de l'Oriente sur une population hétéroclite explique sans doute l'importance de cette destination pour les Villamontais. Il est intéressant d'observer l'évolution de cette attractivité selon le statut des ménages des émigrés [cf. Fig. VI-26 ci-dessus et Tab. G-66 et G-67]. Ainsi, environ un quart des migrations antérieures rattachables à des familles considérées défavorisées ont été réalisées vers la ville de Santa Cruz (27,3 % dont le chef n'a jamais été scolarisé ou n'a pas dépassé l'enseignement primaire ; 21,7 % dont le ménage ne possède pas d'équipement ou est faiblement équipé) ; dans les mêmes conditions, les migrations actuelles donnent respectivement 33,0 % et 34,8 %. On peut qualifier d'importante l'augmentation diachronique, elle reste cependant

⁸⁹ 47,5 % des émigrants rattachés à des familles faiblement équipées se sont rendus dans l'Oriente (hors Santa Cruz), 8,5 % à l'étranger [cf. Tab. G-64], proportions qui sont respectivement de 36,9 % et 11,1 % pour ceux dont le chef de ménage de rattachement n'a pas dépassé l'enseignement primaire et de 37,2 % et 5,1 % s'il s'est arrêté au niveau secondaire [cf. Tab. G-65].

⁹⁰ En effet, 27,2 % des 610 émigrations ont été réalisées vers la capitale orientale, proportion qui varie au maximum de 4,8 % si l'on désagrège les déplacements selon le niveau d'équipement ou de formation des ménages [cf. Tab. G-64 et G-65].

nettement inférieure à celle des mêmes événements effectués à partir de ménages plus favorisés. En effet, les proportions d'émigrants qui se sont rendus dans la ville de Santa Cruz sont de 19,8 % (si le chef a atteint le secondaire ou le supérieur) et 22,8 % (si le ménage est moyennement ou fortement équipé) pour les migrations antérieures, de 34,8 % et 39,1 % pour les migrations actuelles.

C'est sans doute cet engouement pour la ville de Santa Cruz qu'il faut retenir de notre analyse du redéploiement des Villamontais. L'affirmation de l'attractivité de ce pôle est en effet générale puisqu'elle concerne, en plus des individus peu formés, toujours davantage de personnes qualifiées ou désirant poursuivre un cursus dans l'enseignement supérieur. Cependant, il ne faut pas sous-estimer les mouvements secondaires : main-d'œuvre peu qualifiée vers les autres localités de l'Oriente dont la perte de vitesse peut être partiellement attribuée à la crise des villes de Yacuiba et Camiri ; émigration qualifiée ou de qualification vers les capitales départementales de l'Occidente. Nous concluons sur un panorama général du peuplement de la petite ville orientale.

Conclusion Chapitre VI

Comme nous l'avons évoqué dans la première section de ce chapitre, c'est la multifonctionnalité de Villamontes (essentiellement liée à un effet de site) qui est à l'origine de la création et de la croissance de la localité. En effet, la diversité des activités de ce petit centre régional (rare pour une ville de cette taille) a dans un premier temps exercé une attraction sur les immigrés en provenance d'un espace rural proche (notamment Caigua, cf. chap. IV), en proposant ainsi une alternative aux autres pôles récepteurs voisins de Yacuiba et de Camiri. Mais l'attractivité de Villamontes ne se restreint pas aux campagnes de l'Oriente puisque près de la moitié des immigrés provient de villes au poids démographique plus important : Yacuiba et Camiri embourbées dans leurs crises conjoncturelles, mais aussi Santa Cruz, Tarija ou d'autres capitales départementales de l'Occidente.

Il est probable que le relatif dynamisme de la ville au moment de l'enquête, insufflé par l'essor du secteur gazier, contribue à l'insertion économique des immigrés : de provenance rurale, ils travaillent dans le bâtiment ou les services exigeant peu de qualification; provenant de grandes villes, ils sont mieux formés et occupent des emplois plus qualifiés. Cette bonne insertion apparente explique l'intention des habitants de ne pas quitter Villamontes et la proportion relativement importante d'enfants qui y demeurent effectivement. Cependant, et comme à Tarija [cf. chap. V], ce tableau optimiste est à relativiser : les non natifs ont tendance à occuper des postes en deçà de leur niveau de formation, et une partie de la population (notamment lorsqu'elle provient de localités de rang inférieur) travaille dans des conditions qui paraissent précaires. Ce sont vraisemblablement ces limites, ajoutées aux faibles possibilités de poursuivre des études supérieures à Villamontes, qui expliquent l'émigration que l'on a pu déceler.

En effet, les départs sont nombreux et répondent à divers schémas. Les migrations de formation – généralement vers les villes de l'Occidente, plus récemment vers Santa Cruz – ne se concluent que partiellement par un retour à Villamontes. Pour ce qui est des migrations professionnelles antérieures (donc avec retour à Villamontes), elles sont diversement caractérisées : les individus peu formés se sont rendus dans des petite localités orientales, à Santa Cruz ou en Argentine ; ceux plus qualifiés dans les chefs-lieux de départements occidentaux. Enfin, les déplacements professionnels en cours se font essentiellement vers les grandes villes boliviennes : l'attractivité de l'Occidente pour la population qualifiée est toujours aussi importante, et Santa Cruz correspond au seul pôle de réception significatif de l'Oriente, quel que soit le niveau de formation des travailleurs.

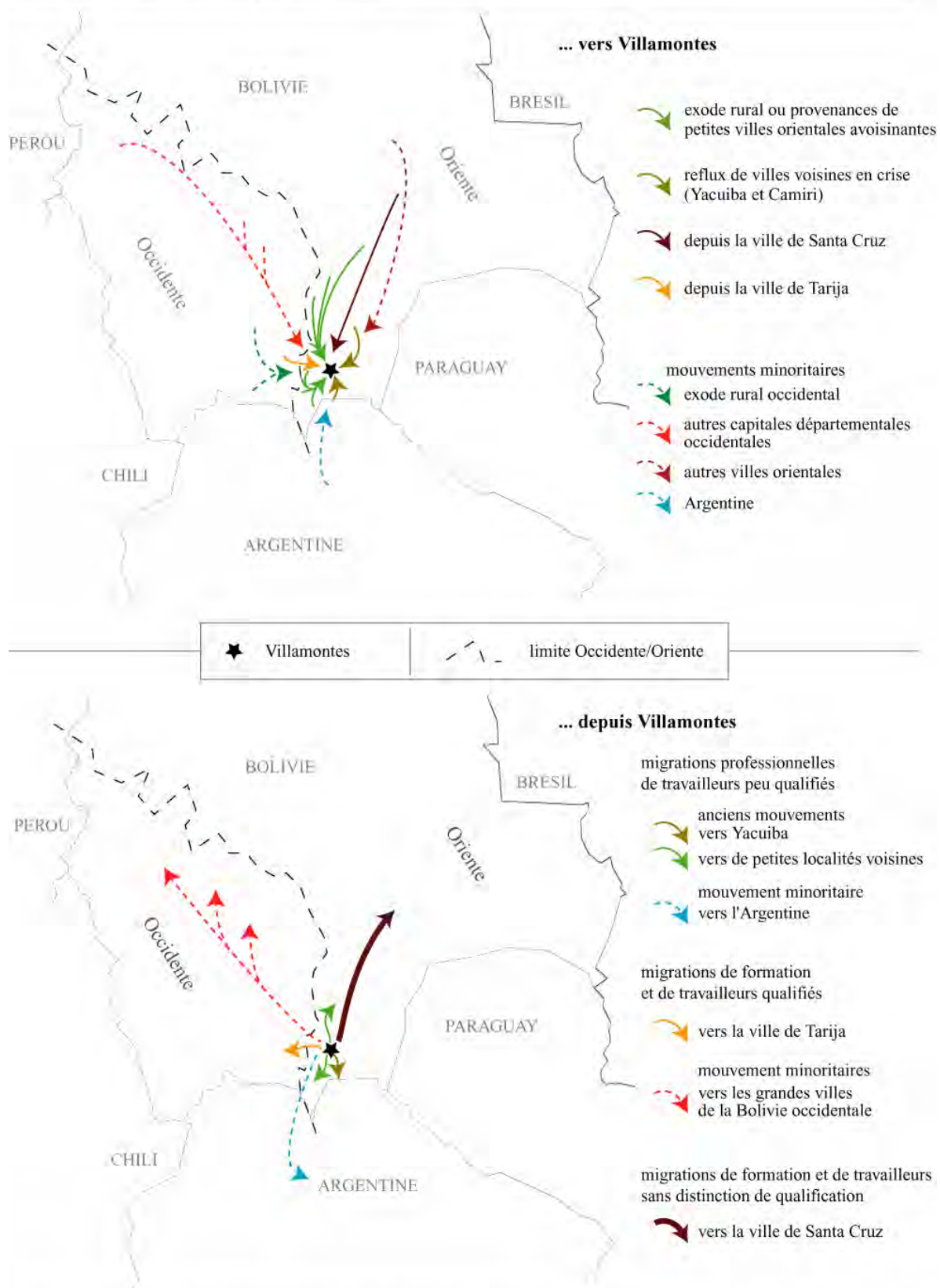
Ainsi remarque-t-on une fois de plus l'instabilité du peuplement urbain des villes du Tarija, générant d'importantes interactions démographiques entre Villamontes et d'autres régions ou localités [cf. Carte VI-4 ci-contre pour leur représentation schématique]. Interaction d'abord avec les zones rurales proches qui alimentent l'immigration traditionnelle vers Villamontes et constituent des pôles d'attraction pour les migrations antérieures professionnelles (dans l'agriculture mais aussi dans les services liés aux activités gazières) ou encore maintiennent des relations privilégiées avec la ville, certains habitants y pratiquant l'élevage. Interaction aussi avec les localités urbaines de Yacuiba et Camiri : elles ont sans doute eu un impact sur la croissance de la ville à travers la réorientation des flux migratoires ruraux, et ont été tour à tour des pôles centrifuges et centripètes de population depuis et vers Villamontes. Interaction également avec l'Argentine, bien que les migrations professionnelles peu qualifiées vers ce pays soient minoritaires, mais stables. Interaction encore avec les grandes villes de l'Occidente (principalement Tarija) avec arrivées et départs de main-d'œuvre qualifiée. Interaction enfin avec la ville de Santa Cruz qui a participé au peuplement de Villamontes et constitue indéniablement pour elle le principal pôle d'attraction.

Outre cette instabilité et la grande mobilité des habitants de Villamontes, on retiendra plusieurs enseignements de ces analyses. Premièrement : la proximité de frontières internationales influence peu (pour l'Argentine) ou pas (le Paraguay) le peuplement de la ville. Deuxièmement : le voisinage de Yacuiba est au contraire déterminant puisqu'une relance du commerce frontalier pourrait bloquer la croissance de Villamontes. Troisièmement : il semblerait qu'une fois de plus on ne puisse réduire l'étude du peuplement actuel du Tarija à des déplacements de l'Occidente vers l'Orient ; l'existence de courants migratoires endogènes à la partie orientale de la Bolivie et d'émigration vers la partie occidentale illustrant bien la complexité du modèle. Quatrièmement : l'explication du peuplement de la petite ville de Villamontes ne peut non plus être réduit à l'attractivité qu'elle exerce sur un espace rural proche, puisque des immigrés en nombre significatif sont dernièrement venus s'y installer depuis les principales villes boliviennes, non seulement largement plus importantes, mais aussi parfois très éloignées [cf. Fig. VI-27 en p. 378]. Ce dernier point souligne bien l'attractivité exceptionnelle exercée par le petit centre régional de Villamontes, insufflée, on l'a vu, par le développement récent d'activités gazières (explorations et mise en place des structures d'exploitation). Vu le caractère peut-être éphémère de ce développement, il convient de s'interroger sur les perspectives d'avenir de la ville.

C'est toujours le secteur des hydrocarbures, mais à travers les redevances qu'il occasionne et non l'activité qu'il induit directement, qui conditionnera probablement le futur de Villamontes. En effet, le département du Tarija en général, et les *municipios* de la province Gran Chaco en particulier, seront sans doute amenés à gérer des sommes importantes dans les années à venir [cf. Texte C-9]. L'attribution de ces ressources financières, *a priori* conditionnée par la présentation de projets, devrait

Carte VI-4 : Villamontes – Principaux mouvements de population vers et depuis la ville

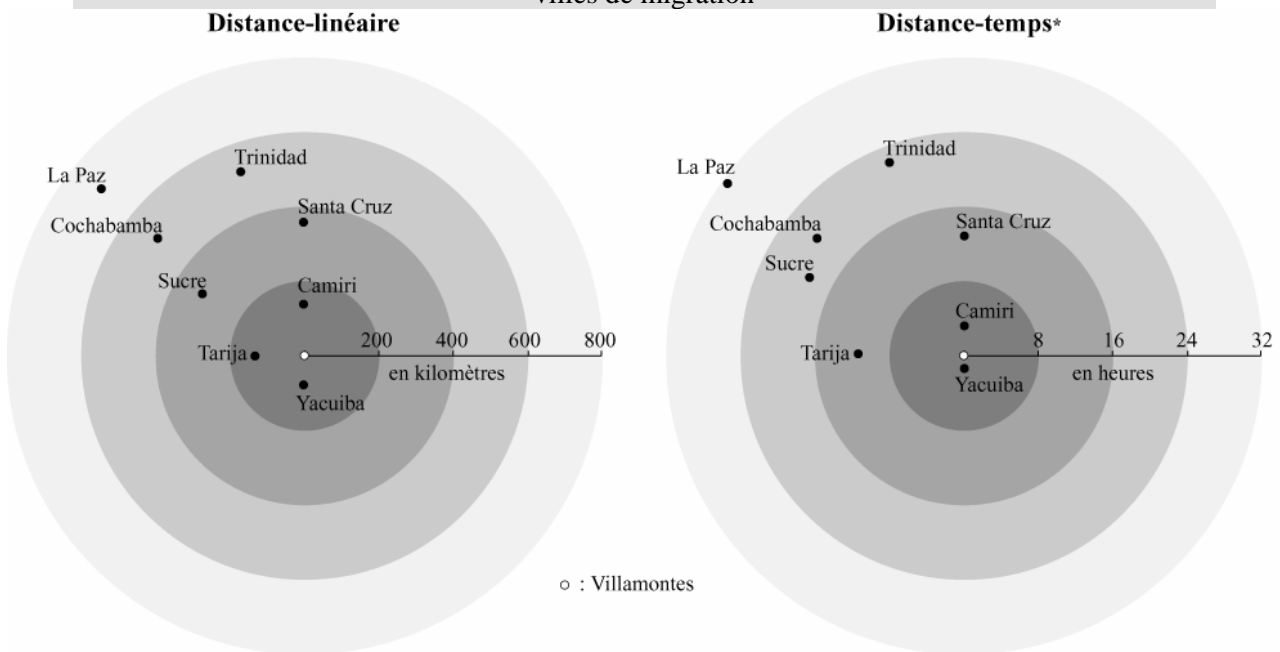
Les principaux mouvements migratoires...



Sources : Fond de carte : www.philgeo.club.fr ; données : Envil 2002 ; bipartition du Tarija propre et bipartition nationale : D'ANDREA 2004

entraîner des investissements à Villamontes (installation d'une usine thermoélectrique, d'une autre qui produirait des engrais azotés, et réouverture de la raffinerie ou asphaltage des rues de la ville). La mise en place de tels projets nécessitera de la main-d'œuvre, qualifiée ou non, et entraînera Villamontes dans une nouvelle période de croissance dynamique. Il serait par contre hasardeux de se prononcer sur le long terme, la corruption en Bolivie constituant un frein redoutable au développement. Enfin, les redevances devraient aussi permettre l'amélioration des communications transversales, notamment avec l'ouverture d'une route bitumée Villamontes-Tarija et d'une autre vers le Paraguay. La ville pourrait alors se retrouver au centre d'un des axes interocéaniques reliant les ports brésiliens et chiliens. L'un des principaux atouts de Villamontes, sa position de carrefour, en serait alors notablement renforcé.

Fig. VI-27 : Bolivie – Distance-linéaire et distance-temps entre Villamontes et les principales villes de migration



* : par la route, en transport en commun

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

LES PRATIQUES COMPLEXES D'UN ESPACE ELARGI

Les similitudes entre le peuplement de Tarija et celui de Villamontes sont nombreuses, même s'il convient de souligner certaines nuances résultant des différences d'échelle et d'intégration dans leurs espaces régionaux respectifs.

Un peuplement instable et complexe

La création et le développement des deux villes sont étroitement liés à l'effet de site. Leurs positions frontalières (entre l'Occident et l'Orient pour Tarija, à la limite de l'immense plaine du Chaco pour Villamontes) expliquent leurs fondations et ont encouragé l'implantation d'infrastructures militaires. Proches de grands bassins de production (agriculture dans les vallées andines du centre, élevage dans le Chaco), elles s'imposent comme des marchés régionaux. Enfin, leur localisation sur les grandes voies de communication du Sud-Est bolivien (l'axe historique Argentine-Potosi pour Tarija ; celui plus actuel Argentine-Santa Cruz pour Villamontes) en fait des villes-carrefour. Ces facteurs expliquent le développement des deux centres régionaux et l'attraction qu'ils ont exercée depuis une cinquantaine d'années sur les populations rurales environnantes confrontées à la crise de leurs systèmes productifs [cf. deuxième partie]. Cependant, ces schémas ont été bouleversés à partir des années 80 : la contribution des habitants de l'arrière-pays à la croissance démographique des deux villes s'est maintenue mais a été renforcée par d'autres courants, toujours imputables à des facteurs de crise, mais en provenance de régions plus éloignées (celles des mines pour Tarija) ou de villes de l'Orient (Bermejo, Yacuiba et Camiri). Enfin, récemment, les localités ont reçu des

migrants depuis les principales agglomérations boliviennes. Il en résulte une forte proportion d'immigrés : les deux tiers¹ des chefs de ménage de Tarija et Villamontes ne sont pas natifs de la localité [cf. Récapitulatif II].

Les deux villes, qui n'ont pas connu de problème économique particulier, se positionnent donc comme centres de réception de diverses régions en crise. Mais l'élargissement des champs migratoires ne signale-t-il pas aussi l'existence de facteurs endogènes d'attractivité ? Certains éléments nous encouragent à supposer que oui : l'enseignement supérieur et la fonction administrative de Tarija d'une part, qui attirent des étudiants en provenance des petites villes du Sud-Est bolivien ou des fonctionnaires venant des principales agglomérations du pays ; la logistique des hydrocarbures à Villamontes d'autre part (et les répercussions médiatiques d'une telle activité) suscite un engouement récent pour cette petite ville de l'Orient. En plus d'attirer des migrants, ces activités constituent des services moteurs² d'économies largement dominées par le secteur tertiaire (tourisme à Tarija, commerce et transport dans les deux villes). Cependant, il s'agit là des seuls éléments explicatifs de ce relatif dynamisme, puisque la structure du marché de l'emploi urbain se caractérise sinon par de petits travaux informels, sans doute générés par les besoins inhérents à l'urbanisation³.

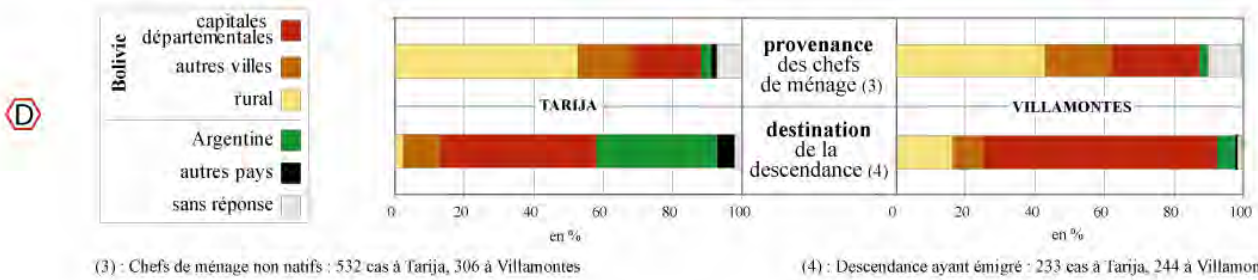
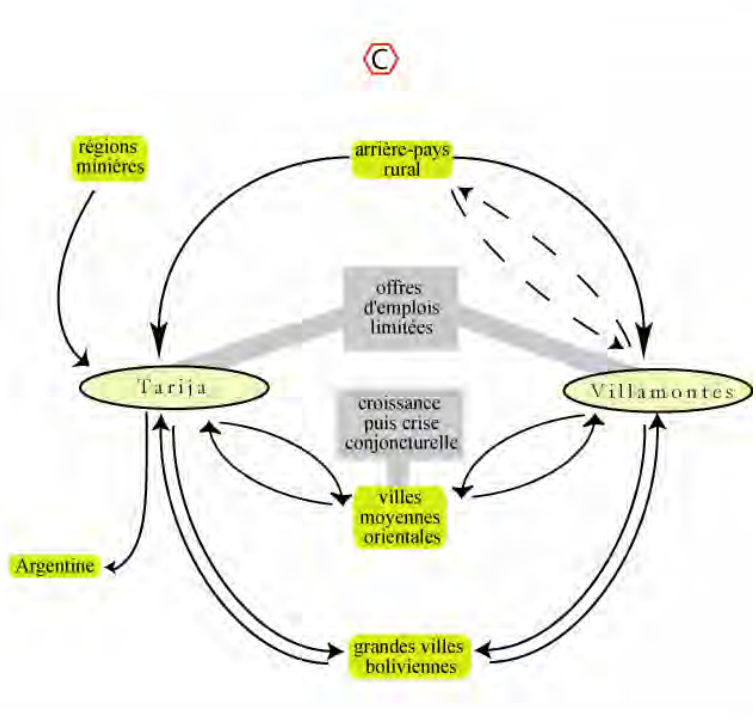
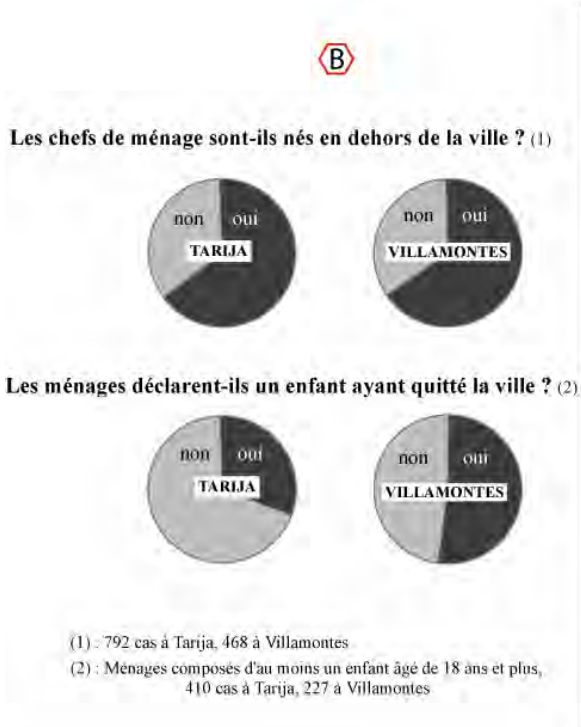
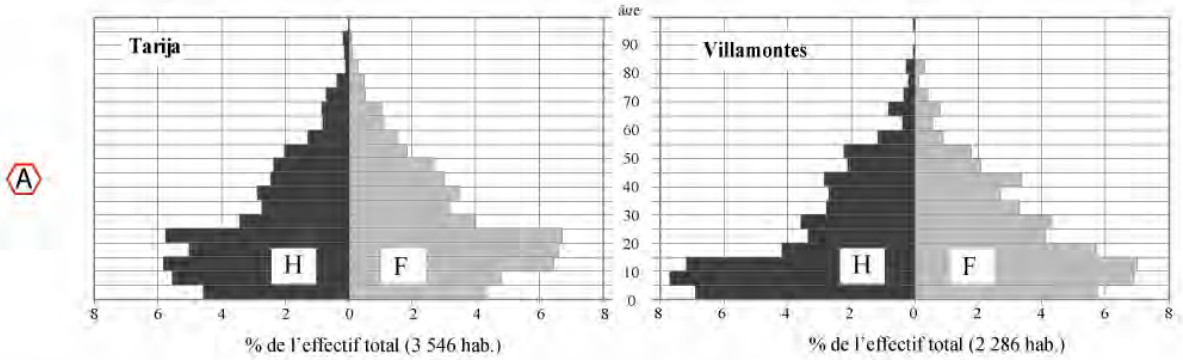
C'est dans ce contexte économique que s'intègrent les immigrés à Tarija et Villamontes. Ceux qui viennent des campagnes, peu qualifiés pour les travaux urbains, se contentent souvent de petits emplois : travaux domestiques, aide-maçon, autres labeurs éreintants, petit commerce de rue, etc. Quand ils proviennent des mines ou des villes frontalières, ils sont plus nombreux à exercer des activités commerciales. Enfin, s'ils sont formés, ils occupent plutôt des emplois salariés nécessitant des compétences (administration, banques, etc.). Cette première approche a laissé supposer une insertion positive des immigrés, l'exemple de Villamontes révélant même une certaine progression dans les conditions de travail avant de s'installer, au moment de l'installation puis lors de l'enquête. Cependant, si l'économie de Tarija et Villamontes est plus reluisante que celles d'autres villes ou régions voisines, elle est aussi limitée, ce que l'on perçoit notamment à travers certaines difficultés rencontrées par les immigrés : quand ils sont d'origine rurale, leur situation est particulièrement précaire ; à Villamontes, quelle que soit leur provenance, ils occupent (à qualification égale) des emplois nécessitant des niveaux de

¹ Plus précisément : 66,0 % pour Tarija, 65,4 % pour Villamontes [cf. Tab. V-1 et G-4].

² Il s'agit là d'un concept repris par l'article du GRAL/CREDAL qui vise à mieux définir le secteur des services dont "on connaît mal [l']influence sur la croissance des villes latino-américaines". Il propose une nouvelle typologie permettant de distinguer "les services les plus dynamiques, qui se caractérisent soit par une forte productivité, soit par un effet inducteur sur les autres activités, soit par un pouvoir de contrôle sur l'économie" (GRAL/CREDAL 1994, p. 132).

³ "La concentration de la population en ville est à elle seule génératrice de nombreux emplois : il faut nourrir, loger, habiller, transporter, éduquer, soigner... des milliers de personnes chaque jour. Des milliers d'emplois de service et de commerce de micro-détail, adaptés à la modicité des moyens des clients, sont ainsi induits par l'urbanisation" (ANTOINE 1995, p. 7).

Récapitulatif II : Le peuplement des villes de Tarija et Villamontes



Sources des données : Entar 2001, Envil 2002

Ceydric Martin, 2005

compétence moins élevés. Ces limites, couplées à l'existence d'autres pôles d'attraction en Bolivie et en Argentine, favorisent le redéploiement des habitants des deux villes.

Car l'émigration est forte : la moitié des familles déclare au moins une personne ayant quitté la ville⁴ ; la même proportion des ménages⁵ villamontais compte un enfant parti, situation qui concerne près d'un tiers des foyers tarijéniens⁶, les jeunes ayant tendance à rester jusqu'à la fin de leur cursus universitaire [cf. Récapitulatif II]. Cette redistribution concerne les ménages modestes, mais aussi (et parfois de manière plus intense) les familles aisées ; elle est motivée par des raisons professionnelles ou de formation et s'effectue selon plusieurs schémas. Pour se former ou occuper des emplois qualifiés, les émigrés se rendent dans les grandes villes de l'Occidente ; alors que la main-d'œuvre peu qualifiée privilégie Yacuiba et Bermejo (destinations momentanées pendant leur période florissante) ou l'Argentine et Santa Cruz.

Ces schémas sont évolutifs (le principal changement étant l'attractivité croissante de la capitale de l'Oriente pour les individus formés ou à la recherche de formations) et connaissent des nuances selon les deux exemples étudiés. D'une manière générale, les Tarijéniens privilégient les villes de la Bolivie occidentale mais aussi l'Argentine, ce qui peut se comprendre si l'on considère l'attrait du pays voisin pour les immigrés originaires des vallées andines, présents en nombre dans la capitale départementale [cf. chap. III]. En ce qui concerne l'émigration estudiantine, elle est réservée aux ménages aisés et dépasse alors le cadre bolivien et même l'Amérique du Sud, en concernant aussi des pays européens ou nord-américains. De leur côté, les Villamontais sont particulièrement nombreux à se rendre à Santa Cruz, ce qui s'explique notamment par la relative proximité de la ville, à seulement douze heures de bus, alors que les capitales départementales occidentales sont souvent bien plus éloignées et mal desservies. Par contre, rares sont ceux qui vont en Argentine, constat qui rappelle la faiblesse des liens entre l'Oriente tarijénien et le pays voisin, conformément à ce que nous avons noté à Caigua [cf. chap. IV]. Enfin, le manque d'opportunités de formation dans la petite ville orientale justifie l'importance des départs pour suivre un cursus dans l'enseignement supérieur, et ainsi le fort déficit de jeunes à partir de l'âge de vingt ans [cf. Récapitulatif II].

La superposition des modèles migratoires

Notre étude montre que plusieurs tendances de fond structurent le peuplement des villes du Tarija [cf. Récapitulatif II]. Tout d'abord, revenons sur le modèle classique. La dynamique d'expulsion des campagnes proches a été déterminante : dans l'Occidente, elle s'effectue vers la capitale départementale, et le mouvement est complété par l'arrivée de mineurs ; dans l'Oriente, le

⁴ C'est-à-dire un membre du foyer qui est parti puis revenu, ou un enfant ayant émigré. Les proportions sont précisément de 48,5 % pour Tarija, 55,8 % pour Villamontes [cf. Tab. F-51 et G-62].

⁵ Il s'agit des ménages déclarant au moins un enfant âgé de 18 ans et plus.

⁶ Les proportions sont précisément de 31,0 % à Tarija (127 cas sur 410) et 52,0 % à Villamontes (118 cas sur 227).

semis urbain diffus fragmente ce courant migratoire, et les cycles successifs de croissance des villes orientent les flux depuis les régions rurales. Dans les deux cas, les rapports villes-campagnes restent étroits, entretenus par les pratiques agricoles de propriétaires absents (cultures à Tarija, élevage à Villamontes) et par les déplacements de fonctionnaires et d'étudiants. De manière complémentaire, les agglomérations reçoivent des populations provenant de villes voisines de plus petite taille : par exemple, les habitants de Bermejo se rendent à Tarija, ceux de Monteagudo vont à Villamontes. Enfin, la redistribution peut elle aussi paraître classique [cf. Récapitulatif II] : elle se fait surtout vers les capitales départementales boliviennes – ce qui confirme la hiérarchisation du mouvement général – et vers l'Argentine (plutôt à destination de provinces fortement urbanisées).

Cependant, à ce modèle classique s'est superposée une circulation entre agglomérations, qui doit être considérée comme originale, puisqu'impliquant des mouvements migratoires depuis et vers des villes de toutes tailles. De ce fait, elle remet partiellement en cause le modèle de migrations en cascade s'appuyant sur des villes intermédiaires (HERRY 1991). Dans le Sud-Est bolivien, ce sont essentiellement les modalités de la croissance des agglomérations petites et moyennes⁷ qui éclairent ce changement. En effet, à l'image de ce qui se passe ailleurs en Amérique latine, le développement des villes de Camiri, Yacuiba, Bermejo et Villamontes répond à des causalités multiples, résultat de mutations économiques rapides⁸, et entraîne des croissances échelonnées, parfois brusques, et suivies de crises soudaines. Il en découle des cheminements migratoires complexes entre villes, dont certains ont été bien captés par nos analyses : on se rend par exemple de Tarija à Bermejo ou Yacuiba, puis on réintègre la capitale départementale ; Villamontes attire des migrants provenant des principales villes boliviennes, mais en attire aussi d'autres, qui se replient depuis Camiri ou Yacuiba. Enfin, cette tendance aux déplacements non hiérarchisés atteint son paroxysme quand une partie du redéploiement des Villamontais s'effectue vers les campagnes environnantes où ont lieu des prospections gazières.

Par ailleurs, nos résultats interrogent aussi la pertinence de l'un des modèles actuels du peuplement en Bolivie : le basculement de la population vers l'Orient. Deux points de notre étude nous incitent à le relativiser. D'une part, la fragilité des villes orientales : la croissance de Camiri, Bermejo et Yacuiba est actuellement remise en cause, et celle de Villamontes pourrait l'être (aléas des activités gazières). D'autre part, l'existence de pôles qui concurrencent Santa Cruz, localité stigmatisant pourtant l'attractivité orientale exercée sur les villes étudiées. Cette concurrence est tout d'abord le fait des capitales départementales de l'Occident : fortes de leurs traditions intellectuelles et universitaires et concentrant encore le pouvoir politique, elles sont des lieux de destination privilégiés

⁷ Selon la classification de Nicolas d'Andréa (2004), on entend par petite ville en Bolivie une agglomération dont la population est comprise entre 5 000 et 50 000 habitants, une ville moyenne ne dépasse pas les 250 000 habitants.

⁸ En Amérique latine, les " moteurs de croissance des villes intermédiaires sont donc vraisemblablement nombreux, et il serait vain d'y voir le résultat de causalités simples. A diversité de situations, diversité de facteurs. Le contexte des mutations économiques rapides [...] n'est certainement pas étranger à l'essor des villes intermédiaires de la région " (GRAL/CREDAL 1994, p. 132).

pour la formation et les emplois qualifiés. Second pôle concurrent, l'Argentine : son économie relativement dynamique et ses salaires plus élevés lui confèrent une position d'alternative à l'Orient pour une main-d'œuvre moins diplômée.

Affiner la compréhension des stratégies migratoires

Qu'il s'agisse des dynamiques de peuplement classique ou originale, ou encore de l'attractivité relative de l'Orient, les enseignements résultant de notre étude confirment la complexité des mouvements migratoires des villes, et plus particulièrement la simultanéité de fonctionnements centrifuges et centripètes dans les localités urbaines. Les stratégies déployées par les migrants dans cette complexité jouent un rôle indéniable : ces derniers se rendent là où se trouvent les opportunités les plus favorables, professionnelles ou de formation.

C'est pour cela qu'une meilleure compréhension de ces stratégies est nécessaire. Car nos analyses ont certes permis de capter la diversité des mouvements de population et d'expliquer leurs caractéristiques générales, mais elles ne contribuent parfois que superficiellement à saisir les multiples mécanismes qui les déterminent. On peut par exemple s'interroger sur la raison qui pousse certains paysans de l'Occident à choisir de se rendre à Tarija et non en Argentine, ou à Tarija puis en Argentine. Cela pourrait signifier que toutes les communautés n'ont pas les mêmes stratégies qu'à Tolomosa, d'où l'intérêt d'enquêtes complémentaires en milieu rural [cf. deuxième partie]. Et puis, en ce qui concerne l'ensemble des migrants ruraux vers les villes, prendre en compte les liens qu'ils maintiennent avec leur communauté d'origine est essentiel (envoient-ils de l'argent ou reçoivent-ils des aliments ?). Les migrations interurbaines méritent, elles aussi, une approche plus minutieuse ; il faudrait saisir les raisons qui déterminent le migrant à quitter des villes importantes comme La Paz ou Cochabamba pour des centres relativement petits comme Tarija, voire peu significatifs comme Villamontes. La recherche de travail commence-t-elle avant le déplacement ? Enfin, l'élargissement du champ de recherche à une ville en crise mérite d'être tenté, Yacuiba pouvant fournir un exemple approprié à la saisie des raisons poussant certains à partir et d'autres non.

La compréhension de ces mécanismes passe par des compléments d'analyse (dans le cas de Yacuiba, Enyac 2002) ou d'enquêtes (en milieu rural) couplées à des études qualitatives. Pour mener à bien de futures collectes de données, il faut envisager un perfectionnement des questionnaires et cela sur plusieurs points. Tout d'abord, une approche spécifique du rôle essentiel joué par les réseaux, parce qu'ils facilitent l'accès aux ressources urbaines, en particulier au travail et au logement. De ce fait, ils participent à l'orientation des courants migratoires, le migrant privilégiant les lieux où il dispose de contacts. L'introduction systématique (pour chacun des déplacements, y compris les départs de la descendance) de deux variables à ce sujet, l'une concernant l'origine des personnes qui ont aidé à trouver un emploi, l'autre celle des individus qui ont facilité les questions de logement,

serait un apport considérable pour de futures enquêtes. Ensuite, il convient de revoir notre approche de l'activité en ville, dans la continuité de ce qui a déjà été fait lors d'Envil 2002 : si l'enquêteur est le plus précis possible quant à la nature du travail exercé et la fonction occupée, la recodification postérieure à la collecte des données dressera une liste complète et détaillée des emplois recensés et des qualifications requises. Pour finir, la prise en compte des liens maintenus entre les immigrés et leurs lieux d'origine, notamment quand ils sont ruraux, nécessite un module spécifique qui recenserait les transferts d'épargnes et de denrées alimentaires.

Vers une nouvelle donne de l'urbanisation du Tarija ?

On peut s'interroger sur les perspectives de développement des villes du Tarija. Les déplacements de population sont globaux, ils s'effectuent par-dessus les frontières, entre l'Occidente et l'Oriente bolivien, mais l'urbanisation diffère nettement selon la bipartition. A l'image des autres capitales départementales occidentales boliviennes, la concentration urbaine de Tarija est très forte. Son attractivité sur les campagnes environnantes devrait se maintenir, de même que son influence concernant la formation et les emplois qualifiés, les fonctions administratives et universitaires étant des acquis difficilement aliénables. Il lui faudra cependant réussir à endiguer l'émigration des jeunes en fin d'études, et cela pour des raisons économiques mais aussi démographiques, la proportion d'enfants en bas âge devenant particulièrement faible [cf. Récapitulatif II]. Enfin, les retours de migrants partis dans les villes frontalières indiquent le positionnement de la capitale comme résidence-base⁹. En ce sens, le fort régionalisme chapaco et la qualité de vie remarquable de Tarija en Bolivie (son climat est agréable, sa propreté exceptionnelle et sa tranquillité tout spécialement appréciée en ces temps d'agitation nationale) pourraient favoriser les probabilités de réinstallation, notamment pour les retraités. En dehors de Tarija, l'urbanisation de l'Occidente connaîtra sans doute quelques évolutions : les localités de Padcaya, Concepción et San Lorenzo devraient prochainement atteindre le rang de petites villes, mais leur rôle se limitera à celui de relais entre la capitale départementale et le monde rural proche, rôle qu'elles occupent du reste depuis la Colonie [cf. chap. II].

La situation est sensiblement plus complexe pour le semis urbain diffus de l'Oriente. A l'image de ce qui s'est passé depuis une cinquantaine d'années, c'est la conjoncture qui déterminera la croissance démographique des villes : tout essor économique entraînera une immigration non seulement depuis le milieu rural proche, mais aussi depuis des villes plus

⁹ " Tout individu relève d'un espace de référence lorsqu'il se déplace, qui peut être considéré comme une assise sous-tendant l'organisation de ses déplacements. Cette fonction de « base » a un sens large, et évolue suivant les modes de vie et l'évolution des sociétés, d'une résidence unique à la multirésidence. [...] La *résidence-base* se définit donc comme un lieu, ou un ensemble de lieux, à partir duquel les déplacements ont une probabilité de retour très élevée, quelle que soit la durée du séjour (semaines, mois, années) durant la vie d'un individu " (DOMENACH & PICOUEU 1995, p. 37).

éloignées. Grâce à l'activité gazière, Villamontes est actuellement l'objet d'un engouement de ce type, mais s'agissant là d'une dynamique éphémère, le développement de la ville peut sembler tout aussi fragile que celui des autres agglomérations orientales. De plus, le prélèvement opéré par l'émigration estudiantine des jeunes, dès l'âge de 15 ans, est de mauvais augure, surtout si l'on considère le faible nombre de retours et les effectifs décroissants d'enfants en bas âge [cf. Récapitulatif II]. Pour ce qui est des autres villes orientales, Yacuiba et Bermejo, la conjoncture n'est pas présentement favorable au commerce transfrontalier, mais une réactivation du secteur est probable, et relancera l'attrait des deux localités. Quant à l'extension du réseau urbain de l'Oriente, il restera sans doute limité. Les nouvelles colonisations agraires (s'il y en a) se feront à proximité des villes existantes, et l'impact de la prospection et l'exploitation des hydrocarbures se restreint à l'installation de campements, rarement propices à une cristallisation en agglomération. Cependant, on peut d'ores et déjà signaler deux localités qui deviendront urbaines : Caraparí et Entre Ríos, la première connaîtra un développement favorisé par l'attribution de redevances massives, mais restreint par la proximité de Yacuiba ; la seconde, au contraire assez isolée pour justifier l'émergence d'une petite ville, devrait également bénéficier de redevances, mais aussi de l'ouverture de la route reliant les vallées andines au Chaco, qui en fera une étape intéressante. Néanmoins, située loin des nœuds routiers, son accroissement pourrait ne rester que secondaire.

Finalement, tout laisse à penser qu'on peut s'attendre à une certaine continuité : une urbanisation progressive et inexorable, et le maintien de flux migratoires entre l'inertie de l'Occident et l'instabilité de l'Oriente. Cependant, un facteur devrait avoir un impact déterminant sur l'évolution de trois des quatre villes du Tarija : les retombées financières de l'exploitation du gaz qui les amèneront à gérer des sommes considérables. Alors, la rétention de la population qualifiée et une bonne utilisation des fonds pourraient stimuler l'apparition de nouveaux facteurs endogènes d'attractivité, ou du moins renforcer les facteurs existants. L'amélioration des voies de communication conforterait la position de carrefour de Villamontes et de Tarija, et permettrait ainsi des rapports plus étroits avec leurs arrière-pays respectifs ou pourquoi pas l'ouverture de zones franches. De manière complémentaire, on peut envisager un développement du tourisme, des aménagements agricoles dans le Chaco, et peut-être l'ouverture de fabriques agroalimentaires. La transformation du gaz serait aussi l'occasion d'aménager des zones industrielles, notamment pour produire de l'électricité. Enfin, dans le cas de Villamontes, la mise en place d'infrastructures éducatives comblerait l'une des principales lacunes de la ville.

Ces développements engendreront-ils de nouvelles migrations ? Ils contribueront à rendre le Tarija plus attractif, mais l'intensification et la complexification des mouvements migratoires soulignés dans le cadre de cette partie nous incitent à la prudence. Les mobilités spatiales sont des

réactions aux crises ou aux manques, concernant aussi bien riches que pauvres, et se manifestant dans un espace multipolaire, essentiellement composé de l'armature urbaine dans son ensemble, quelles que soient les échelles, où les villes deviennent alors un "ensemble des lieux de tous les possibles" (DUBRESSON 1995, p. 237). Le moment venu, il faudra donc considérer la situation dans son intégralité, en Bolivie, en Argentine et peut-être même dans des contrées encore plus éloignées. Car cette mobilité accrue, qui s'exprime par une pratique toujours plus complexe de l'espace élargi, encourage à une réinterprétation de l'intégration du migrant, en ne l'étudiant plus uniquement dans son lieu de vie, mais dans un ensemble plus large, celui des "autres vies possibles" (MA MUNG 2002)¹⁰ conduisant à un élargissement du champ géographique des possibles.

¹⁰ A partir de l'étude des mutations des migrations chinoises, Emmanuel Ma Mung propose de redéfinir "la question de l'intégration [qui] n'est plus tant celle de l'intégration au lieu dans lequel on vit présentement qu'à la constellation des présences locales qui, dans leur multiplicité éclatée, constituent pourtant une entité dont l'unité est donnée par la présence imaginaire des autres à soi : les autres vies possibles que proposent sans cesse d'autres ailleurs imaginaires proposés et rendus accessibles par l'accélération du mouvement des personnes, des biens et plus encore des idées, et la création ininterrompue de représentations. Ces autres vies possibles rendent supportable celle du moment, parce que l'éventualité du mouvement, en multipliant les horizons, crée l'espérance d'une vie meilleure. Se tenir dans la mobilité devient la garantie de cette autre vie" (p. 142).

CONCLUSION GENERALE

Au-delà des deux grandes tendances que sont la concentration urbaine et la croissance différenciée de l'Occidente et de l'Oriente, la redistribution du peuplement bolivien constitue un processus intense, du fait de la complexification des mouvements de population. C'est d'une part ce que l'on observe à travers le cas du département du Tarija, qui a permis d'identifier les grands types de mouvements migratoires, et de mettre en évidence certaines stratégies s'exprimant à l'échelle des individus, des ménages ou des communautés. D'autre part, le cas tarijénien apporte un éclairage sur le redimensionnement d'une région qui produit une nouvelle organisation territoriale au sud, modifiant la géographie du pays. Ces mutations illustrent le bouleversement de la relation population-environnement, elles nous autorisent à raisonner sur les perspectives d'évolution du peuplement et sur les prolongements souhaitables de notre démarche de recherche.

Des mouvements de population de plus en plus complexes

La variété des écosystèmes dans les campagnes du Tarija génère différentes formes d'occupation de l'espace mais aussi diverses stratégies migratoires. En Occidente, les vallées andines – qui entourent la ville de Tarija – sont densément peuplées et de mise en valeur agricole ancienne. La *cuenca* de Tolomosa donne l'exemple d'une spécialisation de déplacements vers l'Argentine qui s'expriment selon les besoins des communautés. On a pu ainsi recenser d'une part des mouvements saisonniers en phase avec la baisse d'activité induite par chaque sécheresse hivernale, et d'autre part une émigration pérenne d'individus ayant développé leur petite entreprise agricole dans les campagnes argentines tout en maintenant des liens solides avec leur territoire d'origine. Les transferts d'épargne provenant de ces migrations assurent la survie de l'agriculture traditionnelle au pays.

En Oriente, le développement agricole, plus récent, a engendré des mouvements de population multiples dont le front de progression le plus important ces vingt dernières années est localisé sur le piémont des Andes, à la lisière de la plaine du Chaco. C'est dans ce milieu relativement humide, le long de la route bitumée reliant Santa Cruz à l'Argentine, que se situe la

communauté de Caigua dont la croissance démographique s'explique par un mouvement d'immigration généré par la distribution de terres de la réforme agraire de 1953. Malgré le développement de cultures maraîchères plus rentables que dans l'Occidente, cette communauté est aujourd'hui confrontée à l'émigration de ses jeunes qui partent vers les villes boliviennes et sont presque toujours perdus pour l'activité agricole. A la différence de Tolomosa, l'impact financier de ces stratégies migratoires sur la localité d'origine est mineur, et la reproduction du système agraire se fait par l'évolution du modèle de petite agriculture commerciale et la capacité à diversifier les activités.

Que ce soit à Tolomosa ou Caigua, les facteurs qui remettent en question la pérennité de l'agriculture traditionnelle sont essentiellement d'ordre macro-économique (ouverture des frontières accentuant la concurrence de l'agriculture argentine), environnemental (dégradation progressive du milieu et accentuation du risque climatique) et démographique (contexte transitionnel induisant une forte pression qui favorise la fragmentation du *minifundio*). En réaction à ces évolutions toujours plus pesantes, les mouvements migratoires constituent la principale forme de régulation ; l'importance et la variété des réseaux et l'adaptation à des contraintes multiples et changeantes expliquent la diversité observée : flux entre campagnes ou vers les villes, à l'intérieur du pays ou vers l'étranger, de manière définitive ou à réversibilité renouvelée.

Comme pour les campagnes, la dichotomie de l'espace bolivien marque d'une forte opposition la dynamique des villes. A l'ouest, la capitale départementale – Tarija – est l'unique centre urbain, primauté qui en fait une destination naturelle pour les immigrés en provenance de tout le quart sud-est de la Bolivie, qu'ils viennent de régions en crises (campagnes voisines, zones minières du Potosi, villes frontalières) ou qu'ils soient attirés par ses fonctions administrative et universitaire. Mais Tarija est aussi une ville d'où l'on part. L'émigration professionnelle y est importante, elle touche toutes les classes sociales, et se caractérise par une grande diversité des lieux de destination : les grandes villes du reste de l'Occidente, Santa Cruz, les agglomérations frontalières de l'Orient (durant leur apogée commerciale), l'Argentine et même les Etats-Unis et l'Europe.

A l'est, la dynamique urbaine diffère nettement, puisque trois villes petites ou moyennes n'ayant pas la même antériorité que Tarija s'y sont développées récemment, au diapason de cycles économiques assez courts. Ainsi, l'exploitation des hydrocarbures, le commerce transfrontalier et la colonisation agricole ont conditionné l'expansion et le déclin de Bermejo, Yacuiba et Villamontes. Cette dernière concentre actuellement l'essentiel de la croissance urbaine du piémont. L'analyse des migrations révèle que l'attractivité de ce petit centre régional, tout d'abord exercée sur le milieu rural avoisinant, s'est ensuite étendue aux principales villes boliviennes, du

fait des récentes découvertes de gisements gaziers. Ici non plus, immigration ne va pas sans émigration, pour les riches comme pour les pauvres, qui sont à la recherche d'opportunités professionnelles et de formation, car Villamontes reste une ville modeste. Ces départs montrent la place croissante de Santa Cruz comme destination, même si l'on remarque d'autres mouvements significatifs vers les champs pétroliers de la zone subandine ou vers la capitale du département.

Ainsi, les agglomérations du Tarija jouent le rôle traditionnel de réceptacle à l'exode rural. Mais si l'on quitte massivement les campagnes pour les villes, les mouvements entre campagnes ou entre villes et campagnes ne sont pas marginaux et les mouvements villes-villes dominant, sans obéir systématiquement à la hiérarchie des pôles. De surcroît, la dimension temporelle des migrations est elle aussi multiple : certains flux paraissent irréversibles (les mineurs de la crise de 1985-86), d'autres sont itinérants (vers Tarija, puis Yacuiba ou Bermejo, ou l'Argentine) et l'on observe des mouvements à réversibilité sporadique (par exemple entre Villamontes et les campements gaziers). En bref, le contexte économique et ses déterminants politiques favorisent la circulation ; les déplacements se complexifient ; et les villes se situent alors en position de plaque tournante, mais pas de façon stable et irréversible. Tout ceci laisse à penser que le Tarija est en phase de transition, où l'équilibre traditionnel du peuplement est confronté à l'innovation des stratégies migratoires. Même s'il est difficile de saisir de manière exhaustive les différents types de déplacements¹, notre observation souligne bien l'émergence d'une complexité toujours plus grande des mouvements de populations.

Un système régional redimensionné

Cette multiplicité d'échanges migratoires se traduit avant tout par une nouvelle répartition de la population dont l'aspect le plus marquant est l'urbanisation : moins d'un cinquième des Tarijiens vivaient en ville en 1950 ; ils sont près de deux tiers en 2001. De manière plus générale, la concentration du peuplement contribue à une polarisation de l'espace, dont les noyaux sont les villes mais aussi les bassins de production agricole intensive qui les entourent. Dans l'Occidente, on constate le renforcement du pôle historique – organisé autour de la capitale départementale (sixième ville du pays en 2001) et des vallées centrales – qui rassemble pas loin de la moitié de la population du Tarija. Dans l'Oriente, on a observé l'émergence de polarités diverses qui bouleversent depuis une cinquantaine d'années cet espace traditionnellement peu peuplé. Outre le petit triangle de Bermejo (isolé dans l'extrémité sud des vallées subandines, et qui regroupe aujourd'hui le dixième de la population départementale) c'est la vitalité du piémont – étroit couloir longeant l'Aguaragüe où se concentrent près d'un tiers des Tarijiens

¹ Signalons d'une part que la diversité du département laisse supposer l'existence d'autres types de migrations, et d'autre part que les mobilités courtes – recensées lors de nos enquêtes – n'ont que partiellement été analysées dans le cadre de cette étude.

– qui est remarquable. A l'origine de ce dynamisme, la croissance spectaculaire de la ville de Yacuiba (effectifs multipliés par treize en 50 ans, dixième agglomération du pays en 2001) et celle prometteuse de Villamontes confirment la participation significative du département au renouveau démographique de l'Orient bolivien.

Car ces concentrations dans le Tarija s'inscrivent bien dans une tendance qui s'observe à l'échelle nationale, sur la ligne de contact entre hautes terres andines et basses terres orientales, où se met en place une diagonale de peuplement nord-ouest/sud-est, en superposition avec l'axe La Paz-Cochabamba-Santa Cruz. Schématiquement, cela se traduit par un décalage de la polarisation des densités humaines, résultat de la « descente » progressive de la population : depuis l'altiplano vers les vallées, puis des vallées vers les plaines. Cependant, les mécanismes de redistribution décelés dans le sud relativisent l'hypothèse d'un basculement inéluctable et rapide vers l'est. D'une part, l'attractivité de l'Orient est fortement concurrencée par l'Argentine – pour les paysans des régions andines ou pour les migrants à la recherche d'emplois nécessitant de faibles qualifications – et par les grandes villes de l'Occident – pour les personnes qualifiées ou cherchant une formation dans l'enseignement supérieur. D'autre part, les espaces à tonalité répulsive ne sont pas circonscrits à la zone occidentale, l'accumulation démographique dans les campagnes et les villes orientales reste fragile ce qui se traduit même parfois par des mouvements Oriente-Occident.

La croissance des villes de l'Orient, la nouvelle extension des réseaux migratoires et les mécanismes d'interdépendance des espaces qu'ils génèrent sont au cœur du redimensionnement d'un système régional resté stable et marginal durant des décennies. Auparavant, les mouvements migratoires étaient régis par des logiques de capillarité internes au sud-est bolivien, entre les campagnes et les villes, respectant une fracture opposant l'Occident à l'Orient. Rapidement, la modernité s'est traduite par une intégration accrue aux niveaux départemental, national et international, ce que révèle bien la connaissance des flux migratoires : les déplacements entre Occident et Orient sont apparus et deviennent essentiels ; les échanges avec les principales autres villes de Bolivie connaissent un développement considérable ; les liens avec l'Argentine ne se limitent plus aux régions frontalières et l'émigration internationale atteint les Etats-Unis et l'Europe. Il faut noter qu'un des paramètres fondamentaux de ce bouleversement du processus de formation régionale dans un cadre élargi est la vitesse. Le peuplement du Tarija a subi des fluctuations rapides dépendant de contextes économiques et politiques dépassant ses frontières. Nous avons ainsi pu capter les répercussions migratoires de la crise minière de 1985, des évolutions du taux de change avec l'Argentine, des aléas de la prospection pétrolière ou de la relance de l'intégration énergétique.

Migrations-environnement : un lien toujours plus intense

Les recompositions territoriales et les réalités démographiques observées aident à comprendre les rapports population-environnement établis dans cette nouvelle configuration régionale. On sait que le milieu conditionne les déplacements humains. Sa dégradation progressive (érosion) et les crises climatiques ponctuelles (El Niño) contribuent à expliquer l'émigration des Tolomosains à l'origine d'un vieillissement de la population de la vallée. Autre exemple, la qualité de vie de la capitale est fortement liée à son climat et constitue un véritable facteur d'attractivité. Mais les migrations ont aussi des effets sur la dynamique du milieu. La croissance rapide des villes transforme l'écosystème originel et la rapidité de tels changements contraint les derniers arrivés à s'installer sur des terrains insalubres, dans de l'habitat précaire – ce qui est particulièrement visible à Tarija ou Villamontes –, alors que les populations aisées colonisent les rares zones périphériques accueillantes et s'approprient les espaces ruraux éloignés pour y implanter des résidences secondaires. En outre, les agglomérations nécessitent un recours toujours plus intense aux ressources en énergie et en eau ; elles produisent de plus en plus de déchets ; les rares arbustes entourant la capitale départementale sont progressivement décimés ; et les retenues d'eau modifient les écosystèmes environnants. Enfin, et même si elle semble bien contrôlée, la colonisation agricole bouscule l'équilibre écologique dans des régions jusque là peu habitées.

Au-delà des aspects liés à l'évolution de la capacité de charge, la question du changement que la mobilité introduit dans les perceptions et les usages de l'environnement paraît essentielle. Avec le passage d'une société rurale à une société urbaine, du sédentarisme à l'hypermobilité, la notion de territoire de référence disparaît. En milieu rural, on s'éloigne ainsi du modèle du paysan dont le souci est de transmettre de génération en génération un écosystème équilibré et préservé. A Tolomosa, l'argent de l'émigration ne sert pas à développer une agriculture traditionnelle pourtant à bout de souffle, mais seulement à assurer provisoirement sa survie, les investissements majeurs se faisant en terre d'accueil, en Argentine ; à Caigua, peu de transferts financiers reviennent des jeunes partis vers les villes pour s'affranchir de l'agriculture. En outre, la croissance urbaine du Tarija s'accompagne aussi de ruptures dans les rapports au milieu, car le citoyen consomme les ressources sans se préoccuper des conséquences sur l'équilibre des écosystèmes. Directement ou indirectement, les questions de migration et d'environnement sont donc étroitement liées. Le temps écologique étant long, il est malaisé de mesurer l'impact qu'auront les changements démo-spatiaux actuels, mais l'ampleur et l'accélération des mouvements de population rendent plus que jamais nécessaire une meilleure compréhension d'une telle relation.

Les perspectives d'évolution du peuplement

Bien qu'il soit difficile de faire des projections de population sur le Tarija compte tenu de l'imprévisibilité du facteur migratoire, la connaissance du contexte permet toutefois de raisonner en terme de tendances. Ainsi, on peut difficilement douter de la poursuite du mouvement de concentration urbaine. D'un côté, l'agriculture traditionnelle – principale activité des campagnes – semble menacée, et même si un secteur modernisé et mécanisé émergeait, le faible recours à la main-d'œuvre ne serait pas de nature à entraver l'exode rural, d'autant que les nouvelles formes de communication amplifient l'aspiration des jeunes paysans à la modernité. Pour les campagnes proches de villes – comme Tolomosa et Caigua – le vide créé pourrait être partiellement comblé par l'étalement urbain qui consomme toujours plus d'espace grâce à la voiture et aux routes et favorise ainsi le développement de nouvelles pratiques résidentielles (maison à la campagne et travail en ville, ou vice-versa). D'un autre côté, l'économie de plus en plus tertiaisée renforce le rôle central des agglomérations et plus généralement d'une armature multipolaire qui balise le parcours des migrations professionnelles et de formation. Dans le cas du Tarija, cette croissance urbaine ne devrait pas entraîner d'extension du réseau, autrement que par la formation de petits centres relais à rayonnement limité.

Concernant le rapport entre l'Occident et l'Orient, il n'existe pas d'éléments susceptibles d'infléchir les tendances actuelles, et l'inertie occidentale devrait ainsi continuer à être concurrencée par une croissance orientale fluctuante. Car dans les campagnes de l'Orient, le potentiel de valorisation de la plaine du Chaco pourrait s'exprimer grâce à de grands projets hydrauliques et une relance des cultures industrielles et de l'agro-industrie. En outre, l'histoire indique que le marasme des villes frontalières n'est pas structurel et que l'on peut anticiper la réactivation du commerce frontalier. Enfin, il ne faut pas négliger l'impact des évolutions politiques internes, les transferts de pouvoir et surtout la redistribution des redevances gazières pouvant se traduire par des projets structurants pour la région chaqueñienne.

Ce dernier facteur constitue un élément déterminant en termes d'économie régionale et de démographie. Le développement récent des hydrocarbures a nécessité de la main-d'œuvre pour mettre en place les aménagements nécessaires à la prospection et à la production, et les redevances perçues par le département en font d'ores et déjà l'un des plus riches de Bolivie. Cependant, l'ampleur des perspectives financières reste à définir, car le gaz est au centre des enjeux politiques actuels et les décisions prises après les élections de décembre prochain seront cruciales. De nombreuses questions restent ainsi en suspens, notamment en ce qui concerne la nationalisation, qui risque de s'accompagner d'une corruption destructrice, ou encore d'une incapacité technique à gérer des projets d'ampleur exceptionnelle. D'autres interrogations, qui

rappellent une nouvelle fois l'interrelation des espaces, pèsent sur l'évolution du marché du gaz. Celui-ci dépend en effet fortement de la conjoncture internationale : la découverte de gisements au Brésil aura pour conséquence une diminution de la demande de ce pays actuellement principal client ; la baisse des tarifs indonésiens pourrait elle aussi limiter les possibilités de vente du gaz bolivien.

Malgré ces incertitudes, les redevances découlant de la vente d'hydrocarbures sont *a priori* appelées à augmenter, et le défi pour le Tarija réside dans sa capacité à proposer et exécuter des projets. L'enjeu est non seulement de pouvoir répartir au mieux les effets de cette manne financière, mais également de développer des activités pérennes dans la région. Ce sont ces éléments qui détermineront l'avenir du département, mais aussi l'aptitude de la Bolivie à sortir de l'inexorable spirale de la dépendance qu'illustrent les cycles extractifs précédents : argent, étain, zinc, or, caoutchouc. Toujours est-il que le Tarija se positionne actuellement comme l'Eldorado bolivien, et reçoit ainsi des immigrants attirés par le nouveau développement des hydrocarbures. De la bonne utilisation des retombées de cette activité découlera la sédentarisation de ces nouveaux habitants ou au contraire un renforcement de l'instabilité du peuplement.

L'autre facteur déterminant pour l'avenir du Tarija est l'amélioration des voies de communication qui contribuera sans doute à l'augmentation des déplacements et des échanges divers, tant à l'intérieur même du département, qu'avec le reste de la Bolivie, et avec les pays voisins. Après avoir été longtemps négligé, le désenclavement du Tarija est en bonne voie. Le prouve l'ouverture en 2004 de la liaison bitumée entre la capitale départementale et Bermejo (et donc l'Argentine), qui relie pour la première fois les vallées centrales à un réseau de routes goudronnées. En outre, la région pourrait prochainement se trouver intégrée à deux axes majeurs : la route Victor Paz Estensoro qui participe à la formation d'un couloir Nord/Sud, et devrait relier Guayaramérin (localité amazonienne à la frontière avec le Brésil) et Bermejo ; et le *corredor central*, dont l'objectif est de raccorder les ports chiliens et brésiliens, en passant par le sud de la Bolivie et le Paraguay. Grâce aux redevances gazières et au nouvel intérêt porté au Tarija, les tronçons concernant le département seront prochainement réalisés ; combiné à la présence du gaz, cela pourrait alors renforcer le potentiel socio-économique de la région et donc le drainage démographique.

Dans le cadre de l'ouverture des frontières, on peut prévoir un renforcement des échanges avec l'Argentine et l'émergence de ceux avec le Paraguay, pays voisin qui n'a jusqu'à présent que très peu de relations avec la Bolivie et le Tarija. Au niveau national, les connexions avec le reste de l'armature urbaine seront aussi améliorées par la mise en place de lignes de transport

(de marchandises et de passagers) régulières favorisant notamment les mobilités de courte durée. Enfin, au niveau départemental, la concrétisation d'un tel réseau routier permet d'une part de résoudre le problème des communications transversales – en faisant pour la première fois la jonction entre l'Oriente et l'Occidente par des routes praticables toute l'année – et d'autre part d'intégrer la plaine du Chaco, dernier ensemble vierge du Tarija, dont le développement a jusqu'ici notamment été limité par l'isolement. Cependant, ces progrès dans l'intégration routière renforcent aussi l'exposition de la Bolivie en général et du Tarija en particulier à la libéralisation et à la concurrence des pays du Mercosur. Ne faut-il pas anticiper l'impact négatif de l'accroissement des importations, légales ou non, de produits argentins, paraguayens, brésiliens et chiliens ?

Le brassage des populations et la montée des régionalismes

Outre les défis qu'implique l'instabilité constatée du peuplement dans la gestion présente et future du territoire, c'est son impact sur la question cruciale des régionalismes qui interroge. Car les liens entre les migrations et l'instabilité politique actuelle sont essentiels : en brassant des populations toujours plus diverses, les villes connaissent des développements associatifs qui s'inspirent de la tradition andine et contribuent à l'apparition de contre-pouvoirs s'opposant à la domination créole ; de plus, la radicalisation récente des mouvements régionalistes est en partie exacerbée par la peur de l'immigration, rendue responsable des problèmes économiques ou sécuritaires rencontrés localement.

Rappelons qu'en Bolivie, les luttes régionales actuelles sont notamment le résultat du passage d'une économie basée sur l'exploitation minière dans l'Occidente à une économie diversifiée favorisant l'Oriente. Dans le Tarija, atténuer cette division interne constitue un enjeu fondamental, mais il faudra aussi éviter de passer d'un déséquilibre traditionnel, marqué par la suprématie de l'Occidente, à un déséquilibre répondant à la nouvelle répartition des richesses, et qui favoriserait l'Oriente. Pour cela, une véritable volonté politique est nécessaire pour intégrer les deux ensembles, non seulement en établissant des liaisons physiques – qui sont indispensables et en cours – mais aussi en partageant les richesses et en gommant les clivages historiques identitaires qui opposent ces deux régions. Cependant, cette question est pour le moment reléguée au second plan, occultée par des enjeux communs aux deux ensembles qui souhaitent avant tout défendre la place du Tarija au niveau national et qui réclament même une certaine autonomie pour le département. Au sujet de cette autonomie, on peut s'interroger sur la viabilité d'un tel projet, car le potentiel socio-économique du département n'est que faiblement développé, aucune entreprise majeure n'a son siège bolivien dans la capitale, et même les multinationales pétrolières n'envisagent pas de s'y installer. D'ailleurs, rares sont les

propositions concrètes venant argumenter ces velléités séparatistes, ce qui peut notamment être lié à l'émigration des élites qui se sentent à l'étroit dans ce centre de portée uniquement régionale.

A l'image des revendications tarijéniennes, les autres mouvements indépendantistes en Bolivie ne se concrétiseront sans doute pas dans l'immédiat et l'instabilité politique risque de perdurer. Au terme des élections du 4 décembre 2005, le futur président aura la délicate tâche de mener à bien une refonte de la constitution bolivienne au cours de l'année 2006, et il devra concilier les aspirations divergentes de l'Orient et de l'Occident. Cette révision, ainsi que le résultat de l'élection prochaine des préfets de département au suffrage universel direct, pourraient favoriser l'instauration d'un système fédéral en Bolivie, où la question de la gestion des ressources naturelles sera centrale. C'est pourquoi il faudra être particulièrement attentif au dénouement du prochain scrutin dont l'issue reste fort incertaine par manque de sondages fiables et par risque d'éparpillement des suffrages. Une lecture de ces résultats électoraux en tenant compte des mouvements migratoires pourrait être riche d'enseignement quant à l'aptitude des brassages de population à gommer certains clivages historiques.

Saisir la complexité migratoire pour comprendre les mutations des territoires

La complexité actuelle des pratiques du territoire, l'instabilité du peuplement et de l'avenir politique ainsi que le potentiel de mutations à venir soulignent bien l'importance de notre étude mais appelle aussi des recherches complémentaires. En ce sens, des approches qualitatives permettraient de mieux comprendre les grandes tendances décelées et d'enrichir la connaissance des réseaux déterminant les stratégies migratoires, celle des réponses au vieillissement de la population rurale, ou encore la relation entre population et environnement. En outre, il faut s'interroger sur la manière de capter les futurs changements, notamment en introduisant des variables portant sur les migrations dans les recensements, qui ont le mérite d'être exhaustifs et de reposer sur des moyens considérables. L'importance croissante des déplacements le justifie autant du point de vue scientifique que de celui des décideurs qui ont en charge la gestion du territoire². Enfin, on peut préconiser des enquêtes quantitatives supplémentaires, car notre travail nous a convaincu de la pertinence de cette démarche, la seule à même de restituer et hiérarchiser la diversité des mouvements migratoires en milieu urbain et rural.

En ce sens, nous pourrions d'une part compléter notre étude départementale, plus spécifiquement en ce qui concerne l'observation des dynamiques du piémont ou de la plaine du

² Soulignons aussi qu'il est essentiel de trouver des solutions permettant d'accéder à des données finement désagrégées (individus et ménages), tout en respectant l'éthique et le secret statistique.

Chaco (si le développement de cette dernière se confirme), et d'autre part procéder à des enquêtes comparatives, vers 2010, pour mieux saisir l'impact des évolutions qui vont marquer nos unités d'analyse. La vallée de Tolomosa va-t-elle s'éloigner de sa fonction agricole pour devenir une banlieue de la ville de Tarija ? La primauté de cette dernière se maintiendra-t-elle dans le département ? Villamontes profitera-t-elle des ressources du gaz ? La communauté de Caigua sera-t-elle le théâtre d'un nouveau développement de l'agriculture industrielle ? Pour répondre à ces questions, la réalisation de nouvelles collectes de données devrait s'accompagner d'une meilleure prise en compte de la spécificité des réseaux, des catégories professionnelles et du lien maintenu entre les immigrés paysans en ville et leur espace d'origine. Ces enquêtes devront aussi développer le module concernant la dispersion des enfants, car il s'est avéré précieux pour étudier la redistribution de la population.

Le Tarija est en mutation, longtemps isolé et souffrant même de liaisons internes difficiles, il se connecte peu à peu avec les villes du reste de la Bolivie et avec les pays voisins et pourrait prochainement devenir l'un des centres de l'intégration routière sud-américaine. A ceci s'ajoute l'intérêt croissant qui lui est porté, son gaz lui conférant une place stratégique en Bolivie et même plus généralement dans le Mercosur. Ces changements se traduisent déjà par de nombreux courants migratoires traditionnels et modernes, qui s'expriment dans un espace toujours plus élargi. Les déplacements concernent l'ensemble de la population, répondent à des dynamiques d'attractions et de répulsions variées, et sont les conséquences et causes de transformations politiques, économiques et environnementales. L'instabilité du peuplement constitue un défi pour la gestion actuelle et future de l'espace et pose également la question de l'évolution de la société, car seule une minorité d'individus réside encore dans son lieu de naissance : migrer n'est donc plus exceptionnel mais devient la règle. On assiste ainsi à l'émergence de nouvelles formes de mobilités qui redéfinissent le territoire autour d'une armature urbaine multipolaire fluctuante. C'est en ce sens qu'apparaît un véritable complexe migratoire tarijénien qui remodèle sans cesse la distribution spatiale de la population.

BIBLIOGRAPHIE CITEE

Antheaume, Benoît ; Marchal, Jean-Yves (1991) " Peuplement ", *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 589-591

Antoine, Philippe (1995) " Introduction ", *La ville à guichets fermés ? Itinéraires, réseaux et insertion urbaine*, Dakar – Paris, Institut Fondamental d'Afrique Noire – Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 5-10

Antoine, Philippe ; Bocquier, Philippe ; Fall, Abdou Salam ; Guisse, Yousouf (1993) " Etude de l'insertion urbaine des migrants : présentation de la méthodologie de l'enquête menée à Dakar ", *La ville en mouvement : habitat et habitants*, Paris, L'Harmattan, pp. 247-257

Arce, Eddy ; Gutierrez, Ramiro ; Gutierrez Iván ; Veliz Ramiro (2003) *Estrategias de sobrevivencia entre los tapietes del Gran Chaco*, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, 203 p.

Avila Echazu, Edgar (1997) *Historia de Tarija, Tomo I*, Tarija, Editorial Luis de Fuentes, 291 p.

Beck, Stephan ; Paniagua, Narel ; Preston, David (2001) *Historia, Ambiente y sociedad en Tarija*, La Paz, Instituto de Ecología, 278 p.

Benencia, Roberto (1997) " De peones a patrones quinteros. Movilidad social de familias bolivianas en la periferia bonaerense ", *Estudios Migratorios Latinoamericanos* — n° 35, Buenos Aires, Centro de Estudios Migratorios Latinoamericanos, pp. 63-102

Benencia, Roberto (1999) " Formas tradicionales y novedosas en la migración limítrofe recién hacia la Argentina ", *Población & Sociedad* – n° 6-7, San Miguel de Tucumán, Universidad Nacional de Tucumán, Facultad de filosofía y letras, Instituto de estudios geográficos, pp. 143-196

Biblioteca del Sesquicentenario de la Republica (1975) *Monografía de Bolivia, Tomo 4 : Beni - Pando y Tarija*, La Paz, BSR, 458 p.

Boleda, Mario (1995) " Amérique latine, terre d'émigration. Approche du processus par la migration nette ", *Revue Européenne des Migrations Internationales* – vol. 11 – n° 2, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, pp. 35-46

Brunet, Roger ; Ferras, Robert ; Théry, Hervé (1993) *Les mots de la géographie : dictionnaire critique*, Montpellier – Paris, Reclus – La Documentation française, 520 p.

Calderon Gutierrez, Fernando, coord. (2004) *Informe sobre el desarrollo humano 2004 : interculturalismo y globalización, la Bolivia posible*, La Paz, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, 244 p.

Calvimontes, Carlos (2000) *Marco e instrumento jurídico de la política nacional de asentamientos humanos*, La Paz, Ministerio de vivienda y servicios básicos, 111 p.

Cambrézy, Luc (1996) " Chercher ailleurs... : droit d'ingérence scientifique ou partenariat partagé ? ", *Les sciences hors d'Occident au 20^e siècle*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 147-153

Cambrézy, Luc ; Couty, Philippe ; Lericollais, André ; Marchal, Jean-Yves ; Raynaut, Claude (1984) " La région, territoire de recherche ", *Le développement rural en questions : paysages, espaces ruraux, systèmes agraires : Maghreb, Afrique noire, Mélanésie*, Paris, Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer, pp. 123-180

Carrizo, Silvina (2003) *Les hydrocarbures en Argentine : réseaux, territoires, intégration*, Paris, Université Paris IV-Sorbonne, Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine, Thèse de doctorat de géographie, 436 p.

CEDLA (1988) *Tenencia y uso de la tierra en el departamento de Tarija*, La Paz, Centro de Estudios para el desarrollo laboral y agrario, 245 p.

CELADE (2000) " Migración internacional en América Latina ", *Boletín demográfico – n° 65*, Santiago de Chile, Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía, 123 p.

CELADE (2001) " America Latina : fecundidad (1950-2050) ", *Boletín demográfico – n° 68*, Santiago de Chile, Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía, 136 p.

CELADE (2004) " America Latina y Caribe: Estimaciones y proyecciones de población 1950-2050 ", *Boletín demográfico – n° 73*, Santiago de Chile, Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía, 254 p.

Celton, Dora (1995) " Plus d'un siècle d'immigration internationale en Argentine ", *Revue Européenne des Migrations Internationales – vol. 11 – n° 2*, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, pp. 145-165

Centano Sánchez, Daniel (2001) *Tarija, gas y petróleo*, Santa Cruz de la Sierra, Energy Press, 124 p.

CET (1988) *La relocalización*, La Paz, Centro de Estudios del Trabajo, Temas laborales n° 5, 77 p.

Charbit, Yves (2000) " La croissance de la population et la transition démographique ", *La population des pays en développement, Notes et études documentaires, La Documentation française n° 5123*, Paris, La Documentation française, 21 p.

CODEPO (2004) *Estudio de la Migración Interna en Bolivia*, La Paz, Consejo de Población para el Desarrollo, 234 p.

Correa, Loreto ; Martín, Añez ; Imaña, Tanya (2001) " Los laberintos de la tierra : hidrocarburos en Bolivia en el siglo ", *Tinkazos – n° 10*, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, pp. 79-99

Cortes, Geneviève (1995 a) *La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines. Deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie)*, Toulouse, Université de Toulouse – Le Mirail, Thèse de doctorat de géographie, 544 p.

Cortes, Geneviève (1995 c) " Migrations temporaires au Chaparé (Bolivie) et stratégies alimentaires ", *Cahiers des Sciences Humaines – vol. 31 – n° 4*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 951-967

Cortes, Geneviève (2000) *Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines (Bolivie)*, Paris, Institut de Recherche pour le Développement, 413 p.

Cosío-Zavala, Maria-Eugenia (1994) " Concentration urbaine et transition démographique ", *Problèmes d'Amérique latine – n° 14*, Paris, La Documentation française, pp. 47-61

Courageau, Daniel (1970) *Les champs migratoires en France*, Paris, Presses Universitaires de France, 158 p.

d'Andréa, Nicolas (2004) *Effets de frontière, migrations et redistribution du peuplement en Bolivie : les dynamiques territoriales dans le département du Tarija*, Aix-en-Provence, Université Paul Cezanne Aix-Marseille III – Institut d'Aménagement Régional, Thèse de doctorat en aménagement de l'espace, urbanisme, 425 p.

d'Andréa, Nicolas ; Martin, Ceydric (2000) *Diagnostic régional de la frontière boliviano-argentine*, Marseille, Laboratoire Population Environnement Développement, 46 p. multigraphiées

Dandler, Jorge ; Medeiros, Carmen (1991) " Migración temporaria de Cochabamba, Bolivia, a la Argentina : patrones e impacto en las areas de envío ", *Fronteras permeables. Migración laboral y movimientos de refugiados en América*, Buenos Aires, Planeta, pp. 19-53

De Marco, Graciela ; Balmaceda, Raúl ; Sassone, Susana (1994) *Extranjeros en la Argentina. Pasado, presente y futuro*, Buenos Aires, Programa de Investigaciones Geodemográficas, 567 p.

De Mesa, José ; Gisbert, Teresa ; Mesa Gisbert, Carlos (2001) *Historia de Bolivia*, La Paz, Gisbert, 906 p.

Deler, Jean-Paul (1994) " Identité urbaine du continent ", *Problèmes d'Amérique latine – n° 14*, Paris, La Documentation française, pp. 13-18

Di Méo, Guy (1991) *L'homme, la société, l'espace*, Paris, Anthropos, 319 p.

Diaz Sosa, Hernan (1987) " Tarija, ciudad frontera " *Ciudades intermedias*, La Paz, ILDIS, pp. 43-58

Dollfus, Olivier (1994) " Une Amérique, latine par ses villes ", *Problèmes d'Amérique latine – n° 14*, Paris, La Documentation française, pp. 7-12

Dollfus, Olivier ; Lavallée, Danièle (1973) " Ecología y ocupación del espacio en los Andes Tropicales durante los últimos veinte milenios ", *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines – vol 2 – n° 3*, Lima, IFEA, pp. 75-92

Domenach, Hervé (2001) " Les migrations internationales ", *Les Documents et Manuels du Ceped – n° 12*, Paris, Centre Population et Développement, pp. 51-58

Domenach, Hervé ; Celton, Dora, coord. (1998) *La comunidad boliviana en Córdoba. Caracterización y proceso migratorio*, Córdoba, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom) – Universidad Nacional de Córdoba, 291 p.

Domenach, Hervé ; Picouet, Michel (1995) *Les migrations*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je ?, 128 p.

Domenach, Hervé ; Picouet, Michel (2000) *Population et environnement*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je ?, 128 p.

Dorai, Kamel ; Hily, Marie-Antoinette ; Loyer, Frantz ; Ma Mung, Emmanuel (1998) *La circulation migratoire*, Paris, Agence pour le Développement des Relations Interculturelles, coll. Migrations Etudes n° 84, Synthèse de travaux sur l'immigration et la présence étrangère en France, 12 p.

Dubresson, Alain (1995) " Travail, migration, insertion : vers une nouvelle donnée spatiale en Côte d'Ivoire ? ", *La ville à guichets fermés ? Itinéraires, réseaux et insertion urbaine*, Dakar – Paris, Institut Fondamental d'Afrique Noire – Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 217-238

Fairbairn, Jaimie (1999) *Estrategias de sobrevivencia de hogares : el altiplano tarijeño y el valle del rio San Juan del Oro, Bolivia*, Leeds, University of Leeds, School of Geography (www.geog.leeds.ac.uk), 15 p.

Fifer, Valerie (1967) " Bolivia's pioneer fringe ", *Geographical Review – vol. 57 – n° 1*, New York, The American Geographical Society, pp. 1-23

Foucher, Michel (1977) " Argentine : les migrations des travailleurs des pays limitrophes ", *Revue Tiers-Monde – vol. 18 – n° 69*, Paris, Institut d'Etude du Développement Economique et Social, pp. 139-150

Franqueville, André (2000) *La Bolivie, d'un pillage à l'autre*, Paris, Institut de Recherche pour le Développement, 292 p.

George, Pierre (1972) *Population et peuplement*, Paris, Presses Universitaires de France, 207 p.

George, Pierre, dir. (1984) *Dictionnaire de la géographie*, Paris, Presses Universitaires de France, 485 p.

Gobierno Municipal de Bermejo (1998) *Plan de desarrollo Municipal de Bermejo (1998-2002)*, Bermejo, GMB, 196 p.

GRAL / CREDAL (1994) " Villes intermédiaires, vitalité économique et acteurs sociaux ", *Problèmes d'Amérique latine – n° 14*, Paris, La Documentation française, pp. 127-139

Grimson, Alejandro (1999) *Relatos de la diferencia y la igualdad. Los bolivianos en Buenos Aires*, Buenos Aires, Eudeba – Felafacs, 201 p.

Guerrero, Beimar (2004) *Causas y efectos del fenómeno de la movilidad y migración en la ciudad de Villamontes*, Tarija, Universidad Autónoma Juan Misael Saracho, Tesis de licenciatura - Facultad de ciencias económicas y financieras, 110 p.

Guilmoto, Christophe Z. ; Sandron, Frédéric (2003) *Migration et développement*, Paris, La Documentation française, 142 p.

Herry, Claude (1991 a) " Migration, insertion : n'oublions pas les villes petites et moyennes ", *Migrations, travail, mobilités sociales : méthodes, résultats, prospective*, Bondy, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 123-142

Herry, Claude (1991 b) " Quelques aspects des relations ville-village ", *Migration, changements sociaux et développement*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Colloques et séminaires, pp. 231-242

Hinojosa, Alfonso ; Cortes, Guido ; Pérez, Liz (1999) " Estrategías migratorias : entre la subsistencia y la búsqueda de oportunidades en el valle tarijeño ", *Estudios migratorios latinoamericanos – n° 40-41*, Buenos Aires, Centro de Estudios Migratorios Latinoamericanos, pp. 595-621

Hinojosa, Alfonso ; Pérez, Liz ; Cortez, Guido (2000) *Idas y venidas : Campesinos tarijeños en el norte argentino*, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, 105 p.

INE (1997) *La transición de la fecundidad en Bolivia y sus determinantes (1965-1995)*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 156 p.

INE (2002 a) *Censo nacional de población y vivienda 2001. Tarija : resultados departamentales*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 174 p.

INE (2002 b) *Bases de datos. Censo nacional de población y vivienda 2001. Departamento de Tarija*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, cd-rom

INE (2002 c) *Bases de datos. Censo nacional de población y vivienda 2001. Bolivia*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, cd-rom

INE (2002 d) *Bolivia : Distribución de la Población*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 81 p.

INE (2002 e) *El proceso de urbanización en Bolivia, 1992-2001*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 56 p.

INE (2003 a) *Anuario Estadístico 2002*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, cd-rom

Jerez, Omar (1998) " Los procesos de urbanización en el sur boliviano : el caso Bermejo ", *Pasado y presente de un mundo postergado*, San Salvador de Jujuy, Universidad Nacional de Jujuy, pp. 267-282

Jerez, Omar (2001) *El proceso de urbanización en el sur de Bolivia: etnografía en una ciudad de frontera*, Séville, Université de Séville, Thèse de Doctorat, version préliminaire, 262 p.

Karasik, Gabriela ; Benencia, Roberto (1999) " Apuntes sobre la migración fronteriza. Trabajadores bolivianos en Jujuy ", *Estudios migratorios latinoamericanos – n° 40-41*, Buenos Aires, Centro de Estudios Migratorios Latinoamericanos, pp. 569-594

Klein, Herbert (1990) " Bolivia, desde la guerra del pacífico hasta la guerra del Chaco, 1880-1932 ", *Historia de América Latina – n° 10*, Barcelona, Editorial Crítica, pp. 204-232

Lavaud, Jean-Pierre (1980) " Les paysans boliviens contre l'Etat : du refus de l'impôt unique à l'opposition aux « décrets de la fin » (1968-1974) ", *Cahiers des Amériques latines, série Sciences de l'Homme – n° 23*, Paris, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, pp. 141-172

Lavaud, Jean-Pierre (1998) *El embrollo Boliviano. Turbulencias sociales y desplazamientos políticos, 1952-1982*, Lima, IFEA, Tome 15 des Travaux de l'Institut Français d'Etudes Andines, 416 p.

Le Pape, Marc ; Quesnel, André (1995) " Postface. Demandes publiques et champs de recherche ", *Ménages et familles en Afrique. Approches des dynamiques contemporaines*, Paris, Centre Population et Développement, coll. Les Etudes du Ceped n° 15, pp. 371-383

Lévy, Jacques ; Lussault Michel, dir. (2003) *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1 033 p.

Ma Mung, Emmanuel (1999) " La dispersion comme ressource ", *Cultures & Conflits – n° 33-34*, Paris, Centre d'Etude sur les Conflits, pp. 89-103

Ma Mung, Emmanuel (2002) " Les mutations des migrations chinoises ", *Ville-Ecole-Intégration, enjeux – n° 131*, Paris, Centre National de Documentation Pédagogique, pp. 129-145

Marchal, Jean-Yves ; Quesnel, André (1997) " Dans les vallées du Burkina Faso, l'installation de la mobilité ", *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX^e siècle*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 597-614

Mesclier, Evelyne (1993) " Pérou : vers une redistribution des populations rurales andines ? Changements dans la société paysanne et évolution de l'organisation de l'espace ", *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines – vol. 22 – n° 3*, Lima, IFEA, pp. 763-789

Minvielle, Paul (1996) " L'utilisation d'un modèle spécifique : l'exemple de la Bolivie ", *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines* 25 (2), Lima, IFEA, pp. 283-302

Montes de Oca, Ismael (1995) " Geografía y clima de Bolivia ", *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines – vol. 24 – n° 3*, Lima, IFEA, pp. 357-368

Montes de Oca, Ismael (1997) *Geografía y recursos naturales en Bolivia*, La Paz, Edobol, 614 p.

Noïn, Daniel ; Thumerelle, Pierre-Jean (1993) *L'étude géographique des populations*, Paris, Masson géographie, 124 p.

Paz Ballivián, Danilo (1995) *Lecciones de sociología rural*, La Paz, Plural, 126 p.

Peña, Lourdes ; Hoyos, Marlene ; Mendieta, Janet ; López, Isabel (2003) *Interculturalidad entre Chapacos, Quechuas, Aymaras y Cambas en Tarija*, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, 144 p.

Perrier Bruslé, Laetitia (2005) *La dernière frontière. Loin des Andes, trop près du Brésil. La frontière orientale et la construction du territoire en Bolivie*, Université de Paris I Panthéon Sorbonne, Thèse de doctorat de géographie, 734 p.

Perrousseaux, Yves (2002) *Manuel de typographie française élémentaire*, La Tuilière, Atelier Perrousseaux, 127 p.

Plaza, Sergio ; Vargas, Ximena ; Ramírez, Adriana (2003) *Tarija en los imaginarios urbanos*, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, 211 p.

PNUD (2002) *Informe de Desarrollo Humano en Tarija*, La Paz, Programme des Nations Unies pour le Développement, 147 p.

Preston, David (1999) " La emigración dentro de las estrategias de vida en el valle del río Camacho : la transnacionalización de campesinos posmodernos ", *Proyecto Ambiente y sociedad en los Andes : estrategias y políticas*, Leeds, University of Leeds, School of Geography (www.geog.leeds.ac.uk), 5 p.

Pumain, Denise (1998) " Les modèles d'auto-organisation et le changement urbain ", *Cahiers de Géographie du Québec – vol. 42 – n° 117*, Sainte-Foy, Université Laval, pp. 349-366

Punch, Samantha (2001) " La emigración como estrategia para jóvenes : escape o expulsión ", *Historia, ambiente y Sociedad en Tarija, Bolivia*, La Paz, Instituto de Ecología, pp. 123-144

Quesnel, André (1991) " Migrations ", *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 591-592

Quesnel, André (2004) " Dynamique de peuplement, appropriation de l'espace rural et environnement ", *Environnement et populations : la durabilité en question*, Paris, L'Harmattan, coll. Populations, pp. 53-75

Raffestin, Claude (1983) " Eléments pour une théorie de la frontière ", *Diogène – n°134*, Paris, Conseil international de la philosophie et des sciences humaines, pp. 3-21

Reboratti, Carlos (1986) " Migración y trabajo estacional en Argentina ", *Se fue a volver. Seminario sobre migraciones temporales en América latina*, México, Colegio de México, pp. 261-281

Roca, José Luis (1999) *Fisionomía del regionalismo boliviano*, La Paz, Editions Plural, 350 p.

Roux, Jean Claude (2000) *La Bolivie orientale : confins inexplorés, battues aux indiens et économie de pillage*, Paris, L'Harmattan, 317 p.

Simmons, Alan (1985) " Contrôle institutionnel, migration et offre de main-d'œuvre : application aux mouvements historiques en Amérique latine ", *Les changements ou les transitions démographiques dans le monde contemporain en développement*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 285-320

Simon, Gildas (1995) *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris, Presses Universitaires de France, 429 p.

Tococary, Vanessa (2004) *Migración y movilidad en la ciudad de Yacuiba - Bolivia*, Tarija, Universidad Autónoma Juan Misael Saracho, Tesis de licenciatura - Facultad de ciencias económicas y financieras, 116 p.

Whiteford, Scott (1981) *Workers from the north. Plantations, Bolivian Labor, and the City in Northwest Argentina*, Austin, University of Texas Press, 189 p.

ZONISIG (2001) *Zonificación Agroecológica y Socioeconómica - Departamento de Tarija*, Tarija, Ministerio de Desarrollo Sostenible y Planificación, Prefectura de Tarija, 266 p. + cd-rom

ZONISIG-APDS (2000) *Diagnóstico Integral, Municipio de Villa Montes*, Villamontes, Ministerio de Desarrollo Sostenible y Planificación, 110 p.

BIBLIOGRAPHIE PAR THEME

La bibliographie thématique est tout d'abord organisée selon l'espace, ceci pour différencier les études consultées portant sur le Tarija, puis sur le reste de la Bolivie et du Mercosur, et enfin sur d'autres régions. Viennent ensuite les approches générales de questions géographiques et démographiques, celle concernant le secteur des hydrocarbures, les références proposant des données statistiques et pour finir la bibliographie méthodologique et les dictionnaires.

Tarija	407
Bolivie et Mercosur	410
Autres études régionales.....	416
Approches générales.....	420
Hydrocarbures	424
Données statistiques	425
Méthodologie et Dictionnaires	426

TARIJA

Arce, Delicia ; Castro, Lucy (1999) *Análisis socioeconómico del minifundio en el cultivo de la caña de azúcar en la región de Bermejo*, Tarija, Universidad Autónoma Juan Misael Saracho, Tesis de licenciatura – Facultad de ciencias económicas y financieras, 107 p.

Arce, Eddy ; Gutierrez, Ramiro ; Gutierrez Iván ; Veliz Ramiro (2003) *Estrategias de sobrevivencia entre los tapietes del Gran Chaco*, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, 203 p.

Arroyo, Grover (1997) *El desarrollo desigual en Tarija : ciudad capital y ciudades principales*, Tarija, Universidad Autónoma Juan Misael Saracho, Tesis de licenciatura – Facultad de ciencias económicas y financieras, 135 p.

Avila Echazu, Edgar (1997) *Historia de Tarija, Tomo I*, Tarija, Editorial Luis de Fuentes, 291 p.

Avila Echazu, Edgar (2002) *Historia de Tarija, Tomo II*, La Paz, Fundación Cultural del Banco Central de Bolivia, 316 p.

Beck, Stephan ; Paniagua, Narel ; Preston, David (2001) *Historia, Ambiente y sociedad en Tarija*, La Paz, Instituto de Ecología, 278 p.

Biblioteca del Sesquicentenario de la Republica (1975) *Monografía de Bolivia, Tomo 4 : Beni - Pando y Tarija*, La Paz, BSR, 458 p.

CEDLA (1988) *Tenencia y uso de la tierra en el departamento de Tarija*, La Paz, Centro de Estudios para el desarrollo laboral y agrario, 245 p.

Centano Sánchez, Daniel (2001) *Tarija, gas y petróleo*, Santa Cruz de la Sierra, Energy Press, 124 p.

Claros, Jesus (1991) *La inmigración en la ciudad de Tarija y sus efectos socioeconómicos en la periferia urbana*, Tarija, Universidad Autónoma Juan Misael Saracho, Tesis de licenciatura – Facultad de ciencias económicas y financieras, 116 p.

d'Andréa, Nicolas ; Martin, Ceydric (2000) *Diagnostic régional de la frontière boliviano-argentine*, Marseille, Laboratoire Population Environnement Développement, 46 p. multigraphiées

d'Andréa, Nicolas (2004) *Effets de frontière, migrations et redistribution du peuplement en Bolivie : les dynamiques territoriales dans le département du Tarija*, Aix-en-Provence, Université Paul Cezanne Aix-Marseille III – Institut d'Aménagement Régional, Thèse de doctorat en aménagement de l'espace, urbanisme, 425 p.

Diaz Sosa, Hernan (1987) " Tarija, ciudad frontera " *Ciudades intermedias*, La Paz, ILDIS, pp. 43-58

Fairbairn, Jaimie (1999) *Estrategias de sobrevivencia de hogares : el altiplano tarijeño y el valle del rio San Juan del Oro, Bolivia*, Leeds, University of Leeds, School of Geography (www.geog.leeds.ac.uk), 15 p.

Gobierno Municipal de Bermejo (1998) *Plan de desarrollo Municipal de Bermejo (1998-2002)*, Bermejo, GMB, 196 p.

Gobierno Municipal de San Lorenzo (2000) *Diagnóstico ambiental, Municipio de San Lorenzo*, San Lorenzo, GMS, 44 p.

Guerrero, Beimar (2004) *Causas y efectos del fenómeno de la movilidad y migración en la ciudad de Villamontes*, Tarija, Universidad Autónoma Juan Misael Saracho, Tesis de licenciatura - Facultad de ciencias económicas y financieras, 110 p.

Hinojosa, Alfonso ; Cortes, Guido ; Pérez, Liz (1999) " Estrategías migratorias : entre la subsistencia y la búsqueda de oportunidades en el valle tarijeño ", *Estudios migratorios latinoamericanos – n° 40-41*, Buenos Aires, Centro de Estudios Migratorios Latinoamericanos, pp. 595-621

Hinojosa, Alfonso ; Pérez, Liz ; Cortez, Guido (2000) *Idas y venidas : Campesinos tarijeños en el norte argentino*, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, 105 p.

Hinojosa, Alfonso, éd. (2004) *Migraciones transnacionales, Visiones de Norte y Sudamérica*, La Paz, Centro de Estudios Fronterizos, 348 p.

Jerez, Omar (1998) " Los procesos de urbanización en el sur boliviano : el caso Bermejo ", *Pasado y presente de un mundo postergado*, San Salvador de Jujuy, Universidad Nacional de Jujuy, pp. 267-282

Jerez, Omar (2001) *El proceso de urbanización en el sur de Bolivia: etnografía en una ciudad de frontera*, Séville, Université de Séville, Thèse de Doctorat, version préliminaire, 262 p.

Jette, Cristian ; Rojas, Rafael (1998) *Tarija, pobreza, género y medioambiente*, La Paz, CEP-Embajada Real de los Países Bajos, 224 p.

Laurelli, Elsa ; Vaghi, Adriana (1999) *La Cuenca del Río Bermejo en el Contexto Regional*, Buenos Aires, Programa Estratégico de Acción para la Cuenca del Río Bermejo, cd-rom

Mamani, Wálter ; Suárez, Nelly; García, Claudia (1993) *Contaminación del Agua e impactos por actividad hidrocarburífera en Aguara Güe*, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, 144 p.

Melean, Maria (1996) *El fenómeno migratorio en la ciudad de Tarija*, Tarija, Universidad Autónoma Juan Misael Saracho, Tesis de licenciatura - Facultad de ciencias económicas y financieras, 112 p.

Mendoza, Omar ; Manzur, Zedin ; Cortez, David ; Salazar, Aldo (2003) *La lucha por la tierra en el Gran Chaco tarijeño*, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, 171 p.

Pellerin, Séverine (2003) *Migration et développement : le cas d'une communauté rurale bolivienne (San Andrés - Département de Tarija - Bolivie)*, Aix-en-Provence, Institut d'Aménagement Régional, mémoire de maîtrise d'aménagement et de développement territorial, 102 p.

Peña, Lourdes ; Hoyos, Marlene ; Mendieta, Janet ; López, Isabel (2003) *Interculturalidad entre Chapacos, Quechuas, Aymaras y Cambas en Tarija*, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, 144 p.

Plaza, Sergio ; Vargas, Ximena ; Ramírez, Adriana (2003) *Tarija en los imaginarios urbanos*, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, 211 p.

PNUD (2002) *Informe de Desarrollo Humano en Tarija*, La Paz, Programme des Nations Unies pour le Développement, 147 p.

Presta, Ana María (1995) " La población de los valles de Tarija, siglo XVI. Aportes para la solución de un enigma etnohistórico en una frontera incaica ", *Espacio, etnías, frontera. Atenuaciones políticas en el Sur del Tawantinsuyu. Siglos XV-XVIII*, Sucre, Antropólogos del Surandino (ASUR), pp. 235-247

Preston, David (1993) " Wine production in a marginal area : Tarija wine in the 1990's ", *Journal of wine research – vol. 4 – n° 3*, Londres, University of London, pp. 327-333

Preston, David (1999) " La emigración dentro de las estrategias de vida en el valle del río Camacho : la transnacionalización de campesinos posmodernos ", *Proyecto Ambiente y sociedad en los Andes : estrategias y políticas*, Leeds, University of Leeds, School of Geography (www.geog.leeds.ac.uk), 5 p.

Punch, Samantha (2001) " La emigración como estrategia para jóvenes : escape o expulsión ", *Historia, ambiente y Sociedad en Tarija, Bolivia*, La Paz, Instituto de Ecología, pp. 123-144

Rabey, Mario ; Jerez, Omar (1998) " La frontera en los tiempos del cólera : una etnografía de trashumancias internacionales ", *Cuadernos del Instituto Nacional de Antropología y Pensamiento Latinoamericano – n° 18*, Buenos Aires, Secretaría de Cultura de la Presidencia de la Nación, pp. 339-357

Tamayo, Emilio (1998) *El comercio del sector informal urbano en la ciudad de Yacuiba*, Tarija, Universidad Autónoma Juan Misael Saracho, Tesis de licenciatura – Facultad de ciencias económicas y financieras, 142 p.

Tococary, Vanessa (2004) *Migración y movilidad en la ciudad de Yacuiba - Bolivia*, Tarija, Universidad Autónoma Juan Misael Saracho, Tesis de licenciatura - Facultad de ciencias económicas y financieras, 116 p.

Vaca, Blanca (1997) *Crisis urbana de la ciudad de Tarija y estilo de desarrollo*, Tarija, Universidad Autónoma Juan Misael Saracho, Facultad de ciencias económicas y financieras – Tesis de licenciatura, 106 p.

Vacaflares, Carlos; del Caprio, Ricardo; Calla, Rhinda; Molina, Jesus (2003) *Entre territorios poblados y despoblados :Trashumancia ganadera en Tarija*, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, 172 p.

ZONISIG (2001) *Zonificación Agroecológica y Socioeconómica - Departamento de Tarija*, Tarija, Ministerio de Desarrollo Sostenible y Planificación, Prefectura de Tarija, 266 p. + cd-rom

ZONISIG-APDS (2000) *Diagnóstico Integral, Municipio de Villa Montes*, Villamontes, Ministerio de Desarrollo Sostenible y Planificación, 110 p.

BOLIVIE ET MERCOSUR

Arreghini, Louis ; Roux, Jean-Claude (2000) *La Bolivie : des Andes vers les Orient. Disparités spatiales et dynamiques socio-économiques*, Montpellier – La Paz, Institut de Recherche pour le Développement – Universidad Mayor San Andrés, 58 cartes, 30 graphiques, 141 p.

Arreghini, Louis ; Roux, Jean-Claude ; Waniez, Philippe (1998) " Cartes humaines de l'Atlas National de Bolivie ", *Atlas de Bolivia*, La Paz, Instituto de Geografía Nacional, pp. 195-276

Benencia, Roberto (1997) " De peones a patronos quinteros. Movilidad social de familias bolivianas en la periferia bonaerense ", *Estudios Migratorios Latinoamericanos* -- n° 35, Buenos Aires, Centro de Estudios Migratorios Latinoamericanos, pp. 63-102

Benencia, Roberto (1999) " Formas tradicionales y novedosas en la migración limítrofe recién hacia la Argentina ", *Población & Sociedad* – n° 6-7, San Miguel de Tucumán, Universidad Nacional de Tucumán, Facultad de filosofía y letras, Instituto de estudios geográficos, pp. 143-196

Benencia, Roberto (2004 a) " Familias bolivianas en la producción hortícola de la provincia de Buenos Aires. Proceso de disseminación en un territorio transnacional ", *Migraciones transnacionales. Visiones de Norte y Sudamérica*, La Paz, Centro de Estudios Fronterizos, pp. 201-229

Benencia, Roberto (2004 b) *Migración limítrofe y mercado de trabajo rural en la Argentina. Las estrategias de las familias migrantes en la conformación de comunidades transnacionales*, Toulouse, Colloque de l'Université de Toulouse Le Mirail, Les intégrations régionales : quelles dynamiques transfrontalières et transnationales ? Les enseignements du Bassin de La Plata dans le Mercosur, 23 p.

Boleda, Mario (1995) " Amérique latine, terre d'émigration. Approche du processus par la migration nette ", *Revue Européenne des Migrations Internationales* – vol. 11 – n° 2, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, pp. 35-46

Calderon Gutierrez, Fernando, coord. (2004) *Informe sobre el desarrollo humano 2004 : interculturalismo y globalización, la Bolivia posible*, La Paz, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, 244 p.

Calvimontes, Carlos (2000) *Marco e instrumento jurídico de la política nacional de asentamientos humanos*, La Paz, Ministerio de vivienda y servicios básicos, 111 p.

Celton, Dora (1995) " Plus d'un siècle d'immigration internationale en Argentine ", *Revue Européenne des Migrations Internationales* – vol. 11 – n° 2, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, pp. 145-165

CEPAL (2001) *El espacio regional. Hacia la consolidación de los asentamientos humanos en América Latina y el Caribe*, Santiago de Chile, Libro de la Comisión Económica para América Latina y el Caribe n° 60, 160 p.

CET (1988) *La relocalización*, La Paz, Centro de Estudios del Trabajo, Temas laborales n° 5, 77 p.

Cortes, Geneviève (1995 a) *La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines. Deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie)*, Toulouse, Université de Toulouse – Le Mirail, Thèse de doctorat de géographie, 544 p.

Cortes, Geneviève (1995 b) " L'émigration rurale dans les vallées inter-andines de Bolivie ", *Revue Européenne des Migrations internationales* – vol. 11 – n° 2, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, pp. 113-128

Cortes, Geneviève (1995 c) " Migrations temporaires au Chaparé (Bolivie) et stratégies alimentaires ", *Cahiers des Sciences Humaines – vol. 31 – n° 4*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 951-967

Cortes, Geneviève (2000) *Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines (Bolivie)*, Paris, Institut de Recherche pour le Développement, 413 p.

d'Andréa, Nicolas ; Hamelin, Philippe (2003) " Dinámica de los territorios y demografía del abandono : el caso de la comuna de Canela ", *Dinámicas de los sistemas agrarios en Chile arido : la región de Coquimbo*, Santiago de Chile, Institut de Recherche pour le Développement-Universidad de Chile-Universidad de la Serena, pp. 303-325

d'Orbigny, Alcide (réédition 2002) *Viaje a la América Meridional (1826-1833)*, La Paz, Plural Editores, 1 785 p.

Dandler, Jorge ; Medeiros, Carmen (1991) " Migración temporaria de Cochabamba, Bolivia, a la Argentina : patrones e impacto en las areas de envío ", *Fronteras permeables. Migración laboral y movimientos de refugiados en América*, Buenos Aires, Planeta, pp. 19-53

De Marco, Graciela ; Balmaceda, Raúl ; Sassone, Susana (1994) *Extranjeros en la Argentina. Pasado, presente y futuro*, Buenos Aires, Programa de Investigaciones Geodemográficas, 567 p.

De Mesa, José ; Gisbert, Teresa ; Mesa Gisbert, Carlos (2001) *Historia de Bolivia*, La Paz, Gisbert, 906 p.

Deler, Jean-Paul (1986) " L'organisation de l'espace bolivien, essai de modélisation ", *Mappemonde – 4/1986*, Montpellier, Maison de la Géographie de Montpellier, pp. 38-42

Deler, Jean-Paul (1991) " La Bolivie, enclave sous influences ", *Géographie Universelle : l'Amérique Latine*, Paris, Hachette, pp. 269-311

Domenach, Hervé ; Celton, Dora, coord. (1998) *La comunidad boliviana en Córdoba. Caracterización y proceso migratorio*, Cordoba, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom) – Universidad Nacional de Cordoba, 291 p.

Fifer, Valerie (1967) " Bolivia's pioneer fringe ", *Geographical Review – vol. 57 – n° 1*, New York, The American Geographical Society, pp. 1-23

Fifer, Valerie (1982) " The search for a series of small successes : frontiers of settlement in eastern Bolivia ", *Journal of Latin American Studies – vol. 14 – n° 2*, New York, Cambridge University Press, pp. 407-432

Foucher, Michel (1977) " Argentine : les migrations des travailleurs des pays limitrophes ", *Revue Tiers-Monde – vol. 18 – n° 69*, Paris, Institut d'Etude du Développement Economique et Social, pp. 139-150

Franqueville, André (1974) " Zone d'attraction urbaine et région migratoire : l'exemple de Yaoundé ", *Différenciation régionale et régionalisation en Afrique francophone et à Madagascar, Travaux et documents de l'Orstom – n° 39*, Paris, Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer, pp. 39-51

Franqueville, André (1990) " Villes et réseau urbain de Bolivie ", *Cahiers d'Outre-Mer – vol. 43 – n° 171*, Bordeaux, Institut de la France d'Outre-Mer, pp. 273-288

Franqueville, André (1998) " Les paysans boliviens toujours menacés ", *Cahiers d'études et de recherches francophones /Agricultures – vol. 7 – n° 1*, Montrouge – Paris, John Libbey Eurotexte – Association des Universités Partiellement ou Entièrement de Langue Française, pp. 55-62

Franqueville, André (2000) *La Bolivie, d'un pillage à l'autre*, Paris, Institut de Recherche pour le Développement, 292 p.

Gozalves, Bertha ; Gonzales Tapia, Ismael ; Roux, Jean-Claude (2000) " De l'enclavement à la globalisation : une ouverture risquée pour la Bolivie ", *Cahiers d'Outre-Mer – n° 212*, Bordeaux, Université de Bordeaux III, pp. 317-342

Grandi, Jorge ; Schutt, Daniel (1997) " Mercosur : une union douanière en construction ", *Cahiers des Amériques latines– n° 24*, Paris, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, pp. 37-52.

Grimson, Alejandro (1999) *Relatos de la diferencia y la igualdad. Los bolivianos en Buenos Aires*, Buenos Aires, Eudeba – Felafacs, 201 p.

Hamelin, Philippe (2001) " De la production agricole au développement rural : la transformation des espaces ruraux ", *Population, Environnement et Développement*, Commission de la Population et du Développement de l'Organisation des Nations Unies, Paris, Ministère des affaires étrangères, pp. 43-49

Hamelin, Philippe (2002) " Frontière, migration et environnement en Amazonie ", *Revue Européenne des Migrations Internationales – vol. 18 – n° 2*, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, pp. 67-82

Karasik, Gabriela ; Benencia, Roberto (1999) " Apuntes sobre la migración fronteriza. Trabajadores bolivianos en Jujuy ", *Estudios migratorios latinoamericanos – n° 40-41*, Buenos Aires, Centro de Estudios Migratorios Latinoamericanos, pp. 569-594

Klein, Herbert (1990) " Bolivia, desde la guerra del pacifico hasta la guerra del Chaco, 1880-1932 ", *Historia de América Latina – n° 10*, Barcelona, Editorial Crítica, pp. 204-232

Lavaud, Jean-Pierre (1980) " Les paysans boliviens contre l'Etat : du refus de l'impôt unique à l'opposition aux « décrets de la fin » (1968-1974) ", *Cahiers des Amériques latines, série Sciences de l'Homme – n° 23*, Paris, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, pp. 141-172

Lavaud, Jean-Pierre (1991) *L'instabilité politique de l'Amérique latine. Le cas de la Bolivie*, Paris, L'Harmattan – Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, 290 p.

Lavaud, Jean-Pierre (1998) *El embrollo Boliviano. Turbulencias sociales y desplazamientos políticos, 1952-1982*, Lima, IFEA, Tome 15 des Travaux de l'Institut Français d'Etudes Andines, 416 p.

Maguid, Alicia (1995) " L'immigration des pays limitrophes dans l'Argentine des années 90, mythes et réalités ", *Revue Européenne des Migrations Internationales – vol. 11 – n° 2*, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, pp. 167-188

Minvielle, Paul (1996) " L'utilisation d'un modèle spécifique : l'exemple de la Bolivie ", *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines* 25 (2), Lima, IFEA, pp. 283-302

Montes de Oca, Ismael (1995) " Geografía y clima de Bolivia ", *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines – vol. 24 – n° 3*, Lima, IFEA, pp. 357-368

Montes de Oca, Ismael (1997) *Geografía y recursos naturales en Bolivia*, La Paz, Edobol, 614 p.

Morlon, Pierre, coord. (1996) *Comprendre la agricultura campesina en los Andes Centrales. Perú – Bolivia*, Lima, Institut Français d'Etudes Andines – Centro de Estudios Regionales Andinos Bartolomé de Las Casas, 498 p.

Murra, John ; Condarco, Ramiro (1987) *La teoria de la complementariedad vertical eco-simbiotica*, La Paz, Hisbol, 114 p.

Palau, Tomas (1999) " Migraciones limítrofes entre Paraguay y la Argentina. El caso de la provincia de Formosa ", *Estudios migratorios latinoamericanos – n° 40-41*, Buenos Aires, Centro de Estudios Migratorios Latinoamericanos, pp. 539-568

Paz Ballivián, Danilo (1995) *Lecciones de sociología rural*, La Paz, Plural, 126 p.

Pellegrino, Adela (2002) *Reflexiones sobre la migración calificada*, Caracas, Sistema Económico Latinoamericano (www.sela.org), 5 p.

Perrier Bruslé, Laetitia (2005) *La dernière frontière. Loin des Andes, trop près du Brésil. La frontière orientale et la construction du territoire en Bolivie*, Université de Paris I Panthéon Sorbonne, Thèse de doctorat de géographie, 734 p.

Pontussi, Enio Pedro (1995) *Geografía del Noroeste Argentino*, Salta, Universidad Nacional de Salta, Facultad de ciencias naturales, 225 p.

Reboratti, Carlos (1986) " Migración y trabajo estacional en Argentina ", *Se fue a volver. Seminario sobre migraciones temporales en América latina*, México, Colegio de México, pp. 261-281

Reboratti, Carlos (1988) " Migrations de travailleurs Andes-Piémont et articulation de types agraires dans le Nord-Ouest de l'Argentine ", *Revue de géographie alpine – vol. 76 – n° 1*, Grenoble, Institut de Géographie Alpine, pp. 75-81

Roca, José Luis (1999) *Fisionomía del regionalismo boliviano*, La Paz, Editions Plural, 350 p.

Rodriguez, Hector ; Buliobasich, Catalina (1998) " Los grupos étnicos del Pilcomayo ", *Pasado y presente de un mundo postergado*, San Salvador de Jujuy, Universidad nacional de Jujuy, pp. 243-266

Roux, Jean Claude (1996 a) " La Bolivie des confins orientaux : une cartographie de l'imaginaire. Une relecture critique de la première carte nationale de 1859 ", *L'espace géographique – n° 4*, Montpellier, Maison de la Géographie, pp. 339-352

Roux, Jean Claude (1996 b) " La ligne Madeira-Yavari : une impossible frontière amazonienne pour la Bolivie ", *Cahiers des Sciences Humaines – vol. 31 – n° 2*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 265-292

Roux, Jean Claude (2000) *La Bolivie orientale : confins inexplorés, battues aux indiens et économie de pillage*, Paris, L'Harmattan, 317 p.

Roux, Jean-Claude ; Oviedo, Fernando (1995) " Les « hommes du quinquina ». Comportements démographiques et cycles de l'économie extractive dans une région bolivienne enclavée : Caupolican (1930-1880) ", *Cahiers des Sciences Humaines – vol. 31 – n° 4*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 969-986

Rudel, Christian (1995) *La Bolivie*, Paris, Karthala, 224 p.

Saignes, Thierry (1981) " El piedemonte amazónico de los Andes meridionales : estado de la cuestión y problemas relativos a su ocupación en los siglos XVI y XVII ", *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines – vol 10 – n° 3-4*, Lima, IFEA, pp. 141-176

Santamaria, Daniel (1986) " Migración laboral y conflicto interétnico, el caso de los migrantes indígenas temporarios a los ingenios azucareros saltojujeños ", *Estudios migratorios latinoamericanos – n° 3*, Buenos Aires, Centro de Estudios Migratorios Latinoamericanos, pp. 357-379

Schoop, Wolfgang (1981) *Ciudades bolivians*, La Paz, Los amigos del Libro, 260 p.

Simmons, Alan (1985) " Contrôle institutionnel, migration et offre de main-d'œuvre : application aux mouvements historiques en Amérique latine ", *Les changements ou les transitions démographiques dans le monde contemporain en développement*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 285-320

Souchaud, Sylvain (2000) *La formation d'un espace « brésiguayen » dans l'Est du Paraguay. Migrations pionnières brésiliennes et organisations socio-spatiales dans l'Orient du Paraguay*, Poitiers, Université de Poitiers, Thèse de doctorat de Géographie, 515 p.

Souchaud, Sylvain (2001) "Nouveaux espaces en Amérique du Sud : la frontière paraguay-brésilienne", *Mappemonde – n° 61*, Montpellier, Maison de la Géographie de Montpellier, pp. 19-23

Souchaud, Sylvain (2002) *Pionniers brésiliens au Paraguay*, Paris, Karthala, 406 p.

Vazquez, Fabricio (2004) *Intégration et désenclavement au Paraguay : les dynamiques transfrontalières au cœur du développement territorial*, Colloque de l'Université de Toulouse-Le Mirail, Les intégrations régionales : quelles dynamiques transfrontalières et transnationales ? Les enseignements du Bassin de La Plata dans le Mercosur, 15 p.

Whiteford, Scott (1981) *Workers from the north. Plantations, Bolivian Labor, and the City in Northwest Argentina*, Austin, University of Texas Press, 189 p.

Withehead, Laurence (1991) " Bolivia since 1930 ", *Latin America since 1930*, New York, Cambridge University Press, pp. 509-583

AUTRES ETUDES REGIONALES

Antoine, Philippe (1995) " Introduction ", *La ville à guichets fermés ? Itinéraires, réseaux et insertion urbaine*, Dakar – Paris, Institut Fondamental d'Afrique Noire – Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 5-10

Antoine, Philippe ; Savané, Landing (1990) " Urbanisation et migration en Afrique ", *The role of migration in African development : issues and policies for the 90s*, Dakar, Union pour l'Etude de la Population Africaine, pp. 55-81

Cambrézy, Luc (1986) " Environnement et densités de population : le recours à l'histoire ", *Cahiers d'études africaines – n° 101-102*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, pp. 63-73

Cambrézy, Luc (1990) " Mobilité rurale et colonisation agricole dans le centre du Veracruz (Mexique). De la conquête à l'errance ", *Cahiers des Sciences Humaines – vol. 26 – n° 4*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 679-703

Cambrézy, Luc (1995) " La réforme agraire serait-elle une utopie du XX^e siècle ? L'exemple mexicain ", *Dynamique des systèmes agraires. Terre, terroir, territoire. Les tensions foncières*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Colloques et séminaires n° 8, pp. 291-304

Chanu, Pierre (1973) *Histoire de l'Amérique latine*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je ?, 125 p.

Charbit, Yves ; Hily, Marie-Antoinette ; Poinard, Michel (1997) *Le va-et-vient identitaire. Migrants portugais et villages d'origine*, Paris, Institut National d'Etudes Démographiques – Presses Universitaires de France, coll. Travaux et documents, 144 p.

Charbit, Yves, dir. (2000) *La population des pays en développement*, Paris, La Documentation française, coll. Les études, 176 p.

Charbit, Yves, dir. (2002) *Le monde en développement. Démographie et enjeux socio-économiques*, Paris, La Documentation française, coll. Les études, 224 p.

Chasteland, Jean-Claude ; Chesnais, Jean-Claude, éd. (1997) *La population du monde. Enjeux et problèmes*, Paris, Presses Universitaires de France – Institut National d'Etudes Démographiques, Cahiers de l'INED n° 139, 630 p.

Chonchol, Jacques (1995) " Le problème de la terre et les sociétés rurales en Amérique latine ", *Dynamique des systèmes agraires. Terre, terroir, territoire. Les tensions foncières*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Colloques et séminaires n° 8, pp. 257-287

Cosío-Zavala, Maria-Eugenia (1994) " Concentration urbaine et transition démographique ", *Problèmes d'Amérique latine – n° 14*, Paris, La Documentation française, pp. 47-61

Cosío-Zavala, Maria-Eugenia (1998) *Changements démographiques en Amérique latine*, Paris, Editions Estem, coll. Universités francophones, 122 p.

Cosío-Zavala, Maria-Eugenia (1999) *Les deux modèles de transitions démographiques en Amérique latine et les inégalités sociales : le malthusianisme de pauvreté*, Seminario General de la Red de Estudios de Población Alfapop, ponencia 149, Centre d'Estudis Demogràfics i celbrat a Bellaterra, 20 p.

Courgeau, Daniel (1970) *Les champs migratoires en France*, Paris, Presses Universitaires de France, 158 p.

Cunill, Pedro (1980) *L'Amérique andine*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. La géographie et ses problèmes, 304 p.

Delauney et Santibañez (1998) " De l'usage des observatoires : la mesure des migrations entre le Mexique et les Etats-Unis ", *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Colloques et séminaires, pp. 261-280

Deler, Jean-Paul (1994) " Identité urbaine du continent ", *Problèmes d'Amérique latine – n° 14*, Paris, La Documentation française, pp. 13-18

Dollfus, Olivier (1994) " Une Amérique, latine par ses villes ", *Problèmes d'Amérique latine – n° 14*, Paris, La Documentation française, pp. 7-12

Dollfus, Olivier ; Lavallée, Danièle (1973) " Ecología y ocupación del espacio en los Andes Tropicales durante los últimos veinte milenios ", *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines – vol 2 – n° 3*, Lima, IFEA, pp. 75-92

Domenach, Hervé ; Guillon, Michel, coord. (1995) *Amérique Latine*, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, Revue Européenne des Migrations Internationales – vol. 11 – n° 2, 208 p.

Domenach, Hervé ; Picouet, Michel (1998) " Transition démographique et migration en Guyane Française : des conditions de peuplement sous pression ", *Social consequences of population pressure, Caribbean Culture Studies* – n° 4, Amsterdam, University of Amsterdam, pp. 17-48

Domenach, Hervé ; Picouet, Michel (1992) *La dimension migratoire des Antilles*, Paris, Economica, coll. Caraïbe – Amérique latine, 254 p.

Dubresson, Alain (1995) " Travail, migration, insertion : vers une nouvelle donnée spatiale en Côte d'Ivoire ? ", *La ville à guichets fermés ? Itinéraires, réseaux et insertion urbaine*, Dakar – Paris, Institut Fondamental d'Afrique Noire – Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 217-238

Dureau, Françoise ; Quesnel, André, éd. (1992 a) *Recompositions sociales en Amérique latine*, Cahiers des Sciences Humaines – vol. 28 – n° 4, première partie, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), Paris, 574 p.

Dureau, Françoise ; Quesnel, André, éd. (1992 b) *Recompositions sociales en Amérique latine*, Cahiers des Sciences Humaines – vol. 28 – n° 4, deuxième partie, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), Paris, 764 p.

Faret, Laurent (1998) " Les territoires de la mobilité. Champs migratoires et espaces transnationaux entre le Mexique et les Etats-Unis ", Toulouse, Université de Toulouse-Le Mirail, Institut de géographie, Thèse de doctorat de 3^e cycle, 394 p.

Franqueville, André (1987) *Une Afrique entre le village et la ville. Les migrations dans le sud du Cameroun*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Mémoires n° 109, 646 p.

Gastellu, Jean-Marc ; Marchal, Jean-Yves, éd. (1997) *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX^e siècle*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), 768 p.

GRAL / CREDAL (1994) " Villes intermédiaires, vitalité économique et acteurs sociaux ", *Problèmes d'Amérique latine* – n° 14, Paris, La Documentation française, pp. 127-139

Guilmoto, Christophe Z. (1994) " Démographie et développement dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal ", *Maîtrise de la croissance démographique et développement en Afrique*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Colloques et séminaires, pp. 403-417

Herry, Claude (1991 b) " Quelques aspects des relations ville-village ", *Migration, changements sociaux et développement*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Colloques et séminaires, pp. 231-242

- Humboldt, Alexander de** (réédition 1994) *L'Amérique espagnole en 1800*, Paris, Calmann-Lévy, 304 p.
- Iyebi-Mandjek, Olivier** (1993) " Les migrations saisonnières chez les Mafas, montagnards du Nord-Cameroun : une solution au surpeuplement et un frein à l'émigration définitive ", *Cahiers des Sciences Humaines – vol. 29 – n° 2-3*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 419-441
- Jaramillo, Fidel** (2002) " Migración, integración y desarrollo ", *Capítulos n° 65*, Caracas, Sistema Económico Latinoamericano (www.sela.org), 5 p.
- Lassailly-Jacob, Véronique** (1999) " Migrants malgré eux. Une proposition de typologie ", *Déplacés et réfugiés. La mobilité sous contrainte*, Paris, Institut de Recherche pour le Développement, pp. 27-48
- Le Pape, Marc** (1993) " L'attraction urbaine : soixante-cinq ans d'observations sur Abidjan ", *Cahiers des Sciences Humaines – vol. 29 – n° 2-3*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 333-348
- Liveuais, Patrick** (2001) *Peuplement et évolution agraire au Morelos (Mexique)*, Paris, L'Harmattan, coll. Populations, 156 p.
- Ma Mung, Emmanuel** (1999) " La dispersion comme ressource ", *Cultures & Conflits – n° 33-34*, Paris, Centre d'Etude sur les Conflits, pp. 89-103
- Ma Mung, Emmanuel** (2002) " Les mutations des migrations chinoises ", *Ville-Ecole-Intégration, enjeux – n° 131*, Paris, Centre National de Documentation Pédagogique, pp. 129-145
- Marchal, Jean-Yves ; Quesnel, André** (1997) " Dans les vallées du Burkina Faso, l'installation de la mobilité ", *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX^e siècle*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 597-614
- Marguerat, Yves** (1987) *La place des villes dans les cheminements migratoires : un exemple de migrations Kabyè à travers le Togo*, Lomé, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), 13 p. multigraphiées
- Mesclier, Evelyne** (1993) " Pérou : vers une redistribution des populations rurales andines ? Changements dans la société paysanne et évolution de l'organisation de l'espace ", *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines – vol. 22 – n° 3*, Lima, IFEA, pp. 763-789
- Ocampo, José Antonio ; Martin, Juan**, éd. (2003) *Une décennie d'ombres et de lumières, l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90*, Santiago du Chili, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes – Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine et les Caraïbes, 401 p.
- Petit, Véronique** (1998) *Migrations et sociétés Dogon*, Paris, L'Harmattan, coll. Populations, 331 p.

Picouet, Michel (2002) " Formes de mobilité et dynamique de l'environnement en Tunisie ", *Revue Européenne des Migrations Internationales – vol. 18 – n° 2*, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, pp. 51-66

Pinto da Cunha, José Marcos (2002) *Urbanización, redistribución espacial de la población y transformaciones socioeconómicas en América Latina*, Santiago de Chile, Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía – Fondo de Población de las Naciones Unidas, 55 p.

Pontie, Guy ; Lericollais, André (1995) " Relations à distance des migrants Serrer " *La ville à guichets fermés ? Itinéraires, réseaux et insertion urbaine*, Dakar – Paris, Institut Fondamental d'Afrique Noire – Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 303-322

Quesnel, André ; Vimard, Patrice, ed. (1991) *Migration, changements sociaux et développement*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Colloques et séminaires, 388 p.

Richefort, Michel (1966) *Géographie de l'Amérique du Sud*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je ?, 128 p.

Rokoto Ramiarantsoa, Hervé (1995) *Chair de la terre, œil de l'eau... Paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina (Madagascar)*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), 370 p.

Tarrius, Alain (1987) " L'entrée dans la ville : migrations maghrébines et recomposition des tissus urbains à Tunis et à Marseille ", *Revue Européenne des Migrations Internationales – vol. 3 – n° 1-2*, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, pp. 131-148

Tarrius, Alain (2001) " Au-delà des Etats-nations : des sociétés de migrants ", *Revue Européenne des Migrations Internationales – vol. 17 – n° 2*, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, pp. 37-61

Touraine, Alain (1988) *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 532 p.

APPROCHES GENERALES

Antheaume, Benoît ; Marchal, Jean-Yves (1991) " Peuplement ", *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 589-591

Auclair, Laurent ; Gubry, Patrick ; Picouet, Michel ; Sandron, Frédéric, dir. (2001) *Régulations démographiques et environnement*, Paris, Centre Population et Développement (Ceped), 280 p.

Cambrézy, Luc (1991) " Transfert d'échelle et organisation spatiale ", *Le transfert d'échelle*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Colloques et séminaires n° 4, pp. 281-289

Cambrézy, Luc ; Couty, Philippe ; Lericollais, André ; Marchal, Jean-Yves ; Raynaud, Claude (1984) " La région, territoire de recherche ", *Le développement rural en questions : paysages, espaces ruraux, systèmes agraires : Maghreb, Afrique noire, Mélanésie*, Paris, Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer, pp. 123-180

Charbit, Yves (2000) " La croissance de la population et la transition démographique ", *La population des pays en développement, Notes et études documentaires, La Documentation française n° 5123*, Paris, La Documentation française, 21 p.

Courade, Georges ; Bruneau, Michel (1983) " Développement rural et processus d'urbanisation dans le Tiers-monde ", *Cahiers des Sciences Humaines – vol. 19 – n° 1*, Paris, Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer, pp. 59-92

Delaunay, Daniel (1987) " L'espace d'une transition démographique ", *Equateur 1986*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Colloques et séminaires, pp. 209-226

Di Méo, Guy (1991) *L'homme, la société, l'espace*, Paris, Anthropos, 319 p.

Domenach, Hervé (1996) " De la migratologie ", *Revue Européenne des Migrations Internationales – vol. 12 – n° 2*, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, pp. 73-85

Domenach, Hervé (2001) " Les migrations internationales ", *Les Documents et Manuels du Ceped – n° 12*, Paris, Centre Population et Développement, pp. 51-58

Domenach, Hervé ; Picouet, Michel (1995) *Les migrations*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je ?, 128 p.

Domenach, Hervé ; Picouet, Michel (2000) *Population et environnement*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je ?, 128 p.

Domenach, Hervé ; Gonin, Patrick, coord. (2002) *Migrations et environnement*, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, *Revue Européenne des Migrations Internationales – vol. 18 – n° 2*, 241 p.

Domenach, Hervé ; Picouet, Michel (1987) " Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration ", *Population – n° 3*, Paris, Institut National d'Etudes Démographiques, pp. 469-483

Domenach, Hervé ; Picouet, Michel, dir. (2004) *Environnement et populations : la durabilité en question*, Paris, L'Harmattan, coll. Populations, 225 p.

Dorai, Kamel ; Hily, Marie-Antoinette ; Loyer, Frantz ; Ma Mung, Emmanuel (1998) *La circulation migratoire*, Paris, Agence pour le Développement des Relations Interculturelles, coll. Migrations Etudes n° 84, Synthèse de travaux sur l'immigration et la présence étrangère en France, 12 p.

Dupont, Véronique ; Guilmoto, Christophe Z. (1993) " Mobilités spatiales et urbanisation. Théories, pratiques et représentations ", *Cahiers des Sciences Humaines – vol. 29 – n° 2-3*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 279-294

Foucher, Michel (1991) *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 691 p.

Frémont, Armand (1999) *La région, espace vécu*, Paris, Flammarion, coll. Champs, 284 p.

Gay, Jean-Christophe (1995) *Les discontinuités spatiales*, Paris, Economica, coll. Poche géographie, 112 p.

George, Pierre (1972) *Population et peuplement*, Paris, Presses Universitaires de France, 207 p.

Guengant, Jean-Pierre (1996) " Migrations internationales et développement : les nouveaux paradigmes ", *Revue Européenne des Migrations Internationales – vol. 12 – n° 2*, Poitiers, Association pour l'Etude des Migrations Internationales, pp. 107-120

Guillon, Michelle (2002) " Population et urbanisation ", *Le monde en développement. Démographie et enjeux socio-économiques*, Paris, La Documentation française, pp. 89-116

Guilmoto, Christophe Z. ; Sandron, Frédéric (2003) *Migration et développement*, Paris, La Documentation française, 142 p.

Le Bris, Emile (2001) " Croissance urbaine et gestion des villes ", *Les Documents et Manuels du Ceped – n° 12*, Paris, Centre Population et Développement, pp 39-49

Marmorá, Leilo (2002) *Les politiques de migrations internationales*, Paris, L'Harmattan, 269 p.

Massey, Douglas ; Arango, Joaquín, et al. (2000) " Teorías sobre la migración internacional : una reseña y una evaluación ", *Trabajo – vol. 2 – n° 3*, México, Plaza y Valdéz, pp. 5-49

Noïn, Daniel (1998) *Géographie de la population*, Paris, Armand Colin, coll. U, 280 p.

Noïn, Daniel ; Thumerelle, Pierre-Jean (1993) *L'étude géographique des populations*, Paris, Masson géographique, 124 p.

Pailhé, Joël (2002) " Migration, migrant, géographie de la population ", *Espace, Populations, Société – vol. 2002 – n° 1-2*, Villeneuve d'Ascq, Université des Sciences et Techniques de Lille Flandre-Artois, pp. 73-82

Pumain, Denise (1983) " Le peuplement ", *Encycopédie de la géographie*, Paris, Economica, pp. 421-443

Pumain, Denise (1998) " Les modèles d'auto-organisation et le changement urbain ", *Cahiers de Géographie du Québec – vol. 42 – n° 117*, Sainte-Foy, Université Laval, pp. 349-366

Quesnel, André (1991) " Migrations ", *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 591-592

Quesnel, André (2001) " Peuplement rural, dynamique agricole et régimes fonciers ", *Les Documents et Manuels du Cepad – n° 12*, Paris, Centre Population et Développement, pp. 25-37

Quesnel, André (2004) " Dynamique de peuplement, appropriation de l'espace rural et environnement ", *Environnement et populations : la durabilité en question*, Paris, L'Harmattan, coll. Populations, pp. 53-75

Raffestin, Claude (1983) " Eléments pour une théorie de la frontière ", *Diogène – n°134*, Paris, Conseil international de la philosophie et des sciences humaines, pp. 3-21

Ratti, Remigio (1996) " Problématique de la frontière et du développement des régions-frontières ", *Sciences de la Société – n° 37*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, pp. 37-47

Simon, Gildas (1995) *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris, Presses Universitaires de France, 429 p.

Simon, Gildas (2002) " Les migrations internationales ", *Population & Sociétés n° 382*, Paris, Institut National d'Etudes Démographiques, 4 p.

Tabutin, Dominique (2000) *La ville et l'urbanisation dans les théories du changement démographique*, Louvain, Université catholique de Louvain, Département des Sciences de la Population et du Développement, Document de Travail n° 6, 38 p.

Tapinos, Georges (1991) *Eléments de démographie*, Paris, Armand Colin, 367 p.

Tapinos, Georges ; Delaunay, Daniel (1998) "Mondialisation et migrations internationales", *Conférence internationale sur les migrations, le libre-échange et l'intégration régionale*, Paris, Institut National d'Etudes Démographiques, 18 p.

Todaro, Michael (1986) *International Migration, Domestic Unemployment and Urbanization : a Three-Sector Model*, New York, Population Council, 29 p.

Veltz, Pierre (1996) *Mondialisation, villes et territoires : l'économie d'archipel*, Paris, Presses Universitaires de France, 262 p.

Zelinsky, Wilber (1971) "The hypothesis of the mobility transition", *Geographical Review* – n° 61, New York, The American Geographical Society, pp. 219-249

Zlotnik, Hania (1998) "International Migration 1965-1996 : an Overview", *Population and Development Review* – vol. 24 – n° 3, New York, Population Council, pp. 429-467

HYDROCARBURES

Antuña, Patricia (1996) *Exportación de gas natural boliviano (Argentina y Brasil)*, Tarija, Universidad Autónoma Juan Misael Saracho, Tesis de licenciatura – Facultad de ciencias económicas y financieras, 126 p.

Carrizo, Silvina (2003) *Les hydrocarbures en Argentine : réseaux, territoires, intégration*, Paris, Université Paris IV-Sorbonne, Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine, Thèse de doctorat de géographie, 436 p.

Carrizo, Silvina (2004) *Integración regional y crisis energética*, Toulouse, Colloque de l'Université de Toulouse – Le Mirail, Les intégrations régionales : quelles dynamiques transfrontalières et transnationales ? Les enseignements du Bassin de La Plata dans le Mercosur, 11 p.

Correa, Loreto ; Martín, Añez ; Imaña, Tanya (2001) "Los laberintos de la tierra : hidrocarburos en Bolivia en el siglo", *Tinkazos* – n° 10, La Paz, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, pp. 79-99

Dureau, Françoise ; Flórez, Carmen Elisa (2000) *Aguaitacaminos. Las transformaciones de las ciudades de Yopal, Aguazul y Tauramena durante la explotación petrolera de Cusiana-Cupiagua*, Santafé de Bogota, Uniandes, 343 p.

Miranda Pacheco, Carlos (1999) "Del descubrimiento petrolífero a la explosión del gas", *Bolivia en el siglo : La formación de la Bolivia contemporánea*, La Paz, Harvard Club de Bolivia, pp. 155-192

Pérez Antón, Romeo (2004) *La rebelión de las fronteras. Aprovisionamiento integrado de gas natural y su crisis actual en el Cono Sur*, Colloque de l'Université de Toulouse-Le Mirail, Les intégrations régionales : quelles dynamiques transfrontalières et transnationales ? Les enseignements du Bassin de La Plata dans le Mercosur, 12 p.

Perrier Bruslé, Laetitia ; Roux, Jean-Claude (2003) "Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie. Entre mondialisation et souveraineté perdue", *Annales de Géographie* – n° 630, Paris, Sedes, pp. 167-187

Vargas Salgueiro, Augusto (1996) *Y.P.F.B. Entre Nacionalistas y Liberales ¿Capitalización?*, La Paz, Los Amigos del Libro, 361 p.

DONNÉES STATISTIQUES

CELADE (2000) " Migración internacional en América Latina ", *Boletín demográfico – n° 65*, Santiago de Chile, Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía, 123 p.

CELADE (2001) " America Latina : fecundidad (1950-2050) ", *Boletín demográfico – n° 68*, Santiago de Chile, Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía, 136 p.

CELADE (2004) " America Latina y Caribe: Estimaciones y proyecciones de población 1950-2050 ", *Boletín demográfico – n° 73*, Santiago de Chile, Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía, 254 p.

CODEPO (2003 a) *Perfiles Municipales Sociodemográficos : Datos para Planificación y Programación del Desarrollo*, La Paz, Consejo de Población para el Desarrollo – Institut de Recherche pour le Développement, cd-rom

CODEPO (2003 b) *La Bolivia del futuro y sus implicaciones demográficas para el desarrollo*, La Paz, Consejo de Población para el Desarrollo, Documentos de Trabajo n° 6, 82 p.

CODEPO (2004) *Estudio de la Migración Interna en Bolivia*, La Paz, Consejo de Población para el Desarrollo, 234 p.

INE (1980) *Boletín demográfico departamental, Tarija: Análisis de los resultados del censo nacional de población y vivienda de 1976*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 68 p.

INE (1995) *Tarija : Encuesta Nacional de Demografía y Salud 1994. Informe departamental*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 68 p.

INE (1997) *La transición de la fecundidad en Bolivia y sus determinantes (1965-1995)*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 156 p.

INE (1999) *Bolivia, un mundo de potencialidades, Atlas estadístico de Municipios*, La Paz, Centro de Información para el Desarrollo, 485 p.

INE (2002 a) *Censo nacional de población y vivienda 2001. Tarija : resultados departamentales*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 174 p.

INE (2002 b) *Bases de datos. Censo nacional de población y vivienda 2001. Departamento de Tarija*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, cd-rom

INE (2002 c) *Bases de datos. Censo nacional de población y vivienda 2001. Bolivia*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, cd-rom

INE (2002 d) *Bolivia : Distribución de la Población*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 81 p.

INE (2002 e) *El proceso de urbanización en Bolivia, 1992-2001*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 56 p.

INE (2003 a) *Anuario Estadístico 2002*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, cd-rom

INE (2003 b) *Bolivia ; niveles, tendencias y diferenciales de la fecundidad*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 158 p.

INE (2003 c) *Bolivia ; niveles, tendencias de la mortalidad infantil*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 109 p.

INE (2003 d) *Bolivia : Características de la Población con enfoque de Género*, La Paz, Instituto Nacional de Estadística, 254 p.

IOM (2003) *World Migration Report 2003 : Managing Migration - Challenges and Responses for People on the Move*, Geneva, International Organization for Migration, 350 p.

IOM (2005) *World Migration Report 2005 : Costs and Benefits of International Migration*, Geneva, International Organization for Migration, 494 p.

United Nations (2002) *International migration report 2002*, New York, UN, 74 p.

METHODOLOGIE ET DICTIONNAIRES

Antoine, Philippe ; Bocquier, Philippe ; Fall, Abdou Salam ; Guisse, Yousof (1993) " Etude de l'insertion urbaine des migrants : présentation de la méthodologie de l'enquête menée à Dakar ", *La ville en mouvement : habitat et habitants*, Paris, L'Harmattan, pp. 247-257

Antoine, Philippe ; Herry, Claude (1982) *Enquête démographique à passages répétés : agglomération d'Abidjan*, Petit-Bassam, Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer, 419 p. multigraphiées

Arborio, Anne-Marie ; Fournier, Pierre (1999) *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Paris, Nathan Université, coll. 128, 128 p.

Ardilly, Pascal (1994) *Les techniques de sondages*, Paris, Technip, 416 p.

Ardilly, Pascal, dir. (2004) *Echantillonnage et méthodes d'enquêtes*, Paris, Dunod, coll. Sciences Sup, 400 p.

Beaud, Stéphane ; Weber, Florence (1998) *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 360 p.

Béguin, Michelle ; Pumain, Denise (2000) *La représentation des données géographiques. Statistique et cartographie*, Paris, Armand Colin, coll. Cursus, 192 p.

Berthier, Nicolas (1998), *Les techniques d'enquête. Méthodes et exercices corrigés*, Paris, Armand Colin, coll. Cursus TD, 256 p.

Blanchet, Alain ; Gotman, Anne (1992) *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Nathan Université, coll. 128, 128 p.

Brunet, Roger (1987) *La Carte, mode d'emploi*, Paris, Fayard – Reclus, 270 p.

Brunet, Roger ; Ferras, Robert ; Théry, Hervé (1993) *Les mots de la géographie : dictionnaire critique*, Montpellier – Paris, Reclus – La Documentation française, 520 p.

Cambrézy, Luc (1996) " Chercher ailleurs... : droit d'ingérence scientifique ou partenariat partagé ? ", *Les sciences hors d'Occident au 20^e siècle*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 147-153

Cambrézy, Luc ; de Maximy, René, éd. (1995) *La cartographie en débat : représenter ou convaincre*, Paris, Karthala – Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), 198 p.

Courgeau, Daniel (1988) *Méthodes et mesure de la mobilité spatiale*, Paris, Institut National d'Etudes Démographiques, 302 p.

Courgeau, Daniel (2004) *Du groupe à l'individu, synthèse multiniveau*, Paris, Institut National d'Etudes Démographiques, 242 p.

De Singly, François (1992) *L'enquête et ses méthodes : le questionnaire*, Paris, Nathan Université, coll. 128, 128 p.

Dupont, Véronique (1988) " Intégration de la mobilité circulaire dans l'analyse de la dynamique urbaine. Réflexions et implications méthodologiques : l'exemple de villes moyennes en Inde ", *Migration, changements sociaux et développement*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Colloques et séminaires, pp 41-60

Dussaix, Anne-Marie ; Grosbras, Jean-Marie (1996) *Les sondages, principes et méthodes*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je ?, 122 p.

Gaillard, Jacques (1999) *La coopération scientifique et technique avec les pays du Sud. Peut-on partager la science ?*, Paris, Kathala, 345 p.

George, Pierre, dir. (1984) *Dictionnaire de la géographie*, Paris, Presses Universitaires de France, 485 p.

Gondart, Pierre ; Thery, Hervé, Velut Sébastien (1997) " Mailles fines pour un grand espace. La carte des divisions statistico-administratives des pays d'Amérique du Sud ", *Cahiers des Amériques latines – n° 24*, Paris, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, pp. 5-36

Groupe Chadule (1994) *Initiation aux pratiques statistiques en géographie*, Paris, Masson, 203 p.

Herry, Claude (1991 a) " Migration, insertion : n'oublions pas les villes petites et moyennes ", *Migrations, travail, mobilités sociales : méthodes, résultats, prospective*, Bondy, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), pp. 123-142

Lahousse, Philippe ; Piédanna, Vincent (1998) *L'outil statistique en géographie. Tome I : Les distributions à une dimension*, Paris, Armand Colin, coll. Synthèse, 95 p.

Lahousse, Philippe ; Piédanna, Vincent (1999) *L'outil statistique en géographie. Tome II : L'analyse bivariée*, Paris, Armand Colin, coll. Synthèse, 95 p.

Le Bris, Emile ; Quesnel, André ; Vimard, Patrice (1977) " Essai d'enquête spécifique dans une région à forte pression démographique. L'enquête préliminaire à une observation suivie du sud-est du Togo ", *Cahiers des Sciences Humaines – vol. 14 – n° 4*, Paris, Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer, pp. 383-408

Le Pape, Marc ; Quesnel, André (1995) " Postface. Demandes publiques et champs de recherche ", *Ménages et familles en Afrique. Approches des dynamiques contemporaines*, Paris, Centre Population et Développement, coll. Les Etudes du Ceped n° 15, pp. 371-383

Leridon, Henri ; Toulemon, Laurent (1997) *Démographie. Approche statistique et dynamique des populations*, Paris, Economica, coll. Economie et statistique avancées, 440 p.

Lévy, Jacques ; Lussault Michel, dir. (2003) *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1 033 p.

Morand, Pierre ; Quensièrre, Jacques ; Herry, Claude (1991) " Enquête pluridisciplinaire auprès des pêcheurs du delta central du Niger : plan de sondage et estimateurs associés ", *Le transfert d'échelle*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Colloques et séminaires n° 4, pp. 195-211

Novi, Michel (1998) *Pourcentages et tableaux statistiques*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je ?, 125 p.

Perrousseaux, Yves (2002) *Manuel de typographie française élémentaire*, La Tuilière, Atelier Perrousseaux, 127 p.

Picouet Michel (1993) " Milieux naturels et population. Une expérience en cours en Tunisie dans trois régions rurales caractérisées par des contextes bio-climatiques différents ", *Intégrer population et développement*, Louvain-la-Neuve – Paris, Academia – L'Harmattan, pp. 421-431

Poulin, Michel ; Savanen Landing ; Thiam, Babaly (1991) " A propos de la fiabilité de la mesure de la migration : les résultats d'une enquête menée au Mali ", *Migration, changements sociaux et développement*, Paris, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (Orstom), coll. Colloques et séminaires, pp. 23-29

Pumain, Denise ; Saint-Julien, Thérèse (1997) *L'analyse spatiale 1. Localisation dans l'espace*, Paris, Armand Colin, coll. Cursus, 167 p.

Pumain, Denise ; Saint-Julien, Thérèse (2001) *L'analyse spatiale 2. Les interactions spatiales*, Paris, Armand Colin, coll. Cursus, 191 p.

Rollet, Catherine (1995) *Introduction à la démographie*, Paris, Nathan université, coll. 128, 128 p.

Véron, Jacques (1991) *Démographie*, Paris, Armand Colin, coll. Flash U, 128 p.

SITES INTERNET

www.bondy.ird.fr/pleins_textes/ : Base horizon de l'IRD, environ 35 000 documents en format PDF.

www.bp.com : Site de British Petroleum. On y trouve des statistiques sur l'énergie dans le monde (Statistical Review of World Energy), qui nous ont permis de replacer l'exemple bolivien à l'échelle internationale.

www.masboliva.org : Site officiel du Movimiento al Socialismo, dont le candidat, Evo Morales, est le favori pour les élections de décembre 2005.

www.codepo.gov.bo : Le Codepo, organisation gouvernementale bolivienne qui travaille en collaboration avec l'IRD, propose une liste de ses publications sur son site, dont certaines portent sur des questions de population.

www.eclac.cl/celade/ : Site du Celade, comprenant de précieuses données sur l'évolution démographique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

www.eia.doe.gov/emeu/cabs/bolivia.html : Publication du rapport annuel de l'EIA, agence de statistique sur l'énergie du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, concernant l'évolution des hydrocarbures en Bolivie.

www.eldiario.net : Quotidien El Diario de La Paz, l'un des plus anciens du pays.

www.energypress.com : Hebdomadaire crucénien sur l'industrie énergétique en Amérique latine en général et plus particulièrement en Bolivie. Même si l'on sent la mainmise des multinationales du secteur (qui assurent son fonctionnement à travers leurs abonnements et les campagnes de publicité) sur le discours des journalistes, ce site a le mérite de contenir des informations actualisées sur le milieu. A noter l'archivage des principaux articles depuis juillet 2000.

www.geog.leeds.ac.uk/research/andes/fragenv.htm : Mise en ligne de certains articles scientifiques des recherches de l'école de géographie de l'université de Leeds dans les vallées andines du Tarija.

www.hidrocarburos.gov.bo : Site du Ministerio de Minería y Hidrocarburos, en charge du contrôle de l'application des lois de la Superintendencia. On retiendra la présentation ludique du site, et on parviendra à y dénicher quelques statistiques utiles.

www.ifeanet.org/ : Version digitale de la revue de l'Institut Français d'Etudes Andines.

www.ine.gov.bo : Site de l'Instituto Nacional de Estadística bolivien. Indispensable à notre étude, il contient les bases de données du recensement de 2001 (le niveau de désagrégation le plus fin est celui de la localité) et des statistiques sur l'activité économique, désagrégée par département.

www.la-razon.com : Quotidien La Razón de Cochabamba, l'une des références boliviennes.

www.lped.org : Site du LPED dont l'équipe Midden est membre.

www.nacioncamba.org : site de l'organisation séparatiste Nación Camba de Santa Cruz, on y trouve notamment la carte de l'Etat revendiqué par ces autonomistes. En parcourant les articles proposés, on mesure le recours fréquent aux propos xénophobes pour soutenir un discours régionaliste. A ce sujet, le mouvement Nación Camba a été récemment créé pour souligner les liens existant entre la Nación Camba et le mouvement Nazi (www.nazioncamba.webcindario.com).

www.philgeo.club.fr : Site de Philippe Wagniez, donnant accès gratuitement au programme de cartographie philcarto, et à de nombreux maillages, notamment en Amérique du Sud.

www.superhid.gov.bo : Site de la Superintendencia de Hidrocarburos, créée dans le cadre de la loi SIRESE (Sistema de Regulación Sectorial) de 1994 visant à faire respecter les nouvelles lois découlant de la libéralisation économique débutée dans les années 80. On y trouve une section cartographique, statistique et juridique sur le secteur des hydrocarbures en Bolivie.

www.vmpc.hacienda.gov.bo : Ministère des Finances bolivien, on y trouve des informations sur les budgets des unités administratives du pays.

www.zonisig.com : Site de la zonification agroécologique effectuée entre 1993 et 2001 en collaboration entre le gouvernement bolivien et la coopération néerlandaise. Plusieurs zones ont été étudiées, à l'échelle départementale : Chuquisaca, La Paz (partie altiplanique), Pando, Potosí et Tarija, et au niveau municipal : Monteagudo et Huacareta dans le Chuquisaca, Puna dans le Potosí et Villamontes et Entre Ríos dans le Tarija. On y retrouve les publications sous format PDF, les bases de données des enquêtes de terrains sous Excel, et des éléments cartographiques, sous format JPEG ou compatibles avec Ilwis et Arcinfo.

www.uaajms.edu.bo : site de l'université autonome Juan Misael Saracho de Tarija.

TABLES DES DOCUMENTS INSERES DANS LE VOLUME PRINCIPAL

Cartes.....	433
Tableaux.....	434
Photos.....	434
Figures.....	435

CARTES

Carte de localisation I : La frontière boliviano-argentine	3
Carte de localisation II : dép. Tarija – Présentation du dispositif d'enquête Frontarbol	5
Carte I-1 : la Bolivie en Amérique du Sud, le Tarija en Bolivie	28
Carte I-2: dép. Tarija – hypsométrie et climogrammes	29
Carte I-3 : Bolivie – Principales unités géomorphologiques selon Montes de Oca	34
Carte I-4 : dép. Tarija – Le découpage politico-administratif en 2001	40
Carte I-5 : dép. Tarija – Représentation des limites de la décapartition, quadripartition et bipartition.....	43
Carte I-6 : Bolivie – Tripartition et la bipartition du pays.....	44
Carte II-1 : dép. Tarija – Hypsométrie, réseau hydrographique, voies de communication et localités principales en 2001	69
Carte II-2 : dép. Tarija – Densité rurale selon la décapartition, localités rurales de plus de 500 habitants et villes en 2001	70
Carte II-3 : dép. Tarija – Utilisation des sols en 2000.....	71
Carte II-4 : dép. Tarija – Les isoyètes	71
Carte II-5 : dép. Tarija – Proportion de non natifs du Tarija en 2001 selon la décapartition (en %)	72
Carte II-6 : dép. Tarija – Proportion de la population rurale âgée de 15 à 29 ans en 2001 selon la décapartition (en %).72	
Carte II-7 : Vallées centrales du Tarija – Bassins versants, réseau hydrographique, hypsométrie, réseau routier et principales localités en 2001	82
Carte II-8 : dép. Tarija / piémont – Tripartition, réseau hydrographique, hypsométrie, réseau routier, et principales localités en 2001	98
Carte III-1 : Vallée de Tolomosa – Localités et voies de communication	133
Carte III-2 : Argentine – Principales provinces de destination des migrations et déplacements professionnels selon Entol 2002	178
Carte IV-1 : dép. Tarija / piémont Nord – Localités, réseau hydrographique et voies de communication	189
Carte IV-2 : Bolivie – Non natifs de Caigua installés à l'âge de 15 ans et plus selon leurs lieux de provenance.....	193
Carte IV-3 : Sud-Est bolivien – Non natifs de Caigua installés à l'âge de 15 ans et plus selon leurs lieux de provenance.....	194

Carte IV-4 : Principaux mouvements de population vers et depuis la communauté de Caigua	236
Carte V-1 : Entar 2001 – Non natifs installés à l’âge de 15 ans et plus depuis la Bolivie par lieu de provenance.....	262
Carte V-2 : dép. Tarija et Chuquisaca (Occidente) – Localisation des principaux lieux de provenance des non natifs installés à l’âge de 15 ans et plus dans la ville de Tarija.....	264
Carte V-3 : dép. Potosi, Oruro et La Paz (Occidente) – Localisation des principaux lieux de provenance des non natifs installés à l’âge de 15 ans et plus à Tarija-ville	267
Carte V-4 : dép. Tarija, Chuquisaca, Santa Cruz (Oriente) – Localisation des principaux lieux de provenance des non natifs installés à l’âge de 15 ans et plus à Tarija-ville	269
Carte V-5 : Principaux mouvements de population vers et depuis Tarija-ville	313
Carte VI-1 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l’âge de 15 ans et plus depuis la Bolivie selon les lieux de provenance (bipartition et départements).....	325
Carte VI-2 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l’âge de 15 ans et plus depuis des localités orientales boliviennes de rang inférieur à Villamontes selon leurs lieux de provenance	327
Carte VI-3 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs arrivés à l’âge de 15 ans et plus depuis des localités de rang supérieur à Villamontes selon leur ville de provenance	329
Carte VI-4 : Villamontes – Principaux mouvements de population vers et depuis la ville	377

TABLEAUX

Tab. III-1: Entol 2002 – Effectif des ménages et individus enquêtés selon les localités.....	132
Tab. III-2: Entol 2002 – Sous-population des migrations, mobilités et déplacements saisonniers en 2001 selon les communautés enquêtées	156
Tab. III-3: Entol 2002 – Sous-populations d’événements migratoires	160
Tab. IV-1: Envil 2002 / Caigua – Principales sous-population selon sexe et lieu de naissance.....	188
Tab. V-1: Entar 2001 – Sous-populations arrondies après repondération selon le sexe et le lieu de naissance	256
Tab. V-2: Entar 2001 – Lieu de naissance de la population totale enquêtée et de celle des chefs de ménage (eff. et %)......	259
Tab. VI-1: Envil 2002 / Villamontes – Principales sous-populations selon le sexe et le lieu de naissance	316
Tab. VI-2: Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l’âge de 15 ans et plus selon le pays et le rang de la localité de provenance	333
Tab. VI-3: Envil 2002 / Villamontes – Sous-populations selon lieux de naissance ou de provenance	333

PHOTOS

Photos I-1: dép. Tarija – La quadripartition depuis les images satellites	30
Photos II-1 : dép. Tarija / Occidente – La haute montagne	74
Photos II-2 : dép. Tarija / Occidente – Erosion et agriculture dans les vallées andines	78
Photos II-3 : dép. Tarija / Oriente – Reliefs escarpés et végétation luxuriante des vallées subandines.....	90
Photos II-4 : dép. Tarija / Oriente – le Chaco.....	97

FIGURES

Fig. I-1: Bolivie et dép. Tarija – Evolution de l’effectif de la population totale (1847-2001)	49
Fig. I-2 : Bolivie – L’évolution de la natalité, de la mortalité et de l’accroissement naturel (1950-2001).....	51
Fig. I-3: Bolivie et dép. Tarija – la population entre 1847 et 2001 selon le milieu d’habitat.....	54
Fig. I-4 : Bolivie et dép. Tarija – Croît annuel moyen de la population selon le milieu d’habitat et la bipartition (1950-2001).....	56
Fig. I-5 : Bolivie et dép. Tarija – Structure par âge de la population selon le milieu d’habitat et la bipartition (2001)....	58
Fig. I-6 : Bolivie et dép. Tarija – Proportion de non natifs du département au recensement de 2001, selon la bipartition (en %)	60
Fig. I-7 : Bolivie – Croît annuel moyen de la population selon les départements (1950-2001).....	61
Fig. I-8 : Bolivie – Taux de migration nette selon les départements (1971-1976, 1987-1992, 1996-2001).....	62
Fig. I-9 : dép. Tarija – Les immigrés et les émigrés en 1976, 1992 et 2001 selon le lieu de naissance et le lieu de résidence cinq années avant le recensement.....	63
Fig. II-1 : dép. Tarija, haute montagne – Pyramide des âges de la population en 2001 selon la décapartition	76
Fig. II-2 : dép. Tarija / vallées andines Sud et Nord – Pyramide des âges de la population en 2001	79
Fig. II-3 : dép. Tarija / vallées andines du centre – Pyramide des âges de la population rurale en 2001 selon les bassins versants	85
Fig. II-4 : ville de Tarija – pyramide des âges de la population en 2001	87
Fig. II-5 : dép. Tarija / vallées subandines – Pyramides des âges de la population rurale en 2001 selon la décapartition.....	94
Fig. II-6 : dép. Tarija / plaine du Chaco – Pyramide des âges en 2001	96
Fig. II-7 : dép Tarija / piémont Nord – Pyramide des âges des populations urbaine et rurale	105
Fig. III-1 : Entol 2002 – Pratique de l’agriculture et de l’élevage par les ménages et les individus âgés de 15 ans et plus.....	137
Fig. III-2 : Entol 2002 – Ménages agricoles selon les cultures pratiquées et les communautés.....	138
Fig. III-3 : Entol 2002 – Ménages pratiquant l’agriculture et déclarant des terres agricoles selon la présence d’irrigation et les communautés	139
Fig. III-4 : Vallée de Tolomosa – Calendriers agricoles des communautés selon la présence ou non d’irrigation annuelle	140
Fig. III-5 : Entol 2002 – Ménages selon le nombre de têtes bovines ou de petit bétail déclarés et les communautés	142
Fig. III-6 : Entol 2002 – Proportion de ménages dont au moins l’un des membres déclare se rendre régulièrement dans la ville de Tarija pour y vendre des produits agricoles, selon les communautés.....	144
Fig. III-7 : Entol 2002 – Mode d’acquisition des terres agricoles par les ménages dans l’ensemble des localités enquêtées, en 1995 et 2002.....	146
Fig. III-8 : Vallée de Tolomosa et Entol 2002 – Structure par âge de la population de la <i>cuenca</i>	151
Fig. III-9 : Entol 2002 – Les migrations saisonnières entre 1945 et 2000.....	154
Fig. III-10 : Entol 2002 – Importance des déplacements saisonniers en 2001 selon les communautés, les foyers enquêtés et les individus âgés de 15 ans et plus	157
Fig. III-11 : Entol 2002 – Proportion de ménages déclarant au moins un déplacement saisonnier professionnel en 2001, selon la relation entre la superficie de terres possédées et cultivées et le nombre de travailleurs agricoles du foyer	159
Fig. III-12 : Entol 2002 – Répartition de la descendance suivant les lieux et temporalités de résidence.....	164

Fig. III-13 : Entol 2002 – Les foyers enquêtés selon le nombre d’enfants sortis du ménage et résidant en dehors de la vallée.....	166
Fig. III-14 : Entol 2002 – Descendance vivant en dehors de la <i>cuenca</i> selon ses activités professionnelles	167
Fig. III-15 : Entol 2002 – Envoi d’argent de la descendance vivant en dehors de la vallée de Tolomosa	169
Fig. III-16 : Entol 2002 – La descendance vivant en dehors de la vallée de Tolomosa selon son lieu de vie actuel, l’année de premier départ du foyer d’origine et les communautés enquêtées	170
Fig. III-17 : Entol 2002 – Pyramide des âges de la vallée de Tolomosa rectifiée par ajout de la descendance ayant émigré.....	171
Fig. III-18 : Entol 2002 –Activité et événements migratoires recensés.....	173
Fig. III-19 : Entol 2002 – Déplacements professionnels (antérieurs, actuels, saisonniers) depuis la vallée de Tolomosa selon les lieux de destination	177
Fig. IV-1 : Envil / Caigua – Individus installés à l’âge de 15 ans et plus selon l’année d’arrivée	191
Fig. IV-2 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs installés à l’âge de 15 ans et plus selon leurs lieux de provenance	195
Fig. IV-3 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs arrivés à l’âge de 15 ans et plus selon l’année d’installation et la région de provenance.....	196
Fig. IV-4 : Envil 2002 / Caigua – Sexe et âge d’installation de l’ensemble des non natifs ; occupation professionnelle et motif d’installation des migrants arrivés à l’âge de 15 ans et plus	198
Fig. IV-5 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon qu’ils déclarent des pratiques agricoles et/ou d’élevage	203
Fig. IV-6 : Envil 2002 / Caigua – Importance et diversité des types de culture déclarés	206
Fig. IV-7 : Envil 2002 / Caigua – Familles déclarant une activité agricole selon le type de culture pratiqué et le lieu de naissance ou la date d’installation du chef de ménage (pour les non natifs).....	209
Fig. IV-8 : Envil 2002 / Caigua – Foncier agricole des ménages cultivateurs	212
Fig. IV-9 : Envil 2002 / Caigua – Dépendance des foyers enquêtés vis-à-vis de l’agriculture selon le lieu de naissance et la date d’installation (pour les non natifs) du chef de ménage.....	215
Fig. IV-10 : Caigua / Envil 2002 – Migrations antérieures selon l’âge de l’individu la déclarant au début de l’événement, son sexe et le motif principal du déplacement	220
Fig. IV-11 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures ayant entraîné l’exercice d’un emploi selon le sexe et le secteur d’activité déclaré	221
Fig. IV-12 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures professionnelles (pour travailler, étudier et travailler ou rechercher un travail) commencées après 1970 selon la date du début de l’événement migratoire.....	222
Fig. IV-13 : Envil 2002 / Caigua – Pyramide des âges de la descendance selon le lieu de résidence	224
Fig. IV-14 : Envil 2002 / Caigua – Descendance ayant quitté la communauté selon le sexe, l’occupation principale et le secteur d’activité	225
Fig. IV-15 : Envil 2002 / Caigua – Ensemble des foyers enquêtés selon le niveau d’équipement et la présence ou non d’au moins une migration antérieure ou actuelle (enfant ayant quitté la communauté)	227
Fig. IV-16 : Envil 2002 / Caigua – Comparaison entre les lieux de destination des migrations antérieures et actuelles	229
Fig. IV-17 : Envil 2002 / Caigua – Lieux de destination des migrations professionnelles et de formation depuis la communauté	230
Fig. V-1 : Entar 2001 et INE – Non natifs arrivés à l’âge de 15 ans et plus selon leur année d’installation, et croissance de la population selon les recensements de l’INE.....	260
Fig. V-2 : Entar 2001 – Non natifs arrivés à l’âge de 15 ans et plus à partir de 1950 selon région de provenance et année d’installation.....	263
Fig. V-3 : Entar 2001 – Lieux de provenance des individus installés à l’âge de 15 ans et plus à Tarija-ville.....	271
Fig. V-4 : Entar 2001 – Pyramide des âges des non natifs à leur première installation	273
Fig. V-5 : Entar 2001 – Pyramide des âges selon lieu de naissance et activité durant les 7 jours précédant l’enquête..	274

Fig. V-6 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus travaillant durant les 7 jours précédant l'enquête selon le secteur d'activité	276
Fig. V-7 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus travaillant durant les 7 jours précédant l'enquête, selon le secteur d'activité et le lieu de naissance ou de provenance	277
Fig. V-8 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le statut socio-économique du ménage de rattachement et le lieu de naissance ou de provenance	279
Fig. V-9: Entar 2001 – Pyramide des âges des individus de 5 ans et plus selon leur lieu de naissance et la poursuite d'études	280
Fig. V-10 : Entar 2001 – Individus âgés de 18 à 25 ans selon qu'ils poursuivent ou non un cursus dans l'enseignement supérieur et les lieux de naissance ou de provenance.....	282
Fig. V-11 : Entar 2001 – Non natifs installés à l'âge de 18 ans et plus entre 1998 et 2001 selon l'occupation au moment de l'enquête (poursuite d'un cursus éducatif dans l'enseignement supérieur ou non) et le lieu de provenance	284
Fig. V-12 : INE 2001 – Proportion d'individus âgés de 19 ans et plus ayant atteint un niveau d'éducation supérieur dans les villes du Tarija et dans les autres chefs-lieux de département boliviens	286
Fig. V-13 : Entar 2001 – Migrations antérieures selon le sexe et l'âge de l'individu au début de l'événement, et le motif principal du déplacement	290
Fig. V-14 : Entar 2001 – Secteurs d'activité et catégories d'emploi des travaux déclarés lors des migrations antérieures professionnelles, selon les lieux de destination.....	292
Fig. V-15 : Entar 2001 – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon le lieu de destination et le niveau d'éducation des individus.....	293
Fig. V-16 : Entar 2001 – Proportion de familles dont au moins un membre déclare une migration antérieure professionnelle selon le niveau d'équipement du ménage.....	294
Fig. V-17 : Entar 2001 – Proportion de familles dont au moins un membre déclare une migration antérieure de formation dans l'enseignement supérieur selon le niveau d'équipement du ménage.....	296
Fig. V-18 : Entar 2001– Pyramide des âges de la descendance selon son lieu de résidence.....	299
Fig. V-19 : Entar 2001 – La descendance ayant quitté Tarija-ville selon sa région de résidence	300
Fig. V-20 : Entar 2001 – Descendance ayant émigré selon son lieu de résidence, niveau d'éducation du chef de sa famille d'origine, et niveau d'équipement du ménage de rattachement	301
Fig. V-21 : Entar 2001– Migrations antérieures professionnelles et de formation selon les lieux de destination.....	304
Fig. V-22 : Entar 2001– Migrations antérieures et actuelles selon les lieux de destination.....	306
Fig. V-23 : Entar 2001 – Ménages selon leur niveau d'équipement et la présence ou non d'au moins un émigrant (antérieur ou actuel) rattaché à la famille	307
Fig. V-24 : Entar 2001 – Événements émigratoires (antérieurs et actuels) selon les régions de destination et le niveau d'équipement du ménage de rattachement.....	308
Fig. V-25 : Entar 2001 – Événements émigratoires (antérieurs et actuels) selon les régions de destination et le lieu de naissance ou de provenance du chef de la famille de rattachement	310
Fig. VI-1 : Envil 2002 / Villamontes – Individus installés à l'âge de 15 ans et plus entre 1950 et 2002 ; population de la ville selon les recensements de 1950,1976,1992 et 2001 ; et principaux événements ayant marqué la période	321
Fig. VI-2 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus depuis la Bolivie selon leur lieu de provenance (bipartition et milieu d'habitat)	324
Fig. VI-3 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus depuis la Bolivie selon leur année d'arrivée (entre 1950 et 2002) et le rang de leur localité de provenance	325
Fig. VI-4 : Envil 2001 / Villamontes – Non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus selon leur année d'installation et le lieu de provenance (bipartition et milieu d'habitat).....	326
Fig. VI-5 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs arrivés à partir de 1975 en provenance de Yacuiba et de Camiri selon leur année d'installation.....	330

Fig. VI-6 : Envil 2002 / Villamontes – L'élevage selon le lieu de naissance des chefs de ménage	336
Fig. VI-7 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus, ayant travaillé dans leur lieu de provenance ou lors de leur arrivée, selon le rang de la localité de provenance et le secteur d'activité	344
Fig. VI-8 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 15 ans et plus, ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête, selon secteurs d'activité, catégories d'emploi et lieu de naissance ou de provenance	347
Fig. VI-9 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 19 ans et plus selon le niveau scolaire atteint et le lieu de naissance ou de provenance (pour les non natifs).....	348
Fig. VI-10 : Envil 2002 / Villamontes – Individus ayant atteint l'enseignement supérieur et travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le secteur d'activité et le lieu de naissance ou de provenance.....	349
Fig. VI-11 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon le lieu de naissance ou de provenance du chef de famille et l'indice d'équipement	350
Fig. VI-12 : Envil 2002 / Villamontes – Pyramide des âges de la population enquêtée.....	352
Fig. VI-13 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures selon le sexe et l'âge de l'individu au début de l'événement, et le motif principal du déplacement.....	354
Fig. VI-14 : Envil 2002 / Villamontes – Présentation des migrations antérieures professionnelles.....	355
Fig. VI-15 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures professionnelles selon le niveau scolaire.....	357
Fig. VI-16 : Envil 2002 / Villamontes – Proportion de familles dont au moins un membre déclare au minimum une migration antérieure dans l'enseignement supérieur, selon le niveau d'équipement du ménage	358
Fig. VI-17 : Envil 2002 / Villamontes – Pyramide des âges de la descendance selon le lieu de résidence.....	360
Fig. VI-18 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance âgée de 15 ans et plus ayant quitté la ville selon le sexe et l'occupation	361
Fig. VI-19 : Envil 2002 / Villamontes – Migrants actuels travaillant selon le lieu de vie, le secteur d'activité et la catégorie d'emploi	362
Fig. VI-20 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant émigré et travaillant selon le lieu de résidence et le niveau scolaire atteint par le chef de ménage de rattachement	364
Fig. VI-21 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations (antérieures et actuelles) professionnelles et de formation (dans l'enseignement supérieur) selon les lieux de destination	367
Fig. VI-22 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations professionnelles antérieures et actuelles selon les lieux de destination.....	368
Fig. VI-23 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures et actuelles de formation (dans l'enseignement supérieur) selon les lieux de destination	370
Fig. VI-24 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon la présence d'au moins un émigrant (antérieur et actuel) et les niveaux d'équipement et de formation des familles	371
Fig. VI-25 : Envil 2002 / Villamontes – Emigrations (antérieures et actuelles) selon le lieu de destination et les niveaux d'équipement et de formation des ménages.....	372
Fig. VI-26 : Envil 2002 / Villamontes – Emigrations (antérieures et actuelles) vers la ville de Santa Cruz selon les niveaux d'équipement et de formation des ménages	373
Fig. VI-27 : Bolivie – Distance-linéaire et distance-temps entre Villamontes et les principales villes de migration.....	378
Récapitulatif I : Le peuplement de la vallée de Tolomosa et de la communauté de Caigua	241
Récapitulatif II : Le peuplement des villes de Tarija et Villamontes	381

TABLE DES MATIERES

Remerciements	I
Organisation de la thèse et conventions	III
Définition des principaux indicateurs calculés ou cités.....	V
Glossaire et lexique	VII
Index des sigles, acronymes et abréviations.....	IX
Sommaire du volume principal.....	XI
 PROLOGUE.....	 1
 Introduction générale.....	 9
 Première Partie – La dynamique démo-spatiale du Tarija : les éléments d’analyse	 23
 CHAPITRE I – LE TARIJA, MIROIR DE LA COMPLEXITE GEOGRAPHIQUE BOLIVIENNE.....	 27
I - LE CHOIX D’UNE DIVISION STATISTIQUE DE L’ESPACE	31
A - La formation de l’espace régional	31
1 - Un milieu naturel extrêmement varié.....	31
2 - De l’arrivée des Espagnols (1539) à la guerre du Chaco (1936) : deux grands modèles d’occupation de l’espace	35
B - Une révision nécessaire du découpage statistique bolivien.....	40
1 - Pour une régionalisation fine du Tarija.....	40
2 - La bipartition Oriente-Occidente, un clivage à intégrer à l’échelle nationale	44
II - LES EVOLUTIONS DEMO-SPATIALES	48
A - La croissance intense du peuplement depuis 1950	48
1 - L’impact de la transition démographique.....	48
2 - Le rôle de la migration internationale et de l’exode rural	52
B - Occidente/Oriente : une forte différenciation démographique.....	56
1 - La croissance démographique amplifiée à l’est	56
2 - L’Occidente marqué par l’exode rural	57
3 - Plus de mouvements migratoires dans l’Orienté.....	59
C - Les transferts de population entre départements	61
1 - Un solde migratoire positif et en constante augmentation	61
2 - Des signes d’instabilité résidentielle.....	63
CONCLUSION CHAPITRE I	65
 CHAPITRE II – UN MILIEU HETEROGENE : MISE AU POINT D’UNE METHODOLOGIE.....	 67
I - L’OCCIDENTE : LA CONCENTRATION DU PEUPLEMENT DANS LES VALLEES CENTRALES	73
A - Des espaces ruraux marginalisés	73
1 - La stagnation en haute montagne.....	75
2 - Les vallées andines du Nord et du Sud : des périphéries.....	77
B - Le cœur de l’organisation spatiale traditionnelle : la ville de Tarija et les vallées centrales.....	81
1 - Une forte émigration rurale.....	83
2 - La forte croissance de la capitale départementale : des causes incertaines	86

II - L'ORIENTE : DES DYNAMIQUES TERRITORIALES CONTRASTEES	89
A - Les cycles de peuplement des espaces marginaux	89
1 - Croissance et stagnation dans les vallées subandines	91
2 - Le vide non comblé de la plaine du Chaco	95
B - Le piémont chaquéen, axe catalyseur du développement actuel.....	98
1 - Au sud : la dynamique irrégulière de Yacuiba et de son espace rural.....	99
2 - Au nord : croissance urbaine constante et colonisation agricole.....	102
III - LES ENQUETES DE MIGRATION ET LE CHOIX DES UNITES D'ANALYSE.....	107
A - Appréhender la complexité des migrations, un enjeu fondamental dans le Tarija.....	107
1 - Des lacunes dans l'étude des déplacements de population	107
2 - Les enquêtes Frontarbol.....	109
B - Le champ d'analyse.....	111
1 - Le choix d'une double dichotomie : urbain/rural et Occidente/Oriente	111
2 - L'instabilité du peuplement au centre de la méthode d'analyse	115
CONCLUSION CHAPITRE II.....	117
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE – LES MUTATIONS DE L'ORGANISATION SPATIALE TRADITIONNELLE..	119
Deuxième Partie – Une agriculture en crise et des stratégies migratoires différenciées....	125
CHAPITRE III – LE MILIEU PAYSAN TRADITIONNEL ET L'EMIGRATION AGRICOLE VERS L'ARGENTINE :	
LA VALLEE DE TOLOMOSA	131
I - CRISE ET LIMITES D'UNE ACTIVITE AGRICOLE HETEROGENE	135
A - L'adaptation au milieu naturel	136
1 - Une dominante agricole.....	136
2 - La prépondérance des cultures traditionnelles.....	137
3 - L'accès aux ressources hydriques, au centre des déséquilibres de la vallée	139
4 - L'élevage, activité secondaire ou de substitution	141
B - Causes et effets de la crise.....	143
1 - Des débouchés commerciaux limités.....	143
2 - Une tendance à la fragmentation du <i>minifundio</i>	145
3 - L'extension du terroir et l'intensification des rendements : d'improbables évolutions	147
4 - Le sous-emploi agricole dans la <i>cuenca</i>	148
II - IMPORTANCE ET DIVERSITE DES DEPLACEMENTS DEPUIS LA VALLEE	150
A - Des mouvements saisonniers pour limiter le sous-emploi hivernal.....	151
1 - Des migrations saisonnières de longue date vers l'Argentine.....	152
2 - Les déplacements saisonniers : une vision d'ensemble en 2001	156
B - Des migrations antérieures difficiles à caractériser	160
1 - Les similitudes avec les migrations saisonnières.....	161
2 - D'improbables migrations de retour	162
C - La dispersion des enfants, véritable témoin des migrations actuelles de longue durée.....	162
1 - Une émigration massive	163
2 - L'insertion professionnelle favorable et ses répercussions financières.....	166
3 - La prédominance de l'Argentine	170
III - L'EVOLUTION D'UN MODELE FONDE SUR LES DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS VERS L'ARGENTINE	172
A - Des logiques de déplacements massifs.....	172
1 - Des stratégies relatives aux besoins spécifiques des communautés.....	173
2 - L'adaptation aux évolutions du marché du travail agricole argentin	175
B - Les répercussions du modèle migratoire et l'avenir de la vallée	178
1 - La régulation de la pression humaine, principal effet de migration	179
2 - Les perspectives : poursuite des migrations et débordement urbain de Tarija	180
CONCLUSION CHAPITRE III.....	185

CHAPITRE IV – LA COLONISATION AGRICOLE RECENTE ET L’EMIGRATION VERS LES VILLES BOLIVIENNES : LA COMMUNAUTE DE CAIGUA.....	187
I - L’IMMIGRATION ET L’AGRICULTURE, MOTEURS DE DEVELOPPEMENT	190
A - Une attractivité croissante	191
1 - Trois cycles d’immigration	191
2 - L’élargissement de l’aire d’attraction	192
B - Les facteurs d’une dynamique de valorisation inédite	197
1 - L’immigration d’une population jeune et active	197
2 - Peuplement et contexte du développement agricole	199
II - LES LIMITES ACTUELLES DE LA COLONISATION AGRICOLE	202
A - Une communauté structurée par l’agriculture.....	203
1 - L’élevage, activité marginale et extensive	204
2 - Une agriculture diversifiée de petites exploitations familiales.....	205
3 - La formation d’un paysage agricole composite	208
B - La crise du foncier agricole à Caigua et l’attrait pour la pluriactivité.....	211
1 - L’accès à la terre, un frein à la croissance caiguanaise	211
2 - Vers une diversification des activités.....	214
III - L’EMERGENCE D’UNE EMIGRATION VERS LES VILLES	217
A - Des départs suscités par la crise ?.....	219
1 - Les migrations antérieures : des déplacements professionnels de courte durée	219
2 - La descendance : rétention ou installation en dehors de la communauté	223
3 - Des retours conditionnés par la situation économique des ménages ?	226
B - Un redéploiement vers les villes du Sud-Est bolivien.....	228
1 - La description des lieux de destination	228
2 - L’attractivité des villes de l’Orient et les mouvements émergents vers l’Occident	231
CONCLUSION CHAPITRE IV	235
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE – DES DYNAMIQUES RURALES DIFFERENCIEES	239
Troisième partie – De complexes noyaux urbains redistributeurs de population.....	249
CHAPITRE V – L’INERTIE DU CENTRE REGIONAL HISTORIQUE DE L’OCCIDENTE : LA VILLE DE TARIJA	255
I - UN POLE RECEPTEUR RECENT	257
A - Du bourg provincial au centre régional	257
1 - Une ville frontalière depuis l’arrivée des Espagnols	258
2 - Depuis 1950 : une forte immigration difficilement explicable par des facteurs endogènes	259
B - Les principaux facteurs exogènes du peuplement récent de Tarija	261
1 - L’immigration traditionnelle : exode rural des vallées andines proches	264
2 - Les années 80 : la crise du secteur minier génère l’immigration altiplanique	265
3 - Les années 90 : apparition d’une immigration provenant de l’Orient	268
4 - Les arrivées de l’étranger : un mouvement toujours minoritaire.....	270
II - UNE ECONOMIE TERTIAIRE MARQUEE PAR LA FONCTION UNIVERSITAIRE.....	272
A - L’insertion des immigrés dans une activité urbaine de services	273
1 - Les immigrés, au cœur de la population active de Tarija-ville.....	274
2 - Une insertion apparemment homogène	275
3 - ... à relativiser par le niveau d’équipement des ménages	278
B - Un pôle de formation.....	280
1 - Une population étudiante importante	281
2 - La fonction universitaire : moteur de croissance ?.....	283
3 - Une concentration incertaine des personnes qualifiées	285
III - DES LIEUX D’EMIGRATION ECLATES	289
A - Les particularités des migrations antérieures.....	289
1 - L’Argentine et l’Orient pour la pluriactivité ; l’Occident pour les personnes formées.....	291
2 - Pour la formation : villes de l’Occident et étranger.....	295
B - La migration tardive de la descendance	297
1 - Une certaine rétention de la capitale départementale	298
2 - Vers un schéma de distribution similaire aux migrations antérieures ?	300

C - Une redistribution multiple.....	303
1 - Des pôles d'attraction bien identifiés.....	304
2 - La destination et le statut du ménage, des variables corrélées	307
CONCLUSION CHAPITRE V.....	311
CHAPITRE VI – L'EMERGENCE DE L'URBAIN DANS L'ORIENTE A TRAVERS SES LOGIQUES MIGRATOIRES :	
LA VILLE DE VILLAMONTES.....	315
I - LA NAISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT D'UN PETIT CENTRE REGIONAL.....	316
A - Attractivité et croissance démographique	317
1 - Effet de site et multifonctionnalité.....	318
2 - Une immigration structurée par les cycles conjoncturels	320
B - Les provenances : la hiérarchie urbaine récemment inversée.....	323
1 - Pour une typologie des lieux de provenance.....	323
2 - Un mouvement traditionnel depuis les campagnes de l'Oriente	326
3 - Une attractivité émergente sur les villes boliviennes.....	329
II - MULTIFONCTIONNALITE URBAINE ET PROCESSUS D'INSERTION DES IMMIGRES.....	332
A - La place des actifs dans les productions primaires et l'économie tertiaire	334
1 - Agriculture, élevage et pêche : des activités principales ou complémentaires pour les natifs	335
2 - Le secteur des hydrocarbures : un impact difficilement mesurable	338
3 - Une panoplie diversifiée de services	341
B - Le niveau de qualification : une variable discriminante de l'emploi tertiaire.....	343
1 - Vers une homogénéisation des comportements professionnels.....	344
2 - Une insertion inégale défavorable aux immigrés ruraux	346
3 - La difficile insertion des diplômés	348
III - LE REDEPLOIEMENT VERS LES GRANDES VILLES BOLIVIENNES	351
A - Une équipartition entre les migrations antérieures professionnelles et de formation	353
1 - Pour travailler : des stratégies multiples	354
2 - Pour se former : un mouvement élitiste vers l'Occidente	358
B - L'émigration de la descendance : une affaire de jeunes	359
1 - Emigrer pour mieux réussir	362
2 - Les départs pour formation expliquent le déficit de jeunes	365
C - Un engouement croissant pour les grandes cités boliviennes	366
1 - Les migrations professionnelles : la prédominance de l'Oriente à relativiser.....	368
2 - Les migrations de formation : l'émergence de Santa Cruz	369
3 - Destination et statut des ménages : une liaison avérée	371
CONCLUSION CHAPITRE VI	375
CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE – LES PRATIQUES COMPLEXES D'UN ESPACE ELARGI.....	379
Conclusion générale.....	389
BIBLIOGRAPHIE CITEE	399
BIBLIOGRAPHIE PAR THEME.....	407
Tarija	407
Bolivie et Mercosur	410
Autres études régionales.....	416
Approches générales	420
Hydrocarbures	424
Données statistiques.....	425
Méthodologie et Dictionnaires	426
SITES INTERNET	431
TABLES DES DOCUMENTS INGRES DANS LE VOLUME PRINCIPAL	433
Cartes	433
Tableaux.....	434
Photos.....	434
Figures.....	435
TABLE DES MATIERES	439

Annexe A – Les populations bolivienne et tarijénienne entre 1847 et 2001	445
Annexe B – Le département du Tarija en 2001	457
Annexe C – Les hydrocarbures générateurs de mouvements de population ?	485
Annexe D – La vallée de Tolomosa.....	519
Annexe E – La communauté de Caigua	567
Annexe F – La ville de Tarija.....	603
Annexe G – La ville de Villamontes	647
Annexe H – Atlas photographique des régions analysées	683

Annexe A

Les populations bolivienne et tarijénienne entre 1847 et 2001

1 - Quelques mesures relatives aux migrations internationales

Tab. A - 1 : Amériques et Caraïbes – Effectifs d’émigrés boliviens recensés entre les années 60 et les années 90	447
Tab. A - 2 : Bolivie – Américains (autres que Boliviens) recensés en 1976 et 1992.....	448
Tab. A - 3 : Bolivie - Taux de migration internationale (1950-2000)	448
Tab. A - 4 : Bolivie – Individus nés à l’étranger selon le département de résidence habituelle en 2001 (effectifs et proportions).....	449

2 - Bolivie et dép. Tarija : effectif et variation de la population selon le milieu d’habitat et la bipartition (1847-2001)

Tab. A - 5 : Bolivie et dép. Tarija - La population selon le milieu d’habitat (1847-2001)	449
Tab. A - 6 : Bolivie et dép. Tarija - Variation de la population selon le milieu d’habitat (1847-2001).....	449
Tab. A - 7 : Bolivie – Population selon le milieu d’habitat et la bipartition (1950-2001)	450
Tab. A - 8 : Bolivie – Variation de la population selon le milieu d’habitat et la bipartition (1950-2001)	450
Tab. A - 9 : dép. Tarija - Population selon le milieu d’habitat et la bipartition (1950-2001)	450
Tab. A - 10 : dép. Tarija - Variation de la population selon le milieu d’habitat et la bipartition (1950-2001)	451
Tab. A - 11 : dép. Tarija – Répartition de la population selon le milieu d’habitat et la quadripartition (1950-2001).....	451

3 - dép. Tarija : effectif et variation de la population selon la quadripartition et le milieu d’habitat (1950-2001)

Tab. A - 12 : dép. Tarija – Répartition de la population selon la quadripartition et le milieu d’habitat (1950-2001).....	452
Tab. A - 13 : dép. Tarija - Variation de la population selon la quadripartition et le milieu d’habitat (1950-2001)	452

4 - dép. Tarija : effectif et évolution de la population selon la quadripartition et les provinces (1950-2001)

Tab. A - 14 : dép. Tarija – Population selon la quadripartition et par province (1950-2001).....	453
Tab. A - 15 : dép. Tarija - Variation de la population selon la quadripartition et par province (1950-2001)	453
Tab. A - 16 : dép. Tarija - Population rurale selon la quadripartition et par province (1950-2001)	454
Tab. A - 17 : dép. Tarija - Variation de la population rurale selon la quadripartition et par province (1950-2001)	454

5 - dép. Tarija : effectif et variation de la population des villes (1950-2001)

Tab. A - 18 : dép. Tarija – Effectif et variation de la population des villes (1950-2001)	455
---	-----

1 - Quelques mesures relatives aux migrations internationales

Tab. A - 1 : Amériques et Caraïbes – Effectifs d'émigrés boliviens recensés entre les années 60 et les années 90

	années 60		années 70		années 80		années 90	
	année	eff.	année	eff.	année	eff.	année	eff.
Argentine	1960	88 830	1970	101 000	1980	115 616	1991	143 735
Brésil	1960	8 049	1970	10 712	1980	12 980	1991	15 694
Canada	n.d.		1981	780	1986	1 120	1996	2 335
Chili	n.d.		1970	7 563	1982	6 298	1992	7 729
Costa Rica	n.d.		1973	87	1984	189		n.d.
Cuba	n.d.		1970	105		n.d.		n.d.
Colombie	n.d.			n.d.		n.d.	1993	390
Equateur	n.d.			n.d.	1982	381	1990	424
El Salvador	n.d.		1971	17		n.d.	1992	40
Etats-Unis	n.d.		1970	6 872	1980	14 468	1990	29 043
Guatemala	n.d.		1973	60	1981	65	1994	85
Haïti	n.d.		1971	4		n.d.		n.d.
Mexique	n.d.			n.d.		n.d.	1990	1 329
Nicaragua	n.d.			n.d.		n.d.	1995	38
Panama	n.d.			n.d.	1980	162	1990	208
Paraguay	n.d.		1972	364	1982	500	1992	766
Pérou	n.d.		1972	4 115	1981	3 210	1993	3 216
République Dominicaine	n.d.		1970	21		n.d.		n.d.
Uruguay	n.d.		1975	247	1985	211	1996	376
Venezuela	n.d.		1971	1 166	1981	2 301	1990	1 936
total	96 879		133 113		157 501		207 344	

n.d. : non disponible

Source des données : compilation des recensements de population effectuée par le CELADE (2000)

Tab. A - 2 : Bolivie – Américains (autres que Boliviens) recensés en 1976 et 1992

pays d'origine	1976	1992
Argentine	14 669	17 829
Bélice	0	806
Brésil	8 492	8 586
Canada	2 015	1 435
Chili	7 508	3 909
Colombie	412	529
Costa Rica	40	83
Cuba	23	85
El Salvador	19	46
Equateur	183	243
Etats-Unis	2 843	2 503
Guatemala	48	119
Guyanne française	0	1
Haïti	16	5
Honduras	204	189
Jamaïque	7	0
Les Barbades	0	7
Mexique	5 176	6 607
Nicaragua	18	54
Panama	70	75
Paraguay	972	955
Pérou	4 730	5 805
République Dominicaine	12	36
Surinam	0	1
Trinidad et Tobago	3	3
Uruguay	193	327
Venezuela	144	300
total	47 797	50 538

Source des données : recensements INE de 1976 et 1992 (CELADE 2000)

Tab. A - 3 : Bolivie - Taux de migration internationale (1950-2000)

années	taux de migration (pour 1000)
1950-1955	-2,1
1955-1960	-2,0
1960-1965	-1,9
1965-1970	-1,8
1970-1975	-1,8
1975-1980	-1,4
1980-1985	-5,5
1985-1990	-3,3
1990-1995	-1,4
1995-2000	-0,9

taux de migration : (immigration - émigration internationale) / (population totale) x 1 000

Source : CELADE 2001

Tab. A - 4 : Bolivie – Individus nés à l'étranger selon le département de résidence habituelle en 2001 (effectifs et proportions)

département de résidence habituelle	population totale	nés à l'étranger	
		eff.	% population totale
Chuquisaca	525 046	3 084	0,6
La Paz	2 299 951	14 524	0,6
Cochabamba	1 435 774	11 317	0,8
Oruro	385 664	980	0,3
Potosi	701 189	5 225	0,7
Tarija	382 441	8 207	2,1
Santa Cruz	2 010 445	38 362	1,9
Beni	358 970	2 466	0,7
Pando	51 000	2 397	4,7
total	8 150 480	86 562	1,1

Source des données : recensement INE 2001 (CODEPO 2004)

2 - Bolivie et dép. Tarija : effectif et variation de la population selon le milieu d'habitat et la bipartition (1847-2001)

Tab. A - 5 : Bolivie et dép. Tarija - La population selon le milieu d'habitat (1847-2001)

	1847	1900	1950	1976	1992	2001
Bolivie urbain*	129 100	258 200	700 030	1 925 840	3 694 846	5 165 882
Bolivie rural	1 172 400	1 438 200	2 318 999	2 687 646	2 725 946	3 108 443
Bolivie total	1 301 500	1 696 400	3 019 029	4 613 486	6 420 792	8 274 325
dép. Tarija urbain*	5 100	7 000	21 896	70 717	157 098	242 566
dép. Tarija rural	26 900	76 400	104 856	116 487	134 309	148 660
dép. Tarija total	32 000	83 400	126 752	187 204	291 407	391 226

*localités urbaines selon seuil de 5 000 habitants

Sources des données : KLEIN 1990 ; CALVIMONTES 2000

Tab. A - 6 : Bolivie et dép. Tarija - Variation de la population selon le milieu d'habitat (1847-2001)

	1847-1900		1900-1950		1950-1976		1976-1992		1992-2001	
	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva
Bolivie urbain*	129 100	1,3	441 830	2,0	1 225 810	4,0	1 769 006	4,2	1 471 036	3,8
Bolivie rural	265 800	0,4	880 799	1,0	368 647	0,6	38 300	0,1	382 497	1,5
Bolivie total	394 900	0,5	1 322 629	1,2	1 594 457	1,6	1 807 306	2,1	1 853 533	2,9
dép. Tarija urbain*	1 900	0,6	14 896	2,3	48 821	4,6	86 381	5,1	85 468	4,9
dép. Tarija rural	49 500	2,0	28 456	0,6	11 631	0,4	17 822	0,9	14 351	1,1
dép. Tarija total	51 400	1,8	43 352	0,8	60 452	1,5	104 203	2,8	99 819	3,3

vn : variation nette tmva : taux moyen de variation annuelle

*localités urbaines selon seuil de 5 000 habitants

Sources des données : KLEIN 1990 ; CALVIMONTES 2000

Tab. A - 7 : Bolivie – Population selon le milieu d’habitat et la bipartition (1950-2001)

	1950			1976			1992			2001			
	eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	
urbain*	Occidente	629 855	90,0	20,9	1 309 362	75,6	28,4	2 336 345	67,0	36,4	3 073 143	62,6	37,1
	Oriente	70 175	10,0	2,3	422 635	24,4	9,2	1 149 673	33,0	17,9	1 835 937	37,4	22,2
	sous-total urbain	700 030	100,0	23,2	1 731 997	100,0	37,5	3 486 018	100,0	54,3	4 909 080	100,0	59,3
rural	Occidente	1 580 159	68,1	52,3	1 822 886	63,3	39,5	1 625 542	55,4	25,3	1 779 158	52,9	21,5
	Oriente	738 840	31,9	24,5	1 058 603	36,7	22,9	1 309 232	44,6	20,4	1 586 087	47,1	19,2
	sous-total rural	2 318 999	100,0	76,8	2 881 489	100,0	62,5	2 934 774	100,0	45,7	3 365 245	100,0	40,7
total	Occidente	2 210 014		73,2	3 132 248		67,9	3 961 887		61,7	4 852 301		58,6
	Oriente	809 015		26,8	1 481 238		32,1	2 458 905		38,3	3 422 024		41,4
	total	3 019 029		100,0	4 613 486		100,0	6 420 792		100,0	8 274 325		100,0

vn : variation nette

tmva : taux moyen de variation annuelle

*localités urbaines selon seuil de 5 000 habitants

Sources : découpage Occidente/Oriente selon regroupements provinciaux (D'ANDREA 2004), recensements INE 1950, 1976, 1992 et 2001

Tab. A - 8 : Bolivie – Variation de la population selon le milieu d’habitat et la bipartition (1950-2001)

	1950-1976		1976-1992		1992-2001		1950-2001		
	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	
urbain*	Occidente	679 507	2,9	1 026 983	3,7	736 798	3,0	2 443 288	3,2
	Oriente	352 460	7,1	727 038	6,6	686 264	5,2	1 765 762	6,6
	sous-total urbain	1 031 967	3,5	1 754 021	4,5	1 423 062	3,8	4 209 050	3,9
rural	Occidente	242 727	0,6	-197 344	-0,7	153 616	1,0	198 999	0,2
	Oriente	319 763	1,4	250 629	1,4	276 855	2,1	847 247	1,5
	sous-total rural	562 490	0,8	53 285	0,1	430 471	1,5	1 046 246	0,7
total	Occidente	922 234	1,4	829 639	1,5	890 414	2,2	2 642 287	1,6
	Oriente	672 223	2,4	977 667	3,3	963 119	3,6	2 613 009	2,9
	total	1 594 457	1,6	1 807 306	2,1	1 853 533	2,8	5 255 296	2,0

vn : variation nette

tmva : taux moyen de variation annuelle

*localités urbaines selon seuil de 5 000 habitants

Sources : découpage Occidente/Oriente selon regroupements provinciaux (D'ANDREA 2004), recensements INE 1950, 1976, 1992 et 2001

Tab. A - 9 : dép. Tarija - Population selon le milieu d’habitat et la bipartition (1950-2001)

	1950			1976			1992			2001			
	eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	
urbain*	Occidente	16 869	77,0	13,3	38 916	55,0	20,8	90 113	57,4	30,9	135 783	56,0	34,7
	Oriente	5 027	23,0	4,0	31 801	45,0	17,0	66 985	42,6	23,0	106 783	44,0	27,3
	sous-total urbain	21 896	100,0	17,3	70 717	100,0	37,8	157 098	100,0	53,9	242 566	100,0	62,0
rural	Occidente	60 214	57,4	47,5	66 789	57,3	35,7	76 058	56,6	26,1	80 469	54,1	20,6
	Oriente	44 642	42,6	35,2	49 698	42,7	26,5	58 251	43,4	20,0	68 191	45,9	17,4
	sous-total rural	104 856	100,0	82,7	116 487	100,0	62,2	134 309	100,0	46,1	148 660	100,0	38,0
total	Occidente	77 083		60,8	105 705		56,5	166 171		57,0	216 252		55,3
	Oriente	49 669		39,2	81 499		43,5	125 236		43,0	174 974		44,7
	total	126 752		100,0	187 204		100,0	291 407		100,0	391 226		100,0

vn : variation nette

tmva : taux moyen de variation annuelle

*localités urbaines selon seuil de 5 000 habitants

Sources : bipartition selon regroupement et ajustement cantonaux propres, recensements INE 1950, 1976, 1992, 2001

Tab. A - 10 : dép. Tarija - Variation de la population selon le milieu d'habitat et la bipartition (1950-2001)

		1950-1976		1976-1992		1992-2001		1950-2001	
		vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva
urbain*	Occidente	22 047	3,3	51 197	5,4	45 670	4,7	118 914	4,2
	Oriente	26 774	7,4	35 184	4,8	39 798	5,3	101 756	6,2
	sous-total urbain	48 821	4,6	86 381	5,1	85 468	4,9	220 670	4,8
rural	Occidente	6 575	0,4	9 269	0,8	4 411	0,6	20 255	0,6
	Oriente	5 056	0,4	8 553	1,0	9 940	1,8	23 549	0,8
	sous-total rural	11 631	0,4	17 822	0,9	14 351	1,1	43 804	0,7
total	Occidente	28 622	1,2	60 466	2,9	50 081	3,0	139 169	2,0
	Oriente	31 830	1,9	43 737	2,7	49 738	3,8	125 305	2,5
	sous-total	60 452	1,5	104 203	2,8	99 819	3,3	264 474	2,2

vn : variation nette

tmva : taux moyen de variation annuelle

*localités urbaines selon seuil de 5 000 habitants

Sources : bipartition selon regroupement et ajustement cantonaux propres, recensements INE 1950, 1976, 1992, 2001

Tab. A - 11 : dép. Tarija – Répartition de la population selon le milieu d'habitat et la quadripartition (1950-2001)

milieu		1950		1976		1992		2001		
		quadripartition	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
rural	haute montagne		14 680	14,0	13 827	11,9	16 336	12,2	15 836	10,7
	vallées andines		45 534	43,4	52 962	45,5	59 722	44,5	64 633	43,5
	vallées subandines		20 125	19,2	33 391	28,7	37 046	27,6	41 632	28,0
	Chaco*		24 517	23,4	16 307	14,0	21 205	15,8	26 559	17,9
	total		104 856	100,0	116 487	100,0	134 309	100,0	148 660	100,0
urbain**	haute montagne		0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
	vallées andines		16 869	77,0	38 916	55,0	90 113	57,4	135 783	56,0
	vallées subandines		0	0,0	11 462	16,2	21 394	13,6	26 059	10,7
	Chaco		5 027	23,0	20 339	28,8	45 591	29,0	80 724	33,3
	total		21 896	100,0	70 717	100,0	157 098	100,0	242 566	100,0

*: la population indigène du Gran Chaco en 1950 (14 500 individus), non désagrégée au niveau cantonal, est considérée comme rurale, répartie proportionnellement à l'étalement de la province entre les vallées subandines (16 %) et le Chaco (84 %)

** : seuil urbain de 5 000 habitants

Sources : quadripartition selon regroupement et ajustement cantonaux propres, recensements INE 1950, 1976, 1992, 2001

3 - dép. Tarija : effectif et variation de la population selon la quadripartition et le milieu d'habitat (1950-2001)

Tab. A - 12 : dép. Tarija – Répartition de la population selon la quadripartition et le milieu d'habitat (1950-2001)

bi-partition	quadri-partition	milieu	1950			1976			1992			2001		
			eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total
Occidentale	haute montagne	urbain	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		rural	14 680	100,0	11,6	13 827	100,0	7,4	16 336	100,0	5,6	15 836	100,0	4,0
		sous-total	14 680	100,0	11,6	13 827	100,0	7,4	16 336	100,0	5,6	15 836	100,0	4,0
	vallées andines	urbain	16 869	27,0	13,3	38 916	42,4	20,8	90 113	60,1	30,9	135 783	67,8	34,7
		rural	45 534	73,0	35,9	52 962	57,6	28,3	59 722	39,9	20,5	64 633	32,2	16,5
		sous-total	62 403	100,0	49,2	91 878	100,0	49,1	149 835	100,0	51,4	200 416	100,0	51,2
Orientale*	vallées subandines	urbain	0	0,0	0,0	11 462	25,6	6,1	21 394	36,6	7,3	26 059	38,5	6,7
		rural	20 125	100,0	15,9	33 391	74,4	17,8	37 046	63,4	12,7	41 632	61,5	10,6
		sous-total	20 125	100,0	15,9	44 853	100,0	24,0	58 440	100,0	20,1	67 691	100,0	17,3
	Chaco	urbain	5 027	17,0	4,0	20 339	55,5	10,9	45 591	68,3	15,6	80 724	75,2	20,6
		rural	24 517	83,0	19,3	16 307	44,5	8,7	21 205	31,7	7,3	26 559	24,8	6,8
		sous-total	29 544	100,0	23,3	36 646	100,0	19,6	66 796	100,0	22,9	107 283	100,0	27,4
total			126 752	100,0	100,0	187 204	100,0	100,0	291 407	100,0	100,0	391 226	100,0	100,0

(-) : effectif nul seuil urbain de 5 000 habitants

*la population indigène du Gran Chaco en 1950 (14 500 individus), non désagrégée au niveau cantonal, a été répartie proportionnellement à l'étalement de la province entre les vallées subandines (16 %) et le Chaco (84 %)

Sources : quadripartition selon regroupement et ajustement cantonaux propres, recensements INE 1950, 1976, 1992, 2001

Tab. A - 13 : dép. Tarija - Variation de la population selon la quadripartition et le milieu d'habitat (1950-2001)

bi-partition	quadri-partition	milieu	1950-1976		1976-1992		1992-2001		1950-2001	
			vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva
Occidentale	haute montagne	urbain	-	-	-	-	-	-	-	-
		rural	-853	-0,2	2 509	1,1	-500	-0,3	1 156	0,1
		sous-total	-853	-0,2	2 509	1,1	-500	-0,3	1 156	0,1
	vallées andines	urbain	22 047	3,3	51 197	5,5	45 670	4,5	118 914	4,2
		rural	7 428	0,6	6 760	0,8	4 911	0,9	19 099	0,7
		sous-total	29 475	1,5	57 957	3,2	50 581	3,2	138 013	2,3
Orientale	vallées subandines	urbain	11 462	12,8	9 932	4,0	4 665	2,2	26 059	8,1
		rural	13 266	2,0	3 655	0,7	4 586	1,3	21 507	1,4
		sous-total	24 728	3,1	13 587	1,7	9 251	1,6	47 566	2,4
	Chaco	urbain	15 312	5,5	25 252	5,3	35 133	6,4	75 697	5,6
		rural	-8 210	-1,6	4 898	1,7	5 354	2,5	2 042	0,2
		sous-total	7 102	0,8	30 150	3,9	40 487	5,3	77 739	2,6
total			7 102	0,8	30 150	3,8	40 487	5,4	77 739	2,6

vn : variation nette tmva : taux moyen de variation annuelle (-) : effectif nul Seuil urbain de 5 000 habitants

*la population indigène du Gran Chaco en 1950 (14 500 individus), non désagrégée au niveau cantonal, a été répartie proportionnellement à l'étalement de la province entre les vallées subandines (16 %) et le Chaco (84 %)

Sources : quadripartition selon regroupement et ajustement cantonaux propres, recensements INE 1950, 1976, 1992, 2001

4 - dép. Tarija : effectif et évolution de la population selon la quadripartition et les provinces (1950-2001)

Tab. A - 14 : dép. Tarija – Population selon la quadripartition et par province (1950-2001)

bi-partition	quadri-partition	province	1950			1976			1992			2001			
			eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	
Occidentale	haute montagne	Avilés	5 389	36,7	4,3	4 219	30,5	2,3	5 036	30,8	1,7	5 173	32,7	1,3	
		Méendez	9 291	63,3	7,3	9 608	69,5	5,1	11 300	69,2	3,9	10 663	67,3	2,7	
		sous-total	14 680	100,0	11,6	13 827	100,0	7,4	16 336	100,0	5,6	15 836	100,0	4,0	
	vallées andines	Cercado	33 419	53,6	26,4	57 475	62,6	30,7	108 241	72,2	37,1	153 457	76,6	39,2	
		Arce	9 270	14,9	7,3	9 852	10,7	5,3	11 852	7,9	4,1	13 253	6,6	3,4	
		Avilés	6 966	11,2	5,5	9 330	10,2	5,0	11 174	7,5	3,8	12 331	6,2	3,2	
		Méendez	12 748	20,4	10,1	15 221	16,6	8,1	18 568	12,4	6,4	21 375	10,7	5,5	
		sous-total	62 403	100,0	49,2	91 878	100,0	49,1	149 835	100,0	51,4	200 416	100,0	51,2	
	Orientale	vallées subandines	Arce	3 321	11,2	2,6	22 994	51,3	12,3	32 861	56,2	11,3	39 317	58,1	10,0
			Gran Chaco*	5 902	20,0	4,7	6 807	15,2	3,6	7 816	13,4	2,7	9 035	13,3	2,3
O'Connor			10 902	36,9	8,6	15 052	33,6	8,0	17 763	30,4	6,1	19 339	28,6	4,9	
sous-total			20 125	68,1	15,9	44 853	100,0	24,0	58 440	100,0	20,1	67 691	100,0	17,3	
Chaco		Gran Chaco*	29 544	-	23,3	36 646	-	19,6	66 796	-	22,9	107 283	-	27,4	
total			126 752	-	100,0	187 204	-	100,0	291 407	-	100,0	391 226	-	100,0	

*la population indigène du Gran Chaco en 1950 (14 500 individus), non désagrégée au niveau cantonal, a été répartie proportionnellement à l'étalement de la province entre les vallées subandines (16 %) et le Chaco (84 %)

Sources : quadripartition selon regroupement et ajustement cantonaux propres, recensements INE 1950, 1976, 1992, 2001

Tab. A - 15 : dép. Tarija - Variation de la population selon la quadripartition et par province (1950-2001)

bi-partition	quadri-partition	province	1950-1976		1976-1992		1992-2001		1950-2001		
			vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	
Occidentale	haute montagne	Avilés	-1 170	-0,9	817	1,1	137	0,3	-216	-0,1	
		Méendez	317	0,1	1 692	1,0	-637	-0,6	1 372	0,3	
		sous-total	-853	-0,2	2 509	1,0	-500	-0,3	1 156	0,1	
	vallées andines	Cercado	24 056	2,1	50 766	4,0	45 216	4,0	120 038	3,0	
		Arce	582	0,2	2 000	1,2	1 401	1,2	3 983	0,7	
		Avilés	2 364	1,1	1 844	1,1	1 157	1,1	5 365	1,1	
		Méendez	2 473	0,7	3 347	1,3	2 807	1,6	8 627	1,0	
		sous-total	29 475	1,5	57 957	3,1	50 581	3,3	138 013	2,3	
	Orientale	vallées subandines	Arce	19 673	7,7	9 867	2,3	6 456	2,0	35 996	5,0
			Gran Chaco*	905	0,6	1 009	0,9	1 219	1,6	3 133	0,8
O'Connor			4 150	1,2	2 711	1,0	1 576	0,9	8 437	1,1	
sous-total			24 728	3,1	13 587	1,7	9 251	1,6	47 566	2,4	
Chaco		Gran Chaco*	7 102	0,8	30 150	3,8	40 487	5,4	77 739	2,6	
total			60 452	1,5	104 203	2,8	99 819	3,3	264 474	2,2	

vn : variation nette tmva : taux moyen de variation annuelle

*la population indigène du Gran Chaco en 1950 (14 500 individus), non désagrégée au niveau cantonal, a été répartie proportionnellement à l'étalement de la province entre les vallées subandines (16 %) et le Chaco (84 %)

Sources : quadripartition selon regroupement et ajustement cantonaux propres, recensements INE 1950, 1976, 1992, 2001

Tab. A - 16 : dép. Tarija - Population rurale selon la quadripartition et par province (1950-2001)

bi-partition	quadri-partition	province	1950			1976			1992			2001			
			eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	eff.	% sous-total	% total	
Occidentale	haute montagne	Avilés	5 389	36,7	5,1	4 219	30,5	3,6	5 036	30,8	3,7	5 173	32,7	3,5	
		Méendez	9 291	63,3	8,9	9 608	69,5	8,2	11 300	69,2	8,4	10 663	67,3	7,2	
		sous-total	14 680	100,0	14,0	13 827	100,0	11,9	16 336	100,0	12,2	15 836	100,0	10,7	
	vallées andines	Cercado	16 550	36,3	15,8	18 559	35,0	15,9	18 128	30,4	13,5	17 674	27,3	11,9	
		Arce	9 270	20,4	8,8	9 852	18,6	8,5	11 852	19,8	8,8	13 253	20,5	8,9	
		Avilés	6 966	15,3	6,6	9 330	17,6	8,0	11 174	18,7	8,3	12 331	19,1	8,3	
		Méendez	12 748	28,0	12,2	15 221	28,7	13,1	18 568	31,1	13,8	21 375	33,1	14,4	
		sous-total	45 534	100,0	43,4	52 962	100,0	45,5	59 722	100,0	44,5	64 633	100,0	43,5	
		vallées subandines	Arce	3 321	16,5	3,2	11 532	34,5	9,9	11 467	31,0	8,5	13 258	31,8	8,9
			Gran Chaco*	5 902	29,3	5,6	6 807	20,4	5,8	7 816	21,1	5,8	9 035	21,7	6,1
O'Connor	10 902		54,2	10,4	15 052	45,1	12,9	17 763	47,9	13,2	19 339	46,5	13,0		
sous-total	20 125		100,0	19,2	33 391	100,0	28,7	37 046	100,0	27,6	41 632	100,0	28,0		
Chaco	Gran Chaco*	24 517	-	23,4	16 307	-	14,0	21 205	-	15,8	26 559	-	17,9		
total			104 856	-	100,0	116 487	-	100,0	134 309	-	100,0	148 660	-	100,0	

*la population indigène du Gran Chaco en 1950 (14 500 individus), non désagrégée au niveau cantonal, a été répartie proportionnellement à l'étalement de la province entre les vallées subandines (16 %) et le Chaco (84 %)

Sources : quadripartition selon regroupement et ajustement cantonaux propres, recensements INE 1950, 1976, 1992, 2001

Tab. A - 17 : dép. Tarija - Variation de la population rurale selon la quadripartition et par province (1950-2001)

bi-partition	quadri-partition	province	1950-1976		1976-1992		1992-2001		1950-2001		
			vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	
Occidentale	haute montagne	Avilés	-1 170	-0,9	817	1,1	137	0,3	-216	-0,1	
		Méendez	317	0,1	1 692	1,0	-637	-0,6	1 372	0,3	
		sous-total	-853	-0,2	2 509	1,0	-500	-0,3	1 156	0,1	
	vallées andines	Cercado	2 009	0,4	-431	-0,1	-454	-0,3	1 124	0,1	
		Arce	582	0,2	2 000	1,2	1 401	1,2	3 983	0,7	
		Avilés	2 364	1,1	1 844	1,1	1 157	1,1	5 365	1,1	
		Méendez	2 473	0,7	3 347	1,3	2 807	1,6	8 627	1,0	
		sous-total	7 428	0,6	6 760	0,8	4 911	0,9	19 099	0,7	
		vallées subandines	Arce	8 211	4,9	-65	0,0	1 791	1,6	9 937	2,8
			Gran Chaco*	905	0,6	1 009	0,9	1 219	1,6	3 133	0,8
O'Connor	4 150		1,2	2 711	1,0	1 576	0,9	8 437	1,1		
sous-total	13 266		2,0	3 655	0,7	4 586	1,3	21 507	1,4		
Chaco	Gran Chaco*	-8 210	-1,6	4 898	1,7	5 354	2,5	2 042	0,2		
total			11 631	0,4	17 822	0,9	14 351	1,1	43 804	0,7	

vn : variation nette tmva : taux moyen de variation annuelle

*la population indigène du Gran Chaco en 1950 (14 500 individus), non désagrégée au niveau cantonal, a été répartie proportionnellement à l'étalement de la province entre les vallées subandines (16 %) et le Chaco (84 %)

Sources : quadripartition selon regroupement et ajustement cantonaux propres, recensements INE 1950, 1976, 1992, 2001

5 - dép. Tarija : effectif et variation de la population des villes (1950-2001)

Tab. A - 18 : dép. Tarija – Effectif et variation de la population des villes (1950-2001)

Ville (1)	population totale				1950-1976		1976-1992		1992-2001		1950-2001	
	1950	1976	1992	2001	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva
Yacuiba / Pocitos	5 027	14 354	34 505	64 611	9 327	4,1	20 151	5,6	30 106	7,2	59 584	5,1
Tarija	16 869	38 916	90 113	135 783	22 047	3,3	51 197	5,4	45 670	4,7	118 914	4,2
Villamontes	3 105	5 985	11 086	16 113	2 880	2,6	5 101	3,9	5 027	4,2	13 008	3,3
Bermejo (2)	-	11 462	21 394	26 059	-	-	9 932	4,0	4 665	2,2	-	-

(1) seuil urbain de 5 000 habitants en 2001

(2) population de Bermejo en 1950 non disponible

vn : variation nette

tmva : taux moyen de variation annuelle

Source des données : recensements INE 1950, 1976, 1992 et 2001

Annexe B

Le département du Tarija en 2001

1 - Documents cartographiques

Carte B - 1 : dép. Tarija – Le découpage politico-administratif en 2001	459
Carte B - 2 : Bolivie – Les résultats des élections de juillet 2002	460
Carte B - 3 : Bolivie – Projet d'autonomie de la Nación Camba.....	460

2 - Découpage du Tarija

Tab. B - 1 : dép. Tarija / Occidente – Population en 2001 des cantons et des localités de 500 habitants et plus, selon les régions (quadripartition, décapartition).....	461
Tab. B - 2 : dép. Tarija / vallées andines du centre – Population en 2001 des cantons et des localités de 500 habitants et plus selon les régions (bassins versants).....	462
Tab. B - 3 : dép Tarija / Oriente – Population en 2001 des cantons et des localités de 500 habitants, selon les régions (quadripartition, décapartition)	463
Tab. B - 4 : dép. Tarija / piémont- Population en 2001 des localités selon les régions (centre, Nord et Sud).....	464
Tab. B - 5 : dép. Tarija / plaine du Chaco – Population en 2001 selon la localité.....	465

3 - Répartition de la population selon le découpage départemental

Tab. B - 6 : dép. Tarija – Répartition de la population en 2001, selon le milieu d'habitat et les régions (bipartition, quadripartition et décapartition).....	465
Tab. B - 7 : dép. Tarija – Densité de la population rurale selon les régions (bipartition, quadripartition, décapartition).....	466

4 - Immigration et émigration dans le Tarija

Tab. B - 8 : dép. Tarija – Lieu de naissance de la population en 2001 selon les régions en milieu rural (décapartition et quadripartition) et les villes.....	466
Tab. B - 9 : Vallées andines du centre et piémont – Lieu de naissance de la population rurale en 2001 selon les bassins versants des vallées centrales et la partition du piémont	467
Tab. B - 10 : dép. Tarija – Lieu de naissance par <i>municipio</i> de la population résidant habituellement dans les localités recensées en 2001	467
Tab. B - 11 : dép. Tarija – Proportion d'immigrants parmi la population âgée de 5 ans et plus selon le <i>municipio</i> de résidence habituel en 2001 et le lieu de résidence habituel en 1996	468
Tab. B - 12 : dép. Tarija – Proportion d'émigrants parmi la population âgée de 5 ans et plus selon le <i>municipio</i> de résidence habituelle en 1996 et le lieu de résidence habituel en 2001	468

5 - Les localités rurales

Texte B - 1 : dép. Tarija – Sélection des localités rurales et semis rural	469
Tab. B - 13 : dép. Tarija – Variation de la population rurale entre 1992 et 2001, selon la présence ou non d'une localité d'au moins 500 habitants en 2001, par région (quadripartition).....	470

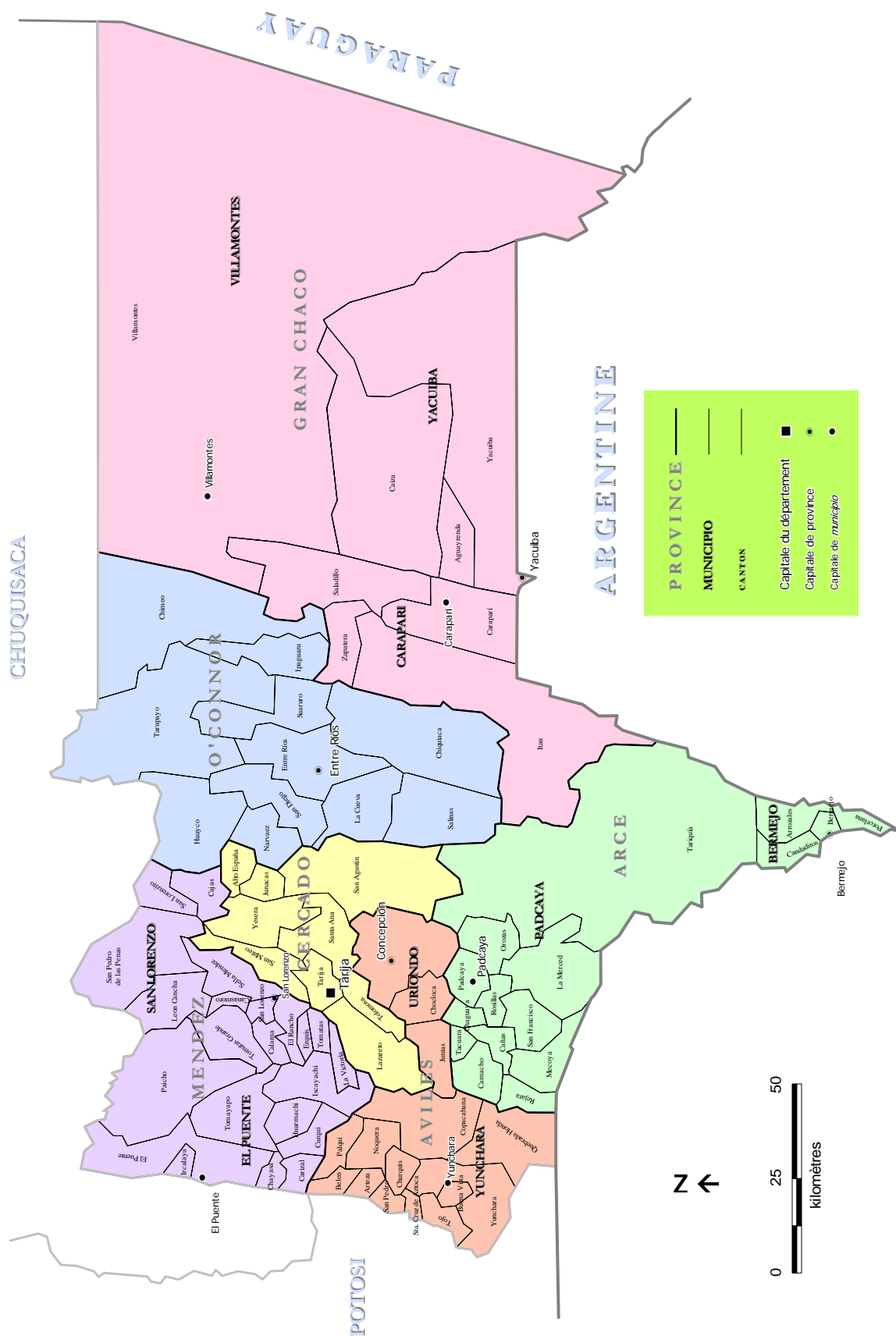
6 - Les activités professionnelles selon le recensement de septembre 2001

Texte B - 2 : dép. Tarija – Traitement des données de l'INE sur les activités.....	471
Tab. B - 14 : dép Tarija / Occidente rural – Répartition de la population active de 7 ans et plus en 2001 selon l'activité et les régions (décapartition)	472
Tab. B - 15 : dép. Tarija / Oriente rural – Répartition de la population active de 7 ans et plus en 2001 selon l'activité et les régions (décapartition)	473
Tab. B - 16 : dép. Tarija / urbain – Répartition de la population active de 7 ans et plus en 2001 selon l'activité et les villes	474

Tab. B - 17 : dép. Tarija / Occidente rural – Répartition de la population active de 7 ans et plus en 2001 selon l’occupation et les régions (décapartition)	475
Tab. B - 18 : dép. Tarija / Oriente rural – Répartition de la population active de 7 ans et plus en 2001 selon l’occupation et les régions (décapartition)	476
Tab. B - 19 : dép. Tarija / urbain – Répartition de la population active de 7 ans et plus en 2001 selon l’occupation et les villes.....	477
7 - La structure par âge de la population départementale	
Fig. B - 1 : dép. Tarija / Occidente rural – Pyramides des âges de la population en 2001 selon la décapartition et les bassins versants des vallées centrales	478
Fig. B - 2 : dép Tarija / Oriente rural – Pyramides des âges de la population en 2001 selon la décapartition et la division du piémont.....	479
Fig. B - 3 : dép. Tarija / urbain – Pyramides des âges de la population en 2001 selon les villes	480
8 - L’évaluation du statut économique du ménage : calcul de l’indice d’équipement	
Texte B - 3 : Méthodologie d’élaboration de l’indice d’équipement	481
Tab. B - 20 : Tolomosa, Caigua, Villamontes et Tarija – Indice d’équipement brut selon les ménages enquêtés	481
Fig. B - 4 : Tolomosa, Caigua, Villamontes et Tarija – Indice d’équipement brut selon les ménages enquêtés.....	482
Tab. B - 21 : Tolomosa, Caigua, Villamontes et Tarija – L’indice d’équipement regroupé selon les ménages enquêtés	482
Fig. B - 5 : Tolomosa, Caigua, Villamontes et Tarija – L’indice d’équipement regroupé selon les ménages enquêtés.....	483

1 - Documents cartographiques

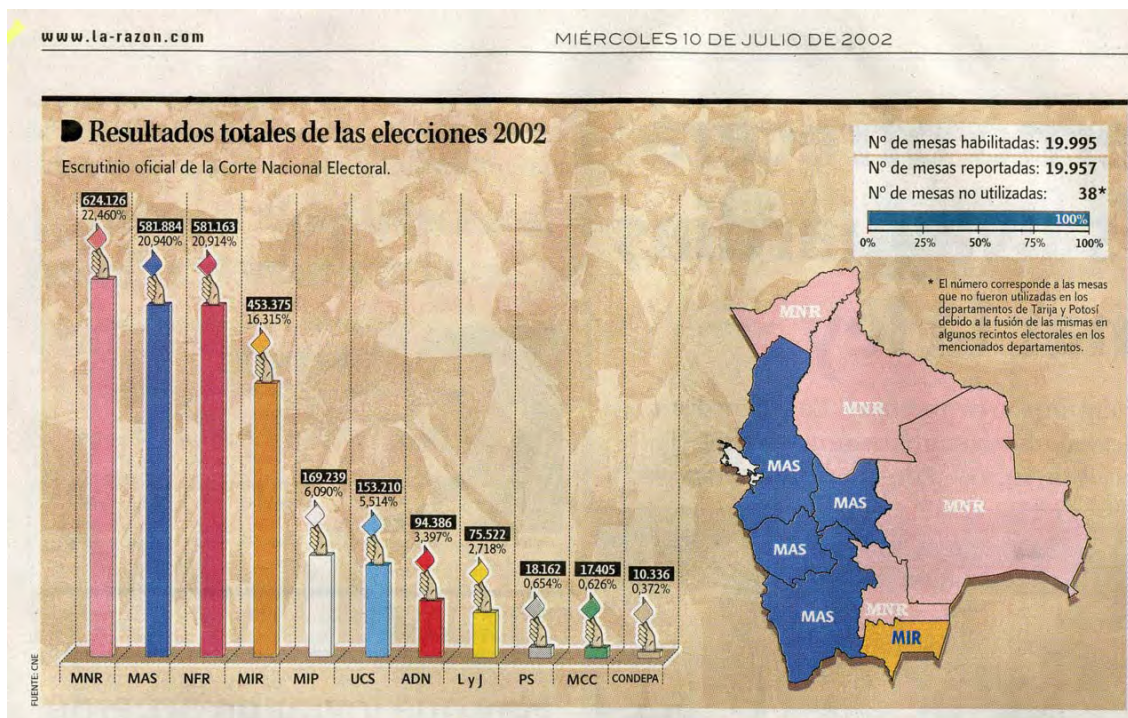
Carte B -1 : dép. Tarija – Le découpage politico-administratif en 2001



Sources : maillage cantonal d'après cartographie du recensement INE 2001 (INE 1999)

Nicolas d'Andréa, Ceydric Martin, 2005

Carte B - 2 : Bolivie – Les résultats des élections de juillet 2002



Signification sigles des 4 principaux partis : MNR : Movimiento Nacionalista Revolucionario / MAS : Movimiento Al Socialismo / NFR : Nueva Fuerza Republicana / MIR : Movimiento de Izquierda Revolucionaria

Source : quotidien La Razón du 10 juillet 2002

Carte B - 3 : Bolivie – Projet d'autonomie de la Nación Camba



Source : site internet de la Nación Camba (www.nacioncamba.org)

2 - Découpage du Tarija

Tab. B - 1 : dép. Tarija / Occidente – Population en 2001 des cantons et des localités de 500 habitants et plus, selon les régions (quadripartition, décapartition)

canton nom et population	localités de 500 hab. et + nom et population	déca- partition	quadri- partition	bi- partition
Iscayachi	5 150	Iscayachi	621	
Copacabana	2 048			
Yunchara	654			
Quebrada Honda	644		hauts plateaux	
Curqui	366			
Noguera	301			
Palqui	300	9 914	hab.	
Churquis	233			haute montagne
Huarmachi	218			
El Puente	1 517	El Puente	902	
Paicho	1 629			
Tomayapo	839			15 836 hab.
Carizal	407		hautes vallées	
Tojo	330			
Ircalaya	271			
Chayasa	266			
Belen	187			
Buena Vista	175	5 922	hab.	
San Pedro	145			
Arteza	85			
Santa Cruz de Astoca	71			
			vallées andines du centre	
			185 627 hab.	
			vallées andines du Nord	216 252 hab.
San Pedro de las Penas	2 958			
Leon Cancha	1 557			
Cajas	1 027			
Alto España	469			
San Lorenzito	217	6 228	hab.	
Padcaya	2 538	Padcaya	1 133	200 416 hab.
Rosillas	836	Rosillas	825	
La Merced	2 418			
Mecoya	935			
Orozas	1 319			
San Francisco	515		8 561 hab.	

cf. Tab. B-2 sur les vallées centrales du Tarija pour le détail

Occidente

Sources : regroupements propres selon données du recensement INE 2001 (INE 2002 b)

Tab. B - 2 : dép. Tarija / vallées andines du centre – Population en 2001 des cantons et des localités de 500 habitants et plus selon les régions (bassins versants)

Canton		localités de 500 hab. et +		bassin versant	déca-partition	
nom et population		nom et population				
Tarija Canton	136 728	Tarija	135 783	Guadalquivir		
		Portillo	706			
San Lorenzo	3 485	San Lorenzo	2 752			
		Lajas Merced	565			
El Rancho	2 473	Rancho Sur	532			
		Rancho Norte	1 016			
Tomatas	1 430	Tomatitas	725			
		Coimata	517			
San Mateo	2 430	San Mateo	842			154 774 hab.
Sella Mendez	2 821	Carachimayo	816			
Canasmoro	976	Canasmoro	730			
Calama	1 089	Calama	596			
Tomatas Grande	1 438	Tomatas Grande	573			
Erquis	1 086					
la Victoria	818					
Lazareto	4 552	San Andrés	1 204			Tolomosa
		Guerra Huayco	970			
		Turumayo	556			
Tolomosa	3 184	Tolomosa Grande	797			7 736 hab.
Chaguaya	1 126	Chaguaya	653			
Camacho	1 835					Camacho
Juntas	1 799					
Chocloca	1 606					
Cañas	877			8 097 hab.		
Rejara	540					
Tacuara	314					
Yesera	1 761			Santa Ana		
Santa Ana	1 739			4 193 hab.		
Junacas	693					
Uriondo	8 926	Concepción	1 236	Tarija		
		Calamuchita	974	8 926 hab.		
San Agustin	1 901			Nogal / Papa Chacra		
				1 901 hab.		

Sources : regroupements propres selon données du recensement INE 2001 (INE 2002 b)

vallées andines du centre

Tab. B - 3 : dép Tarija / Oriente – Population en 2001 des cantons et des localités de 500 habitants, selon les régions (quadrupartition, décapartition)

canton nom et population	localités de 500 hab. et + nom et population	déca- partition	quadri- partition	bi- partition
Bermejo	26 657 Bermejo	26 059		
	Linares	1 008	vallées	
Arrozales	3 194 Arrozales	758	subandines du	
	Barretero	570	Sud	
Porcelana	2 705 Porcelana	802		
	Campo Grande	1 288	39 317 hab.	
Tariquía	6 007 Emborozu	526		
	San Telmo	583		
Candaditos	754			
Entre Ríos	5 710 Entre Ríos	2 418	vallées subandines	
	Pajonal	556	vallées	
Chiquiaca	1 646		subandines du	
Tarupayo	3 471		centre	
Huayco	1 822			
San Diego	1 293			
Suaruro	1 048		16 839 hab.	
Narvaez	718			
la Cueva	603			
Salinas	528			
Carapari	4 122 Carapari	1 074		67 691 habitants
	San Alberto	509	vallées	
Chimeo	1 937 Palos Blancos	685	subandines de	
	Puerto Margarita	594	l'Est	
Itau	2 557			
Saladillo	1 829			
Ipaguazu	563		11 701 hab.*	
Zapatera	527			
			piémont	
	cf. Tab. B-4 sur le piémont pour le détail	101 889 hab.		Chaco 174 808 habitants
			plaine	
	cf. Tab. B-5 sur la plaine pour le détail	5 228 hab.		107 117 hab.

Oriente

* outre les cantons mentionnés, il faut rajouter la localité de Tucuinti (166 habitants) pour obtenir le total de la population des vallées subandines de l'Est

Sources : regroupements propres selon données du recensement INE 2001 (INE 2002 b)

Tab. B - 4 : dép. Tarija / piémont- Population en 2001 des localités selon les régions (centre, Nord et Sud)

canton	localité nom (population)		partition du piémont	déca- partition
	Capirendita (426)		piémont centre	
Villamontes	Palmar Grande (339)		784 hab.	
	Tricolor (19)			
	Villa Montes (16 113)	Quebrachal (150)		
	Tiguipa (830)	Taiguati (131)	piémont Nord	
	Caigua (708)	Central (116)		
	Tarairi (496)	Lagunitas (92)		
Villamontes	Puesto Uno (346)	Taiguatimi (81)		
	Puesto Garcia (282)	Iguembe (73)	20 472 hab.	
	Ibopeyti (250)	Pelicano (67)		
	Chimeo (247)	Cototo (58)		
	Ipa (186)	Laguna Piriti (50)		
	Caiguami (155)	La Vertiente (41)		
	Palmar Chico (1 450)			
Aguayrenda	Ojo Del Agua (473)			
	Aguayrenda (316)			
	Sanandita (942)	Sachapera (162)	piémont Sud	
	Villa El Carmen (909)	Timboy (148)		
	Yaguacua (863)	El Kinchao (134)		
	Caiza J (645)	Saibalito (115)		
	Tierras Nuevas (711)	Tatarenda (107)		
Caiza	San Francisco Del Inti (427)	Sanandita Vieja (81)		
	El Barrial (575)	Yatebute (62)		
	Villa Primavera (350)	La Quinta (54)		
	Itabicua (285)	Timboy (46)		
	Suris-Sotos (233)	Las Abras (24)		
	Villa Ingavi (188)	Total (23)		
	Buzuy (172)	Taty (19)	101 889 habitants	
			80 633 hab.	
	Yacuiba (64 611)	Zona Oeste (158)		
	San Isidro (1 927)	Santa Martha (108)		
	La Grampa (1 048)	Lapachal Alto (94)		
	Campo Grande (1 036)	Cañitas (65)		
Yacuiba	Campo Pajoso (704)	Caipitandi (61)		
	Yuquirenda (385)	Lapachal Bajo (42)		
	Cañon Oculto (319)	La Cercada (27)		
	Lapachal Norte (286)	Campo Nuñez (19)		
	Lapachal Sud (229)			

Sources : regroupements propres selon données du recensement INE 2001 (INE 2002 b)

piémont

Tab. B - 5 : dép. Tarija / plaine du Chaco – Population en 2001 selon la localité

canton	localité		déca-partition
	nom (population)		
Caiza	Colonia Del Sur (718)	Bagual (120)	plaine du Chaco
	La Florida (228)	Laguna Azul (65)	
	Sunchal (212)		
Yacuiba	Crevaux (655)	La Purisima (112)	
	Yuchan (174)	Agua Salada (87)	
	Moras (165)	Peña Colorada (51)	
	El Retiro (130)	Sausal (26)	
	D'Orbigny (121)	Antezana (21)	
Villamontes	Ibibobo (521)	La Victoria (45)	
	Tres Pozos (229)	Bolivar (45)	
	Resistencia (170)	San Bernardo (40)	
	Nueva Esperanza (170)	El 50 (40)	
	Cutaiqui (137)	Las Bayas (35)	
	Capirenda (126)	San Carlos (28)	
	Algarrobal (121)	Caballo Ripoti (28)	
	Galpones (108)	Yaguapinta (27)	
	El Toro (78)	Tuscal (21)	
	Esmeralda (76)	Bella Esperanza (16)	
	Samayhuate (74)	La Vertiente (10)	
	Cueva De Leon (68)	Envidia (5)	
	Lagunitas (64)	Taringuiti (1)	
	Media Luna Sur (60)		

5 228 hab.

Sources : regroupements propres selon données du recensement INE 2001 (INE 2002 b)

3 - Répartition de la population selon le découpage départemental

Tab. B - 6 : dép. Tarija – Répartition de la population en 2001, selon le milieu d'habitat et les régions (bipartition, quadripartition et décapartition)

	bi-partition	quadri-partition	déca-partition	urbain				rural				total			
				effectif	% déca-partition	% bi-partition	% total	effectif	% déca-partition	% bi-partition	% total	effectif	% déca-partition	% bi-partition	% total
Occidentale	haute montagne	hauts plateaux	-	-	-	-	9 914	62,6	12,3	6,7	9 914	5,3	4,6	2,5	
		hautes vallées	-	-	-	-	5 922	37,4	7,4	4,0	5 922	3,2	2,7	1,5	
		sous-total	-	-	-	-	15 836	100,0	19,7	10,7	15 836	8,5	7,3	4,0	
	vallées andines	centre	135 783	100,0	100,0	56,0	49 844	77,1	61,9	33,5	185 627	100,0	85,8	47,4	
		Nord	-	-	-	-	6 228	9,6	7,7	4,2	6 228	3,1	2,9	1,6	
		Sud	-	-	-	-	8 561	13,2	10,6	5,8	8 561	4,3	4,0	2,2	
		sous-total	135 783	100,0	100,0	56,0	64 633	100,0	80,3	43,5	200 416	100,0	92,7	51,2	
sous-total Occidentale	135 783			56,0	80 469		100,0	54,1	216 252		100,0	55,3			
Orientale	vallées subandines	Sud	26 059	100,0	24,4	10,7	13 258	31,7	19,4	8,9	39 317	57,9	22,5	10,0	
		Est	-	-	-	-	11 701	28,0	17,2	7,9	11 701	17,2	6,7	3,0	
		centre	-	-	-	-	16 839	40,3	24,7	11,3	16 839	24,8	9,6	4,3	
	sous-total	26 059	100,0	24,4	10,7	41 798	100,0	61,3	28,1	67 857	100,0	38,8	17,3		
	Chaco	piémont	80 724	100,0	75,6	33,3	21 165	80,2	31,0	14,2	101 889	95,1	58,2	26,0	
		plaine	-	-	-	-	5 228	19,8	7,7	3,5	5 228	4,9	3,0	1,3	
sous-total Orientale	80 724	100,0	75,6	33,3	26 393	100,0	38,7	17,8	107 117	100,0	61,2	27,4			
sous-total Orientale	106 783		100,0	44,0	68 191		100,0	45,9	174 974		100,0	44,7			
total	242 566		100,0		148 660		100,0		391 226		100,0				

(-) : effectif nul

Sources : regroupements propres, données du recensement INE 2001 (INE 2002 b)

Tab. B - 7 : dép. Tarija – Densité de la population rurale selon les régions (bipartition, quadripartition, décapartition)

	superficie (en km ²)	population rurale	densité rurale (en hab./km ²)
Occidente	10 542	80 469	7,6
haute montagne	3 969	15 836	4,0
hauts plateaux	1 949	9 914	5,1
hautes vallées	2 020	5 922	2,9
vallées andines	6 573	64 633	9,8
vallées andines (Nord)	1 180	6 228	5,3
vallées andines (centre)	4 218	49 844	11,8
vallées andines (Sud)	1 175	8 561	7,3
Oriente	27 081	68 191	2,5
vallées andines	12 670	41 798	3,3
vallées subandines (Sud)	3 209	13 258	4,1
vallées subandines (centre)	4 619	16 839	3,6
vallées subandines (Est)	4 842	11 701	2,4
Chaco	14 411	26 393	1,8
piémont	1 689	21 165	12,5
plaine	12 722	5 228	0,4
total	37 623	148 660	4,0

seuil rural : localités de moins de 5 000 hab.

Sources : regroupements propres, données du recensement INE 2001 (INE 2002 b)

4 - Immigration et émigration dans le Tarija

Tab. B - 8 : dép. Tarija – Lieu de naissance de la population en 2001 selon les régions en milieu rural (décapartition et quadripartition) et les villes

		lieu de naissance						total			
		dans le Tarija		ailleurs en Bolivie		dans un autre pays		eff.	%		
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
rural	Occidente	haute montagne	hauts plateaux	9 601	96,8	206	2,1	107	1,1	9 914	100,0
		hautes vallées	5 241	88,5	625	10,6	56	0,9	5 922	100,0	
		sous-total	14 842	93,7	831	5,2	163	1,0	15 836	100,0	
	vallées andines	centre	46 008	92,3	2 923	5,9	913	1,8	49 844	100,0	
		Nord	6 060	97,3	141	2,3	27	0,4	6 228	100,0	
		Sud	8 117	94,8	285	3,3	159	1,9	8 561	100,0	
	sous-total	60 185	93,1	3 349	5,2	1 099	1,7	64 633	100,0		
	sous-total rural Occidente	75 027	93,2	4 180	5,2	1 262	1,6	80 469	100,0		
	Orient	vallées subandines	Sud	10 166	76,7	2 934	22,1	158	1,2	13 258	100,0
			centre	15 224	90,4	1 500	8,9	115	0,7	16 839	100,0
Est		9 578	81,9	1 961	16,8	162	1,4	11 701	100,0		
sous-total		34 968	83,7	6 395	15,3	435	1,0	41 798	100,0		
Chaco	piémont	14 163	66,9	6 766	32,0	236	1,1	21 165	100,0		
	plaine	3 467	66,3	947	18,1	814	15,6	5 228	100,0		
	sous-total	17 630	66,8	7 713	29,2	1 050	4,0	26 393	100,0		
sous-total rural Oriente	52 598	77,1	14 108	20,7	1 485	2,2	68 191	100,0			
sous-total rural	127 625	85,9	18 288	12,3	2 747	1,8	148 660	100,0			
urbain*	Tarija	91 527	67,4	41 441	30,5	2 815	2,1	135 783	100,0		
	Yacuiba	34 992	54,2	27 581	42,7	2 038	3,2	64 611	100,0		
	Bermejo	18 843	72,3	6 133	23,5	1 083	4,2	26 059	100,0		
	Villamontes	11 327	70,3	4 592	28,5	194	1,2	16 113	100,0		
	sous-total urbain	156 689	64,6	79 747	32,9	6 130	2,5	242 566	100,0		
total département	284 314	72,7	98 035	25,1	8 877	2,3	391 226	100,0			

*seuil urbain de 5 000 habitants

Sources : regroupements propres, données du recensement INE 2001 (INE 2002 b)

Tab. B - 9 : Vallées andines du centre et piémont – Lieu de naissance de la population rurale en 2001 selon les bassins versants des vallées centrales et la partition du piémont

bassins versants / partition	dans le Tarija		lieu de naissance				total		
	eff.	%	ailleurs en Bolivie		dans un autre pays		eff.	%	
			eff.	%	eff.	%			
Guadalquivir	17 234	90,7	1 417	7,5	340	1,8	18 991	100,0	
Tolomosa	7 000	90,5	487	6,3	249	3,2	7 736	100,0	
Camacho	7 575	93,6	282	3,5	240	3,0	8 097	100,0	
Santa Ana	3 968	94,6	197	4,7	28	0,7	4 193	100,0	
Grande de Tarija	8 360	93,7	515	5,8	51	0,6	8 926	100,0	
Nogal/Papa Chacra	1 871	98,4	25	1,3	5	0,3	1 901	100,0	
total	46 008	92,3	2 923	5,9	913	1,8	49 844	100,0	
piémont	Nord	3 123	71,6	1 221	28,0	15	0,3	4 359	100,0
	centre	704	89,8	72	9,2	8	1,0	784	100,0
	Sud	10 336	64,5	5 473	34,2	213	1,3	16 022	100,0
	total	14 163	66,9	6 766	32,0	236	1,1	21 165	100,0

Sources : regroupements propres selon données du recensement INE 2001 (INE 2002 b)

Tab. B - 10 : dép. Tarija – Lieu de naissance par *municipio* de la population résidant habituellement dans les localités recensées en 2001

<i>municipio</i>	lieu de naissance				total	
	dans le <i>municipio</i>		ailleurs		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
Yunchara	4 357	85,7	728	14,3	5 085	100,0
El puente	8 671	83,4	1 732	16,6	10 403	100,0
Tarija	90 631	60,9	58 290	39,1	148 921	100,0
San Lorenzo	15 519	74,3	5 357	25,7	20 876	100,0
Uriondo	8 429	70,0	3 618	30,0	12 047	100,0
Padcaya	11 841	67,4	5 729	32,6	17 570	100,0
Bermejo	15 106	50,1	15 072	49,9	30 178	100,0
Entre Ríos	12 126	68,1	5 678	31,9	17 804	100,0
Caraparí	4 988	58,9	3 474	41,1	8 462	100,0
Villamontes	12 280	54,7	10 168	45,3	22 448	100,0
Yacuiba	33 600	41,7	46 884	58,3	80 484	100,0

Source des données : recensement INE 2001 (CODEPO 2004)

Tab. B - 11 : dép. Tarija – Proportion d'immigrants parmi la population âgée de 5 ans et plus selon le *municipio* de résidence habituel en 2001 et le lieu de résidence habituel en 1996

<i>municipio</i> de résidence habituel	selon statut migratoire								population totale en 2001	
	total immigrants		immigrants (1)				non migrants (2)			
	eff.	%	lieu de provenance		lieu de provenance		eff.	%	eff.	%
		dép. Tarija	ailleurs en Bolivie	dép. Tarija	ailleurs en Bolivie					
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
El Puente	560	5,9	346	3,6	214	2,2	8 990	94,1	9 550	100,0
Yunchara	97	2,1	54	1,2	43	0,9	4 577	97,9	4 674	100,0
San Lorenzo	980	5,3	660	3,6	320	1,7	17 499	94,7	18 479	100,0
Tarija	17 669	13,4	5 649	4,3	12 020	9,1	114 037	86,6	131 706	100,0
Uriondo	474	4,4	289	2,7	285	2,7	10 268	95,6	10 742	100,9
Padcaya	1 041	6,6	827	5,3	214	1,4	14 699	93,4	15 740	100,0
Bermejo	3 591	13,7	1 801	6,9	1 790	6,8	22 682	86,3	26 273	100,0
Entre Ríos	1 022	6,5	648	4,1	374	2,4	14 742	93,5	15 764	100,0
Carapari	928	12,6	552	7,5	376	5,1	6 416	87,4	7 344	100,0
Yacuiba	12 554	18,7	2 940	4,4	9 614	14,3	54 500	81,3	67 054	100,0
Villamontes	3 030	15,5	959	4,9	2 071	10,6	16 556	84,5	19 586	100,0
total	41 946	12,8	14 725	4,5	27 321	8,4	284 966	87,2	326 912	100,0

(1) : résidant en dehors du *municipio* cinq années avant le recensement

(2) : résidant dans le *municipio* cinq années avant le recensement

Source des données : recensement INE 2001 (CODEPO 2004)

Tab. B - 12 : dép. Tarija – Proportion d'émigrants parmi la population âgée de 5 ans et plus selon le *municipio* de résidence habituelle en 1996 et le lieu de résidence habituel en 2001

<i>municipio</i> de résidence habituel en 1996	selon statut migratoire								population totale en 1996	
	total émigrants		émigrants (1)				non migrants (2)			
	eff.	%	lieu de destination		lieu de destination		eff.	%	eff.	%
		dép. Tarija	ailleurs en Bolivie	dép. Tarija	ailleurs en Bolivie					
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
El Puente	1 129	11,2	1 019	10,1	110	1,1	8 990	88,8	10 119	100,0
Yunchara	372	7,5	297	6,0	75	1,5	4 577	92,5	4 949	100,0
San Lorenzo	1 161	6,2	963	5,2	198	1,1	17 499	93,8	18 660	100,0
Tarija	11 794	9,4	3 758	3,0	8 036	6,4	114 037	90,6	125 831	100,0
Uriondo	586	5,4	533	4,9	53	0,5	10 268	94,6	10 854	100,0
Padcaya	979	6,2	890	5,7	89	0,6	14 699	93,8	15 678	100,0
Bermejo	3 190	12,3	2 081	8,0	1 109	4,3	22 682	87,7	25 872	100,0
Entre Ríos	1 673	10,2	1 396	8,5	277	1,7	14 742	89,8	16 415	100,0
Carapari	676	9,5	598	8,4	78	1,1	6 416	90,5	7 092	100,0
Yacuiba	8 449	13,4	2 364	3,8	6 085	9,7	54 500	86,6	62 949	100,0
Villamontes	2 445	12,9	826	4,3	1 619	8,5	16 556	87,1	19 001	100,0
Total	32 454	10,2	14 725	4,6	17 729	5,6	284 966	89,8	317 420	100,0

(1) : ayant quitté le *municipio* en 2001

(2) : résidant dans le même *municipio* en 2001

Source des données : recensement INE 2001 (CODEPO 2004)

5 - Les localités rurales

Texte B -1 : dép. Tarija – Sélection des localités rurales et semis rural

Selon nos critères, la population rurale correspond à un regroupement des localités de moins de 500 habitants. Si cette sélection arbitraire renforce l'importance des villes du département, elle ne reflète pas la diversité du semis rural. Nous nous sommes donc intéressés aux distinctions existantes pour proposer notre propre division.

Une première observation du choix de la représentation cartographique des *centros poblados* effectuée par ZONISIG (2001) nous amène à nous interroger sur les choix méthodologiques retenus : des localités telles que Yacuiba (64 611 habitants en 2001) sont représentées à la même échelle que d'autres telle Esmeralda (76 habitants en 2001) située dans l'extrême sud-est de la plaine du Chaco, et d'autres bourgs significatifs, tel San Isidro (1 927 habitants en 2001), sont eux absents. On notera par contre une bonne distribution spatiale des *centros poblados* retenus, ce qui laisse supposer un échantillonnage dont le critère sélectif repose essentiellement sur leur répartition dans l'espace départemental, peu intéressant dans le cas d'une analyse du peuplement.

Par ailleurs, l'INE ne propose pas de catégories claires quant à la distinction des localités de petites tailles. Dans le cas du Tarija, outre les quatre villes, l'Institut regroupe les localités en 564 zones, proposant parfois une désagrégation à un niveau inférieur. Ces zones peuvent correspondre à des localités (le niveau inférieur, s'il existe, est alors composé des quartiers de ces localités) ou à des regroupements de localités (auquel cas le niveau inférieur les désagrège). C'est sur cette base que nous avons effectué nos choix. En nous référant aux données du recensement 2001, nous avons décidé de retenir les zones de 500 habitants et plus en procédant ensuite à un contrôle manuel afin de sélectionner, en cas de regroupement de localités, celles qui éventuellement atteindraient ce seuil des 500 individus. Cette méthode a circonscrit notre champ à 52 localités rurales sur l'ensemble du département. Les localités retenues, détaillées dans les tableaux B-1, B-2, B-3, B-4, B-5 de cette même annexe, ont des effectifs s'échelonnant entre 509 et 2 752 habitants.

Un premier aperçu de la répartition des localités rurales de plus de 500 habitants dans l'espace départemental révèle une concentration autour des trois principales villes : Tarija, Yacuiba et Bermejo (31 des 52 localités rurales sont localisées dans un rayon de 25 kilomètres autour de ces trois centres urbains). Dans un deuxième temps, on observe une relation entre l'implantation des localités rurales et les principales voies de communication : 26 localités se situent à moins de 5 kilomètres d'un des tronçons de route goudronnée du département. A l'inverse, la relation entre leur localisation et celle des cours d'eau n'est pas avérée : seules 3 localités sont à moins d'un kilomètre des rivières principales, 15 si l'on prend en compte les cours d'eau secondaires. Pour finir, la grande majorité (35 sur 52) des localités rurales sélectionnées se trouve dans la vallée centrale et le piémont, alors qu'au contraire seules deux localités sont situées dans les hautes montagnes du département.

S'il nous est impossible de mesurer la croissance démographique de ces localités rurales, nous pouvons discerner la croissance de la population par canton entre 1992 et 2001 selon la présence ou

non d'une localité de plus de 500 habitants [cf. Tab. B-13]. Apparaît ainsi une stagnation des cantons ne possédant pas de localités de 500 habitants et plus (croît annuel moyen de 0,1 % entre 1992 et 2001) et au contraire une croissance de la population rurale des cantons englobant au moins une localité dont la population est comprise entre 500 et 4 999 habitants (variation annuelle moyenne de 2,5 % entre 1992 et 2001). Il semblerait donc que la population rurale du Tarija tende à se concentrer dans des localités rurales importantes, ou aux alentours¹.

Tab. B - 13 : dép. Tarija – Variation de la population rurale entre 1992 et 2001, selon la présence ou non d'une localité d'au moins 500 habitants en 2001, par région (quadripartition)

regroupements de cantons...	quadripartition	population		variation 1992-2001	
		1992	2001	vn	tmva
.. n'englobant pas de localités de plus de 500 habitants	haute montagne	9 711	9 169	-542	-0,6
	vallées andines	25 801	26 384	583	0,2
	vallées subandines	17 566	17 957	391	0,2
	Chaco	0	0	-	-
	total	53 078	53 510	432	0,1
... composés d'au moins une localité rurale de plus de 500 habitants	haute montagne	6 625	6 667	42	0,1
	vallées andines	33 921	38 249	4 328	1,3
	vallées subandines	19 480	23 675	4 195	2,2
	Chaco	21 205	26 559	5 354	2,5
	total	81 231	95 150	13 919	1,8
total rural départemental		134 309	148 660	14 351	1,1

vn : variation nette

tmva : taux moyen de variation annuelle

Sources : regroupements propres, données des recensements INE 1992 et 2001

¹ A noter que la taille des cantons rend le résultat parfois contestable. Il en est ainsi du canton de Villamontes, englobé dans la région du Chaco, dont les localités peuvent être distantes de plus de 100 kilomètres.

6 - Les activités professionnelles selon le recensement de septembre 2001

Texte B - 2 : dép. Tarija – Traitement des données de l'INE sur les activités

Les tableaux ci-dessous [B-14 à B-19] sont extraits de la base de données du recensement 2001 (INE 2002 b). Les données sont déduites du Module F du questionnaire de l'INE. Réservé aux personnes de 7 ans et plus, il se décompose en 6 questions (numéros 42 à 47) portant sur l'occupation de l'enquêté durant la semaine passée. Il est difficile de saisir la logique qui a abouti à la restitution de deux variables, « occupation » et « activité » lors de la publication des résultats. Difficile aussi de comprendre les modalités retenues pour effectuer les regroupements des réponses aux questions 45 et 47, directement relatives à l'occupation (ou activité) professionnelle, retranscrite en toutes lettres lors de la collecte des données. L'INE n'a à ce jour pas sorti de publication analysant l'activité ; et les informations recueillies sur son site Internet ou à l'agence de Tarija ne sont d'aucune aide pour la compréhension de cette question. Il faudrait sans doute arpenter les couloirs du siège de La Paz pour mieux comprendre les méthodes utilisées. L'idéal serait ensuite de se procurer les données brutes afin d'effectuer un découpage plus en adéquation avec les spécificités du Tarija.

En l'absence d'un tel travail, nous emploierons tour à tour les données des variables « occupation » et « activité » selon la pertinence de la démonstration en cours. A noter enfin une légère incohérence entre les totaux des actifs de 7 ans et plus : 55 189 pour la population rurale du module « activité », 55 183 pour le module « occupation ». On retrouve un décalage du même ordre pour la population urbaine (les totaux respectifs sont de 91 602 et 91 598).

Nous déduisons qu'est considérée comme active une personne de 7 ans et plus ayant répondu oui à la question « durant la semaine passée, avez-vous travaillé ? » ainsi que celle ayant répondu non à cette même question, mais ayant par la suite répondu oui à une des questions suivantes (toujours au cours des 7 derniers jours) :

- vous aviez un travail mais n'avez pas pu travailler pour cause de vacance, chômage ou manque de matériaux ?
- vous vous êtes occupé ou vous avez aidé à s'occuper de cultures agricoles ou d'élevage d'animaux ?
- vous vous êtes occupé ou vous avez aidé à s'occuper d'un négoce personnel ou familial ?
- vous avez effectué une activité pour des raisons financières ?

Ces nombreuses questions filtres diffèrent de notre technique dans la collecte des données (nous nous sommes contentés de demander qu'elle a été l'occupation principale durant les 7 derniers jours et avons retenu comme actifs les individus répondant « travailler » ou « étudier et travailler »), ce qui peut expliquer certains décalages de résultats entre l'INE et les enquêtes Frontarbol.

Tab. B - 14 : dép Tarija / Occidente rural – Répartition de la population active de 7 ans et plus en 2001 selon l'activité et les régions (décapartition)

secteur d'activité	haute montagne				vallées andines				total Occidente			
	hauts plateaux		hautes vallées		centre		Nord		Sud		total Occidente	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
agriculture / élevage	3 061	77,4	1 674	67,8	11 792	64,2	1 218	72,4	1 117	45,2	18 862	65,1
pêche	0	0,0	0	0,0	4	0,0	0	0,0	0	0,0	4	0,0
exploitation ressources naturelles (1)	1	0,0	6	0,2	21	0,1	0	0,0	0	0,0	28	0,1
industrie manufacturière	149	3,8	99	4,0	791	4,3	116	6,9	216	8,7	1 371	4,7
bâtiment	62	1,6	64	2,6	1 142	6,2	137	8,1	323	13,1	1 728	6,0
commerce (gros et détail), réparations diverses (2)	94	2,4	32	1,3	852	4,6	13	0,8	147	5,9	1 138	3,9
hôtellerie et restauration	21	0,5	36	1,5	394	2,1	2	0,1	49	2,0	502	1,7
transport, emmagasinage et communications	20	0,5	41	1,7	471	2,6	2	0,1	73	3,0	607	2,1
administration publique, défense	16	0,4	25	1,0	99	0,5	1	0,1	28	1,1	169	0,6
éducation	129	3,3	104	4,2	688	3,7	76	4,5	160	6,5	1 157	4,0
services domestiques	27	0,7	135	5,5	457	2,5	10	0,6	104	4,2	733	2,5
ONG	262	6,6	209	8,5	1 316	7,2	88	5,2	167	6,8	2 042	7,1
autres services	112	2,8	45	1,8	354	1,9	20	1,2	88	3,6	619	2,1
total	3 954	100,0	2 470	100,0	18 381	100,0	1 683	100,0	2 472	100,0	28 960	100,0

(1) : "Exploitation de mines et de carrières" selon l'appellation de l'INE, adaptée ici au département du Tarija

(2) : réparation de véhicules automoteurs, de motocyclettes, d'effets personnels et d'ustensiles domestiques

cf. Texte B-2 pour l'explication du traitement des données de l'INE sur les activités

note : sont considérées comme rurales les localités de moins de 5 000 habitants

eff. : effectif

Sources : regroupements propres, données du recensement INE 2001 (2002 b)

Tab. B - 15 : dép. Tarija / Oriente rural – Répartition de la population active de 7 ans et plus en 2001 selon l'activité et les régions (décapartition)

secteur d'activité	vallées subandines						Chaco				total Oriente	
	Sud		centre		Est		piémont		plaine		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
agriculture / élevage	4 979	78,3	3 309	53,3	1 962	41,9	3 136	48,4	1 091	43,8	14 477	55,2
pêche	7	0,1	87	1,4	76	1,6	111	1,7	184	7,4	465	1,8
exploitation ressources naturelles (1)	4	0,1	265	4,3	878	18,7	72	1,1	2	0,1	1 221	4,7
industrie manufacturière	526	8,3	447	7,2	184	3,9	393	6,1	167	6,7	1 717	6,5
bâtiment	97	1,5	375	6,0	271	5,8	395	6,1	64	2,6	1 202	4,6
commerce (gros et détail), réparations diverses (2)	106	1,7	297	4,8	136	2,9	558	8,6	107	4,3	1 204	4,6
hotellerie et restauration	42	0,7	130	2,1	105	2,2	89	1,4	10	0,4	376	1,4
transport, emmagasinage et communications	93	1,5	147	2,4	151	3,2	238	3,7	65	2,6	694	2,6
administration publique, défense	19	0,3	83	1,3	43	0,9	388	6,0	186	7,5	719	2,7
éducation	99	1,6	268	4,3	207	4,4	268	4,1	111	4,5	953	3,6
services domestiques	80	1,3	167	2,7	70	1,5	176	2,7	32	1,3	525	2,0
ONG	251	3,9	432	7,0	448	9,6	456	7,0	423	17,0	2 010	7,7
autres services	56	0,9	200	3,2	157	3,3	206	3,2	47	1,9	666	2,5
total	6 359	100,0	6 207	100,0	4 688	100,0	6 486	100,0	2 489	100,0	26 229	100,0

(1) : "Exploitation de mines et de carrières" selon l'appellation de l'INE, adaptée ici au département du Tarija

(2) : réparation de véhicules automoteurs, de motocyclettes, d'effets personnels et d'ustensiles domestiques

cf. Texte B-2 pour l'explication du traitement des données de l'INE sur les activités

note : sont considérées comme rurales les localités de moins de 5 000 habitants

eff. : effectif

Sources : regroupements propres, données du recensement INE 2001 (2002 b)

Tab. B - 16 : dép. Tarija / urbain – Répartition de la population active de 7 ans et plus en 2001 selon l'activité et les villes

secteur d'activité	Tarija		Villamontes		Yacuiba		Bermejo		total urbain	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
agriculture / élevage	1 997	3,9	285	5,0	703	2,8	1 179	11,6	4 164	4,5
pêche	13	0,0	309	5,4	3	0,0	13	0,1	338	0,4
exploitation ressources naturelles (1)	63	0,1	128	2,2	193	0,8	23	0,2	407	0,4
industrie manufacturière	5 998	11,8	489	8,5	2 089	8,5	1 190	11,7	9 766	10,7
bâtiment	5 650	11,1	519	9,0	2 017	8,2	929	9,1	9 115	10,0
commerce (gros et détail), réparations diverses (2)	12 331	24,2	1 191	20,8	8 837	35,8	2 969	29,2	25 328	27,7
hôtellerie et restauration	2 772	5,4	313	5,5	1 580	6,4	579	5,7	5 244	5,7
transport, emmagasinage et communications	3 899	7,7	483	8,4	2 286	9,2	741	7,3	7 409	8,1
services immobiliers, d'entreprise et de location	2 095	4,1	130	2,3	562	2,3	167	1,6	2 954	3,2
administration publique, défense	2 171	4,3	397	6,9	651	2,6	236	2,3	3 455	3,8
éducation	3 096	6,1	344	6,0	793	3,2	376	3,7	4 609	5,0
services communautaires, sociaux et personnels	2 025	4,0	253	4,4	1 169	4,7	369	3,6	3 816	4,2
services domestiques (privé)	3 911	7,7	313	5,5	1 544	6,2	529	5,2	6 297	6,9
ONG	2 482	4,9	391	6,8	1 696	6,9	546	5,4	5 115	5,6
autres services	2 462	4,8	193	3,4	591	2,4	339	3,3	3 585	3,9
total	50 965	100,0	5 738	100,0	24 714	100,0	10 185	100,0	91 602	100,0

(1) : "Exploitation de mines et de carrières" selon l'appellation de l'INE, adaptée ici au département du Tarija

(2) : réparation de véhicules automoteurs, de motocyclettes, d'effets personnels et d'ustensiles domestiques

cf. Texte B-2 pour l'explication du traitement des données de l'INE sur les activités

note : sont considérées comme rurales les localités de moins de 5 000 habitants

eff. : effectif

Sources : regroupements propres, données du recensement INE 2001 (2002 b)

Tab. B - 17 : dép. Tarija / Occidente rural – Répartition de la population active de 7 ans et plus en 2001 selon l'occupation et les régions (décapartition)

occupation	haute montagne				vallées andines				total Occidente			
	hauts plateaux		hautes vallées		centre		Nord		Sud		total Occidente	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
agriculture / élevage et pêche	3 054	77,3	1 670	67,6	11 666	63,5	1 214	72,1	1 087	44,0	18 691	64,5
militaires	0	0,0	0	0,0	2	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,0
direction d'administration publique ou d'entreprises	12	0,3	14	0,6	64	0,3	3	0,2	20	0,8	113	0,4
scientifiques et intellectuels	98	2,5	78	3,2	588	3,2	57	3,4	143	5,8	964	3,3
techniciens	60	1,5	55	2,2	269	1,5	28	1,7	79	3,2	491	1,7
employés de bureau	7	0,2	22	0,9	135	0,7	0	0,0	18	0,7	182	0,6
services et commerce	118	3,0	57	2,3	1 120	6,1	15	0,9	176	7,1	1 486	5,1
industrie extractive, bâtiment et industrie manufacturière	202	5,1	112	4,5	1 950	10,6	255	15,2	523	21,2	3 042	10,5
installation et fonctionnement de machines	24	0,6	87	3,5	549	3,0	17	1,0	83	3,4	760	2,6
travailleurs non qualifiés	378	9,6	375	15,2	2 038	11,1	94	5,6	343	13,9	3 228	11,1
total	3 953	100,0	2 470	100,0	18 381	100,0	1 683	100,0	2 472	100,0	28 959	100,0

cf. Texte B-2 pour l'explication du traitement des données de l'INE sur l'occupation

note : sont considérées comme rurales les localités de moins de 5 000 habitants

eff. : effectif

Sources : regroupements propres, données du recensement INE 2001 (2002 b)

Tab. B - 18 : dép. Tarija / Oriente rural – Répartition de la population active de 7 ans et plus en 2001 selon l'occupation et les régions (décapartition)

occupation	vallées subandines						Chaco				total Oriente	
	Sud		centre		Est		piémont		plaine		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
agriculture / élevage et pêche	3 561	56,0	3 328	53,6	1 997	42,6	3 161	48,7	1 257	50,6	13 304	50,7
militaires	1	0,0	0	0,0	1	0,0	320	4,9	188	7,6	510	1,9
direction d'administration publique ou d'entreprises	14	0,2	39	0,6	23	0,5	23	0,4	3	0,1	102	0,4
scientifiques et intellectuels	72	1,1	239	3,9	181	3,9	183	2,8	16	0,6	691	2,6
techniciens	63	1,0	220	3,5	240	5,1	183	2,8	106	4,3	812	3,1
employés de bureau	20	0,3	41	0,7	40	0,9	38	0,6	46	1,9	185	0,7
services et commerce	142	2,2	403	6,5	222	4,7	539	8,3	75	3,0	1 381	5,3
industrie extractive, bâtiment et industrie manufacturière	297	4,7	839	13,5	524	11,2	875	13,5	240	9,7	2 775	10,6
installation et fonctionnement de machines	173	2,7	338	5,4	784	16,7	326	5,0	77	3,1	1 698	6,5
travailleurs non qualifiés	2 016	31,7	760	12,2	676	14,4	837	12,9	477	19,2	4 766	18,2
total	6 359	100,0	6 207	100,0	4 688	100,0	6 485	100,0	2 485	100,0	26 224	100,0

cf. Texte B-2 pour l'explication du traitement des données de l'INE sur l'occupation

note : sont considérées comme rurales les localités de moins de 5 000 habitants

eff. : effectif

Sources : regroupements propres, données du recensement INE 2001 (2002 b)

Tab. B - 19 : dép. Tarija / urbain – Répartition de la population active de 7 ans et plus en 2001 selon l'occupation et les villes

occupation	Tarija		Villamontes		Yacuiba		Bermejo		total urbain	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
agriculture / élevage et pêche	1 875	3,7	595	10,4	686	2,8	1 089	10,7	4 245	4,6
industrie extractive, bâtiment et industrie manufacturière	12 313	24,2	1 183	20,6	4 951	20,0	1 933	19,0	20 380	22,2
militaires	112	0,2	198	3,5	21	0,1	57	0,6	388	0,4
direction d'administration publique ou d'entreprises	1 202	2,4	99	1,7	334	1,4	127	1,2	1 762	1,9
scientifiques et intellectuels	4 312	8,5	299	5,2	854	3,5	438	4,3	5 903	6,4
techniciens	4 116	8,1	397	6,9	1 222	4,9	485	4,8	6 220	6,8
employés de bureau	2 476	4,9	228	4,0	785	3,2	353	3,5	3 842	4,2
services et commerce	12 306	24,1	1 258	21,9	8 865	35,9	3 015	29,6	25 444	27,8
installation et fonctionnement de machines	3 992	7,8	566	9,9	2 208	8,9	1 067	10,5	7 833	8,6
travailleurs non qualifiés	8 258	16,2	915	15,9	4 787	19,4	1 621	15,9	15 581	17,0
total	50 962	100,0	5 738	100,0	24 713	100,0	10 185	100,0	91 598	100,0

cf. Texte B-2 pour l'explication du traitement des données de l'INE sur l'occupation

note : sont considérées comme rurales les localités de moins de 5 000 habitants

eff. : effectif

Sources : regroupements propres, données du recensement INE 2001 (2002 b)

7 - La structure par âge de la population départementale

Fig. B - 1 : dép. Tarija / Occidente rural – Pyramides des âges de la population en 2001 selon la décapartition et les bassins versants des vallées centrales

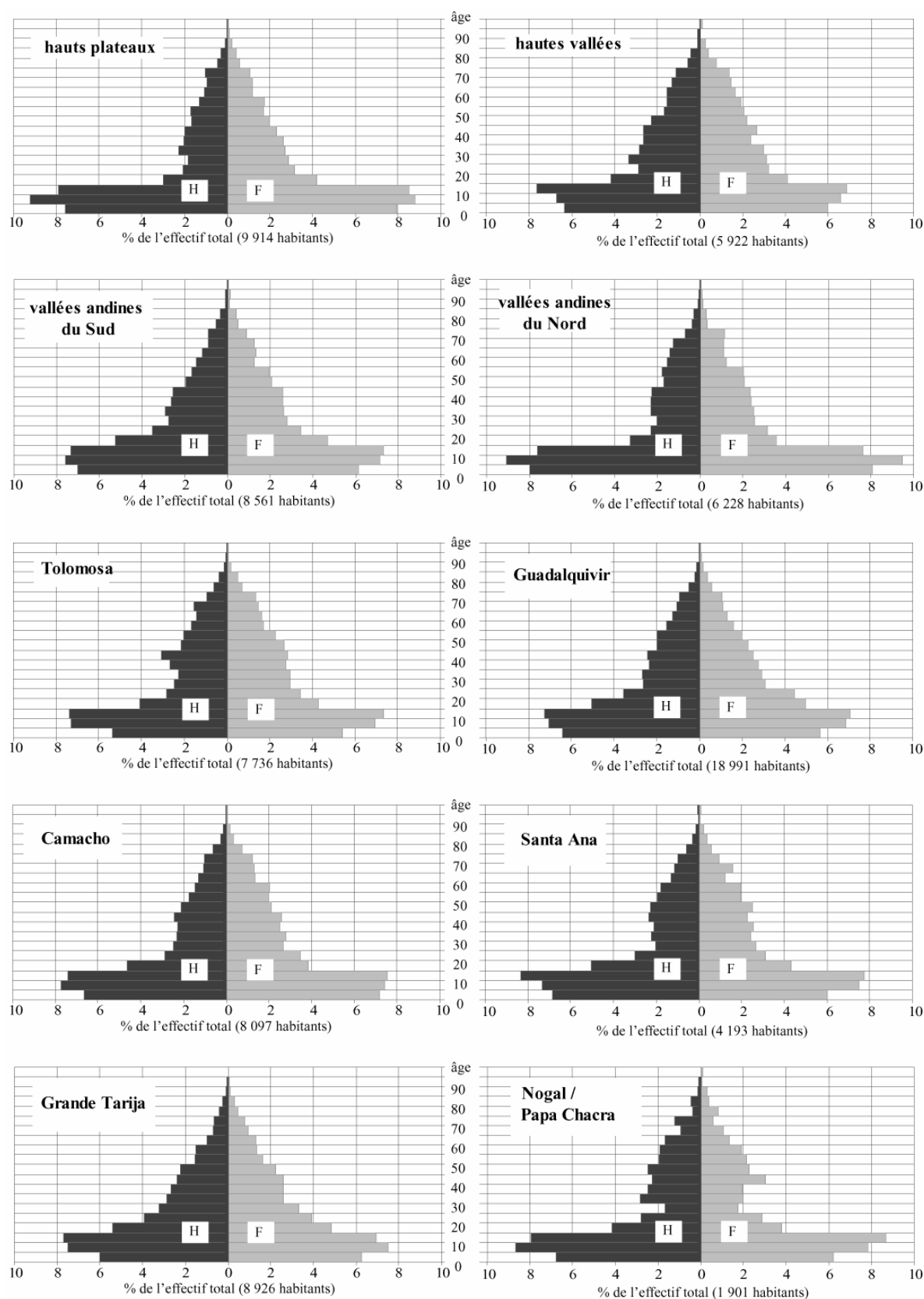


Fig. B - 2 : dép Tarija / Oriente rural – Pyramides des âges de la population en 2001 selon la décapartition et la division du piémont

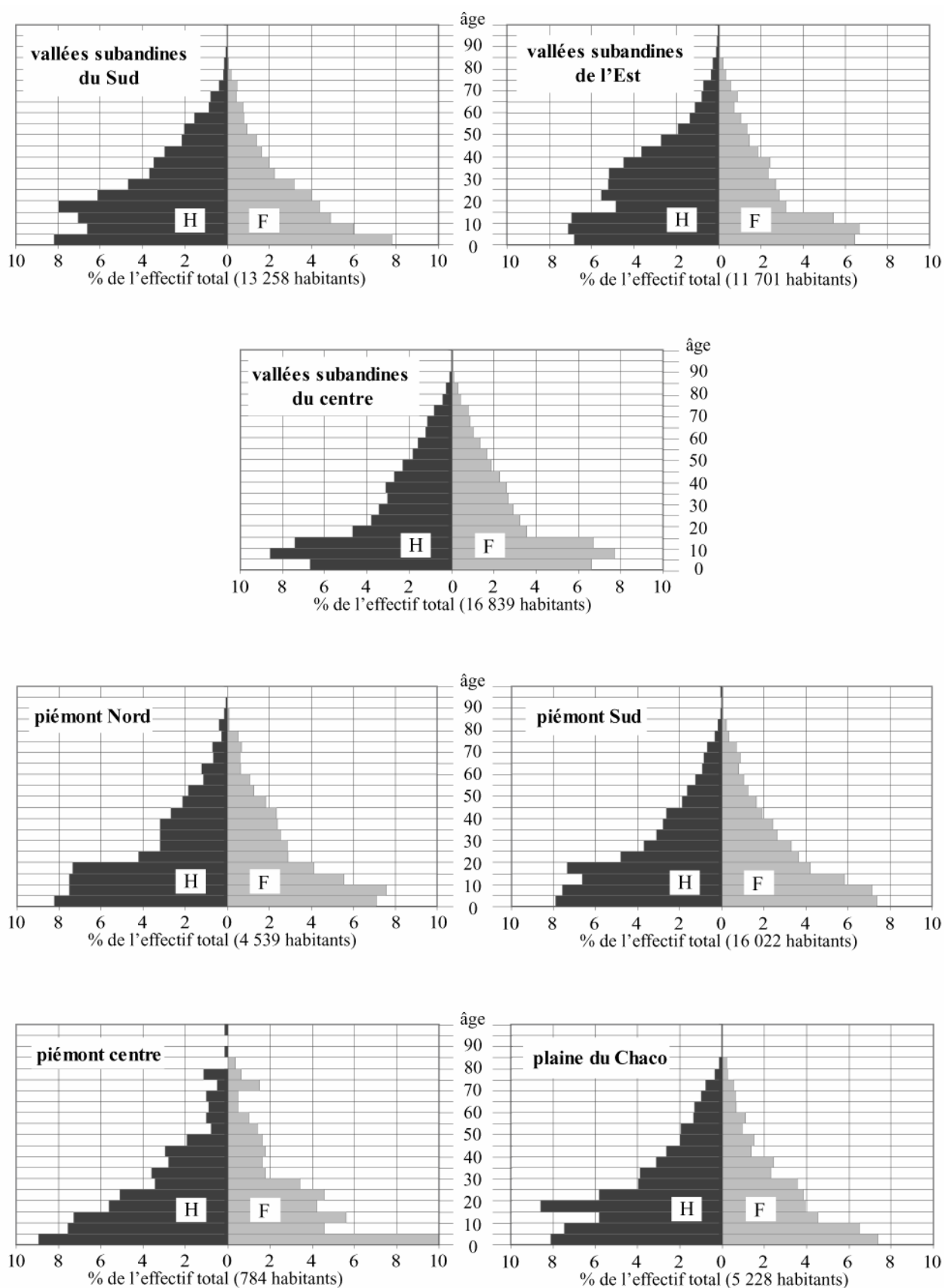
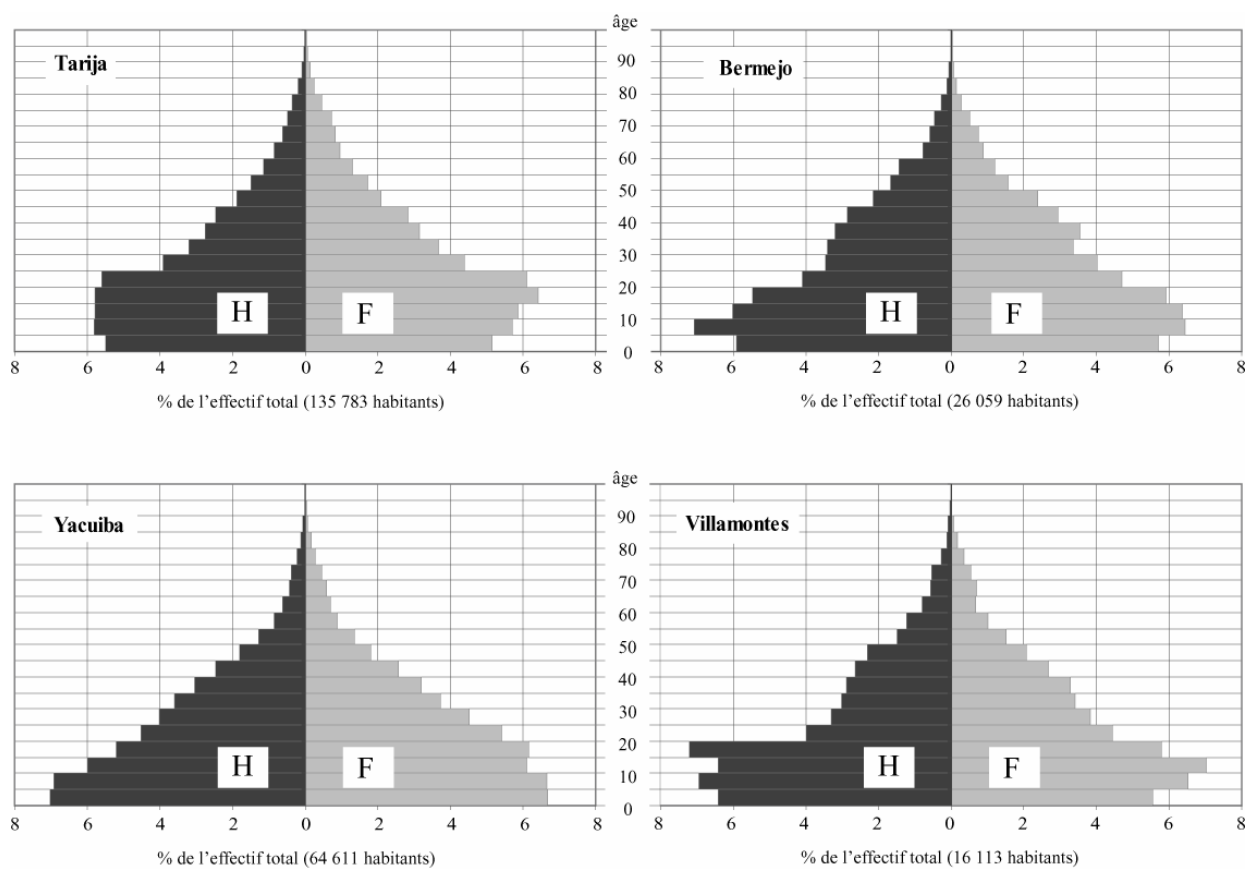


Fig. B - 3 : dép. Tarija / urbain – Pyramides des âges de la population en 2001 selon les villes



Source des données : recensement INE 2001 (2002 b)

CM 2005

8 - L'évaluation du statut économique du ménage : calcul de l'indice d'équipement

Texte B - 3 : Méthodologie d'élaboration de l'indice d'équipement

Afin de disposer d'un outil de différenciation des ménages enquêtés selon leur statut économique, nous avons élaboré un indice applicable à toutes nos enquêtes². Après une observation de la distribution des données disponibles, nous avons décidé de nous limiter aux variables concernant l'équipement des ménages, et ainsi de construire un indice simple qui s'est révélé discriminatoire, suffisant dans le cadre de cette étude.

Pour l'ensemble des enquêtes, les variables disponibles sont la possession d'un réfrigérateur, d'un téléphone, d'un téléviseur, d'une bicyclette, d'une motocyclette et d'une automobile³. Seul un travail approfondi aurait permis une pondération de ces différents équipements, nous avons donc opté pour un calcul de l'indice correspondant à la somme des variables booléennes (codées selon la présence – 1 point – ou l'absence – 0 point – de l'équipement dans le ménage).

Tab. B - 20 : Tolomosa, Caigua, Villamontes et Tarija – Indice d'équipement brut selon les ménages enquêtés

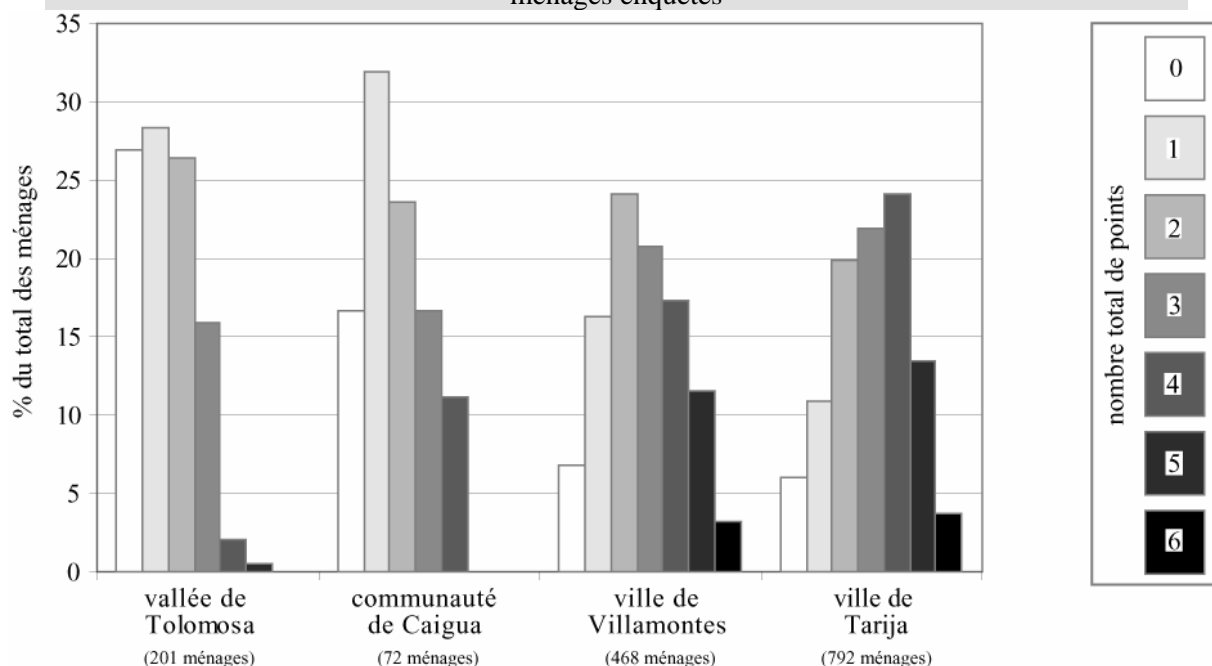
nombre de points	les ménages selon la zone enquêtée							
	vallée de Tolomosa		communauté de Caigua		ville de Villamontes		ville de Tarija	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
0	54	26,9	12	16,7	32	6,8	48	6,0
1	57	28,4	23	31,9	76	16,2	87	10,9
2	53	26,4	17	23,6	113	24,1	157	19,9
3	32	15,9	12	16,7	97	20,7	173	21,9
4	4	2,0	8	11,1	81	17,3	191	24,1
5	1	0,5	0	0,0	54	11,5	107	13,5
6	0	0,0	0	0,0	15	3,2	30	3,8
total	201	100,0	72	100,0	468	100,0	792	100,0

Sources : Entar 2001, Entol 2002, Envil 2002

² C'est-à-dire à Entar 2001, Entol 2002, Enyac 2002 et Envil 2002. La construction d'un indice applicable à ces différentes enquêtes a été possible grâce à la similitude de nos questionnaires.

³ cf. Quest. D-2 pour Entol, Quest. E-2 pour Envil, Quest. F-4 pour Entar.

Fig. B - 4 : Tolomosa, Caigua, Villamontes et Tarija – Indice d'équipement brut selon les ménages enquêtés



Sources : Entar 2001, Entol 2002, Envil 2002

CM 2005

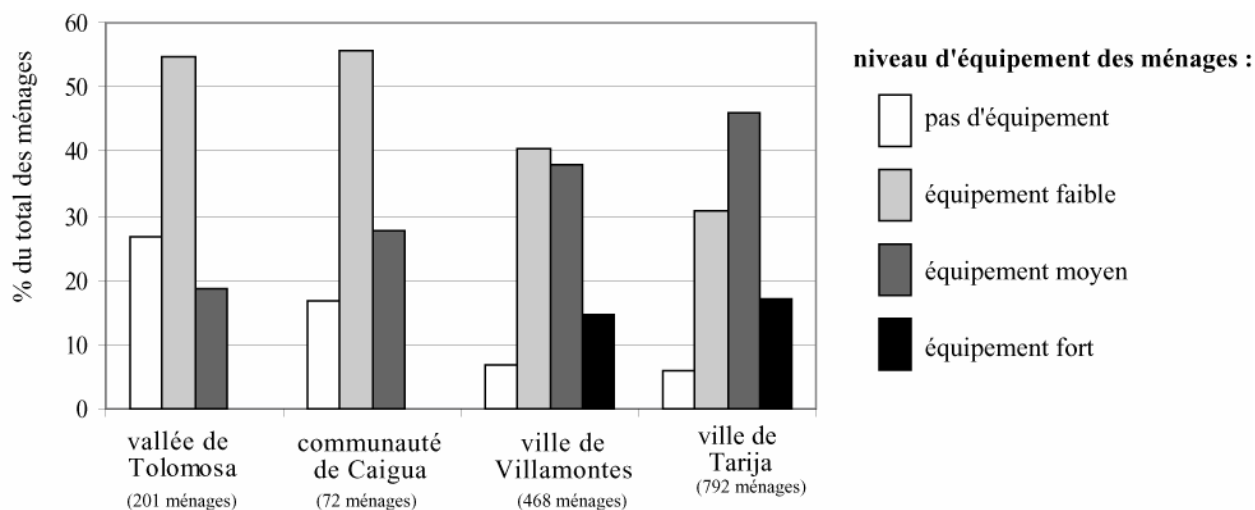
Comme on peut l'observer sur la figure B-4, la non-pondération des variables « équipements » n'empêche pas une bonne distribution des ménages enquêtés selon notre indice (s'étalant de 0 à 6 points) qui révèle une forme générale en cloche (laissant apparaître aux extrêmes des classes minoritaires entourant une classe moyenne majoritaire) qui semble discriminatoire. En outre, l'indice paraît aussi révélateur des différences existant entre les communautés, nos observations de terrain concordant avec une pauvreté plus importante en zone rurale (et cela de manière plus prononcée à Tolomosa qu'à Caigua), et au contraire moins de pauvres et plus de riches en milieu urbain (tendance plus accentuée à Tarija qu'à Villamontes).

Tab. B - 21 : Tolomosa, Caigua, Villamontes et Tarija – L'indice d'équipement regroupé selon les ménages enquêtés

catégorie	nombre de points de l'indice d'équipement	les ménages selon la zone enquêtée							
		vallée de Tolomosa		communauté de Caigua		ville de Villamontes		ville de Tarija	
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
pas d'équipement	0	54	26,9	12	16,7	32	6,8	48	6,0
équipement faible	1 à 2	110	54,7	40	55,6	189	40,4	244	30,8
équipement moyen	3 à 4	37	18,4	20	27,8	178	38,0	364	46,0
équipement fort	5 à 6	0	0,0	0	0,0	69	14,7	136	17,2
total	entre 0 et 6	201	100,0	72	100,0	468	100,0	792	100,0

Sources : Entar 2001, Entol 2002, Envil 2002

Fig. B - 5 : Tolomosa, Caigua, Villamontes et Tarija – L'indice d'équipement regroupé selon les ménages enquêtés



Sources : Entar 2001, Entol 2002, Envil 2002

CM 2005

C'est par rapport à la distribution de cet indice brut que nous avons effectué les regroupements observables sur la figure B-5. Ils mettent en évidence les ménages ne possédant pas d'équipement (selon nos critères) par rapport à ceux faiblement, moyennement ou fortement équipés⁴.

Ce sont ces catégories (au nombre de 4 en ville et de 3 en campagne puisque les ménages fortement équipés n'y sont pas représentés) que nous utiliserons lors de notre analyse. Nous tenons dès à présent à signaler qu'il ne s'agit pas d'un outil central de notre travail de recherche, mais plutôt d'un indicateur supplémentaire nous permettant de corroborer exceptionnellement certaines relations entre nos sous-populations de migrants et le niveau d'intégration économique des ménages auxquels ils sont rattachés.

Par ailleurs, notre indice omettant la composante de l'activité agricole et de l'élevage, essentielle en zone rurale en Bolivie, il sera complété par d'autres indicateurs basés sur l'importance de l'agriculture et des activités pastorales [cf. chapitres III et VI pour leur explication].

⁴ A noter que dans le cas de Tolomosa, 1 ménage déclarait un indice brut d'équipement de 5 points. Pour des raisons de lisibilité, il a été rattaché à la catégorie « équipement moyen ».

Annexe C

Les hydrocarbures générateurs de mouvements de population ?

Carte C - 1 : dép. Tarija – Les principales infrastructures pétrolières et gazières	488
Photos C - 1 : Prospection et commercialisation du gaz naturel : quelques infrastructures.....	489
Photos C - 2 : Les infrastructures liées à l'exploitation du gaz, exemple de San Alberto	490
Photos C - 3 : Villamontes, au centre de la construction du gazoduc Gazyrg	491
1 - Les hydrocarbures dans le Tarija, un rôle historique aux évolutions récentes	
Texte C - 1 : Avant 1996, le pétrole bolivien et le gaz crucénien.....	492
Fig. C - 1 : Bolivie – Production d'hydrocarbures entre 1925 et 1997 selon les départements	494
Texte C - 2 : A partir de 1996, la révolution du gaz tarijénien	495
Fig. C - 2 : Bolivie – Volume (entre 1997 et 2003) et répartition (en 2003) des réserves prouvées et probables d'hydrocarbures	496
Fig. C - 3 : Bolivie et dép. Tarija – Investissements dans la prospection et l'exploitation des hydrocarbures entre 1996 et 2002.....	496
2 - Importance des aménagements générés par le secteur des hydrocarbures	
Tab. C - 1 : dép. Tarija – Forage de puits selon la date et la localité de rattachement.....	497
Fig. C - 4 : De la prospection à l'exploitation des hydrocarbures : organigramme des étapes et aménagements nécessaires	498
Texte C - 3 : De la prospection à l'exploitation, de nombreuses phases créatrices d'activité	499
Tab. C - 2 : dép. Tarija : Chronologie de la construction d'infrastructures de transport du pétrole et du gaz naturel	501
3 - Hydrocarbure et peuplement : une corrélation difficile à mesurer	
Texte C - 4 : Une influence historique sur la formation de noyaux urbains	503
Texte C - 5 : L'activité selon le recensement de 2001 pour corroborer le lien entre les phases exploratoires et le déplacement de main-d'œuvre	504
Tab. C - 3 : Activité, lieu de naissance et lieu de résidence habituelle des habitants de campements gaziers et de localités concernées par l'exploitation des hydrocarbures.....	505
Texte C - 6 : Le mirage de la prospérité, un facteur d'attraction difficilement mesurable	506
4 - L'utilisation de ressources colossales	
Fig. C - 5 : dép. Tarija – Investissements privés dans la prospection et l'exploitation des hydrocarbures entre 1996 et 2002 (en millions de USD)	509
Texte C - 7 : Les réserves en gaz naturel dans le Tarija, un potentiel sous-exploité	509
Texte C - 8 : De nouvelles perspectives dans l'exportation et la transformation du gaz naturel	511
5 - Des conséquences financières majeures	
Texte C - 9 : Un système de ponction et de redistribution controversé	514
Fig. C - 6 : dép. Tarija – Les redevances sur les hydrocarbures et le budget départemental entre 1997 et 2003.....	515
Texte C - 10 : Conclusion, les influences indirectes du secteur des hydrocarbures.....	517

Notre étude ne porte pas spécifiquement sur la question des hydrocarbures dans le Tarija mais il est difficile d'aborder le peuplement du département sans se référer régulièrement à cette activité. Ainsi nous a-t-il semblé judicieux de consacrer une annexe complète à la compréhension des enjeux des développements pétroliers et gaziers dans le Tarija, question essentielle au vu des changements intervenus depuis 1997, date à partir de laquelle la région se retrouve au centre de l'activité gazière bolivienne. Cette annexe s'articulera autour de plusieurs textes. Nous présenterons tout d'abord l'historique des activités hydrocarbures en Bolivie et leur localisation, en insistant sur l'importance actuelle du Tarija (Texte C-1 et C-2). Nous décrirons ensuite les investissements et travaux générés par la prospection et l'exploitation des hydrocarbures, en citant les principaux aménagements ayant eu lieu dans le Tarija (Texte C-3). Cela nous permettra d'appréhender l'influence de ces aménagements sur le peuplement du département, notamment en ce qui concerne la formation historique des noyaux urbains (Texte C-4), les déplacements de main-d'œuvre liés à la phase exploratoire (Texte C-5), et l'influence de la prospérité gazière comme facteur d'attraction de population (Texte C-6). Enfin, nous terminerons notre étude en évaluant le potentiel commercial de l'exploitation des hydrocarbures tarijéniens (Texte C-7), les exportations en cours et en projet (Texte C-8), le système de calcul des redevances et donc les retombées financières que cela pourrait avoir sur le Tarija (Texte C-9). Tout au long de la lecture de l'annexe, on pourra se référer à la carte C-1 ci-dessous pour une localisation des principales infrastructures pétrolières et gazières du département.

La représentation cartographique des zones subandine et chaquéniennes du Tarija signale les puits perforés et les principales infrastructures liées à l'exploitation des hydrocarbures. Ce travail novateur a été réalisé grâce au livre de Daniel Centano Sánchez (2001), à une mission exploratoire sur la thématique des hydrocarbures¹, aux informations récoltées sur Internet (notamment le site des hydrocarbures du gouvernement bolivien²) et à une revue de presse rassemblée au cours de nos séjours en Bolivie. Il s'agit donc d'une compilation d'informations non exhaustives et parfois imprécises³. Nous tenons de plus à signaler la possibilité d'erreur dans le travail de localisation des infrastructures⁴, et encourageons quiconque voudra effectuer une recherche sur les hydrocarbures dans le Tarija à procéder à une vérification systématique des informations cartographiées. Notre travail remplit cependant le but que nous nous sommes fixé en recensant les principales infrastructures liées à l'activité pétrolière et gazière dans la région.

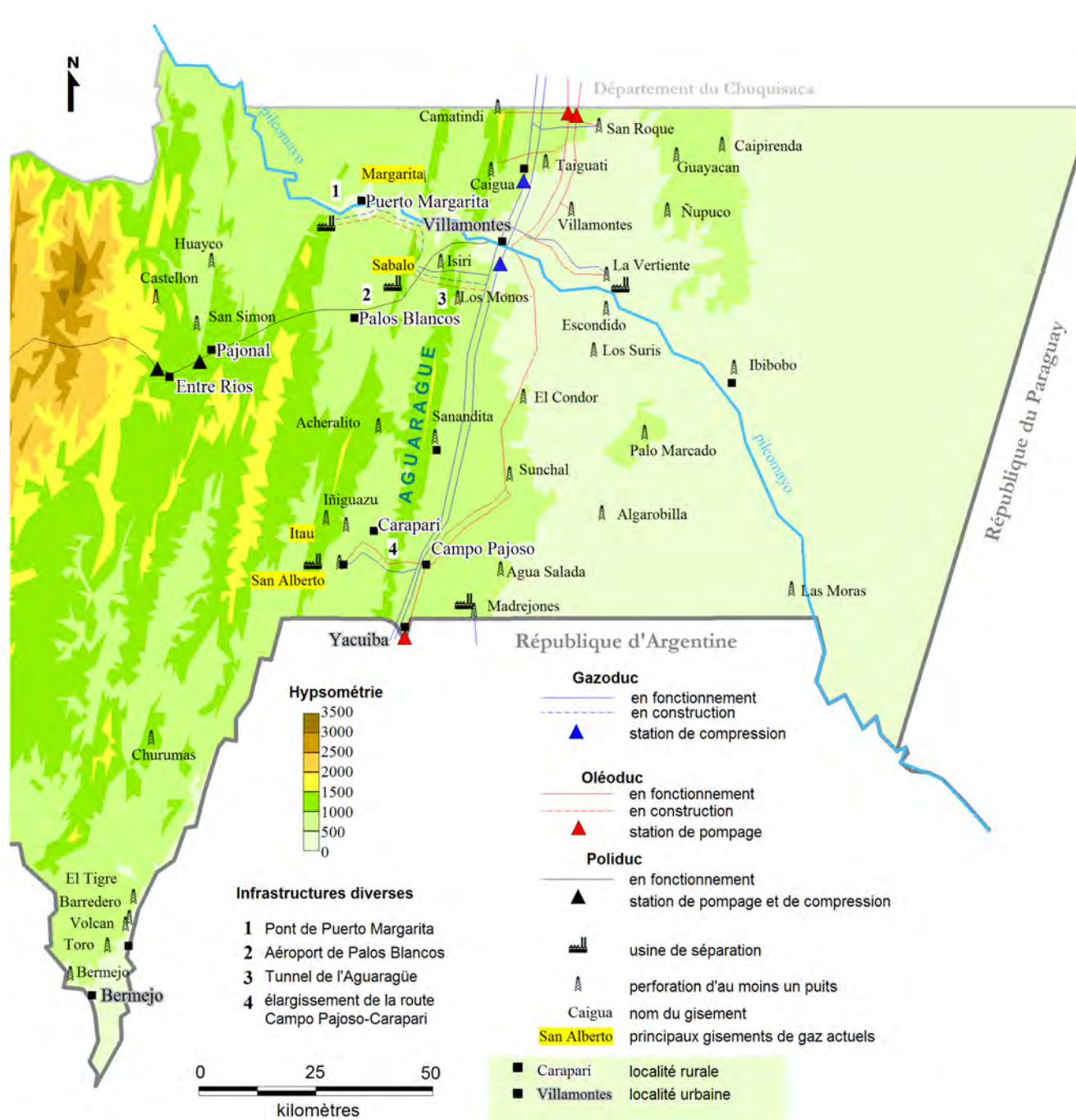
¹ Réalisée en mai 2002 dans l'Oriente tarijénien et dans la ville de Santa Cruz de la Sierra (siège des principaux acteurs du secteur des hydrocarbures en Bolivie).

² www.superhid.gov.bo

³ Un exemple de ces imprécisions : le regroupement des puits perforés par champ, alors qu'ils peuvent être distants de 10 ou 20 kilomètres.

⁴ Le travail de Centano Sánchez est très précis quant à l'aspect géologique du problème (discipline de l'auteur) mais il comporte cependant plusieurs incohérences sur les étapes de la prospection et leur localisation ; certaines ont été décelées et corrigées, d'autres ont pu passer au travers des mailles du filet.

Carte C -1 : dép. Tarija – Les principales infrastructures pétrolières et gazières



note : les localités mentionnées sont celles citées dans l'analyse sur le gaz naturel dans le souci de ne pas alourdir la carte, les nom de localités rurales qui correspondent au nom du gisement à proximité n'ont pas été répétés

Sources des données : Centano Sánchez (2001) ; INE (www.ine.gov.bo) ; Superintendencia de hidrocarburos (www.superhid.gov.bo) et autres (voir méthodologie ci-dessus)

Ceydric Martin 2005

Photos C -1 : Prospection et commercialisation du gaz naturel : quelques infrastructures



Cliché a : TotalFinaElf, date inconnue

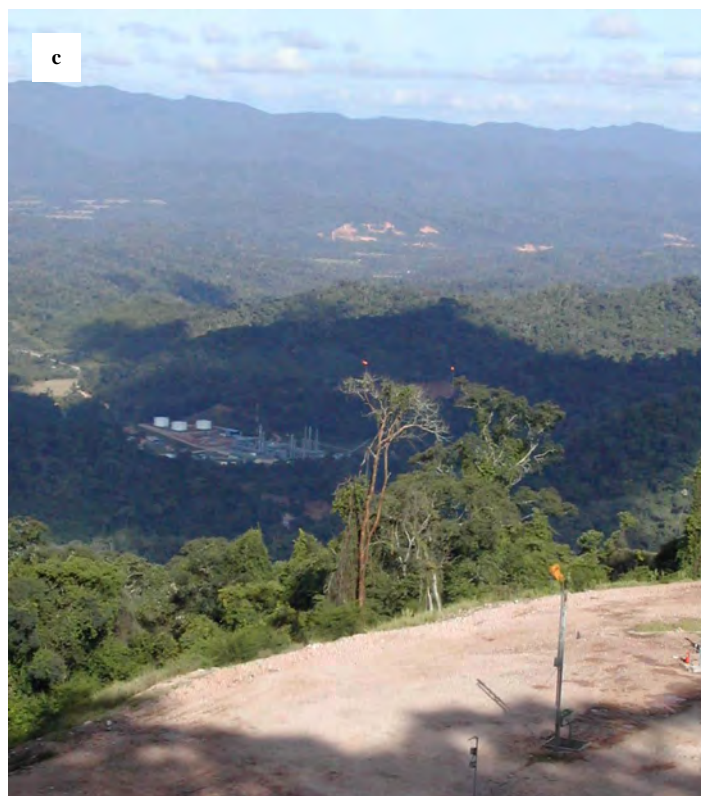
La perforation du puits explorateur Itau X2 (cliché **a**) a débuté en 2000. C'est le deuxième puits percé par TotalFinaElf dans la structure Itau, et qui fera passer ses réserves de 7,3 TCF à 10,4 TCF. On remarquera le tracé des pistes d'accès, le campement, isolé, et la forte concentration d'équipements sur la large plate-forme de perforation.



Ces trois clichés représentent diverses infrastructures liées à la prospection, l'exploitation et la commercialisation des hydrocarbures dans le Tarija : la station de pompage d'Entre Ríos, isolée en haut d'un des reliefs subandins, qui a accru la capacité de transport du polyduc Villamontes-Tarija (cliché **b**) ; la construction du pont de Margarita, destinée à améliorer l'accessibilité du champ producteur du même nom pour les camions de 120 tonnes (cliché **c**) ; et l'aménagement de la piste d'atterrissage de Palos Blancos par l'entreprise brésilienne Petrobras, qui met la zone subandine à une heure de Santa Cruz (cliché **d**).

Cliché **b** : Ceydric Martin, novembre 2003 ; Clichés **c** et **d** : Ceydric Martin, mai 2002

Photos C - 2 : Les infrastructures liées à l'exploitation du gaz, exemple de San Alberto



L'exploitation des ressources en gaz naturel présentes dans le gisement de San Alberto a nécessité la mise en place de nombreuses infrastructures : la création d'un campement de base, dans la communauté de Loma Alta (clichés **a** et **b**), et la construction d'une usine de séparation du gaz et du condensé proche de la localité de San Alberto (clichés **c** et **d**). Outre le forage de puits (une dizaine en mai 2002) dispersés dans les reliefs subandins, il a fallu aménager des pistes d'accès pour les desservir (clichés **c** et **e**). De plus, Petrobras a lancé des projets visant à améliorer ses relations avec les populations locales : édification d'une école, d'une église et d'un terrain de sport à San Alberto (cliché **g**), ou encore électrification et amélioration du réseau routier de la région (cliché **f**).

Clichés **a**, **b**, **c**, **d**, **e**, **f** et **g** : Ceydric Martin, mai 2002

Photos C - 3 : Villamontes, au centre de la construction du gazoduc Gasyrg⁵

Les clichés **a** et **b**, pris à la sortie de Villamontes, représentent les lieux de stockage des conduits pour la construction du gazoduc Gasyrg. On remarquera la taille des engins nécessaires à leur manipulation, et on comprendra ainsi l'obligation de percer des pistes afin de les acheminer à bon port. Le cliché **c** illustre la pose des conduits avant leur enfouissement. La préparation de la zone a nécessité le défrichage d'une bande de 15 mètres de large.



L'activité est intense au siège villamontais de Transierra (entreprise en charge de la construction du Gasyrg). On remarquera en arrière-plan du cliché **d** un groupe de travailleurs en réunion et l'alignement des 4 x 4 qui servent à accéder aux points de construction. Au premier plan, des hommes attendent une éventuelle embauche.

Clichés **a**, **b**, **c** et **d** : Ceydric Martin, mai 2002

⁵ cf. Texte C-3 pour plus d'informations sur ce gazoduc.

1 - Les hydrocarbures dans le Tarija, un rôle historique aux évolutions récentes

La présence d'hydrocarbures dans la zone de contact du massif andin avec les plaines amazonienne et chaquénienne est avérée dès le début du siècle dernier. A l'échelle bolivienne, les régions concernées par cette découverte sont nombreuses : les vallées subandines, le piémont et les plaines, répartis entre les départements de La Paz, Cochabamba, Santa Cruz, Chuquisaca et Tarija. D'une manière générale, les politiques de prospection et d'exploitation ont suivi les besoins énergétiques historiques – on favorise tout d'abord le pétrole pour s'intéresser ensuite au gaz – et le rôle joué par l'Etat bolivien et les compagnies pétrolières a fortement été influencé par des enjeux stratégiques. Nous expliquerons ci-dessous le déroulement de ces activités au cours du XX^e siècle – en Bolivie et plus particulièrement dans le Tarija – en articulant notre étude autour de l'année 1996, date d'une des principales réformes des législations régissant le secteur des hydrocarbures en Bolivie.

Texte C - 1 : Avant 1996, le pétrole bolivien et le gaz crucénien

C'est à Bermejo, dans le sud du Tarija, qu'est foré en 1922 le premier puits pétrolier bolivien par la Standart Oil Company of Bolivia⁶, événement qui marque le début de l'exploitation des hydrocarbures en Bolivie et conduit à la découverte et à la mise en production des gisements de Sanandita dans le piémont tarijenien (1924), de Camiri dans le sud du Santa Cruz (1927), et de Camatindi à la frontière entre le Tarija et le Chuquisaca (1929). Cependant, les activités du secteur sont rapidement arrêtées, dès 1933, pour cause de conflit armé avec le Paraguay. En 1936, en pleine débâcle de la guerre du Chaco, l'armée bolivienne accuse les Etats-Unis, et notamment la Standart Oil, d'être à l'origine du conflit qui les oppose au Paraguay, et crée la société étatique YPFB (Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos⁷) afin de gérer le secteur des hydrocarbures en Bolivie. En 1937, la Standart Oil, après avoir refusé une offre de compensation du gouvernement bolivien, se voit expropriée de ses biens. YPFB devient alors la seule entreprise à administrer l'ensemble du secteur des hydrocarbures en Bolivie. Mais le pays a des difficultés à gérer les investissements nécessaires au transport et au raffinage des produits extraits (CORREA & MARTIN 2001), ce qui limite les revenus découlant de la vente de pétrole et de ce fait les possibilités de mener des prospections coûteuses. Il faut attendre le début des années 50 pour que les entreprises étasuniennes soient à nouveau associées à la prospection et l'exploitation des hydrocarbures boliviens, des prêts financiers sont ainsi accordés à YPFB, remboursés en pétrole ou à travers l'acceptation de compagnies mixtes. Commence alors une période de flou juridique attribuant officiellement le

⁶ Filiale de la Standart Oil Co. of New Jersey.

⁷ Dont la traduction littérale est Gisements Pétrolifères Publics Boliviens.

contrôle du secteur des hydrocarbures à YPFB tout en permettant la participation d'entreprises étrangères⁸.

Au début des années 50, l'extraction du pétrole, plus facile à utiliser et à commercialiser que le gaz, est encore une fois privilégiée, et la production des forages remontant aux années 20 ainsi que la construction de raffineries et d'oléoducs sont relancés. La ville de Camiri, située entre Santa Cruz et la frontière argentine, devient la capitale de l'exploitation des hydrocarbures en Bolivie. La croissance de sa population est très soutenue : elle passe de 4 969 habitants en 1950 à 19 499 en 1976, soit un taux moyen d'accroissement annuel de 5,4 % entre ces deux dates (INE 2002 d). Cependant, durant les années 60, des gisements proches de Santa Cruz et dans la région de Monteagudo (zone subandine du Chuquisaca) sont favorisés. Dans la continuité et toujours dans la région crucénienne, les découvertes de gaz naturel se multiplient, l'exploitation de certains d'entre eux est décidée, et ainsi débutent en 1972 les exportations de gaz bolivien. La fin de l'ère pétrolière et l'éloignement de Camiri par rapport à cette nouvelle dynamique ont pour conséquence un fort ralentissement de la croissance démographique de la ville (sa population est de 27 971 habitants en 1992, soit un croît annuel moyen de 2,3 % par an entre 1976 et 1992) qui est suivie d'un déclin (26 587 habitants en 2001, soit une variation annuelle négative de 0,6 % sur entre 1992 et 2001, INE 2002 d).

Durant cette période, le rôle du Tarija dans la production des hydrocarbures en Bolivie se limite à l'exploitation jusqu'à épuisement des gisements pétroliers de l'alignement structural de l'Aguaragüe (Sanandita, Caigua, et San Alberto, cf. Carte C-1) et de plusieurs puits autour de Bermejo. En parallèle, des puits explorateurs y sont perforés, mais les découvertes se réduisent à du gaz dont l'exploitation est privilégiée sur les sites du Santa Cruz.

Comme nous l'avons noté précédemment, YPFB conserve un contrôle financier sur le secteur énergétique dans le pays. Les bénéfices engrangés servent à combler les secteurs déficitaires de l'économie bolivienne et à financer les politiques de substitution décidées lors de la révolution nationale de 1952 (FRANQUEVILLE 2000). Cependant, l'ampleur de ces prélèvements devient gênante à partir des années 70 et limite la capacité de YPFB à investir dans de nouveaux forages⁹. Parallèlement, les réserves des gisements en cours d'exploitation s'épuisent, les cours mondiaux chutent et la situation politique de la Bolivie se fragilise, ce qui se traduit par une diminution de la production mais aussi de la prospection (CORREA & MARTIN 2001). C'est dans ce contexte qu'intervient la capitalisation du milieu des années 90¹⁰, laquelle s'inscrit dans des ajustements structurels souhaités par le FMI (Fonds Monétaire International) à partir de 1980. Les branches de

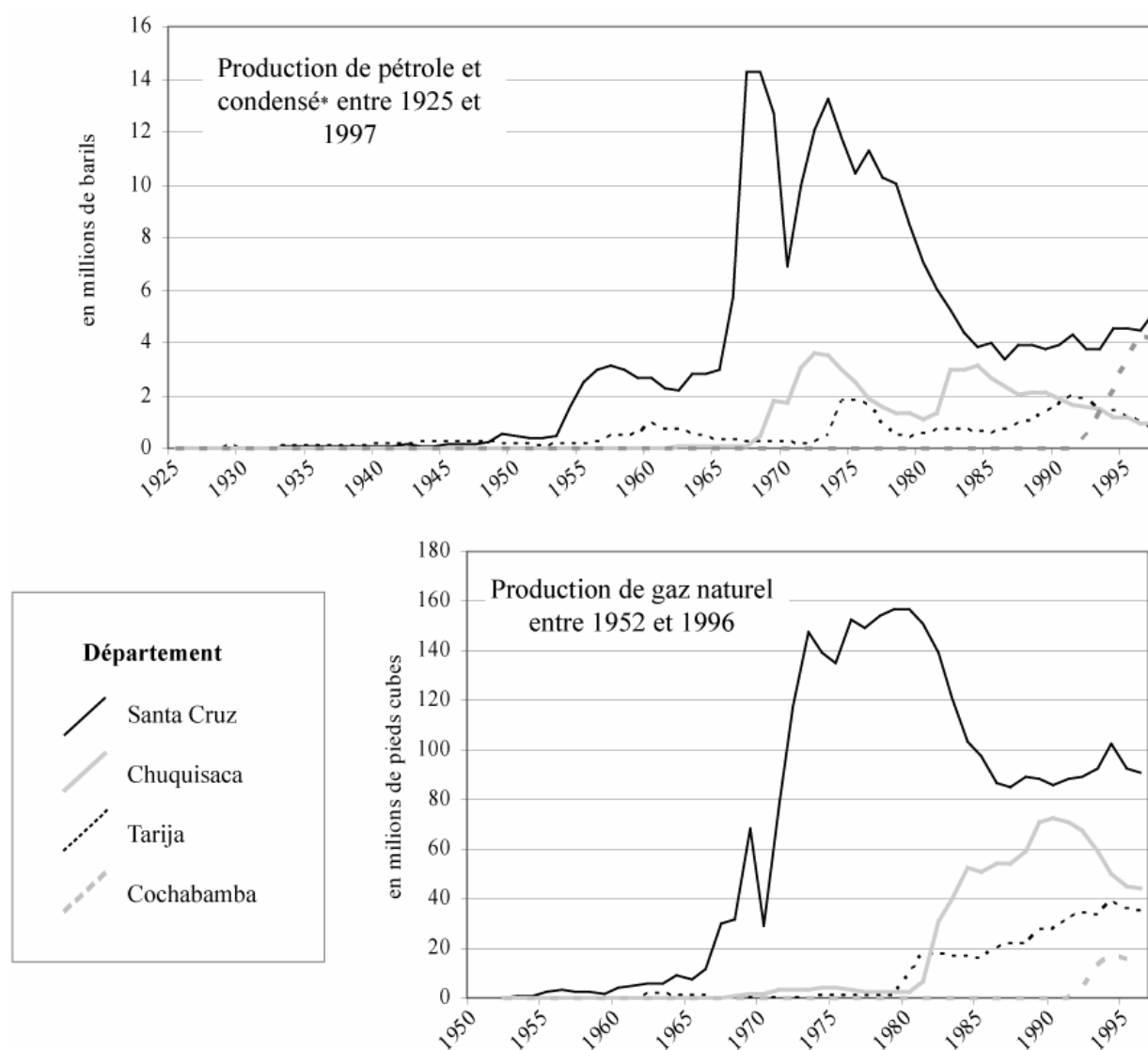
⁸ Centano Sánchez (2001) signale l'entrée en vigueur du code du pétrole en 1956, entraînant l'implication de 15 compagnies étrangères dans le secteur des hydrocarbures en Bolivie, ainsi que la loi générale des hydrocarbures en 1972, ouvrant un peu plus le secteur aux compagnies étrangères.

⁹ Ces informations proviennent d'un entretien avec Gustavo Sanjinés Saucedo, responsable de la base de données du siège de YPFB à Santa Cruz, au mois de mai 2002.

¹⁰ La capitalisation de YPFB s'est effectuée par étape et l'énoncé des dates correspondantes ne ferait qu'alourdir le texte.

YPFB responsables des différentes étapes de gestion des hydrocarbures sont scindées en plusieurs sociétés dont trois principales : Petrolera Andina et Petrolera Chaco pour la prospection et la production et Transredes¹¹ pour l'acheminement des hydrocarbures. Détenues à hauteur de 50 % par des entreprises privées étrangères, l'autre moitié du capital de ces sociétés reste aux mains des Boliviens, *via* des regroupements d'employés ou des fonds de retraite (principalement gérés par l'AFP, Asociación de Fondo de Pensiones) (FRANQUEVILLE 2000). Si à son tour une telle capitalisation montre vite ses limites (pas de logique dans la répartition géographique des zones d'exploitation, fonds de pension boliviens mal gérés), elle a le mérite de relancer les activités de prospection dans le pays. Durant ce processus, YPFB passe de 5 000 à 250 employés, et son rôle se restreint au contrôle fiscal et à la diffusion d'information sur le secteur des hydrocarbures en Bolivie.

Fig. C - 1 : Bolivie – Production d'hydrocarbures entre 1925 et 1997 selon les départements



* : Le condensé est obtenu à partir de l'extraction et du dégazolinage du gaz naturel, il peut être assimilé à un pétrole de mauvaise qualité.

Source des données : INE (www.ine.gov.bo)

¹¹ Aussi appelé Transportadora Boliviana.

La figure C-1 résume l'activité productrice du secteur des hydrocarbures bolivien jusqu'à la capitalisation de YPFB au milieu des années 90. La production de pétrole et de condensé débute réellement en 1953 dans le Santa Cruz et le Tarija, et elle connaît une très forte augmentation à partir de 1965, notamment sur le site de Camiri. Après un ralentissement de l'activité au début des années 1970, on remarque un nouvel essor au milieu de la même décennie, lors de la découverte et de l'exploitation de puits dans la région crucénienne, mais qui est suivi d'une nette baisse des quantités produites cinq années plus tard. Dans une moindre mesure, les départements de Chuquisaca et Tarija fournissent eux aussi du pétrole et du condensé : le Chuquisaca par les gisements de Monteagudo et de Camatindi, le Tarija grâce aux puits localisés autour de Bermejo, à Caigua et à Sanandita. Enfin, on notera l'apparition du département de Cochabamba en fin de période, liée à la découverte de gisements pétroliers dans le Chaparé. Pour ce qui est du gaz, le schéma est relativement identique mais légèrement décalé : l'augmentation de la production dans le Santa Cruz débute un peu plus tard et progresse de manière significative à partir de 1970, mais la chute est visible à partir du début des années 80 ; pour ce qui est de la contribution du Chuquisaca et du Tarija, elle est conséquente mais largement inférieure à la production crucénienne.

Texte C - 2 : A partir de 1996, la révolution du gaz tarijénien

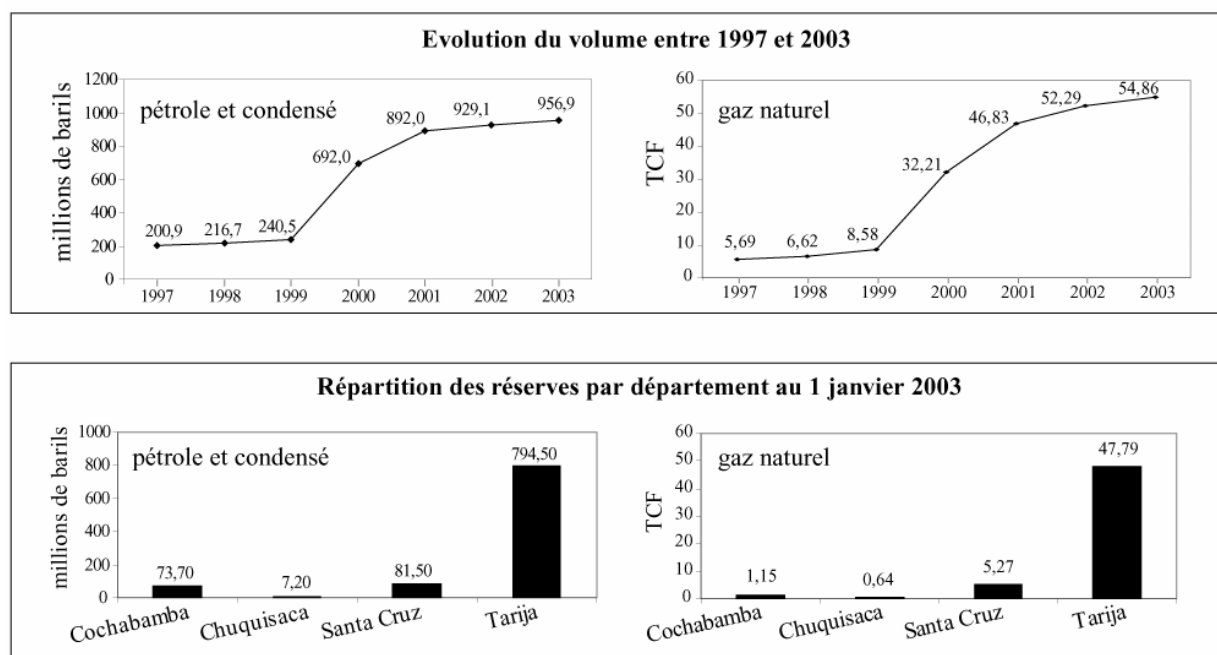
C'est au lendemain de la capitalisation du milieu des années 90 que les ressources en hydrocarbures du Tarija prennent une ampleur spectaculaire. En 1997, le potentiel en pétrole et gaz de la Bolivie ne confère pas au pays une place particulière au niveau international : selon le gouvernement, les réserves prouvées et probables¹² de gaz sont alors de 4,69 TCF¹³, celles de pétrole et condensé de 200,9 millions de barils [cf. Fig. C-2 ci-dessous]. Cette situation va rapidement évoluer puisque les « découvertes »¹⁴ se multiplient et les stocks en gaz atteignent 54,86 TCF en 2003, ceux en pétrole 956,9 millions de barils la même année. La grande majorité de ces réserves (87,1 % du gaz et 83 % du pétrole et condensé) sont localisées dans le Tarija [cf. Fig. C-2], notamment sur quatre sites extrêmement riches en gaz naturel, tous situés dans les vallées subandine de l'Est : San Alberto (11,9 TCF de gaz selon YPFB au 1 janvier 2003), San Antonio (8,6 TCF), Itau (10,4 TCF) et Margarita (13,4 TCF). A eux quatre, ces gisements concentrent plus de 80 % des réserves boliviennes prouvées et probables en gaz naturel.

¹² Il y a plusieurs niveaux de mesure quant aux ressources en hydrocarbures. Les prouvées (P1), ont été mesurées, ce sont celles qui servent de base à d'éventuelles négociations. Les probables (P2) sont déduites d'études géologiques et autres (sismiques par exemple), mais nécessitent de futures explorations pour être certifiées et ainsi passer en P1. Enfin, les possibles (P3) sont supposées par des études géologiques.

¹³ Nous retiendrons ici cette unité de mesure, largement employée en Bolivie. Originnaire des Etats-Unis d'Amérique, elle correspond à mille milliards de pieds cube (TCF = Trillion Cubic Feet). Elle est particulièrement adaptée aux réserves importantes de gaz naturel. Pour information, 1 TCF = 28 milliards de mètres cubes.

¹⁴ Certains des gisements « découverts » à la fin des années 90 avaient été signalés par des explorations géologiques dès les années 70. Des raisons financières (coûts de prospection élevés) et sans doute géopolitique (dans le but de favoriser d'autres zones par exemples), ont cependant retardé leur officialisation.

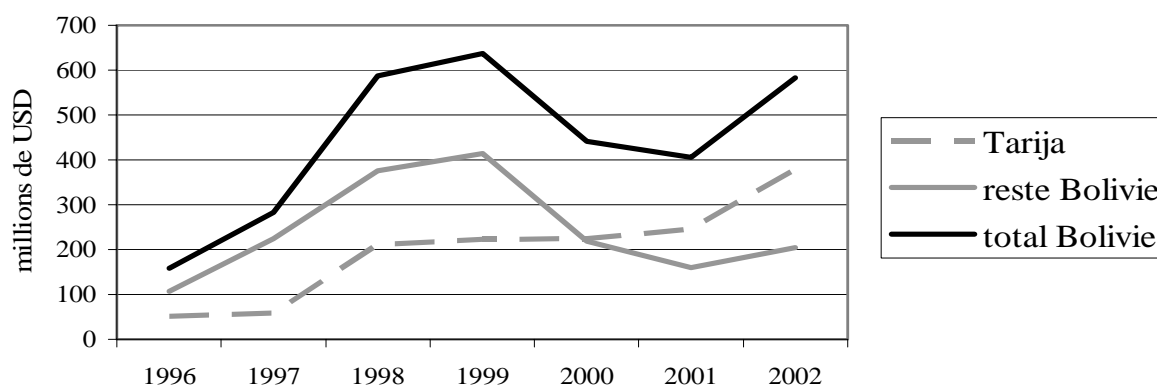
Fig. C - 2 : Bolivie – Volume (entre 1997 et 2003) et répartition (en 2003) des réserves prouvées et probables d'hydrocarbures



Source des données : Ministerio de Minería e Hidrocarburos (www.hidrocarburos.gov.bo)

Nombreux sont ceux qui pensent que l'exploration des richesses gazières a encore de l'avenir dans le Tarija. Dès 1998, Daniel Centano Sánchez (2001) évoque des réserves possibles de 100 TCF de gaz naturel¹⁵ dans son sous-sol : il nous rappelle que 69 % (26 000 km²) du département est potentiellement prospectable, puisque les récentes découvertes sont concentrées sur une surface de seulement 3 000 km². Il préconise ainsi la poursuite des recherches dans la zone subandine ainsi qu'un retour de la prospection dans la plaine du Chaco.

Fig. C - 3 : Bolivie et dép. Tarija – Investissements dans la prospection et l'exploitation des hydrocarbures entre 1996 et 2002



Source des données : Ministerio de Minería e Hidrocarburos (www.hidrocarburos.gov.bo)

¹⁵ Et 2 000 millions de barils de condensé.

Il n'est pas facile d'analyser brièvement un secteur aussi stratégique que celui des hydrocarbures. Nous retiendrons la récurrence d'un problème : le manque de fonds du gouvernement bolivien pour mener à bien la prospection et le forage des puits producteurs. En effet, la gestion par YPFB du secteur n'a globalement pas été remise en cause, et ce sont les limites financières (sans doute combinées à des intérêts politiques) qui ont contraint les Boliviens à faire de nouveau appel à des entreprises étrangères capables de débloquer l'argent nécessaire à ces investissements faramineux. C'est ainsi qu'au lendemain de la capitalisation de YPFB, les sommes investies dans la prospection et l'exploitation d'hydrocarbures en Bolivie ont très fortement augmenté [cf. Fig. C-3] : elles passent de 158,78 à 636,8 millions de USD entre 1996 et 1999. Durant cette période, les financements réalisés dans le Tarija augmentent aussi mais restent cependant inférieurs à ceux du reste de la Bolivie. Au début de ce siècle, les fonds engagés à l'échelle nationale chutent pour atteindre 406,4 millions de USD en 2001, baisse qui est liée à la diminution des apports financiers accordés au reste de la Bolivie alors qu'au contraire ceux effectués dans le Tarija continuent à s'accroître jusqu'à être, à partir de 2000, supérieurs à ceux du reste du pays. L'année 2002 est marquée par une reprise des investissements nationaux : ils atteignent 583 millions de USD¹⁶, augmentation en grande partie imputable à ceux que reçoit le Tarija et qui représentent cette année-là 64,9 % du total national.

2 - Importance des aménagements générés par le secteur des hydrocarbures

Quel est l'impact du développement d'une économie pétrolière et gazière dans un département comme le Tarija ? Dans quelle mesure les investissements privés signalés ci-dessus ont-ils une incidence sur le peuplement de notre département ? Nous signalerons ici l'ensemble des activités liées au secteur des hydrocarbures, en prenant l'exemple du Tarija, et soulignerons certaines conséquences sur la répartition de sa population.

Tab. C - 1 : dép. Tarija – Forage de puits selon la date et la localité de rattachement

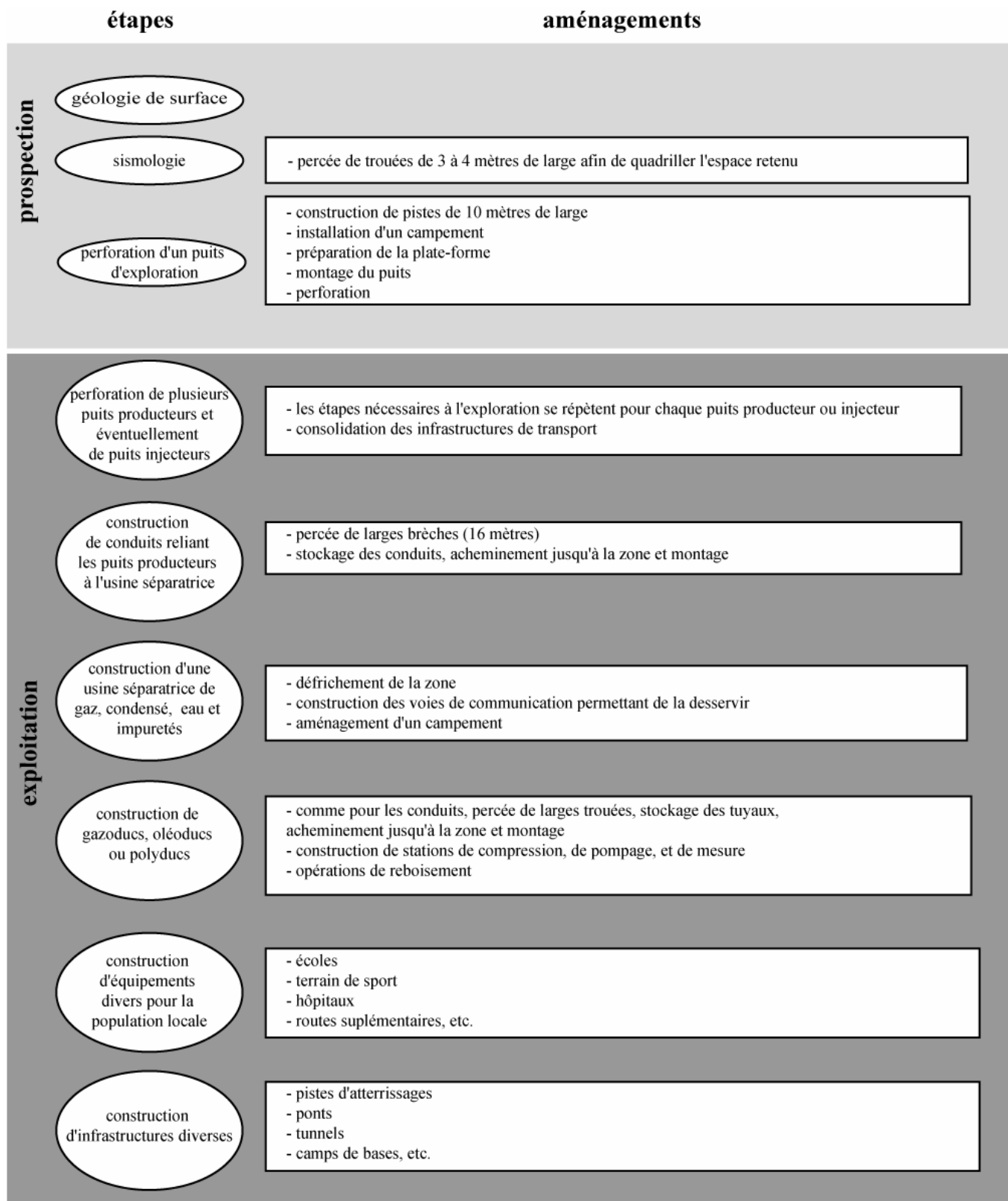
localité de rattachement	date de forage						sans date	total	megacampos * en cours de prospection ou d'exploitation
	jusqu'en 1949	années 50	années 60	années 70	années 80	1990-2001			
Bermejo	2	77				3	7	89	
Entre Ríos	0	0	2	1	1	2	1	7	
Caraparí	0	0	10	2	1	5	0	18	San Alberto / Itau
Yacuiba	18	12	5	1	3	6	0	45	
Villamontes	4	8	28		6	7	25	78	Sabalo
Margarita	0	0	0	0	0	2	0	2	Margarita
total	24	157				23	33	239	

* : appellation locale désignant des champs dont les réserves excèdent 1 TCF

Source : élaboration propre selon les données de Centano Sánchez (2001)

¹⁶ Aucun des chiffres indiqués ici ne tient compte de l'investissement colossal représenté par la mise en place du gazoduc Gasyrg à partir de 2001. Rien que pour l'année 2002, ce projet a nécessité la dépense de 347 millions de USD dans le Tarija. On pourra se référer aux articles de l'hebdomadaire crucénien Energy Press (www.energypress.com).

Fig. C - 4 : De la prospection à l'exploitation des hydrocarbures : organigramme des étapes et aménagements nécessaires



Sources : élaboration propre selon les informations de Centano Sánchez (2001) et des entretiens personnels

Ceydric Martin 2005

Texte C - 3 : De la prospection à l'exploitation, de nombreuses phases créatrices d'activité

Alors que la mobilisation de main-d'œuvre est faible dans la phase de production d'hydrocarbures (elle se limite souvent à l'emploi de quelques spécialistes pour gérer à distance la quantité de pétrole ou de gaz extraite), il n'en va pas de même pour le travail réalisé en amont. C'est tout le processus – de la prospection à l'exploitation – que nous tenterons d'expliquer à travers le cas du Tarija, en signalant à chaque étape les travaux qui nécessitent de la main-d'œuvre. Deux documents seront utiles : la représentation schématique des phases de prospection et d'exploitation [cf. Fig. C-4 ci-dessus] ainsi que la carte C-1 en début d'annexe, pour localiser l'impact des activités dans le département. En outre, les Photos C-1, C-2 et C-3 ci-avant illustrent certains effets de la prospection et de l'exploitation des hydrocarbures dans le Tarija.

La recherche d'hydrocarbure commence par une géologie de surface dont le but est de déterminer les probabilités de présence de gaz ou de pétrole dans le sous-sol. Selon le résultat, l'étude est complétée par des explorations sismiques (envoi d'onde dans la croûte terrestre) qui apportent des précisions sur les formations existantes – les failles et les variations lithologiques – et déterminent avec exactitude la localisation du futur puits explorateur. Dès cette première étape, les investissements sont importants, puisque cette sismologie nécessite le quadrillage de l'espace retenu par des brèches de 3 à 4 mètres de large. Daniel Centano Sánchez (2001) prend l'exemple d'une campagne sismique dans le Chaco : un carré de 12 kilomètres sur 8 est délimité et quadrillé par des brèches tous les 300 mètres.

S'ensuit alors le forage du puits explorateur, étape longue (elle peut durer plus d'un an) et donc onéreuse (les coûts de location du matériel sont très élevés). Dans le cas de la zone subandine du Tarija, il faut percer entre 4 200 et 5 300 mètres pour atteindre les structures productrices, ce qui facture le forage entre 25 et 30 millions de USD. De plus, chaque puits implique d'importantes infrastructures : l'aménagement de pistes de 10 mètres de large, indispensable à l'acheminement du matériel, l'installation d'un campement complet (hébergement, restauration, santé) pouvant fonctionner nuit et jour, la préparation de la plate-forme (déboisement de trois hectares, aplanissement, coulage d'une dalle) et le montage de la tour de forage. Si y a découverte de pétrole ou de gaz, des essais testent alors les capacités de production et les réserves. Selon l'ampleur du champ décelé, on perce d'autres puits producteurs (et éventuellement des puits injecteurs afin de faciliter la sortie du pétrole ou du gaz) et on renforce les infrastructures de transport (élargissement et asphaltage des routes, construction de ponts là où l'on passait avec une barque, etc.). Dans le cas du Tarija, Centano Sánchez (2001) dénombre 239 puits percés entre 1923 et 2001¹⁷, 89 proches de

¹⁷ A noter que l'analyse de Centano Sánchez porte sur les structures géologiques perforées. Le comptage des puits et leur localisation ont été déduits de la lecture de son ouvrage et de la consultation de documents cartographiques. Un travail plus précis sur la prospection et l'exploitation des hydrocarbures dans le Tarija serait nécessaire et nécessiterait la révision de toutes les sources disponibles (Camera de Hidrocarburos, YPF, sièges des compagnies actuellement présentes sur le territoire, sièges de celles ayant travaillé sur le territoire).

Bermejo, 7 d'Entre Ríos, 18 de Caraparí, 45 de Yacuiba, 78 de Villamontes et 2 de Puerto Margarita¹⁸ [cf. Tab. C-1 pour la ventilation par date de perforation¹⁹]. Dans le cas de Bermejo, les forages sont très importants et concentrés entre les années 50 et les années 80 ; pour Entre Ríos, l'activité est faible, elle débute dans les années 60 et se limite à des explorations ; autour de Caraparí, elle commence dans les années 60 et se poursuit aujourd'hui ; dans l'environnement de Yacuiba, les perforations sont importantes avant 1960, et redeviennent significatifs à partir de 1990 ; pour Villamontes, elles sont régulières entre 1950 et 2001, avec un pic entre 1960 et 1979 ; enfin, le cas particulier de Margarita se limite à la découverte du gisement en 1997. Ce recensement ne tient pas compte du forage de puits après 2001, dont le dénombrement précis est difficile à établir sans une étude spécifique. Nous nous contenterons donc ici de signaler l'importance des perforations récentes, celles liées à la découverte des *megacampos* : San Alberto et Itau dans l'environnement de Caraparí et de Yacuiba²⁰ ; Sabalo (ou San Antonio) proche de Villamontes et enfin Margarita.

Après le forage, les puits producteurs sont reliés à un réseau de conduits (qui nécessitent la percée de nouvelles brèches de 10 mètres de large) afin de transporter le produit extrait jusqu'aux raffineries (pour le pétrole) ou aux usines séparatrices (pour le gaz). Ces dernières permettent de séparer le gaz (qui est alors prêt à la consommation), le condensé (pétrole léger qui devra être raffiné), l'eau et les impuretés. Dans le Tarija, on recense aujourd'hui 5 usines séparatrices : la Vertiente, San Alberto, Madrejonas, Sabalo et Margarita²¹ et la présence d'une seule raffinerie (Sanandita) qui n'est plus en opération actuellement. En outre, les gisements importants impliquent l'édification de bases d'opération, telle celle de Loma Alta proche de San Alberto, aménagée à partir de 1999 par la compagnie brésilienne Petrobras [cf. Photos C-2].

En parallèle, il faut débiter la construction de gazoducs, d'oléoducs ou de polyducs²² pour exporter la production. Ici aussi les travaux sont considérables : nouvelles étapes de déboisement, enterrement des conduits, construction de pistes pour acheminer la tuyauterie, etc. De plus, les oléoducs nécessitent des stations de pompage pour relancer la pression et ainsi augmenter les capacités de transport, fonction remplie par les stations de compression dans le cas des gazoducs. En 1955 est mis en service l'oléoduc Yacuiba-Camiri, qui traverse le Tarija du nord au sud, en longeant le piémont et a engendré deux stations de pompage (une à Pocitos, à la frontière argentine, l'autre à Tiguiipa, à la limite départementale avec Chuquisaca). En 1979, la partie Villamontes-Tiguiipa est doublée, ce qui suscite la construction d'une nouvelle station de pompage à Tiguiipa. En 1972, un gazoduc (du nom de Yabog) relie Yacuiba au Santa Cruz, il suit, lui aussi, le piémont et génère la

¹⁸ Le rattachement des puits, souvent situés en dehors de zones d'habitation, aux localités a été effectué selon des critères de distance et d'accessibilité. L'isolement de Margarita lui confère un statut particulier.

¹⁹ Les données de Centano Sánchez ne nous permettent pas de travailler avec des interstices égaux suivant les localités. Dans le cas de Bermejo, nous ne disposons pas de détails quant aux forages réalisés entre 1950 et 1989. Dans le cas de Villamontes, c'est la période 1960-1979 qui est concernée. Enfin, nous regretterons de ne pas disposer de date quant à la perforation de 25 puits proches de cette dernière localité.

²⁰ Si ces champs sont plutôt proches de la localité de Caraparí, leur importance les rattache aussi à celle de Yacuiba.

²¹ En construction au moment de l'écriture de ce texte, en mai 2004.

²² Permettant d'acheminer au choix gaz ou pétrole, même si la permutation ne se fait qu'exceptionnellement, le changement de nature du produit transporté engendrant des opérations de nettoyage longues et coûteuses.

mise en place d'une station de compression à Caigua. A partir de 2003, ce gazoduc est doublé par le projet Gasyrg²³, et de nombreux aménagements en découlent [cf. Photos C-3] : déboisement d'une bande de 20 mètres de large, installation de camps pour les travailleurs, de lieux de stockage, construction de deux stations de mesure (l'une à Yacuiba et l'autre à Villamontes) et d'une station de compression (à Villamontes). Gasyrg est aujourd'hui opérationnelle, et continue à employer de la main-d'œuvre pour des opérations de reboisement des pistes percées. Enfin, même si son existence n'est pas liée à la présence de pétrole et de gaz dans le département, il faut signaler le polyduc reliant Villamontes à Tarija, mis en service en 1989. Il est, lui aussi, suivi d'aménagements d'envergure : déboisement d'une bande de 12 mètres de large sur 157 kilomètres de long dans un relief très accidenté (les plissements de la région subandine) et construction d'une station de compression à Entre Ríos en 1989, doublée d'une autre à El Pajonal en 2003 [cf. Photos C-1]. Ces quatre conduits majeurs sont complétés par des conduits secondaires de liaison entre champs et usines de traitement. Le détail de tous ces aménagements est énuméré dans le tableau C-2²⁴.

Tab. C - 2 : dép. Tarija : Chronologie de la construction d'infrastructures de transport du pétrole et du gaz naturel

mise en service	Oléoducs	Gazoducs	stations (1)
1955	Pocitos-Tiguipa		Pocitos et Tiguipa
1972		Yabog (Yacuiba - Santa Cruz)	Caigua
1979	Villamontes - Tiguipa		Tiguipa
1980	La Vertiente - Villamontes		
1986	San Roque Tiguipa		
1987	Campo Villamontes - km 156		
2001	San Alberto - Palmar Grande		
2001		San Alberto - Campo Grande	
2001		La Vertiente - Villamontes	
2002		Madrejones - Campo Durán	
2003		Gasyrg (Yacuiba - Santa Cruz)	Villamontes
2003		San Antonio - Villamontes	
sans date	loop (2) Palmarcito - Zunchal		
sans date	Camatindi - Oleo principal		
sans date	loop (2) pocitos-Madrejones		
en projet	Margarita - Villamontes		
en projet		Margarita - Villamontes	

(1) de pompage ou de compression

(2) : boucle permettant de limiter la pression du liquide transporté

Source : compilation selon Centano Sánchez (2001) et Ministerio de Minería e Hidrocarburos (www.hidrocarburos.gov.bo)

²³ Ce gazoduc a une capacité de transport de 23 millions de m³ par jour. Le projet a été lancé par Petrobras, Andina et TotalFinaElf en novembre 2000, avec la création de Transierra S.A., il vise à augmenter les capacités de transport de gaz naturel et à limiter la dépendance vis-à-vis de Transredes (en partie sous contrôle bolivien), qui détient un quasi-monopole des conduits d'hydrocarbures en Bolivie.

²⁴ Ici non plus, le recensement des conduits et des stations de pompage ou de compression n'est peut-être pas exhaustif.

La gestion des hydrocarbures dans le Tarija est donc à l'origine de nombreux chantiers qui exigent des moyens considérables pour contourner les obstacles naturels. Par exemple, les puits de Margarita se trouvent de l'autre côté du Pilcomayo, au nord du département, dans une zone inaccessible depuis Chuquisaca. La compagnie en charge de l'exploitation dans la zone a donc construit, entre 2002 et 2003, un pont permettant à des camions de 120 tonnes de le traverser²⁵. Autre exemple, la chaîne de l'Aguaragüe sépare la plaine du Chaco des vallées subandines, les compagnies pétrolières ont donc bâti un aéroport à Palos Blancos²⁶, un tunnel de plus de 2 kilomètres afin de permettre le passage du gazoduc reliant l'usine de San Antonio à Gasyrg, et procèdent actuellement à l'élargissement et l'asphaltage de la route Yacuiba – Caraparí.

Enfin, autre conséquence du développement de l'activité hydrocarbure du Tarija, les investissements dans diverses infrastructures visant à améliorer les relations avec la population locale²⁷. Les domaines de prédilection sont ceux de l'éducation (construction d'écoles), de la santé (mise en place de centres pouvant assurer les soins basiques), du sport (financement d'un terrain de basket-ball), des infrastructures routières (par exemple le prolongement d'une route qui dessert un puits afin de relier une communauté autrefois isolée). A noter que ces projets concernent principalement les zones rurales, les plus touchées par l'activité de prospection et d'extraction des compagnies pétrolières (notamment pour des raisons environnementales). Les récentes découvertes pourraient cependant modifier cette situation, car les multinationales ont maintenant une vision à long terme de leur présence dans le Tarija (30-40 ans) et sont donc soucieuses de leur image de marque. En face, les organisations étatiques ou civiles s'organisent et font remonter des demandes précises. On peut donc s'attendre à une multiplication des apports financiers alloués par les compagnies pétrolières pour des projets n'ayant aucun rapport avec leurs activités²⁸, participations qui ne représenteront qu'une part infime de leurs budgets colossaux, mais qui auront un effet sur une région sous-équipée.

3 - Hydrocarbure et peuplement : une corrélation difficile à mesurer

Ainsi dans le cas du Tarija, le développement des infrastructures liées à la prospection et l'exploitation des hydrocarbures est ancien et a connu récemment un essor considérable. Tentons de mesurer le rapport entre ces phases d'activité et le peuplement du département.

²⁵ Petrobras fait de même à 20 kilomètres à l'est, pour relier les deux rives du fleuve et exploiter le gisement de San Antonio.

²⁶ Avec éclairage, ce qui permet les opérations nocturnes.

²⁷ Ces investissements sont réalisés au travers de fondations (BG fondation par exemple).

²⁸ Lors de notre mission de novembre 2003, nous avons déjà constaté un accord entre TotalFinaElf et la municipalité de Yacuiba pour la rénovation d'un centre hospitalier, ou encore la participation de Petrobras à l'équipement informatique de l'université Juan Misael Saracho de Tarija.

Texte C - 4 : Une influence historique sur la formation de noyaux urbains

Les activités hydrocarbures peuvent-elles avoir un impact sur la formation des noyaux urbains ? Dans le cas de Bermejo, le lien semble avéré et Omar Jerez le note en faisant référence aux implantations menées par la Standard Oil dans les années 20 à quelques kilomètres de l'emplacement actuel de la ville de Bermejo : “ C’est ainsi qu’autour de ce campement de pétroliers, au début du siècle, émerge également une activité commerciale pour les gens du lieu qui commence à se peupler tout doucement. Un ancien nous disait à propos de comment s’est formée la ville : ... *arrivent toujours ceux qui travaillent dans une entreprise puis en viennent d’autres pour voir ce qu’ils peuvent faire. Et c’est comme ça que l’endroit grandit...* ” (JEREZ 1998, p. 111). Autre évocation de ce lien, la citation de Wilson Mendieta Pacheco²⁹ : “ Bermejo, au seuil de l’année 1925, [...] était déjà un centre pétrolier : un campement bien dressé et organisé, de nombreux puits perforés, des familles installées dans des logements plus ou moins adéquats, des chemins praticables, à cheval pour la plupart, quelques personnes installées aux alentours. En somme, une industrie active qui avait vaincu l’hostilité du milieu et qui devait permettre le futur développement de la zone ”. Cependant, l’impact de ces implantations est limité, la population de la localité évolue peu durant la première moitié du XX^e siècle (environ 600 hab. au recensement de 1950) et ce sont d’autres facteurs qui permettent ensuite le développement de la ville (ouverture de la route menant à Tarija, colonisation agricole, position frontalière, cf. chap. II).

La situation est quelque peu différente dans le Chaco où des raisons indépendantes des hydrocarbures expliquent la naissance des villes : présence de Missions jésuites et du fleuve Pilcomayo pour Villamontes, position de ville-frontière pour Yacuiba. Cependant, malgré l’absence de gisements sur l’emplacement même des localités, les prospections et exploitations de pétrole et de gaz sont nombreuses dans leurs environnements respectifs [cf. Texte C-3]. Dès lors, et même s’il est difficile de le mesurer, on peut supposer un lien entre ces activités et le développement du tissu urbain chaquéen. C’est d’ailleurs ce qui s’est passé dans les années 20 à Villamontes, quand la localité connaît une forte baisse de son activité commerciale principale (la vente de bétail) et que “ seuls les travaux entrepris par la Standart Oil ont évité [...] le départ des habitants vers ” les plantations de cannes à sucre argentines (ROUX 2000, p. 146).

On peut aussi supposer que la présence des deux villes dans la région (Villamontes et Yacuiba) a restreint le développement d’autres localités proches des grands gisements. Ainsi la communauté de Sanandita (sur les flancs de l’Aguaragüe, à 30 kilomètres au nord de Yacuiba) a été le centre d’activités exploratrices et productrices au début du siècle (on y a même implanté une raffinerie). Pourtant, ceci n’a pas débouché sur la consolidation d’une localité urbaine, et la communauté ne doit son importance actuelle (près de 1 000 hab. en 2001 selon l’INE) qu’à la présence de l’école des

²⁹ Tirée de son ouvrage « Bermejo petroleo chapaco » elle est citée dans le Plan de Desarrollo Municipal (PDM) de Bermejo 1998-2002, en p. 4 (GOBIERNO MUNICIPAL DE BERMEJO, 1998).

Condors, une unité d'élite de l'armée bolivienne³⁰. C'est aussi au début du siècle que débute l'activité prospectrice à Caigua (à 15 kilomètres au nord de Villamontes, également située sur le piémont) qui est suivie d'une phase productrice dans les années 70. De même qu'à Sanandita, on ne remarque pas de lien entre hydrocarbures et urbanisation, et les traces de l'épopée pétrolière semblent se limiter à la présence de pistes³¹.

Le secteur des hydrocarbures n'est que partiellement responsable de la croissance urbaine des villes de l'Oriente tarijenien. On retiendra deux cas dans notre analyse : la ville de Bermejo, dont les premières implantations sont liées aux activités pétrolières, et les villes de Yacuiba et Villamontes, dont la croissance a été influencée par le développement de l'activité hydrocarbure dans leurs environs.

Texte C - 5 : L'activité selon le recensement de 2001 pour corroborer le lien entre les phases exploratoires et le déplacement de main-d'œuvre

Le recensement 2001 de l'INE nous offre une couverture exhaustive du Tarija. C'est sur la variable « activité » (réservée aux 7 ans et plus ayant eu une activité professionnelle durant les 7 derniers jours) et plus particulièrement sur la modalité « exploitation de mines et carrières » que nous concentrerons notre analyse. Comme signalé dans le chapitre VI, nous partons du principe qu'elle tend à désigner uniquement les emplois liés au secteur des hydrocarbures, dans un département où la production minière est quasi inexistante³², c'est pour cela que nous parlerons d'« exploitation des ressources naturelles ».

Au niveau départemental, la part des personnes travaillant dans la catégorie « exploitation des ressources naturelles » est faible, elle concerne 1 656 individus (1,1 %) sur un total de 146 791 (population active du Tarija) [cf. données des tableaux B-14, B-15, B-16 de l'annexe B]³³. Les trois-quarts de cet effectif (1 249 personnes) sont concentrés dans l'espace rural du département, principalement dans les vallées subandines orientales (878 cas) et centrales (265 cas). Cette concentration s'explique par la présence d'une intense activité en lien avec les hydrocarbures, autour de quelques localités³⁴ en septembre 2001 (forage de puits, construction de l'aéroport de Palos Blancos, du pont Margarita, etc.) alors qu'au contraire les effectifs relevant de ce secteur sont faibles

³⁰ Notons cependant que l'installation de l'unité d'élite dans la localité est liée à la présence d'infrastructures héritées de l'époque pétrolière.

³¹ Qui ont tout de même favorisé la colonisation de la communauté [cf. chap. IV].

³² Pour ne pas dire inexistante dans le cas de l'Oriente tarijénien.

³³ Il faut tout de même noter une augmentation de l'importance de la catégorie depuis 1992. Les personnes concernées par l'exploitation des ressources naturelles dans le département étaient alors au nombre de 612 (INE, recensement de 1992).

³⁴ Principalement Sururito, Tambo, Tarupayo, las Hurtas et Taquilos dans la zone sudandine centrale (autour d'Entre Ríos) et Kumandaroti, Puerto Margarita, Palos Blancos et Campo Largo dans la zone subandine orientale.

dans les zones productrices³⁵. Enfin, autres pôles de concentration, les villes : respectivement 128 et 193 Villamontais et Yacuibéniens sont rattachés à l'exploitation des ressources naturelles. Tout ceci tend donc à confirmer l'hypothèse selon laquelle les activités exploratrices, et celles liées à la construction d'infrastructures diverses, induisent une main-d'œuvre directement liée au secteur des hydrocarbures.

Tab. C - 3 : Activité, lieu de naissance et lieu de résidence habituelle des habitants de campements gaziers et de localités concernées par l'exploitation des hydrocarbures

		localités (1)	campements (2)
population	totale	2941	295
	7 ans et +	2502	287
	active	1832	287
	travaillant dans l'exploitation des ressources naturelles	1210	284
lieu de naissance	dép. Tarija	2057	124
	dép. Santa Cruz	415	78
	dép. Chuquisaca	256	50
	autres dép. boliviens	163	34
	à l'étranger	34	6
	sans réponse	16	3
lieu de résidence habituel	dép. Tarija	2246	134
	autres dép. boliviens	654	153
	étranger	41	8

(1) : Alto Ipaguazu, Campo Largo, Puerto Margarita, Palos Blancos, Kumandaroti, Trocha, Imirenda, Taquillos, Las Huertas, Suarurito et Tarupayo

(2) : Imirenda, Turupayo et Trocha

Source des données : recensement INE, 2001 (INE 2002 b)

Il serait intéressant de pouvoir déterminer l'origine de cette main-d'œuvre travaillant en zone rurale, mais les données du recensement ne nous permettent cependant pas d'effectuer de tels croisements. Nous nous contenterons donc de sélectionner les 11 localités³⁶, toutes situées dans les vallées subandines centrales et orientales, dont la part de personnes rattachées à l'exploitation des ressources naturelles par rapport à la population active totale s'échelonne entre 39 et 100 %. Ainsi, sur un total de 2 941 personnes recensées dans ces 11 localités, 1 210 travaillent dans le secteur étudié et 850 sont nés en Bolivie mais en dehors du Tarija³⁷ (415 dans le Santa Cruz et 256 dans le Chuquisaca) et 34 à l'étranger [cf. Tab. C-3] ; 30 % ne sont donc pas originaires du Tarija, proportion qui est largement supérieure à celle des autres localités des vallées subandines centrales et orientales (6 094 individus au total dont moins de 10 % sont d'origine extra-départementale³⁸). Autre élément, si l'on considère le lieu de vie habituel plutôt que celui de naissance, 695 individus de nos 11 localités (soit 23,6 %) déclarent ne pas résider habituellement dans le Tarija. Cette brève analyse détaille plus précisément les mouvements de population suscités par des chantiers de prospection ponctuels et la

³⁵ A titre d'exemple, on ne relève que 43 personnes travaillant dans le secteur des hydrocarbures dans les localités de San Alberto et de Loma Alta, où est installée la base de Petrobras.

³⁶ Alto Ipaguazu, Campo Largo, Puerto Margarita, Palos Blancos, Kumandaroti, Trocha, Imirenda dans la zone subandine orientale et Taquillos, Las Huertas, Suarurito et Tarupayo dans la région subandine centrale.

³⁷ La désagrégation du recensement ne nous permet malheureusement pas de distinguer les personnes nées dans la localité de celles nées dans un autre endroit du Tarija.

³⁸ 497 sont nés dans un autre département bolivien et 101 à l'étranger.

présence de Chuquisaquéniens encourage à relativiser les propos – coutumier dans le Tarija – selon lesquels les emplois du secteur des hydrocarbures sont entièrement occupés par des personnes originaires de Santa Cruz.

Cependant, nous ne pouvons en conclure avec certitude que les individus originaires de notre département sont employés dans le cadre des phases prospectrices. Pour en juger, nous limiterons notre échantillonnage à trois campements entièrement composés de personnes dont l'activité relève du secteur des hydrocarbures³⁹. S'agissant de localités « non pérennes », dont l'existence est uniquement liée à la prospection en 2001, on peut supposer que les personnes nées dans le Tarija ne sont pas originaires de la localité mais y sont venues spécialement pour travailler. Or, sur les 295 individus concernés, 42 % (124 cas) sont Tarijéniens [cf. Tab. C-3]. Ne disposant pas des lieux de naissance précis, nous ne pouvons localiser l'origine de ces mouvements de population, mais ces chiffres indiquent cependant que près de la moitié des travailleurs sont issus du département, résultat qui va contre l'idée reçue selon laquelle les compagnies pétrolières emploient exclusivement de la main-d'œuvre étrangère au Tarija.

L'analyse du recensement confirme la concentration des emplois directement induits par le secteur des hydrocarbures sur les lieux de prospection. Les déplacements provisoires de population entraînés par le phénomène concernent des individus originaires du Santa Cruz et du Chuquisaca, mais aussi du Tarija même. Ces déplacements ont-ils un effet sur le peuplement départemental ? Difficile de répondre à cette question, on se contentera de souligner les opportunités d'emplois découlant de cette activité, qui favorisent sans doute la reproduction familiale de ménages installés dans les environs. On peut aussi supposer qu'une partie des personnes venues travailler de manière ponctuelle décide finalement de s'installer dans le département, notamment dans les villes, au centre du dispositif de prospection d'hydrocarbures. C'est le lien entre cette activité et le peuplement que nous avons tenté d'appréhender à Villamontes [cf. chap. VI].

Texte C - 6 : Le mirage de la prospérité, un facteur d'attraction difficilement mesurable

Dans le contexte médiatique actuel, la découverte d'importantes réserves de gaz dans le Tarija a été largement reprise par les télévisions et journaux du pays et évoque deux phénomènes : l'apparition de nouvelles ressources financières pour le département producteur et le développement d'une activité génératrice d'emplois dans la région productrice. Cette couverture médiatique a-t-elle un effet sur le peuplement de la zone, notamment *via* des phénomènes d'attraction ou de rétention ?

³⁹ Les campements d'Imirenda, de Turupayo et de Trocha. A noter que dans ce dernier trois individus déclarent travailler dans un autre domaine : un dans l'agriculture, un dans le transport et un dans les ONG.

Pour répondre à cette question, nous disposons de trois sources :

- de l'Encuesta de Percepciones frente al Cambio⁴⁰ (EPC), réalisée sous la direction du PNUD en mai 2002 dans le Tarija. L'étude a porté sur les perceptions de 1 393 personnes réparties dans les 11 capitales municipales du département plus la localité d'Iscaiyachi et le travail de collecte de données a été réalisé par les étudiants des universités Juan Misael Saracho et Catholique de Tarija⁴¹. Les résultats, ventilés par région d'enquête (Yunchara, El Puente et Iscaiyachi pour la zone haute ; San Lorenzo, Tarija, Concepción et Padacaya pour les vallées andines ; Entre Ríos et Bermejo pour les vallées subandines ; Yacuiba, Caraparí et Villamontes pour le Gran Chaco), nous informerons sur la perception à l'échelle départementale.
- du module « perspectives » de l'enquête Envil 2002 [cf. Quest E-8], et notamment des variables « Que pensez-vous de votre futur ici ? », « Pour quelle raison ? », « Pensez-vous partir d'ici ? » et « Pensez-vous que pour vos enfants il soit préférable de rester ou partir ? », adressées au chef de ménage ou à son représentant. L'étude des résultats de notre enquête nous renseignera sur l'appréhension de l'avenir des populations de l'Oriente et le lien éventuel entre perception et secteur des hydrocarbures.
- d'un entretien réalisé dans la ville de Tarija faisant allusion aux zones de découverte de gaz naturel.

Selon l'EPC, 50 % des personnes interrogées pensent que la présence d'entreprises étrangères (essentiellement associées au secteur des hydrocarbures) favorise le développement du département, proportion qui atteint 56,6 % dans le Gran Chaco. Selon Envil 2002, 53,2 % des chefs de ménage enquêtés à Villamontes pensent que l'avenir sera meilleur que le présent, proportion qui est de 65,0 % à Caraparí. Les raisons invoquées pour justifier cet optimisme sont principalement imputables à la présence du gaz (45,8 % des personnes optimiste à Villamontes s'y réfèrent, 50,8 % à Caraparí) et au développement du marché du travail (20,1 % pour Villamontes, 20,0 % pour Caraparí). Cette vision favorable de l'avenir est-elle corroborée par un souhait de ne pas émigrer ? Il semblerait que oui : 78,4 % des Villamontais et 75,0 % des habitants de Caraparí déclarent ne pas vouloir changer de lieux de vie, et respectivement 75,6 % et 63,0 % pensent qu'il est préférable que leurs enfants fassent de même.

Ces données mesurent un certain optimisme vis-à-vis du développement des hydrocarbures dans le département, ce qui est vérifié pour la population tarijénienne en général (résultats de l'EPC), et celle des capitales municipales du Gran Chaco en particulier (Envil 2002). Si l'on peut supposer qu'en découle une certaine rétention de la population dans la région concernée (ce qui est d'ailleurs confirmé dans les intentions des habitants de Villamontes et Caraparí), le pouvoir attractif des hydrocarbures est plus difficile à mesurer. Nous nous limiterons à l'exemple de Juan Abel pour

⁴⁰ Littéralement : Enquête de perceptions face au changement dont les résultats sont disponibles dans le rapport du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) sur le développement humain à Tarija (PNUD 2002).

⁴¹ Ont participé à cette enquête des étudiants formés dans le cadre de notre programme de recherche. Leurs témoignages font état d'un manque de rigueur dans l'élaboration du questionnaire (questions mal formulées) et la collecte des données (auto-remplissage des formulaires et non respect des zones sélectionnées). On peut cependant supposer que l'ampleur de l'échantillonnage a limité les effets de ce manque de rigueur sur la validité des données.

illustrer le phénomène. Ce Bolivien de 30 ans, originaire du Potosi, est arrivé à l'âge de 12 ans à Tarija où il a vécu chez son frère aîné. Par la suite, la majeure partie de sa vie professionnelle s'est déroulée en Argentine, notamment dans la province de Rio Negro, productrice de gaz et de pétrole. De retour à Tarija depuis les événements de 2001 en Argentine (crise politique et économique entraînant la dévaluation du peso), il est à la recherche d'opportunités de travail et de fructification pécuniaire :

Enquêteur – *Qu'allez-vous faire maintenant ?*

Abel – *Du commerce je crois.*

Enqu. – *Quel genre de commerce ?*

Abel – *Je suis sur le point d'aller prendre la température vers Palos Blancos.*

Enqu. – *Où est-ce ?*

Abel – *Dans le Chaco. Avec l'histoire du gaz maintenant Palos Blancos va devenir une zone stratégique pour le commerce.*

Enqu. – *Vous êtes déjà en train de penser à la manière de faire de l'argent. Quelle mentalité !*

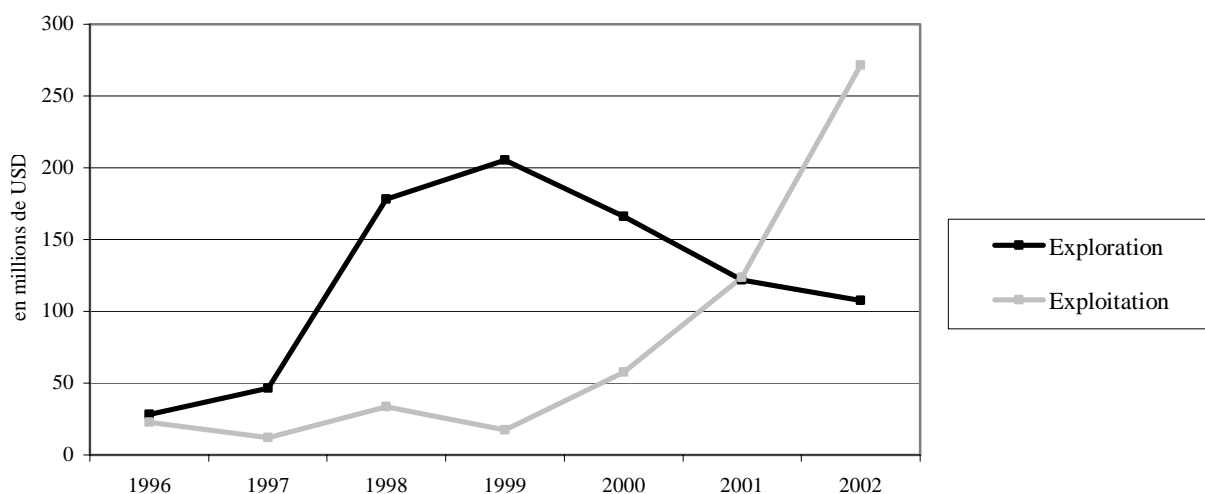
Abel – *J'ai la mentalité du commerçant. Ici à Tarija il ne se passe rien, c'est une ville tranquille, le climat est bien pour tout mais pour progresser ici, il ne se passe rien, il n'y a pas de mouvements économiques. Non, il n'y a personne.*

C'est suite à son expérience en Argentine et à la médiatisation des récentes découvertes qu'Abel souhaite se rendre dans la zone productrice afin de se lancer dans une activité indirectement liée au secteur des hydrocarbures. Les données dont nous disposons ne nous permettent pas de quantifier ce phénomène, nous nous contentons donc ici de signaler son existence et encourageons une éventuelle étude sur le sujet.

Voici donc expliquées les différentes étapes de la prospection et l'exploitation des hydrocarbures du Tarija depuis le début du XX^e siècle ainsi que l'implication que cela pouvait avoir sur l'activité et le peuplement du département. Si nous ne pouvons que partiellement mesurer l'ampleur du phénomène, notre étude permet tout de même de clarifier plusieurs points. Premièrement, l'activité des hydrocarbures a pu contribuer à la création de noyaux urbains (Bermejo) ou favoriser le développement de centres existants (Villamontes et Yacuiba). Deuxièmement, la prospection et la préparation à la production sont générateurs d'activité sur les lieux de construction d'infrastructures. En ce sens, nous avons noté des déplacements de main-d'œuvre, en partie d'origine départementale, vers les zones rurales (forage de puits, construction de ponts, de tunnels, etc.) et les villes (centre de construction du Gasyrg à Villamontes par exemple). Troisièmement (selon l'exemple de Villamontes, cf. chap. VI), la mise en place de ces infrastructures engendre le développement d'activités parallèles, visant notamment à alimenter les chantiers ou à proposer des services aux personnes venues travailler dans la région. Quatrièmement, l'existence de ces activités et leur médiatisation sont en partie responsables de la bonne réputation de la région subandine et du piémont perceptible au niveau départemental et local. Elle pourrait ainsi se traduire par des phénomènes de rétention et d'attraction de population.

4 - L'utilisation de ressources colossales

Fig. C - 5 : dép. Tarija – Investissements privés dans la prospection et l'exploitation des hydrocarbures entre 1996 et 2002 (en millions de USD)



Source des données : Ministerio de Minería e Hidrocarburos (www.hidrocarburos.gov.bo)

L'observation de la figure C-5 révèle qu'entre 1996 et 1999 les investissements privés concernent principalement les phases de prospection. A partir de 1999, ceux destinés à l'exploitation sont en augmentation et deviennent majoritaires en 2001 pour finalement représenter 71,6 % du total départemental en 2002. Après avoir connu une phase de prospection importante au lendemain de la capitalisation de YPFB, l'activité des compagnies pétrolières dans le Tarija s'oriente donc vers l'exploitation, qui s'accompagne de la recherche de débouchés commerciaux. C'est cette nouvelle phase, en cours actuellement, que nous allons tenter d'expliquer à présent.

Texte C - 7 : Les réserves en gaz naturel dans le Tarija, un potentiel sous-exploité

Il faut replacer les réserves boliviennes dans le contexte international pour en comprendre l'importance. Selon le *Statistical Review of World Energy 2003*⁴², les réserves mondiales de pétrole étaient de 1 047 milliards de barils en décembre 2002, dont 98,6 milliards présents en Amérique centrale et du Sud. A la même période, les réserves prouvées (P1) boliviennes étaient de 0,5 milliards de barils⁴³, ce qui souligne bien la part insignifiante du pétrole bolivien au niveau international, et laisse supposer une consommation plutôt orientée vers le marché national⁴⁴. Il n'en est pas de même pour les réserves en gaz naturel : avec 24 TCF prouvées à la fin de l'année 2002, la Bolivie possède

⁴² Etude annuelle réalisée par British Petroleum depuis plus de 50 ans, et qui comptabilise les réserves prouvées (disponible sur Internet : www.bp.com).

⁴³ Les réserves de la Bolivie en pétrole ne sont pas désagrégées dans le décompte de British Petroleum, sans doute du fait de leur moindre importance. Ce chiffre provient donc des statistiques du gouvernement bolivien (www.hidrocarburos.gov.bo).

⁴⁴ Selon l'INE (www.ine.gov.bo), la consommation bolivienne en 2002 a été de 18 millions de barils. A ce rythme, les réserves actuelles devraient couvrir les besoins nationaux durant trente ans.

près de 10 % des réserves d'Amérique centrale et du Sud (250,2 TFC la même année), ce qui la positionne juste derrière le Venezuela et l'Argentine⁴⁵. Certes, ces gisements ne représentent que 0,4 % du total des réserves prouvées de gaz naturel dans le monde (5 501,4 TFC fin 2002), mais le potentiel bolivien confère au pays une place toute particulière dans le Cône Sud⁴⁶, où les crises énergétiques sont nombreuses⁴⁷. De plus, de telles accumulations dans le sous-sol bolivien sont nettement supérieures aux besoins nationaux, même sur de longues périodes : pour l'année 2001, la consommation de la Bolivie en gaz naturel s'élève à 40 milliards de pieds cube, à ce rythme-là, les réserves actuelles permettraient au pays de s'auto-provisionner durant 600 ans. Et si le marché interne est en constante augmentation depuis 10 ans⁴⁸, cette hausse ne devrait absorber qu'une minorité des capacités productives actuelles⁴⁹. Il est ainsi avéré qu'avec les réserves prouvées actuelles, la Bolivie peut sans risque se lancer dans une logique d'exportation du gaz tarijénien.

A ce sujet, on peut s'interroger sur les politiques d'exportation actuelles. Le Brésil a commencé à importer du gaz bolivien en 1999, en s'engageant à acheter environ 9 TCF sur 20 ans. Cependant, le géant voisin a depuis connu une crise économique, sa monnaie a été dévaluée et le manque de ressources financières retarde ses projets de développement de l'utilisation du gaz naturel. De plus, ses réserves connues en gaz naturel ont sensiblement augmenté au cours des dernières années⁵⁰. Ces éléments laissent donc supposer que la demande brésilienne n'évoluera pas de manière significative durant les années à venir⁵¹. Autre marché proche, celui de l'Argentine : les exportations vers ce pays avaient considérablement diminué durant ces dernières années⁵², mais ont récemment repris après la crise énergétique de l'hiver 2004⁵³. De plus, l'une des conséquences de la récente crise politique bolivienne (juin 2005) est de favoriser les marchés proches et modestes, tel celui du pays voisin. A cet effet, les projets actuels de renforcement du réseau de gazoduc et d'augmentation des exportations

⁴⁵ Il est intéressant de noter que les Boliviens comparent en général leurs réserves prouvées et probables aux réserves prouvées de leurs voisins. Ils s'auto-positionnent ainsi à tort derrière le Venezuela dans le classement des réserves de gaz naturel par pays à l'échelle sud-américaine.

⁴⁶ Se réfère généralement à la partie méridionale de l'Amérique du Sud soit à l'Argentine, au Chili, au Paraguay et à l'Uruguay.

⁴⁷ On retiendra notamment celle de l'Argentine en mars 2004 (expliquée ci-après), et les conséquences qu'elle a eues sur le Chili et l'Uruguay.

⁴⁸ Selon le rapport annuel de l'Energy Information Administration (EIA), agence de statistique sur l'énergie du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique : www.eia.doe.gov, le gaz naturel ne représentait que 3% des dépenses énergétiques boliviennes en 1990. Cette proportion était de 26 % en 2001.

⁴⁹ Les estimations les plus optimistes prévoient une consommation nationale de 1,4 TCF durant les 20 prochaines années, en se basant sur le maintien des politiques gouvernementales pour développer les besoins internes : installation du gaz de ville, encouragement des véhicules fonctionnant au Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL), fabriqué à partir du condensé obtenu lors du dégazage).

⁵⁰ Selon le rapport de l'EIA, les réserves en gaz naturel du gisement de Santos Basin sont passées de 2,5 à 14,8 TCF en quelques mois.

⁵¹ Notons cependant une fois de plus l'instabilité du marché des hydrocarbures. En effet, le Brésil semblerait décidé à ne plus importer le gaz bolivien, mais à développer sa transformation sur place, en investissant notamment dans la production d'engrais. Il conviendra de suivre de près l'évolution de ce nouveau débouché.

⁵² On pourra se référer à la thèse de Silvina Carrizo (2003) pour des informations concernant l'historicité des exportations de gaz naturel de la Bolivie vers l'Argentine.

⁵³ Les Argentins ont alors connu un déficit en gaz naturel notamment lié à un manque d'investissement des compagnies pétrolières privatisées au milieu des années 90.

vers l'Argentine sont nombreux⁵⁴, mais il est encore trop tôt pour mesurer ces nouveaux débouchés. Néanmoins, l'on peut dès à présent supposer qu'ils seront limités dans le temps, car l'Argentine dispose de réserves sur son territoire (notamment dans le prolongement des vallées subandines tarijéniennes) et les entreprises en charge du secteur des hydrocarbures dans le pays pourraient prochainement relancer les activités exploratrices⁵⁵.

Malgré toutes ces incertitudes, les exportations vers l'Argentine et le Brésil maintiennent pour l'instant leur croissance : elles ont augmenté de 34,5 % au premier semestre 2005⁵⁶. Pourtant, ces marchés restent modestes par rapport aux réserves boliviennes : l'exportation vers ces deux pays ainsi que la consommation interne ne devraient employer que 15 TCF durant les 20 prochaines années alors que les réserves sont largement supérieures (rappelons que les réserves probables (P2) sont de près de 50 TCF, et les possibles (P3) pourraient atteindre 100 TCF), ce qui permet d'envisager de nombreux projets, comprenant la recherche de nouveaux débouchés internationaux et l'industrialisation du gaz en Bolivie.

Texte C - 8 : De nouvelles perspectives dans l'exportation et la transformation du gaz naturel

Depuis la découverte des gisements exceptionnels du Tarija, les multinationales en charge de leur exploitation étudient la possibilité d'exporter vers le marché nord-américain, notamment vers la Californie. En ce sens, le Liquefied Natural Gas (LNG) paraît particulièrement approprié : la liquéfaction du gaz naturel permet d'obtenir un produit 600 fois moins volumineux que la forme gazeuse, et deux fois plus léger que l'eau, et faciliterait ainsi le transport maritime des réserves boliviennes. Cependant, il s'agit là d'un projet d'envergure, qui nécessite d'importants investissements : construire une usine de transformation du gaz à la sortie du puits, la relier par gazoduc à une usine de liquéfaction implantée dans un port, disposer d'une flotte maritime spécialisée et mettre en place l'équipement nécessaire à sa réception (usine de regazéification, stockage et gazoduc de redistribution). La découverte du gisement de Margarita dans le Tarija et la demande en gaz naturel du marché californien rendent cette option plausible et les compagnies pétrolières présentes en Bolivie se sont donc unies afin de financer l'opération⁵⁷, elles attendent maintenant l'accord du gouvernement bolivien, notamment pour ce qui est du choix du port d'exportation.

A cet effet, le nord du Chili et le sud du Pérou se livrent une concurrence active. Il semblerait que la raison penche du côté chilien, choix qui limiterait la longueur de construction du gazoduc⁵⁸ et

⁵⁴ Deux exemples actuellement en cours de discussion : l'intégration de la Bolivie dans le projet de Gasoducto del Sur (donc le but est de connecter le Pérou, le Chili, l'Argentine, le Brésil et le Paraguay) et l'augmentation des exportations vers l'Argentine qui pourraient passer de 7 millions de mètres cubes de gaz par jour à 200 millions.

⁵⁵ Cette évolution sera étroitement liée aux changements politiques et notamment à la place occupée par les multinationales en Amérique du Sud. Ces dernières, pour l'instant en charge de la prospection et de l'exploitation du gaz naturel en Argentine, sont contraintes d'effectuer la vente des produits extraits en monnaie nationale (peso). Elles privilégient donc pour le moment les gisements présents en Bolivie ou au Brésil, ou la vente s'effectue en USD.

⁵⁶ Par rapport à la même période en 2004, (Nota de Prensa de l'INE n° 94, www.ine.gov.bo).

⁵⁷ L'investissement nécessaire est très lourd : environ 6 milliards de USD.

⁵⁸ Le port de Mejillones au Chili se situe à 637 km des puits de Margarita, celui de Ilo, au Pérou, à 873.

donnerait accès à un marché supplémentaire (le nord du pays voisin). En outre, la stabilité politique et économique du Chili est un atout non négligeable face à la fragilité actuelle du Pérou. Enfin, le choix chilien a la faveur des Tarijéniens qui verraient alors un gazoduc traverser le département d'est en ouest, leur donnant ainsi un accès illimité au gaz, et favorisant sans doute la construction du *corredor central* entre l'Atlantique et le Pacifique. Cependant, les contentieux au sujet de l'accès à la mer existent toujours entre le Chili et la Bolivie⁵⁹, et cette carte nationaliste est largement employée par l'opposition politique⁶⁰. De plus, les résultats du référendum du 14 juillet 2004⁶¹ lient le choix du port à la récupération d'un accès maritime, ce qui est jusqu'à présent catégoriquement refusé par le gouvernement chilien⁶², sans pour autant être accepté du côté péruvien. Et puis, toujours selon les résultats du référendum, le gouvernement devait établir une nouvelle loi des hydrocarbures, ce qui a été fait en mai 2005, à la défaveur des multinationales [cf. Texte C-9 en *infra*] mais qui sera peut-être à nouveau renégocié courant 2006, après les élections de décembre 2005, pour mener à la nationalisation des ressources du pays⁶³. Ainsi, dans la situation actuelle, aucune décision majeure ne peut être prise et l'on peut se demander dans quelle mesure la Bolivie ne va pas perdre le marché états-unien. Comme nous l'avons vu, d'autres pays possèdent de larges réserves de gaz naturel (celles de l'Indonésie ou de la Russie, deux pays disposés à vendre leurs ressources, sont largement supérieures aux boliviennes) et, dans le cas du transport maritime, le surcoût lié à l'éloignement géographique est faible (l'avantage de la Bolivie, situé relativement proche des Etats-Unis, n'est donc pas déterminant). En conséquence, il est difficile d'établir un pronostic vu l'instabilité actuelle de la Bolivie en général et de son secteur énergétique en particulier.

Cependant, on peut aussi s'interroger sur l'intérêt de la Bolivie à exporter massivement ses réserves vers le marché nord-américain, alors que cette ressource lui permettrait de négocier sa place au sein du Mercosur⁶⁴. En effet, en dehors de l'Argentine, des pays comme l'Uruguay et le Paraguay

⁵⁹ Durant la guerre du Pacifique (1879-1884), le Chili a privé la Bolivie de son unique accès à la mer.

⁶⁰ C'est d'ailleurs la décision de privilégier l'option chilienne qui a provoqué les manifestations d'octobre 2003 et mené à la démission du président Sánchez de Lozada.

⁶¹ Les Boliviens étaient amenés à se prononcer sur cinq points : l'annulation de la loi des hydrocarbures en vigueur, la récupération de la propriété du gaz à la sortie des puits par le gouvernement bolivien, la réimplication de YPFB dans toutes les phases de l'activité hydrocarbure, l'utilisation du gaz comme moyen de pression pour récupérer un accès maritime, l'augmentation des redevances et l'obligation pour les multinationales d'investir dans la transformation du gaz en Bolivie. Dans une large majorité, la réponse a été positive aux cinq questions.

⁶² Signalons tout de même que les tentatives de rapprochement sont nombreuses, la plus récente datant du 10 août 2005. Après s'être entretenu avec des députés chiliens, le ministre bolivien des Affaires étrangères (Armando Loaiza) a déclaré que les deux parties étaient tombées d'accord pour mettre à leur agenda l'épineux dossier de l'accès maritime. On peut cependant douter des résultats de telles démarches.

⁶³ Il s'agit là d'une des demandes du mouvement populaire de juin 2005, et qui pourrait être soutenue par le favori à l'élection de décembre, Evo Morales, bien que sa position sur le sujet ne soit pas limpide (son programme officiel préconise seulement la récupération "à 100%" du gaz bolivien, et n'évoque pas la nationalisation, www.masboliva.org).

⁶⁴ Mercado Común del Sur (projet d'intégration économique entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, le Chili et la Bolivie n'y sont que partiellement associés). A ce sujet, les mains tendues par les pays du Mercosur à la Bolivie n'ont jamais été aussi nombreuses, la dernière en date étant celle du président uruguayen Tabaré Vázquez qui juge indispensable la participation de la Bolivie à l'intégration énergétique régionale et affirme que de manière générale l'Amérique du Sud a besoin de la Bolivie (discours d'inauguration du séminaire sur le Gasoducto del Sur à Montevideo, 23 août 2005).

sont demandeurs en gaz naturel et le règlement du contentieux avec le Chili ouvrirait de bonnes perspectives de ventes⁶⁵. Ici aussi, les intérêts politiques nationaux vont se heurter à ceux des multinationales qui souhaitent privilégier un marché international sûr et massif (Mexique et États-Unis) plutôt que d'exporter vers des marchés régionaux plus fluctuants et moins solvables. Une autre solution, même si l'instabilité actuelle bloque tout investissement majeur, reviendrait toujours aux compagnies pétrolières qui ont la capacité financière de transformer le gaz naturel, et ainsi d'ouvrir de nouvelles perspectives favorables au développement bolivien.

En effet, le gaz naturel se présente comme l'énergie du XXI^e siècle (ses réserves mondiales sont largement supérieures à celles du pétrole), et si son emploi brut est limité, on peut envisager son utilisation sous des formes dérivées. Outre la thermoélectricité, pour alimenter les marchés national et régional (le Paraguay serait intéressé par une importante centrale thermique implantée dans le Chaco bolivien) et la fabrication de fertilisants à partir de gaz naturel, c'est le Gaz to Liquid (GTL) qui permettrait de développer des projets d'envergure. Ce processus, inventé par des Allemands au début du siècle dernier⁶⁶, a été employé durant la seconde guerre par le troisième Reich comme produit de substitution au pétrole. Le GTL pourrait aujourd'hui remplir les mêmes objectifs : se positionner comme produit de substitution au pétrole et limiter la dépendance vis-à-vis des pays de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). En Bolivie, plusieurs projets sont à l'étude afin d'atteindre l'autosuffisance en hydrocarbures liquides, voire même leur exportation, l'exemple le plus récent étant celui d'un vaste complexe de traitement localisé à Puerto Bush (port fluvial au sud-est du Santa Cruz) qui assurerait l'écoulement de la production *via* la rivière Paraguay et l'embouchure du fleuve de La Plata dans l'océan Atlantique. Les résultats du référendum de 2004 tendent à favoriser ce genre de développement qui dépendra des intérêts géopolitiques et économiques des multinationales à investir massivement⁶⁷ dans la transformation locale du gaz naturel⁶⁸.

L'importance du sujet de l'emploi des ressources boliviennes en gaz naturel rend essentiel la réalisation d'une étude complète et objective afin de recadrer le débat actuel, et le libérer ainsi de l'emprise subjective à laquelle il est soumis. Les choix qui seront faits auront un impact colossal sur le Tarija, car si une industrialisation de la région paraît peu probable, la vente de gaz naturel offrira au département l'assurance de redevances considérables dans les années à venir. C'est l'impact passé,

⁶⁵ Nous en sommes cependant encore loin. Pour preuve la vente de gaz à l'Argentine, en mai 2004, dont le contrat stipule qu'il est strictement interdit au pays récepteur de redistribuer la marchandise à un pays tiers. Cette restriction vise directement à empêcher l'alimentation du marché chilien.

⁶⁶ Mis en place en 1923 par Hans Tropsch et Franz Fischer, ce procédé permet de corriger deux défauts du gaz naturel : sa faible densité énergétique et son coût de transport élevé. De plus, le carburant produit est moins nocif pour l'environnement que le pétrole.

⁶⁷ Il faut compter dans les 3 milliards de USD pour une usine permettant le traitement de 90 000 barils par jour.

⁶⁸ Plutôt que d'investir dans une Bolivie politiquement instable, elles pourraient jouer le jeu des géants voisins que sont l'Argentine et le Brésil, ou ceux plus lointains comme les États-Unis d'Amérique ou le Mexique : avoir un petit pays, relativement manipulable, contraint à l'exportation des richesses de son sous-sol pour rééquilibrer sa balance commerciale.

présent et futur de l'exploitation des hydrocarbures sur les ressources financières départementales que nous étudierons maintenant.

5 - Des conséquences financières majeures

Quelles ont été et quelles seront les retombées financières de l'exploitation du gaz et du pétrole dans le Tarija ? Nous expliquerons brièvement ici le système d'attribution des redevances⁶⁹ au niveau national, et signalerons son importance passée ainsi que les perspectives liées à la découverte de nouveaux gisements et aux projets d'exportation.

Texte C - 9 : Un système de ponction et de redistribution controversé

L'histoire de l'attribution de redevances sur la production d'hydrocarbures en Bolivie commence avec la découverte des premiers gisements pétroliers, dans les années 20, et se caractérise par de nombreux débats et rebondissements occasionnés par les différents statuts des entreprises exploitant les ressources naturelles et par les pressions des régions productrices pour bénéficier de ces retombées financières. Notre étude ne portera pas sur l'évolution de ce débat et se contentera de signaler les principaux changements récents. La loi des hydrocarbures de 1996 s'appliquait aux gisements dont l'exploitation n'avait pas débuté au 31 décembre 1995 : l'entreprise productrice devait reverser 11 % de la valeur à la sortie du puits au département producteur, 1 % aux départements du Beni et du Pando⁷⁰ et 6 % à YPFB (qui ponctionnait les sommes nécessaires à son fonctionnement et restituait le reste au gouvernement)⁷¹. En outre, une taxe supplémentaire était appliquée à la production des gisements dont l'exploitation avait commencé avant cette même date⁷². Cette loi, jugée favorable aux multinationales par l'opposition politique⁷³, a été remise en cause par le référendum de 2004, et remplacée par une nouvelle version en mai 2005. La nouvelle mouture garde les prédispositions précédentes et rajoute un nouvel impôt, l'Impuesto Directo a los Hidrocarburos (IDH), qui s'élève à 32 % de la valeur de sortie du puits et qui devrait être redistribué de façon plus équitable : il favorise toujours les départements producteurs (qui recevront 4 % des sommes provenant de leurs puits) mais concerne aussi les départements non producteurs (ils bénéficieront de 2 % chacun) et le reste des fonds récoltés ira à l'Etat⁷⁴.

⁶⁹ Trois termes sont employés en français pour la traduction du terme espagnol *regalias* : l'anglicisme *royalties*, rentes et redevances. C'est ce dernier, retenu par le journal officiel français, que nous utiliserons ici.

⁷⁰ Il s'agit là d'une mesure compensatrice visant au développement de ces deux départements isolés.

⁷¹ Article 50 de la loi des hydrocarbures du 30 avril 1996.

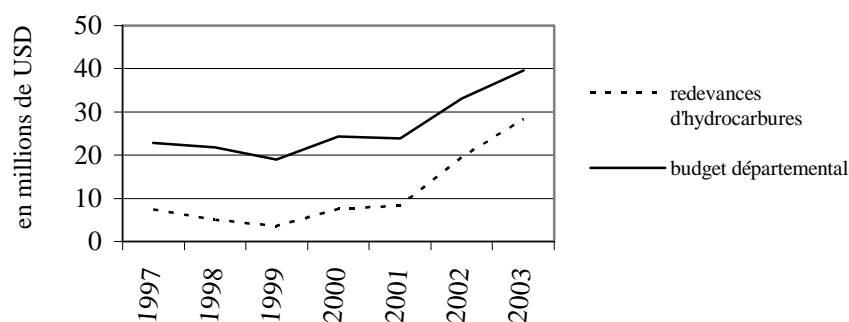
⁷² Ces gisements sont insignifiants (5 % des réserves nationales en gaz et pétrole) après la découverte des réserves du Tarija.

⁷³ Une des revendications principales du MAS (Movimiento Al Socialismo) d'Evo Morales est la renégociation d'une législation qui selon lui constitue un nouveau pillage des ressources naturelles boliviennes. Il est vrai que la loi des hydrocarbures s'inscrit peut-être dans un courant de privatisations mal négociées en Amérique du Sud. Par exemple, Sánchez de Lozada, président de la République au moment de son vote, et fidèle allié des Etats-Unis, a limité l'ensemble des redevances à 18 % de la valeur à la sortie du puits, ce qui est beaucoup moins qu'au Pérou (38 %).

⁷⁴ Article 57 de la loi des hydrocarbures du 17 mai 2005.

Cette nouvelle loi paraît fructueuse pour la Bolivie en lui permettant de récupérer 50 % de la valeur de sortie du puits (contre 18 % auparavant), mais son application est contestée par les multinationales qui se réfèrent aux contrats de 1996, et les négociations nécessaires à sa mise en place seront sans doute coûteuses pour le pays⁷⁵. Autre problème à gérer par le gouvernement national, le débat sur la redistribution des redevances fait l'objet de controverses internes, les régions altiplaniques ne voyant pas d'un œil favorable l'attribution de sommes colossales aux départements producteurs, surtout au Tarija. Ce litige sera au centre de l'établissement de la nouvelle constitution, courant 2006⁷⁶, qui devra régler le problème des autonomies régionales. Ainsi, que cela soit sur les sommes rétrocédées par les multinationales ou sur leur redistribution à l'intérieur de la Bolivie, le sujet des redevances liées aux hydrocarbures boliviens fait l'objet d'un vif débat aux conséquences incertaines.

Fig. C - 6 : dép. Tarija – Les redevances sur les hydrocarbures et le budget départemental entre 1997 et 2003



note : données 2003 préliminaires

Source des données : rapports annuels de l'INE (www.ine.gov.bo)

Après nous être interrogé sur les modes d'attribution et de redistribution des redevances en Bolivie, on peut se demander quel impact financier cela a eu et aura sur le Tarija. Selon les chiffres fournis par l'INE⁷⁷ le département a perçu 250 000 USD par an dans les années 60⁷⁸, 1 million dans les années 70, chiffre qui est ensuite en augmentation et atteint les 10 millions par an entre 1980 et 2001. Cette tendance se poursuit à partir de 2002, année d'entrée en vigueur du nouveau contrat d'exportation avec le Brésil, et les sommes reçues atteignent déjà 30 millions de USD en 2003, et, selon les estimations du PNUD (2002) à partir de la loi de 1996, elles devaient s'élever au minimum à 40 millions annuels entre 2005 et 2020. Cependant, c'était sans compter sur la réactivation du marché argentin et la nouvelle loi des hydrocarbures, et les derniers chiffres dont nous disposons laissent

⁷⁵ Ces négociations ont débuté le 23 août 2005 et doivent être terminées avant le 15 novembre de la même année (La Razón du 24 août 2005, www.la-razon.com.bo).

⁷⁶ L'une des promesses de Carlos Mesa après la crise d'octobre 2003 était de convoquer une assemblée constituante afin d'établir une nouvelle constitution. Ne l'ayant fait durant son court mandat, ce sera au prochain gouvernement, issu des élections de décembre 2005, d'entreprendre une telle démarche.

⁷⁷ Les données ont été recueillies sur le site de l'INE (www.ine.gov.bo). Elles auront ici pour but de donner un ordre d'idée sur les débouchés financiers de l'exploitation des hydrocarbures pour le Tarija.

⁷⁸ Nous avons ici choisi d'employer des moyennes, afin d'éviter les fortes variations annuelles communes au secteur des hydrocarbures.

supposer des redevances bien supérieures puisque le Tarija devrait recevoir 108 millions de USD dès 2006⁷⁹. Autre pronostic, encore plus faramineux, en cas de concrétisation du projet LNG et d'ouverture des marchés mexicains et californiens (projet le plus réaliste dans l'état actuel des choses), les redevances annuelles pour la période 2005-2020 seraient augmentées d'environ 100 millions de USD par an⁸⁰ (données du PNUD 2002 réajustées selon la nouvelle loi des hydrocarbures).

Que déduire de ces chiffres ? Les redevances ont eu un impact sur le Tarija à partir du début des années 80 puisque, entre 1980 et 1995, le département reçoit près de 150 millions de USD (ce chiffre est comparable aux sommes reçues par le Chuquisaca mais ne représente qu'un tiers de celles perçues par le Santa Cruz⁸¹). Au début du XXI^e siècle, les redevances du Tarija augmentent de manière significative, et les projections laissent entrevoir d'importantes entrées d'argent pour les 20 années à venir. Ce développement a eu et aura des conséquences sur le budget départemental, notamment par l'accroissement des entrées financières et par conséquent le renforcement des investissements publics départementaux [cf. Fig. C-6 pour constater l'ampleur du phénomène entre 1997 et 2003]. Si l'absence de données et d'études sur ce sujet rend difficile la mesure détaillée de ce nouvel impact financier, nos observations de terrain nous ont confirmé l'augmentation des investissements publics dans des infrastructures diverses⁸². Officiellement, c'est à la préfecture que revient la gestion des redevances perçues, même si dans le cas du Tarija il semblerait (selon les entretiens et la presse) qu'un accord attribue 45 % des redevances perçues aux provinces productrices, celles-ci répartissant ensuite l'argent entre les *municipios*⁸³. C'est ainsi que la province Gran Chaco disposerait de 17,5 millions de USD en 2004⁸⁴, ce qui lui permet de cofinancer des projets d'envergure⁸⁵. Ainsi la lutte pour les autonomies départementales, relevées à l'échelle nationale, est-elle doublée de querelles entre provinces dans le Tarija⁸⁶.

⁷⁹ Quotidien La Razón, édition digitale du 30 juin 2005 (www.la-razon.com).

⁸⁰ Données du PNUD 2002 réajustées selon la nouvelle loi des hydrocarbures.

⁸¹ Selon l'INE, le Tarija a reçu 148 millions de USD de redevances liées aux hydrocarbures entre 1980 et 1995, celui de Chuquisaca 146 et celui de Santa Cruz 461.

⁸² Lors de nos derniers passages dans le Tarija, en décembre 2003 et en novembre 2004, nous avons pu constater de nombreux chantiers publics, en cours ou terminés, observation surprenante considérant l'immobilisme observé lors de mes séjours précédents (entre juillet 2000 et septembre 2002). Le périphérique était goudronné, l'asphaltage de la route menant à San Andrés (vallée de Tolomosa) en cours, de nouveaux bâtiments avaient été construits dans le campus universitaire, l'achèvement d'un pont à Villamontes, abandonné depuis des années, avait repris, etc. De plus, l'asphaltage du tronçon Tarija-Potosi était sérieusement envisagé. J'ai donc interrogé Hugo Arze, professeur d'économie à l'Université Juan Misael Saracho, au sujet de l'origine des financements. Il m'a affirmé qu'ils étaient directement liés à l'augmentation des redevances pétrolières en 2002.

⁸³ Cependant, nous ne disposons de rien d'officiel confirmant cette répartition ; nous nous en tiendrons donc à l'article 19, alinéa B, de la loi de participation populaire de 1994, qui attribue les redevances aux départements et d'autres impôts aux municipalités.

⁸⁴ Information provenant du quotidien El País (ville de Tarija) daté du 29 novembre 2003.

⁸⁵ Notamment la réhabilitation de la piste Caraparí-Bermejo, l'agrandissement et l'asphaltage du tronçon Palos Blancos-Caraparí, la rénovation de l'axe Yacuiba-Camatindi (partie tarijénienne de la route Yacuiba-Santa Cruz) ainsi que le remboursement des prêts engagés dans le cadre de la construction de l'aéroport de Villamontes et de la finition de l'avenue des Libertadores à Yacuiba.

⁸⁶ C'est notamment le cas entre le Gran Chaco et O'Connor, qui se disputent la localisation du gisement de Margarita, et pour la province Gran Chaco, historiquement marginale dans le département, qui réclame son autonomie administrative.

Texte C - 10 : Conclusion, les influences indirectes du secteur des hydrocarbures

Si le développement des activités hydrocarbures dans le Tarija n'a pas engendré de changements majeurs dans le département, l'analyse de son peuplement doit prendre en compte les activités et débouchés financiers générés par ce secteur depuis un peu moins d'un siècle. D'une part, les phases exploratrices, génératrices d'investissements privés et d'emplois (même provisoires), ont contribué au développement des vallées subandine, du piémont et de la plaine du Chaco. D'autre part, les phases productrices ont pour conséquence une augmentation des ressources financières à l'échelle départementale. Ainsi peut-on supposer l'existence d'un processus de rétention de la population présente et une certaine attractivité de la région (liée autant à une augmentation de l'activité et des opportunités d'emplois qu'à un optimisme quant aux perspectives).

Les découvertes considérables de la fin des années 1990 ne feront qu'amplifier ce phénomène, et cela pourrait se poursuivre si des débouchés commerciaux sont concrétisés. De plus, la construction d'infrastructures majeures, tel le gazoduc transandin, reliant les champs tarijéniens à un port chilien ou péruvien, aura des conséquences dans le développement du réseau routier départemental. Les villes de Villamontes et Tarija pourraient alors se trouver au centre d'un couloir bi-océanique qui désenclaverait la région, le développement en découlant ne serait alors pas tributaire d'un secteur des hydrocarbures non pérenne mais aurait des conséquences plus durables.

Annexe D

La vallée de Tolomosa

1 - Présentation et méthodologie de l'enquête Entol 2002

Carte D - 1 : Vallée de Tolomosa – Plan des localités enquêtées.....	523
Tab. D - 1 : Entol 2002 – Ressources humaines.....	524
Tab. D - 2 : Entol 2002 – Ménages enquêtés selon les communautés et leurs structures.....	524
Tab. D - 3 : Entol 2002 / INE 2001 - Individus et ménages.....	525
Texte D - 1 : Entol 2002 – Méthodologie d'enquête.....	525
Photos D - 1 : Entol 2002 – Divers moments dans la collecte des données.....	527

2 - Entol 2002 – Le questionnaire

Quest. D - 1 : Entol 2002 – Présentation générale de la fiche ménage.....	528
Quest. D - 2 : Entol 2002 – Module 1 (logement) de la fiche ménage.....	529
Quest. D - 3 : Entol 2002 – Module 2 (foncier et agriculture) de la fiche ménage.....	529
Quest. D - 4 : Entol 2002 – Module 3 (membres du foyer) de la fiche ménage.....	530
Quest. D - 5 : Entol 2002 – Module 4 (autres enfants du foyer) de la fiche ménage.....	531
Quest. D - 6 : Entol 2002 – Module 6 (lieu de naissance des parents du chef du foyer) de la fiche ménage.....	532
Quest. D - 7 : Entol 2002 – Présentation générale de la fiche individuelle.....	532
Quest. D - 8 : Entol 2002 – Module B (occupation) de la fiche individuelle.....	533
Quest. D - 9 : Entol 2002 – Module C (migration) de la fiche individuelle.....	533
Quest. D - 10 : Entol 2002 – Module D (mobilité) de la fiche individuelle.....	534
Quest. D - 11 : Entol 2002 – Module E (mobilité quotidienne à Tarija) de la fiche individuelle.....	534

3 - La vallée de Tolomosa : peuplement ancien, croissance de la population et immigration faible

Texte D - 2 : vallée de Tolomosa – Arrivée des Espagnols, seul bouleversement d'un peuplement ancien.....	535
Texte D - 3 : vallée de Tolomosa – Premiers signes d'une émigration et confirmation de la faiblesse de l'immigration.....	536
Tab. D - 4 : Entol 2002 – Lieu de naissance des chefs de ménage enquêtés et de leurs parents.....	536
Fig. D - 1 : Entol 2002 – Lieu de naissance des chefs de ménage et de leurs parents.....	537

4 - Localisation et isolement des communautés dans la vallée

Texte D - 4 : vallée de Tolomosa – Des communautés inégalement connectées à la capitale départementale.....	537
---	-----

5 - Agriculture et élevage dans la vallée de Tolomosa selon Zonisig et la Codetar

Tab. D - 5 : vallée de Tolomosa – Activités productives principales selon les communautés.....	538
Tab. D - 6 : vallée de Tolomosa – Surface cultivée par communauté.....	539
Tab. D - 7 : vallée de Tolomosa – Surface cultivée par communauté selon le type de culture.....	539
Tab. D - 8 : vallée de Tolomosa – Proportion de cultures irriguées et nombre de mois d'irrigation par an selon les communautés.....	540
Tab. D - 9 : vallée de Tolomosa – Nombre total de têtes d'animaux d'élevage par unité familiale agropastorale selon les communautés et le type de bétail.....	540
Tab. D - 10 : vallée de Tolomosa – Mode d'acquisition des terres privées selon les communautés.....	541

6 - L'activité durant les 7 derniers jours selon Entol 2002

Tab. D - 11 : Entol 2002 – Individus âgés de 15 ans et plus selon leur occupation principale durant les 7 derniers jours et la communauté.....	541
Tab. D - 12 : Entol 2002 – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé au cours des 7 derniers jours selon le secteur d'activité et la communauté.....	542
Tab. D - 13 : Entol 2002 – Individus âgés de 15 ans et plus et déclarant avoir travaillé au cours des 7 derniers jours selon la catégorie d'emploi et la communauté.....	542

7 - L'Agriculture selon Entol 2002

Tab. D - 14 : Entol 2002 – Ménages enquêtés selon qu'ils déclarent des pratiques agricoles et/ou d'élevage et les communautés	542
Tab. D - 15 : Entol 2002 – Ménages déclarant une activité agricole selon le type de cultures pratiqué et la communauté	543
Tab. D - 16 : Entol 2002 – Ménages déclarant des cultures et des terres agricoles selon la présence ou non d'un système d'irrigation et la communauté	543

8 - L'élevage selon Entol 2002

Tab. D - 17 : Entol 2002 – Ménages déclarant des pratiques agricoles et/ou d'élevage selon la communauté et le type de bétail possédé (effectif et nombre de têtes/foyer).....	544
Tab. D - 18 : Entol 2002 – Ménages selon le nombre de têtes bovines déclaré et les communautés.....	544
Tab. D - 19 : Entol 2002 – Ménages selon la possession de petit bétail et les communautés	544

9 - La commercialisation de produits agricoles selon Entol 2002

Tab. D - 20 : Entol 2002 – Ménages selon la présence ou non d'au moins un membre de la famille se rendant régulièrement à Tarija pour y vendre des produits agricoles et les communautés	545
--	-----

10 - L'étude du foncier agricole

Tab. D - 21 : Entol 2002 – Ménages déclarant des cultures agricoles selon les communautés et la surface cultivée (en ha)	545
Tab. D - 22 : Entol 2002 – Ménages déclarant des cultures agricoles selon le statut foncier de leurs terres et la communauté ...	545
Tab. D - 23 : Entol 2002 – Ménages déclarant des cultures agricoles et la possession de terres selon le mode d'acquisition principal et la communauté	546

11 - La sous-occupation de la population active de la vallée

Tab. D - 24 : Entol 2002 – Individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé dans l'agriculture ou l'élevage durant les 7 jours précédant l'enquête selon les catégories d'emploi déclarées et la communauté	546
Tab. D - 25 : Entol 2002 – Ménages selon l'indice d'occupation agricole et les communautés	546

12 - Cartographie des provinces argentines

Carte D - 2 : Argentine – Représentation des limites provinciales	547
---	-----

13 - Les migrations saisonnières entre 1945 et 2000

Tab. D - 26 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée selon le sexe des individus et l'année de l'événement migratoire.....	548
Tab. D - 27 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée selon l'âge des individus au début de la migration et leur sexe	548
Tab. D - 28 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée selon le motif principal du déplacement et le sexe des individus.....	548
Tab. D - 29 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée et ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle, selon le secteur d'activité et le sexe des individus	549
Tab. D - 30 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée et ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle, selon la catégorie d'emploi et le sexe des individus.....	549
Tab. D - 31 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée et ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle dans l'agriculture, selon les catégories d'emploi	549
Tab. D - 32 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée selon le lieu de destination et l'année de l'événement migratoire.....	550
Tab. D - 33 : Entol 2002 – Nombre de migrations saisonnières effectuées par les natifs de la vallée entre 1945 et 2000, par foyer et par individu âgé de 15 ans et plus né dans la <i>cuenca</i> , selon la communauté	550

14 - Les déplacements saisonniers

Tab. D - 34 : Entol 2002 – Individus âgés de 15 ans et plus selon le nombre de déplacements saisonniers effectués en 2001 et les communautés	551
Tab. D - 35 : Entol 2002 – Ménages selon le nombre de déplacements saisonniers effectués en 2001 par les membres de la famille et les communautés.....	551
Texte D - 5 : Entol 2002 – Variations entre migrations et mobilités saisonnières en 2001.....	551
Tab. D - 36 : Entol 2002 – Déplacements saisonniers en 2001 selon leur motivation principale et la communauté	552
Tab. D - 37 : Entol 2002 – Déplacements saisonniers en 2001 ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon le secteur d'activité et la communauté.....	552
Tab. D - 38 : Entol 2002 – Déplacements saisonniers en 2001 ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon la catégorie de l'emploi et la communauté	553
Tab. D - 39 : Entol 2002 – Ménages selon le rapport entre quantité de terres cultivées et nombre de travailleurs agricoles du foyer, et la présence ou non d'au moins un individu déclarant un déplacement saisonnier professionnel en 2001	553

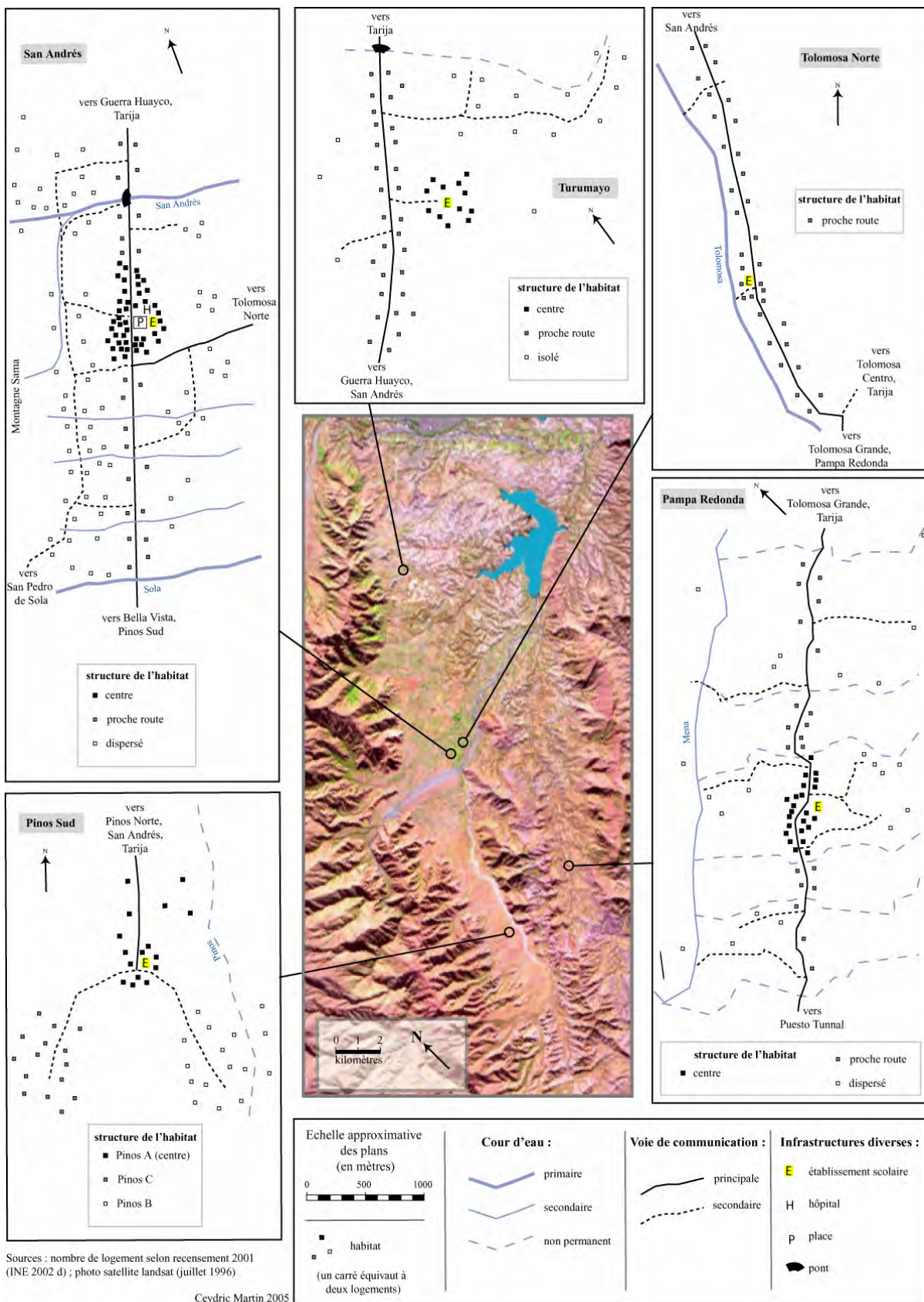
15 - Les migrations antérieures

Tab. D - 40 : Entol 2002 – Ménages selon la présence ou non de natifs de la vallée âgés de 15 ans et plus déclarant au moins une migration antérieure en dehors de la <i>cuenca</i> , selon les communautés.....	553
Tab. D - 41 : Entol 2002 – Individus âgés de 15 ans et plus natifs de la vallée, selon qu'ils déclarent ou non une migration antérieure en dehors de la <i>cuenca</i> , par communauté	554

Tab. D - 42 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée effectuées en dehors de la <i>cuenca</i> , selon le sexe des personnes concernées et la communauté.....	554
Tab. D - 43 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée, effectuées en dehors de la <i>cuenca</i> , selon l'âge du migrant au début du déplacement et son sexe	554
Tab. D - 44 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée effectuées en dehors de la <i>cuenca</i> , selon la motivation principale de l'événement migratoire et le sexe du migrant.....	554
Tab. D - 45 : Entol 2002 – Migrations antérieures professionnelles de natifs de la vallée effectuées en dehors de la <i>cuenca</i> , selon le secteur d'activité et le sexe du migrant	555
Tab. D - 46 : Entol 2002 – Migrations antérieures professionnelles agricoles de natifs de la vallée, effectuées en dehors de la <i>cuenca</i> , selon la catégorie d'emploi et le sexe du migrant	555
Tab. D - 47 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée, effectuées en dehors de la <i>cuenca</i> , selon la catégorie d'emploi et le sexe du migrant.....	555
Tab. D - 48 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée, effectuées en dehors de la <i>cuenca</i> , selon le lieu de destination et le sexe du migrant	556
Tab. D - 49 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée, effectuées en dehors de la <i>cuenca</i> , selon la durée du déplacement et le sexe du migrant.....	556
Tab. D - 50 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée, effectuées en dehors de la <i>cuenca</i> , selon l'âge du migrant au moment de la fin de l'événement migratoire et son sexe	556
16 - Répartition de la descendance selon le lieu et la temporalité de résidence	
Tab. D - 51 : Entol 2002 – Descendance du chef de ménage selon l'âge des enfants et leurs lieu et temporalité de résidence	557
Tab. D - 52 : Entol 2002 – Descendance âgée de 15 à 39 ans selon le lieu et la temporalité de résidence et la communauté.....	557
Tab. D - 53 : Entol 2002 – Ménages selon la présence d'enfant et leurs lieu et temporalité de résidence, par communauté	558
Tab. D - 54 : Entol 2002 – Ménages selon le nombre de descendants vivant en dehors de la vallée de Tolomosa et les communautés	558
17 - Activité de la descendance ayant quitté la vallée de Tolomosa	
Tab. D - 55 : Entol 2002 – Descendance vivant en dehors de la vallée de Tolomosa selon l'occupation principale et les communautés enquêtées	558
Tab. D - 56 : Entol 2002 – Descendance vivant et travaillant en dehors de la <i>cuenca</i> selon le secteur d'activité et la communauté.....	559
Tab. D - 57 : Entol 2002 – Descendance vivant en dehors de la vallée de Tolomosa et travaillant dans l'agriculture selon la catégorie d'emploi et la communauté.....	559
18 - Envoi d'argent de la descendance vivant en dehors de la vallée	
Tab. D - 58 : Entol 2002 – Ménages selon la présence ou non d'enfants vivant en dehors de la vallée de Tolomosa et envoyant de l'argent au foyer d'origine, par communauté.....	559
Tab. D - 59 : Entol 2002 – Nombre d'enfants vivant en dehors de la vallée de Tolomosa et envoyant de l'argent à leur foyer d'origine par rapport au total des ménages enquêtés, selon la communauté (effectif et moyenne)	560
19 - Lieu de vie de la descendance ayant quitté la vallée de Tolomosa	
Tab. D - 60 : Entol 2002 – Descendance vivant en dehors de la vallée de Tolomosa selon son lieu de résidence habituel et l'année de premier départ du foyer d'origine.....	560
Tab. D - 61 : Entol 2002 – Descendance vivant en dehors de la vallée de Tolomosa selon son lieu de résidence habituel et la communauté.....	560
20 - Les mobilités professionnelles de courte durée depuis la vallée de Tolomosa	
Texte D - 6 : Entol 2002 – Les mobilités professionnelles courtes	561
21 - Synthèse : lieux et motivations des déplacements des Tolomosains	
Tab. D - 62 : Entol 2002 – Événements migratoires répertoriés selon le type de déplacement et la communauté.....	562
Tab. D - 63 : Entol 2002 – Événements migratoires répertoriés selon l'occupation principale dans le lieu de vie habituel ou la motivation du déplacement et le type de déplacement	563
Tab. D - 64 : Entol 2002 – Événements migratoires pour travailler (ou étudier et travailler) selon le secteur d'activité et le type de déplacement.....	563
Tab. D - 65 : Entol 2002 – Ménages selon le nombre de déplacements professionnels déclarés (migrations antérieures, migrations saisonnières jusqu'en 2000, déplacements saisonniers en 2001 et migrations actuelles) par foyer et selon les communautés	563
Tab. D - 66 : Entol 2002 – Événements migratoires professionnels répertoriés (pour travailler ou étudier et travailler ou rechercher un emploi) selon les lieux de destination et le type de déplacement.....	564
22 - Evolution de la population rurale de la vallée entre 1992 et 2001	
Texte D - 7 : Vallée de Tolomosa – Les difficultés de la récolte des données de population.....	564
Tab. D - 67 : Vallée de Tolomosa – Evolution de la population entre les recensements de 1992 et 2001 selon les communautés de la <i>cuenca</i>	565

1 - Présentation et méthodologie de l'enquête Entol 2002

Carte D -1 : Vallée de Tolomosa – Plan des localités enquêtées



Tab. D - 1 : Entol 2002 – Ressources humaines

Préparation	
Arming Coyo	Liz Perez
Ceydric Martin	Philippe Hamelin
Freddy Oreillana	Ramiro Florez Cruz
Hugo Arze	Rocío Mendez

Enquêteurs	
Adriana Astorga	María Nelly Morales (3)
Arming Coyo	Ramiro Flores Cruz (4)
Blanca Arce	Rocío Mendez (4)
Ceydric Martin (6)	Seleni Velarde (5)
Dubeyza Benítez (1)	Siney Ichazo (6)
Gabriela Aracena	Vanessa Tocary
Horacio Gallardo	Veroska Acebey
Liz Perez (2)	

(1) sauf San Andrés (4) sauf Turumayo
 (2) sauf Pampa Redonda et Turumayo (5) sauf Tolomosa et Turumayo
 (3) seulement San Andrés et Turumayo (6) seulement Turumayo

Superviseurs	
Ceydric Martin	Ramiro Flores Cruz
Hugo Arze	

Codification / Saisie / Nettoyage de la base	
Ceydric Martin	Maria Nelly Morales
Hortensia Fernandez	Veronica Peralta

Tab. D - 2 : Entol 2002 – Ménages enquêtés selon les communautés et leurs structures

communauté	date		nombre de ménages enquêtés	nombre enquêteurs	
Pampa Redonda	20 février, journée entière	<i>zone</i>	centre	18	11
			proche route	16	
			dispersé	16	
			total	50	
Pinos Sud	21 février, matin	<i>zone</i>	Pinos A	10	12
			Pinos B	11	
			Pinos C	10	
			total	31	
Tolomosa Norte	21 février, après-midi		total	30	11
San Andrés	22 février, journée entière	<i>zone</i>	centre	28	12
			proche route	12	
			dispersé	36	
			total	76	
Turumayo	1er mars, matin	<i>zone</i>	centre	5	11
			proche route	16	
			isolé	5	
			total	26	

Source : Entol 2002

Tab. D - 3 : Entol 2002 / INE 2001 - Individus et ménages

	recensement INE 2001		Entol 2002		% enquêté par Entol 2002	
	individus	ménages	individus	ménages	individus	ménages
Tolomosa Norte	245	52	141	27	57,6	51,9
Pampa Redonda	418	129	209	46	50,0	35,7
San Andrés	1 204	274	390	75	32,4	27,4
Pinos Sud	374	99	135	27	36,1	27,3
Turumayo	556	113	132	26	23,7	23,0

Source : recensement INE 2001 (INE 2002 b), Entol 2002

Texte D - 1 : Entol 2002 – Méthodologie d'enquête

L'enquête Entol 2002 s'est déroulée en plusieurs phases. Entre le début de l'année 2002 et le 5 février, missions exploratoires¹, entretiens, et collecte et analyse des données disponibles sur la vallée ont permis de sélectionner les localités à enquêter et d'adapter le questionnaire d'Entar 2001² aux besoins de notre travail en zone rurale. Du 5 au 15 février, une reconnaissance plus ciblée a été nécessaire pour prendre contact avec les autorités locales, préparer les plans de sondage et assurer le support logistique de l'enquête. Du 15 au 20 février, c'est sur la sélection et la formation des enquêteurs que nous avons porté nos efforts. Enfin, l'enquête s'est déroulée entre le 20 février et le 1^{er} mars, dans les localités de Pampa Redonda, Pinos Sud, Tolomosa Norte, San Andrés et Turumayo [localisées sur la carte III-1, chapitre III].

Ces communautés³ devait offrir un échantillonnage pouvant illustrer au mieux la diversité des implantations humaines dans la vallée (cette argumentation est développée dans la première section du chapitre III). Face à l'inexistence d'une cartographie des zones à enquêter, nous avons effectué⁴ des plans des localités sélectionnées [cf. Carte D-1], ce qui a permis d'identifier les structures des communautés retenues et ainsi – en tenant compte des contraintes logistiques tel le nombre d'enquêteurs disponibles⁵, l'accessibilité aux zones à enquêter, et les limites financières⁶ – d'établir notre plan de sondage. Ce dernier prévoyait – toujours selon des choix raisonnés – d'enquêter au moins 25 % des foyers recensés par l'INE [cf. Tab. D-3], localisés dans des zones représentatives des diverses formes

¹ La proximité de la vallée de Tolomosa, aux portes de Tarija, a rendu possible de nombreux repérages durant cette période.

² En effet, le questionnaire d'Entar 2001, enquête réalisée en septembre de l'année précédente, a servi de base pour la préparation d'Entol 2002.

³ Nous avons réalisé la collecte et l'analyse des données nécessaires à cette sélection entre janvier et février de la même année. Durant cette étape, nous avons bénéficié de la précieuse collaboration (bénévole) de Ramiro Flores Cruz, étudiant en sociologie de l'Universidad de Buenos Aires (UBA), ainsi que de celles d'Hugo Arze, professeur d'économie à l'université Juan Misael Saracho, de Freddy Oreillana, ingénieur agronome ayant travaillé dans diverses localités de la vallée et de Liz Perez, sociologue réalisant son mémoire de *maestría* (équivalent du master) sur la communauté de Pampa Redonda.

⁴ En collaboration avec Arming Coyo et Rocío Méndez, deux étudiants de l'université Juan Misael Saracho.

⁵ L'enquête Entol 2002 s'est déroulée durant la saison estivale, juste après le carnaval. Dans ces conditions, le recrutement d'enquêteurs bénévoles, essentiellement parmi les étudiants de l'université Juan Misael Saracho, a été laborieux [cf. Tab. D-1 pour la liste des participants].

⁶ Un budget total d'environ 300 USD avait été attribué par l'IRD pour la réalisation de l'enquête Entol 2002.

d'implantation de l'habitat dans les communautés.

- Nous avons décidé de consacrer une journée entière à la communauté de Pampa Redonda, afin notamment d'accéder à certains des logements reculés (l'habitat de la localité, en dehors du centre et des abords de la piste principale, est très dispersé et situé sur un relief fortement accidenté). En outre, notre objectif étant d'enquêter au moins le quart des 129 ménages recensés par l'INE (soit au minimum 32 foyers), chacun des 11 étudiants travaillant ce jour-là ne devait remplir que 3 à 4 formulaires en moyenne⁷, ce qui nous a permis de consacrer du temps aux ajustements du questionnaire et à l'amélioration de sa compréhension. Finalement, l'objectif de départ a été dépassé, et on dénombre 46 foyers interrogés : 18 dans la zone centrale, 16 proches de la piste reliant Tarija à Pampa Redonda et 16 dans des zones reculées. Selon nos propres observations et les dires des autorités de la communauté, cet échantillon respecte la répartition de la population dans la localité.

- Le lendemain, nous avons consacré la matinée à enquêter la communauté de Pinos Sud. La simplicité de la structure de l'habitat de cette localité (concentrée autour de trois zones de tailles comparables – toujours selon les autorités locales et nos observations – et relativement bien desservies) nous a permis de n'y consacrer qu'une demi-journée. Ainsi, avec 12 enquêteurs, avons-nous sondé 10 foyers dans Pinos A, 11 dans Pinos B et 10 dans Pinos C, soit un total de 30 ménages enquêtés (27 % du total recensé par l'INE).

- Durant l'après-midi, c'est dans la localité de Tolomosa Norte – dont l'habitat est essentiellement aligné sur la route transversale reliant San Andrés à Tolomosa Grande – que nous sommes intervenus en répartissant les enquêteurs le long de cet axe de communication et en sondant une maison sur deux. Nous avons ainsi interrogés 27 foyers (soit plus de la moitié des logements selon les données du recensement de l'INE).

- Le jour suivant a été entièrement consacré à la localité la plus importante de la vallée, San Andrés. Nous avons repéré trois structures principales dans cette communauté : le centre (qui regroupe environ un tiers des logements recensés), la périphérie (habitat dispersé autour des diverses rivières qui traversent la localité, elle contient environ la moitié de la population), et une zone intermédiaire (sur les bords de la piste qui relie le nord de la *cuenca* à Tarija). Nous avons ainsi enquêté 76 foyers (27 % de ceux recensés par l'INE) : 28 en zone centrale, 12 proches de la route et 36 dans des périphéries plus ou moins éloignées.

- Pour des raisons pratiques, nous avons dû attendre le 1^{er} mars pour terminer Entol 2002, en enquêtant alors Turumayo. Toujours selon nos observations et les autorités locales, la population de cette communauté est essentiellement concentrée le long de la route allant à Tarija, le reste se déployant autour d'un petit centre et dans des zones reculées. C'est par rapport à cette distribution que nous avons choisi 5 ménages en zone centrale, 16 proches de la route principale et 5 autres dans des zones éloignées (soit au total 23 % des foyers recensés par l'INE⁸).

Sur l'ensemble de l'enquête Entol 2002, 213 foyers et 1 055 individus ont été sondés.

⁷ Le temps d'enquête varie considérablement selon la taille des ménages : dans le cas d'Entol 2002, il s'échelonne entre 10 et 50 minutes. On suppose cependant que l'enquête moyenne prend environ une demi-heure.

⁸ A noter que Turumayo est le seul cas où nous n'atteignons pas notre objectif de 25 % des foyers enquêtés.

Photos D - 1 : Entol 2002 – Divers moments dans la collecte des données



Cliché **a** : Regroupement pour la collecte des données de ménages isolés de la communauté de Pampa Redonda. On remarquera sur les versants l'érosion.

Cliché **b** : Enquête d'une des deux boucheries du centre de San Andrés.

Cliché **c** : A Pampa Redonda, un paysan indique à l'étudiant comment accéder au logement visible en arrière-plan.

Cliché **d** : A Turumayo, entre deux enquêtes, révision des questionnaires. En arrière-plan, on notera le mur de pierre, destiné à empêcher les animaux d'accéder aux zones cultivées.

Clichés **a**, **b**, **c** et **d** : Ceydric Martin, février 2002

Quest. D - 2 : Entol 2002 – Module 1 (logement) de la fiche ménage

MODULO 1 - VIVIENDA

1. ¿ La vivienda que ocupan es...
 propia 1 alquilada 2 en anticrético 3 cedida por servicio 4 otro 5

2. Si la vivienda no es propia, ¿ dónde vive el dueño ?
 en la comunidad 1
 otro lugar (precisar) 2 país _____
 departamento o provincia _____ localidad _____

3. ¿ Cuántos cuartos o habitaciones ocupa su hogar ? sin contar cuarto de baño y cocina

4. ¿ El agua para cocinar y beber se distribuye...
 por cañería dentro de la vivienda 1
 por cañería fuera de la vivienda pero dentro del lote o terreno 2
 no se distribuye por cañería 3

5. ¿ Si se distribuye por cañería, cuántos grifos tiene ?

6. ¿ Tiene electricidad ?
 sí 1 no 2

7. ¿ Ducha con agua caliente ?
 sí 1 no 2

8. ¿Cuál es el material de construcción más utilizado en las paredes de esta vivienda?
 adobe 1 ladrillo 2 piedra 3 hormigón 4 otro 5

9. ¿Cuál es el material más utilizado en el techo de esta vivienda ?
 Calamina 1 Teja 2 Losa 3 Otro 4

10. Principalmente, ¿ Qué tipo de combustible o energía utiliza para cocinar ?
 gas de garrafa 1 leña 2 leña y gas de garrafa 3 electricidad 4 otro 5

11. ¿ Tiene alguna otra casa en otro lado ? (múltiple)
 en la comunidad 1
 otro lugar (precisar) 2 país _____
 departamento o provincia _____ localidad _____

12. Ustedes tienen...
 bicicleta motocicleta vehículo automotor refrigerador teléfono o celular televisor

Quest. D - 3 : Entol 2002 – Module 2 (foncier et agriculture) de la fiche ménage

MODULO 2 - TENENCIA Y USO DE LA TIERRA

1. ¿ La tierra que usted tiene actualmente en uso en esta comunidad es.....?
 propia 1 anticrético 2 cedida por servicio 3 otro 4 no tiene tierra en uso 5

2. Si la tierra no es propia, ¿ dónde vive el dueño ?
 en la comunidad 1
 otro lugar (precisar) 2 país _____
 departamento o provincia _____ localidad _____

3. Si es propia, ¿ cómo adquirió esta tierra ?
 por dotación 1 por consolidación 2 por sucesión 3 por compra 4 otro 5

4. ¿Cuál es la superficie total de la tierra ? (en has)
 0-1.9 1 2-3.9 2 4-5.9 3 6-7.9 4 8-9.9 5 10 o más 6

5. ¿ Dispone de riego ?
 Sí, en todo el terreno 1 Sí, en parte del terreno 2 No 3

6. ¿ Ustedes tienen actualmente, aquí o en otro lugar, animales de crianza ?
 no 2 sí 1 (múltiple) → ¿ Cuáles ? ¿ Cuántos ?
 vacas
 ovejas
 cabras
 chanchos
 gallinas
 otro

7. ¿ Dónde se encuentran ? (múltiple)
 en la comunidad
 otro lugar país _____ departamento o provincia _____ localidad _____

8. ¿ Produce usted actualmente, aquí o en otro lugar, algún cultivo ?
 no 2 sí 1 (múltiple) → ¿Cuál ? ¿ Cuántas hectáreas ?
 papas
 maíz
 hortalizas
 uva
 otras frutas
 otro

9. ¿ Dónde se encuentran ? (múltiple)
 en la comunidad
 otro lugar país _____ departamento o provincia _____ localidad _____

pase al módulo miembros del hogar

Quest. D - 4 : Entol 2002 – Module 3 (membres du foyer) de la fiche ménage

MODULO 3- MIEMBROS DEL HOGAR

Se aplica a todas las personas integrantes de este hogar

¿ Quiénes son las personas que viven normalmente en este hogar ? (cuidado : no incluir hijos que hayan salido del hogar)

Complete cada fila empezando por el jefe de hogar.

¿ Qué relación o parentesco tiene con el jefe de hogar ?

¿ Cuántos años cumplidos tiene ?

¿ Dónde nació ?

¿Cuál es su estado civil o conyugal actual ?

¿ Reside en esta vivienda.... ?

¿ Tiene radicatoria argentina?

únicamente para los menores de 15 años

¿ Asiste actualmente a algún centro educativo ?

N° de orden	Nombre de pila (ejemplo : Juan)	Parentesco 1 = jefe/a de hogar 2 = esposa/o o conviviente 3 = hijo/a o entenado 4 = nieto/a 5 = yerno o nuera 6 = padres o suegro/a 7 = hermano/a 8 = otro pariente 9 = otro no pariente	Sexo 1 = masc. 2 = fem.	Edad	Lugar de nacimiento 1 = aquí en la comunidad 2 = en otra comunidad de la cuenca de Tolomosa 3 = en la ciudad de Tarija 4 = en otro lugar del departamento de Tarija 5 = en otro departamento boliviano 6 = en Argentina 7 = en otro país	Estado civil 1 = casado 2 = conviviente/ concubino 3 = soltero/a 4 = separado/a 5 = divorciado/a 6 = viudo	Tiempo resi 1 = permanentemente 2 = parte de semana 3 = fines de semana 4 = por estación / temporalmente	Radicatoria 1 = sí 2 = no	Educación - de 15 años	
									1 = educ. preesc. 2 = primaria 3 = secundaria 4 = nada 5 = 15 años y más, nc	curso 1 2 3 4 5 6 7 8
1		1							<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

Quest. D - 5 : Entol 2002 – Module 4 (autres enfants du foyer) de la fiche ménage

MODULO 4 - OTROS HIJOS DEL HOGAR

¿ Tiene otros hijos que ya salieron de este hogar ?
(que ya no forman parte de este hogar)

SÍ 1

NO 2

pase al módulo visitas

¿ Cuántos ?

Complete la lista



¿ A qué edad salió del hogar por primera vez (excepto razón de estudios) ?

¿ Si vive en pareja, de dónde viene su esposa/o o conviviente ?

¿Cuál es su actividad ? (en su lugar de residencia principal)

¿ Qué tipo de trabajo realiza ?

¿ Dónde nació ?

¿Cuál era su estado civil cuando se fue ?

¿ Envía dinero a este hogar ?

¿ En qué rama de actividad trabaja ?

Nombre de pila (ejemplo : Juan)	Sexo 1 = masc. 2 = fem.	Edad	lug. naci. 1 = aquí en la comunidad 2 = en otra comunidad de la cuenca de Tolomosa 3 = en la ciudad de Tarija 4 = en otro lugar del departamento de Tarija 5 = en otro departamento boliviano 6 = en Argentina 7 = en otro país	Salida	Est. Civ. 1 = casado 2 = conviviente/concubino 3 = soltero/a 4 = separado/a 5 = divorciado/a 6 = viudo	Orig. Esp. 1 = de la misma comunidad 2 = de otra comunidad de la cuenca de Tolomosa 3 = de la ciudad de Tarija 4 = de otro lugar de Bolivia 5 = de Argentina 6 = de otro país 7 = no vive en pareja	Remesas 1 = Sí, regularmente 2 = Sí, de vez en cuando 3 = no 4 = no contesta	Actividad 1 = Trabaja 2 = Estudia y trabaja 3 = Estudia 4 = Desocupado o enfermo 5 = Ama de casa 6 = Otro 7 = no se sabe 8 = no contesta	Trabajo	
									Rama 1 = Agricultura 2 = Ganadería 3 = Artesanía 4 = Comercio 5 = Servicios 6 = Construcción 7 = Industria 8 = Transportes 9 = otro	Estatus 1 = patrón 2 = empleado 3 = obrero o jornalero 4 = mediero 5 = embalador 6 = empleado doméstico 7 = trabajador familiar no remunerado 8 = cuenta propia 9 = otro
A										
B										
C										

se reporter ci-dessous pour la suite de chaque ligne du module

note : dans le questionnaire original, l'espace est prévu pour pouvoir renseigner jusqu'à 8 individus

Para los que no viven en la comunidad encuestada

¿ Su residencia principal está en esta comunidad ?

¿ Dónde está su residencia principal ?

¿ Cuántas veces vino aquí en los 12 últimos meses ?

¿Cuál fue la duración de la estadía más prolongada ?

¿ En qué mes empezó la estadía más prolongada ?

¿Cuál fue el motivo más importante de la estadía más prolongada ?

Resid. 1 = sí 2 = no	Residencia principal					N° de visitas 1 = una 2 = dos 3 = tres o más 4 = con frecuencia 5 = ninguna	Estadía 1 = un día 2 = menos de una semana 3 = menos de un mes 4 = de un mes a tres meses 5 = más de tres meses	Mes 01 = ene. 02 = feb. 03 = mar. 04 = abr. 05 = mayo 06 = junio 07 = julio 08 = agosto 09 = sept. 10 = oct. 11 = nov. 12 = dic.	Motivo 1 = trabajo agrícola 2 = negocio 3 = otro trabajo 4 = fiesta(s) 5 = familia 6 = salud 7 = otro
	País 1 = Bol 2 = Arg 3 = Bra 4 = Per 5 = Chi 6 = otro	Localidad (ciudad, comunidad, colonia, pueblo)	Lugar 1 = ciudad 2 = campo	Departamento (únicamente para Bolivia) 1 = Chuquisaca 2 = La Paz 3 = Cochabamba 4 = Oruro 5 = Potosí 6 = Tarija 7 = Santa Cruz 8 = Beni 9 = Pando	Provincia				

Quest. D - 6 : Entol 2002 – Module 6 (lieu de naissance des parents du chef du foyer) de la fiche ménage

MODULO 6- Lugar de nacimiento de los padres del jefe de hogar

1. ¿ Dónde nació el padre del jefe de hogar ?

en la comunidad 1

otro lugar 2

país _____ departamento o provincia _____ localidad _____

2. ¿ Dónde nació la madre del jefe de hogar ?

en la comunidad 1

otro lugar 2

país _____ departamento o provincia _____ localidad _____

Quest. D - 7 : Entol 2002 – Présentation générale de la fiche individuelle

FICHA INDIVIDUAL ENTOL 2002

Nº de cuestionario Nº orden Nombre de pila _____

Se aplica a cada persona de 15 años y más

A) EDUCACION

1. Actualmente, ¿ asiste a una escuela, colegio o universidad ? SI NO

2. ¿Cuál fue el nivel más alto de instrucción que aprobó ?

sis. anterior: básico, intermedio, medio, primaria, secundaria, otro

sis. actual: licenc, no asistió, completo, incompleto, otro

3. ¿ En qué lugar asistió a su último año de instrucción ?

aquí en la comunidad otro país localidad

4. ¿ En qué año fue ? _____

5. ¿ A qué nivel asiste actualmente ?

primaria, secundaria, licenc, otro

6. ¿ En qué año está ? _____

7. ¿ Tiene otro tipo de capacitación ? SI NO

8. ¿ Sabe leer y escribir ? SI NO NO CONTESTA

B) OCUPACION EN LA COMUNIDAD

1. Aquí en la comunidad, ¿ cuál es su actividad principal ?

Trabajo, Estudia y trabaja, Estudia, Desocupado o enfermo, Ama de casa, Otro

Rama de actividad: Agricultura, Ganadería, Artesanía, Comercio, Servicios, Construcción, Industria, Transportes, otro

Estatus: patrón, empleado, obrero o jornalero, mediano, embaulador, empleado doméstico, trab. farm. no remunerado, cuenta propia

C) MIGRACION

En toda su vida, ¿ aparte de esta comunidad, ha vivido en otro lugar por lo menos 6 meses continuos ? (esto incluye la ciudad de Tarija)

¿ En cuántos hogares ? _____

¿ En qué año llegó a vivir a este lugar ? _____

¿ Con qué año dejó de vivir en este lugar ? _____

¿ Cuál fue el principal motivo por el que fue a vivir a este lugar ? _____

Si trabajó, ¿ qué hizo ? _____

Complete la lista de los tres últimos lugares donde ha vivido por lo menos seis meses

País	Localidad	Lugar de residencia	Departamento o provincia	Provincia	Llegada	Salida	Vínculos en el lugar	Motivo	Situación laboral
1									
2									
3									

D) MOVILIDAD

¿ En los 12 últimos meses (desde marzo del 2001 hasta ahora), se ausentó de esta comunidad por lo menos una noche ? (esto incluye la ciudad de Tarija)

Complete la lista

País	Localidad	Lugar de residencia	Departamento o provincia	Provincia	Nº de visitas	Frecuen.	Estadía	Mes	Hospedaje	Motivo	Situación laboral
1											
2											
3											
4											

E) MOVILIDAD DIARIA A TARIJA

1. ¿ Usted va a veces a la ciudad de Tarija y retorna el mismo día ?

si no

2. De manera general, ¿ con qué frecuencia hace el recorrido ?

una vez a la semana, una vez a la semana (especificar), 2-3 veces a la semana, Otro

3. ¿ Cuáles son los motivos principales de esas idas y venidas ? (múltiple)

Vender mercaderías, Comprar mercaderías, Otro motivo

F) REDES DE MIGRANTES Y EMPLEO

Sólo se aplica si en el módulo migración o movilidad el encuestado declaró haber trabajado en Argentina como patrón, empleado, obrero o embaulador.

Si se desempeñó como patrón:

1. La última vez que era patrón en la Argentina, ¿ de dónde eran en su mayoría sus empleados ?

Argentina, Bolivia, otro país, no sabe

Si se desempeñó como obrero, empleado o embaulador:

3. La última vez que trabajó en la Argentina, ¿ de dónde era su patrón ?

Argentina, Bolivia, otro país, no sabe

6. ¿ De dónde eran en general sus compañeros de trabajo ?

Argentina, Bolivia, otro país, no sabe

2. ¿ Sus empleados tenían obra social ?

todos, algunos, ninguno, no contesta

4. ¿ Tenía obra social ?

si, no, no contesta

5. ¿ Cómo consiguió ese empleo ?

por diario, por familiares, por amigos/conocidos, por bolivianos, otro modo

G) SALUD

1. Durante los cinco últimos años, ¿ ha recibido alguna atención médica fuera de la consulta de Tolomosa ?

no si ¿ Dónde ?

lugar 1: _____ lugar 2: _____

país _____ localidad _____ país _____ localidad _____

H) FECUNDIDAD Sólo se aplica a las mujeres

1. ¿ Cuántos hijos nacidos vivos ha tenido en total ? (en toda su vida) _____

2. De sus hijas e hijos nacidos vivos, ¿ cuántos viven actualmente ? _____

Quest. D - 8 : Entol 2002 – Module B (occupation) de la fiche individuelle

B) OCUPACION EN LA COMUNIDAD

1. Aquí en la comunidad, ¿ cuál es su actividad principal ?

Trabaja	<input type="checkbox"/> 1
Estudia y trabaja	<input type="checkbox"/> 2
Estudia	<input type="checkbox"/> 3
Desocupado o enfermo	<input type="checkbox"/> 4
Ama de casa	<input type="checkbox"/> 5
Otro	<input type="checkbox"/> 6

Rama de actividad		Estatus	
Agricultura	<input type="checkbox"/> 1	patrón	<input type="checkbox"/> 1
Ganadería	<input type="checkbox"/> 2	empleado	<input type="checkbox"/> 2
Artesanía	<input type="checkbox"/> 3	obrero o jornalero	<input type="checkbox"/> 3
Comercio	<input type="checkbox"/> 4	mediero	<input type="checkbox"/> 4
Servicios	<input type="checkbox"/> 5	embalador	<input type="checkbox"/> 5
Construcción	<input type="checkbox"/> 6	empleado doméstico	<input type="checkbox"/> 6
Industria	<input type="checkbox"/> 7	trab.fami.no remunerado	<input type="checkbox"/> 7
Transportes	<input type="checkbox"/> 8	cuenta propia	<input type="checkbox"/> 8
otro	<input type="checkbox"/> 9	otro	<input type="checkbox"/> 9

Quest. D - 9 : Entol 2002 – Module C (migration) de la fiche individuelle

C) MIGRACION

En toda su vida, ¿ aparte de esta comunidad, ha vivido en otro lugar por lo menos 6 meses continuos ?
(esto incluye la ciudad de Tarija)

sí 1 **no** 2 *pase al módulo movilidad*

¿ En cuántos lugares ?

¿ En qué año dejó de vivir en este lugar? ¿ En qué año llegó a vivir a este lugar? ¿ Conocía a alguien en el lugar? ¿Cuál fue el principal motivo por el que fue a vivir a este lugar? Si trabajó, ¿ qué hizo ?

Complete la lista de los tres últimos lugares donde ha vivido por lo menos seis meses

	Lugar de residencia					Llegada año	Salida año	Vínculos en el lugar	Motivo	Situación laboral	
	Pais	Localidad (ciudad, comunidad, colonia, pueblo)	Lugar	Departamento (únicamente para Bolivia)	Provincia					Rama de actividad	Estatus
1											
2											
3											

Quest. D - 10 : Entol 2002 – Module D (mobilité) de la fiche individuelle

D) MOVILIDAD
 ¿ En los 12 últimos meses (desde marzo del 2001 hasta ahora), se ausentó de esta comunidad por lo menos una noche? (esto incluye la ciudad de Tarija)

1 **sí** 2 **no** *pase al módulo movilidad diaria a Tarija* →

Si va con frecuencia, ¿ cuál es la estadia promedio? ¿ Durante qué mes empezó la estadia más prolongada?

¿ Cuántas veces ha estado en este lugar durante los 12 últimos meses? ¿ Cuál fue la duración de la estadia más prolongada?

Complete la lista ¿ Dónde se hospedó? ¿Cuál fue el principal motivo por el que fue a este lugar? Si trabajó, ¿ qué hizo?

Estas tres preguntas se refieren al lugar donde se hospeda y a su actividad:
 - durante la estadia más prolongada, en el caso de 1-2-3 y más visitas
 - en general, en el caso de visitas con frecuencia

Pais	Localidad (ciudad, comunidad, colonia, pueblo)	Lugar 1 = ciudad 2 = campo	Residencia principal		N° de visitas 1 = una 2 = dos 3 = tres y más 4 = con frecuencia	Frecuen. Marcar N° de días por semana o por mes, según el caso. Ej: x / sem. o x / mes	Estadía 1 = un día 2 = menos de una semana 3 = menos de un mes 4 = más de un mes	Mes 01 = ene. 02 = feb. 03 = mar. 04 = abr. 05 = mayo 06 = junio 07 = julio 08 = agost. 09 = sept. 10 = oct. 11 = nov. 12 = dic.	Hospedaje 1 = amigos, conocidos 2 = parientes 3 = hotel, alojamiento 4 = otro 5 = no sabe	Motivo 1 = trabajar 2 = estudiar y trabajar 3 = estudiar 4 = búsqueda de trabajo 5 = visitar familia 6 = fiestas religiosas 7 = salud 8 = otro 9 = no contesta	Situación laboral	
			Departamento (únicamente para Bolivia) 1 = Chuquisaca 2 = La Paz 3 = Cochabamba 4 = Oruro 5 = Potosí 6 = Tarija 7 = Santa Cruz 8 = Beni 9 = Pando	Provincia							Rama de actividad 1 = Agricultura 2 = Ganadería 3 = Artesanía 4 = Comercio 5 = Servicios 6 = Construcción 7 = Industria 8 = Transportes 9 = otro	Estatus 1 = patrón 2 = empleado 3 = obrero o jornalero 4 = mediero 5 = embalador 6 = empleado doméstico 7 = trabajador familiar no remunerado 8 = cuenta propia 9 = otro
1						/						
2						/						
3						/						
4						/						
5						/						

Quest. D - 11 : Entol 2002 – Module E (mobilité quotidienne à Tarija) de la fiche individuelle

E) MOVILIDAD DIARIA A TARIJA

1. ¿ Usted va a veces a la ciudad de Tarija y retorna el mismo día ?

1 **sí** 2 **no** *pase al módulo redes de migrantes y empleo* →

2. De manera general, ¿ con qué frecuencia hace el recorrido ?

una vez al mes 1 una vez a la semana 2 2-3 veces a la semana 3 Otro (especificar) 4

3. ¿ Cuáles son los motivos principales de esas idas y venidas ? (múltiple)

Vender mercadería

Comprar mercadería

¿ Qué ? ¿ Dónde ?

Otra razón 1

Otra razón 2

3 - La vallée de Tolomosa : peuplement ancien, croissance de la population et immigration faible

Texte D - 2 : vallée de Tolomosa – Arrivée des Espagnols, seul bouleversement d'un peuplement ancien

Comme signalé dans le chapitre I, le peuplement des vallées andines du centre du Tarija remonte à la période Inca. Dans le cas de la *cuena* de Tolomosa, la présence d'un *camino del Inca*⁹ qui relie les hauts plateaux du département à la tête de la vallée, confirme l'importance de la zone à cette époque. Dès le début de la colonie, l'implantation du centre régional de Tarija marque une nouvelle étape dans le peuplement des vallées andines, renforcée par l'installation de colons en charge d'*haciendas*¹⁰. Dans la vallée de Tolomosa la propriété la plus importante, Pampa la villa del Rosario, s'étale de l'*angostura* (gorge située au nord-ouest de la vallée et par laquelle s'écoulent les eaux de la *cuena*) aux reliefs de la montagne de Sama. La production agricole s'organise autour de la culture du maïs et du blé (et de trois moulins permettant leur transformation), ainsi que de celle de la patate et de quelques légumes. L'élevage, principalement bovin, est partiellement pratiqué sur les terres hautes de l'*hacienda*, peu propices à l'agriculture. Ce système d'organisation de l'espace se maintient après l'indépendance bolivienne, et il faut attendre la réforme agraire de 1952, et son application en 1964 dans le cas de la vallée de Tolomosa¹¹, pour que les *chacareros* se voient confier la gestion de terres individuelles. Cette redistribution des terres a-t-elle pu susciter l'arrivée de nouvelles populations dans la vallée ? Selon les observations d'Hinojosa (2000), pas de manière significative puisque la réforme agraire a certes engendré une augmentation des ressources financières des habitants de Tolomosa, mais aussi une baisse de la productivité et un ralentissement de l'extension des cultures.

⁹ Les *caminos del Inca* sont des chemins, bien souvent de pierres, construit par les Incas pour permettre la circulation à l'intérieur de l'empire et son contrôle.

¹⁰ Les *haciendas* de la colonie résultent de l'attribution par la couronne espagnole d'*encomendias* en récompense à des actes de conquête. Les *encomenderos*, en d'autres termes les maîtres, recevaient le droit de gérer d'importantes étendues de terres ainsi que les autochtones qui y vivent. Dans le cas des vallées andines, de grandes exploitations agricoles (des *haciendas*) ont ainsi été créées. Les relations liant l'*hacendero* (propriétaire de l'*hacienda*) au *chacarero* (paysan) pouvaient revêtir diverses formes, allant de l'esclavagisme à la location de terres en fermage (HINOJOSA 2000).

¹¹ En effet, si la redistribution des terres a été décidée en 1952, son application s'est concrétisée seulement après la création de syndicats agricoles et d'un processus judiciaire auprès du Conseil National de la Réforme Agraire.

Texte D - 3 : vallée de Tolomosa – Premiers signes d’une émigration et confirmation de la faiblesse de l’immigration

Selon les divisions statistiques de l’INE, la *cuenca* est composée de deux cantons, Lazareto et Tolomosa, qui totalisent 7 736 habitants en 2001, répartis dans 18 localités, sur une surface de 465 km². Il est préférable de ne citer qu’à titre indicatif l’évolution intercensitaire de la population de la vallée¹², qui laisse apparaître une croissance extrêmement faible des effectifs entre 1992 et 2001¹³, ce qui correspond à la crise générale de la population rurale des vallées andines relevée dans le chapitre II. Cette stagnation laisse supposer une émigration, que nous avons aussi signalée dans le chapitre II, lors de l’étude de la structure par âge [cf. Fig. B-1 pour la pyramide des âges des habitants de la *cuenca*]. Elle laisse aussi présumer un rôle mineur joué par l’immigration, hypothèse confirmée par l’étude des résultats d’Entol 2002 (sur les 201 chefs de ménage recensés, 90,8 % sont nés dans la vallée, proportion qui est de 87,5 % si on se limite à leurs parents, cf. Tab. D-4 et Fig. D-1). A noter que ces résultats sont globalement similaires dans les cinq communautés étudiées.

Tab. D - 4 : Entol 2002 – Lieu de naissance des chefs de ménage enquêtés et de leurs parents

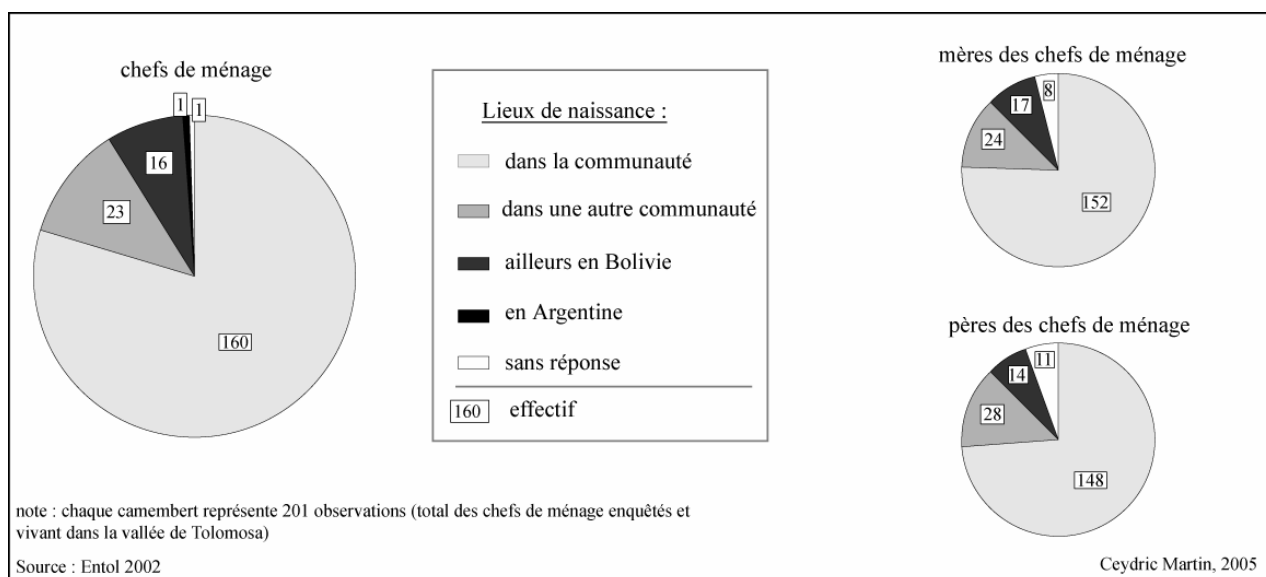
lieu de naissance	chefs de ménage		parents du chef de ménage				total	
	eff.	%	pères eff.	%	mères eff.	%	eff.	%
dans la localité enquêtée	160	79,6	148	73,6	152	75,6	300	74,6
ailleurs dans la vallée de Tolomosa	23	11,4	28	13,9	24	11,9	52	12,9
dans la ville de Tarija	4	2,0	2	1,0	2	1,0	4	1,0
ailleurs dans le Tarija	5	2,5	8	4,0	8	4,0	16	4,0
ailleurs en Bolivie	7	3,5	7	3,5	7	3,5	14	3,5
en Argentine	1	0,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0
non renseigné	1	0,5	8	4,0	8	4,0	16	4,0
total	201	100,0	201	100,0	201	100,0	402	100,0

Source : Entol 2002

¹² Deux raisons nous poussent à prendre cette précaution. Tout d’abord, les recensements de 1992 et de 2001 n’ont pas eu lieu à la même période de l’année (le premier s’est déroulé en juin, le second en septembre) ce qui peut se traduire par des décalages importants si l’on considère l’importance de l’émigration saisonnière des Tolomosains [cf. chap. IV]. Ensuite, les découpages cantonaux ont été modifiés entre 1992 et 2001, problème qui n’est que partiellement résolu par le regroupement des localités [cf. Texte D-7 et Tab. D-67 de la même annexe], puisque les délimitations même des communautés ont aussi connu des changements entre ces deux dates.

¹³ La comparaison 1992-2001 s’effectue par rapport à l’effectif total de 16 communautés dont les résultats sont disponibles pour ces deux dates. Leur population est de 7 067 habitants en 1992, et de 7 328 en 2001, soit un taux moyen de variation annuel intercensitaire de 0,4 % [cf. Texte D-7 et Tab. D-67 à la fin de la même annexe pour les explications et les données détaillées].

Fig. D - 1 : Entol 2002 – Lieu de naissance des chefs de ménage et de leurs parents



4 - Localisation et isolement des communautés dans la vallée

Texte D - 4 : vallée de Tolomosa – Des communautés inégalement connectées à la capitale départementale

L'étude de la situation géographique des communautés de la *cuenca* fait apparaître trois grands ensembles. Premier groupe, celui des localités proches de Tarija – au nord de la vallée – c'est-à-dire San Jacinto Norte et Turumayo (à 6 kilomètres de la capitale départementale). Le centre de ces communautés est situé dans la partie basse de la *cuenca* (entre 1 850 et 1 900 mètres d'altitude) et elles sont très bien reliées à la ville (par exemple, le trajet entre Tarija et Turumayo est régulièrement parcouru par les bus allant à San Andrés et ne prend que quelques minutes, cf. Photos H-2-d).

Le deuxième groupe de localités, le plus important de la vallée, est situé autour des cours d'eau de Sola et Pinos, affluents du Tolomosa qui alimente la réserve de San Jacinto. Cet ensemble de communautés est composé de Guerra Huayco, Lazareto, San Andrés, San Jacinto Sud et de toutes celles de Tolomosa¹⁴. Leurs centres se situent à environ 1 950 mètres d'altitude et sont reliés toute l'année à la ville de Tarija (des ponts en dur ont été construits pour traverser les principaux cours d'eau) par des minibus effectuant régulièrement (dans le cas de San Andrés, la fréquence diurne s'échelonne entre 30 minutes et une heure) la quinzaine de kilomètres (13 kilomètres dans le cas de Tolomosa Norte et de San Jacinto) nécessaire pour rejoindre la capitale départementale. Deux axes permettent ce trajet, l'un l'oriental (qui vient d'être goudronné) et l'autre occidental (dont une partie n'as pas encore été revêtue), tous deux étant rejoints à la hauteur de San Andrés par une piste

¹⁴ On entend par là les communautés de Tolomosa Norte, Tolomosa Centro, Tololomosa Grande, Tolomosita Sud et Tolomosita Oeste.

transversale (aujourd'hui consolidée, cf. Photos H-6) le long de laquelle s'est implantée Tolomosa Norte.

Enfin, le troisième groupe de localités se situe dans les prolongements de ces deux axes : Bella Vista, Pantipampa, Pinos Norte et Pinos Sud pour l'axe occidental ; Churquis et Pampa Redonda pour l'axe oriental. Ces communautés sont nettement plus isolées, ce qui peut s'expliquer par le mauvais état des pistes les desservant, l'absence de pont sur les cours d'eau (infranchissables en période de crue) et l'éloignement géographique (23 kilomètres pour la communauté de Pinos Sud ; 25 pour Pampa Redonda). En conséquence, ce groupe de localités n'est relié à Tarija qu'une fois par jour (moins dans le cas de Pinos Sud) et uniquement en dehors des périodes de crues. Enfin, ces communautés sont situées dans la partie haute de la vallée, généralement autour de 2 000 mètres d'altitude (1 980 m pour Pampa Redonda, 2 100 pour Pinos Sud) sauf Calderillas, qui n'est accessible que par le *camino del Inca*, à trois heures de marche à l'ouest de Pinos Sud, et située à une hauteur de 3 060 mètres d'altitude.

5 - Agriculture et élevage dans la vallée de Tolomosa selon Zonisig et la Codetar

Tab. D - 5 : vallée de Tolomosa – Activités productives principales selon les communautés

communauté*	activités par ordre d'importance			
	1	2	3	4
Pinos Sud	élevage	agriculture	migrations temporaires	n.d.
Pampa Redonda	élevage	agriculture	migrations temporaires	n.d.
San Andrés	agriculture	élevage	migrations temporaires	travaux communaux
Turumayo	agriculture	élevage	migrations temporaires	travaux communaux
Pinos Norte	agriculture	élevage	migrations temporaires	travaux communaux
Bella Vista	agriculture	élevage	migrations temporaires	n.d.
Pantipampa	agriculture	élevage	migrations temporaires	n.d.
Guerra Huayco	agriculture	élevage	migrations temporaires	travaux communaux
Churquis	agriculture	élevage	migrations temporaires	travaux communaux
Tolomosa Grande	agriculture	horticulture	élevage	migrations temporaires
Tolomosita Sur	agriculture	horticulture	élevage	migrations temporaires

* : les communautés de Tolomosa Norte, Tablada Grande, Tolomosita Oeste et Tolomosita Centro n'ont pas été enquêtées par Zonisig, et sont ainsi absentes de ce classement

Source : Zonisig, enquêtes préliminaires (1999)

Tab. D - 6 : vallée de Tolomosa – Surface cultivée par communauté

communauté*	nombre d'UFA	surface totale de la communauté (en ha)	surface cultivée de la communauté		nombre d'ha cultivés / UFA
			en ha	en % de la surface totale de la communauté	
Pinos Sud	66	281	110	39,1	1,67
Pampa Redonda	125	568	148	26,1	1,18
Tolomosa Norte	60	382	210	55,0	3,50
San Andrés	257	836	788	94,3	3,07
Turumayo	120	356	167	46,9	1,39
Pinos Norte	59	316	120	38,0	2,03
Bella Vista	149	447	336	75,2	2,26
Pantipampa	37	257	58	22,6	1,57
Guerra Huayco	159	545	331	60,7	2,08
Tablada Grande	59	385	118	30,6	2,00
Churquis	77	343	148	43,1	1,92
Tolomosa Grande	92	360	220	61,1	2,39
Tolomosita Oeste	34	218	77	35,3	2,26
Tolomosita Centro	49	204	115	56,4	2,35
total	1 343	5 498	2 946	53,6	2,19

* : la communauté de Tolomosita Sur n'a pas été enquêtée par la Codetar, elle n'est donc pas représentée

UFA : Unités Familiales Agropastorales (selon la terminologie de la Codetar)

Source des données : recensement agricole de la Codetar (1995)

Tab. D - 7 : vallée de Tolomosa – Surface cultivée par communauté selon le type de culture

communauté*	culture						total	
	patate		maïs		autres		ha	%
	ha	%	ha	%	ha	%		
Pinos Sud	37	33,6	62	56,4	11	10,0	110	100,0
Pampa Redonda	10	6,8	136	91,9	2	1,4	148	100,0
Tolomosa Norte	107	51,0	58	27,6	45	21,4	210	100,0
San Andrés	479	60,8	210	26,6	99	12,6	788	100,0
Turumayo	36	21,6	115	68,9	16	9,6	167	100,0
Pinos Norte	32	26,7	73	60,8	15	12,5	120	100,0
Bella Vista	200	59,5	124	36,9	12	3,6	336	100,0
Pantipampa	25	43,1	27	46,6	6	10,3	58	100,0
Guerra Huayco	131	39,6	134	40,5	66	19,9	331	100,0
Tablada Grande	1	0,8	116	98,3	1	0,8	118	100,0
Churquis	26	17,6	106	71,6	16	10,8	148	100,0
Tolomosa Grande	92	41,8	48	21,8	80	36,4	220	100,0
Tolomosita Oeste	30	39,0	39	50,6	8	10,4	77	100,0
Tolomosita Centro	48	41,7	26	22,6	41	35,7	115	100,0
total	1 254	42,6	1 274	43,2	418	14,2	2 946	100,0

* : la communauté de Tolomosita Sur n'a pas été enquêtée par la Codetar, elle n'est donc pas représentée

Source des données : recensement agricole de 1995 (CODETAR)

Tab. D - 8 : vallée de Tolomosa – Proportion de cultures irriguées et nombre de mois d'irrigation par an selon les communautés

communauté	CODETAR			ZONISIG
	superficie cultivée		% *	nombre de mois d'irrigation par an
	total	irriguée		
Pinos Sud	111	101	91,0	6
Pampa Redonda	148	42	28,4	4
Tolomosa Norte	210	201	95,7	n.d.
San Andrés	790	790	100,0	12
Turumayo	167	60	35,9	6
Pinos Norte	120	107	89,2	7
Bella Vista	336	336	100,0	12
Pantipampa	58	53	91,4	12
Guerra Huayco	331	283	85,5	12
Tablada Grande	118	7	5,9	n.d.
Churquis	148	79	53,4	8
Tolomosa Grande	220	196	89,1	12
Tolomosita Oeste	77	55	71,4	n.d.
Tolomosita Centro	115	96	83,5	n.d.
Tolomosita Sur	n.d.	n.d.	n.d.	8
total	2 949	2 406	81,7	

* : % de terres irriguées par rapport à la superficie totale de terres cultivées

Source des données : recensement agricole de la Codetar (1995) et enquêtes préliminaires de Zonisig (1999)

Tab. D - 9 : vallée de Tolomosa – Nombre total de têtes d'animaux d'élevage par unité familiale agropastorale selon les communautés et le type de bétail

communauté*	nombre d'UFA	type de bétail									
		bovins		ovins		caprins		porcins		volaille	
		total	nbr têtes / UFA	total	nbr têtes / UFA	total	nbr têtes / UFA	total	nbr têtes / UFA	total	nbr têtes / UFA
Pinos Sud	66	628	10	980	15	171	3	168	3	971	15
Pampa Redonda	125	1 758	14	704	6	380	3	145	1	858	7
Tolomosa Norte	60	729	12	350	6	107	2	284	5	923	15
San Andrés	257	2 567	10	1 967	8	38	0	1 053	4	3 593	14
Turumayo	120	1 109	9	1 507	13	109	1	407	3	1 334	11
Pinos Norte	59	669	11	897	15	339	6	126	2	849	14
Bella Vista	149	1 271	9	2 085	14	69	0	371	2	2 718	18
Pantipampa	37	476	13	612	17	205	6	104	3	918	25
Guerra Huayco	159	1 178	7	1 322	8	140	1	517	3	2 391	15
Tablada Grande	59	507	9	493	8	342	6	197	3	669	11
Churquis	77	606	8	876	11	544	7	805	10	1 104	14
Tolomosa Grande	92	905	10	916	10	196	2	359	4	1 475	16
Tolomosita Oeste	34	338	10	304	9	123	4	75	2	479	14
Tolomosita Centro	49	263	5	191	4	101	2	134	3	655	13
total	1 343	13 004	10	13 204	10	2 864	2	4 745	4	18 937	14

* : la communauté de Tolomosita Sur n'a pas été enquêtée par la Codetar, elle n'est donc pas représentée

UFA : Unités Familiales Agropastorales (selon la terminologie de la Codetar)

Source des données : recensement agricole de la Codetar (1995)

Tab. D - 10 : vallée de Tolomosa – Mode d'acquisition des terres privées selon les communautés

Communautés	selon le recensement agricole de la Codetar										selon Zonisig	
	réforme agraire		consolidation		héritage		achat		total terres possédées par les UFA*		premier mode d'acquisition	deuxième mode d'acquisition
	ha	% du total	ha	% du total	ha	% du total	ha	% du total	ha	% du total		
Pampa Redonda	23	4,0	283	49,8	210	37,0	52	9,2	568	100,0	achat	héritage
Tolomosa Norte	134	35,1	0	0,0	162	42,4	86	22,5	382	100,0	n.d.	n.d.
San Andrés	328	39,2	106	12,7	296	35,4	106	12,7	836	100,0	réforme agraire	héritage
Turumayo	165	46,3	0	0,0	83	23,3	108	30,3	356	100,0	réforme agraire	héritage
Pinos Norte	198	62,7	0	0,0	78	24,7	40	12,7	316	100,0	achat	héritage
Bella Vista	141	31,5	7	1,6	268	60,0	31	6,9	447	100,0	réforme agraire	héritage
Pantipampa	136	52,9	0	0,0	106	41,2	15	5,8	257	100,0	achat	héritage
Tablada Grande	150	39,0	0	0,0	186	48,3	49	12,7	385	100,0	n.d.	n.d.
Churquis	191	55,7	0	0,0	76	22,2	76	22,2	343	100,0	réforme agraire	héritage
Tolomosa Grande	284	78,9	0	0,0	52	14,4	24	6,7	360	100,0	réforme agraire	héritage
Tolomosita Oeste	128	58,7	0	0,0	82	37,6	8	3,7	218	100,0	n.d.	n.d.
Tolomosita Centro	97	47,5	50	24,5	33	16,2	24	11,8	204	100,0	n.d.	n.d.
total	1975	42,3	446	9,5	1632	34,9	619	13,2	4672	100,0		
Pinos Sud											réforme agraire	achat
Guerra Huayco	n.d.		n.d.		n.d.		n.d.		n.d.		réforme agraire	héritage
Tolomosita Sur											achat	héritage

* UFA : Unités Familiares Agropastorales (selon la terminologie de la Codetar)

n.d. : données non disponibles

Sources : recensement agricole de la Codetar (1995) et enquêtes préliminaires de Zonisig (1999)

6 - L'activité durant les 7 derniers jours selon Entol 2002

Tab. D - 11 : Entol 2002 – Individus âgés de 15 ans et plus selon leur occupation principale durant les 7 derniers jours et la communauté

occupation principale durant les sept derniers jours	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
travail	63	45,7	47	62,7	153	61,7	49	57,6	50	57,5	362	57,2
études et travail	2	1,4	4	5,3	19	7,7	0	0,0	5	5,7	30	4,7
études	5	3,6	1	1,3	9	3,6	1	1,2	2	2,3	18	2,8
désoccupé ou malade	9	6,5	0	0,0	4	1,6	5	5,9	5	5,7	23	3,6
âme au foyer	45	32,6	23	30,7	51	20,6	26	30,6	20	23,0	165	26,1
autre	12	8,7	0	0,0	11	4,4	3	3,5	4	4,6	30	4,7
sans réponse	2	1,4	0	0,0	1	0,4	1	1,2	1	1,1	5	0,8
total	138	100,0	75	100,0	248	100,0	85	100,0	87	100,0	633	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 12 : Entol 2002 – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé au cours des 7 derniers jours selon le secteur d'activité et la communauté

secteur d'activité	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
agriculture	54	83,1	43	84,3	139	80,8	45	91,8	50	90,9	331	84,4
élevage	2	3,1	2	3,9	1	0,6	1	2,0	0	0,0	6	1,5
commerce	0	0,0	0	0,0	10	5,8	0	0,0	0	0,0	10	2,6
transport	2	3,1	0	0,0	2	1,2	0	0,0	2	3,6	6	1,5
autres services	2	3,1	1	2,0	13	7,6	3	6,1	2	3,6	21	5,4
autres	5	7,7	5	9,8	7	4,1	0	0,0	1	1,8	18	4,6
total	65	100,0	51	100,0	172	100,0	49	100,0	55	100,0	392	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 13 : Entol 2002 – Individus âgés de 15 ans et plus et déclarant avoir travaillé au cours des 7 derniers jours selon la catégorie d'emploi et la communauté

catégorie d'emploi	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
patron	1	1,5	0	0,0	6	3,5	2	4,1	2	3,6	11	2,8
employé	3	4,6	3	5,9	7	4,1	0	0,0	1	1,8	14	3,6
journalier	5	7,7	3	5,9	3	1,7	4	8,2	0	0,0	15	3,8
métayer	0	0,0	1	2,0	1	0,6	0	0,0	2	3,6	4	1,0
travailleur familial non rémunéré	16	24,6	23	45,1	78	45,3	20	40,8	26	47,3	163	41,6
travailleur indépendant	40	61,5	19	37,3	77	44,8	22	44,9	23	41,8	181	46,2
autre	0	0,0	2	3,9	0	0,0	1	2,0	1	1,8	4	1,0
total	65	100,0	51	100,0	172	100,0	49	100,0	55	100,0	392	100,0

Source : Entol 2002

7 - l'Agriculture selon Entol 2002

Tab. D - 14 : Entol 2002 – Ménages enquêtés selon qu'ils déclarent des pratiques agricoles et/ou d'élevage et les communautés

le ménage déclare posséder...	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
... culture et élevage	35	76,1	23	88,5	56	74,7	21	77,8	19	70,4	154	76,6
... seulement culture	6	13,0	3	11,5	9	12,0	4	14,8	4	14,8	26	12,9
... seulement élevage	3	6,5	0	0,0	5	6,7	2	7,4	2	7,4	12	6,0
... aucun des deux	2	4,3	0	0,0	5	6,7	0	0,0	2	7,4	9	4,5
total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 15 : Entol 2002 – Ménages déclarant une activité agricole selon le type de cultures pratiqué et la communauté

types de cultures pratiqués	selon les communautés										total		
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte				
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
patate	oui	16	39,0	15	57,7	51	78,5	17	68,0	21	91,3	120	66,7
	non	25	61,0	11	42,3	14	21,5	8	32,0	2	8,7	60	33,3
	total	41	100,0	26	100,0	65	100,0	25	100,0	23	100,0	180	100,0
maïs	oui	41	100,0	26	100,0	53	81,5	25	100,0	19	82,6	164	91,1
	non	0	0,0	0	0,0	11	16,9	0	0,0	4	17,4	15	8,3
	sans réponse	0	0,0	0	0,0	1	1,5	0	0,0	0	0,0	1	0,6
	total	41	100,0	26	100,0	65	100,0	25	100,0	23	100,0	180	100,0
horticulture	oui	1	2,4	2	7,7	14	21,5	2	8,0	8	34,8	27	15,0
	non	40	97,6	24	92,3	50	76,9	23	92,0	15	65,2	152	84,4
	sans réponse	0	0,0	0	0,0	1	1,5	0	0,0	0	0,0	1	0,6
	total	41	100,0	26	100,0	65	100,0	25	100,0	23	100,0	180	100,0
fruiticulture	oui	2	4,9	1	3,8	4	6,2	0	0,0	1	4,3	8	4,4
	non	39	95,1	25	96,2	61	93,8	25	100,0	22	95,7	172	95,6
	total	41	100,0	26	100,0	65	100,0	25	100,0	23	100,0	180	100,0
autres	oui	4	9,8	4	15,4	17	26,2	0	0,0	6	26,1	31	17,2
	non	37	90,2	22	84,6	48	73,8	25	100,0	17	73,9	149	82,8
	total	41	100,0	26	100,0	65	100,0	25	100,0	23	100,0	180	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 16 : Entol 2002 – Ménages déclarant des cultures et des terres agricoles selon la présence ou non d'un système d'irrigation et la communauté

irrigation ou non des terres cultivées	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
oui, sur l'ensemble des terres	1	2,4	3	12,0	52	83,9	5	20,0	18	78,3	79	44,9
oui, sur une partie des terres	6	14,6	7	28,0	6	9,7	12	48,0	5	21,7	36	20,5
non	34	82,9	15	60,0	2	3,2	8	32,0	0	0,0	59	33,5
sans réponse	0	0,0	0	0,0	2	3,2	0	0,0	0	0,0	2	1,1
total	41	100,0	25	100,0	62	100,0	25	100,0	23	100,0	176	100,0

Source : Entol 2002

8 - L'élevage selon Entol 2002

Tab. D - 17 : Entol 2002 – Ménages déclarant des pratiques agricoles et/ou d'élevage selon la communauté et le type de bétail possédé (effectif et nombre de têtes/foyer)

selon les communautés	ménages déclarant des pratiques agricoles et/ou d'élevage	bovins		ovins		caprins		porcins		volaille		petit bétail	
		total	nbr têtes / foyer	total	nbr têtes / foyer	total	nbr têtes / foyer	total	nbr têtes / foyer	total	nbr têtes / foyer	total	nbr têtes / foyer
Pampa Redonda	44	654	14,9	343	7,8	67	1,5	64	1,5	527	12,0	1001	22,8
Turumayo	26	228	8,8	225	8,7	21	0,8	47	1,8	222	8,5	515	19,8
San Andrés	70	498	7,1	221	3,2	30	0,4	128	1,8	671	9,6	1050	15,0
Pinos Sud	27	220	8,1	175	6,5	20	0,7	29	1,1	215	8,0	439	16,3
Tolomosa Norte	25	208	8,3	78	3,1	5	0,2	45	1,8	249	10,0	377	15,1
total	192	1 808	9,4	1 042	5,4	143	0,7	313	1,6	1 884	9,8	3 382	17,6

source : Entol 2002

Tab. D - 18 : Entol 2002 – Ménages selon le nombre de têtes bovines déclaré et les communautés

Le ménage déclare du cheptel bovin ?	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
de 1 à 5	4	8,7	4	15,4	17	22,7	5	18,5	5	18,5	35	17,4
oui, selon le nombre de têtes	7	15,2	11	42,3	15	20,0	9	33,3	2	7,4	44	21,9
de 6 à 10	13	28,3	6	23,1	13	17,3	5	18,5	3	11,1	40	19,9
de 11 à 20	9	19,6	1	3,8	4	5,3	2	7,4	4	14,8	20	10,0
plus de 20	1	2,2	0	0,0	1	1,3	0	0,0	1	3,7	3	1,5
sans réponse	12	26,1	4	15,4	25	33,3	6	22,2	12	44,4	59	29,4
non	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0
total												

Source : Entol 2002

Tab. D - 19 : Entol 2002 – Ménages selon la possession de petit bétail et les communautés

présence de petit bétail*	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
oui, avec au moins un troupeau de 30 têtes ou plus	12	26,1	3	11,5	7	9,3	4	14,8	1	3,7	27	13,4
oui, sans qu'un troupeau ne dépasse le seuil de 30 têtes	15	32,6	18	69,2	47	62,7	14	51,9	16	59,3	110	54,7
non	19	41,3	5	19,2	21	28,0	9	33,3	10	37,0	64	31,8
total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0

* : on entend par petit bétail ovins, caprins, porcins et volaille

Source : Entol 2002

9 - La commercialisation de produits agricoles selon Entol 2002

Tab. D - 20 : Entol 2002 – Ménages selon la présence ou non d'au moins un membre de la famille se rendant régulièrement à Tarija pour y vendre des produits agricoles et les communautés

présence d'au moins un membre du ménage déclarant se rendre régulièrement à Tarija pour vendre des produits agricoles	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
oui	8	17,4	8	30,8	51	68,0	6	22,2	17	63,0	90	44,8
non	38	82,6	18	69,2	24	32,0	21	77,8	10	37,0	111	55,2
total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0

Source : Entol 2002

10 - L'étude du foncier agricole

Tab. D - 21 : Entol 2002 – Ménages déclarant des cultures agricoles selon les communautés et la surface cultivée (en ha)

communauté	nombre de famille déclarant des cultures agricoles	total surface cultivée (en ha)	surface cultivée / famille (en ha)
Pampa Redonda	37	41,9	1,1
Turumayo	23	29,1	1,3
San Andrés	62	91,25	1,5
Pinos Sud	25	33,65	1,3
Tolomosa Norte	21	34,85	1,7
total	168	230,75	1,4

Source : Entol 2002

Tab. D - 22 : Entol 2002 – Ménages déclarant des cultures agricoles selon le statut foncier de leurs terres et la communauté

statut foncier des terres	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
propriété	34	91,9	20	87,0	53	85,5	24	96,0	19	90,5	150	89,3
cédée contre services	1	2,7	2	8,7	1	1,6	0	0,0	1	4,8	5	3,0
autre	2	5,4	0	0,0	5	8,1	1	4,0	1	4,8	9	5,4
pas de terres possédées	0	0,0	1	4,3	3	4,8	0	0,0	0	0,0	4	2,4
total	37	100,0	23	100,0	62	100,0	25	100,0	21	100,0	168	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 23 : Entol 2002 – Ménages déclarant des cultures agricoles et la possession de terres selon le mode d'acquisition principal et la communauté

mode d'acquisition	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
dotation	2	5,9	1	5,0	9	17,0	3	12,5	2	10,5	17	11,3
consolidation	1	2,9	0	0,0	3	5,7	0	0,0	0	0,0	4	2,7
succession	18	52,9	14	70,0	25	47,2	15	62,5	11	57,9	83	55,3
achat	12	35,3	5	25,0	16	30,2	5	20,8	6	31,6	44	29,3
sans réponse	1	2,9	0	0,0	0	0,0	1	4,2	0	0,0	2	1,3
total	34	100,0	20	100,0	53	100,0	24	100,0	19	100,0	150	100,0

Source : Entol 2002

11 - La sous-occupation de la population active de la vallée

Tab. D - 24 : Entol 2002 – Individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé dans l'agriculture ou l'élevage durant les 7 jours précédant l'enquête selon les catégories d'emploi déclarées et la communauté

catégories d'emploi	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
patron	1	1,8	0	0,0	6	4,3	2	4,3	2	4,0	11	3,3
employé	1	1,8	1	2,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,6
journalier	4	7,1	2	4,4	3	2,1	4	8,7	0	0,0	13	3,9
métayer	0	0,0	1	2,2	1	0,7	0	0,0	2	4,0	4	1,2
travailleur familial non rémunéré	16	28,6	22	48,9	70	50,0	18	39,1	26	52,0	152	45,1
travailleur indépendant	34	60,7	19	42,2	60	42,9	22	47,8	20	40,0	155	46,0
total	56	100,0	45	100,0	140	100,0	46	100,0	50	100,0	337	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 25 : Entol 2002 – Ménages selon l'indice d'occupation agricole et les communautés

nombre d'hectare par travailleur agricole	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
moins de 0,5	10	21,7	3	11,5	14	18,7	7	25,9	4	14,8	38	18,9
entre 0,5 et 0,99	10	21,7	11	42,3	20	26,7	7	25,9	6	22,2	54	26,9
entre 1 et 1,99	9	19,6	7	26,9	17	22,7	9	33,3	6	22,2	48	23,9
2 ou plus	1	2,2	0	0,0	3	4,0	1	3,7	4	14,8	9	4,5
déclarant des terres sans travailleurs	7	15,2	2	7,7	8	10,7	1	3,7	1	3,7	19	9,5
déclarant des travailleurs sans terre	4	8,7	2	7,7	9	12,0	0	0,0	4	14,8	19	9,5
ne déclarant ni travailleur ni terre	5	10,9	1	3,8	4	5,3	2	7,4	2	7,4	14	7,0
total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0

Source : Entol 2002

12 - Cartographie des provinces argentines

Carte D - 2 : Argentine – Représentation des limites provinciales



Source du fond de carte : www.philgeo.club.fr

CM 2005

13 - Les migrations saisonnières entre 1945 et 2000

Tab. D - 26 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée selon le sexe des individus et l'année de l'événement migratoire

sexe	année de l'événement migratoire				total	
	jusqu'en 1990		entre 1991 et 2000			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%
masculin	61	81,3	54	65,1	115	72,8
féminin	14	18,7	29	34,9	43	27,2
total	75	100,0	83	100,0	158	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 27 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée selon l'âge des individus au début de la migration et leur sexe

âge	sexe				total	
	masculin		féminin			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%
moins de 10 ans	2	1,7	0	0,0	2	1,3
10-14	7	6,1	3	7,0	10	6,3
15-19	17	14,8	8	18,6	25	15,8
20-24	26	22,6	13	30,2	39	24,7
25-29	20	17,4	10	23,3	30	19,0
30-34	16	13,9	5	11,6	21	13,3
35-39	8	7,0	1	2,3	9	5,7
40-44	10	8,7	1	2,3	11	7,0
45-49	3	2,6	0	0,0	3	1,9
50 ans et plus	6	5,2	2	4,7	8	5,1
total	115	100,0	43	100,0	158	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 28 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée selon le motif principal du déplacement et le sexe des individus

motif	sexe				total	
	masculin		féminin			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%
travailler	110	95,7	30	69,8	140	88,6
étudier et travailler	2	1,7	0	0,0	2	1,3
étudier	1	0,9	4	9,3	5	3,2
chercher du travail	0	0,0	3	7,0	3	1,9
visite familiale	0	0,0	1	2,3	1	0,6
autre	2	1,7	4	9,3	6	3,8
sans réponse	0	0,0	1	2,3	1	0,6
total	115	100,0	43	100,0	158	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 29 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée et ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle, selon le secteur d'activité et le sexe des individus

secteur d'activité	sexe				total	
	masculin		féminin		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
agriculture	103	92,0	15	50,0	118	83,1
commerce	1	0,9	0	0,0	1	0,7
transports	1	0,9	0	0,0	1	0,7
autres services	4	3,6	13	43,3	17	12,0
bâtiment	1	0,9	0	0,0	1	0,7
autre	0	0,0	2	6,7	2	1,4
sans réponse	2	1,8	0	0,0	2	1,4
total	112	100,0	30	100,0	142	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 30 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée et ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle, selon la catégorie d'emploi et le sexe des individus

catégorie d'emploi	sexe				total	
	masculin		féminin		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
patron	4	3,6	0	0,0	4	2,8
employé	16	14,3	1	3,3	17	12,0
journalier	57	50,9	10	33,3	67	47,2
métayer	19	17,0	0	0,0	19	13,4
<i>embalador</i> *	9	8,0	3	10,0	12	8,5
employé de maison	2	1,8	10	33,3	12	8,5
travailleur familial non rémunéré	1	0,9	6	20,0	7	4,9
travailleur indépendant	2	1,8	0	0,0	2	1,4
sans réponse	2	1,8	0	0,0	2	1,4
total	112	100,0	30	100,0	142	100,0

* : en Argentine, profession qualifiée qui consiste à sélectionner et accommoder les produits agricoles avant leur commercialisation

Source : Entol 2002

Tab. D - 31 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée et ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle dans l'agriculture, selon les catégories d'emploi

catégorie d'emploi	eff.	%
patron	4	3,4
employer	12	10,2
journalier	65	55,1
métayer	19	16,1
<i>embalador</i>	12	10,2
travailleur familial non rémunéré	4	3,4
travailleur indépendant	2	1,7
total	118	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 32 : Entol 2002 – Migrations saisonnières effectuées entre 1945 et 2000 par des natifs de la vallée selon le lieu de destination et l'année de l'événement migratoire

lieu de destination	année de migration				total		
	jusqu'en 1990		entre 1991 et 2000		eff.	%	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
Bolivie	Tarija-ville	1	1,3	8	9,6	9	5,7
	autre Bolivie	2	2,7	4	4,8	6	3,8
Argentine par province	Buenos Aires et Capitale Fédérale	14	18,7	16	19,3	30	19,0
	Jujuy	20	26,7	28	33,7	48	30,4
	Salta	17	22,7	11	13,3	28	17,7
	Santa Fe	11	14,7	4	4,8	15	9,5
	Corrientes	5	6,7	1	1,2	6	3,8
	autres	3	4,0	6	7,2	9	5,7
	incomplet	1	1,3	5	6,0	6	3,8
autre pays	1	1,3	0	0,0	1	0,6	
total	75	100,0	83	100,0	158	100,0	

Source : Entol 2002

Tab. D - 33 : Entol 2002 – Nombre de migrations saisonnières effectuées par les natifs de la vallée entre 1945 et 2000, par foyer et par individu âgé de 15 ans et plus né dans la *cuenca*, selon la communauté

	selon les communautés					ensemble des communautés enquêtées
	Pampa Redonda	Turumayo	San Andrés	Pinos Sud	Tolomosa Norte	
total migrations saisonnières des natifs de la vallée, réalisé entre 1945 et 2000	9	14	58	52	25	158
nombre de foyers enquêtés	46	26	75	27	27	201
nombre moyen de migrations saisonnières par foyer	0,2	0,5	0,8	1,9	0,9	0,8
nombre d'individus âgés de 15 ans et plus natifs de la vallée	106	58	213	83	70	530
nombre moyen de migrations saisonnières par individu de 15 ans et plus natifs de la vallée	0,1	0,2	0,3	0,6	0,4	0,3

Source : Entol 2002

14 - Les déplacements saisonniers

Tab. D - 34 : Entol 2002 – Individus âgés de 15 ans et plus selon le nombre de déplacements saisonniers effectués en 2001 et les communautés

nombre de déplacements saisonniers déclarés	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
aucun	113	81,9	66	88,0	212	85,5	60	70,6	63	84,0	526	83,1
au moins un	25	18,1	9	12,0	36	14,5	25	29,4	12	16,0	107	16,9
total	138	100,0	75	100,0	248	100,0	85	100,0	75	100,0	633	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 35 : Entol 2002 – Ménages selon le nombre de déplacements saisonniers effectués en 2001 par les membres de la famille et les communautés

nombre de déplacements saisonniers du foyer	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
aucun	30	65,2	19	73,1	52	69,3	14	51,9	18	66,7	133	66,2
au moins un	16	34,8	7	26,9	23	30,7	13	48,1	9	33,3	68	33,8
total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0

Source : Entol 2002

Texte D - 5 : Entol 2002 – Variations entre migrations et mobilités saisonnières en 2001

L'étude des migrations saisonnières effectuées en 2001 laisse apparaître des caractéristiques similaires à celles des autres migrations saisonnières antérieures à cette date [cf. Tab. D-26 à D-33 en *supra* pour les données détaillées, chap. III pour leur analyse]. Elles sont en majorité réalisées par des hommes (39 cas sur 59, soit 66,1 %), par de jeunes adultes (42 cas sur 59, soit 74,8 %, a entre 15 et 34 ans au moment de l'enquête), pour des motifs professionnels (50 cas sur 59, 84,7 %) afin d'exercer un emploi dans l'agriculture (40 cas, 80,0 % des 50 migrations professionnelles) et les services (5 cas, 10,0 %), comme journalier (23 cas, 46,0 %), métayer (6 cas, 12,0 %), employé familial non rémunéré (5 cas, 10,0 %), *embalador* (4 cas, 8,0 %) ou employé domestique (4 cas, 8,0 %). Autre élément de l'analyse, les migrations saisonnières en 2001 se sont essentiellement effectuées vers l'Argentine (51 cas sur 59, soit 86,4 %) principalement dans les provinces de Jujuy (17 cas, 28,8 % des 59) et de Salta (23 cas, 39,0 %).

Par contre, les mobilités saisonnières, qui sont des déplacements d'une durée plus courts, présentent un profil qui diffère de celui des migrations saisonnières effectuées entre 1945-2000. Elles sont toujours majoritairement le fait d'individus masculins mais en moindre importance (30 cas sur

52, soit 57,7 %) et sont effectuées par une population plus âgée (les 15-34 ans ne représentent que 50 %, 26 cas sur 52, des mobilités saisonnières). Le motif principal de déplacement reste le travail, mais dans une moindre mesure que dans le cas des migrations saisonnières (29 cas du total de 52, soit 55,7 %), sauf pour les mobilités saisonnières masculines (22 cas sur 30 sont liés à un emploi professionnel, soit 77,3 %). L'agriculture et l'élevage sont au centre de ces mobilités saisonnières professionnelles (21 cas sur 29, soit 72,4 %), et les deux principales catégories d'emploi sont : journalier (11 cas sur 29, 37,9 %), employé et métayer (5 cas sur 29, 17,2 %, pour chacun d'entre eux). Le second motif, la visite de la famille (14 cas sur 52 mobilités saisonnières, soit 26,9 %) concerne essentiellement les femmes (12 cas). Une majorité des mobilités saisonnières a lieu vers l'Argentine (28 cas sur 52, soit 53,8 %), principalement vers les provinces de Jujuy (13 cas, soit 25,0 %) et Salta (10 cas, soit 19,2 %). Cependant, à la différence des migrations professionnelles, il faut noter la place occupée par la ville de Tarija (13 cas, soit 25,0 % des destinations des mobilités saisonnières) et l'Occidente bolivien (6 cas, 11,5 %).

Tab. D - 36 : Entol 2002 – Déplacements saisonniers en 2001 selon leur motivation principale et la communauté

motivation principale du déplacement saisonnier	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
travailler	11	44,0	9	100,0	27	69,2	22	88,0	8	61,5	77	69,4
étudier et travailler	0	0,0	0	0,0	2	5,1	0	0,0	0	0,0	2	1,8
étudier	2	8,0	0	0,0	7	17,9	0	0,0	1	7,7	10	9,0
rechercher un emploi	0	0,0	0	0,0	1	2,6	0	0,0	0	0,0	1	0,9
rendre visite à la famille	11	44,0	0	0,0	0	0,0	2	8,0	2	15,4	15	13,5
santé	1	4,0	0	0,0	2	5,1	0	0,0	0	0,0	3	2,7
autre	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	4,0	2	15,4	3	2,7
total	25	100,0	9	100,0	39	100,0	25	100,0	13	100,0	111	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 37 : Entol 2002 – Déplacements saisonniers en 2001 ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon le secteur d'activité et la communauté

secteur d'activité	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
agriculture	10	90,9	6	66,7	21	72,4	16	72,7	7	87,5	60	75,9
élevage	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	4,5	0	0,0	1	1,3
commerce	0	0,0	0	0,0	1	3,4	0	0,0	0	0,0	1	1,3
transport	0	0,0	2	22,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	2,5
autres services	1	9,1	1	11,1	4	13,8	4	18,2	0	0,0	10	12,7
bâtiment	0	0,0	0	0,0	2	6,9	0	0,0	1	12,5	3	3,8
autre	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	4,5	0	0,0	1	1,3
sans réponse	0	0,0	0	0,0	1	3,4	0	0,0	0	0,0	1	1,3
total	11	100,0	9	100,0	29	100,0	22	100,0	8	100,0	79	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 38 : Entol 2002 – Déplacements saisonniers en 2001 ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon la catégorie de l'emploi et la communauté

catégorie d'emploi	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
patron	0	0,0	0	0,0	1	3,4	2	9,1	0	0,0	3	3,8
employé	1	9,1	1	11,1	3	10,3	2	9,1	0	0,0	7	8,9
journalier	6	54,5	5	55,6	13	44,8	5	22,7	5	62,5	34	43,0
métayer	2	18,2	1	11,1	4	13,8	2	9,1	2	25,0	11	13,9
<i>embalador</i>	1	9,1	0	0,0	1	3,4	4	18,2	0	0,0	6	7,6
employé domestique	1	9,1	1	11,1	1	3,4	2	9,1	0	0,0	5	6,3
travailleur familial non rémunéré	0	0,0	0	0,0	3	10,3	4	18,2	0	0,0	7	8,9
travailleur indépendant	0	0,0	1	11,1	2	6,9	1	4,5	1	12,5	5	6,3
sans réponse	0	0,0	0	0,0	1	3,4	0	0,0	0	0,0	1	1,3
total	11	100,0	9	100,0	29	100,0	22	100,0	8	100,0	79	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 39 : Entol 2002 – Ménages selon le rapport entre quantité de terres cultivées et nombre de travailleurs agricoles du foyer, et la présence ou non d'au moins un individu déclarant un déplacement saisonnier professionnel en 2001

les ménages déclarent...	nombre de déplacements saisonniers professionnel en 2001				total	
	aucun		au moins un		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
... des travailleurs agricoles mais pas de terres cultivées	12	63,2	7	36,8	19	100,0
... moins d'1 ha de terres cultivées par travailleur agricole	65	70,7	27	29,3	92	100,0
... 1 ha ou plus de terres cultivées par travailleur agricole	45	78,9	12	21,1	57	100,0
... des terres cultivées mais pas de travailleur agricole, ou aucun des deux	30	90,9	3	9,1	33	100,0
total	152	75,6	49	24,4	201	100,0

Source : Entol 2002

15 - Les migrations antérieures

Tab. D - 40 : Entol 2002 – Ménages selon la présence ou non de natifs de la vallée âgés de 15 ans et plus déclarant au moins une migration antérieure en dehors de la *cuenca*, selon les communautés

présence dans le foyer d'au moins un individu déclarant une migration antérieure	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
non	27	58,7	22	84,6	39	52,0	15	55,6	21	77,8	124	61,7
oui	19	41,3	4	15,4	36	48,0	12	44,4	6	22,2	77	38,3
total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 41 : Entol 2002 – Individus âgés de 15 ans et plus natifs de la vallée, selon qu'ils déclarent ou non une migration antérieure en dehors de la *cuenca*, par communauté

L'individu déclare-t-il au moins une migration antérieure effectuée en dehors de la <i>cuenca</i> ?	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
non	82	77,4	54	93,1	162	76,1	66	79,5	61	87,1	425	80,2
oui	24	22,6	4	6,9	51	23,9	17	20,5	9	12,9	105	19,8
total	106	100,0	58	100,0	213	100,0	83	100,0	70	100,0	530	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 42 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée effectuées en dehors de la *cuenca*, selon le sexe des personnes concernées et la communauté

sexe	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
hommes	18	60,0	5	83,3	50	67,6	19	82,6	7	53,8	99	67,8
femmes	12	40,0	1	16,7	24	32,4	4	17,4	6	46,2	47	32,2
total	30	100,0	6	100,0	74	100,0	23	100,0	13	100,0	146	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 43 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée, effectuées en dehors de la *cuenca*, selon l'âge du migrant au début du déplacement et son sexe

âge de début de migration	sexe				total	
	hommes		femmes		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
moins de 15 ans	15	15,2	6	12,8	21	14,4
15-30 ans	58	58,6	25	53,2	83	56,8
plus de 30 ans	26	26,3	16	34,0	42	28,8
total	99	100,0	47	100,0	146	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 44 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée effectuées en dehors de la *cuenca*, selon la motivation principale de l'événement migratoire et le sexe du migrant

motivation principale	sexe				total	
	hommes		femmes		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
travailler	90	90,9	35	74,5	125	85,6
étudier et travailler	1	1,0	1	2,1	2	1,4
étudier	5	5,1	0	0,0	5	3,4
autre	2	2,0	11	23,4	13	8,9
sans réponse	1	1,0	0	0,0	1	0,7
total	99	100,0	47	100,0	146	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 45 : Entol 2002 – Migrations antérieures professionnelles de natifs de la vallée effectuées en dehors de la *cuenca*, selon le secteur d'activité et le sexe du migrant

secteur d'activité	sexe				total	
	hommes		femmes		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
agriculture	80	87,9	20	55,6	100	78,7
transports	2	2,2	0	0,0	2	1,6
autres services	6	6,6	16	44,4	22	17,3
bâtiment	2	2,2	0	0,0	2	1,6
industrie	1	1,1	0	0,0	1	0,8
total	91	100,0	36	100,0	127	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 46 : Entol 2002 – Migrations antérieures professionnelles agricoles de natifs de la vallée, effectuées en dehors de la *cuenca*, selon la catégorie d'emploi et le sexe du migrant

catégorie d'emploi	sexe				total	
	hommes		femmes		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
patron	1	1,3	0	0,0	1	1,0
employé	6	7,5	2	10,0	8	8,0
journalier	35	43,8	5	25,0	40	40,0
métayer	27	33,8	2	10,0	29	29,0
<i>embalador</i>	4	5,0	1	5,0	5	5,0
employé de maison	0	0,0	1	5,0	1	1,0
travailleur familial non rémunéré	4	5,0	6	30,0	10	10,0
travailleur indépendant	3	3,8	3	15,0	6	6,0
total	80	100,0	20	100,0	100	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 47 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée, effectuées en dehors de la *cuenca*, selon la catégorie d'emploi et le sexe du migrant

catégorie d'emploi	sexe				total	
	hommes		femmes		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
patron	1	1,1	0	0,0	1	0,8
employé	15	16,5	6	16,7	21	16,5
journalier	37	40,7	5	13,9	42	33,1
métayer	27	29,7	2	5,6	29	22,8
<i>embalador</i>	4	4,4	1	2,8	5	3,9
employé de maison	0	0,0	11	30,6	11	8,7
travailleur familial non rémunéré	4	4,4	7	19,4	11	8,7
travailleur indépendant	3	3,3	4	11,1	7	5,5
total	91	100,0	36	100,0	127	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 48 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée, effectuées en dehors de la *cuenca*, selon le lieu de destination et le sexe du migrant

lieu de destination		sexe				total	
		hommes		femmes		eff.	% du total
		eff.	% du total	eff.	% du total		
Bolivie	Tarija-ville	5	5,1	3	6,4	8	5,5
	autre Occidente	7	7,1	4	8,5	11	7,5
	orient	4	4,0	4	8,5	8	5,5
	sous-total	16	16,2	11	23,4	27	18,5
Argentine par province	Buenos Aires et Capitale Fédérale	11	11,1	7	14,9	18	12,3
	Jujuy	25	25,3	9	19,1	34	23,3
	Salta	20	20,2	9	19,1	29	19,9
	Santa Fe	16	16,2	5	10,6	21	14,4
	Corrientes	5	5,1	2	4,3	7	4,8
	autres	5	5,1	3	6,4	8	5,5
	incomplet	1	1,0	0	0,0	1	0,7
sous-total	83	83,8	35	74,5	118	80,8	
autre pays		0	0,0	1	2,1	1	0,7
total		99	100,0	47	100,0	146	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 49 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée, effectuées en dehors de la *cuenca*, selon la durée du déplacement et le sexe du migrant

durée	sexe				total	
	hommes		femmes		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
moins de 2 ans	42	42,4	18	38,3	60	41,1
entre 2 et 5 ans	39	39,4	22	46,8	61	41,8
plus de 5 ans	18	18,2	7	14,9	25	17,1
total	99	100,0	47	100,0	146	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 50 : Entol 2002 – Migrations antérieures de natifs de la vallée, effectuées en dehors de la *cuenca*, selon l'âge du migrant au moment de la fin de l'événement migratoire et son sexe

âge de fin de migration	sexe				total	
	hommes		femmes		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
moins de 15 ans	5	5,1	1	2,1	6	4,1
15-30 ans	63	63,6	28	59,6	91	62,3
plus de 30 ans	31	31,3	18	38,3	49	33,6
total	99	100,0	47	100,0	146	100,0

Source : Entol 2002

16 - Répartition de la descendance selon le lieu et la temporalité de résidence

Tab. D - 51 : Entol 2002 – Descendance du chef de ménage selon l'âge des enfants et leurs lieu et temporalité de résidence

âge	l'enfant...								total	
	... forme partie du foyer de manière est sorti du foyer et vit ...					
	... permanente		... non permanente*		... dans la vallée		... ailleurs		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
0-4	57	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	57	100,0
5-9	90	98,9	1	1,1	0	0,0	0	0,0	91	100,0
10-14	136	97,1	2	1,4	1	0,7	1	0,7	140	100,0
15-19	78	59,5	27	20,6	3	2,3	23	17,6	131	100,0
20-24	27	22,7	26	21,8	7	5,9	59	49,6	119	100,0
25-29	20	18,3	17	15,6	12	11,0	60	55,0	109	100,0
30-34	10	12,3	9	11,1	9	11,1	53	65,4	81	100,0
35-39	3	4,1	2	2,7	18	24,7	50	68,5	73	100,0
40-44	3	6,1	1	2,0	10	20,4	35	71,4	49	100,0
45-49	3	7,9	1	2,6	6	15,8	28	73,7	38	100,0
50-54	3	11,1	0	0,0	5	18,5	19	70,4	27	100,0
55-59	0	0,0	0	0,0	4	33,3	8	66,7	12	100,0
60 ans et plus	1	4,5	1	4,5	6	27,3	14	63,6	22	100,0
sans réponse	0	0,0	0	0,0	5	33,3	10	66,7	15	100,0
total	431	45,4	87	9,2	81	8,5	350	36,9	949	100,0

* : c'est-à-dire une partie de la semaine, en fin de semaine ou de manière saisonnière

Source : Entol 2002

Tab. D - 52 : Entol 2002 – Descendance âgée de 15 à 39 ans selon le lieu et la temporalité de résidence et la communauté

lieu de résidence	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
dans le foyer de manière permanente (1)	27	22,9	19	26,0	57	33,5	14	15,7	21	33,3	138	26,9
dans le foyer de manière non permanente	16	13,6	5	6,8	33	19,4	21	23,6	6	9,5	81	15,8
en dehors du foyer dans la vallée de Tolomosa	4	3,4	7	9,6	24	14,1	10	11,2	4	6,3	49	9,6
en dehors du foyer en dehors de la vallée de Tolomosa	71	60,2	42	57,5	56	32,9	44	49,4	32	50,8	245	47,8
total	118	100,0	73	100,0	170	100,0	89	100,0	63	100,0	513	100,0

(1) c'est-à-dire une partie de la semaine, en fin de semaine ou de manière saisonnière

Source : Entol 2002

Tab. D - 53 : Entol 2002 – Ménages selon la présence d'enfant et leurs lieu et temporalité de résidence, par communauté

présence ou non d'au moins un enfant rattaché au foyer selon le lieu et la temporalité de résidence			selon les communautés										total	
			Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
			eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
réside dans le foyer	de manière permanente	oui	31	67,4	18	69,2	61	81,3	19	70,4	20	74,1	149	74,1
		non	15	32,6	8	30,8	14	18,7	8	29,6	7	25,9	52	25,9
		total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0
	de manière non permanente	oui	14	30,4	5	19,2	23	30,7	11	40,7	5	18,5	58	28,9
		non	32	69,6	21	80,8	52	69,3	16	59,3	22	81,5	143	71,1
		total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0
réside en dehors du foyer	dans la vallée de Tolomosa	oui	7	15,2	7	26,9	18	24,0	8	29,6	6	22,2	46	22,9
		non	39	84,8	19	73,1	57	76,0	19	70,4	21	77,8	155	77,1
		total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0
	en dehors de la vallée de Tolomosa	oui	27	58,7	16	61,5	29	38,7	16	59,3	15	55,6	103	51,2
		non	19	41,3	10	38,5	46	61,3	11	40,7	12	44,4	98	48,8
		total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 54 : Entol 2002 – Ménages selon le nombre de descendants vivant en dehors de la vallée de Tolomosa et les communautés

nombre d'enfants du foyer vivant en dehors de la vallée de Tolomosa	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
0	19	41,3	10	38,5	46	61,3	11	40,7	12	44,4	98	48,8
1	6	13,0	2	7,7	7	9,3	4	14,8	4	14,8	23	11,4
2	3	6,5	4	15,4	5	6,7	6	22,2	1	3,7	19	9,5
3	2	4,3	3	11,5	8	10,7	0	0,0	4	14,8	17	8,5
4 et +	16	34,8	7	26,9	9	12,0	6	22,2	6	22,2	44	21,9
total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0

Source : Entol 2002

17 - Activité de la descendance ayant quitté la vallée de Tolomosa

Tab. D - 55 : Entol 2002 – Descendance vivant en dehors de la vallée de Tolomosa selon l'occupation principale et les communautés enquêtées

occupation principale	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
travaille	88	80,7	49	92,5	68	81,0	46	88,5	46	88,5	297	84,9
étudie et travaille	0	0,0	1	1,9	0	0,0	0	0,0	1	1,9	2	0,6
étudie	1	0,9	1	1,9	2	2,4	0	0,0	2	3,8	6	1,7
âme au foyer	16	14,7	0	0,0	10	11,9	6	11,5	1	1,9	33	9,4
autre	3	2,8	2	3,8	2	2,4	0	0,0	0	0,0	7	2,0
sans réponse	1	0,9	0	0,0	2	2,4	0	0,0	2	3,8	5	1,4
total	109	100,0	53	100,0	84	100,0	52	100,0	52	100,0	350	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 56 : Entol 2002 – Descendance vivant et travaillant en dehors de la *cuenca* selon le secteur d'activité et la communauté

secteur d'activité	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
agriculture	73	83,0	38	76,0	40	58,8	40	87,0	29	61,7	220	73,6
artisanat	1	1,1	0	0,0	1	1,5	2	4,3	0	0,0	4	1,3
transports	0	0,0	0	0,0	1	1,5	0	0,0	2	4,3	3	1,0
commerce	4	4,5	3	6,0	6	8,8	3	6,5	4	8,5	20	6,7
autres services	5	5,7	7	14,0	14	20,6	1	2,2	5	10,6	32	10,7
bâtiment	0	0,0	1	2,0	2	2,9	0	0,0	0	0,0	3	1,0
industrie	1	1,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	4,3	3	1,0
autre	4	4,5	1	2,0	4	5,9	0	0,0	3	6,4	12	4,0
sans réponse	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	4,3	2	0,7
total	88	100,0	50	100,0	68	100,0	46	100,0	47	100,0	299	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 57 : Entol 2002 – Descendance vivant en dehors de la vallée de Tolomosa et travaillant dans l'agriculture selon la catégorie d'emploi et la communauté

catégorie d'emploi	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
patron	14	19,2	2	5,3	0	0,0	4	10,0	0	0,0	20	9,1
employé	3	4,1	1	2,6	1	2,5	0	0,0	0	0,0	5	2,3
journalier	18	24,7	17	44,7	12	30,0	18	45,0	11	37,9	76	34,5
métayer	8	11,0	5	13,2	14	35,0	8	20,0	12	41,4	47	21,4
<i>embalador</i>	8	11,0	5	13,2	1	2,5	4	10,0	1	3,4	19	8,6
employé domestique	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	3,4	1	0,5
travailleur familial non rémunéré	6	8,2	2	5,3	2	5,0	2	5,0	2	6,9	14	6,4
travailleur indépendant	16	21,9	6	15,8	10	25,0	4	10,0	2	6,9	38	17,3
total	73	100,0	38	100,0	40	100,0	40	100,0	29	100,0	220	100,0

Source : Entol 2002

18 - Envoi d'argent de la descendance vivant en dehors de la vallée

Tab. D - 58 : Entol 2002 – Ménages selon la présence ou non d'enfants vivant en dehors de la vallée de Tolomosa et envoyant de l'argent au foyer d'origine, par communauté

Le ménage reçoit de l'argent d'un enfant vivant en dehors de la vallée ?	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
oui, d'au moins un	14	30,4	11	42,3	16	21,3	11	40,7	7	25,9	59	29,4
non, d'aucun	13	28,3	5	19,2	13	17,3	5	18,5	8	29,6	44	21,9
aucun enfant ne vit en dehors de la vallée	19	41,3	10	38,5	46	61,3	11	40,7	12	44,4	98	48,8
total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 59 : Entol 2002 – Nombre d'enfants vivant en dehors de la vallée de Tolomosa et envoyant de l'argent à leur foyer d'origine par rapport au total des ménages enquêtés, selon la communauté (effectif et moyenne)

	selon les communautés					total
	Pampa Redonda	Turumayo	San Andrés	Pinos Sud	Tolomosa Norte	
A - nombre d'enfants vivant en dehors de la vallée et envoyant de l'argent à leur foyer d'origine	57	32	44	33	28	194
B - total des ménages enquêtés	46	26	75	27	27	201
A / B	1,2	1,2	0,6	1,2	1,0	1,0

Source : Entol 2002

19 - Lieu de vie de la descendance ayant quitté la vallée de Tolomosa

Tab. D - 60 : Entol 2002 – Descendance vivant en dehors de la vallée de Tolomosa selon son lieu de résidence habituel et l'année de premier départ du foyer d'origine

lieu de résidence habituel	année de premier départ du foyer								total	
	avant 1982		1982-1991		1992-2002		sans réponse		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
Argentine	58	69,0	70	72,9	112	76,6	28	77,8	268	76,6
Tarija-ville	17	20,2	14	14,6	15	15,1	7	19,4	53	15,1
ailleurs en Bolivie	7	8,3	9	9,4	5	6,3	1	2,8	22	6,3
sans réponse	2	2,4	3	3,1	2	2,0	0	0,0	7	2,0
total	84	100,0	96	100,0	134	100,0	36	100,0	350	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 61 : Entol 2002 – Descendance vivant en dehors de la vallée de Tolomosa selon son lieu de résidence habituel et la communauté

lieu de vie habituel	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
Argentine	84	77,1	42	79,2	59	70,2	47	90,4	36	69,2	268	76,6
Tarija-ville	13	11,9	5	9,4	21	25,0	1	1,9	13	25,0	53	15,1
autre Bolivie	8	7,3	6	11,3	4	4,8	1	1,9	3	5,8	22	6,3
sans réponse	4	3,7	0	0,0	0	0,0	3	5,8	0	0,0	7	2,0
total	109	100,0	53	100,0	84	100,0	52	100,0	52	100,0	350	100,0

Source : Entol 2002

20 - Les mobilités professionnelles de courte durée depuis la vallée de Tolomosa

Texte D - 6 : Entol 2002 – Les mobilités professionnelles courtes

Lors de l'étude des déplacements saisonniers [cf. chapitre III], nous avons traité les mobilités de plus d'un mois (rappelons qu'une mobilité est un déplacement d'au moins une nuit et de moins de 6 mois). Nous nous limiterons ici à celles de moins d'un mois, soit 216 cas.

Les déplacements pour raisons professionnelles, qui ne représentent que 58 des 216 mobilités courtes recensées¹⁵, se font essentiellement à destination de l'Occidente bolivien (44 des 58 observations, soit 75,9 % des mobilités professionnelles courtes). Cette prédominance s'explique par l'existence d'un mouvement de travailleurs se rendant dans les hautes montagnes de Tarija, autour d'Iscaiyachi [cf. Carte II-1 du chapitre II]. En effet, 33 des 44 mobilités courtes professionnelles dans l'Occidente bolivien ont pour destination cette localité, et 19 d'entre elles concernent des individus qui y vont de manière régulière pour travailler dans l'agriculture. Selon nos observations de terrain, c'est la culture de la patate qui est pratiquée à Iscaiyachi et permet ainsi à certaines familles de diversifier leurs sources de revenus. Cette diversification touche essentiellement les foyers de San Andrés (10 des 75 ménages enquêtés dans cette communauté, soit 13,3%, déclarent au moins une personne ayant effectué une mobilité courte dans l'altiplano tarijénien) ainsi que de Tolomosa Norte (3 ménages sur 24 sont concernés, soit 12,5 %)¹⁶. Les autres mobilités professionnelles vers l'Occidente sont réalisées à l'intérieur de la vallée de Tolomosa (7 cas sur 44) et dans d'autres zones rurales des vallées andines (8 cas), pour des activités liées à l'agriculture (12 cas) ou à l'élevage (2 cas) principalement comme travailleur indépendant (7 cas) ou travailleur familial non rémunéré (5 cas). La seule communauté significativement touchée par ces mobilités professionnelles agricoles dans la zone andine est celle de San Andrés (7 des 75 foyers, soit 9,3%, en déclarent au moins une). En outre, il faut signaler la faible part des mobilités professionnelles à destination de Tarija (10 cas sur les 44 mobilités professionnelles occidentales), pour des emplois en rapport avec les services (4 cas), les transports (2 cas) et principalement par des travailleurs indépendants (5 cas) ou pour effectuer une recherche d'emploi (2 cas). En dehors de l'Occidente bolivien, les mobilités professionnelles concernent l'Oriente (12 cas) ; il s'agit alors de déplacements fréquents (trois fois ou plus sur les 12 derniers mois pour 9 cas sur 12) et courts (pour 9 cas, le séjour le plus long est de moins d'une semaine), pour exercer un emploi dans les transports (5 cas), le commerce (2 cas), essentiellement en tant que travailleurs indépendants (7 cas). Enfin, les mobilités professionnelles courtes vers l'Argentine sont quasiment inexistantes¹⁷.

¹⁵ On a enregistré 54 mobilités courtes pour travailler, 1 pour étudier et travailler et 3 pour rechercher du travail.

¹⁶ En dehors de ces deux communautés, seul un autre foyer, à Pinos Sud, est concerné.

¹⁷ Seuls 2 cas ont été relevés.

Ces mobilités professionnelles, principalement agricoles (38 des 55, soit 69,1% de celles ayant entraîné l'exercice d'un emploi) sont effectuées par une population essentiellement masculine (41 des 58 observations, soit 70,7%). Elles concernent plus de 20 % des foyers enquêtés lors d'Entol 2002 (dans 41 des 201 ménages, au moins un individu en déclare une ou plus, soit 20,4 %), proportion qui est plus importante à San Andrés (23 ménages sur 75, soit 29,3 %) et à Tolomosa Norte (7 ménages sur 27, soit 25,9 %). Les mobilités professionnelles courtes constituent donc une activité annexe non négligeable de la vallée, surtout pour les communautés disposant d'irrigation annuelle (communautés moins présentes dans l'analyse des migrations saisonnières ou dans celle de la dispersion de la descendance). Ces déplacements représentent une forme supplémentaire de diversification des activités pour pallier aux effets de la crise agraire, car plus d'un quart des foyers qui déclarent moins de 0,5 hectare de surface cultivée par travailleur agricole est concerné par ce type de mobilité (22 cas sur 92 soit 26,3 %), proportion qui va ensuite en diminuant : 22,2 % si le ménage déclare entre 0,5 et 0,99 hectare par travailleur agricole (12 cas sur 54), 21,0 % s'il déclare des travailleurs agricoles mais pas de terre cultivée (4 sur 19), 15,8 % s'il déclare 1 hectare ou plus par travailleur (9 sur 57).

Nous avons noté la faible place occupée par Tarija dans les destinations de ces mobilités professionnelles, conséquence sans doute de la proximité de la ville qui rend inutiles des déplacements autres que quotidiens.

21 - Synthèse : lieux et motivations des déplacements des Tolomosains

Tab. D - 62 : Entol 2002 – Événements migratoires répertoriés selon le type de déplacement et la communauté

type d'événements migratoires	selon les communautés					total
	Pampa Redonda	Turumayo	San Andrés	Pinos Sud	Tolomosa Norte	
migrations antérieures	30	6	74	23	13	146
migrations saisonnières jusqu'en 2000	9	14	58	52	25	158
déplacements saisonniers 2001	25	9	39	25	13	111
migrations actuelles (descendance)	109	53	84	52	52	350
total	173	82	255	152	103	765

Source : Entol 2002

Tab. D - 63 : Entol 2002 – Evénements migratoires répertoriés selon l'occupation principale dans le lieu de vie habituel ou la motivation du déplacement et le type de déplacement

occupation principale dans le lieu de vie habituel (pour la descendance) ou motivation du déplacement	type d'événements migratoires								total	
	migrations antérieures		migrations saisonnières jusqu'en 2000		déplacements saisonniers 2001		migrations actuelles (descendance)			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
travail	125	85,6	140	88,6	77	69,4	297	84,9	639	83,5
études et travail	2	1,4	2	1,3	2	1,8	2	0,6	8	1,0
études	5	3,4	5	3,2	10	9,0	6	1,7	26	3,4
recherche d'emploi	1	0,7	3	1,9	1	0,9	0	0,0	5	0,7
visite de la famille	1	0,7	1	0,6	15	13,5	0	0,0	17	2,2
santé	1	0,7	0	0,0	3	2,7	0	0,0	4	0,5
autre	10	6,8	6	3,8	3	2,7	40	11,4	59	7,7
sans réponse	1	0,7	1	0,6	0	0,0	5	1,4	7	0,9
total	146	100,0	158	100,0	111	100,0	350	100,0	765	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 64 : Entol 2002 – Evénements migratoires pour travailler (ou étudier et travailler) selon le secteur d'activité et le type de déplacement

secteur d'activité des individus travaillant dans leur lieu de vie (descendance) ou déclarant un déplacement professionnel	type d'événements migratoires								total	
	migrations antérieures		migrations saisonnières jusqu'en 2000		déplacements saisonniers 2001		migrations actuelles (descendance)			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
agriculture	100	78,7	118	83,1	60	75,9	220	73,6	498	77,0
élevage	0	0,0	0	0,0	1	1,3	0	0,0	1	0,2
construction	2	1,6	1	0,7	3	3,8	3	1,0	9	1,4
transport	2	1,6	1	0,7	2	2,5	3	1,0	8	1,2
commerce	0	0,0	1	0,7	1	1,3	20	6,7	22	3,4
autres services	22	17,3	17	12,0	10	12,7	32	10,7	81	12,5
autre	1	0,8	2	1,4	1	1,3	19	6,4	23	3,6
sans réponse	0	0,0	2	1,4	1	1,3	2	0,7	5	0,8
total	127	100,0	142	100,0	79	100,0	299	100,0	647	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 65 : Entol 2002 – Ménages selon le nombre de déplacements professionnels déclarés (migrations antérieures, migrations saisonnières jusqu'en 2000, déplacements saisonniers en 2001 et migrations actuelles) par foyer et selon les communautés

nombre de déplacements professionnels	selon les communautés										total	
	Pampa Redonda		Turumayo		San Andrés		Pinos Sud		Tolomosa Norte			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
au moins un	34	73,9	22	84,6	61	81,3	27	100,0	23	85,2	167	83,1
aucun	12	26,1	4	15,4	14	18,7	0	0,0	4	14,8	34	16,9
total	46	100,0	26	100,0	75	100,0	27	100,0	27	100,0	201	100,0

Source : Entol 2002

Tab. D - 66 : Entol 2002 – Evénements migratoires professionnels répertoriés (pour travailler ou étudier et travailler ou rechercher un emploi) selon les lieux de destination et le type de déplacement

lieu de destination	type de déplacement								total		
	migrations antérieures		migrations saisonnières jusqu'en 2000		déplacements saisonniers 2001		migrations actuelles (descendance)				
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
Bolivie	Tarija-ville	7	5,5	5	3,4	8	10,0	35	11,7	55	8,4
	autre Occidente	5	3,9	2	1,4	2	2,5	10	3,3	19	2,9
	Oriente	7	5,5	3	2,1	8	10,0	7	2,3	25	3,8
Argentine par province	Buenos Aires et Capitale Fédérale	17	13,3	30	20,7	5	6,3	52	17,4	104	16,0
	Jujuy	30	23,4	46	31,7	25	31,3	68	22,7	169	25,9
	Salta	25	19,5	26	17,9	25	31,3	35	11,7	111	17,0
	Santa Fe	20	15,6	13	9,0	1	1,3	25	8,4	59	9,0
	Corrientes	7	5,5	6	4,1	0	0,0	34	11,4	47	7,2
	autres provinces	8	6,3	9	6,2	4	5,0	23	7,7	44	6,7
	sans province	1	0,8	5	3,4	2	2,5	3	1,0	11	1,7
autre pays	1	0,8	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,2	
sans réponse	0	0,0	0	0,0	0	0,0	7	2,3	7	1,1	
total	128	100,0	145	100,0	80	100,0	299	100,0	652	100,0	

Source : Entol 2002

22 - Evolution de la population rurale de la vallée entre 1992 et 2001

Texte D - 7 : Vallée de Tolomosa – Les difficultés de la récolte des données de population

Au moment de la réalisation de nos recherches préliminaires sur la vallée de Tolomosa, en janvier 2002, les résultats du recensement de septembre 2001 n'étaient pas encore connus. Nous avons donc essayé d'élargir le spectre des sources de données disponibles afin de sélectionner les localités à enquêter, en utilisant notamment les recensements établis par les maîtres d'écoles (à chaque rentrée), par les responsables des postes de santé (sans rythme particulier), par les acteurs du recensement agricole de 1995 et par l'équipe de Zonisig (en 1999). La comparaison des données récoltées a rapidement laissé apparaître de grandes incohérences qui nous permettent de douter de la validité des méthodes de collecte employées. Nous nous sommes donc limité aux données du recensement de l'INE de 1992 et disposons aujourd'hui des résultats de 2001 pour effectuer des comparaisons longitudinales. Il faut cependant de nouveau noter les différences existant entre les découpages utilisés par l'institut entre ces deux dates : si en 1992 la *cuenca* de Tolomosa est divisée en 11 cantons¹⁸, ils sont regroupés en deux

¹⁸ Tolomosa, Guerra Wayco, Pamap Redonda, Pantipampa, San Andrés, Tablada Grande, Bella Vista, Pinos Norte, Turumayo, Churquis, Pinos Sud.

cantons en 2001¹⁹. Il est difficile de comprendre la logique de ces regroupements²⁰ ; c'est donc au cas par cas que nous avons essayé de faire coïncider les données. Deux différences majeures apparaissent entre les deux recensements : tout d'abord, la présence de Tablada Grande en 1992 et non en 2001. Il semblerait que la communauté (671 hab. en 92) ait été englobée dans la ville de Tarija au dernier recensement. Autre différence, l'apparition de deux communautés : San Jacinto Norte et Sud (387 hab.), en 2001, à l'extrême nord-est du canton de Tolomosa. Nous ne possédons pas d'explications à cela. Enfin, deux incohérences moins significatives : la présence de la localité Tolomosa Norte (Zona 2) uniquement en 1992 (165 hab.) et de celle de Hondonada (21 hab.), à l'extrême sud-est du canton de Lazareto, seulement en 2001²¹.

Tab. D - 67 : Vallée de Tolomosa – Evolution de la population entre les recensements de 1992 et 2001 selon les communautés de la *cuenca*

communauté	1992				2001				tmva inter-censitaire 1992-2001	
	totale	hommes	femmes	tx de masc.	totale	hommes	femmes	tx de masc.		
enquêtée	Pinos Sud	290	127	163	43,8	353	183	170	51,8	2,2
	Pampa Redonda	501	213	288	42,5	418	201	217	48,1	-2,0
	Tolomosa Norte	281	122	159	43,4	245	118	117	48,2	-1,5
	San Andrés (1)	1 477	705	772	47,7	1 455	731	724	50,2	-0,2
	Turumayo	586	277	309	47,3	556	250	306	45,0	-0,6
autre communauté	Pinos Norte	314	140	174	44,6	301	152	149	50,5	-0,5
	Bella Vista (2)	672	309	363	46,0	668	320	348	47,9	-0,1
	Pantipampa	224	100	124	44,6	221	109	112	49,3	-0,1
	Guerra Huayco	698	331	367	47,4	772	381	391	49,4	1,1
	Churquis	504	210	294	41,7	448	186	262	41,5	-1,3
	Lazareto (3)	181	78	103	43,1	198	98	100	49,5	1,0
	Tolomosa Grande	518	250	268	48,3	797	395	402	49,6	4,9
	Tolomosita Oeste	210	102	108	48,6	257	121	136	47,1	2,3
	Tolomosa Centro	169	82	87	48,5	231	110	121	47,6	3,5
	Tolomosita Sur	168	71	97	42,3	180	88	92	48,9	0,8
	Calderilla	274	135	139	49,3	228	107	121	46,9	-2,0
sous-total	7 067	3 252	3 815	46,0	7 328	3 550	3 768	48,4	0,4	
communautés non présentes en 1992 ou 2001	Hondonada	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	21	11	10	52,4	n.d.
	San Jacinto Norte	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	177	93	84	52,5	n.d.
	San Jacinto Sud	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	210	98	112	46,7	n.d.
	Tablada Grande	671	340	331	50,7	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	Tolomosa Norte (Zone 2)	165	73	92	44,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
total général	7 903	3 665	4 238	46,4	7 736	3 752	3 974	48,5	-0,2	

(1) : inclut la communauté de San Pedro de Sola

(2) : inclut la communauté de San Antonio

(3) : inclut la communauté de Rio Seco

Source des données : recensements INE de juin 1992 et septembre 2001

n.d. = non disponible

tmva = taux moyen de variation annuelle

tx de masc. = (pop. masc. / pop. tot.) * 100

¹⁹ Tolomosa et Lazareto.

²⁰ Cette difficulté est notamment liée à la sensibilité du sujet : les découpages de l'INE sont régulièrement contestés et aucun document n'est publié à ce sujet.

²¹ Pour les besoins de notre analyse, cette localité a été fusionnée à celle de Pinos Sud, les deux n'étant distantes que de quelques centaines de mètres.

Annexe E

La communauté de Caigua

1 - Présentation de l'enquête Envil 2002 – Section Caigua

Carte E - 1 : Caigua – Plan schématique de la localité.....	571
Tab. E - 1 : Envil 2002 – Ressources humaines	572
Tab. E - 2 : Envil 2002 / Caigua – Nombre de logements dans la communauté et nombre de foyers enquêtés selon les quartiers.....	572
Texte E - 1 : Envil / Caigua – Méthodologie d'enquête	573

2 - Le questionnaire d'Envil 2002

Quest. E - 1 : Envil 2002 – Présentation générale de la fiche ménage	575
Quest. E - 2 : Envil 2002 – Module 1 (logement) de la fiche ménage.....	576
Quest. E - 3 : Envil 2002 – Module 2 (membres du foyer) de la fiche ménage.....	577
Quest. E - 4 : Envil 2002 – Module 3 (autres enfants du foyer) de la fiche ménage	578
Quest. E - 5 : Envil 2002 – Module 4 (lieu de naissance des parents du chef de foyer) de la fiche ménage	579
Quest. E - 6 : Envil 2002 – Module 5 (foncier et utilisation de la terre) de la fiche ménage.....	579
Quest. E - 7 : Envil 2002 – Module 6 (autres activités du chef de foyer) de la fiche ménage	580
Quest. E - 8 : Envil 2002 – Module 7 (perspectives) de la fiche ménage.....	580
Quest. E - 9 : Envil 2002 – Présentation générale de la fiche individuelle.....	581
Quest. E - 10 : Envil 2002 – Module A (installation dans la localité enquêtée) de la fiche individuelle.....	582
Quest. E - 11 : Envil 2002 – Module C (migration) de la fiche individuelle.....	582
Quest. E - 12 : Envil 2002 – Module D (mobilité) de la fiche individuelle.....	583

3 - Croissance de la population et immigration

Tab. E - 3 : INE / Caigua, Gran Chaco, dép. Tarija – Croissance de la population intercensitaire entre 1976 et 2001	583
Tab. E - 4 : Envil 2002 / Caigua – Individus selon lieu de naissance et lien de parenté.....	583
Tab. E - 5 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon leur lieu de provenance (détaillé).....	584
Tab. E - 6 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus dans la communauté selon leurs lieu de provenance et année d'installation.....	584

4 - Les motifs d'installation de la population immigrée

Tab. E - 7 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs selon l'âge à l'installation dans la localité et le sexe	585
Tab. E - 8 : Envil 2002 / Caigua – Les non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon leur occupation dans le lieu de provenance et le sexe	585
Tab. E - 9 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon le secteur d'activité de l'emploi exercé dans le lieu de provenance et le sexe	585
Tab. E - 10 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon le secteur d'activité de l'emploi exercé dans le lieu de provenance et le milieu d'habitat de ce même lieu	586
Tab. E - 11 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon le motif d'installation dans la communauté et le sexe.....	586
Tab. E - 12 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon le secteur d'activité de l'emploi exercé à l'installation et le sexe	586
Texte E - 2 : Envil 2002 / Caigua – De peu probables logiques secondaires de peuplement	587

5 - L'activité à l'échelle individuelle ou des ménages

Tab. E - 13 : Envil 2002 / Caigua – Individus âgés de 15 ans et plus selon l'occupation principale durant les 7 jours précédant l'enquête et le lieu de naissance	588
---	-----

Tab. E - 14 : Envil 2002 / Caigua – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le secteur d'activité et le lieu de naissance	588
Tab. E - 15 : Envil 2002 / Caigua – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon la catégorie d'emploi et le lieu de naissance.....	588
Tab. E - 16 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon la possession ou non de cultures agricoles et/ou d'animaux d'élevage.....	589
Tab. E - 17 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant des cultures et ménage déclarant du bétail selon le nombre d'hectares destinés à ces activités.....	589
6 - L'élevage à Caigua	
Tab. E - 18 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant de l'élevage selon la présence ou non de bovins et de terres associées à l'activité.....	589
Tab. E - 19 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant de l'élevage selon la présence ou non de petit bétail et de terres associées à l'activité.....	590
Tab. E - 20 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant de l'élevage et des terres associées à l'activité selon leur superficie et l'importance du cheptel bovin.....	590
7 - L'agriculture à Caigua	
Tab. E - 21 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant une activité agricole selon le type de culture pratiqué.....	590
Tab. E - 22 : Envil 2002 / Caigua – Cultures recensées selon la superficie totale déclarée	591
Tab. E - 23 : dép. Tarija et piémont Nord - Coût et rendement des principales cultures en 1999.....	591
Tab. E - 24 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant une activité agricole selon le type de culture pratiqué.....	591
Tab. E - 25 : Envil 2002 / Caigua – Les ménages déclarant une activité agricole selon le nombre d'hectares cultivés et le type de culture pratiqué	591
Tab. E - 26 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant une activité agricole selon la présence ou non d'irrigation sur les terres et le type de culture pratiqué.....	592
Tab. E - 27 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant une activité agricole selon le type de culture pratiqué et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de famille (en %).....	592
Tab. E - 28 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant une activité agricole selon le type de culture pratiqué et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de famille (en %).....	592
8 - L'étude du foncier agricole	
Tab. E - 29 : Envil 2002 / Caigua – Familles déclarant des cultures selon la superficie des terres cultivées et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de ménage	593
Tab. E - 30 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant des cultures selon le statut foncier des terres cultivées et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de famille	593
Tab. E - 31 : Envil 2002 / Caigua – Ménages propriétaires de terres cultivées selon le mode d'acquisition et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de famille	593
Tab. E - 32 : Envil 2002 / Caigua – Ages médian et moyen au moment de l'enquête de l'ensemble des chefs de ménage, et de ceux de foyer agricole (total et propriétaires de terres) selon leur lieu de naissance ou leur année d'installation (pour les non natifs).....	594
9 - Relativisation de la dépendance vis-à-vis du secteur agricole et autres activités	
Tab. E -33 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon l'indice d'occupation agricole et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) des chefs de famille	594
Tab. E - 34 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon la proportion d'individus travaillant dans l'agriculture et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de ménage	595
Tab. E - 35 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon la présence ou non d'au moins une ASR et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de ménage	595
10 - La redistribution des Caiguanais	
Tab. E - 36 : Envil 2002 / Caigua – Chefs de ménage selon leur intention d'émigrer ou de voir leurs enfants le faire et leur lieu de naissance ou date d'installation (pour les non natifs)	595
11 - Les migrations antérieures	
Tab. E - 37 : Envil 2002 / Caigua – Individus âgés de 15 ans et plus au moment de l'enquête selon qu'ils déclarent ou non une migration antérieure	596
Tab. E - 38 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon la présence ou non d'au moins un individu déclarant au minimum une migration antérieure	596
Tab. E - 39 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures selon l'âge du migrant au début de l'événement et son sexe	596
Tab. E - 40 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures selon le motif principal du déplacement et le sexe de l'individu concerné	596
Tab. E - 41 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'un emploi professionnel selon le secteur d'activité et le sexe	597
Tab. E - 42 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon la catégorie d'emploi et le sexe	597
Tab. E - 43 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures professionnelles (pour travailler, étudier et travailler ou chercher du travail) selon le milieu d'habitat de destination	597
Tab. E - 44 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures estudiantines selon le milieu d'habitat de destination.....	597

12 - La descendance

Tab. E - 45 : Envil 2002 / Caigua – Descendance selon l'âge et le lieu de résidence.....	598
Tab. E - 46 : Envil 2002 / Caigua – Descendance ayant quitté la communauté selon l'occupation principale dans son lieu de vie habituel et le sexe.....	598
Tab. E - 47 : Envil 2002 / Caigua – Descendance ayant quitté la communauté et travaillant dans son lieu de vie habituel selon le secteur d'activité et le sexe.....	598
Tab. E - 48 : Envil 2002 / Caigua – Descendance ayant quitté la communauté et travaillant dans son lieu de vie habituel selon la catégorie d'emploi et le sexe.....	599
Tab. E - 49 : Envil 2002 / Caigua – Descendance ayant quitté la communauté selon son lieu de vie et son occupation actuelle.....	599

13 - Relation entre émigration et niveau d'équipement

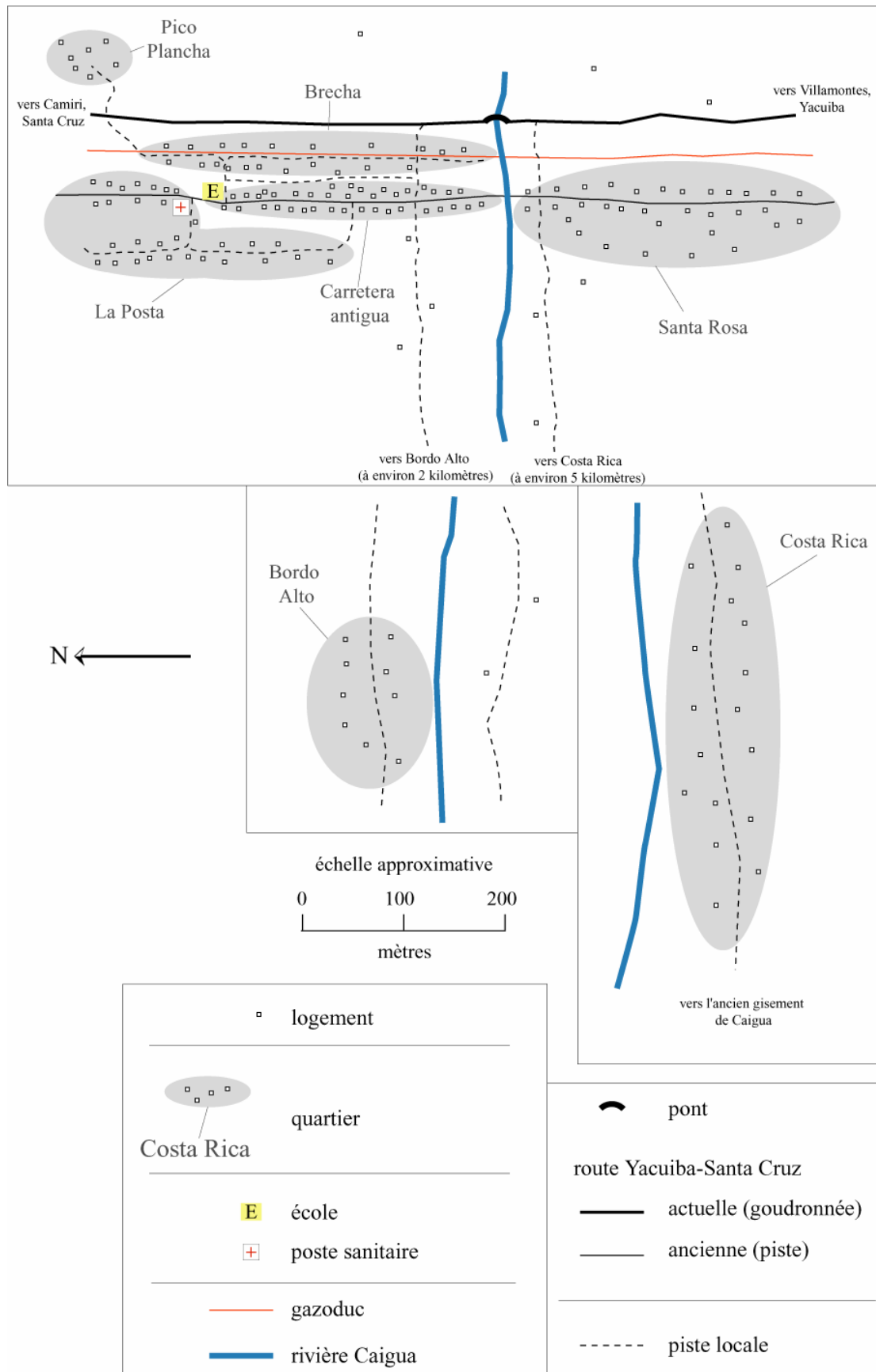
Tab. E - 50 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon la présence ou non d'au moins un individu déclarant au minimum une migration antérieure et le niveau d'équipement du foyer.....	599
Tab. E - 51 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon la présence ou non d'au moins un enfant ayant quitté la communauté et le niveau d'équipement du foyer.....	599

14 - Le redéploiement des Caiguanais

Tab. E - 52 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures et migrations actuelles selon le lieu de destination.....	600
Tab. E - 53 : Envil 2002 / Caigua – Migrations professionnelles depuis la communauté selon le lieu de destination et le type (antérieures et actuelles).....	601
Tab. E - 54 : Envil 2002 / Caigua – Migrations de formation (antérieures et actuelles) depuis la communauté selon le lieu de destination.....	601

1 - Présentation de l'enquête Envil 2002 – Section Caigua

Carte E - 1 : Caigua – Plan schématique de la localité



Sources des données : nombre total de logements selon le recensement INE de 2001 (INE 2002 b) et regroupements propres

CM 2005

Tab. E - 1 : Envil 2002 – Ressources humaines

Mission exploratoire	
Ceydric Martin	Maria Nelly Morales

Questionnaire	
Ceydric Martin	Philippe Hamelin
Hugo Arze	

Enquêteurs	
Caigua et Villamontes	Villamontes
Blanca Arce	Gabriela Aracena
Dalcy Camacho	Arming Coyo
Gledia Castillo	Beimar Guerrero
Horacio Gallardo	Wilfredo Mamani
Omar Jaramillo	Norma Nievez
Daniela Jimena	Eloina Palacios
Fabiana Sfarcich	Vanessa Tococary

Superviseurs	
Ceydric Martin	Hugo Arze

Codification / Saisie / Nettoyage de la base	
Ceydric Martin	Veronica Peralta
Hortensia Fernandez	

Tab. E - 2 : Envil 2002 / Caigua – Nombre de logements dans la communauté et nombre de foyers enquêtés selon les quartiers

	nombre de logements*	% du total	nombre de foyers enquêtés	% du total des foyers enquêtés (selon l'INE)
centre	La Posta	30	23	
	Brecha	21	7	
	Carretera antigua	36	7	
	sous-total	87	53,7	37
première périphérie	Pico Plancha	7	5	
	Santa Rosa	30	20	
	sous-total	37	22,8	25
zones éloignées	Costa Rica	17	9	
	Bordo Alto	9	0	
	sous-total	26	16,0	9
non rattachés à des quartiers	12	7,4		
total général	162	100,0	72	44,4

* : répartition par quartier selon les informations approximatives des autorités locales

Sources des données : nombre de logements total selon le recensement de l'INE de 2001 (INE 2002 b), Envil 2002 et regroupements propres

Texte E -1 : Envil / Caigua – Méthodologie d'enquête

C'est au cours d'une mission exploratoire réalisée en mai 2002¹ que les unités d'analyse d'Envil 2002 ont été sélectionnées. Nous avons alors décidé d'enquêter la ville de Villamontes et désirions compléter notre étude urbaine par une approche rurale, notamment afin de comprendre la récente dynamique du peuplement du piémont tarijénien [cf. chapitre II]. Pour des raisons logiques, nous étions contraints à nous limiter au choix d'une seule localité² de la zone. Lors de notre passage à Villamontes, les autorités locales³ nous ont alors conseillé de nous rendre à Caigua, l'une des communautés les plus importantes du piémont Nord (708 habitants selon le recensement de 2001, ce qui la positionne juste derrière Tiguipa, 830 habitants, cf. Carte VI-1) et ayant la réputation d'être une zone de réception d'immigrés. Nous nous sommes donc rendus sur les lieux, à 20 kilomètres au nord de Villamontes, et avons en effet pu constater l'existence d'un certain dynamisme à Caigua (création récente de la communauté, agriculture innovante, présence d'immigrés, cf. chap. VI pour une présentation détaillée). Comme pour le reste de la région, aucune étude traitant du développement de cette localité n'était disponible ; nous avons donc décidé de la retenir comme unité d'analyse du piémont du Tarija.

De retour dans la capitale départementale, nous nous sommes attelés à la préparation d'un questionnaire commun aux enquêtes prévues à Villamontes ou en zone rurale (en y intégrant donc un module agriculture détaillé, cf. Quest. E-6). Notre but était de simplifier les formulaires utilisés lors de nos enquêtes antérieures (Entar 2001, Enyac et Entol 2002) et ceci pour deux raisons principales. D'une part pour éviter les confusions engendrées lors d'Enyac 2002, où la complexité du questionnaire avait tout autant perturbé l'enquêteur que l'enquêté⁴ ; d'autre part afin de raccourcir la durée moyenne des enquêtes et de respecter ainsi les contraintes logistiques évoquées plus haut⁵. Les 14 enquêteurs qui ont participé à Envil 2002 [cf. Tab. E-1], tous volontaires, ont ensuite été sélectionnés selon la qualité de leur(s) participation(s) antérieure(s) à notre programme de recherche. Nous disposions ainsi d'un groupe particulièrement qualifié et motivé.

Afin de préparer le sondage de Caigua, nous nous sommes ensuite attachés à comprendre la structure de l'habitat de la communauté⁶, dont le développement semble avoir été conditionné par

¹ En compagnie de Maria Nelly Morales, étudiante de l'université Juan Misael Saracho de Tarija, possédant une bonne expérience de nos enquêtes de migration pour avoir participé à celles d'Entol et d'Enyac 2002.

² En effet, le budget alloué à Envil 2002 devait essentiellement autoriser l'enquête de la ville de Villamontes, il s'agissait donc d'optimiser les ressources disponibles afin de nous permettre de travailler dans le monde rural. Le choix de Caraparí ayant été retenu pour une approche des vallées subandines orientales [cf. Carte II-1], l'établissement d'un pré-chronogramme d'enquête tenant compte des ressources financières ne nous laissait que très peu de marge pour étudier le piémont rural.

³ Notamment Guillermo Salazar Echart, *corregidor mayor* (représentant direct du préfet) du *municipio* de Villamontes.

⁴ En effet, le questionnaire d'Enyac 2002 est de loin le plus compliqué de nos quatre enquêtes. On pourra illustrer cette complexité par l'exemple du module « mobilité » qui demandait aux personnes recensées si elles avaient passé au moins une nuit en dehors de Yacuiba au cours de ces 12 derniers mois, et ensuite recensait le nombre de fois qu'elles s'étaient rendues dans le lieu déclaré. Si la réponse à cette question était « une », « deux », « trois » ou « quatre ou plus », on recensait la durée du séjour le plus long ainsi que le mois du début de ce déplacement. Si la réponse était « fréquemment », on recensait la durée moyenne des séjours ainsi que leurs fréquences. Ces variables ont été considérablement simplifiées pour l'enquête Envil 2002, puisqu'on y demandait seulement le nombre de fois où l'enquêté s'était rendu dans son lieu de mobilité. La perte d'information engendrée par cette simplification est largement compensée par une meilleure fiabilité des données récoltées.

⁵ Lors d'Enyac 2002, on a estimé que les enquêteurs pouvaient compléter entre 4 et 5 questionnaires par demi-journée ; pour Villamontes, c'était entre 5 et 6.

⁶ Comme dans le cas de Tolomosa, nous n'avons pas pu nous appuyer sur une cartographie de la localité.

plusieurs logiques. Historiquement, Caigua s'est développé le long de l'ancienne piste reliant Yacuiba à Santa Cruz, sur la rive gauche de la rivière (ce qui correspond au quartier Carretera Central, cf. Carte E-1⁷ et Photos H-11). C'est autour de ces premières implantations que s'est développé le centre de la communauté : au nord, le quartier de La posta ; à l'est, celui de Brecha (qui signifie brèche en français, son origine remontant aux travaux d'enfouissement du gazoduc Yabog en 1972 qui a entraîné le défrichage d'une bande large d'une vingtaine de mètres, cf. annexe C et Photos H-14). L'habitat est dense dans ces trois quartiers qui constituent le centre de Caigua, ils englobent ainsi plus de la moitié des logements de la communauté (approximativement 87 sur 162⁸, cf. Tab. E-2). On distingue ensuite une première périphérie : le quartier de Santa Rosa, lui aussi situé le long de l'ancienne piste mais sur l'autre rive de la rivière Caigua ; et celui de Pico Plancha, de l'autre côté de la route goudronnée reliant Yacuiba à Santa Cruz. Ces deux ensembles, dont l'habitat est plus dispersé, concentrent environ un quart des logements de la communauté (37 sur 162). Enfin, troisième groupe, les quartiers isolés de Caigua, localisés sur les premiers reliefs de la montagne de l'Aguaragüe, de chaque côté de la rivière Sola : Bordo Alto situé à environ 2 kilomètres du centre et Costa Rica à environ 5 kilomètres, dont le développement s'explique par l'ouverture dans les années 70 d'une piste d'accès au gisement de pétrole local [cf. annexe C]. Les zones éloignées de Caigua, dont l'habitat est très dispersé, rassemblent environ 15 % des logements de la communauté (26 sur 162). On complètera ce comptage en signalant la présence de 12 logements non rattachés à des quartiers.

Nous avons ensuite procédé à un sondage de chacune des structures détectées. Nous disposions de 7 enquêteurs et d'une journée complète (le 5 juillet 2002) pour effectuer notre recensement, et pouvions compter sur une moyenne de 8 à 9 questionnaires remplis par enquêteur⁹. Cette moyenne a été dépassée, puisque nous avons interrogé 72 foyers, soit 44,4 % de ceux recensés par l'INE (précisément 42,5 % dans le centre, 67,6 % dans la première périphérie et 34,6 % pour les quartiers éloignés, cf. Tab. E-2)¹⁰. La surreprésentation des logements enquêtés dans la première périphérie ne devrait pas poser de problème, dans la mesure où cet ensemble intermédiaire est aussi bien composé de maisons proches du centre qu'éloignées. Enfin, le taux de sondage global nous permet de conclure à une bonne représentativité des habitants de la communauté de Caigua.

⁷ Nous tenons à préciser que cette carte n'est qu'un plan schématique de la communauté de Caigua, la localisation des logements devra être vérifiée dans le cadre d'une étude plus précise de la localité.

⁸ Si le nombre total de logements est fiable puisque provenant du recensement INE de 2001, il n'existe à notre connaissance aucune information précise sur la délimitation des quartiers. Ainsi la répartition par quartier est-elle estimative, effectuée grâce aux renseignements collectés auprès des autorités locales de Caigua (notamment Pastor Garay, alors *corregidor* de la communauté – représentant le sous-préfet).

⁹ Soit entre 4 et 4,5 questionnaires par enquêteur et par demi-journée, estimation légèrement inférieure à celle de Villamontes (entre 5 et 6), l'accès aux logements en milieu rural étant plus complexe.

¹⁰ Par insuffisance logistique (nous ne disposions que d'un véhicule), nous n'avons pu enquêter la minorité de logements dispersés non rattachés à des quartiers.

2 - Le questionnaire d'Envil 2002

Quest. E - 1 : Envil 2002 – Présentation générale de la fiche ménage

UBA Universidad de Buenos Aires **IFEA** Instituto Federal de Estadística **Autonomía Juan Misael Saracho** **IRD** Instituto de Investigaciones Demográficas **UNC** Universidad Nacional de Córdoba

ENVIL 2002 Encuesta migración y movilidad en la ciudad de Villamontes, en la comunidad de Caguán y en el centro poblado de Carapari, Bolivia **Julio 2002**

EVALUACION ENTREVISTA (por el encuestador) **REVISION** **SUPERVISION**

Nombre del encuestador: _____ Número de folios: _____ Folios de reserva de hogar de: _____
 Fecha de realización: _____ Nombre de la persona que le entregó el cuestionario: _____ Observaciones: _____
 Nombre y firma: _____ Nombre y firma: _____ Nombre y firma: _____

IDENTIFICACION **MODULO 1 - VIVIENDA**

¿Cuántos grupos familiares usando cocinas separadas hay en esta vivienda? 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

1. ¿Material de construcción más utilizado en las paredes de esta vivienda? adobe ladrillo adobe y ladrillo otros no sabe

2. ¿Material más utilizado en el techo de esta vivienda? adobe ladrillo adobe y ladrillo otros no sabe

3. ¿En qué año se instaló en esta vivienda? antes de 1960 1960-1969 1970-1979 1980-1989 1990-1999 2000-2001 2002 no sabe

4. ¿La vivienda que ocupan es...? propia alquilada en alquiler en alquiler con opción de compra en alquiler con opción de compra y venta en alquiler con opción de compra y venta y alquiler no sabe

5. Si la vivienda no es propia, ¿dónde vive el dueño? en el lugar en alquiler en otro lugar (prestar) departamento o provincia _____ localidad _____ no sabe

6. ¿Cuánto tiempo se ha ocupado esta vivienda? menos de 1 año 1 a 2 años 3 a 4 años 5 a 6 años 7 a 8 años 9 a 10 años 11 a 12 años 13 a 14 años 15 a 16 años 17 a 18 años 19 a 20 años 21 a 22 años 23 a 24 años 25 a 26 años 27 a 28 años 29 a 30 años más de 30 años no sabe

7. ¿Cómo se distribuye el agua potable en esta vivienda? por cañal, leña o de la vivienda por cañal, leña o de la vivienda pero leña o de la vivienda no se distribuye por cañal no sabe

8. ¿Tiene electricidad? sí no 9. ¿Ducha con agua caliente? sí no 10. ¿Ducha con agua caliente? sí no 11. ¿Usado baño...? baño no baño no sabe

12. ¿Dónde vive el jefe de hogar? en el hogar en otro lugar (prestar) departamento o provincia _____ localidad _____ no sabe

13. ¿Dónde vive el jefe de hogar en su primer año? en el hogar en otro lugar (prestar) departamento o provincia _____ localidad _____ no sabe

MODULO 3 - OTROS HIJOS DEL HOGAR **MODULO 4 - Lugar de nacimiento de los padres del jefe de hogar**

¿Cuántos hijos del hogar que no viven actualmente en este hogar? 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037 1038 1039 1040 1041 1042 1043 1044

Quest. E - 2 : Envl 2002 – Module 1 (logement) de la fiche ménage

MODULO 1 - VIVIENDA**Observación directa**

1. Material de construcción más utilizado en las paredes de esta vivienda :

adobe ₁ ladrillo ₂ adobe y ladrillo ₃ piedra ₄ hormigón ₅ madera ₆ otro ₇

2. Material más utilizado en el techo de esta vivienda :

calamina ₁ teja ₂ losa ₃ paja ₄ otro ₅

3. ¿ En qué año se instalaron en esta vivienda ?

el jefe de hogar
siempre vivió aquí ₁₁

no sabe ₂₂

4. ¿ La vivienda que ocupan es...

propia ₁

alquilada ₂

en anticrético ₃

cedida por servicio ₄

otro ₅

(pasar a la pregunta 6)

5. Si la vivienda no es propia, ¿ dónde vive el dueño ?

en el lugar encuestado ₁

en otro lugar (precisar) ₂

departamento o provincia

localidad

6. ¿ Cuántos cuartos o habitaciones ocupa su hogar, sin contar cuarto de baño y cocina ?

7. ¿ Como se distribuye el agua para cocinar y beber ?

por cañería dentro
de la vivienda ₁

por cañería fuera de la vivienda,
pero dentro del lote o terreno ₂

no se distribuye
por cañería ₃

8. ¿ Tiene electricidad ?

sí ₁

no ₂

9. ¿ Ducha con agua caliente ?

sí ₁

no ₂

10. Principalmente, ¿ qué tipo de combustible o energía utilizan para cocinar ?

gas de cañería ₁

gas de garrafa ₂

leña y gas de garrafa ₃

leña ₄

electricidad ₅

otro ₆

11. ¿ Ustedes tienen... (múltiple)

...bicicleta ?

...motocicleta ?

...vehículo
automotor ?

...refrigerador ?

...teléfono o
celular ?

...televisor ?

...computadora ?

Quest. E - 3 : Envil 2002 – Module 2 (membres du foyer) de la fiche ménage

MODULO 2- MIEMBROS DEL HOGAR

¿ Quiénes son las personas que viven normalmente en este hogar ?
(cuidado : no incluir hijos que no viven normalmente en este hogar)

Complete cada fila empezando por el jefe de hogar.

¿Cuál es su estado civil o conyugal actual ?

N° de orden	Nombre de pila (ejemplo : Juan)	Parentesco 01 = jefe/a de hogar 02 = esposa/o o conviviente 03 = hijo/a o entenado 04 = nieto/a 05 = yerno o nuera 06 = padres o suegro/a 07 = hermano/a 08 = otro pariente (especif.) 09 = servicio doméstico 10 = otro no pariente (especificar) 11 = pensionado	Sexo 1 = masc. 2 = fem.	Edad	Lugar de nacimiento				Estado civil 1 = casado 2 = conviviente/concubino 3 = soltero/a 4 = separado/a 5 = divorciado/a 6 = viudo
					¿ Dónde nació ?				
					Para todos	Solamente para los que no nacieron en la localidad encuestada			
					Aquí o País 0 = en la localidad encuestada (pasar a estado civil) 1 = Bolivia 2 = Argentina 3 = Brasil 4 = Peru 5 = Chile 6 = otro país	Localidad (ciudad, comunidad, colonia, pueblo)	Departamento (únicamente para Bolivia) 1 = Chuquisaca 2 = La Paz 3 = Cochabamba 4 = Oruro 5 = Potosí 6 = Tarija 7 = Santa Cruz 8 = Beni 9 = Pando	Provincia (para Bolivia y Argentina)	
01		0 1							
02									
03									

se reporter ci-dessous pour la suite de chaque ligne du module

note : dans le questionnaire original, l'espace est prévu pour pouvoir renseigner jusqu'à 12 individus

Nacionalidad	Idiomas nativos	Actividad				Educación			Lugar de asist.	Analfabetismo	
		¿ Habla o entiende algún idioma nativo ?				¿Cuál es el nivel educativo más alto que alcanzó ? ¿ En qué año esta ?					¿ Dónde asiste actualmente o asistió en su último año de instrucción ?
		La semana pasada, ¿ cuál fue su actividad principal ?				¿ Sabe leer y escribir ? (en castellano)					
1 = boliviana 2 = argentina 3 = doble 4 = chilena 5 = brasilera 6 = otro país	1 = Quechua 2 = Aymara 3 = Guaraní 4 = otro (especificar) 5 = ninguno 6 = no sabe	Para todos Ocupacion 1 = Trabajar 2 = Estudiar y trabajar 3 = Estudiar 4 = Desocupado 5 = Jubilado inactivo 6 = Ama de casa 7 = otro (especificar) 8 = No corresponde	Solamente para los que trabajan Trabajo Especificar cual es su trabajo actual (si hay varios, elegir el principal)	Rama de actividad 1 = Petróleo / Gas 2 = Agr. / Ganad. 3 = Comercio 4 = Construcción 5 = Industria 6 = Transportes 7 = Servicios 8 = Minería 9 = otro (especificar)	Estatus 1 = patrón 2 = obrero o empleado con sueldo mensual 3 = jornalero 4 = empleado doméstico 5 = trab. fami. no remunerado 6 = mediero 7 = vendedor en la vía pública 8 = cuenta propia 9 = otro (especif.)	0 = educ. pre-escolar Sistema antiguo 1 = primaria antiguo 2 = secundaria antiguo Sistema anterior 3 = básico 4 = intermedio 5 = medio Sistema actual 6 = primaria actual 7 = secundaria actual 8 = universitario / terciario 9 = no asistió	curso 1 2 3 4 5 6 7 8	1 = aquí 2 = en Yacuiba 3 = en su lugar de nacimiento 4 = en la ciudad de Tarija 4 = en otro lugar de Bolivia 5 = en Argentina 6 = en otro país 9 = no sabe	Para los que nunca asistieron a un centro educativo 1 = sí 2 = no		

Quest. E - 4 : Envil 2002 – Module 3 (autres enfants du foyer) de la fiche ménage

MODULO 3 - OTROS HIJOS DEL HOGAR

¿ Tiene otros hijos que no vivan normalmente en este hogar ?

sí 1 **no** 2

¿ Cuántos ?

Complete la lista

¿ Si vive en pareja, de dónde viene su esposa/o o conviviente ?

¿ Cuál es su actividad ? (en su lugar de residencia principal)

¿ Envía dinero a este hogar ?

¿ Dónde nació ?

¿ Cuál es su trabajo actual ?

Nombre de pila (ejemplo : Juan)	Sexo 1 = masc. 2 = fem.	Edad	lug. nacim. 1 = aquí en el la localidad encuestada 2 = en otro lugar del departamento de Tarija 3 = en otro departamento boliviano 4 = en Argentina 5 = en Chile 6 = en Brasil 7 = en otro país (especificar)	Orig. Esp. 1 = de la localidad encuestada 2 = de otro lugar del departamento de Tarija 3 = de otro departamento boliviano 4 = de Argentina 5 = de Chile 6 = de Brasil 7 = de otro país 8 = no vive en pareja	Remesas 1 = Sí, regularmente 2 = Sí, de vez en cuando 3 = no 4 = no contesta	Actividad				
						Para todos Ocupación 1 = Trabaja 2 = Estudia y trabaja 3 = Estudia 4 = Desocupado 5 = Jubilado 6 = Ama de casa 7 = otro (especificar) 8 = no corresponde 9 = no se sabe	Solamente para los que trabajan			Estatus 1 = patrón 2 = obrero o empleado con sueldo mensual 3 = jornalero 4 = empleado doméstico 5 = trab. fami. no remunerado 6 = mediero 7 = vendedor en la vía pública 8 = cuenta propia 9 = otro (especificar)
						Trabajo	Rama 1 = Petróleo / Gas 2 = Agr. / Ganad. 3 = Comercio 4 = Construcción 5 = Industria 6 = Transportes 7 = Servicios 8 = Minería 9 = otro (especificar)	Código trabajo NO LLENAR		
A										
B										
C										

se reporter ci-dessous pour la suite de chaque ligne du module

note : dans le questionnaire original, l'espace est prévu pour pouvoir renseigner jusqu'à 8 individus

¿ A qué viene normalmente ?

¿ Cuántas veces vino aquí en los 12 últimos meses ?

¿ Dónde está su residencia principal ?

¿ Su residencia principal está en la localidad encuestada ?

Para los que no viven en la localidad encuestada

Resid.	Residencia principal				Nº de visitas	Motivo	
1 = sí 2 = no	Código residencia NO LLENAR	País 1 = Bol 2 = Arg 3 = Bra 4 = Per 5 = Chi 6 = otro	Localidad (ciudad, comunidad, colonia, pueblo)	Departamento (únicamente para Bolivia) 1 = Chuquisaca 2 = La Paz 3 = Cochabamba 4 = Oruro 5 = Potosí 6 = Tarija 7 = Santa Cruz 8 = Beni 9 = Pando	Provincia (para Bolivia y Argentina)	1 = una 2 = dos 3 = tres 4 = con frecuencia 9 = ninguna	1 = compra/venta o negocio 2 = trabajar 3 = trámites 4 = fiesta(s) 5 = familia 6 = salud 7 = estudiar 8 = otro (especificar) 9 = no sabe

Quest. E - 5 : Envil 2002 – Module 4 (lieu de naissance des parents du chef de foyer) de la fiche ménage

MODULO 4 - Lugar de nacimiento de los padres del jefe de hogar

1. ¿ Dónde vivía el padre del jefe de hogar en sus primeros años ?

Aquí en la localidad encuestada 1

en otro lugar 2 → país 1 = Bol
2 = Arg
3 = Bra
4 = otro

departamento / provincia / estado _____ localidad _____

es hijo natural 3 no sabe 9

2. ¿ Dónde vivía la madre del jefe de hogar en sus primeros años ?

Aquí en la localidad encuestada 1

en otro lugar 2 → país 1 = Bol
2 = Arg
3 = Bra
4 = otro

departamento / provincia / estado _____ localidad _____

no sabe 9

1? lugar 1 2 lugar 2

Quest. E - 6 : Envil 2002 – Module 5 (foncier et utilisation de la terre) de la fiche ménage

MODULO 5 - TENENCIA Y USO DE LA TIERRA

1. ¿ Ustedes tienen actualmente, aquí o en otro lugar, animales de crianza ?

sí 1 no 2

múltiple ↓ ¿ Cuáles ? ¿ Cuántos ?

vacas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ovejas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
cabras	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
chanchos	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
gallinas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
caballos	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
burros	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
mulas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
otro (especificar)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

2. ¿ Dónde se encuentran principalmente estos animales?

aquí en la localidad 1

en otro lugar 2 departamento o provincia _____ localidad _____

3. ¿Cuál es la superficie total de tierra ganadera que usted utiliza ? (en hectareas)

no sabe 999

4. ¿ La tierra ganadera que utiliza actualmente es principalmente..?

propia 1 anticrético / hipoteca 2 cedida por servicio 3 en alquiler 4 tierra comunal 5 otro 6

pasar a la pregunta 6

5. Si es propia, ¿ principalmente cómo adquirió esta tierra ?

por dotación (reforma agraria) 1 por consolidación (tramites con el gob.) 2 por sucesión 3 por compra 4 otro 5

6. ¿ Produce usted actualmente, aquí o en otro lugar, algún cultivo ?

no sí múltiple → ¿Cuál? ¿ Cuántas hectareas ?

pasar al módulo otras actividades

maíz	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
soya	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
algodon	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
mani	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
yuca / mandioca	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
camote / batata / papa	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
trigo / arroz	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
hortalizas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
frutas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
frrages	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
otro (especificar)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

7. ¿ Dónde se encuentra su cultivo principal ?

aquí en la localidad

en otro lugar departamento o provincia _____ localidad _____

8. ¿ Dispone de algún sistema de riego ?

Sí, en todo el terreno 1 Sí, en parte del terreno 2 No 3

9. ¿Cuál es la superficie total de tierra agrícola que utiliza ? (en hectareas)

no sabe 999

10. ¿ La tierra agrícola que usted utiliza actualmente es principalmente..?

propia 1 anticrético / hipoteca 2 cedida por servicio 3 en alquiler 4 tierra comunal 5 otro 6

11. Si es propia, ¿ principalmente cómo adquirió esta tierra ?

por dotación (reforma agraria) 1 por consolidación (tramites con el gob.) 2 por sucesión 3 por compra 4 otro 5

Quest. E - 7 : Envil 2002 – Module 6 (autres activités du chef de foyer) de la fiche ménage

MODULO 6 - OTRAS ACTIVIDADES			
1. ¿ Usted es dueño o socio de tienda, almacén o empresa ?	no <input type="checkbox"/> 2	sí <input type="checkbox"/> 1	2. ¿ De qué ? <input type="text"/>
3. ¿ Dónde queda ?			<input type="text"/>
4. ¿ Usted recibe un alquiler ?	no <input type="checkbox"/> 2	sí <input type="checkbox"/> 1	5. ¿ De qué ? <input type="text"/>
6. ¿ Dónde queda el alquiler principal ?			<input type="text"/>
7. ¿ Usted tiene un trabajo secundario ?	no <input type="checkbox"/> 2	sí <input type="checkbox"/> 1	8. ¿ Qué hace ? <input type="text"/>
9. ¿ Para quien ?			<input type="text"/>
10. ¿ Dónde ?			<input type="text"/>
11. ¿ Usted recibe jubilación ?	no <input type="checkbox"/> 2	sí <input type="checkbox"/> 1	12. ¿ Usted tiene otra fuente de ingresos ?
		no <input type="checkbox"/> 2	sí <input type="checkbox"/> 1
		13. ¿ Qué ? <input type="text"/>	

Código lugar
 1 = Aquí
 2 = En la provincia del Gran Chaco
 3 = En otro lugar del departamento de Tarija
 4 = En otro departamento de Bolivia
 5 = En Argentina
 6 = En otro país

Quest. E - 8 : Envil 2002 – Module 7 (perspectives) de la fiche ménage

MODULO 7 - PERSPECTIVAS			
1. ¿ Que piensa usted de su futuro aquí ?	mejor que ahora <input type="checkbox"/> 1	igual que ahora <input type="checkbox"/> 2	peor que ahora <input type="checkbox"/> 3
2. ¿ Por cuál razón ? (abierto)	<input type="text"/>		
3. ¿ Ustedes piensan irse de aquí ?	no <input type="checkbox"/> 2	sí <input type="checkbox"/> 1	4. ¿ Dónde piensan ir ? <input type="text"/>
5. ¿ Piensa que por sus hijos es mejor... quedarse ? o salir ?	<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> 2	6. ¿ Para ir dónde ? <input type="text"/>

Código lugar
 1 = a Yacuiba
 2 = a Santa Cruz
 3 = a Tarija (ciudad)
 4 = a otro lugar del dpt. de Tarija
 5 = a otro lugar de Bolivia
 6 = a Argentina
 7 = a Brasil

fin de la ficha familiar

Quest. E - 9 : Envil 2002 – Présentation générale de la fiche individuelle

FICHA INDIVIDUAL - ENVIL 2002

Nº de cuestionario Nº orden Nombre de pila

Se aplica a cada persona de 15 años y más

A) INSTALACION EN LA LOCALIDAD ENCUESTADA
Para los que no nacieron en la localidad encuestada

1. ¿ Trabajaba en su lugar de origen ?
 sí 1 no 2

2. ¿ Qué trabajo hacía ? Trabajo (abierto) Rama Estatus

3. ¿ En qué año vino a instalarse aquí por primera vez ?
 (es decir con un tiempo mínimo de residencia de 6 meses)

4. ¿ Era casado o unido cuando llegó ? sí 1 no 2

5. ¿ A qué vino ?
 Acompañar a sus padres o esposo/a 1 Trabajar 2 Estudiar y trabajar 3
 Estudiar 4 Otro 5 No sabe 6

6. ¿ Qué tipo de trabajo ? Trabajo (abierto) Rama Estatus

Códigos
Rama de actividad
 1 = Petróleo / Gas
 2 = Agr. / Ganad.
 3 = Comercio
 4 = Construcción
 5 = Industria
 6 = Transportes
 7 = Servicios
 8 = Minería
 9 = otro
Estatus
 1 = patrón
 2 = obrero o empleado con sueldo mensual
 3 = jornalero
 4 = empleado doméstico
 5 = trab. fami. no remunerado
 6 = mediero
 7 = vendedor en la vía pública
 8 = cuenta propia
 9 = otro

B) SALUD
 1. Durante los cinco últimos años, ¿ ha recibido alguna atención médica fuera de la localidad encuestada ?

no 1 sí 2

¿ Dónde ? Si hay varios lugares, elegir el más frecuente o el último

Yacuiba 2 ciudad de Santa Cruz 3 ciudad de Tarija 4 otro 5

5 = Bol 6 = Arg 7 = Bra 8 = otro

país departamento o provincia localidad

C) MIGRACION
 En toda su vida, ¿ aparte de este lugar y de su lugar de nacimiento, ha vivido en otra parte por lo menos 6 meses continuos ?

sí 1 no 2

¿ En qué año dejó de vivir en ese lugar ?

¿ En qué año llegó a vivir a ese lugar ?

¿ Cuál fue el principal motivo por el que fue a vivir a ese lugar ?

Si trabajó, ¿ qué hizo ?

Complete la lista de las tres últimas veces

	Lugares de migración				Llegada año	Salida año	Motivo	Situación laboral	
	País	Localidad	Departamento	Provincia				Trabajo	Estatus
1									
2									
3									

D) MOVILIDAD
 ¿ En los 12 últimos meses (desde julio del 2001 hasta ahora), se ausentó de este lugar por lo menos una noche ?

sí 1 no 2

¿ Qué vínculos tiene en este lugar ?

¿ En los 12 últimos meses, cuantas veces fue a este lugar ?

¿ Cuál fue el motivo más importante de la estadía más prolongada ?

Si trabajó, ¿ qué hizo ?

Complete la lista de los tres últimos lugares visitados

	Lugares de movilidad				Nº Visit.	Vínculos	Motivo	Situación laboral	
	País	Localidad	Departamento	Provincia				Trabajo	Estatus
1									
2									
3									

Quest. E - 10 : Envil 2002 – Module A (installation dans la localité enquêtée) de la fiche individuelle

A) INSTALACION EN LA LOCALIDAD ENCUESTADA

Para los que no nacieron en la localidad encuestada

1. ¿ Trabajaba en su lugar de origen ?
 sí 1
 no 2

2. ¿ Qué trabajo hacía ?
 Trabajo (abierto) Rama Estatus

3. ¿ En qué año vino a instalarse aquí por primera vez ?
 (es decir con un tiempo mínimo de residencia de 6 meses)

4. ¿ Era casado o unido cuando llegó ?
 sí 1 no 2

5. ¿ A qué vino ?
 Acompañar a sus padres o esposo/a 1
 Estudiar 4
 Trabajar 2
 Estudiar y trabajar 3
 Otro 5
 No sabe 6

6. ¿ Qué tipo de trabajo ?
 Trabajo (abierto) Rama Estatus

Códigos

Rama de actividad

1 = Petróleo / Gas
 2 = Agr. / Ganad.
 3 = Comercio
 4 = Construcción
 5 = Industria
 6 = Transportes
 7 = Servicios
 8 = Minería
 9 = otro

Estatus

1 = patrón
 2 = obrero o empleado con sueldo mensual
 3 = jornalero
 4 = empleado doméstico
 5 = trab. fami. no remunerado
 6 = mediero
 7 = vendedor en la vía pública
 8 = cuenta propia
 9 = otro

Quest. E - 11 : Envil 2002 – Module C (migration) de la fiche individuelle

C) MIGRACION

En toda su vida, ¿ aparte de este lugar y de su lugar de nacimiento, ha vivido en otra parte por lo menos 6 meses continuos ?

1 **sí**
 2 **no**

Si trabajó, ¿ qué hizo ?

¿ En qué año llegó a vivir a ese lugar ?

¿ En qué año dejó de vivir en ese lugar ?

¿Cuál fue el principal motivo por el que fue a vivir a ese lugar ?

Complete la lista de las tres últimas veces

	Lugares de migración				Llegada año	Salida año	Motivo	Situación laboral		
	País	Código lugar NO LLENAR	Localidad (ciudad, comunidad, colonia, pueblo)	Departamento (únicamente para Bolivia)				Provincia (para Bolivia y Argentina)	Trabajo Especificar cual era su trabajo (si hay varios, elegir el principal)	Rama
1										
2										
3										

Quest. E - 12 : Envil 2002 – Module D (mobilité) de la fiche individuelle

D) MOVILIDAD

¿ En los 12 últimos meses (desde julio del 2001 hasta ahora), se ausentó de este lugar por lo menos una noche ?

sí 1 no 2 *pase al módulo Fecundidad*

¿ Qué vínculos tiene en este lugar ? ¿ En los 12 últimos meses, cuantas veces fue a este lugar ? ¿Cuál fue el motivo más importante de la estadia más prolongada ? Si trabajó, ¿ qué hizo ?

Complete la lista de los tres últimos lugares visitados

	Lugares de movilidad				N° Visit.	Vínculos	Motivo	Situación laboral		
	Pais	Código lugar NO LLENAR	Localidad (ciudad, comunidad, colonia, pueblo)	Departamento (únicamente para Bolivia)				Provincia (para Bolivia y Argentina)	Trabajo	Rama
1										
2										
3										

País: 1 = Bol, 2 = Arg, 3 = Bra, 4 = Per, 5 = Chi, 6 = otro
 Código lugar NO LLENAR
 Localidad (ciudad, comunidad, colonia, pueblo)
 Departamento (únicamente para Bolivia): 1 = Chuquisaca, 2 = La Paz, 3 = Cochabamba, 4 = Oruro, 5 = Potosí, 6 = Tarija, 7 = Santa Cruz, 8 = Beni, 9 = Pando
 Provincia (para Bolivia y Argentina)
 N° Visit.: 1 = una, 2 = dos, 3 = tres, 4 = con frecuencia
 Vínculos: 1 = familiares, 2 = gente de Yacubba / Pocitos, 3 = otros tarijeños, 4 = otros compatriotas, 5 = otros, 6 = varios, 7 = nadie, 8 = no sabe
 Motivo: 0 = trámites, 1 = trabajar, 2 = estudiar y trabajar, 3 = estudiar, 4 = búsqueda de trabajo, 5 = fiestas religiosas, 6 = visitar familia, 7 = salud, 8 = acompañar a familiar, 9 = otro (especificar)
 Trabajo: Especificar cual era su trabajo (si hay varios, elegir el principal)
 Rama: 1 = Petróleo / Gas, 2 = Agr. / Ganad., 3 = Comercio, 4 = Construcción, 5 = Industria, 6 = Transportes, 7 = Servicios, 8 = Minería, 9 = otro (especificar)
 Estatus: 1 = patrón, 2 = obrero o empleado con sueldo mensual, 3 = jornalero, 4 = empleado doméstico, 5 = trab. fami. no remunerado, 6 = mediero, 7 = vendedor en la vía pública, 8 = cuenta propia, 9 = otro
 NO LLENAR

3 - Croissance de la population et immigration

Tab. E - 3 : INE / Caigua, Gran Chaco, dép. Tarija – Croissance de la population intercensitaire entre 1976 et 2001

	population totale			1976-1992		1992-2001		1976-2001	
	1976	1992	2001	vn	tmva	vn	tmva	vn	tmva
Caigua	307	583	708	276	4,1	125	2,2	401	3,4
province Gran Chaco rural	23 114	29 021	35 594	5 907	1,4	6 573	2,3	12 480	1,7
dép. Tarija rural	116 487	134 309	148 660	17 822	0,9	14 351	1,1	32 173	1,0

Source : recensements INE 1976,1992, 2001

vn = variation nette

tmva = taux moyen de variation annuelle

Tab. E - 4 : Envil 2002 / Caigua – Individus selon lieu de naissance et lien de parenté

lieu de naissance	parenté				total	
	chefs de famille		autres		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
à Caigua	13	18,1	142	52,2	155	45,1
ailleurs	59	81,9	130	47,8	189	54,9
total	72	100,0	272	100,0	344	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 5 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon leur lieu de provenance (détaillé)

		lieu de provenance		eff	%	
B o l i v i e (selon bipartition)	Occidente selon milieu d'habitat*	urbain selon dép.	Tarija	Tarija	4	4,1
			Chuquisaca	Padilla	3	3,1
				Sucre	1	1,0
			sous-total Occidente urbain		8	8,2
		rural selon dép.	Tarija	vallées andines	16	16,3
			Chuquisaca	province Sur Cinti	11	11,2
				province Belisario Boeto	1	1,0
			Oruro	province Ladislao Cabrer	2	2,0
			sous-total Occidente rural		30	30,6
	sous-total Occidente		38	38,8		
	Oriente selon milieu d'habitat*	urbain selon dép.	Tarija	Bermejo	2	2,0
				Yacuiba	1	1,0
				Villamontes	2	2,0
			Chuquisaca	Monteagudo	4	4,1
				Santa Cruz	2	2,0
		rural selon dép.	Santa Cruz	Camiri	1	1,0
				San José de Chiquitos	1	1,0
				Boyuiibe	3	3,1
			Beni	Trinidad	1	1,0
			sous-total Oriente urbain		17	17,3
		rural selon dép.	Tarija	vallées subandines	17	17,3
				piémont	5	5,1
			Chuquisaca	province Luis Calvo	11	11,2
				province Hernando Siles	1	1,0
			Santa Cruz	province Cordillera	1	1,0
	sous-total Oriente rural		35	35,7		
	inconnu Oriente		2	2,0		
sous-total Oriente		54	55,1			
Argentine				6	6,1	
total				98	100,0	

* : seuil urbain rural de 5 000 hab. au recensement INE de 2001

Sources : bipartition nationale d'Andréa 2004, bipartition et décapartition départementale propre, données d'Envil 2002

Tab. E - 6 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus dans la communauté selon leurs lieu de provenance et année d'installation

lieu de provenance		année d'installation				total	
		avant 1990		à partir de 1990		eff.	%
		eff.	%	eff.	%		
Occidente	rural*	10	23,8	20	35,7	30	30,6
	urbain*	5	11,9	3	5,4	8	8,2
Bolivie	rural*	21	50,0	14	25,0	35	35,7
	urbain*	5	11,9	12	21,4	17	17,3
	incomplet	0	0,0	2	3,6	2	2,0
Argentine		1	2,4	5	8,9	6	6,1
total		42	100,0	56	100,0	98	100,0

* : Seul urbain rural de 5 000 hab. au recensement INE de 2001

Source : bipartition nationale d'Andréa 2004, bipartition et décapartition départementale propre, données d'Envil 2002

4 - Les motifs d'installation de la population immigrée

Tab. E - 7 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs selon l'âge à l'installation dans la localité et le sexe

âge d'installation	sexe						total		
	hommes			femmes			eff.	%	%
	eff.	%	% cumulé	eff.	%	% cumulé			
moins de 5 ans	17	17,0	17,0	12	13,5	13,5	29	15,3	15,3
5-9 ans	13	13,0	30,0	12	13,5	27,0	25	13,2	28,6
10-14 ans	15	15,0	45,0	17	19,1	46,1	32	16,9	45,5
15-19 ans	14	14,0	59,0	13	14,6	60,7	27	14,3	59,8
20-24 ans	11	11,0	70,0	9	10,1	70,8	20	10,6	70,4
25-29 ans	9	9,0	79,0	5	5,6	76,4	14	7,4	77,8
30-34 ans	4	4,0	83,0	6	6,7	83,1	10	5,3	83,1
35-39 ans	3	3,0	86,0	3	3,4	86,5	6	3,2	86,2
40-44 ans	4	4,0	90,0	4	4,5	91,0	8	4,2	90,5
45-49 ans	4	4,0	94,0	1	1,1	92,1	5	2,6	93,1
50-54 ans	2	2,0	96,0	2	2,2	94,4	4	2,1	95,2
55-59 ans	2	2,0	98,0	1	1,1	95,5	3	1,6	96,8
60-64 ans	0	0,0	98,0	0	0,0	95,5	0	0,0	96,8
65-69 ans	1	1,0	99,0	0	0,0	95,5	1	0,5	97,4
non renseigné	1	1,0	100,0	4	4,5	100,0	5	2,6	100,0
total	100	100,0		89	100,0		189	100,0	

note : pour les non natifs âgés de moins de 15 ans lors de l'enquête (127 garçons et 101 filles), c'est leur âge en juillet 2002 qui a été retenu comme âge d'installation

Source : Envil 2002

Tab. E - 8 : Envil 2002 / Caigua – Les non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon leur occupation dans le lieu de provenance et le sexe

L'individu travaillait-il dans son lieu de provenance ?	sexe				total	
	masculin		féminin		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
oui	41	75,9	22	50,0	63	64,3
non	13	24,1	22	50,0	35	35,7
total	54	100,0	44	100,0	98	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 9 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon le secteur d'activité de l'emploi exercé dans le lieu de provenance et le sexe

secteur d'activité	sexe				total	
	masculin		féminin		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
agriculture / élevage	30	73,2	12	54,5	42	66,7
bâtiment	5	12,2	0	0,0	5	7,9
transports	3	7,3	0	0,0	3	4,8
autres services	3	7,3	9	40,9	12	19,0
sans réponse	0	0,0	1	4,5	1	1,6
total	41	100,0	22	100,0	63	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 10 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon le secteur d'activité de l'emploi exercé dans le lieu de provenance et le milieu d'habitat de ce même lieu

secteur d'activité	milieu d'habitat de provenance						total	
	urbain		rural		incomplet		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
agriculture / élevage	5	29,4	33	78,6	4	100,0	42	65,0
bâtiment	2	11,8	3	7,1	0	0,0	5	8,3
transports	2	11,8	1	2,4	0	0,0	3	5,0
autres services	8	47,1	4	9,5	0	0,0	12	20,0
sans réponse	0	0,0	1	2,4	0	0,0	1	1,7
total	17	100,0	42	100,0	4	100,0	63	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 11 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon le motif d'installation dans la communauté et le sexe

motif de l'installation dans la communauté	sexe				total	
	masculin		féminin		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
accompagner les parents / le conjoint	5	9,3	33	75,0	38	38,8
travailler	45	83,3	8	18,2	53	54,1
autre	4	7,4	3	6,8	7	7,1
total	54	100,0	44	100,0	98	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 12 : Envil 2002 / Caigua – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon le secteur d'activité de l'emploi exercé à l'installation et le sexe

secteur d'activité de l'emploi exercé à l'installation	sexe				total	
	masculin		féminin		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
agriculture	40	88,9	2	25,0	42	79,2
bâtiment	1	2,2	0	0,0	1	1,9
hydrocarbures	2	4,4	0	0,0	2	3,8
services	1	2,2	5	62,5	6	11,3
autre	1	2,2	0	0,0	1	1,9
sans réponse	0	0,0	1	12,5	1	1,9
total	45	100,0	8	100,0	53	100,0

Source : Envil 2002

Texte E - 2 : Envil 2002 / Caigua – De peu probables logiques secondaires de peuplement

Outre la fonction agricole de la communauté [cf. chapitre VI], comment encore expliquer l'attractivité de Caigua et l'évolution de ses cycles migratoires ? Le diagnostic de Zonisig (ZONISIG-APDS 2000) établit un lien entre le peuplement du piémont et l'installation d'autochtones de l'Orient bolivien, principalement des Guaranis. En effet, la région aurait servi de refuge aux habitants expulsés des plaines durant la guerre du Chaco (1933-1936) et n'ayant pu réintégrer leurs lieux d'origine suite à l'expropriation de leurs terres. Ces événements ont-ils contribué au peuplement de Caigua ? La faiblesse numérique de la sous-population arrivée dans la communauté entre 1936 et 1946 (8 personnes¹¹ selon Envil) ne permet pas une réponse pertinente. Cependant, notons que sur ces 8 enquêtés, on ne recense aucune naissance dans la plaine du Chaco : 6 sont originaires du Tarija (2 du piémont, 3 des vallées subandines orientales, 1 des vallées andines) et 2 du sud du Santa Cruz. De manière plus générale, les autochtones Guaranis ont-ils contribué à peupler Caigua ? Selon le recensement INE 2001 de la communauté, seul 1,1 % de la population âgée de 4 ans et plus déclare pour langue maternelle le guarani¹² ; et selon notre propre enquête, seul 1,6 % de la même sous-population déclare parler cette langue¹³. Donc la réponse est non, l'influence des autochtones n'est pas importante dans le peuplement de Caigua, les Guaranis s'étant plutôt installés dans d'autres communautés, telle Chimeo¹⁴, située à 3 kilomètres au sud [cf. Carte VI-1].

Par ailleurs, il convient de s'interroger sur l'influence du développement du secteur des hydrocarbures sur le peuplement de Caigua. Dès les années 20, la Standard Oil Company of Bolivia mène dans la région des prospections qui aboutissent en 1931 au forage d'un premier puits explorateur dans la communauté. La guerre du Chaco interrompt cependant les recherches et il faudra attendre 1973 pour que soit lancée la phase productrice qui se poursuivra jusqu'en 1980. En outre, en 1972, la communauté sera retenue pour la construction d'une station de compression du gazoduc Yabog [cf. textes C-1 et C-3 pour plus d'informations à ce sujet]. Ces activités ont-elles contribué au peuplement de Caigua ? On ne peut supposer qu'un lien direct mineur puisque seuls 3,8 % des non natifs venus travailler à l'âge de 15 ans et plus déclarent avoir occupé un emploi en relation avec le secteur des hydrocarbures [cf. Tab. E-12]. Cependant, il est possible d'envisager des conséquences indirectes : la prospection pétrolière a développé les voies de communication de la communauté en permettant notamment l'accès à la zone Costa Rica, située sur la pente de l'Aguaragüe [cf. Carte E-1 et Texte E-1] ; et la présence d'un « campo Caigua » a sans doute contribué à faire connaître la localité.

¹¹ Sous-population non filtrée par rapport à l'âge d'installation.

¹² Soit 7 des 636 individus âgés de 4 ans et plus au moment du recensement. Ces données sont tirées de la question 36 du recensement INE de 2001, module E : « Quelle est la langue maternelle avec laquelle vous avez appris à parler dans votre enfance ? ».

¹³ Soit 5 des 312 personnes âgées de 4 ans et plus lors de l'enquête Envil 2002. Ces données proviennent de la variable langues natives du module 2 de la fiche ménage [cf. Quest. E-3] : « Parlez-vous ou comprenez-vous une langue native ? ».

¹⁴ A Chimeo, selon l'INE, 132 des 207 habitants âgés de 4 ans et plus au moment du recensement de 2001 (soit 34,3 %) déclaraient comme langue native le Guarani.

5 - L'activité à l'échelle individuelle ou des ménages

Tab. E - 13 : Envil 2002 / Caigua – Individus âgés de 15 ans et plus selon l'occupation principale durant les 7 jours précédant l'enquête et le lieu de naissance

occupation principale durant les sept jours précédant l'enquête	lieu de naissance				total	
	natifs de Caigua		non natifs de Caigua		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
travail	25	41,7	78	55,3	103	51,2
études et travail	1	1,7	0	0,0	1	0,5
études	9	15,0	9	6,4	18	9,0
non occupé	3	5,0	7	5,0	10	5,0
retraité inactif	0	0,0	1	0,7	1	0,5
âme au foyer	22	36,7	44	31,2	66	32,8
autre	0	0,0	2	1,4	2	1,0
total	60	100,0	141	100,0	201	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 14 : Envil 2002 / Caigua – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le secteur d'activité et le lieu de naissance

secteur d'activité de l'emploi déclaré	lieu de naissance				total	
	natifs de Caigua		non natifs de Caigua		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
hydrocarbures	1	3,8	0	0,0	1	1,0
agriculture	13	50,0	59	75,6	72	69,2
élevage	0	0,0	2	2,6	2	1,9
bâtiment	3	11,5	4	5,1	7	6,7
commerce	2	7,7	3	3,8	5	4,8
transports	1	3,8	2	2,6	3	2,9
autres services	6	23,1	7	9,0	13	12,5
non renseigné	0	0,0	1	1,3	1	1,0
total	26	100,0	78	100,0	104	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 15 : Envil 2002 / Caigua – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon la catégorie d'emploi et le lieu de naissance

catégorie d'emploi de l'activité professionnelle déclarée	lieu de naissance				total	
	natifs de Caigua		non natifs de Caigua		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
patron	0	0,0	4	5,1	4	3,8
salarié	5	19,2	5	6,4	10	9,6
journalier	4	15,4	14	17,9	18	17,3
métayer	0	0,0	3	3,8	3	2,9
travailleur familial non rémunéré	3	11,5	9	11,5	12	11,5
travailleur indépendant	13	50,0	42	53,8	55	52,9
employé de maison	1	3,8	0	0,0	1	1,0
autre	0	0,0	1	1,3	1	1,0
total	26	100,0	78	100,0	104	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 16 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon la possession ou non de cultures agricoles et/ou d'animaux d'élevage

Le ménage déclare :	eff.	%
seulement des cultures	25	34,7
seulement de l'élevage	6	8,3
les deux	34	47,2
aucun des deux	7	9,7
total	72	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 17 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant des cultures et ménage déclarant du bétail selon le nombre d'hectares destinés à ces activités

nombre d'hectares déclarés	le ménage déclare...			
	...des cultures		du bétail	
	nombre de familles	nombre total d'hectares destinés à l'agriculture	nombre de familles	nombre total d'hectares destinés à l'élevage
aucun	0	0,0	15	0,0
jusqu'à 1	13	12,0	3	2,5
2	10	20,0	1	2,0
3	12	36,0	5	15,0
4	6	24,0	1	4,0
de 5 à 9	11	70,0	2	12,0
10 et plus	5	71,0	8	290,0
sous-total	57	233,0	35	325,5
sans réponse	2		5	
total	59		40	

Source : Envil 2002

6 - L'élevage à Caigua

Tab. E - 18 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant de l'élevage selon la présence ou non de bovins et de terres associées à l'activité

présence de bovins	le ménage déclare de l'élevage...						total	
	... avec des terres associées		... sans terre associée		sans réponse		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
oui, avec plus de 10 têtes	12	60,0	2	13,3	2	40,0	16	40,0
oui, avec au maximum 10 têtes	6	30,0	3	20,0	1	20,0	10	25,0
non	2	10,0	10	66,7	2	40,0	14	35,0
total	20	100,0	15	100,0	5	100,0	40	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 19 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant de l'élevage selon la présence ou non de petit bétail et de terres associées à l'activité

présence de petit bétail*	le ménage déclare de l'élevage...						total	
	... avec des terres associées		... sans terre associée		sans réponse		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
oui, avec au moins un troupeau de 30 têtes ou plus	5	25,0	3	20,0	1	20,0	9	22,5
oui, sans qu'un troupeau ne dépasse le seuil de 30 têtes	10	50,0	12	80,0	2	40,0	24	60,0
non	5	25,0	0	0,0	2	40,0	7	17,5
total	20	100,0	15	100,0	5	100,0	40	100,0

Source : Envil 2002

* : on entend par petit bétail ovins, caprins, porcins et volaille

Tab. E - 20 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant de l'élevage et des terres associées à l'activité selon leur superficie et l'importance du cheptel bovin

taille de la terre associée par le ménage à l'élevage	superficie totale (en ha)	nombre de ménages	nombre de têtes bovines		
			total	par ménage	par hectare
0,50 - 5,99 ha	23,5	10	78	7,8	3,3
6 - 10 ha	32,0	4	84	16,8	2,6
plus de 10 ha	270,0	6	180	30,0	0,7
total	325,5	20	342	17,1	1,0

Source : Envil 2002

7 - L'agriculture à Caigua

Tab. E - 21 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant une activité agricole selon le type de culture pratiqué

cultures déclarées		eff.	%
maïs	oui	37	62,7
	non	22	37,3
	total	59	100,0
maraîchage	oui	36	61,0
	non	23	39,0
	total	59	100,0
patates	oui	41	69,5
	non	18	30,5
	total	59	100,0
manioc	oui	17	28,8
	non	42	71,2
	total	59	100,0
fruits	oui	14	23,7
	non	45	76,3
	total	59	100,0
fourrage	oui	2	3,4
	non	57	96,6
	total	59	100,0
arachide	oui	4	6,8
	non	55	93,2
	total	59	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 22 : Envil 2002 / Caigua – Cultures recensées selon la superficie totale déclarée

cultures	superficie cultivée	
	en ha	en %
maïs	79,8	45,8
maraîchage	34,5	19,8
patate	15,5	8,9
manioc	13,8	7,9
fruits	15,8	9,1
fouillage	11,0	6,3
arachide	3,8	2,2
total	174,0	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 23 : dép. Tarija et piémont Nord - Coût et rendement des principales cultures en 1999

type de culture	dép. Tarija	piémont Nord				
	rendement (t/ha)	rendement (t/ha)	prix de vente (usd/t)	rendement (usd/ha)	coût (usd/ha)	rentabilité (usd/ha)
maïs	1,6	2,6	160	416	349	67
manioc	n.d.	10,0	38	380	351	29
patate	11,2	11,5	160	1840	1029	811
arachide	1,0	1,8	360	648	466	182
agrumes 5e année	n.d.	13,0	100	1300	674	626
tomate	6,3	12,9	120	1548	843	705

n.d. : non disponible

t : tonne

ha : hectare

usd : dollar des Etats-Unis d'Amérique

Sources : Tecnificacion agropecuaria proyecto BOL/85/002, Pronar (Proyecto de Riego para Caigua) Dpto. Tecnico Corregimiento Villa Montes in ZONISIG-APDS 2000

Tab. E - 24 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant une activité agricole selon le type de culture pratiqué

types de cultures pratiqués	eff.	%
seulement traditionnelles	15	25,4
traditionnelles et commerciales	32	54,2
seulement commerciales	12	20,3
total	59	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 25 : Envil 2002 / Caigua – Les ménages déclarant une activité agricole selon le nombre d'hectares cultivés et le type de culture pratiqué

nombre d'hectares cultivés par le ménage	types de cultures du ménage						total	
	seulement traditionnelles		traditionnelles et commerciales		seulement commerciales		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
moins de 3	10	66,7	14	43,8	11	91,7	35	59,3
de 3 à 4,99	4	26,7	9	28,1	1	8,3	14	23,7
5 et plus	1	6,7	9	28,1	0	0,0	10	16,9
total	15	100,0	32	100,0	12	100,0	59	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 26 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant une activité agricole selon la présence ou non d'irrigation sur les terres et le type de culture pratiqué

présence d'irrigation sur les terres du ménage	types de cultures du ménage						total	
	seulement traditionnelles		traditionnelles et commerciales		seulement commerciales			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
oui, sur tout le terrain	4	25,0	19	61,3	10	83,3	33	55,9
oui, sur une partie du terrain	2	12,5	9	29,0	0	0,0	11	18,6
non	10	62,5	3	9,7	2	16,7	15	25,4
total	16	100,0	31	100,0	12	100,0	59	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 27 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant une activité agricole selon le type de culture pratiqué et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de famille (en %)

type de culture déclaré par le ménage	selon le lieu de naissance du chef de ménage												total (59 cas)					
	natifs (10 cas)			non natifs selon leur date d'installation														
	oui	non	total	antérieure à 1980 (10 cas)			1980-1989 (17 cas)			1990-2002 (19 cas)			sans réponse (3 cas)					
maïs	90,0	10,0	100,0	90,0	10,0	100,0	70,6	29,4	100,0	21,1	78,9	100,0	100,0	0,0	100,0	62,7	37,3	100,0
manioc	40,0	60,0	100,0	40,0	60,0	100,0	29,4	70,6	100,0	5,3	94,7	100,0	100,0	0,0	100,0	28,8	71,2	100,0
patate	30,0	70,0	100,0	10,0	90,0	100,0	47,1	52,9	100,0	31,6	68,4	100,0	0,0	100,0	100,0	30,5	69,5	100,0
fruiticulture	20,0	80,0	100,0	30,0	70,0	100,0	35,3	64,7	100,0	10,5	89,5	100,0	33,3	66,7	100,0	23,7	76,3	100,0
maraîchage	40,0	60,0	100,0	50,0	50,0	100,0	58,8	41,2	100,0	78,9	21,1	100,0	66,7	33,3	100,0	61,0	39,0	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 28 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant une activité agricole selon le type de culture pratiqué et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de famille (en %)

type de culture déclaré par le ménage	selon le lieu de naissance du chef de ménage									total (59 cas)		
	Caigua (10 cas)			Occidente bolivien (24 cas)			autre Oriente bolivien (25 cas)					
	oui	non	total	oui	non	total	oui	non	total	oui	non	total
maïs	90,0	10,0	100,0	41,7	58,3	100,0	72,0	28,0	100,0	62,7	37,3	100,0
manioc	40,0	60,0	100,0	16,7	83,3	100,0	36,0	64,0	100,0	28,8	71,2	100,0
patate	30,0	70,0	100,0	45,8	54,2	100,0	16,0	84,0	100,0	30,5	69,5	100,0
fruiticulture	20,0	80,0	100,0	25,0	75,0	100,0	24,0	76,0	100,0	23,7	76,3	100,0
maraîchage	40,0	60,0	100,0	70,8	29,2	100,0	60,0	40,0	100,0	61,0	39,0	100,0

Source : Envil 2002

8 - L'étude du foncier agricole

Tab. E - 29 : Envil 2002 / Caigua – Familles déclarant des cultures selon la superficie des terres cultivées et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de ménage

superficie de terres cultivées	lieu de naissance du chef de ménage										total	
	natifs		non natifs selon la date d'installation									
			avant 1980		de 1980 à 1989		de 1990 à 2002		sans réponse		eff	%
eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	
moins de 3 ha	6	60,0	2	20,0	4	23,5	11	57,9	0	0,0	23	39,0
3 à 4,99 ha	3	30,0	2	20,0	6	35,3	5	26,3	2	66,7	18	30,5
5 à 9,99 ha	0	0,0	3	30,0	6	35,3	1	5,3	1	33,3	11	18,6
10 ha et plus	1	10,0	3	30,0	1	5,9	0	0,0	0	0,0	5	8,5
sans réponse	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	10,5	0	0,0	2	3,4
total	10	100,0	10	100,0	17	100,0	19	100,0	3	100,0	59	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 30 : Envil 2002 / Caigua – Ménages déclarant des cultures selon le statut foncier des terres cultivées et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de famille

statut foncier	lieu de naissance du chef de ménage										total	
	natifs		non natifs selon la date d'installation									
			avant 1980		de 1980 à 1989		de 1990 à 2002		sans réponse		eff	%
eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	
propriétaire	8	80,0	8	80,0	14	82,4	9	47,4	3	100,0	42	71,2
locataire	1	10,0	0	0,0	1	5,9	5	26,3	0	0,0	7	11,9
terres communales	0	0,0	2	20,0	1	5,9	0	0,0	0	0,0	3	5,1
autre	1	10,0	0	0,0	1	5,9	5	26,3	0	0,0	7	11,9
total	10	100,0	10	100,0	17	100,0	19	100,0	3	100,0	59	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 31 : Envil 2002 / Caigua – Ménages propriétaires de terres cultivées selon le mode d'acquisition et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de famille

mode d'acquisition	lieu de naissance du chef de ménage										total	
	natifs		non natifs selon la date d'installation									
			avant 1980		de 1980 à 1989		de 1990 à 2002		sans réponse		eff	%
eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	
dotation (réforme agraire)	0	0,0	1	12,5	5	35,7	0	0,0	1	33,3	7	16,7
démarches administratives	1	12,5	4	50,0	0	0,0	1	11,1	1	33,3	7	16,7
héritage	6	75,0	1	12,5	2	14,3	1	11,1	0	0,0	10	23,8
achat	0	0,0	2	25,0	7	50,0	7	77,8	1	33,3	17	40,5
autre	1	12,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	2,4
total	8	100,0	8	100,0	14	100,0	9	100,0	3	100,0	42	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 32 : Envil 2002 / Caigua – Ages médian et moyen au moment de l'enquête de l'ensemble des chefs de ménage, et de ceux de foyer agricole (total et propriétaires de terres) selon leur lieu de naissance ou leur année d'installation (pour les non natifs)

	âge	lieu de naissance du chef de ménage autre selon la date d'installation					total
		Caigua	avant 1980	de 1980 à 1989	de 1990 à 2002	sans réponse	
ensemble des chef de ménage (72 au total)	médian	36,0	63,5	42,0	36,0	27,0	41,0
	moyen	35,3	63,5	46,1	38,4	38,3	44,8
chefs de ménage agricole (59 cas au total)	médian	31,5	58,0	39,0	37,0	27,0	41,0
	moyen	34,1	58,1	43,9	39,1	38,4	42,8
chefs de ménage agricole possédant des terres (42 cas au total)	médian	34,0	58,0	42,5	49,0	27,0	44,0
	moyen	35,0	57,5	45,2	46,1	38,4	45,3

Source : Envil 2002

9 - Relativisation de la dépendance vis-à-vis du secteur agricole et autres activités

Tab. E - 33 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon l'indice d'occupation agricole et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) des chefs de famille

indice d'occupation agricole	lieu de naissance du chef de ménage non natifs selon la date d'installation										total	
	natifs		avant 1980		de 1980 à 1989		de 1990 à 2002		sans réponse		eff	%
	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%		
moins de 1 ha cultivé par travailleur agricole ou présence de travailleur(s) agricole(s) sans terres	3	23,1	2	14,3	5	26,3	11	47,8	0	0,0	21	29,2
entre 1 et 3,99 ha cultivés par travailleur agricole	3	23,1	4	28,6	6	31,6	8	34,8	0	0,0	21	29,2
4 ha et plus cultivés par travailleur agricole	1	7,7	3	21,4	3	15,8	1	4,3	1	33,3	9	12,5
présence de cultures mais pas de travailleur agricole	4	30,8	3	21,4	4	21,1	1	4,3	2	66,7	14	19,4
absence de culture et de travailleur agricole	2	15,4	2	14,3	1	5,3	2	8,7	0	0,0	7	9,7
total	13	100,0	14	100,0	19	100,0	23	100,0	3	100,0	72	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 34 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon la proportion d'individus travaillant dans l'agriculture et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de ménage

proportion d'individus du ménage ayant travaillé dans l'agriculture durant les 7 jours précédant l'enquête	lieu de naissance du chef de ménage										total	
	natifs		non natifs selon la date d'installation									
			avant 1980		de 1980 à 1989		de 1990 à 2002		sans réponse		eff	%
eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	
tous	6	46,2	6	42,9	13	68,4	18	78,3	1	33,3	44	61,1
une partie	1	7,7	3	21,4	1	5,3	2	8,7	0	0,0	7	9,7
aucun	6	46,2	3	21,4	4	21,1	2	8,7	1	33,3	16	22,2
pas d'actif dans le ménage	0	0,0	2	14,3	1	5,3	1	4,3	1	33,3	5	6,9
total	13	100,0	14	100,0	19	100,0	23	100,0	3	100,0	72	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 35 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon la présence ou non d'au moins une ASR et le lieu de naissance ou la date d'installation (pour les non natifs) du chef de ménage

présence d'une ASR (Autre source de revenu)	lieu de naissance du chef de ménage										total	
	natifs		non natifs selon la date d'installation									
			avant 1980		de 1980 à 1989		de 1990 à 2002		sans réponse		eff	%
eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	
non	8	61,5	14	100,0	13	68,4	20	87,0	0	0,0	55	76,4
oui	5	38,5	0	0,0	6	31,6	3	13,0	3	100,0	17	23,6
total	13	100,0	14	100,0	19	100,0	23	100,0	3	100,0	72	100,0

Source : Envil 2002

10 - La redistribution des Caiguanais

Tab. E - 36 : Envil 2002 / Caigua – Chefs de ménage selon leur intention d'émigrer ou de voir leurs enfants le faire et leur lieu de naissance ou date d'installation (pour les non natifs)

le chef de ménage ...		lieu de naissance du chef de ménage										total	
		natifs		non natifs selon leur date d'installation									
				avant 1980		de 1980 à 1989		de 1990 à 2002		sans réponse		eff.	%
eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
... pense-t-il quitter Caigua ?	oui	1	7,7	0	0,0	1	5,3	6	26,1	0	0,0	8	11,1
	non	12	92,3	14	100,0	18	94,7	17	73,9	3	100,0	64	88,9
	total	13	100,0	14	100,0	19	100,0	23	100,0	3	100,0	72	100,0
... pense-t-il que, pour ses enfants, il soit préférable de quitter Caigua ?	oui	3	23,1	1	7,1	1	5,3	4	17,4	0	0,0	9	12,5
	non	10	76,9	12	85,7	18	94,7	18	78,3	2	66,7	60	83,3
	sans réponse	0	0,0	1	7,1	0	0,0	1	4,3	1	33,3	3	4,2
	total	13	100,0	14	100,0	19	100,0	23	100,0	3	100,0	72	100,0

Source : Envil 2002

11 - Les migrations antérieures

Tab. E - 37 : Envil 2002 / Caigua – Individus âgés de 15 ans et plus au moment de l'enquête selon qu'ils déclarent ou non une migration antérieure

L'individu déclare-t-il au minimum une migration antérieure ?	eff. %	
	oui	55
non	146	72,6
total	201	100,0

Tab. E - 38 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon la présence ou non d'au moins un individu déclarant au minimum une migration antérieure

au moins un individu du ménage déclare au minimum une migration antérieure	eff. %	
	oui	35
non	37	51,4
total	72	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 39 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures selon l'âge du migrant au début de l'événement et son sexe

âge	sexe						total	
	masculin		féminin					
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
moins de 15 ans	7	21,9	7	25,0	14	23,3		
15-24 ans	15	46,9	14	50,0	29	48,3		
25-34 ans	3	9,4	6	21,4	9	15,0		
35 ans et plus	7	21,9	1	3,6	8	13,3		
total	32	100,0	28	100,0	60	100,0		

Source : Envil 2002

Tab. E - 40 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures selon le motif principal du déplacement et le sexe de l'individu concerné

motif	sexe						total	
	masculin		féminin					
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
travailler	18	56,3	15	53,6	33	55,0		
étudier et travailler	0	0,0	1	3,6	1	1,7		
étudier	6	18,8	6	21,4	12	20,0		
chercher du travail	2	6,3	1	3,6	3	5,0		
accompagner la famille	2	6,3	2	7,1	4	6,7		
autres	4	12,5	3	10,7	7	11,7		
total	32	100,0	28	100,0	60	100,0		

Source : Envil 2002

Tab. E - 41 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'un emploi professionnel selon le secteur d'activité et le sexe

secteur d'activité	sexe				total	
	masculin		féminin		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
agriculture / élevage	7	38,9	1	6,3	8	23,5
bâtiment	2	11,1	0	0,0	2	5,9
commerce	2	11,1	2	12,5	4	11,8
employé de maison	0	0,0	8	50,0	8	23,5
autres services	6	33,3	5	31,3	11	32,4
autres	1	5,6	0	0,0	1	2,9
total	18	100,0	16	100,0	34	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 42 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon la catégorie d'emploi et le sexe

catégorie d'emploi	sexe				total	
	masculin		féminin		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
employé mensualisé	9	50,0	5	31,3	14	41,2
journalier	3	16,7	1	6,3	4	11,8
employé de maison	0	0,0	8	50,0	8	23,5
travailleur indépendant	4	22,2	2	12,5	6	17,6
autres	2	11,1	0	0,0	2	5,9
total	18	100,0	16	100,0	34	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 43 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures professionnelles (pour travailler, étudier et travailler ou chercher du travail) selon le milieu d'habitat de destination

milieu d'habitat de destination*	eff.	%
urbain	30	81,1
rural	6	16,2
incomplet	1	2,7
total	37	100,0

* : limite urbain / rural fixée à 5 000 habitants

Source : Envil 2002

Tab. E - 44 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures estudiantines selon le milieu d'habitat de destination

milieu d'habitat de destination*	eff.	%
urbain	11	84,6
rural	2	15,4
total	13	100,0

* : limite urbain / rural fixée à 5 000 habitants

Source : Envil 2002

12 - La descendance

Tab. E - 45 : Envil 2002 / Caigua – Descendance selon l'âge et le lieu de résidence

âge	lieu de résidence						total	
	dans le foyer parental		hors du foyer parental, dans la communauté		ailleurs			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
0-4	42	97,7	0	0,0	1	2,3	43	100,0
5-9	41	100,0	0	0,0	0	0,0	41	100,0
10-14	47	100,0	0	0,0	0	0,0	47	100,0
15-19	29	78,4	1	2,7	7	18,9	37	100,0
20-24	19	57,6	6	18,2	8	24,2	33	100,0
25-29	4	16,7	11	45,8	9	37,5	24	100,0
30-39	0	0,0	10	47,6	11	52,4	21	100,0
40 ans et plus	2	10,0	2	10,0	16	80,0	20	100,0
total	184	69,2	30	11,3	52	19,5	266	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 46 : Envil 2002 / Caigua – Descendance ayant quitté la communauté selon l'occupation principale dans son lieu de vie habituel et le sexe

occupation principale	sexe				total	
	homme		femme			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%
travail	18	72,0	12	44,4	30	57,7
étudie	3	12,0	3	11,1	6	11,5
femme au foyer	0	0,0	12	44,4	12	23,1
autre	1	4,0	0	0,0	1	1,9
sans réponse	3	12,0	0	0,0	3	5,8
total	25	100,0	27	100,0	52	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 47 : Envil 2002 / Caigua – Descendance ayant quitté la communauté et travaillant dans son lieu de vie habituel selon le secteur d'activité et le sexe

secteur d'activité	sexe				total	
	homme		femme			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%
hydrocarbures	2	11,1	0	0,0	2	6,7
agriculture / élevage	4	22,2	1	8,3	5	16,7
bâtiment	2	11,1	0	0,0	2	6,7
industrie	1	5,6	0	0,0	1	3,3
transport	4	22,2	1	8,3	5	16,7
commerce	0	0,0	4	33,3	4	13,3
autres services	5	27,8	6	50,0	11	36,7
total	18	100,0	12	100,0	30	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 48 : Envil 2002 / Caigua – Descendance ayant quitté la communauté et travaillant dans son lieu de vie habituel selon la catégorie d'emploi et le sexe

catégorie d'emploi	sexe				total	
	homme		femme		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
employé mensualisé	9	50,0	4	33,3	13	43,3
journalier	1	5,6	0	0,0	1	3,3
travailleur familial non rémunéré	0	0,0	1	8,3	1	3,3
travailleur indépendant	8	44,4	7	58,3	15	50,0
total	18	100,0	12	100,0	30	100,0

Source : Envil 2002

Tab. E - 49 : Envil 2002 / Caigua – Descendance ayant quitté la communauté selon son lieu de vie et son occupation actuelle

milieu d'habitat* du lieu de vie actuel	occupation						total	
	travaille		étudie		autre / sans réponse		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
urbain	24	80,0	4	66,7	11	68,8	39	75,0
rural	5	16,7	2	33,3	3	18,8	10	19,2
incomplet	1	3,3	0	0,0	2	12,5	3	5,8
total	30	100,0	6	100,0	16	100,0	52	100,0

* : limite urbain / rural fixée à 5 000 habitants

Source : Envil 2002

13 - Relation entre émigration et niveau d'équipement

Tab. E - 50 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon la présence ou non d'au moins un individu déclarant au minimum une migration antérieure et le niveau d'équipement du foyer

présence d'au moins un individu déclarant au minimum une migration antérieure	niveau d'équipement* du ménage						total	
	pas d'équipement		faible		moyen		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
oui	3	25,0	20	50,0	12	60,0	35	48,6
non	9	75,0	20	50,0	8	40,0	37	51,4
total	12	100,0	40	100,0	20	100,0	72	100,0

Source : Envil 2002

* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour le détail du calcul de l'indice d'équipement

Tab. E - 51 : Envil 2002 / Caigua – Ménages selon la présence ou non d'au moins un enfant ayant quitté la communauté et le niveau d'équipement du foyer

présence d'au moins un enfant ayant quitté la communauté	niveau d'équipement* du ménage						total	
	pas d'équipement		faible		moyen		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
oui	6	50,0	12	30,0	5	25,0	23	31,9
non	6	50,0	28	70,0	15	75,0	49	68,1
total	12	100,0	40	100,0	20	100,0	72	100,0

Source : Envil 2002

* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour le détail du calcul de l'indice d'équipement

14 - Le redéploiement des Caiguanais

Tab. E - 52 : Envil 2002 / Caigua – Migrations antérieures et migrations actuelles selon le lieu de destination

lieu de destination		type de migration				total			
		antérieures		actuelles					
		eff.	%	eff.	%	eff.	%		
Bolivie selon bi- partition	Orienté	Villamontes	18	30,0	16	30,8	34	30,4	
		urbain* selon villes	Santa Cruz	7	11,7	5	9,6	12	10,7
		Yacuiba	6	10,0	3	5,8	9	8,0	
		Camiri	1	1,7	1	1,9	2	1,8	
		Monteagudo	1	1,7		0,0	1	0,9	
	sous-total urbain Oriente	33	55,0	25	48,1	58	51,8		
	rural* selon dép.	Tarija	7	11,7	3	5,8	10	8,9	
	Chuquisaca	2	3,3	2	3,8	4	3,6		
	Santa Cruz	3	5,0		0,0	3	2,7		
	sous-total rural Oriente	12	20,0	5	9,6	17	15,2		
sous-total Bolivie orientale	45	75,0	30	57,7	75	67,0			
Occidenté selon milieu d'habitat	urbain* selon villes	Tarija	3	5,0	8	15,4	11	9,8	
		Sucre	1	1,7	3	5,8	4	3,6	
		Cochabamba	1	1,7		0,0	1	0,9	
	sous-total urbain Occidente	5	8,3	11	21,2	16	14,3		
rural* dép	Tarija	2	3,3	4	7,7	6	5,4		
sous-total Bolivie occidentale	7	11,7	15	28,8	22	19,6			
sous-total Bolivie	52	86,7	45	86,5	97	86,6			
autres pays	Argentine	8	13,3	4	7,7	12	10,7		
	autre	0	0,0	1	1,9	1	0,9		
	sous-total autres pays	8	13,3	5	9,6	13	11,6		
sans réponse		0	0,0	2	3,8	2	1,8		
total		60	100,0	52	100,0	112	100,0		

* : limite urbain / rural fixée à 5 000 habitants

Source : bipartition nationale d'Andréa 2004, bipartition et décapartition départementale propre, données d'Envil 2002

Tab. E - 53 : Envil 2002 / Caigua – Migrations professionnelles depuis la communauté selon le lieu de destination et le type (antérieures et actuelles)

lieu de destination		migrations professionnelles ...				total			
		... antérieures		... actuelles					
		eff.	%	eff.	%	eff.	%		
Bolivie selon bi- partition	Oriente selon milieu d'habitat	urbain* selon villes	Villamontes	9	24,3	12	40,0	21	31,3
			Santa Cruz	7	18,9	4	13,3	11	16,4
			Yacuiba	5	13,5	1	3,3	6	9,0
			Camiri	0	0,0	1	3,3	1	1,5
			Monteagudo	1	2,7	0	0,0	1	1,5
		sous-total urbain Oriente	22	59,5	18	60,0	40	59,7	
		rural* selon dép.	Tarija	5	13,5	3	10,0	8	11,9
			Santa Cruz	1	2,7	0	0,0	1	1,5
		sous-total rural Oriente	6	16,2	3	10,0	9	13,4	
		sous-total Bolivie orientale	28	75,7	21	70,0	49	73,1	
Occidente selon milieu d'habitat	urbain* selon villes	Tarija	1	2,7	5	16,7	6	9,0	
		Cochabamba	1	2,7	0	0,0	1	1,5	
		sous-total urbain Occidente	2	5,4	5	16,7	7	10,4	
	rural* dép. Tarija	1	2,7	1	3,3	2	3,0		
	sous-total Bolivie occidentale	3	8,1	6	20,0	9	13,4		
sous-total Bolivie		31	83,8	27	90,0	58	86,6		
autres pays	Argentine		6	16,2	2	6,7	8	11,9	
	autre		0	0,0	1	3,3	1	1,5	
	sous-total autres pays		6	16,2	3	10,0	9	13,4	
total		37	100,0	30	100,0	67	100,0		

* : limite urbain / rural fixée à 5 000 habitants

Source : bipartition nationale d'Andréa 2004, bipartition et décapartition départementale propre, données d'Envil 2002

Tab. E - 54 : Envil 2002 / Caigua – Migrations de formation (antérieures et actuelles) depuis la communauté selon le lieu de destination

lieu de destination*		migrations de formation			
		eff.	%		
Bolivie selon bi- partition	Oriente selon milieu d'habitat	urbain	Villamontes	4	21,1
			Yacuiba	1	5,3
			Camiri	1	5,3
			sous-total urbain Oriente	6	31,6
			rural	Chuisaca	2
		selon dép.	Santa Cruz	2	10,5
		sous-total rural Oriente	4	21,1	
		sous-total Bolivie orientale	10	52,6	
	Occidente selon milieu d'habitat	urbain	Tarija	4	21,1
			Sucre	3	15,8
		sous-total urbain Occidente	7	36,8	
	rural dép. Tarija	2	10,5		
	sous-total Bolivie occidentale	9	47,4		
total		19	100,0		

* : limite urbain / rural fixée à 5 000 habitants au recensement INE de 2001

Source : bipartition nationale d'Andréa 2004, bipartition et décapartition départementale propre, données d'Envil 2002

Annexe F

La ville de Tarija

1 - Préparation et méthodologie de l'enquête Entar 2001

Carte F - 1 : ville de Tarija – Localisation des quartiers enquêtés.....	607
Tab. F - 1 : Entar 2001 – Ressources humaines	608
Tab. F - 2 : Entar 2001 – Organigramme des étudiants ayant participé à l'enquête.....	608
Tab. F - 3 : Ville de Tarija – Population des quartiers en 1992 selon la stratification de 2000.....	609
Tab. F - 4 : Ville de Tarija – Population des quartiers en 2000 selon leur stratification	610
Tab. F - 5 : Ville de Tarija – Evolution de la population entre 1992 et 2000 selon les strates	611
Tab. F - 6 : ville de Tarija –Le plan de sondage théorique, ajusté et réel selon les trois strates	611
Tab. F - 7 : Entar 2001 – Sondage selon stratification et sectorisation de la ville de Tarija.....	611
Fig. F - 1 : ville de Tarija – Stratification et sectorisation.....	612
Tab. F - 8 : Entar 2001 – Nombre de ménages enquêtés selon les strates et les quartiers	612
Texte F - 1 : Entar 2001 – Le sondage	613
Photos F - 1 : Entar 2001 – Souvenirs d'enquête	616

2 - Entar 2001 – Le questionnaire

Quest. F - 1 : Entar 2001 – Présentation générale de la fiche ménage.....	617
Quest. F - 2 : Entar 2001 – Module 1 (membre du foyer) de la fiche ménage	618
Quest. F - 3 : Entar 2001 – Module 2 (autres enfants du foyer) de la fiche ménage.....	619
Quest. F - 4 : Entar 2001 – Partie A du module 4 (logement et activité agricole) du fichier ménage	620
Quest. F - 5 : Entar 2001 – Présentation générale de la fiche individuelle.....	621
Quest. F - 6 : Entar 2001 – Module A (éducation) de la fiche individuelle.....	622
Quest. F - 7 : Entar 2001 – Module B (occupation) de la fiche individuelle	622
Quest. F - 8 : Entar 2001 – Module C (lieu de naissance) de la fiche individuelle.....	622
Quest. F - 9 : Entar 2001 – Module D (installation dans la ville de Tarija) de la fiche individuelle	623
Quest. F - 10 : Entar 2001 – Module E (migration) de la fiche individuelle	623
Quest. F - 11 : Entar 2001 – Module F (mobilité) de la fiche individuelle.....	624

3 - Les lieux d'origine et d'installations indirectes

Tab. F - 9 : Entar 2001 – Lieu de naissance des individus installés à Tarija-ville à l'âge de 15 ans et plus, selon la bipartition et le département (Bolivie) ou le pays	624
Tab. F - 10 : Entar 2001 – Lieu de naissance des individus installés à Tarija-ville à l'âge de 15 ans et plus, selon la bipartition et la taille des localités (Bolivie) ou le pays.....	625
Texte F - 2 : Entar 2001 – Importance des origines occidentales rurales	625
Texte F - 3 : Entar 2001 – Argentine et localités urbaines au centre des installations indirectes	626

4 - Les lieux de provenance

Tab. F - 11 : Entar 2001 – Lieux de provenance détaillés des non natifs installés à Tarija-ville à l'âge de 15 ans et plus.....	627
Tab. F - 12 : Entar 2001 – Non natifs installés à Tarija-ville à l'âge de 15 ans et plus selon les lieux de provenance et leur concordance avec les lieux d'origine	628
Tab. F - 13 : Entar 2001 – Lieux de provenance des non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus à Tarija-ville selon l'année d'installation.....	628

5 - Les activités professionnelles selon Entar 2001

Tab. F - 14 : Entar 2001 – Non natifs selon l'âge de la première installation à Tarija-ville et le sexe	629
Tab. F - 15 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus selon l'occupation principale durant les 7 jours précédant l'enquête et le sexe.....	629

Tab. F - 16 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus selon l’occupation principale durant les 7 jours précédant l’enquête, le lieu de naissance et le sexe.....	630
Tab. F - 17 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus selon le sexe, l’occupation durant les 7 jours précédant l’enquête et l’âge.....	630
Tab. F - 18 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l’enquête, selon le secteur d’activité	630
Texte F - 4 : Entar 2001 – Exploitations agricoles dans les vallées andines et l’Orient du département, une activité secondaire des habitants de Tarija-ville	631
Tab. F - 19 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l’enquête selon le secteur d’activité, la catégorie d’emploi et le lieu de naissance ou la région de provenance.....	632
Tab. F - 20 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l’enquête selon le secteur d’activité, la catégorie d’emploi, et le lieu de naissance ou le milieu d’habitat de provenance.....	633
Tab. F - 21 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l’enquête selon le niveau d’équipement de son ménage de rattachement et le lieu de naissance ou la région de provenance	633
Tab. F - 22 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l’enquête selon le niveau d’équipement du ménage de rattachement et le lieu de naissance ou le milieu d’habitat de provenance.....	634
6 - La fonction éducative de la ville de Tarija	
Tab. F - 23 : Entar 2001 – Individus âgés de 4 ans et plus selon le sexe, la scolarisation et l’âge.....	634
Tab. F - 24 : Entar 2001 – Individus âgés de 18 à 25 ans selon qu’ils poursuivent ou non un cursus dans l’enseignement supérieur au moment de l’enquête et le lieu de naissance ou milieu d’habitat de provenance	635
Tab. F - 25 : Entar 2001 – Individus âgés de 18 à 25 ans selon qu’ils poursuivent ou non un cursus dans l’enseignement supérieur au moment de l’enquête et le lieu de naissance ou de région de provenance.....	635
Tab. F - 26 : Entar 2001 – Non natifs installés à l’âge de 18 ans et plus à Tarija-ville entre 1998 et 2001 selon l’occupation au moment de l’enquête (poursuite d’un cursus dans l’enseignement supérieur ou non) et leur région de provenance	635
Tab. F - 27 : Entar 2001 – Non natifs installés à l’âge de 18 ans et plus à Tarija-ville entre 1998 et 2001 selon leur occupation au moment de l’enquête (poursuite d’un cursus dans l’enseignement supérieur ou non) et leur milieu d’habitat de provenance	636
Tab. F - 28 : INE 2001 / dép. Tarija – Individus âgés de 19 ans et plus par niveau d’enseignement atteint selon le milieu d’habitat.....	636
Tab. F - 29 : INE 2001 / Bolivie - Individus âgés de 19 ans et plus selon le milieu d’habitat et le niveau d’étude atteint	636
Tab. F - 30 : Entar 2001 – Individus âgés de 19 ans et plus, n’étudiant pas actuellement mais ayant validé au moins une année dans l’enseignement supérieur, selon le dernier lieu de formation et le lieu de naissance.....	637
7 - Présentation générale des migrations antérieures	
Tab. F - 31 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus au moment de l’enquête, selon qu’ils ont ou non déclaré au moins une migration antérieure, et le lieu de naissance	637
Tab. F - 32 : Entar 2001 – Ménages selon la présence ou non d’au moins un individu déclarant au minimum une migration antérieure, et le lieu de naissance du chef de famille.....	637
Tab. F - 33 : Entar 2001 – Migrations antérieures recensées selon l’âge des individus au début de l’événement migratoire.....	637
Tab. F - 34 : Entar 2001 – Migrations antérieures recensées selon la motivation principale du déplacement et le sexe de l’individu l’ayant effectué	638
8 - Les migrations antérieures pour raisons professionnelles	
Tab. F - 35 : Entar 2001 – Migrations antérieures professionnelles (pour travailler ou chercher du travail) selon les lieux de destination	638
Tab. F - 36 : Entar 2001 – Migrations antérieures ayant entraîné l’exercice d’un emploi professionnel selon le secteur d’activité et le lieu de destination	639
Tab. F - 37 : Entar 2001 – Migrations antérieures ayant entraîné l’exercice d’une activité professionnelle selon la catégorie d’emploi et le lieu de destination	639
Tab. F - 38 : Entar 2001 – Migrations antérieures professionnelles (pour travailler ou chercher du travail) selon le lieu de destination et l’année de début de l’événement migratoire	639
Tab. F - 39 : Entar 2001 – Migrations antérieures ayant entraîné l’exercice d’une activité professionnelle selon la validation au moment de l’enquête d’au moins une année d’enseignement supérieur et le lieu de destination ...	640
Tab. F - 40 : Entar 2001 – Ménages selon la présence ou non d’au moins une personne déclarant une migration antérieure professionnelle et le niveau d’équipement des ménages	640
9 - Les migrations antérieures de formation	
Tab. F - 41 : Entar 2001 – Migrations antérieures de formation dont l’individu était âgé de 19 ans ou plus au moment de la fin du déplacement, selon le lieu de destination.....	640
Tab. F - 42 : Entar 2001 – Ménages selon la présence ou non d’au moins une personne déclarant une migration antérieure de formation terminée à l’âge de 19 ans et plus et le niveau d’équipement des ménages.....	641
10 - L’étude de la descendance	
Tab. F - 43 : Entar 2001 – Descendance selon l’âge et le lieu de résidence	641
Tab. F - 44 : Entar 2001 – Descendance âgée de 15 ans et plus résidant dans le foyer familial, selon son occupation principale au moment de l’enquête et son âge	642

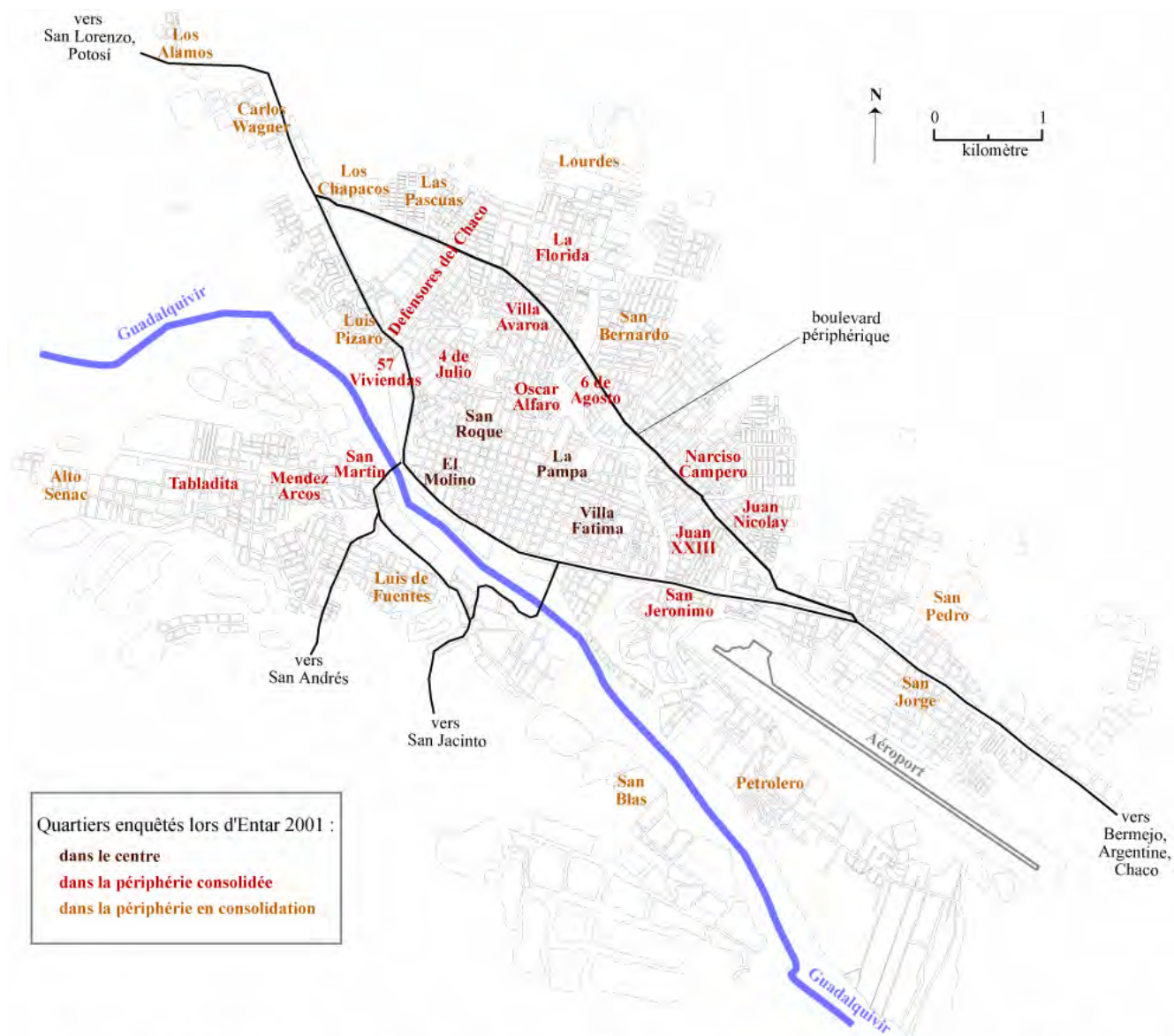
Tab. F - 45 : Entar 2001 – Descendance vivant en dehors de Tarija-ville selon le lieu de résidence (détaillé)	642
Tab. F - 46 : Entar 2001 – Descendance ayant quitté Tarija-ville selon le lieu de résidence (milieu d’habitat).....	643
Tab. F - 47 : Entar 2001 – Descendance ayant quitté Tarija-ville selon le niveau d’éducation du chef de famille d’origine et le lieu de résidence actuel	643
Tab. F - 48 : Entar 2001 – Descendance ayant quitté Tarija-ville selon le niveau d’équipement de la famille d’origine et le lieu de résidence actuel	643

11 - Redéploiement général des Tarijéniens

Tab. F - 49 : Entar 2001 – Les migrations antérieures professionnelles et de formation selon les lieux de destination détaillés.....	644
Tab. F - 50 : Entar 2001 – Les migrations antérieures et actuelles selon les lieux de destination détaillés	645
Tab. F - 51 : Entar 2001 – Ménages enquêtés selon la présence ou non d’au moins un émigré (migrations antérieures et actuelles) et son niveau d’équipement	646
Tab. F - 52 : Entar 2001 – Emigrations recensées (migrations antérieures et actuelles) selon la région de destination et le niveau d’équipement du ménage de rattachement	646
Tab. F - 53 : Entar 2001 – Emigrations recensées (migrations antérieures et actuelles) selon la région de destination et le lieu de naissance ou de provenance du chef de la famille de rattachement	646

1 - Préparation et méthodologie de l'enquête Entar 2001

Carte F -1 : ville de Tarija – Localisation des quartiers enquêtés



Sources : semis urbain du recensement 2001 de l'INE, quartiers enquêtés selon Entar 2001

Ceydric Martin 2005

Tab. F - 1 : Entar 2001 – Ressources humaines

Pré-enquête	
Hugo Arze	Ramiro Flores Cruz
Nicolas d'Andréa	Ceydric Martin
Plan de sondage	
Philippe Hamelin	
Questionnaire final	
Hugo Arze	Philippe Hamelin
Nicolas d'Andréa	Ceydric Martin
Hervé Domenach	
Logistique d'enquête	
Hugo Arze	Ceydric Martin
Philippe Hamelin	
Etudiants (enquêteurs, contrôleurs, superviseurs)	
voir tableau F-2	
Autres superviseurs	
Hugo Arze	Sebastian Gasteldi
Eduardo Bologna	Philippe Hamelin
Nicolas d'Andréa	Ceydric Martin
Eduardo Domenec	
Codification / Saisie / Nettoyage de la base	
Liliana Betancour	Patricia Cabezas
Raquel Bejarano	Philippe Hamelin
Eduardo Bologna	Ceydric Martin

Tab. F - 2 : Entar 2001 – Organigramme des étudiants ayant participé à l'enquête

Groupe 1				Groupe 3					
superviseur	contrôleurs		enquêteurs		superviseur	contrôleurs		enquêteurs	
Maribel Guerrero	a	Armin Coyo	Esteban	De la Riva	Beimar Guerrero	a	Karina Rocha	Gabriela	Aracena
			Blanca	Arce				Zaida	Choque
			Vanesa	Tococary				Eliana	Tapia
			Ariel	Jorge				Miguel	Balanza
			Javier	Coronel				Luis-Fernandez	Castillo
	b	Sharon Lema	Soledad	Ichazo	b	Rocío Mendez	Cinthia	Barrios	
			Omar	Fernandez				Henry	Dzuik
			Veroska	Acebey				Jancel	Donaire
			Melvin	Mendoza				Nilver	Reyes
			Alfredo	Colque				Claudia	Martinez
Groupe 2				Groupe 4					
superviseur	contrôleurs		enquêteurs		superviseur	contrôleurs		enquêteurs	
Adriana Astorga	a	Siney Ichazo	Norma	Nieves	Horacio Gallardo	a	Ingrid Barrientos	Edith	Zamora
			Gilbert	Gutierrez				Raquel	Condori
			Jhovanna	Jerez				Sandra	Villena
			Julian	Micayo				Liliana	Urbano
			Hermes	Duran				Benito	Guerrero
	b	Maguil Pacheco	Edwin	Teran	b	Enzo Villanueva	Maria-Renee	Lopez	
			Harlan	Rivera				Rolando	Aramayo
			Elizabeth	Davalos				Mario	Coronado
			Boris	Mejia				Katy	Castro
			Eloina	Palacios				Jose-Luis	Alave
remplaçants									
	Cesar Mejia	Fernando Ibargüen	Jerlin Gareca	Nelly Tastaca					
	Elianne Nolasco	Gilberto Torrez	Martin Ferrufino						

Tab. F - 3 : Ville de Tarija – Population des quartiers en 1992 selon la stratification de 2000

strate	quartier	population	strate	quartier	population
centre	El Molino	3 508	périphérie consolidée	15 de Abril	263
	Las Panosas	4 585		Rosedal	264
	Villa Fatima	5 189		Juan Nicolay	442
	San Roque	5 654		Salamanca	511
	La Pampa	6 205		6 de Agosto	559
	total	25 141		El Carme,	614
				Mercado Campesino	620
				San Martin	699
				Pedro Antonio Flores	1 041
				Terminal	1 101
				12 de Octubre	1 159
				IV Centenario	1 233
				Anecito Arce	1 291
				Aeropuerto	1 392
				San Marcos	1 537
				Luis Espinal	1 575
				Senac	1 588
				Mendez Arcos	1 613
				La Florida	1 658
				Defensores del Chaco	1 839
				San Jose	1 852
				Narciso Campero	1 975
				San Geronimo	2 729
				Tabladita	2 808
				Juan XXIII	2 819
				4 de Julio	2 855
				La Loma	3 382
			Luis Pizzaro	4 657	
			Villa Avaroa	5 213	
			total	49 289	
strate	quartier	population			
périphérie en consolidation	San Pedro	289			
	El Tejar	500			
	Lourdes	574			
	Arajues	591			
	San Jorge	632			
	German Bush	665			
	Miraflores	718			
	Los Chapacos	774			
	Simon Bolivar	1 000			
	Morros Blancos	1 024			
	San Antonio	1 090			
	Luis de Fuentes	1 202			
	San Luis	1 435			
	San Bernardo	1 843			
	total	12 337			

Source données : données du recensement INE 1992 et regroupements de Philippe Hamelin, Nicolas d'Andréa et Ceydric Martin

Tab. F - 4 : Ville de Tarija – Population des quartiers en 2000 selon leur stratification

strate	quartier	population	strate	quartier	population
centre	El Molino	2 769		Juan Nicolay	435
	Las Panosas	4 386		Torecillas	506
	La Pampa	4 646		1 de Mayo	527
	San Roque	4 946		Moto Mendez	574
	Villa Fatima	5 900		Rosedal	582
	total	22 647		Bartolome Attar	597
				El Carme,	598
				57 Viviendas	616
				Mercado Campesino	808
				6 de Agosto	858
				15 de Noviembre	870
				15 de Abril	879
				12 de Octubre	921
				Salamanca	960
				Guadalquivir	991
				Oscar Alfaro	1 060
				Luis Pizzaro	1 070
				San Marcos	1 194
			périphérie	San Martin	1 264
			consolidée	Terminal	1 290
				Juan Pabo II	1 505
				Anecito Arce	1 626
				Pedro Antonio Flores	2 037
				San Jose	2 160
				Luis Espinal	2 232
périphérie en	Arajues	564		Senac	2 329
consolidation	Alto Senac	599		Mendez Arcos	2 428
	San Blas	616		4 de Julio	2 440
	Catedral	697		Aeropuerto	2 633
	Tablada Grande	708		IV Centenario	2763
	Panamericano	756		Defensores del Chaco	3034
	San Antonio	818		Juan XXIII	3241
	Las Pascuas	829		La Florida	3260
	San Pedro	877		Narciso Campero	3311
	German Bush	1 007		La Loma	4062
	Morros Blancos	1 095		Tabladita	4485
	Simon Bolivar	1 161		Villa Avaroa	7107
	San Luis	1 587		San Geronimo	7131
	Luis de Fuentes	1 631		total	74 384
	Los Chapacos	1 669			
	Lourdes	2 243			
	3 de Mayo	2 621			
	San Jorge	2 916			
	San Bernardo	3 799			
	total	31 920			

Sources : données du pré-recensement INE 2000 et regroupements de Philippe Hamelin, Nicolas d'Andréa et Ceydric Martin

Tab. F - 5 : Ville de Tarija – Evolution de la population entre 1992 et 2000 selon les strates

stratification	population		taux d'accroissement 1992-2000 (en %)
	en 1992	en 2000	
centre	25 141	22 647	-9,9
périphérie consolidée	49 289	74 384	50,9
périphérie en consolidation	12 337	31 920	158,7
total	86 767	128 951	48,6

Source : INE (recensement 1992 et pré-recensement 2000)

Tab. F - 6 : ville de Tarija –Le plan de sondage théorique, ajusté et réel selon les trois strates

stratification	nombre de logements	taux de sondage (en %)			nombre d'enquête		
		théorique	ajusté	réel	théorique	ajusté	réel
centre	6 183	1,29	1,29	1,63	80	80	101
périphérie consolidée	16 725	1,85	1,79	2,27	309	300	379
périphérie en consolidation	6 743	3,70	3,86	4,63	251	260	312
total	29 651	2,16	2,16	2,67	640	640	792

Source des données : INE, pré-recensement 2000, Entar 2001

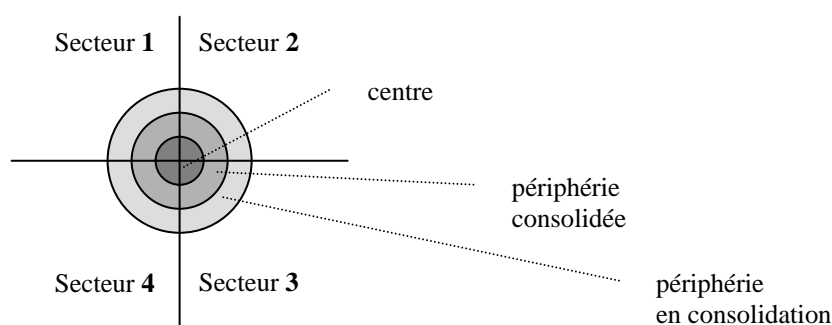
Tab. F - 7 : Entar 2001 – Sondage selon stratification et sectorisation de la ville de Tarija

stratification	sectorisation	nombre de logements	taux de sondage ajusté	nombre de logements sélectionnés		nombre de quartiers tirés*	nombre d'enquêtes réalisées
				théorique	ajusté		
centre		6 183	1,00	80	80	4	101
périphérie consolidée	1	4 681	1,79	84	80	4	104
	2	6 409		115	100	5	128
	3	3 233		58	60	3	75
	4	2 402		43	60	3	72
	sous-total	16 725		300	300	15	379
périphérie en consolidation	1	1 742	3,86	67	80	4	88
	2	1 594		62	60	3	77
	3	1 737		67	60	3	73
	4	1 670		64	60	3	74
	sous-total	6 743		260	260	13	312
total		29 651	2,16	640	640	32	792

* : cf. explication méthodologique, Texte F-1

Source : Entar 2001

Fig. F - 1 : ville de Tarija – Stratification et sectorisation



Philippe Hamelin, 2005

Tab. F - 8 : Entar 2001 – Nombre de ménages enquêtés selon les strates et les quartiers

strate	quartier	nombre de ménages enquêtés
centre	El Molino	27
	San Roque	24
	La Pampa	25
	Villa Fatima	25
	sous - total	101
périphérie consolidée	57 Viviendas	28
	Luis Pizarro	25
	Defensores del Chaco	25
	4 de Julio	26
	Villa Avaroa	26
	Oscar Alfaro	26
	La Florida	25
	Narciso Campero	25
	6 de Agosto	26
	Juan Nicolay	27
	Juan XXII	25
	San Geronimo	23
	San Martin	23
	Tabladita	25
Mendez Arcos	24	
	sous - total	379
périphérie en consolidation	Los Alamos	13
	Carlos Wagner	25
	Los Chapacos	25
	Las Pascuas	25
	Lourdes	25
	San Bernardo a	26
	San Bernardo b	26
	San Jorge	26
	San Pedro	22
	Petrolero	25
	San Blas	25
	Alto Senac	24
Luis de Fuentes	25	
	sous - total	312
	total général	792

Source : Entar 2001

Texte F -1 : Entar 2001 – Le sondage¹**Formation et préparation du questionnaire**

Entar 2001 a été la première de nos enquêtes de migration réalisées dans le Tarija, et l'occasion d'inaugurer notre collaboration avec l'université Juan Misael Saracho, plus précisément avec la classe d'Investigación III du professeur Hugo Arze. Nous avons tout d'abord procédé à une pré-enquête en août 2001 : chacun des 59 étudiants avec lesquels nous allions être amenés à travailler devait ainsi enquêter 2 foyers. C'est au cas par cas que nous² avons mené les corrections de ce travail, ce qui nous a permis de former et d'évaluer les étudiants³, mais aussi de prendre conscience des limites de la version préliminaire de notre questionnaire. Ainsi avons-nous pu en proposer une variante plus aboutie et valider la version définitive vers la mi-septembre.

Analyse préalable au sondage

Les données de population les plus fiables dont nous disposions pour établir notre plan de sondage provenaient de l'INE, celles du recensement de 1992 et du pré-recensement de 2000⁴, toutes deux désagrégées par quartiers localisables grâce à une cartographie détaillée du recensement de 1992 et un plan nettement moins précis datant de 1999, fourni par la mairie⁵. Dans ce dernier cas, un travail d'observation direct nous a permis de localiser de manière plus rigoureuse les différents quartiers.

L'objectif était d'arriver à un échantillon apte à décrire et caractériser les différents processus migratoires et à obtenir une typologie des migrants ; *a priori* nous ne recherchions pas la représentativité de l'ensemble de la population urbaine. Ainsi avons-nous procédé au préalable à une analyse de la structure urbaine de la ville, à partir de nos observations de terrain et de données issues d'un diagnostic effectué en 1998⁶. Elle a révélé l'existence de 3 strates distinctes [cf. Tab. F-3 et F-4 pour la population des quartiers en 1992 et 2000⁷ et leur répartition selon les strates observées en 2000, et Photos H-10 pour une représentation de la diversité de l'habitat] :

- Le centre, qui correspond à un regroupement de 5 quartiers organisés autour des deux places principales et dont la population est en diminution entre 1992 et 2000 (-9,9 % de variation entre ces deux dates, cf. Tab. F-5), évolution que l'on peut attribuer à la croissance des commerces et services qui empiètent sur le parc résidentiel.
- Une première périphérie urbaine consolidée qui entoure le centre et dont les contours externes sont délimités au nord par une route périphérique (et par certains quartiers la longeant), à l'est par le début de

¹ Texte écrit en collaboration avec Philippe Hamelin.

² En compagnie de Nicolas d'Andréa et de Ramiro Flores Cruz.

³ Ce travail comptait pour leur note de fin d'année.

⁴ Recensement préliminaire à celui de septembre 2001.

⁵ Le manque de précision provenait principalement d'un manque de différenciation entre le semis urbain existant et celui projeté.

⁶ Le diagnostic en question a été réalisé par l'Unidad Técnica de Planificación del Municipio (UTEPLAN) sous la houlette de la municipalité de Tarija, en 1998. Les données, disponibles par quartiers, comprennent des informations diverses telles que l'accès à l'eau potable, à l'énergie, les principaux matériaux de construction ou le nombre de lignes téléphoniques.

⁷ Le nombre de quartiers en 1992 est supérieur à celui de 2001. Deux facteurs tendent à expliquer cette différence : d'une part la création de nouveaux quartiers entre les deux dates et d'autre part les changements intervenus durant les années 90, les regroupements et divisions de quartiers, qui dépendent d'organisations civiques locales (*juntas vecinales*), étant fréquents. Ainsi, nous avons effectué la distribution des quartiers par strates à deux reprises.

l'aéroport, et au sud/sud-est par le fleuve du Guadalquivir (en dehors de quelques quartiers anciens établis sur la rive droite) [cf. Carte F-1]. Il s'agit d'une zone résidentielle (pour la classe moyenne) qui a connu une croissance soutenue de sa population entre 1992 et 2000 (50,9 %).

- Une périphérie anciennement agricole dont l'habitat urbain est en cours de consolidation, peu à peu appropriée par une population socialement hétérogène (on y trouve aussi bien des quartiers résidentiels très luxueux que des occupations illégales à l'habitat précaire ainsi que des espaces d'agriculture intra-urbaine) et dont la croissance démographique entre 1992 et 2000 est très forte (158,7 %).

C'est à partir de cette stratification qu'a été déterminé le plan de sondage qui devait largement surreprésenter la périphérie en cours de consolidation, en émettant l'hypothèse que la densité de migrants y serait plus importante et afin de pouvoir être représentatif de la grande diversité de la zone.

Prise en compte du potentiel d'enquête dans l'établissement des taux de sondage

La prise en compte des éléments logistiques dont dépend le potentiel d'enquête a ensuite été nécessaire. Pour cela, les 52 étudiants d'Hugo Arze ont été répartis selon une organisation pyramidale : sur la base des résultats de la pré-enquête, nous avons sélectionné 4 superviseurs, chacun d'entre eux étant responsable de 2 contrôleurs, qui devaient à leur tour gérer leur groupe de 5 enquêteurs [cf. Tab. F-2 pour l'organigramme]. Ainsi disposions-nous de 40 enquêteurs pouvant travailler durant deux journées complètes, à raison d'un minimum de 4 questionnaires remplis par demi-journée et par enquêteur, cela nous permettait de recenser 640 ménages répartis dans 32 zones (chaque sous-groupe se voyant attribuer un quartier par demi-journée). Nous pouvions donc compter sur une base de 20 ménages enquêtés par zone sélectionnée.

A partir du nombre de logements individuels occupés lors du pré-recensement⁸, nous avons ensuite réparti ce potentiel d'enquête selon les strates précédemment mentionnées. Afin d'obtenir un taux de sondage supérieur à 1 % dans le centre, nous avons décidé d'y prospecter quatre quartiers (soit 80 ménages, taux de sondage de 1,29 %) et le potentiel d'enquête restant (560 ménages) a été répartis entre les deux autres strates, en attribuant un taux de sondage à la périphérie en consolidation deux fois supérieur à celui de la périphérie consolidée (soit des taux de sondage théoriques respectifs de 3,70 et 1,85 %, ramenés à 3,86 et 1,79 % après ajustements, et une prévision de 260 ménages à enquêter dans la périphérie en consolidation, et de 300 dans celle qui est consolidée, cf. Tab. F-6).

Sectorisation et pondération pour assurer une meilleure représentativité du tirage

Dans le but d'assurer la bonne répartition spatiale des quartiers à enquêter en périphérie, un découpage cardinal a été superposé à la strate concentrique 4 secteurs [cf. Fig. F-1]. En outre, chaque quartier⁹ a été pondéré selon son nombre de logements, et 32 d'entre eux ont été tirés aléatoirement parmi les 82 unités du pré-recensement 2000 (entre 3 et 5 quartiers par secteur selon le calcul observable sur le tableau F-7)¹⁰. Ensuite, pour chaque quartier de l'échantillon, un bloc de maisons (*manzana*) a été tiré aléatoirement pour déterminer le premier ménage à enquêter.

⁸ A défaut du nombre de ménage, non disponible, c'est avec cette variable du pré-recensement que nous avons dû travailler.

⁹ Le nombre de logements (particuliers et occupés) par quartier variait entre 30 et 1 700 ; ne pas pondérer ces unités revenait donc à favoriser les petits quartiers.

¹⁰ A noter le cas particulier du quartier de San Bernardo, le plus peuplé de la périphérie en consolidation (3 799 habitants en 2000, cf. Tab. F-4), qui a été tiré deux fois.

Repérage préliminaire et cartographie des zones à enquêter

C'est à partir de cette *manzana* de départ que nous avons demandé aux contrôleurs de se rendre dans chaque quartier attribué à son groupe afin d'y réaliser un repérage préliminaire et d'y cartographier la zone à enquêter. Le principe était le suivant : le premier logement à sonder dans la *manzana* sélectionnée était celui situé dans son extrémité nord-ouest, à partir duquel chaque logement du bloc de maison était visité, la rotation s'effectuant dans le sens des aiguilles d'une montre. C'est aussi de manière circulaire, et dans le même sens, que devaient être recensées les *manzanas* suivantes, en commençant par celle située au nord-ouest du bloc de maison initial. Ce travail de repérage préliminaire devait permettre de cartographier l'accès à une quarantaine de logements, afin de pouvoir s'assurer l'enquête d'une vingtaine d'entre eux.

Réalisation de l'enquête : le potentiel largement dépassé

L'enquête Entar 2001 s'est déroulée les 29 et 30 septembre 2001. A l'aide de la cartographie de leur zone d'attribution, les contrôleurs devaient répartir les enquêteurs dans les différents logements repérés ; en cas de présence de plusieurs ménages dans le même logement (sur le critère d'une cuisine séparée) au maximum trois étaient interrogés ; en cas d'absence ou de refus, des retours étaient prévus plus tard dans la journée. Pour être validé, chaque questionnaire devait être révisé par l'enquêteur lui-même, mais aussi par le contrôleur et l'étudiant-superviseur.

Grâce à la motivation des étudiants, nous avons largement dépassé l'objectif initial de 640 ménages à enquêter, pour arriver à un total de 792 : 101 dans le centre (taux de sondage réel de 1,63 %, cf. Tab. F-6), 379 dans la périphérie consolidée (taux de 2,27 %) et 312 dans la périphérie en consolidation (taux de 4,63 %) [cf. Tab. F-8 pour le détail du nombre de ménages enquêtés selon les quartiers].

Représentativité et intervalle de confiance de l'échantillon¹¹

Pour ce sondage stratifié, on a calculé l'intervalle de confiance pour la proportion de ménage dont au moins un membre a effectué une migration (81,6 % du total des ménages enquêtés). L'intervalle de confiance à 95 % se situe entre 78,6 % et 84,5 % ; soit un résultat à plus ou moins 3,7 %. A ce résultat, il faut aussi ajouter l'effet de grappe (seuls 32 ménages ont été tirés aléatoirement et le positionnement des autres découle de ce tirage) qui est dans ce cas de l'ordre de 1 %. Donc, sur les variables simples du ménage, la précision est de l'ordre de 5 %. L'échantillon n'est pas totalement représentatif de la population de la ville puisque ont été exclues les personnes vivant en habitat collectif (caserne, couvent, prison...) et les sans domicile fixe, soit 2 769 personnes (recensement INE 2001). Par rapport au recensement, effectué un mois avant l'enquête, il y a aussi une importante différence sur le type de population retenu. En effet, nous avons dénombré la population de droit (les personnes qui résident habituellement dans le logement) alors que la collecte de l'INE est un recensement de fait (sont dénombrées toutes les personnes présentes dans le logement ce jour-là).

¹¹ Méthodologie et calculs de Philippe Hamelin.

Photos F -1 : Entar 2001 – Souvenirs d'enquête



Divers moment de l'enquête Entar 2001. Au centre du cliché **a**, une étudiante recense un ménage vivant dans le quartier précaire de San Jorge, rattaché à la périphérie non consolidée. On remarquera le non-alignement de l'habitat et l'absence de tout réseau (eau, électricité ...). Par ailleurs, l'usage de briques industrielles et de tôle ondulée signale la présence de revenus monétaires, alors que d'autres emploient l'adobe traditionnel. Enfin, on notera le petit potager au centre de la photo.

Cliché **b**, récolte des données dans une ambiance plus ombragée du quartier El Molino, dans le centre de la ville.


Cliché **c**, l'enquête se prolonge dans la soirée lors de la révision des questionnaires.




Clichés **a**, **b** et **c** :
Philippe Hamelin,
septembre 2001

2 - Entar 2001 – Le questionnaire


Quest. F - 1 : Entar 2001 – Présentation générale de la fiche ménage



IFEA
Instituto
Francés de
Estudios
Andinos



IRD
Institut de
Recherche pour
le
Développement



UNC
Universidad
Nacional de
Córdoba

Universidad Autónoma Juan Misael Saracho

ENTAR 2001
Encuesta migración y desarrollo urbano en la
ciudad de Tarija, Bolivia

IDENTIFICACION

Distrito / Barrio: _____

Manzana: _____

Calle entre calle: _____

y: _____

Vivienda n°: _____

Piso n°: _____

Si en esta vivienda, hay grupos familiares usando cocinas separadas, ¿cuántos son? _____

Si hay mas de uno, indique el número del hogar encuestado _____

EVALUACION ENTREVISTA (por el encuestador)

Nombre del encuestador: _____ Número de grupo: _____

Fecha de realización: _____ Recepción por parte del encuestado:
 buena regular mala

Hora de comienzo: _____ hora _____ minutos _____ Firma: _____

Tiempo de entrevista: _____ minutos

Comentario del encuestador: _____

PARA CONTROLADOR

Número de personas en total: _____ Nombre del controlador: _____ Firma: _____

Número de fichas individuales en total: _____

Observaciones: _____

PARA SUPERVISOR

Número de personas nacidas fuera de la ciudad de Tarija: _____ Nombre del supervisor: _____ Firma: _____

Observaciones: _____

PARA COORDINACION

Observaciones: _____ Nombre: _____ Firma: _____

Se aplica al jefe o representante de hogar

MODULO 1 - FAMILIA
Se aplica a todas las personas integrantes de este hogar

¿ Quiénes son las personas que viven normalmente en este hogar? Complete cada fila empezando por el jefe de hogar.

¿ Que relación o parentesco tiene con el jefe de hogar? Padre/madre Hijo/a Espos(a) Hermano/a Otro

¿ Cuántos años cumplió hoy? _____

¿ Cuál es su estado civil o conyugal actual? Casado/a Soltero/a Viudo/a Separado/a Otro

¿ Habla o entiende alguna lengua distinta? Sí No

¿ Tiene estudios o alguna otra formación? Sí No

N° de orden	Nombre de pila (ejemplo: Juan)	Parentesco	Sexo	Educación	Lugar de nacimiento	Estado civil	Nacionalidad	Lengua	Educación secundaria
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									

Se aplica al jefe o representante de hogar

MODULO 2 - OTROS HIJOS DEL HOGAR
¿ Tiene otros hijos que ya salieron de este hogar?

¿ Cuántos? _____

¿ Se residió principal o en la ciudad de Tarija? Para los que no viven en la ciudad de Tarija: ¿ Cuántos años vivió allí? ¿ Durante qué mes fue la última vez que se residió? ¿ Dónde está su residencia principal? ¿ Cuántos años vivió allí? ¿ Durante qué mes fue la última vez que se residió?

Nombre de pila (ejemplo: Juan)	Sexo	Edad	Tarija	Residencia principal				N° de visitas	Estado	Mes
				Localidad	Fecha	Inicio	Fin			

MODULO 3 - VISITAS
¿ A parte de sus hijos, recibieron visitas en los 12 últimos meses? (cualquier habitante de alguna otra persona que ha vivido un tiempo aquí con ustedes, que viene regularmente a quedarse con ustedes, o que fue hospitalado por lo menos un día completo).

¿ Cuántas veces fue hospitalado aquí en los 12 últimos meses? _____

¿ Durante qué mes fue la última vez que se residió? _____

¿ Dónde está su residencia principal? _____

¿ Qué relación o parentesco tiene con el jefe de este hogar? Padre/madre Hijo/a Espos(a) Hermano/a Otro

¿ Cuántos años cumplió hoy? _____

¿ Cuál fue la duración de la estancia más prolongada? _____

¿ A qué mes? _____

Nombre de pila (ejemplo: Juan)	Parentesco	Sexo	Edad	N° de visitas	Estado	Mes	Motivo	País	Localidad	Residencia principal	Residencia

Se aplica al jefe o representante del hogar

MODULO 4 - RESIDENCIA

A) VIVIENDA

1. ¿ Cuántos cuartos o habitaciones ocupa su hogar, sin contar cuarto de baño y cocina? _____

2. ¿ El agua para cocinar y beber se distribuye...? por debajo de la vivienda por debajo de la vivienda pero dentro del lote o terreno no se distribuye por cañería

3. ¿ Tiene electricidad? Sí No. ¿ Ducho con agua caliente? Sí No

4. Principalmente, ¿ Qué tipo de combustible o energía utiliza para cocinar? gas de cañería gas de garrafa electricidad leña otro

5. ¿ Cuál es el material de construcción más utilizado en las paredes de esta vivienda? adobe ladrillo piedra hormigón presido otro

6. ¿ Cuál es el material más utilizado en el techo de esta vivienda? Calamina Tata Lona Otro

7. ¿ En qué año empezó a construir esta casa? _____

8. ¿ Usados tienen... (múltiple) biciletas motocicletas vehículo automotor refrigerador teléfono o celular lavavajillas TV por cable

9. ¿ Usados tienen, aquí o en otro lugar, animales de crianza? Sí No. ¿ Cuál? chanchos vacas gallinas ovejas cabras otros

10. ¿ Produce usted, aquí o en otro lugar, algún cultivo? Sí No. ¿ Cuál? papa cereales hortalizas frutas uva otros

11. ¿ Dónde se encuentran? (múltiple) cerca de la casa otro lugar provincia localidad

B) TENENCIA

1. ¿ En qué año se instalaron en esta vivienda? _____

2. ¿ La vivienda que ocupan es...? propia alquilada en anticrédito cedida por servicio otro

3. ¿ Usted ha adquirido el lote primero o la casa? el lote la casa

4. ¿ En qué año lo adquirió? (puede ser por herencia) _____

5. ¿ Esta casa, fue construida por... (múltiple) miembros de este hogar albañil(es) ayuda de familiares ayuda de vecinos empresa o arquitecto

6. ¿ En qué año la adquirió? (puede ser por herencia) _____

7. ¿ Esta casa era nueva o usada? casa usada casa nueva. ¿ La remodelaron? Sí No

C) CAMBIO DE RESIDENCIA EN LA CIUDAD DE TARIJA

1. ¿ Aquí en la ciudad de Tarija, ¿ Usted ha vivido en otra vivienda? (incluyendo cuando no era jefe de hogar)

2. ¿ En cuántas otras viviendas ha habitado por lo menos 6 meses, en esta ciudad? _____

3. ¿ En qué barrio estaba su residencia anterior en la ciudad de Tarija? (la última donde haya vivido) _____

4. ¿ Esta vivienda era...? de sus padres de sus hermanos propia alquilada en anticrédito cedida por servicio otro

Quest. F - 2 : Entar 2001 – Module 1 (membre du foyer) de la fiche ménage

MODULO 1 - FAMILIA

Se aplica a todas las personas integrantes de este hogar

¿ Quiénes son las personas que viven normalmente en este hogar ?

Complete cada fila empezando por el jefe de hogar.

N° de orden	Nombre de pila (ejemplo : Juan)	Parentesco 01 = jefe/a de hogar 02 = esposa/o o conviviente 03 = hijo/a o entenado 04 = nieto/a 05 = yerno o nuera 06 = padres o suegro/a 07 = hermano/a 08 = otro pariente 09 = servicio domestico 10 = otro no pariente 11 = pensionado	Sexo 1 = masc. 2 = fem.	Edad	Lugar de nacimiento 1 = aqui en la ciudad de Tarija 2 = en otro lugar del departamento de Tarija 3 = en otro departamento boliviano 4 = en Argentina 5 = en Chile 6 = en otro país	Estado civil 1 = casado 2 = conviviente/concubino 3 = soltero/a 4 = separado/a 5 = divorciado/a 6 = viudo	Nacionalidad 1 = boliviana 2 = argentina 3 = doble 4 = chilena 5 = brasilera 6 = otro país de america latina 7 = otro país del mundo	Idiomas 1 = Quichua 2 = Aymara 3 = Guaraní 4 = otro 5 = ningún	Educación - de 15 años	
									¿ Cuántos años cumplidos tiene ?	¿ Dónde nació ?
1		0 1								
2										
3										

note : dans le questionnaire original, l'espace est prévu pour pouvoir renseigner jusqu'à 15 individus

Quest. F - 3 : Entar 2001 – Module 2 (autres enfants du foyer) de la fiche ménage

MODULO 2 - OTROS HIJOS DEL HOGAR

¿ Tiene otros hijos que ya salieron de este hogar ?

sí 1 **no** 2

pase al módulo visitas

¿ Cuántos ?

Complete la lista

↓

¿ Su residencia principal está en la ciudad de Tarija ?

↓

Para los que no viven en la ciudad de Tarija

¿ Dónde está su residencia principal ?

¿ Cuál fue la duración de la estadía más prolongada ?

↓

¿ Cuántas veces vino aquí en los 12 últimos meses ?

↓

¿ Durante qué mes fue la estadía más prolongada ?

	Nombre de pila (ejemplo : Juan)	Sexo 1 = masc. 2 = fem.	Edad	Tarija 1 = sí 2 = no	Residencia principal					N° de visitas 1 = una 2 = dos 3 = tres o más 4 = con frecuencia 5 = ninguna	Estadia 1 = un día 2 = menos de una semana 3 = menos de un mes 4 = más de un mes 5 = ns/nc	Mes 01 = ene. 02 = feb. 03 = mar. 04 = abr. 05 = mayo 06 = junio 07 = julio 08 = agost. 09 = sept. 10 = oct. 11 = nov. 12 = dic. 13 = ns/nc
					País 1 = Bol 2 = Arg 3 = Bra 4 = Per 5 = Chi 6 = otro	Localidad (ciudad, comunidad, colonia, pueblo)	Lugar 1 = ciudad 2 = campo	Departamento (únicamente para Bolivia) 1 = Chuquisaca 2 = La Paz 3 = Cochabamba 4 = Oruro 5 = Potosí 6 = Tarija 7 = Santa Cruz 8 = Beni 9 = Pando	Provincia 88 = no corresponde			
A												
B												
C												
D												
E												

Quest. F - 4 : Entar 2001 – Partie A du module 4 (logement et activité agricole) du fichier ménage

MODULO 4 - RESIDENCIA

Se aplica al jefe o representante del hogar

A) VIVIENDA

1. ¿ Cuántos cuartos o habitaciones ocupa su hogar, sin contar cuarto de baño y cocina ?

2. ¿ El agua para cocinar y beber se distribuye...
 por cañería dentro de la vivienda 1
 por cañería fuera de la vivienda pero dentro del lote o terreno 2
 no se distribuye por cañería 3

3. ¿ Tiene electricidad ? ¿ Ducha con agua caliente ?
 sí no sí no
 1 2 1 2

4. Principalmente, ¿ Qué tipo de combustible o energía utiliza para cocinar ?
 gas de cañería gas de garrafa electricidad leña otro
 1 2 3 4 5

5. ¿Cuál es el material de construcción más utilizado en las paredes de esta vivienda?
 adobe ladrillo piedra hormigón precario otro
 1 2 3 4 5 6

6. ¿Cuál es el material más utilizado en el techo de esta vivienda ?
 Calamina Teja Losa Otro
 1 2 3 4

7. ¿ En qué año empezó a construirse esta casa ?
 ns/nc

7. Ustedes tienen... (múltiple)

bicicleta motocicleta vehículo automotor refrigerador teléfono o celular televisor TV por cable

8. ¿ Ustedes tienen, aquí o en otro lugar, animales de crianza ?

no 2 **sí** 1 (múltiple) → ¿ Cuál ? ¿ Cuántos ?
 pase a la pregunta siguiente
 chanchos
 vacas
 gallinas
 ovejas
 cabras
 otro
 provincia localidad

9. ¿ Dónde se encuentran ? (múltiple)

cerca de la casa
 otro lugar
 provincia localidad

10. ¿ Produce usted, aquí o en otro lugar, algún cultivo ?

no 2 **sí** 1 (múltiple) → ¿ Qué ?
 pase al capítulo tenencia
 papas
 cereales
 hortalizas
 frutas
 uva
 otro
 provincia localidad

11. ¿ Dónde se encuentran ? (múltiple)

cerca de la casa
 otro lugar
 provincia localidad

Quest. F - 6 : Entar 2001 – Module A (éducation) de la fiche individuelle

A) EDUCACION

1. Actualmente, ¿Asiste a una escuela, colegio o universidad ? no sí

2. ¿Cuál fue el nivel más alto de instrucción que aprobó ?

sist. anterior	sist. actual	lic/ing <input type="checkbox"/> 6	completo <input type="checkbox"/> 1 incompleto <input type="checkbox"/> 2 ns/nc <input type="checkbox"/> 9
básico <input type="checkbox"/> 1	primaria <input type="checkbox"/> 4	otro <input type="checkbox"/> 7	
intermedio <input type="checkbox"/> 2	secundaria <input type="checkbox"/> 5	no asistió <input type="checkbox"/> 8	
medio <input type="checkbox"/> 3		ns/nc <input type="checkbox"/> 9	

3. ¿ En qué lugar asistió a su último año de instrucción ?

aquí en la ciudad de Tarija 1 otro 2 → 1 = Bol, 2 = Arg, 3 = Bra, 4 = Per, 5 = Chil, 6 = otro

país _____ localidad _____

4. ¿ En qué año fue ? _____ ns/nc 8

5. ¿ Sabe leer y escribir ? sí 1 no 2 ns/nc 8

5. ¿ A qué nivel asiste actualmente ?

primaria 3 secundaria 4 lic/ing 5 otro 6

6. ¿ En qué año está ?

1 2 3 4 5 6 7 8

7. ¿ Tiene otro tipo de capacitación ?

no 2 sí 1 → ¿ Qué ? _____

Quest. F - 7 : Entar 2001 – Module B (occupation) de la fiche individuelle

B) OCUPACION

1. La semana pasada (en los 7 últimos días), ¿Cuál fue su actividad ?

estudió <input type="checkbox"/> 1	<table border="0"> <tr> <th>Rama de actividad</th> <th>Estatus</th> </tr> <tr> <td>agricultura <input type="checkbox"/> 1</td> <td>asalariado <input type="checkbox"/> 1</td> </tr> <tr> <td>industria <input type="checkbox"/> 2</td> <td>cuenta propia <input type="checkbox"/> 2</td> </tr> <tr> <td>construcción <input type="checkbox"/> 3</td> <td>familiar remunerado <input type="checkbox"/> 3</td> </tr> <tr> <td>negocio <input type="checkbox"/> 6</td> <td>familiar no remunerado <input type="checkbox"/> 4</td> </tr> <tr> <td>varios <input type="checkbox"/> 7</td> <td>otro <input type="checkbox"/> 5</td> </tr> <tr> <td>otro <input type="checkbox"/> 8</td> <td>ns/nc <input type="checkbox"/> 6</td> </tr> <tr> <td>ns/nc <input type="checkbox"/> 9</td> <td></td> </tr> </table>	Rama de actividad	Estatus	agricultura <input type="checkbox"/> 1	asalariado <input type="checkbox"/> 1	industria <input type="checkbox"/> 2	cuenta propia <input type="checkbox"/> 2	construcción <input type="checkbox"/> 3	familiar remunerado <input type="checkbox"/> 3	negocio <input type="checkbox"/> 6	familiar no remunerado <input type="checkbox"/> 4	varios <input type="checkbox"/> 7	otro <input type="checkbox"/> 5	otro <input type="checkbox"/> 8	ns/nc <input type="checkbox"/> 6	ns/nc <input type="checkbox"/> 9	
Rama de actividad		Estatus															
agricultura <input type="checkbox"/> 1		asalariado <input type="checkbox"/> 1															
industria <input type="checkbox"/> 2		cuenta propia <input type="checkbox"/> 2															
construcción <input type="checkbox"/> 3		familiar remunerado <input type="checkbox"/> 3															
negocio <input type="checkbox"/> 6		familiar no remunerado <input type="checkbox"/> 4															
varios <input type="checkbox"/> 7		otro <input type="checkbox"/> 5															
otro <input type="checkbox"/> 8		ns/nc <input type="checkbox"/> 6															
ns/nc <input type="checkbox"/> 9																	
buscó trabajo <input type="checkbox"/> 2																	
estudió y trabajó <input type="checkbox"/> 3																	
trabajó <input type="checkbox"/> 4																	
ama de casa <input type="checkbox"/> 5																	
varias ocupaciones <input type="checkbox"/> 6																	
jubilado / desocupado <input type="checkbox"/> 7																	
ns/nc <input type="checkbox"/> 8																	

Quest. F - 8 : Entar 2001 – Module C (lieu de naissance) de la fiche individuelle

C) LUGAR DE NACIMIENTO

Completar con el modulo familia

Para los que no nacieron en la ciudad de Tarija ¿ Dónde nació exactamente ?

en la ciudad de Tarija	<input type="checkbox"/>			
en el departamento de Tarija	<input type="checkbox"/>	1 = Cercado, 2 = Arce, 3 = Mendez, 4 = Entre Rios, 5 = Gran Chaco, 6 = Avilés	provincia _____	localidad _____ zona, sector _____
en otro departamento de Bolivia	<input type="checkbox"/>	1 = Chuquisaca, 2 = La Paz, 3 = Cochabamba, 4 = Oruro, 5 = Potosí, 6 = Tarija, 7 = Santa Cruz, 8 = Beni	departamento _____	provincia _____ Localidad _____
en Argentina	<input type="checkbox"/>		provincia / region _____	localidad _____ ciudad <input type="checkbox"/> campo <input type="checkbox"/>
en Chile	<input type="checkbox"/>			
en otro país	<input type="checkbox"/>	¿Cuál? _____		

pase a la página siguiente

Quest. F - 9 : Entar 2001 – Module D (installation dans la ville de Tarija) de la fiche individuelle

D) INSTALACION EN LA CIUDAD DE TARIJA
 Sólo se aplica a los nacidos fuera de la ciudad de Tarija

1. ¿ En qué año vino a instalarse en la ciudad de Tarija por primera vez? (es decir con un tiempo mínimo de residencia de 6 meses)

2. ¿ Qué edad tenía ?

3. ¿ Era casado o unido cuando llegó ?

3. ¿ Vino aquí a instalarse...
 con sus padres 1
 pase a la página siguiente

por su cuenta 2 otro caso 3

1. ¿ Al momento de venir, ¿ a quién conocía en esta ciudad

nadie 1 pariente 2 el propietario del lote que compró 2 contacto laboral 1 paisano coterráneo 3 otro 3

2. ¿ Dónde se alojó cuando llegó ?

en esta vivienda 1 alquiló casa 2 en casa de conocidos 3 en el lugar de trabajo 1 en hotel o pensión 1 otro 2

Quest. F - 10 : Entar 2001 – Module E (migration) de la fiche individuelle

E) MIGRACION

En toda su vida, ¿ A parte de su lugar de nacimiento y de la ciudad de Tarija, ha vivido en otro lugar por lo menos 6 meses continuos ?

si 1 no 2

¿ En cuántos lugares ?

¿ En qué año dejó de vivir en este lugar ?

¿ Cuál fue el principal motivo por el que fue a vivir a este lugar ?

¿ En qué año llegó a vivir a este lugar ?

¿ Conocía a alguien en el lugar ?

Si trabajó, ¿ que hizo ?

Complete la lista de los tres ultimos lugares donde ha vivido por lo menos seis meses

	Lugar de residencia					Llegada año	Salida año	Vínculos en el lugar	Motivo	Situación laboral	
	País	Localidad (ciudad, comunidad, colonia, pueblo)	Lugar	Departamento (únicamente para Bolivia)	Provincia					Rama de actividad	Situación
1	1 = Bol 2 = Arg 3 = Bra 4 = Per 5 = Chi 6 = otro		1 = ciudad 2 = campo	1 = Chuquisaca 2 = La Paz 3 = Cochabamba 4 = Oruro 5 = Potosí 6 = Tarija 7 = Santa Cruz 8 = Beni 9 = Pando				1 = familiares 2 = coterraneos / paisanos 3 = conocidos 4 = otros 5 = varios 5 = nadie 6 = ns/nc	1 = búsqueda de trabajo 2 = estudio 3 = estudio 4 = visitar familia 5 = salud 6 = fiestas religiosas 7 = otro 8 = varios 9 = ns/nc	1 = agricultura 2 = industria 3 = construcción 4 = negocio 5 = varios 6 = otro 7 = ns/nc	1 = asalariado 2 = cuenta propia 3 = familiar remunerado 4 = familiar no remunerado 5 = otro 6 = ns/nc
2											
3											

Quest. F - 11 : Entar 2001 – Module F (mobilité) de la fiche individuelle

F) MOVILIDAD

¿ En los 12 últimos meses (desde el octubre 2000 hasta ahora), se ausentó de la ciudad de Tarija por lo menos una noche ?

si 1 no 2 pase al modulo fecundidad

¿ Cuál fue la duración de la estadia más prolongada? ¿ Dónde se hospedó? Si trabajó, ¿ En qué condiciones fue ?

¿ Cuántas veces ha estado en este lugar durante los 12 últimos meses? ¿ Durante qué mes fue la estadia más prolongada ? ¿Cuál fue el principal motivo por el que fue en este lugar ?

Complete la lista

	Residencia principal					N° de visitas	Estadia	Mes	Hospedaje	Motivo	Trabajo
	País	Localidad (ciudad, comunidad, colonia, pueblo)	Lugar	Departamento (únicamente para Bolivia)	Provincia						
1	1 = Bol 2 = Arg 3 = Bra 4 = Per 5 = Chi 6 = otro		1 = ciudad 2 = campo	1 = Chuquisaca 2 = La Paz 3 = Cochabamba 4 = Oruro 5 = Potosi 6 = Tarija 7 = Santa Cruz 8 = Beni 9 = Pando		1 = una 2 = dos 3 = tres y mas 4 = con frecuencia 5 = ninguna 6 = ns/nc	1 = un día 2 = menos de una semana 3 = menos de un mes 4 = más de un mes	01 = ene. 02 = feb. 03 = mar. 04 = abr. 05 = mayo 06 = junio 07 = julio 08 = agost. 09 = sept. 10 = oct. 11 = nov. 12 = dic.	1 = amigos, conocidos 2 = parientes 3 = hotel, alojamiento 4 = otro 5 = ns/nc	1 = búsqueda de trabajo 2 = trabajo 3 = estudio 4 = visitar familia 5 = salud 6 = fiestas religiosas 7 = otro 8 = varios 9 = ns/nc	1 = para un empleador 2 = para su cuenta 3 = otro 4 = ns/nc
2											
3											
4											
5											

3 - Les lieux d'origine et d'installations indirectes

Tab. F - 9 : Entar 2001 – Lieu de naissance des individus installés à Tarija-ville à l'âge de 15 ans et plus, selon la bipartition et le département (Bolivie) ou le pays

lieu de naissance		eff.	% sous-total	% total
bipartition (Bolivie) ou pays	départements (Bolivie)			
Occidente	Tarija	158	22,2	17,7
	Chuquisaca	153	21,5	17,1
	La Paz	71	10,0	8,0
	Cochabamba	28	3,9	3,1
	Oruro	38	5,3	4,3
	Potosi	263	37,0	29,5
	sous-total	711	100,0	79,6
Oriente	Tarija	107	69,9	12,0
	La Paz	4	2,6	0,4
	Cochabamba	1	0,7	0,1
	Santa Cruz	37	24,2	4,1
	Beni	4	2,6	0,4
sous-total	153	100,0	17,1	
Argentine		15	-	1,7
autres pays		6	-	0,7
	sans réponse	7	-	0,8
	total	893	-	100,0

Source : Entar 2001

Tab. F - 10 : Entar 2001 – Lieu de naissance des individus installés à Tarija-ville à l'âge de 15 ans et plus, selon la bipartition et la taille des localités (Bolivie) ou le pays

lieu de naissance		eff.	% sous-total	% total
bipartition (Bolivie) ou pays	taille de la localité (Bolivie)*			
Occidente	rurale	434	61,0	48,6
	urbaine de rang inférieur	105	14,8	11,8
	urbaine de rang supérieur	108	15,2	12,1
	sans réponse	64	9,0	7,2
	sous-total	711	100,0	79,6
Oriente	rurale	49	32,0	5,5
	urbaine de rang inférieur	88	57,5	9,9
	urbaine de rang supérieur	13	8,5	1,5
	sans réponse	3	2,0	0,3
	sous-total	153	100,0	17,1
Argentine		15	-	1,7
autres pays		6	-	0,7
sans réponse		7	-	0,8
total		893	-	100,0

* : par rapport au recensement INE de 2001 : localités rurales de moins de 5 000 habitant ; rang en comparaison avec la population de Tarija-ville

Source : Entar 2001

Texte F - 2 : Entar 2001 – Importance des origines occidentales rurales

Une brève étude des lieux de naissance des non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus dans la ville de Tarija nous permet de constater la nette prédominance des originaires de l'Occidente bolivien, qui totalisent 79,7 % de notre sous-population (711 sur 893), principalement des départements de Potosi (263 cas, 37,0 % des 711), de Tarija (158 cas, 22,2 %) de Chuquisaca (153 cas, 21,5 %) et de La Paz (71 cas, 10 %) ¹² [cf. Tab. F-9]. La majorité des lieux de naissance en Bolivie occidentale correspond à des localités rurales (434 cas sur 711, soit 61,0 %) ou des localités plus petites que Tarija (105 cas, 14,8 %) alors que les localités de rang supérieur ¹³ à Tarija ne représentent qu'une minorité (108 cas sur 711, 15,2 %) des cas ¹⁴ [cf. Tab. F-10]. En outre, près d'un cinquième des non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus à Tarija sont originaires de l'Oriente bolivien (153 cas, 17,1 %), principalement du Tarija (107 cas, 69,9 %), de Santa Cruz (37 cas, 24,2 %) ; pour plus de la moitié de petites localités urbaines (pour 88 cas, 57,5 %, de villes de rang inférieur à Tarija) ; et en minorité de grandes villes (13 cas, 8,5 % de localités de rang supérieur). Enfin, les autres pays ne représentent qu'une petite minorité des lieux de naissance de notre sous-population (15 cas, 1,7 % en Argentine, et 6 cas, 0,7 %, ailleurs). On retiendra donc les origines occidentales et plutôt rurales des non natifs du Tarija, signe de la participation de la ville à l'exode rural en Bolivie.

¹² Les personnes originaires des parties occidentales du Cochabamba et de l'Oruro totalisent 66 individus.

¹³ Tout comme lors de l'étude de Villamontes [cf. chapitre VI], le rang de la localité est mesuré par rapport au recensement 2001.

¹⁴ A noter que pour 64 des 711 lieux de naissance occidentaux répertoriés, la localité n'est pas renseignée.

Texte F - 3 : Entar 2001 – Argentine et localités urbaines au centre des installations indirectes

Lors de l'enquête Entar 2001, nous avons recensé 967 événements migratoires : 379 réalisés par des natifs de la ville de Tarija, 300 par des non natifs avant leur première installation dans la capitale départementale, 239 après cette première installation et 48 par des non natifs sans que nous puissions déterminer s'ils ont été effectués avant ou après l'installation (pour cause de dates d'installation et/ou de migration non renseignées). Nous nous concentrerons ici sur les 300 événements migratoires effectués avant l'installation, plus précisément sur les 276 déclarés par des personnes dont l'âge d'arrivée dans la ville de Tarija est supérieur ou égal à 15 ans. Cela concerne 228 individus.

Sur les 893 non natifs arrivés pour la première fois à l'âge de 15 ans et plus dans la ville de Tarija, plus d'un quart (25,5 %, 228 cas) déclare au moins une migration avant son installation. Cette proportion est moins importante si on se limite aux personnes originaires du Tarija (48 sur 270 déclarent une migration avant leur installation, soit 17,8 %), et supérieure pour celles originaires de départements non limitrophes à Tarija, ou de pays étrangers (73 sur 205, 35,6 %). On remarque aussi une corrélation entre le rang de la localité d'origine et la proportion de personnes déclarant une migration antérieure à l'installation : ils sont 22,4 % (109 sur 486), si on restreint notre sous-population aux personnes d'origine rurale ; 27,0 % (54 sur 200) sont originaires d'une localité de rang inférieur ; et 33,9 % (43 sur 127) proviennent d'une localité de rang supérieur. Il semblerait donc que les migrants originaires de zones éloignées ainsi que de localités urbaines soient plus concernés par les installations indirectes dans la ville de Tarija.

Ces mouvements de population s'effectuent essentiellement à destination de villes : 74 cas sur les 276 événements migratoires enregistrés, soit 26,8 %, ont été réalisés vers des localités de rang inférieur à Tarija ; 142, soit 51,4 % vers des localités de rang supérieur. Autre élément intéressant, on notera que l'Argentine occupe une place significative parmi les lieux de migrations indirectes (47 cas sur 276, soit 17,0 %) alors qu'elle ne représentait qu'une infime minorité des lieux de naissance (1,7 %). Cette constatation pourrait laisser supposer l'existence d'un mouvement migratoire de faible importance de personnes nées en Bolivie qui se sont rendues dans le pays voisin, avant de réintégrer leur patrie d'origine en s'installant à Tarija.

4 - Les lieux de provenance

Tab. F - 11 : Entar 2001 – Lieux de provenance détaillés des non natifs installés à Tarija-ville à l'âge de 15 ans et plus

lieux de provenance			eff.	% sous-totaux	% total	
Occidente (dép. Tarija - Chuquisaca - Cochabamba)	Tarija (selon quadripartition)	hautes montagnes	44	14,1	4,9	
		vallées andines	106	33,9	11,9	
	rural	Chuquisaca (selon prov.)	Nor Cinti	52	16,6	5,8
			Sur Cinti	42	13,4	4,7
		Cochabamba (selon prov.)	Oropeza	15	4,8	1,7
			autre	2	0,6	0,2
	urbain	Cochabamba	Cercado	5	1,6	0,6
			autre	3	1,0	0,3
		autres	Sucre	19	6,1	2,1
			Cochabamba	23	7,3	2,6
		autres	2	0,6	0,2	
		sous-total	313	100,0	35,1	
Occidente (dép. Potosi - Oruro - La Paz)	rural	Potosi (selon prov.)	Sur Chichas	56	16,0	6,3
			Nor Chichas	42	12,0	4,7
		Oruro (selon prov.)	Tomas frias	21	6,0	2,4
			Antonio Quijarro	15	4,3	1,7
			autres	14	4,0	1,6
	urbain	La Paz (selon prov.)	Cercado	1	0,3	0,1
			autres	12	3,4	1,3
		La Paz	Murillo	10	2,8	1,1
			autres	11	3,1	1,2
			Oruro	63	17,9	7,1
			Potosi	23	6,6	2,6
			Tupiza	21	6,0	2,4
			Villazon	27	7,7	3,0
autres	22	6,3	2,5			
		autres	13	3,7	1,5	
		sous-total	351	100,0	39,3	
Orienté bolivien (selon dép.)	Tarija	Bermejo-ville	46	24,9	5,2	
		Yacuiba-ville	33	17,8	3,7	
		Villamontes-ville	10	5,4	1,1	
	Santa Cruz	rural	34	18,4	3,8	
		Camiri-ville	6	3,2	0,7	
		Santa Cruz-ville	32	17,3	3,6	
		autres villes	7	3,8	0,8	
	Pando	rural	6	3,2	0,7	
		Cobija-ville	1	0,5	0,1	
	La Paz (rural)		4	2,2	0,4	
Cochabamba (rural)		3	1,6	0,3		
incomplet		3	1,6	0,3		
		sous-total	185	100,0	20,7	
autre pays	Argentine (selon prov.)	Buenos Aires	12	29,3	1,3	
		Jujuy	6	14,6	0,7	
		Salta	12	29,3	1,3	
	Brésil		4	9,8	0,4	
		Pérou	4	9,8	0,4	
		autres	3	7,3	0,3	
			sous-total	41	100,0	4,6
total			893		100,0	

Sources : données d'Entar 2001 et quadripartition propre

note : seuil urbain/rural fixé à 5 000 hab. en 2001

Tab. F - 12 : Entar 2001 – Non natifs installés à Tarija-ville à l'âge de 15 ans et plus selon les lieux de provenance et leur concordance avec les lieux d'origine

lieu de provenance			le lieu de provenance est-il identique au lieu d'origine ?		total
			oui	non	
Bolivie (selon bipartition)	Occidente (selon dép.)	Tarija - Chuquisaca - Cochabamba	eff. 289 % 92,3	24 7,7	313 100,0
		Potosí - Oruro - La Paz	eff. 301 % 85,8	50 14,2	351 100,0
	Oriente		eff. 121 % 65,8	63 34,2	184 100,0
		autres pays	eff. 15 % 36,6	26 63,4	41 100,0
	sans réponse		eff. 3 % 100,0	0 0,0	3 100,0
total			eff. 729 % 81,7	163 18,3	892 100,0

Sources : données d'Entar 2001, bipartition nationale d'Andréa 2004, partition du Tarija propre

Tab. F - 13 : Entar 2001 – Lieux de provenance des non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus à Tarija-ville selon l'année d'installation

lieu de provenance			année de première installation										total			
			jusqu'en 1979		1980-1984		1985-1989		1990-1994		1995-1999		2000-2001		eff.	%
eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
Bolivie (selon bi-partition)	Occidente (selon dép.)	Tarija - Chuquisaca - Cochabamba	96	51,1	30	33,0	35	23,5	55	34,4	65	31,3	31	32,3	312	35,0
		Potosí - Oruro - La Paz	53	28,2	49	53,8	94	63,1	65	40,6	63	30,3	27	28,1	351	39,3
	Oriente		28	14,9	10	11,0	17	11,4	33	20,6	62	29,8	35	36,5	185	20,7
		autres pays	11	5,9	2	2,2	2	1,3	7	4,4	17	8,2	2	2,1	41	4,6
sans réponse		0	0,0	0	0,0	1	0,7	0	0,0	1	0,5	1	1,0	3	0,3	
total			188	100,0	91	100,0	149	100,0	160	100,0	208	100,0	96	100,0	892	100,0

Sources : données d'Entar 2001, bipartition nationale d'Andréa 2004, partition du Tarija propre

5 - Les activités professionnelles selon Entar 2001

Tab. F - 14 : Entar 2001 – Non natifs selon l'âge de la première installation à Tarija-ville et le sexe

âge d'installation	sexe						total		
	hommes			femmes			eff.	%	% cumulé
	eff.	%	% cumulé	eff.	%	% cumulé			
moins de 5 ans	88	11,5	11,5	69	8,6	8,6	157	10,0	10,0
5-9 ans	90	11,7	23,2	103	12,8	21,4	193	12,3	22,3
10-14 ans	124	16,2	39,4	145	18,1	39,5	269	17,1	39,4
15-19 ans	116	15,1	54,5	139	17,3	56,8	255	16,2	55,7
20-24 ans	91	11,9	66,4	102	12,7	69,5	193	12,3	68,0
25-29 ans	58	7,6	73,9	60	7,5	77,0	118	7,5	75,5
30-34 ans	52	6,8	80,7	54	6,7	83,7	106	6,8	82,2
35-39 ans	36	4,7	85,4	33	4,1	87,8	69	4,4	86,6
40-44 ans	32	4,2	89,6	23	2,9	90,7	55	3,5	90,1
45-49 ans	23	3,0	92,6	16	2,0	92,7	39	2,5	92,6
50-54 ans	13	1,7	94,3	13	1,6	94,3	26	1,7	94,3
55-59 ans	8	1,0	95,3	8	1,0	95,3	16	1,0	95,3
60-64 ans	4	0,5	95,8	4	0,5	95,8	8	0,5	95,8
65-69 ans	3	0,4	96,2	1	0,1	95,9	4	0,3	96,1
70-74 ans	0	0,0	96,2	1	0,1	96,0	1	0,1	96,1
75-79 ans	1	0,1	96,3	0	0,0	96,0	1	0,1	96,2
80 ans et plus	3	0,4	96,7	1	0,1	96,1	4	0,3	96,4
non renseigné	25	3,3	100,0	31	3,9	100,0	56	3,6	100,0
total	767	100,0	-	803	100,0	-	1 570	100,0	-

note : pour les non natifs âgés de moins de 15 ans lors de l'enquête (127 garçons et 101 filles), c'est l'âge en septembre 2001 qui a été retenu comme âge d'installation

Source : Entar 2001

Tab. F - 15 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus selon l'occupation principale durant les 7 jours précédant l'enquête et le sexe

occupation principale durant les 7 jours précédant l'enquête	sexe				total	
	hommes		femmes		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
travail	618	55,3	402	30,9	1 020	42,1
étude et travail	64	5,7	45	3,5	109	4,5
étude	254	22,7	340	26,1	594	24,5
recherche d'emploi	48	4,3	11	0,8	59	2,4
âme au foyer	4	0,4	427	32,8	431	17,8
divers	34	3,0	32	2,5	66	2,7
retraité / sans emploi	86	7,7	39	3,0	125	5,2
non renseigné	9	0,8	7	0,5	16	0,7
total	1 117	100,0	1 303	100,0	2 420	100,0

Source : Entar 2001

Tab. F - 16 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus selon l'occupation principale durant les 7 jours précédant l'enquête, le lieu de naissance et le sexe

occupation principale durant les 7 jours précédant l'enquête	natifs						non natifs					
	sexe				total		sexe				total	
	hommes		femmes				hommes		femmes			
eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
travail	253	52,8	189	31,4	442	40,9	364	57,1	213	30,3	577	43,1
étude et travail	23	4,8	19	3,2	42	3,9	40	6,3	26	3,7	66	4,9
étude	140	29,2	204	33,9	344	31,8	114	17,9	136	19,4	250	18,7
recherche d'emploi	22	4,6	3	0,5	25	2,3	26	4,1	8	1,1	34	2,5
âme au foyer	1	0,2	147	24,4	148	13,7	3	0,5	281	40,0	284	21,2
divers	12	2,5	16	2,7	28	2,6	23	3,6	16	2,3	39	2,9
retraité / sans emploi	24	5,0	20	3,3	44	4,1	62	9,7	19	2,7	81	6,0
non renseigné	4	0,8	4	0,7	8	0,7	5	0,8	3	0,4	8	0,6
total	479	100,0	602	100,0	1 081	100,0	637	100,0	702	100,0	1 339	100,0

Source : Entar 2001

Tab. F - 17 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus selon le sexe, l'occupation durant les 7 jours précédant l'enquête et l'âge

sexe	déclare une activité professionnelle ?*	âge										total	
		15-19		20-24		25-29		30-59		60 ans et plus		total	
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
hommes	oui	42	23,5	92	44,7	79	64,8	425	86,2	43	37,1	681	61,0
	non	136	76,0	111	53,9	43	35,2	65	13,2	71	61,2	426	38,2
	non renseigné	1	0,6	3	1,5	0	0,0	3	0,6	2	1,7	9	0,8
	total	179	100,0	206	100,0	122	100,0	493	100,0	116	100,0	1 116	100,0
femmes	oui	35	14,8	68	28,5	58	41,1	257	45,9	29	22,7	447	34,3
	non	201	84,8	170	71,1	81	57,4	299	53,4	98	76,6	849	65,1
	non renseigné	1	0,4	1	0,4	2	1,4	4	0,7	1	0,8	9	0,7
	total	237	100,0	239	100,0	141	100,0	560	100,0	128	100,0	1 305	100,0
total	oui	77	18,5	160	36,0	137	52,1	682	64,8	72	29,5	1 128	46,6
	non	337	81,0	281	63,1	124	47,1	364	34,6	169	69,3	1 275	52,7
	non renseigné	2	0,5	4	0,9	2	0,8	7	0,7	3	1,2	18	0,7
	total	416	100,0	445	100,0	263	100,0	1 053	100,0	244	100,0	2 421	100,0

* : c'est-à-dire, l'individu déclare-t-il avoir travaillé ou étudié et travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête ?

Source : Entar 2001

Tab. F - 18 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête, selon le secteur d'activité

secteur d'activité	eff.	%
agriculture	38	3,4
industrie	44	3,9
bâtiment	126	11,2
commerce	276	24,5
reste services et autres	536	47,4
divers	108	9,6
total	1 129	100,0

Source : Entar 2001

Texte F - 4 : Entar 2001 – Exploitations agricoles dans les vallées andines et l’Orient du département, une activité secondaire des habitants de Tarija-ville

Si les pratiques agricoles n’occupent que très peu de place dans les occupations des habitants de Tarija, il faut tout de même noter que près de 20 % des 792 foyers enquêtés (156, soit 19,6 %) déclarent posséder des cultures ou du bétail¹⁵.

La pratique de l’élevage concerne 14,3 % des 792 foyers enquêtés (113 cas) et se divise en plusieurs catégories. D’une part, on distingue 64 familles, possédant uniquement du petit bétail (porcins, ovins, caprins, volaille) localisé pour l’essentiel autour de leur domicile (50 observations sur 64, soit 78,1 %). On peut supposer que cet élevage est surtout destiné à l’autoconsommation¹⁶. D’autre part, 49 familles déclarent posséder un cheptel bovin, localisé en dehors de la ville de Tarija (40 cas sur 49, soit 81,6 %), principalement dans les vallées andines (18 cas sur 40, soit 45,0 %), mais aussi dans l’Orient du Tarija (10 cas sur 40, 25,0 %), les hautes montagnes de ce même département (5 cas sur 40, soit 12,5 %) et les départements voisins du Chuquisaca et du Potosi (4 cas sur 40, soit 10,0 %). Alors, on peut qualifier cette activité de commerciale et trésoirière.

Par ailleurs, 12,2 % des 792 foyers enquêtés lors d’Entar 2001 (97 cas) pratiquent l’agriculture, essentiellement en dehors de Tarija (68 des 97 familles, 70,8 %), principalement dans les vallées andines avoisinantes (40 des 68 familles possédant des cultures en dehors de la capitale départementale, soit 58,8 %) et l’Orient du Tarija (14 cas, 20,6 %). Les cultures déclarées sont de type traditionnel (essentiellement patate et maïs) pour 42,3 % (41 cas) des 97 foyers concernés par cette activité, les 57,7 % restants (56 cas) pratiquant l’horticulture et/ou la fruiticulture, ce qui souligne un certain dynamisme d’une activité qui pourrait même être destinée à des fins commerciales. On remarquera enfin ces 15 foyers qui déclarent cultiver le raisin, illustrant ainsi l’image de centre viticole bolivien propre à Tarija.

La capitale départementale est donc une ville dont une partie des habitants a des pratiques agricoles et d’élevage. Si l’enquête Entar 2001 ne nous permet pas d’en mesurer l’ampleur, la présence d’élevage bovin, de fruiticulture et d’horticulture laisse supposer une activité partiellement destinée à des fins commerciales. Cette activité se déroule en général en dehors de la ville, qui ne dispose *a priori* pas de ceintures vertes¹⁷, principalement dans les vallées andines avoisinantes. Il convient cependant de souligner la présence de cultures et d’animaux dans l’Orient du département,

¹⁵ Cette brève analyse de l’importance de l’agriculture et de l’élevage comme activité secondaire des ménages enquêtés lors d’Entar 2001 a été réalisée grâce aux questions 8 et 9 de la partie A du module 4 de la fiche ménage [cf. Quest. F-4 en *supra* de la même annexe].

¹⁶ Dans le cas d’Entar 2001, nous ne disposons pas d’informations concernant l’ampleur de l’élevage ou des cultures, notre analyse ne pourra donc porter sur l’importance de cette activité secondaire. Il convient de signaler que dans certains quartiers enquêtés, l’habitat est dispersé et permet le développement d’un élevage important. A San Blas par exemple, au sud de Tarija, de l’autre côté du Guadalquivir, s’est développé l’élevage industriel de volaille. Ces exemples restent exceptionnels, mais une analyse détaillée de l’activité agricole dans la ville ne pourra ignorer ces différences.

¹⁷ L’activité agricole est certes présente dans certains quartiers, tel San Blas, mais cela est plutôt dû à un découpage administratif qui englobe dans la ville des zones jusqu’à présent rurales, et non au développement d’une agriculture intra-urbaine.

ce qui trouve sans doute son origine dans l'importance de ces pratiques pour les familles dont le chef provient des vallées subandines ou du Chaco du Tarija : sur les 97 cas, 27,8 % - 27 observations - déclarent posséder des cultures agricoles ou de l'élevage. Cette proportion baisse à 25,5 % (50 sur 196) chez les familles dont le chef provient de l'Occidente des départements du Tarija, Chuquisaca ou Cochabamba, à 20,1 % (53 sur 269) chez les chefs de ménage natifs et même à 8,7 % (18 sur 206) pour ceux en provenance des provinces occidentales du Potosi, de l'Oruro et du département de La Paz, soulignant la part relativement faible de ces pratiques dans les ménages venant de l'altiplano¹⁸. Pour une partie de la population de la ville de Tarija, l'agriculture et l'élevage constituent donc une occupation secondaire qu'il conviendrait de prendre en compte dans une analyse plus détaillée de l'activité de la capitale départementale.

Tab. F - 19 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le secteur d'activité, la catégorie d'emploi et le lieu de naissance ou la région de provenance

secteur d'activité et catégorie d'emploi (pour le reste des services et autre)	selon lieu de naissance ou de provenance												total	
	natifs de Tarija-ville		non natifs de la ville de Tarija selon la région de provenance											
			Occidente selon le département				Oriente		autres pays		sans réponse			
	Tarija / Chuquisaca / Cochabamba		Potosi / Oruro / La Paz											
eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
agriculture	21	4,3	12	5,2	1	0,4	3	2,5	1	4,0	0	0,0	38	3,4
industrie	16	3,3	4	1,7	12	4,5	9	7,5	4	16,0	0	0,0	45	4,0
bâtiment	44	9,1	27	11,7	44	16,4	11	9,2	0	0,0	0	0,0	126	11,1
commerce	105	21,6	55	23,8	80	29,7	32	26,7	5	20,0	0	0,0	277	24,4
reste services et autre non-salarié	89	18,3	50	21,6	42	15,6	15	12,5	8	32,0	2	66,7	206	18,2
reste services et autre salarié	157	32,3	65	28,1	67	24,9	38	31,7	4	16,0	1	33,3	332	29,3
divers	54	11,1	18	7,8	23	8,6	12	10,0	3	12,0	0	0,0	110	9,7
total	486	100,0	231	100,0	269	100,0	120	100,0	25	100,0	3	100,0	1 134	100,0

Source : Entar 2001

¹⁸ Cette information corrobore la faible importance de l'agriculture pour les individus provenant de ces régions, dont l'activité avant l'installation était plutôt associée au secteur minier [cf. chapitre V].

Tab. F - 20 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le secteur d'activité, la catégorie d'emploi, et le lieu de naissance ou le milieu d'habitat de provenance

secteur d'activité et catégorie d'emploi (pour le reste des services et autre)	selon lieu de naissance ou de provenance										total	
	non natifs de la Tarija-ville selon le milieu d'habitat de provenance											
	natifs de Tarija-ville		urbain				rural*		sans réponse			
			capitales départementales (Bolivie) ou provinciales (Argentine)		autres villes							
eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
agriculture	21	4,3	6	4,3	0	0,0	11	3,4	1	1,4	39	3,5
industrie	16	3,3	6	4,3	5	4,6	14	4,3	2	2,7	43	3,8
bâtiment	44	9,1	12	8,6	15	13,9	48	14,8	7	9,6	126	11,2
commerce	105	21,6	42	30,2	30	27,8	77	23,8	23	31,5	277	24,5
reste services et autre non-salariés	89	18,3	22	15,8	17	15,7	67	20,7	10	13,7	205	18,1
reste services et autre salariés	157	32,3	41	29,5	30	27,8	79	24,4	23	31,5	330	29,2
divers	54	11,1	10	7,2	11	10,2	28	8,6	7	9,6	110	9,7
total	486	100,0	139	100,0	108	100,0	324	100,0	73	100,0	1 130	100,0

* : limite urbain/rural fixée à 5 000 habitants

Source : Entar 2001

Tab. F - 21 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le niveau d'équipement de son ménage de rattachement et le lieu de naissance ou la région de provenance

niveau d'équipement* du ménage de rattachement	selon lieu de naissance ou de provenance										total			
	non natifs de Tarija-ville selon la région de provenance													
	natifs de Tarija-ville		Occidente selon le département				Oriente		autres pays		sans réponse			
			Tarija / Chuquisaca / Cochabamba		Potosi / Oruro / La Paz									
eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
fort	128	26,4	55	24,0	34	12,5	29	24,6	6	25,0	0	0,0	252	22,3
moyen	239	49,3	76	33,2	137	50,6	46	39,0	14	58,3	0	0,0	512	45,3
faible	112	23,1	78	34,1	89	32,8	31	26,3	2	8,3	1	33,3	313	27,7
pas d'équipement	6	1,2	20	8,7	11	4,1	12	10,2	2	8,3	2	66,7	53	4,7
total	485	100	229	100	271	100	118	100	24	100	3	100	1 130	100

* : cf. texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement

Source : Entar 2001

Tab. F - 22 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le niveau d'équipement du ménage de rattachement et le lieu de naissance ou le milieu d'habitat de provenance

niveau d'équipement du ménage de rattachement (2)	selon lieu de naissance ou de provenance										total	
	non natifs de Tarija-ville selon le milieu d'habitat de provenance											
	natifs de la ville de Tarija		urbain (1)				rural (1)		sans réponse			
			capitales départementales (Bolivie) ou provinciales (Argentine)		autres villes							
eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
fort	128	26,4	36	25,9	29	27,1	45	13,9	13	18,1	251	22,3
moyen	239	49,3	63	45,3	38	35,5	135	41,7	37	51,4	512	45,4
faible	112	23,1	38	27,3	34	31,8	109	33,6	19	26,4	312	27,7
pas d'équipement	6	1,2	2	1,4	6	5,6	35	10,8	3	4,2	52	4,6
total	485	100,0	139	100,0	107	100,0	324	100,0	72	100,0	1 127	100,0

(1) : limite urbain/rural fixée à 5 000 habitants

(2) : cf. texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement

Source : Entar 2001

6 - La fonction éducative de la ville de Tarija

Tab. F - 23 : Entar 2001 – Individus âgés de 4 ans et plus selon le sexe, la scolarisation et l'âge

sexe	étudie au moment de l'enquête ?*	âge										total	
		4-14 ans		15-19		20-24		25-29		30 et plus			
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
hommes	oui	385	86,9	149	83,2	108	52,4	46	37,4	15	2,5	703	45,0
	non	58	13,1	29	16,2	95	46,1	77	62,6	590	96,7	849	54,4
	non renseigné	0	0,0	1	0,6	3	1,5	0	0,0	5	0,8	9	0,6
	total	443	100,0	179	100,0	206	100,0	123	100,0	610	100,0	1 561	100,0
femmes	oui	373	85,9	191	80,9	139	57,9	38	27,0	17	2,5	758	43,6
	non	61	14,1	44	18,6	100	41,7	101	71,6	667	96,8	973	55,9
	non renseigné	0	0,0	1	0,4	1	0,4	2	1,4	5	0,7	9	0,5
	total	434	100,0	236	100,0	240	100,0	141	100,0	689	100,0	1 740	100,0
total	oui	758	86,4	340	81,9	247	55,4	84	31,8	32	2,5	1 461	44,3
	non	119	13,6	73	17,6	195	43,7	178	67,4	1 257	96,8	1 822	55,2
	non renseigné	0	0,0	2	0,5	4	0,9	2	0,8	10	0,8	18	0,5
	total	877	100,0	415	100,0	446	100,0	264	100,0	1 299	100,0	3 301	100,0

* : c'est-à-dire l'individu suit-il des cours (pour les moins de 15 ans, selon le module 1 de la fiche ménage, voir questionnaire E-2 de la même annexe) ou déclare-t-il avoir étudié ou travaillé et étudié durant le 7 jours précédant l'enquête ?

Source : Entar 2001

Tab. F - 24 : Entar 2001 – Individus âgés de 18 à 25 ans selon qu'ils poursuivent ou non un cursus dans l'enseignement supérieur au moment de l'enquête et le lieu de naissance ou milieu d'habitat de provenance

L'individu poursuit-il un cursus dans l'enseignement supérieur au moment de l'enquête ?	lieu de naissance										total	
	natifs de Tarija-ville		non natifs de Tarija-ville selon le milieu d'habitat de provenance									
			urbain*				rural*				sans réponse	
	capitales départementales (Bolivie) ou provinciales (Argentine)		autres villes									
eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
oui	176	50,7	40	55,6	51	61,4	39	24,7	13	41,9	319	46,2
non	171	49,3	32	44,4	32	38,6	119	75,3	18	58,1	372	53,8
total	347	100,0	72	100,0	83	100,0	158	100,0	31	100,0	691	100,0

* : limite urbain/rural fixée à 5 000 habitants

Source : Entar 2001

Tab. F - 25 : Entar 2001 – Individus âgés de 18 à 25 ans selon qu'ils poursuivent ou non un cursus dans l'enseignement supérieur au moment de l'enquête et le lieu de naissance ou de région de provenance

L'individu poursuit-il un cursus dans l'enseignement supérieur au moment de l'enquête ?	lieu de naissance										total			
	natifs de Tarija-ville		non natifs de Tarija-ville selon la région de provenance											
			Occidente selon le dép.				Oriente		autres pays		sans réponse			
	Tarija / Chuquisaca / Cochabamba		Potosi / Oruro / La Paz											
eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
oui	176	50,7	22	27,2	71	41,0	45	54,2	5	100,0	0	0,0	319	46,2
non	171	49,3	59	72,8	102	59,0	38	45,8	0	0,0	1	100,0	371	53,8
total	347	100	81	100	173	100	83	100	5	100	1	100	690	100

Source : Entar 2001

Tab. F - 26 : Entar 2001 – Non natifs installés à l'âge de 18 ans et plus à Tarija-ville entre 1998 et 2001 selon l'occupation au moment de l'enquête (poursuite d'un cursus dans l'enseignement supérieur ou non) et leur région de provenance

L'individu poursuit-il actuellement un cursus dans l'enseignement supérieur ?	pays de provenance								total			
	Bolivie Occidente selon le département				Oriente		autres pays				sans réponse	
	Tarija / Chuquisaca / Cochabamba		Potosi / Oruro / La Paz									
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
oui	7	13,5	10	19,2	19	38,0	2	50,0	0	0,0	38	23,9
non	45	86,5	42	80,8	31	62,0	2	50,0	1	100,0	121	76,1
total	52	100,0	52	100,0	50	100,0	4	100,0	1	100,0	159	100,0

Source : Entar 2001

Tab. F - 27 : Entar 2001 – Non natifs installés à l'âge de 18 ans et plus à Tarija-ville entre 1998 et 2001 selon leur occupation au moment de l'enquête (poursuite d'un cursus dans l'enseignement supérieur ou non) et leur milieu d'habitat de provenance

L'individu poursuit-il un cursus dans l'enseignement supérieur au moment de l'enquête ?	milieu d'habitat de provenance								total		
	urbain*				rural*						sans réponse
	capitales départementales (Bolivie) ou provinciales (Argentine)		autres villes								
eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
oui	8	22,9	20	43,5	9	13,8	1	7,7	38	23,9	
non	27	77,1	26	56,5	56	86,2	12	92,3	121	76,1	
total	35	100,0	46	100,0	65	100,0	13	100,0	159	100,0	

Source : Entar 2001

* : limite urbain/rural fixée à 5 000 habitants

Tab. F - 28 : INE 2001 / dép. Tarija – Individus âgés de 19 ans et plus par niveau d'enseignement atteint selon le milieu d'habitat

niveau d'étude atteint	urbain*								rural*		total	
	Tarija		Yacuiba		Bermejo		Villamontes		eff.	%	eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
n'a jamais été scolarisé	5 937	7,8	2 803	8,5	1 520	11,1	606	7,5	19 653	26,8	30 519	14,9
éducation préscolaire	166	0,2	37	0,1	43	0,3	3	0,0	230	0,3	479	0,2
primaire ou secondaire incomplet	24 825	32,4	16 406	49,8	6 458	47,1	3 733	46,0	42 192	57,6	93 614	45,8
secondaire complet	21 958	28,7	10 095	30,7	3 977	29,0	2 659	32,8	6 590	9,0	45 279	22,1
supérieur	20 827	27,2	2 769	8,4	1 391	10,1	916	11,3	3 577	4,9	28 583	14,0
autres	2 690	3,5	629	1,9	295	2,2	187	2,3	530	0,7	5 228	2,6
sans réponse	145	0,2	181	0,5	25	0,2	11	0,1	452	0,6	814	0,4
total	76 548	100,0	32 920	100,0	13 709	100,0	8 115	100,0	73 224	100,0	204 516	100,0

Source : recensement INE 2001 (INE 2002 b)

* : seuil urbain / rural de 5 000 hab.

Tab. F - 29 : INE 2001 / Bolivie - Individus âgés de 19 ans et plus selon le milieu d'habitat et le niveau d'étude atteint

milieu d'habitat	n'a jamais été scolarisé		niveau d'étude atteint						sans réponse		total		
	eff.	%	primaire / secondaire		supérieur		autres		eff.	%	eff.	%	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
urbain (1) capitales départementales	Sucre	10 346	9,8	53 201	50,2	38 347	36,2	3 817	3,6	271	0,3	105 982	100,0
	La Paz (2)	50 734	6,2	538 032	65,6	186 291	22,7	42 178	5,1	3 029	0,4	820 264	100,0
	Cochabamba(3)	21 764	5,6	240 822	61,9	101 606	26,1	23 437	6,0	1 147	0,3	388 776	100,0
	Oruro	6 049	5,4	66 398	59,7	32 654	29,4	5 836	5,2	259	0,2	111 196	100,0
	Potosi	6 108	8,7	40 772	58,4	20 009	28,7	2 820	4,0	114	0,2	69 823	100,0
	Tarija	5 937	7,8	46 949	61,3	20 827	27,2	2 690	3,5	145	0,2	76 548	100,0
	Santa Cruz	21 158	3,5	436 228	72,4	119 683	19,9	24 111	4,0	1 526	0,3	602 706	100,0
	Trinidad	1 556	4,0	26 934	69,7	8 141	21,1	1 857	4,8	133	0,3	38 621	100,0
Cobija	354	3,3	8 156	75,1	1 840	16,9	488	4,5	28	0,3	10 866	100,0	
autres villes	55 794	9,8	429 499	75,6	64 552	11,4	15 525	2,7	2 574	0,5	567 944	100,0	
rural	402 530	25,8	1 084 671	69,4	50 095	3,2	11 470	0,7	13 683	0,9	1 562 449	100,0	
total	582 330	13,4	2 971 662	68,2	644 045	14,8	134 229	3,1	22 909	0,5	4 355 175	100,0	

(1) : seuil urbain de 5 000 habitants

(2) : inclut El Alto

(3) agglomération de Cochabamba / Quillacollo / Sacaba

Source : recensement INE 2001 (INE 2002 c)

Tab. F - 30 : Entar 2001 – Individus âgés de 19 ans et plus, n'étudiant pas actuellement mais ayant validé au moins une année dans l'enseignement supérieur, selon le dernier lieu de formation et le lieu de naissance

lieu de poursuite de leur dernière année d'enseignement supérieur	natifs		non natifs		total	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%
Tarija-ville	164	72,9	100	56,8	264	65,8
ailleurs	56	24,9	75	42,6	131	32,7
sans réponse	5	2,2	1	0,6	6	1,5
total	225	100,0	176	100,0	401	100,0

Source : Entar 2001

7 - Présentation générale des migrations antérieures

Tab. F - 31 : Entar 2001 – Individus âgés de 15 ans et plus au moment de l'enquête, selon qu'ils ont ou non déclaré au moins une migration antérieure, et le lieu de naissance

nombre de migrations antérieures	lieu de naissance				total	
	Tarija-ville		ailleurs		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
au moins une	306	28,3	193	14,4	499	20,6
aucune	774	71,7	1147	85,6	1921	79,4
total	1080	100,0	1340	100,0	2420	100,0

Source : Entar 2001

Tab. F - 32 : Entar 2001 – Ménages selon la présence ou non d'au moins un individus déclarant au minimum une migration antérieure, et le lieu de naissance du chef de famille

présence ou non d'individus déclarant au minimum une migration antérieure	lieu de naissance du chef de ménage				total	
	Tarija-ville		ailleurs		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
au moins une	155	57,6	171	32,7	326	41,2
aucune	114	42,4	352	67,3	466	58,8
total	269	100,0	523	100,0	792	100,0

Source : Entar 2001

Tab. F - 33 : Entar 2001 – Migrations antérieures recensées selon l'âge des individus au début de l'événement migratoire

âge	eff.	%	% cumulés
moins de 15 ans	102	16,5	16,5
15-29 ans	343	55,5	72,0
30 ans et plus	173	28,0	100,0
total	618	100,0	

Source : Entar 2001

Tab. F - 34 : Entar 2001 – Migrations antérieures recensées selon la motivation principale du déplacement et le sexe de l'individu l'ayant effectué

principale motivation de la migration antérieure	sexe				total	
	hommes		femmes		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
chercher du travail	20	6,5	15	4,9	35	5,7
travailler	157	50,6	78	25,4	235	38,1
étudier	54	17,4	72	23,5	126	20,4
accompagner la famille	48	15,5	109	35,5	157	25,4
divers	12	3,9	12	3,9	24	3,9
autre	13	4,2	19	6,2	32	5,2
sans réponse	6	1,9	2	0,7	8	1,3
total	310	100,0	307	100,0	617	100,0

Source : Entar 2001

8 - Les migrations antérieures pour raisons professionnelles

Tab. F - 35 : Entar 2001 – Migrations antérieures professionnelles (pour travailler ou chercher du travail) selon les lieux de destination

lieu de destination		eff.	% sous-totaux	% total	
Bolivie	Santa Cruz	34	32,1	12,7	
	Bermejo	28	26,4	10,4	
	villes orientales	Yacuiba	26	24,5	9,7
	Villamontes	8	7,5	3,0	
	autres	10	9,4	3,7	
	sous-total	106	100,0	39,6	
	villes occidentales	La Paz	24	4,5	9,0
		Cochabamba	11	2,1	4,1
		Sucre	5	0,9	1,9
		Potosi	5	0,9	1,9
Oruro		4	0,8	1,5	
autres		4	0,8	1,5	
sous-total	53	10,0	19,8		
rural*	Occidente	15	6,8	5,6	
	Oriente	7	3,2	2,6	
	sous-total	22	10,0	8,2	
autres pays	ville de Buenos Aires	21	2,9	7,8	
	Salta Capital	19	2,6	7,1	
	San Salvador de Jujuy	6	0,8	2,2	
	La Plata	3	0,4	1,1	
	Argentine	Villa Maria	3	0,4	1,1
	Mar de Plata	3	0,4	1,1	
	autres	15	2,1	5,6	
	incomplet	2	0,3	0,7	
sous-total	72	10,0	26,9		
autres	Brésil	3	30,0	1,1	
	Chili	2	20,0	0,7	
	autres	5	50,0	1,9	
	sous-total	10	100,0	3,7	
incomplet Bolivie	5		1,9		
total	268		100,0		

Source : Entar 2001

* : limite urbain / rural fixée à 5 000 habitants

Tab. F - 36 : Entar 2001 – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'un emploi professionnel selon le secteur d'activité et le lieu de destination

secteur d'activité du travail exercé durant la migration	lieu de destination										total	
	villes orientales		Bolivie villes occidentales		rural*		Argentine et autres pays		sans réponse			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
agriculture	6	6,5	1	2,2	2	9,1	21	29,2	2	66,7	32	13,7
industrie	9	9,8	5	11,1	0	0,0	3	4,2	0	0,0	17	7,3
bâtiment	12	13,0	0	0,0	4	18,2	11	15,3	0	0,0	27	11,5
commerce	19	20,7	13	28,9	4	18,2	8	11,1	0	0,0	44	18,8
reste services et autres	25	27,2	18	40,0	10	45,5	23	31,9	1	33,3	77	32,9
divers	21	22,8	5	11,1	2	9,1	5	6,9	0	0,0	33	14,1
sans réponse	0	0,0	3	6,7	0	0,0	1	1,4	0	0,0	4	1,7
total	92	100,0	45	100,0	22	100,0	72	100,0	3	100,0	234	100,0

* : limite urbain / rural fixée à 5 000 habitants

Source : Entar 2001

Tab. F - 37 : Entar 2001 – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon la catégorie d'emploi et le lieu de destination

catégorie d'emploi	selon lieu de destination										total	
	villes orientales		Bolivie villes occidentales		rural*		Argentine et autres pays		sans réponse			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
salarié	58	62,4	31	68,9	20	87,0	37	51,4	2	66,7	148	62,7
travailleur indépendant	31	33,3	9	20,0	2	8,7	30	41,7	0	0,0	72	30,5
autre	3	3,2	1	2,2	1	4,3	4	5,6	1	33,3	10	4,2
sans réponse	1	1,1	4	8,9	0	0,0	1	1,4	0	0,0	6	2,5
total	93	100,0	45	100,0	23	100,0	72	100,0	3	100,0	236	100,0

* : limite urbain / rural fixée à 5 000 habitants

Source : Entar 2001

Tab. F - 38 : Entar 2001 – Migrations antérieures professionnelles (pour travailler ou chercher du travail) selon le lieu de destination et l'année de début de l'événement migratoire

lieu de destination		date de départ en migration								total			
		avant 1980		1980-1989		1990-1996		1997-2001				sans réponse	
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
Bolivie	urbain* oriental	15	23,8	28	51,9	26	40,6	34	42,5	4	57,1	107	39,9
	occidental	14	22,2	7	13,0	15	23,4	15	18,8	1	14,3	52	19,4
	rural*	3	4,8	2	3,7	3	4,7	15	18,8	0	0,0	23	8,6
Argentine et autres pays		29	46,0	17	31,5	20	31,3	15	18,8	2	28,6	83	31,0
incomplet		2	3,2	0	0,0	0	0,0	1	1,3	0	0,0	3	1,1
total		63	100,0	54	100,0	64	100,0	80	100,0	7	100,0	268	100,0

* : limite urbain/rural fixée à 5 000 habitants

Source : Entar 2001

Tab. F - 39 : Entar 2001 – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon la validation au moment de l'enquête d'au moins une année d'enseignement supérieur et le lieu de destination

L'individu déclarant l'événement migratoire a-t-il validé au moins une année dans l'enseignement supérieur ?	selon lieu de destination										total	
	villes orientales		Bolivie villes occidentales		rural*		Argentine et autres pays		sans réponse			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
oui	23	24,7	32	71,1	13	56,5	18	25,0	2	66,7	88	37,3
non	70	75,3	13	28,9	10	43,5	54	75,0	1	33,3	148	62,7
total	93	100,0	45	100,0	23	100,0	72	100,0	3	100,0	236	100,0

Source : Entar 2001

* : limite urbain / rural fixée à 5 000 habitants

Tab. F - 40 : Entar 2001 – Ménages selon la présence ou non d'au moins une personne déclarant une migration antérieure professionnelle et le niveau d'équipement des ménages

présence d'au moins un individu déclarant au minimum une migration antérieure professionnelle	niveau d'équipement* du ménage								total	
	pas d'équipement		faible		moyen		fort			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
non	40	83,3	195	79,9	280	76,9	98	71,5	613	77,3
oui	8	16,7	49	20,1	84	23,1	39	28,5	180	22,7
total	48	100,0	244	100,0	364	100,0	137	100,0	793	100,0

Source : Entar 2001

* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement

9 - Les migrations antérieures de formation

Tab. F - 41 : Entar 2001 – Migrations antérieures de formation dont l'individu était âgé de 19 ans ou plus au moment de la fin du déplacement, selon le lieu de destination

lieu de destination		eff.	% sous-totaux	% total
villes boliviennes occidentales	La Paz	25	44,6	26,3
	Sucre	17	30,4	17,9
	Cochabamba	6	10,7	6,3
	Potosi	4	7,1	4,2
	Oruro	2	3,6	2,1
	autres	2	3,6	2,1
	sous-total	56	100,0	58,9
villes boliviennes orientales	Santa Cruz	7	50,0	7,4
	Villamontes	2	14,3	2,1
	Bermejo	2	14,3	2,1
	autres	3	21,4	3,2
sous-total	14	100,0	14,7	
rural* Bolivie		5	-	5,3
Argentine selon provinces	Cordoba	5	55,6	5,3
	Buenos Aires	2	22,2	2,1
	autres	2	22,2	2,1
	sous-total	9	100,0	9,5
autres pays	Belgique	2	20,0	2,1
	autres	8	80,0	8,4
	sous-total	10	100,0	10,5
incomplet		1	-	1,1
total		95	-	100,0

Source : Entar 2001

* : limite urbain / rural fixée à 5 000 habitants

Tab. F - 42 : Entar 2001 – Ménages selon la présence ou non d'au moins une personne déclarant une migration antérieure de formation terminée à l'âge de 19 ans et plus et le niveau d'équipement des ménages

présence d'au moins une migration antérieure de formation dans l'enseignement supérieur	niveau d'équipement* du ménage								total	
	pas d'équipement		faible		moyen		fort			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
aucune	48	100,0	241	98,8	326	89,6	108	79,4	723	91,3
au moins une	0	0,0	3	1,2	38	10,4	28	20,6	69	8,7
total	48	100,0	244	100,0	364	100,0	136	100,0	792	100,0

* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement

Source : Entar 2001

10 - L'étude de la descendance

Tab. F - 43 : Entar 2001 – Descendance selon l'âge et le lieu de résidence

âge	lieu de résidence						total	
	dans le foyer parental		hors du foyer parental, à Tarija-ville		ailleurs			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
0-4	247	100,0	0	0,0	0	0,0	247	100,0
5-9	310	98,7	4	1,3	0	0,0	314	100,0
10-14	375	98,9	1	0,3	3	0,8	379	100,0
15-19	318	89,1	16	4,5	23	6,4	357	100,0
20-24	291	76,8	48	12,7	40	10,6	379	100,0
25-29	121	49,8	77	31,7	45	18,5	243	100,0
30-34	47	31,8	63	42,6	38	25,7	148	100,0
35-39	33	29,5	49	43,8	30	26,8	112	100,0
40-44	16	21,3	42	56,0	17	22,7	75	100,0
45-49	10	22,7	20	45,5	14	31,8	44	100,0
50-54	3	12,0	12	48,0	10	40,0	25	100,0
55-59	2	15,4	8	61,5	3	23,1	13	100,0
60-64	0	0,0	2	40,0	3	60,0	5	100,0
65-69	1	12,5	2	25,0	5	62,5	8	100,0
70-74	0	0,0	1	33,3	2	66,7	3	100,0
sans réponse	0	0,0	0	0,0	1	100,0	1	100,0
total	1 774	75,4	345	14,7	234	9,9	2 353	100,0

Source : Entar 2001

Tab. F - 44 : Entar 2001 – Descendance âgée de 15 ans et plus résidant dans le foyer familial, selon son occupation principale au moment de l'enquête et son âge

occupation principale	âge											
	15-24 ans					25 ans et plus						
	hommes		femmes		total des arrondis	hommes		femmes		total		
eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
travail	71	23,8	42	13,4	113	18,5	74	64,3	62	52,5	136	58,4
études et travail	28	9,4	16	5,1	44	7,2	5	4,3	2	1,7	7	3,0
études	175	58,7	228	72,8	403	66,0	19	16,5	19	16,1	38	16,3
âme au foyer	0	0,0	15	4,8	15	2,5	1	0,9	19	16,1	20	8,6
chômeurs / retraités	6	2,0	3	1,0	9	1,5	4	3,5	4	3,4	8	3,4
autre	14	4,7	7	2,2	21	3,4	12	10,4	9	7,6	21	9,0
sans réponse	4	1,3	2	0,6	6	1,0	0	0,0	3	2,5	3	1,3
total	298	100,0	313	100,0	611	100,0	115	100,0	118	100,0	233	100,0

Source : Entar 2001

Tab. F - 45 : Entar 2001 – Descendance vivant en dehors de Tarija-ville selon le lieu de résidence (détaillé)

lieu de résidence		eff.	%	
Occidente	ville de La Paz	36	15,4	
	ville de Sucre	15	6,6	
	ville de Cochabamba	13	5,4	
	autres villes occidentales	7	3,2	
	rural occidental Tarija	3	1,3	
	autre rural occidental	3	1,3	
	incomplet	2	0,9	
	Bolivie	ville de Santa Cruz	35	15,0
ville de Bermejo		10	4,2	
ville de Yacuiba		2	0,7	
ville de Villamontes		5	2,2	
autres villes orientales		6	2,5	
rural oriental Tarija		1	0,2	
autre rural oriental		1	0,2	
incomplet		1	0,4	
Argentine selon villes ou provinces		ville de Buenos Aires	19	8,2
		ville de Mar de Plata	6	2,6
	autre prov. Buenos Aires	4	1,7	
	ville de Salta	15	6,5	
	autre prov. Salta	6	2,6	
	ville de San Salvador de Jujuy	4	1,7	
	autre prov. Jujuy	4	1,7	
	prov. Cordoba	10	4,3	
	prov. Mendoza	5	2,2	
	autres province argentines	1	0,4	
	incomplet	7	3,0	
autres pays	Etats-Unis	6	2,6	
	Allemagne	2	0,9	
	autres	4	1,7	
incomplet Bolivie	1	0,4		
total	233	100,0		

Source : Entar 2001

limite urbain/rural fixée à 5 000 habitants

Tab. F - 46 : Entar 2001 – Descendance ayant quitté Tarija-ville selon le lieu de résidence (milieu d'habitat)

lieu de résidence		eff.	% sous-totaux	% total
Bolivie occidentale	capitales départementales	67	84,8	28,8
	autres villes	4	5,1	1,7
	rural	6	7,6	2,6
	incomplet	2	2,5	0,9
	sous-total	79	100,0	33,9
Bolivie orientale	capitales départementales	38	63,3	16,3
	autres villes	19	31,7	8,2
	rural	2	3,3	0,9
	incomplet	1	1,7	0,4
	sous-total	60	100,0	25,8
Argentine	capitales provinciales	57	70,4	24,5
	autres villes	13	16,0	5,6
	rural	0	0,0	0,0
	incomplet	11	13,6	4,7
	sous-total	81	100,0	34,8
autre pays		12	-	5,2
ensemble	capitales*	162	-	69,5
	autres villes	36	-	15,5
	rural	8	-	3,4
	incomplet Bolivie	26	-	11,2
	sans réponse	1	-	0,4
	total	233	-	100,0

* : capitales des départements (Bolivie) ou des provinces (Argentine)

Limite urbain/rural fixée à 5 000 habitants

Source : Entar 2001

Tab. F - 47 : Entar 2001 – Descendance ayant quitté Tarija-ville selon le niveau d'éducation du chef de famille d'origine et le lieu de résidence actuel

Le chef de famille étudie-t-il ou a-t-il étudié dans l'enseignement supérieur ?	lieu de résidence actuel de la descendance										total	
	Occidente bolivien		Oriente bolivien		Argentine		autre pays		incomplet		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
oui	30	38,0	6	10,0	4	4,9	12	100,0	0	0,0	52	22,3
non	47	59,5	54	90,0	74	91,4	0	0,0	1	100,0	176	75,5
incomplet	2	2,5	0	0,0	3	3,7	0	0,0	0	0,0	5	2,1
total	79	100,0	60	100,0	81	100,0	12	100,0	1	100,0	233	100,0

Source : Entar 2001

Tab. F - 48 : Entar 2001 – Descendance ayant quitté Tarija-ville selon le niveau d'équipement de la famille d'origine et le lieu de résidence actuel

niveau d'équipement* du foyer d'origine	lieu de résidence actuel de la descendance										total	
	Occidente bolivien		Oriente bolivien		Argentine		autre pays		incomplet		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
pas d'équipement	0	0,0	2	3,3	1	1,2	0	0,0	0	0,0	3	1,3
faible	14	17,7	17	28,3	32	39,5	0	0,0	0	0,0	63	27,0
moyen	40	50,6	31	51,7	38	46,9	6	50,0	1	100,0	116	49,8
fort	25	31,6	10	16,7	10	12,3	6	50,0	0	0,0	51	21,9
total	79	100,0	60	100,0	81	100,0	12	100,0	1	100,0	233	100,0

Source : Entar 2001

* : cf. Texte B-3 de l'annexe B-3 pour les explications du calcul de l'indice d'équipement

11 - Redéploiement général des Tarijéniens

Tab. F - 49 : Entar 2001 – Les migrations antérieures professionnelles et de formation selon les lieux de destination détaillés

lieux de destination		migrations antérieures					
		professionnelles		de formation			
		eff.	% total	eff.	% total		
Bolivie	Occidente	La Paz	24	9,0	25	26,3	
		Cochabamba	11	4,1	6	6,3	
		Sucre	5	1,9	17	17,9	
		Potosi	5	1,9	4	4,2	
		Oruro	4	1,5	2	2,1	
		Villazon	2	0,7	1	1,1	
		Tupiza	2	0,7	1	1,1	
		autres	0	0,0	0	0,0	
		<i>sous-total urbain Occidente bolivien</i>	53	19,8	56	58,9	
		rural*	vallées andines du Tarija	3	1,1	1	1,1
	haute montagne du Tarija		0	0,0	0	0,0	
	Camargo		1	0,4	0	0,0	
	autre rural Potosi / Chuquisaca		3	1,1	2	2,1	
	autre		0	0,0	0	0,0	
	<i>sous-total rural Occidente bolivien</i>		7	2,6	3	3,2	
	incomplet	2	0,7	1	1,1		
	<i>sous-total Occidente bolivien</i>	62	23,1	60	63,2		
	Oriente	villes	Santa Cruz	34	12,7	7	7,4
			Bermejo	28	10,4	2	2,1
			Yacuiba	26	9,7	0	0,0
			Villamontes	8	3,0	2	2,1
			Camiri	2	0,7	1	1,1
			autres	8	3,0	2	2,1
			<i>sous-total urbain Oriente bolivien</i>	106	39,6	14	14,7
rural*		localité d'Entre Ríos	9	3,4	0	0,0	
		autres vallées subandines du Tarija	2	0,7	0	0,0	
		piémont et plaine du Chaco du Tarija	1	0,4	0	0,0	
		autres	3	1,1	2	2,1	
		<i>sous-total rural Oriente bolivien</i>	15	5,6	2	2,1	
		incomplet	1	0,4	0	0,0	
		<i>sous-total Oriente bolivien</i>	122	45,5	16	16,8	
incomplet	2	0,7	0	0,0			
sous-total Bolivie	186	69,4	76	80,0			
Argentine	selon villes ou provinces	ville de Buenos Aires	21	7,8	2	2,1	
		prov. Buenos Aires	9	3,4	1	1,1	
		Salta Capital	19	7,1	0	0,0	
		autre prov. Salta	1	0,4	0	0,0	
		San Salvador de Jujuy	6	2,2	1	1,1	
		autre prov. Jujuy	0	0,0	0	0,0	
		autres	14	5,2	5	5,3	
		incomplet	2	0,7	0	0,0	
	sous-total Argentine	72	26,9	9	9,5		
autres pays	Chili	2	0,7	1	1,1		
	Paraguay	0	0,0	0	0,0		
	Brésil	3	1,1	1	1,1		
	autres Amérique Centrale et du Sud	1	0,4	1	1,1		
	Etats-Unis d'Amérique	1	0,4	1	1,1		
	Europe	1	0,4	2	2,1		
	autres	2	0,7	4	4,2		
	sous-total autres pays	10	3,7	10	10,5		
total général	268	100,0	95	100,0			

Source : Entar 2001

* : limite urbain/rural fixée à 5 000 habitants

Tab. F - 50 : Entar 2001 – Les migrations antérieures et actuelles selon les lieux de destination détaillés

lieu de destination		migrations antérieures		migrations actuelles (descendance)			
		eff.	% du total	eff.	% du total		
Bolivie	Occidente	La Paz	93	15,0	36	15,5	
		Cochabamba	31	5,0	13	5,6	
		Sucre	27	4,4	15	6,4	
		Potosi	11	1,8	2	0,9	
		Oruro	8	1,3	1	0,4	
		Villazon	8	1,3	1	0,4	
		Tupiza	7	1,1	3	1,3	
		autres	2	0,3	0	0,0	
		<i>sous-total urbain Occidente bolivien</i>	<i>187</i>	<i>30,3</i>	<i>71</i>	<i>30,5</i>	
		rural*	vallées andines du Tarija	20	3,2	2	0,9
	haute montagne du Tarija		2	0,3	1	0,4	
	Camargo		1	0,2	0	0,0	
	autre rural Potosi / Chuquisaca		11	1,8	2	0,9	
	autre		0	0,0	1	0,4	
	<i>sous-total rural Occidente bolivien</i>		<i>34</i>	<i>5,5</i>	<i>6</i>	<i>2,6</i>	
	incomplet		3	0,5	2	0,9	
	<i>sous-total Occidente bolivien</i>		<i>224</i>	<i>36,2</i>	<i>79</i>	<i>33,9</i>	
	Orienté	villes	Santa Cruz	74	12,0	35	15,0
			Bermejo	54	8,7	10	4,3
			Yacuiba	36	5,8	2	0,9
Villamontes			15	2,4	5	2,1	
Camiri			3	0,5	1	0,4	
autres			15	2,4	4	1,7	
<i>sous-total urbain Oriente bolivien</i>		<i>197</i>	<i>31,9</i>	<i>57</i>	<i>24,5</i>		
rural*		localité d'Entre Ríos	18	2,9	0	0,0	
		autres vallées subandines du Tarija	4	0,6	1	0,4	
		piémont et plaine du Chaco du Tarija	1	0,2	0	0,0	
	autres	7	1,1	1	0,4		
<i>sous-total rural Oriente bolivien</i>		<i>30</i>	<i>4,9</i>	<i>2</i>	<i>0,9</i>		
incomplet		0	0,0	1	0,4		
<i>sous-total Oriente bolivien</i>		<i>227</i>	<i>36,7</i>	<i>60</i>	<i>25,8</i>		
incomplet		2	0,3	1	0,4		
sous-total Bolivie		453	73,3	140	60,1		
Argentine	selon villes ou provinces	ville de Buenos Aires	33	5,3	19	8,2	
		prov. Buenos Aires	19	3,1	11	4,7	
		Salta Capital	37	6,0	15	6,4	
		autre prov. Salta	2	0,3	6	2,6	
		San Salvador de Jujuy	10	1,6	4	1,7	
		autre prov. Jujuy	0	0,0	4	1,7	
		autres	29	4,7	16	6,9	
	incomplet		7	1,1	6	2,6	
sous-total Argentine		137	22,2	81	34,8		
autres pays	Chili	4	0,6	0	0,0		
	Paraguay	2	0,3	0	0,0		
	Brésil	5	0,8	0	0,0		
	autres Amérique Centrale et du Sud	3	0,5	0	0,0		
	Etats-Unis d'Amérique	4	0,6	6	2,6		
	Europe	3	0,5	6	2,6		
	autres	7	1,1	0	0,0		
	sous-total autres pays		28	4,5	12	5,2	
total général		618	100,0	233	100,0		

Source : Entar 2001

* : limite urbain/rural fixée à 5 000 habitants

Tab. F - 51 : Entar 2001 – Ménages enquêtés selon la présence ou non d'au moins un émigré (migrations antérieures et actuelles) et son niveau d'équipement

nombre d'émigrants (1) rattachés au ménage	niveau d'équipement du ménage (2)								total	
	pas d'équipement		faible		moyen		fort		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
aucun	35	72,9	142	60,4	161	50,8	70	36,5	408	51,5
au moins un	13	27,1	93	39,6	156	49,2	122	63,5	384	48,5
total	48	100,0	235	100,0	317	100,0	192	100,0	792	100,0

(1) : on entend par émigrant l'individu déclarant une migration antérieure ou l'enfant ayant quitté Tarija-ville

(2) : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement

Source : Entar 2001

Tab. F - 52 : Entar 2001 – Emigrations recensées (migrations antérieures et actuelles) selon la région de destination et le niveau d'équipement du ménage de rattachement

lieu de destination des émigrants (1)	niveau d'équipement du ménage (2)						total	
	pas d'équipement ou faible		moyen		fort		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
Bolivie occidentale	44	22,4	171	40,4	88	37,9	303	35,6
Bolivie orientale	89	45,4	131	31,0	67	28,9	287	33,7
Argentine	61	31,1	102	24,1	56	24,1	219	25,7
autre pays	2	1,0	17	4,0	21	9,1	40	4,7
sans réponse	0	0,0	2	0,5	0	0,0	2	0,2
total	196	100,0	423	100,0	232	100,0	851	100,0

(1) : on entend par émigrant l'individu déclarant une migration antérieure ou l'enfant ayant quitté Tarija-ville

(2) : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul du niveau d'équipement

Source : Entar 2001

Tab. F - 53 : Entar 2001 – Emigrations recensées (migrations antérieures et actuelles) selon la région de destination et le lieu de naissance ou de provenance du chef de la famille de rattachement

lieu de destination des émigrés	lieu de naissance du chef de la famille de rattachement										total	
	natifs de Tarija-ville		non natifs de la ville de Tarija selon la région de provenance								eff.	%
			Occidente selon dép.				Oriente		autres pays			
	eff.	%	Tarija / Chuquisaca / Cochabamba		Potosi / Oruro / La Paz						eff.	%
eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%			
Bolivie occidentale	144	38,4	42	21,5	91	50,6	20	23,3	5	31,3	302	35,4
Bolivie orientale	124	33,1	62	31,8	45	25,0	51	59,3	5	31,3	287	33,7
Argentine	83	22,1	85	43,6	33	18,3	13	15,1	5	31,3	219	25,7
autres pays	22	5,9	5	2,6	11	6,1	2	2,3	1	6,3	41	4,8
sans réponse	1	0,5	1	0,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,4
total	374	100	195	100	180	100	86	100	16	100	851	100

Source : Entar 2001

Annexe G

La ville de Villamontes

1 - Présentation de l'enquête Envil 2002 – Section Villamontes	
Carte G - 1 : Villamontes – Plan de sondage d'Envil 2002.....	651
Tab. G - 1 : Villamontes – Elaboration du taux de sondage d'Envil 2002 selon la population des zones censitaires du recensement INE 2001	652
Tab. G - 2 : Envil 2002 / Villamontes – Répartition du nombre de ménages enquêtés selon les sous-zones censitaires.....	652
Tab. G - 3 : Villamontes : Calcul des taux de sondage <i>a posteriori</i> d'Envil 2002 selon le nombre de ménages recensés par l'INE en 2001	652
Texte G - 1 : Envil 2002 / Villamontes – Sondage et utilisation des données.....	653
Photos G - 1 : Envil 2002 – Divers moments de l'enquête.....	655
2 - Une communauté d'immigrés	
Tab. G - 4 : Envil 2002 / Villamontes – Chefs de ménage enquêtés selon leur lieu de naissance	656
Tab. G - 5 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs âgés de 15 ans et plus au moment de l'enquête selon leur âge d'installation dans la localité	656
3 - Les lieux de provenance	
Tab. G - 6 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon leur lieu de provenance (bipartition et départements)	656
Tab. G - 7 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon leur lieu de provenance (bipartition et milieu d'habitat)	657
Tab. G - 8 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus selon leur lieu de provenance (bipartition et milieu d'habitat) et leur année d'installation (regroupée).....	657
4 - L'immigration en provenance de localités boliviennes de rang inférieur à Villamontes	
Tab. G - 9 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus depuis des localités boliviennes de rang inférieur selon la comparaison des lieux d'origine et de provenance	657
Tab. G - 10 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus depuis des localités orientales boliviennes de rang inférieur selon le détail du lieu de provenance	658
5 - L'immigration en provenance de villes de rang supérieur à Villamontes	
Tab. G - 11 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus depuis des localités boliviennes de rang supérieur* selon la comparaison des lieux d'origine et de provenance	659
Tab. G - 12 : Envil 2002 / Villamontes – Individus installés à l'âge de 15 ans et plus en provenance de localités boliviennes de rang supérieur selon les villes de provenance.....	659
Tab. G - 13 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans depuis des localités boliviennes de rang supérieur à Villamontes selon la population de ces villes au recensement de 2001	660
6 - L'activité à Villamontes	
Tab. G - 14 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 15 ans et plus selon l'occupation principale durant les 7 jours ayant précédé l'enquête, le lieu de naissance et le rang de la localité de provenance	660
Tab. G - 15 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le secteur d'activité, le lieu de naissance et le rang de la localité de provenance.....	661

7 - l'Agriculture et l'élevage

Tab. G - 16 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon qu'ils déclarent ou non des cultures ou du bétail et le lieu de naissance du chef de famille	661
Tab. G - 17 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon qu'ils déclarent ou non des bovins et le lieu de naissance du chef de famille.....	661
Tab. G - 18 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon qu'ils déclarent ou non du petit bétail et le lieu de naissance du chef de famille.....	662
Texte G - 2 : Villamontes – Trois exploitants agricoles à Caigua	662
Tab. G - 19 : Envil 2002 – Villamontes – Ménages dont le chef est non natif de la ville selon qu'ils déclarent ou non des cultures ou du bétail et leur localisation, et selon le rang de la localité de provenance	663

8 - Les hydrocarbures

Tab. G - 20 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages composés ou non d'au moins un individu déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête dans un emploi en rapport avec les hydrocarbures et selon le lieu de naissance ou le rang de la localité de provenance du chef de famille.....	663
Tab. G - 21 : Envil 2002 / Villamontes – Individus déclarant un travail en rapport avec la présence des hydrocarbures selon le secteur d'activité recensé.....	663

9 - Désagrégation du secteur tertiaire

Tab. G - 22 : Envil 2002 / Villamontes – Regroupement des emplois déclarés selon les secteurs d'activité et le niveau de qualification	664
Tab. G - 23 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le secteur d'activité déclaré et le lieu de naissance ou le rang de la localité de provenance	665
Tab. G - 24 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon la catégorie d'emploi déclarée et le lieu de naissance ou le rang de la localité de provenance.....	665

10 - Les activités professionnelles avant l'installation

Tab. G - 25 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon le rang de leur localité de provenance, le sexe et le fait qu'ils aient ou non travaillé dans leur dernier lieu de résidence	666
Tab. G - 26 : Envil 2002 – Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus ayant travaillé au dernier lieu de résidence selon secteur d'activité et rang de localité de provenance	666
Tab. G - 27 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus ayant travaillé au dernier lieu de résidence selon catégorie d'emploi et rang de localité de provenance.....	667

11 - L'activité à l'installation

Tab. G - 28 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus selon rang de localité de provenance, sexe et motif principal d'installation	667
Tab. G - 29 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus venus pour travailler selon secteur d'activité et rang de localité de provenance	668
Tab. G - 30 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus venus pour travailler selon catégorie d'emploi et rang de localité de provenance.....	668

12 - Le niveau de qualification

Tab. G - 31 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 19 ans et plus selon le niveau scolaire atteint et le lieu de naissance ou de provenance (pour les non natifs)	668
Tab. G - 32 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 19 ans et plus ayant atteint l'enseignement supérieur selon le lieu de scolarisation (de la dernière année ou actuel) et de naissance ou de provenance	669
Tab. G - 33 : Envil 2002 / Villamontes – Individus ayant atteint l'enseignement supérieur et travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon secteur d'activité et lieu de naissance.....	669

13 - Le niveau d'équipement des ménages

Tab. G - 34 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon niveau d'équipement et lieu de naissance ou de provenance du chef de famille.....	669
--	-----

14 - Des intentions de sédentarisation

Tab. G - 35 : Envil 2002 / Villamontes – Chefs de ménage enquêtés selon l'opinion portée sur leur situation future dans la ville et le lieu de naissance ou de provenance	670
Tab. G - 36 : Envil 2002 / Villamontes – Chefs de ménage enquêtés selon leur souhait de quitter la ville et le lieu de naissance ou de provenance.....	670
Tab. G - 37 : Envil 2002 / Villamontes – Chefs de ménage enquêtés selon leur opinion sur un éventuel départ de leurs enfants de la ville et le lieu de naissance ou de provenance.....	670
Tab. G - 38 : Envil 2002 / Villamontes – Lieux de destination envisagés par les chefs de ménage (pour eux-mêmes ou leurs enfants) selon lieu de naissance ou de provenance	671

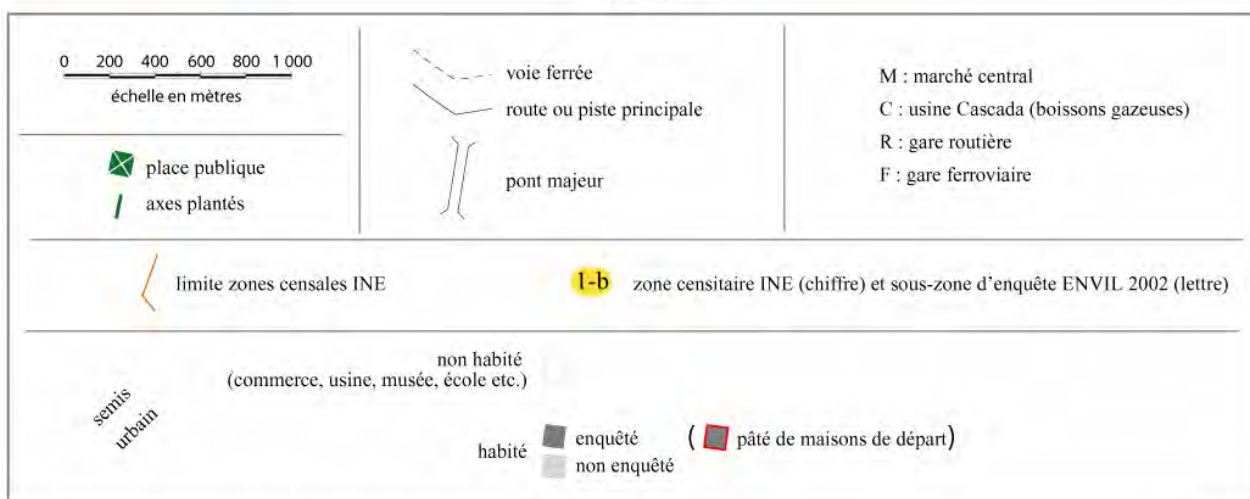
15 - Présentation générale des migrations antérieures

Tab. G - 39 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures selon l'âge des individus au début du déplacement.....	671
Tab. G - 40 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures selon le sexe de l'individu migrant	671

Tab. G - 41 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures selon le motif principal du déplacement et le sexe de l’individu migrant.....	672
16 - Les migrations antérieures professionnelles	
Tab. G - 42 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures professionnelles selon le lieu de destination.....	672
Tab. G - 43 : Envil 2002 – Villamontes – Migrations antérieures ayant entraîné l’exercice d’une activité professionnelle selon le secteur d’activité et le lieu de destination.....	673
Tab. G - 44 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures ayant entraîné l’exercice d’une activité professionnelle selon la catégorie d’emploi et le lieu de destination.....	673
Tab. G - 45 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures ayant entraîné l’exercice d’une activité professionnelle selon le lien avec le secteur des hydrocarbures et selon le lieu de destination	673
Tab. G - 46 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures professionnelles selon le niveau scolaire au moment de l’enquête de l’individu la déclarant et le lieu de destination	674
17 - Les migrations antérieures de formation	
Tab. G - 47 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures de formation terminées à l’âge de 19 ans ou plus selon les lieux de destination.....	674
Tab. G - 48 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon la présence d’au moins un individu déclarant au minimum une migration antérieure de formation dans l’enseignement supérieur et selon le niveau d’équipement du foyer	675
18 - Présentation générale de la descendance	
Tab. G - 49 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance selon l’âge et le lieu de résidence	675
Tab. G - 50 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant quitté la ville selon son occupation dans son lieu de vie habituel et son âge.....	675
Tab. G - 51 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant quitté la ville selon son occupation dans son lieu de vie actuel et le sexe	676
19 - Les migrations actuelles professionnelles	
Tab. G - 52 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant quitté la ville et travaillant selon son lieu de vie habituel	676
Tab. G - 53 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance travaillant selon le secteur d’activité et le lieu de vie (Villamontes ou ailleurs).....	677
Tab. G - 54 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance travaillant selon la catégorie d’emploi et le lieu de vie (Villamontes ou ailleurs).....	677
Tab. G - 55 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant quitté la ville et travaillant selon le secteur d’activité et le lieu de résidence.....	677
Tab. G - 56 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant quitté la ville et travaillant selon la catégorie d’emploi et le lieu de résidence.....	678
Tab. G - 57 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant quitté la ville et travaillant selon son lieu de résidence et le niveau scolaire atteint par le chef de ménage de rattachement.....	678
20 - Les migrations actuelles de formation	
Tab. G - 58 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations actuelles de formation selon les lieux de destination	678
Tab. G - 59 : INE 2001 et Envil 2002 / Villamontes – Coefficient multiplicateur	679
21 - Présentation générale du redéploiement des Villamontais	
Tab. G - 60 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations professionnelles antérieures et actuelles selon les lieux de destination.....	679
Tab. G - 61 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations de formation (dans l’enseignement supérieur) antérieures et actuelles selon les lieux de destination	680
Tab. G - 62 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon la présence d’au moins un émigrant (migrations antérieures et actuelles) et le niveau d’équipement du foyer.....	680
Tab. G - 63 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon la présence d’au moins un émigrant (migrations antérieures et actuelles) et le niveau scolaire du chef de famille	680
Tab. G - 64 : Envil 2002 / Villamontes – Emigrations (migrations antérieures et actuelles) selon le lieu de destination et le niveau d’équipement du ménage de rattachement	681
Tab. G - 65 : Envil 2002 / Villamontes – Emigrations (migrations antérieures et actuelles) selon le lieu de destination et le niveau scolaire du chef de ménage de rattachement	681
Tab. G - 66 : Envil 2002 / Villamontes – Emigrations répertoriées selon le niveau d’équipement du ménage de rattachement, le type de déplacement (antérieur ou actuel) et le lieu de destination (Santa Cruz ou autres).....	681
Tab. G - 67 : Envil 2002 / Villamontes – Emigrations répertoriées selon le niveau scolaire atteint par le chef de ménage de rattachement, le type de déplacement (antérieur ou actuel) et selon le lieu de destination (Santa Cruz ou autres) ..	682

1 - Présentation de l'enquête Envil 2002 – Section Villamontes

Carte G -1 : Villamontes – Plan de sondage d'Envil 2002



Source : réalisation propre à partir d'un fond de carte du recensement INE 2001

CM 2005

Tab. G - 1 : Villamontes – Elaboration du taux de sondage d’Envil 2002 selon la population des zones censitaires du recensement INE 2001

zone censitaire	population (recensement INE 2001)		nombre de ménages à enquêter ou enquêtés (Envil 2002)		
	eff.	%	théorique (440/% pop INE) x 100	ajusté	réel
1	2 672	16,6	73	80	87
2	3 135	19,5	86	80	84
3	4 451	27,6	121	120	129
4	3 146	19,5	86	80	88
5	2 709	16,8	74	80	80
total	16 113	100,0	440	440	468

Sources des données : INE, recensement 2001, Envil 2002

Tab. G - 2 : Envil 2002 / Villamontes – Répartition du nombre de ménages enquêtés selon les sous-zones censitaires

sous-zone censitaire	nombre de foyers enquêtés	
	ajusté	réel
1A	40	43
1B	40	44
2A	40	41
2B	40	43
3A	40	46
3B	40	43
3C	40	40
4A	40	45
4B	40	43
5A	40	40
5B	40	40
total	440	468

Source : Envil 2002

Tab. G - 3 : Villamontes : Calcul des taux de sondage *a posteriori* d’Envil 2002 selon le nombre de ménages recensés par l’INE en 2001

zone censitaire	nombre de ménages recensés (INE 2001)		nombre de ménages à enquêter ou enquêtés (Envil 2002)			taux de sondage en % (Envil 2002)		
	eff.	%	théorique	ajusté	réel	théorique	ajusté	réel
1	510	14,8	73	80	87	14,3	15,7	17,1
2	709	20,6	86	80	84	12,1	11,3	11,8
3	905	26,3	121	120	129	13,4	13,3	14,3
4	697	20,3	86	80	88	12,3	11,5	12,6
5	619	18,0	74	80	80	12,0	12,9	12,9
total	3 440	100,0	440	440	468	12,8	12,8	13,6

Sources des données : INE, recensement 2001, Envil 2002

Texte G -1 : Envil 2002 / Villamontes – Sondage et utilisation des données

L'enquête de Villamontes a été réalisée entre le 2 et le 6 juillet 2002 avec 14 étudiants de l'université Juan Misael Saracho. Nous avons déjà abordé la question des ressources humaines d'Envil 2002 dans l'annexe E [cf. Tab. E-1] ainsi que les explications concernant la préparation du questionnaire [cf. Texte E-1], nos observations se limiteront ici aux points concernant plus précisément la partie urbaine de l'enquête.

Préparation du sondage : une nécessaire adaptation aux informations disponibles

Au cours de notre mission exploratoire du mois de mai 2002, nous avons pu nous rendre au siège de l'INE, à La Paz, et obtenir les informations nécessaires au sondage de Villamontes : la population du recensement de 2001 désagrégée par zone censitaire et une cartographie de la ville précisant les limites de chacune [cf. Carte G-1]. Deux contraintes se sont alors imposées : d'une part, le niveau le plus fin de désagrégation de la population de Villamontes, la zone censitaire, ne respecte pas les différenciations structurelles de la ville¹ [contrairement à Entar 2001, cf. Texte F-1], nous n'avons donc pas pu effectuer un sondage par stratification ; d'autre part, les données relatives au nombre de ménages recensés n'étaient alors pas encore disponibles, le plan de sondage a donc été construit par rapport aux effectifs des individus.

L'option retenue a donc été celle d'un sondage aléatoire sur une base aérolaire, les zones censitaires servant à préciser la répartition des grappes à enquêter. Nous avons déjà signalé le facteur déterminant des contraintes logistiques d'Envil 2002 dans l'annexe E [cf. Texte E-1] ; pour l'enquête de Villamontes, nous pouvions miser sur un potentiel de 440 foyers sondés par deux groupes d'étudiants² sur un total de 11 demi-journées³. Il nous fallait donc sélectionner des grappes de 40 ménages (440/11). Comme on peut l'observer sur le tableau G-1, le nombre théorique de questionnaires à remplir (selon la distribution de la population INE par zone censitaire et notre potentiel d'enquête) étaient d'environ 80 dans 4 zones (entre 73 et 86) et de 121 dans la cinquième. Ajusté, nous avons maintenu le chiffre de 80 et ramené l'autre à 120. Nous pouvions donc procéder au tirage au sort de 2 sous-zones dans les 4 zones censitaires les moins peuplées, et de 3 dans la cinquième.

Le tirage aléatoire de 11 *manzanas* (pâtés de maisons) devait déterminer le point de départ de chaque grappe à enquêter [cf. Carte G-1]. Le premier logement à sonder dans la *manzana* de départ était celui situé dans son extrémité sud-est. A partir de là, chaque logement du pâté de maisons était recensé, la rotation s'effectuant dans le sens des aiguilles d'une montre. Cette même logique a été appliquée pour les pâtés de maisons suivants (entre 6 et 15 *manzanas* par grappe, selon la densité de l'habitat, afin de remplir

¹ L'habitat est très varié à Villamontes [cf. Photos H-19 et H-20]. Selon nos observations, le centre historique est réparti entre les zones 2, 4 et 5 ; la périphérie consolidée entre les zones 1, 2, 3, 4 et 5 et la périphérie en consolidation entre les zones 1, 2, 3 et 4.

² Pour rappel, nous n'étions que deux à superviser l'enquête Envil 2002, ce qui limite le nombre de groupes possibles.

³ En effet, chaque groupe compte 7 enquêteurs, et on a estimé en zone urbaine un nombre probable de questionnaires remplis par enquêteur et par demi-journée proche de 6.

notre objectif de 40 ménages) en commençant par celui se trouvant à l'est de notre point de départ⁴.

L'enquête : les objectifs de départs dépassés

Au moment de la collecte des données, les superviseurs devaient répartir les enquêteurs selon la cartographie des grappes sélectionnées et les logiques précédemment mentionnées. En cas de présence de plusieurs ménages dans le même logement (déterminés selon le critère de la cuisine séparée) au maximum 3 étaient enquêtés ; en cas d'absence ou de refus, des retours étaient prévus plus tard dans la journée. Pour qu'un questionnaire soit validé, les enquêteurs étaient organisés par binômes et devaient mutuellement réviser leurs formulaires en fin de journée.

Grâce à l'expérience et à la motivation des étudiants, nous avons dépassé l'objectif initial de 440 ménages à enquêter, pour arriver à un total de 468 [cf. Tab. G-2 pour le détail du nombre d'enquêtes par sous-zone censitaire].

Le choix de travailler sur des effectifs bruts

Lors d'un autre passage au siège INE de La Paz, en novembre 2003, l'obtention de la désagrégation du nombre de ménages par zone censitaire au recensement INE 2001, a permis de révéler *a posteriori* un taux de sondage réel de 13,6 % de l'enquête Envil 2002 sur l'ensemble de la ville⁵. Une observation de ce taux par zone censitaire montre une certaine homogénéité pour les zones 2 à 5 (taux de 11,8 % à 14,3 %) et une surreprésentation de la zone 1 (17,1 %) ⁶ [cf. Tab. G-3].

Malgré cette surreprésentation nous avons décidé⁷ de ne pas repondérer nos données lors de notre analyse de la ville de Villamontes. En effet, comme nous l'avons déjà signalé, les zones censitaires ne sont pas homogènes, puisqu'elles englobent des densités d'habitat très différenciées, et notre sondage par grappes de 40 ménages n'est pas représentatif de cette diversité⁸. De plus, se baser sur des effectifs d'enquête aussi faibles (entre 80 et 129 ménages selon les zones censitaires, cf. Tab. G-3) ne ferait qu'accroître la marge d'erreur de nos résultats. Par contre, comme on a pu l'observer sur la carte G-1, la répartition des grappes enquêtées est bien dispersée sur l'ensemble du semis urbain habité de la ville, ce qui nous a encouragé à traiter de manière globale les données produites.

⁴ De manière générale, la logique de sélection des autres *manzanas* composant la grappe a été la suivante : on a tout d'abord retenu les quatre pâtés de maisons situés dans le prolongement oriental de celui de départ ; on s'est ensuite déplacé d'une *manzana* vers le sud pour se diriger vers l'ouest jusqu'au niveau du pâté de départ. Ce mouvement circulaire a alors été répété à partir de la *manzana* située dans le prolongement méridional du dernier pâté de maisons enquêté. Bien entendu, nous avons parfois dû nous adapter aux spécificités du semis urbain ou aux découpages des zones censitaires.

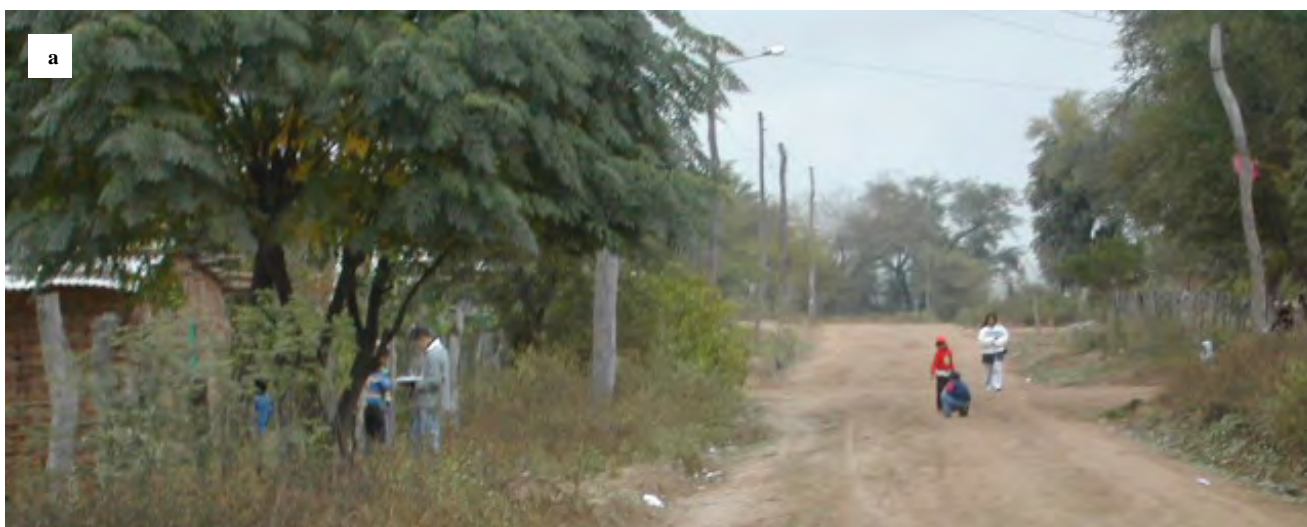
⁵ Nous supposons ici qu'il n'y a pas de différences majeures entre le nombre de ménages recensés à Villamontes en septembre 2001 et ceux enquêtés en juillet 2002.

⁶ Cette surreprésentation peut être expliquée par la présence de la principale caserne militaire dans la zone 1, qui a grossi la population totale sur laquelle s'est basé notre sondage.

⁷ En accord avec Philippe Hamelin.

⁸ Par exemple, nous n'avons pas enquêté les parties centrales des zones censitaires 1 et 4, ou la partie occidentale de la 5 [cf. Carte G-1].

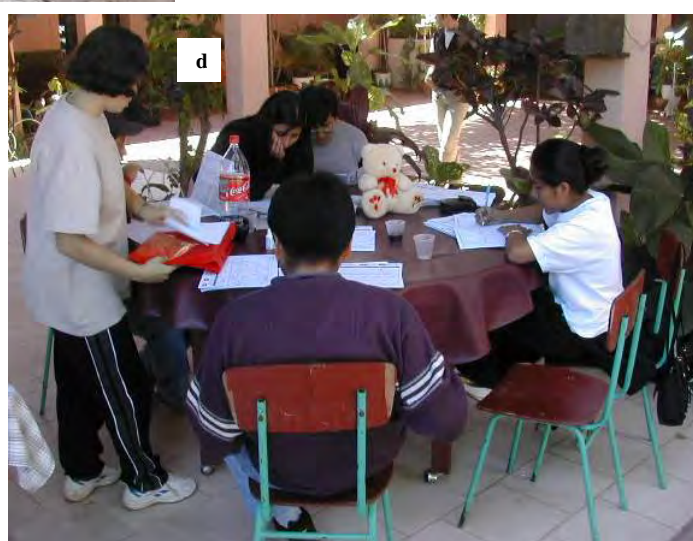
Photos G -1 : Envil 2002 – Divers moments de l'enquête



A gauche du cliché **a**, un étudiant enquête l'une des familles de ce quartier en cours de consolidation du nord-est de la ville (sous-zone censitaire 3-a, cf. Carte G-1). En arrière-plan (fille en blanc), un autre revient prendre ses instructions auprès du superviseur du groupe.

Sur le cliché **b**, les étudiants profitent de la préparation du repas offert par la municipalité (cuisson *a la cruz* du Surubi, poisson courant dans le Pilcomayo) pour se réchauffer. On remarquera les petites cartes d'identification attachées à leurs blousons, nouveauté d'Envil 2002 visant à améliorer la communication avec la population locale.

Enfin, de retour à l'hôtel après l'enquête, le professeur Hugo Arze consulte l'atlas municipal de la Bolivie (INE 1999) pour se renseigner sur la province de rattachement d'une localité recensée (cliché **c**), et les étudiants révisent leurs questionnaires (cliché **d**).



Clichés **a**, **b**, **c** et **d** : Ceydric Martin, juillet 2002

2 - Une communauté d'immigrés

Tab. G - 4 : Envil 2002 / Villamontes – Chefs de ménage enquêtés selon leur lieu de naissance

lieu de naissance	eff.	%
à Villamontes	162	34,6
ailleurs	306	65,4
total	468	100,0

Source : ENVIL 2002

Tab. G - 5 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs âgés de 15 ans et plus au moment de l'enquête selon leur âge d'installation dans la localité

âge d'installation à Villamontes	eff.	%
moins de 15 ans	216	29,7
15 ans ou plus	438	60,2
sans réponse	74	10,2
total	728	100,0

Source : Envil 2002

3 - Les lieux de provenance

Tab. G - 6 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon leur lieu de provenance (bipartition et départements)

lieu de provenance		eff.	%
Occidente (par dép.)	Tarija	66	15,1
	Chuquisaca	24	5,5
	Potosi	15	3,4
	La Paz	10	2,3
	Cochabamba	7	1,6
	Oruro	7	1,6
	sous-total Occidente	129	29,5
Bolivie Oriente (par dép.)	Tarija	135	30,8
	Chuquisaca	37	8,4
	Santa Cruz	100	22,8
	Beni	11	2,5
	La Paz	3	0,7
	Cochabamba	2	0,5
sous-total Oriente	288	65,8	
sous-total Bolivie	417	95,2	
Argentine	16	3,7	
sans réponse	5	1,1	
total	438	100,0	

Sources : bipartition nationale d'Andréa 2004, bipartition du Tarija propre, données d'Envil 2002

Tab. G - 7 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon leur lieu de provenance (bipartition et milieu d'habitat)

lieu de provenance		eff.	%	
Bolivie	Occidente	villes de rang supérieur (1)	87	19,9
		petites villes (2)	4	0,9
		rural (3)	38	8,7
	Oriente	villes de rang supérieur (1)	111	25,3
		petites villes (2)	17	3,9
		rural (3)	160	36,5
Argentine		16	3,7	
incomplet		5	1,1	
total		438	100,0	

(1) : villes dont la population en 2001 est supérieure à celle de Villamontes (16 113 hab.)

(2) : villes dont la population en 2001 est comprise entre 5 000 et 16 113 habitants

(3) : localités de moins de 5 000 habitants en 2001

Sources : bipartition nationale d'Andréa 2004, bipartition du Tarija propre, données d'Envil 2002

Tab. G - 8 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus selon leur lieu de provenance (bipartition et milieu d'habitat) et leur année d'installation (regroupée)

lieu de provenance	année d'installation								total			
	jusqu'en 1989		1990-1995		1996-1999		2000-2002		eff.	%		
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%				
Bolivie	villes de rang supérieur (1)		78	38,6	25	34,7	48	53,3	47	63,5	198	45,2
	localités de rang inférieur (2)		116	57,4	37	51,4	41	45,6	25	33,8	219	50,0
Argentine		8	4,0	6	8,3	1	1,1	1	1,4	16	3,7	
incomplet		0	0,0	4	5,6	0	0,0	1	1,4	5	1,1	
total		202	100,0	72	100,0	90	100,0	74	100,0	438	100,0	

(1) : villes dont la population en 2001 est supérieure à celle de Villamontes (16 113 hab.)

(2) : localités dont la population en 2001 est inférieure ou égale à 16 113 habitants

Sources : recensement INE 2001 et Envil 2002

4 - L'immigration en provenance de localités boliviennes de rang inférieur à Villamontes

Tab. G - 9 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus depuis des localités boliviennes de rang inférieur selon la comparaison des lieux d'origine et de provenance

Le lieu de provenance est-il identique au lieu d'origine ?	lieu de provenance selon bipartition bolivienne				total	
	Occidente		Oriente		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
oui	41	97,6	142	80,2	183	83,6
non	1	2,4	35	19,8	36	16,4
total	42	100,0	177	100,0	219	100,0

Sources : bipartition nationale d'Andréa 2004, bipartition du Tarija propre, données d'Envil 2002

Tab. G - 10 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus depuis des localités orientales boliviennes de rang inférieur selon le détail du lieu de provenance

bipartition	lieux de provenance*		eff	% du total	
	départements	décapartition / provinces ou villes			
Orientale selon département	Tarija selon décapartition	vallées subandines (centre)	21	9,6	
		vallées subandines (Est)	16	7,3	
		piémont	38	17,4	
		plaine du Chaco	10	4,6	
		incomplet	7	3,2	
		sous-total Oriente Tarija		92	42,0
	Chuquisaca	ruraux selon	Hernando Siles	4	1,8
		provinces	Luis Calvo	24	11,0
		ville de Monteagudo		9	4,1
		sous-total Oriente Chuquisaca		37	16,9
	Santa Cruz	ruraux selon	Andres Ibáñez	1	0,5
		provinces	Cordillera	27	12,3
			Florida	4	1,8
		ville de Valle Grande (prov. Valle Grande)		5	2,3
		ville de Puerto Suarez (prov. German Bush)		3	1,4
		incomplet		1	0,5
		sous-total Santa Cruz		41	18,7
	Beni	ruraux selon	Cercado	1	0,5
		provinces	Vaca Diez	2	0,9
		sous-total Beni		3	1,4
La Paz	ruraux selon	Sur Yungas	2	0,9	
	provinces	Nor Yungas	1	0,5	
	sous-total Oriente La Paz		3	1,4	
Cochabamba	ruraux	province de Tiraque	1	0,5	
	sous-total Oriente Bolivie		177	80,8	
Occidente selon département	Tarija selon décapartition	altiplano	1	0,5	
		vallées andines (centre)	9	4,1	
		vallées andines (Nord)	5	2,3	
		sous-total Occidente Tarija		15	6,8
	Chuquisaca		Zudañez	1	0,5
			Tomina	2	0,9
		ruraux selon	Yamparaez	2	0,9
		provinces	Nor Cinti	4	1,8
			Belisario Boeto	1	0,5
			Sur Cinti	2	0,9
		ville de Padilla (prov. Tomina)		1	0,5
		sous-total Occidente Chuquisaca		13	5,9
	Potosi	ruraux selon	Cornelio Saavedra	2	0,9
		provinces	Nor Chichas	2	0,9
			José María Linares	1	0,5
		ville d'Uyuni (prov. Antonio Quijaro)		1	0,5
		incomplet		4	1,8
		sous-total Potosi		10	4,6
	Cochabamba	ville d'Aiguile (province de Campero)		1	0,5
		incomplet		1	0,5
	sous-total Occidente Cochabamba		2	0,9	
Oruro	province de Tomas Barron (rural)		1	0,5	
	ville de Challapata (prov. Avaroa)		1	0,5	
	sous-total Oruro		2	0,9	
	sous-total Occidente Bolivie		42	19,2	
	total		219	100,0	

* : seuil urbain/rural fixé à 5 000 habitants

Sources : bipartition nationale d'Andréa 2004, bipartition du Tarija propre, données d'Envil 2002

5 - L'immigration en provenance de villes de rang supérieur à Villamontes

Tab. G - 11 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus depuis des localités boliviennes de rang supérieur* selon la comparaison des lieux d'origine et de provenance

Le lieu de provenance est identique au lieu d'origine ?	lieu de provenance selon bipartition bolivienne				total	
	Occidente		Oriente		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
oui	59	67,8	53	47,7	112	56,6
non	28	32,2	58	52,3	86	43,4
total	87	100,0	111	100,0	198	100,0

* : villes dont la population est supérieure à celle de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Sources : bipartition nationale d'Andréa 2004, bipartition du Tarija propre, données d'Envil 2002

Tab. G - 12 : Envil 2002 / Villamontes – Individus installés à l'âge de 15 ans et plus en provenance de localités boliviennes de rang supérieur selon les villes de provenance

localités boliviennes de provenance de rang supérieur*		eff.	%
bi-partition	ville		
Oriente	Yacuiba/Pocitos	37	18,7
	Santa Cruz	31	15,7
	Camiri	24	12,1
	Trinidad	8	4,0
	Bermejo	6	3,0
	Montero	4	2,0
	Sacaba (prov. Chapare, dép. Chuquisaca)	1	0,5
	sous-total	111	56,1
Occidente	Tarija	51	25,8
	Sucre	11	5,6
	La Paz/El Alto	8	4,0
	Cochabamba/Quillacollo	5	2,5
	Oruro	5	2,5
	Viacha (prov. Ingavi, dép. La Paz)	2	1,0
	Potosi	2	1,0
	Tupiza (prov. Sud Chchas, dép. Potosi)	1	0,5
	Villazon (prov. Modesto Omiste, dép. Potosi)	1	0,5
	Llallagua (prov. Rafael Bustillo, dép. Potosi)	1	0,5
sous-total	87	43,9	
total	198	100,0	

* : villes dont la population en 2001 est supérieure à celle de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Sources : bipartition nationale d'Andréa 2004, bipartition du Tarija propre, données d'Envil 2002

Tab. G - 13 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans depuis des localités boliviennes de rang supérieur à Villamontes selon la population de ces villes au recensement de 2001

regroupements selon population en 2001	localités de rang supérieur*		eff.	%
	nom de la ville	population au recensement de 2001		
moins de 50 000	Tupiza	21 707	1	
	Bermejo	26 059	6	
	Camiri	26 505	24	
	Villazon	28 045	1	
	Viacha	29 108	2	
	Llallagua	29 327	1	
	sous-total		35	17,7
de 50 à 100 000	Yacuiba/Pocitos	64 611	37	
	Trinidad	75 540	8	
	Montero	78 294	4	
	Sacaba	92 581	1	
	sous-total		50	25,3
entre 100 001 et 1 million	Potosi	132 966	2	
	Tarija	135 783	51	
	Sucre	193 876	11	
	Oruro	201 230	5	
	Cochabamba/Quillacollo	595 007	5	
	sous-total		74	37,4
plus d'1 million	Santa Cruz	1 116 059	31	
	La Paz/El Alto	1 436 935	8	
	sous-total		39	19,7
	total		198	100,0

* : villes dont la population en 2001 est supérieure à celle de Villamontes (16 113 hab.)

Sources : population des villes selon le recensement INE de 2001 (INE 2002 c), Envil 2002

6 - L'activité à Villamontes

Tab. G - 14 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 15 ans et plus selon l'occupation principale durant les 7 jours ayant précédé l'enquête, le lieu de naissance et le rang de la localité de provenance

occupation principale durant les 7 derniers jours	lieu de naissance								total	
	natifs		non natifs selon rang* de la localité de provenance							
	eff.	%	supérieur		inférieur		incomplet		eff.	%
travail	277	46,1	160	49,5	182	49,2	19	54,3	638	48,0
étude et travail	7	1,2	2	0,6	7	1,9	0	0,0	16	1,2
étude	149	24,8	37	11,5	26	7,0	1	2,9	213	16,0
désoccupé	30	5,0	27	8,4	29	7,8	1	2,9	87	6,5
retraité inactif	7	1,2	6	1,9	11	3,0	2	5,7	26	2,0
âme au foyer	127	21,1	88	27,2	112	30,3	12	34,3	339	25,5
autre	4	0,7	3	0,9	3	0,8	0	0,0	10	0,8
total	601	100,0	323	100,0	370	100,0	35	100,0	1 329	100,0

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Source : Envil 2002

Tab. G - 15 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le secteur d'activité, le lieu de naissance et le rang de la localité de provenance

secteur d'activité	lieu de naissance								total	
	natifs		non natifs selon rang* de la localité de provenance							
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
hydrocarbures	8	2,8	5	3,1	5	2,6	1	5,3	19	2,9
pêche	18	6,3	8	4,9	10	5,3	1	5,3	37	5,7
pêche / agriculture	5	1,8	2	1,2	4	2,1	0	0,0	11	1,7
/ élevage	11	3,9	3	1,9	6	3,2	0	0,0	20	3,1
sous-total	34	12,0	13	8,0	20	10,6	1	5,3	68	10,4
industrie	18	6,3	3	1,9	10	5,3	0	0,0	31	4,7
bâtiment	23	8,1	19	11,7	30	15,9	5	26,3	77	11,8
autres	7	2,5	2	1,2	6	3,2	0	0,0	15	2,3
sous-total	30	10,6	21	13,0	36	19,0	5	26,3	92	14,1
commerce	23	8,1	28	17,3	24	12,7	3	15,8	78	11,9
transport	30	10,6	16	9,9	19	10,1	1	5,3	66	10,1
services publics	38	13,4	19	11,7	14	7,4	4	21,1	75	11,5
autres	101	35,6	57	35,2	61	32,3	4	21,1	223	34,1
sous-total	192	67,6	120	74,1	118	62,4	12	63,2	442	67,6
autres	2	0,7	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,3
total	284	100,0	162	100,0	189	100,0	19	100,0	654	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

7 - l'Agriculture et l'élevage

Tab. G - 16 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon qu'ils déclarent ou non des cultures ou du bétail et le lieu de naissance du chef de famille

le ménage déclare ...	lieu de naissance du chef de ménage				total	
	natifs		non natifs			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%
... des cultures	3	1,9	6	2,0	9	1,9
... du bétail	26	16,0	46	15,0	72	15,4
les deux	20	12,3	18	5,9	38	8,1
aucun des deux	113	69,8	236	77,1	349	74,6
total	162	100,0	306	100,0	468	100,0

Source : Envil 2002

Tab. G - 17 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon qu'ils déclarent ou non des bovins et le lieu de naissance du chef de famille

Le ménage déclare des bovins ?	lieu de naissance du chef de ménage				total	
	natifs		non natifs			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%
moins de 30	9	5,6	24	7,8	33	7,1
oui, selon le nombre de têtes	13	8,0	3	1,0	16	3,4
de 30 à 100	13	8,0	8	2,6	21	4,5
plus de 100	1	0,6	4	1,3	5	1,1
sans réponse	36	22,2	39	12,7	75	16,0
sous-total	126	77,8	267	87,3	393	84,0
non	162	100,0	306	100,0	468	100,0
total	162	100,0	306	100,0	468	100,0

Source : Envil 2002

Tab. G - 18 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon qu'ils déclarent ou non du petit bétail et le lieu de naissance du chef de famille

Le ménage déclare du petit bétail ?	lieu de naissance du chef de ménage				total	
	natifs		non natifs		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
aucun troupeau ne dépasse les 30 têtes	19	11,7	32	10,5	51	10,9
oui au moins un troupeau dépasse les 30 têtes	18	11,1	16	5,2	34	7,3
sous-total	37	22,8	48	15,7	85	18,2
non	125	77,2	258	84,3	383	81,8
total	162	100,0	306	100,0	468	100,0

Source : Envil 2002

Texte G - 2 : Villamontes – Trois exploitants agricoles à Caigua

Nous proposons ici trois exemples d'exploitants agricoles vivant à Villamontes tout en exerçant à Caigua. A noter qu'aucune des trois familles ne déclare de membres ayant travaillé durant les 7 dernier jours dans l'agriculture ou l'élevage, ce qui nous laisse supposer qu'il s'agit bien d'une activité complémentaire, sans doute de propriétaires terriens absentéistes.

La famille Ruíz, dont le chef travaille dans les services⁹, possède une vingtaine de vaches, une trentaine de cochons et quelques 60 poules. En outre, elle cultive 18 hectares de maïs, 2 hectares de yuca et 2 autres de cultures maraîchère. On peut supposer qu'elle dispose de quelqu'un sur place pour gérer cette petite exploitation à vocation commerciale.

Le chef de ménage de la famille Alcazar est chauffeur de taxi, à son compte. Sa famille déclare, elle aussi, une vingtaine de vaches, mais seulement 10 cochons et 5 poules et elle ne possède qu'un peu de culture fourragère. La raison d'être de cette exploitation semble liée à l'autoconsommation et à une certaine forme d'épargne.

Enfin, la famille López, dont le chef travaille comme avocat salarié, déclare un important cheptel bovin (55 têtes) et 10 hectares de maïs (qui est sans doute transformé en fourrage). L'activité de l'exploitation est fortement orientée vers une double fonction : d'épargne et de commerce.

⁹ La réponse aux questions portant sur la nature du travail n'a pas été plus précise.

Tab. G - 19 : Envil 2002 – Villamontes – Ménages dont le chef est non natif de la ville selon qu'ils déclarent ou non des cultures ou du bétail et leur localisation, et selon le rang de la localité de provenance

Le ménage déclare-t-il des cultures ou du bétail ?	rang (3) de la localité de provenance du chef de ménage						total			
	supérieur		inférieur		incomplet		eff.	%		
	eff.	%	eff.	%	eff.	%				
à Villamontes	13	9,8	13	8,4	3	15,0	29	9,5		
oui, selon leur localisation	au lieu de provenance du chef de ménage									
	2	1,5	12	7,8	3	15,0	17	5,6		
	aux localités rurales de l'Oriente tarijénien									
	10	7,6	2	1,3	0	0,0	12	3,9		
	ailleurs ailleurs									
	2	1,5	2	1,3	0	0,0	4	1,3		
	sans réponse									
	1	0,8	7	4,5	0	0,0	8	2,6		
	sous-total (1)		23		14,9		3	15,0	41	13,4
	sous-total (2)		36		23,4		6	30,0	70	22,9
non	104	78,8	118	76,6	14	70,0	236	77,1		
total	132	100,0	154	100,0	20	100,0	306	100,0		

(1) : des ménages déclarant des cultures ou du bétail hors de Villamontes

(2) : des ménages déclarant des cultures ou du bétail

(3) : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Source : Envil 2002

8 - Les hydrocarbures

Tab. G - 20 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages composés ou non d'au moins un individu déclarant avoir travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête dans un emploi en rapport avec les hydrocarbures et selon le lieu de naissance ou le rang de la localité de provenance du chef de famille

présence dans le ménage d'individu(s) dont le travail a un lien avec le secteur des hydrocarbures	lieu de naissance du chef de ménage						total			
	natifs		non natifs selon le rang* de la localité de provenance				eff.	%		
	eff.	%	supérieur		inférieur				incomplet	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
aucun	146	90,1	124	93,9	142	92,2	19	95,0	431	92,1
au moins un	16	9,9	8	6,1	12	7,8	1	5,0	37	7,9
total	162	100,0	132	100,0	154	100,0	20	100,0	468	100,0

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Source : Envil 2002

Tab. G - 21 : Envil 2002 / Villamontes – Individus déclarant un travail en rapport avec la présence des hydrocarbures selon le secteur d'activité recensé

secteur d'activité	eff.	%
pétrole / gaz	17	42,5
bâtiment	1	2,5
commerce	3	7,5
transports	7	17,5
services	12	30,0
total	40	100

Source : Envil 2002

9 - Désagrégation du secteur tertiaire

Tab. G - 22 : Envil 2002 / Villamontes – Regroupement des emplois déclarés selon les secteurs d'activité et le niveau de qualification

secteur d'activité	nature de l'activité (en toutes lettres dans Envil 2002)	distinction selon qualification	secteur d'activité	nature de l'activité (en toutes lettres dans Envil 2002)	distinction selon qualification
commerce	boucher	commerce (pas de distinction)	administrateur		autres services (qualification moyenne)
	boulangier		animateur radio		
	caissière		employé boulanger		
	commerçant		carrossier		
	vendeur ambulant		charpentier		
	vente d'artisanat		comptable		
	vente de cosmétique		tailleur		
	vente de légumes		chef cuisinier		
	vente de cigarette		directeur		
	vente de poisson		concepteur de projets		
	vente de sandwichs		électricien		
	vente de vêtements		forgeron		
vente alimentaire	informaticien				
vente de boisson fraîches	installateur de gaz				
transport	aide-chauffeur	autres services (qualification faible)	instructeur arts martiaux		
	chauffeur		journaliste		
	chauffeur de taxi		mécanicien		
services publics	employé municipal	autres services (qualification faible)	perforateur	autres services (suite)	
	employé préfectoral		promoteur		
	forces aériennes		secrétaire		
	militaire		sérialographe		
	policier		soudeur		
	musicien militaire		superviseur		
	Sergent		technicien		
avocat commis d'office	tourneur				
autres services	enseignant	autres services (qualification haute)	agronome		autres services (qualification haute)
	juge		architecte		
	aide - cuisinière		avocat		
	aide - mécanicien		botaniste		
	aide - soudeur		expert-comptable		
	cuisinier		dentiste		
	coiffeur		médecin		
	cordonnier		ingénieur civil		
	employé station essence		ingénieur chimiste		
	employé de sécurité		laborantin qualifié		
	femmes de ménage		missionnaire		
	garde d'enfants		notaire		
	gardien		nutritionniste		
	jardinier		pharmacien		
	magasinier		physiothérapeute		
	messenger		radiologue		
	employé de blanchisserie		vétérinaire		
	porteur				
portier					
réparation de roues					
serveur					
couturière					
employé de restaurant					
veilleur de nuit					

Source : Envil 2002 et regroupements propres

Tab. G - 23 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon le secteur d'activité déclaré et le lieu de naissance ou le rang de la localité de provenance

secteur d'activité	lieu de naissance									total		
	natifs		non natifs selon rang* de la localité de provenance									
	eff.	%	supérieur		inférieur		incomplet		eff.	%		
agriculture / pêche / élevage	34	12,0	13	8,0	20	10,6	1	5,3	68	10,4		
bâtiment	30	10,6	21	13,0	36	19,0	5	26,3	92	14,1		
commerce	23	8,1	29	17,9	24	12,7	3	15,8	79	12,1		
services	autres selon niveau de qualification	faible	94	33,1	53	32,7	66	34,9	6	31,6	219	33,5
		moyen	38	13,4	23	14,2	17	9,0	4	21,1	82	12,5
		important	45	15,8	19	11,7	15	7,9	0	0,0	79	12,1
autres	20	7,0	4	2,5	11	5,8	0	0,0	35	5,4		
total	284	100,0	162	100,0	189	100,0	19	100,0	654	100,0		

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Source : Envil 2002

Tab. G - 24 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 15 ans et plus ayant travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon la catégorie d'emploi déclarée et le lieu de naissance ou le rang de la localité de provenance

catégorie d'emploi	lieu de naissance									total	
	natifs		non natifs selon rang* de la localité de provenance								
	eff.	%	supérieur		inférieur		incomplet		eff.	%	
patron	11	3,9	4	2,5	3	1,6	0	0,0	18	2,8	
employé mensualisé	143	50,4	72	44,4	70	37,0	10	52,6	295	45,1	
journalier	15	5,3	11	6,8	24	12,7	3	15,8	53	8,1	
employé domestique	7	2,5	2	1,2	10	5,3	0	0,0	19	2,9	
travailleur indépendant	99	34,9	67	41,4	72	38,1	5	26,3	243	37,2	
autres	9	3,2	6	3,7	10	5,3	1	5,3	26	4,0	
total	284	100,0	162	100,0	189	100,0	19	100,0	654	100,0	

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Source : Envil 2002

10 - Les activités professionnelles avant l'installation

Tab. G - 25 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus selon le rang de leur localité de provenance, le sexe et le fait qu'ils aient ou non travaillé dans leur dernier lieu de résidence

localité de provenance	sexe		L'individu a-t-il travaillé dans son lieu de provenance ?		
			oui	non	total
supérieur	hommes	eff.	70	36	106
		%	66,0	34,0	100,0
	femmes	eff.	42	59	101
		%	41,6	58,4	100,0
	total	eff.	112	95	207
		%	54,1	45,9	100,0
selon son rang* inférieur	hommes	eff.	70	32	102
		%	68,6	31,4	100,0
	femmes	eff.	44	77	121
		%	36,4	63,6	100,0
	total	eff.	114	109	223
		%	51,1	48,9	100,0
incomplet	hommes	eff.	3	2	5
		%	60,0	40,0	100,0
	femmes	eff.	1	2	3
		%	33,3	66,7	100,0
	total	eff.	4	4	8
		%	50,0	50,0	100,0
total	hommes	eff.	143	70	213
		%	67,1	32,9	100,0
	femmes	eff.	87	138	225
		%	38,7	61,3	100,0
	total	eff.	230	208	438
		%	52,5	47,5	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 26 : Envil 2002 – Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus ayant travaillé au dernier lieu de résidence selon secteur d'activité et rang de localité de provenance

secteurs d'activité	rang* de la localité de provenance par rapport à Villamontes						total	
	supérieur		inférieur		incomplet		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
agriculture / pêche / élevage	17	15,2	49	43,0	1	25,0	67	29,1
bâtiment	14	12,5	7	6,1	0	0,0	21	9,1
commerce	11	9,8	10	8,8	0	0,0	21	9,1
services autres selon qualification	faible		moyenne		haute		66	28,7
	36	32,1	28	24,6	2	50,0		
autre	4	3,6	5	4,4	0	0,0	9	3,9
sans réponse	0	0,0	1	0,9	0	0,0	1	0,4
total	112	100,0	114	100,0	4	100,0	230	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 27 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus ayant travaillé au dernier lieu de résidence selon catégorie d'emploi et rang de localité de provenance

catégories d'emploi	rang* de la localité de provenance par rapport à Villamontes						total	
	supérieur		inférieur		incomplet		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
patron	4	3,6	2	1,8	0	0,0	6	2,6
employé mensualisé	62	55,4	41	36,0	2	50,0	105	45,7
journalier	6	5,4	9	7,9	0	0,0	15	6,5
employé de maison	9	8,0	4	3,5	1	25,0	14	6,1
travailleur familial non rémunéré	4	3,6	13	11,4	0	0,0	17	7,4
travailleur indépendant	25	22,3	43	37,7	1	25,0	69	30,0
autre	2	1,8	1	0,9	0	0,0	3	1,3
sans réponse	0	0,0	1	0,9	0	0,0	1	0,4
total	112	100,0	114	100,0	4	100,0	230	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

11 - L'activité à l'installation

Tab. G - 28 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs arrivés à l'âge de 15 ans et plus selon rang de localité de provenance, sexe et motif principal d'installation

localité de provenance	sexe		motif principal de l'installation à Villamontes						total	
			accom- pagner parents ou conjoint	travailler	étudier et travailler	étudier	autre	sans réponse		
selon son rang*	hommes	eff.	16	74	0	2	13	1	106	
		%	15,1	69,8	0,0	1,9	12,3	0,9	100,0	
	supérieur	femmes	eff.	71	23	1	2	4	0	101
		%	70,3	22,8	1,0	2,0	4,0	0,0	100,0	
	total	eff.	87	97	1	4	17	1	207	
		%	42,0	46,9	0,5	1,9	8,2	0,5	100,0	
	inférieur	hommes	eff.	11	69	0	3	18	1	102
		%	10,8	67,6	0,0	2,9	17,6	1,0	100,0	
	femmes	eff.	73	31	1	3	12	1	121	
		%	60,3	25,6	0,8	2,5	9,9	0,8	100,0	
	total	eff.	84	100	1	6	30	2	223	
		%	36,1	42,9	0,4	2,6	12,9	0,9	95,7	
incomplet	hommes	eff.	0	4	0	0	0	1	5	
	%	0,0	80,0	0,0	0,0	0,0	20,0	100,0		
femmes	eff.	1	2	0	0	0	0	3		
	%	33,3	66,7	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0		
total	eff.	1	6	0	0	0	1	8		
	%	12,5	75,0	0,0	0,0	0,0	12,5	100,0		
total	hommes	eff.	27	147	0	5	31	3	213	
		%	12,7	69,0	0,0	2,3	14,6	1,4	100,0	
	femmes	eff.	145	56	2	5	16	1	225	
		%	64,4	24,9	0,9	2,2	7,1	0,4	100,0	
	total	eff.	172	203	2	10	47	4	438	
		%	39,3	46,3	0,5	2,3	10,7	0,9	100,0	

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 29 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus venus pour travailler selon secteur d'activité et rang de localité de provenance

secteur d'activité	rang* de la localité de provenance						total			
	supérieur		inférieur		incomplet					
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
agriculture / pêche / élevage	2	2,0	10	9,9	1	16,7	13	6,3		
bâtiment	10	10,2	12	11,9	0	0,0	22	10,7		
commerce	8	8,2	10	9,9	0	0,0	18	8,8		
services	autres selon qualification	faible	35	35,7	52	51,5	4	66,7	91	44,4
		moyenne	24	24,5	9	8,9	1	16,7	34	16,6
		haute	15	15,3	4	4,0	0	0,0	19	9,3
autre		3	3,1	4	4,0	0	0,0	7	3,4	
sans réponse		1	1,0	0	0,0	0	0,0	1	0,5	
total		98	100,0	101	100,0	6	100,0	205	100,0	

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 30 : Envil 2002 / Villamontes – Non natifs installés à l'âge de 15 ans et plus venus pour travailler selon catégorie d'emploi et rang de localité de provenance

catégorie d'emploi	rang* de la localité de provenance						total	
	supérieur		inférieur		incomplet			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
employé mensualisé	68	69,4	52	51,5	2	33,3	122	59,5
journalier	5	5,1	8	7,9	0	0,0	13	6,3
employé de maison	4	4,1	12	11,9	1	16,7	17	8,3
travailleur indépendant	19	19,4	29	28,7	2	33,3	50	24,4
autre	1	1,0	0	0,0	1	16,7	2	1,0
sans réponse	1	1,0	0	0,0	0	0,0	1	0,5
total	98	100,0	101	100,0	6	100,0	205	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

12 - Le niveau de qualification

Tab. G - 31 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 19 ans et plus selon le niveau scolaire atteint et le lieu de naissance ou de provenance (pour les non natifs)

niveau scolaire atteint	lieu de naissance								total	
	natifs		non natifs selon le rang* de la localité de provenance							
			supérieur		inférieur		incomplet			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
primaire	128	26,7	85	29,7	162	47,1	13	38,2	388	33,9
secondaire	234	48,9	124	43,4	114	33,1	12	35,3	484	42,3
supérieur	96	20,0	58	20,3	32	9,3	7	20,6	193	16,9
n'a jamais assisté à un centre éducatif	18	3,8	16	5,6	36	10,5	2	5,9	72	6,3
sans réponse	3	0,6	3	1,0	0	0,0	0	0,0	6	0,5
total	479	100,0	286	100,0	344	100,0	34	100,0	1143	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 32 : Envil 2002 / Villamontes – Individus âgés de 19 ans et plus ayant atteint l'enseignement supérieur selon le lieu de scolarisation (de la dernière année ou actuel) et de naissance ou de provenance

lieu de scolarisation (de la dernière année du cursus ou actuel)	lieu de naissance								total	
	natifs		non natifs selon le rang* de la localité de provenance							
	eff.	%	supérieur		inférieur		incomplet		eff.	%
Villamontes	32	33,3	7	12,1	5	15,6	0	0,0	44	22,8
Yacuiba	1	1,0	3	5,2	0	0,0	0	0,0	4	2,1
ville de Tarija	62	64,6	37	63,8	22	68,8	7	100,0	128	66,3
ailleurs en Bolivie	0	0,0	11	19,0	5	15,6	0	0,0	16	8,3
sans réponse	1	1,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,5
total	96	100,0	58	100,0	32	100,0	7	100,0	193	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 33 : Envil 2002 / Villamontes – Individus ayant atteint l'enseignement supérieur et travaillé durant les 7 jours précédant l'enquête selon secteur d'activité et lieu de naissance

secteur d'activité	lieu de naissance				total			
	natifs		non natifs		eff.	%		
commerce	4	5,4	8	10,8	12	8,1		
services	autres selon qualification	faible	10	13,5	19	25,7	29	19,6
		moyenne	14	18,9	12	16,2	26	17,6
		haute	41	55,4	30	40,5	71	48,0
autres	agriculture / pêche / élevage		3	4,1	2	2,7	5	3,4
	bâtiment		1	1,4	0	0,0	1	0,7
	autre		1	1,4	3	4,1	4	2,7
total	74	100,0	74	100,0	148	100,0		

Source : Envil 2002

13 - Le niveau d'équipement des ménages

Tab. G - 34 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon niveau d'équipement et lieu de naissance ou de provenance du chef de famille

niveau d'équipement du foyer	lieu de naissance du chef de ménage								total	
	natifs		non natifs selon le rang* de la localité de provenance							
	eff.	%	supérieur		inférieur		incomplet		eff.	%
pas d'équipement	7	4,3	11	8,3	14	9,1	0	0,0	32	6,8
faible	59	36,4	45	34,1	79	51,3	6	30,0	189	40,4
moyen	66	40,7	54	40,9	46	29,9	12	60,0	178	38,0
fort	30	18,5	22	16,7	15	9,7	2	10,0	69	14,7
total	162	100,0	132	100,0	154	100,0	20	100,0	468	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

14 - Des intentions de sédentarisation

Tab. G - 35 : Envil 2002 / Villamontes – Chefs de ménage enquêtés selon l'opinion porté sur leur situation future dans la ville et le lieu de naissance ou de provenance

Par rapport à votre situation actuelle, pensez-vous que votre avenir dans la ville sera ...	lieu de naissance du chef de ménage								total	
	natifs		non natifs selon le rang* de la localité de provenance							
			supérieur		inférieur		incomplet			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
... meilleur ?	87	53,7	66	50,0	84	54,5	10	50,0	247	52,8
... égal ?	49	30,2	46	34,8	44	28,6	6	30,0	145	31,0
... pire ?	25	15,4	18	13,6	26	16,9	2	10,0	71	15,2
sans réponse	1	0,6	2	1,5	0	0,0	2	10,0	5	1,1
total	162	100,0	132	100,0	154	100,0	20	100,0	468	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 36 : Envil 2002 / Villamontes – Chefs de ménage enquêtés selon leur souhait de quitter la ville et le lieu de naissance ou de provenance

Pensez-vous quitter la ville ?	lieu de naissance du chef de ménage								total	
	natifs		non natifs selon le rang* de la localité de provenance							
			supérieur		inférieur		incomplet			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
oui	26	16,0	41	31,1	27	17,5	5	25,0	99	21,2
non	136	84,0	90	68,2	126	81,8	15	75,0	367	78,4
sans réponse	0	0,0	1	0,8	1	0,6	0	0,0	2	0,4
total	162	100,0	132	100,0	154	100,0	20	100,0	468	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 37 : Envil 2002 / Villamontes – Chefs de ménage enquêtés selon leur opinion sur un éventuel départ de leurs enfants de la ville et le lieu de naissance ou de provenance

Pensez-vous qu'il soit préférable pour vos enfants de ...	lieu de naissance du chef de ménage								total	
	natifs		non natifs selon le rang* de la localité de provenance							
			supérieur		inférieur		incomplet			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
... quitter Villamontes ?	124	76,5	95	72,0	120	77,9	15	75,0	354	75,6
... rester à Villamontes ?	36	22,2	36	27,3	31	20,1	5	25,0	108	23,1
sans réponse	2	1,2	1	0,8	3	1,9	0	0,0	6	1,3
total	162	100,0	132	100,0	154	100,0	20	100,0	468	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 38 : Envil 2002 / Villamontes – Lieux de destination envisagés par les chefs de ménage (pour eux-mêmes ou leurs enfants) selon lieu de naissance ou de provenance

lieux de destination envisagé	lieu de naissance du chef de ménage								total	
	natifs		non natifs selon le rang* de la localité de provenance							
	eff.	%	supérieur		inférieur		incomplet		eff.	%
ville de Yacuiba	0	0,0	7	9,1	1	1,7	0	0,0	8	3,9
ville de Santa Cruz	22	35,5	22	28,6	21	36,2	7	70,0	72	34,8
ville de Tarija	15	24,2	22	28,6	15	25,9	1	10,0	53	25,6
ailleurs en Bolivie	18	29,0	24	31,2	21	36,2	1	10,0	64	30,9
Brésil	7	11,3	2	2,6	0	0,0	1	10,0	10	4,8
total	62	100,0	77	100,0	58	100,0	10	100,0	207	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

15 - Présentation générale des migrations antérieures

Tab. G - 39 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures selon l'âge des individus au début du déplacement

âge	eff.	%
moins de 15 ans	63	17,2
entre 15 et 24 ans	183	50,0
entre 25 et 34 ans	71	19,4
35 ans et plus	37	10,1
sans réponse	12	3,3
total	366	100,0

Source : Envil 2002

Tab. G - 40 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures selon le sexe de l'individu migrant

sexe	eff.	%
hommes	193	52,7
femmes	173	47,3
total	366	100,0

Source : Envil 2002

Tab. G - 41 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures selon le motif principal du déplacement et le sexe de l'individu migrant

motif principal	sexe				total	
	hommes		femmes		eff.	%
	eff.	%	eff.	%		
chercher du travail	6	3,1	6	3,5	12	3,3
travailler	93	48,2	32	18,5	125	34,2
étudier et travailler	9	4,7	2	1,2	11	3,0
étudier	48	24,9	39	22,5	87	23,8
accompagner les parents	17	8,8	34	19,7	51	13,9
santé	2	1,0	5	2,9	7	1,9
autre	18	9,3	55	31,8	73	19,9
total	193	100,0	173	100,0	366	100,0

Source : Envil 2002

16 - Les migrations antérieures professionnelles

Tab. G - 42 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures professionnelles selon le lieu de destination

lieu de destination		eff.	% du total	
Occidente villes rang* supérieur	Tarija	12	8,1	
	La Paz	6	4,1	
	Cochabamba	5	3,4	
	Sucre	2	1,4	
	autres	3	2,0	
	sous-total Occidente	28	18,9	
	supérieur	Santa Cruz	36	24,3
		Yacuiba	23	15,5
		Camiri	8	5,4
		autres	2	1,4
sous-total rang supérieur Oriente		69	46,6	
Oriente selon rang* de la localité	vallées subandines	7	4,7	
	piémont et plaine du Chaco	7	4,7	
	inférieur selon décapartition ou dép.	Chuquisaca	5	3,4
		Santa Cruz	7	4,7
		La Paz	1	0,7
		sous-total rang inférieur Oriente	27	18,2
	incomplet Oriente	8	5,4	
sous-total Oriente	104	70,3		
incomplet Bolivie	1	0,7		
sous-total Bolivie	133	89,9		
autres pays	ville de Tartagal, province de Salta	4	2,7	
	ville d'Oran, province de Salta	1	0,7	
	ville de San Salvador de Jujuy, province de Jujuy	2	1,4	
	autre localité, province de Jujuy	1	0,7	
	province de Buenos Aires (localité inconnue)	1	0,7	
	ville de Mendoza, province de Mendoza	1	0,7	
	sous-total Argentine	10	6,8	
	Japon	2	1,4	
	Paraguay	2	1,4	
	Brésil	1	0,7	
sous-total autres	5	3,4		
sous-total autres pays	15	10,1		
total	148	100,0		

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 43 : Envil 2002 – Villamontes – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon le secteur d'activité et le lieu de destination

secteur d'activité	lieu de destination												total			
	localités boliviennes de rang* supérieur						autres localités boliviennes orientales	Argentine	autres pays	incomplet						
	occidentales		Santa Cruz		autres villes orientales											
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
agriculture/pêche/élevage	0	0,0	0	0,0	1	3,4	5	20,8	2	20,0	0	0,0	3	33,3	11	8,1
bâtiment	3	11,1	3	9,4	6	20,7	3	12,5	2	20,0	0	0,0	0	0,0	17	12,5
commerce	1	3,7	0	0,0	6	20,7	4	16,7	1	10,0	2	40,0	0	0,0	14	10,3
autres services	9	33,3	18	56,3	11	37,9	10	41,7	5	50,0	1	20,0	6	66,7	60	44,1
faible	9	33,3	9	28,1	1	3,4	1	4,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	20	14,7
selon moyenne	2	7,4	1	3,1	1	3,4	1	4,2	0	0,0	2	40,0	0	0,0	7	5,1
qualification haute	3	11,1	1	3,1	3	10,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	7	5,1
autre	3	11,1	1	3,1	3	10,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	7	5,1
total	27	100,0	32	100,0	29	100,0	24	100,0	10	100,0	5	100,0	9	100,0	136	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 44 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon la catégorie d'emploi et le lieu de destination

catégorie d'emploi	lieu de destination												total			
	localités boliviennes de rang* supérieur						autres localités boliviennes orientales	Argentine	autres pays	incomplet						
	occidentales		Santa Cruz		autres villes orientales											
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
employé mensualisé	20	74,1	23	71,9	14	48,3	13	54,2	4	40,0	1	20,0	7	77,8	82	60,3
journalier	2	7,4	4	12,5	2	6,9	2	8,3	2	20,0	0	0,0	0	0,0	12	8,8
employé de maison	0	0,0	2	6,3	2	6,9	2	8,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	6	4,4
travailleur indépendant	4	14,8	2	6,3	11	37,9	6	25,0	4	40,0	4	80,0	2	22,2	33	24,3
autres	1	3,7	1	3,1	0	0,0	1	4,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	2,2
total	27	100,0	32	100,0	29	100,0	24	100,0	10	100,0	5	100,0	9	100,0	136	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 45 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures ayant entraîné l'exercice d'une activité professionnelle selon le lien avec le secteur des hydrocarbures et selon le lieu de destination

Le travail déclaré a-t-il un lien avec le secteur des hydrocarbures ?	lieu de destination												total			
	localités boliviennes de rang* supérieur						autres localités boliviennes orientales	Argentine	autres pays	incomplet						
	occidentales		Santa Cruz		autres villes orientales											
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
oui	3	11,1	4	12,5	2	6,9	4	16,7	1	10,0	0	0,0	1	11,1	15	11,0
non	24	88,9	28	87,5	27	93,1	20	83,3	9	90,0	5	100,0	8	88,9	121	89,0
total	27	100,0	32	100,0	29	100,0	24	100,0	10	100,0	5	100,0	9	100,0	136	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 46 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures professionnelles selon le niveau scolaire au moment de l'enquête de l'individu la déclarant et le lieu de destination

niveau scolaire	lieu de destination												total			
	localités boliviennes de rang* supérieur						autres localités boliviennes orientales	Argentine		autres pays		incomplet				
	occidentales		Santa Cruz		autres villes orientales			eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.									%
n'a pas dépassé le primaire	6	21,4	10	27,8	11	33,3	17	63,0	7	70,0	1	20,0	3	33,3	55	37,2
a atteint le secondaire	14	50,0	18	50,0	20	60,6	8	29,6	2	20,0	2	40,0	5	55,6	69	46,6
a atteint le supérieur	8	28,6	8	22,2	2	6,1	2	7,4	1	10,0	2	40,0	1	11,1	24	16,2
total	28	100,0	36	100,0	33	100,0	27	100,0	10	100,0	5	100,0	9	100,0	148	100,0

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

17 - Les migrations antérieures de formation

Tab. G - 47 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations antérieures de formation terminées à l'âge de 19 ans ou plus selon les lieux de destination

lieu de destination		eff.	% du total	
Bolivie	ville de Tarija	23	30,3	
	ville de Sucre	12	15,8	
	Occidente ville de La Paz	4	5,3	
	ville de Cochabamba	7	9,2	
	autre	1	1,3	
	sous-total Occidente	47	61,8	
	ville de Santa Cruz	15	19,7	
	Oriente ville de Yacuiba	3	3,9	
	ville de Camiri	2	2,6	
	autres	4	5,3	
sous-total Oriente	24	31,6		
sous-total Bolivie	71	93,4		
Argentine	ville de Buenos Aires	1	1,3	
	ville de Salta	1	1,3	
	sous-total Argentine	2	2,6	
	autres pays	Japon	2	2,6
		autres Roumanie	1	1,3
sous-total autres		3	3,9	
sous-total autres pays	5	6,6		
total	76	100,0		

Source : Envil 2002

Tab. G - 48 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon la présence d'au moins un individu déclarant au minimum une migration antérieure de formation dans l'enseignement supérieur et selon le niveau d'équipement du foyer

Le ménage est-il composé d'au moins un individu déclarant une migration antérieure de formation dans l'enseignement supérieur ?	niveau d'équipement* du ménage de rattachement								total	
	pas d'équipement		faible		moyen		fort			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
oui	1	3,1	9	4,8	26	14,6	21	30,4	57	12,2
non	31	96,9	180	95,2	152	85,4	48	69,6	411	87,8
total	32	100,0	189	100,0	178	100,0	69	100,0	468	100,0

* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour les explications concernant le calcul de l'indice d'équipement

Source : Envil 2002

18 - Présentation générale de la descendance

Tab. G - 49 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance selon l'âge et le lieu de résidence

âge	lieu de résidence						total	
	dans le foyer		ailleurs à Villamontes		hors Villamontes			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
0-4	206	99,5	1	0,5	0	0,0	207	100,0
5-9	300	98,4	0	0,0	5	1,6	305	100,0
10-14	284	96,3	2	0,7	9	3,1	295	100,0
15-19	191	83,8	12	5,3	25	11,0	228	100,0
20-24	105	47,7	37	16,8	78	35,5	220	100,0
25-29	48	34,8	45	32,6	45	32,6	138	100,0
30-39	35	23,8	67	45,6	45	30,6	147	200,0
40 et plus	16	16,8	44	46,3	35	36,8	95	500,0
sans réponse	0	0,0	2	50,0	2	50,0	4	100,0
total	1 185	72,3	210	12,8	244	14,9	1 639	100,0

Source : Envil 2002

Tab. G - 50 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant quitté la ville selon son occupation dans son lieu de vie habituel et son âge

occupation	âge										total			
	15-19		20-24		25-29		30-34		35 et plus				sans réponse ou âgés de moins de 15 ans	
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
travail	3	12,0	17	21,8	23	51,1	12	50,0	36	64,3	2	12,5	93	38,1
études et travail	0	0,0	5	6,4	3	6,7	1	4,2	0	0,0	0	0,0	9	3,7
études	19	76,0	45	57,7	6	13,3	2	8,3	0	0,0	14	87,5	86	35,2
âme au foyer	2	8,0	7	9,0	10	22,2	9	37,5	16	28,6	0	0,0	44	18,0
autres	0	0,0	2	2,6	3	6,7	0	0,0	3	5,4	0	0,0	8	3,3
sans réponse	1	4,0	2	2,6	0	0,0	0	0,0	1	1,8	0	0,0	4	1,6
total	25	100,0	78	100,0	45	100,0	24	100,0	56	100,0	16	100,0	244	100,0

Source : Envil 2002

Tab. G - 51 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant quitté la ville selon son occupation dans son lieu de vie actuel et le sexe

occupation	sexe				total	
	hommes		femmes		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%
travail	62	48,1	31	27,0	93	38,1
études et travail	5	3,9	4	3,5	9	3,7
études	52	40,3	34	29,6	86	35,2
âme au foyer	3	2,3	41	35,7	44	18,0
autres	4	3,1	4	3,5	8	3,3
sans réponse	3	2,3	1	0,9	4	1,6
total	129	100,0	115	100,0	244	100,0

Source : Envil 2002

19 - Les migrations actuelles professionnelles

Tab. G - 52 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant quitté la ville et travaillant selon son lieu de vie habituel

		lieu de destination	eff.	% du total
Occidente	villes de rang* supérieur	Tarija	13	12,7
		La Paz	7	6,9
		Cochabamba	4	3,9
		Sucre	2	2,0
		autres	1	1,0
		sous-total Occidente	27	26,5
Bolivie selon bipartition de la localité	villes de rang* supérieur	Santa Cruz	42	41,2
		Yacuiba	6	5,9
		Camiri	2	2,0
		Trinidad	2	2,0
		autres	2	2,0
	sous-total rang* supérieur Oriente	54	52,9	
	villes de rang* inférieur selon décapartition ou dép.	vallées subandines	2	2,0
		piémont et plaine du Chaco	3	2,9
		Chuquisaca	3	2,9
		Santa Cruz	2	2,0
sous-total rang* inférieur Oriente		10	9,8	
sous-total Oriente	64	62,7		
incomplet Bolivie		1	1,0	
sous-total Bolivie		92	90,2	
Argentine	ville de La Plata, province de Buenos Aires		2	2,0
	ville de Cordoba, province de Cordoba		2	2,0
	ville de Mendoza, province de Mendoza		1	1,0
	Salta Capital, province de Salta		3	2,9
	autres localités province Salta		2	2,0
	sous-total Argentine		10	9,8
total		102	100,0	

Source : Envil 2002

* : rang de la localité selon la population de Villamontes au recensement INE 2001 (16 113 hab.)

Tab. G - 53 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance travaillant selon le secteur d'activité et le lieu de vie (Villamontes ou ailleurs)

secteur d'activité	lieu de vie				total	
	Villamontes		ailleurs		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%
agriculture / élevage / pêche	18	6,5	5	4,9	23	6,0
bâtiment	37	13,3	7	6,9	44	11,5
commerce	27	9,7	6	5,9	33	8,7
autres services	95	34,1	35	34,3	130	34,1
faible						
selon moyen	41	14,7	20	19,6	61	16,0
qualification fort	36	12,9	25	24,5	61	16,0
autre	25	9,0	3	2,9	28	7,3
sans réponse	0	0,0	1	1,0	1	0,3
total	279	100,0	102	100,0	381	100,0

Source : Envil 2002

Tab. G - 54 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance travaillant selon la catégorie d'emploi et le lieu de vie (Villamontes ou ailleurs)

catégorie d'emploi	lieu de vie				total	
	Villamontes		ailleurs		eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%
employé mensualisé	140	50,2	67	65,7	207	54,3
journalier	21	7,5	2	2,0	23	6,0
employé de maison	10	3,6	3	2,9	13	3,4
travailleur familial non rémunéré	15	5,4	1	1,0	16	4,2
travailleur indépendant	87	31,2	25	24,5	112	29,4
autre	6	2,2	4	3,9	10	2,6
total	279	100,0	102	100,0	381	100,0

Source : Envil 2002

Tab. G - 55 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant quitté la ville et travaillant selon le secteur d'activité et le lieu de résidence

secteur d'activité	lieu de résidence								total	
	Bolivie						Argentine			
	capitales départementales occidentales		ville de Santa Cruz		autres localités orientales		eff.	%	eff.	%
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
agriculture / pêche	0	0,0	0	0,0	4	18,2	1	10,0	5	4,9
bâtiment	1	3,6	3	7,1	2	9,1	1	10,0	7	6,9
commerce	1	3,6	1	2,4	3	13,6	1	10,0	6	5,9
autres services	11	39,3	14	33,3	6	27,3	4	40,0	35	34,3
faible										
selon qualification moyenne	9	32,1	8	19,0	2	9,1	1	10,0	20	19,6
haute	5	17,9	14	33,3	4	18,2	2	20,0	25	24,5
autre	1	3,6	1	2,4	1	4,5	0	0,0	3	2,9
sans réponse	0	0,0	1	2,4	0	0,0	0	0,0	1	1,0
total	28	100,0	42	100,0	22	100,0	10	100,0	102	100,0

Source : Envil 2002

Tab. G - 56 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant quitté la ville et travaillant selon la catégorie d'emploi et le lieu de résidence

catégorie d'emploi	lieu de résidence								total	
	Bolivie						Argentine			
	capitales dép. Occidente		ville de Santa Cruz		autres localités Oriente					
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
employé mensualisé	16	57,1	35	83,3	9	40,9	7	70,0	67	65,7
journalier	1	3,6	0	0,0	0	0,0	1	10,0	2	2,0
employé de maison	2	7,1	1	2,4	0	0,0	0	0,0	3	2,9
travailleur familial non rémunéré	0	0,0	0	0,0	1	4,5	0	0,0	1	1,0
travailleur indépendant	7	25,0	6	14,3	10	45,5	2	20,0	25	24,5
autre	2	7,1	0	0,0	2	9,1	0	0,0	4	3,9
total	28	100,0	42	100,0	22	100,0	10	100,0	102	100,0

Source : Envil 2002

Tab. G - 57 : Envil 2002 / Villamontes – Descendance ayant quitté la ville et travaillant selon son lieu de résidence et le niveau scolaire atteint par le chef de ménage de rattachement

lieu de vie	n'a jamais été scolarisé	niveau scolaire atteint par le chef de ménage								total			
		primaire		secondaire		supérieur		sans réponse					
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%		
Bolivie	capitales dép. Occidente	2	13,3	11	29,7	4	15,4	11	50,0	0	0,0	28	27,5
	ville de Santa Cruz	5	33,3	16	43,2	13	50,0	6	27,3	2	100,0	42	41,2
	autres localités Oriente	6	40,0	6	16,2	6	23,1	4	18,2	0	0,0	22	21,6
Argentine	2	13,3	4	10,8	3	11,5	1	4,5	0	0,0	10	9,8	
total	15	100,0	37	100,0	26	100,0	22	100,0	2	100,0	102	100,0	

Source : Envil 2002

20 - Les migrations actuelles de formation

Tab. G - 58 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations actuelles de formation selon les lieux de destination

lieu de destination		eff.	% du total
Bolivie	ville de Tarija	21	28,8
	ville de Sucre	6	8,2
	ville de La Paz	4	5,5
	Occidente		
	ville de Cochabamba	5	6,8
	ville d'Oruro	3	4,1
	ville de Potosi	2	2,7
	autre	1	1,4
	sous-total Occidente	42	57,5
	ville de Santa Cruz	22	30,1
Oriente	ville de Yacuiba	1	1,4
	ville de Camiri	4	5,5
	autres	4	5,5
	sous-total Oriente	31	42,5
total	73	100,0	

Source : Envil 2002

Tab. G - 59 : INE 2001 et Envil 2002 / Villamontes – Coefficient multiplicateur

zone censitaire	nombre de ménages recensés (INE 2001)	nombre de ménages enquêtés (Envil 2002)	coefficient multiplicateur
1	510	87	5,8621
2	709	84	8,4405
3	905	129	7,0155
4	697	88	7,9205
5	619	80	7,7375

Sources des données : INE, recensement 2001, Envil 2002

21 - Présentation générale du redéploiement des Villamontais

Tab. G - 60 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations professionnelles antérieures et actuelles selon les lieux de destination

lieu de destination		type de migrations professionnelles				total		
		antérieures		actuelles		eff.	% du total	
eff.	% du total	eff.	% du total	eff.	% du total			
Occidente	Tarija	12	8,1	13	12,7	25	10,0	
	La Paz	6	4,1	7	6,9	13	5,2	
	Cochabamba	5	3,4	4	3,9	9	3,6	
	Sucre	2	1,4	2	2,0	4	1,6	
	autres	3	2,0	1	1,0	4	1,6	
	sous-total Occidente		28	18,9	27	26,5	55	22,0
	Bolivie selon bi-partition	supérieur						
		Santa Cruz	36	24,3	42	41,2	78	31,2
		Yacuiba	23	15,5	6	5,9	29	11,6
		Camiri	8	5,4	2	2,0	10	4,0
autres		2	1,4	4	3,9	6	2,4	
sous-total rang supérieur Oriente		69	46,6	54	52,9	123	49,2	
	inférieur	27	18,2	10	9,8	37	14,8	
	incomplet Oriente	8	5,4	0	0,0	8	3,2	
sous-total Oriente		104	70,3	64	62,7	168	67,2	
incomplet Bolivie		1	0,7	1	1,0	2	0,8	
sous-total Bolivie		133	89,9	92	90,2	225	90,0	
autres pays	Argentine	10	6,8	10	9,8	20	8,0	
	autres	5	3,4	0	0,0	5	2,0	
	sous-total autres pays		15	10,1	10	9,8	25	10,0
total		148	100,0	102	100	250	100	

* : rang déduit de la population de la localité de destination au recensement INE de 2001 par rapport à celle de Villamontes (16 113 hab.)

Source : Envil 2002

Tab. G - 61 : Envil 2002 / Villamontes – Migrations de formation (dans l'enseignement supérieur) antérieures et actuelles selon les lieux de destination

lieu de destination		type de migration de formation				total		
		antérieures		actuelles				
		eff.	% du total	eff.	% du total	eff.	% du total	
Bolivie selon bi- partition	Occidente selon rang*	Tarija	23	30,3	21	28,8	44	29,5
		Sucre	12	15,8	6	8,2	18	12,1
		La Paz	4	5,3	4	5,5	8	5,4
		Cochabamba	7	9,2	5	6,8	12	8,1
		autres	0	0,0	5	6,8	5	3,3
	inférieur	1	1,3	1	1,4	2	1,3	
	sous-total Occidente	47	61,8	42	57,5	89	59,7	
	Oriente selon rang*	Santa Cruz	15	19,7	22	30,1	37	24,8
		Yacuiba	3	3,9	1	1,4	4	2,7
		Camiri	2	2,6	4	5,5	6	4,0
inférieur		4	5,3	4	5,5	8	5,4	
sous-total Oriente	24	31,6	31	42,5	55	36,9		
sous-total Bolivie	71	93,4	73	100,0	144	96,6		
autres pays	Argentine	2	2,6	0	0,0	2	1,3	
	autres	3	3,9	0	0,0	3	2,0	
	sous-total autres pays	5	6,6	0	0,0	5	3,4	
total		76	100,0	73	100,0	149	100,0	

* : rang déduit de la population de la localité de destination au recensement INE de 2001 par rapport à celle de Villamontes (16 113 hab.)

Source : Envil 2002

Tab. G - 62 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon la présence d'au moins un émigrant (migrations antérieures et actuelles) et le niveau d'équipement du foyer

présence d'au moins un émigré	niveau d'équipement* du foyer								total	
	pas d'équipement		faible		moyen		fort			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
oui	16	50,0	97	51,3	98	55,1	50	72,5	261	55,8
non	16	50,0	92	48,7	80	44,9	19	27,5	207	44,2
total	32	100,0	189	100,0	178	100,0	69	100,0	468	100,0

* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour l'explication du mode de calcul de l'indice d'équipement

Source Envil 2002

Tab. G - 63 : Envil 2002 / Villamontes – Ménages selon la présence d'au moins un émigrant (migrations antérieures et actuelles) et le niveau scolaire du chef de famille

Présence d'au moins un émigrant ?	niveau scolaire atteint par le chef de famille										total	
	n'a pas été scolarisé		primaire		secondaire		supérieur		sans réponse			
	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
oui	17	54,8	89	50,6	94	56,0	59	64,8	2	100,0	261	55,8
non	14	45,2	87	49,4	74	44,0	32	35,2	0	0,0	207	44,2
total	31	100,0	176	100,0	168	100,0	91	100,0	2	100,0	468	100,0

Source Envil 2002

Tab. G - 64 : Envil 2002 / Villamontes – Emigrations (migrations antérieures et actuelles) selon le lieu de destination et le niveau d'équipement du ménage de rattachement

lieu de migration		niveau d'équipement* du ménage de rattachement								total		
		pas d'équipement		faible		moyen		fort				
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
<i>Bolivie</i>	Occidentale	2	5,7	35	19,8	99	36,4	59	46,8	195	32,0	
	<i>Orientale</i>	ville de Santa Cruz	8	22,9	41	23,2	83	30,5	34	27,0	166	27,2
		autres	18	51,4	84	47,5	71	26,1	25	19,8	198	32,5
autres pays		6	17,1	15	8,5	18	6,6	7	5,6	46	7,5	
sans réponse		1	2,9	2	1,1	1	0,4	1	0,8	5	0,8	
total		35	100,0	177	100,0	272	100,0	126	100,0	610	100,0	

* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour l'explication du mode de calcul de l'indice d'équipement

Source Envil 2002

Tab. G - 65 : Envil 2002 / Villamontes – Emigrations (migrations antérieures et actuelles) selon le lieu de destination et le niveau scolaire du chef de ménage de rattachement

lieu de migration		niveau scolaire atteint par le chef de ménage								total				
		n'a pas été scolarisé		primaire		secondaire		supérieur				sans réponse		
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%	
<i>Bolivie</i>	Occidentale	7	17,5	40	20,2	64	29,8	83	54,6	1	20,0	195	32,0	
	<i>Orientale</i>	ville de Santa Cruz	11	27,5	60	30,3	59	27,4	34	22,4	2	40,0	166	27,2
		autres	16	40,0	73	36,9	80	37,2	27	17,8	2	40,0	198	32,5
autres pays		6	15,0	22	11,1	11	5,1	7	4,6	0	0,0	46	7,5	
sans réponse		0	0,0	3	1,5	1	0,5	1	0,7	0	0,0	5	0,8	
total		40	100,0	198	100,0	215	100,0	152	100,0	5	100,0	610	100,0	

Source Envil 2002

Tab. G - 66 : Envil 2002 / Villamontes – Emigrations répertoriées selon le niveau d'équipement du ménage de rattachement, le type de déplacement (antérieur ou actuel) et le lieu de destination (Santa Cruz ou autres)

niveau d'équipement du ménage de rattachement	type de migration	lieu de destination						total	
		ville de Santa Cruz		ailleurs		sans réponse			
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
ne possède pas d'équipement ou est faiblement équipé	antérieure	28	21,7	99	76,7	2	1,6	129	100,0
	actuelle	21	25,3	61	73,5	1	1,2	83	100,0
moyennement ou fortement équipé	antérieure	54	22,8	182	76,8	1	0,4	237	100,0
	actuelle	63	39,1	97	60,2	1	0,6	161	100,0
total	antérieure	82	22,4	281	76,8	3	0,8	366	100,0
	actuelle	84	34,4	158	64,8	2	0,8	244	100,0

* : cf. Texte B-3 de l'annexe B pour l'explication du mode de calcul de l'indice d'équipement

Source : Envil 2002

Tab. G - 67 : Envil 2002 / Villamontes – Emigrations répertoriées selon le niveau scolaire atteint par le chef de ménage de rattachement, le type de déplacement (antérieur ou actuel) et selon le lieu de destination (Santa Cruz ou autres)

niveau scolaire atteint par le chef de ménage	type de migration	lieu de destination						total	
		ville de Santa Cruz		ailleurs		sans réponse			
		eff.	%	eff.	%	eff.	%	eff.	%
n'a jamais été scolarisé ou n'a pas dépassé l'enseignement primaire	antérieure	36	27,3	94	71,2	2	1,5	132	100,0
	actuelle	35	33,0	70	66,0	1	0,9	106	100,0
a atteint le secondaire ou le supérieur	antérieure	46	19,8	185	79,7	1	0,4	232	100,0
	actuelle	47	34,8	87	64,4	1	0,7	135	100,0
sans réponse	antérieure	0	0,0	2	100,0	0	0,0	2	100,0
	actuelle	2	66,7	1	33,3	0	0,0	3	100,0
total	antérieure	82	22,4	281	76,8	3	0,8	366	100,0
	actuelle	84	34,4	158	64,8	2	0,8	244	100,0

Source : Envil 2002

Annexe H

Atlas photographique des régions analysées

1 - La vallée de Tolomosa

Photos H - 1 : Vallées de Tolomosa – Voies et moyens de communication	685
Photos H - 2 : Vallée de Tolomosa – Différence dans la structure de l’habitat des communautés.....	686
Photos H - 3 : Vallée de Tolomosa – Pratique de l’agriculture dans la <i>cuenca</i>	687
Photos H - 4 : Vallée de Tolomosa – Commerce informel, agro-industrie et habitants	688
Photos H - 5 : Vallée de Tolomosa – Limites du développement agricole.....	689
Photos H - 6 : Vallée de Tolomosa – Diverses évolutions entre 2000 et 2004.....	690
Photos H - 7 : Vallée de Tolomosa – Présence de véhicules 4x4 durant la période estivale	691
Photos H - 8 : Argentine – Contrôles douaniers dans le nord du pays	691

2 - La ville de Tarija

Photos H - 9 : Ville de Tarija – Vues aériennes de la capitale départementale	692
Photos H - 10 : Ville de Tarija – Deux exemples d’habitat dans la capitale départementale	693

3 - La communauté de Caigua

Photos H - 11 : Communauté de Caigua – Présentation générale	694
Photos H - 12 : Communauté de Caigua – Elevage et infrastructure communautaire.....	695
Photos H - 13 : Communauté de Caigua – Une agriculture diversifiée	696
Photos H - 14 : Communauté de Caigua – L’habitat et son évolution.....	697

4 - La ville de Villamontes

Photos H - 15 : Villamontes – Une ville-carrefour.....	698
Photos H - 16 : Villamontes – Le passage de l’axe Yacuiba-Santa Cruz	699
Photos H - 17 : Villamontes – Les axes secondaires.....	700
Photos H - 18 : Villamontes – La raffinerie, friche industrielle	701
Photos H - 19 : Villamontes – Aménagements du centre-ville.....	702
Photos H - 20 : Villamontes – Consolidation progressive d’un quartier d’immigrés	703

1 - La vallée de Tolomosa

Photos H -1 : Vallées de Tolomosa – Voies et moyens de communication



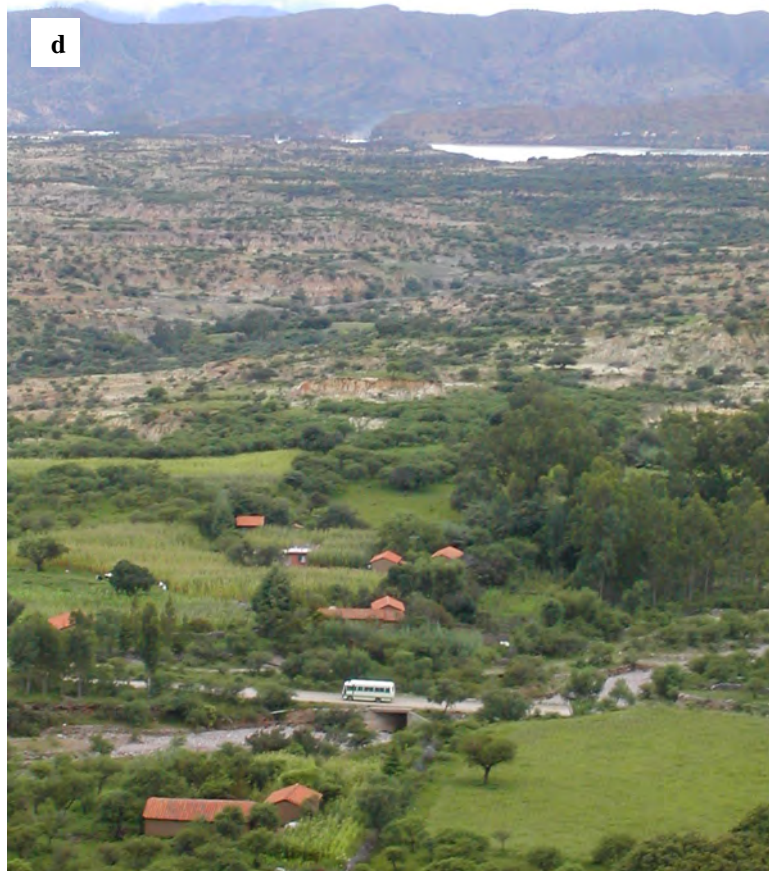
Sur les clichés **a** et **b**, on peut mesurer l'impact des crues de la rivière Sola sur l'accessibilité aux communautés du sud-ouest de la vallée. On remarquera en arrière-plan du cliché **a** des véhicules attendant la baisse du niveau d'eau pour traverser, et sur le cliché **b** le difficile passage d'un 4 x 4 (en l'occurrence celui d'Hugo Arze le jour de l'enquête de Pinos Sud).

Sur le cliché **c**, la rivière Pinos a emporté la route permettant d'accéder aux communautés de Pinos Norte et Sud. Les véhicules désirant se rendre dans ces localités sont donc obligés de passer par une déviation empruntant le lit du cours d'eau (cliché **d**).

A travers les clichés **e**, **f** et **g**, on a un aperçu des divers moyens de communication desservant les localités de la vallée : le minibus reliant régulièrement Tarija à San Andrés (cliché **e**) et les 4 x 4 ou camions assurant l'accès aux communautés plus reculées du sud-ouest de la *cuenca* (clichés **f** et **g**).

Clichés **a**, **b**, **c**, **d**, **e** et **f** : Ceydric Martin, février 2002 Cliché **g** : Ceydric Martin, mars 2002

Photos H - 2 : Vallée de Tolomosa – Différence dans la structure de l’habitat des communautés

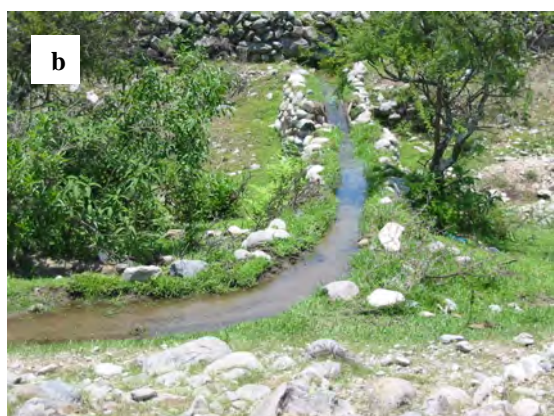


Le cliché **a** représente l’arrivée à Pinos Sud (zone A) : la concentration de bâtiments sur la gauche correspond au regroupement de l’école et des équipements sportifs.

Cliché **b**, on notera la construction d’un étage supplémentaire en brique, le long de la principale piste traversant San Andrés. Toujours dans la même communauté, le cliché **c** illustre la sortie de l’école, bâtiment que l’on distingue en arrière-plan, située sur l’importante place principale.

Enfin, c’est la dispersion de l’habitat dans la communauté de Turumayo qui est intéressante sur le cliché **d**. En outre, remarquons le passage du bus effectuant le trajet Tarija–San Andrés au premier plan, l’espace érodé en second plan et la réserve de San Jacinto en arrière-plan.

Clichés **a** et **c** : Ceydric Martin, novembre 2003
 Clichés **b** et **d** : Ceydric Martin, février 2002

Photos H - 3 : Vallée de Tolomosa – Pratique de l'agriculture dans la *cuena*

Le cliché **a** représente les terres humides de San Andrés, difficilement cultivables car très pierreuses. Ainsi, l'eau est récupérée par des canaux d'irrigation (cliché **b**) qui sont acheminés vers les terres arables. Généralement, c'est la force de trait qui est utilisée pour la pratique de l'agriculture, comme nous pouvons le noter sur le cliché **c**, qui illustre un couple de la communauté semant la patate sur leur terrain situé au pied de la cordillère de Sama.

La mosaïque des cultures de Tolomosa Norte est visible sur le cliché **d** : alors qu'on vient de semer des patates dans le terrain au premier plan, on s'apprête à récolter le maïs (au fond à gauche) et les haricots (au fond à droite). Cette diversité dès le début de l'été (novembre) est possible grâce au cours d'eau de Sola que l'on devine en arrière-plan, au niveau de la rangée d'eucalyptus.

Les photos **e** et **f** ont été prises à Pinos Sud : le cliché **e** représente l'habitat dispersé de la zone C de la communauté, les maisons étant implantées au centre des exploitations agricoles, et le cliché **f** la culture de maïs derrière des murets de pierres (zone A).

Clichés **a**, **b** et **d** : Ceydric Martin, novembre 2003

Clichés **c**, **e** et **f** : Ceydric Martin, février 2002



Photos H - 4 : Vallée de Tolomosa – Commerce informel, agro-industrie et habitants



Sur le cliché **a**, on aperçoit quelques paysans vendant leur production de maïs, le long d'une rue d'un quartier périphérique de Tarija, proche de la vallée de Tolomosa.

Clichés **a** et **d** : Ceydrick Martin, novembre 2003
 Clichés **b** et **c** : Ceydrick Martin, février 2002

Le cliché **b** représente des hangars d'élevage de poulets, seule agro-industrie de la vallée. En arrière-plan, les nuages recouvrent la montagne de Sama, comme cela est généralement le cas durant la saison des pluies.

Enfin, les clichés **c** et **d** illustrent deux Tolomosains : une *Chapaca* vêtue de sa jupe courte et coiffée de son chapeau en ballon (en train de préparer la *chicha*, boisson alcoolisée provenant de la fermentation de grains de maïs), et un *Chapaco*, la joue gonflée par les feuilles de coca, l'éternel chapeau sur la tête.



Photos H - 5 : Vallée de Tolomosa – Limites du développement agricole



L'érosion est au centre des préoccupations de la vallée de Tolomosa. Le cliché **a** rend compte de la rupture nette entre les terres cultivées de Turumayo et celles affectées par l'érosion hydrique et éolienne dont les clichés **d** et **e** donnent un aperçu plus détaillé, dans le sud de la *cuenca*, proche de Pinos Sud.



Autre limite, la sécheresse, notamment en période hivernale, qui se traduit notamment par une végétation herbacée aride autour de Turumayo (cliché **c**).

Enfin, la présence de pierres est un autre frein au développement agricole. Ainsi, comme on peut l'apercevoir sur le cliché **c**, une partie des terres de la communauté de San Andrés est réservée au pâturage (de moutons et d'ânes sur cette photo).

Cliché **a** : Ceydric Martin, février 2002
 Cliché **b** : Ceydric Martin, juillet 2002
 Cliché **c** : Sylvain Souchaud, novembre 2003
 Clichés **d** et **e** : Ceydric Martin, mars 2002



Photos H - 6 : Vallée de Tolomosa – Diverses évolutions entre 2000 et 2004



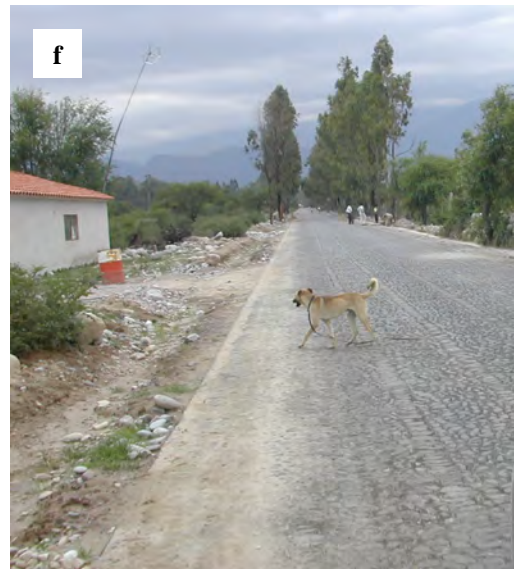
Les premières photos illustrent des changements dans l'habitat de la vallée de Tolomosa : des maisons de luxe sont construites autour de la réserve de San Jacinto, proche de la ville de Tarija (cliché **a**) ; la brique remplace peu à peu l'adobe dans l'habitat traditionnel de la vallée (cliché **b** pris à Guerra Huayco) et les maisons en adobe ont été récemment rénovées par une ONG de Tarija (cliché **c** représentant une maison de la zone A de Pinos Sud).



Afin de limiter l'érosion de la vallée, les ONG encouragent les paysans à pratiquer la culture en sillon (pour freiner l'écoulement des eaux) et à clôturer les espaces non cultivés (pour protéger la végétation contre le pâturage sauvage). C'est ce qu'illustre le cliché **d**, pris à Turumayo (on remarquera les piquets en premier plan, qui soutiennent une clôture). Enfin, autre amélioration visible dans la vallée, la consolidation de routes, comme c'est le cas à Tolomosa Norte au moyen de l'empierrement qui favorise l'utilisation des matières premières disponibles dans les lits des rivières de la *cuenca* (clichés **e** et **f**).

Cliché **a** : Sylvain Souchaud, novembre 2003

Clichés **b**, **c**, **e**, et **f** : Ceydric Martin, novembre 2003



Photos H - 7 : Vallée de Tolomosa – Présence de véhicules 4x4 durant la période estivale

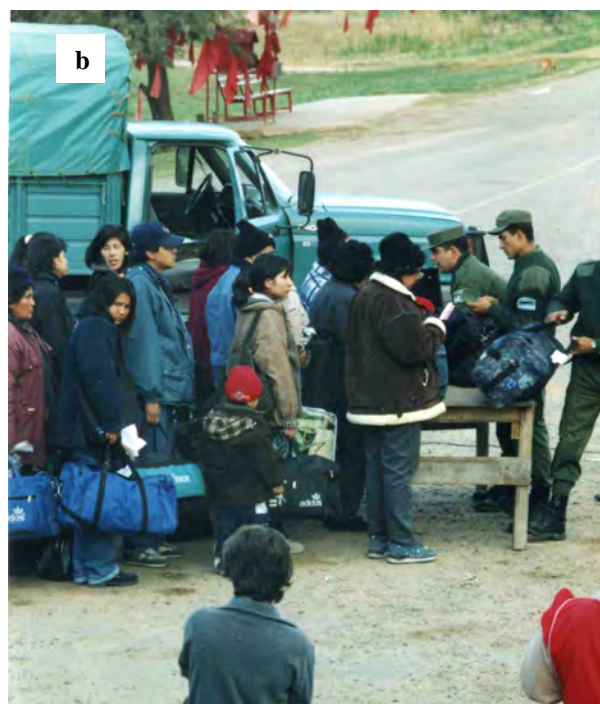


Cliché a : Ceydric Martin, janvier 2002
Cliché b : Ceydric Martin, février 2002



Durant la période estivale, le retour d'émigrés pour passer les fêtes de fin d'année dans la communauté d'origine de leur famille s'accompagne de l'apparition de 4 x 4 (modèle Ford 100 en général) alors que les véhicules sont rares le reste de l'année. Les exemples ci-dessus illustrent le croisement de deux 4 x 4 dans la rue principale de Pampa Redonda (cliché a) et un autre, garé devant le bar de Tolomosa Centro, lieu de rencontre des migrants lors de leur retour au pays (cliché b).

Photos H - 8 : Argentine – Contrôles douaniers dans le nord du pays



A partir de 1998, le gouvernement argentin a considérablement renforcé les contrôles douaniers dans le nord du pays : lors d'un même trajet, les bagages des personnes venant de Bolivie par voie routière étaient ainsi fouillés plusieurs fois, ce qui a perturbé le commerce transfrontalier des localités de Bermejo et Yacuiba. En outre, ces contrôles sont un risque supplémentaire pour les migrants illégaux. Les clichés a et b représentent deux inspections, sur la route reliant Yacuiba à Tartagal (province de Salta).

Clichés a et b : Ceydric Martin, août 2000

2 - La ville de Tarija

Photos H - 9 : Ville de Tarija – Vues aériennes de la capitale départementale



Le cliché **a** est pris depuis la rive droite de la ville de Tarija : on distingue entre les arbres les deux piliers de l'unique pont piétonnier traversant la rivière du Guadalquivir. En premier plan, une parcelle cultivée représente bien le processus d'urbanisation dans ces quartiers périphériques jadis situés en zone rurale.

Clichés **a** et **b** : Ceydric Martin, mars 2002

Le cliché **b** propose une vision plus large de la capitale départementale, localisée au pied de la cordillère de Sama, en arrière-plan sur la photo. On remarquera l'avion survolant la ville, unique moyen de transport permettant de relier dans la journée les principaux autres centres urbains boliviens. Au centre du cliché, on notera une zone de végétation plus dense qui correspond à la traversée du Guadalquivir d'ouest en est. Au premier plan, un vaste espace limite l'extension de Tarija dans sa partie septentrionale.



Photos H - 10 : Ville de Tarija – Deux exemples d’habitat dans la capitale départementale



Le cliché **a** est pris au bout du quartier du premier mai (1 de mayo), dans la partie septentrionale de la ville de Tarija (la périphérie en consolidation), limite naturelle composée de terres érodées dessinant un paysage de termitières. En général, les habitants s’installent sur les rares superficies planes et construisent peu à peu leur logement, en combinant l’usage de l’adobe artisanal (qu’ils fabriquent eux-mêmes) ou de la brique industrielle (s’ils disposent de revenus monétaires suffisants) pour les murs, et des tuiles ou de la tôle ondulée pour le toit. Au premier plan, les galets de rivière permettent de maintenir provisoirement les briques avant que le mur soit cimenté. Dans ce processus, les terrains sont souvent squattés puis régularisés, le numéro situé en haut à droite de la photo indique qu’ici la maison a déjà été reconnue par la municipalité.



Le cliché **b**, pris dans le quartier de Villa Fatima (périphérie consolidée) illustre l’habitat des classes moyennes aisées, qui vivent dans des immeubles modernes, proches des facilités du centre et des universités. Des arbres ont été plantés par la municipalité : sous celui situé à gauche de la photo, un vendeur ambulant se protège du soleil et propose des pastèques.

Cliché **a** : Ceydric Martin, novembre 2003

Cliché **b** : Nicolas d’Andréa, novembre 2002

3 - La communauté de Caigua

Photos H - 11 : Communauté de Caigua – Présentation générale



Le cliché **a**, pris au moment de la sortie de l'école, représente l'une des rues quadrillant le centre de Caigua [cf. Carte E-1]. On remarquera en arrière-plan les reliefs de l'Aguaragüe qui se fondent dans le ciel d'automne nuageux.

Sur le cliché **b**, une immigrée originaire de régions andines (reconnaissable à sa jupe plissée et son chapeau melon) descend la piste reliant Costa Rica au reste de la communauté.

Enfin, cliché **c**, la route goudronnée Yacuiba-Camiri longe Caigua dans sa partie orientale. A droite, la végétation arbustive dense marque le début de la plaine du Chaco.



Clichés a et c : Ceydric Martin, juillet 2002

Cliché b : Ceydric Martin, novembre 2003

Photos H - 12 : Communauté de Caigua – Elevage et infrastructure communautaire



Ces clichés illustrent l'élevage bovin à Caigua (activité secondaire de thésaurisation), plus précisément des races résultant de brassages locaux, fort résistantes, et ne qui ne requièrent donc pas de réelles compétences d'éleveur.

Sur la photo **a**, prise dans le quartier de Costa Rica [cf. Carte E-1], les pâturages se limitent à une parcelle clôturée, proche de la maison (que l'on distingue en arrière-plan).

Sur le cliché **b**, ce sont les espaces interstitiels, considérés comme biens communautaires, dont on tire parti. C'est le même statut communautaire qui régit le canal d'irrigation cimenté (au centre de la photo), lequel récolte les eaux de l'Aguaragüe pour les répartir entre les différents exploitants agricoles de la localité.

Cliché **a** : Ceydric Martin, novembre 2003

Cliché **b** : Sylvain Souchaud, septembre 2004

Photos H - 13 : Communauté de Caigua – Une agriculture diversifiée



Les trois clichés, pris dans le quartier de Costa Rica [cf. Carte E-1] donnent un aperçu de la diversité de l'agriculture à Caigua. Sur la photo **a**, les arbres fruitiers (orangers) correspondent à l'une des cultures commerciales coutumières de l'Oriente bolivien. Sur le cliché **b**, on distingue en arrière-plan une parcelle de maïs, culture orientale traditionnelle et généralement destinée à l'autoconsommation. Enfin, cliché **c**, les plans de tomates constituent la culture horticole la plus présente dans la communauté, récemment développée à des fins commerciales.



Par ailleurs, on remarquera la présence de clôtures au premier plan des clichés **a** et **b**, destinées à empêcher le passage des animaux. Ceci symbolise bien la place complémentaire de l'élevage dans un paysage globalement agricole.

Enfin, en arrière-plan du cliché **b**, la maison aux murs en brique et toit en tuile révèle une certaine aisance des propriétaires. En ce sens, on observera aussi la connexion au réseau électrique, dans une zone pourtant éloignée de la communauté.

Clichés **a** et **b** : Ceydrick Martin, novembre 2003

Cliché **c** : Sylvain Souchaud, septembre 2004



Photos H - 14 : Communauté de Caigua – L’habitat et son évolution



Ces clichés offrent deux visions à 16 mois d’intervalle de maisons situées dans le quartier Brecha [cf. Carte E-1], le long du gazoduc Yabog (dont la présence est signalée par la borne jaune visible à droite des photos).

Sur le cliché **a**, on distingue (au premier plan) l’habitat traditionnel de l’Orient bolivien, fabriqué à partir de troncs d’arbustes largement présents localement, d’une forme plus récente de construction (en arrière-plan), liée à l’immigration puisque important des techniques issues des régions occidentales, notamment l’emploi de briques d’adobe (ici complétées d’un toit en tôle ondulée).

Le cliché **b** représente les mêmes logements près d’un an et demi plus tard. Comme dans le cas de Tolomosa [cf. Photos H-6-c], l’habitat d’adobe a bénéficié d’un programme d’assainissement (géré par les ONG) afin de limiter la présence de vinchucas (insectes vecteurs de maladies) : un crépi de ciment a été passé sur les briques de terres et le tout badigeonné de peinture à la chaux ; le toit a été recouvert de tuiles. En outre, on notera l’édification d’une autre maisonnette sur le même principe (centre de la photo) qui a de plus bénéficié de fondations cimentées et remplace la cabane en bois qui n’a pas été rénovée.

Cliché **a** : Ceydric Martin, juillet 2002

Cliché **b** : Ceydric Martin, novembre 2003

4 - La ville de Villamontes

Photos H - 15 : Villamontes – Une ville-carrefour



La position de carrefour de Villamontes est bien illustrée par le panneau mural de la station-service située à l'entrée de la localité (cliché **a**) qui signale les distances reliant la ville à Yacuiba (frontière avec l'Argentine), à Ibibobo (petit bourg situé à mi-chemin avec le Paraguay), à Tarija et à Santa Cruz.

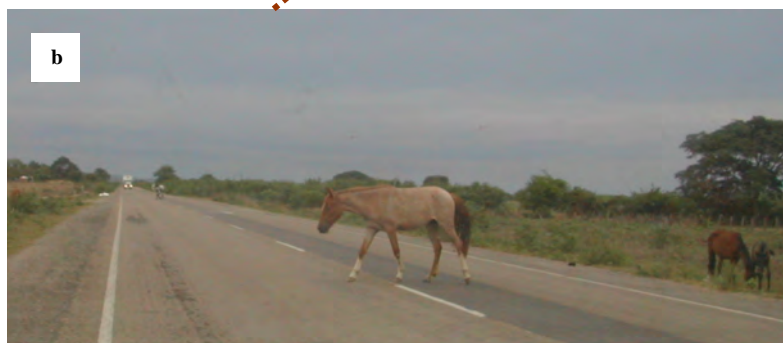
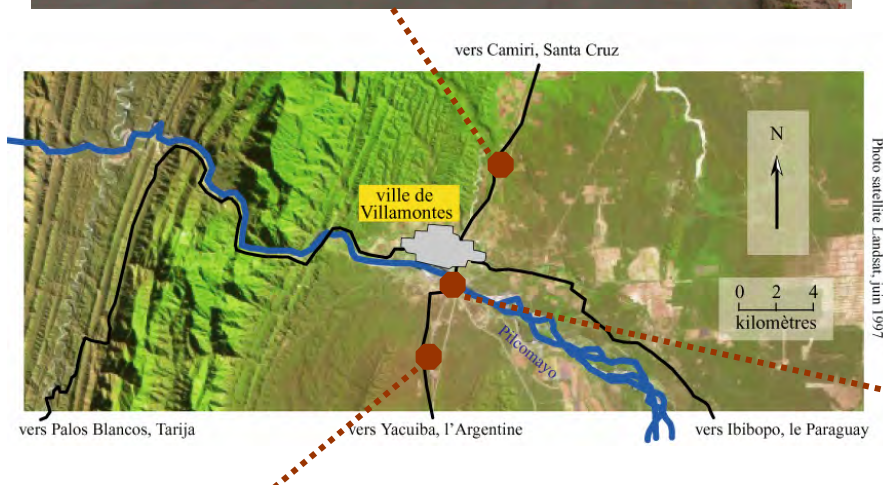
Sur le cliché **b**, à l'arrivée à Villamontes en provenance du nord, un carrefour permet de rejoindre le centre-ville, le Paraguay ou de poursuivre vers Yacuiba et l'Argentine.

Cliché **a** : Ceydric Martin, avril 2002

Cliché **b** : Ceydric Martin, novembre 2003



Photos H - 16 : Villamontes – Le passage de l'axe Yacuiba-Santa Cruz



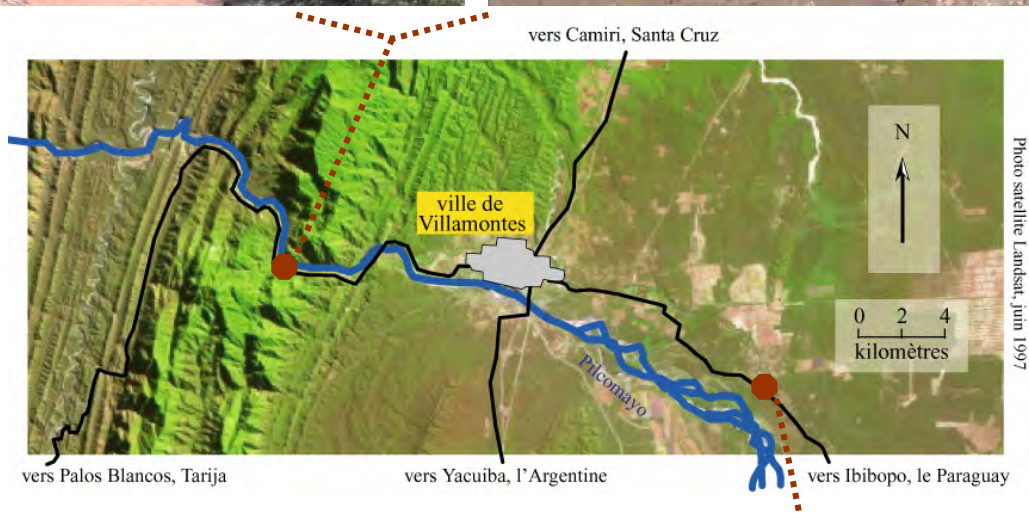
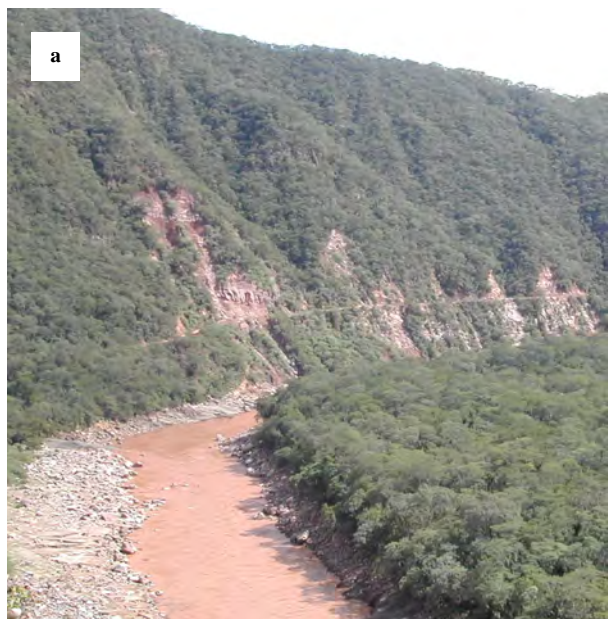
Au moment de la prise du cliché **a**, qui représente l'arrivée à Villamontes depuis Santa Cruz, la route goudronnée (depuis les années 90) était en cours de rénovation, ce qui explique l'absence de marquage au sol. En arrière-plan à gauche, on distingue la raffinerie d'huile de la ville ; à droite, les reliefs de l'Aguaragüe.

Le cliché **b** a été pris dans le prolongement méridional de cette route, à la sortie de Villamontes, en direction de Yacuiba. Ce tronçon, qui n'avait pas encore été rénové, est fréquemment emprunté par des animaux, le pacage (quand l'élevage est une activité secondaire) se pratiquant dans les espaces publics.

Sur le cliché **c**, on aperçoit le pont métallique au-dessus du Pilcomayo (aux portes de Villamontes), dernier point de franchissement de ce fleuve en Bolivie. C'est l'ouverture de la ligne de chemin de fer Yacuiba-Santa Cruz qui est à l'origine de sa construction dans les années 50, mais il sert aussi aux véhicules empruntant l'axe goudronné longeant le piémont, ce qui explique la présence du camion roulant par-dessus les rails (cliché **d**). La voie étant unique, un minibus, une camionnette et une voiture attendent leur tour pour s'engager sur le pont.

Clichés **a**, **b**, **c** et **d** : Ceydric Martin, novembre 2003

Photos H - 17 : Villamontes – Les axes secondaires



La piste reliant Villamontes à Tarija franchit la chaîne de l'Aguaragüe, en suivant le passage creusé par le Pilcomayo (cliché a). Il s'agit d'une voie de communication sinueuse et boueuse, et l'embourbement des camions est un problème typique en période de pluie (cliché b).

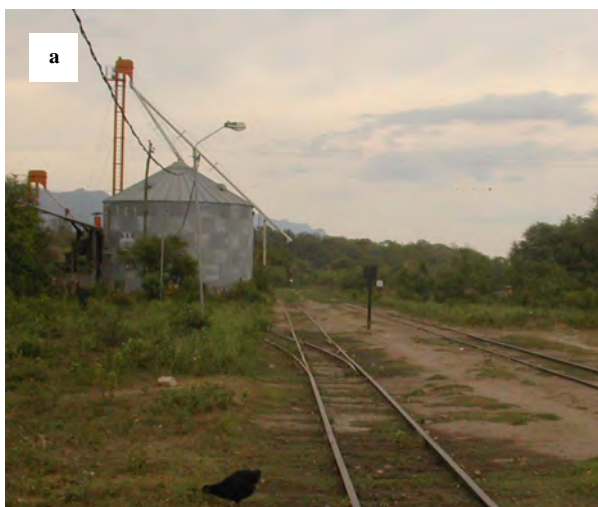
Le cliché c offre un panorama fort différent : pris à la sortie de Villamontes, en direction d'Ibibobo et du Paraguay, cette piste pierreuse traverse les vastes étendues planes du Chaco.



Clichés a et b : Ceydric Martin, avril 2002

Cliché c : Ceydric Martin, mai 2002

Photos H - 18 : Villamontes – La raffinerie, friche industrielle



L'acheminement des oléagineux vers Villamontes devait s'effectuer par voie ferrée, les localités productrices du piémont ont donc été équipées à cet effet (cliché **a**, un silo à Palmar Chico, dans le piémont Sud, cf. Carte II-8).

Les clichés **b** et **c** représentent la raffinerie aujourd'hui désaffectée [cf. Carte G-1 pour sa localisation précise à Villamontes].



Clichés **a** et **b** : Ceydric Martin, novembre 2003
Cliché **c** : Ceydric Martin, mai 2002



Photos H - 19 : Villamontes – Aménagements du centre-ville



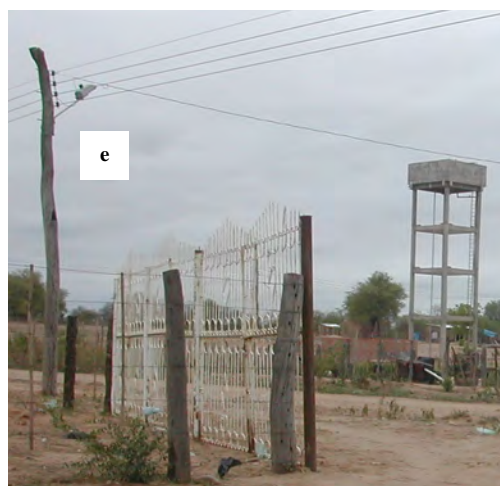
Par rapport à la taille de la ville, le centre de Villamontes est particulièrement bien organisé. Sur le cliché **a**, on appréciera les aménagements de la place centrale (végétation luxuriante bien entretenue, kiosque) occupée dans les angles par des petits commerces (dans ce cas, la jupe de la vendeuse nous indique qu'il s'agit d'une immigrée des régions andines). En outre, le nom des rues et les sens de circulation sont particulièrement bien indiqués (clichés **a** et **b**) résultat du récent développement de l'activité gazière (c'est l'entreprise brésilienne Petrobras qui a financé ces installations).

Enfin, on remarquera les ambitions futuristes du développement de la ville avec l'avenue Heroes del Chaco (cliché **c**, cf. Carte G-1 pour sa localisation en parallèle du fleuve Pilcomayo). La taille de cette voie de communication partiellement aménagée (présence d'arbres sur le terre-plein central) est disproportionnée (2 x 2 voies) par rapport à celle d'une ville moyenne bolivienne. En novembre 2003, la construction du pont traversant la rivière de Caguani (cliché **d**) laissait envisager une connexion prochaine à l'axe Yacuiba–Santa Cruz.

Clichés **a** et **b** : Ceydric Martin, juillet 2002

Clichés **c** et **d** : Ceydric Martin, novembre 2003

Photos H - 20 : Villamontes – Consolidation progressive d'un quartier d'immigrés



Ces clichés ont été pris dans un des nouveaux quartiers de Villamontes, situé sur les hauteurs, au nord-est de la ville (zone 3-a de notre enquête, cf. Carte G-1), ce qui offre un panorama exceptionnel sur l'Aguaragüe (cliché **a**). Fortement composé d'immigrés (selon Envil 2002, plus de 80 % des chefs de famille enquêtés n'étaient pas natifs), les logements y sont récents et souvent rudimentaires (on remarquera l'assemblage de matériau de récupération sur le cliché **b**).

Cependant, la formation de ce quartier s'accompagne aussi de constructions de meilleure qualité (cliché **c** : mise en place de la charpente d'une maison aux murs en adobe) et de la mise en place progressive d'améliorations diverses (cliché **d** : compteur électrique sur pilier en brique ; cliché **e** : citerne d'eau et éclairage publique).

De manière générale, les nouveaux arrivants prennent possession de leurs lots (d'où la clôture du cliché **e**, complétée par un portail métallique) pour ensuite y construire un logement selon leur savoir-faire (cliché **c** : l'adobe pour les immigrants originaires des zones andines côtoie ainsi le bois pour ceux qui viennent des contrées orientales).

Clichés **a**, **b**, **c** et **d**, **e** : Ceydric Martin, novembre 2003